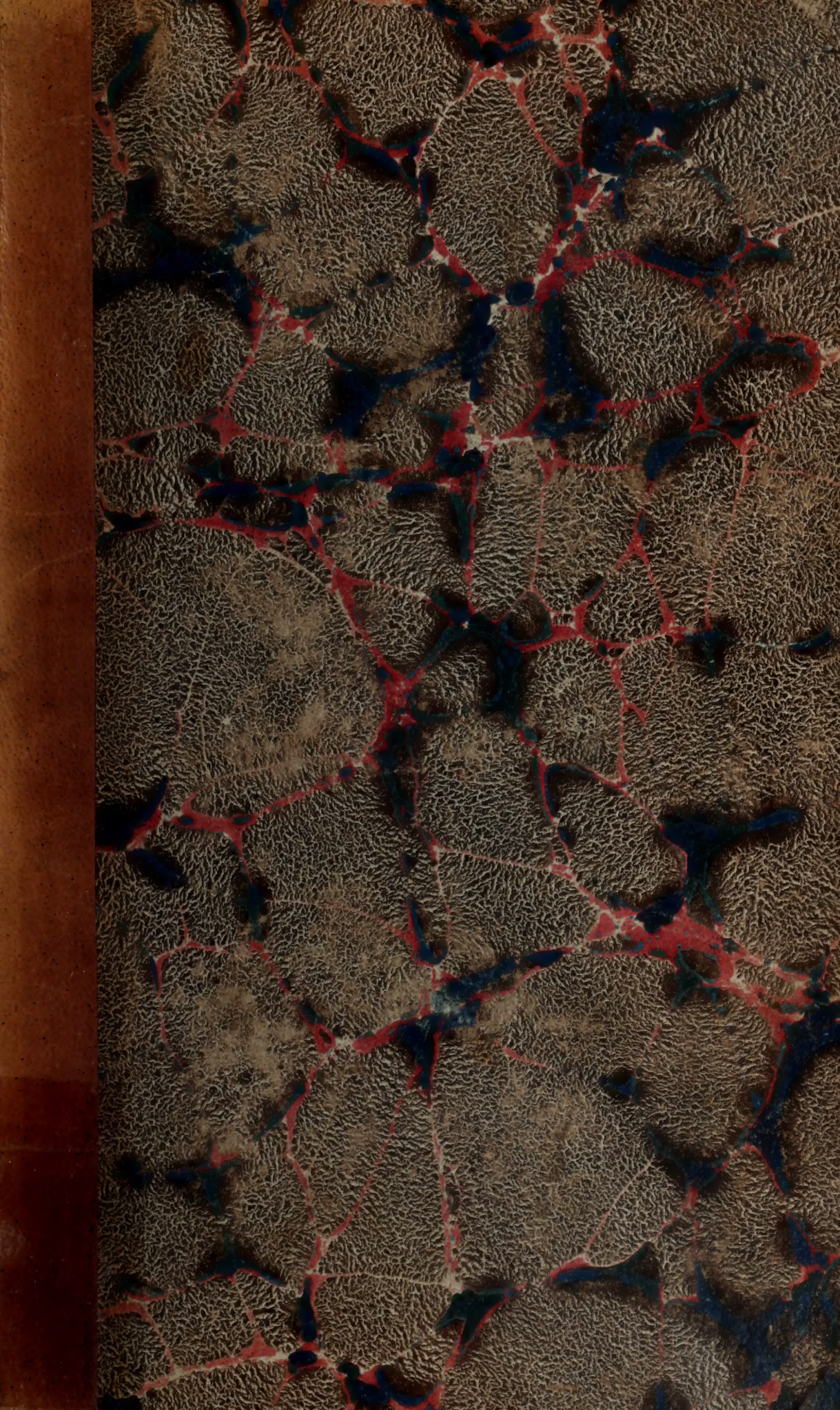




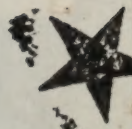


BIBLIOTHEQUE DE DROIT

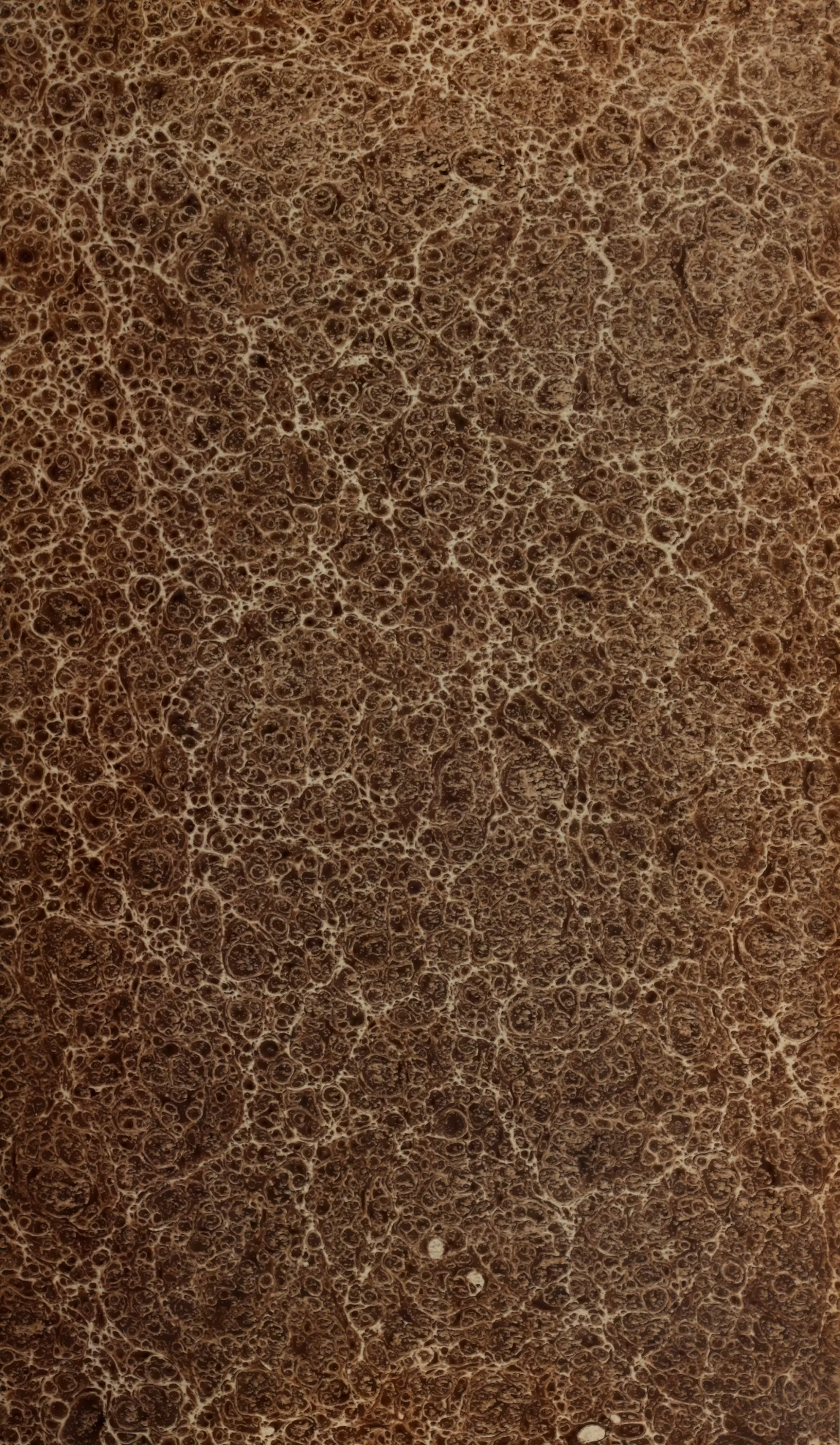
U.d'O.

O.U.

LAW LIBRARY











Digitized by the Internet Archive  
in 2011 with funding from  
University of Toronto



# BULLETIN

ANNOTÉ

# DES LOIS.

PARIS.

IMPRIMERIE DE LA LIBRAIRIE DE LA RUE DE LA HARPE, N. 22.

PARIS, IMPRIMERIE DE LA LIBRAIRIE DE LA RUE DE LA HARPE, N. 22.

PARIS, IMPRIMERIE DE LA LIBRAIRIE DE LA RUE DE LA HARPE, N. 22.

PARIS, IMPRIMERIE DE LA LIBRAIRIE DE LA RUE DE LA HARPE, N. 22.



## ABRÉVIATIONS.

|                                     |                                                                           |
|-------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
| ANN., I, 135.....                   | Annales des contributions indirectes et des octrois, tome 1, page 135.    |
| ANN., 1833, 15.....                 | Annales des contributions indirectes et des octrois, année 1833, page 15. |
| Arr. du cons.....                   | Arrêt du conseil d'état.                                                  |
| Art. ....                           | Article.                                                                  |
| Avis du cons.....                   | Avis du conseil d'état.                                                   |
| B., V, 79.....                      | Collection Baudoin, tome 5, page 79.                                      |
| Bull. civ., III, 27.....            | Bulletin civil de la cour de cassation, tome 3, page 27.                  |
| Bull. crim., X, 509...              | Bulletin criminel de la cour de cassation, tome 10, page 509.             |
| Cass....                            | Arrêt de la cour de cassation.                                            |
| Circul. minist.....                 | Circulaire ministérielle.                                                 |
| Cod. civ.....                       | Code civil.                                                               |
| Cod. comm.....                      | Code de commerce.                                                         |
| Cod. inst. crim.....                | Code d'instruction criminelle.                                            |
| Cod. pén.....                       | Code pénal.                                                               |
| Cod. proc. civ.....                 | Code de procédure civile.                                                 |
| Collect. alphab.....                | Collection alphabétique.                                                  |
| DALL.....                           | Dalloz.                                                                   |
| Décis. minist.....                  | Décision ministérielle.                                                   |
| DUP., X, 50.....                    | Collection de Dupont, tome 10, page 50.                                   |
| I, Bull. XXVII, n° 127.             | Bulletin des Lois, 1 <sup>re</sup> série, Bulletin n° 27, Loi n° 127.     |
| Inst. minist.....                   | Instruction ministérielle.                                                |
| Journ. du pal., 2 <sup>e</sup> sem. | Journal du Palais, 2 <sup>e</sup> semestre.                               |
| Jur. du cons.....                   | Jurisprudence du conseil d'état.                                          |
| L., III, 85.....                    | Collection du Louvre, tome 3, page 85.                                    |
| MAG.....                            | Macarel.                                                                  |
| Sect.....                           | Section.                                                                  |
| Sén.-cons.....                      | Sénatus-consulte.                                                         |
| SIR., IV, I, 27.....                | Sirey, tome 4, 1 <sup>re</sup> partie, page 27.                           |
| SIR. et DEVILL.....                 | Sirey et Devilleneuve.                                                    |
| S. M.....                           | Sa Majesté.                                                               |
| Suiv.....                           | Suivans.                                                                  |
| Tit.....                            | Titre.                                                                    |
| Vis.....                            | Verbis.                                                                   |
| V°.....                             | Verbo.                                                                    |



# BULLETIN

CIV

ANNOTÉ

# DES LOIS,

## DÉCRETS ET ORDONNANCES,

DEPUIS LE MOIS DE JUIN 1789 JUSQU'AU MOIS D'AOUT 1830,

16 VOLUMES IN-8<sup>o</sup>,

AVEC DES NOTICES, PAR MM. ODILON BARROT, VATIMESNIL, YMBERT;

mis en ordre et annoté

PAR M. LEPEC, AVOCAT A LA COUR ROYALE DE PARIS;

PUBLIÉ AVEC L'APPROBATION ET SOUS LE PATRONAGE

De MM. *Pairs de France* : Boyer, Cousin, Portalis, de Ségur, Siméon, de Tascher, Tripier, Villemain, Zangiacomi, etc., etc., etc.; — *Députés* : président de la Chambre, Dupin; *membres*, Bavoux, Bellaigue, Bérard, Bernard (de Rennes), Bessière, Bignon, Bodin (Félix), Boissy-d'Anglas, Bugeaud, Chastellux, Cormenin, Coulmann, Canin-Gridaine, Debelleyne, Didot (Firmin), Dubois (de Nantes), Dubois (Abraham), Etienne, Eschassériaux, Foy (Alphonse), Gillon, Gouin, Gravier, Havin, Jouffroy, Madier-de-Montjau, Martineau, Mauguin, Mercier, Odilon Barrot, Passy, Perrin, Portalis, Prévôt-Leygonie, Réalier Dumas, Rihouet, Rivière de l'Arque, Salverie, Sapey, de Schonen, Simmer, Taillon-dier, Vatimesnil, Verrollot, Viennet, etc., etc., etc.

---

TOME QUINZIÈME.

PARIS,

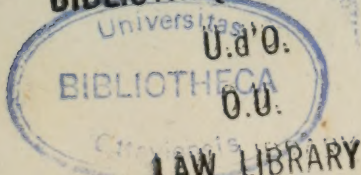
CHEZ PAUL DUPONT, ÉDITEUR,

DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE NORMALE D'ÉDUCATION,

Rue de Grenelle-St-Honoré, N° 55, Hôtel des Fermes.

1837.

BIBLIOTHEQUE DE DROIT









113704

---

# RESTAURATION.

---

*Le second chiffre indique, selon la nature des actes, la date de la promulgation ou celle de la publication.*

---

N° 1. = 7—29 juillet 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui établit une chambre de commerce à Saint-Brieuc, département des Côtes-du-Nord (1). (VII, Bull. CCXCVIII, n° 7061.)

---

N° 2. = 7 juillet—4 août 1819. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée pour l'exploitation des salines d'Engrenniet et de Lavalduc, et de la fabrique de soude factice, etc., situées au lieu dit le Plan d'Aren, département des Bouches-du-Rhône. (VII, Bull. CCXCIX, n° 7144.)

---

N° 3. = 7 juillet 1819. = **CIRCULAIRE** de M. le garde des sceaux à MM. les procureurs généraux près les cours royales, concernant l'exécution de la loi du 10—12 mars 1818, sur le recrutement de l'armée (2). (Journal militaire, deuxième semestre 1819, page 61.)

---

N° 4. = 13—17 juillet 1819. = **ORDONNANCE** du roi relative à la convocation des conseils d'arrondissement et des conseils généraux pour la session de 1819. (VII, Bull. CCXCIII, n° 6956.)

---

N° 5. = 14—16 juillet 1819. = **LOI** relative à la fixation du budget des dépenses de 1819. (VII, Bull. CCXCII, n° 6953.)

---

**TITRE 1<sup>er</sup>.** — *Dispositions relatives aux pensions.*

Art. 1<sup>er</sup>. Le crédit des pensions militaires, fixé par la loi du 25 mars 1817 à cinquante-un millions sept cent soixante-deux mille trois cent dix-sept francs, pourra être augmenté jusqu'à concurrence d'une somme de quinze cent mille francs, destinée à couvrir l'insuffisance de ce crédit, comparé au montant réel des pensions militaires acquises antérieurement à ladite loi. — Les inscriptions qui auront lieu en vertu du présent article porteront jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1819.

2. Les soldes de retraite des militaires sujets à la visite annuelle, et pour lesquels il avait été fait un fonds particulier de seize cent mille francs au budget du ministère de la guerre, en exécution de l'article 28 de la loi du 25 mars 1817, seront inscrites au livre des pensions du trésor royal, pour être payées, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1819, sur les fonds généraux mis à la disposition du ministre des finances.

---

(1) Voyez l'arrêté du 3 nivose an 11 (24 décembre 1802), sur les chambres de commerce, et la note.

(2) Cette circulaire a perdu tout son intérêt depuis que la loi de 1818 a été abrogée expressément par l'art. 50 de celle du 21—23 mars 1832, suivie elle-même d'une instruction très étendue, publiée le 30 mars suivant.



3. Ces soldes de retraite provisoires sont déclarées définitives, et les titulaires ne seront plus assujétis à la visite annuelle.
  4. L'inscription au trésor aura lieu d'après les tableaux qui seront adressés au ministre des finances par le ministre de la guerre, et suivant les formalités prescrites par les articles 24 et 25 de la loi du 25 mars 1817.
  5. A l'avenir, la totalité des extinctions qui surviendront dans les pensions militaires sera acquise à l'état. — La moitié desdites extinctions, affectée à la concession de pensions nouvelles par la loi du 25 mars 1817, sera remplacée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1819, par un crédit annuel qui, en temps de paix, ne pourra s'élever au-delà de six cent mille francs. — Tous les ans, le ministre de la guerre rendra un compte spécial de l'emploi de ce crédit, qui ne pourra être augmenté qu'en vertu d'une loi.
  6. Les dispositions de l'article 12 de la loi du 15 mai 1818, relatives à la pension dont jouissent les chevaliers de Malte présents à la capitulation de l'île, sont étendues à ceux de ces chevaliers qui jouissent d'une pension de retraite ou de tout traitement quelconque, et leur sont applicables à dater de la promulgation de ladite loi.
  7. Sont exceptées de la disposition des lois qui prohibent le cumul, les pensions accordées aux grand'croix, commandeurs et chevaliers de Saint-Louis.
  8. La disposition de l'article 98 de la loi du 15 mai 1818, qui assimile les vétérans des camps de Juliers et d'Alexandrie aux donataires des quatrième, cinquième et sixième classes, est abrogée. — Les vétérans des camps de Juliers et d'Alexandrie, ainsi que les veuves et les orphelins de ceux qui sont décédés, tant sur les établissemens que depuis leur rentrée en France, seront inscrits au livre des pensions pour une somme égale à leur solde de retraite, en indemnité des domaines nationaux qui leur avaient été concédés par la loi du 1<sup>er</sup> floréal an 11 (21 avril 1803). — Ces pensions seront réversibles sur les veuves des vétérans. — Les arrérages du doublement de solde accordé par l'ordonnance du 2 décembre 1814, et suspendu au 1<sup>er</sup> avril 1817, seront acquittés, sauf déduction des sommes reçues du domaine extraordinaire, en vertu de l'article 98 de la loi du 25 mars 1817.
  9. Les comptes des caisses des pensions de tous les ministères et de toutes les administrations, appuyés sur toutes les pièces justificatives, seront soumis au jugement de la cour des comptes; ils comprendront toutes les recettes et toutes les dépenses faites depuis l'établissement des retenues.
- TITRE II. — *Fixation des charges et dépenses de l'exercice 1819.*
- § 1<sup>er</sup>. — Budget de la dette consolidée.
10. Les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement sont fixées, pour l'exercice 1819, à la somme de deux cent vingt-sept millions neuf cent quatre-vingt dix-sept mille cent vingt-trois francs, conformément à l'état A ci-annexé.
  11. La rente de sept millions inscrite en vertu des conventions faites en 1815 avec les puissances étrangères pour la garantie de la contribution de guerre, laquelle ne portait point d'intérêts, sera rayée du grand-livre.
  12. Le crédit de sept cent quarante-cinq mille huit cent trente-huit francs de rentes resté sans emploi sur celui de trois millions cinq cent mille francs ouvert par l'article 2 de la loi du 23 décembre 1815 pour le paiement des sommes dues aux sujets anglais, et le crédit de cinq millions cent soixante-dix mille six cent vingt-trois francs de rentes aussi resté sans emploi sur celui de vingt-quatre millions ouvert par la loi du 6 mai 1818 pour le paiement de ce qui restait dû aux puissances étrangères, sont annulés.



## § II. — Fixation des dépenses générales du service.

13. Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de six cent quarante-un millions cinq cent dix-neuf mille francs pour les dépenses générales du service de l'année 1819, conformément à l'état B.

14. Il sera pourvu au paiement des dépenses mentionnées dans les articles 10 et 13 de la présente loi et dans les tableaux y annexés, par les voies et moyens de l'exercice 1819.

( *Suivent les états.* )

N° 6. = 14—17 juillet 1819. = **Loi relative à l'abolition du droit d'aubaine et de détraction** (1). (VII, Bull. CCXCIV, n° 6986.)

Art. 1<sup>er</sup>. Les articles 726 et 912 du Code civil sont abrogés : en conséquence, les étrangers auront le droit de succéder, de disposer et de recevoir de la même manière que les Français, dans toute l'étendue du royaume.

2. Dans le cas de partage d'une même succession entre des cohéritiers étrangers et français, ceux-ci prélèveront sur les biens situés en France une portion égale à la valeur des biens situés en pays étranger dont ils seraient exclus, à quelque titre que ce soit, en vertu des lois et coutumes locales.

N° 7. = 14—17 juillet 1819. = **Lois relatives à quelques changemens dans la circonscription de divers départemens, arrondissemens, cantons et communes du royaume.** (VII, Bull. CCXCIV, n° 6987.)

(1) Déjà le droit d'aubaine avait été aboli par le décret du 6—18 août 1790 (voyez ce décret et les notes), mais il avait été rétabli par l'art. 726 du Code civil, qui admettait seulement l'étranger à succéder en France de la même manière que le Français était admis, par les traités, à succéder dans le pays de l'étranger. La présente loi abroge cet art. 726 et l'art. 912 du même code relatif aux donations faites au profit d'étrangers.

Sous l'empire du décret du 6—18 août 1790, on jugeait : qu'une parfaite réciprocité, non seulement de nation à nation, mais encore de particulier à particulier, était une condition nécessaire pour qu'un étranger pût recueillir ou transmettre une succession en France ; qu'ainsi, les religieux étrangers, morts civilement dans leur pays, qui ne pouvaient y laisser de succession, ni disposer aucunement de leurs biens, n'étaient pas admis en France à recueillir la succession d'un Français ou l'effet d'un legs universel, encore qu'en France les religieux fussent relevés de la mort civile. Cass., 24 août 1808, *SIR.*, IX, 1, 332 ; Bull. civ., X, 237. — Que le décret du 6—18 août 1790, abolitif du droit d'aubaine, avait bien produit cet effet que les citoyens d'un autre état n'avaient pas eu besoin, pour recueillir en France, d'excepter des traités politiques qui avaient supprimé l'aubaine, mais que, pour cela, il n'y avait pas eu annulation du traité ; de sorte que si, postérieurement, le décret de 1790 avait perdu l'effet d'assurer la successibilité de l'étranger, et si, aux termes des art. 726 et 912 du Code civil, cette successibilité ne pouvait plus avoir lieu en France qu'au cas de réciprocité entre les deux états, en ce cas, le traité ancien, établissant la réciprocité, pouvait être invoqué par l'étranger. Poitiers, 2 juin 1824, *SIR.*, XXV, 2, 59. — Que le traité d'abolition du droit d'aubaine entre deux puissances n'était pas anéanti par l'événement de la guerre ; que, dans l'état de guerre comme dans l'état de paix, il devait toujours produire son effet jusqu'à une révocation positive. Turin, 10 janvier 1810, *SIR.*, XIV, 2, 223. — Que la loi française, qui supprimait le droit d'aubaine, était obligatoire pour tous les pays réunis, du jour de leur réunion. Turin, 24 messidor an 13, *SIR.*, VI, 2, 60. — Et que, lorsque le domaine s'était emparé, par suite du droit d'aubaine alors existant, des biens de la succession d'un étranger mort en France, s'il arrivait que, plus tard, les héritiers du défunt contestassent les droits du domaine et demandassent l'envoi en possession des biens, le jugement de cette contestation appartenait à l'autorité judiciaire et non à l'autorité administrative. Arr. du cons., 25 avril 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 60.

Sous l'empire de la loi de 1819, on a jugé que les biens laissés en France par un étranger décédé sans parens au degré successible, ni enfant naturel, ni conjoint survivant, ne sont pas dévolus au souverain du pays de cet étranger ; que ces biens, à l'instar de ceux des nationaux, restent acquis à la France, par droit de souveraineté ; et que la loi du 14—17 juillet 1819, qui s'était bornée à abolir le droit d'aubaine, à abroger les art. 726 et 912 du Code civil, et à donner aux étrangers le même droit de succéder qu'aux Français, dans toute l'étendue du royaume,



N° 8. = 14 juillet—4 août 1819. = *ORDONNANCE du roi portant autorisation d'une société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Nord* (1). (VII, Bull. CCXCIX, n° 7145.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu l'acte passé à Lille, département du Nord, par-devant *Grimbel* et son confrère, notaires royaux, les 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 juin 1819, acte contenant les statuts d'une compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans ledit département; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La société d'assurances mutuelles contre l'incendie, provisoirement constituée dans le département du Nord par l'acte précité, demeure autorisée, conformément aux statuts renfermés dans ledit acte annexé aux présentes, lequel est approuvé, sauf les réserves ci-après.

2. Les détériorations non déclarées aux époques prescrites par l'article 9 ne pourront donner lieu, en vertu de cet article, à l'annulation de l'assurance, qu'autant qu'elles s'élèveront au dixième de la valeur de l'objet assuré, à partir de la dernière évaluation.

3. La présente autorisation étant accordée à la charge par ladite société de se conformer aux lois et aux statuts qui doivent lui servir de règle, nous nous réservons de la révoquer dans le cas où les conditions ne seraient point accomplies, sauf les actions à exercer par les particuliers devant les tribunaux, à raison des infractions commises à leur préjudice.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie conforme de son état de situation au préfet du département du Nord, aux greffes des tribunaux civils et de commerce, ainsi qu'aux chambres de commerce existant dans ledit département.

5. Devront les sociétaires se conformer, en ce qui les concerne, aux lois et réglemens de police sur les incendies.

6. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur nommera auprès de ladite société un commissaire chargé de prendre connaissance des opérations, de veiller à l'observation des statuts, de lui en rendre compte, d'informer le préfet du département du Nord de tout ce qui, dans l'administration de la compagnie, pourrait intéresser l'ordre public, et de le prévenir des assemblées du conseil général des actionnaires. — Ce commissaire pourra suspendre provisoirement l'exécution des mesures qui lui paraîtraient contraires aux lois, aux statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce, jusqu'à décision à intervenir de la part des autorités compétentes, auxquelles toute suspension devra être immédiatement déférée.

7. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois; pareille insertion aura lieu dans le *Moniteur* et dans le journal destiné aux annonces judiciaires du département du Nord, sans préjudice des affiches prescrites par l'article 45 du Code de commerce. — (*Suivent les statuts.*)

N° 9. = 16—17 juillet 1819. = *LOI relative aux grains* (2). (VII, Bull. CCXCIV, n° 6988.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le droit permanent de cinquante centimes par quintal métrique,

n'avait pas dérogé à l'art. 723 du même code qui veut que l'état soit héritier, à défaut d'héritiers au degré successible et de conjoint survivant. Paris, 15 novembre 1833, *SIR.*, XXXIII, 2, 593.

(1) Voyez, sur le même objet, l'ordonnance du 5 décembre 1821—30 janvier 1822.

(2) Les droits d'importation sur les grains ont été successivement fixés par les ordonnances des



établi par la loi du 28 avril 1816 sur les grains et farines importés de l'étranger, est converti en un droit également permanent de un franc vingt-cinq centimes par hectolitre de grains, et de deux francs cinquante centimes par quintal métrique de farine. — Ce droit sera réduit à vingt-cinq centimes par hectolitre de grains, et à cinquante centimes par quintal métrique de farine, lorsque l'importation aura lieu par navires français.

2. Lorsque le prix des blés-fromens indigènes sera descendu au taux de vingt-trois francs dans les départemens compris dans la première classe établie par l'ordonnance du 18 décembre 1814, rendue en exécution de la loi du 2 décembre même année, à celui de vingt-et-un francs dans les départemens compris dans la seconde classe, à celui de dix-neuf francs dans les départemens compris dans la troisième, les blés-fromens étrangers importés dans ces départemens paieront, indépendamment du droit permanent, un droit supplémentaire de un franc par hectolitre, sans distinction de pavillon.

3. Lorsque le prix des blés-fromens indigènes sera descendu au dessous des taux mentionnés dans l'article précédent, chaque franc de diminution donnera lieu, indépendamment du droit permanent et du droit supplémentaire réglé par l'article 2, à un nouveau droit supplémentaire de un franc par hectolitre, et également sans distinction de pavillon.

4. Dans les cas prévus par les articles 2 et 3, le quintal métrique de farines de grains venant de l'étranger paiera, indépendamment du droit permanent, le triple des droits supplémentaires imposés sur l'hectolitre de grains.

5. Lorsque le prix des blés-fromens indigènes sera tombé au dessous de vingt francs dans les départemens compris dans la première classe établie par l'ordonnance du 14 décembre 1814, au dessous de dix-huit francs dans les départemens de la seconde classe, et au dessous de seize francs dans les départemens de la troisième classe, toute introduction de blés et de farine de blés étrangers, pour la consommation nationale, sera prohibée dans lesdits départemens.

6. Pour l'exécution des dispositions portées aux articles 2, 3, 4 et 5, le ministre de l'intérieur fera dresser et arrêtera, à la fin de chaque mois, un état des prix moyens des grains vendus sur les marchés qui seront ci-après désignés : cet état sera publié au Bulletin des lois, le 1<sup>er</sup> de chaque mois; il servira, pendant le mois de sa publication, à percevoir, s'il y a lieu, les droits supplémentaires établis par les articles 2, 3 et 4, et à l'exécution de l'article 5.

7. Pour l'établissement et l'application des prix moyens mentionnés en l'article précédent, les départemens frontières compris dans les trois classes déterminées par l'article 2 de la loi du 2 décembre 1814 et par l'ordonnance du 14 du même mois, seront divisés en sections, conformément au tableau annexé à la présente loi.

8. Il sera établi un prix moyen pour chacune de ces sections; ce prix se réglera sur les mercuriales des deux premiers marchés du mois courant et du dernier marché du mois précédent : ces mercuriales seront celles des marchés régulateurs indiqués, pour chaque section, sur le tableau annexé à la présente loi.

9. A l'avenir, les prix moyens arrêtés et publiés, conformément à la pré-

---

22—30 septembre et 6—10 octobre 1819; par la loi de douanes du 7—9 juin 1820; par l'ordonnance du 21—23 octobre suivant; par la loi, sur les grains, du 4—15 juillet 1821; par celle du 20—25 octobre 1830; par celle du 15—17 avril 1832, qui a rétabli la faculté illimitée de l'importation que la présente et celle du 4 juillet 1821 avaient restreinte et par celle du 26 avril—1<sup>er</sup> mai 1833, qui maintient le tarif de 1832.



sente loi, serviront à régler la suspension de l'exportation dans les différentes sections indiquées au tableau qui y est annexé. Ils remplaceront ceux qui devaient être dressés en exécution des articles 6 et 7 de la loi du 2 décembre 1814, lesquels sont abrogés.

10. Les dispositions des articles 2, 3 et 4 de la présente loi, seront applicables aux seigles, maïs, et aux farines de seigle et de maïs, lorsque le prix en sera descendu à dix-sept francs l'hectolitre dans les départemens de la première classe, à quinze francs dans les départemens de la seconde classe, à treize francs dans les départemens de la troisième classe. — Chaque franc de diminution dans ces prix donnera lieu aux droits supplémentaires établis par l'article 3. — La prohibition portée par l'article 5 sera applicable aux seigles, maïs, et aux farines de seigle et de maïs, lorsque le prix de ces grains sera descendu au dessous de quatorze francs dans les départemens de la première classe, au dessous de douze francs dans les départemens de la seconde classe, au dessous de dix francs dans les départemens de la troisième classe. — Les mêmes dispositions des articles 2, 3, 4 et 5, pourront être étendues par des ordonnances royales à l'orge et autres grains non dénommés ci-dessus.

11. Il n'est rien changé aux dispositions des lois et réglemens qui autorisent l'entrepôt réel des grains étrangers dans les ports du royaume : cette autorisation est étendue aux villes de Strasbourg, Sierck, Thionville, Charleville, Givet, Lille et Valenciennes. — La réexportation des grains entreposés ne pourra, dans aucun cas, être gênée ni interdite, sous quelque prétexte que ce soit.

12. Le gouvernement est autorisé à modifier, dans l'intervalle des sessions, le tableau annexé à la présente loi, sauf à faire approuver ces modifications à la première session qui suivra.

(Suit le tableau.)

---

N<sup>o</sup> 10. = 16—28 juillet 1819. = **LOI relative à des échanges entre le domaine de la couronne et S. A. R. M. le duc d'Orléans.** (VII, Bull. CCXCVII, n<sup>o</sup> 7035.)

Art. 1<sup>er</sup>. La régie de l'enregistrement est autorisée à céder à l'administration de la dotation de la couronne le domaine de Neuilly, provenant du domaine extraordinaire, moyennant le transfert d'une rente au grand-livre de la dette publique, représentant, au cours de ce jour, la somme capitale de sept cent quatre-vingt-onze mille trois cent quatre francs quatre-vingt-huit centimes, montant de l'estimation dudit domaine de Neuilly.

2. Ledit domaine de Neuilly, celui de Villiers, et une partie de la forêt de Bondy, jusqu'à concurrence de la somme de deux cent quarante-neuf mille cinq cent quarante-huit francs douze centimes, d'après la démarcation et l'estimation qui seront faites contradictoirement, faisant partie de la dotation de la couronne, seront échangés avec la régie de l'enregistrement et des domaines, contre les écuries situées à Paris, rue Saint-Thomas-du-Louvre, provenant de la succession de feu M. le duc d'Orléans, dont l'expropriation a été ordonnée pour cause d'utilité publique, et la valeur estimée à un million cent quatre-vingt-quatre mille trois cent cinquante-trois francs.

3. Au moyen de cet échange, lesdites écuries feront partie du domaine de la couronne.

4. La régie de l'enregistrement est autorisée, pour acquitter la somme d'un million cent quatre-vingt-quatre mille trois cent cinquante-trois francs, montant de l'expropriation, à céder en paiement à M. le duc d'Orléans les domaines de Neuilly et de Villiers, pour la somme de neuf cent trente-quatre



mille huit cent quatre francs quatre-vingt-huit centimes, prix de leur estimation, et la partie de la forêt de Bondy mentionnée en l'article 2.—Moyennant cet échange, M. le duc d'Orléans deviendra propriétaire incommutable des domaines de Neuilly, de Villiers et de la partie de la forêt de Bondy, à la charge par lui de payer aux créanciers de la succession bénéficiaire ladite somme d'un million cent quatre-vingt-quatre mille trois cent cinquante-trois francs, et de rapporter main-levée pure et simple et radiation de toutes les inscriptions hypothécaires dont lesdites écuries pourront se trouver grevées.

N° 11. = 17—17 juillet 1819. = *Loi relative à la fixation du budget des recettes de 1819* (1). (VII, Bull. CCXCV, n° 7003.)

TITRE I<sup>er</sup>. — Divers droits et perceptions.

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions des lois auxquelles il n'est pas dérogé par la présente, et qui régissent actuellement la perception des droits d'enregistrement (2), de timbre (3), de greffe (4), d'hypothèque (5), de passeports (6) et permis de port d'armes (7); des droits de douanes (8), y compris celui sur les sels (9), des contributions indirectes (10), des postes (11), des loteries (12), de la taxe des brevets d'invention (13); des droits de vérification des poids et mesures (14), du dixième des billets d'entrée dans les spectacles, et d'un quart de la recette brute dans les lieux de réunion et de fête où l'on est admis en payant (15), et d'un décime pour franc sur ceux de ces droits qui n'en sont point affranchis, sont et demeurent maintenues.

2. Indépendamment du droit de timbre auquel les journaux sont assujétis par l'article 70 de la loi sur les finances du 28 avril 1816, il continuera d'être perçu un centime et demi par feuille sur ceux imprimés à Paris, et un demi centime sur ceux imprimés dans les départemens (16).

(1) Voyez la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, qui contient des dispositions fondamentales sur toutes les branches des revenus de l'état.

(2) Voyez, sur l'enregistrement, la loi du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798), et les notes qui résument la législation de la matière.

(3) Voyez, sur le timbre, la loi du 13 brumaire an 7 (3 novembre 1798), et les notes qui résument toute la législation.

(4) Ces droits ont été établis par la loi du 21 ventose an 7 (11 mars 1799): voyez cette loi, et les notes.

(5) Les droits d'hypothèque ont été établis par la loi du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), tit. IV; et la perception en a été régularisée par celle du 21 ventose an 7 (11 mars 1799).

(6) Voyez, sur les passeports, le décret du 1<sup>er</sup> février—28 mars 1792, et les notes qui résument tous les réglemens de la matière.

(7) Voyez le décret du 4 mai 1812, qui défend le port d'armes de chasse sans permis, et les notes.

(8) Voyez, sur les douanes, le décret fondamental du 6 août (22 juillet et)—22 août 1791, et les notes; et surtout, relativement à la fixation des droits, la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(9) Voyez, sur les sels, le décret du 11 juin 1806, et les notes.

(10) Voyez, sur les contributions indirectes, la loi du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), et les notes qui résument la législation applicable à chaque nature de contribution.

(11) Voyez, dans les notes qui accompagnent le titre du décret du 17—22 août 1791, l'indication des variations du tarif de la poste aux lettres.

(12) La loterie n'existe plus.

(13) Voyez, sur les brevets d'invention, le décret du 31 décembre 1790—7 janvier 1791, et les notes qui résument la législation.

(14) Voyez, sur les poids et mesures, le décret du 1<sup>er</sup>—2 août 1793, et les notes.

(15) Ces droits ont été établis par la loi du 7 frimaire an 5 (27 novembre 1797): voyez cette loi, et les notes.

(16) Maintenu par la loi de finances du 23—23 juillet 1820, art. 5; et par celle du 31—31 juillet 1821, art. 6.



3. La troisième exception prononcée par l'article 3 de la même loi, titre I<sup>er</sup> des *Contributions indirectes*, est restreinte aux vins, cidres et poirés qui seront transportés par un propriétaire, colon partiaire ou fermier, des caves ou celliers où sa récolte aura été déposée, dans une autre de ses caves ou celliers située dans l'étendue du même département, et hors du département, dans l'arrondissement ou dans les arrondissemens limitrophes de celui où la récolte aura été faite.—L'article 81 de la loi du 25 mars 1817 est abrogé.

4. Le droit du dixième du prix des places, auquel sont assujéties les voitures publiques de terre et d'eau à service régulier, sera indistinctement perçu à l'avenir, sous la déduction, pour les places vides, d'un tiers du prix total des places, nonobstant les dispositions contraires des articles 112 et 114 de la loi sur les finances du 25 mars 1817, qui sont abrogées (1).

5. Le gouvernement continuera pendant une année d'être autorisé, conformément à la loi du 4 mai 1802 (14 floréal an 10), à établir des droits de péage dans le cas où ils seront reconnus nécessaires pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses et ouvrages d'art à la charge de l'état, des départemens et des communes : il en fixera les tarifs et le mode de perception, et en déterminera la durée dans la forme usitée pour les réglemens d'administration publique.

6. Continueront d'avoir lieu pour l'année 1819 les retenues proportionnelles sur les traitemens, remises et salaires, qui ont été prescrites par les articles 78 et 79 de la loi du 28 avril 1816 et par l'article 136 de la loi du 25 mars 1817. — Toutefois, ces retenues seront réduites à moitié du tarif, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1819.

7. Sont néanmoins exceptés de ladite retenue les traitemens des agens du ministère des affaires étrangères pendant leur résidence hors du royaume.

8. Les redevances sur les mines continueront à être perçues comme par le passé (2).

9. Les distributrices de papier timbré à Paris fourniront un cautionnement en numéraire pour la sûreté de leur gestion; ce cautionnement est réglé pour chacune à deux mille quatre cents francs.

10. Continueront d'être perçus, — 1<sup>o</sup> Les droits établis par l'article 16 des lettres-patentes du 10 février 1780 pour frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers droguistes (3); — 2<sup>o</sup> Les diverses rétributions imposées, en faveur de l'université, sur les établissemens particuliers d'instruction et sur les élèves qui fréquentent les écoles publiques; — 3<sup>o</sup> Les contributions spéciales destinées, soit aux frais des bourses de commerce, conformément à la loi du 19 mars 1801 (28 ventose an 9) (4), soit à ceux des chambres de commerce, assimilés aux frais desdites bourses, ainsi que les revenus spéciaux qui seraient attribués auxdites chambres de commerce et aux établis-

(1) Voyez la loi de finances du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), art. 68 et suiv., portant établissement des droits sur les voitures publiques, et les notes.

(2) Voyez, sur les mines, la loi du 21 avril—1<sup>er</sup> mai 1810, et les notes; et notamment les art. 33 et suiv. de cette loi, qui établissent les redevances, et les notes.

(3) Cet article est ainsi conçu : « Outre la visite annuelle de la faculté de médecine, accompagnée des quatre prévôts, chez tous les maîtres en pharmacie, lesdits quatre prévôts en feront deux autres chaque année dans les laboratoires et officines desdits maîtres et des veuves; « ils dresseront procès-verbal de ces visites, pour être pourvu aux contraventions, si aucune il y a, suivant l'exigence des cas; chaque maître ou veuve sera tenu de payer six livres pour « chacune desdites deux visites, dont les prévôts compteront; pouvant au surplus faire autant « de visites qu'ils jugeront nécessaire, sans frais. »

(4) Voyez cette loi, et les notes qui résument tous les réglemens relatifs aux bourses de commerce.



semens sanitaires; — 4° Les taxes imposées, avec l'autorisation du gouvernement, pour la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires et d'habitans; — 5° Les sommes réparties sur les israélites de chaque circonscription pour le traitement des rabbins et autres frais de leur culte, après néanmoins que les rôles, dressés en la forme prescrite par le décret du 10 décembre 1806, auront été rendus exécutoires par les préfets de chaque département (1).

#### TITRE II. — Contributions directes (2).

11. Le montant de la contribution foncière mise par des rôles particuliers, en 1818, sur les bois qui ont cessé, à quelque titre que ce soit, de faire partie du domaine de l'état, sera, pour 1819, ajouté au contingent de chaque département, de chaque arrondissement, de chaque commune.

12. Les bois et autres propriétés qui n'auraient pas été compris dans les rôles particuliers de 1818, et qui cesseraient ultérieurement de faire partie du domaine de l'état, ou deviendraient imposables pour toute autre cause, seront, d'après une matrice particulière rédigée dans la forme accoutumée, cotisés comme les autres bois et propriétés de même nature, et accroîtront le contingent de chaque département, de chaque arrondissement et de chaque commune.

13. A l'égard des propriétés de toute nature qui, ayant appartenu à des particuliers, passent dans le domaine de l'état ou sont entrées dans la dotation de la couronne, et des propriétés non bâties qui, pour toute autre cause, cessent d'être imposables et deviennent, à ce titre, libres de la contribution foncière, les communes, arrondissemens et départemens où elles sont situées, seront dégrevés de la contribution jusqu'à concurrence de la part que lesdites propriétés prenaient dans leur matière imposable.

14. Il est accordé, sur la contribution foncière de 1819, un dégrèvement de six millions huit cent quatre-vingt-cinq mille cent quarante-sept francs, dont quatre millions cinq cent quatre-vingt-dix mille quatre-vingt-dix-huit francs sur le principal, et deux millions deux cent quatre-vingt-quinze mille quarante-neuf francs sur les centimes additionnels. — Ce dégrèvement sera réparti entre les trente-cinq départemens désignés dans le tableau A ci-annexé, conformément aux proportions indiquées par ledit tableau.

15. Le dégrèvement ci-dessus n'est que provisoire; il sera présenté à la session prochaine des chambres un tableau du dégrèvement définitif à répartir entre les départemens qui, d'après le complément des vérifications prescrites par la loi du 15 mai 1818, auront été reconnus y avoir droit.

16. La nouvelle répartition entre les cantons cadastrés, ordonnée par l'article 37 de ladite loi du 15 mai 1818, et qui devait avoir lieu à partir de 1819, est suspendue pour cette année.

17. Il est accordé sur les trente centimes temporaires de la contribution foncière une réduction de cinq centimes, montant à huit millions six cent quarante mille francs.

(1) Les lois qui interdisent toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées ou maintenues par les mêmes lois, n'empêchent pas qu'il ne soit fait un rôle de contribution pour les frais du culte israélite, conformément au réglemeut organique du culte israélite, du 10 décembre 1806 et du décret du 17 mars 1808: c'est ainsi que doit être entendu l'art. 10 de la loi du 17 juillet 1819. Arr. du cons., 28 juillet 1819, Sir., XX, 2, 237.

(2) Voyez, sur la contribution foncière, la loi fondamentale du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798); sur la contribution des portes et fenêtres, celle du 4 du même mois (24 novembre); et sur la contribution personnelle et mobilière, celle du 3 nivose même année (23 décembre 1798), et les notes étendues qui accompagnent ces lois.

BIBLIOTHEQUE DE DROLL

U.d'O.

O.U.

LAW LIBRARY



18. Il est accordé sur les quatre-vingt-dix centimes temporaires de la contribution des portes et fenêtres une réduction de quarante centimes, montant à cinq millions cent vingt-cinq mille francs.

19. La contribution personnelle et mobilière et les patentes seront perçues, pour 1819, en principal et centimes additionnels, sur le même pied qu'en 1818.

20. Les entrepreneurs des moulins à soie sont assimilés, pour la patente, aux filateurs de coton et de laine : ils paieront, en conséquence, un droit fixe de quinze francs, lorsqu'ils n'emploieront pas plus de cinq cents broches correspondantes aux guindres de leurs moulins ; ils paieront en outre trois francs par chaque cent broches de même nature excédant le nombre de cinq cents ; le tout conformément aux règles prescrites par l'article 30 de la loi du 15 mai 1818.

21. Les fileurs de cocons de soie paieront un droit fixe de trois francs par chaque chaudière, quelle que soit la population de leur domicile, sans préjudice du droit proportionnel.

22. En conséquence des dégrèvements et réductions ci-dessus, la contribution foncière, la contribution personnelle et mobilière, la contribution des portes et fenêtres et les patentes, seront perçues, pour l'exercice 1819, tant en principal qu'en centimes additionnels, ordinaires et temporaires, conformément à l'état B ci-annexé.

23. Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres, est fixé, pour le même exercice, aux sommes portées dans l'état C de répartition générale annexé à la présente loi.

24. Jusqu'à ce que les rôles de l'exercice 1819 aient pu être terminés, la perception continuera d'avoir lieu sur ceux de 1818, ainsi qu'il a déjà été prescrit pour les six premiers mois par la loi du 31 décembre dernier. — Il sera fait sur les nouveaux rôles tous décomptes résultant des paiemens effectués, comparés avec les dégrèvements et réductions ci-dessus.

#### TITRE III. — Fonds destinés aux dépenses départementales.

25. Sur les centimes additionnels à la contribution foncière et à la contribution personnelle et mobilière, il sera prélevé dix-sept centimes et demi pour les dépenses départementales, fixes, communes et variables. — Ces centimes seront divisés de la manière suivante : — 1<sup>o</sup> Six centimes et quart seront versés au trésor royal, pour être tenus en totalité à la disposition du gouvernement, et être employés, sur ses ordonnances, au paiement des dépenses fixes ou communes à plusieurs départemens ci-après désignés, savoir : — Traitemens des préfets, sous-préfets et conseillers de préfecture ; — Abonnemens des préfectures et sous-préfectures ; — Travaux et dépenses des maisons centrales de détention, en y comprenant les dépenses des condamnés à un an et plus d'emprisonnement, qui, existant dans les prisons départementales, ne pourraient être admis dans les prisons de détention ; — Bâtimens des cours royales ; — Travaux aux églises, et supplément aux dépenses du clergé à la charge des diocèses, autres que le personnel des ministres de la religion ; — Etablissemens thermaux et sanitaires ; — Dépenses imprévues communes à plusieurs départemens. — 2<sup>o</sup> Six centimes et quart seront versés dans les caisses des receveurs généraux de département, pour être à la disposition des préfets, et être employés, sur leurs mandats, aux dépenses variables ci-après, savoir : — Loyers des hôtels de préfecture, contribution, acquisition, entretien et renouvellement du mobilier ; — Dépenses ordinaires des prisons, dépôts, secours et ateliers pour remédier à la mendicité ; — Casernement de



la gendarmerie; — Loyers, mobilier et menues dépenses des cours et tribunaux; — Travaux des bâtimens des préfectures, tribunaux, prisons, dépôts, casernes et autres édifices départementaux; — Travaux des routes départementales, et autres d'intérêt local, non compris au budget des ponts et chaussées; — Enfans trouvés et enfans abandonnés, sans préjudice du concours des communes, soit au moyen d'un prélèvement proportionnel à leurs revenus, soit au moyen d'une répartition qui sera proposée par le conseil général, sur l'avis du préfet, et approuvée par le ministre compétent; — Encouragemens et secours pour les pépinières, sociétés d'agriculture, artistes vétérinaires, cours d'accouchement et autres; — Dettes départementales à payer en numéraire, indemnités de terrains, acquisitions; — Dépenses imprévues de toute nature, etc. — Les dépenses variables ci-dessus seront établies dans un budget dressé par le préfet, voté par le conseil général et définitivement approuvé par le ministre de l'intérieur. — Les cinq centimes restans seront versés au trésor royal, pour, à titre de fonds commun, être tenus à la disposition du ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et venir au secours des départemens dont les dépenses variables excéderont le produit des six centimes et quart ci-dessus.

26. Les conseils généraux de département pourront, en outre, et sauf l'approbation du gouvernement, établir, pour les dépenses d'utilité départementale, des impositions dont le montant ne pourra excéder cinq centimes du principal des contributions foncière, personnelle et mobilière de 1819, et dont l'allocation sera toujours conforme au vote du conseil général.

27. Les produits de ces contributions extraordinaires seront recouvrés par les receveurs des contributions directes et versés dans la caisse des receveurs généraux de département, qui les tiendront à la disposition des préfets, pour être employés conformément aux votes des conseils généraux, approuvés par le gouvernement.

28. L'état de distribution du fonds de non-valeurs sera communiqué par les préfets aux conseils généraux de département.

#### TITRE IV. — Fonds affectés au service de la dette constituée et de l'amortissement.

29. Les produits nets de l'enregistrement, du timbre, et autres droits accessoires, ceux des domaines et des forêts, les produits nets des douanes et des droits sur les sels, sont spécialement affectés au service de la dette constituée et de l'amortissement.

30. La portion des produits nets ci-dessus qui restera libre après l'acquittement de toutes les charges relatives au service de la dette constituée sera jointe aux autres produits des revenus ordinaires, pour concourir à l'acquittement des dépenses générales de l'état.

#### TITRE V. — Fixation des recettes de l'exercice 1819.

31. Le budget des recettes est fixé, pour l'exercice 1819, à la somme totale de huit cent quatre-vingt-onze millions quatre cent trente-cinq mille francs, conformément à l'état D ci-annexé.

#### TITRE VI. — Dispositions particulières.

32. L'excédant des recettes de l'exercice 1819 sur les dépenses du même exercice sera exclusivement appliqué à diminuer par des remboursemens effectifs la somme à laquelle s'élève encore le déficit existant au 1<sup>er</sup> avril 1814, désigné sous la dénomination de *passif des caisses antérieur à ladite époque*.

33. Les fonds maintenant existant au trésor, et provenant soit de dépôts



et consignations, soit des produits de retenues sur les appointemens dans les ministères et administrations, soit de toute autre nature de produits, dont l'article 110 de la loi du 28 avril 1816 a ordonné que le service serait fait par la caisse des dépôts et consignations, seront versés par le trésor à ladite caisse, qui en opérera successivement le remboursement.

TITRE VII. — Dispositions générales.

34. Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles autorisées ou maintenues par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable: il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution des articles 4 et 6 de la loi du 28 avril 1816, relatifs aux contributions extraordinaires pour remboursement des dépenses de l'occupation militaire de 1815, et des articles 39, 40, 41, 42 et 43 de la loi du 15 mai 1818, relatifs aux dépenses extraordinaires des communes.

(*Suivent les états et tableaux.*)

N° 12. = 17—25 juillet 1819. = *Loi relative aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'état* (1). (VII, Bull. CCXCVI, n° 7024.)

Art. 1<sup>er</sup>. Lorsque le roi aura ordonné, soit des constructions nouvelles de places de guerre ou postes militaires, soit la suppression ou démolition de ceux actuellement existans, soit des changemens dans le classement ou dans l'étendue desdites places ou postes, les effets qui résulteraient de ces mesures dans l'application des servitudes imposées à la propriété en faveur de la défense par la loi du 10 juillet 1791 ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une ordonnance du roi, publiée dans les communes intéressées, et d'après les formes prescrites par la loi du 8 mars 1810 (2).

(1) Voyez le décret du 8 juillet (24 mai, 25, 27, 30 juin, 4, 5 et) — 10 juillet 1791, qui contient des dispositions étendues sur la police des fortifications des places de guerre, et les notes; et spécialement l'ordonnance du 1<sup>er</sup> août — 20 septembre 1821, rendue pour l'exécution de la présente loi.

(2) Les propriétés particulières ne peuvent être atteintes, dans l'intérêt des places de guerre, qu'en vertu des lois des 10 juillet 1791, 8 mars 1810 (remplacée par celle du 7—9 juillet 1833), et 17 juillet 1819, et qu'autant que le gouvernement a consacré la mesure: s'il en est autrement, s'il n'y a que le fait d'autorités militaires subalternes, l'opération est un excès de pouvoir qui ne lie pas les tribunaux; le propriétaire lésé peut et doit s'adresser à l'autorité judiciaire pour faire conserver dans sa plénitude son droit de propriété. Arr. du cons., 28 juillet 1820, Sir., XXI, 2, 87. — Lorsque l'administration entreprend des établissemens militaires pour lesquels elle a besoin d'un terrain appartenant à une commune, elle doit préalablement se conformer à la loi du 8 mars 1810 (remplacée aujourd'hui par celle du 7—9 juillet 1833), sur les expropriations pour cause d'utilité publique. ainsi, est annulable une décision du ministre de la guerre qui, sans indemnité préalable, étend les limites du terrain militaire sur un terrain attribué par une loi spéciale à une ville, pour son agrandissement. Arr. du cons., 26 août 1818, Sir., Jur. du cons., IV, 430.

Les droits de propriété des particuliers, en cas de travaux militaires et de constructions élevées sur leur terrain, se résolvent en un droit à une indemnité. Arr. du cons., 21 septembre 1827, Mac., IX, 491. — En matière d'indemnité réclamée pour dommages causés à des propriétés particulières, par suite de la mise en état de défense d'une place de guerre, il faut distinguer entre les dommages que les travaux de défense ont occasionés aux propriétés situées dans le rayon militaire, et les dommages qu'ont éprouvés les propriétés situées au-delà de ce rayon: au premier cas, l'indemnité est due par l'administration de la guerre, d'après une expertise contradictoire,



2. Le terrain militaire appartenant à l'état, tel qu'il a été défini par la loi du 10 juillet 1791, sera limité par des bornes plantées contradictoirement avec les propriétaires des terrains limitrophes. Ces bornes seront rattachées à des points fixes, et rapportées sur un plan spécial de circonscription, dont une expédition sera déposée à la sous-préfecture, afin que chacun puisse en prendre connaissance. — L'opération de ce bornage sera exécutée aux frais du gouvernement.

3. La tolérance spécifiée par l'article 30 du titre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juillet 1791, en faveur des moulins et usines, pourra, lorsqu'il n'en résultera aucun inconvénient pour la défense, s'étendre à toute espèce de bâtimens ou clôtures situés hors des places ou postes, ou sur l'esplanade des citadelles ; le tout sous les conditions qui seront déterminées par le roi, relativement à la nature des matériaux ou à la dimension des constructions (1). — Les terrains auxquels la présente exception pourra être appliquée seront limités par des bornes, et rapportés sur le plan spécial de circonscription mentionné à l'article 2 et homologué par une ordonnance du roi. Il ne sera accordé aucune permission quelconque, ni avant la confection de ce plan, ni hors de ses limites, quand il aura été dressé (2).

4. La distance fixée à cent toises par les articles 31 et 32 du titre I<sup>er</sup> de la loi du 10 juillet 1791 sera portée à deux cent cinquante mètres, sans néanmoins que la prohibition qui en résulte puisse s'étendre aux constructions existantes, lesquelles pourront être entretenues dans leur état actuel. Pourront aussi, entre ladite limite et celle du terrain militaire, être établies librement des clôtures en haies sèches ou en planches à claire-voie, sans pans de bois ni maçonnerie (3).

5. Les ouvrages détachés auront sur leur pourtour, suivant leur degré d'importance et les localités, des rayons égaux, soit aux rayons de l'enceinte des places et des ouvrages qui en dépendent immédiatement, soit à ceux des simples postes militaires. — Seront considérés comme ouvrages détachés les ouvrages de fortification qui se trouveraient à plus de deux cent cinquante mètres des chemins couverts de la place à laquelle ils appartiennent.

6. Les distances fixées par la loi du 10 juillet 1791 et par la présente loi,

et ne peut être réduite par décision ministérielle ; au deuxième cas, cette administration n'est pas tenue à la réparation du dommage, lorsque d'ailleurs un fonds extraordinaire a été mis à cet effet à la disposition de l'autorité civile. Arr. du cons., 6 décembre 1820, SIR., Jur. du cons., V, 495.

(1) Les demandes relatives aux constructions sur le terrain des esplanades ne peuvent être portées devant le conseil d'état par la voie contentieuse. Arr. du cons., 9 juin 1830, MAC., XII, 312.

(2) Une décision du ministre de la guerre, qui ne fait pas mention de l'accomplissement de toutes les formalités prescrites par la présente loi et par l'ordonnance du 1<sup>er</sup> août 1821, ne peut s'appliquer à aucune propriété déterminée : une pareille décision, conçue en termes généraux, n'est qu'une simple instruction, et ne constate, à l'égard des particuliers, qu'une déclaration administrative du sens dans lequel le ministre de la guerre estime que cette même loi doit être entendue : une telle décision n'est pas susceptible d'être déférée au conseil d'état par la voie contentieuse. Arr. du cons., 8 mars 1827, MAC., IX, 179.

Voyez encore, ci-après, les notes sur l'art. 6.

(3) L'exception portée au présent article ne s'applique qu'aux maisons situées dans le rayon ajouté par cette loi à la première zone militaire, déterminée par les art. 31 et 32 de la loi du 8 juillet 1791 : lorsque les constructions ont été élevées dans la deuxième zone, l'exception est inapplicable. Arr. du cons., 8 septembre 1830, MAC., XII, 410. — Un hangar, bien qu'il ne soit construit qu'en planches et sans maçonnerie, ne peut être compris sous la dénomination de clôtures en haies sèches ou en planches à claire-voie, dans le sens du présent article ; et, en conséquence, il ne peut être permis de l'élever dans l'étendue de deux cent cinquante mètres autour des places de guerre. Arr. du cons., 8 avril 1829, SIR., XXIX, 2, 358.



pour l'exercice des servitudes imposées à la propriété en faveur de la défense, seront mesurées à partir des lignes déterminées par lesdites lois, sur les capitales de l'enceinte et des dehors. Leurs points extrêmes seront marqués par des bornes qui, réunies de proche en proche par des lignes droites, serviront de limites extérieures au terrain soumis auxdites servitudes. — Les procès-verbaux de bornage seront dressés par les ingénieurs civils et militaires, en présence des maires ou adjoints des communes intéressées, et ces fonctionnaires pourront y faire inscrire leurs avis ou observations (1).

7. Autour des places et postes qui n'ont ni chemin couvert ni murs de clôture, les distances susdites seront mesurées à partir de la crête intérieure de leur parapet.

8. Les bornes plantées en exécution des articles précédens seront, comme celles du terrain militaire appartenant à l'état, rattachées à des points fixes, et rapportées sur le plan de circonscription mentionné en l'article 2. — Les bâtimens, clôtures et autres constructions existant en dedans des limites déterminées ci-dessus, ainsi que toutes les bâtisses et constructions qui seront faites en vertu des exceptions ci-dessus déterminées, seront aussi rapportés avec un numéro d'ordre sur ledit plan de circonscription. — Ce plan sera accompagné d'un état descriptif des dimensions et de la nature desdites constructions, d'après la vérification qui en sera faite en présence des propriétaires et du maire de la commune, dûment requis à cet effet (2).

9. Les distances et dimensions fixées par le plan et par l'état descriptif ci-dessus mentionnés seront notifiées à chaque partie intéressée, par l'intermédiaire des gardes des fortifications dûment assermentés. — Si, dans les trois mois de ladite notification, les propriétaires intéressés réclament contre l'application des limites légales, il sera statué à cet égard, sauf tout recours de droit, comme en matière de grande voirie, d'après une vérification faite sur les lieux par les ingénieurs civils et militaires. — Les propriétaires intéressés y seront présens ou dûment appelés, et pourront s'y faire assister par un arpenteur. Leurs avis et observations seront consignés au procès-verbal (3).

---

(1) L'existence de la servitude établie dans l'intérêt de la défense des places de guerre et la répression des contraventions particulières ne sont pas subordonnées à l'exécution du bornage et à la confection du plan général de délimitation prescrits par les art. 6 et suiv. de la présente loi : en conséquence, et jusqu'à la confection définitive de ce plan, il y a contravention toutes les fois que des constructions sont élevées aux distances prohibées par la loi. Arr. du cons., 20 juillet 1832, MAC., 2<sup>e</sup> série, II, 406; et un grand nombre d'autres arrêts. — *Idem*, un fragment de plan est suffisant pour que le conseil de préfecture puisse prononcer l'application de l'art. 4, sauf, en cas de contestation, à ordonner une vérification contradictoire de la distance dans les formes prescrites par la loi. Arr. du cons., 15 octobre 1826, MAC., VIII, 617. — Décidé encore qu'un particulier qui a outre-passé l'autorisation de bâtir à lui donnée par le génie militaire, s'est mis en contravention et doit être condamné à démolir, nonobstant l'absence d'un plan de délimitation fait dans les formes prescrites par les art. 6 et suiv. de la présente loi; mais que, toutefois, l'exécution des arrêtés du conseil de préfecture doit être différée jusqu'à ce que le terrain militaire ait été tracé et borné conformément aux plans, et dans les formes prescrites. Arr. du cons., 21 septembre 1827, MAC., IX, 491. — Décidé aussi que la prohibition ou servitude établie par la présente loi n'est subordonnée qu'à la publication prescrite par son art. 1<sup>er</sup>, et par l'art. 76 de l'ordonnance d'exécution du 1<sup>er</sup> août 1821. Arr. du cons., 21 septembre 1827, MAC., IX, 488 et 490. — Jugé enfin que, lorsque les constructions prohibées se trouvent sur le territoire d'une commune autre que celle de la place de guerre, l'application de la servitude n'est pas subordonnée à la délimitation communale. Arr. du cons., 2 septembre 1829, MAC., XI, 374.

Le choix des capitales sur lesquelles doivent être mesurées les distances légales fixées par la présente loi, ne peut appartenir qu'à l'autorité administrative, chargée de dresser le plan de circonscription exigé par l'art. 6; les conseils de préfecture ne peuvent s'immiscer dans ce choix et dans ce plan. Arr. du cons., 22 mars 1833, MAC., 2<sup>e</sup> série, III, 173.

(2 et 3) Les formalités prescrites par les art. 8 et 9 de la présente loi doivent être observées



10. Les travaux ou constructions qui pourront devenir, en vertu de la présente loi ou de celle du 10 juillet 1791, l'objet d'une tolérance spéciale, ne seront entrepris qu'après que les particuliers ou les communes auront pris l'engagement de remplir les conditions qui leur seront prescrites. — Cette soumission ne sera assujétie qu'au droit fixe d'un franc, et son effet subsistera indéfiniment, sans qu'il soit besoin de la renouveler.

11. Les contraventions à la présente loi seront constatées par les procès-verbaux des gardes des fortifications, et réprimées conformément à la loi du 19 mai 1802 (29 floréal an 10), relative aux contraventions en matière de grande voirie (1).

toutes les fois qu'il y a contestation sur le plan rédigé par les officiers du génie. Arr. précité du cons., 21 septembre 1827, MAC., IX, 488.

Le maire, dans un intérêt communal, a qualité pour faire ses observations, tant sur les opérations du bornage prescrit par l'art. 6, que sur la vérification du plan de circonscription, et de l'état descriptif : mais il n'a pas qualité pour réclamer en faveur de la masse des propriétaires le paiement d'une indemnité qui, si elle est due, ne peut être réglée qu'individuellement et contradictoirement avec chacune des parties intéressées. Cass., 11 octobre 1833, MAC., 2<sup>e</sup> série, III, 549.

Dans l'exercice des servitudes défensives, la loi n'ouvre de recours aux propriétaires intéressés, devant les conseils de préfecture, que sur l'application matérielle des limites légales, et non sur le plan de circonscription qui détermine ces limites ; la détermination desdites limites constitue un acte de bornage administratif qui est du ressort du ministre de la guerre, et non du conseil de préfecture. Arr. du cons., 2 novembre 1832, MAC., 2<sup>e</sup> série, II, 612 ; et 22 mars 1833, MAC., 2<sup>e</sup> série, III, 173.

Les réclamations formées par les parties intéressées contre la délimitation doivent être jugées comme en matière de grande voirie. Arr. du cons., 30 novembre 1832, MAC., 2<sup>e</sup> série, II, 672.

(1) Le procès-verbal de contravention est nul, faute d'avoir été dressé par un garde du génie assermenté près le tribunal du ressort, et d'avoir été affirmé dans les vingt-quatre heures. Arr. du cons., 2 septembre 1829, MAC., XI, 372. — Lorsque l'affirmation a été faite devant le juge de paix, le lendemain du jour où le procès-verbal a été dressé, mais sans indication d'heure, il y a présomption légale qu'elle a eu lieu dans le délai de la loi. Arr. du cons., 9 juin 1830, MAC., XII, 312. — Lorsque les contraventions ne sont pas contestées en fait, on ne peut arguer du défaut de signature du garde du génie sur la copie de la notification du procès-verbal. Arr. du cons., 27 août 1833, MAC., 2<sup>e</sup> série, III, 510. — Les procès-verbaux des gardes du génie qui constatent des contraventions, font foi de leurs énonciations matérielles, et ne peuvent être détruites que par une inscription de faux. Arr. du cons., 18 janvier 1831, MAC., 2<sup>e</sup> série, I, 45.

En cette matière, le contrevenant ne peut se prévaloir de l'alignement qui lui a été donné par le préfet ou par le maire : cet alignement ne fait pas obstacle à ce que le conseil de préfecture statue sur le procès-verbal de contravention, et ne peut arrêter l'exercice de sa compétence. Arr. précités du cons., 21 septembre 1827, MAC., IX, 488 et 490.

Les tribunaux ne peuvent connaître des questions relatives aux servitudes défensives ; le conseil de préfecture est seul compétent pour statuer sur ces contraventions. Arr. précité du cons., 30 novembre 1832, MAC., 2<sup>e</sup> série, II, 672.

Si un propriétaire, prévenu de contravention à la présente loi, comme ayant construit dans la zone prohibée, prétend que sa maison est plus ancienne que la place de guerre, cette question d'antériorité, résultant de titres privés, est du ressort des tribunaux : le conseil de préfecture excéderait ses pouvoirs en la décidant. Arr. du cons., 14 décembre 1832, MAC., 2<sup>e</sup> série, II, 716. — Lorsque le terrain sur lequel ont été élevées les constructions dénoncées est en litige, il y a lieu de surseoir avant de prononcer sur la contravention. Arr. du cons., 9 juin 1830, MAC., XII, 319. — Jugé au contraire que, la prohibition prononcée par la loi de 1819 constituant une servitude d'utilité publique, et les contrats privés ne pouvant déroger aux obligations qui résultent de cette loi, les conseils de préfecture doivent se déclarer compétents et réprimer les contraventions, nonobstant les titres de propriété invoqués par les prévenus. Arr. du cons., 7 décembre 1832, MAC., 2<sup>e</sup> série, II, 691. — D'ailleurs, les arrêtés de conseils de préfecture, qui répriment des contraventions, ne font pas obstacle à ce que le contrevenant porte devant les tribunaux les questions de propriété et d'indemnité. Arr. précité du cons., 21 septembre 1827, MAC., IX, 491. — Mais lorsqu'un tribunal a statué sur la propriété d'un terrain réclamé par l'administration de la guerre, comme dépendant du rayon militaire d'une place forte, le conseil de préfecture est incompétent pour prononcer sur cette même propriété : lorsqu'il n'a pas été élevé de conflit, le jugement ne peut plus être attaqué, si les délais ne sont pas expirés, que par les voies judiciaires ; dans le cas contraire, ce même jugement doit servir de base au règlement



12. Dans le cas où, nonobstant la notification faite par les gardes des fortifications des procès-verbaux de contravention, les contrevenans ne rétabliraient pas l'ancien état des lieux dans le délai qui leur sera fixé, l'autorité militaire transmettra lesdits procès-verbaux au préfet du département; elle y joindra, avec un fragment du plan dont il est fait mention dans l'article 2 de la présente loi, un extrait de l'état descriptif et un mémoire sommaire de discussion, pour être, sur le tout, statué en conseil de préfecture, sauf les vérifications qui pourront être jugées nécessaires. — Toutefois, si, après la notification faite en vertu du présent article, les contrevenans poursuivaient leur infraction, le conseil de préfecture ordonnerait sur-le-champ la suspension des travaux.

13. Outre la démolition de l'œuvre nouvelle aux frais des contrevenans, ils encourront, selon les cas, les peines applicables aux contraventions analogues en matière de grande voirie (1).

14. Tout jugement de condamnation rendu en exécution des deux articles précédens fixera le délai dans lequel le contrevenant sera tenu de démolir, enlever les décombres, et rétablir à ses frais l'ancien état des lieux. — Il sera notifié à la partie intéressée par les gardes des fortifications, avec sommation d'exécuter; faute de quoi, il y sera procédé d'office. — A défaut d'exécution après l'expiration des délais, la démolition aura lieu, à la diligence de l'autorité militaire, en présence du maire ou de son adjoint, requis à cet effet (2). — Les démolitions, déblais et remblais seront effectués et la dépense constatée dans les formes établies pour les travaux des fortifications: le compte de ces dépenses sera transmis par le directeur des fortifications au

de l'indemnité qui sera due pour le terrain compris dans les limites légales de la zone militaire. Arr. du cons., 15 octobre 1826, MAC., VIII, 621.

Le conseil de préfecture doit statuer au fond sur l'opposition formée par le contrevenant à son arrêté pris par défaut, au lieu de subordonner sa décision à celle du ministre de la guerre. Arr. précité du cons., 8 septembre 1830, MAC., XII, 410.

(1) Les propriétaires de maisons bâties sur le terrain soumis aux servitudes défensives de la place, ne peuvent faire à ces maisons ni réparations ni constructions nouvelles, à peine de démolition. Arr. précité du cons., 14 décembre 1832, MAC., 2<sup>e</sup> série, II, 716. — A plus forte raison ne peut-on bâtir de maisons dans le rayon de la place, sans s'exposer à la démolition. Arr. du cons., 15 octobre 1826, MAC., VIII, 617. — La réparation d'un bâtiment situé dans le rayon militaire d'une place forte est assimilée à la reconstruction, et se trouve, par conséquent, soumise à la démolition. Arr. du cons., 7 décembre 1825, MAC., VII, 717. — Un particulier qui, dans la construction d'une maison, dépasse la hauteur fixée par la loi et les réglemens militaires, doit être condamné à démolir et à l'amende, surtout lorsqu'il avait déclaré vouloir se conformer à la fixation déterminée par le génie de la place. Arr. du cons., 15 octobre 1826, MAC., VIII, 619.

Une lunette, ou fort détaché, fait partie du système de défense de la place, et par conséquent elle est comprise dans la zone des servitudes où il est défendu de bâtir. Arr. précité du cons., 30 novembre 1832, MAC., 2<sup>e</sup> série, II, 672.

Le conseil de préfecture peut faire défense d'élever des constructions, et même ordonner la démolition de celles déjà faites dans le rayon destiné à former une nouvelle esplanade pour un fort, lorsque l'ordonnance de délimitation qui doit fixer l'étendue des fortifications de la place n'est pas encore rendue: mais il ne peut, par son arrêté sur le fond, prononcer une amende pour contravention à un arrêté d'avant faire droit, qui aurait défendu de continuer les constructions commencées. Arr. du cons., 17 août 1825, MAC., VII, 503.

Des considérations particulières à des propriétés spéciales ne peuvent jamais autoriser le conseil de préfecture à tolérer les contraventions à la loi: ces considérations peuvent seulement donner lieu à la fixation de polygones exceptionnels, dans les cas déterminés par l'art. 3 de la présente loi, et les art. 7 et 8 de l'ordonnance d'exécution du 1<sup>er</sup> août 1821. Arr. du cons., 16 août 1832, MAC., 2<sup>e</sup> série, II, 474.

(2) En cette matière, les arrêtés du conseil de préfecture, notifiés par des gardes du génie assermentés, doivent être attaqués dans le délai de trois mois, sous peine de déchéance. Arr. du cons., 19 janvier 1832, MAC., 2<sup>e</sup> série, II, 23.



préfet du département, qui en fera poursuivre le recouvrement, conformément à la loi du 19 mai 1802.

15. Les indemnités prévues par les articles 18, 19, 20, 24, 33 et 38 de la loi du 10 juillet 1791, seront fixées dans les formes prescrites par la loi du 8 mars 1810, et préalablement acquittées, conformément à l'article 10 de la charte constitutionnelle (1).

16. Les dispositions des lois existantes auxquelles il n'est pas formellement dérogé par la présente loi continueront d'avoir leur plein et entier effet.

---

N° 13. = 19 juillet 1819. = **QUESTION** *sur les engagemens volontaires résolue par le ministre de la guerre* (2). (Journal militaire officiel, 2<sup>e</sup> semestre 1819, page 55.)

---

N° 14. = 19 juillet 1819. = **CINQUIÈME** *série de questions résolues par le ministre de la guerre sur les appels* (3). (Journal militaire officiel, 2<sup>e</sup> semestre 1819, page 57.)

---

N° 15. = 28 juillet—20 août 1819. = **ORDONNANCE** *du roi qui fixe la portion du centime de non-valeurs de 1819, mis à la disposition du ministre des finances, dont les préfets sont autorisés à faire emploi.* (VII, Bull. cccii, n° 7174.)

---

N° 16. = 28 juillet—20 août 1819. = **ORDONNANCE** *du roi qui autorise un emprunt pour concourir au paiement des travaux de construction d'un pont sur la rivière de Scorff, au passage Saint-Christophe (Morbihan), et contient le tarif du droit de péage sur ce pont.* (VII, Bull. cccii, n° 7175.)

---

N° 17. = 28 juillet—20 août 1819. = **ORDONNANCE** *du roi portant établissement d'un péage fixé par le tarif y annexé, pour concourir aux frais de construction d'un nouveau pont, en remplacement de l'ancien, sur la rivière de Marne, dans la ville d'Epernay.* (VII, Bull. cccii, n° 7176.)

---

N° 18. = 4—20 août 1819. = **ORDONNANCE** *du roi concernant la compagnie des gardes-du-corps de Monsieur* (4). (VII, Bull. cccii, n° 7178.)

---

N° 19. = 4 août — 4 septembre 1819. = **ORDONNANCE** *du roi concernant les chirurgiens qui s'embarquent sur les navires du commerce, et la visite des coffres de médicamens et des caisses d'instrumens de chirurgie dont ces navires doivent être pourvus.* (VII, Bull. cccvi, n° 7385.)

Louis, . . . . — Nous étant fait représenter les ordonnances et réglemens

(1) Il n'y a lieu à suivre les formes de la loi du 8 mars 1810 que pour les expropriations, privations de jouissance et dommages matériels; les demandes en indemnité pour tous les autres cas non prévus sont de la compétence du ministre de la guerre, sauf recours au conseil d'état. Arr. du cons., 21 décembre 1825, Mac., VII, 726.

Lorsqu'une ville ne conteste pas au département de la guerre la propriété du mur de soutènement de l'esplanade dépendant d'un fort, il appartient au ministre de déterminer les conditions auxquelles il accède au vœu de la ville qui demande à reconstruire ce mur: l'autorisation conditionnelle accordée par le ministre ne devient obligatoire pour la ville que dans le cas où elle persisterait à reconstruire le mur en question; et la décision ministérielle n'est pas susceptible d'être attaquée par la voie contentieuse. Arr. du cons., 18 octobre 1829, Mac., XI, 381.

(2 et 3) Ces solutions n'ont plus d'intérêt; elles se rapportent à la loi du 10—12 mars 1818, sur le recrutement, abrogée par celle du 21—23 mars 1832, qui a été suivie elle-même d'une longue instruction ministérielle publiée le 30 mars suivant.

(4) Ces gardes-du-corps n'existent plus depuis l'avènement de Charles X au trône.

concernant les chirurgiens et coffres de médicamens à embarquer sur les navires du commerce, et la composition des équipages desdits navires;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les armateurs et capitaines de tout navire expédié, soit pour des voyages de long cours, soit pour la pêche de la baleine et autres poissons à lard, seront tenus d'embarquer un chirurgien, lorsque l'équipage dudit navire sera de vingt hommes et au dessus, non compris les mousses.

2. Il sera embarqué un chirurgien sur tout navire destiné aux pêches de la morue, quand l'équipage sera de quarante hommes, non compris les mousses.

3. Les armateurs de bâtimens expédiés au long cours ne seront assujétis à embarquer deux chirurgiens que si l'équipage est de quatre-vingt-dix hommes, non compris les mousses.—Les navires destinés pour la pêche de la morue seront dispensés de cette obligation.

4. Nul ne pourra dorénavant être embarqué, en qualité de chirurgien, sur un navire du commerce, s'il n'a été reçu officier de santé, conformément à la loi du 19 ventose an 11 (10 mars 1803), relative à l'exercice de la médecine; ou s'il n'a été employé, comme officier de santé de seconde classe, soit sur nos vaisseaux ou dans les hôpitaux de la marine, soit à la suite de nos troupes de terre ou dans les hôpitaux militaires; ou enfin si, antérieurement à la présente ordonnance, il n'a fait deux voyages de long cours, en qualité de chirurgien, sur un navire du commerce, et s'il n'est muni de certificats satisfaisans, délivrés, soit par les armateurs, soit par les capitaines des bâtimens sur lesquels il aura servi.

5. Il y aura, dans chaque port, une commission composée d'un médecin, un chirurgien et un pharmacien, chargés d'examiner et de vérifier les titres des chirurgiens qui se présenteront pour être employés sur des navires du commerce, et de procéder à la visite des coffres de médicamens et des caisses d'instrumens de chirurgie dont lesdits navires et les chirurgiens doivent être pourvus.—L'administrateur en chef de la marine et le président du tribunal de commerce se réuniront pour choisir les trois membres de cette commission, et les désigner au ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, qui fera expédier à chacun d'eux une lettre de nomination.—Dans les ports de commerce où un officier de santé de la marine déjà commissionné sera employé pour ledit service, il sera membre de la commission d'examen; et les deux autres examinateurs seront nommés ainsi qu'il est prescrit par le présent article.

6. Les officiers de santé qui se présenteront à la commission d'examen pour être embarqués en qualité de chirurgiens de navires du commerce devront produire les titres constatant leur réception ainsi que leurs services antérieurs, et un certificat de bonne conduite, délivré, soit par les professeurs, docteurs, officiers de santé en chef sous les ordres desquels ils auront servi, soit par l'administration municipale du lieu de leur domicile, soit enfin par les capitaines des navires à bord desquels ils auront été employés.

7. Lorsque la commission d'examen aura reconnu la validité des titres et certificats qui lui auront été produits, elle en délivrera une attestation à l'officier de santé qui se sera présenté; et, sur le vu de cette attestation, qui restera déposée au bureau du commissaire de la marine chargé de l'inscription maritime, ledit commissaire remettra à l'officier de santé un permis d'embarquement en qualité de chirurgien des navires du commerce.



8. L'examen des titres des officiers de santé qui se présenteront pour être embarqués en qualité de chirurgiens des navires du commerce sera gratuit.

9. Les armateurs des navires sur lesquels un chirurgien devra être embarqué seront tenus de lui fournir un coffre de médicamens, ustensiles et autres objets, composé conformément à l'état n° 1, annexé à la présente ordonnance. — Les commissions d'examen pourront toutefois apporter audit état les modifications que la force de l'équipage et la nature du voyage entrepris pourraient comporter. — Chaque chirurgien de navire devra, indépendamment de sa trousse, être pourvu, avant son embarquement, d'une caisse d'instrumens, composée conformément à l'état n° 2, annexé à la présente ordonnance.

10. Le coffre de médicamens et ustensiles, et la caisse d'instrumens de chirurgie, seront déposés, trois jours au moins avant le départ du navire, au bureau du commissaire de l'inscription maritime; ils seront visités par les examinateurs, en présence du capitaine et du chirurgien du navire; les examinateurs procéderont en même temps à la visite de la caisse d'instrumens dont le chirurgien doit être pourvu. — Le pharmacien qui participera à la visite du coffre de médicamens ne pourra être le même que celui qui aura fourni lesdits médicamens. — Dans le cas où il n'y aurait pas, dans la ville, un autre pharmacien, la visite sera faite par le médecin et le chirurgien examinateurs seulement.

11. Il sera payé quinze francs de vacation à la commission qui aura procédé à l'examen du coffre de médicamens, et de la caisse d'instrumens de chirurgie.

12. Le procès-verbal de la visite du coffre de médicamens et ustensiles, et de la caisse d'instrumens de chirurgie, sera remis au commissaire de l'inscription maritime, et il demeurera annexé à la minute du rôle d'équipage. — Le coffre et la caisse seront scellés par ledit commissaire et par le capitaine du navire: l'un et l'autre resteront déposés au bureau du commissaire, jusqu'à ce qu'ils soient portés à bord. — Les clefs du coffre et de la caisse resteront entre les mains du capitaine, jusqu'au départ du navire; et lorsque le capitaine aura levé les scellés et remis le coffre au chirurgien, celui-ci deviendra responsable des objets contenus dans ledit coffre.

13. Tout armateur qui expédiera un navire, soit pour le long cours, soit pour la pêche de la baleine et pour celle de la morue, et qui, d'après la présente ordonnance, ne sera pas tenu d'embarquer un chirurgien, devra néanmoins fournir au capitaine un coffre de médicamens, lorsque l'équipage sera de huit hommes, y compris les mousses. — Dans ce cas, la commission d'examen déterminera la composition dudit coffre, en raison de la force de l'équipage, de la destination du bâtiment, et de la durée présumée du voyage. — Après que le coffre aura été soumis à la visite de la commission et scellé par elle, il sera remis, ainsi que le procès-verbal constatant ladite visite, au bureau du commissaire de l'inscription maritime, pour être délivré au capitaine lors de son départ; et, ainsi qu'il est prescrit par l'article 12 ci-dessus, le procès-verbal sera annexé à la minute du rôle d'équipage. — La commission d'examen remettra au capitaine une instruction sur l'usage à faire des médicamens qui seront entrés dans la composition du coffre.

14. Quand deux chirurgiens devront être embarqués sur un navire du commerce, en exécution de l'article 3 de la présente ordonnance, celui qui sera employé en chef devra prouver qu'il a fait au moins un voyage de mer en qualité d'officier de santé.

15. Tout chirurgien embarqué à bord d'un navire de commerce tiendra exactement un journal sur lequel il décrira les maladies qu'il aura traitées pendant le cours du voyage, les remèdes qu'il aura administrés; et ce, à peine de ne pouvoir servir en ladite qualité: ce journal sera visé par le capitaine.—Il devra également tirer du capitaine du navire un certificat de la conduite qu'il aura tenue pendant le voyage. — Il remettra le journal et le certificat au commissaire chargé de l'inscription maritime dans le port où le navire fera son retour. Ledit commissaire visera l'une et l'autre pièce; il requerra la commission établie en exécution de l'article 5 de la présente ordonnance d'examiner le journal, de certifier l'examen qu'elle en aura fait, et d'exprimer son opinion sur ledit journal.—La commission délivrera son certificat en double expédition: l'une restera déposée au bureau de l'inscription maritime; l'autre sera remise au chirurgien, après avoir été visée par le commissaire.

16. Il est expressément défendu à tous chirurgiens des navires du commerce de rien exiger ni recevoir d'aucun des individus malades ou blessés qui sont employés tant à la manœuvre qu'au service du bâtiment.

17. Aucun capitaine ne pourra, pendant la durée du voyage, congédier ni débarquer le chirurgien du navire, à moins que ce ne soit pour une cause valable, et par suite d'une autorisation expresse des commissaires de l'inscription maritime dans les ports du royaume et des colonies, et de nos consuls en pays étranger; lesquelles cause et autorisation seront certifiées et mentionnées ensuite sur le rôle d'équipage.

18. Les chirurgiens des navires du commerce ne pourront, sauf le cas prévu par l'article 17 ci-dessus, quitter les bâtimens sur lesquels ils auront été embarqués en ladite qualité, à moins que le voyage entrepris n'ait été terminé; et ce, sous telles peines que de droit.

19. Tout chirurgien qui aura navigué sur un navire du commerce, et qui se présentera pour être employé de nouveau en cette qualité, devra exhiber l'attestation de la commission qui aura examiné son journal, et le certificat du capitaine du bâtiment sur lequel il aura été embarqué.

20. Les armateurs ou les capitaines des navires du commerce employés aux grandes pêches ne pourront exiger que les chirurgiens embarqués remplissent, pendant la durée du voyage, d'autres fonctions que celles de leur profession.

21. Les commissaires de la marine chargés de l'inscription maritime tiendront une matricule spéciale des chirurgiens embarqués sur les navires du commerce: ils y mentionneront les certificats que ces chirurgiens auront produits aux commissions d'examen; les attestations qu'ils auront reçues desdites commissions; les permissions d'embarquer qui leur auront été délivrées; les avis donnés par les commissions d'examen sur les journaux remis par les chirurgiens, lors du désarmement des navires, et les certificats de conduite expédiés par les capitaines des navires à bord desquels ils auront été employés.

22. Les amendes prononcées pour cause de contravention à la présente ordonnance seront versées dans la caisse des invalides de la marine.



N<sup>o</sup> 1<sup>er</sup>. — État des médicamens à embarquer sur les navires de commerce, pour un équipage de vingt hommes.

| MÉDICAMENS.                                    | SYNONYMIE<br>ANCIENNE. | POIDS NOUVEAUX ET ANCIENS |         |        |       |
|------------------------------------------------|------------------------|---------------------------|---------|--------|-------|
|                                                |                        | Grammes.                  | Livres. | Onces. | Gros. |
| Acétate de plomb cristallisé.....              | Sel de Saturne.....    | 96                        | »       | 3      | »     |
| Acide sulfurique, à quarante degrés..          | Huile de vitriol....   | 1,500                     | 3       | »      | »     |
| Alcool camphré.....                            | Eau-de-vie camphrée    | 2,000                     | 4       | »      | »     |
| <i>Idem</i> à la cannelle.....                 | Teinture de cannelle.  | 64                        | »       | 2      | »     |
| Ammoniaque liquide.....                        | Alcali volatil fluor.. | 64                        | »       | 2      | »     |
| Camphre.....                                   | .....                  | 32                        | »       | 1      | »     |
| Cire jaune.....                                | .....                  | 250                       | »       | 8      | »     |
| Charpie.....                                   | .....                  | 1,000                     | 2       | »      | »     |
| Emplâtre épispastique.....                     | .....                  | 96                        | »       | 3      | »     |
| <i>Idem</i> de diachilon gommé.....            | .....                  | 250                       | »       | 8      | »     |
| <i>Idem</i> de vigo cum mercurio.....          | .....                  | 96                        | »       | 3      | »     |
| Ether sulfurique.....                          | .....                  | 64                        | »       | 2      | »     |
| Extrait de réglisse.....                       | Suc de réglisse.....   | 1,500                     | 3       | »      | »     |
| <i>Idem</i> d'opium.....                       | .....                  | 8                         | »       | »      | 2     |
| Fleurs de camomille.....                       | .....                  | 250                       | »       | 8      | »     |
| Graine de lin.....                             | .....                  | 3,000                     | 6       | »      | »     |
| Gomme arabique en poudre.....                  | .....                  | 125                       | »       | 4      | »     |
| Huile d'olive.....                             | .....                  | 1,500                     | 3       | »      | »     |
| Jalap en poudre.....                           | .....                  | 32                        | »       | 1      | »     |
| Ipecacuanha en poudre.....                     | .....                  | 16                        | »       | »      | 4     |
| Laudanum liquide.....                          | .....                  | 32                        | »       | 1      | »     |
| Linge à pansement, dont un tiers en draps..... | .....                  | 9,000                     | 18      | »      | »     |
| Manne en sorte.....                            | .....                  | 375                       | »       | 12     | »     |
| Nitrate de potasse.....                        | Nitre.....             | 32                        | »       | 1      | »     |
| <i>Idem</i> d'argent fondu.....                | Pierre infernale....   | 4                         | »       | »      | 1     |
| Onguent jaune.....                             | .....                  | 500                       | 1       | »      | »     |
| <i>Idem</i> mercuriel.....                     | .....                  | 190                       | »       | 6      | »     |
| <i>Idem</i> , ou pommade antipsorique....      | .....                  | 375                       | »       | 12     | »     |
| Orge mondé.....                                | .....                  | 3,000                     | 6       | »      | »     |
| Pommade de Garou.....                          | .....                  | 64                        | »       | 2      | »     |
| Poudre de cantharides.....                     | .....                  | 32                        | »       | 1      | »     |
| <i>Idem</i> fumale de Guyton.....              | .....                  | 1,500                     | 3       | »      | »     |
| <i>Idem</i> pour le diascordium.....           | .....                  | 64                        | »       | 2      | »     |
| Protochlorure de mercure.....                  | Calomelas.....         | 32                        | »       | 1      | »     |
| Quinquina, dont moitié en poudre..             | .....                  | 500                       | 1       | »      | »     |
| Rhubarbe, dont moitié en poudre...             | .....                  | 125                       | »       | 4      | »     |
| Suc de citron.....                             | .....                  | 500                       | 1       | »      | »     |
| Sucre.....                                     | .....                  | 2,000                     | 4       | »      | »     |
| Sulfate de magnésie.....                       | Sel d'Epsom.....       | 500                       | 1       | »      | »     |
| <i>Idem</i> de zinc.....                       | Vitriol blanc.....     | 32                        | »       | 1      | »     |
| Tartrate acide de potasse.....                 | Crème de tartre....    | 375                       | »       | 12     | »     |
| <i>Idem</i> de potasse et d'antimoine....      | Emétique.....          | 4                         | »       | »      | 1     |
| Thé vert.....                                  | .....                  | 125                       | »       | 4      | »     |

#### Ustensiles et autres objets.

Aiguilles à coudre, quinze. — Balance à main et ses poids, une. — Bandages herniaires simples, trois. — Bassin de commodité, un. — Biberon, un. — Cafetières en fer-blanc, deux. — Courtines ou fioles assorties, douze. — Couvertures de laine, deux. — Écuclles d'étain, quatre. — Écuclles de terre, trois. — Encre, cent vingt-cinq grammes. — Épingles, deux cent cinquante.

— Éponges fines pour pansemens, quarante-huit grammes. — Étamines, deux. — Étoupes fines, quinze cents grammes. — Fil retors, seize grammes. — Galon de fil, six mètres. — Gobelets en fer-blanc, trois. — Mortier de marbre, contenant cinq cents grammes, avec pilon, un. — Papier commun, vingt-cinq feuilles. — Poêle en cuivre à main, un. — Seringue à clystère, avec canule courbe en étain, une. — Canules droites en buis, quatre. — Trébuchet garni, un. — Urinoir, un. — Ventouses en verre, deux.

N° II. — *Composition de la caisse d'instrumens dont les navires du commerce doivent être pourvus.*

Deux couteaux à amputation; un couteau inter-osseux; une scie avec deux feuillets; un tourniquet ordinaire; un lacs à amputation; un cautère en olive; une boîte d'aiguilles à sutures et à ligatures, de diverses dimensions; une algalie moyenne; deux sondes de gomme élastique; six bougies de gomme élastique, de grosseurs variées; deux scalpels; une seringue à injection; un pied de biche; un trocar moyen; une clef de Garengéot; une boîte d'instrumens pour nettoyer les dents; une spatule; un davier.

La trousse des chirurgiens des navires du commerce doit être composée des instrumens ci-après:—Trois bistouris; deux ciseaux à incision; un ciseau à linge; une feuille de myrte; quatre lancettes; une ligature; une pince à anneaux; une pince à dissection; un porte-pierre; un rasoir; une sonde cannelée; une sonde à panaris; un stylet à séton.

(*Suivent les modèles des actes prescrits par les articles 7, 9, 10, 12, 13 et 15 de la présente ordonnance.*)

N° 20. = 7 août 1819. = **RÈGLEMENT** *sur les fonctions des membres du conseil général des prisons* (1). (Recueil officiel de l'intérieur, page 420.)

Le ministre de l'intérieur arrête, de l'avis du conseil général des prisons, et sous l'approbation du roi.

Art. 1<sup>er</sup>. Le conseil général des prisons est présidé par le ministre de l'intérieur, et, en son absence, par un vice-président nommé par lui tous les trois mois, et choisi par les membres du conseil.

2. Le conseil général tiendra sa séance les mardis de chaque semaine de huit à dix heures du soir. — Cette séance sera ouverte par la lecture du procès-verbal de la séance précédente, rédigé par le secrétaire général, et de l'ordre du jour des matières portées à la délibération du conseil. — Chaque membre, avec l'autorisation du président, aura droit de faire au conseil toutes les propositions qu'il lui paraîtrait utile de soumettre à sa délibération.

3. Le président du conseil nommera des commissaires pris dans le sein du conseil, toutes fois qu'il se présentera des affaires qui paraîtront exiger un examen particulier. — Les commissions nommées sont dissoutes aussitôt que le conseil aura délibéré, et qu'il aura été statué sur les rapports dont elles auront été chargées.

4. La correspondance du conseil général avec les commissions départementales et avec les autorités a lieu par l'intermédiaire du ministre de l'intérieur.

5. Pour faciliter la surveillance du conseil général sur les prisons du royaume, chacun des membres du conseil aura la surveillance spéciale des

---

(1) Ce conseil qui avait été établi par l'ordonnance du 9 avril 1819 n'existe plus aujourd'hui.



prisons d'un certain nombre de départemens qui lui seront assignés par le ministre de l'intérieur, et qui seront distribués comme il sera dit ci-après.

6. Sont chargés de la surveillance des arrondissemens ci-dessous désignés (1).....

7. Le chef du bureau des prisons au ministère de l'intérieur remplira les fonctions de secrétaire archiviste du conseil, et il assistera en cette qualité à ses séances.

8. La correspondance relative à l'administration des prisons du royaume sera communiquée par le secrétaire archiviste aux membres du conseil, pour les départemens dont la surveillance leur est confiée: le membre chargé de la surveillance des prisons d'un département fera sur cette correspondance les observations qu'il jugera convenables, indiquera les abus à réformer, les améliorations à introduire, et les motifs des décisions à prendre; il appellera, toutes les fois qu'il le jugera convenable, l'attention du ministère et du conseil général sur l'état des prisons de sa division, et leur présentera les questions qui lui paraîtront devoir leur être soumises.

9. Lorsqu'un membre du conseil général s'absentera, il fera connaître au secrétaire archiviste celui des membres du conseil qu'il aura chargé de le remplacer pour la surveillance de son arrondissement.

10. Chaque membre du conseil général inspecte de droit les prisons de son arrondissement et correspond à cet effet, quand il le juge convenable, sous le couvert du ministre, avec les préposés des prisons et les fonctionnaires du département; le tout sans préjudice des inspections dont les autres membres du conseil pourront être chargés, conformément à l'article 10 de l'ordonnance du 15 mai 1819, par le ministre de l'intérieur.

11. Il sera préparé, à portée des bureaux des prisons, un cabinet avec un garçon de bureau, à la disposition de MM. les membres du conseil.

12. Dans les séances du mois qui précèdera chacune des séances de la société générale pour l'amélioration des prisons, le conseil général désignera les matières qui devront faire l'objet du compte de ses travaux, et de ses observations à présenter au roi et à la société, conformément à l'article 10 des statuts de la société. Ce rapport pourra être divisé en plusieurs parties, selon l'ordre des matières, et être confié à plusieurs rapporteurs qui seront choisis dans le sein de la société par le ministre de l'intérieur.

13. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du roi.

---

N° 21. = 11—15 août 1819. = **ORDONNANCE du roi contenant des modifications au tarif des douanes** (2). (VII, Bull. CCCI, n° 7155.)

---

N° 22. = 11—20 août 1819. = **ORDONNANCE du roi qui fixe pour 1819 la durée des vacances de la cour des comptes, et institue une chambre de vacations pendant l'intervalle** (3). (VII, Bull. CCCII, n° 7179.)

---

N° 23. = 11—28 août 1819. = **ORDONNANCE du roi qui indique les départemens compris dans les circonscriptions des salpêtrières royales, et ceux**

---

(1) Nous supprimons ces noms qui n'offrent aucun intérêt.

(2) Ce tarif, qui n'était que provisoire, a été remplacé par celui contenu dans la loi de douanes du 7—9 juin 1820, et n'a plus d'intérêt.

Depuis cette loi de 1820 jusqu'à la loi générale du 2—5 juillet 1836, le tarif des douanes a subi un grand nombre de changemens.

(3) Voyez l'ordonnance du 3—12 juillet 1816: la présente et celles qui, tous les ans, ont accordé des vacances à la cour des comptes, contiennent des dispositions semblables.

*où l'exploitation du salpêtre est entièrement abandonnée à l'industrie privée; et contient des modifications aux réglemens de l'administration des poudres et salpêtres* (1). (VII, Bull. CCCH, n° 7266.)

Louis, . . . — Vu les lois, décrets et ordonnances concernant l'administration générale des poudres et salpêtres; — Vu la loi du 10 mars 1819, sur le commerce et l'exploitation du salpêtre; — Voulant pourvoir à l'exécution des articles 4 et 5 de la loi du 10 mars 1819, en ce qui concerne l'indication des départemens compris dans les circonscriptions des salpêtrières royales, et de ceux où l'exploitation du salpêtre est entièrement abandonnée à l'industrie privée, et apporter aux réglemens de cette administration les modifications qu'exige sa destination actuelle; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Seront compris dans la circonscription des salpêtrières royales, et, comme tels, soumis aux dispositions de l'article 5 de la loi du 10 mars 1819, les départemens portés au tableau A annexé à la présente ordonnance.

2. Les départemens portés au tableau B, également annexé à la présente ordonnance, sont et demeureront définitivement hors des circonscriptions des salpêtrières royales : en conséquence, conformément à l'article 4 de la loi précitée, l'exploitation du salpêtre y sera entièrement et exclusivement livrée à l'industrie privée.

3. La faculté de vendre des salpêtres au public, réservée à l'administration des poudres par l'ordonnance du 20 mai 1818, lui est interdite à partir du 1<sup>er</sup> novembre prochain.

4. Les commissariats de Dijon et d'Avignon sont supprimés, et seront remplacés par de simples entrepôts.

5. Le service de l'administration des poudres se bornera exclusivement à la fabrication des poudres et des salpêtres nécessaires à l'état pour les départemens de la guerre et de la marine, ainsi que pour le département des finances, chargé de la vente des poudres au commerce et aux particuliers.

6. Cette administration, qui continuera d'être dirigée conformément aux dispositions de nos ordonnances du 19 novembre 1817, sera désormais désignée sous la dénomination de *service des poudres et salpêtres de France*.

TABLEAU A. — État des départemens compris dans les circonscriptions des salpêtrières royales, et soumis en conséquence aux dispositions de l'article 5 de la loi du 10 mars 1819, avec l'indication des commissariats auxquels ils ressortissent.

Commissariat chef-lieu de circonscription : Paris. Départemens compris dans cette circonscription : Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Aisne, Oise, Eure, Eure-et-Loir, Calvados, Yonne. — Commissariat chef-lieu de circonscription : Le Ripault. Départemens compris dans cette circonscription : Loiret, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Indre, Maine-et-Loire, Vienne, Cher. — Commissariat chef-lieu de circonscription : Bordeaux. Départemens compris dans cette circonscription : Charente, Gironde, Dordogne, Lot-et-Garonne. — Commissariat chef-lieu de circonscription : Toulouse. Départemens compris dans cette circonscription : Hérault, Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, Aude, Pyrénées-Orientales. L'entrepôt de Mont-

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 23 septembre—19 octobre 1791, le résumé de la législation sur les poudres et salpêtres.



pellier conservé pour le département de l'Hérault. — Commissariat chef-lieu de circonscription : Marseille. Départemens compris dans cette circonscription : Gard, Bouches-du-Rhône, Var, Basses-Alpes, Vaucluse. Le commissariat d'Avignon supprimé, et remplacé par un entrepôt pour le département de Vaucluse. — Commissariat chef-lieu de circonscription : Lyon. Départemens compris dans cette circonscription : Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Allier, Nièvre, Loire, Rhône, Isère, Ain, Saône-et-Loire. L'entrepôt de Clermont conservé pour les départemens de l'Allier, du Puy-de-Dôme, de la Haute-Loire et de la Nièvre. — Commissariat chef-lieu de circonscription : Besançon. Départemens compris dans cette circonscription : Côte-d'Or, Haute-Marne, Haute-Saône, Doubs, Jura. Le commissariat de Dijon supprimé, et remplacé par un entrepôt pour les départemens de la Côte-d'Or et de la Haute-Marne. — Commissariat chef-lieu de circonscription : Colmar. — Départemens compris dans cette circonscription : Haut-Rhin, Bas-Rhin. — Commissariat chef-lieu de circonscription : Nancy. Départemens compris dans cette circonscription : Vosges, Meurthe, Moselle, Meuse, Aube, Marne, Ardennes. L'entrepôt de Châlons conservé. — Commissariat chef-lieu de circonscription : Lille. Départemens compris dans cette circonscription : Nord, Pas-de-Calais, Somme.

TABLEAU B. — État des départemens situés hors des circonscriptions des salpêtrières royales, et dans lesquels, conformément à l'article 4 de la loi du 10 mars 1819, l'exploitation du salpêtre est entièrement et exclusivement livrée à l'industrie privée.

Seine-Inférieure, Manche, Orne, Sarthe, Mayenne, Ile-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Loire-Inférieure, Vendée, Deux-Sèvres, Charente-Inférieure, Landes, Gers, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Ariège, Tarn, Aveyron, Lot, Corrèze, Haute-Vienne, Creuse, Cantal, Lozère, Ardèche, Drôme, Hautes-Alpes, Corse.

---

N° 24. = 18—28 août 1819. = **ORDONNANCE** du roi relative au traitement des professeurs de mathématiques attachés aux écoles régimentaires du génie. (VII, Bull. ccciii, n° 7267.)

A compter du 1<sup>er</sup> octobre prochain, le traitement des professeurs de mathématiques attachés aux écoles régimentaires du génie sera le même que celui des professeurs de mathématiques attachés aux écoles régimentaires d'artillerie.

---

N° 25. = 18—28 août 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la remise aux payeurs des départemens, des pièces justificatives des paiemens que feront les receveurs généraux, par compensation ou autrement, des arrérages d'inscriptions départementales ou d'inscriptions directes. (VII, Bull. ccciii, n° 7268.)

Louis, ... — Nous étant fait représenter notre ordonnance du 28 du mois dernier par laquelle il a été prescrit aux receveurs généraux de comprendre dans leurs comptes à la cour des comptes les paiemens et compensations des arrérages de rentes qu'ils doivent acquitter sur les inscriptions départementales; — Considérant que, pour l'unité de la comptabilité, il est préférable de faire rentrer dans celle des agens institués pour la dépense un article qui appartient à ce service; — Ne voulant pas, toutefois, priver les porteurs d'inscriptions directes et départementales de la facilité d'en recevoir les arrérages à la caisse des receveurs généraux; — Sur le rapport de notre

ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Notre ordonnance du 28 juillet dernier est rapportée (1).

2. Les pièces justificatives des paiemens que feront les receveurs généraux, par compensation ou autrement, des arrérages d'inscriptions départementales ou d'inscriptions directes, conformément à la loi du 14 avril dernier et à notre ordonnance du même jour, seront remises par eux aux payeurs de leurs départemens, qui les comprendront dans leurs comptes à notre cour des comptes.

---

N<sup>o</sup> 26. = 18 — 28 août 1819. = **ORDONNANCE du roi qui règle la solde des officiers et sous-officiers de sapeurs.** (VII, Bull. CCCIII, n<sup>o</sup> 7269.)

Art. 1<sup>er</sup>. La solde d'activité des chefs de bataillon de sapeurs, dans les régimens du corps royal du génie, sera portée à quatre mille francs par an.

2. La solde d'activité des capitaines en premier, capitaines en second, lieutenans en premier, lieutenans en second, sergens-majors, sergens et fourriers, dans les sapeurs, sera la même que celle de ces grades dans les mineurs.

3. Les dispositions mentionnées aux articles précédens recevront leur exécution à compter du 1<sup>er</sup> octobre prochain : elles ne seront néanmoins pas applicables, jusqu'à nouvel ordre, aux capitaines en premier de sapeurs qui seraient détachés des régimens pour le service des places; ils continueront d'être traités comme par le passé, jusqu'à ce que la mesure dont il s'agit soit mise en harmonie, dans la prochaine organisation définitive du corps royal du génie, avec la solde du grade de capitaine dans l'état-major du même corps.

---

N<sup>o</sup> 27. = 18 — 28 août 1819. = **ORDONNANCE du roi qui enjoint aux officiers de l'état civil de se procurer, dans le délai fixé, de nouveaux registres de l'état civil, lorsque des cours ou tribunaux auront ordonné, pour l'instruction des causes, l'apport au greffe des registres courans** (2). (VII, Bull. CCCIII, n<sup>o</sup> 7270.)

Louis, . . . — L'apport des registres courans de l'état civil aux greffes des cours et tribunaux pour l'instruction des causes qui y sont portées, ne permettant pas d'y inscrire les actes à la conservation desquels ils sont consacrés, il est nécessaire, dans ce cas, de pourvoir à leur remplacement, de manière que l'état civil puisse toujours être fidèlement et régulièrement constaté. — A ces causes, — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Lorsque des cours ou tribunaux auront ordonné l'apport au greffe des registres courans de l'état civil, les officiers de l'état civil, sur la signification qui leur en sera faite, se procureront, dans la quinzaine au plus tard, de nouveaux registres.

2. Aussitôt qu'ils en seront munis, ils clorront et arrêteront les registres dont l'apport aura été ordonné, et ils y mentionneront la cause pour laquelle ils sont clos avant la fin de l'année.

3. Les cours et tribunaux comprendront les frais des nouveaux registres dans la liquidation des frais et dépens auxquels doit être condamnée la partie qui succombe.

---

(1) Elle n'est pas au *Bulletin des lois*.

(2) Voyez, sur les formalités des actes de l'état civil, le décret du 20—25 septembre 1792, et les notes; et surtout les art. 34 et suiv. du Cod. civ.



4. En cas d'insolvabilité du condamné, la dépense faite pour ces nouveaux registres sera remboursée par la régie du domaine et de l'enregistrement.

N° 28. = 18—28 août 1819. = **ORDONNANCE du roi qui fixe à cinquante le nombre des avoués à la cour royale de Paris.** (VII, Bull. CCCIII, n° 7271.)

Louis, . . . — Vu l'article 114 du décret du 6 juillet 1810, d'après lequel, sur l'avis de nos cours royales, il doit être pourvu à une nouvelle fixation du nombre d'avoués nécessaire pour le service des cours royales et des tribunaux de première instance; — Vu les délibérations de notre cour royale de Paris, des 6 mars 1813 et 25 mai 1819; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués à la cour royale de Paris est fixé à cinquante.

2. Jusqu'à réduction des titres maintenant existans au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qu'il ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Les avoués qui ont encouru la déchéance pour n'avoir point satisfait aux cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés par la loi de finances du 28 avril 1816 sont, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 29. = 18—28 août 1819. = **ORDONNANCE du roi relative à la réduction de la communauté des huissiers de Paris à cent cinquante membres.** (VII, Bull. CCCIII, n° 7272.)

Louis, . . . — Il nous a été représenté que le délai de deux ans fixé par notre ordonnance du 12 février 1817 pour opérer la réduction de la communauté des huissiers de Paris au nombre de cent cinquante étant expiré, l'incertitude qui règne sur le mode ultérieur qui pourrait être adopté pour opérer cette réduction empêche la transmission des titres. — A quoi voulant pourvoir; — Vu ladite ordonnance; — Vu la délibération de notre cour royale de Paris, du 25 mai dernier; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La réduction de la communauté des huissiers de Paris à cent cinquante membres, prescrite par notre ordonnance du 12 février 1817, continuera de s'opérer suivant le mode indiqué par cette ordonnance.

2. Les huissiers qui ont encouru la déchéance pour n'avoir point satisfait aux cautionnemens exigés par la loi de finances du 28 avril 1816 sont, comme ceux qui ont encouru la destitution, privés du droit de présenter leurs successeurs.

N° 30. = 18 août—3 septembre 1819. = **ORDONNANCE du roi portant convocation des collèges électoraux des départemens de la troisième série et du département de la Haute-Garonne (1).** (VII, Bull. CCCV, n° 7343.)

(1) Cette matière est aujourd'hui réglée par la loi du 19—23 avril 1831.

Voyez, sur les élections, les notes qui accompagnent le tit. III de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795).

Voyez spécialement la loi du 5—7 février 1817.

N° 31. = 18 août—3 septembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi relative à la convocation du collège électoral du département de la Corse. (VII, Bull. CCCV, n° 7344.)

N° 32. = 18 août—6 septembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui réunit la juridiction des patrons pêcheurs du port de Sérignan à celle du port d'Agde, et contient règlement à cet égard. (VII, Bull. CCCVII, n° 7404.)

Louis, . . . — Vu la loi du 12 décembre 1790, concernant les pêcheurs des différens ports du royaume et particulièrement ceux de Marseille; — La loi du 20 mars 1791, portant établissement d'une juridiction de prud'hommes dans le port de Sérignan; — La délibération prise, le 14 mars 1819, par les patrons pêcheurs de ce port, pour demander la réunion de leur prud'homie à celle du port d'Agde; — La délibération du 2 juin 1819, par laquelle les patrons pêcheurs d'Agde ont déclaré adhérer à cette réunion; — Considérant que les patrons pêcheurs de Sérignan ne sont plus en assez grand nombre pour pouvoir renouveler leurs prud'hommes aux époques et dans les formes voulues par les réglemens et statuts qui réissent leur communauté; — Et que d'ailleurs les dépenses et frais d'entretien de la prud'homie excèdent aujourd'hui ses revenus et ses ressources; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La juridiction des patrons pêcheurs du port de Sérignan est réunie à celle du port d'Agde.

2. Cette réunion aura lieu à l'époque déterminée pour le renouvellement des prud'hommes.

3. Un des quatre prud'hommes d'Agde devra être élu parmi les patrons pêcheurs de Sérignan.

4. Ce prud'homme jouira des mêmes avantages que ceux d'Agde; il résidera à Sérignan, et sera chargé de rendre la justice aux patrons pêcheurs de cette commune, en se faisant assister de deux d'entre eux, qui seront désignés, à cet effet, par les pêcheurs assemblés, lors de l'élection des prud'hommes.

5. Dans aucun cas, les patrons de Sérignan ne se rendront à Agde pour y faire juger leurs différens: si quelque affaire grave se présentait, deux prud'hommes d'Agde seraient tenus de se rendre sur les lieux, à l'invitation de celui de Sérignan.

6. Le prud'homme en résidence à Sérignan sera chargé de verser, le 1<sup>er</sup> de chaque mois, dans la caisse de la communauté, la recette du droit dit *de la demi-part*, ou de l'abonnement qui pourra en tenir lieu, selon que les intérêts de la juridiction porteraient les patrons pêcheurs des deux prud'homies réunies à adopter l'un ou l'autre mode de perception; notre intention étant, au surplus, que, dans toutes les circonstances quelconques, les patrons pêcheurs de Sérignan aient à jouir des mêmes avantages et à supporter les mêmes charges que ceux d'Agde.

N° 33. = 23 août—6 septembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine la composition et les fonctions du conseil général du commerce, établi près le ministre de l'intérieur (1). (VII, Bull. CCCVII, n° 7405.)

Louis, . . . . — L'institution d'un conseil de négocians appelés auprès du

(1) Voyez l'ordonnance du même jour, qui détermine la composition et les fonctions du



ministère, pour donner leur avis sur les matières de commerce, remonte à des temps déjà anciens, et atteste la haute protection que les rois nos prédécesseurs se plurent à accorder à une profession dont les utiles travaux contribuent à la prospérité générale et augmentent les ressources de l'état. — Nous nous sommes fait rendre compte de l'organisation actuelle de cette institution, désignée sous le nom de *conseil général du commerce*, et des avantages qu'elle a présentés jusqu'en ces derniers temps. — Pour témoigner aux membres du conseil général du commerce notre satisfaction de leurs services passés, et donner à cet établissement un nouveau degré d'utilité ; — Et aussi, afin que les négocians de notre royaume sachent quelle est notre sollicitude pour eux, notre confiance en leurs lumières, et combien nous sommes disposé à accueillir leurs vues et leurs demandes pour tout ce qui peut contribuer à l'extension et au succès de leurs entreprises, si dignes d'encouragement ; — Vu les actes des 3 nivose an 11 et 27 juin 1819 ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La composition et les fonctions du conseil général du commerce, établi près notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sont déterminées ainsi qu'il suit :

2. Le conseil général du commerce donne son avis motivé sur les questions de législation et d'administration et sur les projets et mémoires relatifs au commerce qui lui sont renvoyés par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur. — Il signale au ministre les abus qui parviennent à sa connaissance et qui seraient de nature à préjudicier au commerce ; il présente ses vues sur les améliorations de toute espèce qu'il croit propres à en favoriser le mouvement et les progrès.

3. Lorsqu'il se présente des questions qui intéressent à la fois le commerce et les manufactures, une commission mixte est formée par le ministre de l'intérieur, et choisie en nombre égal dans les deux conseils, pour discuter et proposer un avis commun.

4. Lorsque les avis du conseil porteront sur des questions sur lesquelles il aura été consulté par le ministre, la décision intervenue, transmise par celui-ci, sera transcrite, à côté de la délibération, sur le registre où seront consignés les procès-verbaux des séances du conseil.

5. Le conseil général du commerce est nommé par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sous notre approbation, parmi les négocians les plus recommandables exerçant actuellement le commerce. — Il est composé d'un membre choisi sur la présentation de chaque chambre de commerce, et de vingt membres nommés directement.

6. Pour l'exécution de l'article précédent, une liste de deux candidats sera immédiatement adressée par chaque chambre de commerce à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ; pareille liste lui sera adressée toutes les fois que nous aurons jugé convenable de pourvoir au renouvellement du conseil. — Lors de la vacance partielle d'une place de membre nommé sur la présentation d'une chambre de commerce, cette chambre désignera deux nouveaux candidats. — Les candidats ne peuvent être choisis que dans l'étendue de l'arrondissement respectif de chaque chambre.

---

conseil général des manufactures ; celle du 9—18 juillet 1825, qui modifie ces deux ordonnances ; celle du 29 avril—11 mai 1831, qui ordonne la réorganisation des conseils de commerce et des manufactures, et détermine leurs attributions ; et celles des 25 décembre 1832—24 octobre 1833, et 10—24 octobre 1833, concernant la composition du conseil général des manufactures.

Voyez aussi, sur l'établissement des chambres de commerce, l'arrêté du 3 nivose an 11 (24 décembre 1802), et les notes.

7. Les fonctions des membres du conseil général du commerce sont gratuites; elles durent trois années. Elles peuvent être continuées en vertu d'une nouvelle nomination.

8. Le conseil se réunit une fois par semaine en séance ordinaire. Le procès-verbal mentionne le nom des membres présents.

9. Le conseil peut être convoqué extraordinairement par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, soit en totalité, soit en partie, suivant la nature des affaires qui devront y être traitées.

10. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur préside le conseil général. Il nomme un vice-président pris dans le sein du conseil et renouvelé tous les six mois.

11. L'ordre du jour de chaque séance sera envoyé d'avance à tous les membres présents à Paris. — Il y aura, pour la première séance de chaque mois, un grand ordre du jour, arrêté par notre ministre de l'intérieur, où seront plus particulièrement portées les questions d'intérêt général. — Cet ordre du jour sera imprimé quinze jours d'avance, autant qu'il sera possible, et envoyé à tous les membres résidans ou non résidans, ainsi qu'aux chambres de commerce. — Lorsque les questions qui seront portées au grand ordre du jour paraîtront à une chambre de commerce mériter son attention particulière, elle pourra faire parvenir ses observations au ministre, qui les adressera au conseil.

12. Si, dans cette circonstance, une chambre de commerce juge que la présence du membre du conseil général nommé sur sa présentation soit utile, elle pourra, en cas d'empêchement de ce membre, déléguer un de ses propres membres pour le remplacer, de l'agrément du ministre, à la séance indiquée.

13. Le titre de conseiller du roi au conseil général du commerce pourra, après cinq ans d'exercice au moins, être conféré, par un brevet signé de notre main, à ceux des membres du conseil qui auront coopéré de la manière la plus utile à ses travaux, et qui auront rendu des services signalés au commerce.

14. Les conseillers brevetés, membres du conseil général du commerce, pourront être appelés par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur au comité de l'intérieur et du commerce de notre conseil d'état, pour prendre part à la discussion des affaires ou des questions qui, après avoir été traitées au conseil général du commerce, seraient portées audit comité. — Ils y auront voix consultative, comme les maîtres des requêtes à notre conseil d'état.

15. Les conseillers brevetés qui ne feront plus partie du conseil général du commerce pourront être appelés aux séances du grand ordre du jour, toutes les fois que notre ministre de l'intérieur le jugera utile.

16. Il nous sera proposé six brevets de conseiller du roi au conseil général du commerce, en faveur de ceux des membres de l'ancien conseil général qui se trouvent, dès ce moment, dans le cas prévu par l'article 13.

N° 34. = 23 août—6 septembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine la composition et les fonctions du conseil général des manufactures, établi près le ministre de l'intérieur (1). (VII, Bull. CCCVII, n° 7406.)

Louis. . . . . — Nous nous sommes fait rendre compte de l'organisation ac-

---

(1) Voyez l'ordonnance du même jour 23 août—6 septembre 1819, portant établissement du conseil général du commerce, et les notes.



tuelle du conseil général des manufactures, du zèle qu'il apporte dans ses travaux, et des avantages que notre ministère retire des avis de ce conseil. — Nous avons reconnu l'utilité de maintenir une institution spécialement destinée à mettre l'administration en état de peser et de balancer entre eux les intérêts des manufactures de notre royaume et ceux du commerce. — Vou-lant témoigner au conseil général des manufactures notre satisfaction de ses services, et lui donner une organisation appropriée aux changemens sur-venus depuis sa première formation; — Vu l'acte du 26 juin 1810; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, — Nous avons or-donné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La composition et les fonctions du conseil général des manufac-tures, établi près notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sont déter-minées ainsi qu'il suit.

2. Le conseil général donne son avis motivé sur les questions de législation et d'administration et sur les projets et mémoires relatifs aux manufactures, qui lui sont renvoyés par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur. — Il signale au ministre les abus qui pourraient porter préjudice à l'industrie nationale, et lui présente ses vues sur les améliorations à introduire dans toutes les parties du régime propre aux manufactures.

3. Lorsqu'il se présente des questions qui intéressent à la fois les manu-factures et le commerce, une commission mixte est formée par le ministre de l'intérieur, et choisie en nombre égal dans les deux conseils, pour discuter et proposer un avis commun.

4. Lorsque les avis du conseil général des manufactures porteront sur des questions sur lesquelles il aura été consulté par le ministre, la décision inter-venue, transmise par celui-ci, sera transcrite à côté de la délibération, sur le registre où seront consignés les procès-verbaux des séances du conseil.

5. Le conseil général des manufactures sera composé de soixante mem-bres nommés par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sous notre approbation, et choisis sur la généralité des manufacturiers de France en exercice, sans distinction de lieu, en s'attachant aux hommes les plus re-commandables, et de manière que chaque branche d'industrie compte un ou plusieurs membres au conseil dans la proportion relative du degré d'im-portance qu'elle présente.

6. Les fonctions de membre du conseil sont gratuites; elles durent trois années. Elles peuvent être continuées en vertu d'une nouvelle nomination.

7. Le conseil se réunit une fois par semaine en séance ordinaire. Le procès-verbal mentionne le nom des membres présens.

8. Le conseil peut être convoqué extraordinairement par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, soit en totalité, soit en partie, suivant la na-ture des affaires qui devront y être traitées.

9. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur préside le conseil général. Il nomme un vice-président pris dans le sein de ce conseil et renouvelé tous les six mois.

10. L'ordre du jour de chaque séance sera envoyé la veille à tous les mem-bres présens à Paris. — Il y aura, pour la première séance de chaque mois, un grand ordre du jour arrêté par notre ministre secrétaire d'état de l'inté-rieur, où seront plus particulièrement portées les questions d'intérêt général. — Cet ordre du jour sera imprimé quinze jours d'avance, autant qu'il sera possible, et envoyé à tous les membres résidans ou non résidans, ainsi qu'aux chambres de commerce faisant fonctions de chambres consultatives des arts et manufactures. — Lorsque les questions ou les affaires portées au grand ordre du jour paraîtront à une chambre mériter son attention parti-

culière, elle pourra adresser ses observations au ministre, qui les adressera au conseil général.

11. Le titre de conseiller du roi au conseil général des manufactures pourra, après cinq ans d'exercice au moins, être conféré, par un brevet signé de notre main, à ceux des membres du conseil qui auront coopéré de la manière la plus utile à ses travaux, et qui auront rendu des services signalés à l'industrie.

12. Les conseillers brevetés, membres du conseil général des manufactures, pourront être appelés par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur au comité de l'intérieur et du commerce de notre conseil d'état, pour prendre part à la discussion des affaires ou des questions qui, après avoir été traitées au conseil général des manufactures, seraient portées audit comité.—Ils y auront voix consultative, comme les maîtres des requêtes à notre conseil d'état.

13. Les conseillers brevetés qui ne feraient plus partie du conseil général des manufactures, pourront être appelés aux séances du grand ordre du jour, toutes les fois que notre ministre de l'intérieur le jugera utile.

14. Il nous sera proposé six brevets de conseiller du roi au conseil général des manufactures en faveur de ceux des membres de l'ancien conseil général qui se trouvent, dès ce moment, dans le cas prévu par l'article 11.

N° 35. = 25 août—17 septembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui érige cinq cents succursales nouvelles en faveur des diocèses, et contient des dispositions à cet égard. (VII, Bull. CCCIX, n° 7480.)

Louis, . . . .—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera érigé cinq cents succursales nouvelles en faveur des diocèses où le nombre des succursales établies n'est plus proportionné aux besoins des localités.

2. Une ordonnance spéciale désignera, pour chaque diocèse, les communes dans lesquelles les succursales nouvelles seront érigées, d'après les demandes des conseils municipaux, la proposition des évêques et l'avis des préfets.

3. Les vicaires actuellement établis ou à établir dans les cures ou succursales trop étendues pourront être placés dans une autre commune que celle du chef-lieu paroissial, et y recevoir l'indemnité de deux cent cinquante francs accordée par l'ordonnance du 9 avril 1817, pourvu, toutefois, que cette commune ait pris, suivant les formes administratives, l'engagement d'entretenir son église et d'assurer au vicaire le traitement prescrit par le décret du 30 décembre 1809.

4. Les communes dont les églises seront ainsi desservies jouiront de l'exemption portée à l'article 1<sup>er</sup> de l'avis du conseil approuvé le 14 décembre 1810.

5. Dans les diocèses où le nombre des ecclésiastiques n'est point suffisant pour que toutes les succursales soient pourvues de pasteurs, il pourra être mis à la disposition de l'archevêque ou évêque, et sur sa demande, une somme qui n'excédera point le dixième des traitemens attachés aux succursales vacantes. Cette somme sera employée à défrayer un nombre proportionné de prêtres nés ou incorporés dans le diocèse et désignés par l'archevêque ou évêque pour aller, aux époques convenables, porter successivement les secours de la religion dans les succursales dépourvues de pasteurs.



N<sup>o</sup> 36. = 1<sup>er</sup>—10 septembre 1819. = **ORDONNANCE du roi qui permet, aux conditions y exprimées, l'exportation des marrons et châtaignes.** (VII, Bull. CCCVIII, n<sup>o</sup> 7434.)

Louis,.... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu les réglemens administratifs précédens, qui ont soumis par assimilation les marrons et châtaignes au régime particulier des grains sous le rapport de la police des douanes ; — Vu les dispositions du titre I<sup>er</sup>, article 9 de la loi des douanes du 28 avril 1816, qui ont établi en droit commun l'exportation de ces fruits, sauf les prohibitions temporaires ou locales, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les dispositions prohibitives de l'exportation des marrons et châtaignes sont abrogées. — En conséquence, les fruits de cette espèce pourront, à l'avenir, sortir librement par toutes les frontières du royaume, moyennant le paiement des droits portés au dernier tarif des douanes.

N<sup>o</sup> 37. = 1<sup>er</sup>—10 septembre 1819. = **ORDONNANCE du roi portant annulation d'une décision ministérielle, qui déclare un particulier passible d'une imposition locale dont le montant est destiné à couvrir les frais d'un procès par lui gagné contre une commune** (1). (VII, Bull. CCCVIII, n<sup>o</sup> 7435.)

Louis,.... — Sur le rapport du comité du contentieux ; — Vu la requête à nous présentée au nom du sieur *Lefrère Desmaisons*, enregistrée au secrétariat de notre conseil d'état le 21 février 1816 ; ladite requête tendant à l'annulation d'une décision de notre ministre de l'intérieur, du 22 octobre 1815, qui le déclare passible d'une imposition locale dont le montant est destiné à couvrir les frais d'un procès qu'il a gagné contre la commune de Ménil-Glaise ; — Vu ladite décision ; — Vu l'ordonnance de *soit communiqué* du 13 mars 1816, à laquelle la commune de Ménil-Glaise n'a pas répondu dans les délais du réglemen ; — Vu la lettre de notre ministre de l'intérieur en date du 30 juillet 1818, et l'avis du comité du conseil attaché à ce département, du 14 juin 1817 ; — Vu notre ordonnance du 16 décembre 1814, portant que la commune de Ménil-Glaise, département de l'Orne, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en cinq ans et par cinquième, en centimes additionnels à ses contributions directes, la somme de deux mille deux cent cinquante-quatre francs quatre-vingt-dix-neuf centimes, pour payer les frais d'un procès qu'elle a perdu contre les héritiers *Desmaisons*, au sujet de la propriété d'un terrain ; — Vu les décrets des 22 et 31 mai 1813, portant que les particuliers contre lesquels les communes ont plaidé ne doivent pas être compris dans la répartition de l'imposition locale destinée à couvrir les frais et dépens des procès par elles perdus, — Ensemble toutes les pièces jointes au dossier ; — Considérant qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, d'un prélèvement à faire sur les revenus ordinaires de la commune, mais d'une imposition extraordinaire à répartir proportionnellement au rôle des contributions directes ; — Considérant que des intérêts ne peuvent pas être communs lorsqu'ils sont opposés ; que lorsqu'une commune plaide avec un de ses habitans, ils deviennent étrangers l'un à l'autre pour tout ce qui fait la matière du procès ; que ce sont deux propriétaires, l'un collectif, l'autre indi-

(1) Le conseil d'état, après avoir plusieurs fois statué dans ce sens, avait depuis adopté une jurisprudence contraire (arr. du cons. du 4 novembre 1836, Mac., 2<sup>e</sup> série, VI, 474). Mais la loi du 18—22 juillet 1837, sur l'administration municipale, a, par son art. 58, décidé définitivement que toute partie qui aura obtenu une condamnation contre une commune ou une section de commune, ne sera point passible des charges ou contributions imposées pour l'acquittement des frais et dommages-intérêts qui résulteraient du fait du procès.

viduel, qui plaident l'un contre l'autre; que, par conséquent, le sieur *Lefrère Desmaisons* ne doit pas être imposé pour subvenir aux frais du procès que la commune de Ménil-Glaise a été condamnée par jugement à lui rembourser; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La décision de notre ministre de l'intérieur, du 22 octobre 1813, est annulée. — Le sieur *Lefrère Desmaisons* ne sera pas compris dans la répartition de la somme de deux mille deux cent cinquante-quatre francs quatre-vingt-dix-neuf centimes, à laquelle la commune de Ménil-Glaise a été autorisée à s'imposer extraordinairement par notre ordonnance du 16 décembre 1814.

2. La commune de Ménil-Glaise est condamnée aux dépens.

---

N<sup>o</sup> 38. = 1<sup>er</sup>—17 septembre 1819. = **ORDONNANCE du roi qui règle la manière suivant laquelle, après cassation d'un arrêt de la cour des comptes dans l'un des cas prévus par la loi du 16 septembre 1807, les comptes sur lesquels cette cour aurait d'abord prononcé seront ultérieurement jugés.** (VII, Bull. CCCIX, n<sup>o</sup> 7481.)

Louis, . . . — Vu l'article 17 de la loi du 16 septembre 1807, concernant l'organisation de la cour des comptes (1), lequel article ouvre, tant aux comptables qu'au ministre des finances, dans l'intérêt du trésor public, un recours en cassation au conseil d'état contre les arrêts de la cour des comptes qu'ils croiraient devoir être cassés pour violation des formes ou de la loi; — Considérant qu'il est nécessaire de régler de quelle manière, après cassation d'un arrêt de cette cour, les comptes sur lesquels elle avait d'abord prononcé seront ultérieurement jugés; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre et secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Lorsqu'après cassation d'un arrêt de notre cour des comptes, dans l'un des cas prévus par l'article 17 de la loi du 16 septembre 1807, le jugement du fond aura été renvoyé à notre dite cour, l'affaire sera portée devant l'une des chambres qui n'en auront pas connu.

2. Dans le cas où un ou plusieurs membres de la chambre qui aura rendu le premier arrêt seraient passés à la chambre nouvellement saisie de l'affaire, ils s'abstiendront d'en connaître, et ils seront, si besoin est, remplacés par d'autres conseillers-maîtres, en suivant l'ordre de leur nomination.

---

N<sup>o</sup> 39. = 1<sup>er</sup>—17 septembre 1819. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, sous le nom de Compagnie française du Phénix, de la société anonyme d'assurances contre l'incendie, formée à Paris par les actes y annexés.** (VII, Bull. CCCIX, n<sup>o</sup> 7482.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu deux actes passés pardevant *Viault* et son collègue, notaires à Paris, l'un, les 7, 8, 10, 11 et 12 mai 1819, et le second, en supplément et amendement du premier, les 11, 12 et 13 août 1819, contenant ensemble les statuts d'une société anonyme d'assurances contre l'incendie, formée à Paris sous la désignation de *Compagnie française du Phénix*; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; — Notre conseil d'état entendu; — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La société anonyme d'assurances contre l'incendie provisoire-

---

(1) Voyez cette loi, et les notes étendues qui l'accompagnent.



ment instituée à Paris par les actes des 7, 8, 10, 11 et 12 mai 1819, et des 11, 12 et 13 août suivant, sous la désignation de *Compagnie française du Phénix*, est et demeure autorisée, conformément auxdits actes, qui sont approuvés et qui demeureront annexés à la présente ordonnance.

2. Est excepté de la présente autorisation et sera considéré comme non avenu le dernier paragraphe de l'article 17 des statuts, en ce sens qu'il impliquerait la faculté de transiger entre l'assureur et l'assuré, dans les clauses de la police d'assurance, sur les droits qui pourraient appartenir à des créanciers, lesquels droits sont de tierces personnes et doivent être laissés intacts sous l'empire de la loi commune.

3. La présente autorisation étant accordée à ladite société, à la charge par elle de se conformer aux lois et aux statuts qui la doivent régir, dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, nous nous réservons de révoquer ladite approbation, sauf les actions à exercer devant les tribunaux par les particuliers, à raison des infractions commises à leur préjudice.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet du département de la Seine, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Paris.

5. Vu l'article 25 des statuts et y accédant, un commissaire auprès de ladite compagnie sera nommé par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur. Il sera chargé de prendre connaissance des opérations de la société et de l'observation des statuts. — Il rendra compte du tout à notre ministre de l'intérieur. — Il rendra compte spécialement de l'exécution de l'article 21 des statuts, relatif aux époques auxquelles les actionnaires sont tenus de faire les versements et transferts correspondant au prix de leurs actions. — Il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtront contraires aux lois et statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce jusqu'à la décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

(*Suivent les statuts de la compagnie.*)

---

N<sup>o</sup> 40. = 1<sup>er</sup>—30 septembre 1819. = **ORDONNANCE du roi qui réunit en une seule et même association la tontine du Pacte social, précédemment divisée en deux sociétés, et contient règlement à cet égard** (1). (VII, Bull. CCCXII, n<sup>o</sup> 7388.)

Louis, . . . . — Par notre ordonnance du 25 octobre 1814, nous avons prescrit plusieurs dispositions propres à garantir les intérêts de la tontine du Pacte social, à améliorer le sort des actionnaires tant de la première que de la seconde société de cette tontine, et à préparer le règlement de leurs droits respectifs. — Nous avons ordonné, à cet effet, que les anciens commissaires des deux sociétés seraient convoqués en assemblée, afin de se prononcer sur la réunion des actionnaires en une seule société et sur le partage des biens. — Après plusieurs conférences, ces anciens commissaires se sont accordés unanimement sur le maintien de leur association tontinière, ainsi que sur la fusion des deux sociétés en une seule, et ont pris, à la même unanimité, sous la date du 24 février 1817, une délibération qui contient des bases de réorganisation et de répartition des biens, auxquelles il nous paraît juste et conforme à l'intérêt des actionnaires de donner notre assentiment. — En conséquence, après nous être fait représenter ladite délibération du

---

(1) Voyez le décret du 9 février 1810, portant établissement d'une nouvelle régie de cette tontine, et les notes.

24 février ; les statuts du 15 juin 1793, auxquels elle se réfère en partie ; les décrets, ordonnances, jugemens et arrêts y relatifs, ainsi que le nouveau projet de règlement, dressé par notre conseiller d'état préfet de la Seine, nous avons résolu de réunir dans un corps de statuts régulier toutes les dispositions qui doivent désormais régir la tontine du Pacte social. — A ces causes ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE 1<sup>er</sup>. — *Formation de la tontine.*

DIVISION EN CLASSES. — Création de nouveaux titres d'actions.

**Art. 1<sup>er</sup>.** La tontine du pacte social, précédemment divisée en deux sociétés, est réunie en une seule et même association tontinière, qui se compose, savoir : — Pour la première société, dite *Société assignats*, — Des actionnaires qui n'ont pas échangé leurs titres lors de la formation de la seconde société, et dont les actions, déposées à l'administration des tontines, s'élèvent à huit mille cinq cent soixante-neuf ; — Et pour la seconde société, dite *Société numéraire*, — 1<sup>o</sup> Des actionnaires qui, faisant d'abord partie de la société assignats, ont ensuite échangé leurs titres contre des actions de la nouvelle société ; — 2<sup>o</sup> Des actionnaires qui se sont joints à ceux-ci, en prenant des actions purement numéraires ; — (Le nombre d'actions déposées à l'administration des tontines, par ces deux classes d'actionnaires, est de dix mille huit cent trente-huit.) — 3<sup>o</sup> Des individus qui ont préféré des rentes fixes sur les fonds de la tontine au hasard des chances, et auxquels il sera accordé, en remplacement de ces rentes, lesquelles sont et demeurent supprimées, un nombre d'actions nouvelles, correspondant aux capitaux par eux fournis, à raison de cent francs par action, avec faculté de compléter les excédans inférieurs à cent francs ; — 4<sup>o</sup> Des actionnaires qui n'ont pas complété le prix de leurs actions, et que nous autorisons aussi à fournir les complémens nécessaires ; — 5<sup>o</sup> Enfin, des individus simples soumissionnaires, que nous autorisons également à remplir le montant de leurs soumissions.

2. Lesdites autorisations ne peuvent profiter qu'aux personnes qui ont déposé leurs titres, conformément à notre ordonnance royale du 25 octobre 1814.

3. Les sommes à fournir par les personnes dont il s'agit devront être versées avant le 1<sup>er</sup> octobre 1820, pour tout délai, sous peine de déchéance de tout droit et de perte des à-comptes payés. Ces fonds seront immédiatement employés en rentes sur l'état.

4. Les individus primitivement actionnaires de la tontine qui ont échangé, depuis, leurs actions contre des rentes personnellement constituées par le sieur *Tolozé*, ancien directeur, et qui se sont ainsi retirés de l'association tontinière, sont déchus de tous droits comme actionnaires. Ils sont renvoyés à se pourvoir contre le sieur *Tolozé*, ainsi qu'ils aviseront.

5. La tontine est divisée en six classes. Ces classes comprennent, savoir : — La première, tous les actionnaires nés depuis et y compris le 1<sup>er</sup> novembre 1772, jusqu'à ce jour ; — La seconde, les actionnaires nés depuis et y compris le 1<sup>er</sup> novembre 1757 jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1772 exclusivement ; — La troisième, les actionnaires nés depuis et y compris le 1<sup>er</sup> novembre 1747, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1757 exclusivement ; — La quatrième, les actionnaires nés depuis et y compris le 1<sup>er</sup> novembre 1737, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1747 exclusivement ; — La cinquième, les actionnaires nés depuis et y compris le 1<sup>er</sup> novembre 1727, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1737 ; — La sixième, les actionnaires nés antérieurement au 1<sup>er</sup> novembre 1727.



6. Il sera fait de nouveaux titres d'actions sur un modèle uniforme, mais avec indication de l'origine, pour être délivrés aux ayans-droit, en remplacement de leurs anciens titres; toutes les actions seront numérotées. Il y aura autant de séries que de classes.

TITRE II. — *Patrimoine et charges de la tontine.*

7. Le patrimoine de la tontine se compose, 1<sup>o</sup> des rentes sur l'état qui ont été ou seront acquises avec les deniers provenant des immeubles vendus en exécution de nos ordonnances; 2<sup>o</sup> des autres rentes sur l'état qui pourront être acquises avec les sommes provenant des complémens d'actions ou paiemens d'actions soumissionnées, prévus par le titre précédent; 3<sup>o</sup> enfin de toutes les sommes provenant des accroissemens et bonifications dont il sera parlé ci-après.

8. Les rentes sont inscrites au nom de la tontine du pacte social.

9. Les charges de la tontine comprennent tous les frais qui ont pu être faits jusqu'à ce jour, tant à l'occasion des procès des sociétés qu'à l'occasion des ventes des biens, les dettes, charges et poursuites y relatives; plus les frais annuels d'administration, qui seront fixés par le préfet de la Seine. — Lesdits frais seront prélevés sur les revenus généraux avant tout autre paiement.

10. Toute répétition exercée ou à exercer par l'une des anciennes sociétés sur l'autre demeure éteinte et amortie.

TITRE III. — *Première distribution des rentes.*

11. Les rentes de la tontine se divisent en fractions et forment des rentes de dix francs.

12. Nonobstant la fusion des deux sociétés en une seule, la première distribution de rentes sera faite inégalement entre les deux sociétés, d'une manière distincte, comme si elles n'étaient pas réunies, et dans la proportion suivante, savoir : deux tiers, pour les actionnaires qui font partie de la société assignats; et un tiers, pour les actionnaires qui font partie de la société numéraire.

13. Afin d'opérer cette distribution, l'administration reconnaîtra d'abord, distinctement pour l'une et pour l'autre société, quelle est la proportion des rentes de dix francs avec le nombre d'actions existant dans chacune des deux sociétés; et lorsqu'il sera reconnu qu'il y a une rente par tel nombre d'actions, les actionnaires, classés selon l'origine de leurs titres, recevront de droit, chacun dans sa société, autant de rentes qu'ils seront de fois propriétaires du nombre d'actions exigé pour avoir une rente.

14. Le nombre des actions excédantes, ainsi que les actions isolées possédées par des actionnaires à qui il n'en appartient pas une quantité suffisante pour obtenir de droit une rente, seront mis, séparément pour chaque société, dans une roue de fortune, d'où il sera tiré un nombre de numéros égal au nombre de rentes restant à distribuer.

15. L'actionnaire ayant des rentes de droit sera tenu d'indiquer immédiatement les numéros auxquels il veut que lesdites rentes soient appliquées; à défaut de quoi les rentes seront attribuées par l'administration aux numéros les plus bas.

16. Cette première distribution de rentes aura lieu à l'époque qui sera déterminée par le préfet de la Seine, sur la proposition de l'administration des tontines.

TITRE IV. — *Mode de jouissance.*

## ORDRE DES PAIEMENS.

## FORMALITÉS POUR RECEVOIR. — Comptes à rendre.

17. Une fois le partage opéré et la première distribution faite, toute distinction de société disparaît. Les actionnaires sont soumis généralement aux chances diverses de l'association tontinière, sans autre distinction que celles des classes auxquelles chacun d'eux appartient. — Les classes sont séparées entre elles ; mais, dans chaque classe ainsi séparée, les droits respectifs et individuels des actionnaires se confondent dans une égalité parfaite, à quelque société que lesdits actionnaires aient précédemment appartenu.

18. Les actionnaires d'une même classe se survivent les uns aux autres, et profitent, exclusivement aux actionnaires des autres classes, des rentes éteintes et des bonifications acquises dans la classe dont ils font partie.

19. Les classes se survivent ensuite entre elles. Lors de l'extinction entière d'une classe par suite du décès de tous les actionnaires qui la composaient, ses revenus et ses droits sont dévolus aux classes survivantes, qui les partagent par égale portion, c'est-à-dire par cinquième, par quart, par tiers ou par moitié, suivant qu'il reste alors cinq, quatre, trois ou deux classes, et cela sans avoir égard au nombre proportionnel des actions de chaque classe.

20. Cette succession des actionnaires et des classes a lieu jusqu'à ce qu'il ne reste plus de toutes les classes de la tontine qu'un certain nombre d'actions dont les titulaires deviennent propriétaires du patrimoine de la tontine, fonds et revenus, ainsi qu'il est expliqué au titre V.

21. Tous les ans, au mois de septembre, il sera fait pour chaque classe un tirage au sort, à l'effet de répartir entre les ayans-droit les rentes provenant tant des décès réels et présumés que des classes éteintes et des bonifications dont il est fait mention aux articles suivans.

22. Mais ce tirage n'aura lieu que jusqu'à ce que toutes les actions d'une même classe aient obtenu une rente. A cette époque, les rentes provenant d'actions qui viendront à s'éteindre seront distribuées au marc le franc, entre toutes les actions survivantes, à moins toutefois que la somme à répartir ne soit insuffisante pour procurer à chaque action un accroissement d'au moins cinq centimes de rente. Dans ce cas, les fonds seront provisoirement mis en réserve, comme fonds de bonification.

23. Les arrérages à payer par notre trésor royal pour chaque semestre de rentes appartenant à la tontine seront touchés par le caissier des tontines, et distribués par lui aux actionnaires, conformément aux états de distribution qui seront dressés par l'administration des tontines et approuvés par le préfet de la Seine.

24. Les distributions ou paiemens à faire aux actionnaires seront effectués une fois par an seulement, du 1<sup>er</sup> octobre d'une année au 31 mars de l'année suivante : les exercices de la tontine commencent audit jour 1<sup>er</sup> octobre et finissent au 30 septembre suivant.

25. Le caissier présentera son compte dans le mois de juillet.

26. La situation de la tontine sera imprimée tous les ans par classe.

27. Les fonds destinés au service des rentes, ainsi que ceux qui, par l'effet des extinctions, des déchéances ou retards de paiement prévus par les articles 29 et 30, forment le fonds de bonification, seront, en attendant leur emploi, placés dans des caisses publiques, pour produire intérêt au profit de la tontine, proportionnellement aux droits de chaque classe.

28. L'administration paie les rentes sur la présentation du titre et du



certificat de vie. Le paiement est constaté par un timbre appliqué au dos de l'action.

29. Les rentes établies sur des têtes dont le certificat de vie n'a pas été produit dans le cours d'un semestre de paiement sont réputées vacantes à l'expiration de ce semestre, et elles sont distribuées comme telles par la voie du sort, sauf le droit de rétablissement dont il sera ci-après parlé.—Les arrérages de ces rentes sont perdus pour l'actionnaire, et tournent en bonification au profit de la classe à laquelle l'actionnaire appartenait.

30. Tournent également en bonification au profit des classes, les arrérages dus pour les rentes placées sur des têtes décédées, et que les ayans-droit ne se sont pas mis en devoir de toucher dans le semestre de paiement qui a suivi le décès.—La production de l'acte de décès et la remise du titre sont les seules formalités exigées des héritiers ou ayans-droit pour qu'ils obtiennent le paiement.

31. L'ordonnance à délivrer pour le paiement des arrérages annuels appartenant à chaque actionnaire, est expédiée après production du certificat de vie.

32. Mais les rentiers qui, après avoir produit leurs certificats, n'auraient pas retiré leur ordonnance, ou qui, ayant retiré leur ordonnance, auraient négligé d'en recevoir le montant dans le cours de la distribution annuelle, sont obligés d'attendre ensuite l'époque de la distribution suivante; et, faute par eux de retirer leur ordonnance ou d'en toucher le montant dans le cours de cette nouvelle distribution, ils tombent en déchéance pour les arrérages, dont le montant profite à la classe, le tout sans préjudice des dispositions de l'article 29.

33. Les rentiers tombés en déchéance dans le cas prévu par ledit article 29, peuvent obtenir de nouvelles rentes, en produisant, dans le cours d'un semestre de paiement, les certificats de vie des têtes sur lesquelles les actions ont été placées.

34. Ces nouvelles rentes seront prélevées sur les rentes qui viendront à vaquer, et dans l'ordre des demandes: en cas d'insuffisance, les numéros restés en souffrance viendront en première ligne dans l'année suivante, mais après qu'il aura été fourni de nouveaux certificats de vie, et sans éprouver d'autres désavantages que celui d'un retard de paiement.—Le décès de l'actionnaire survenant dans l'intervalle, les arrérages pourront être reçus par les héritiers ou ayans-droit, sauf l'exécution de l'article 30.

35. Les rentiers rétablis ont droit aux arrérages de leurs nouvelles rentes à compter du jour de l'ouverture de l'exercice dans le cours duquel ils ont justifié de leur existence, c'est-à-dire à partir du 1<sup>er</sup> octobre qui précède la production du certificat de vie, soit que le rentier ait obtenu de suite sa nouvelle rente, soit que, dans le cas prévu par l'article précédent, il ait été ajourné à l'année suivante.

36. Les actionnaires à qui il échoit des rentes par le sort sont appelés à la jouissance des arrérages de ces rentes, à partir du jour de l'ouverture de l'exercice qui suit le tirage au sort.

37. Toute action non portant rente et qui n'est pas liée par un même titre à une action portant rente, doit être soumise, de trois ans en trois ans, dans l'intervalle du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars, au *visa* de l'administration. — Les actions non visées en temps utile ne participent point aux tirages annuels.

38. Le *visa* est effectué au dos du titre, sur la présentation d'un certificat de vie.

39. Cette formalité sera exigée pour la première fois en 1823, et ensuite de trois en trois ans. Elle ne peut être remplie dans les années intermédiaires,

ou du moins, dans ce cas, elle ne vaut que pour le temps restant à courir jusqu'à la prochaine époque périodique ordinaire des *visa*.

40. Les certificats de vie sont délivrés par les maires ou par les notaires : ils doivent indiquer les noms, prénoms, qualités, demeures et dates de naissance des personnes sur les têtes desquelles reposent les actions. Ils seront signés de ces personnes : si elles ne le savent pas ou ne le peuvent, il en sera fait mention, en spécifiant, dans ce dernier cas, la cause de l'empêchement.—Les certificats doivent être légalisés par les autorités compétentes, à l'exception de ceux qui seront délivrés par les maires de notre bonne ville de Paris, ou par les notaires du département de la Seine.

41. Il sera admis des exceptions à l'article précédent, en faveur des militaires ou marins et employés à la suite de l'armée ou employés à bord des bâtimens de notre marine royale, que la nature de leur service ou les chances de la guerre mettraient dans l'impossibilité de s'y conformer. — Il pourra être suppléé, dans ce cas, aux certificats de vie, par des certificats délivrés par nos ministres de la guerre ou de la marine, ou approuvés par eux.

42. Notre ministre de l'intérieur est également autorisé à relever des déchéances prescrites par les articles 29, 30 et 32, les militaires, marins ou employés qui justifieraient authentiquement s'être trouvés dans les cas prévus par l'article précédent.—La décision indiquera s'il est fait remise de tout ou de partie seulement des déchéances encourues. Elle sera prise sur la proposition de l'administration des tontines, et d'après l'avis du préfet de la Seine.—Les rétablissements s'effectueront de la manière prescrite par les articles 33 et 34.

43. Les rentes sur l'état qui forment la propriété de la tontine ne perdent pas leur nature en passant dans la caisse de l'administration des tontines ; elles y sont insaisissables, et y jouissent, comme à notre trésor royal, de tous les privilèges attachés à la dette publique.

#### TITRE V. — *Dissolution de la tontine et partage du patrimoine.*

44. Le partage des biens de la tontine, à l'époque où sa dissolution aura lieu de la manière prescrite par les anciens statuts, déposés chez *Gaillard*, notaire, en juin 1793, s'effectuera dans les proportions déterminées par la délibération des commissaires du 24 février 1817, que nous homologuons à cet effet dans toute sa teneur.

#### TITRE VI. — *Dispositions générales.*

45. Tous réglemens ou statuts contraires au présent sont abrogés.

46. Les difficultés qui pourraient s'élever sur le sens ou l'exécution des dispositions actuellement prescrites seront soumises par l'administration des tontines à notre conseiller d'état préfet de la Seine, sauf le recours à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur et au conseil d'état.

---

N<sup>o</sup> 41. = 8—17 septembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui permet, aux conditions y exprimées, l'exportation des charbons et des perches provenant des forêts du département des Ardennes (1). (VII, Bull. **cccix**, n<sup>o</sup> 7483.)

Louis, . . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ; — Vu nos ordonnances des 28 novembre 1814, 14 février 1816,

---

(1) L'exécution de cette ordonnance a été prorogée par celles des 10—22 novembre 1819 et 4—18 octobre 1820.



25 septembre 1816, 22 octobre 1817 et 16 septembre 1818, par lesquelles nous avons successivement accordé et prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1819 la sortie provisoire à l'étranger, par le cours de la Meuse, des charbons et perches provenant des forêts des Ardennes, et même celle des écorces d'arbres,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'exportation, par le cours de la Meuse, des charbons et des perches provenant des forêts du département des Ardennes, est permise jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1820, sous les conditions exprimées dans notre ordonnance du 28 novembre 1814.

2. Nous nous réservons de prononcer sur le renouvellement de la permission d'exporter les écorces d'arbres.

N<sup>o</sup> 42. = 15—28 septembre 1819. = **ORDONNANCE du roi concernant le bref adressé à l'archevêque de Bordeaux et autres archevêques et évêques institués avant le 11 juin 1817.** (VII, Bull. CCCXI, n<sup>o</sup> 7549.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le bref donné à Rome à Sainte-Marie-Majeure, le 25 août 1819, adressé à l'archevêque de Bordeaux et autres archevêques et évêques institués avant le 11 juin 1817, par lequel ils sont avertis de conserver et exercer leur autorité épiscopale dans toute l'étendue de leur diocèse et avec les mêmes rapports métropolitains et diocésains tels que le tout existait avant ledit jour, est reçu, et sera transmis à chacun de ceux qu'il concerne par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sans qu'on puisse en induire que la bulle de circonscription donnée à Rome, le 27 juillet 1817, soit reçue dans le royaume.

2. Ledit bref est reçu sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'il renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la charte constitutionnelle, aux lois du royaume, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

3. Il sera transcrit en latin et en français sur les registres de notre conseil d'état : mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du conseil.

N<sup>o</sup> 43. = 15—28 septembre 1819. = **ORDONNANCE du roi concernant le bref adressé aux évêques préconisés dans le consistoire du 1<sup>er</sup> octobre 1817, pour des sièges nouvellement érigés et pour trois anciens sièges.** (VII, Bull. CCCXI, n<sup>o</sup> 7550.)

N<sup>o</sup> 44. = 15—28 septembre 1819. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique des archevêques de Paris, Besançon, Bourges, Toulouse et Tours, et des évêques de Nantes, Poitiers, Séez et Amiens, ainsi que des brefs adressés à ces prélats.** (VII, Bull. CCCXI, n<sup>o</sup> 7551.)

N<sup>o</sup> 45. = 15—28 septembre 1819. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication de la bulle d'institution canonique de l'archevêque d'Aix, et du bref adressé à ce prélat.** (VII, Bull. CCCXI, n<sup>o</sup> 7552.)

N<sup>o</sup> 46. = 15—28 septembre 1819. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique des évêques de Saint-Flour, Vannes, Strasbourg, Valence, Saint-Brieuc et Orléans, et des brefs adressés à ces prélats.** (VII, Bull. CCCXI, n<sup>o</sup> 7553.)

N° 47. = 15 septembre—6 octobre 1819. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, d'une compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de la Loire-Inférieure. (VII, Bull. CCCXIV, n° 7651.)

Louis, . . . .—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, — Vu l'acte passé par-devant Brager et son collègue, notaires à Nantes, les 7, 8 et 9 juin 1819, contenant les statuts d'une compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de la Loire-Inférieure, et l'acte passé devant ce même notaire et son collègue, le 17 août suivant, contenant rectification desdits statuts; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La société provisoirement constituée à Nantes, sous le nom de *compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de la Loire-Inférieure*, demeure autorisée, conformément aux statuts renfermés dans les deux actes des 7, 8 et 9 juin et du 17 août 1819, annexés à la présente, lesquels sont approuvés, sauf les réserves ci-jointes.

2. Il sera permis à la société de commencer ses opérations aussitôt que la valeur des propriétés engagées dans l'assurance mutuelle s'élèvera à quinze millions de francs, mais sous la condition expresse que le *maximum* de la valeur séparée de chaque propriété admise n'excèdera pas cent vingt mille francs : ce *maximum* pourra être augmenté dans la proportion de l'accroissement de la masse des propriétés assurées, en conservant entre ces deux quantités les rapports déterminés ci-dessus.

3. Le cautionnement du directeur de la société ne pourra être de moins de vingt mille francs; et celui du caissier, de moins de huit mille francs.

4. La présente autorisation étant accordée à ladite société à la charge par elle de se conformer aux lois et statuts particuliers qui doivent lui servir de règle, nous nous réservons de la révoquer dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, sans préjudice des actions à exercer par les particuliers devant les tribunaux, à raison des infractions commises à leur préjudice.

5. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet du département de la Loire-Inférieure, aux greffes des tribunaux de commerce du même département et à la chambre de commerce de Nantes.

6. Devront les sociétaires se conformer, en ce qui les concerne, aux lois et réglemens de police sur le fait des incendies.

7. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur nommera un commissaire auprès de ladite compagnie : il sera chargé de prendre connaissance de ses opérations et de l'observation des statuts; il rendra compte du tout à notre ministre de l'intérieur. — Il informera le préfet du département de tout ce qui, dans les opérations de la compagnie, pourrait intéresser l'ordre et la sûreté publique; il le préviendra de la tenue des assemblées du conseil général des sociétaires. — Il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtront contraires aux lois et statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce jusqu'à décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

(*Suivent les statuts.*)

N° 48. = 22—30 septembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui permet, aux conditions y exprimées, l'exportation des légumes secs et des farines en provenant. (VII, Bull. CCCXII, n° 7592.)

Louis, . . . .—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au départ-



tement de l'intérieur ; — Vu les dispositions de la loi du 2 décembre 1814, concernant l'exportation des grains et légumes, et celles de la loi du 16 juillet 1819 relative à l'importation et à l'exportation des grains et farines, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Notre ordonnance du 3 août 1815 est abrogée en ce qui concerne la suspension provisoire de l'exportation des légumes. — En conséquence, les légumes secs, tels que pois, haricots, fèves et lentilles, et les farines en provenant, pourront, à l'avenir, sortir librement par toutes les frontières de notre royaume, sous les conditions de la loi du 2 décembre 1814, modifiées par l'article 9 de celle du 16 juillet dernier.

N° 49. = 22 septembre—23 octobre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui révoque, en ce qui concerne les propriétés des particuliers, l'ordonnance du 28 août—5 octobre 1816 et le règlement y annexé sur le martelage des bois propres aux constructions navales (1). (VII, Bull. CCCXVIII, n° 7753.)

Louis, . . . . — Dans l'intention de pourvoir autant que possible, par les forêts du royaume, à l'approvisionnement de nos arsenaux maritimes en bois de construction, nous avons rendu, le 28 août 1816, une ordonnance suivie d'un règlement concernant le martelage et la conservation des bois de marine ; — Mais des représentations nous ont été adressées par divers particuliers, et même par des conseils généraux de département, sur l'extension donnée aux amendes qu'avait établies le décret du 15 avril 1811, et sur la suppression de plusieurs dispositions prescrites par le même décret dans l'intérêt des propriétaires de bois : — Ayant égard à ces représentations, et voulant concilier le libre exercice du droit de propriété avec les besoins du service et l'utilité publique ; — Vu les articles 7, 8 et 9 de la loi du 9 floréal an 11 (29 avril 1803), l'article 11 de l'arrêté du 28 floréal an 11 (18 mai 1803), et le décret du 15 avril 1811 ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Notre ordonnance du 28 août 1816 et le règlement y annexé sur le martelage des bois propres aux constructions navales sont révoqués en tout ce qui concerne les propriétés des particuliers. — En conséquence, les propriétaires de bois ne seront plus assujétis désormais qu'à se conformer aux dispositions des lois antérieures, et notamment au décret du 15 avril 1811.

N° 50. = 24 septembre — 10 octobre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine le mode de construction des fosses d'aisances dans la ville de Paris. (VII, Bull. CCCXVI, n° 7687.)

Louis, . . . . — Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur ; — Vu les observations du préfet de police sur la nécessité de modifier les réglemens concernant la construction des fosses d'aisances dans notre bonne ville de Paris ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

SECTION 1<sup>re</sup>. — Des constructions neuves.

Art. 1<sup>er</sup>. A l'avenir, dans aucun des bâtimens publics ou particuliers de notre bonne ville de Paris et de leurs dépendances, on ne pourra employer,

(1) Voyez cette ordonnance, et les notes.

Voyez aussi les art. 124 et suiv. du Code forestier du 21 mai—31 juillet 1827, qui donne à la marine le droit de martelage pendant dix ans dans les bois des particuliers ; et l'ordonnance du 1<sup>er</sup>—4 août 1827, rendue pour l'exécution de ce code, art. 152 et suiv.

pour fosses d'aisances, des puits, puisards, égouts, aqueducs ou carrières abandonnés, sans y faire les constructions prescrites par le présent règlement.

2. Lorsque les fosses seront placées sous le sol des caves, ces caves devront avoir une communication immédiate avec l'air extérieur.

3. Les caves sous lesquelles seront construites les fosses d'aisances devront être assez spacieuses pour contenir quatre travailleurs et leurs ustensiles, et avoir au moins deux mètres de hauteur sous voûte.

4. Les murs, la voûte et le fond des fosses seront entièrement construits en pierres meulières, maçonneries avec du mortier de chaux maigre et de sable de rivière bien lavé. — Les parois des fosses seront enduites de pareil mortier, lissé à la truelle. — On ne pourra donner moins de trente à trente-cinq centimètres d'épaisseur aux voûtes, et moins de quarante-cinq ou cinquante centimètres aux massifs et aux murs.

5. Il est défendu d'établir des compartimens ou divisions dans les fosses, d'y construire des piliers, et d'y faire des chaines ou des arcs en pierres apparentes.

6. Le fond des fosses d'aisances sera fait en forme de cuvette concave. — Tous les angles intérieurs seront effacés par des arrondissemens de vingt-cinq centimètres de rayon.

7. Autant que les localités le permettront, les fosses d'aisances seront construites sur un plan circulaire, elliptique ou rectangulaire. — On ne permettra point la construction de fosses à angle rentrant, hors le seul cas où la surface de la fosse serait au moins de quatre mètres carrés de chaque côté de l'angle; et alors il serait pratiqué, de l'un et de l'autre côté, une ouverture d'extraction.

8. Les fosses, quelle que soit leur capacité, ne pourront avoir moins de deux mètres de hauteur sous clef.

9. Les fosses seront couvertes par une voûte en plein cintre, ou qui n'en différerait que d'un tiers de rayon.

10. L'ouverture d'extraction des matières sera placée au milieu de la voûte, autant que les localités le permettront. — La cheminée de cette ouverture ne devra point excéder un mètre cinquante centimètres de hauteur, à moins que les localités n'exigent impérieusement une plus grande hauteur.

11. L'ouverture d'extraction correspondante à une cheminée d'un mètre cinquante centimètres au plus de hauteur ne pourra avoir moins d'un mètre en longueur sur soixante-cinq centimètres en largeur. — Lorsque cette ouverture correspondra à une cheminée excédant un mètre cinquante centimètres de hauteur, les dimensions ci-dessus spécifiées seront augmentées de manière que l'une de ces dimensions soit égale aux deux tiers de la hauteur de la cheminée.

12. Il sera placé, en outre, à la voûte, dans la partie la plus éloignée du tuyau de chute et de l'ouverture d'extraction, si elle n'est pas dans le milieu, un tampon mobile, dont le diamètre ne pourra être moindre de cinquante centimètres. Ce tampon sera en pierre, encastré dans un châssis en pierre, et garni, dans son milieu, d'un anneau en fer.

13. Néanmoins, ce tampon ne sera pas exigible pour les fosses dont la vidange se fera au niveau du rez-de-chaussée, et qui auront, sur ce même sol, des cabinets d'aisances avec trémie ou siège sans bonde, et pour celles qui auront une superficie moindre de six mètres dans le fond, et dont l'ouverture d'extraction sera dans le milieu.

14. Le tuyau de chute sera toujours vertical. — Son diamètre intérieur ne pourra avoir moins de vingt-cinq centimètres, s'il est en terre cuite; et de vingt centimètres, s'il est en fonte.



15. Il sera établi, parallèlement au tuyau de chute, un tuyau d'évent, lequel sera conduit jusqu'à la hauteur des souches de cheminées de la maison, ou de celles des maisons contiguës, si elles sont plus élevées. — Le diamètre de ce tuyau d'évent sera de vingt-cinq centimètres au moins; s'il passe cette dimension, il dispensera du tampon mobile.

16. L'orifice intérieur des tuyaux de chute et d'évent ne pourra être descendu au dessous des points les plus élevés de l'intrados de la voûte.

SECTION II. — Des reconstructions de fosses d'aisances dans les maisons existantes.

17. Les fosses actuellement pratiquées dans des puits, puisards, égouts anciens, aqueducs ou carrières abandonnés, seront comblées ou reconstruites à la première vidange.

18. Les fosses situées sous le sol des caves qui n'auraient point communication immédiate avec l'air extérieur seront comblées à la première vidange, si l'on ne peut pas établir cette communication.

19. Les fosses actuellement existantes dont l'ouverture d'extraction, dans les deux cas déterminés par l'article 11, n'aurait pas et ne pourrait avoir les dimensions prescrites par le même article, celles dont la vidange ne peut avoir lieu que par des soupiraux ou des tuyaux, seront comblées à la première vidange.

20. Les fosses à compartimens ou étranglemens seront comblées ou reconstruites à la première vidange, si l'on ne peut pas faire disparaître ces étranglemens ou compartimens, et qu'ils soient reconnus dangereux.

21. Toutes les fosses des maisons existantes qui seront reconstruites, le seront suivant le mode prescrit par la première section du présent règlement. — Néanmoins, le tuyau d'évent ne pourra être exigé que s'il y a lieu à reconstruire un des murs en élévation au dessus de ceux de la fosse, ou si ce tuyau peut se placer intérieurement ou extérieurement, sans altérer la décoration des maisons.

SECTION III. — Des réparations des fosses d'aisances.

22. Dans toutes les fosses existantes, et lors de la première vidange, l'ouverture d'extraction sera agrandie, si elle n'a pas les dimensions prescrites par l'article 11 de la présente ordonnance.

23. Dans toutes les fosses dont la voûte aura besoin de réparations, il sera établi un tampon mobile, à moins qu'elles ne se trouvent dans les cas d'exception prévus par l'article 13.

24. Les piliers isolés établis dans les fosses seront supprimés à la première vidange, ou l'intervalle entre les piliers et les murs sera rempli en maçonnerie toutes les fois que le passage entre ces piliers et les murs aura moins de soixante-dix centimètres de largeur.

25. Les étranglemens existant dans les fosses, et qui ne laisseraient pas un passage de soixante-dix centimètres au moins de largeur, seront élargis à la première vidange, autant qu'il sera possible.

26. Lorsque le tuyau de chute ne communiquera avec la fosse que par un couloir ayant moins d'un mètre de largeur, le fond de ce couloir sera établi en glacis jusqu'au fond de la fosse, sous une inclinaison de quarante-cinq degrés au moins.

27. Toute fosse qui laisserait filtrer ses eaux par les murs ou par le fond sera réparée.

28. Les réparations consistant à faire des rejointoiemens, à élargir l'ouverture d'extraction, placer un tampon mobile, rétablir des tuyaux de chute ou d'évent, reprendre la voûte et les murs, boucher ou élargir des étran-

glemens, réparer le fond des fosses, supprimer des piliers, pourront être faites suivant les procédés employés à la construction première de la fosse.

29. Les réparations consistant dans la reconstruction entière d'un mur de la voûte ou du massif du fond des fosses d'aisances ne pourront être faites que suivant le mode indiqué ci-dessus pour les constructions neuves; il en sera de même pour l'enduit général, s'il y a lieu à en revêtir les fosses.

30. Les propriétaires des maisons dont les fosses seront supprimées en vertu de la présente ordonnance seront tenus d'en faire construire de nouvelles, conformément aux dispositions prescrites par les articles de la première section.

31. Ne seront pas astreints aux constructions ci-dessus déterminées, les propriétaires qui, en supprimant leurs anciennes fosses, y substitueront les appareils connus sous le nom de *fosses mobiles inodores*, ou tous autres appareils que l'administration publique aurait reconnus par la suite pouvoir être employés concurremment avec ceux-ci.

32. En cas de contravention aux dispositions de la présente ordonnance, ou d'opposition de la part des propriétaires aux mesures prescrites par l'administration, il sera procédé, dans les formes voulues, devant le tribunal de police ou le tribunal civil, suivant la nature de l'affaire.

33. Le décret du 10 mars 1809, concernant les fosses d'aisances dans Paris, est et demeure annulé.

---

N° 51. = 29 septembre—6 octobre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui élève à quarante-cinq francs par kilogramme le droit d'entrée des tissus de bourre de soie fabriqués à l'étranger. (VII, Bull. CCCXIV, n° 7650.)

Louis, . . . — Informé que l'importation des tissus de bourre de soie fabriqués à l'étranger, moyennant le droit actuel, qui est trop faible, porte atteinte à la prospérité des fabriques françaises, que notre ferme intention est de protéger; — Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les tissus de bourre de soie façon cachemire paieront, à l'avenir, un droit de quarante-cinq francs par kilogramme, à leur entrée en France.

---

N° 52. = 29 septembre—9 octobre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui met en activité les jeunes soldats disponibles des classes de 1816 et 1817. (VII, Bull. CCCXV, n° 7665.)

---

N° 53. = 5 octobre 1819. = **INSTRUCTIONS** adressées par le ministre de la marine et des colonies à MM. les directeurs du service forestier de la marine à Paris, Tours, Angoulême et Lyon (1). (Moniteur du 9 octobre 1819.)

---

N° 54. = 6—10 octobre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui rapporte celle du 3—5 août 1815, concernant l'exportation des grains, et contient le tableau des ports et bureaux de douanes désignés pour l'importation et l'exportation

---

(1) Ces instructions se rapportaient à une législation spéciale, abrogée par le Code forestier du 21 mai—31 juillet 1827, qui règle, par ses art. 124 et suiv., tout ce qui concerne le martelage des bois propres au service de la marine. Voyez aussi, sur cet objet, l'ordonnance du 1<sup>er</sup>—4 août 1827, rendue pour l'exécution de ce code.

Cette législation nouvelle, qui est la seule à consulter aujourd'hui, rend la présente instruction sans intérêt.



*des grains, farines et légumes, dans chacun des départemens de la frontière* (1). (VII, Bull. CCCXVI, n° 7686.)

Louis, . . . — Vu la loi du 2 décembre 1814, concernant l'exportation des grains; — Les articles 6, 7, 8 et 9 de celle du 16 juillet 1819, relative à l'importation et à l'exportation de ces denrées; — Notre ordonnance du 18 décembre 1814, rendue en exécution de la première de ces deux lois;—Notre ordonnance du 3 août 1815, qui a suspendu temporairement, et à raison des circonstances pénibles survenues dans la situation des subsistances, la sortie des grains, farines, légumes et fourrages hors de notre royaume; — Vu enfin nos ordonnances des 23 juin et 22 septembre derniers par lesquelles l'ordonnance du 3 août 1815 a été révoquée, en ce qui concerne la prohibition de l'exportation des farines, biscuits et légumes, — Et le tableau des prix moyens régulateurs des grains, publié le 30 septembre dernier par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Notre ordonnance du 3 août 1815, concernant l'exportation des grains, cessera d'avoir son effet.

2. En conséquence, les grains de toute espèce pourront sortir librement du royaume, dans les limites et sous les conditions indiquées par la loi du 2 décembre 1814, modifiées par l'article 9 de celle du 16 juillet 1819. — L'exportation des farines, permise par notre ordonnance du 23 juin dernier, est assujétie aux mêmes conditions.

3. La désignation des ports et bureaux de douanes par lesquels ces exportations pourront avoir lieu, telle qu'elle avait été fixée par notre ordonnance du 18 décembre 1814, est rectifiée conformément au tableau annexé à la présente (2). — Les importations de grains, farines, biscuits et légumes, se feront exclusivement par les mêmes ports et bureaux de douanes.

---

N° 55. = 13—23 octobre 1819. = **ORDONNANCE** *du roi concernant le paiement des arrérages de la dette publique et des pensions* (3). (VII, Bull. CCCXVIII, n° 7754.)

Louis, . . . — Voulant donner aux créanciers de la dette perpétuelle et viagère toutes les facilités qui s'accordent avec la justice et l'ordre de la comptabilité publique; — Sur le rapport de notre ministre des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les arrérages de la dette publique, cinq pour cent consolidés, sont payables, dans les départemens comme à Paris, jusqu'à l'expiration du délai de cinq ans, terme fixé par l'article 156 de la loi du 24 août 1793, pour la prescription desdits arrérages.

2. Ceux de la dette viagère et des pensions sont payables, tant à Paris que dans les départemens, pendant le délai d'une année, à compter de l'échéance de chaque semestre ou trimestre. — Les rentes viagères et pensions dont les arrérages n'auront pas été réclamés pendant ce délai, à compter du dernier paiement, ne pourront être payées qu'en vertu de nouveaux états de paie-

---

(1) Voyez la loi du 4—15 juillet 1821, sur l'exportation des grains, art. 2 et 6, qui limitent la faculté d'exporter les grains; et celle du 15—17 avril 1832, art. 7, qui abroge cette restriction, et rétablit la libre exportation des grains.

(2) Ce tableau a été remplacé par celui bien plus complet et plus détaillé annexé à la loi du 4—15 juillet 1821.

(3) Voyez, dans les §§ 4 et 5 des notes qui accompagnent le titre du décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, le résumé de la législation concernant le paiement de la dette publique.

ment, dressés sur la réclamation des parties et la présentation des certificats de vie des titulaires.

3. Néanmoins, la prescription des arrérages desdites rentes viagères et pensions n'aura lieu, savoir : pour les rentes viagères, que dans le délai de cinq ans, conformément au décret du 8 ventose an 13 et à l'article 156 précité de la loi du 24 août 1793; et pour les pensions, que dans le délai de trois ans, conformément à l'arrêté du 15 floréal an 11.

4. Au moyen des dispositions contenues dans la présente ordonnance, les articles 5 et 6 de l'arrêté du 23 germinal an 11 sont abrogés.

---

N° 56. = 14—23 octobre 1819. = **ORDONNANCE du roi portant convocation de la chambre des pairs et de la chambre des députés pour le 15 novembre.** (VII, Bull. CCCXVIII, n° 7752.)

---

N° 57. = 20 octobre—1<sup>er</sup> novembre 1819. = **ORDONNANCE du roi qui supprime la retenue exercée sur les dépenses du matériel de la guerre et sur le prix des marchés, prescrite par l'ordonnance du 12—17 décembre 1814, au profit de la caisse des invalides, et le droit de sceau et la retenue d'augmentation institués par la même ordonnance.** (VII, Bull. CCCXX, n° 7791.)

Art. 1<sup>er</sup>. La retenue sur les dépenses du matériel de la guerre et sur le prix de tous les marchés, prescrite, au profit de la caisse des invalides, par le paragraphe 2 de l'article 4 de l'ordonnance du 12 décembre 1814, cessera d'être exercée : elle ne continuera d'être perçue que sur les marchés actuellement en vigueur.

2. Le droit de sceau et la retenue d'augmentation institués par les paragraphes 5 et 6 de l'article 4 de notredite ordonnance, sont également supprimés.

---

N° 58. = 20 octobre—8 novembre 1819. = **ORDONNANCE du roi qui autorise la compagnie d'assurances générales contre l'incendie à élever le maximum de chaque police d'assurance pour les risques dont elle est chargée, et permet à cette compagnie d'assurer contre l'incendie à l'étranger comme dans l'intérieur de la France.** (VII, Bull. CCCXXI, n° 7810.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance du 14 février 1819, qui a autorisé la formation de la société anonyme d'assurances générales contre l'incendie; — Vu l'article 3 des statuts de ladite compagnie approuvés par notredite ordonnance, portant que le capital de cette société est de deux millions de francs; — Vu l'article 2 de l'acte additionnel qui fait partie desdits statuts par nous approuvés, portant que le *maximum* des risques que la compagnie pourra souscrire par chaque police d'assurance est fixé à la somme de cent mille francs; — Vu les représentations qui nous ont été faites par la société ci-dessus désignée, tendant à établir que la fixation à cent mille francs du *maximum* de chaque risque est absolument disproportionnée à son capital, et qu'étant trop basse, elle exclut un grand nombre d'assurés dont le concours accroîtrait le rapport favorable des primes et des garanties avec les chances, augmentation qui serait également à l'avantage des assurés et des assureurs; — Considérant que le *maximum* de chaque risque doit être réglé par la proportion desdites chances et garanties, dont le temps seul peut donner les élémens certains; — Que néanmoins les observations déjà faites sur le nombre annuel et sur le dommage des incendies permettent, dès ce moment, d'élever la fixation du *maximum*, conformément à ce qui a



déjà été établi envers d'autres assureurs; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La compagnie d'assurances générales contre l'incendie pourra, conformément à sa demande, porter à l'avenir, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le *maximum* de chaque police à la somme de deux cent mille francs, pour les risques les plus graves parmi ceux dont elle est autorisée à se charger, et jusqu'à cinq cent mille francs pour les risques de l'espèce la plus simple.

2. La classification des risques que la compagnie assure, et la graduation du *maximum* entre les termes ci-dessus pour les risques intermédiaires, seront soumises à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

3. La compagnie est autorisée à assurer contre l'incendie à l'étranger comme dans l'intérieur de la France.

N° 59. = 20 octobre — 8 novembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la formation, dans le département de l'Eure, d'une seconde école ecclésiastique, qui sera établie dans le bourg d'Écouis. (VII, Bull. CCCXXI, n° 7811.)

N° 60. = 20 octobre 1819. = **ORDONNANCE** du roi relative aux avances à payer aux troupes qui s'embarquent pour aller tenir garnison aux colonies. (Journal militaire, 2<sup>e</sup> semestre 1819, page 233.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre de la marine et des colonies concerté avec le ministre de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les avances qui seront payées, soit pour la solde, soit pour la masse d'entretien aux officiers, sous-officiers et soldats qui s'embarquent pour aller tenir garnison dans les colonies, seront : — D'un mois pour les établissemens d'Afrique situés en deçà du cap de Bonne-Espérance; — De deux mois pour les colonies d'Amérique; — De trois mois pour les colonies situées au-delà du cap de Bonne-Espérance.

2. Ces avances pour les officiers et soldats de l'armée de terre seront payées sur les fonds du département de la guerre.

3. A l'arrivée des troupes au lieu de leur destination, la portion desdites avances qui excèdera le temps de la traversée sera précompté aux officiers sur leurs appointemens courans, et aux sous-officiers et soldats à raison du quart pour chacun des quatre mois qui suivront leur débarquement dans les colonies.

4. Lorsque la durée de la traversée aura excédé le temps pour lequel il aura été payé des avances, il sera tenu compte aux officiers de leur solde, aux sous-officiers et soldats de leur solde et masse d'entretien pour cet excédant.

5. Il n'est dû, pour le temps de leur traversée, aux troupes qui s'embarquent pour les colonies, ni indemnités de fourrages et de logement, ni masse de ferrage.

6. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont et demeurent annulées.

N° 61. = 25 octobre 1819. = **EXTRAIT** de la circulaire du ministre de l'inté-

*rieur sur les sociétés des assurances mutuelles.* (Recueil officiel de l'intérieur, page 480.)

Art. 1<sup>er</sup>. Les assurances mutuelles sont soumises à l'approbation et à la surveillance du gouvernement, non pas simplement à cause de l'article 37 du Code de commerce, et comme assimilées aux sociétés anonymes, dont elles empruntent en effet quelques formes, mais principalement pour le fonds et pour l'objet même de l'association dont la nature est telle que l'autorité a dû se réserver d'en prendre connaissance et de les approuver. Les titres de cette disposition se trouvent dans les avis du conseil d'état, dûment approuvés, du 1<sup>er</sup> avril 1809, sur les actes du genre des tontines, et du 30 septembre 1817, sur les assurances mutuelles contre les ravages de la grêle et contre la mortalité des bestiaux : les assurances qui ont pour objet de mettre en commun les pertes et de les rendre légères à chacun par la répartition, excluent tout profit, toute spéculation, et n'ont rien de commercial. C'est dans l'intérêt de l'ordre public que l'autorité agit, lorsqu'elle exerce sa surveillance sur les associations qui s'en occupent, parce qu'un système d'assurance mal combiné, appliqué soit aux propriétés, soit à la vie, pourrait compromettre la sûreté publique et même encourager à certains crimes.

2. Il ne sera pas donné d'approbation pour des sociétés d'assurances mutuelles ou réciproques qu'on voudrait rendre générales ou étendre à une vaste circonscription : il convient sans doute que de telles assurances réunissent beaucoup de propriétés assurées, et c'est une condition essentielle, sans quoi les répartitions des dommages fortuits pesant sur un petit nombre pourraient être onéreuses ; mais c'est une autre condition non moins importante attachée à la nature de ces réunions que les propriétés assurées soient connues de tous les intéressés, que chacun puisse y surveiller, de ses yeux, l'existence, la valeur des objets, la vérité, l'intensité des accidens, la nécessité et l'exactitude des réparations ; tout cela exige une circonscription de médiocre étendue où les associés puissent s'accorder une confiance personnelle et réciproque. Un département peut suffire si les principaux propriétaires y concourent : si ceux de deux départemens ou de telle autre localité concentrique et naturellement limitée désiraient se lier, que leurs magistrats n'y vissent pas d'inconvéniens, et qu'il fût constant que leurs risques soient identiques, il y aurait lieu de consentir à cette réunion ; mais il n'en peut être approuvé ni de plus étendue, ni dans aucun autre intérêt ; la prudence le commande, et l'administration est obligée de s'imposer cette règle.

3. Aucune administration générale ou centrale ne sera autorisée à gérer de Paris les affaires d'assurances mutuelles établies dans les départemens autres que celui de la Seine et les départemens qui y confinent : ce serait une superfétation coûteuse, sans but et contraire à l'assurance de la mutualité. Pour vérifier la valeur de leurs maisons, pour constater un incendie, pour répartir le dommage, des propriétaires co-associés d'un département ou de plusieurs départemens qui se touchent, n'ont à dépendre de personne ; ils peuvent avoir un directeur parmi eux, lequel est leur mandataire et leur agent ; ils peuvent s'abonner avec lui pour les frais de gestion, ou le salarier de toute autre manière ; mais ils n'ont aucune affaire hors de l'arrondissement qu'embrasse leur association, aucune occasion de correspondre avec une direction générale étrangère à cet arrondissement, aucun besoin d'en supporter l'action et les frais.

4. C'est la notoriété de la valeur et des accidens dans les propriétés immobilières qui permet à des voisins de mettre leurs risques d'incendie en commun. Il n'en est pas de même des effets mobiliers, dont les co-associés ne



sauraient vérifier par eux-mêmes ni l'existence, ni l'appréciation, ni la destruction. Ceux qui ne s'unissent point dans la vue de faire un bénéfice, ne doivent pas courir la chance d'ajouter au risque de l'incendie celui d'être trompés sur la sincérité des dommages; ce double risque ne convient qu'aux assurances à primes, entreprises par spéculation : en conséquence, il ne sera accordé aucune approbation pour l'assurance mutuelle du mobilier, excepté toutefois pour les machines propres aux manufactures dans les pays où elles sont communes, en se bornant à celles d'un déplacement difficile, et en établissant des précautions pour que la continuation de leur existence en place soit constatée.

N° 62. = 26 octobre—8 novembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique de l'archevêque de Rouen et des évêques d'Autun et de Meaux, et des brefs adressés à ces prélats. (VII, Bull. CCCXXI, n° 7812.)

N° 63. = 27 octobre—8 novembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine les formalités à observer pour le remplissage des vins, etc., arrivant à Paris par la haute Seine, et déclare le port Saint-Bernard annexe de l'entrepôt (1). (VII, Bull. CCCXXI, n° 7808.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;—Notre conseil d'état entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le remplissage des vins, cidres, poirés, vinaigres, eaux-de-vie, esprits et liqueurs arrivant à Paris par la haute Seine et destinés à être livrés immédiatement à la consommation de Paris, continuera à se faire dans le bassin de la Râpée, conformément aux dispositions de notre ordonnance du 18 juin 1817, et ces boissons seront exclusivement dirigées sur le port aux Tuiles.

2. Les vins conduits à la vente et destinés à être entreposés à Paris ne seront point remplis dans le bassin de la Râpée, et seront dirigés sur le port Saint-Bernard, qui est déclaré annexe de l'entrepôt, à partir du pont de la Tournelle jusqu'à la rue de Seine.

3. Les vins déposés sur le port annexe pourront y être remplis, vendus, et y séjourner, comme ceux qui sont placés dans les cours et magasins de l'entrepôt, à la charge par les entrepositaires de se conformer aux réglemens d'entrepôt et de police. — Aucune opération de remplissage, de transvasion, ou autre, ne pourra avoir lieu dans les bateaux chargés de vins stationnant devant le port annexe.

4. Le droit d'entrepôt, fixé précédemment à un franc par hectolitre de vin, est réduit à cinquante centimes; mais ce droit sera perçu sur les vins enlevés du port annexe, aussi bien que sur ceux expédiés de l'entrepôt : il sera exigible à la sortie des vins, quelle que soit la durée du séjour sur ce port ou dans l'entrepôt.

5. Des réglemens concertés entre notre directeur général des contributions indirectes et notre préfet de la Seine détermineront les mesures d'exécution commandées par la présente ordonnance : ils pourvoiront à ce qu'il ne puisse résulter d'abus du séjour des boissons sur le port; ils préviendront

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent la sect. I<sup>re</sup> du chap. II du tit. V de la loi de finances du 5—5 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), le résumé des réglemens concernant le commerce des vins dans Paris.

Voyez aussi l'ordonnance du 18—24 juin 1817.

tout encombrement; enfin ils détermineront le mode de la surveillance qui devra être exercée sur ledit port dans l'intérêt de la ville et du trésor.

N° 64. = 27 octobre—6 décembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, d'une compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de la Gironde. (VII, Bull. cccxxvii, n° 7887.)

Louis, .... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, — Vu l'acte passé par-devant *Mathieu* et son collègue, notaires royaux à Bordeaux, les 28, 30 et 31 août 1819, contenant les statuts d'une compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de la Gironde; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie, provisoirement constituée à Bordeaux pour le département de la Gironde, est et demeure autorisée conformément aux statuts contenus dans l'acte des 28, 30 et 31 août 1819, annexé à la présente, lesquels sont approuvés, sauf la réserve portée en l'article suivant.

2. Aucune propriété prise isolément ne pourra être admise à l'assurance mutuelle pour une valeur de plus de cent vingt mille francs, si la masse des propriétés associées à l'assurance n'excède pas douze millions : ce *maximum*, pour un seul risque, pourra s'accroître avec la masse des propriétés assurées, en suivant la même proportion de un à cent.

3. La présente autorisation étant accordée à ladite société, à la charge par elle de se conformer aux lois et statuts particuliers qui doivent lui servir de règle, nous nous réservons de la révoquer dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, sauf les actions à exercer par les particuliers devant les tribunaux à raison des infractions commises à leur préjudice.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet du département de la Gironde, aux greffes des tribunaux de première instance existans dans cedit département, et à la chambre de commerce de Bordeaux.

5. Devront les sociétaires se conformer, en ce qui les concerne, aux lois et réglemens de police sur le fait des incendies.

6. Il sera institué auprès de ladite compagnie un commissaire, qui sera chargé de prendre connaissance de ses opérations et de l'observation des statuts, et rendra compte du tout à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, de qui il tiendra sa nomination. — Ce commissaire informera le préfet du département de tout ce qui, dans les opérations de la compagnie, pourrait intéresser l'ordre et la sûreté publique; il le préviendra de la tenue des assemblées du conseil général des sociétaires. Il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtraient contraires aux lois et statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce jusqu'à décision à intervenir des autorités compétentes.

(*Suivent les statuts.*)

N° 65. = 27 octobre—9 décembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, d'une compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Rhône. (VII, Bull. cccxxviii, n° 7906.)

Louis, .... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;—Vu l'acte passé par-devant *Casati* et son collègue, notaires royaux



à Lyon, les 5, 6, 8, 11 et 14 juillet 1819, contenant les statuts d'une compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Rhône, — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie, constituée provisoirement à Lyon pour le département du Rhône, est et demeure autorisée conformément aux statuts contenus dans l'acte des 5, 6, 8, 11 et 14 juillet 1819, annexé à la présente, lesquels sont approuvés, sauf la réserve portée en l'article suivant.

2. Aucune propriété, prise isolément, ne pourra être admise à l'assurance mutuelle pour une valeur de plus de trois cent mille francs, si la masse des propriétés associées à l'assurance n'excède pas vingt millions; ce *maximum* pour un seul risque pourra s'accroître avec la masse des propriétés assurées, en suivant la même proportion d'un et demi à cent.

3. La présente autorisation étant accordée à ladite société à la charge par elle de se conformer aux lois et statuts particuliers qui doivent lui servir de règle, nous nous réservons de la révoquer dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, sauf les actions à exercer par les particuliers devant les tribunaux à raison des infractions commises à leur préjudice.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation, au préfet du département du Rhône, aux greffes des tribunaux de première instance existans dans cedit département, et à la chambre de commerce de Lyon.

5. Devront les sociétaires se conformer, en ce qui les concerne, aux lois et réglemens de police sur le fait des incendies.

6. Il sera institué auprès de ladite compagnie un commissaire, qui sera chargé de prendre connaissance de ses opérations et de l'observation des statuts, et rendra compte du tout à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, de qui il tiendra sa nomination. — Ce commissaire informera le préfet du département de tout ce qui, dans les opérations de la compagnie, pourrait intéresser l'ordre et la sûreté publique. Il le préviendra de la tenue des assemblées du conseil général des sociétaires. — Il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtraient contraires aux lois et statuts ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce jusqu'à décision à intervenir des autorités compétentes.

(*Suivent les statuts.*)

---

N<sup>o</sup> 66. = 27 octobre 1819. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement sur le service des fonds du département de la guerre. (Journal militaire, 2<sup>e</sup> semestre 1819, page 145.)

Louis, . . . — Sur le rapport de nos ministres de la guerre et des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

#### TITRE PRÉLIMINAIRE.

Art. 1<sup>er</sup>. Le service des fonds du département de la guerre embrasse toutes les dispositions relatives à l'ordonnancement des dépenses de ce département.

2. L'ordonnancement est l'opération par laquelle le ministre dispose par des ordonnances des fonds que les crédits législatifs affectent aux dépenses de son département.

3. Le ministre de la guerre délivre seul des ordonnances sur des crédits législatifs.

4. Toutes les dépenses qui ne sont pas ordonnancées directement par le

ministre le sont par des ordonnateurs secondaires sur les crédits que le ministre a ouverts.

5. Les ordonnateurs secondaires du département de la guerre sont, — 1° Les intendans et sous-intendans militaires; — 2° Les directeurs de l'artillerie et du génie; ces derniers seulement pour les dépenses du matériel de leurs services respectifs.

TITRE 1<sup>er</sup>. — *De l'ordonnancement des dépenses.*

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Des ordonnances ministérielles.

6. Les ordonnances délivrées par le ministre de la guerre prennent le nom d'ordonnances ministérielles.

7. Toute ordonnance ministérielle doit être imputée sur le crédit législatif.

8. Les ordonnances ministérielles sont conformes aux modèles n°s 1 et 2, et se divisent, — 1° En ordonnances directes ou de paiement; — 2° En ordonnances indirectes ou de crédit.

9. Les ordonnances de paiement sont délivrées au nom des parties prenantes.

10. Les ordonnances de crédit ont pour objet d'ouvrir aux ordonnateurs secondaires des crédits qui prennent le nom de crédits ministériels; elles donnent lieu à l'émission des mandats de paiement dont il sera parlé ci-après, chapitre III.

11. Les intendans militaires et les directeurs d'artillerie et du génie sont seuls titulaires des crédits ministériels.

12. L'ordre adopté pour le classement des dépenses dans le budget de chaque année doit être rigoureusement suivi pour la délivrance des ordonnances relatives au service de l'exercice correspondant. Cet ordre est indiqué par une nomenclature des dépenses de la guerre, arrêtées tous les ans et à l'avance par le ministre.

13. Les ordonnances de crédit peuvent être délivrées par article ou par chapitre du budget, ou comprendre plusieurs articles du même chapitre: les ordonnances de paiement ne peuvent être délivrées que par articles; les unes et les autres peuvent être individuelles ou collectives.

14. Les ordonnances ministérielles sont adressées au ministre des finances, qui prendra les mesures nécessaires pour en faire effectuer le paiement dans les valeurs déterminées par les lois de finances.

15. Des extraits d'ordonnances conformes aux modèles n°s 3 et 4 sont remis ou envoyés, — 1° En ce qui concerne les ordonnances de paiement, aux parties prenantes, pour être à même d'être payées aux époques déterminées par lesdits extraits; — 2° En ce qui concerne les ordonnances de crédit, aux ordonnateurs secondaires, pour leur faire connaître les crédits qui leur sont ouverts.

16. Les extraits d'ordonnances de paiement sont à talon et disposés de manière à recevoir la quittance et la déclaration de quittance des parties prenantes.

17. Les talons desdits extraits destinés à recevoir la déclaration de quittance sont transmis au payeur par l'intermédiaire du ministère des finances.

18. Les extraits d'ordonnances de crédit constituent, pour les ordonnateurs secondaires, le titre des crédits ministériels qui leur sont ouverts; ils doivent rester dans les archives de la division.

19. Les crédits ministériels sont ouverts spécialement pour chaque nature de dépense, — 1° Par division ou intendance militaire, pour les dépenses de l'administration générale; — 2° Par direction du génie ou de l'artillerie, pour les dépenses du matériel de ces deux services.



20. Les crédits ouverts pour la même nature de dépense, pour un même exercice, s'ajoutent successivement les uns aux autres, soit par chapitre, soit par article, selon le mode d'après lequel ils ont été ouverts : ainsi accumulés ils forment un crédit unique par chapitre ou par article, sur lequel portent les mandats délivrés par les ordonnateurs secondaires.

21. Les crédits étant ouverts spécialement pour chaque nature de dépense, les ordonnateurs secondaires ne peuvent, pour quelque motif que ce soit, ni les dépasser ni en changer la destination.

22. Lorsqu'un crédit est ouvert par un des chapitres du budget et sans distinction spéciale d'article, il peut servir au paiement des dépenses comprises dans ce même chapitre.

23. Lorsque les crédits portent l'indication d'un ou de plusieurs articles, ils ne peuvent servir au paiement d'aucun autre article de dépense du même chapitre.

24. Le même crédit ne peut servir au paiement des dépenses de deux exercices différens, sauf la seule exception prévue au règlement des revues, titre VI, article 272, pour ce qui concerne les rappels de solde ou d'abonnement des corps de troupe.

25. Les payeurs sont autorisés à refuser le paiement des mandats qui s'écarteraient des règles prescrites par les quatre articles qui précèdent.

26. Tout crédit ouvert pour servir au paiement des dépenses d'un exercice est valable, quelle que soit sa date, et sauf annulation expresse, jusqu'au dernier jour inclus du quatrième mois de l'année qui suit cet exercice; à cette époque les crédits ou portions de crédit non employés pour les dépenses de l'exercice précédent cessent d'être à la disposition des ordonnateurs secondaires, et rentrent au crédit général du ministre de la guerre.

27. Passé l'époque ci-dessus énoncée, les ordonnateurs secondaires ne peuvent plus ordonnancer aucune dépense portant sur le fonds de l'exercice précédent.

28. Si, par suite des circonstances extraordinaires imprévues, quelques dépenses n'ont pas été ordonnancées à l'époque précitée, ou si quelques mandats n'ont pas été payés en temps utile, il en est rendu compte au ministre, qui se réserve de les faire solder.

CHAPITRE II. — De la délégation des crédits ministériels et de la réalisation des fonds sur les lieux où les paiemens doivent s'effectuer.

29. Les crédits étant ouverts en masse par division militaire, conformément à l'article 19, les intendans militaires délèguent aux sous-intendans militaires employés sous leurs ordres le droit de disposer de tout ou partie desdits crédits.

30. A cet effet, les intendans militaires établissent à l'avance, et au fur et à mesure des besoins du service, des états de répartition conformes au modèle n° 5.

31. Les états de répartition indiquent les sommes dont les sous-intendans militaires peuvent disposer dans chacun des départemens de la division militaire, ainsi que les époques auxquelles il est nécessaire que les fonds soient réalisés dans la caisse des payeurs. — Les intendans militaires y font figurer, avec les mêmes indications, les crédits ou portions de crédit dont ils se réserveront de faire emploi pour les dépenses qu'ils doivent ordonnancer eux-mêmes d'après les réglemens.

32. Si les sommes indiquées par les répartitions comme devant être employées dans un département, sont insuffisantes ou si elles excèdent les paiemens à faire, les intendans militaires rectifient ces dispositions par voie d'augmentation ou de réduction dans les répartitions subséquentes.

33. Lorsque les besoins du service l'exigent impérieusement, les intendans militaires peuvent changer, par une répartition nouvelle, la destination de la totalité ou d'une portion des sommes réparties.

34. Les intendans militaires sont tenus d'établir les états de répartition assez à l'avance pour éviter tous retards dans le placement des fonds sur les lieux où les paiemens doivent s'effectuer. Ils doivent éviter avec soin de faire faire des dispositions de fonds qui ne soient pas rigoureusement exigées par les besoins réels du service.

35. Les états de répartition sont toujours établis en double expédition.

36. Une des expéditions de ces états est remise immédiatement au receveur général du département, chef-lieu de la division militaire; lequel est chargé, par le ministre des finances, des mesures à prendre pour les réalisations des fonds aux époques et sur les lieux indiqués par les états de répartition.

37. L'autre expédition des états de répartition est remise au payeur du département, chef-lieu de la division, qui est chargé d'en donner avis aux payeurs des autres départemens, et de rendre compte au ministère des finances des paiemens effectués dans toute l'étendue de la division sur les crédits ouverts.

38. Les intendans militaires adressent en outre aux sous-intendans militaires, chacun en ce qui le concerne, extrait des états de répartition. Ces extraits, conformes au modèle n° 6, constituent pour eux le titre de la délégation qui leur est faite de tout ou partie des crédits ministériels.

39. Les sous-intendans militaires placés hors du département chef-lieu de la division donnent communication de ces extraits aux receveurs généraux de leurs départemens respectifs, afin de les prévenir à l'avance de l'importance des besoins de fonds.

40. Les crédits ou portions de crédit délégués en vertu de l'article 29 sont cumulés par les titulaires des délégations à l'instar des crédits ministériels, en suivant les règles prescrites par ceux-ci à l'article 20 du présent règlement.

41. En cas d'insuffisance de fonds pour paiement de mandats imputés sur des crédits ouverts ou délégués, les payeurs doivent en informer sur-le-champ les officiers de l'intendance militaire qui ont délivré les mandats, lesquels se concertent avec les receveurs généraux pour parer aux besoins du service, et empêcher qu'il ne reste en souffrance.

#### CHAPITRE III. — Des mandats de paiement.

42. Les ordonnateurs secondaires ne peuvent disposer des crédits ministériels qu'au moyen de mandats de paiement dont la forme est déterminée ci-après.

43. Les mandats de paiement sont délivrés, tant par les ordonnateurs secondaires titulaires des crédits, que par les délégataires de tout ou portion desdits crédits.

44. Les sous-intendans militaires et les adjoints aux sous-intendans faisant, par *intérim*, les premiers les fonctions d'intendant, et les autres celles de sous-intendant, ainsi que les officiers du génie et de l'artillerie remplissant celles de directeur, disposent des crédits ou des portions de crédit ouverts aux fonctionnaires dont ils tiennent la place.

45. D'après le même principe, un fonctionnaire succédant immédiatement à un autre devient titulaire des crédits ouverts ou délégués à son prédécesseur, comme s'ils avaient été ouverts ou délégués à lui-même.

46. Tout mandat de paiement est valable, et doit être acquitté lorsqu'il



porte sur un crédit ministériel, et qu'il n'outrepasse pas la masse des crédits cumulés, pour chaque nature de dépense par exercice.

47. Il n'est fait d'exceptions à la règle posée par l'article précédent, que pour les dépenses d'indemnités de route et de fournitures de petit équipement aux militaires voyageant isolément, dont le paiement a lieu par avance et sans crédit préalable.

48. Les mandats de paiement sont délivrés par partie prenante individuelle ou collective, et chaque mandat ne peut en comprendre plusieurs, à la seule exception des mandats d'avance délivrés pour le paiement des fournitures d'effets de petit équipement.

49. Les mandats de paiement doivent indiquer le chapitre et l'article du budget auxquels appartient la dépense qui fait l'objet de chacun d'eux.

50. Tous les ordonnateurs secondaires doivent rappeler en tête de leurs mandats le numéro du dernier crédit ministériel.

51. Les mandats doivent indiquer en outre, savoir : — 1° Ceux délivrés par les titulaires des crédits, le montant cumulé des crédits ou portions de crédit dont ils se sont réservé l'emploi; — 2° Ceux délivrés par les légataires, le montant des délégations cumulées.

52. Dans aucun cas, le même mandat de paiement ne peut comprendre deux articles du même chapitre.

53. Tout mandat doit énoncer l'objet du paiement, le temps que la dépense concerne, le numéro de la division militaire, le département, et le nom du payeur sur la caisse duquel il est tiré.

54. Lorsqu'un mandat est délivré pour solde d'un compte de revues décompté, ou de tout autre compte de dépense dûment arrêté, ce mandat doit contenir, dans la colonne d'observations, une déclaration expresse signée par l'ordonnateur secondaire, et indiquant : — 1° La nature et le nombre des pièces justificatives de l'ordonnancement; — 2° La date de l'envoi qui en a été fait à l'ordonnateur titulaire du crédit, ou au ministre de la guerre, selon les qualités de l'ordonnateur secondaire qui livre le mandat. — Cette déclaration doit être répétée sur le talon dudit mandat pour solde.

55. Tout mandat de paiement, soit définitif, soit d'avance, est extrait d'un registre à souche.

56. Les registres de mandats définitifs sont à souche et à talon, et conformes au modèle 7 *bis*.

57. Le registre n° 7 sert pour l'ordonnancement des prestations individuelles, en deniers attribués aux militaires sans troupes, et autres payés comme tels; le registre n° 7 *bis* sert pour l'ordonnancement de toutes les autres dépenses du département de la guerre, susceptibles d'être ordonnancées par les ordonnateurs secondaires.

58. Les registres de mandats d'avance délivrés en vertu de l'article 47 sont à souche seulement, et conformes aux modèles n°s 8 et 9.

59. Chaque ordonnateur secondaire doit donner un numéro à ses mandats et suivre une seule série de numéros par exercice et par espèce de registre : l'ordre des dates doit coïncider avec l'ordre des numéros.

60. La souche des mandats reste au registre; le talon préparé pour recevoir la déclaration de quittance est remis directement à la partie prenante, pour la mettre à même d'en toucher le montant à la caisse du payeur.

61. L'envoi des talons de mandats est toujours accompagné d'un bordereau numérique et sommaire, et conforme au modèle n° 10.

62. Les registres des mandats sont fournis, par le ministère de la guerre, aux ordonnateurs secondaires; ils sont cotés et paraphés par les titulaires des crédits qui indiquent l'exercice pour lequel ils doivent servir.

63. A l'époque de la clôture des comptes de l'exercice pour lequel les registres ont été ouverts, ils sont arrêtés par les intendans et les sous-intendans militaires, et déposés aux archives de l'intendance militaire.

64. Les mandats et les talons de mandats biffés pour cause d'erreur restent toujours annexés à la souche.

65. Tout mandat de paiement est payable, pendant trois mois de sa date, à la caisse sur laquelle il a été tiré.

66. Passé ce délai, aucun mandat de paiement ne peut être acquitté, et la dépense dont il était l'objet doit être réordonnancée, s'il y a lieu, par les ordonnateurs secondaires, sur les crédits à leur disposition pour la même nature de service.

67. Si le non-paiement d'un mandat, dans le délai déterminé par l'article 65, est constaté, après l'époque fixée par l'article 26, si la dépense qui a fait l'objet de ce mandat est susceptible d'être réordonnancée, il en est rendu compte spécialement au ministre, sans préjudice des formalités prescrites par l'article 102 du présent règlement.

68. Dans tous les cas, le réordonnement ne peut avoir lieu que sur l'exhibition du mandat périmé.

69. S'il arrivait qu'une partie prenante eût perdu un mandat ou un extrait d'ordonnance de paiement, il lui en serait délivré un *duplicata* d'après l'attestation écrite du payeur sur lequel le mandat était tiré, portant que l'extrait d'ordonnance ou le mandat n'a pas été acquitté.

70. En cas d'insuffisance des crédits ouverts lors du passage ou de l'arrivée inopinée d'un corps de troupe, ou de la passation d'un marché d'urgence, et dans toute autre circonstance extraordinaire et imprévue, — Les intendans et sous-intendans militaires sont autorisés à requérir, par écrit, des payeurs, le paiement de la solde ou de toute autre dépense urgente; il est rendu compte immédiatement de ces dispositions aux ministres de la guerre et des finances par leurs subordonnés respectifs.

71. Les paiemens extraordinaires faits en vertu de l'article précédent ont lieu sur des mandats provisoires, conformes au modèle n° 11, lesquels sont remplacés par des mandats définitifs imputés sur les premiers fonds mis à la disposition des ordonnateurs secondaires, pour le même exercice et pour la même nature de dépense.

72. Il n'existe point de registre à souche pour les mandats provisoires dont il est question à l'article précédent.

73. Si les mandats délivrés pour régulariser ces paiemens peuvent être quittancés par les parties prenantes, les mandats provisoires sont annulés: si, au contraire, les parties prenantes ne peuvent quittancer les mandats définitifs, les mandats provisoires y sont annexés, et il en est fait mention par l'ordonnateur secondaire sur les talons desdits mandats définitifs.

## TITRE II. — *Des paiemens et de la preuve des paiemens.*

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Des paiemens et de leur inscription sur les livrets de paiement et sur les feuilles de route.

74. Toute ordonnance et tout mandat de paiement délivrés conformément aux dispositions prescrites par le titre I<sup>er</sup> du présent règlement doivent être acquittés par le trésor ou par ses agens, soit à présentation, soit aux époques fixées par lesdites ordonnances ou mandats.

75. Les paiemens doivent s'effectuer, — 1° En ce qui concerne les ordonnances de paiement sur la remise des extraits dont il est question à l'article 15; — 2° En ce qui concerne les mandats, sur la remise de ces mandats.

76. Tout extrait d'ordonnance directe et tout mandat doivent être signés



par la partie prenante y désignée pour quittance sur le talon dudit extrait ou mandat; quand la partie prenante ne sait pas signer, il y est suppléé suivant l'usage.

77. Toute quittance apposée au bas d'un extrait d'ordonnance ou au bas d'un mandat extrait d'un registre à souche et à talon, constitue un acquit définitif.

78. Les payeurs ou autres agens du trésor payant pour le compte desdits payeurs sont tenus, sous leur responsabilité personnelle, d'enregistrer, — 1° Sur les livrets de paiement toutes les sommes payées à des militaires sans troupes ou à des corps de détachement en marche, les paiemens faits pour supplément de route; — 2° Sur les feuilles de route, toutes les sommes payées pour indemnité de route ou de séjour aux militaires voyageant isolément; — 3° Sur les livrets de paiement de tous les comptables de la guerre, quelle que soit la destination des fonds ordonnancés en leur nom, toutes les sommes qui leur sont payées.

79. Immédiatement après avoir fait un paiement, les payeurs doivent timbrer du mot *payé* les extraits d'ordonnance, les mandats, ainsi que les talons desdits extraits et mandats qui leur ont été remis ou adressés.

#### CHAPITRE II. — De la preuve des paiemens.

80. La preuve des paiemens faits sur ordonnances directes et sur mandats définitifs résulte, — 1° Pour le trésor, des quittances des parties prenantes; — 2° Pour le département de la guerre, des déclarations de quittance et de l'inscription des paiemens effectués sur les livrets et feuilles de route.

81. Quant aux créances qui s'acquittent, par avance, en vertu de l'article 47, la preuve des paiemens résulte, — 1° Pour le département de la guerre, des mandats d'avances quittancés, et des bordereaux qui donnent lieu aux mandats définitifs délivrés pour couvrir ces avances; — 2° Pour le trésor, desdits mandats définitifs quittancés pour ordre par les payeurs.

82. Du 1<sup>er</sup> au 10 de ce mois, tous les payeurs du trésor, soit à Paris, soit dans les départemens, doivent faire parvenir, — 1° Au ministre de la guerre, et par l'intermédiaire du trésor royal, les talons d'extraits d'ordonnances directes dont ils ont effectué le paiement pendant le mois précédent; — 2° A chacun des ordonnateurs secondaires dont ils ont acquitté les mandats pendant le mois précédent les talons desdits mandats.

83. Ces mandats doivent être accompagnés de bordereaux numériques et sommaires conformes au modèle n° 12.

84. Les talons de mandats qui reviennent à l'ordonnateur secondaire sont toujours envoyés par lui à l'autorité chargée d'établir le décompte de la dépense que le mandat concerne.

#### CHAPITRE III. — De la régularisation des paiemens faits à titre d'avance.

85. Dans les dix premiers jours de chaque mois, les payeurs de département réunissent par service, dans l'ordre réglé par l'article suivant, tous les mandats qu'ils ont acquittés ou qui ont été acquittés pour leur compte, à titre d'avances, conformément à l'article 47 du présent règlement, pendant le cours du mois précédent.

86. Après avoir classé ces mandats par partie prenante pour les militaires sans troupe, et par corps pour les militaires de troupe, ils en forment des bordereaux conformes au modèle n° 13, et distincts, — 1° Pour l'indemnité de route et de séjour, pour le supplément représentatif des fourrages, et pour les fournitures d'effets de petit équipement, aux militaires isolés appartenant au département de la guerre, y compris les militaires condamnés aux

travaux publics, et ceux condamnés au boulet; — 2° Pour les indemnités de route et de séjour aux marins et autres individus appartenant au département de la marine et voyageant isolément.

87. Lorsque des paiemens ont été faits à des prisonniers de guerre, il est établi pour eux des bordereaux de dépenses divisés par puissance.

88. Les payeurs transmettent ces bordereaux, en simple expédition, avec les mandats à l'appui, à l'intendant divisionnaire, qui leur en accuse sur-le-champ réception.

89. L'intendant militaire vérifie les bordereaux à l'aide des mandats qui y sont joints, les arrête, et ordonnance le montant des avances au profit du payeur de chaque département, au moyen des mandats définitifs extraits du registre n° 8 *bis*. Cette opération doit être terminée dans les quinze jours qui suivent la réception des bordereaux adressés par les payeurs.

90. Ces mandats sont signés, *pour ordre*, par les payeurs, tant pour quittance que pour déclaration de quittance, et le talon desdits mandats est renvoyé à l'intendant militaire, ainsi que cela est prescrit par les articles 82 et 83.

91. L'intendant militaire conserve les bordereaux particuliers de département, ainsi que les mandats d'avances qui servent immédiatement à l'établissement des bordereaux d'imputation, dont il est fait mention au règlement des revues.

### TITRE III. — *De l'annulation des ordonnances ministérielles et des mandats.*

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Des annulations par prescription.

92. Dans les dix premiers jours de chaque trimestre, tous les payeurs du trésor doivent établir, en double expédition, un bordereau par exercice, conformément au modèle n° 14, des extraits d'ordonnances directes payables par eux, et qui, au dernier jour inclus du trimestre précédent, ont atteint trois mois de date sans avoir été acquittés.

93. Les payeurs envoient une expédition de ce bordereau au ministère des finances; ils adressent l'autre au ministère de la guerre, par l'intermédiaire du ministère des finances, pour servir à l'annulation des ordonnances.

94. A la même époque, les payeurs établissent des bordereaux conformes au modèle n° 15, pour les talons des mandats de paiement tirés sur leurs caisses, et qui ont atteint trois mois de date, au dernier jour inclus du trimestre précédent, sans avoir été acquittés.

95. Ces bordereaux sont transmis en double expédition, avec les talons de mandats, à chacun des ordonnateurs secondaires, qui ont délivré les mandats de paiement qui n'ont pas été acquittés.

96. Après s'être assurés que ces talons de mandats, joints à ceux portant déclaration de quittance, qui leur ont été envoyés tous les mois, conformément à l'article 82, forment la totalité de ceux qu'ils ont transmis aux payeurs, les ordonnateurs secondaires leur renvoient l'une des expéditions de ce bordereau portant annulation des mandats non acquittés. Les uns et les autres passent respectivement écriture de ces annulations, et il en est fait mention par les ordonnateurs secondaires, sur les souches et sur les talons desdits mandats.

97. Les dispositions des articles qui précèdent ne sont point applicables aux mandats d'avance délivrés en vertu de l'article 47.

98. Le premier jour du cinquième mois de chaque exercice, chacun des ordonnateurs secondaires, titulaires ou délégataires doit passer écriture des



crédits ou portions de crédit sans emploi, appartenant à l'exercice précédent, lesquels doivent rentrer au crédit du ministère de la guerre, conformément à l'article 26 du présent règlement.

99. La notification de ces restans libres est faite immédiatement aux payeurs, par les ordonnateurs secondaires, titulaires et délégataires, au moyen d'un bordereau conforme au modèle n° 16.

100. Les ordonnateurs secondaires, délégataires, adressent un double de ce bordereau aux titulaires des crédits. — Les payeurs de chaque département en adressent copie au payeur du département chef-lieu de la division.

101. Lorsque les titulaires des crédits ont connaissance de toutes les sommes restées sans emploi, tant sur les délégations que sur les crédits ou portions de crédit qu'ils s'étaient réservé, ils passent écriture de ces restans libres, et les notifient au payeur du chef-lieu de la division, qui en rend compte au trésor; cette notification a lieu au moyen des bordereaux conformes au modèle n° 16.

102. Si des mandats de paiement viennent à être annulés lorsque ces opérations sont consommées, les sommes ainsi annulées sont successivement déclarées libres pour l'envoi des bordereaux conformes au même modèle n° 16, et d'après les dispositions prescrites par les articles qui précèdent.

103. Du 20 au 30 du troisième mois de chaque trimestre, le ministre de la guerre transmet au trésor un bordereau conforme au modèle n° 17, portant annulation de toutes les ordonnances ou portions d'ordonnance directes ou indirectes, qui sont susceptibles d'être annulées d'après les renseignements qui lui sont parvenus jusqu'à cette époque. Il est passé immédiatement écriture de ces annulations au ministère de la guerre et au trésor, et il en est fait mention, tant sur les minutes que sur les expéditions desdites ordonnances.

#### CHAPITRE II. — Des annulations accidentelles.

104. Lorsque, par quelque circonstance extraordinaire, il ne doit être fait aucun emploi de tout ou partie d'un crédit ministériel, les ordonnateurs secondaires adressent sur-le-champ un bordereau de déclaration de fonds libres, conforme au modèle n° 16, au payeur du département chef-lieu de la division militaire.

105. Dans le cas où ces crédits auraient été l'objet de délégations ou répartitions, elles sont annulées, et il en est donné connaissance aux receveurs généraux et aux sous-intendans militaires.

106. Le ministre comprend, s'il y a lieu, ces sommes dans le bordereau général, dont l'envoi au trésor public est prescrit par l'article 103.

107. Le ministre adresse également au trésor un bordereau semblable à celui déterminé par l'article 103, pour toutes les autres annulations qu'il est dans le cas d'ordonner accidentellement sur les ordonnances directes ou sur les crédits qu'il a ouverts, soit que ces annulations aient pour but un changement quelconque dans le montant des crédits, soit qu'elles aient pour objet de faire rentrer au crédit général de la guerre les sommes non employées par des comptables de ce département, et versées dans les caisses du trésor, après l'arrêté définitif de leur compte d'exercice.

108. Dans tous les cas, on ne doit considérer une ordonnance du ministre de la guerre, directe ou indirecte, comme définitivement annulée en tout ou partie, que lorsque les bordereaux trimestriels, arrêtés par le ministère lui-même, en ont consacré l'annulation.

#### Dispositions additionnelles.

109. Les ordonnateurs secondaires, titulaires ou délégataires, rendent

compte des crédits ou portions de crédit qui leur sont ouverts ou délégués, conformément aux instructions sur la tenue des écritures.

110. Les exceptions dont les dispositions du présent règlement peuvent être susceptibles, en ce qui concerne la répartition et le compte à rendre des crédits ouverts aux directeurs de l'artillerie et du génie, pour le matériel de ces deux services, sont déterminées par des instructions spéciales.

N° 67. = 31 octobre—22 novembre 1819. = **ORDONNANCE du roi sur la composition, l'avancement, les appointemens et l'uniforme du corps de la marine** (1). (VII, Bull. CCCXXIII, n° 7835.)

TITRE 1<sup>er</sup>. — Composition du corps de la marine.

Art. 1<sup>er</sup>. Le corps des officiers de notre marine royale est et demeure composé, pour le temps de paix, ainsi qu'il a été réglé par notre ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 1814, savoir : — Vice-amiraux, dix; contre-amiraux, vingt; capitaines de vaisseau de première classe, quarante; de seconde classe, soixante; capitaines de frégate, cent; lieutenans de vaisseau, quatre cents; enseignes de vaisseau, cinq cents; élèves de première et deuxième classes, trois cents. — Néanmoins, ce nombre d'officiers ne sera complété qu'en vertu d'une ordonnance spéciale, et restera fixé provisoirement ainsi qu'il suit : — Vice-amiraux, six; contre-amiraux, douze; capitaines de vaisseau de première classe, vingt; de deuxième classe, quarante; capitaines de frégate, quatre-vingts; lieutenans de vaisseau, trois cents; enseignes de vaisseau, quatre cents; élèves de première et deuxième classes, trois cents.

2. Les officiers de notre marine seront alternativement employés, conformément aux ordonnances et réglemens, soit au commandement ou à la formation des états-majors de nos bâtimens de guerre, soit à la majorité générale, à la direction des ports, et dans les compagnies d'élèves, soit enfin au service des gardes, rondes, visites, recettes et conseils de guerre.

3. En temps de paix comme en temps de guerre, les capitaines de vaisseau pourront seuls être chargés du commandement de nos vaisseaux de ligne; ils commanderont, en temps de paix, nos frégates, et même tous autres bâtimens de rang inférieur, si les besoins ou les convenances de notre service le comportent.

4. Le commandement de nos frégates sera donné, en temps de guerre, auxdits capitaines de vaisseau ou aux capitaines de frégate. En temps de paix, ceux-ci commanderont les corvettes et autres bâtimens de rang inférieur.

5. En temps de guerre, les lieutenans de vaisseau commanderont les corvettes et bâtimens légers; ils pourront être appelés, en temps de paix, au commandement des bricks, avisos, flûtes et gabares.

6. Les enseignes de vaisseau seront susceptibles de commander, en temps de guerre, les bricks, lougres, cutters, avisos, gabares et chaloupes canonnières, pourvu qu'ils aient au moins une année de navigation dans ce grade; ils pourront être appelés, en temps de paix, à des commandemens d'avisos et d'autres bâtimens de rang inférieur, pourvu qu'ils aient au moins deux ans de grade.

7. Les lieutenans de vaisseau et enseignes qui ne seront pas embarqués ou attachés à la majorité de la marine, aux compagnies d'élèves ou à la direc-

(1) Voyez, sur cet objet, le décret du 29 avril (28 et)—15 mai 1791, et les notes qui résument la législation.

Voyez aussi les deux ordonnances du 19 octobre—16 décembre 1825.



tion du port, seront alternativement désignés par le commandant de la marine, pour suivre les constructions et radoubs, ainsi que tous les travaux et opérations mécaniques de l'arsenal, afin d'être à portée d'acquérir toutes les connaissances de détail que doit réunir un officier de la marine. — Ils seront également chargés de veiller à l'entretien et à la conservation des bâtimens désarmés. — Ils ne pourront donner aucun ordre dans les directions auxquelles ils seront temporairement attachés, tout le service devant être exclusivement dirigé par les officiers préposés à cet effet.

#### TITRE II. — Avancement des officiers (1).

8. Les élèves de deuxième classe seront admis à la première classe, lorsqu'ils auront fait les deux campagnes d'instruction prescrites par l'article 36 de l'ordonnance du 31 janvier 1816, ou une seule campagne d'au moins vingt mois, et lorsqu'ils auront subi avec succès l'examen déterminé par l'article 48 de ladite ordonnance. — Les élèves de première classe seront promus au grade d'enseigne de vaisseau, d'après l'ordre de leur inscription sur les listes; mais ils ne pourront être nommés à ce grade que lorsqu'ils auront complété quarante-huit mois de navigation dans le grade d'élève, y compris leurs campagnes d'instruction.

9. Les deux tiers des places de lieutenant de vaisseau et de capitaine de frégate seront donnés à l'ancienneté, et l'autre tiers à notre choix.

10. Les avancements aux grades de capitaine de vaisseau, de contre-amiral et de vice-amiral, seront tous à notre choix.

11. Les lieutenans de vaisseau, pour être portés au grade de capitaine de frégate à notre choix, devront avoir commandé, pendant un an au moins, un de nos bâtimens.

12. Nul ne pourra être nommé capitaine de vaisseau, s'il n'a été embarqué pendant trois ans comme capitaine de frégate, ou s'il n'a commandé, en cette qualité, deux années au moins, ou enfin s'il n'a rempli pendant le même temps les fonctions de major d'une escadre ou division sous les ordres d'un officier général.

13. Un capitaine de vaisseau ne pourra être promu au grade de contre-amiral, s'il ne réunit cinq années de commandement au service de l'état, dont trois au moins dans le grade de capitaine de vaisseau, ou s'il n'a rempli pendant cinq ans les fonctions de major d'une escadre de cinq vaisseaux au moins, ou complété par ce service les cinq années de commandement exigées.

14. Le contre-amiral ne pourra être promu au grade de vice-amiral, s'il n'a commandé une escadre ou division d'au moins cinq bâtimens de guerre, ou une escadre d'évolution, ou enfin s'il n'a rempli, pendant une campagne de guerre, les fonctions de major général d'une armée navale.

15. Indépendamment des conditions prescrites par les articles 11, 12, 13 et 14 ci-dessus, nul officier ne pourra être élevé au grade immédiatement supérieur à celui dont il est pourvu, s'il n'a quatre ans de service ou deux années de navigation dans le grade inférieur.

16. Sont exceptés des conditions ci-dessus établies les avancements extraordinaires que nous nous réservons d'accorder pour faits de guerre et actions d'éclat.

---

(1) L'avancement des officiers de la marine a été réglé sur des bases nouvelles par la loi du 20—28 avril 1832, qui, par son art. 29, abroge tous les réglemens antérieurs sur la matière; et par l'ordonnance du 24 avril—8 mai même année, rendue pour l'exécution de cette loi.

Le présent titre ne reçoit donc plus d'application.

17. Al'avenir, il ne sera plus accordé, dans notre marine, de grade provisoire ou à prendre rang ; notre intention étant que tout grade et tout avancement soient effectifs, et que les officiers qui auront été promus prennent place dans les cadres constitutifs du corps, à dater du jour de leur nomination.

#### TITRE III. — Appointemens.

18. Les appointemens annuels des officiers de notre marine sont réglés ainsi qu'il suit : — Vice-amiral, quinze mille francs ; contre-amiral, dix mille francs ; capitaines de vaisseau de première classe, cinq mille francs ; de deuxième classe, quatre mille cinq cents francs ; capitaines de frégate, trois mille cinq cents francs ; lieutenans de vaisseau, deux mille francs ; enseignes de vaisseau, quinze cents francs.

19. Ces appointemens seront augmentés d'un cinquième en sus : — 1° Pour tous les officiers embarqués, à dater du jour de la revue d'armement jusqu'à celui de la revue de désarmement ; — 2° Pour ceux attachés, dans les proportions établies par les réglemens, à la majorité de la marine, à la direction du port, et aux compagnies d'élèves de la marine ; — 3° Pour ceux qui, avec l'autorisation de notre ministre secrétaire d'état de la marine, rempliront les fonctions d'aide-de-camp auprès des commandans de la marine de nos ports militaires ; — 4° Pour ceux des officiers qui, d'après nos ordres, seront employés momentanément au service de l'armée de terre.

20. Les appointemens des élèves de la marine de première classe demeurent fixés à huit cents francs par an. — La solde des élèves de deuxième classe est maintenue à quarante francs par mois.

21. Les officiers qui seront employés comme capitaines de pavillon, majors ou aides-majors d'escadre, continueront à jouir des supplémens attribués à ces fonctions.

22. Tout officier qui débarquera après une campagne d'un an au moins, pourra obtenir un congé de six mois : il jouira, pendant la durée de ce congé, des deux tiers de ses appointemens annuels. — Il pourra également être accordé des congés dont la durée n'excédera pas six mois à ceux des officiers qui en formeront la demande : ils jouiront, pendant la durée de leur absence, de la moitié de leurs appointemens annuels. — Ces congés seront, autant que possible, délivrés, pour les lieutenans et enseignes, suivant l'ordre inverse de leur tour d'embarquement.

23. Tout officier qui, à l'expiration de son congé, n'aurait pas rejoint son département, sera privé de ses appointemens, à dater du jour où il en aura dépassé le terme.

24. Tout officier prisonnier de guerre jouira, pendant le temps de sa détention, et jusqu'au jour où il aura rejoint son département, de la moitié de ses appointemens.

25. Nul officier employé temporairement à des fonctions supérieures à celles de son grade ne pourra prétendre qu'aux appointemens du grade dont il est réellement pourvu.

#### TITRE IV. — Officiers auxiliaires.

26. Il ne sera appelé d'officiers auxiliaires à notre service que lorsque la totalité des officiers entretenus sera reconnue insuffisante pour les besoins des armemens.

27. Nul officier auxiliaire ne pourra être employé à terre, même dans nos ports et arsenaux.

28. Aucun navigateur ne pourra servir comme officier auxiliaire dans un grade supérieur à celui d'enseigne de vaisseau.



29. Les capitaines au long cours seront employés comme enseignes de vaisseau auxiliaires; mais ils devront être préalablement pourvus d'une commission spéciale, qui leur sera expédiée par notre ministre de la marine. — A dater du jour de leur embarquement jusqu'à celui de leur débarquement, ils jouiront des mêmes prérogatives et émolumens que les enseignes de vaisseau entretenus.

30. Les enseignes de vaisseau auxiliaires ne prendront rang qu'après les enseignes de vaisseau entretenus.

31. Les officiers auxiliaires seront susceptibles d'être admis dans notre marine avec le grade d'enseigne de vaisseau, et même avec celui de lieutenant de vaisseau, s'ils méritent cet avancement par leurs services ou par des actions d'éclat; ils seront dès-lors susceptibles d'être successivement promus à tous les autres grades de notre marine royale.

32. Nous défendons aux officiers généraux de la marine, commandans des ports et gouverneurs de nos colonies, de nommer des officiers auxiliaires et provisoires. — Dans le cas cependant où il arriverait qu'un de nos bâtimens, en relâche dans une colonie, ou employé à une expédition lointaine, n'aurait plus le nombre d'officiers absolument nécessaire au service du bord, et qu'il ne serait pas possible de les remplacer par des élèves ayant quatre ans de navigation, le gouverneur de la colonie, ou le commandant de l'expédition, aurait la faculté de pourvoir, *pour la campagne*, aux places vacantes dans le grade d'enseigne seulement, à la charge par lui d'en rendre compte au ministre de la marine, et sous la condition expresse qu'il ne se trouverait à bord des bâtimens, ni dans la colonie, d'officiers entretenus susceptibles d'être embarqués.

TITRE V. — Correspondance de rang entre les officiers de la marine et ceux de l'armée de terre.

33. Les officiers de la marine continueront à prendre rang avec ceux du service de terre, à la date de leurs provisions, commissions et brevets, ainsi qu'il suit : — Les vice-amiraux avec les lieutenans généraux de nos armées; — Les contre-amiraux avec les maréchaux-de-camp; — Les capitaines de vaisseau avec les colonels; — Les capitaines de frégate avec les lieutenans-colonels; — Les lieutenans de vaisseau avec les capitaines; — Les enseignes de vaisseau avec les lieutenans en premier; — Les élèves de première classe avec les lieutenans en second.

TITRE VI. — Uniforme (1).

34. L'uniforme des officiers généraux de la marine continuera d'être le même que celui des officiers généraux de l'armée de terre. — Les officiers de la marine des différens grades auront un grand et petit uniforme. — Le grand uniforme sera composé ainsi qu'il suit : — Habit de drap bleu de roi, doublé de rouge; collet et paremens bleus; l'habit boutonnant droit sur la poitrine jusqu'à la ceinture, et dégageant sur les cuisses; les pans tombans et à retroussis, ornés d'une ancre brodée, le collet sera montant et échancré, les paremens seront ouverts en dessous, les poches seront dans les plis : cet habit sera orné d'une broderie conforme aux modèles ci-joints pour chaque grade. — Les capitaines de vaisseau porteront sur le collet, les paremens et la taille, la broderie conforme au dessin n° 1. La largeur de la broderie du collet et des paremens sera de quarante et un millimètres, y compris la baguette. — Les capitaines de frégate porteront sur le collet et les paremens une broderie du même dessin que celle des capitaines de vaisseau, mais dont la lar-

(1) Cet uniforme a subi quelques changemens depuis la révolution de juillet 1830.

geur ne sera que de trente-cinq millimètres, y compris la baguette. — Les lieutenans de vaisseau porteront sur le collet et les paremens une baguette et une ancre brodées en or, conformes au modèle n° 2. — Les enseignes de vaisseau porteront au collet seulement une baguette et une ancre conformes au dessin n° 3. — Il sera placé neuf gros boutons sur le devant de l'habit, un à chaque hanche, et deux petits aux manches. — Le bouton sera de métal doré, timbré d'une ancre conforme au modèle n° 4. — La veste et le pantalon du grand uniforme seront en drap ou casimir blanc; la veste sera garnie de petits boutons d'uniforme. — Les bottes courtes et sans retroussis. — A terre, les officiers pourront porter la culotte blanche; les boucles seront en or ou métal doré. — En été, les officiers pourront porter, en grand uniforme, la veste et le pantalon de basin blanc uni, sur la botte. — Le chapeau, uni, sera bordé d'un galon de poil de chèvre : la ganse et les glands seront en torsades pour les capitaines de vaisseau et de frégate; pour les autres grades, la ganse sera en galon, et les glands à frange de filé. — Le petit uniforme sera de drap bleu de roi, collet, paremens et doublure de même, collet montant et échancré; les paremens ouverts en dessous, fermant par deux boutons; les pans tombans et à retroussis, ornés d'une ancre brodée, la poche dans les plis : l'habit croisera sur la poitrine, et sera garni, de chaque côté, d'un rang de neuf boutons; la veste sera blanche; le pantalon de drap bleu, collant ou large, pour être porté en dedans ou par-dessus la botte. Les officiers pourront, en petit uniforme, porter le pantalon de nankin, ou de basin blanc. — L'habit petit uniforme sera le même pour tous les grades, qui ne seront distingués que par les épaulettes qui leur sont affectées. — Les capitaines de vaisseau porteront deux épaulettes en or mat à torsades; le corps de l'épaulette également en or. Les capitaines de frégate porteront les mêmes épaulettes en or mat à torsades; mais le corps de l'épaulette sera en galon d'argent. — Les lieutenans de vaisseau porteront sur l'épaule gauche une épaulette à frange, à graine en or, et une contre-épaulette. Le corps de l'épaulette et de la contre-épaulette sera en galon d'or sans broderie. — Les enseignes de vaisseau porteront les mêmes épaulettes que celles des lieutenans de vaisseau; mais le corps de l'épaulette sera traversé, dans toute sa longueur, par un fil rouge apparent. — Les officiers de la marine de tous grades porteront une épée dont la poignée sera en nacre, et les garnitures en cuivre doré, conforme au modèle n° 5. — En grand uniforme, le ceinturon sera blanc et uni. — En petit uniforme, il sera en cuir noir verni. — Les officiers de marine porteront, en grand et en petit uniforme, le col noir. — Les lieutenans et enseignes de vaisseau attachés aux états-majors, ou remplissant les fonctions d'aide-de-camp auprès des commandans de la marine, porteront l'épaulette de leur grade à droite. — L'uniforme des élèves restera tel qu'il est fixé par l'ordonnance du 31 janvier 1816. Toutefois, les élèves de première classe embarqués porteront des trèfles en or, et les élèves de deuxième classe, des trèfles en or mêlés de soie.

#### Dispositions générales.

35. Les officiers généraux de la marine n'auront pas de département fixe; ils seront libres de résider dans le lieu qui leur pourra convenir, à la charge de faire connaître leur domicile au ministre de la marine. — Tous les autres officiers seront attachés à l'un des ports de Brest, Toulon, Rochefort, Lorient et Cherbourg. — Ils devront y résider habituellement, et ne pourront obtenir de congé qu'avec l'autorisation préalable de notre ministre de la marine.

36. Nous nous réservons, lorsque nous le jugerons convenable, d'accorder, comme un témoignage spécial de notre satisfaction, aux officiers qui seront



admis à la retraite après dix ans d'activité dans leur dernier grade, le brevet honorifique du grade immédiatement supérieur. — La proposition nous sera faite par notre ministre secrétaire d'état de la marine, lequel mettra en même temps sous nos yeux les titres qui pourront motiver cette récompense.

37. Sont et demeurent rapportées les dispositions des titres III et IV de l'acte du 7 prairial an 12, sur l'uniforme des officiers de la marine; celles du 25 mai 1814, ainsi que les ordonnances du 1<sup>er</sup> juillet de la même année, portant règlement sur la composition, le rang, l'avancement et les appointemens des officiers de notre marine, et du 23 juillet 1817, sur les grades honorifiques. — Est également rapporté l'article 2 de notre ordonnance du 18 avril 1816, qui confère aux cinquante premiers lieutenans de vaisseau le rang de chef de bataillon. — Toutefois, les lieutenans de vaisseau de première classe actuellement portés en cette qualité sur les listes de la marine, conserveront, jusqu'à ce qu'ils passent à un grade supérieur, les marques distinctives et les honneurs qui leur étaient attribués par l'article 2 de ladite ordonnance:

---

N<sup>o</sup> 68. = 3 novembre—9 décembre 1819. = **ORDONNANCE du roi concernant la comptabilité des frais de justice à recouvrer sur les condamnés** (1).  
(VII, Bull. CCCXXVIII, n<sup>o</sup> 7905.)

Art. 1<sup>er</sup>. L'administration de l'enregistrement continuera de poursuivre sur les condamnés le recouvrement des frais de justice qui ne doivent pas rester à la charge de l'état; mais le montant de ce recouvrement sera porté annuellement dans le budget général des recettes de l'état, et l'administration en comptera comme de ses autres produits. — En conséquence, la disposition de l'article 178 du décret du 18 juin 1811, qui autorise la compensation du montant des recouvrements effectués sur les condamnés avec les avances faites par l'administration de l'enregistrement pour frais généraux de justice, est abrogée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1820.

2. Les frais résultant de la levée des extraits d'arrêts et de jugemens, ainsi que le montant des états de liquidation et autres actes semblables dont l'administration de l'enregistrement aura besoin pour poursuivre sur les condamnés le recouvrement des amendes et des frais de procédure, cesseront à la même époque d'être acquittés sur les fonds généraux des frais de justice, et feront partie des dépenses de ladite administration.

---

N<sup>o</sup> 69. = 10—22 novembre 1819. = **ORDONNANCE du roi qui accorde, à titre d'indemnité, un supplément de solde de deux cents francs par an aux lieutenans et sous-lieutenans des troupes d'infanterie et de cavalerie**. (VII, Bull. CCCXXIII, n<sup>o</sup> 7837.)

Louis, ... — Considérant que le traitement alloué aux lieutenans et sous-lieutenans d'infanterie et de cavalerie de nos troupes de ligne n'a éprouvé depuis plus de vingt ans aucune augmentation sensible, et qu'il est aujourd'hui hors de proportion avec les dépenses que ces officiers ont à faire pour se maintenir convenablement au service; — Voulant améliorer leur position autant que les circonstances le permettent; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1<sup>er</sup>. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1820, les lieutenans et sous-lieutenans

---

(1) Voyez le décret du 18 juin 1811, concernant le règlement et le remboursement des frais en matière criminelle, et les notes.

de nos légions d'infanterie et de nos régimens de cavalerie de ligne recevront pour le temps de présence au corps et indépendamment de la solde de grade réglée par les tarifs annexés au règlement provisoire du 2 février 1818, un supplément de solde qui leur sera payé à raison de deux cents francs par an.

2. Il n'est apporté aucun changement à la fixation du traitement des officiers autres que les lieutenans et sous-lieutenans des légions d'infanterie et des régimens de cavalerie de ligne.

---

N° 70. = 10—22 novembre 1819. = **ORDONNANCE du roi qui proroge jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1820 la faculté d'exporter par le cours de la Meuse les écorces d'arbre provenant des forêts des Ardennes** (1). (VII, Bull. CCCXXIII, n° 7838.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu notre ordonnance du 8 septembre 1819, qui a prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1820 la faculté d'exporter, par le cours de la Meuse, les charbons et perches provenant de la forêt des Ardennes, et par laquelle nous nous sommes réservé de prononcer sur l'exportation des écorces d'arbre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — L'exportation, par le cours de la Meuse, des écorces d'arbre provenant des forêts des Ardennes est permise jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1820, ainsi qu'elle l'était ci-devant par notre ordonnance du 16 septembre 1818, et moyennant le même droit de quatre francs le quintal décimal.

---

N° 71. = 10—25 novembre 1819. = **ORDONNANCE du roi qui met en activité vingt mille hommes de la classe de 1818, et en prescrit la répartition conformément aux états y annexés.** (VII, Bull. CCCXXIV, n° 7839.)

---

N° 72. = 10 novembre—15 décembre 1819. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, d'une compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie dans le département d'Eure-et-Loir.** (VII, Bull. CCCXXIX, n° 7929.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu un acte passé, tant à Paris que dans le département d'Eure-et-Loir, les 15, 17, 19, 20, 22 et 24 juillet 1819, pardevant *Vilcocoq*, notaire à Paris, respectivement assisté d'autres notaires et témoins requis; ledit acte contenant les statuts d'une compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie dans le département d'Eure-et-Loir; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La compagnie provisoirement constituée à Chartres sous le nom de *compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie, dans le département d'Eure-et-Loir*, est autorisée conformément aux statuts contenus dans l'acte des 15, 17, 19, 20, 22 et 24 juillet 1819, annexé à la présente ordonnance, lesquels statuts sont approuvés, sauf les réserves ci-après.

2. La compagnie ne pourra en aucun temps admettre à l'assurance mutuelle quelque propriété que ce soit dont la valeur individuelle excéderait un pour cent de la somme totale des valeurs associées jusque-là à ladite assurance.

3. Nonobstant ce qui est porté à l'article 7 des statuts, le conseil d'admi-

---

(1) Cette faculté a été prorogée par l'ordonnance du 4—18 octobre 1820.



nistration concourra avec le directeur à la vérification de la valeur des édifices admis à l'assurance. Les uns et les autres seront tenus de soigneusement constater l'exactitude des déclarations faites par les propriétaires, tant au moment de l'assurance qu'à l'occasion des variations qui surviendraient à l'état des édifices, et également de veiller à ce que, dans ce dernier cas, lesdites déclarations ne soient pas omises.

4. Il ne pourra point être induit des dispositions de l'article 18 que les administrateurs sont dispensés de la révocabilité attachée de droit à leur qualité de mandataires.

5. L'association des particuliers pour l'assurance mutuelle de leurs propriétés n'étant point commerciale, l'approbation donnée à l'article 24 des statuts, en vertu duquel les difficultés qui surviendraient entre eux sont soumises à l'arbitrage sans appel, n'emporte aucune autre dérogation du droit commun, relativement à la nature de ladite société.

6. La présente autorisation étant accordée, à la charge par ladite association de se conformer aux lois et aux statuts particuliers qui doivent la régir, nous nous réservons de la révoquer dans le cas où ces conditions ne seront pas accomplies, sauf les actions à exercer par les particuliers devant les tribunaux, à raison des infractions commises à leur préjudice.

7. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet du département d'Eure-et-Loir, et aux greffes des tribunaux de première instance existans dans ledit département.

8. Devront lesdits sociétaires se conformer, en ce qui les concerne, aux lois et réglemens de police sur le fait des incendies.

9. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur nommera un commissaire auprès de ladite compagnie, lequel sera chargé de prendre connaissance de ses opérations, de l'observation de ses statuts, et d'en rendre compte. — Il informera le préfet du département de tout ce qui, dans les opérations de la compagnie, pourrait intéresser l'ordre et la sûreté publique. Il le préviendra de la tenue des assemblées du conseil général des sociétaires. — Il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtront contraires aux lois et statuts ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce, jusqu'à la décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

(*Suivent les statuts.*)

---

N° 73. = 17 novembre—15 décembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement à Metz d'une caisse d'épargnes et de prévoyance pour le département de la Moselle. (VII, Bull. CCCXXIX, n° 7930.)

---

N° 74. = 19—29 novembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui nomme à trois ministères et à la présidence du conseil des ministres. (VII, Bull. CCCXXV, n° 7860.)

---

N° 75. = 22 novembre 1819—6 septembre 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement de comités consultatifs dans les colonies françaises de la Martinique, de la Guadeloupe, de Bourbon et de Cayenne (1). (VII, Bull. DCXXIV, n° 15392.)

Louis, . . . — Vu l'arrêté du gouvernement du 23 ventose an 11 (14 mars

---

(1) Voyez, dans le § 1<sup>er</sup> de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1<sup>er</sup> janvier 1798), le résumé de la législation concernant l'organisation administrative des colonies.

1803), qui établit des chambres d'agriculture dans plusieurs colonies françaises; — Vu aussi notre ordonnance du 13 novembre 1816, concernant la formation d'un comité consultatif d'agriculture et de commerce à l'île de Bourbon; — Considérant les avantages de ces institutions, et voulant en faire jouir, sous diverses modifications réglementaires, celles des possessions nationales au-delà des mers dont la situation actuelle le comporte; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. A la Martinique, à la Guadeloupe, à Bourbon et à Cayenne, il sera formé un comité consultatif dont les membres seront, pour les trois premières colonies, au nombre de neuf, et pour la Guiane française, au nombre de cinq.

2. Chaque année, après que le gouverneur ou le commandant et administrateur pour le roi aura provisoirement arrêté en conseil de gouvernement et d'administration, pour l'exercice suivant, sur les propositions de l'ordonnateur ou de l'officier d'administration qui en fait les fonctions, — 1<sup>o</sup> La quotité des contributions publiques; — 2<sup>o</sup> Le projet de budget des recettes et dépenses du service intérieur et municipal; — Et avant que ledit gouverneur ou commandant et administrateur rende également en conseil l'ordonnance exécutoire de l'imposition, et arrête finalement le projet de budget des recettes et dépenses intérieures ou municipales, — Le comité consultatif émettra son avis, — 1<sup>o</sup> Sur l'assiette et la répartition des contributions publiques; — 2<sup>o</sup> Sur le budget des recettes et des dépenses du service intérieur ou municipal. — Une expédition des avis donnés par le comité consultatif demeurera annexée à la minute de l'ordonnance annuelle d'imposition et à celle du budget du service intérieur ou municipal.

3. Les autres attributions du comité consultatif seront de recevoir, avant qu'il soit arrêté par le gouverneur ou commandant et administrateur en conseil, la communication du dernier compte annuel des recettes et dépenses du service intérieur et municipal; — D'entendre le compte moral (rédigé par l'ordonnateur, ou l'officier d'administration qui en fait les fonctions) de la situation de la colonie, notamment en ce qui concerne les recettes et dépenses, soit générales, soit intérieures ou municipales; — De faire ses observations sur lesdites comptes, tant matériel que moral, desquelles observations il sera joint des copies à ces mêmes comptes; — D'examiner tous les projets et documens relatifs à des objets d'utilité publique qui lui seront renvoyés par nos gouverneurs ou commandans et administrateurs en chef, soit de leur propre mouvement, soit par ordre de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, et d'émettre leur opinion motivée sur chacun desdits projets et documens. — Pourra, le comité consultatif de chaque colonie, correspondre avec le député qu'elle aura à Paris, ainsi qu'il sera dit ci-après, et avec notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies.

4. Chaque comité consultatif se réunira nécessairement une fois par an, sur la convocation du premier chef de la colonie, et à l'époque qui aura été par lui indiquée. — Cette session n'excédera pas quinze jours, à moins que le gouverneur ou commandant et administrateur pour le roi ne juge à propos de la proroger. — Pourront, d'ailleurs, nos gouverneurs, commandans et administrateurs en chef convoquer extraordinairement, s'ils le jugent nécessaire, le comité consultatif pour un temps limité. — Toutes convocations ou prorogations de session du comité seront faites par une ordonnance rendue en conseil de gouvernement et d'administration.

5. Les comités consultatifs ne pourront délibérer qu'au nombre, tout au



moins, de sept membres, pour la Martinique, la Guadeloupe et Bourbon, et qu'au nombre de cinq pour Cayenne.—Ils ne s'occuperont d'aucun objet autre que ceux qui sont prévus par la présente ordonnance. — Toute correspondance autre que celles qui leur sont permises par le dernier paragraphe de l'article 3 leur est interdite. — Les opinions, soit collectives, soit individuelles, qui auront été émises dans leur sein ne devront point être imprimées. — Prohibons expressément toutes réunions des comités consultatifs formées ou prolongées sans la convocation ou au-delà du terme de la convocation des gouverneurs ou commandans ou administrateurs en chef.

6. S'il arrivait que les comités consultatifs vinssent à s'écarter des principes et des bornes de leur institution, nos gouverneurs, commandans et administrateurs en chef en prononceraient la séparation immédiate, à la charge, par eux, d'en délibérer préalablement en conseil spécial de gouvernement, et d'en rendre compte, sans délai, à notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, qui prendrait nos ordres, afin qu'il y fût pourvu. — La séparation ainsi prononcée ne portera préjudice aux poursuites et aux peines qu'auraient encourues les membres du comité, à raison des écarts auxquels ils se seraient livrés et des dommages qui en seraient résultés.

7. Dans aucun cas, le cours des affaires qui auront été déferées aux comités consultatifs ne pourra être arrêté, à défaut d'avis donnés par lesdits comités, avant la fin de leurs sessions ordinaires et extraordinaires, sur les objets qui auraient été offerts à leur délibération. — Il serait alors, par nos gouverneurs ou commandans et administrateurs en chef, procédé à l'exécution, si besoin est, après en avoir préalablement délibéré en conseil de gouvernement et d'administration.

8. Aurent nos gouverneurs ou commandans et administrateurs en chef la faculté de présider les comités consultatifs toutes les fois qu'ils le jugeront convenable. — Ils pourront également s'y faire accompagner et assister, à la Martinique et à la Guadeloupe, par l'ordonnateur; à Bourbon et à Cayenne, par le commissaire de marine chargé des détails du service administratif. — Au besoin, ils s'y feront représenter, savoir : dans les deux premières colonies, par le commandant militaire assisté de l'ordonnateur, ou par l'ordonnateur seul; et dans les deux autres colonies, par l'officier supérieur qui tient, au conseil de gouvernement et d'administration, la place de commandant militaire, assisté du commissaire de marine chargé des détails du service administratif, ou par un commissaire de marine seul. — Sera d'ailleurs exécuté, par chacun des comités consultatifs, ce qui est dit dans l'article 9 de l'arrêté du 23 ventose an 11 (14 mars 1803), au sujet de la présidence du doyen d'âge, et sur le choix, par chaque chambre d'agriculture, d'un secrétaire pris hors de son sein.

9. Tout ce qui aura été proposé et délibéré dans le comité consultatif sera consigné dans les procès-verbaux, dont, à la fin de chaque session et par les soins du doyen d'âge, une ampliation sera remise au gouverneur ou commandant et administrateur en chef de la colonie, et une autre sera envoyée directement à notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies.

10. Pour la composition des comités consultatifs, il sera formé par nos gouverneurs ou commandans et administrateurs en chef, à la Martinique, à la Guadeloupe et à Cayenne, dans les vingt jours au plus qui suivront la réception de la présente ordonnance, une liste des Français propriétaires ou fils de propriétaires d'habitations ou de maisons, ayant vingt-cinq ans accomplis et trois ans au moins de résidence dans la colonie, laquelle offrira un nombre triple de celui qui a été réglé pour chaque comité. — Ils adresseront cette liste, par l'occasion la plus prochaine, à notre ministre secré-

taire d'état de la marine qui la mettra sous nos yeux, afin que nous nommions parmi les candidats les membres du comité, au nombre marqué pour chacune des trois colonies par l'article 1<sup>er</sup>, et les suppléans, au nombre de cinq pour la Martinique, cinq pour la Guadeloupe et deux pour Cayenne. — Les neuf membres du comité consultatif de Bourbon, et les suppléans, au nombre de cinq, seront, pour cette fois, nommés par nous, d'après la liste double qui a été transmise par notre commandant et administrateur en chef au ministre secrétaire d'état de la marine, en conformité de notre ordonnance du 13 novembre 1816, qui, au moyen de la présente, est rapportée.

11. Les membres des comités consultatifs et leurs suppléans seront, cette fois, nommés pour trois ans, avant l'expiration desquels il sera statué sur le renouvellement. En cas de mort, démission, maladie, ou autre empêchement des membres titulaires, les suppléans entreranno en fonctions ou siègeront temporairement dans l'ordre de leur nomination; et à leur défaut, il sera pourvu à leur remplacement de la même manière qu'à la première formation desdits comités.

12. Le service des comités consultatifs sera gratuit, sauf les frais de leur secrétariat, au réglemeut et à l'acquittement desquels il sera pourvu par nos gouverneurs, commandans et administrateurs en chef, selon ce que prescrivait, pour les chambres d'agriculture, l'article 10 de l'arrêté du 23 ventose an 11 (14 mars 1803).

13. Le député pris hors de son sein, à l'élection duquel chaque chambre d'agriculture devait procéder, sauf l'approbation du gouvernement, suivant l'article 11 de l'arrêté du 23 ventose an 11 (14 mars 1803), sera nommé par nous pour chaque colonie, sur une liste de trois candidats formée par le comité consultatif au scrutin secret et à la pluralité absolue des suffrages de ses membres, envoyée par nos gouverneurs, commandans et administrateurs en chef, à notre ministre secrétaire d'état de la marine, pour nous être présentée, et pour que nous nommions celui des trois candidats que nous jugerons à propos de préférer.

14. Les députés nommés en conformité de l'article précédent seront en exercice pendant trois ans, avant la fin desquels il sera statué sur le renouvellement. — A cette modification près, les dispositions de l'article 12 et celles des articles 13 et 14 de l'arrêté du 23 ventose (14 mars), concernant la rééligibilité indéfinie des députés des chambres d'agriculture, sous le consentement du gouvernement, sur leur réunion au conseil près le ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, et enfin sur la quotité et l'imputation de leur traitement, sont applicables aux députés des comités consultatifs.

---

N° 76. = 22 novembre 1819. = **ORDONNANCE du roi concernant l'administration de la justice dans les colonies françaises** (1). (Publiée par Isambert.)

Louis, . . . — Vu les arrêtés du gouvernement des 29 prairial an 10 (18 juin 1802), 12 vendémiaire an 11 (4 octobre 1802) et 14 ventose suivant (5 mars 1803); — Le premier, relatif à l'administration de la justice dans les colonies françaises; — Le second, touchant les formes à observer dans ces établissemens pour l'instruction et le jugement des contraventions aux lois sur le commerce étranger; — Le troisième, prescrivant (article 1<sup>er</sup>) l'exécution,

---

(1) Voyez, dans le § 2 de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1<sup>er</sup> janvier 1798), le résumé des réglemens concernant l'organisation judiciaire et l'administration de la justice dans les colonies.



dans les colonies, de l'arrêté du 17 floréal an 9 (7 mai 1801), qui fixe les attributions des officiers d'administration de la marine, quant aux naufrages et aux prises, et maintient d'ailleurs, article 2, les deux arrêtés des 29 prairial an 10 (18 juin 1802) et 12 vendémiaire an 11 (4 octobre 1802), dans tout ce à quoi il n'est pas dérogé par son article 1<sup>er</sup>; — Vu encore les ordres qui ont été donnés depuis 1802 aux administrations des colonies, pour la publication dans lesdites possessions de diverses parties des nouveaux codes français, en tout ce que comporteraient les localités, ensemble les dispositions provisoirement exécutoires qui ont été prises en conséquence par lesdits administrateurs; — Et attendu la nécessité de compléter le plus tôt que faire se pourra ce qui a été commencé à cet égard; — Sur le rapport de notre ministre de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les cours et tribunaux qui, depuis 1814, ont été rétablis dans les colonies françaises, sous les titres de conseils supérieurs des sénéchaussées, amirautés et juridictions royales, prendront la dénomination, savoir : les conseils supérieurs, de cours royales, et les sénéchaussées, amirautés et juridictions royales, de tribunaux de première instance, sans que, de ce changement de dénomination, on puisse en inférer aucun, quant aux formes de procéder, lois, réglemens, tarifs, présentement observés dans ces cours et tribunaux, ni quant à leur organisation, ressort et compétence actuelle, si ce n'est en ce qui sera dit ci-après.

2. A la Martinique, à la Guadeloupe et dépendances, dans les établissemens français de l'Inde et à Cayenne, les contraventions aux lois et réglemens concernant le commerce étranger et les contraventions qui leur sont assimilées, quant aux poursuites, par notre ordonnance royale du 8 janvier 1817 et par la loi du 15 avril 1818, concernant, l'une et l'autre, les infractions à l'abolition du trafic connu sous le nom de *traite des noirs*, seront instruites et jugées conformément aux dispositions de l'arrêté consulaire du 12 vendémiaire an 11, ci-dessus relaté, sous la seule modification que, dans la commission spéciale d'appel instituée par l'article 3 dudit arrêté, le capitaine général sera remplacé par le gouverneur, ou commandant et administrateur; le préfet colonial, par l'ordonnateur de la marine ou par l'officier d'administration qui en fait les fonctions; le commissaire de justice ou le grand-juge, par le procureur général.

3. Seront mises à exécution dans tous ceux de nos établissemens coloniaux où elles ne seraient pas maintenant en vigueur, les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 14 ventose an 11, relatif aux attributions des officiers d'administration de la marine, en ce qui concerne les naufrages et les prises.

4. Voulons, en conformité du droit public des Français, que, à dater du jour de l'enregistrement de la présente ordonnance dans nos colonies, tous les arrêts et jugemens soient motivés, et que, à partir du même jour, la peine de la confiscation des biens des condamnés soit abolie dans ceux de ces établissemens où elle subsisterait encore.

5. Seront, au surplus, repris et complétés, sous le moindre délai possible, les travaux commencés, relativement à la mise en vigueur, dans nos possessions au-delà des mers, des dispositions des nouveaux codes français, sous les modifications que peuvent exiger les circonstances propres à ces établissemens.

6. Une organisation judiciaire, aussi rapprochée que le permettra la différence des localités, de l'organisation judiciaire existant dans la métropole, sera établie le plus tôt que faire se pourra dans celles de nos colonies où

cette partie des nouvelles institutions de la France n'aurait pas encore été introduite, et serait susceptible de l'être avec avantage.

7. Les travaux nécessaires pour ladite organisation, et ceux qui sont mentionnés en l'article 5 ci-dessus, seront d'abord rédigés, savoir : à la Martinique, par un commissaire de justice, que nous y envoyons à cet effet, et dans nos autres colonies, par le chef du ministère public. — Ils devront d'ailleurs être consultativement discutés sur les lieux, en conformité de ce qui sera prescrit, soit par nous-mêmes, soit par notre ministre de la marine et des colonies, à qui ils seront transmis pour être portés sous nos yeux et être statué comme il appartiendra.

N° 77. = 25 novembre—15 décembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi portant *établissement au conservatoire des arts et métiers d'un enseignement public et gratuit pour l'application des sciences aux arts industriels* (1). (VII, Bull. cccxxix, n° 7931.)

Louis, . . . . . — Le conservatoire des arts et métiers a rendu depuis son institution d'importans services ; mais, pour atteindre complètement le but de sa fondation, il y a manqué jusqu'ici une haute école d'application des connaissances scientifiques au commerce et à l'industrie. — Voulant pourvoir à ces besoins, remplir le vœu des hommes éclairés et contribuer de tout notre pouvoir aux moyens d'accroître la prospérité nationale ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera établi, au conservatoire des arts et métiers, un enseignement public et gratuit pour l'application des sciences aux arts industriels.

2. Cet enseignement se composera de trois cours, savoir :

|                                |                        |
|--------------------------------|------------------------|
| Un cours de mécanique. . . . . | } appliquées aux arts. |
| Un cours de chimie. . . . .    |                        |

Un cours d'économie industrielle.

3. La petite école de géométrie descriptive et de dessin, fondée auprès du conservatoire, continuera d'y être annexée.

4. Les conseils de perfectionnement et d'administration de l'établissement seront maintenus avec l'organisation indiquée dans les articles qui suivent.

5. Le conseil de perfectionnement sera composé de dix-sept membres, savoir : — Le pair de France inspecteur général du conservatoire et des écoles d'arts et métiers, — L'administrateur du conservatoire, — Les trois professeurs des cours fondés par l'article 2, — Six membres de l'académie des sciences, — Six manufacturiers, négocians ou agriculteurs.

6. L'inspecteur général, l'administrateur et les professeurs, nommés par nous, sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, seront membres permanens du conseil de perfectionnement. — Les autres membres nommés par le ministre, sous notre approbation, seront renouvelés tous les trois ans, par tiers : les membres sortiront par la voie du sort ; ils pourront être réélus.

7. Les renouvellemens auront lieu, pour les académiciens, sur la présentation de l'académie des sciences, et, pour les manufacturiers, négocians et agriculteurs, sur la présentation du conseil de perfectionnement. — La première fois, les choix seront faits immédiatement par le ministre, qui les soumettra à notre confirmation.

---

(1) Voyez le décret du 19 vendémiaire an 3 (10 octobre 1794), portant établissement du conservatoire des arts et métiers, et la note.



8. Le conseil de perfectionnement se réunira au moins une fois tous les trois mois : il arrêtera tous les programmes d'enseignement, fixera l'époque et la durée des cours, se fera rendre compte des progrès des élèves, de l'administration intérieure et des dépenses; il discutera l'utilité des voyages qui pourraient être demandés aux professeurs, les projets d'amélioration, et les accroissemens successifs du dépôt des machines et modèles; il fera les demandes pour le budget annuel, et adressera sur le tout son rapport au ministre, qui prendra les décisions convenables.

9. Le conseil d'administration sera composé de cinq membres, savoir : — Le pair de France inspecteur général, président; — L'administrateur; — Les professeurs de mécanique, de chimie et d'économie.

10. Ce conseil s'assemblera au moins une fois tous les quinze jours : il règlera l'exécution du budget de l'établissement; il décidera de tout ce qui sera relatif à la police intérieure, et provoquera l'attention du conseil de perfectionnement sur tout ce qu'il croira être utile au conservatoire.

11. Il ne sera fait aucun changement ou addition aux bâtimens du conservatoire que sur la proposition du conseil d'administration, transmise par le conseil de perfectionnement à notre ministre de l'intérieur, et approuvée par lui. — L'architecte qui sera chargé de l'exécution des travaux autorisés par le ministre recevra directement les ordres du conseil d'administration.

12. L'administrateur, qui, jusqu'à ce jour, avait eu le titre de directeur, sera chargé de prendre toutes les mesures propres à assurer l'effet des ordres du ministre, ou des arrêtés du conseil d'administration. — Il fera les fonctions de trésorier de l'établissement, et tiendra la plume dans les deux conseils.

13. Les fonctions de membres des conseils de perfectionnement et d'administration seront gratuites.

14. Les traitemens de l'administrateur, des professeurs, des employés et des gens de service du conservatoire, seront réglés par notre ministre de l'intérieur.

15. Les professeurs de l'école d'application seront, autant que possible, logés à l'établissement. — Quand ils seront envoyés en mission par le ministre, sur la demande du conseil de perfectionnement, conformément à ce qui est dit à l'article 8, ils auront droit à une indemnité que le ministre fixera pour leurs frais de voyage.

16. La nomination des professeurs de la petite école et des employés aura lieu par le ministre, sur la présentation du conseil de perfectionnement. — La nomination du concierge, des gardiens, ouvriers et autres gens de service, sera faite par le conseil d'administration; le ministre en sera informé.

17. Quand les professeurs attachés au conservatoire auront atteint soixante-cinq ans, ils passeront à l'éméritat, et leur traitement sera réduit de moitié. Il sera pourvu immédiatement à leur remplacement; mais ils conserveront le droit d'assister aux conseils et de prendre part aux délibérations.

18. Douze bourses de mille francs chacune seront créées au conservatoire des arts et métiers : elles seront destinées à des jeunes gens peu fortunés, mais qui feront preuve de grandes dispositions pour les arts industriels. Ces élèves seront nommés par notre ministre de l'intérieur, sur la proposition du conseil de perfectionnement, et après un examen de trois professeurs de l'école d'application. Chaque élève pourra conserver pendant trois années la bourse qui lui aura été accordée; mais tous les ans il devra subir un nouvel examen, qui fera juger s'il est digne, ou non, de la continuation de cette faveur. — Notre ministre fera connaître au conseil l'époque à la-

quelle des désignations pourront commencer à avoir lieu pour les bourses de cette nature.

19. Tous les ans, un crédit sera ouvert au budget du département de l'intérieur, pour l'entretien et les besoins du conservatoire des arts et métiers.

20. Toutes les dispositions contraires aux présentes sont rapportées.

---

N° 78. = 29 novembre 1819. = **DISCOURS** du roi à l'ouverture de la session de 1819. (Moniteur du 30 novembre 1819.)

---

N° 79. = 1<sup>er</sup>—15 décembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi qui modifie celles des 26 mai—7 juin et 16—25 juin 1819, concernant le mode uniforme de dévidage et d'enveloppe des cotons filés de fabrique française, et accorde un nouveau délai pour l'adoption définitive de ce mode (1). (VII, Bull. CCCXXIX, n° 7932.)

---

N° 80. = 1<sup>er</sup> décembre 1819—4 février 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la rentrée en France des individus dénommés dans l'article 2 de l'ordonnance du 24 juillet—8 août 1815, autres que ceux compris dans l'article 7 de la loi du 12—14 janvier 1816. (VII, Bull. CCCXLII, n° 8157.)

---

N° 81. = 8—22 décembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1820, d'un nouveau bureau dans le département du Doubs, pour l'exportation des boissons en franchise des droits de circulation et de consommation. (VII, Bull. CCCXXX, n° 7948.)

---

N° 82. = 8—30 décembre 1819. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de l'établissement de la caisse de survivance et d'accroissement (2). (VII, Bull. CCCXXXIII, n° 8015.)

Louis, . . . .—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;—Vu la demande formée par les sieurs baron *Blein*, vicomte de *Boury* et consorts, à l'effet d'être autorisés à ouvrir un établissement du genre des tontines, sous le nom de *caisse de survivance et d'accroissement, avec remboursement de capitaux*;—Vu deux actes passés par-devant *Cronier* et son collègue, notaires à Paris, le 2 décembre 1819 : le premier acte contenant les statuts de ladite caisse de survivance et d'accroissement; le second contenant l'acte constitutif d'une société anonyme contractée entre les personnes qui se proposent d'ouvrir au public ladite caisse de survivance et de gérer cet établissement, laquelle société anonyme d'agence sera établie à Paris, sous le nom de *maison gérante de la caisse de survivance et d'accroissement*;—Vu les articles 27 à 37, 40 et 45, et 632, paragraphe 4, du Code de commerce;—Notre conseil d'état entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'établissement de la caisse de survivance et d'accroissement est autorisé, conformément aux statuts contenus dans l'acte du 2 décembre courant, qui restera annexé à la présente ordonnance. »

2. La société anonyme constituée pour administrer ledit établissement sous le nom de *maison gérante de la caisse de survivance et d'accroissement*,

---

(1) Abrogée par l'ordonnance du 8—28 avril 1829.

Voyez l'ordonnance du 23—30 septembre 1818, et les notes.

(2) Voyez l'ordonnance du 14 décembre 1820—25 janvier 1821, portant des amendemens aux statuts de cette caisse, et l'ordonnance rectificative du 11 avril—1<sup>er</sup> juin 1821.



est autorisée, et ses statuts approuvés, ainsi qu'ils sont contenus dans l'acte social du 2 décembre présent mois, lequel restera également annexé à la présente ordonnance. Ladite approbation est donnée sous la réserve que les administrateurs de la caisse seront tenus de déposer chez le notaire gardien du registre et du talon des deniers sociaux de la maison gérante les titres desdits deniers dont ils sont propriétaires, sans pouvoir les retirer ni en disposer tant qu'ils resteront en fonctions.

3. La présente autorisation étant accordée, tant à l'établissement de la caisse de survivance qu'à la société anonyme qui en entreprend la gestion, à la charge de se conformer aux lois et statuts qui doivent la régir; dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, nous nous réservons de révoquer ladite approbation, sauf les actions à exercer devant les tribunaux par les particuliers à raison des infractions commises à leur préjudice: la révocation arrivant sera commune tant à l'établissement principal qu'à la maison gérante, conformément à leurs statuts réciproques.

4. La maison gérante sera tenue de remettre, tous les six mois, au préfet du département de la Seine, au greffe du tribunal de commerce, et à la chambre de commerce de Paris, copie en forme de l'état de situation, tant de ladite maison que de la caisse de survivance par elle régie.

5. Il sera nommé par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, un commissaire près ladite caisse de survivance et son administration. — Il sera chargé de prendre connaissance des opérations de l'établissement et de l'exacte exécution des statuts: il en rendra compte à notre ministre de l'intérieur. Il pourra suspendre provisoirement celles des opérations qui lui paraîtront contraires aux lois et aux statuts, et ce, jusqu'à la décision à intervenir des autorités compétentes. Il vérifiera essentiellement le versement complet et l'emploi des fonds de garantie de la maison gérante.

(Suit l'acte de société contenant les statuts de la caisse.)

---

N° 83. = 16 décembre 1819—11 janvier 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui réunit, sous le nom de bibliothèque Mazarine, celle du même nom et celle de l'Institut, et contient règlement y relatif (1). (VII, Bull. CCCXXXVI, n° 8084.)

---

N° 84. = 16 décembre 1819—11 janvier 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui établit à Fécamp quatre places de courtier conducteur de navires interprète. (VII, Bull. CCCXXXVI, n° 8085.)

---

N° 85. = 22 décembre 1819—11 janvier 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui modifie le décret du 6 février 1811, relatif à la caisse de Poissy et au commerce de boucherie dans le département de la Seine (2). (VII, Bull. CCCXXXVI, n° 8086.)

Louis. . . , — Vu les lettres-patentes du 18 mars 1779, portant établissement d'une caisse pour la facilité du commerce des bestiaux, et le décret du 6 février 1811, portant rétablissement de ladite caisse sous le nom de *caisse de Poissy*;—Vu la loi du 28 avril 1816 et notre ordonnance du 14 mai 1817;—Vu la délibération prise par le conseil municipal de Paris, le 12 décem-

---

(1) Rapportée par l'ordonnance du 26 décembre 1821—16 janvier 1822.

(2) Voyez ce décret, et les notes.

bre 1819;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le droit de trois et demi pour cent du prix des bestiaux vendus aux marchés de Sceaux et de Poissy, à celui des vaches grasses et à la halle aux veaux de Paris, attribué à notre bonne ville de Paris par les articles 8, 9, 10 et 11, titre IV du décret du 6 février 1811, cessera d'être perçu à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain.

2. La caisse de Poissy continuera de payer comptant et sans déplacement, aux propriétaires herbagers et marchands forains, le prix de tous les bestiaux que les bouchers de Paris achèteront auxdits marchés.

3. Il ne pourra être enlevé des marchés aucuns bestiaux qu'en vertu de *laissez-passer* délivrés par la caisse, soit aux bouchers de Paris pour le compte desquels elle paiera, soit à tous autres bouchers non accrédités.— A l'égard des bestiaux non vendus ou reconnus impropres à la boucherie, il continuera d'être procédé conformément aux réglemens sur la police des marchés.

4. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1820, il sera perçu sur les bœufs, vaches, veaux et moutons achetés pour l'approvisionnement de Paris, un droit de consommation de trois pour cent de la valeur desdits bestiaux, déterminée par leur prix d'achat.—S'il s'élevait quelque difficulté sur l'appréciation de cette valeur, les syndics des bouchers de Paris interviendront et seront appelés comme arbitres par la caisse de Poissy (1).

5. Les bouchers de Paris jouiront, pour le paiement de ce droit, d'un crédit de trente jours pour les achats faits aux marchés de Sceaux et de Poissy, et de huit jours pour les achats provenant du marché des vaches grasses et de la halle aux veaux.—Le directeur de la caisse de Poissy est chargé d'exercer le recouvrement de ce droit sur les bouchers, simultanément avec celui des avances à eux faites par ladite caisse.

6. Le produit de ce droit continuera d'être spécialement affecté au paiement des obligations de l'emprunt souscrit par notre bonne ville de Paris, en vertu de notre ordonnance du 14 mai 1817.

7. Les édits, lettres-patentes, déclarations, ordonnances et réglemens concernant les marchés de Sceaux, de Poissy et de Paris, ainsi que les décrets des 6 février 1811 et 15 mai 1813, continueront de recevoir leur exécution, en tout ce qui n'est pas contraire à la présente.

---

N<sup>o</sup> 86. = 22 décembre 1819—27 février 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui établit une commission spéciale pour donner son avis sur les actions à intenter en matière de contravention aux lois prohibitives de la traite des noirs (2). (VII, Bull. CCCXLVI, n<sup>o</sup> 8246.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura, près notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, une commission spéciale, chargée de donner son avis motivé concernant toutes actions judiciaires que le département de la marine et des colonies aurait à intenter, à suivre ou à soutenir, en France, dans l'intérêt de l'administration publique, en matière de contravention aux dispositions prohibitives du trafic connu sous le nom de *traite des noirs*.

2. Cette commission spéciale sera composée ainsi qu'il est dit ci-après, sa-

---

(1) Ce droit proportionnel a été supprimé par l'ordonnance du 28 mars—5 avril 1821, et remplacé par un droit imposé sur chaque tête de bétail.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 11 août 1792, le résumé de la législation concernant la traite des noirs.



voir : le comte *Siméon*, conseiller d'état, membre de la chambre des députés, président; le baron *Mourre*, procureur général près la cour de cassation; le comte *Daugier*, contre-amiral, membre de la chambre des députés; le sieur *Bretind'Aubigny*, conseiller à la cour royale de Paris; le sieur *Jacquinet-Pampelune*, maître des requêtes au conseil d'état, procureur du roi près le tribunal de première instance du département de la Seine, membre de la chambre des députés.—Un maître des requêtes sera désigné par notre ministre secrétaire d'état de la marine pour remplir les fonctions de secrétaire de la commission spéciale. — Les fonctions de rapporteur seront remplies, dans chaque affaire, par celui des membres de la commission spéciale que le président désignera.

---

N° 87. = 22 décembre 1819—27 février 1820. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme constituée à Paris sous le nom de compagnie d'assurances générales sur la vie des hommes** (1). (VII, Bull. CCCXLVI, n° 8247.)

Louis, . . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur : — Vu deux actes passés par-devant *Lequesne* et son collègue, notaires à Paris, les 28 septembre et 17 décembre 1819, le premier contenant les statuts d'une société anonyme contractée à Paris sous le nom de *compagnie d'assurances générales sur la vie des hommes*, le second contenant une rédaction nouvelle et définitive de cinq articles desdits statuts; — Vu les articles 27 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'établissement de la société anonyme constituée à Paris sous le nom de *compagnie d'assurances générales sur la vie des hommes*, est autorisé, ainsi que le genre d'assurances qu'elle se propose d'entreprendre conformément à ses statuts, lesquels sont approuvés ainsi qu'ils demeurent fixés par les actes sociaux des 28 septembre et 17 décembre, joints à la présente ordonnance et devant y rester annexés.

2. Ladite approbation est donnée sous la réserve que les obligations directes payables à la compagnie à présentation, et admissibles, suivant l'article 9 des statuts de la société, dans la proportion des quatre cinquièmes du montant des actions nominatives, seront entièrement acquittées et effectivement réalisées dans la caisse de la société, au plus tard, dans le terme de cinq ans de ce jour. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur se fera rendre compte de l'accomplissement de ladite condition.

3. La présente autorisation étant accordée à la société à la charge de se conformer aux lois et statuts qui doivent la régir, dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, nous nous réservons de révoquer ladite approbation, sauf les actions à exercer devant les tribunaux par les particuliers, à raison des infractions commises à leur préjudice.

4. La compagnie sera tenue de remettre, tous les six mois, au préfet du département de la Seine, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Paris, copie en forme de son état de situation.

(*Suivent les statuts.*)

---

N° 88. = 25 décembre 1819—29 janvier 1820. = **ORDONNANCE du roi contenant règlement sur la répartition des bourses ou portions de bourse attri-**

---

(1) Voyez l'ordonnance additionnelle du 30 mai—11 juillet 1820, et celle du 6 septembre—6 octobre même année, qui remplace un des tableaux annexés à la présente.

*buées aux communes dans les collèges royaux* (1). (VII, Bull. CCCXL, n° 8138.)

Louis, . . . .—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;—Vu l'acte du gouvernement du 10 mai 1808, portant création de bourses et portions de bourse à la charge des communes dans les collèges royaux;—Vu l'acte du 2 mai 1811, le titre II de notre ordonnance du 12 mars 1817, et les délibérations prises par les conseils municipaux des villes comprises dans la répartition annexée au décret de 1808;—Considérant que les bourses et portions de bourse attribuées aux communes, par les examens, promotions et concours auxquels elles donnent lieu, entretiennent une émulation salulaire parmi la jeunesse de nos départemens, et qu'elles sont un moyen puissant de ne pas laisser inutiles, faute d'une éducation convenable, les talens et les dispositions naturelles des jeunes gens dépourvus de fortune;—Considérant que, depuis le décret de 1808, il a été reconnu que beaucoup de communes avaient été mal à propos comprises dans la répartition des bourses annexées à ce décret, et que les conseils municipaux avaient été privés d'une participation convenable à la collation de ces bourses;—Mais que s'il est juste de laisser aux autorités locales le choix et la désignation des sujets qui peuvent obtenir les bourses fondées par les villes, la garantie que l'état doit aux familles n'exige pas moins impérieusement que ces choix ne puissent tomber que sur les sujets les plus capables et dont la présence dans les collèges royaux ne soit pas nuisible ou dangereuse pour ces établissemens;—Que le concours à des conditions connues et fixées présente le mode d'admission le plus juste et le plus égal;—Que même la majorité des délibérations municipales est favorable au maintien de cette mesure;—Considérant enfin que, les conseils municipaux se trouvant chargés dorénavant de remplir les bourses au fur et à mesure des vacances qui surviendront, il ne serait pas juste de faire supporter aux collèges royaux les retenues autorisées jusqu'ici sur les bourses vacantes et auxquelles les conseils municipaux ne pourvoiraient pas;—A ces causes;—Vu le mémoire de notre commission royale de l'instruction publique;—Notre conseil d'état entendu, — Nous avons arrêté et arrêtons, ordonné et ordonnons ce qui suit :

#### TITRE I<sup>er</sup>. — Fondations.

Art. 1<sup>er</sup>. Les villes comprises dans le tableau ci-joint continueront à entretenir dans les collèges royaux désignés audit tableau des élèves boursiers qui seront assimilés en tout aux boursiers de l'état.

2. En conséquence, lesdites communes porteront chaque année dans leurs budgets les sommes affectées auxdites bourses, sans qu'il puisse être rien innové à cet égard qu'en vertu d'une ordonnance royale.

#### TITRE II. — Mode de nomination.

3. Les bourses fondées par les communes ne pourront être obtenues qu'au concours et par suite d'examens qui seront faits d'après les règles et aux conditions ci-après exprimées.

4. Lorsqu'une de ces bourses deviendra vacante, le proviseur du collège royal en donnera immédiatement avis au maire de la ville fondatrice, qui sera prévenu, en outre, trois semaines avant les époques ci-après fixées, du jour où le concours aura lieu.

5. Les concours pour les bourses vacantes seront ouverts dans les com-

---

(1) Voyez le décret du 10 mai 1808, portant création de ces bourses, et les notes.



munes fondatrices au mois de mai et au mois de septembre de chaque année; et, dans le cas où il serait jugé convenable d'ouvrir un concours extraordinaire, le conseil municipal de la ville intéressée se concertera à cet effet avec le recteur de l'académie.

6. Le conseil municipal formera une liste des candidats qu'il jugera convenable de présenter au concours : ils devront être nés ou domiciliés dans la ville fondatrice, et remplir les conditions exigées par les réglemens sur l'instruction publique. — La liste devra être triple, au moins, du nombre des bourses vacantes; elle sera signée par le maire, et remise à l'inspecteur chargé du concours.

7. Il sera procédé au concours, soit par un inspecteur général des études, soit par l'inspecteur de l'académie, ou tout autre officier de l'instruction publique désigné par le recteur à cet effet, en présence du maire ou de l'adjoint à ce commis. Le concours sera public.

8. Le procès-verbal du concours, signé par le maire ou par l'adjoint présent, auquel seront jointes les pièces exigées par les réglemens, sera transmis au recteur de l'académie, qui l'adressera sur-le-champ à la commission royale de l'instruction publique; et la commission nommera immédiatement aux bourses vacantes les élèves qui se seront le plus distingués au concours.

9. Dans la huitaine de la nomination, la commission en donnera connaissance au maire de la commune intéressée, par l'intermédiaire du préfet du département, et à notre ministre de l'intérieur. — Elle fera connaître en même temps l'époque à laquelle les élèves nommés devront être rendus à leur destination. — L'arrêté de nomination sera transcrit sur le registre des délibérations du conseil municipal, et le maire en donnera avis à chaque élève nommé, ainsi que du jour où il devra être rendu au collège royal.

#### TITRE III. — Dispositions générales.

10. Les bourses supérieures devant être la récompense des élèves déjà boursiers qui obtiennent le plus de succès dans l'intérieur des collèges royaux, les élèves admis au concours ne pourront obtenir pour la première fois que des bourses à demi-pension ou à trois quarts de pension, à moins qu'il ne se soit présenté à l'examen des sujets particulièrement distingués et dont les parens ne puissent fournir au paiement de la moitié ou du quart de la bourse mise au concours; ce qui sera attesté par le maire.

11. Il ne sera jamais nommé aux bourses communales vacantes, sous quelque prétexte que ce soit, que les élèves présentés par les conseils municipaux des villes fondatrices.

12. Tout élève qui ne sera pas rendu à sa destination dans les trois mois de sa nomination, à moins d'empêchement légitime constaté par le maire, sera considéré comme demissionnaire, et il sera pourvu à son remplacement d'après le procès-verbal du dernier concours et en suivant l'ordre des numéros donnés aux concurrens, sauf le cas d'un nouveau concours, comme il est dit article 5.

13. Tout boursier qui, par suite de sa paresse ou de sa négligence habituelle, ne passerait pas, à la fin de chaque année scolaire, dans une classe supérieure, sera remis à ses parens.

14. Les retenues qui s'opéreraient sur les bourses vacantes, conformément au décret du 2 mai 1811 et à notre ordonnance du 12 mars 1817, ne seront plus exercées à l'avenir et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1820.

15. Les communes dont les fondations de bourses ont cessé d'être comprises dans le tableau de répartition ci-joint, et qui par la suite voudraient

rétablir ces fondations, ou celles qui, à l'avenir, voudraient fonder une ou plusieurs bourses dans les collèges royaux, seront connaître leurs vœux à cet égard à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ; et, sur la proposition de notre commission royale de l'instruction publique, lesdites communes seront admises au bénéfice de la fondation, d'après les règles et aux conditions déjà établies.

TITRE IV. — Dispositions transitoires.

16. Les bourses créées par le décret du 10 mai 1808, et qui ne sont point conservées par la présente ordonnance, continueront néanmoins à être entretenues par les communes, comme par le passé, si elles sont en ce moment occupées ; et ce, jusqu'à ce que les titulaires desdites bourses aient terminé le cours de leurs études.

17. Les changemens faits aux anciennes fondations des bourses par le tableau annexé à la présente ordonnance, et les modifications à ces fondations demandées par les communes, seront opérés partiellement dès que les fonds provenant des vacances des bourses anciennes le permettront, et sans attendre l'extinction totale de ces bourses.

18. Les communes dont les fondations ne se trouvent plus comprises dans le tableau de répartition annexé à la présente ordonnance seront tenues d'acquitter les sommes qu'elles pourraient devoir pour l'entretien des bourses qui leur auraient été attribuées jusqu'ici.

19. Notre commission royale de l'instruction publique prendra toutes les mesures convenables pour opérer la translation des élèves dont les bourses seront reversées d'un collège dans un autre, et fera les réglemens nécessaires pour assurer la prompte exécution des présentes.

TITRE V.

20. Toutes dispositions des anciens décrets et ordonnances contraires aux présentes sont et demeurent abrogées.

*(Suit le tableau de répartition des bourses ou portions de bourse attribuées aux communes dans les collèges royaux.)*

---

N° 89. = 29—30 décembre 1819. = **LOI** relative au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions directes et à la perception des impositions indirectes pendant l'année 1820. (VII, Bull. CCCXXXIV, n° 8027.)

---

N° 90. = 29 décembre 1819—23 janvier 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise l'administration des hospices de Paris à faire construire un bâtiment destiné à recevoir des pauvres vieillards et malades, en attendant leur admission dans les hospices. (VII, Bull. CCCXXXIX, n° 8131.)

---

N° 91. = 29 décembre 1819—20 février 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, d'une tontine sous le nom d'association viagère en rentes sur l'état, avec accroissemens fixes et régénération des rentes. (VII, Bull. CCCXLIV, n° 8219.)

Louis, . . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu la demande formée par les sieurs *Petit des Roziers*, *Roard* et *d'Hervilly*, à l'effet d'être autorisés à établir une tontine désignée sous le nom d'association viagère en rentes sur l'état, avec accroissemens fixes et régénération sur d'autres têtes ; — Vu les statuts de



ladite tontine, arrêtés le 13 décembre 1819, et déposés chez *Baudesson*, notaire à Paris; — Vu l'avis du conseil d'état du 25 mars 1809; — Vu le décret du 18 novembre 1810; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La tontine projetée sous le nom d'*association viagère en rentes sur l'état, avec accroissemens fixes et régénération de rentes*, est et demeure autorisée, conformément à l'acte contenant les statuts de ladite tontine, déposé chez *Baudesson*, notaire à Paris, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer la présente autorisation en cas de non exécution ou de violation des statuts par nous approuvés, le tout sauf les droits des tiers, et sans préjudice des dommages et intérêts qui seraient prononcés par les tribunaux contre les auteurs des contraventions.

(*Suivent les statuts.*)

---

N° 92. = 29 décembre 1819. = **ORDONNANCE du roi concernant la retenue de cinq centimes sur les appointemens des préposés aux douanes.** (Publiée par *Isambert*.)

Louis, . . . . — Vu le tableau qui nous a été soumis du revenu et des charges de la caisse des retraites de l'administration des douanes, tableau duquel il résulte qu'à la fin de l'exercice courant le déficit probable de cette caisse serait de trois cent cinquante mille francs; — Considérant qu'il importe de pourvoir aux moyens de combler promptement ce déficit, et en même temps d'assurer le service des pensions à payer par ladite caisse, lesquelles sont au nombre de quatre mille sept cent soixante et une; que la seule ressource possible aujourd'hui est de porter la retenue sur les appointemens des employés des douanes, laquelle est présentement de trois pour cent, au taux le plus élevé qu'elle puisse atteindre; — Sur le rapport de notre ministre des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Pour l'année 1820, la retenue exercée sur les appointemens des agens et employés des douanes de tous grades, pour subvenir au paiement des pensions de retraite, sera portée à cinq pour cent du montant de leurs appointemens.

---

N° 93. = 5—23 janvier 1820. = **ORDONNANCE du roi qui modifie l'article 15 de celle du 1<sup>er</sup>—16 avril 1818, relative à la formation des compagnies de discipline** (1). (VII, Bull. CCCXXXIX, n° 8128.)

Louis, . . . . — Vu notre ordonnance du 1<sup>er</sup> avril 1818, qui prescrit la formation des compagnies de discipline, et sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — L'article 15 de notre ordonnance précitée est modifié par les dispositions suivantes : — Les sous-officiers, caporaux et tambours seront choisis parmi ceux de la ligne. Ils auront, en entrant dans les compagnies de discipline, le rang et la solde du grade supérieur à celui qu'ils occupent, mais sans en porter les marques distinctives. Ceux qui mériteront d'y être conservés pendant deux ans pourront, s'ils le désirent, rentrer dans les corps de la ligne, avec le grade dont ils n'ont que le rang dans ces compagnies.

---

N° 94. = 12—17 janvier 1820. = **ORDONNANCE du roi portant révocation, après**

---

(1) Voyez l'ordonnance du 1<sup>er</sup>—16 avril 1818, portant établissement et organisation de ces compagnies.

*deux mois de sa promulgation, des greffiers, notaires et autres officiers ministériels qui n'auront point fait les cautionnemens exigés par la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816 (1). (VII, Bull. cccxxxvii, n° 8091.)*

Art. 1<sup>er</sup>. Tout greffier, soit des cours et tribunaux, soit des justices de paix, tous notaires, avoués, huissiers, et commissaires-priseurs qui n'ont point encore satisfait aux cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés par la loi de finances du 28 avril 1816, sont tenus de le faire dans les deux mois qui suivront la publication de la présente ordonnance.

2. Ledit délai expiré, nous déclarons révoquées les commissions de ceux qui n'auront point satisfait à la loi, et ils seront tenus de cesser leurs fonctions.

3. Défenses sont faites, après le délai susdit, aux receveurs généraux ou particuliers, d'admettre aucun versement de la part des fonctionnaires portés dans les états qui ont dû leur être remis par les procureurs généraux et procureurs du roi, en exécution de l'article 3 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mai 1816; lesdits receveurs cloront et arrêteront lesdits états, et les feront viser pour clôture par les procureurs du roi de leur résidence.

4. Les receveurs généraux transmettront, dans le plus bref délai, après l'expiration de celui porté à l'article 1<sup>er</sup>, à nos procureurs généraux près des cours dans le ressort desquelles sont situés leurs départemens respectifs, un état, par eux certifié, des greffiers et avoués des cours royales, et des états dressés par arrondissement de tribunaux de première instance, des greffiers, soit de tribunaux, soit de justices de paix, ainsi que des notaires, avoués, huissiers et commissaires-priseurs des divers arrondissemens, qui n'auront point satisfait à leurs cautionnemens ou supplémens de cautionnement.

5. Au reçu desdits états, les procureurs généraux en adresseront des copies certifiées à notre garde des sceaux; ces états seront ensuite, et dans le plus bref délai, transmis par nos procureurs généraux à nos procureurs du roi, avec l'ordre de présenter à notre ministre de la justice des candidats en remplacement des titulaires qui n'auront point satisfait à la loi.

6. Les fonctionnaires révoqués en vertu de l'article 1<sup>er</sup> qui, après le délai porté audit article, continueraient à exercer leurs fonctions, seront poursuivis conformément aux lois.

7. Nos procureurs généraux et nos procureurs près les tribunaux de première instance tiendront notre ministre de la justice exactement informé de leurs diligences pour l'exécution des précédentes dispositions.

---

N° 95. = 12—18 janvier 1820. = **ORDONNANCE du roi concernant l'imprimerie royale** (2). (VII, Bull. cccxxxviii, n° 8119.)

Louis, ...—Vu nos ordonnances des 28 décembre 1814 et 3 juillet 1816 : la première, concernant le régime administratif de l'imprimerie royale et la liquidation de l'ancienne imprimerie; la seconde, concernant les caisses de retraites des employés et ouvriers de l'imprimerie royale, et les règles à suivre dans la liquidation de leurs pensions; —Vu les dispositions des lois de finances des 25 mars 1817 et 15 mai 1818, concernant les caisses

---

(1) Voyez le tit. IX de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, et les notes dans lesquelles sont indiquées les ordonnances successivement rendues pour activer le versement des supplémens de cautionnement.

(2) Voyez l'arrêt du 19 frimaire an 10 (10 décembre 1801), portant organisation de l'imprimerie royale, et les notes.

Voyez surtout l'ordonnance du 28 décembre 1814—1<sup>er</sup> janvier 1815, et la note.



de retraites des ministères et administrations ; — Considérant que la présentation des tarifs, prescrite par l'article 10 de notre ordonnance du 28 décembre 1814, n'a pas encore mis le gouvernement à portée de profiter des avantages qu'il a lieu d'attendre de l'imprimerie royale, et qu'en outre, il n'a point été suffisamment pourvu par ladite ordonnance au contrôle que l'administration doit exercer sur cet important établissement, à l'effet d'en connaître la marche et les résultats, et de pouvoir en modifier, au besoin, l'administration dans l'intérêt de l'état ; — Considérant, en ce qui regarde le fonds de liquidation de l'ancienne imprimerie, ainsi que la caisse de retraites et les pensions de l'imprimerie actuelle, — Que s'il a été convenable, soit à raison de la séparation qui a été opérée par notre ordonnance du 23 septembre 1814 des services, jusque-là réunis, des pensions de l'imprimerie et du ministère de la justice, soit à cause des réductions et suppressions qu'a dû éprouver l'établissement par l'effet des circonstances, de donner à cette caisse les moyens spéciaux et les secours extraordinaires qui ont été pris sur le fonds de liquidation, il serait contraire aux règles, ainsi qu'aux lois précitées, de porter ces fonds au-delà de justes bornes, et d'en laisser jouir cette caisse après l'extinction des anciens services et la cessation des besoins extraordinaires qui en ont motivé l'affectation ; — Que par là on donnerait à la caisse de retraites de l'imprimerie et à ses divers employés des avantages dont ne jouissent point les caisses de retenue des autres administrations ; — Que dès lors il convient d'arrêter finalement le montant des secours à accorder à cette caisse, d'en limiter la durée, d'en assurer le retour au trésor, et de le faire jouir, dès à présent, de l'excédant du fonds de liquidation ; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE 1<sup>er</sup>. — Régime administratif de l'imprimerie.

Art. 1<sup>er</sup>. Le privilège général d'exécuter toutes les impressions au compte de l'état, exclusivement attribué à l'imprimerie royale avant le 1<sup>er</sup> janvier 1815, demeure supprimé, conformément à l'article 14 de notre ordonnance du 28 décembre 1814.

2. L'attribution exclusive donnée à l'imprimerie royale par l'article 8 de ladite ordonnance lui sera conservée seulement pour ce qui suit : — 1<sup>o</sup> Le service de notre cabinet et de notre maison ; — 2<sup>o</sup> Celui de notre chancellerie et de nos conseils ; — 3<sup>o</sup> Les objets qui par leur nature exigent le secret ou une garantie particulière, tels que bons et effets du trésor, billets de loterie, congés, passeports, etc. ; — 4<sup>o</sup> L'impression et la distribution du Bulletin des lois.

3. En conséquence, il est permis à tous imprimeurs ou libraires d'imprimer et de débiter les lois et ordonnances du royaume, aussitôt après leur publication officielle au Bulletin des lois.

4. Il continuera d'être loisible à nos ministres et chefs d'administrations générales de s'adresser à l'imprimerie royale, ou de traiter avec tout imprimeur du commerce, pour les impressions nécessaires à leur service.

5. Il est interdit à l'imprimerie royale d'exécuter aucun travail d'impression, soit pour les administrations autres que celles spécifiées à l'article précédent, soit pour les particuliers, à moins d'une autorisation de notre garde des sceaux.

6. Les travaux et fournitures exécutés par l'imprimerie royale, à partir du 1<sup>er</sup> janvier de la présente année 1820, lui seront payés aux prix portés dans les tarifs annexés à la présente ordonnance.

7. Le directeur de l'imprimerie royale tiendra, à partir du 1<sup>er</sup> janvier de cette année, des écritures en bon ordre, dans lesquelles il ouvrira un compte à chaque nature de main-d'œuvre. — Notre garde des sceaux se fera représenter lesdits comptes, toutes les fois qu'il le jugera convenable, pour nous proposer tous les changemens et modifications que pourra commander l'intérêt de notre service.

8. Le directeur de l'imprimerie royale fournira gratuitement sept mille exemplaires du Bulletin des lois pour les besoins du gouvernement, et en fera la distribution selon l'état de répartition qui en sera arrêté par notre garde des sceaux.

9. Il n'est, d'ailleurs, rien innové aux précédens réglemens en ce qui concerne l'impression, la distribution et le prix de l'abonnement et le recouvrement des produits du Bulletin des lois.

10. Le directeur de l'imprimerie royale sera tenu d'imprimer gratuitement les mémoires de l'Institut et les ouvrages de littérature, sciences et arts, ou tous autres dont nous jugerons à propos, sur la proposition de notre garde des sceaux, d'ordonner la publication, à titre de récompense ou d'encouragement. — La valeur de ces impressions ne pourra pas s'élever annuellement à plus de quarante mille francs. Cependant, si les travaux ordonnés pendant une année n'atteignent pas cette somme, l'excédant non employé viendra accroître le fonds destiné aux impressions gratuites pour les années subséquentes.

11. Le directeur continuera d'entretenir, conformément au décret du 28 mars 1813, quatre élèves qui seront instruits dans la manipulation typographique des caractères orientaux.

12. Aussitôt la publication de la présente ordonnance, il sera fait un nouvel inventaire général et estimatif du fonds mobilier de l'imprimerie royale par un commissaire délégué de notre garde des sceaux, contradictoirement avec le directeur de l'imprimerie. — Les diminutions ou détériorations qui seraient survenues dans ledit mobilier depuis l'inventaire fait au 1<sup>er</sup> janvier 1815 seront payées par le directeur.

13. Le directeur demeurera responsable de tous les objets compris dans le nouvel inventaire, comme de propriétés appartenant à l'état. — Il sera tenu de les entretenir et de les renouveler à ses frais, et il devra justifier, en outre, chaque année, que le fonds mobilier de cet établissement a été augmenté d'au moins dix mille francs. — Cette somme sera employée, sur la proposition du directeur et d'après les ordres de notre garde des sceaux, en gravures de poinçons, frappes de matrices, constructions de machines et autres objets utiles au service.

14. Pour assurer l'exécution de l'article précédent, à l'avenir et au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, il sera procédé à un inventaire contradictoire et estimatif sur lequel figureront les objets acquis pendant l'année précédente. Toutefois, la pesée des caractères ne sera faite que tous les cinq ans : le poids et la valeur n'en seront portés dans les années d'intervalle que par évaluation, afin de ne pas interrompre inutilement le service.

15. Le directeur de l'imprimerie royale continuera de compter annuellement du produit de la vente du Bulletin des lois antérieur à 1815, ainsi que des codes et ouvrages confiés à sa garde. — Lesdits produits feront la matière d'un compte qui sera soumis, tous les trois mois, à l'approbation de notre garde des sceaux. Immédiatement après l'arrêté de ce compte, le montant en sera versé au trésor royal, à titre de *recettes diverses*.



## TITRE II. — Dispositions concernant le fonds de liquidation et les pensions.

16. Les sommes à prendre, en vertu de notre ordonnance du 28 décembre 1814, sur le fonds de liquidation de l'ancienne imprimerie, pour être versées à la caisse des retraites de l'imprimerie royale, sont et demeurent arrêtées à une rente annuelle de quarante mille sept cent onze francs quatre-vingt-quinze centimes, formant, avec la rente de trois mille huit cent vingt-et-un francs, propre à ladite caisse, et avec ses fonds annuels de retenue (déduction faite, sur ces derniers fonds, d'une somme annuelle de deux mille cinq cents francs à employer en secours de maladies), la somme de cinquante-cinq mille deux cent soixante-douze francs quatre-vingt-quinze centimes, à laquelle s'élève l'état des pensions ordonné par notre garde des sceaux pour le 1<sup>er</sup> janvier 1820.

17. Le surplus du fonds de liquidation, soit qu'il consiste en rentes ou en toutes autres valeurs, sera versé immédiatement au trésor. — La susdite rente de quarante mille sept cent onze francs quatre-vingt-quinze centimes fera retour au trésor de la manière qui va être prescrite ci-après.

18. Sur les extinctions des pensions employées en l'état ordonné le 1<sup>er</sup> janvier de cette année, deux tiers profiteront au trésor jusqu'à extinction de la rente de quarante mille sept cent onze francs quatre-vingt-quinze centimes ci-dessus : l'autre tiers pourra être employé en concessions de pensions annuelles.

19. Les dispositions des ordonnances et réglemens précédens sont abrogées en tout ce qui est contraire à la présente ordonnance.

N<sup>o</sup> 96. = 16 janvier 1820. = **ORDONNANCE** du gouverneur de la Guiane française sur les successions vacantes (1). (Publiée par Isambert.)

Nous P.-Cl. de Laussat, commandant et administrateur de la Guiane française pour le roi ; — Considérant que l'administration des successions vacantes est recommandée par les instructions du roi, à notre sollicitude la plus active, que nous sommes autorisé à faire les modifications qui nous paraîtraient nécessaires à l'édit de 1781, et fortement invité à ne point perdre de vue que cette loi a entendu protéger et défendre les intérêts des propriétaires absens, et non que ces intérêts devinssent la proie de la cupidité et de l'impéritie favorisées par la négligence ; — Considérant que les maux et les désordres qui sont nés avec profusion dans les colonies, et principalement dans celle-ci, des curatelles aux successions vacantes proviennent évidemment de ce que l'action et les pouvoirs ont été confiés démesurément aux curateurs sous des surveillances et des formalités qu'il était trop facile d'éluder ou de changer en vraies simagrées et oiseuses interventions ; — Considérant qu'il est urgent de pourvoir à l'exercice régulier de la curatelle des successions vacantes et des biens des absens qui se trouvent en ce moment sans titulaire, et confiés provisoirement à la direction du domaine où elle languit nécessairement, faute d'une organisation qui anime et règle sa marche ; après en avoir délibéré en conseil spécial, avons ordonné et ordonnons pour être exécuté provisoirement et sauf l'approbation de sa majesté, ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La direction du domaine est chargée de la curatelle des successions vacantes et biens des absens, et il sera fixé au directeur du domaine un traitement particulier pour cet objet.

(1) Voyez, dans le § 3 de la deuxième partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1<sup>er</sup> janvier 1798), sur l'organisation des colonies, le résumé de la législation spéciale à la Guiane française.

2. Il sera nommé un avoué près les tribunaux qui poursuivra les affaires de cette curatelle, sous l'inspection et d'après les instructions de la direction du domaine; le tarif des frais de justice qui lui seront alloués sera déterminé.

3. Une fois par semaine, il y aura une conférence présidée par le procureur général, et à laquelle assisteront le procureur du roi et le directeur des domaines. Le procureur général ou l'assemblée y appelleront l'avoué des successions vacantes et des biens des absens, pour y avoir voix consultative, toutes les fois qu'ils le jugeront convenable.

4. Les effets, soit mobiliers soit immobiliers, appartenant à la vacance, seront mis en main du directeur des domaines, régis et gardés sous ses ordres et sous sa responsabilité.

5. Tous deniers provenant de la vacance seront déposés immédiatement et sur-le-champ dans la caisse du trésorier colonial, qui en tiendra une comptabilité séparée: la remise à lui allouer sera ultérieurement fixée.

6. Dès qu'il y aura dix mille francs de disponibles dans la caisse du trésorier, le directeur du domaine sera tenu d'en faire son rapport au commandant et administrateur pour le roi, et cette somme sera remise à la caisse des dépôts, à Paris, pour y en être disposé par le ministre de la marine et des colonies, au profit de qui il appartiendra. Son excellence en sera, en conséquence, informée au fur et à mesure; et quand il aura été rendu quelque acte d'autorité légale qui ordonne le paiement des sommes provenant de la vacance à des parties intéressées résidant en Europe, il en sera fait rapport officiel au ministre, et les pièces lui en seront transmises avec prière d'ordonner que le paiement en soit fait.

7. Toutes les dispositions de l'édit du roi, du 24 novembre 1781, qui sont compatibles avec celles qui précèdent, continueront à être exécutées, et chacun des agents, établis par la présente ordonnance, s'y conformera fidèlement, en ce qui le concernera. — La présente ordonnance sera enregistrée, tant au greffe de la cour supérieure qu'à celui du tribunal de première instance, et au contrôle de la marine, pour être exécutée selon sa forme et teneur.

N<sup>o</sup> 97. = 19—23 janvier 1820. = **ORDONNANCE du roi portant fixation du nombre des avoués près les tribunaux de première instance, dans le ressort de la cour royale de Paris** (1). (VII, Bull. CCCXXXIX, n<sup>o</sup> 8129.)

Louis, . . . — Vu l'article 114 du décret du 6 juillet 1810, portant que, sur l'avis des cours royales, il sera pourvu à une nouvelle fixation du nombre d'avoués nécessaire pour le service des tribunaux; — Vu la délibération de notre cour royale de Paris, du 22 août 1818; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés aux tribunaux de première instance du ressort de notre cour royale de Paris est fixé conformément au tableau ci-dessous, savoir : — *Aube*: Troyes, huit; Arcis-sur-Aube, quatre; Bar-sur-Aube, quatre; Nogent-sur-Seine, cinq; Bar-sur-Seine, cinq. — *Eure-et-Loir*: Chartres, six; Nogent-le-Rotrou, quatre; Châteaudun, cinq; Dreux, six. — *Marne*: Reims, dix; Châlons, six; Épernay, six; Saint'e Ménéhould, six; Vitry-le-Français, six. — *Seine-et-Marne*: Melun, sept; Cou-

(1) Le nombre des avoués à la cour royale de Paris a été précédemment fixé par l'ordonnance du 18—28 août 1819.



lommiers, six; Provins, six; Fontainebleau, cinq; Meaux, six. — *Seine-et-Oise* : Versailles, quatorze; Rambouillet, cinq; Étampes, quatre; Pontoise, six; Corbeil, cinq; Mantes, six. — *Yonne* : Auxerre, neuf; Avallon, six; Tonnerre, six; Joigny, six; Sens, six.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir point versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 98. = 19—23 janvier 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Paris (1). (VII, Bull. CCXXXIX, n° 8130.)

Louis, . . . — Vu l'article 120 du décret du 6 juillet 1810 et l'article 8 du décret du 14 juin 1813, d'après lesquels, sur l'avis des cours royales, il doit être pourvu à une nouvelle fixation du nombre d'huissiers nécessaire pour le service des tribunaux; — Vu la délibération de notre cour royale de Paris en date du 9 juin 1817; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance du ressort de notre cour royale de Paris est fixé conformément au tableau ci-dessous, savoir : — *Aube* : Troyes, trente-sept; Arcis-sur-Aube, quatorze; Bar-sur-Aube, treize; Nogent-sur-Seine, douze; Bar-sur-Seine, dix-huit. — *Eure-et-Loir* : Chartres, vingt-sept; Nogent-le-Rotrou, dix-sept; Châteaudun, dix-sept; Dreux, dix-huit. — *Marne* : Reims, trente; Châlons, quatorze; Épernay, vingt-six; Sainte-Ménéhould, seize; Vitry-le-Français, vingt et un. — *Seine-et-Marne* : Melun, seize; Coulommiers, seize; Provins, seize; Fontainebleau, vingt-deux; Meaux, dix-neuf. — *Seine-et-Oise* : Versailles, trente; Rambouillet, quatorze; Étampes, treize; Pontoise, vingt-trois; Corbeil, seize; Mantes, dix-sept. — *Yonne* : Auxerre, quarante-cinq; Avallon, vingt-trois; Tonnerre, quatorze; Joigny, trente-trois; Sens, vingt-cinq.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 99. = 26 janvier—16 février 1820. = **ORDONNANCE** du roi relative à

(1) Le nombre des huissiers, à Paris, a été fixé par l'ordonnance du 18—28 août 1819.

*MM. les lieutenans-généraux et maréchaux-de-camp en non-activité, appelés à faire partie de l'état-major général de l'armée. (VII, Bull. CCCXLIII, n° 8204.)*

Art. 1<sup>er</sup>. A dater du 1<sup>er</sup> avril 1820, les lieutenans-généraux et les maréchaux-de-camp composant présentement le cadre de l'état-major général de l'armée, et ceux en non-activité appelés à y rentrer successivement par les dispositions de notre ordonnance du 22 juillet 1818, feront tous partie dudit cadre de l'état-major général.

2. A compter de la même époque, les officiers généraux qui ne seront pas pourvus de lettres de service jouiront d'une solde de disponibilité, fixée, pour les lieutenans-généraux, à douze mille francs, et pour les maréchaux-de-camp, à huit mille francs par an.

3. Jusqu'à ce que le nombre des officiers généraux soit réduit à celui fixé par l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 22 juillet 1818, savoir : à cent trente pour les lieutenans-généraux, et à deux cent soixante pour les maréchaux-de-camp, les promotions dans ces deux grades ne pourront avoir lieu que pour moitié des vacances, dans le grade de lieutenant-général, et pour le tiers, dans le grade de maréchal-de-camp.

4. Les extinctions qui surviendront pendant la présente année parmi les lieutenans-généraux et les maréchaux-de-camp ne donneront lieu à aucun remplacement ; les promotions qui, d'après l'article 9 de l'ordonnance précitée, pourraient nous être proposées, n'auront lieu que par suite des vacances survenues, en 1821, et dans les proportions énoncées dans l'article précédent.

5. Les dispositions de notre ordonnance du 22 juillet 1818, qui ne sont pas contraires à la présente, sont maintenues.

N° 100. = 2—16 février 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui augmente le nombre des membres du conseil des prud'hommes de la ville de Nîmes (1). (VII, Bull. CCCXLIII, n° 8208.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ; — Vu le décret du 27 septembre 1807, relatif à l'établissement d'un conseil de prud'hommes dans la ville de Nîmes ; — Prenant en considération les motifs qui nous ont été exposés au nom du commerce de cette ville, et qui ont pour but d'obtenir dans l'organisation dudit conseil quelques changements nécessités par l'intérêt actuel de l'industrie du pays, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. A dater de l'époque du prochain renouvellement des membres du conseil des prud'hommes de la ville de Nîmes, le nombre des membres de ce conseil, qui, précédemment, avait été fixé à cinq, savoir : trois marchands-fabricans et deux chefs d'atelier, sera porté à neuf, en conservant les mêmes proportions de moitié, moins un, dans le nombre des chefs d'atelier, comparé à celui des marchands fabricans.

2. Les diverses branches d'industrie ci-après désignées concourront à la formation dudit conseil, de la manière suivante : — Les manufacturiers d'étoffes de soie nommeront cinq membres, dont trois seront marchands-fabricans, et les deux autres, chefs d'atelier. — Les marchands fabricans de bas, tricot, tulle chiné, velours et veloutés, un membre. — Les marchands-fabricans de galons, bourettes, soie à coudre, etc., un membre. — Les chefs

---

(1) Voyez le décret du 11 juin 1809, contenant règlement général sur l'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes et sur la procédure à suivre devant eux, et les notes.



d'atelier chineurs, fileurs et mouliniers de soie, un membre.—Les chefs d'atelier teinturiers, un membre.—Total, neuf membres.

3. Indépendamment des neuf membres dont il est question dans l'article précédent, il sera attaché au conseil deux suppléans, qui seront, l'un marchand-fabricant, et l'autre, chef d'atelier ou ouvrier patenté. Ces suppléans, qui seront pris indistinctement dans les différentes branches d'industrie spécifiées ci-dessus, remplaceront ceux des prud'hommes que des motifs quelconques empêcheraient d'assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général du conseil.

4. Il n'est rien changé aux dispositions du décret du 27 septembre 1807, concernant la juridiction, la tenue et les dépenses du conseil de prud'hommes de la ville de Nîmes.

5. L'élection et le renouvellement de ses membres auront lieu d'après le mode qui a été réglé par le décret du 11 juin 1809, rectifié le 20 février suivant. Les marchands-fabricans et les chefs d'atelier, appelés à faire partie du conseil, se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions établies tant par ce décret que par la loi du 18 mars 1806 et par le décret du 3 août 1810.

---

N° 101. = 2 février—29 mars 1820. = ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, d'une société d'assurance mutuelle contre l'incendie dans le département du Bas-Rhin. (VII, Bull. CCCLV, n° 8473.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu les statuts de la société d'assurance mutuelle contre l'incendie dans le département du Bas-Rhin, déposés chez *Lacombe*, notaire à Strasbourg, par acte du 6 novembre 1819; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La société anonyme provisoirement constituée à Strasbourg, sous le nom de *Société d'assurance mutuelle contre l'incendie dans le département du Bas-Rhin*, demeure autorisée conformément aux statuts renfermés dans l'acte ci-dessus visé du 6 novembre 1819, lesquels sont approuvés, sauf les réserves ci-après.

2. Nonobstant la disposition contenue dans le premier paragraphe de l'article 6 des susdits statuts, la société ne pourra être définitivement constituée que lorsqu'elle aura pour vingt millions de propriétés engagées à l'assurance mutuelle.

3. Seront considérés comme exceptés de notre approbation, et ainsi comme non avenus, le troisième paragraphe de l'article 16 et le second paragraphe de l'article 19, relatifs aux droits que pourraient prétendre sur les assurances les créanciers hypothécaires des immeubles incendiés, attendu que tous les droits résultant des hypothèques sont sous l'empire du droit commun.

4. La présente autorisation étant accordée à ladite société à la charge par elle de se conformer aux lois et aux statuts particuliers qui doivent lui servir de règle, nous nous réservons de la révoquer dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, sauf les actions à exercer par les particuliers devant les tribunaux, à raison des infractions commises à leur préjudice.

5. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet du département du Bas-Rhin, aux greffes des tribunaux de première instance dudit département, et à la chambre de commerce de Strasbourg.

6. Devront les sociétaires se conformer, en ce qui les concerne, aux lois et réglemens de police sur le fait des incendies.

(*Suivent les statuts.*)

N° 102. = 4—16 février 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la publication de la bulle portant translation de M. de Quelen, ancien évêque de Samosate, à l'archevêché de Trajanople in partibus, et institution canonique de cet archevêque, en qualité de coadjuteur, avec future succession au siège archiepiscopal de Paris. (VII, Bull. CCCLXIII, n° 8209.)

N° 103. = 4—16 février 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui assigne une nouvelle direction au service en poste et en malles, de Paris à Caen. (VII, Bull. CCCXLIII, n° 8210.)

A dater du 1<sup>er</sup> avril prochain, le service en poste et en malles, de Paris à Caen, cessera de passer par Rouen, et sera dirigé par Évreux et Lisieux.

N° 104. = 4—20 février 1820. = **ORDONNANCE** du roi contenant des mesures de police relatives aux propriétaires ou entrepreneurs de diligences, de messageries ou autres voitures publiques (1). (VII, Bull. CCCXLIV, n° 8218.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Il nous a été représenté que, depuis quelque temps, les entreprises de voitures publiques s'étant extrêmement multipliées, les mesures de police ordonnées par le décret du 28 août 1808 et par notre ordonnance du 24 décembre 1814, n'ont pas été exécutées avec soin, et qu'il en est résulté des accidens graves et fréquens; — Voulant pourvoir à la sûreté des voyageurs, en prescrivant la stricte exécution des réglemens existans, et en y ajoutant les mesures dont l'expérience a fait reconnaître l'utilité; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les propriétaires ou entrepreneurs de diligences, de messageries ou autres voitures publiques allant à destination fixe, se présenteront, dans la quinzaine de la publication de la présente ordonnance, dans le département de la Seine, devant le préfet de police, et, dans les autres départemens, devant les préfets ou sous-préfets, pour faire la déclaration du nombre de places qu'elles contiennent, du lieu de leur destination, du jour et de l'heure de leur départ, de leur arrivée et de leur retour, à peine de l'amende portée à l'article 3 du titre III de la loi du 29 août 1790. — Lorsqu'ils augmenteront ou diminueront le nombre de leurs voitures, qu'ils changeront le lieu de leur résidence ou transféreront leur entreprise dans une autre commune, ils en feront également la déclaration.

2. Aussitôt après ces déclarations, les préfets ou sous-préfets ordonneront la visite desdites voitures par des experts nommés par eux, afin de constater si elles sont entièrement conformes à ce qui est prescrit par la présente ordonnance, et si elles n'offrent aucun vice susceptible de compromettre la sûreté des voyageurs. Aucune voiture nouvelle ne pourra être mise en circulation avant la décision du préfet, rendue sur le rapport des experts. Cel-

---

(1) Voyez, sur la police du roulage, la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802). et les notes qui résument la législation de la matière. — Voyez spécialement l'ordonnance du 27 septembre—25 octobre 1827, sur la police du roulage et des voitures publiques : cette ordonnance a modifié plusieurs dispositions de la présente, et en a reproduit la plus grande partie.



les qui existent cesseront de circuler après la visite qui en sera faite, si elles sont reconnues défectueuses, jusqu'à ce que les défauts aient été corrigés et que le préfet ait levé la défense. — Les entrepreneurs auront la faculté de nommer de leur côté des experts qui opéreront conjointement avec ceux indiqués ci-dessus. Dans ce cas, les préfets ou sous-préfets prononceront sur les rapports contradictoires des experts respectifs. — Les visites d'experts ne pourront être faites qu'au chef-lieu de chaque établissement de voitures publiques.

3. Chaque voiture portera, à l'extérieur, le nom du propriétaire ou de l'entrepreneur, et l'estampille prescrite par l'article 117 de la loi du 25 mars 1817.

4. Elle portera dans l'intérieur l'indication du nombre de places qu'elle contient, ainsi que le numéro et le prix de chaque place, du lieu du départ au lieu de la destination (1).

5. Les propriétaires et entrepreneurs de voitures publiques tiendront registre du nom des voyageurs qu'ils transporteront. — Ils enregistreront également les ballots, malles et paquets dont le transport leur sera confié; ils donneront extrait de cet enregistrement aux voyageurs avec le numéro de leur place. — Les registres seront sur papier timbré, cotés et paraphés.

6. Les conducteurs ne pourront prendre en route aucun voyageur, ni recevoir aucun paquet, sans en faire mention sur leur feuille en la forme indiquée par l'article précédent.

7. Il est défendu d'admettre dans les voitures un plus grand nombre de voyageurs que celui qui est énoncé dans la déclaration. Le conducteur aura seul la faculté de se placer dans le panier situé sur l'impériale, lorsque cela sera nécessaire pour surveiller le chargement de la voiture.

8. Le poids des paquets, ballots ou autres fardeaux placés sur l'impériale pourra être d'autant de fois de vingt-cinq kilogrammes qu'il y aura de places dans les voitures à quatre roues; ce poids sera réduit à dix kilogrammes par place pour les voitures à deux roues. Jamais ces poids ne devront être dépassés. — L'élévation de la charge sera au plus de quarante centimètres sur les voitures à quatre roues, et de vingt-sept centimètres sur les voitures à deux roues (2).

9. Les voitures seront d'une construction solide, et pourvues de tout ce qui est nécessaire à la sûreté des voyageurs. Elles ne pourront avoir d'autres places extérieures, outre celles du cabriolet, que celles dites *banquettes d'impériale de devant* : ces places n'excéderont pas le nombre de trois. On

(1) La contravention au présent article (résultant du défaut d'indication du nombre de places de la voiture, ainsi que du numéro et du prix de chacune de ces places, n'étant prévue par aucune disposition pénale et spéciale, rentre dans l'application de l'art. 475 du Cod. pén. sur la violation des réglemens concernant les voitures. Cass., 11 novembre 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 512; *Bull. crim.*, XXXI, 642.

Voyez la loi du 28 juin—4 juillet 1829, qui dispose dans le même sens, et ajoute à la peine d'amende celle de l'emprisonnement.

(2) Le présent article, contenant deux dispositions distinctes et indépendantes, l'une qui règle le poids du chargement des voitures publiques, l'autre l'élévation de ce chargement, il s'ensuit qu'il y a contravention punissable de la peine portée par l'art. 475, n° 4, du Cod. pén., par cela seul que l'élévation du chargement excède la limite fixée par l'ordonnance : peu importe, à cet égard, que le poids du chargement n'ait pas été vérifié. Cass., 9 septembre 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 305; *Bull. crim.*, XXXI, 301. — Lorsqu'il est constaté qu'une voiture publique était chargée à une hauteur excédant celle déterminée par les réglemens, et que d'ailleurs le propriétaire de la voiture est connu, il y a lieu de lui appliquer les peines prononcées par l'art. 475 du Cod. pén., peu importe que le procès-verbal n'énonce pas le numéro de l'estampille de la voiture, et le nom du conducteur. Cass., 31 juillet 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 213; *Bull. crim.*, XXX, 402.

ne pourra les adapter qu'aux voitures établies d'après le nouveau système avec des ressorts en acier et sans soupentes de cuir. Lorsqu'il y aura une banquette d'impériale, le poids des objets placés dans le panier, conformément à l'article précédent, sera diminué d'un cinquième. Toutes places d'impériale, autres que celles indiquées au présent article et dans l'article 7, sont rigoureusement défendues. — Les places de galeries situées derrière la caisse et au même niveau qu'elle, ne sont point considérées comme places extérieures, même quand elles ne sont fermées que par des rideaux. — Les voitures auront au moins un mètre soixante-deux centimètres de voie entre les jantes de la partie des roues passant sur le sol. La voie des roues de devant ne pourra être moindre d'un mètre cinquante-neuf centimètres. — Les essieux seront en fer corroyé, et fermés, à chaque extrémité, d'un écrou assujéti au moyen d'une clavette.

10. Les propriétaires ou les entrepreneurs sont garans de tous les accidens qui pourraient arriver par leur négligence (1). — La conduite des voitures ne pourra être confiée qu'à des hommes pourvus de livrets (2). — Elles seront dirigées par deux postillons ou par un cocher et un postillon, toutes les fois qu'elles seront attelées de plus de cinq chevaux, ou de cinq chevaux dont le cinquième en arbalète (3). — Les voitures seront enrayées toutes les fois qu'elles parcourront une descente rapide. Le sabot d'enrayage sera placé par le conducteur. Les postillons ne pourront, sous aucun prétexte, descendre de leurs chevaux. — Il leur est expressément défendu de conduire les voitures au galop sur les routes, et autrement qu'au petit trot dans les villes ou communes rurales, et au pas dans les rues étroites.

11. Les employés aux ponts à bascule, soit aux barrières de Paris, soit ailleurs, seront tenus, sous peine de destitution, de peser, au moins une fois par trimestre, une des voitures publiques par chaque route desservie, pour assurer l'exécution de l'article 6 du décret du 23 juin 1806, et d'en justifier auprès des fonctionnaires désignés en l'article 1<sup>er</sup>, qui en rendront compte à nos ministres de l'intérieur et des finances. — En cas de contravention, ils en dresseront procès-verbal, et il y sera statué par le maire du lieu où le procès-verbal aura été dressé, et à Paris, par le préfet de police, conformément aux titres VII, VIII et IX du même décret du 23 juin.

12. Conformément aux dispositions contenues dans l'article 16 du décret du 28 août 1808, les rouliers, voituriers, charretiers, continueront à être tenus de céder la moitié du pavé aux voitures des voyageurs, à peine de cinquante francs d'amende, et du double en cas de récidive, sans préjudice des peines personnelles portées aux réglemens de police. Les conducteurs de diligences et postillons feront, en cas de contravention, leurs déclarations à l'officier

(1) Les propriétaires ou les entrepreneurs de voitures publiques sont plus que pécuniairement responsables du fait de leurs préposés; ils sont pareillement passibles des peines de police. Cass., 7 février 1822, *SIR.*, XXII, 1, 210; Bull. crim., XXVII, 71. — *Idem*, quel que soit l'individu employé pour le chargement ou la conduite des voitures. Cass., arrêt précité du 31 juillet 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 213; Bull. crim., XXX, 402.

Jugé, au contraire, que la responsabilité des maîtres et commettans, pour les faits de leurs préposés, est essentiellement civile; qu'elle ne comporte ni amende ni emprisonnement; et que ce principe s'applique aux entrepreneurs de messageries, notamment pour des contraventions à la présente ordonnance. Cass., 18 novembre 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 107; Bull. crim., XXX, 633.

(2) La contravention au présent article rentre dans l'application de l'art. 475, n° 4, du Cod. pén. Cass., arrêt précité du 9 septembre 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 305; Bull. crim., XXXI, 301; et loi précitée du 28 juin 1829.

(3) Le présent article doit être exécuté toutes les fois qu'une voiture est attelée de plus de cinq chevaux: peu importe que les chevaux soient attelés trois de front et sur deux rangs. Cass., 15 septembre 1825, *SIR.*, XXVII, 1, 6; Bull. crim., XXX, 497.



de police du lieu le plus voisin, en faisant connaître le nom du roulier ou du voiturier d'après la plaque; et nos procureurs généraux, sur l'envoi des procès-verbaux, seront tenus de poursuivre les délinquans (1).

13. Les maires et adjoints, la gendarmerie et tous les officiers de police sont chargés spécialement de veiller à l'exécution de la présente ordonnance, de constater les contraventions et d'exercer les poursuites nécessaires à leur répression (2).

14. Les réglemens existans continueront d'être exécutés en tout ce qui n'est pas contraire à la présente ordonnance qui sera insérée au Bulletin des lois et affichée dans tous les chefs-lieux et bureaux de voitures publiques.

---

N° 105. = 11—16 février 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui déclare compris dans l'amnistie les faits imputés au lieutenant-général baron Gilly, lesquels ont donné lieu à la procédure instruite contre lui à la diligence des rapporteurs près les premier et deuxième conseils de guerre de la première division militaire, et porte que cet officier-général rentrera dans tous ses droits, titres, grades et honneurs. (VII, Bull. CCCXLIII, n° 8212.)

---

N° 106. = 11—21 février 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale d'Aix, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCXLV, n° 8236.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale d'Aix, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit, savoir : — Aix (siège de la cour royale), vingt. — *Bouches-du-Rhône* : Aix, dix-huit; Marseille, trente-six; Arles, douze. — *Basses-Alpes* : Digne, dix; Barcelonnette, cinq; Castellane, quatre; Forcalquier, cinq; Sisteron, quatre. — *Var* : Draguignan, dix; Brignolles, sept; Grasse, six; Toulon, treize.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

---

N° 107. = 11—21 février 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance du ressort de la cour royale d'Aix. (VII, Bull. CCCXLV, n° 8237.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Bouches-du-Rhône* : Aix, vingt-huit; Marseille, trente; Arles, dix-sept. — *Basses-Alpes* : Digne, dix-huit; Barcelonnette, neuf; Castellane, huit; Forcalquier, huit; Sisteron,

---

(1) Voyez l'ordonnance du 15 mai—13 juin 1822, qui rapporte le présent article, et modifie la pénalité applicable aux contraventions.

(2) Tout gendarme de service a qualité pour dresser procès-verbal des contraventions aux réglemens sur le chargement des voitures publiques, et foi est due à ce procès-verbal jusqu'à preuve contraire. Cass., 8 avril 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 253; Bull. crim., XXX, 202.

huit. — *Var* : Draguignan, vingt-deux ; Brignolles, dix-huit ; Grasse, vingt ; Toulon, vingt-deux.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N<sup>o</sup> 108. = 11—21 février 1820. = **ORDONNANCE du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Rouen et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour.** (VII, Bull. CCCXLV, n<sup>o</sup> 8238.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Rouen, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit ; savoir : — Rouen (siège de la cour royale), douze ; — *Seine-Inférieure* : Rouen, vingt-quatre ; Neufchâtel, huit ; Dieppe, huit ; Le Havre, neuf ; Yvetot, huit. — *Eure* : Evreux, neuf ; Andelys, sept ; Louviers, six ; Bernay, huit ; Pont-Audemer, huit.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N<sup>o</sup> 109. = 11—21 février 1820. = **ORDONNANCE du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance du ressort de la cour royale de Rouen.** (VII, Bull. CCCXLV, n<sup>o</sup> 8239.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit, savoir : — *Seine-Inférieure* : Rouen, soixante-douze ; Neufchâtel, vingt-quatre ; Dieppe, vingt-huit ; Le Havre, trente-quatre ; Yvetot, trente quatre. — *Eure* : Evreux, quarante ; Andelys, vingt-cinq ; Louviers, vingt ; Bernay, vingt-quatre ; Pont-Audemer, vingt-six.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.



4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 110. = 11 février—8 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui révoque l'autorisation accordée par l'ordonnance du 19 août—22 septembre 1818 à la société anonyme sous le titre de *Compagnie d'assurances maritimes contre les risques de guerre*. (VII, Bull. CCCXLIX, n° 8393.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu notre ordonnance du 19 août 1818, portant autorisation d'une société anonyme sous le titre de *Compagnie d'assurances maritimes contre les risques de guerre*; — Vu l'acte passé pardevant Boilleau et son confrère, notaires à Paris, les 30 et 31 décembre 1819, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 janvier 1820, avec adhésion par acte annexé des 18, 19, 24 et 26 janvier 1820, par lesquels actes les associés à ladite compagnie ont déclaré reconnaître que toutes les opérations de leur société sont terminées, et que la liquidation en est définitivement apurée, ainsi qu'ils en ont fait rapport, le 30 août dernier, à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et qu'ils entendent que la susdite société soit et demeure dissoute; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'autorisation accordée par notre ordonnance du 19 août 1818 à la société anonyme sous le titre de *Compagnie d'assurances maritimes contre les risques de guerre* est révoquée. Ladite compagnie est et demeure dissoute.

2. La présente révocation est prononcée ainsi que la dissolution de la société, sans préjudice des droits qui pourraient encore exister à sa charge, et à condition que, le cas échéant, les intéressés qui auraient retiré le capital de leurs actions seraient obligés à rapport au prorata et à due concurrence, conformément à l'article 33 du Code de commerce.

3. L'acte de dissolution et la présente ordonnance seront affichés en la forme prescrite par l'article 46 dudit Code.

N° 111. = 11 février—21 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, d'une compagnie royale d'assurances sur la vie (1). (VII, Bull. CCCLXII, n° 8636.)

Louis, . . . . — Vu l'acte passé pardevant Colin de Saint-Menge et son collègue, notaires à Paris, les 25 janvier et 2 février 1820, contenant les statuts d'une société anonyme constituée à Paris, sous le nom de *Compagnie royale d'assurances sur la vie*, laquelle présente pour garantie actuelle et immédiate l'inscription de trois cent mille francs de rentes cinq pour cent consolidés, et en total un capital réalisable et engagé à la société de trente millions de francs; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La société anonyme provisoirement constituée à Paris, sous le nom de *Compagnie royale d'assurances sur la vie*, est autorisée, conformément à l'acte des 25 janvier et 2 février 1820, ci-annexé, lequel nous approuvons.

2. La présente autorisation étant accordée à la société, à la charge par elle de se conformer aux lois et aux statuts qui la doivent régir, nous nous réservons de révoquer ladite approbation dans le cas où ces conditions ne se-

(1) Voyez l'ordonnance additionnelle du 31 janvier—22 mars 1821.

raient pas accomplies, et sauf les actions à exercer devant les tribunaux par les particuliers, à raison des infractions commises à leur préjudice.

3. Conformément à l'article 2 de notre ordonnance du 11 septembre 1816, le titre de *Compagnie royale*, étendu à la présente société comme à l'une des divisions dans lesquelles l'ancienne compagnie royale d'assurances s'est renouvelée, ne pourra tirer à conséquence, conférer aucune préférence ou privilège, ni impliquer l'idée d'aucun intérêt ou participation du gouvernement dans ladite société.

4. Les réglemens généraux pour les assurances sur la vie, arrêtés le 10 novembre 1819 par les commissaires des souscripteurs de la compagnie, sont approuvés, et resteront annexés à la présente ordonnance. L'arrêté général annoncé en l'article 6 desdits réglemens sera soumis, dans les trois mois de ce jour, à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

5. La compagnie sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet du département de la Seine, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Paris.

(*Suivent les statuts.*)

N° 112. = 11 février—21 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, d'une compagnie royale d'assurances contre l'incendie. (VII, Bull. CCCLXII, n° 8637.)

Louis, . . . — Vu l'acte passé pardevant Colin de Saint-Menge et son collègue, notaires à Paris, les 25 janvier et 2 février 1820, contenant les statuts d'une société anonyme constituée à Paris, sous le nom de *Compagnie royale d'assurances contre l'incendie*; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La société anonyme provisoirement constituée à Paris, sous le nom de *Compagnie royale d'assurances contre l'incendie*, est autorisée, conformément à l'acte des 25 janvier et 2 février 1820, ci-annexé, lequel nous approuvons.

2. La présente autorisation étant accordée à la société à la charge par elle de se conformer aux lois et aux statuts qui la doivent régir, nous nous réservons de révoquer ladite approbation dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, et sauf les actions à exercer devant les tribunaux par les particuliers, à raison des infractions commises à leur préjudice.

3. Conformément à l'article 2 de notre ordonnance du 11 septembre 1816, le titre de *Compagnie royale*, étendu à la présente société comme à l'une des divisions dans lesquelles l'ancienne compagnie royale d'assurances s'est renouvelée, ne pourra tirer à conséquence, conférer aucune préférence ou privilège, ni impliquer l'idée d'aucun intérêt ou participation du gouvernement dans ladite société.

4. Le règlement arrêté par les commissaires des souscripteurs de la compagnie, le 10 novembre 1819, pour servir de règle aux assurances contre l'incendie, est approuvé, et restera annexé à la présente ordonnance.

5. La compagnie sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet du département de la Seine, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Paris.

(*Suivent les statuts.*)

N° 113. = 11 février—26 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant auto-



*risation, conformément aux statuts y annexés, d'une compagnie royale d'assurances maritimes.* (VII, Bull. CCCLXIII, n° 8639.)

Louis, . . . . — Vu l'acte passé pardevant *Colin de Saint-Menge* et son collègue, notaires à Paris, les 25 janvier et 2 février 1820, contenant les statuts d'une société anonyme constituée à Paris, sous le nom de *Compagnie royale d'assurances maritimes*; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; — Attendu que cette société nouvelle est destinée à remplacer, en ce qui concerne l'assurance maritime, la compagnie royale d'assurances précédemment autorisée et qualifiée par notre ordonnance du 11 septembre 1816; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La société anonyme provisoirement constituée à Paris, sous le nom de *Compagnie royale d'assurances maritimes*, est autorisée, conformément à l'acte des 25 janvier et 2 février 1820, ci-annexé, lequel nous approuvons.

2. La présente autorisation étant accordée à la société à la charge par elle de se conformer aux lois et aux statuts qui la doivent régir, nous nous réservons de révoquer ladite approbation dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, et sauf les actions à exercer devant les tribunaux par les particuliers, à raison des infractions commises à leur préjudice.

3. Conformément à l'article 2 de notre ordonnance du 11 septembre 1816, le titre de *Compagnie royale*, maintenu à la présente société, ne pourra tirer à conséquence, conférer aucune préférence ou privilège, ni impliquer l'idée d'aucun intérêt ou participation du gouvernement dans ladite société.

4. Si la compagnie n'adopte pas les réglemens d'exécution approuvés par la compagnie royale d'assurances maritimes précédente, elle sera tenue de soumettre ceux qu'elle arrêtera à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

5. La compagnie sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet du département de la Seine, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Paris.

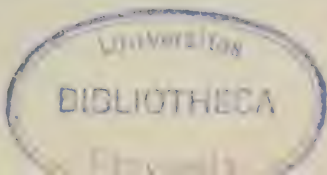
(*Suivent les statuts.*)

---

N° 114. = 11 février—26 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant dissolution de la société anonyme qui avait été autorisée par l'ordonnance du 11—21 septembre 1816, sous le nom de *Compagnie royale d'assurances maritimes.* (VII, Bull. CCCLXIII, n° 8640.)

Louis, . . . . — Vu nos ordonnances de ce jour, portant autorisation pour trois sociétés anonymes sous les noms de *Compagnie royale d'assurances maritimes*, *Compagnie royale d'assurances contre l'incendie*, et *Compagnie royale d'assurances sur la vie*; — Vu le projet de l'acte qui sera passé pardevant *Colin de Saint-Menge* et son collègue, notaires à Paris, contenant dépôt de la délibération prise, le 13 novembre 1819, par les actionnaires de la compagnie royale d'assurances maritimes, autorisée par notre ordonnance du 11 septembre 1816, laquelle délibération porte que ladite société sera dissoute dans les trente jours qui suivront l'époque où l'autorisation du gouvernement pour la société nouvelle des assurances maritimes aura été obtenue; — Vu les articles 37 et 46 du Code de commerce; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Attendu la substitution des trois compagnies autorisées par nos



ordonnances de ce jour (et notamment de la nouvelle compagnie royale d'assurances maritimes) à la société anonyme qui avait été autorisée par notre ordonnance du 11 septembre 1816, sous le nom de *Compagnie royale d'assurances maritimes*, la société formée en 1816 sous cette dénomination sera dissoute dans les trente jours de la publication de la présente, conformément à la délibération des sociétaires, du 13 novembre 1819, notre autorisation restant révoquée.

2. La liquidation de l'ancienne compagnie sera faite aussitôt, en la forme prescrite par l'article 2 de ladite délibération des sociétaires; la dissolution de la société et la révocation de notre autorisation royale étant sans préjudice des droits de quiconque a des intérêts dans ladite association ou des prétentions à sa charge.

---

N<sup>o</sup> 115. = 14 février 1820. = **ORDONNANCE du roi qui constitue la chambre des pairs en cour de justice, pour connaître de l'attentat commis sur la personne d'un prince de la famille royale** (1). (Moniteur du 15 février 1820.)

Louis, . . . . — Vu l'article 33 de la charte constitutionnelle qui attribue à la chambre des pairs la connaissance des crimes de haute trahison, et des attentats à la sûreté de l'état, qui seront définis par la loi; — Vu l'article 87 du Code pénal, qui met au nombre des crimes contre la sûreté de l'état l'attentat ou le complot contre la vie ou la personne des membres de la famille royale; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La chambre des pairs, constituée en cour des pairs, procédera, sans délai, au jugement du nommé *Louis-Pierre Louvel*, prévenu du crime d'attentat sur la personne de notre bien-aimé neveu le duc de *Berry*.

2. Elle se conformera, pour l'instruction et le jugement, aux formes prescrites par nos ordonnances du 11 et du 12 novembre 1815.

3. Notre procureur général en notre cour royale de Paris remplira les fonctions de procureur général près notre cour des pairs. — Le secrétaire archiviste et son adjoint à la chambre des pairs rempliront celles de greffiers.

---

N<sup>o</sup> 116. = 19 février 1820. = **ORDONNANCE du roi sur l'emploi des amendes** (2). (Recueil officiel de l'intérieur, n<sup>o</sup> 15.)

Louis, . . . . — Notre ministre de l'intérieur nous ayant exposé que les amendes prononcées par jugemens antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1820 des tribunaux de police correctionnelle et de simple police rurale et municipale, ont été perçues par les receveurs des domaines, et versées dans la caisse des receveurs généraux, sans distinction des communes où les délits et contraventions ont eu lieu; que, dans cet état de choses, l'article 466 du Code pénal ne peut recevoir son exécution pour les amendes antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1820, et qu'en conséquence, il y a lieu d'en faire l'application, conformément aux règles établies par le décret du 17 mai 1809, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les amendes prononcées par jugemens définitifs antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier dernier des tribunaux correctionnels et

---

(1) Voyez l'art. 28 de la charte de 1830, portant que la chambre des pairs connaît des crimes de haute trahison et des attentats contre la sûreté de l'état, qui seront définis par la loi.

(2) Voyez, sur le même objet, l'avis du cons. d'état du 9 novembre 1814.



de simple police rurale et municipale, continueront d'être perçues par les receveurs des domaines, à la charge par eux d'en faire, avec celles dont ils ont opéré le recouvrement, le versement dans les caisses de services, pour être ensuite employées avec les intérêts qui en proviendront, savoir : un tiers aux dépenses des enfans trouvés, et les deux autres tiers aux dépenses communales indiquées dans les états de répartition qui en seront soumis par les préfets à l'approbation de notre ministre de l'intérieur. — Nos ministres de l'intérieur et des finances se concerteront pour assurer à l'avenir l'exécution de l'article 466 du Code pénal, et en soumettre les moyens à notre approbation.

---

N° 117. = 21 février—17 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise des changemens dans les statuts de la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie, établie à Lyon pour le département du Rhône. (VII, Bull. CCCLI, n° 8379.)

Louis, . . . — Vu notre ordonnance du 27 octobre 1819, qui a autorisé pour le département du Rhône une société d'assurances mutuelles contre l'incendie, établie à Lyon ; — Vu les statuts de la compagnie, annexés à notre ordonnance susdite ; — Vu la délibération prise par ladite société en acte de *Casati* et son confrère, des 23 et 25 novembre, portant changemens aux articles 5, 6 et 7 des statuts, lesdits changemens consistant, 1° en ce que le *minimum* des propriétés associées à l'assurance mutuelle, nécessaire pour la mise en activité de la société et pour sa continuation aux époques quinquennales, est réduit à douze millions ; 2° en ce que les locataires peuvent être admis à l'assurance mutuelle ; — Sur le rapport de notre secrétaire d'état ministre de l'intérieur ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'acte des 23 et 25 novembre 1819, portant rectification des statuts de la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Rhône, est approuvé, et lesdits changemens autorisés, sous la réserve que les locataires ne pourront être assurés qu'avec le consentement préalable du propriétaire.

2. Ledit acte restera annexé à la présente ordonnance, laquelle sera publiée au Bulletin des lois, et insérée au *Moniteur* et au journal des annonces judiciaires du département du Rhône avec l'acte annexé, sans préjudice des affiches qui pourront être requises par la loi.

(*Suivent les modifications aux statuts de la société.*)

---

N° 118. = 23 février—16 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Bordeaux, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCL, n° 8339.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Bordeaux, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit, savoir : — Bordeaux (siège de la cour royale), quinze ; — *Gironde* : Bordeaux, vingt ; Bazas, cinq ; Blaye, cinq ; Lesparre, cinq ; Libourne, huit ; La Réole, cinq. — *Charente* : Angoulême, dix ; Barbezieux, six ; Cognac, six ; Confolens, cinq ; Ruffec, cinq. — *Dordogne* : Périgueux, dix ; Bergerac, six ; Nontron, six ; Ribérac, cinq ; Sarlat, sept.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la

part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 119. = 23 février—16 mars 1820. = **ORDONNANCE du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Bordeaux.** (VII, Bull. CCCL, n° 8340.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Gironde* : Bordeaux, soixante; Bazas, quinze; Blaye, quinze; Lesparre, dix; Libourne, vingt-cinq; La Réole, dix-huit. — *Charente* : Angoulême, trente; Barbezieux, dix-huit; Cognac, vingt; Confolens, dix-huit; Ruffec, seize. — *Dordogne* : Périgueux, trente; Bergerac, trente; Nontron, vingt; Riberac, vingt-cinq; Sarlat, vingt-cinq.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 120. = 23 février—16 mars 1820. = **ORDONNANCE du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Caen, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour.** (VII, Bull. CCCL, n° 8341.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Caen, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit, savoir : — *Caen* (siège de la cour royale), dix-huit; — *Calvados* : Caen, douze; Bayeux, douze; Pont-l'Évêque, huit; Falaise, huit; Vire, huit; Lisieux, dix; — *Manche* : Coutances, douze; Saint-Lô, dix; Valognes, dix; Avranches, huit; Mortain, six; Cherbourg, six. — *Orne* : Alençon, dix; Argentan, dix; Mortagne, huit; Domfront, huit.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 121. = 23 février—16 mars 1820. = **ORDONNANCE du roi portant fixation**



*du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Caen. (VII, Bull. CCCL, n° 8342.)*

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Calvados* : Caen, soixante; Bayeux, quarante-deux; Pont-l'Évêque, trente-deux; Falaise, trente-deux; Vire, trente-deux; Lisieux, trente-six. — *Manche* : Contances, cinquante; Saint-Lô, trente-six; Valognes, trente-six; Avranches, trente-six; Mortain, trente-deux; Cherbourg, trente. — *Orne* : Alençon, trente-deux; Argentan, quarante-quatre; Mortagne, quarante-six; Domfront, trente-deux.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 122. = 23 février—16 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Lyon, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCL, n° 8343.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Lyon, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit, savoir : — *Lyon* (siège de la cour royale), vingt-quatre; — *Rhône* : Lyon, trente-cinq; Villefranche, dix. — *Loire* : Montbrison, douze; Saint-Étienne, quatorze; Roanne, douze. — *Ain* : Bourg, douze; Belley, six; Nantua, huit; Trévoux, huit; Gex, six.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

<sup>9</sup>  
N° 123. = 23 février—16 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Lyon. (VII, Bull. CCCL, n° 8344.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Rhône* : Lyon, quarante-huit; Villefranche, vingt-six. — *Loire* : Montbrison, trente; Saint-Étienne, vingt et un; Roanne, vingt-quatre. — *Ain* : Bourg, trente; Belley, vingt-deux; Nantua, dix-huit; Trévoux, seize; Gex, dix.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la

part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 124. = 23 février—16 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Metz, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCL, n° 8345.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Metz, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Metz (siège de la cour royale), sept; — *Moselle* : Metz, huit; Briey, six; Sarreguemines, six; Thionville, six. — *Ardennes* : Charleville, huit; Rethel, six; Rocroy, quatre; Sedan, sept; Vouziers, cinq.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 125. = 23 février—16 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Metz. (VII, Bull. CCCL, n° 8346.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Moselle* : Metz, trente-deux; Briey, quatorze; Sarreguemines, vingt; Thionville, quatorze. — *Ardennes* : Charleville, dix-huit; Rethel, seize; Rocroy, quatorze; Sedan, quinze; Vouziers, vingt.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 126. = 23 février—16 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Rennes, et de ceux près les



*tribunaux de première instance du ressort de la même cour.* (VII, Bull. CCCL, n° 8347.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Rennes, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : —Rennes (siège de la cour royale), quinze; — *Ille-et-Vilaine* : Rennes, douze; Saint-Malo, dix; Fougères, six; Vitré, six; Redon, six; Montfort, six. — *Loire-Inférieure* : Nantes, dix-huit; Châteaubriant, cinq; Paimbœuf, cinq; Ancenis, cinq; Savenay, cinq. — *Côtes-du-Nord* : Saint-Brieuc, huit; Lannion, six; Dinan, six; Guingamp, sept; Loudéac, cinq. — *Finistère* : Quimper, huit; Brest, dix; Quimperlé, six; Morlaix, sept; Châteaulin, six. — *Morbihan* : Vannes, huit; Pontivy, six; Ploërmel, six; Lorient, huit.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 127. = 23 février—16 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Rennes. (VII, Bull. CCCL, n° 8348.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Ille-et-Vilaine* : Rennes, trente; Saint-Malo, vingt; Fougères, quinze; Redon, quinze; Vitré, douze; Montfort, dix. — *Loire-Inférieure* : Nantes, trente; Châteaubriant, douze; Paimbœuf, dix; Ancenis, dix; Savenay, vingt. — *Côtes-du-Nord* : Saint-Brieuc, vingt; Lannion, quinze; Dinan, dix-huit; Guingamp, dix-huit; Loudéac, quinze. — *Finistère* : Quimper, dix-huit; Brest, vingt; Quimperlé, huit; Morlaix, vingt-quatre; Châteaulin, seize. — *Morbihan* : Vannes, vingt; Pontivy, quinze; Ploërmel, quinze; Lorient, vingt.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 128. = 23 février—28 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui annule pour excès de pouvoirs un arrêté du conseil de préfecture du département du *Finistère*. (VII, Bull. CCCLIII, n° 8405.)

Louis, . . . — Sur le rapport du comité du contentieux;—Vu la requête de l'administration générale de l'enregistrement et des domaines et forêts, enregistrée le 19 octobre 1819 au secrétariat général de notre conseil d'état, et

tendant à ce qu'il nous plaise annuler, pour excès de pouvoirs, un arrêté du conseil de préfecture du département du Finistère, du 15 mai 1812, qui a maintenu les sieurs *Turnier, Lazenec* et consorts, et *Dubois*, veuve *Quelen*, et *Louvier*, dans la propriété des terrains à eux afféagés par contrats des 24 mai 1743, 6 mars et 19 septembre 1750, et 12 juin 1751; — Vu l'arrêté attaqué; — Vu le jugement du tribunal de Morlaix, du 11 juin 1819, portant que, quoique la décision du 15 mai 1812 soit incompétente, il ne peut néanmoins statuer en l'état, jusqu'à ce que ladite décision ait été annulée par l'autorité supérieure; — Vu toutes les autres pièces jointes au dossier; — Considérant que toutes les actions domaniales, autres que celles qui sont relatives à la vente des biens nationaux et qui intéressent l'état, soit en demandant, soit en défendant, sont de la compétence exclusive des tribunaux ordinaires; — Considérant qu'aux termes de l'article 15 du titre III de la loi du 5 novembre 1790, les conseils de préfecture doivent se borner à émettre un avis sur la question de savoir s'il est dans l'intérêt de l'état d'engager ou de soutenir une action judiciaire sur les questions de propriété élevées entre l'état et des particuliers (1); — Considérant que, dans l'espèce, le conseil de préfecture du département du Finistère, au lieu de donner un simple avis, a statué sur le fond, en quoi il a excédé ses pouvoirs; — Notre conseil d'état entendu, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — L'arrêté du conseil de préfecture du département du Finistère, du 15 mai 1812, est annulé.

---

N° 129. = 29 février—16 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui homologue, *sauf les modifications y indiquées*, un arrêté du maire de Boulogne, département du Pas-de-Calais, sur les ventes de poissons et de salaisons. (VII, Bull. CCCL, n° 8349.)

Louis, . . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu notre ordonnance du 14 août 1816, relative aux ventes et salaisons de poissons dans les ports de notre royaume; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'arrêté du maire de Boulogne, département du Pas-de-Calais, en date du 30 novembre 1819, ayant pour objet de garantir la loyauté des ventes de poissons et la bonté des salaisons qui se font dans ce port, est homologué, *sauf les modifications ci-après indiquées*.

2. L'article 4, relatif au tableau à former des marchands saieurs qui auront fourni caution, et qui porte que « nul ne sera admis à se rendre adjudicataire, s'il n'est inscrit sur ce tableau, » sera terminé par ces mots : *à moins qu'il ne paie comptant le montant de son adjudication*.

3. Au droit de neuf francs par bateau, imposé par l'article 35, pour payer les préposés à la vente des poissons, il sera substitué un droit de soixante-quinze centimes par chaque cent mesures de poissons.

4. Expédition du susdit arrêté restera annexée à la présente ordonnance. (*Suit l'arrêté du maire de Boulogne.*)

---

N° 130. = 29 février—28 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise et approuve les changemens faits aux statuts de la compagnie commer-

---

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 22 novembre—1<sup>er</sup> décembre 1790, sur le domaine public, art. 1<sup>er</sup> et suiv., l'indication de plusieurs décisions qui confirment le principe de compétence posé par le présent arrêt du conseil.



*ciale d'assurances par l'acte public y annexé. (VII, Bull. CCCLIII, n° 8406.)*

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ; — Vu la demande formée par la compagnie commerciale d'assurances, à ce qu'il nous plaise l'autoriser, — 1° A se charger de l'assurance des risques de guerre ; — 2° A réduire le *maximum* de chaque risque qu'elle pourra assurer, savoir : à cent mille francs par bâtiment, le risque de guerre compris ; et cent cinquante mille francs, le risque de guerre excepté ; le tout, au lieu de deux cent mille francs, taux du *maximum* précédemment fixé ; — 3° A réduire en conséquence son capital à la somme de quatre millions ; somme d'autant plus suffisante que le surplus avait été préparé dans la vue, aujourd'hui abandonnée, d'embrasser l'assurance contre l'incendie ; ladite compagnie entendant au surplus que la réduction du capital ne puisse être faite que pour l'avenir, afin de ne diminuer envers aucun des assurés actuels les garanties sur la foi desquelles ils ont contracté ; — Vu notre ordonnance du 22 avril 1818, qui a autorisé ladite compagnie, et l'acte public contenant ses statuts approuvés, annexés à la même ordonnance ; — Vu un nouvel acte passé individuellement par les actionnaires de ladite compagnie, par-devant Boileau et son confrère, notaires à Paris, les 30 et 31 décembre 1819, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 janvier 1820, contenant des changemens aux statuts en conformité aux vœux de la compagnie ci-dessus rappelés ; — Vu l'état énonciatif des risques assurés par ladite compagnie jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1820, avec annotation des extinctions survenues jusqu'au 21 du même mois, le tout certifié le 29 par les directeurs et l'agent de la compagnie, et déposé au ministère de l'intérieur ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Nous avons autorisé et approuvé, autorisons et approuvons les changemens faits aux statuts de la compagnie commerciale d'assurances par l'acte public des 30 et 31 décembre 1819, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 janvier 1820, lequel demeurera annexé à la présente ordonnance.

2. La réduction du capital portée par ledit acte en amendement de l'article 8 des statuts n'est approuvée que pour l'avenir, sans préjudice des droits de tout créancier ou assuré actuel de la société, sous la condition expresse que la portion du capital primitif qui sera susceptible d'être rendue aux actionnaires ne pourra être retirée que lorsque cette somme se trouvera disponible par l'extinction des risques auxquels elle aura été affectée jusqu'au jour de la publication de la présente ordonnance, et sous la réserve que tout remboursement qui serait fait aux actionnaires contre cette disposition serait nul et sujet à être rapporté.

3. Les directeurs et l'agent de la compagnie seront tenus de remettre sans délai à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur un état certifié des risques assurés par la compagnie depuis le 1<sup>er</sup> janvier de la courante année, jusqu'à la publication de la présente, pour être joint à celui qu'ils ont produit jusqu'à la fin de décembre 1819, afin de compléter le tableau final des assurances antérieures ayant droit à la garantie du capital primitif telle qu'elle est réservée par l'article 2 ci-dessus. — Ils remettront pareillement de mois en mois l'état certifié des extinctions des susdits risques jusqu'à leur épuisement.

*(Suivent les changemens apportés aux statuts de la compagnie.)*

---

N° 131. = 1<sup>er</sup> — 8 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant révocation, après deux mois de sa promulgation, des agens de change et courtiers

*qui n'auront point fait les cautionnemens exigés par la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816 (1). (VII, Bull. CCCXLIX, n° 8306.)*

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ; — Vu l'article 95 de la loi de finances du 28 avril 1816, portant qu'il sera pourvu au remplacement des divers fonctionnaires appelés à faire des cautionnemens ou supplémens de cautionnement, qui n'y auraient pas satisfait dans les délais fixés par cette loi ; — Vu nos ordonnances des 1<sup>er</sup> mai 1816, 19 février 1817 et 9 janvier 1818 ; — Étant informé que plusieurs fonctionnaires appelés par la dernière loi à verser des cautionnemens ou supplémens de cautionnement ont négligé de le faire dans les délais fixés par la loi et prorogés par notre ordonnance du 19 février 1817 ; qu'ils n'y ont point encore satisfait dans ce moment, et que cependant ils exercent leurs fonctions au mépris de la loi, et au détriment de ceux qui en ont exécuté les dispositions ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Tous agens de change et courtiers qui n'ont point acquitté les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés par la loi de finances du 28 avril 1816 sont tenus de le faire dans les deux mois qui suivront la publication de la présente ordonnance.

2. Ledit délai expiré, nous déclarons révoquées les commissions de ceux qui n'auront pas satisfait à la loi : ils seront tenus de cesser leurs fonctions.

3. Défenses sont faites, après le délai susdit, aux receveurs généraux et particuliers, d'admettre aucun versement de la part des agens de change et courtiers retardataires.

4. Nos receveurs généraux transmettront à nos préfets de chaque département un état, certifié par eux, de ceux de ces agens qui auront rempli les obligations que la loi leur impose, dans le délai donné à l'article 1<sup>er</sup> de la présente ordonnance.

5. Au reçu desdits états, nos préfets feront rayer de la liste des agens de change et courtiers, affichée dans les bourses de commerce des villes où il en existe, les titulaires qui ne seront pas portés sur ces états et n'auront pas satisfait à la loi. Ils feront procéder immédiatement, dans les formes prescrites par l'arrêté du 29 germinal an 9 (19 avril 1801), à la présentation de candidats pour les remplacer. Les listes de présentation seront adressées par eux à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

6. Les agens de change et courtiers révoqués en vertu de l'article 2, qui continueront à exercer leurs fonctions, seront poursuivis conformément aux lois.

---

N° 132. = 3—8 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui règle, conformément au tableau y annexé, la répartition de quarante mille hommes à lever sur la classe de 1819. (VII, Bull. CCCXLIX, n° 8302.)

---

N° 133. = 3—16 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe les prix auxquels les poudres seront livrées pendant l'année 1820 aux départemens de la guerre, de la marine et des finances. (VII, Bull. CCCL, n° 8350.)

---

N° 134. = 3—28 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Limoges, et de ceux près les tri-

---

(1) Voyez le tit. IX de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, et les notes dans lesquelles sont indiquées les ordonnances successivement rendues pour activer le versement des cautionnemens et supplémens de cautionnement des divers officiers ministériels.



*bunaux de première instance du ressort de la même cour.* (VII, Bull. CCCLIII, n° 8407.)

Louis, . . . . — Vu l'article 114 du décret du 6 juillet 1810, portant que, sur l'avis des cours royales, il sera pourvu à une nouvelle fixation du nombre d'avoués nécessaire pour le service des tribunaux ; — Vu la délibération de notre cour royale de Limoges en date du 21 avril 1818, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Limoges, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Limoges (siège de la cour royale), douze ; — *Haute-Vienne* : Limoges, douze ; Bellac, huit ; Saint-Yrieix, six ; Rochechouart, six. — *Creuse* : Guéret, douze ; Aubusson, dix ; Bourgneuf, six ; Chambon, six. — *Corrèze* : Tulle, dix ; Brives, dix ; Ussel, huit.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels, qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés, seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

---

N° 135. = 3 — 28 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Limoges. (VII, Bull. CCCLIII, n° 8408.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Haute-Vienne* : Limoges, trente-six ; Bellac, vingt-cinq ; Rochechouart, quinze ; Saint-Yrieix, quinze. — *Creuse* : Guéret, trente ; Aubusson, trente-six ; Chambon, dix-huit ; Bourgneuf, quinze. — *Corrèze* : Tulle, quarante ; Brives, trente-six ; Ussel, vingt-cinq.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leur ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

---

N° 136. = 3 mars — 1<sup>er</sup> avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Toulouse, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCLVII, n° 8522.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Toulouse, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Toulouse (siège de la cour royale), vingt-deux ; — *Haute-Garonne* : Toulouse, vingt-cinq ; Villefranche, six ; Saint-Gau-

dens, douze; Muret, huit. — *Tarn* : Alby, huit; Castres, six; Lavaur, cinq; Gaillac, sept. — *Tarn-et-Garonne* : Montauban, huit; Castel-Sarrazin, sept; Moissac, six. — *Ariège* : Foix, dix; Pamiers, sept; Saint-Girons, neuf.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 137. = 3 mars—1<sup>er</sup> avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Toulouse. (VII, Bull. CCCLVII, n° 8523.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : *Haute-Garonne* : Toulouse, quarante-cinq; Villefranche, seize; Saint-Gaudens, quarante; Muret, vingt. — *Tarn* : Alby, vingt-cinq; Castres, vingt-cinq; Lavaur, neuf; Gaillac, dix-huit. — *Tarn-et-Garonne* : Montauban, trente; Castel-Sarrazin, vingt; Moissac, dix-huit. — *Ariège* : Foix, vingt; Pamiers, quinze; Saint-Girons, vingt.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 138. = 12—17 mars 1820. = **LOI** sur la libération des diverses classes d'acquéreurs du domaine de l'état (1). (VII, Bull. CCCLI, n° 8369.)

#### TITRE 1<sup>er</sup>. — Décomptes des ventes de domaines nationaux.

Art. 1<sup>er</sup>. Sont déclarés pleinement libérés, tous les acquéreurs de domaines nationaux, quelles que soient l'origine des biens et l'époque des ventes, qui, conformément à l'article 5 du décret de 22 octobre 1808, ayant, à l'époque de ce décret, quittance pour solde ou dernier terme des préposés du domaine chargés de recevoir leurs paiemens, n'auraient reçu, dans les six années écoulées depuis ce décret, aucune notification de décompte. Les mentions inscrites sur les registres des préposés tiendront lieu des quittances non représentées (2).

(1) Voyez le décret du 4 thermidor an 11 (23 juillet 1803), et celui du 22 octobre 1808, concernant les décomptes des acquéreurs de domaines nationaux, et les notes. — Voyez aussi, dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790, l'indication des lois qui ont déterminé le mode de paiement des biens nationaux.

(2) Lorsqu'une quittance n'a pas été donnée pour solde, mais seulement à valoir, en prin-



2. Sont pareillement déclarés pleinement libérés, tous acquéreurs de domaines nationaux qui, conformément à l'article 5 du décret du 22 octobre 1808, auraient, postérieurement à ce décret, reçu quittance pour solde ou dernier terme des préposés du domaine chargés de recevoir leurs paiemens, et auxquels il n'aura été notifié aucun décompte dans les six années échues et à échoir depuis la date de cette quittance (1).

3. A l'égard des acquéreurs dont la quittance pour solde ou dernier terme remonterait à moins de six ans à l'époque de la signification qui leur sera faite du décompte, ainsi qu'à l'égard de ceux qui n'ont point eu jusqu'à présent de quittance pour solde ou dernier terme, il sera procédé, dans le

cipal et intérêts, l'administration peut établir un décompte contre l'acquéreur. Arr. du cons., 19 avril 1826, Mac., VIII, 214. — Lorsque les bordereaux par lesquels un acquéreur prétend justifier du paiement intégral du prix de ses acquisitions, ne contiennent pas la mention de la remise des quittances partielles; qu'ils ne sont qu'énonciatifs de quittances partielles non représentées, et que les paiemens qui y sont indiqués ne sont pas mentionnés sur le registre du receveur, il n'y a pas lieu de déclarer l'acquéreur libéré. Arr. du cons., 31 mars 1825, Mac., VII, 185. — Une quittance délivrée par le receveur de l'enregistrement et des domaines ne peut tenir lieu de décompte définitif et libératoire, qu'autant que son contenu aurait été approuvé par l'administration générale des domaines. Arr. du cons., 12 janvier 1825, Mac., VII, 12. — Lorsqu'un acquéreur a acquis deux fois le même objet, d'abord sur enchères, ensuite sur soumission, il ne peut opposer soit le *quitus* de la seconde vente pour se libérer du résultat des décomptes de la première, soit la loi du 12 mars 1820. Arr. du cons., 17 août 1825, Mac., VII, 485.

Lorsqu'une adjudication de domaines nationaux a été faite à plusieurs acquéreurs, avec clause de solidarité, et que quelques uns d'entre eux ont été déclarés déchus à défaut de paiement, la revente, autorisée par le gouvernement, sous la réserve expresse de la solidarité, n'a pas l'effet de libérer le tiers-détenteur non dépossédé de l'obligation de payer la différence qui existe entre le prix de la première adjudication et celui de la revente : dans ce cas, et quel qu'ait été le taux de la mise à prix de la revente, il suffit que le prix de l'adjudication ait été inférieur à la somme qui restait à recouvrer sur la première vente, pour que le tiers-détenteur doive tenir compte de la différence. Arr. du cons., 30 mai 1821, Mac., I, 630. — Il n'y a de définitifs en faveur des sous-acquéreurs que les paiemens faits en vertu de jugemens; les paiemens faits à autre titre ne libèrent pas ces sous-acquéreurs. Arr. du cons., 13 juillet 1825, Mac., VII, 389. — Ainsi, un sous-acquéreur qui s'est libéré en vertu d'un jugement d'ordre, doit jouir du bénéfice de la loi du 12 mars 1820, et se trouve à l'abri de l'action du domaine, exercée par suite d'un nouveau décompte. Arr. du cons., 18 juillet 1821, Mac., II, 158.

Les sommes versées sur les prix de vente des domaines nationaux doivent être employées dans l'ordre des paiemens. Arr. du cons., 20 juin 1821, Mac., II, 111. — Les sommes que les acquéreurs restaient devoir en assignats, lorsqu'ils ont effectué leurs paiemens en mandats, doivent être réduites en numéraire, au cours du jour du versement, pour en faire l'imputation jusqu'à due concurrence. Arr. du cons., 29 janvier 1823, Mac., V, 37. — L'excédant des versements faits par anticipation sur le montant des trois premiers quarts qui devaient être acquittés en mandats, valeur nominale, doit être appliqué au dernier quart, avec la réduction, au cours du jour du dernier versement; et c'est d'après le dernier cours notifié au receveur des domaines que cette réduction doit avoir lieu. Arr. du cons., 18 juillet 1821, Mac., II, 158.

Des créances offertes en compensation, lorsqu'elles ne sont pas liquidées, ne peuvent être admises sur le résultat d'un décompte postérieur à la loi du 9 vendémiaire an 6. Arr. du cons., 12 novembre 1823, Mac., V, 760. — Une somme due par l'état aux représentans d'un acquéreur, pour jouissances, ne peut être compensée avec la créance du domaine, pour prix de vente. Arr. du cons., 16 novembre 1825, Mac., VII, 658. — Un acquéreur de biens nationaux n'est pas fondé à demander, postérieurement à la loi du 12 mars 1820, la compensation de dîmes dont il a été dépourvu, avec le prix de son acquisition. Arr. du cons., 20 février 1822, Mac., III, 160.

Tous les prix de vente de domaines nationaux produisent intérêts jusqu'au paiement ou à la dépossession de l'objet vendu : ce principe s'applique même au cas où l'objet vendu ne produit pas de fruits. Arr. du cons., 31 juillet 1822, Mac., IV, 150. — Lorsqu'une décision du ministre des finances a fait remise à un acquéreur des intérêts, à partir de la date de son dernier paiement, il n'y a pas lieu de statuer sur cet objet en conseil d'état. Arr. précité du cons., 20 juin 1821, Mac., II, 111.

L'acquéreur qui a consigné, dans les caisses de l'état, la somme dont un décompte l'a déclaré débiteur, n'est pas recevable à attaquer le décompte, à moins qu'il n'établisse qu'il y a dans le décompte erreur, omission ou double emploi. Arr. du cons., 15 décembre 1824, Mac., VI, 683.

(1) Voir la note précédente.

plus bref délai, par l'administration des domaines, à leurs décomptes définitifs. Ces décomptes seront terminés et signifiés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1822. — Ce délai expiré sans qu'il ait été signifié de décompte, tous lesdits acquéreurs seront entièrement libérés du prix de leur acquisition. — Ne sont pas compris dans la disposition du présent article les acquéreurs des biens vendus en exécution des lois des 15 et 16 floréal an 10 (5 et 6 mai 1802) dont le dernier terme de paiement n'est pas actuellement acquitté, lesquels ne pourront obtenir leur libération que par la quittance pour solde de ce terme (1).

4. Aucune poursuite n'aura lieu pour des décomptes dont le débet ne serait en capital que de vingt francs et au dessous; et, à l'égard des décomptes de sommes au dessus de vingt francs en capital, qui auront été notifiés en temps utile, l'administration des domaines ne pourra exercer de poursuites que jusqu'à l'expiration de l'année 1822. Au 1<sup>er</sup> janvier 1823, elle pourra seulement terminer l'exécution des arrêtés et décisions rendus et signifiés, et des jugemens et arrêts précédemment obtenus.

5. Il n'est rien innové dans le mode des poursuites; elles continueront d'avoir lieu par les voies légales en matière de domaines nationaux, dans le délai prescrit par l'article précédent, et, néanmoins, les sous-acquéreurs qui se seraient libérés en vertu de jugemens ne pourront être exposés à aucun recours (2).

6. Les acquéreurs de rentes nationales, en vertu de la loi du 21 nivose an 8, ayant quittance pour solde, auxquels l'administration des domaines n'aurait pas signifié de décompte ou demande en supplément de prix dans le délai fixé par l'article 3, c'est-à-dire avant le 1<sup>er</sup> janvier 1822, seront définitivement libérés (3).

TITRE II. — Libération des concessionnaires, engagistes et échangistes (4).

7. L'administration des domaines fera signifier aux propriétaires détenteurs de domaines provenant de l'état à titre d'engagement, concession ou

(1) L'action du domaine, en recouvrement des décomptes qui n'ont pas été signifiés dans les délais voulus par l'art. 3 de la loi du 12 mars 1820, est prescrite. Arr. du cons., 2 août 1826, *MAC.*, VIII, 479. — C'est à l'acquéreur primitif que le décompte a dû être signifié, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1822. Arr. précité du cons., 13 juillet 1825, *MAC.*, VII, 389. — La signification du décompte, pour être valable, doit être faite à la personne ou au domicile de l'acquéreur : une indication d'adresse, donnée par l'acquéreur, trois ans avant la signification d'un décompte, ne peut constituer une élection légale de domicile; à défaut de personne ou domicile, la signification doit être faite ainsi qu'il est ordonné par l'art. 3 de la loi du 24 floréal an 3. Arr. du cons., 22 juin 1825, *MAC.*, VII, 330.

(2) Le présent article ne s'applique qu'aux poursuites dirigées contre les sous-acquéreurs qui étaient en possession à l'époque de la promulgation de la loi. Arr. du cons., 26 août 1829, *MAC.*, XI, 344. — Lorsque la déchéance se trouve pleinement consommée par la reprise de possession, le bail des biens et la perception des fruits de la part de l'administration des domaines, les héritiers du sous-acquéreur ne sont pas fondés à demander l'application de l'art. 5 de la loi de 1820. Même arrêt.

Lorsque l'exploit d'une signification de décompte n'a pas été attaqué devant les tribunaux, seuls compétents pour juger de la validité de cet acte, le préfet doit tenir pour valable cette signification, et il est compétent pour juger l'opposition au décompte. Arr. du cons., 26 août 1824, *MAC.*, VI, 568.

L'appel des arrêtés des préfets, en matière de décompte et de déchéance, ne peut être porté que devant le ministre des finances. Arr. du cons., 22 juin 1825, *MAC.*, VII, 328.

(3) L'acquéreur de rentes foncières assises sur des dîmes dont il était propriétaire, et qui ont été supprimées depuis le rachat, ne peut se prétendre libéré du prix de son acquisition, s'il ne justifie ni que les reconnaissances de liquidation des dîmes inféodées dont il était propriétaire ont été reçues dans les caisses du domaine, en paiement de son adjudication, avant la promulgation de la loi du 17 juillet 1793, ni même qu'elles aient été admises à une liquidation définitive. Arr. du cons., 20 février 1822, *MAC.*, III, 160.

(4) Voyez la loi du 14 ventose an 7 (4 mars 1799); et les notes.



échange, auxquels seraient applicables les dispositions des lois des 14 ventose an 7 (4 mars 1799), 28 avril 1816 et 15 mai 1818, et qui n'y auraient pas satisfait, qu'ils aient à se conformer auxdites lois, relativement aux domaines engagés ou échangés dont ils seraient actuellement en possession.

8. A l'égard des domaines provenant d'engagemens ou d'échanges restant à remettre aux anciens propriétaires, en exécution des lois des 5 décembre 1814, 28 avril 1816 et 15 mai 1818, dont l'origine domaniale sera connue, l'administration des domaines fera ses réserves dans l'acte de remise, et elle imposera aux propriétaires l'obligation de se conformer aux dispositions de la loi du 14 ventose an 7 (4 mars 1799).

9. *A l'expiration de trente années à compter de la publication de la loi du 14 ventose an 7*, les domaines provenant de l'état, cédés à titre d'engagement ou d'échange antérieurement à la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790, autres que ceux pour lesquels auraient été faites, ou seraient faites jusqu'à l'expiration desdites trente années, les significations et réserves réglées aux articles ci-dessus 7 et 8, sont déclarés propriétés incommutables entre les mains des possesseurs actuels, sans distinction de ceux qui se seraient conformés ou non aux dispositions des lois des 14 ventose an 7 (4 mars 1799), 11 pluviöse an 12 (1<sup>er</sup> février 1804), 28 avril 1816, et 15 mai 1818.—En conséquence, les possesseurs actuels desdits biens, engagistes, échangistes ou concessionnaires, ou leurs représentans, seront quittes et libérés par l'effet seul de la présente loi, et sans qu'ils puissent être tenus de fournir aucune justification, sous prétexte que lesdits biens proviendraient d'engagemens, d'échanges ou de concessions, avant ou depuis le mois de février 1566, avec ou sans clause de retour.

---

N<sup>o</sup> 139. = 16—28 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du prix de vente des poudres. (VII, Bull. CCCLIII, n<sup>o</sup> 8410.)

---

N<sup>o</sup> 140. = 16—28 mars 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant organisation, sous le nom de corps de la gendarmerie d'élite, de la compagnie de gendarmerie des chasses et voyages du roi (1). (VII, Bull. CCCLIII, n<sup>o</sup> 8411.)

---

N<sup>o</sup> 141. = 19 mars—1<sup>er</sup> avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Grenoble, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCLVII, n<sup>o</sup> 8524.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Grenoble, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Grenoble (siège de la cour royale), seize ; — Isère : Grenoble, vingt ; Vienne, dix ; Saint-Marcellin, dix ; Bourgoin, dix. — Hautes-Alpes : Gap, huit ; Briançon, sept ; Embrun, six. — Drôme : Valence, quinze ; Die, huit ; Montélimart, huit ; Nyons, six.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

---

(1) Cette gendarmerie n'existe plus : elle a été comprise dans la suppression de la maison militaire du roi, prononcée par l'ordonnance du 11—24 août 1830.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

---

N° 142. = 19 mars—1<sup>er</sup> avril 1820. = **ORDONNANCE du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Grenoble.** (VII, Bull. CCCLVII, n° 8525.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Isère* : Grenoble, soixante-deux ; Vienne, quarante ; Saint-Marcellin, trente ; Bourgoin, vingt-cinq. — *Hautes-Alpes* : Gap, vingt ; Embrun, douze ; Briançon, douze. — *Drôme* : Valence, trente-neuf ; Montélimart, dix ; Nyons, douze ; Die, vingt.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

---

N° 143. = 19 mars—1<sup>er</sup> avril 1820. = **ORDONNANCE du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Nîmes, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour.** (VII, Bull. CCCLVII, n° 8526.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Nîmes, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Nîmes (siège de la cour royale), seize ; — *Gard* : Nîmes, quinze ; Alais, huit ; Le Vigan, sept ; Uzès, neuf. — *Vaucluse* : Carpentras, huit ; Avignon, huit ; Apt, six ; Orange, sept. — *Ardèche* : Privas, douze ; L'Argentière, dix ; Tournon, dix. — *Lozère* : Mende, dix ; Florac, sept ; Marvejols, dix.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

---

N° 144. = 19 mars—1<sup>er</sup> avril 1820. = **ORDONNANCE du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Nîmes.** (VII, Bull. CCCLVII, n° 8527.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Gard* : Nîmes, vingt-six ; Alais, dix-huit ; Le Vigan, vingt ; Uzès, dix-huit. — *Vaucluse* : Carpen-



tras, seize; Avignon, quatorze; Apt, douze; Orange, dix-huit. — *Ardèche* : Privas, vingt; L'Argentière, vingt; Tournon, vingt. — *Lozère* : Mende, dix-huit; Florac, dix-huit; Marvejols, vingt-deux.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 145. = 24 mars—28 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale d'Agen, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCLXIV, n° 8648.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale d'Agen, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Agen (siège de la cour royale), vingt; — *Lot-et-Garonne* : Agen, huit; Marmande, sept; Nérac, six; Villeneuve-d'Agen, sept. — *Gers* : Auch, dix; Condom, huit; Lectoure, six; Lombez, six; Mirande, huit. — *Lot* : Cahors, dix; Figeac, huit; Gourdon, six.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 146. = 24 mars—28 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale d'Agen. (VII, Bull. CCCLXIV, n° 8649.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Lot-et-Garonne* : Agen, trente-huit; Marmande, trente-trois; Nérac, seize; Villeneuve-d'Agen, vingt-quatre. — *Gers* : Auch, dix-huit; Condom, vingt-deux; Lectoure, seize; Lombez, douze; Mirande, trente. — *Lot* : Cahors, trente; Figeac, vingt-deux; Gourdon, vingt-trois.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés

seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 147. = 24 mars—28 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Nancy, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCLXIV, n° 8650.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Nancy, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Nancy (siège de la cour royale), douze ; — *Meurthe* : Nancy, douze ; — Toul, six ; Vic, cinq ; Sarrebourg, six ; Lunéville, six. — *Meuse* : Saint-Mihiel, dix ; Bar-le-Duc, neuf ; Montmédy, six ; Verdun, six. — *Vosges* : Neufchâteau, six ; Mirecourt, six ; Epinal, six ; Saint-Dié, huit ; Remiremont, cinq.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 148. = 24 mars—28 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Nancy. (VII, Bull. CCCLXIV, n° 8651.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Meurthe* : Nancy, trente-neuf ; Toul, seize ; Vic, seize ; Sarrebourg, quinze ; Lunéville, dix-huit. — *Meuse* : Bar-le-Duc, vingt-deux ; Saint-Mihiel, vingt ; Montmédy, seize ; Verdun, vingt. — *Vosges* : Neufchâteau, vingt ; Mirecourt, vingt ; Epinal, dix-huit ; Saint-Dié, vingt ; Remiremont, douze.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 149. = 24 mars—28 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale d'Orléans, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCLXIV, n° 8652.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale d'Orléans, et de



ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Orléans (siège de la cour royale), six ; — *Loiret* : Orléans, dix ; Pithiviers, cinq ; Montargis, six ; Gien, cinq. — *Loir-et-Cher* : Blois, sept ; Vendôme, six ; Romorantin, cinq. — *Indre-et-Loire* : Tours, dix ; Loches, six ; Chinon, huit.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 150. = 24 mars—28 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale d'Orléans. (VII, Bull. CCCLXIV, n° 8653.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Loiret* : Orléans, trente-six ; Pithiviers, quinze ; Montargis, dix-huit ; Gien, quatorze. — *Loir-et-Cher* : Blois, trente ; Vendôme, dix-neuf ; Romorantin, seize. — *Indre-et-Loire* : Tours, trente-six ; Loches, seize ; Chinon, vingt-huit.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 151. = 26—28 mars 1820. = **LOI** sur la liberté individuelle (1). (VII, Bull. CCCLIV, n° 8441.)

Art. 1<sup>er</sup>. Tout individu prévenu de complots ou de machinations contre la personne du roi, la sûreté de l'état et les personnes de la famille royale, pourra, sans qu'il y ait nécessité de le traduire devant les tribunaux, être arrêté et détenu en vertu d'un ordre délibéré dans le conseil des ministres, et signé de trois ministres au moins, et dont il lui sera laissée copie.

2. Tout prévenu arrêté en exécution du précédent article sera directement conduit dans la maison d'arrêt du tribunal de l'arrondissement de sa résidence, ou de l'arrondissement dans lequel il aura donné lieu à ladite prévention. — Le geôlier ou gardien de la maison d'arrêt remettra, dans les

(1) Cette loi, qui n'était que temporaire, a depuis long-temps cessé d'être exécutée.

Aujourd'hui, la liberté individuelle est garantie par l'art. 4 de la charte de 1830 qui veut que personne ne soit arrêté que dans les cas prévus par la loi, et suivant les formes qu'elle prescrit : ces formes sont déterminées par les art. 91 et suiv. du Cod. inst. crim. de 1808.

Voyez, dans les notes qui accompagnent l'art. 77 de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), le résumé de la législation concernant la liberté individuelle.

vingt-quatre heures, une copie de l'ordre d'arrestation au procureur du roi, qui, soit par lui-même, soit par l'un de ses substituts, entendra immédiatement le détenu, l'interrogera, tant sur les faits qui seront à sa connaissance que sur les documens transmis par le ministère, dressera procès-verbal des dires et des réponses du détenu, recevra de lui tous mémoires, réclamations et autres pièces, et enverra le tout, sans délai, par l'intermédiaire du procureur général, au ministre de la justice, pour en être fait rapport au conseil du roi, qui statuera.

3. Ce rapport, la décision du conseil, soit pour le renvoi du prévenu devant les juges compétens, soit pour sa mise en liberté, en lui donnant connaissance, par écrit, des causes de son arrestation, devront avoir lieu dans les trois mois, au plus tard, qui suivront l'envoi fait des pièces ci-dessus au ministre de la justice par le procureur général.

4. Si la présente n'est pas renouvelée dans la prochaine session des chambres, elle cessera de plein droit d'avoir son effet.

5. La présente loi ne déroge en rien aux dispositions du droit commun relatives à la forme des arrestations et au temps pendant lequel elles peuvent être faites.

---

N° 152. = 28 mars—13 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise, sous les conditions y exprimées, les fabriques des succursales à se faire remettre en possession des biens et rentes appartenant autrefois aux églises qu'elles administrent. (VII, Bull. CCCLXI, n° 8620.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu l'arrêté du 7 thermidor an 11 (26 juillet 1803), et les décrets des 30 mai et 31 juillet 1806, concernant les biens et rentes des fabriques des églises; — Vu le décret du 30 septembre 1807, qui détermine les cas où les communes pourront faire ériger leurs églises en chapelles; — Vu notre ordonnance royale du 25 août 1819, qui augmente le nombre des succursales; — D'après les observations qui nous ont été soumises par plusieurs évêques de notre royaume; — Voulant concilier, autant que possible, l'intérêt que nous inspirent les efforts et les sacrifices des communes réunies pour obtenir l'exercice de la religion, et celui que méritent les églises reconnues comme paroisses par la circonscription ecclésiastique, ainsi que les droits concédés à ces églises par l'arrêté du 7 thermidor an 11 (26 juillet 1803), et les décrets des 30 mai et 31 juillet 1806; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les fabriques des succursales érigées depuis la circonscription générale des paroisses du royaume approuvée le 28 août 1808, ou qui le seraient à l'avenir, sont autorisées à se faire remettre en possession des biens ou rentes appartenant autrefois aux églises qu'elles administrent ou à celles qui y sont réunies, dont, au moment de la publication de la présente ordonnance, le transfert ou l'aliénation n'aurait pas été définitivement et régulièrement consommé en exécution de l'article 2 de l'arrêté du 7 thermidor an 11 et des décrets des 30 mai et 31 juillet 1806 (1).

---

(1) Lorsque la paroisse à laquelle des rentes en litige étaient dues a été supprimée, et divisée entre les paroisses litigantes, l'abandon desdites rentes, fait par l'autorité administrative à l'une d'elles, ne constitue qu'une simple affectation qui n'a rien de définitif ni d'irrévocable : dès lors, cet abandon ne s'oppose pas à ce qu'il soit fait une nouvelle répartition proportionnelle aux charges desdites fabriques, et dans les formes prescrites par l'ordonnance réglementaire du 28 mars 1820. Arr. du cons., 26 décembre 1827, Mac., IX, 619.

Voyez encore l'arrêté du 7 thermidor an 11 (26 juillet 1803), qui ordonne la restitution aux fabriques de leurs biens non aliénés, et les notes.



2. La même faculté est accordée, sous les mêmes conditions, aux fabriques des chapelles établies conformément aux dispositions du titre II du décret du 30 septembre 1807, mais seulement quant à l'usufruit des biens ou rentes appartenant autrefois soit à l'église érigée légalement en chapelle, soit à celles qui se trouveraient comprises dans la circonscription, et à la charge, par la fabrique usufruitière, de donner immédiatement avis à la fabrique de la cure ou succursale des biens ou rentes dont elle se serait mise ou poursuivrait l'entrée en jouissance, pour, par cette dernière, être prises les mesures nécessaires afin de se faire envoyer régulièrement en possession de la nue propriété (1).

3. Les évêques pourront nous proposer de distraire des biens et rentes possédés par une fabrique paroissiale, pour être rendus à leur destination originaire, soit en toute propriété, soit seulement en simple usufruit, suivant les distinctions établies ci-dessus, ceux ou partie de ceux provenant de l'église érigée postérieurement en succursale ou chapelle, lorsqu'il sera reconnu que cette distraction laissera à la fabrique possesseur actuel les ressources suffisantes pour l'acquittement de ses dépenses. — La délibération de cette dernière fabrique, une copie de son budget, la délibération du conseil municipal, et les avis du sous-préfet et du préfet, devront accompagner la proposition de l'évêque.

---

N° 153. = 30 mars—13 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la formation, dans le département du Calvados, d'une seconde école ecclésiastique, qui sera établie à Villiers-le-Sec. (VII, Bull. CCCLXI, n° 8621.)

---

N° 154. = 30 mars—1<sup>er</sup> mai 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de l'établissement à Rouen d'une caisse d'épargne et de prévoyance pour le département de la Seine-Inférieure (2). (VII, Bull. CCCLXV, n° 8664.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — 1<sup>o</sup> Vu l'acte passé par-devant *Lequesne* et son confrère, notaires royaux à Rouen, le 18 janvier 1820, concernant l'établissement à Rouen d'une caisse d'épargne et de prévoyance, ledit acte énonçant en vingt articles les statuts de l'organisation et de l'administration dudit établissement; — 2<sup>o</sup> Deux actes annexés, savoir : les pleins-pouvoirs donnés aux délégués dont les noms sont mentionnés ci-dessus, et les articles convenus entre les fondateurs de l'association et qui se retrouvent littéralement répétés dans les dispositions des statuts qui ont été soumis à notre approbation; — 3<sup>o</sup> Les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; — 4<sup>o</sup> L'avis de notre préfet de la Seine-Inférieure, en date du 31 janvier 1820; — Considérant que des établissements aussi recommandables par leur utilité ne sauraient être trop encouragés; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'établissement, à Rouen, d'une caisse d'épargne et de prévoyance pour le département de la Seine-Inférieure, et la société anonyme formée pour la dotation et l'administration de cette caisse, sont et demeurent autorisés, conformément aux statuts dressés et déposés, les 15 et 18 janvier 1820, chez *Lequesne* et son confrère, notaires royaux à Rouen, lesquels statuts seront annexés à la présente ordonnance, publiés et affichés avec elle.

---

(1) Voyez la note qui précède.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'ordonnance du 29 juillet—3 septembre 1818, portant établissement de la caisse d'épargne de Paris, le résumé de la législation de la matière.

2. Notre présente autorisation s'étendra à la durée de trente années, à la charge de la fidèle exécution des statuts, nous réservant de la révoquer en cas de violation; le tout sauf les droits des tiers et sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront être prononcés par les tribunaux contre les auteurs des contraventions.

3. L'administration de la société sera tenue de présenter, tous les ans, le compte rendu de sa situation: des copies en seront remises au préfet de la Seine-Inférieure, à la municipalité et au tribunal de commerce.

(*Suivent les statuts de la caisse d'épargnes et de prévoyance.*)

N° 155. = 31—31 mars 1820. = *LOI sur la publication des journaux et écrits périodiques* (1). (VII, Bull. CCCLVI, n° 8494.)

Art. 1<sup>er</sup>. La libre publication des journaux et écrits périodiques consacrés en tout ou en partie aux nouvelles et aux matières politiques, paraissant soit à jour fixe, soit irrégulièrement et par livraisons, est suspendue temporairement jusqu'au terme ci-après fixé.

2. Aucun desdits journaux et écrits périodiques ne pourra être publié qu'avec l'autorisation du roi. — Toutefois, les journaux et écrits périodiques actuellement existans continueront de paraître, en se conformant aux dispositions de la présente loi.

3. L'autorisation exigée par l'article précédent ne pourra être accordée qu'à ceux qui justifieront s'être conformés aux conditions prescrites à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 9 juin 1819.

4. Avant la publication de toute feuille ou livraison, le manuscrit devra être soumis, par le propriétaire ou l'éditeur responsable, à un examen préalable.

5. Tout propriétaire ou éditeur responsable qui aurait fait imprimer et distribuer une feuille ou une livraison d'un journal ou écrit périodique sans l'avoir communiquée au censeur avant l'impression, ou qui aurait inséré dans une desdites feuilles ou livraisons un article non communiqué ou non approuvé, sera puni correctionnellement d'un emprisonnement d'un mois à six mois, et d'une amende de deux cents francs à douze cents francs, sans préjudice des poursuites auxquelles pourrait donner lieu le contenu de ces feuilles, livraisons et articles (2).

6. Lorsqu'un propriétaire ou éditeur responsable sera poursuivi en vertu de l'article précédent, le gouvernement pourra prononcer la suspension du journal ou écrit périodique jusqu'au jugement.

7. Sur le vu du jugement de condamnation, le gouvernement pourra prolonger, pour un terme qui n'excédera pas six mois, la suspension dudit journal ou écrit périodique. En cas de récidive, il pourra en prononcer définitivement la suppression.

8. Nul dessin imprimé, gravé ou lithographié ne pourra être publié, exposé, distribué ou mis en vente, sans l'autorisation préalable du gouverne-

(1) Cette loi, qui a établi la censure, n'a eu d'effet que jusqu'à la fin de la session de 1820. — Aujourd'hui, la liberté de la presse est garantie par l'art. 7 de la charte de 1830, qui porte que la censure ne pourra jamais être rétablie.

Voyez, dans les notes qui accompagnent l'art. 353 de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), le résumé de la législation sur la presse.

Voyez spécialement l'ordonnance du 1<sup>er</sup>—1<sup>er</sup> avril 1820, rendue pour l'exécution de la présente loi.

(2) La cour de cassation a jugé, le 5 janvier 1821, que l'art. 463 du Cod. pén., qui autorise la modération des peines, n'était pas applicable au délit prévu par le présent article. *SIR.*, XXI, 1, 187; Bull. crim., XXVI, 8.



ment. — Ceux qui contreviendraient à cette disposition seront punis des peines portées en l'article 5 de la présente loi (1).

9. Les dispositions des lois du 17 mai, du 26 mai et du 9 juin 1819, auxquelles il n'est point dérogé par les articles ci-dessus, continueront à être exécutées.

10. La présente loi cessera de plein droit d'avoir son effet à la fin de la session de 1820.

---

N° 156. = 31 mars—8 mai 1820. = *ORDONNANCE du roi sur le nouveau mode d'inspection générale des troupes, et l'établissement de comités spéciaux et consultatifs pour chacune des diverses armes* (2). (VII, Bull. CCCLXVII, n° 8685.)

Louis, . . . — Voulant régler par un mode uniforme l'inspection générale de nos troupes de toutes armes et l'inspection du matériel de l'artillerie et du génie; —Ayant reconnu qu'après quatre années d'organisation, l'inspection préparatoire de l'infanterie et de la cavalerie serait à l'avenir sans avantage, et par conséquent une charge inutile à l'état; —Considérant cependant qu'il importe au bien de notre service de faire concourir les maréchaux-de-camp à l'inspection générale; — Voulant aussi que des comités spéciaux et consultatifs pour chacune des armes qui composent notre armée, établis et organisés d'une manière uniforme, puissent être utilement consultés sur les objets qui seront renvoyés à leur examen et à leur discussion; — Nous étant d'ailleurs assuré que les dépenses résultant de ce nouveau mode de service présentent une économie sur celles qui ont eu lieu jusqu'à ce jour; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'inspection générale de nos troupes d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie, du génie et de gendarmerie, sera, à l'avenir, confiée à des officiers-généraux du grade de lieutenant-général et de maréchal-de-camp, dont le nombre pour chaque arme sera déterminé, chaque année, d'après les besoins du service, et dont la nomination annuelle sera soumise à notre approbation par notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre.

2. Le nombre des inspecteurs-généraux de nos troupes de toutes armes ne pourra excéder, pour la présente année, ceux ci-après indiqués pour chacune de ces armes: — Vingt-quatre pour l'infanterie (douze lieutenans-généraux et douze maréchaux-de-camp); — Seize pour la cavalerie (huit lieutenans-généraux et huit maréchaux-de-camp); — Quatre pour l'artillerie (quatre lieutenans-généraux); — Deux pour le génie (deux lieutenans-généraux); — Six pour la gendarmerie (deux lieutenans-généraux et quatre maréchaux-de-camp) (3).

3. Les lieutenans-généraux et maréchaux-de-camp, qui nous seront proposés pour l'inspection de nos corps royaux de l'artillerie, du génie et de la gendarmerie, seront choisis parmi ceux qui sont affectés au service de ces armes. Pour l'inspection de l'infanterie et de la cavalerie, ils seront choisis parmi tous les officiers-généraux du cadre qui, par la nature de leurs services antérieurs, auront les connaissances spéciales à ces armes.

---

(1) Voyez la loi du 25—25 mars 1822, art. 12, qui a reproduit cette prohibition, en changeant la pénalité. Voyez aussi l'ordonnance du 1<sup>er</sup>—7 mai 1822, rendue pour l'exécution de cet art. 12.

(2) Voyez, sur l'inspection des troupes, l'ordonnance du 3—15 juillet 1822.

(3) Voyez l'ordonnance du 3—18 avril 1822, qui révoque cet article.

4. L'inspection générale des troupes d'infanterie et de cavalerie de notre garde royale continuera d'être confiée, conformément aux dispositions de l'article 4 de notre ordonnance du 1<sup>er</sup> septembre 1815, aux lieutenans-généraux commandant les quatre divisions de ces deux armes, et celle des troupes de l'artillerie restera également confiée au maréchal-de-camp qui les commande, et qui, aux termes de notre ordonnance précitée, remplit près d'elles les fonctions d'inspecteur-général.

5. Les inspecteurs-généraux de toutes armes adresseront directement leur travail d'inspection à notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, et devront avoir terminé leur tournée au 15 octobre de chaque année.

6. L'inspection de notre corps royal de la gendarmerie pourra être faite partiellement chaque année, de manière néanmoins que chaque légion puisse être inspectée une fois tous les deux ans.

7. L'inspection du matériel de l'arme de l'artillerie, comprenant celle des arsenaux, fonderies, forges, manufactures d'armes, poudreries, raffineries, ainsi que celle de l'artillerie des places et des équipages de campagne, des armes, poudres, attirails et munitions de guerre, tant sous le rapport des travaux, que sous celui du régime de l'administration et de l'entretien de ces établissemens, ainsi que de la conservation du matériel qu'ils renferment, sera confiée, chaque année, ou tous les deux ans, d'après les besoins du service, à huit inspecteurs-généraux dont six lieutenans-généraux, y compris les officiers-généraux de ce grade qui seront chargés de l'inspection des troupes, et deux maréchaux-de-camp.

8. L'inspection du matériel de l'arme du génie, comprenant celle des places fortes et postes fortifiés de notre royaume, des établissemens militaires que renferment ces places, ainsi que les villes de casernement, tant sous le rapport des travaux exécutés et de ceux à effectuer, que sous celui du régime de l'administration et de l'entretien des fortifications et des établissemens militaires, sera confiée, chaque année, ou tous les deux ans, suivant les besoins du service, à six inspecteurs-généraux, dont trois lieutenans-généraux, y compris les officiers-généraux de ce grade qui seront chargés de l'inspection des troupes de cette arme, et trois maréchaux-de-camp.

9. La nomination de ces officiers-généraux aux fonctions d'inspecteurs-généraux du matériel de l'artillerie et du génie sera soumise à notre approbation par notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre.

10. Il sera établi, à dater de la présente année, des comités spéciaux et consultatifs pour chacune des armes de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie, du génie et de la gendarmerie. — Ces comités s'occuperont de l'examen et de la discussion des projets, propositions, affaires générales ou particulières, dont le renvoi à ces comités aura été ordonné par notre ministre secrétaire d'état de la guerre : ils émettront sur chacune d'elles un avis motivé, qu'ils adresseront directement au ministre.

11. Les comités des armes de l'artillerie et du génie seront permanens. Ceux des armes de l'infanterie, de la cavalerie et de la gendarmerie seront réunis, aussitôt que l'inspection générale de ces armes sera terminée, et leur session ne pourra dépasser le terme du 1<sup>er</sup> avril de l'année suivante.

12. Chacun de ces comités spéciaux et consultatifs sera composé de trois lieutenans-généraux et de deux maréchaux-de-camp. — Les officiers-généraux qui composeront les comités de l'infanterie et de la cavalerie seront choisis parmi ceux qui auront fait l'inspection des troupes pendant l'année. — Les officiers-généraux qui composeront les comités de l'artillerie, du génie



et de la gendarmerie seront choisis parmi ceux qui sont spécialement affectés au service de ces armes. — Le choix de ces officiers-généraux sera soumis à notre approbation, le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année, par notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre.

13. Ces comités remplaceront, pour les armes de l'artillerie et du génie, le comité central de l'artillerie et celui des fortifications, qui ont été établis par nos ordonnances des 22 septembre 1815 et 17 décembre 1817. Les réglemens en date du 3 novembre 1815 et du 16 mars 1816, qui en avaient fixé les attributions, se trouvent abrogés par la présente ordonnance.

14. Les officiers-généraux qui auront été chargés de l'inspection du matériel des armes du génie et de l'artillerie, et qui ne feraient pas partie de ces comités, y seront appelés lors de la discussion des projets relatifs aux places et établissemens de leur arrondissement, et ils y auront voix délibérative. — Pendant la durée des inspections générales auxquelles pourront être employés quelques uns des officiers-généraux qui composeront les comités permanens de l'artillerie et du génie, le nombre des membres de ces comités sera maintenu à cinq, en y appelant des officiers-généraux ou colonels, qui conserveront, néanmoins, les emplois titulaires dont ils sont pourvus, et qu'ils reprendront au retour des inspecteurs-généraux.

15. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de faire tous les réglemens qui lui paraîtront nécessaires pour établir l'ordre du travail et des délibérations de chacun de ces comités.

16. Les inspecteurs-généraux d'armes et les membres des comités jouiront du traitement d'activité et des allocations attribuées à leurs grades respectifs, les premiers depuis le 1<sup>er</sup> juillet jusqu'au 31 décembre de chaque année, et les seconds pendant la durée de la session des comités.

---

N<sup>o</sup> 157. = 31 mars—8 mai 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui règle le nombre et la répartition des *maréchaux-de-camp* employés dans les divisions militaires (1). (VII, Bull. CCCLXVII, n<sup>o</sup> 8686.)

Louis, . . . — Considérant que l'article 13 de la loi du 10 mars 1818, sur le recrutement de l'armée, désigne un officier-général ou supérieur pour faire partie des conseils de révision chargés de prononcer définitivement sur la formation de la liste du contingent de chaque département;—Que, la nature de ces travaux exigeant la présence presque continuelle de ses membres au chef-lieu de département, on ne pourrait continuer à détacher de chaque légion l'un de ses chefs, sans nuire à la discipline et à la bonne administration des corps d'infanterie;—Que la présence d'un officier-général ou celle d'un officier supérieur étranger aux corps actifs de la ligne dans chaque conseil de révision assurera davantage, dans l'intérêt de la population et dans celui de l'armée, l'uniformité de sa jurisprudence, en même temps qu'elle donnera plus de garantie de l'impartialité de ses opérations;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des *maréchaux-de-camp* employés dans les divisions militaires est fixé à soixante-dix, qui seront répartis, conformément au tableau annexé à la présente ordonnance, dans chacune des subdivisions qui seront composées d'un ou plusieurs départemens, suivant l'état des garnisons habituelles de nos troupes et le nombre des départemens qui composent chaque division militaire.

---

(1) Voyez l'ordonnance du 6—18 novembre 1817, portant organisation des divisions militaires, et les notes qui résument les réglemens relatifs à cet objet.

2. Ces officiers-généraux résideront au chef-lieu des subdivisions, dont la première sera toujours confiée au maréchal-de-camp le plus ancien de grade, afin de pouvoir suppléer au besoin le lieutenant-général dans le commandement de la division militaire. Cette dernière disposition n'est pas applicable à la première division militaire.

3. Les maréchaux-de-camp employés dans les divisions militaires seront membres des conseils de révision pour le recrutement de l'armée institués par l'article 13 de la loi du 10 mars 1818, dans le département où leur résidence sera établie. L'article 15 de notre ordonnance du 8 avril 1818, qui confiait ces fonctions aux colonels ou lieutenans-colonels des légions, est, en conséquence, rapporté.

4. Ils seront, en outre, chargés, sous les ordres des lieutenans-généraux commandant les divisions militaires, du commandement des troupes stationnées dans la subdivision où ils seront employés, ainsi que des opérations relatives au choix des jeunes soldats pour les armes spéciales.

5. Dans les subdivisions composées de plusieurs départemens, les fonctions de membre des conseils de révision, dans les départemens autres que celui du chef-lieu de la subdivision, seront remplies par des colonels en non-activité, qui recevront une indemnité pendant la durée des conseils de révision.

6. Les dispositions de notre ordonnance du 6 novembre 1817, qui n'établissait que deux subdivisions par division militaire, quel que fût le nombre des départemens dont elle était composée, sont rapportées.

(*Suit le tableau de répartition.*)

N° 158. = 31 mars — 8 mai 1820. = **ORDONNANCE du roi qui fixe le nombre des officiers-généraux qui seront employés à l'inspection de la gendarmerie royale.** (VII, Bull. CCCLXVII, n° 8687.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des officiers-généraux qui seront à l'avenir employés spécialement à l'inspection de notre gendarmerie royale, est fixé à neuf, savoir : trois lieutenans-généraux et six maréchaux-de-camp. — Ils seront désignés par nous, sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

2. Lorsqu'il y aura lieu d'inspecter les troupes de notre gendarmerie royale, ou de réunir le comité consultatif créé par notre ordonnance de ce jour, notre ministre secrétaire d'état de la guerre nous présentera l'état des lieutenans-généraux et maréchaux-de-camp auxquels il y aura lieu de donner des lettres de service à cet effet.

N° 159. = 31 mars — 8 mai 1820. = **ORDONNANCE du roi qui supprime les emplois de maréchaux-de-camp commandant les écoles d'artillerie et du génie de La Fère, d'Auxonne, de Valence, de Rennes, d'Arras et de Montpellier, et indique la manière dont se fera à l'avenir le service de ces écoles** (1). (VII, Bull. CCCLXVII, n° 8688.)

N° 160. = 1<sup>er</sup> — 1<sup>er</sup> avril 1820. = **ORDONNANCE du roi concernant l'exécution de la loi du 31 — 31 mars 1820, relative à la publication des journaux et écrits périodiques** (2). (VII, Bull. CCCLVIII, n° 8538.)

TITRE 1<sup>er</sup>. — De l'autorisation des journaux et écrits périodiques.

Art. 1<sup>er</sup>. Dans les cinq jours qui suivront la publication de la présente or-

(1) Rapportée par l'ordonnance du 1<sup>er</sup> — 13 mai 1822.

(2) Cette ordonnance, rendue pour l'exécution de la loi du 31 — 31 mars 1820, portant éta-



donnance, les propriétaires ou éditeurs responsables des journaux et écrits périodiques actuellement existans seront tenus de déclarer, à Paris, devant le préfet de police, et dans les départemens, devant les préfets, qu'ils entendent se conformer aux dispositions de la loi du 31 mars 1820, et profiter, en conséquence, de l'autorisation qui leur est accordée par l'article 2 de ladite loi.

2. A l'avenir, toute personne qui voudra publier un nouveau journal sera tenue, pour obtenir notre autorisation, de présenter sa demande à notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur. Si la demande est admise, notre autorisation sera accordée au requérant sur la preuve qu'il a satisfait aux conditions prescrites en l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 9 juin 1819.

3. Le brevet d'autorisation délivré par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur sera enregistré, sans frais, au tribunal civil du lieu où le journal ou écrit périodique sera publié.

#### TITRE II. — De la censure.

4. Il y aura à Paris, auprès de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, une commission chargée de l'examen préalable de tous les journaux et écrits périodiques.

5. Cette commission sera composée de douze censeurs : ils seront nommés par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

6. Tout article de journal ou écrit périodique devra, avant d'être imprimé, avoir été revêtu du *visa* de la commission, qui en autorisera la publication conformément à l'article 5 de la loi du 31 mars 1820.

7. La commission ne pourra prononcer, s'il n'y a au moins cinq inembres présens.

8. Dans chaque chef-lieu de département, il y aura auprès du préfet, une commission de trois censeurs, chargée de l'examen préalable des journaux et écrits périodiques qui seront publiés dans le département.

9. Un conseil de neuf magistrats, nommés par nous sur la présentation de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, sera chargé de la surveillance de la censure.

10. La commission de censure de Paris rendra, une fois par semaine, un compte raisonné de ses décisions au conseil de surveillance. Les commissions des départemens lui rendront compte de leurs opérations au moins une fois par mois.

11. Quand il y aura lieu, en exécution de l'article 6 de la loi du 31 mars 1820, à la suspension provisoire d'un journal ou écrit périodique, elle sera prononcée par le conseil de surveillance, sous l'approbation de notre ministre secrétaire d'état au département de la justice. Il en sera de même, quand il y aura lieu, en exécution de l'article 7 de ladite loi, de prononcer la suspension ou la suppression d'un journal ou écrit périodique après jugement.

#### TITRE III. — Des dessins, estampes et gravures.

12. L'autorisation préalable exigée par l'article 8 de la loi du 31 mars 1820, pour la publication, exposition, distribution ou mise en vente de tout dessin ou estampe gravé ou lithographié, qui, à l'avenir, sera déposé conformément à l'article 8 de notre ordonnance du 24 octobre 1814, sera accordée,

---

blissement de la censure des journaux et écrits périodiques, a cessé, comme cette loi, d'avoir effet à la fin de la session de 1820.

Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 31—31 mars 1820.

s'il y a lieu, en même temps que le récépissé mentionné en l'article 9 de la dite ordonnance. Toute autorisation accordée sera insérée au journal de la librairie.

N° 161. = 1<sup>er</sup>—2 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant nomination des membres du conseil chargé de la surveillance de la censure des journaux et écrits périodiques. (VII, Bull. CCCLIX, n° 8557.)

N° 162. = 1<sup>er</sup>—2 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant nomination des membres de la commission de censure instituée à Paris. (VII, Bull. CCCLIX, n° 8558.)

N° 163. = 3—26 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui déclare applicables aux écoles de filles les dispositions de l'ordonnance du 29 février—19 mars 1816, et confie aux préfets la surveillance de ces écoles (1). (VII, Bull. CCCLXIII, n° 8641.)

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions de notre ordonnance du 29 février 1816 sont applicables aux écoles de filles comme aux écoles de garçons.

2. Toutefois, la surveillance qui est attribuée à la commission de l'instruction publique sur ces dernières écoles est confiée, pour les écoles de filles, aux préfets des départements.

3. Les institutrices d'écoles de filles appartenant à une congrégation légalement reconnue, et dont les statuts, et spécialement ceux qui sont relatifs à l'instruction des novices, auront été approuvés par nous, seront assimilées aux frères des écoles chrétiennes, en ce point que leurs brevets de capacité seront expédiés sur la présentation de leurs lettres d'obédience, et que ces brevets seront déposés dans les mains des supérieures de la congrégation, lesquelles pourront annuler ceux des institutrices qu'elles se verraient obligées d'exclure.

N° 164. = 5—13 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant création d'une compagnie de canonnières sédentaires, affectée au service de l'artillerie en Corse. (VII, Bull. CCCLXI, n° 8623.)

N° 165. = 5—13 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi contenant des dispositions relatives au recrutement de la gendarmerie royale (2). (VII, Bull. CCCLXI, n° 8624.)

Art. 1<sup>er</sup>. A défaut d'hommes justifiant d'un rengagement dans un corps de ligne, ou d'un congé absolu en bonne forme, les militaires en activité, âgés de vingt-cinq ans révolus, ayant quatre années de service, pourront concourir pour les emplois de gendarme, s'ils réunissent les autres conditions déterminées par notre ordonnance du 2 août 1818, et sont d'ailleurs reconnus, par leurs chefs ou par les inspecteurs généraux d'armes, susceptibles de servir dans notre gendarmerie.

2. Les militaires pourvus d'emplois de gendarme, en exécution de l'arti-

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 12—12 décembre 1792, le résumé de la législation concernant l'organisation des écoles primaires; et, sur les écoles de filles, l'ordonnance du 31 octobre—1<sup>er</sup> décembre 1821.

Voyez surtout celle du 23 juin—1<sup>er</sup> août 1836.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 16 janvier (22, 23, 24 décembre 1790 et)—16 février 1791, le résumé des réglemens qui concernent l'organisation et le service de la gendarmerie; et spécialement la loi du 28 germinal an 6 (17 avril 1798), et l'ordonnance du 29 octobre—29 novembre 1820, et les notes.



de précédent, seront tenus de compléter le temps de service prescrit par la loi du 10 mars 1818; et toutes les dispositions des lois et ordonnances auxquelles ils auraient été assujétis dans le corps de la ligne continueront à leur être applicables.

N° 166. = 5—13 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe une première mise d'habillement aux militaires qui passent dans la gendarmerie royale. (VII, Bull. CCCLXI, n° 8625.)

Art. 1<sup>er</sup>. Les sous-officiers et soldats des corps de l'armée qui, après avoir reçu des congés absolus, obtiendraient de passer immédiatement dans le corps de la gendarmerie royale, auront droit à une première mise d'habillement. — Les mêmes dispositions continueront d'être applicables aux militaires qui, pour les cas de recrutement extraordinaire, seraient appelés des différens corps de l'armée dans les cadres de la gendarmerie.

2. L'indemnité de première mise d'habillement est fixée définitivement, à partir de janvier 1821, en faveur de ces militaires, à cent cinquante francs pour l'arme à pied, et à trois cents francs pour l'arme à cheval.

N° 167. = 5—26 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant nomination de quatre membres de la commission de censure instituée à Paris. (VII, Bull. CCCLXIII, n° 8642.)

N° 168. = 5 avril 1820. = **INSTRUCTION** du ministre de la justice aux procureurs généraux, au sujet des magistrats honoraires (1). (Publiée par Isambert.)

La nature et l'étendue des prérogatives des magistrats qui ont cessé d'être en activité, et auxquels le roi a accordé le titre d'honoraires, ont donné lieu à des interprétations différentes. Il est trop essentiel, dans une matière aussi grave, de s'attacher aux règles et de les entendre sagement, pour que je me dispense de vous donner des instructions propres à fixer l'incertitude et dissiper les doutes, à faire exécuter d'une manière uniforme les dispositions des réglemens. — Toute notre législation dans cette partie se trouve écrite dans l'article 3 du décret du 2 octobre 1807 et dans l'article 77 du décret du 6 juillet 1810. — Il y a deux classes de magistrats honoraires: les uns conservent leur titre et leur rang, mais ils n'exercent aucune fonction; les autres ont droit d'assister, avec voix délibérative, aux assemblées des chambres et aux audiences solennelles. — Pour bien les distinguer, il faut faire attention d'abord qu'il ne peut exister, pour les tribunaux inférieurs, que des magistrats honoraires qui n'exercent aucune fonction: l'article 77 du décret du 6 juillet 1810 ne s'applique qu'aux magistrats des cours royales; ce n'est qu'à eux qu'il accorde le privilège de pouvoir, quoiqu'admis à la retraite, concourir à certaines délibérations; en quittant le siège dont ils ont fait partie, jamais les membres des tribunaux de première instance ne peuvent prétendre à une pareille prérogative. — Remarquez que cette distinction ne présente rien qui puisse affaiblir la juste considération qui est due aux membres des tribunaux inférieurs qui remplissent bien leurs fonctions. Le but de l'article 77 du décret du 6 juillet a été de ne pas priver les cours de magistrats distingués, qui, parce qu'ils fléchissent sous le poids d'un travail de tous les jours, n'ont pas perdu pour cela leurs lumières et leur expérience: or, on

(1) Voyez, sur l'admission des magistrats à la retraite, la loi du 16—18 juin 1824, et les notes.

n'a pu supposer que les vertus et les talens d'un magistrat attaché à un tribunal inférieur y resteraient oubliés pendant trente ans ; on a dû croire , et l'expérience le démontre chaque jour , qu'un tel magistrat serait placé dans une cour souveraine. — S'il n'y a que deux classes de magistrats honoraires , dont les uns ont voix délibérative dans certains cas , et les autres ne peuvent jamais l'avoir , il faut dire que tous ceux qui n'appartiennent pas à la première classe font nécessairement partie de la seconde : il suffit donc de faire voir quels magistrats honoraires peuvent prétendre au privilège établi par le décret de juillet 1810 , pour indiquer ceux qui n'y ont pas droit. — L'article 77 exige d'abord que le magistrat qui se retire ait trente années de service. — Il veut ensuite que la retraite du magistrat soit volontaire : *pourront se retirer* , dit l'article. — Il résulte de là que les membres des cours qui n'ont point été compris dans les nouvelles institutions que le roi a données ne peuvent prétendre aux prérogatives énoncées dans l'article 77 précité , quand même le titre d'honoraires leur aurait été accordé , soit par l'ordonnance portant institution des magistrats de la cour à laquelle ils appartenaient , soit par une ordonnance particulière , quand même ils auraient réellement trente années de service. Leurs droits sont réglés par l'article 5 du décret du 2 octobre 1807 , qui est relatif aux magistrats qui , forcés à se retirer pour une cause quelconque , n'ont cependant pas démérité , et auxquels la justice veut qu'on laisse la possession de leur état. Le titre d'honoraires que le roi a accordé aux membres des cours qu'il n'a point maintenus dans leurs fonctions , n'a eu d'autre objet que d'adoucir ce que leur retraite forcée pouvait avoir eu de pénible pour eux. Il n'est donc pas possible de l'assimiler pour ses effets au titre d'honoraires dont parle l'article 77 du décret du 6 juillet ; ce dernier est une récompense ; il est une conséquence , il fait partie du système établi par ce décret pour entretenir une louable et salubre émulation parmi les magistrats. — Il n'y a donc que les membres des cours qui peuvent , en sollicitant et obtenant leur retraite après trente années de service , réclamer les droits énoncés dans l'article 77 du décret du 6 juillet. Mais l'exercice de ces droits est lui-même soumis à une condition. Le magistrat qui veut en jouir doit obtenir des lettres du roi qui l'y autorisent : *lorsque nous leur aurons fait expédier nos lettres pour ce nécessaires* , porte l'article précité. Or , il ne faut pas confondre avec ces lettres une ordonnance qui confère le titre d'honoraire , quand même elle ajouterait : *pour en jouir avec les droits et prérogatives qui y sont attachés* ; il est facile de s'en convaincre. — Les droits dont parle l'article 77 ne sont pas inévitablement acquis au magistrat qui se retire volontairement après trente années de service. Le roi peut ne les point accorder. Ces droits d'ailleurs diffèrent de ceux dont parle l'article 3 du décret du 2 octobre 1807 ; pour obtenir ces derniers , il suffit de n'avoir point démérité , et c'est tout ce que reconnaît une ordonnance qui accorde le titre d'honoraire. Il n'en est pas de même des prérogatives énoncées dans l'article 77 ; le droit qu'elles donnent de prendre part à certaines délibérations est soumis à deux conditions dont l'accomplissement doit être prouvé : il ne faut pas que les parties qui attaquent ou défendent un arrêt auquel a concouru un magistrat honoraire aient à rechercher si sa retraite fut volontaire , s'il avait réellement trente années de service ; il ne faut pas que de tels faits puissent devenir litigieux ; il faut , au contraire , que la preuve en repose dans l'acte même qui confère au magistrat le droit de juger. Il faut donc des lettres qui disent la nature et la durée des services des magistrats honoraires : aussi l'article 77 du décret du 6 juillet 1810 porte-t-il : *lorsque nous leur aurons fait expédier nos lettres pour ce nécessaires*. — Il résulte de tout ce que je viens de vous dire , 1<sup>o</sup> que les membres hono-



raires des tribunaux inférieurs ne peuvent avoir d'autres prérogatives que celles dont parle l'article 3 du décret du 2 octobre 1807 ; — 2° Que le titre de président ou de conseiller honoraire d'une cour de justice, conféré par une ordonnance royale à un magistrat qui ne s'est point retiré volontairement, et qui a moins de trente ans d'exercice, n'a d'autre objet, en l'assimilant aux officiers de magistrature dont il est parlé en l'article 3 du décret du 2 octobre 1807, que d'adoucir ce que sa retraite forcée peut avoir eu de pénible pour lui ; — 3° Que ce titre, conféré par une ordonnance royale à un magistrat qui se retire volontairement, même après trente ans d'exercice, ne lui donne pas d'autres droits que ceux qui sont énoncés dans l'article qui vient d'être cité ; — 4° Enfin que ce titre, avec les prérogatives qui y sont attachées par l'article 77 du règlement du 6 juillet 1810, est une récompense qui ne peut être conférée que par lettres du roi à ce nécessaires ; mais que cette récompense, qui ne peut être demandée que par les magistrats qui se retirent volontairement après trente ans d'exercice, est facultative de la part du roi, et ne leur est point inévitablement acquise ; — Ainsi, les magistrats honoraires de votre cour qui ont bien mérité dans l'exercice de leurs fonctions, et qui croiront devoir réclamer les prérogatives dont parle l'article 77 du règlement du 6 juillet 1810, devront se pourvoir au ministère de la justice pour obtenir du roi les lettres à ce nécessaires. Ils devront joindre à leur demande la preuve qu'ils ont trente années de service, qu'ils ont eux-mêmes sollicité leur retraite. — Vous voudrez bien communiquer ces instructions aux premier président et présidens de votre cour, aux présidens des tribunaux de première instance, et à vos substituts près ces tribunaux, pour qu'ils en surveillent avec vous, chacun en ce qui le concerne, l'exécution, et fassent cesser les abus qui auraient pu s'introduire. — Vous m'en accuserez réception.

---

N° 169. = 6—13 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe un délai de rigueur pour le versement des cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés par la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816 (1). (VII, Bull. CCCLXI, n° 8626.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances ; — Vu l'article 95 de la loi de finances du 28 avril 1816, portant qu'il sera pourvu au remplacement des divers fonctionnaires appelés à faire des cautionnemens ou supplémens de cautionnement, qui n'y auraient pas satisfait dans les délais fixés par cette loi ; — Vu nos ordonnances des 1<sup>er</sup> mai 1816, 19 février 1817 et 9 janvier 1818 ; — Étant informé que plusieurs fonctionnaires appelés par la dernière loi à verser des cautionnemens ou supplémens de cautionnement ont négligé de le faire dans les délais fixés par la loi et prorogés par notre ordonnance du 19 janvier 1817 ; qu'ils n'y ont point encore satisfait dans ce moment, et que cependant ils exercent leurs fonctions au mépris de la loi et au détriment de ceux qui en ont exécuté les dispositions ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Tous payeurs de département, percepteurs des contributions directes, receveurs communaux, directeurs, inspecteurs et contrôleurs des

---

(1) Voyez le tit. IX de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, et les notes dans lesquelles sont indiquées les ordonnances successivement rendues pour activer le versement de ces cautionnemens et supplémens de cautionnement.

contributions indirectes, préposés aux tabacs, directeurs, inspecteurs, receveurs et vérificateurs des douanes, contrôleurs des canaux, préposés à la navigation et conservateurs des hypothèques, qui n'ont point acquitté les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés par la loi de finances du 28 avril 1816, sont tenus de le faire dans les deux mois qui suivront la publication de la présente ordonnance.

2. Ledit délai expiré, nous déclarons révoquées les commissions de ceux qui n'auront pas satisfait à la loi : ils seront tenus de cesser leurs fonctions.

3. Défenses sont faites, après le délai susdit, aux receveurs généraux et particuliers, d'admettre aucun versement de leur part.

4. Les fonctionnaires révoqués en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, qui, après le délai porté audit article, continueraient à exercer leurs fonctions, seront poursuivis conformément aux lois.

---

N<sup>o</sup> 170. = 9 avril—25 mai 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans les départemens du Calvados, de l'Orne et de la Manche, provisoirement formée à Caen. (VII, Bull. CCCLXX, n<sup>o</sup> 8728.)

Louis, . . . — Vu les actes et statuts constitutifs d'une société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans les départemens du Calvados, de l'Orne et de la Manche, provisoirement formée à Caen, savoir : 1<sup>o</sup> acte passé par-devant Poignant et son collègue, notaires à Caen, le 7 juillet 1819; 2<sup>o</sup> nouvel acte passé, le 10 janvier 1820, par-devant les mêmes notaires, renfermant des modifications aux statuts contenus dans l'acte ci-dessus; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans les départemens du Calvados, de l'Orne et de la Manche, provisoirement formée à Caen, est autorisée conformément à ses statuts, tels qu'ils résultent définitivement de l'acte du 7 juillet 1819, modifié par celui du 10 janvier 1820, lesquels statuts, annexés à la présente ordonnance, sont approuvés, sauf les réserves ci-après.

2. En aucun temps, nulle propriété dont la valeur individuelle excéderait un pour cent de la somme totale des valeurs associées jusqu'alors dans l'assurance mutuelle ne pourra y être admise.

3. L'examen des estimations des propriétés admises à l'assurance, mentionné aux articles 9, 20, 22, 24 des statuts, ne pourra être abandonné aux soins du directeur, mais devra être fait avec le concours et l'approbation du conseil d'administration.

4. Les suppléans des membres du conseil d'administration seront susceptibles des mêmes conditions d'éligibilité que les administrateurs.

5. Nonobstant l'article 32, il n'est porté aucune atteinte au droit commun des sociétaires de révoquer le directeur en sa qualité de leur mandataire.

6. Les stipulations de l'article 14, au sujet des créanciers hypothécaires, ne s'entendront en aucune manière déroger ni préjudicier aux droits des tiers non contractans, tels qu'ils sont garantis par le droit commun.

7. La présente autorisation étant accordée à la charge par ladite association de se conformer aux lois et aux statuts qui doivent la régir, nous nous réservons de la révoquer dans le cas où ces conditions ne seront pas accomplies, sauf les actions à exercer par les particuliers devant les tribunaux, à raison des infractions commises à leur préjudice.

8. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de



son état de situation au préfet du département du Calvados, et aux greffes des tribunaux de première instance existans dans ledit département.

9. Devront lesdits sociétaires se conformer, en ce qui les concerne, aux lois et réglemens de police sur le fait des incendies.

10. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur nommera un commissaire auprès de ladite compagnie, lequel sera chargé de prendre connaissance de ses opérations, de l'observation de ses statuts, et d'en rendre compte. — Il informera le préfet du département de tout ce qui, dans les opérations de la compagnie, pourrait intéresser l'ordre et la sûreté publique. Il le préviendra de la tenue des assemblées du conseil général des sociétaires: il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtront contraires aux lois et statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce, jusqu'à la décision à intervenir des autorités compétentes.

*(Suivent les statuts de la société.)*

N° 171. = 9 avril — 1<sup>er</sup> juin 1820. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie dans le département du Loiret, provisoirement formée à Orléans.** (VII, Bull. CCCLXXIII, n° 8786.)

Louis, ... — Vu les actes et statuts constitutifs d'une société d'assurance mutuelle contre l'incendie, formée à Orléans, projetée pour les départemens du Loiret, d'Eure-et-Loir, de Loir-et-Cher et de l'Yonne, et maintenant réduite au département du Loiret, par lesdits actes et statuts, savoir: 1<sup>o</sup> acte passé par-devant *Pitois* et son collègue, notaires à Paris, les 9, 11, 12, 14, 15 et 16 juin 1819; 2<sup>o</sup> acte supplémentaire passé par-devant les mêmes, le 31 juillet suivant; 3<sup>o</sup> nouvel acte portant des modifications aux précédens, passé par-devant *Cottin* et son confrère, notaires à Paris, le 24 janvier 1820; 4<sup>o</sup> délibération du conseil d'administration provisoire de ladite compagnie, en date du 9 mars 1820, déposé le 10, même mois, aux mains de *Pitois*, notaire à Paris; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie dans le département du Loiret, provisoirement formée à Orléans, est autorisée, conformément à ses statuts, tels qu'ils résultent définitivement de l'acte des 9, 11, 12, 14, 15 et 16 juin 1819, modifié par ceux des 31 juillet 1819 et 24 janvier 1820, ainsi que par délibération du 9 mars 1820, lesquels statuts, annexés à la présente, sont approuvés, sauf les réserves ci-après.

2. Nonobstant ce qui est dit au second paragraphe de l'article 12 des statuts relativement aux créanciers hypothécaires, cet article ne pourra, en aucune manière, s'entendre comme préjudiciant aux droits des tiers, tels qu'ils sont réglés par le droit commun.

3. L'état des frais faits par le directeur actuel avant l'autorisation et dans l'intérêt de l'établissement, desquels, dans le cas prévu par le second paragraphe de l'article 4 de l'acte du 24 janvier 1820, le susdit directeur aurait à compter de clerc à maître, sera préalablement réglé sur l'avis du commissaire du gouvernement.

4. La présente autorisation étant accordée à la charge par ladite association de se conformer aux lois et aux statuts particuliers qui doivent la régir, nous nous réservons de la révoquer dans le cas où ces conditions ne seront pas accomplies, sauf les actions à exercer par les particuliers devant les tribunaux, à raison des infractions commises à leur préjudice.

5. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie conforme de son état de situation au préfet du département du Loiret, et aux greffes des tribunaux de première instance existans dans ledit département.

6. Devront lesdits sociétaires se conformer, en ce qui les concerne, aux lois et réglemens de police sur le fait des incendies.

7. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur nommera un commissaire auprès de ladite compagnie, lequel sera chargé de prendre connaissance de ses opérations, de l'observation de ses statuts, et d'en rendre compte. — Il informera le préfet du département de tout ce qui, dans les opérations, pourrait intéresser l'ordre et la sûreté publique; il le préviendra de la tenue des assemblées du conseil général des sociétaires. — Il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtront contraires aux lois et statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce, jusqu'à la décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

(*Suivent les statuts de la société.*)

N° 172. = 14—28 avril 1820. = **ORDONNANCE du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale d'Amiens, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour.** (VII, Bull. CCCLXIV, n° 8654.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale d'Amiens, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Amiens (siège de la cour royale), dix; — *Somme* : Amiens, seize; Abbeville, huit; Doullens, cinq; Péronne, huit; Montdidier, six. — *Aisne* : Château-Thierry, sept; Soissons, sept; Laon, douze; Saint-Quentin, sept; Vervins, six. — *Oise* : Beauvais, douze; Clermont, huit; Compiègne, sept; Senlis, huit.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 173. = 14—28 avril 1820. = **ORDONNANCE du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale d'Amiens.** (VII, Bull. CCCLXIV, n° 8655.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Somme* : Amiens, quarante-cinq; Abbeville, vingt-sept; Doullens, quatorze; Péronne, vingt-cinq; Montdidier, dix-huit. — *Aisne* : Château-Thierry, dix-huit; Soissons, vingt; Laon, quarante-quatre; Saint-Quentin, dix-huit; Vervins, vingt. — *Oise* : Beauvais, trente-deux; Clermont, vingt-quatre; Compiègne, vingt-quatre; Senlis, vingt-quatre.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour



n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 174. = 14—28 avril 1820. = **ORDONNANCE du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Douai, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour.** (VII, Bull. CCCLXIV, n° 8656.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Douai, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Douai (siège de la cour royale), douze ; — Nord : Douai, sept ; Avesnes, sept ; Cambrai, huit ; Hazebrouck, six ; Lille, dix ; Dunkerque, huit ; Valenciennes, six. — Pas-de-Calais : Arras, neuf ; Béthune, six ; Boulogne, six ; Montreuil, sept ; Saint-Omer, dix ; Saint-Pol, six.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 175. = 14—28 avril 1820. = **ORDONNANCE du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Douai.** (VII, Bull. CCCLXIV, n° 8657.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — Nord : Douai, dix-huit ; Avesnes, vingt ; Cambrai, dix-huit ; Hazebrouck, vingt ; Lille, vingt-cinq ; Dunkerque, vingt ; Valenciennes, dix-huit. — Pas-de-Calais : Arras, vingt-deux ; Béthune, dix-huit ; Boulogne, vingt ; Montreuil, quinze ; Saint-Omer, vingt ; Saint-Pol, douze.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 176. = 14—28 avril 1820. = **ORDONNANCE du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Montpellier, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour.** (VII, Bull. CCCLXIV, n° 8658.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Montpellier, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la

même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Montpellier (siège de la cour royale), dix-huit ; — *Hérault* : Montpellier, vingt ; Saint-Pons, six ; Béziers, dix ; Lodève, huit. — *Aude* : Carcassonne, neuf ; Castelnaudary, six ; Limoux, six ; Narbonne, six. — *Aveyron* : Villefranche, dix ; Rodez, douze ; Milhan, huit ; Espalion, dix ; Saint-Affrique, huit. — *Pyrénées-Orientales* : Perpignan, dix ; Prades, six ; Céret, cinq.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 177. = 14—28 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Montpellier. (VII, Bull. CCCLXIV, n° 8659.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Hérault* : Montpellier, trente-six ; Saint-Pons, quatorze ; Béziers, vingt-sept ; Lodève, quatorze. — *Aude* : Carcassonne, vingt ; Castelnaudary, quinze ; Limoux, vingt ; Narbonne, douze. — *Aveyron* : Villefranche, vingt-six ; Rodez, vingt-huit ; Milhan, vingt-deux ; Espalion, vingt-quatre ; Saint-Affrique, dix-huit. — *Pyrénées-Orientales* : Perpignan, dix-huit ; Prades, quinze ; Céret, dix.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 178. = 15—26 avril 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui accorde à la ville de Marseille une réduction de droits sur les racines de réglisse qui seront exportées à l'étranger, après avoir été converties en jus de réglisse dans les fabriques de cette ville (1). (VII, Bull. CCCLXIII, n° 8645.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance du 10 septembre 1817, relative au régime particulier des douanes à Marseille, nous avons jugé convenable d'ajouter aux moyens d'encourager les fabriques dans cette ville une réduction de droits pour les racines de réglisse qui seront exportées à l'étranger, après avoir été converties en jus de réglisse ; — A ces causes, et sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances ; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les racines de réglisse qui, à leur arrivée à Marseille ou à la

(1) Voyez le décret du 28 juillet (26 et) — 1<sup>er</sup> août 1791, concernant le commerce de Marseille, et les notes ; et spécialement l'ordonnance du 10—21 septembre 1817.



sortie de l'entrepôt, seront déclarées pour la fabrication en cette ville du jus de réglisse destiné à être exporté à l'étranger n'acquitteront que les droits ci-après :

Par navire français, 0 fr. 25 c. }  
 Par navire étranger, 2 00 } par 100 kilogrammes.

2. Les quantités de racines pour lesquelles, un an après la déclaration, on n'aurait pas justifié d'une exportation en jus dans la proportion d'un septième, seront soumises au paiement de la différence entre les droits perçus et ceux établis au tarif général.

N° 179. = 17 avril—1<sup>er</sup> mai 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui augmente le nombre des membres du conseil de prud'hommes de la ville de Troyes (1). (VII, Bull. CCCLXV, n° 8669.)

Art. 1<sup>er</sup>. A dater de l'époque du prochain renouvellement du conseil de prud'hommes de la ville de Troyes, le nombre des membres de ce conseil, qui précédemment avait été fixé à cinq, savoir, trois marchands-fabrics et deux chefs d'atelier, ou ouvriers patentés, sera porté à neuf, en conservant les mêmes proportions de moitié moins un dans le nombre des chefs d'atelier ou ouvriers patentés, comparé à celui des marchands-fabrics.

2. Indépendamment des neuf membres dont il est question dans l'article précédent, il continuera d'être attaché au conseil deux suppléans, dont l'un marchand-fabrics, et l'autre chef d'atelier ou ouvrier patenté. Ces suppléans demeurent autorisés, dès ce moment, à remplacer ceux des prud'hommes que des motifs quelconques empêcheraient d'assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général du conseil.

3. Il n'est rien changé aux dispositions du décret du 7 mai 1808, concernant la juridiction, la tenue et les dépenses du conseil de prud'hommes de la ville de Troyes.

4. L'élection et le renouvellement de ses membres auront lieu d'après le mode qui a été réglé par le décret du 11 juin 1809, rectifié le 20 février suivant. Les marchands-fabrics et les chefs d'atelier ou ouvriers patentés, appelés à faire partie du conseil, se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions établies tant par ce décret que par la loi du 18 mars 1806 et par le décret du 3 août 1810.

N° 180. = 19 avril—8 mai 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la formation dans le département de la Marne d'une seconde école ecclésiastique qui sera établie à Reims. (VII, Bull. CCCLXVII, n° 8689.)

N° 181. = 25 avril—3 mai 1820. = **ORDONNANCE** du roi relative à la tutelle des enfans de son altesse royale feu monseigneur le duc de Berry, à la composition du conseil de famille et aux formalités à observer lors des scellés ou inventaires qui auraient lieu après le décès des princes ou princesses de la famille royale, ou en toute autre occasion (2). (VII, Bull. CCCLXVI, n° 8678.)

Louis, . . . . — Vu notre ordonnance du 23 mars 1816, qui détermine les

(1) Voyez, sur l'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes, en général, le décret du 11 juin 1809, et la note.

(2) Voyez l'ordonnance du 23 mars—13 mai 1816, qui détermine les formalités nécessaires pour constater l'état civil des princes et princesses de la maison royale.

formalités nécessaires pour constater l'état civil des princes et princesses de notre famille;—Voulant pourvoir à ce qui concerne la tutelle des enfans de feu notre bien-aimé neveu *Charles-Ferdinand d'Artois*, duc de *Berry*, et régler à l'égard de notre maison royale la composition des conseils de famille, dont les fonctions sont déterminées par la loi, ainsi que les formalités à observer aux scellés ou inventaires auxquels il pourrait y avoir lieu de procéder après le décès des princes et princesses de notre famille, ou en toute autre occasion, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Nous déclarons réserver et attribuer, au besoin, à nous et à notre couronne, tous les droits de la puissance paternelle sur la personne de notre bien-aimée petite-nièce *Mademoiselle*, fille de feu notre bien-aimé neveu *Charles-Ferdinand d'Artois*, duc de *Berry*, et de notre bien-aimée nièce *Caroline-Ferdinande des Deux-Siciles*, duchesse de *Berry*, comme aussi sur la personne de l'enfant dont notre bien-aimée nièce *Caroline-Ferdinande des Deux-Siciles*, duchesse de *Berry*, est enceinte.

2. La tutelle et la curatelle, quant aux biens et à l'administration des biens, seront réglées conformément à ce qui est prescrit par le Code civil. Nous nous réservons néanmoins la nomination de tous tuteurs onéraires, subrogés tuteurs et curateurs.

3. Ces tuteurs seront placés sous la surveillance du conseil de famille, dont la composition sera réglée ci-après : ils lui rendront tous comptes de tutelle, le cas échéant. Ce conseil remplira, pour les actes de tutelle, toutes les fonctions qui, à l'égard des particuliers, sont déléguées par le Code civil aux conseils de famille ordinaires.

4. Notre chancelier exercera, par rapport à nous et aux princes et princesses de notre maison, les fonctions attribuées aux juges de paix dans les conseils de famille à l'égard des autres Français.—Il sera assisté par le garde des archives de la chambre des pairs, faisant fonctions de greffier.

5. Le conseil de famille sera présidé par notre chancelier, qui en fait toujours partie : il sera composé, outre les princes de notre famille et de notre sang, des personnes que nous jugerons à propos d'y appeler. Il s'assemblera au lieu que nous aurons indiqué.

6. Dans tous les cas où, entre particuliers, les délibérations des conseils de famille sont sujettes à l'homologation des tribunaux, les décisions du conseil de notre famille n'auront d'effet qu'après avoir été revêtues de notre approbation.

7. S'il y a lieu d'apposer les scellés après décès, ou en tous autres cas, ils seront apposés par notre chancelier et par lui levés en la forme ordinaire. Les inventaires seront faits en sa présence par tous officiers à ce compétens. Néanmoins il pourra déléguer, tant pour l'apposition et la levée des scellés, que pour l'inventaire, un de nos conseillers d'état, lorsqu'il faudra, pour ces opérations, se transporter dans tout autre lieu que le palais où nous résiderons. Le garde des archives de la chambre des pairs fera les fonctions de greffier. Elles seront remplies par un maître des requêtes en notre conseil, désigné par notre chancelier, lorsqu'il sera lui-même remplacé par un conseiller d'état.

8. Il sera procédé à l'apposition, à la levée des scellés et à l'inventaire, conformément aux règles prescrites par le Code de procédure civile : le garde des archives de la chambre des pairs, ou le maître des requêtes faisant fonctions de greffier, recevront toutes oppositions qui pourraient être faites aux scellés.

9. Les minutes des procès-verbaux d'apposition et levée des scellés resteront déposées aux archives de la chambre des pairs. Les expéditions se-



ront délivrées par le garde des archives de la chambre des pairs aux parties intéressées.

10. La présente ordonnance sera communiquée à notre chambre des pairs et transcrite sur ses registres. Elle sera en outre insérée au Bulletin des lois.

---

N° 182. = 27 avril—25 mai 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe les règles de service, la solde et le mode d'administration du corps de la gendarmerie d'élite (1). (VII, Bull. CCCLXX, n° 8729.)

---

N° 183. = 28 avril — 22 mai 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui accepte, aux conditions y exprimées, l'offre faite par vingt-quatre actionnaires de se charger de la construction d'un pont à Ebreuil sur la Sioule, département de l'Allier. (VII, Bull. CCCLXIX, n° 8721.)

---

N° 184. = 28 avril—27 mai 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise les sieurs Bailleul et Darrau à ouvrir à Paris un établissement sous le nom d'agence générale de placement sur les fonds publics (2). (VII, Bull. CCCLXXI, n° 8733.)

Louis, . . .—Vu l'acte passé, le 12 avril 1820, par-devant *Froger-Deschesnes* et son collègue, notaires à Paris, renfermant les statuts d'un établissement de la nature des tontines, proposé par les sieurs *Bailleul* et *Darru*, dans lequel acte manifestant les garanties qu'ils entendent donner au public, ils ont inséré les pactes de la société solidaire entre eux contractée;—Vu l'acte du 1<sup>er</sup> avril 1809, relatif aux sociétés de la nature des tontines;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les sieurs *Bailleul* et *Darru* sont autorisés à ouvrir à Paris l'établissement par eux projeté sous le nom d'agence générale de placement sur les fonds publics, ou caisse de placement en viager avec chance d'accroissement et de successibilité, conformément aux statuts contenus dans l'acte du 12 avril 1820, par-devant *Froger-Deschesnes* et son collègue, notaires à Paris, lequel acte demeurera annexé à la présente ordonnance et sera publié avec elle.

2. Des tableaux seront dressés pour l'exécution de l'article 4 des statuts, et pour l'application pratique aux cas qui y sont prévus, des élémens puisés dans les tables de probabilité indiquées audit article. Ces tableaux seront soumis à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

3. Nous nous réservons de révoquer la présente autorisation en cas de non-exécution ou de violation des statuts par nous approuvés, le tout sauf les droits des tiers et sans préjudice des dommages et intérêts qui seraient prononcés par les tribunaux.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur nommera un commissaire auprès dudit établissement, lequel sera chargé d'en surveiller la marche et d'en rendre compte. Il pourra suspendre provisoirement celles des opérations qui lui paraîtront contraires aux lois et statuts, et dangereuses pour la sûreté publique, et jusqu'à la décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

---

(1) Ce corps n'existe plus : il a été compris dans la suppression de la maison militaire du roi, prononcée par l'ordonnance du 11—24 août 1830.

(2) Voyez l'ordonnance additionnelle du 21 mars—7 avril 1821.

5. Les sieurs *Bailleul* et *Darru* remettront, tous les six mois, l'état de situation des sociétés dépendantes de leur agence au préfet du département de la Seine et au greffe du tribunal de commerce de Paris.

(*Suivent les statuts de cette agence.*)

N° 185. = 28 avril—27 mai 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui dissout la compagnie d'assurances maritimes établie à Bordeaux par ordonnance du 22 juillet—27 août 1818, et prescrit la liquidation de cette compagnie (1). (VII, Bull. CCCLXXI, n° 8734.)

N° 186. = 28 avril—27 mai 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la nouvelle société anonyme formée sous le nom de compagnie d'assurances maritimes de Bordeaux. (VII, Bull. CCCLXXI, n° 8735.)

Louis, . . . — Vu un acte passé le 25 février 1820, par-devant *Mathieu* et son collègue, notaires à Bordeaux, contenant les statuts d'une compagnie d'assurances maritimes; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La nouvelle société anonyme formée à Bordeaux, sous le nom de *Compagnie d'assurances maritimes de Bordeaux*, est autorisée, à la charge de ne commencer ses opérations que lorsque celle que nous avons autorisée par notre ordonnance du 22 juillet 1818 aura effectué sa dissolution; le tout conformément aux statuts de la nouvelle société contenus dans l'acte du 25 février 1820, qui est annexé à la présente et sera publié avec elle : lesdits statuts restent approuvés sous les réserves ci-après.

2. Il est réservé, 1° que l'augmentation du nombre d'actions prévue par l'article 3 des statuts ne pourra être autorisée que par l'assemblée générale de la compagnie; 2° que le règlement qui doit être dressé suivant l'article 14 sera soumis à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

3. La présente autorisation étant accordée à ladite société à la charge par elle de se conformer aux lois et à ses statuts, dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, nous nous réservons de révoquer ladite approbation, sauf les actions à exercer devant les tribunaux par les particuliers, à raison des infractions commises à leur préjudice.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet du département de la Gironde, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Bordeaux.

(*Suivent les statuts de la société.*)

N° 187. = 28 avril—23 juin 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Bordeaux sous le nom de compagnie d'assurances contre l'incendie. (VII, Bull. CCCLXXVII, n° 8860.)

Louis, . . . — Vu un acte passé, le 25 février 1820, par-devant *Mathieu* et son collègue, notaires à Bordeaux, contenant les statuts d'une compagnie d'assurances contre l'incendie; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au départe-

(1) Voyez l'ordonnance du même jour, qui constitue une nouvelle société anonyme d'assurances maritimes.



ment de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La société anonyme formée à Bordeaux sous le nom de *compagnie d'assurances contre l'incendie* est autorisée, à la charge de ne commencer ses opérations que lorsque la compagnie d'assurances maritimes autorisée par notre ordonnance du 22 juillet 1818 aura effectué sa dissolution; le tout conformément aux statuts de la nouvelle société contenus dans l'acte du 25 février 1820, qui est annexé à la présente et sera publié avec elle, lesdits statuts restant approuvés sous les réserves ci-après.

2. Il est réservé, 1<sup>o</sup> que l'augmentation du nombre d'actions prévue par l'article 3 des statuts ne pourra être autorisée que par l'assemblée générale de la compagnie; 2<sup>o</sup> que le règlement qui doit être dressé suivant l'article 14, contiendra une classification des risques pour la graduation progressive du *maximum* de chaque police d'assurance, fixé par l'article 4 de cent vingt mille francs à trois cent mille francs; 3<sup>o</sup> que ledit règlement sera soumis à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

3. En autorisant aujourd'hui la fixation dudit *maximum*, nous nous réservons d'ordonner qu'il sera changé si, par le résultat des travaux dont est chargée notre académie royale des sciences, il était reconnu que d'autres bases de proportion entre la nature, la quotité des risques et les garanties offertes par les compagnies d'assurances contre l'incendie, doivent être adoptées dans l'intérêt public.

4. La présente autorisation étant accordée à ladite société à la charge par elle de se conformer aux lois et à ses statuts, dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, nous nous réservons de révoquer ladite approbation, sauf les actions à exercer devant les tribunaux par les particuliers à raison des infractions commises à leur préjudice.

5. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet du département de la Gironde, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Bordeaux.

(*Suivent les statuts de la société.*)

---

N<sup>o</sup> 188. = 4—27 mai 1820. = **ORDONNANCE du roi qui met l'administration de l'hôtel royal des invalides et de ses succursales en rapport avec l'institution du corps des intendans militaires** (1). (VII, Bull. CCCLXXI, n<sup>o</sup> 8736.)

Louis, . . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre; — Voulant mettre en rapport l'administration de notre hôtel royal des invalides et de ses succursales avec l'institution du corps des intendans militaires créé par notre ordonnance du 29 juillet 1817; — Voulant aussi que, dès ce moment et pour l'avenir, la direction du service administratif dudit hôtel soit confiée à l'expérience et aux talens des plus anciens intendans militaires, comme récompense des services rendus par eux à l'état, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Un intendant militaire en activité de service, choisi parmi les plus anciens et nommé par nous, sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, sera chargé en chef de la direction du service administratif de notre hôtel royal des invalides et de ses succursales.

---

(1) Voyez le décret du 30 avril—16 mai 1792, portant organisation de l'hôtel des invalides, et les notes qui résument tous les réglemens dont cet établissement a été l'objet.

2. Cet intendant aura sous ses ordres un sous-intendant militaire, dont le choix est réservé à notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

3. L'emploi d'administrateur comptable, créé par notre ordonnance du 10 janvier 1816, est supprimé.—Les fonctions attribuées à cet emploi seront remplies par l'intendant militaire.

4. Un règlement général sur l'administration de notre hôtel royal des invalides sera ultérieurement soumis à notre approbation par notre ministre secrétaire d'état de la guerre.—Les dispositions de ce règlement auront pour objet essentiel d'appliquer au régime intérieur de l'hôtel le système général d'administration et de comptabilité des différens services de la guerre, quels que puissent être les moyens destinés à pourvoir aux dépenses de cet hôtel.

---

N<sup>o</sup> 189. = 4 mai—1<sup>er</sup> juin 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui accepte, aux conditions y exprimées, les offres faites par une compagnie d'actionnaires, de concourir à la construction du pont de la Pointe-Saint-Sulpice sur le Tarn. (VII, Bull. CCCLXXIII, n<sup>o</sup> 8787.)

---

N<sup>o</sup> 190. = 5—22 mai 1820. = **ORDONNANCE** du roi concernant le service de la garantie sur la marque d'or et d'argent (1). (VII, Bull. CCCLXIX, n<sup>o</sup> 8720.)

Louis, . . . . — Sur le compte qui nous a été rendu des difficultés qui se sont élevées relativement à la part que doivent prendre les administrations des contributions indirectes et des monnaies dans la surveillance et la perception du droit de garantie sur la marque d'or et d'argent; — Considérant qu'il est nécessaire de régler définitivement leur intervention respective dans cette matière;—Vu les lois des 19 brumaire et 13 germinal an 6, 5 ventose an 12 et 1<sup>er</sup> germinal an 13 (9 novembre 1797 et 2 avril 1798, 25 février 1804 et 22 mars 1805), les arrêtés du gouvernement des 13 prairial an 7, 10 prairial an 11 et 5 germinal an 12 (1<sup>er</sup> juin 1799, 30 mai 1803 et 26 mars 1804), et le décret du 28 floréal an 13 (18 mai 1805);—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,—Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'essayeur de chaque bureau de garantie sera nommé par le préfet du département où ce bureau est placé; mais il ne pourra en exercer les fonctions qu'après avoir obtenu de l'administration des monnaies un certificat de capacité, conformément à l'article 39 de la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797) et à l'article 2 de la loi du 13 germinal suivant (2 avril 1798).

2. L'administration des contributions indirectes continuera de nommer le receveur de chaque bureau de garantie.

3. Les contrôleurs et autres employés des bureaux de garantie seront nommés par notre ministre secrétaire d'état des finances, sur une présentation concertée entre le directeur général des contributions indirectes et l'administration des monnaies.

4. Les receveurs, les contrôleurs et les employés des bureaux de garantie autres que les essayeurs, font partie des employés des contributions indirectes. Ils pourront être chargés d'autres parties du service de cette administration, lorsqu'il sera reconnu par celle des monnaies que cette cumulation ne sera pas nuisible au service de la garantie. Dans tous les cas, les réglemens de l'administration des contributions indirectes, en ce qui touche la retenue

---

(1) Voyez, sur la garantie des matières d'or et d'argent, la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes qui l'accompagnent.



sur les appointemens et les droits à la pension sur la caisse des retraites, sont applicables à ces employés.—Les contrôleurs, les sous-contrôleurs, les employés aux exercices, actuellement en fonctions, seront traités, pour la liquidation de leur pension, comme les employés de la régie des contributions indirectes; mais les services qu'ils auront rendus dans la garantie antérieurement à la date de la présente ordonnance ne leur seront comptés comme services rendus à ladite régie, qu'autant qu'ils auront versé à sa caisse, dans un délai qui sera déterminé par notre ministre des finances, une somme égale au montant de la retenue qui aurait été opérée sur leurs appointemens depuis qu'ils sont payés sur les fonds de cette même régie.

5. Les essayeurs sont révocables par le préfet, sauf l'approbation de notre ministre secrétaire d'état des finances; les receveurs, par l'administration des contributions indirectes; les contrôleurs et autres employés de la garantie, par notre ministre secrétaire d'état des finances, sur la proposition de celle des deux administrations qui aurait reconnu que cette mesure serait utile au bien du service.—L'autre administration sera consultée.

6. Les essayeurs et contrôleurs des bureaux de garantie continueront à être sous les ordres de l'administration des monnaies et à correspondre directement avec elle pour les objets qui la concernent.—Cette administration demeure chargée de donner toutes les instructions relatives à l'exactitude des essais, et de diriger la confection, l'envoi, l'application et la vérification des poinçons.

7. Des inspecteurs nommés par notre ministre secrétaire d'état des finances sur la présentation de l'administration des monnaies seront chargés de surveiller l'exécution des lois et réglemens sur le titre des matières d'or et d'argent.—Leur traitement sera alloué sur le budget de l'administration des monnaies. — Il en sera de même pour le traitement accordé aux chefs et commis employés à la correspondance de la garantie, qui avaient été payés jusqu'à présent par l'administration des contributions indirectes sur les produits de la garantie.

8. Ces inspecteurs devront, dans leurs tournées, se faire représenter les registres des divers employés des bureaux et les poinçons de chaque bureau. Ils constateront toutes les infractions aux lois et aux réglemens qui viendraient à leur connaissance.—Ils pourront, au besoin, requérir auprès du directeur des contributions indirectes de l'arrondissement la suspension des agens de la garantie. — Leurs rapports seront transmis à notre ministre secrétaire d'état des finances par l'administration des monnaies, qui les accompagnera de ses observations.

9. Tout ce qui concerne le régime administratif, la proposition et le règlement des dépenses, la perception du droit, l'ordre des bureaux, la surveillance des redevables, est dans les attributions de l'administration des contributions indirectes, sauf ce qui a rapport au service spécialement réservé à l'administration des monnaies.

10. Les changemens apportés à l'ordre actuel du service de la garantie par la présente ordonnance auront leur exécution à compter du 1<sup>er</sup> juillet prochain.—Notre ministre des finances réglera la somme qui devra être prélevée sur le budget de la régie des contributions indirectes pour 1820, et transportée au budget de l'administration des monnaies, pour être employé, à partir de cette même époque du 1<sup>er</sup> juillet, au paiement des traitemens des inspecteurs et employés attachés à l'administration des monnaies, en exécution de l'article 7 de la présente ordonnance, ainsi que des frais de tournée, de bureau, et autres dépenses qui restent à la charge de ladite administration.

---

N° 191. = 5—22 mai 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique des évêques de Rennes et du Mans, et des brefs adressés à ces prélats (1). (VII, Bull. CCCLXIX, n° 8722.)

N° 192. = 10—14 mai 1820. = **LOI** relative à divers supplémens de crédits sur le budget de 1818. (VII, Bull. CCCLXVIII, n° 8694.)

N° 193. = 12 mai—29 juin 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale d'Angers, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCLXXVIII, n° 8873.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale d'Angers, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Angers (siège de la cour royale), huit ; — *Maine-et-Loire* : Angers, six ; Baugé, cinq ; Beaupréau, cinq ; Saumur, six ; Segré, cinq. — *Mayenne* : Château-Gonthier, cinq ; Laval, six ; Mayenne, six. — *Sarthe* : La Flèche, six ; Mamers, sept ; Le Mans, huit ; Saint-Calais, cinq.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 194. = 12 mai—29 juin 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale d'Angers. (VII, Bull. CCCLXXVIII, n° 8874.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Maine-et-Loire* : Angers, vingt ; Baugé, quatorze ; Beaupréau, seize ; Saumur, trente ; Segré, douze. — *Mayenne* : Château-Gonthier, quatorze ; Laval, quinze ; Mayenne, vingt-six. — *Sarthe* : La Flèche, dix-sept ; Mamers, vingt ; Le Mans, vingt ; Saint-Calais, quinze.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

---

(1) L'art. 1<sup>er</sup> du concordat du 18 germinal an 10 (8 avril 1802) défend la publication en France des bulles et brefs, sans l'autorisation du gouvernement ; et l'art. 18 défend aux évêques d'exercer aucune fonction avant que les bulles de leur institution n'aient reçu l'attache du gouvernement.



N° 195. = 12 mai—29 juin 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Pau, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCLXXVIII, n° 8875.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Pau, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Pau (siège de la cour royale), seize ; — *Basses-Pyrénées* : Pau, douze ; Bayonne, huit ; Oloron, dix ; Orthès, dix ; Saint-Palais, sept. — *Hautes-Pyrénées* : Bagnères, dix ; Lourdes, huit ; Tarbes, douze. — *Landes* : Dax, huit ; Mont-de-Marsan, huit ; Saint-Sever, huit.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 196. = 12 mai—29 juin 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Pau. (VII, Bull. CCCLXXVIII, n° 8876.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Basses-Pyrénées* : Pau, cinquante-six ; Bayonne, vingt-six ; Oloron, vingt-cinq ; Orthès, trente-un ; Saint-Palais, trente-cinq. — *Hautes-Pyrénées* : Bagnères, trente ; Lourdes, seize ; Tarbes, quarante. — *Landes* : Dax, vingt-quatre ; Mont-de-Marsan, vingt-huit ; Saint-Sever, trente.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 197. = 12 mai—29 juin 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Poitiers, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCLXXVIII, n° 8877.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Poitiers, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Poitiers (siège de la cour royale), dix ; — *Vienne* : Poitiers, douze ; Châtellerault, six ; Civray, six ; Loudun, six ; Montmorillon, six. — *Charente-Inférieure* : Saintes, dix ; La Rochelle, dix ; Jonzac, six ; Marennes, cinq ; Rochefort, six ; Saint-Jean-d'Angély, six. — *Deux-*

*Sèvres* : Niort, sept; Bressuire, cinq; Melle, six; Parthenay, cinq. — *Vendée* : Bourbon-Vendée, six; Fontenay, six; Sables-d'Olonne, cinq.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 198. = 12 mai—29 juin 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Poitiers. (VII, Bull. CCCLXXVIII, n° 8878.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Vienne* : Poitiers, trente; Châtellerault, dix-huit; Civray, quatorze; Loudun, quatorze; Montmorillon, dix-huit. — *Charente-Inférieure* : Saintes, vingt-six; La Rochelle, vingt-six; Jonzac, vingt; Marennnes, seize; Rochefort, seize; Saint-Jean-d'Angély, dix-huit. — *Deux-Sèvres* : Niort, vingt-quatre; Bressuire, quatorze; Melle, dix-huit; Parthenay, dix-huit. — *Vendée* : Bourbon-Vendée, dix-huit; Fontenay, vingt; Sables-d'Olonne, dix-huit.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 199. = 12 mai—29 juin 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Riom, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCLXXVIII, n° 8879.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Riom, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Riom (siège de la cour royale), vingt; — *Puy-de-Dôme* : Riom, quatorze; Clermont-Ferrand, vingt; Thiers, huit; Issoire, douze; Ambert, dix. — *Cantal* : Saint-Flour, douze; Aurillac, neuf; Mauriac, neuf; Murat, six. — *Allier* : Moulins, dix; Montluçon, huit; Gannat, sept; Cusset, sept. — *Haute-Loire* : Le Puy, dix-huit; Brioude, huit; Issengeaux, huit.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.



3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

N° 200. = 12 mai—29 juin 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Riom. (VII, Bull. CCCLXXVIII, n° 8880.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Puy-de-Dôme* : Riom, cinquante; Clermont-Ferrand, quarante-trois; Thiers, dix-neuf; Issoire, vingt-huit; Ambert, vingt-sept. — *Cantal* : Saint-Flour, vingt; Aurillac, vingt-deux; Mauriac, vingt-trois; Murat, dix. — *Allier* : Moulins, vingt-deux; Montluçon, vingt-cinq; Gannat, dix-huit; Cusset, vingt. — *Haute-Loire* : Le Puy, trente-six; Brioude, vingt-trois; Issengeaux, quinze.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 201. = 18 mai—1<sup>er</sup> juin 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui soumet à la discipline du corps enseignant les professeurs des écoles secondaires de médecine et des cours d'instruction médicale institués dans les hôpitaux, et les étudiants qui suivent ces écoles et ces cours. (VII, Bull. CCCLXXII, n° 8763.)

Louis, ... — Vu la loi du 19 ventose an 11 sur l'enseignement de la médecine (1), la loi du 10 mai 1806, qui établit l'université, les articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 du décret du 17 mars 1808, nos ordonnances du 22 juin 1814 et du 15 août 1815; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit; — Les professeurs des écoles secondaires de médecine et des cours d'instruction médicale institués dans les hôpitaux de différentes villes de notre royaume, et les étudiants qui suivent ces écoles et ces cours, sont soumis à la discipline du corps enseignant, et placés, à cet égard, sous l'autorité de notre commission de l'instruction publique.

N° 202. = 18 mai—23 juin 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme formée à Douai, département du Nord, sous le nom de Société du canal de la Sensée (2). (VII, Bull. CCCLXXVII, n° 8861.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu la loi du 13 mai 1818, qui accepte la soumission présentée par le sieur *Augustin Honnorez*, et par laquelle il offre de se charger de l'exé-

(1) Voyez cette loi, et les notes.

(2) Voyez la loi du 13—20 mai 1818, portant concession de ce canal.

cution du canal de la Sensée et des réparations à faire aux parties adjacentes des rivières de l'Escaut et de la Scarpe ; — Vu la soumission annexée à la susdite loi, portant qu'il sera permis au sieur *Honnorez*, pendant les six premières années de la concession, de former, soit pour l'exécution de ses travaux, soit pour se procurer les fonds nécessaires, toutes les associations qu'il jugera convenables, en se conformant aux lois ; — Vu l'acte social passé, le 19 janvier 1820, par-devant *Custers* et son collègue, notaires royaux à la résidence de Douai, contenant les statuts de la société anonyme que le sieur *Augustin Honnorez*, concessionnaire, et le sieur *Florent Honnorez*, son frère et son associé, ont établie par ledit acte ; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La société anonyme formée à Douai, département du Nord, sous le nom de *Société du canal de la Sensée*, est et demeure autorisée, conformément à l'acte social contenant les statuts de ladite association, passé par-devant *Custers* et son collègue, notaires à Douai, le 19 janvier 1820, lequel acte demeurera annexé à la présente ordonnance et sera affiché avec elle, conformément à l'article 45 du Code de commerce.

2. Est exceptée de la présente approbation la partie de l'article 44 des statuts qui porterait préjudice au droit de faire juger par arbitres toute contestation entre associés et pour raison de la société, tel qu'il est établi par l'article 51 du Code de commerce.

3. Notre présente autorisation vaudra pour toute la durée de la société, ainsi qu'elle est fixée à l'article 2 de l'acte social, à la charge d'exécuter fidèlement les statuts, nous réservant de révoquer notre dite autorisation en cas de non-exécution ou violation des susdits statuts par nous approuvés, le tout sauf les droits des tiers, et sans préjudice des dommages et intérêts qui seraient prononcés par les tribunaux contre les auteurs des contraventions.

4. Il est entendu que le sieur *Honnorez* reste personnellement soumis, vis-à-vis de l'état, à toutes les obligations que lui ont imposées la loi du 13 mai 1818 et sa soumission y annexée, et responsable de leur accomplissement, sans que cette responsabilité puisse être en aucune manière modifiée par la présente ordonnance.

(*Suivent les statuts de la société.*)

---

N° 203. = 21 mai—1<sup>er</sup> juin 1820. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit un changement dans le tableau des lieux par où les boissons peuvent être expédiées à l'étranger, annexé à l'ordonnance du 20 mai—6 juin 1818.** (VII, Bull. CCCLXXII, n° 8764.)

Louis, . . . . — Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 ; — Vu les articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816, et les articles 2 et 3 de notre ordonnance du 11 juin de la même année ; — Vu aussi notre ordonnance du 20 mai 1818 ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. A compter du 1<sup>er</sup> juin prochain, le nom de *Jeumont*, commune de l'arrondissement d'Avesnes, département du Nord, sera ajouté au tableau des lieux de sortie, annexé à notre ordonnance du 20 mai 1818.

2. A partir du même jour 1<sup>er</sup> juin, le nom de *Velosne* sera rayé dudit tableau.

---

N° 204. = 23 mai—23 juin 1820. = **ORDONNANCE du roi qui conserve provisoirement le vieux pont d'Épernay, département de la Marne, et y autorise la perception d'un péage.** (VII, Bull. CCCLXXVII, n° 8862.)

---



N° 205. = 25 mai—19 juin 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la compagnie anonyme d'assurances mutuelles contre l'incendie pour les départemens de l'Aisne, de la Marne et de l'Aube (1). (VII, Bull. CCCLXXVI, n° 8835.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu l'acte passé par-devant *Sensier* et son collègue, notaires royaux à Paris, les 15, 16, 18 et 20 mars 1820, contenant les statuts d'une compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie pour les départemens de l'Aube, de l'Aisne et de la Marne; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce, concernant les sociétés anonymes; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La compagnie anonyme provisoirement constituée sous le nom de *Compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie pour les départemens de l'Aisne, de la Marne et de l'Aube*, demeure autorisée, conformément aux statuts contenus dans le susdit acte des 15, 16, 18 et 20 mars 1820, lequel sera annexé à la présente ordonnance, et est approuvé, sauf les réserves ci-après.

2. Les dispositions contenues dans les paragraphes 4 et suivans de l'article 13, relativement aux assurances faites par des créanciers hypothécaires, ne peuvent porter aucune atteinte aux droits résultant, soit d'actes existans, soit de l'application des lois, et ils seront, en cas de difficulté, jugés par les tribunaux dans la forme ordinaire.

3. Les motifs de révocation du directeur de la société, bornés par le dernier paragraphe de l'article 21 au seul cas de prévarication, n'auront d'autres limites que celles portées à l'article 31 du Code de commerce, sauf à indemniser le directeur révoqué des avances qu'il aurait faites ou des frais qu'il aurait supportés dans l'intérêt de la société.

4. La présente autorisation étant accordée à ladite société, à la charge par elle de se conformer aux lois et aux statuts particuliers qui doivent lui servir de règle, nous nous réservons de la révoquer dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, sauf les actions à exercer par les particuliers devant les tribunaux, à raison des infractions commises à leur préjudice.

5. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation aux préfets de la Marne, de l'Aisne et de l'Aube, et aux greffes des tribunaux de commerce desdits départemens.

6. Devront les sociétaires se conformer, en ce qui les concerne, aux lois et réglemens de police sur le fait des incendies.

7. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur nommera un commissaire auprès de ladite compagnie : il sera chargé de prendre connaissance de ses opérations et de l'observation des statuts. Il informera le préfet du département de tout ce qui, dans les opérations de la compagnie, pourrait intéresser l'ordre et la sûreté publique; il le préviendra de la tenue du conseil général des sociétaires. Il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtraient contraires aux lois et statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce, jusqu'à décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

(*Suivent les statuts.*)

N° 206. = 27 mai—23 juin 1820. = **ORDONNANCE** du roi relative à l'extension

(1) Voyez l'ordonnance du 20 février—27 mai 1821, portant autorisation d'une société particulière d'assurances mutuelles contre l'incendie, pour le département de la Marne.

*de la juridiction du conseil de prud'hommes de Mamers, département de la Sarthe* (1). (VII, Bull. CCCLXXVII, n° 8864.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ; — Vu le décret du 4 mai 1812, relatif à l'établissement d'un conseil de prud'hommes dans la ville de Mamers, département de la Sarthe ; — Les réclamations des membres dudit conseil, ayant pour but d'obtenir qu'il soit donné à la juridiction une étendue proportionnée aux besoins actuels de l'industrie du pays ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La juridiction du conseil de prud'hommes de Mamers s'étendra sur tous les marchands fabricans, les chefs d'atelier, commis, contre-maitres, ouvriers, compagnons et apprentis travaillant, soit habituellement, soit seulement pendant une partie de l'année, à la fabrication des toiles de lin ou de chanvre, ainsi que des basins, calicots et autres tissus de coton quelconques : ledit conseil est autorisé, en conséquence, à connaître de toutes les contestations élevées en matière de fabrication dans les manufactures de la ville et du canton de Mamers, quel que soit d'ailleurs l'endroit de la résidence des individus qui se livrent aux diverses branches d'industrie ci-dessus désignées, et quand bien même ces individus ne s'en occuperaient que momentanément.

2. Il n'est rien changé aux autres dispositions du décret du 4 mai 1812, concernant la composition, les attributions, la tenue et les dépenses du conseil de prud'hommes de la ville de Mamers.

---

N° 207. = 28 mai—1<sup>er</sup> juin 1820. = *LOI relative au règlement définitif du budget de 1818* (2). (VII, Bull. CCCLXXII, n° 8761.)

---

N° 208. = 28 mai—19 juin 1820. = *ORDONNANCE du roi qui règle la composition de l'état-major et des compagnies de la gendarmerie royale de la ville de Paris, et contient des dispositions relatives à ce corps* (3). (VII, Bull. CCCLXXVI, n° 8836.)

---

N° 209. = 30 mai—11 juillet 1820. = *ORDONNANCE du roi additionnelle à celle du 22 décembre 1819—27 février 1820, portant autorisation de la compagnie d'assurances générales sur la vie des hommes*. (VII, Bull. CCCLXXXII, n° 8966.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance du 22 décembre 1819, portant autorisation de la compagnie d'assurances générales sur la vie des hommes ; — Vu la délibération du conseil d'administration de ladite société, du 15 avril 1820, en acte de *Lequesne* et son collègue, notaires à Paris, ladite délibération prise à la forme de l'article 26 des statuts approuvés, et ayant pour but de compléter le règlement de la compagnie en ce qui concerne les assurances en forme de rentes viagères, comprises, suivant l'article 2 des statuts, dans les opérations propres à la société ; — Sur le rapport de notre ministre se-

---

(1) Voyez le décret du 11 juin 1809, qui détermine l'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes, en général, et les notes.

(2) Cette loi, qui n'a pour objet que d'arrêter définitivement des dépenses effectuées et de reporter sur le budget de l'exercice 1819 l'excédant non employé des crédits ouverts par les lois antérieures, ne contient aucune disposition dont l'effet puisse être permanent, et qui mérite d'être rapportée.

(3) Cette ordonnance n'a plus d'intérêt depuis que, par l'ordonnance du 16—26 août 1830, la gendarmerie royale de Paris a été remplacée par une garde municipale organisée sur des bases nouvelles.



crétaire d'état de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — La délibération du conseil d'administration de la compagnie d'assurances générales sur la vie des hommes, en date du 15 avril 1820, est approuvée et homologuée, et fera partie des réglemens et statuts de ladite compagnie; l'acte qui contient cette délibération, passé sous ladite date, pardevant *Leguesne* et son confrère, notaires à Paris, restera annexé à la présente.

(Suit l'acte additionnel aux statuts.)

N° 210. = 30 mai 1820. = **CIRCULAIRE** du ministre de la guerre à MM. les préfets, présidens des conseils de révision (1). (Journal militaire, 2<sup>e</sup> semestre de 1820, page 203.)

N° 211. = 7—9 juin 1820. = **LOI** sur les douanes (2). (VII, Bull. CCCLXXIV, n° 8805.)

#### TARIF.

Droits de douanes à l'entrée.

Art. 1<sup>er</sup>. Les droits d'entrée seront, à l'égard des marchandises dénommées au présent article, établis ou modifiés de la manière suivante :

|                 |                                                                                                                                             |       |                |
|-----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|----------------|
| Acier.....      | { forgé, de toute sorte.....                                                                                                                | 60 f. | } par 100 kil. |
|                 | { fondu, en tôle ou carreaux.....                                                                                                           | 100   |                |
| Faux .....      |                                                                                                                                             | 100   |                |
|                 | { de fer rechargé d'acier, y compris les scies ayant un mètre quarante six centimètres de longueur ou plus, mais d'épaisseur d'usage... 140 |       |                |
| Outils .....    | { de pur acier, y compris les scies au dessus de la dimension ci-dessus.....                                                                | 200   |                |
|                 | { à grosse taille, dites communes (a).....                                                                                                  | 80    |                |
| Limes et râpes. | { à polir, dites { de dix-sept centimètres de longueur et au dessus.....                                                                    | 200   |                |
|                 | { fines (b) { ayant moins de dix-sept centimètres de longueur.....                                                                          | 250   |                |
|                 |                                                                                                                                             |       |                |
|                 |                                                                                                                                             |       |                |

(a) On comprendra sous cette dénomination les limes à queue non polies, dont chacune ne pèse pas moins d'un hectogramme, qui, empaillées et sans papier, sont en paquets de six au plus, et se vendent au poids dans le commerce.

(b) Se distinguent des limes communes par les caractères opposés à ceux décrits ci-dessus : la

(1) Cette circulaire se rattache à la loi du 10—12 mars 1818, sur le recrutement de l'armée, abrogée en termes généraux par l'art. 50 de celle du 21—23 mars 1832, sur le même objet.

Cette dernière loi a été elle-même suivie d'une instruction très détaillée, publiée par le ministre de la guerre, le 30 mars suivant, qui rend toutes les circulaires et instructions antérieures sans intérêt actuel.

(2) Voyez le décret fondamental du 6 août (22 juillet et)—22 août 1791; les lois des 8—18 floréal an 11 (28 avril—8 mai 1803), et 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804); le décret du 17 pluviôse an 13 (6 février 1805); les lois des 30 avril 1806, 17—19 décembre 1814, 28 avril—4 mai 1816, 27—29 mars 1817, 21—23 avril 1818, et 11—15 août 1819, et les notes qui accompagnent chacune de ces lois et chacun de ces décrets.

Voyez aussi l'ordonnance du 2—5 août 1820, concernant le droit d'importation sur le houblon; celle du 28 août—1<sup>er</sup> septembre suivant, relative à l'application de la prime de sortie sur les tissus de laine de fabrication française, et au droit d'entrée des laines arrivant de l'étranger; celle du 4—18 octobre même année, concernant l'exportation des charbons et perches de la forêt des Ardennes; celle du 29 novembre—10 décembre suivant, concernant l'exportation des écorces à tan, provenant des forêts situées sur la rive droite et dans le département de l'Isère; celle du 31 octobre—13 novembre 1821, qui modifie celle du 28 août 1820; celle du 3—8 novembre 1821, concernant l'importation et l'entrepôt des fers étrangers; et celle du 23—24 avril 1822, concernant l'importation de divers produits.

Voyez encore la loi du 27—27 juillet 1822, et les notes.





|                                                                                                                  |                                                                                                                           |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Cochenille.....                                                                                                  | 1 f. 50 c. par kil.                                                                                                       |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
| Extraits de bois de teinture.....                                                                                | Prohibés.                                                                                                                 |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
| Grandes peaux brutes sèches, provenant des établissemens français en Afrique, par navires français.....          | 1 f. 00 c. par 100 kil.                                                                                                   |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
| Rum et tafia des colonies françaises.....                                                                        | { Le droit actuel sera augmenté d'un dixième par chaque degré excédant 22 degrés.                                         |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
| Salep.....                                                                                                       | 80 f. 00 c.                                                                                                               | } par 100 kil.                                                           |                                                                                                                                                                                          |
| Toile mi-blanche de chanvre ou de lin ayant moins de huit fils en chaîne par cinq millimètres.....               | 80 00                                                                                                                     |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
| Tissus de vannerie autres que les nattes ou tresses en bois, paille, etc.....                                    | 45 c. par mètre carré.                                                                                                    |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
| Soies et bourres de soie éeues de toute sorte.....                                                               | { La réduction de droits, prononcée par l'ordonnance du 22 juillet 1818, ne cessera qu'au 1 <sup>er</sup> septembre 1820. |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
| Tabac { en feuilles {                                                                                            | { par navires (des pays hors d'Europe. Exempt. français (des entrepôts..... 3 f. 00 c.)                                   | } par 100 kil.                                                           |                                                                                                                                                                                          |
|                                                                                                                  |                                                                                                                           |                                                                          | { régie { par navires étrangers ou par terre..... 10 00                                                                                                                                  |
|                                                                                                                  |                                                                                                                           |                                                                          | { pour compte particulier..... Prohibé.                                                                                                                                                  |
|                                                                                                                  |                                                                                                                           |                                                                          | { fabriqué. — Prohibition maintenue, sauf les petites provisions de tabac de santé ou d'habitude dont le ministre des finances autorise spécialement l'entrée ; elles paieront, savoir : |
| Tabacs ordinaires.....                                                                                           | 10 f.                                                                                                                     | } par kilogramme, et seulement jusqu'à la concurrence de 10 kilogrammes  |                                                                                                                                                                                          |
| Poudres de Séville et tabacs dits Kanaster, Porto-Ricco et Varinas.....                                          | 15 .                                                                                                                      |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
| Cigares de la Havane et des Indes.....                                                                           | 40                                                                                                                        | { le mille en nombre, et seulement jusqu'à la concurrence de deux mille. |                                                                                                                                                                                          |
| Marbre { brut, simplement écarri, et marbre blanc statuaire ébauché.....                                         | { dix centimètres et plus.....                                                                                            | } 2 f. 00 c.                                                             |                                                                                                                                                                                          |
|                                                                                                                  |                                                                                                                           |                                                                          | { scié, sans aucune autre main-d'œuvre, ayant d'épaisseur.....                                                                                                                           |
|                                                                                                                  |                                                                                                                           |                                                                          | { sculpté, moulé ou poli (sauf les billes, qui restent assujéties au droit actuel).....                                                                                                  |
|                                                                                                                  |                                                                                                                           |                                                                          | {                                                                                                                                                                                        |
| Albâtre sculpté, moulé ou poli.....                                                                              | 40 00                                                                                                                     | } par 100 kil.                                                           |                                                                                                                                                                                          |
| Les sculptures qui seront l'ouvrage de Français attachés à l'école de Rome paieront comme objets d'art.          | 40 00                                                                                                                     |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
| Schals et tissus de Cachemire.....                                                                               | Prohibition maintenue.                                                                                                    |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
| Tissus de bourre de soie, façon cachemire.....                                                                   | Prohibés.                                                                                                                 |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
| Acajou brut ou simplement écarri à la hache et les pièces sciées ayant plus de trois décimètres d'épaisseur..... | { par na- (des colonies françaises vres (des pays hors d'Europe..... 25 f. 00 c.)                                         | } par 100 kil.                                                           |                                                                                                                                                                                          |
|                                                                                                                  |                                                                                                                           |                                                                          | { français (des entrepôts..... 50 00                                                                                                                                                     |
|                                                                                                                  |                                                                                                                           |                                                                          | { par navires étrangers..... 37 50                                                                                                                                                       |
|                                                                                                                  |                                                                                                                           |                                                                          | { bruts..... 42 50                                                                                                                                                                       |
| Crins.....                                                                                                       | { frisés..... 5 00                                                                                                        | } par 100 kil.                                                           |                                                                                                                                                                                          |
| Huile de palme.....                                                                                              | 10 00                                                                                                                     |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
| Dégras de peaux.....                                                                                             | 15 00                                                                                                                     |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
| Houblon.....                                                                                                     | 45 00                                                                                                                     |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
| Cassia-lignea du cru de Cayenne, importé par navires français.....                                               | 30 00 (1)                                                                                                                 |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
| Dentelles de fil.....                                                                                            | 50 c. par kil.                                                                                                            |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |
|                                                                                                                  | 5 p. 0/0 de la valeur.                                                                                                    |                                                                          |                                                                                                                                                                                          |

(1) Voyez l'ordonnance précitée du 2—5 août 1820, qui rectifie cet article du tarif, et porte droit à quarante-cinq francs.

|                                                                                            |                                                                                                           |                                                                       |            |              |                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|------------|--------------|-----------------|
| Huile d'olive importée par navires                                                         | { fine. ....                                                                                              | 28 f. 00 c.                                                           | }          | par 100 kil. |                 |
| étrangers et par terre. ....                                                               | { commune. ....                                                                                           | 18 00                                                                 |            |              |                 |
| Poterie de grès commun                                                                     | { Ustensiles d'arts et métiers, cruches, bouteilles et creusets. ....                                     | 10 00                                                                 | }          |              |                 |
|                                                                                            | { Vaisselle de table ou de cuisine. ....                                                                  | 15 00                                                                 |            |              |                 |
| Nankins. .                                                                                 | { apportés en droiture par bâtimens français des contrées situées au-delà du cap de Bonne-Espérance. .... | 5 00                                                                  | }          | par kil.     |                 |
|                                                                                            | { Tous autres. ....                                                                                       | Prohibés.                                                             |            |              |                 |
| Grains. .                                                                                  | { par navires français                                                                                    | venant des pays de production (1). ....                               | 0 f. 25 c. | }            | par hectolitre. |
|                                                                                            |                                                                                                           | venant d'ailleurs que des pays de production. ....                    | 1 25       |              |                 |
|                                                                                            | { par navires étrangers                                                                                   | lorsqu'il y a lieu à la perception du droit proportionnel. ....       | 2 50       |              |                 |
|                                                                                            |                                                                                                           | lorsqu'il n'y a pas lieu à la perception du droit proportionnel. .... | 1 25       |              |                 |
| Farines. .                                                                                 | { par navires français                                                                                    | venant des pays de production. ....                                   | 0 50       | }            | par 100 kil.    |
|                                                                                            |                                                                                                           | venant d'ailleurs que des pays de production. ....                    | 2 50       |              |                 |
|                                                                                            | { par navires étrangers                                                                                   | lorsqu'il y a lieu à la perception du droit proportionnel. ....       | 5 00       |              |                 |
|                                                                                            |                                                                                                           | lorsqu'il n'y a pas lieu à la perception du droit proportionnel. .    | 2 50       |              |                 |
| Charbon de terre introduit par le département de la Moselle.                               |                                                                                                           | 0 10                                                                  | }          |              |                 |
| Cotons provenant de la Guiane française et importés directement par navires français. .... |                                                                                                           | 5 00                                                                  |            |              |                 |
| La durée de cette réduction est limitée à deux ans.                                        |                                                                                                           |                                                                       |            |              |                 |
| Fromages. ....                                                                             |                                                                                                           | 15 00                                                                 | }          |              |                 |
| Laines. .                                                                                  | { fines. ....                                                                                             | lavées. ....                                                          |            |              | 60 00           |
|                                                                                            |                                                                                                           | en suint. ....                                                        |            |              | 20 00           |
|                                                                                            | { communes. .                                                                                             | lavées. ....                                                          |            |              | 15 00           |
|                                                                                            |                                                                                                           | en suint. ....                                                        |            |              | 5 00            |
| Béliers mérinos et métis. ....                                                             |                                                                                                           | 1 00                                                                  | }          | par tête.    |                 |
| Brebis et moutons <i>idem</i> . ....                                                       |                                                                                                           | 0 75                                                                  |            |              |                 |
| Agneaux <i>idem</i> . ....                                                                 |                                                                                                           | 0 50                                                                  |            |              |                 |

2. Les augmentations de droits établies par l'article précédent, et les prohibitions, ne s'appliqueront pas aux marchandises qui pourront être rapportées en droiture des deux Indes par des bâtimens français partis avant le 15 janvier 1820. — Les taxes réduites ne s'appliqueront que trois mois après la publication de la présente loi. — A l'avenir, les ordonnances du roi qui seront rendues en matière de douanes, en vertu de l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814, détermineront, suivant les provenances, l'époque à laquelle devront commencer à être appliquées les augmentations ou diminutions de droits ainsi que les prohibitions qu'elles auront prononcées. — Ces ordonnances et les décisions qui seront rendues en vertu du même article, ne seront exécutoires qu'après leur insertion au Bulletin des lois.

(1) Cette disposition doit s'entendre de tous les pays de production indistinctement, par exemple, de l'Espagne; l'ordonnance du 23 octobre 1820, qui a déclaré que les grains chargés dans certains ports lointains qu'elle désigne seraient seuls considérés comme venant de pays de production, étant restrictive et modificative de la loi, n'est pas obligatoire pour les tribunaux. Cass., 16 janvier 1833, Sir., XXXIII, 1, 90.

Voyez, au surplus, la note sur l'ordonnance du 23—31 octobre 1820.





23 septembre 1818, relative aux cotons, et ce, avec des certificats d'origine confirmés par les autorités locales.

6. Il sera accordé pour l'exportation, et aux conditions déjà établies à l'égard du sucre, une prime de douze francs par cent kilogrammes net de mélasse ou résidu du sucre de canne.

7. Il sera accordé pour la sortie des meubles neufs en acajou massif, à titre de remboursement de droit d'entrée, une prime de trente-cinq francs par cent kilogrammes. — Cette prime s'étendra aux feuilles de placage.

8. Trois mois après la mise à exécution de la présente loi, il sera accordé à la sortie des tissus de laine une prime; savoir (1) :

|                                                               |   |                                                                                            |   |              |
|---------------------------------------------------------------|---|--------------------------------------------------------------------------------------------|---|--------------|
| Pour les draps. . .                                           | { | que par le dépôt des factures accompagnées d'échantillons on établira valoir plus de 25 f. | } | par 100 kil. |
|                                                               |   | le mètre. . . . .                                                                          |   |              |
|                                                               |   | dont le prix ne sera pas déclaré. . . . .                                                  |   |              |
| Pour toutes les autres étoffes de pure laine. . . . .         |   |                                                                                            |   |              |
| Pour les étoffes mélangées de laine et d'autres matières. . . |   |                                                                                            |   |              |

9. Le droit du sel employé à la salaison des viandes de bœuf et de porc exportées par mer sera remboursé d'après un taux moyen que le gouvernement déterminera pour chaque espèce de salaison (2). — Les dispositions de l'article 55 de la loi du 24 avril 1806 restent applicables aux sels employés aux salaisons de la marine royale.

10. Les primes d'exportation, sauf celles des sucres et des mélasses, s'appliqueront aux objets expédiés pour les colonies.

#### Bureaux d'entrée et de transit.

11. Les ports de Saint-Raphaël, de Quimper et de Marans, et les bureaux de Dunkerque *par Zuidcoote*, Jougne, L'Arche, Bedous *par Urdos*, sont ajoutés à ceux désignés par l'article 20 de la loi du 28 avril 1816 pour l'importation des marchandises payant plus de vingt francs par cent kilogrammes.

12. Le port de Mucinajo est ajouté aux ports désignés par l'article 5 de la loi du 21 avril 1818, relatif au régime spécial des douanes en Corse. — L'importation des marchandises désignées en l'article 22 de la loi du 28 avril 1816 pourra, par ces seuls bureaux, s'effectuer sur bâtimens de vingt tonneaux et au dessus.

13. Les bureaux de Bedous et de Dunkerque *par Zuidcoote* seront ouverts au transit des denrées et marchandises étrangères, établi par les lois des 17 décembre 1814, 27 mars 1817 et 21 avril 1818.

#### Cabotage.

14. Les marchandises dont le droit de sortie n'excède pas cinquante centimes par cent kilogrammes, ou un quart pour cent de la valeur, et qui, d'après les réglemens en vigueur, ne sont pas assujéties au plombage, seront expédiées, d'un port à l'autre, par simple passavant. Celles qui, non comprises dans cette exception, devront continuer à être expédiées par acquit-à-caution, ne seront soumises qu'aux règles établies par le titre III de la loi du 22 août 1791. L'article 1<sup>er</sup> du titre VII de la loi du 4 germinal an 2 est abrogé.

#### Passavans de circulation.

15. Si, à la vérification des objets présentés en douane pour obtenir un

(1) Voyez l'ordonnance du 28 août—1<sup>er</sup> septembre 1820, concernant l'application de ces primes de sortie; et celle du 31 octobre—13 novembre 1821, sur le même objet.

(2) Voyez l'ordonnance du 22 juin—8 juillet 1820, relative au mode de remboursement du droit sur le sel employé à la salaison des viandes exportées par mer.



passavant de circulation, on découvre un manque d'identité en nature ou en espèce, les objets seront saisis en garantie de l'amende de cinq cents francs, qui, en cas d'insuffisance de valeur, sera recouvrée par voie de contrainte, et après jugement. Si l'objet présenté n'était qu'un simple simulateur, sans valeur aucune, et que le déclarant n'eût pas de domicile connu ou ne pût fournir caution, celui-ci serait traduit, à l'instant même, pardevant le procureur du roi, ou autre magistrat chargé de la police judiciaire, qui le ferait conduire devant le juge d'instruction, lequel aurait à décider si, pour garantie de l'amende encourue, il y a lieu de s'assurer de sa personne, et de décerner contre lui un mandat de dépôt; et, dans le cas où le mandat aurait été décerné, le déclarant sera traduit au tribunal correctionnel, et condamné en ladite amende de cinq cents francs, pour le paiement de laquelle il pourra, comme en toute autre matière de délit, être retenu pendant le temps déterminé par la loi.

---

N° 212. = 7—29 juin 1820. = **ORDONNANCE** du roi relative au recrutement de la garde royale (1). (VII, Bull. CCCLXXVIII, n° 8882.)

---

N° 213. = 7 juin—1<sup>er</sup> juillet 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui fait quelques changemens dans l'organisation du conseil de prud'hommes établi à Mulhausen, département du Haut-Rhin (2). (VII, Bull. CCCLXXX, n° 8921.)

Art. 1<sup>er</sup>. A dater de l'époque du prochain renouvellement des membres du conseil de prud'hommes de la ville de Mulhausen, le nombre des membres de ce conseil, qui précédemment avait été fixé à cinq, savoir : trois marchands-fabricans et deux chefs d'atelier, ou ouvriers patentés, sera porté à sept, en conservant les mêmes proportions de moitié moins un dans le nombre des chefs d'atelier ou ouvriers patentés, comparé à celui des marchands fabricans.

2. Les diverses branches d'industrie ci-après désignées concourront à la formation dudit conseil, de la manière et dans les proportions suivantes : — Les manufactures d'impression sur toiles de coton nommeront trois membres marchands-fabricans ; — Les établissemens de filature et de tissage de coton, deux membres, dont l'un marchand-fabricant, et l'autre chef d'atelier ou ouvrier patenté ; — Les fabriques d'étoffes de laine, un membre chef d'atelier, ou ouvrier patenté ; — Les teinturiers, tanneurs, mécaniciens, charpentiers et menuisiers, un membre chef d'atelier ou ouvrier patenté. — Total, sept membres.

3. Indépendamment des sept membres dont il est question dans l'article précédent, il sera attaché au conseil deux suppléans, qui seront, l'un marchand-fabricant, et l'autre chef d'atelier ou ouvrier patenté. — Ces suppléans, qui pourront être pris indistinctement dans les différentes branches d'industrie spécifiées ci-dessus, remplaceront ceux des prud'hommes que des motifs quelconques empêcheraient d'assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général du conseil.

4. Il n'est rien changé aux dispositions du décret du 7 mai 1808, concernant la juridiction, la tenue et les dépenses du conseil de prud'hommes de la ville de Mulhausen.

---

(1) La garde royale a été dissoute par l'ordonnance du 11—24 août 1830.

(2) Voyez le décret du 11 juin 1809, qui détermine l'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes, en général, et la note.

5. L'élection et le renouvellement de ces membres auront lieu d'après le mode qui a été réglé par le décret du 11 juin 1809, rectifié le 20 février suivant. Les marchands fabricans et chefs d'atelier, ou ouvriers patentés, appelés à faire partie du conseil, se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions établies tant par ce décret que par la loi du 18 mars 1806 et par le décret du 3 août 1810.

---

N° 214. = 8 juin—1<sup>er</sup> juillet 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement d'un péage pour subvenir aux frais de construction d'un pont sur le canal de Cornillon, à l'entrée de la ville de Meaux. (VII, Bull. CCCLXXX, n° 8925.)

---

N° 215. = 17 juin—8 juillet 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant que deux des juges suppléans du tribunal de première instance de Paris y rempliront temporairement les fonctions de juges d'instruction (1). (VII, Bull. CCCLXXXI, n° 8958.)

Louis, . . . — Vu les articles 36, 37, 38 et 39 de la loi du 20 avril 1810 ; — Vu les articles 55, 56 et 58 du Code d'instruction criminelle ; — Vu le décret du 25 mai 1811 ; — Considérant qu'il importe que l'instruction des affaires criminelles n'éprouve dans le département de la Seine aucun retardement ; que le nombre des juges d'instruction, fixé d'abord à six par le Code d'instruction criminelle, et porté ensuite à neuf, est insuffisant, soit à raison de l'état d'infirmité et de mauvaise santé dans lequel se trouvent en ce moment quelques uns de ces magistrats, soit par l'effet des mesures que nous avons prescrites et d'après lesquelles toute personne arrêtée à Paris est interrogée dans les vingt-quatre heures par les magistrats, conformément à l'article 93 du Code d'instruction criminelle ; — Considérant que, suivant les articles 38 et 39 de la loi du 20 avril 1810, les juges suppléans sont susceptibles d'être appelés temporairement par nous à remplir toutes les fonctions attribuées aux juges titulaires ; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Jusqu'à ce qu'il en soit par nous autrement ordonné, deux des juges suppléans du tribunal de première instance de Paris rempliront les fonctions de juges d'instruction, et feront leurs rapports à celle des chambres à laquelle ils sont attachés.

---

N° 216. = 17 juin—11 juillet 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine la condition sans laquelle nul ne pourra à l'avenir être élu membre de la chambre des avoués près la cour royale de Toulouse (2). (VII, Bull. CCCLXXXII, n° 8967.)

Louis, . . . — Voulant assurer parmi les avoués près la cour royale de Toulouse le maintien d'une exacte discipline ; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — A l'avenir, nul ne pourra être élu membre de la chambre des avoués de la cour royale de Toulouse, s'il n'exerce depuis plus de huit ans les fonctions d'avoué.

---

N° 217. = 22 juin—8 juillet 1820. = **ORDONNANCE** du roi relative au mode

---

(1) Voyez l'ordonnance du 19—25 mai 1825, qui porte une disposition semblable, et qui rappelle la présente.

(2) Voyez l'ordonnance du 12—14 août 1832, qui fixe de nouveau les conditions d'éligibilité aux chambres des avoués.



*de remboursement du droit sur le sel employé à la salaison des viandes exportées par mer* (1). (VII, Bull. CCCLXXXI, n° 8960.)

Louis, . . . — Vu l'article 9 de la loi sur les douanes du 7 du présent mois, qui porte que le droit du sel employé à la salaison des viandes de bœuf et de porc exportées par mer, sera remboursé d'après un taux moyen que le gouvernement déterminera pour chaque espèce de salaison; — Considérant que la quantité de sel employée aux salaisons ci-dessus varie selon l'espèce de viande et leur destination; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les viandes salées ayant droit, dans le cas d'exportation, au remboursement du droit du sel, selon l'article 9 de la loi du 7 juin 1820, sont rangées en deux classes pour la quotité du droit à restituer. — La première classe comprend les viandes qui seront embarquées, soit comme cargaison, soit comme provisions de bord sur les navires en partance pour les colonies françaises ou pour les pays étrangers hors d'Europe. — Dans la seconde classe seront rangées les viandes qui seront embarquées pour les pays étrangers d'Europe, et pour la nourriture des équipages des navires ayant cette destination ou expédiés pour la pêche de la morue.

2. La restitution du droit aura lieu pour chaque classe dans les proportions suivantes, savoir : — Sur les salaisons de première classe, pour cent kilogrammes net de bœuf ou porc, le droit de quarante kilogrammes de sel; — Pour cent kilogrammes de jambon, le droit de trente kilogrammes de sel; — Pour cent kilogrammes de lard en planches, le droit de trente-deux kilogrammes de sel. — Sur les salaisons de la seconde classe, pour cent kilogrammes net de bœuf ou porc, le droit de trente kilogrammes; — Pour cent kilogrammes de jambon, le droit de vingt-cinq kilogrammes; — Pour cent kilogrammes de lard en planches, le droit de vingt-sept kilogrammes.

3. Pour établir le poids net des salaisons, il sera fait déduction du poids des futailles dans lesquelles elles seront contenues, en prenant le poids effectif des futailles vides de même forme et capacité. — Chaque restitution du droit sera autorisée par l'administration des douanes, mais seulement sur la production de pièces justificatives de la bonne confection des salaisons embarquées, de leur exportation effective et du lieu de leur exportation.

4. Les viandes que l'on aurait salées dans les lieux situés dans l'enceinte des marais salans ou enclavés dans leur circonscription ne jouiront, à la sortie, du remboursement du droit du sel selon les proportions déterminées dans l'article 2, que sur la représentation préalablement faite, 1° des acquits de paiement du droit du sel employé auxdites fabrications; 2° d'un certificat du saleur qui aura préparé les viandes, ledit certificat légalisé par le maire de la commune où seront placés les ateliers de salaison.

5. Toute quantité de viande salée en France ayant joui de la restitution du droit aux termes des articles précédens, et qui serait réimportée sous un prétexte quelconque, ne pourra être mise en consommation dans le royaume qu'en supportant les droits d'entrée du tarif comme viande salée importée de l'étranger.

---

N° 218. = 29—30 juin 1820. = **Loi sur les élections** (2). (VII, Bull. CCCLXXXIX, n° 8910.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il y a dans chaque département un collège électoral de départe-

---

(1) Cette ordonnance est rendue en exécution de l'art. 9 de la loi de douanes du 7—9 juin 1820.

(2) Cette loi, qui avait établi le double vote, a cessé d'être en vigueur. Aujourd'hui, la matière

ment et des collèges électoraux d'arrondissement. — Néanmoins, tous les électeurs se réuniront en un seul collège dans les départemens qui n'avaient, à l'époque du 5 février 1817, qu'un député à nommer; dans ceux où le nombre des électeurs n'excède pas trois cents, et dans ceux qui, divisés en cinq arrondissemens de sous-préfectures, n'auront pas au-delà de quatre cents électeurs.

2. Les collèges de département sont composés des électeurs les plus imposés, en nombre égal au quart de la totalité des électeurs du département. — Les collèges de département nomment cent soixante-douze nouveaux députés, conformément au tableau annexé à la présente loi. Ils procéderont à cette nomination pour la session de 1820. — La nomination des deux cent cinquante-huit députés actuels est attribuée aux collèges d'arrondissemens électoraux à former dans chaque département en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, sauf les exceptions portées au paragraphe 2 du même article. — Ces collèges nomment chacun un député. Ils sont composés de tous les électeurs ayant leur domicile politique dans l'une des communes comprises dans la circonscription de chaque arrondissement électoral. Cette circonscription sera provisoirement déterminée, pour chaque département, sur l'avis du conseil général, par des ordonnances du roi, qui seront soumises à l'approbation législative dans la prochaine session. — Le cinquième des députés actuels qui doit être renouvelé sera nommé par les collèges d'arrondissement. — Pour les sessions suivantes, les départemens qui auront à renouveler leur députation la nommeront en entier d'après les bases établies par le présent article.

3. La liste des électeurs de chaque collège sera imprimée et affichée un mois avant l'ouverture des collèges électoraux. Cette liste contiendra la quotité et l'espèce des contributions de chaque électeur, avec l'indication des départemens où elles sont payées.

4. Les contributions directes ne seront comptées, pour être électeur ou éligible, que lorsque la propriété foncière aura été possédée, la location faite, la patente prise et l'industrie sujette à patente exercée une année avant l'époque de la convocation du collège électoral. Ceux qui ont des droits acquis avant la publication de la présente loi, et le possesseur à titre successif, sont seuls exceptés de cette condition (1).

est réglée par la loi générale du 19—23 avril 1831, qui constitue le dernier état des choses, qui n'établit qu'un seul et même cens pour tous les électeurs, et qui ne reconnaît que des collèges électoraux d'arrondissement.

Voyez, dans les notes qui accompagnent le tit. III de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), le résumé de la législation sur les élections.

(1) Sous l'empire de cette disposition, qui ne se retrouve plus dans la loi précitée du 19—23 avril 1831, dont l'art. 7 n'exige que la possession ou la location de l'immeuble d'où dérive le cens antérieurement à la révision des listes electorales, il a été rendu plusieurs décisions que nous rapporterons ici, parce que quelques unes d'entre elles sont basées sur des principes que l'on pourrait invoquer dans l'application de la loi nouvelle.

Il ne suffit pas, pour être admis à voter, que la possession annale soit acquise avant le jour de la réunion des collèges; il faut que cette possession soit acquise avant l'affiche de l'ordonnance de convocation, ou au moins avant la confection du tableau de rectification. *Bourges*, 14 juin 1830, *SIR.*, XXX, 2, 330; et *Cass.*, 5 juillet 1830, *SIR.*, XXX, 1, 359. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire qu'il suffit, pour être admis à voter, que la possession annale soit acquise au jour de la réunion des collèges. *Nancy*, 14 juin 1830, *SIR.*, XXX, 2, 328.

La possession annale est nécessaire, encore que les biens à raison desquels l'électeur réclame son inscription, aient été acquis par voie d'échange, que l'électeur ait la possession annale des biens échangés, et qu'enfin les contributions soient les mêmes sur les biens aliénés et sur les biens acquis. *Cass.*, 12 juillet 1830, *SIR.*, XXX, 1, 361. — Aucune disposition des lois électorales n'ayant dérogé soit expressément, soit tacitement, au principe d'après lequel le partage n'est



5. Les contributions foncières payées par une veuve sont comptées à celui de ses fils, à défaut de fils à celui de ses petits-fils, et à défaut de fils et petits-fils à celui de ses gendres qu'elle désigne (1).

6. Pour procéder à l'élection des députés, chaque électeur écrit secrètement son vote sur le bureau, ou l'y fait écrire par un autre élec-

que déclaratif de propriété, et remonte, quant à ses effets, au jour où avait commencé l'indivision, il s'ensuit que le copropriétaire d'un immeuble indivis peut, aussitôt après le partage qui lui attribue l'usufruit de cet immeuble en totalité, se prévaloir, pour former son cens électoral, de la totalité des contributions dont il se trouve tenu par l'effet du partage, si d'ailleurs ses droits dans l'immeuble indivis remontaient à plus d'un an : il est réputé, en un tel cas, avoir la possession annale de la totalité de l'immeuble. Amiens, 11 décembre 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 21. — Le citoyen, dont la radiation de la liste électorale a été réclamée sur le motif qu'il ne payait pas le cens requis, peut obtenir son maintien sur la liste au moyen de partages faits depuis la demande en radiation : en ce cas, et selon la règle du droit commun, l'effet du partage remonte au jour où a commencé l'indivision. Orléans, 14 janvier 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 74. — Le cohéritier peut, aussitôt après le partage fait avec ses cohéritiers, ou la vente que ceux-ci lui ont consentie de leurs droits successifs, se prévaloir, pour former son cens électoral, de la totalité des contributions payées par les immeubles dont il se trouve propriétaire, bien qu'il ne possède que depuis moins d'un an : en un tel cas, le cohéritier est réputé posséder à titre successif, dans le sens de l'art. 4 de la loi du 29 juin 1820. Nancy, 27 novembre 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 155. — L'acquisition, sur licitation, par l'un des héritiers, est un titre successif, dans le sens de la loi du 29 juin 1820 ; en conséquence, l'héritier acquéreur peut se prévaloir, pour former son cens électoral, de la totalité des contributions payées par l'immeuble, quoiqu'il possède depuis moins d'un an. Rouen, 13 décembre 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 22. — Le donataire de biens donnés en avancement d'hoirie jouit des revenus comme de la nue-propriété de ces biens à titre successif : en conséquence, les contributions directes imposées sur ces biens doivent servir à former le cens électoral du donataire, quoique sa jouissance remonte à moins d'une année. Montpellier, 17 avril 1828, *SIR.*, XXVIII, 2, 204 ; Rouen, 23 avril 1828, *SIR.*, XXVIII, 2, 203 ; et 11 septembre 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 282. — Jugé encore que le don en avancement d'hoirie fait par contrat de mariage, par un père à son enfant, est un titre successif, dans le sens de l'art. 4 de la loi du 29 juin 1820 : en conséquence, le donataire est dispensé de la possession annale. Cass., 13 juillet 1830, *SIR.*, XXX, 1, 359. — Jugé, au contraire, que les donations entre-vifs, faites par les père et mère à leurs enfants, qualifiées (par la loi ou la jurisprudence) d'avancement d'hoirie, ne sont pas un titre successif, dans le sens de la présente loi ; qu'en conséquence l'enfant donataire n'est pas exempt de la nécessité de la possession annale pour avoir le droit de compter, à l'effet de former son cens électoral, les contributions payées par l'immeuble donné. Caen, 19 janvier 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 73 ; et Paris, 25 août 1819, *SIR.*, XXIX, 2, 249.

Les fils de famille au profit de qui leur père a fait d'avance le partage de ses biens, avec abandon de l'usufruit, et qui réclament d'être réputés contribuables pour le cens électoral à raison de cet usufruit, par application de l'art. 4 de la loi du 29 juin 1820, comme possesseurs à titre successif, sont mal fondés dans cette réclamation : la contribution suit l'usufruit, non la nue-propriété : l'usufruit n'est pas réputé acquis à titre successif ou à titre de donation en avancement d'hoirie ; il est réputé acquis à titre de donation pure et simple, bien qu'il y ait titre successif pour la nue-propriété. Arr. du cons., 14 octobre 1827, *SIR.*, XXVII, 2, 233. — Jugé, au contraire, que les enfants au profit desquels leurs père et mère ont fait, par acte entre-vifs, un partage anticipé, sont réputés jouir à titre successif des revenus comme de la nue-propriété des biens compris au partage, et qu'en conséquence les enfants peuvent, pour former leur cens électoral, se prévaloir des contributions payées par les biens à eux attribués, quoique leur possession remonte à moins d'un an. Angers, 20 mars 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 250.

La possession annale ne peut être exigée pour l'augmentation de la patente, lorsque cette augmentation résulte de l'accroissement de valeur locative des ateliers à raison desquels la patente est payée : mais la possession annale est nécessaire si l'augmentation est fondée sur ce que le négociant occupe de nouveaux ateliers distincts des premiers. Bourges, arrêt précité du 14 juin 1830, *SIR.*, XXX, 2, 330.

L'électeur dont la possession annale ne s'est accomplie qu'après le 30 septembre peut demander à être porté sur le tableau de rectification : son droit n'étant pas acquis au 30 septembre, il n'a pu requérir son inscription à cette époque ; en conséquence, il n'y a point de déchéance à lui opposer. Cass., 5 juillet 1830, *SIR.*, XXX, 1, 362.

(1) L'art. 8 de la loi précitée du 19—23 avril 1831 reproduit et étend la présente disposition.

La femme divorcée et non remariée est réputée *veuve*, dans le sens de cette disposition. Rennes, 8 décembre 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 12. — Jugé en sens contraire. Cass., 25 janvier 1830,

teur de son choix, sur un bulletin qu'il reçoit à cet effet du président; il remet son bulletin, écrit et fermé, au président, qui le dépose dans l'urne destinée à cet usage.

7. Nul ne peut être élu député aux deux premiers tours de scrutin, s'il ne réunit au moins le tiers plus une des voix de la totalité des membres qui composent le collège, et la moitié plus un des suffrages exprimés.

8. Les sous-préfets ne peuvent être élus députés par les collèges d'arrondissements électoraux qui comprennent la totalité ou une partie des électeurs de l'arrondissement de leur sous-préfecture.

9. Les députés décédés ou démissionnaires seront remplacés chacun par le collège qui l'aura nommé. — En cas de décès ou démission d'aucun des membres actuels de la chambre, avant que le département auquel il appar-

SIR., XXX, 1, 42. — L'art. 8 de la loi du 19 avril 1831 statue dans le sens de l'arrêt de la cour de Rennes.

La délégation de contributions par une femme veuve en faveur de son gendre doit avoir tout son effet, sans qu'on puisse exiger du gendre la preuve que sa belle-mère n'a ni fils, ni petits-fils: pour anéantir l'effet de la délégation, il faudrait prouver, contre le gendre, l'existence d'un fils ou d'un petit-fils. Cass., 6 juillet 1830, SIR., XXX, 1, 362.

Le gendre n'a pas la faculté de se faire attribuer les contributions de sa belle-mère, lorsque celle-ci a un fils, mais trop jeune pour être électeur. Arr. du cons., 14 octobre 1827, SIR., XXVII, 2, 233. — Jugé en sens contraire. Limoges, 13 septembre 1827, Amiens, 27 septembre 1827, et Rennes, 28 septembre 1827, SIR., XXVII, 2, 234, 235 et 236. — Les mots: *à défaut de fils et de petits-fils*, employés dans l'art. 5 de la loi de 1820, doivent s'entendre, non pas seulement à défaut de fils et de petits-fils vivans, mais encore à défaut de fils et de petits-fils capables d'être électeurs. Montpellier, 2 avril 1828, SIR., XXVIII, 2, 204; Agen, 14 novembre 1828, Colmar, 27 novembre 1828, et Paris, 2 décembre 1828, SIR., XXIX, 2, 4.

Après une première délégation de ses contributions consentie par une veuve en faveur de l'un de ses enfans et l'inscription du délégataire sur la liste électorale, la veuve ne peut plus, jusqu'à la révision annuelle des listes, consentir une nouvelle délégation, qui ait effet actuel au profit d'un autre enfant: la première délégation, ou du moins l'inscription qui en a été la suite, étant irrévocable, l'effet de la seconde délégation se trouve nécessairement suspendu. Cass., 15 mai 1833, SIR., XXXIII, 1, 632; Bull. civ., XXXV, 109.

La faculté accordée, en matière électorale, à la veuve de déléguer ses contributions à son gendre, continue d'exister, bien que le gendre ait, après le décès de son épouse, contracté un second mariage, alors qu'il existe un enfant issu de la première union. Paris, 21 octobre 1829, SIR., XXX, 2, 94.

La délégation faite par une veuve à son gendre de moitié des contributions assises sur des biens qui ont été possédés par son mari doit être admise, bien qu'il ne soit pas prouvé par titres que ces biens étaient des acquêts: il suffit au délégataire d'invoquer la présomption de l'art. 1402 du Cod. civ., qui, jusqu'à preuve contraire, répute tous les immeubles acquêts de communauté. Cass., 7 juillet 1830, SIR., XXX, 1, 360.

La contribution des portes et fenêtres n'a pas le caractère de contribution foncière; en conséquence, elle ne peut être déléguée par une veuve à son gendre, à l'effet de former le cens électoral du délégataire. Caen, 11 décembre 1828, SIR., XXIX, 2, 52. — Cette décision ne saurait plus être suivie en présence de l'art. 4 de la loi du 19—23 avril 1831, qui porte que la contribution des portes et fenêtres confère le cens électoral.

L'électeur dont le cens a été réduit par le préfet, sous prétexte qu'une délégation à lui faite par sa mère n'a dû avoir effet que pour un an, peut se faire porter sur un tableau de rectification en produisant une délégation nouvelle: vainement un tiers dirait que c'est par erreur que la première délégation a été déclarée temporaire; qu'elle subsiste jusqu'à révocation; qu'ainsi, la seconde n'a point donné un droit nouveau autorisant l'inscription au tableau de rectification. Nancy, 21 juin 1830, SIR., XXX, 2, 329.

C'est à l'autorité administrative et non à l'autorité judiciaire à décider la question de savoir comment doit être entendue la disposition qui autorise la belle-mère à faire porter ses contributions sur son gendre, à défaut de fils ou de petits-fils, aux fins de lui conférer la qualité d'électeur. Arr. précité du cons., 14 octobre 1827, SIR., XXVII, 2, 233. — Jugé en sens contraire. Arrêts précités Limoges, 13 septembre 1827, Amiens, 27 septembre 1827, et Rennes, 28 septembre 1827, SIR., XXVII, 2, 234, 235 et 236. — Il ne peut plus y avoir de doute aujourd'hui sur cette question: aux termes des art. 27 et 33 de la loi du 19—23 avril 1831, le préfet doit statuer en conseil de préfecture, sauf l'appel de sa décision devant la cour royale du ressort.



tient soit en tour de renouveler sa députation, il sera remplacé par un des collèges d'arrondissement de ce département. — La chambre déterminera par la voie du sort l'ordre dans lequel les collèges électoraux d'arrondissement procéderont aux remplacements éventuels jusqu'au premier renouvellement intégral de chaque députation.

10. En cas de vacance par option, décès, démission ou autrement, les collèges électoraux seront convoqués dans le délai de deux mois pour procéder à une nouvelle élection.

11. Les dispositions des lois des 5 février 1817 et 25 mars 1818 auxquelles il n'est pas dérogé par la présente, continueront d'être exécutées, et seront communes aux collèges électoraux de département et d'arrondissement.

(Suit le tableau du nombre des députés à élire par les collèges électoraux de département (1).)

---

N<sup>o</sup> 219. = 1<sup>er</sup> juillet 1820. = **ORDONNANCE** du roi relative à la retenue à exercer sur les traitemens des employés de la guerre pour former un fonds de retraite. — (Journal militaire officiel, 2<sup>e</sup> semestre 1820, page 213.)

Louis, . . . — Vu, 1<sup>o</sup> le décret du 2 février 1808 sur les retenues à exercer pour les pensions à accorder aux employés des bureaux de la guerre; 2<sup>o</sup> la loi du 25 mars 1817 et celle du 15 mai 1818; 3<sup>o</sup> la loi du 27 fructidor an 5 (13 septembre 1797), l'arrêté du 10 prairial an 11 (30 mai 1803), et le décret du 22 janvier 1808 sur les pensions des agens et ouvriers de l'administration des poudres et salpêtres; 4<sup>o</sup> les ordonnances du 25 février 1816, sur les pensions des instituteurs et professeurs des écoles de l'artillerie et du génie, et celles des contrôleurs et réviseurs des manufactures d'armes et des fonderies; — Considérant l'insuffisance des ressources desdites caisses de retenues, et la nécessité de les accroître, en élevant la retenue à un taux convenable, et égal à celui qui existe déjà pour plusieurs administrations; — Sur le rapport de notre ministre de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La retenue de trois centimes par franc, qui s'exerce sur les appointemens des employés des bureaux du ministère de la guerre pour former un fonds de pension, en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 2 février 1808, est portée à cinq centimes par franc à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1820.

2. Les dispositions de l'article 14 dudit décret, qui admet les militaires ou fonctionnaires militaires employés dans les bureaux aux mêmes charges et droits que les employés du ministère, sont abrogées, sans préjudice, toutefois, des droits acquis par ceux qui supportent en ce moment la retenue, et qui continueront à subir celle de cinq centimes par franc, établie par l'article précédent.

3. Sont également portées au taux de cinq centimes par franc, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1820, — 1<sup>o</sup> La retenue de quatre centimes par franc, qui s'exerce pour former un fonds de pensions, sur le traitement des agens et ouvriers du service des poudres et salpêtres, en vertu de l'arrêté du 10 prairial an 11 et du décret du 22 janvier 1808; — 2<sup>o</sup> La retenue de trois centimes que supportent pour le même objet les traitemens des instituteurs, professeurs et répétiteurs des écoles d'artillerie et du génie, ainsi que ceux des contrôleurs et réviseurs des manufactures d'armes et des contrôleurs des forges et fonderies, en vertu de notre ordonnance du 25 février 1816.

---

(1) Aujourd'hui, et d'après l'art. 38 de la loi du 19—23 avril 1831, le nombre des députés est de quatre cent cinquante-neuf.

N° 220. = 4—8 juillet 1820. = *LOI sur le partage des bénéfices de la banque mis en réserve* (1). (VII, Bull. CCCLXXXI, n° 8956.)

Art. 1<sup>er</sup>. Les bénéfices de la banque acquis aux actionnaires et mis en réserve jusqu'au 31 décembre 1819, en exécution de la loi du 22 avril 1806, lesquels, déduction faite de la somme de trois millions huit cent soixante-quinze mille quatre cent soixante-douze francs quatre centimes pour l'acquisition de l'hôtel de la Banque et des dépendances, s'élèvent à la somme de treize millions sept cent soixante-huit mille cinq cent vingt-sept francs quatre-vingt-seize centimes, seront répartis aux propriétaires des soixante-sept mille neuf cents actions actuellement en circulation.

2. Les bénéfices mis en réserve en exécution de la loi du 24 germinal an 11 (14 avril 1803), montant à la somme de sept millions sept cent soixante mille six cent cinquante francs soixante-seize centimes, dont l'emploi a été fait conformément aux dispositions de cette loi, continueront provisoirement de rester en réserve.

N° 221. = 5—8 juillet 1820. = *ORDONNANCE du roi concernant les facultés de droit et de médecine* (2). (VII, Bull. CCCLXXXI, n° 8957.)

Louis, ... — Sur ce qui nous a été exposé touchant l'insuffisance des réglemens existans relatifs à la conduite et à l'assiduité des étudiants près les facultés et les écoles secondaires de médecine de notre université; — Vu la loi du 10 mai 1808 et les décrets et ordonnances concernant l'instruction publique; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1821, nul ne pourra être admis à prendre sa première inscription dans les facultés de droit et de médecine, s'il n'a obtenu le grade de bachelier ès-lettres.

2. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1822, nul ne sera admis à l'examen requis pour le grade de bachelier ès-lettres, s'il n'a suivi, au moins pendant un an, un cours de philosophie dans un collège royal ou communal ou dans une institution où cet enseignement est autorisé.

3. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1823, nul ne sera admis audit examen, s'il n'a

(1) Voyez la loi du 24 germinal—4 floréal an 11 (14—24 avril 1803), portant organisation de la banque de France, et les notes qui résument tous les réglemens dont cet établissement a été l'objet.

Voyez spécialement, sur le partage des bénéfices mis en réserve, l'art. 8 de la loi précitée, et l'art. 4 de celle du 22 avril—2 mai 1806.

(2) Voyez la loi du 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804), concernant l'organisation des écoles de droit, et les notes.

Et, sur l'organisation des facultés de médecine, voyez le décret du 14 frimaire an 3 (4 décembre 1794), portant création d'écoles de médecine à Paris, Montpellier et Strasbourg; celui du 11 floréal an 10 (1<sup>er</sup> mai 1802), sur l'instruction publique, qui autorise la création de trois nouvelles écoles de médecine; l'arrêté du 20 brumaire an 12 (12 novembre 1803), qui fixe le traitement et le costume des professeurs; l'ordonnance du 17—21 février 1815, art. 26 et suiv., concernant les facultés en général; celle du 2—19 février 1823, contenant réorganisation de la faculté de médecine de Paris; celle du 12 décembre 1824—8 janvier 1825, qui détermine la nouvelle organisation de la faculté de médecine de Montpellier; celle du 26 mars—14 avril 1829, sur l'instruction publique, tit. II, concernant les facultés de médecine; celle du 18—28 janvier 1831, qui dispense les étudiants en médecine de prendre préalablement le grade de bachelier ès-sciences; et celle du 12 avril—24 juin 1835, qui détermine les conditions à remplir par les élèves des écoles secondaires de médecine qui se présentent devant les facultés de médecine pour y obtenir le grade de docteur.

Des ordonnances, inutiles à rappeler ici, ont créé diverses chaires dans les facultés de Paris et dans celles des départemens.



suivi, au moins pendant un an, un cours de rhétorique, et, pendant une autre année, un cours de philosophie, dans l'un desdits collèges ou institutions.

4. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1823, nul ne sera admis à s'inscrire dans les facultés de médecine, s'il n'a obtenu le grade de bachelier ès-sciences. D'ici à cette époque, l'instruction requise pour ce grade ainsi que pour les grades supérieurs de la faculté des sciences, sera réglée de nouveau, et de manière que le grade de bachelier n'exige de ceux qui se destinent à la médecine que les connaissances scientifiques qui leur seront nécessaires.

5. A compter du 1<sup>er</sup> novembre prochain, tout étudiant qui se présentera pour prendre sa première inscription dans une faculté ou dans une école secondaire de médecine, sera tenu de déposer, — 1<sup>o</sup> Son acte de naissance; — 2<sup>o</sup> S'il est mineur, le consentement de ses parens ou tuteur, à ce qu'il suive ses études dans la faculté ou dans l'école : ce consentement devra indiquer le domicile actuel desdits parens ou tuteur; — 3<sup>o</sup> Enfin, dans les facultés de droit et de médecine, après les époques indiquées ci-dessus, le diplôme exigé par les articles précédens.

6. A compter du même jour, 1<sup>er</sup> novembre prochain, nul ne sera admis à prendre d'inscription dans une faculté ou dans une école siégeant dans une ville autre que celle de la résidence de ses parens et tuteur, s'il n'est présenté par une personne domiciliée dans la ville où siège ladite faculté ou école, laquelle sera tenue d'inscrire elle-même son nom et son adresse sur un registre ouvert à cet effet. — L'étudiant sera censé avoir son domicile de droit, en ce qui concerne ses rapports avec les facultés ou écoles, chez cette personne, à laquelle seront adressés, en conséquence, tous les avis et toutes les notifications qui le concerneront. En cas de mort ou de départ de ladite personne, l'étudiant sera tenu d'en présenter une autre; faute par lui de le faire, toutes les inscriptions qu'il aura prises depuis le décès ou le départ de la personne domiciliée par laquelle il avait été présenté, pourront être annulées.

7. L'étudiant est, en outre, tenu de déclarer, en s'inscrivant, sa résidence réelle, et, s'il vient à en changer, d'en faire une nouvelle déclaration. — Ces déclarations seront inscrites sur le registre dont il est question dans l'article précédent. Toute fausse déclaration, ou tout défaut de déclaration, en cas de changement de domicile, pourra être puni, comme il est dit en l'article précédent. Ces punitions seront infligées par délibération de la faculté.

8. Le registre dont il est question dans l'article 7 sera, ainsi que le registre des inscriptions, coté et paraphé par le recteur de l'académie, qui les clora tous deux le quinzième jour de chaque trimestre; ils seront portés chez lui, à cet effet, par le secrétaire de la faculté ou de l'école.

9. Dans les villes où le recteur ne réside pas, il commettra un fonctionnaire de l'université pour remplir les formalités indiquées par l'article précédent, et pour le représenter auprès de la faculté ou de l'école dans tous les autres cas où sa présence pourrait être exigée. — A Paris, la commission de l'instruction publique chargera spécialement un de ses membres, ou, sous lui, un inspecteur général, de cette partie des fonctions rectorales.

10. Tout étudiant convaincu d'avoir pris sur le registre une inscription pour un autre étudiant perdra toutes les inscriptions prises par lui, soit dans la faculté où le délit aura été commis, soit dans toute autre, sans préjudice des peines prononcées pour ce cas par le Code pénal. La punition sera décernée par une délibération de la faculté : elle sera définitive.

11. Tout professeur de faculté ou d'école secondaire de médecine est tenu

de faire, au moins deux fois par mois, l'appel des étudiants inscrits et qui doivent suivre son cours en vertu des réglemens.—Si le nombre de ces étudiants est trop considérable pour que l'appel puisse être général, le professeur fera chaque jour des appels particuliers, de manière, cependant, que chaque étudiant soit appelé au moins deux fois par mois, et qu'aucun d'eux ne puisse prévoir le jour où il sera appelé.

12. Les doyens et les chefs des écoles sont tenus de veiller de temps en temps par eux-mêmes à l'exécution de l'article précédent. Les recteurs pourront également y veiller en personne, ou par un inspecteur d'académie qu'ils enverront à cet effet.

13. Tout étudiant convaincu d'avoir répondu pour un autre perdra une inscription.

14. Tout étudiant, qui aura manqué à l'appel deux fois dans un trimestre et dans le même cours, sans excuse valable et légitime, ne pourra recevoir de certificat d'assiduité du professeur dudit cours.

15. Il ne sera délivré de certificat d'inscription que pour les trimestres où les étudiants auront obtenu des certificats d'assiduité pour tous les cours qu'ils devaient suivre pendant ce trimestre d'après les réglemens. Il sera fait mention de ces certificats sur le certificat d'inscription.

16. Nul ne sera admis à faire valoir dans une faculté ou dans une école secondaire de médecine les inscriptions prises dans une autre, s'il ne présente un certificat de bonne conduite délivré par le doyen de la faculté ou le chef de l'école secondaire d'où il sort, et approuvé par le recteur. — En cas de refus du doyen ou du recteur, l'étudiant aura la faculté de se pourvoir près du conseil académique.

17. Tout manque de respect, tout acte d'insubordination, de la part d'un étudiant envers son professeur ou envers le chef de l'établissement, sera puni de la perte d'une ou de deux inscriptions; la punition sera prononcée, dans ce cas, par une délibération de la faculté, qui sera définitive.—La faculté pourra, néanmoins, prononcer une punition plus grave à raison de la nature de la faute; mais alors l'étudiant pourra se pourvoir par-devant le conseil académique.—En cas de récidive, la punition sera l'exclusion de la faculté pendant six mois au moins et deux ans au plus; elle sera prononcée par délibération de la faculté, et sauf le pourvoi devant le conseil académique.—La même punition sera appliquée dans la même forme à tout étudiant qui sera convaincu d'avoir cherché à exciter les autres étudiants au trouble ou à l'insubordination dans l'intérieur des écoles. S'il y a eu quelque acte illicite commis par suite desdites instigations, la punition des instigateurs sera l'exclusion de l'académie; elle sera prononcée par le conseil académique.

18. Tout étudiant convaincu d'avoir, hors des écoles, excité des troubles ou pris part à des désordres publics ou à des rassemblemens illégaux, pourra, par mesure de discipline et à l'effet de prévenir les désordres que sa présence pourrait occasioner dans les écoles, et suivant la gravité des cas, être privé de deux inscriptions au moins et de quatre au plus, ou exclu des cours de la faculté et de l'académie dans le ressort de laquelle la faute aura été commise, pour six mois au moins et pour deux ans au plus. Ces punitions devront être prononcées par le conseil académique. Dans le cas d'exclusion, l'étudiant exclu pourra se pourvoir devant la commission de l'instruction publique, qui y statuera définitivement.

19. En cas de récidive, il pourra être exclu de toutes les académies, pour le même temps de six mois au moins et de deux ans au plus. L'exclusion de toutes les académies ne pourra être prononcée que par la commission de l'instruction publique, à laquelle l'instruction de l'affaire sera renvoyée par



le conseil académique. L'étudiant pourra se pourvoir contre le jugement devant notre conseil d'état.

20. Il est défendu aux étudiants, soit d'une même faculté, soit de diverses facultés du même ordre, soit de diverses facultés de différens ordres, de former entre eux aucune association, sans en avoir obtenu la permission des autorités locales et en avoir donné connaissance au recteur de l'académie ou des académies dans lesquelles ils étudient. Il leur est pareillement défendu d'agir ou d'écrire en nom collectif, comme s'ils formaient une corporation ou association légalement reconnue. — En cas de contravention aux dispositions précédentes, il sera instruit contre les contrevenans par les conseils académiques, et il pourra être prononcé les punitions déterminées par les articles 19 et 20, en se conformant à tout ce qui est prescrit par ces mêmes articles.

21. Les sommes payées pour les inscriptions seront rendues à ceux qui auront perdu ces inscriptions en vertu des articles ci-dessus.

22. Le recteur fera connaître, dans la semaine, à la commission de l'instruction publique, les punitions qui auront pu être infligées en vertu de la présente ordonnance, soit par les facultés, soit par les écoles secondaires de médecine, soit par les conseils académiques.

23. Tout arrêté portant exclusion de toutes les académies, ou même d'une seule, sera transmis par la commission de l'instruction publique, avec les motifs qui l'auront déterminé, à notre ministre de l'intérieur, et communiqué par lui à nos autres ministres, pour y avoir tel égard que de raison dans les nominations qu'ils auront à nous proposer.

24. Les punitions académiques et de discipline établies par la présente ordonnance auront lieu indépendamment et sans préjudice des peines qui sont prononcées par les lois criminelles, suivant la nature des cas énoncés.

---

N° 222. = 6—11 juillet 1820. = *LOI relative au traitement des membres de la légion-d'honneur* (1). (VII, Bull. CCCLXXXII, n° 8965.)

: Art. 1<sup>er</sup>. Tous les membres de l'ordre royal de la légion-d'honneur qui, antérieurement au 6 avril 1814, recevaient un traitement de deux cent cinquante francs sur les fonds de cet ordre, et les militaires des armées de terre et de mer, soit retirés, soit en activité de service, qui, étant sous-officiers ou soldats, ont été nommés chevaliers depuis la même époque, recevront, à partir du second semestre de 1820, sur les fonds du trésor, une somme de cent vingt-cinq francs par an, pour compléter leur traitement et le porter au taux annuel de deux cent cinquante francs.

2. Un fonds de un million sept cent mille francs est spécialement affecté à la dépense de ce supplément pour 1820, et sera compris, à cet effet, dans le budget du ministère des finances, pour l'exercice de la même année.

3. Une somme de trois millions quatre cent mille francs sera portée dans le même budget, d'année en année, afin de pourvoir tant à la même dépense qu'à celle qui sera indiquée ci-après.

4. Les fonds qui deviendront libres par l'effet des extinctions dans les différens grades de la légion-d'honneur, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1820, serviront d'abord à payer le traitement de légionnaire aux officiers amputés qui, depuis le 6 avril 1814 jusqu'au 20 mars 1815, ont été nommés membres de l'ordre. — Ces fonds seront ensuite successivement employés à compléter les traitemens des officiers, commandeurs, grands-officiers et grand-croix de cet

---

(1) Voyez la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), portant création de la légion-d'honneur, et les notes qui résument tous les réglemens dont cette institution a été l'objet.

ordre, nommés antérieurement au 6 avril 1814, de manière que tous les membres de l'ordre, officiers à cette époque, reçoivent d'abord annuellement chacun mille francs; puis tous les commandeurs, deux mille francs chacun; ensuite chaque grand-officier, cinq mille francs; et enfin chaque grand'croix, cinq mille francs, ou le traitement qui lui avait été spécialement attribué.—Le tout à compter de l'époque où chaque grade participera aux fonds provenant des extinctions.

5. Il sera rendu, à la session de 1821, un compte particulier de l'emploi du fonds de un million sept cent mille francs; et à chacune des sessions suivantes, de l'emploi des trois millions quatre cent mille francs. Seront présentés en même temps le compte de la dotation tant en recettes qu'en dépenses, et celui des extinctions qui seront survenues dans les différens grades de l'ordre.

6. Après que les traitemens annuels auront été complétés, ainsi qu'il est réglé par l'article 4, les fonds devenant libres par les extinctions ultérieures seront imputés sur l'allocation annuelle de trois millions quatre cent mille francs, laquelle sera diminuée d'autant dans le budget de l'état.

7. Toutes les dispositions des lois, décrets ou ordonnances rendus antérieurement, concernant la fixation des traitemens à payer aux membres de la légion-d'honneur et contraires à la présente loi, sont abrogées.

---

N° 223. = 6—27 juillet 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique des évêques de Bayonne, de Saint-Flour et de Dijon, et des brefs adressés à ces prélats (1). (VII, Bull. CCCLXXXVI, n° 9092.)

---

N° 224. = 10—15 juillet 1820. = **LOI** relative à une imposition additionnelle pour l'achèvement de la bourse de Paris. (VII, Bull. CCCLXXXIII, n° 8988.)

---

N° 225. = 12 juillet — 5 août 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme formée à Paris sous le nom de caisse hypothécaire. (VII, Bull. CCCXCI, n° 9234.)

Art. 1<sup>er</sup>. La société anonyme formée à Paris sous le nom de *Caisse hypothécaire*, d'abord constituée par un acte public du 22 juin 1818, et définitivement reconstituée par acte passé par-devant Boilleau et son collègue, notaires à Paris, les 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 juin 1820, est autorisée, conformément à ce dernier acte, qui est annexé à la présente, et contient les statuts de la société, lesquels sont approuvés.

2. Ladite approbation est accordée sauf les réserves suivantes : — 1° Nonobstant l'article 75 des statuts, chaque administrateur sera tenu de déposer cent actions, au lieu de cinquante, à titre de cautionnement; — 2° On ne pourra inférer aucune dérogation au droit commun de l'avant-dernier paragraphe du même article 75 et de l'article 77, concernant les cautionnemens demandés aux employés de l'établissement, ni de l'article 51, en ce qui se rapporte dans cet article à la garantie de chaque obligation sur les annuités dues par les emprunteurs.

3. Nous nous réservons de révoquer la présente autorisation en cas de non-exécution ou de violation des statuts par nous approuvés, le tout sauf

---

(1) Cette publication a eu lieu en exécution de l'art. 18 du concordat rendu exécutoire par la loi du 18 germinal an 10 (8 avril 1802).



les droits des tiers, et sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient prononcés par les tribunaux.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur nommera un commissaire près ladite société, lequel sera chargé de prendre connaissance de ses opérations et de l'observation de ses statuts, pour en rendre compte spécialement par un rapport qu'il adressera, tous les six mois, à notre ministre de l'intérieur.—Le commissaire pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la caisse hypothécaire qui lui paraîtraient contraires aux lois et aux statuts, et ce, jusqu'à décision des autorités compétentes.

5. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie de son état de situation au préfet de police, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Paris.

(*Suivent les statuts de la société.*)

N° 226. = 12 juillet—21 août 1820. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexes, de la société d'assurances mutuelles sur la vie des hommes, formée à Paris** (1). (VII, Bull. CCCXCIV, n° 9263.)

N° 227. = 13 juillet—2 août 1820. = **ORDONNANCE du roi qui impose aux veuves de militaires résidant en pays étranger la retenue d'un tiers sur leurs pensions.** (VII, Bull. CCCXC, n° 9207.)

Louis, . —Vu nos ordonnances des 5 juin et 7 décembre 1816, concernant les militaires français ou naturalisés qui, jouissant de soldes de retraite sur la France, éprouvent le besoin de résider à l'étranger, et notamment l'article 12 de celle du 5 juin 1816, qui leur impose l'obligation d'en obtenir de nous l'autorisation; l'article 1<sup>er</sup> de celle du 7 décembre suivant, qui les assujétit à la retenue du tiers de leurs pensions; — Considérant qu'à l'égard des veuves de militaires jouissant de pensions à la charge des fonds généraux du trésor, il n'a encore été pris aucune mesure pour les cas où, nées à l'étranger ou mariées à des étrangers, elles demandent à jouir de leurs pensions hors du royaume, et qu'il n'y a pas de motifs pour ne pas leur faire l'application des dispositions prescrites par l'article 12 de notre ordonnance du 5 juin 1816 et l'article 1<sup>er</sup> de celle du 7 décembre suivant; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les étrangères, veuves de militaires français ou naturalisés, et les femmes françaises, veuves de militaires devenus étrangers par suite des traités des 30 mai 1814 et 20 novembre 1815, lors même que leurs maris auraient été naturalisés Français, ne pourront jouir de leurs pensions hors du royaume, qu'autant qu'elles en auront obtenu de nous la permission, ainsi qu'il est prescrit à l'égard des militaires retraités par l'article 12 de notre ordonnance du 5 juin 1816.

2. Les mêmes veuves, qui ont été ou seront autorisées par nous à jouir de leurs pensions hors du royaume, n'en toucheront que les deux tiers pendant toute la durée de leur séjour en pays étranger.

3. Les exceptions faites par nos ordonnances précitées en faveur des mi-

(1) Une ordonnance du 17 juillet—10 août 1822 avait autorisé cette société à commencer ses opérations, mais cette autorisation a été révoquée par une autre ordonnance du 7—31 mars 1827.

litaires suisses qui ont obtenu leur retraite dans les régimens suisses capitulés seront applicables à leurs veuves.

4. La retenue du tiers des pensions, prescrite par la présente ordonnance, ne sera néanmoins exercée qu'à compter du semestre courant.

---

N° 228. = 16—27 juillet 1820. = **ORDONNANCE du roi portant que des maîtres des requêtes en service extraordinaire pourront être attachés aux divers comités du conseil d'état** (1). (VII, Bull. CCCLXXXVI, n° 9088.)

Louis, . . . — Instruit que des travaux multipliés rendent nécessaire, dans quelques uns des comités de notre conseil d'état, le concours de nouveaux collaborateurs; — Voulant concilier les devoirs d'une stricte économie avec les besoins du service; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Sur le compte qui nous en sera rendu par notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, des maîtres des requêtes en service extraordinaire pourront être attachés aux divers comités de notre conseil d'état, pour y instruire toutes affaires et y faire tous rapports dont nos ministres respectifs ou les présidens des comités voudront les charger.

---

N° 229. = 17 juillet—17 août 1820. = **ORDONNANCE du roi qui approuve, sous la réserve y exprimée, les articles supplémentaires aux statuts de la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Haut-Rhin** (2). (VII, Bull. CCCXCIII, n° 9257.)

Louis, . . . — Vu notre ordonnance du 20 mai 1818, portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Haut-Rhin, et les statuts annexés, par nous approuvés; — Vu la délibération du conseil général de ladite compagnie, en date du 13 septembre 1819, déposée aux actes d'Ebersol, notaire à Mulhausen, le 29 mai 1820, ladite délibération prise en vertu de l'article 33, chapitre IV, des statuts de la société, et portant des modifications ou articles supplémentaires auxdits statuts; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les articles supplémentaires aux statuts de la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Haut-Rhin, arrêtés le 13 septembre 1819, et dont expédition, délivrée par le notaire Ebersol, restera annexée à la présente ordonnance, sont approuvés sous la réserve ci-après.

2. Sont exceptés de notre approbation les articles 1<sup>er</sup> et 2 de ladite délibération, le premier comme n'ayant plus d'objet, et le second comme ne contenant, en ce qui concerne la compagnie, aucune disposition supplémentaire. L'article 20 est approuvé, non comme disposition nouvelle et contraire à l'article 5 des statuts, ainsi que le suppose la rédaction, mais comme conséquence de droit et comme mode d'exécution de l'obligation portée à l'article 1<sup>er</sup> desdits statuts, en vertu de laquelle tous les associés sont tenus de l'indemnité du sociétaire incendié avant leur retraite; enfin comme étant en harmonie avec ledit article 5, en ce que la retraite fait cesser le bénéfice

---

(1) Voyez l'arrêté du 5 nivose an 8 (26 décembre 1799), portant organisation du conseil d'état, et les notes qui résument tous les réglemens dont ce conseil a été l'objet.

(2) Cette société avait été autorisée par ordonnance du 20 mai—6 juin 1818.



et les charges futures, sans déroger aux effets de la responsabilité, que cet article déclare maintenue jusques et y compris le dernier jour de l'engagement.

(*Suivent les articles supplémentaires.*)

N° 230. = 19—20 juillet 1820. = *LOI relative à la fixation du budget des dépenses de 1820.* (VII, Bull. CCCLXXXIV, n° 9038.)

**TITRE 1<sup>er</sup>.** — *Dispositions relatives aux pensions.*

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les pensions militaires accordées ou restant à accorder par suite de la conversion des traitemens de non-activité en soldes de retraite, autorisée par l'article 21 de la loi du 15 mai 1818, seront inscrites au trésor, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1820 jusqu'à concurrence d'une somme de deux millions six cent mille francs.

2. L'inscription aura lieu d'après les ordonnances de concession qui ont été et seront adressées au ministre des finances par le ministre de la guerre, et suivant les formalités prescrites par les articles 24 et 25 de la loi du 25 mars 1817.

3. Du moment où cette somme de deux millions six cent mille francs aura été atteinte par les inscriptions effectives, les pensions militaires qui seront ultérieurement accordées par la conversion des traitemens de non-activité en soldes de retraite, seront imputées sur le crédit annuel d'inscription fixé par l'article 5 de la loi du 14 juillet 1819.

**TITRE II.** — *Fixation des charges et dépenses de l'exercice 1820.*

**§ 1<sup>er</sup>.** — Budget de la dette consolidée.

4. Les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement sont fixées, pour l'exercice 1820, à la somme de deux cent vingt-huit millions trois cent quarante-un mille deux cents francs, conformément à l'état A ci-annexé.

**§ II.** — *Fixation des dépenses générales du service.*

5. Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de cinq cent neuf millions soixante-onze mille francs, pour les dépenses générales du service de l'année 1820, conformément à l'état B ci-annexé.

6. Il sera pourvu au paiement des dépenses mentionnées dans les articles 4 et 5 de la présente loi et dans les tableaux y annexés, par les voies et moyens de l'exercice 1820.

7. Les comptes de chaque exercice seront toujours établis avec les mêmes distributions que l'aura été le budget dudit exercice, sauf les dépenses imprévues qui n'y auraient pas été mentionnées, et pour lesquelles il sera fait des articles ou des chapitres additionnels et séparés.

8. L'ordonnance du 5 août 1818, portant concession à la ville de Paris du privilège de l'exploitation des jeux, continuera d'être exécutée, sauf la modification suivante. — L'obligation imposée à ladite ville, de prendre à sa charge et de payer annuellement, pour prix de cette concession, les dépenses énoncées dans l'état annexé à la susdite ordonnance, et montant à cinq millions cinq cent mille francs, sera convertie, à dater du 1<sup>er</sup> janvier prochain, en une obligation de verser annuellement au trésor royal la susdite somme, payable par douzième chaque mois. — Le budget de l'état pour l'année 1821 sera, en conséquence, augmenté, en recette, des cinq millions cinq cent mille francs qui seront versés par la ville de Paris; et en dépense, des sommes équivalentes qu'elle devait acquitter en vertu de cette ordonnance, et qui cesseront d'être à sa charge.

(*Suit le budget général des dépenses et services pour l'exercice 1820.*)

N° 231. = 19 juillet—21 août 1820. = *ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans la ville de Metz, département de la Moselle.* (VII, Bull. CCCXCIV, n° 9264.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu l'avis du conseil d'état du 30 septembre 1809, approuvé le 15 octobre suivant ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La société d'assurances mutuelles contre l'incendie formée dans la ville de Metz, département de la Moselle, par acte de *Baudouin et Purnot*, notaires de ladite ville, des 6 octobre 1819 et 18 janvier 1820, est autorisée; ses statuts contenus aux deux actes qui resteront ci-annexés, sont approuvés.

2. Nous nous réservons de révoquer la présente autorisation, dans le cas où la société ne se conformerait pas aux lois et à ses statuts, sauf les actions à exercer devant les tribunaux par les particuliers, à raison des infractions commises à leur préjudice.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation, au préfet du département de la Moselle, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Metz.

(*Suivent les statuts de la société.*)

N° 232. = 22 juillet—5 août 1820. = *ORDONNANCE du roi qui porte à sept le nombre des membres de la commission de l'instruction publique* (1). (VII, Bull. CCCXCI, n° 9231.)

Louis, . . . — Sur le compte qui nous a été rendu de l'étendue des travaux qu'embrasse l'administration de l'instruction publique dans notre royaume ; — Voulant porter la commission qui en est chargée au nombre de membres nécessaire pour la plus prompte et la meilleure expédition des affaires ; — Vu la loi du 10 mai 1806 et les décrets et réglemens concernant l'université de France, nommément notre ordonnance du 15 août 1815 ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — La commission de l'instruction publique sera désormais composée de sept membres.

N° 233. = 23—23 juillet 1820. = *LOI relative à la fixation du budget des recettes de 1820* (2). (VII, Bull. CCCLXXXV, n° 9043.)

#### TITRE I<sup>er</sup>. — Divers droits et perceptions.

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions des lois auxquelles il n'est pas dérogé par la présente et qui régissent actuellement la perception des droits d'enregistrement (3), de timbre (4), de greffe (5), d'hypothèque (6), de passeport (7) et

(1) Voyez l'ordonnance du 1<sup>er</sup>—12 novembre 1820, qui donne à cette commission le titre de *conseil royal de l'instruction publique*, et la note.

(2) Voyez la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, qui contient des dispositions fondamentales sur toutes les parties des revenus publics, et les notes étendues qui l'accompagnent.

(3) Voyez, sur l'enregistrement, la loi du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798), et les notes étendues qui l'accompagnent.

(4) Voyez, sur le timbre, la loi du 13 brumaire an 7 (3 novembre 1798), et les notes.

(5) Ces droits ont été établis par la loi du 21 ventose an 7 (11 mars 1799) : voyez cette loi, et les notes.

(6) Les droits d'hypothèque ont été établis par la loi du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), tit. IV, et la perception en a été régularisée par celle du 21 ventose an 7.

(7) Voyez, sur les passeports, le § 3 du n° 3 du tit. 1<sup>er</sup> de la constitution du 3—14 septembre 1791, et les notes ; et surtout le décret du 1<sup>er</sup> février—28 mars 1792.



permis de port d'armes (1); des droits de douanes (2), y compris celui sur les sels (3); des contributions indirectes (4), des postes (5), des loteries (6), des monnaies et droits de garantie (7), de la taxe des brevets d'invention (8), des droits de vérification des poids et mesures (9), du dixième des billets d'entrée dans les spectacles, d'un quart de la recette brute dans les lieux de réunion et de fête où l'on est admis en payant (10), et d'un décime pour franc sur ceux de ces droits qui n'en sont point affranchis, sont et demeurent maintenues.— La loi du 29 mars 1798 (9 germinal an 6), sur la loterie, continuera d'être exécutée selon sa forme et teneur.

2. Les droits et remises attribués aux greffiers des tribunaux civils et de commerce, par la loi du 21 ventose an 7, seront perçus par eux directement des parties qui en sont tenues; mais les receveurs de l'enregistrement mentionneront désormais en toutes lettres, dans la relation au pied de chaque acte, 1<sup>o</sup> le montant des droits de greffe appartenant au trésor; 2<sup>o</sup> le montant de la remise qui revient au greffier pour l'indemnité qui lui est allouée par la loi.

3. Dans les communes qui, en vertu de l'article 152 de la loi du 28 avril 1816, ont été ou seront soumises à un octroi de banlieue, les boissons seront admises en entrepôt, aux mêmes conditions que dans l'intérieur de la ville.— Dans la banlieue de Paris, les entrepositaires et marchands en gros d'eau-de-vie, esprits et liqueurs, seront soumis à l'exercice de détail; mais ils jouiront des déductions portées en l'article 87 de la loi du 25 mars 1817.

4. Le droit de fabrication sera restitué sur les bières qui seront expédiées à l'étranger ou pour les colonies françaises.

5. Indépendamment du droit de timbre auquel les journaux sont assujétis par l'article 70 de la loi sur les finances, du 28 avril 1816, il continuera d'être perçu un centime et demi par feuille sur ceux qui sont imprimés à Paris, et un demi-centime sur ceux qui sont imprimés dans les départemens.

6. Le gouvernement continuera, pendant une année, d'être autorisé, conformément à la loi du 4 mai 1802 (14 floréal an 10) (11), à établir des droits de péage, dans le cas où ils seront reconnus nécessaires pour concourir à la construction ou à la réparation des ports, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'état, des départemens et des communes; il en fixera les tarifs et le mode de perception, et en déterminera la durée, dans la forme usitée pour les réglemens d'administration publique.

7. Continueront d'avoir lieu pour l'année 1820, sur le même pied que pour les six derniers mois de 1819, les retenues proportionnelles sur les traite-

(1) Voyez le décret du 4 mai 1812, qui défend le port d'armes de chasse sans permis, et les notes.

(2) Voyez, sur les douanes, le décret fondamental du 6 août (22 juillet et) — 22 août 1791, et les notes; et surtout, relativement à la fixation des droits, la loi du 28 avril — 4 mai 1816.

(3) Voyez, sur les sels, le décret du 11 juin 1806, et les notes.

(4) Voyez, sur les contributions indirectes, la loi du 5 — 15 ventose an 12 (25 février — 6 mars 1804), et les notes.

(5) Voyez, dans les notes qui accompagnent le titre du décret du 17 — 22 août 1791, l'indication des variations que le tarif de la poste aux lettres a subies.

(6) La loterie n'existe plus.

(7) Voyez, sur la garantie des matières d'or et d'argent, la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes.

(8) Voyez, sur les brevets d'invention, le décret du 31 décembre 1790 — 7 janvier 1791, et les notes.

(9) Voyez, sur les poids et mesures, le décret du 1<sup>er</sup> — 2 août 1793, et les notes.

(10) Ces droits ont été établis par la loi du 7 frimaire an 5 (27 novembre 1796).

(11) Voyez le tit. IV de cette loi, et la note.

mens, remises et salaires, qui ont été prescrites par les articles 78 et 79 de la loi du 28 avril 1816 et par l'article 136 de la loi du 25 mars 1817.

8. Sont néanmoins exemptés de ladite retenue, les traitemens des agens du ministère des affaires étrangères pendant leur résidence hors du royaume.

9. Les redevances sur les mines continueront à être perçues conformément aux lois existantes (1).

10. Les entreposeurs des poudres en Corse, et les gardes-magasins des poudres à Paris et à Lyon, fourniront un cautionnement en numéraire pour la sûreté de leur gestion. Ce cautionnement est réglé à trois mille francs pour chacun des entreposeurs et pour chacun des gardes-magasins.

11. Continueront d'être perçues les contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, ainsi que les revenus spéciaux accordés auxdits établissemens et aux établissemens sanitaires.

12. Celles des contributions ci-dessus qui sont à la charge des patentables seront réparties sur ceux de première et deuxième classes, et sur tous ceux qui, étant placés hors de classe, paieront un droit fixe de patente égal ou supérieur à celui desdites classes. — Les associés des maisons de commerce qui, aux termes de l'article 67 de la loi du 25 mars 1817, ne paient qu'un demi-droit fixe, les associés des fabricans à métier, et filatures de laine et de coton, qui, d'après la même loi, ne sont assujétis qu'à un droit proportionnel, contribueront aux frais des chambres de commerce, lorsque le droit fixe de patente de l'associé principal sera égal ou supérieur à celui de la deuxième classe.

13. Dans un département où il n'y aura qu'une chambre de commerce, le rôle comprendra les patentables de tout le département désignés en l'article 12 ci-dessus. — S'il y a dans le même département plusieurs chambres de commerce, le rôle de chacune d'elles comprendra les patentables également désignés en l'article 12 qui font partie de l'arrondissement dans lequel elle est située. — Néanmoins, sur les observations des chambres de commerce, la circonscription de chacune d'elles sera fixée par des ordonnances royales. — Une ordonnance royale déterminera pareillement la circonscription d'une chambre de commerce qui sera commune à des parties de plusieurs départemens.

14. Le rôle relatif aux frais d'une bourse de commerce ne comprendra que les patentables de la ville où elle est établie, désignés en l'article 12 de la présente loi.

15. La taxe pour le paiement des frais des chambres et bourses de commerce portera sur le principal de la cote de patente, consistant dans le droit fixe et le droit proportionnel. Il sera ajouté cinq centimes à cette taxe, pour subvenir aux non-valeurs.

16. Des ordonnances royales fixeront, chaque année, les sommes à imposer pour subvenir aux dépenses des chambres et bourses de commerce. — Cette fixation aura lieu, savoir : sur la proposition des chambres de commerce pour leurs frais, et sur la proposition desdites chambres, ou, à leur défaut, sur la proposition des conseils municipaux, pour les frais des bourses de commerce. Des ordonnances royales régleront la forme de la comptabilité et de la vérification de l'emploi des deniers.

17. Continueront également d'être perçus, — 1<sup>o</sup> Les droits établis par l'article 16 des lettres-patentes du 10 février 1780, et par l'article 42 de l'arrêté du gouvernement du 25 thermidor an 11 (13 août 1803), pour les frais de

---

(1) Voyez, sur les mines, la loi du 21 avril — 1<sup>er</sup> mai 1810, et les notes.



visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers (1). — Ne seront pas néanmoins soumis au paiement du droit de visite les épiciers non droguistes chez lesquels il ne serait pas trouvé des drogues appartenant à l'art de la pharmacie; — 2° Les diverses rétributions imposées en faveur de l'université sur les établissemens particuliers d'instruction et sur les élèves qui fréquentent les écoles publiques, à l'exception du droit décennal établi par l'article 27 du décret du 17 septembre 1808, lequel demeure supprimé; — 3° Les taxes imposées, avec l'autorisation du gouvernement, pour la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires et d'habitans, et les taxes pour les travaux de dessèchement autorisées par la loi du 16 septembre 1807; — 4° Les sommes réparties sur les israélites de chaque circonscription pour le traitement des rabbins et autres frais de leur culte, après néanmoins que les rôles dressés en la forme prescrite par le décret du 10 décembre 1806, auront été rendus exécutoires par le préfet de chaque-département.

18. Les contributions, taxes et droits maintenus par le présent titre continueront d'être perçus jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1821, sans préjudice de l'exécution des lois qui ont établi la fabrication et la vente exclusives des poudres et des tabacs. — Les poudres continueront également d'être vendues jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1821 aux prix fixés par la loi du 16 mars 1819.

#### TITRE II. — Contributions directes (2).

19. La contribution foncière, la contribution personnelle et mobilière, la contribution des portes et fenêtres, et les patentes, seront perçues, pour 1820, en principal et centimes additionnels, sur le même pied qu'en 1819, et conformément à l'état A ci-annexé.

20. Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres, est fixé aux sommes portées dans l'état B de répartition générale annexé à la présente loi.

21. Le montant de la contribution foncière mise par des rôles particuliers, en 1819, sur les bois qui ont cessé, à quelque titre que ce soit, de faire partie des domaines de l'état, sera, pour 1820, ajoutée au contingent de chaque département, de chaque arrondissement et de chaque commune.

22. Les bois et autres propriétés qui n'auraient pas été compris dans les rôles particuliers de 1819, et qui cesseraient ultérieurement de faire partie du domaine de l'état, ou deviendraient imposables pour toute autre cause, seront, d'après une matrice particulière rédigée dans la forme accoutumée, cotisés comme les autres bois et propriétés de même nature, et accroîtront le contingent de chaque département, de chaque arrondissement et de chaque commune.

23. A l'égard des propriétés de toute nature qui, ayant appartenu à des particuliers, passent dans le domaine de l'état ou sont entrées dans la dotation de la couronne, et des propriétés bâties qui, pour toute autre cause, cessent d'être imposables, et deviennent, à ce titre, libres de la contribution foncière, les communes, arrondissemens et départemens où elles sont situées, seront dégrevés de la contribution jusqu'à concurrence de la part que lesdites propriétés prenaient dans leur matière imposable.

(1) Voyez l'ordonnance du 20 septembre—5 octobre 1820, qui désigne les drogues médicinales dont la possession rend les épiciers passibles de la visite.

(2) Voyez, sur la contribution foncière, la loi fondamentale du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798); sur la contribution des portes et fenêtres, celle du 4 du même mois (24 novembre); et sur la contribution mobilière et personnelle, celle du 3 nivose même année (23 décembre 1798), et les notes étendues qui accompagnent ces lois.

24. L'état des nouvelles cotisations et des dégrèvements qui sont mentionnés dans les trois articles précédens sera annexé au budget de chaque année. — L'état des cotisations et des dégrèvements effectués, depuis la restauration, par départemens, cantons et communes, sera annexé au budget de 1821.

25. La nouvelle répartition entre les cantons cadastrés, ordonnée par l'article 37 de la loi du 15 mai 1818, est suspendue pour 1820.

26. La loi du 25 avril 1803 (5 floréal an 11), pour la contribution foncière des canaux navigables, sera désormais applicable à tous les canaux de navigation existans, comme à ceux qui seraient construits par la suite. — Les communes, arrondissemens et départemens, que traversent les canaux existans, seront dégrevés de la contribution foncière jusqu'à concurrence de la somme dont cette opération diminuerait le contingent actuellement attribué à ces canaux.

27. Le contingent en contribution personnelle de chaque arrondissement et de chaque commune sera fixé, par le conseil général du département et par les conseils d'arrondissement, d'après le nombre des contribuables, passibles de cette contribution, multiplié par le prix de trois journées de travail.

28. La valeur de la journée de travail ne pourra, conformément à l'article 5 de la loi du 23 décembre 1798 (3 nivose an 7), être au dessous de cinquante centimes, ni au dessus de un franc cinquante centimes. — Elle sera de nouveau réglée dans toutes les communes, à raison de leur importance et des avantages dont elles jouissent, par les conseils généraux de département, sur la proposition des préfets.

29. L'article 9 de la loi du 23 décembre 1798 (3 nivose an 7), qui veut que le contingent mobilier des arrondissemens et des communes soit fixé, un tiers en raison de la population, et les deux autres tiers au centime le franc de toutes les patentes de chaque commune, est abrogé. — Le contingent des départemens, des arrondissemens et des communes, sera, à partir de 1821, fixé d'après les valeurs locatives d'habitation.

30. Les officiers sans troupe, officiers d'état-major, officiers de gendarmerie, et généralement tous ceux qui, en vertu de décrets et d'arrêtés, ont jusqu'à présent payé la contribution personnelle et mobilière en raison de leur traitement ou de leur indemnité de logement, seront imposés d'après le mode et dans la proportion arrêtés pour les autres contribuables.

31. Les prisées et ventes publiques des meubles des contribuables en retard seront faites par les commissaires priseurs, dans les villes où ils sont établis; dans ce cas, comme dans tous les autres, les vacations des commissaires priseurs seront taxées par les tribunaux: mais, si les opérations ont lieu pour le recouvrement des contributions directes, les tribunaux se conformeront aux réglemens faits par les préfets et arrêtés par le gouvernement.

32. Jusqu'à ce que les rôles de l'exercice 1820 aient pu être terminés, la perception continuera d'avoir lieu sur ceux de 1819, ainsi qu'il a déjà été prescrit pour les six premiers mois par la loi du 29 décembre dernier.

#### TITRE III. — Fonds destinés aux dépenses départementales.

33. Sur les centimes additionnels à la contribution foncière et à la contribution personnelle et mobilière, il sera prélevé dix-sept centimes et demi pour les dépenses départementales fixes, communes et variables. — Ces centimes seront divisés de la manière suivante : — 1<sup>o</sup> Six centimes et quart seront versés et centralisés au trésor royal, pour être tenus en totalité à la disposition du ministre de l'intérieur, et être employés au paiement des dépenses fixes ou communes à plusieurs départemens ci-après désignées, savoir : — Traitemens des préfets, sous-préfets et conseillers de préfecture; — Abon-



nemens des préfectures et des sous-préfectures;—Dépenses des maisons centrales de détention, et indemnités aux départemens, à raison des dépenses des condamnés à un an et plus d'emprisonnement, qui, existant dans les prisons départementales, ne pourraient être admis dans les maisons de détention; —Bâtimens des cours royales; — Dépenses du clergé à la charge des départemens composant les diocèses, autres que le personnel des ministres de la religion; — Établissemens thermaux et sanitaires. — 2<sup>e</sup> Six centimes et quart seront versés dans les caisses des receveurs généraux de département, pour être tenus à la disposition des préfets, et être employés, sur leurs mandats, aux dépenses variables ci-après, savoir : — Loyers des hôtels de préfecture, contribution, acquisition, entretien et renouvellement du mobilier; — Dépenses ordinaires des prisons, dépôts, secours et ateliers pour remédier à la mendicité; — Casernement de la gendarmerie;—Loyers, mobilier et menues dépenses des cours et tribunaux; — Travaux des bâtimens des préfectures, tribunaux, prisons, dépôts, casernes et autres édifices départementaux; — Travaux des routes départementales et autres d'intérêt local, non compris au budget des ponts et chaussées; — Enfans trouvés et enfans abandonnés, sans préjudice du concours des communes, soit au moyen d'un prélèvement proportionnel à leur revenu, soit au moyen d'une répartition qui sera proposée par le conseil général, sur l'avis du préfet, et approuvée par le ministre de l'intérieur; — Encouragement et secours pour les pépinières, sociétés d'agriculture, artistes vétérinaires, cours d'accouchement et autres; — Complément des dépenses faites et non payées sur les exercices précédens; —Dépenses diverses de toute nature. — Les dépenses variables ci-dessus seront établies dans un budget dressé par le préfet, voté par le conseil général, et définitivement approuvé par le ministre de l'intérieur. — Les cinq centimes restant seront versés au trésor royal, pour, à titre de fonds commun, être tenus à la disposition du ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et venir au secours des départemens dont les dépenses variables excéderont le produit de six centimes et quart ci-dessus.

34. Les conseils généraux de département pourront, en outre, et sauf l'approbation du gouvernement, établir, pour les dépenses d'utilité départementale, des impositions dont le montant ne pourra excéder cinq centimes du principal des contributions foncière, personnelle et mobilière de 1820, et dont l'allocation sera toujours conforme au vote du conseil général.

35. Les produits de ces contributions extraordinaires seront recouvrés par les receveurs des contributions directes, et versés dans les caisses des receveurs généraux de département, qui les tiendront à la disposition des préfets, pour être employés conformément aux votes des conseils généraux, approuvés par le gouvernement.

36. L'état de distribution du fonds de non-valeurs sera communiqué par les préfets aux conseils généraux de département et aux conseils d'arrondissement.

#### TITRE IV.— Fonds affectés au service de la dette constituée et de l'amortissement.

37. Les produits nets de l'enregistrement, du timbre et autres droits accessoires, ceux des domaines et des forêts, les produits nets des douanes, des droits sur les sels, sont spécialement affectés au service de la dette constituée et de l'amortissement.

38. La portion des produits nets ci-dessus qui restera libre après l'acquittement de toutes les charges relatives au service de la dette constituée, sera jointe aux autres produits des revenus ordinaires, pour concourir à l'acquittement des dépenses générales de l'état.

## TITRE V. — Fixation des recettes de l'exercice 1820.

39. Le budget des recettes est fixé, pour l'exercice 1820, à la somme totale de..... 877,437,880 fr. conformément à l'état C ci-annexé.

Ladite somme sera, conformément audit état, applicable, savoir :

|                                                                                    |                    |
|------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Aux dépenses votées par la loi du 19 juillet 1820, ci.....                         | 737,412,200        |
| Aux non-valeurs des quatre contributions directes.....                             | 5,361,375          |
| Aux frais d'assiette et de recouvrement des contributions directes.....            | 24,764,845         |
| Et aux frais de régie, d'exploitation, de perception des autres contributions..... | 108,262,210        |
| <b>TOTAL.....</b>                                                                  | <b>875,800,630</b> |
| Excédant des recettes sur les dépenses.....                                        | 1,637,250          |
| <b>SOMME égale.....</b>                                                            | <b>877,437,880</b> |

## TITRE VI. — Dispositions générales.

40. Les charges et frais inhérens à la réalisation des impôts et revenus bruts de l'état seront définitivement ordonnancés par le ministre des finances.

41. Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution des articles 4 et 6 de la loi du 28 avril 1816, relatifs aux contributions extraordinaires pour remboursement des dépenses de l'occupation militaire de 1815, et des articles 39, 40, 41, 42 et 43 de la loi du 15 mai 1818, relatifs aux dépenses extraordinaires des communes.

(*Suivent les tableaux contenant 1° le montant de chaque contribution ; 2° la répartition entre les départemens ; 3° le budget général des revenus de l'état pour l'exercice 1820.*)

N° 234. = 24—28 juillet 1820. = **LOI** relative à l'exécution d'un engagement conclu entre la France et la régence d'Alger. (VII, Bull. CCCLXXXVIII, n° 9177.)

Le ministre des finances est autorisé à prélever, sur le crédit en rentes affecté par la loi du 15 mai 1818 au paiement de l'arriéré de 1801 à 1810, la somme nécessaire pour acquitter celui de sept millions en numéraire, dont le paiement a été stipulé par l'arrangement conclu le 28 octobre 1819, pour l'exécution du traité du 17 décembre 1801 entre la France et la régence d'Alger.

N° 235. = 26—28 juillet 1820. = **ORDONNANCE** du roi relative au droit de tonnage à percevoir sur les navires américains (1). (VII, Bull. CCCLXXXVIII, n° 9178.)

Art. 1<sup>er</sup>. A dater de la publication de la présente ordonnance, les droits

(1) Voyez l'ordonnance du 23—27 avril 1821, qui modifie la présente; celle du 3—8 sep-



de tonnage qui se perçoivent sur les navires étrangers, à l'entrée des ports de notre royaume situés en Europe, seront remplacés, pour les navires appartenant aux États-Unis d'Amérique, par un droit spécial de quatre-vingt-dix francs par tonneau, sans préjudice du décime additionnel.

2. Les navires américains, qui justifieront être partis des ports de l'Union et directement pour un port de France, avant le 15 juin dernier, époque à laquelle l'acte du congrès, en date du 15 mai, a dû être connu dans toute l'Union, ne seront assujétis qu'aux droits de tonnage ordinaire.

3. Les dispositions de la présente ordonnance ne seront point applicables aux navires de l'Union, qui viendront *sur lest* dans les ports de France.—Elles cesseront de droit, si l'acte du congrès du 15 mai vient à être annulé, et du moment où la connaissance officielle de cette annulation sera parvenue en France.

N° 236. = 26—28 juillet 1820. = **ORDONNANCE du roi qui accorde une prime sur les cotons des deux Amériques qui sont importés en France par des navires français** (1). (VII, Bull. CCCLXXXVIII, n° 9179.)

Art. 1<sup>er</sup>. A dater du 15 octobre prochain, et jusqu'au 31 mars 1821 inclusivement, il sera accordé sur les cotons des deux Amériques, chargés, soit dans nos colonies, soit dans des ports étrangers ou colonies étrangères, situés hors d'Europe, et autres que ceux et celles de l'Union, par des navires français qui les importeront en France, une prime de dix francs par cent kilogrammes. — Cette prime sera payée au moment de la déclaration de ces cotons pour la consommation.

2. La même prime sera payée pour les cotons qui seront introduits en France, avant le 15 octobre, par des bâtimens français qui auront supporté dans les ports des États-Unis le droit de tonnage établi par l'acte du congrès en date du 15 mai dernier.

N° 237. = 26 juillet—2 août 1820. = **ORDONNANCE du roi qui fixe le traitement des maréchaux de France sans fonctions, et celui des maréchaux de France majors généraux de la garde royale**. (VII, Bull. CCCXC, n° 9205.)

Art. 1<sup>er</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> août prochain, le traitement annuel des maréchaux de France sans fonctions est fixé à quarante mille francs, sans aucun accessoire ou allocations supplémentaires.

2. Les maréchaux de France majors généraux de notre garde royale jouiront, en outre, d'un traitement de fonctions fixé à quarante mille francs par an, sans autres allocations ou indemnités accessoires.

N° 238. = 26 juillet—2 août 1820. = **ORDONNANCE du roi qui supprime aux**

tembre 1822, qui contient de nouvelles dispositions pour la perception du droit de tonnage; et celle du 23 juin—9 juillet 1823, qui prescrit la publication de la convention de navigation et de commerce conclue entre la France et les États-Unis d'Amérique, le 24 juin 1822.

(1) Voyez, sur cet objet, les ordonnances des 10—25 janvier, 3—10 février, 20—26 juin et 26 octobre—13 novembre 1821.

La prime accordée par la présente ordonnance ne s'applique pas aux cotons importés des ports des États-Unis. Arr. du cons., 26 février 1823, *Max.*, V, 155. — Les armateurs d'un navire parti après la publication de la même ordonnance ne peuvent faire valoir, pour obtenir la seconde prime accordée par l'art. 2 de la présente comme indemnité du droit de tonnage payé dans les ports de l'Union, des événemens de force majeure auxquels ils se sont sciemment exposés. Même arrêt.

*officiers sans troupe qui ne font point partie des services des états-majors et directions y désignés, diverses allocations supplémentaires de solde et d'indemnité connues sous le titre de supplément de Paris. (VII, Bull. cccxc, n° 9206.)*

A partir du 1<sup>er</sup> août prochain, les allocations supplémentaires de solde et d'indemnité de logement accordées par les réglemens et tarifs en vigueur, à titre de *supplément de Paris*, aux officiers sans troupe et employés y assimilés en service à Paris, cesseront d'être payées à ceux qui, bien que placés à Paris, n'appartiendront à aucun des services ci-après désignés, savoir : — 1<sup>o</sup> État-major de la garde royale (y compris les aides-de-camp des officiers-généraux de cette garde) ; — 2<sup>o</sup> État-major général de la première division militaire ; — 3<sup>o</sup> État-major de la place de Paris ; — 4<sup>o</sup> Direction du génie à Paris (service territorial) ; — 5<sup>o</sup> Direction de l'artillerie à Paris (service territorial).

N° 239. = 27 juillet 1820. = **AVIS du conseil d'état sur la question de savoir si on peut se pourvoir contre les décisions des conseils de révision en matière de recrutement** (1). (Journal militaire officiel, 2<sup>e</sup> semestre, page 221.)

Le conseil d'état, — Sur le renvoi qui lui a été fait par le garde des sceaux, ministre de la justice, d'un projet d'ordonnance adopté par les comités réunis de la législation et de la guerre, tendant à autoriser le recours au roi en son conseil contre les décisions des conseils de révision créés par la loi du 10 mars 1818, sur le recrutement de l'armée, lorsque ces décisions seront susceptibles d'être attaquées pour incompétence ou pour violation de la loi ; — Vu ledit projet d'ordonnance ; — Vu le rapport au roi contenant l'exposé des motifs dudit projet ; — Vu le rapport fait sur le même projet, comparé aux réglemens du conseil en matière contentieuse ; — Vu la loi du 10 mars 1818 ; — Délibérant sur cette question préliminaire : « Le recours au « roi contre les décisions des conseils de révision, pour incompétence ou « violation de la loi, est-il admissible dans l'état actuel de la législation, ou ne « peut-il être autorisé que par une loi ? » — Considérant qu'il importe, pour simplifier la question, de distinguer d'avec les décisions rendues par les conseils de révision les conflits qui auraient pour objet de revendiquer en leur faveur des questions portées devant les tribunaux, ou de décider à qui des tribunaux ou des conseils appartient le jugement des questions sur lesquelles ils se seraient également déclarés incompétens ; qu'il ne peut y avoir aucun doute sur le droit du roi, de régler, dans l'un et dans l'autre cas, l'ordre des juridictions, et qu'il n'y a, sur ce point, aucune règle nouvelle à établir ; — Considérant, sur les décisions rendues par les conseils de révision, que le dernier paragraphe de l'article 13 de la loi du 10 mars 1818 est conçu en ces termes : « Hors le cas prévu par l'article 16, les décisions des conseils de « révision sont définitives ; » — Considérant que l'article 16 fait dépendre les décisions des conseils de révision des jugemens des tribunaux, dans le cas seulement où les réclamations donnent à résoudre des questions judiciaires relatives à l'état ou aux droits civils des réclamans ; mais qu'aux termes de l'article 17, le conseil, d'après le jugement des tribunaux, prononce définitivement la libération, soit des réclamans, soit des jeunes gens appelés éventuellement à les suppléer comme tels, inscrits conditionnelle-

(1) Il est passé aujourd'hui en jurisprudence qu'on ne peut se pourvoir contre les décisions des conseils de révision. Voyez, sur ce point, les décisions citées dans les notes qui accompagnent l'art. 13 de la loi du 10—12 mars 1818, sur le recrutement de l'armée.



ment sur la liste du contingent cantonal; qu'aux termes du même article 17, après que le conseil a définitivement arrêté la liste du contingent cantonal, il déclare que les jeunes gens qui ne sont pas inscrits sur cette liste sont définitivement libérés; qu'il résulte de ces divers articles que la loi a donné un caractère semblablement définitif, soit à l'inscription sur la liste du contingent cantonal, soit à la libération générale, soit aux libérations individuelles qu'on ne peut distinguer des actes également déclarés définitifs par les articles 13 et 17 de la loi, ni admettre un recours contre l'inscription en le rejetant, à l'égard des délibérations, sans donner une double acception à une seule et même expression employée dans le même article de la loi; qu'il faut donc reconnaître que l'intention de la loi du 10 mars 1818, en déclarant définitifs les divers actes des conseils de révision, a été de rendre également irrévocables toutes les opérations desdits conseils, après qu'ils ont prononcé la libération générale et les libérations individuelles; d'où il suit que les dispositions de la loi du 10 mars 1818 ne comportent aucun recours contre les décisions rendues par les conseils de révision qu'elle institue; — Considérant que, s'il paraît indispensable, dans l'intérêt de l'état et des familles, d'admettre un recours quelconque, contre les décisions, afin de remédier aux inconvéniens inséparables de leur divergence, et prévenir les funestes effets de l'arbitraire qui peut s'y glisser, tant qu'elles ne seront sujettes à aucun recours, même pour violation manifeste de la loi, ce recours ne peut être établi que par une disposition législative qui modifie la loi existante, — Est d'avis, 1<sup>o</sup> que les conflits auxquels l'exécution de la loi de recrutement pourrait donner lieu doivent être admis, instruits et jugés comme les autres conflits, et qu'il n'y a sur ce point aucune règle nouvelle à établir; 2<sup>o</sup> que le recours contre les décisions rendues par les conseils de révision ne peut être admis que par une loi qui modifierait en ce point les articles 13 et 17 de la loi de recrutement.

---

N<sup>o</sup> 240. = 28 juillet—14 août 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Colmar, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCXCII, n<sup>o</sup> 9245.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Colmar, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Colmar (siège de la cour royale), dix; — *Haut-Rhin* : Colmar, dix; Altkirch, huit; Belfort, huit. — *Bas-Rhin* : Strasbourg, douze; Wissembourg, huit; Saverne, huit; Schelestadt, huit.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

---

N<sup>o</sup> 241. = 28 juillet—14 août 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Colmar. (VII, Bull. CCCXCII, n<sup>o</sup> 9246.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première

instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Haut-Rhin* : Colmar, quarante-six ; Altkirch, vingt-cinq ; Belfort, trente. — *Bas-Rhin* : Strasbourg, trente-quatre ; Wissembourg, dix-sept ; Saverne, dix-neuf, Schelestadt, vingt-et-un.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

---

N° 242. = 28 juillet—14 août 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui accorde un nouveau délai aux greffiers, notaires et autres officiers ministériels de l'île de Corse, pour verser les cautionnemens exigés par la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816 (1). (VII, Bull. CCCXCII, n° 9251.)

Louis, ... — Vu l'article 95 de la loi de finances du 28 avril 1816, relatif au cautionnement des officiers ministériels, — Nos ordonnances des 1<sup>er</sup> mai 1816, 19 février 1817 et 12 janvier 1820 ; — Étant informé que le recouvrement des cautionnemens éprouve de graves difficultés dans l'île de Corse ; — Que les officiers ministériels appelés à les fournir, ne peuvent être comparés, sous le rapport de leur position, à ceux du continent, et qu'il peut y avoir lieu de modifier, à leur égard, les dispositions de la loi du 28 avril 1816 ; — Mais voulant mûrir par un examen plus approfondi, en appelant le temps à notre secours, les dispositions que cet état de choses peut rendre nécessaires ; — Sur le rapport de notre garde des sceaux ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Le greffier de la cour royale de Corse, ceux des tribunaux de première instance, de commerce et des justices de paix de son ressort, les notaires, avoués et huissiers de la même île, auront un nouveau délai d'une année pour verser les cautionnemens et supplémens de cautionnement exigés d'eux par la loi de finances du 28 avril 1816.

---

N° 243. = 1<sup>er</sup> août—22 septembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui rapporte l'ordonnance du 9—14 avril 1817, par laquelle les secrétaires généraux de préfecture ont été supprimés, et celle du 6—15 novembre suivant, qui réduit le nombre des membres des conseils de préfecture (2). (VII, Bull. CCCXCIX, n° 9338.)

Art. 1<sup>er</sup>. L'ordonnance du 9 avril 1817, par laquelle les secrétaires généraux de préfecture ont été supprimés, et celle du 6 novembre suivant, qui réduit à trois membres les conseils de préfecture, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, sont rapportées.

---

(1) Voyez le tit. IX de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, et les notes dans lesquelles sont indiquées les ordonnances successivement rendues pour activer le versement des supplémens de cautionnement.

(2) Voyez la loi d'organisation administrative du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), art. 7, portant création des conseillers généraux de préfecture : ces fonctionnaires ont été définitivement supprimés dans quatre-vingts départemens par l'ordonnance du 1<sup>er</sup>—8 mai 1832.



2. Les secrétaires généraux pourront, avec l'autorisation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et sous la direction des préfets, être chargés de l'administration de l'arrondissement du chef-lieu.

---

N° 244. = 2—5 août 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la rectification d'une erreur d'expédition dans la loi du 7—9 juin 1820, sur les douanes, à l'article du droit d'entrée sur le houblon. (VII, Bull. CCCXCI, n° 9235.)

Louis, ... — Nous avons fait présenter à la chambre des députés, le 15 janvier dernier, un projet de loi sur les douanes, par lequel le droit d'entrée du houblon était porté à quarante-cinq francs par quintal métrique. — La chambre des députés a adopté cette proposition dans sa séance du 27 avril, après une délibération spéciale. — Notre intention et celle de la chambre des pairs n'a été autre que d'adopter la résolution de la chambre des députés. — Néanmoins, par une erreur d'expéditions successives, la loi que nous avons promulguée le 7 juin ne porte le droit sur le houblon qu'à trente francs. — Voulant tout ensemble faire disparaître cette erreur, préjudiciable à l'agriculture, et ménager les intérêts de ceux dont les demandes à l'étranger auraient pu être faites sur la combinaison d'une taxe qui a été légalement mise en vigueur; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — A dater du 1<sup>er</sup> septembre prochain, le houblon étranger paiera, à son entrée dans le royaume, quarante-cinq francs par cent kilogrammes.

---

N° 245. = 2—14 août 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Bourges, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCXCII, n° 9247.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Bourges, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Bourges (siège de la cour royale), dix; — *Cher* : Bourges, sept; Sancerre, cinq; Saint-Amand, six. — *Indre* : Châteauroux, huit; Issoudun, six; La Châtre, six; Le Blanc, sept. — *Nievre* : Nevers, neuf; Cosne, sept; Clamecy, huit; Château-Chinon, sept.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

---

N° 246. = 2—14 août 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Bourges. (VII, Bull. CCCXCII, n° 9248.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Cher* : Bourges, vingt-huit; Sancerre, quinze; Saint-Amand, vingt-quatre. — *Indre* : Châteauroux, vingt-sept; Issoudun, douze; La Châtre, dix-sept; Le Blanc, dix-huit;

— *Nièvre* : Nevers, vingt-neuf ; Cosne, seize ; Clamecy, vingt-huit ; Château-Chinon, vingt.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

---

N° 247. = 2—14 août 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Dijon, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. (VII, Bull. CCCXCII, n° 9249.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Dijon, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit : — Dijon (siège de la cour royale), quatorze ; — *Côte-d'Or* : Dijon, douze ; Beaune, huit ; Châtillon, six ; Sémur, six. — *Saône-et-Loire* : Châlons-sur-Saône, quatorze ; Mâcon, quinze ; Autun, huit ; Charolles, huit ; Louhans, six. — *Haute-Marne* : Chaumont, huit ; Langres, sept (1) ; Wassy, cinq.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

---

N° 248. = 2—14 août 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Dijon. (VII, Bull. CCCXCII, n° 9250.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit : — *Côte-d'Or* : Dijon, quarante-cinq ; Beaune, trente ; Châtillon, dix-huit ; Sémur, vingt. — *Saône-et-Loire* : Châlons-sur-Saône, trente-six ; Mâcon, trente-six ; Autun, vingt-cinq ; Charolles, trente-quatre ; Louhans, vingt-quatre. — *Haute-Marne* : Chaumont, vingt-huit ; Langres, trente ; Wassy, vingt-deux.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour

---

(1) Voyez l'ordonnance du 2—15 juin 1824, qui a porté ce nombre à huit.



n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

N° 249. = 2—14 août 1820. = **ORDONNANCE du roi relative à la publication des ordonnances de concession de pensions rendues à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1820 (1).** (VII, Bull. CCCXCII, n° 9252.)

Louis, . . . — Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817 et l'ordonnance du 20 juin suivant concernant les pensions; — Considérant que la disposition de cette loi qui prescrit l'insertion au Bulletin des lois des ordonnances relatives aux pensions n'a pas été exécutée jusqu'à ce jour d'une manière uniforme, et qu'il importe à la célérité et au bien du service que les ordonnances de concession des pensions qui indiquent essentiellement les bases légales de leur fixation soient insérées à ce Bulletin, de préférence aux ordonnances d'inscription, qui ne sont que la conséquence des premières; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Toutes les ordonnances de concession de pensions rendues, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1820, sur la proposition des différens ministres, seront successivement insérées au Bulletin des lois. — Ces ordonnances contiendront, avec toutes les indications prescrites par l'article 33 de la loi du 25 mars 1817, la date des lois, décrets ou ordonnances réglementaires en vertu desquels la pension aura été liquidée.

2. Ces ordonnances indiqueront expressément que les diverses fixations qu'elles contiennent ont été soumises aux révisions prescrites par les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817 et l'article 3 de notre ordonnance du 20 juin suivant, ainsi que la date de l'avis du ministre des finances, sur la communication préalable qui lui en aura été faite.

N° 250. = 2 août—1<sup>er</sup> septembre 1820. = **ORDONNANCE du roi qui détermine la circonscription de la chambre de commerce de Bayonne.** (VII, Bull. CCCXCVI, n° 9272.)

Louis, . . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu l'article 13 de la loi du 23 juillet dernier, et la convenance de déterminer la circonscription de la chambre de commerce de Bayonne, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — La circonscription de la chambre de commerce de Bayonne comprendra le département des Basses-Pyrénées et le territoire de la ville de Saint-Esprit, département des Landes.

N° 251. = 2 août—5 septembre 1820. = **ORDONNANCE du roi qui fixe les dépenses des chambres de commerce de Bayonne, Besançon, Saint-Malo et Reims pour 1820.** (VII, Bull. CCCXCVII, n° 9298.)

N° 252. = 2 août—5 septembre 1820. = **ORDONNANCE du roi contenant règlement sur les comités gratuits et de charité établis dans chaque canton pour la surveillance des écoles primaires (2).** (VII, Bull. CCCXCVII, n° 9299.)

(1) Voyez, sur les pensions, la loi du 15—25 germinal an XI (5—15 avril 1803), et la note.

(2) Ces comités avaient été créés par l'ordonnance du 29 février—19 mars 1816. Ils se re-

N° 253. = 9—24 août 1820. = **ORDONNANCE** du roi relative à l'admission des officiers des troupes de terre et de mer dans l'ordre royal et militaire de Saint-Louis (1). (VII, Bull. CCCXCV, n° 9266.)

Louis, . . . . — Voulant déterminer d'une manière uniforme et invariable les règles de l'admission des officiers de nos armées de terre et de mer dans l'ordre royal et militaire de Saint-Louis; — Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état de la guerre et de la marine, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales communes aux armées de terre et de mer.

Art. 1<sup>er</sup>. Les officiers de terre et de mer sont susceptibles de recevoir la croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis à titre de récompense, soit pour des actions d'éclat, soit pour la durée et la distinction de leurs services.

2. Lorsque la croix de Saint-Louis n'est pas accordée pour des actions d'éclat, elle ne peut être donnée aux officiers de tout grade qu'après vingt-quatre années de service calculées d'après les règles prescrites par la présente ordonnance. — Pour être susceptible d'être nommé commandeur, il est indispensable qu'un chevalier réunisse six années d'ancienneté dans ce dernier grade; — Et pour être nommé grand-croix, qu'un commandeur soit pourvu de ce titre depuis quatre ans au moins.

3. Les services militaires rendus dans un grade inférieur à celui d'officier sont calculés d'après les mêmes règles que ceux des officiers; mais ils ne comptent que pour moitié.

4. Sont comptés doubles aux officiers de terre et de mer, — 1° Les services pendant les campagnes de guerre; — 2° *Pour les officiers de l'armée de terre*, les services dans les colonies, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, à dater du jour de l'embarquement jusqu'à celui de leur débarquement en Europe; — 3° *Pour les officiers de la marine*, le service, soit à bord des bâtimens, soit dans les colonies, sera compté double en temps de guerre; et en temps de paix, pour moitié en sus de la durée, à dater du jour de l'embarquement jusqu'à celui de leur débarquement.

5. Lorsque, pendant une campagne, un officier est forcé de quitter l'armée ou son vaisseau par suite de blessures, les services sont comptés comme si la campagne d'une année était terminée.

6. Le temps passé en réforme ne peut être admis pour la croix de Saint-Louis. — Sont exceptés les officiers auxquels le temps de réforme sera compté pour l'avancement ou l'admission à la retraite.

7. Les services rendus dans les administrations civiles et autres dont il n'est pas fait mention dans la présente ordonnance ne sont pas comptés pour la croix de Saint-Louis.

8. Les officiers qui seront admis à la retraite à dater de la présente ordonnance ne seront plus susceptibles d'obtenir la croix de Saint-Louis lorsqu'ils n'auront pas été proposés pour cette récompense dans le courant de l'année qui suivra leur admission à la pension de retraite.

---

trouvent, mais avec de grandes modifications, dans les art. 18 et suiv. de la loi générale du 28 juin—1<sup>er</sup> juillet 1833, sur l'instruction primaire, qui, avec l'ordonnance du 16—23 juillet même année, rendue pour son exécution, forme le dernier état des choses. La présente ordonnance est donc devenue sans intérêt.

(1) Depuis la révolution de juillet 1830, il n'est intervenu aucune mesure d'où l'on puisse induire la reconnaissance de cet ordre par le gouvernement actuel; mais son abolition n'a point été prononcée par ordonnance.



9. Les services des officiers de l'armée de terre mis provisoirement à la disposition du ministère de la marine, et réciproquement, sont comptés suivant les règles prescrites pour les officiers de l'armée dans laquelle les services sont rendus.

**TITRE II. — Dispositions particulières aux officiers de l'armée de terre.**

10. Sont susceptibles d'obtenir la croix de Saint-Louis dans l'armée de terre les officiers de tous grades et de toutes armes, et ceux du corps de l'intendance militaire.

11. Est considéré comme service de campagne le temps pendant lequel les officiers font partie d'un corps d'armée sur le pied de guerre.

12. Les services dans l'armée de terre ne sont comptés qu'à partir de l'âge déterminé par la loi : toutefois, en cas de blessures reçues en combattant avant cet âge, les services sont admis à dater du jour de la blessure.

**TITRE III. — Dispositions particulières à l'armée de mer.**

13. Sont susceptibles d'obtenir la croix de Saint-Louis dans les armées de mer, — 1° Les officiers de vaisseau de tout grade entretenus; — 2° Les officiers d'artillerie et des troupes de la marine; — 3° Les ingénieurs constructeurs, depuis le grade d'inspecteur général jusqu'à celui d'ingénieur; — 4° Les officiers d'administration, depuis le grade d'intendant jusqu'à celui de commissaire inclusivement, ainsi que les contrôleurs de première et de seconde classe; — 5° Les sous-ingénieurs constructeurs, les sous-contrôleurs et les sous-commissaires de marine qui, après dix ans d'activité dans l'un de ces grades, obtiendront, à titre de récompense, le grade honorifique d'ingénieur ou de commissaire au moment de leur admission à la retraite.

14. Dans l'armée de mer, les services sont comptés depuis l'âge de seize ans. Ceux des élèves de la marine sont admis, par exception, à dater de leur nomination d'élèves de seconde classe. — Dans le cas de blessures reçues en combattant avant l'âge de seize ans, les services sont comptés aux officiers de tout grade depuis le jour de la blessure.

15. Sont comptés comme services d'officiers dans la marine, — 1° Aux ingénieurs constructeurs, ceux à dater de leur admission comme élèves du génie; — 2° Aux officiers d'administration, ceux depuis leur admission comme entretenus d'après une commission de notre ministre de la marine.

16. Les services rendus par les officiers auxiliaires sont comptés pour le temps de leur durée comme ceux des officiers entretenus.

17. Lorsque les officiers d'administration de la marine auront été embarqués sur les bâtimens avant d'être entretenus, leurs services, s'ils ont fait partie de l'état-major du bâtiment, seront comptés pour le temps de leur durée, comme ceux des entretenus.

---

N° 254. = 9—24 août 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui met à la disposition des préfets un tiers du centime qui est attribué au ministre des finances pour les remises, modérations et non-valeurs, sur les contributions directes de l'année 1820. (VII, Bull. CCCXCV, n° 9267.)

---

N° 255. = 10 août—1<sup>er</sup> septembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi relative à la reconstruction du pont établi sur la rivière de la Mortagne, entre les communes de Mont et de Mortagne (Meurthe), ainsi que de deux autres ponts adjacens. (VII, Bull. CCCXCVI, n° 9275.)

---

N° 256. = 10 août—1<sup>er</sup> septembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise

*une imposition extraordinaire dans la commune d'Orgeville, département de l'Eure, pour le paiement des frais d'un procès dans lequel cette commune a succombé* (1). (VII, Bull. CCCXCVI, n° 9277.)

N° 257. = 14 août—1<sup>er</sup> septembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise l'acceptation de l'offre faite par M. le duc de Richelieu d'appliquer le produit du majorat qui lui a été conféré, à la construction d'un hôpital à Bordeaux, et à l'établissement d'autres objets d'utilité publique dans cette ville. (VII, Bull. CCCXCVI, n° 9278.)

N° 258. = 21—24 août 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant convocation de la cour des pairs pour le jugement de faits qualifiés crimes de haute-trahison, et attentats à la sûreté de l'état (2). (VII, Bull. CCCXCV, n° 9265.)

N° 259. = 23 août—30 septembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant approbation de deux délibérations de la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de la Loire-Inférieure. (VII, Bull. CD, n° 9354.)

Louis, . . . . — Vu l'article 2 de notre ordonnance du 15 septembre 1819, portant autorisation d'une compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de la Loire-Inférieure, lequel article fixe le *minimum* des valeurs associées à l'assurance, nécessaire pour la mise en activité de la société, à la somme de quinze millions, et à celle de cent vingt mille francs le *maximum* de la valeur de chaque propriété assurée; — Vu deux délibérations de l'administration de ladite société des 5 juin et 7 août 1820, tendant à changer l'article 6 des statuts en ce qui se rapporte au *minimum* des valeurs associées et au *maximum* de chaque risque; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les délibérations de la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de la Loire-Inférieure, dont il a été passé acte, les 5 juin et 7 août 1820, par-devant Brager et son collègue, notaires à Nantes, lesquelles délibérations resteront annexées à la présente, sont approuvées. En conséquence, il est permis à ladite société de se mettre en activité aussitôt qu'elle aura réuni neuf millions de valeurs associées à l'assurance : ladite somme suffira de même pour la continuation de la société à ses renouvellemens périodiques de cinq ans en cinq ans.

2. Aucune propriété ne pourra être admise à l'assurance pour une valeur de plus de quatre-vingt-dix mille francs, tant que la masse des valeurs assurées n'aura pas excédé neuf millions : à mesure que cette masse augmentera, le *maximum* de chaque risque pourra s'accroître proportionnellement, sans que la valeur admise pour quelque propriété que ce soit puisse jamais excéder un pour cent de la masse totale.

(*Suivent les deux délibérations.*)

N° 260. = 28 août—1<sup>er</sup> septembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi relative à

(1) Voyez l'ordonnance du 1<sup>er</sup>—10 septembre 1819, portant que le particulier qui a gagné son procès contre la commune ne doit pas participer au paiement de l'imposition extraordinaire, destinée à payer les frais de ce procès.

(2) Voyez l'art. 28 de la charte de 1830, qui attribue à la chambre des pairs la connaissance des crimes de haute-trahison, et des attentats à la sûreté de l'état.



*l'application de la prime de sortie sur les tissus de laine de fabrication française* (1). (VII, Bull. CCCXCVI, n° 9271.)

Louis, . . . .—Vu la loi du 7 juin dernier, qui établit une prime de sortie pour les tissus de laine de fabrication française; — Voulant déterminer les conditions auxquelles cette prime doit être subordonnée, pour ne pas donner lieu à des abus; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;—Notre conseil entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les exportations de tissus de laine pour lesquelles on entendra se réserver le bénéfice de la prime établie par l'article 8 de la loi du 7 juin dernier devront s'effectuer exclusivement par l'un des ports d'entrepôt ou par l'un des bureaux de terre ouverts au transit par les lois des 17 décembre 1814 et 21 avril 1818.

2. Les déclarations de sortie, présentant séparément le contenu de chaque ballot, seront faites à l'une des douanes ci-dessus désignées, à moins qu'il ne s'agisse d'une expédition faite d'une ville de l'intérieur où se trouve un bureau de douane.

3. Ces déclarations contiendront l'indication exacte du poids net des tissus, du nombre de pièces renfermées dans chaque ballot, ainsi que de la dimension et du poids brut de ceux-ci.

4. Soit au bureau de l'intérieur, soit à celui de l'extrême frontière, désigné ci-dessus, on procédera à la vérification effective et détaillée du poids net et de l'espèce des tissus déclarés.

5. Dans le cas où l'expédition aura été faite par une douane de l'intérieur, les bureaux frontières par lesquels l'exportation définitive aura lieu ne procéderont, à moins de motifs particuliers dont ils n'auront pas à rendre compte, qu'à une vérification purement extérieure des colis.—Cette vérification aura pour objet de reconnaître l'état des colis et des plombs, l'identité des marques, du poids et des dimensions des ballots.

6. La prime de vingt-deux francs cinquante centimes, commune à tous les tissus de pure laine; celle de cinquante-six francs vingt-cinq centimes pour les draps communs, et celle de quarante-cinq francs pour les tissus mélangés, n'exigeront d'autre vérification que celle de l'espèce et du poids net.

7. Celle de quatre-vingt-dix francs, allouée aux draps dont le mètre vaut plus de vingt-cinq francs, entraînera la reconnaissance de la *qualité*, qui aura d'ailleurs dû être expressément déclarée et prouvée d'avance par des factures et des échantillons, ainsi qu'il est prescrit par la loi. Ces factures et échantillons seront joints aux certificats de passage à l'étranger, pour motiver les ordonnances de paiement.

8. En cas de doute sur la qualité et la valeur des draps pour lesquels la prime de quatre-vingt-dix francs sera demandée, le directeur général des douanes en provoquera l'expertise par le comité consultatif des arts et fabriques, institué près le ministère de l'intérieur.

9. Les fausses déclarations seront poursuivies et réprimées conformément à l'article 17 de la loi du 21 avril 1818.

---

N° 261. = 29 août 1820. = **ECLAIRCISSEMENTS** sur des difficultés relatives à

---

(1) Voyez la loi de douanes du 7-9 juin 1820, art. 8, portant allocation de cette prime, et la note.

*l'exécution de la loi du 29—30 juin 1820, donnés par le ministre de l'intérieur (1<sup>re</sup> partie) (1). (Recueil de l'intérieur, in-8°, 2<sup>e</sup> édition, tome IV, page 79.)*

(Questions relatives à la formation des listes.

*Première question.* — « Le quart de tous les électeurs d'arrondissement devant former le collège départemental, doit-il être établi avec ou sans égard aux fractions? »

Si le nombre des électeurs d'arrondissement n'excède que d'une unité un multiple de quatre, il ne faut tenir nul compte de la fraction. S'il excède de deux ou trois unités un multiple de quatre, on doit prendre le quart du multiple de quatre immédiatement supérieur. Par exemple, pour cent vingt et un, le quart sera trente; pour cent vingt-deux et cent vingt-trois, le quart sera trente et un. — La raison en est que cent vingt et un et cent vingt-trois sont plus près, le premier de cent vingt que de cent vingt-quatre; le second, de cent vingt-quatre que de cent vingt. Quant à cent vingt-deux, qui diffère également de ces deux multiples de quatre, le doute qui s'établit semble devoir être résolu dans le sens qui favorise les intérêts d'un plus grand nombre d'individus, et qui augmente la force des collèges départementaux.

*Deuxième question.* — « Quel parti faut-il prendre, quand deux électeurs payant la même contribution sont en concurrence pour être inscrits sur la liste du collège départemental? »

La préférence doit être donnée au plus âgé, conformément à ce qui se pratique lorsque deux candidats obtiennent dans un scrutin un même nombre de suffrages.

*Troisième question.* — « Faut-il inscrire sur les listes électorales, soit d'arrondissement, soit de département, les contribuables qui, à l'époque de la publication des listes, n'auraient pas encore accompli leur trentième année, ou l'année de possession, etc., exigée par l'article 4 de la loi du 29 juin, mais qui accompliraient cet âge ou cette époque avant l'ouverture du collège électoral? »

En principe général, tous ceux qui ont des droits acquis avant l'ouverture du collège électoral sont électeurs et ont droit de voter. Mais les époques de convocation des divers collèges ne sont pas les mêmes; et la liste électorale de département étant déduite de celles d'arrondissement, il est nécessaire qu'elles soient toutes arrêtées en même temps pour concorder ensemble. Il doit donc y avoir un terme passé lequel ceux qui acquerraient le droit électoral ne peuvent l'exercer. — Les contribuables qui, au moment de la publication des listes, ne remplissent pas encore les conditions d'âge ou de possession, d'habitation, d'industrie, mais qui les rempliront avant le terme dont il vient d'être parlé, peuvent être inscrits comme électeurs. — Maintenant, comment ce terme doit-il être fixé? — Les listes restent affichées pendant un mois (*article 3 de la loi du 29 juin 1820*); et attendu qu'un délai est nécessaire après ce terme pour statuer sur les réclamations qui restent à juger, et pour clore définitivement les listes, on ne peut admettre moins de cinq jours pour les opérations qui doivent précéder l'ouverture du collège convoqué le premier. Il paraît donc convenable d'inscrire sur les listes électorales les contribuables qui, dans les trente-cinq jours depuis celui de la publication des listes, accompliraient leur trentième année ou l'année de possession, d'habitation, d'industrie, exigée par l'article 4 de la loi du 29 juin.

(1) Voyez la loi du 29—30 juin 1820, et les notes.



## Questions relatives au domicile.

*Quatrième question.* — « Les électeurs qui, en transférant leur domicile politique dans un autre département, y jouiraient du double vote, peuvent-ils être dispensés du délai de six mois pour profiter du bénéfice de cette translation? »

La loi du 5 février 1817 n'admet aucune exception à l'obligation du délai de six mois pour translation de domicile politique; celle du 29 juin dernier n'accorde le double vote que dans le département où l'électeur avait son domicile politique lorsqu'elle est devenue exécutoire, et il ne peut le transférer dans un autre département qu'en se conformant à la loi du 5 février, qui continue à régir les questions de domicile.

*Cinquième question.* — « L'électeur qui, dans les années 1816 à 1819, a voté dans le département A, qui depuis a transféré et acquis son domicile dans le département B, peut-il prendre part, en 1820, aux opérations du collège départemental du département B? »

Suivant l'article 3 de la loi du 5 février 1817, l'électeur dont il s'agit ne peut voter dans un des collèges d'arrondissement du département B; mais on a prétendu qu'il le peut dans le collège des plus imposés, par le motif que ce collège nomme, *pour la première fois*, des députés nouvellement créés, et que les effets, quant au droit d'élire, de cette augmentation du nombre des députés, doivent être assimilés aux effets de la dissolution de la chambre.—Ce motif n'est pas admissible. Les dispositions de l'article 3 de la loi du 5 février 1817 sont formelles.—Elles portent que la translation du domicile ne donne l'exercice du droit électoral qu'à celui qui, dans les quatre années antérieures, ne l'a point *exercé dans un autre département*, et ne font exception à ce délai que dans le cas où la chambre a été dissoute. La nomination des cent soixante-douze nouveaux députés ne peut être assimilée à une réélection générale par suite de dissolution de la chambre, parce que la loi n'a prononcé explicitement ni implicitement une telle assimilation. — On peut ajouter, pour écarter toute induction appliquée à un cas qui diffère entièrement de l'autre, que l'électeur qui aurait nommé, depuis 1816, dans le département A, des députés restés membres de la chambre, se trouverait, en nommant dans le département B une partie des cent soixante-douze députés nouvellement créés, avoir pris part à l'élection des députations de deux départemens différens, siégeant simultanément à la chambre, ce qui serait contraire au texte et à l'esprit de la loi. Il suit de là que le concours aux élections du département A, depuis 1816, prive l'électeur aujourd'hui domicilié dans le département B, du droit d'y prendre part aux opérations électorales de 1820, sauf le cas où il y aurait, avant ces opérations, dissolution de la chambre.—Il ne peut pas davantage concourir, cette année, dans le département A, à la première élection des nouveaux cent soixante-douze députés, puisqu'il n'y a plus son domicile politique.

## Questions relatives à l'exécution de l'article 4 de la loi du 29 juin.

*Sixième question.* — « L'héritier testamentaire, le légataire ou donataire après décès ne doit-il pas être considéré comme possesseur à titre successif, et excepté par conséquent de la condition d'une année de possession, exigée par l'article 4 de la loi du 29 juin 1820? »

Oui; car, dans ces différens cas, il ne peut y avoir soupçon de fraude ou de simulation, et la propriété est acquise irrévocablement à l'héritier, ou donataire, ou légataire, par le décès du testateur.

*Septième question.* — « Le mari, quand son mariage n'a pas encore un an

« de date, ne doit-il pas profiter des contributions payées par sa femme sur les biens qu'elle possédait depuis un an ou qu'elle a reçus de ses parens pour cause de mariage? »

Dès que le mariage est célébré, le mari exerce sur les biens de sa femme les droits qui lui sont attribués par le code.—Par suite du même principe, il doit, dès ce moment même, commencer à profiter des contributions de sa femme, pour l'exercice du droit électoral. On ne peut assimiler un engagement irrévocable et aussi sacré que le mariage à un acte fait comme une spéculation et dans l'intention d'éluder la loi. Ainsi l'époque récente du mariage ne doit pas empêcher de compter au mari les contributions que sa femme payait pour des biens possédés ou pour industrie exercée par elle depuis plus d'un an, ou pour les propriétés qu'elle a reçues à titre successif, ou même pour celles qu'elle a reçues en dot de ses parens. Celles-ci sont, à quelques égards, une portion d'héritage qui lui échoit.

*Huitième question.* — « La condition d'une année de possession, de location ou d'industrie, exigée de l'électeur, doit-elle l'être pour les biens, l'habitation ou l'industrie de sa femme, et pour les biens de ses enfans mineurs ou de son ascendante, dont les contributions lui sont comptées? »

Oui; sans cela la garantie exigée par l'article 4 de la loi du 29 juin 1820 serait éludée au moyen d'acquisitions, locations ou industries simulées, de la part des parens désignés dans l'article 2 de la loi du 5 février 1817 et dans l'article 5 de la loi du 29 juin.

*Neuvième question.* — « La donation faite par le père ou tout autre ascendant doit-elle être considérée comme conférant la propriété à titre successif? »

Oui; car on ne peut admettre le soupçon de fraude de la part d'un père ou d'un ascendant, lorsqu'il dispose d'une partie de ses propriétés en faveur d'un de ses enfans. De pareilles dispositions doivent être considérées comme avancement d'hoirie.

*Dixième question.* — « Un père a cédé à son fils la propriété d'un bien dont il s'est réservé l'usufruit. Il renonce ensuite à cet usufruit en faveur de son fils. La condition d'une année d'usufruit doit-elle être exigée pour que le fils soit admis à jouir du droit électoral? »

Puisque, d'après la solution précédente, le fils n'aurait pas besoin d'une année de possession pour être électeur, cette année ne doit pas être exigée pour l'usufruit. L'hypothèse est même plus favorable, puisque le père ne fait que compléter entre les mains de son fils une possession que celui-ci avait déjà partiellement.

*Onzième question.* — « A partir de quelle époque doit être comptée l'année exigée pour la possession, l'habitation ou l'industrie qui confère le droit électoral? »

S'il s'agit d'une propriété, l'année de possession doit être comptée à partir du jour de l'enregistrement de l'acte de vente ou de donation. Cette date seule fixe d'une manière authentique l'époque de la transmission de la propriété.—L'année d'habitation doit être comptée à partir de l'entrée en jouissance de l'appartement ou de la maison qui fait l'objet de la location;—Celle d'exercice de l'industrie, à partir de la délivrance de la patente, pourvu qu'il y ait eu exercice réel de commerce ou d'industrie.

Questions relatives à l'exécution de l'article 5 de la loi du 29 juin.

*Douzième question.* — « La veuve privée de quelqu'un des droits civils ou déclarée faillie peut-elle user de la faculté accordée par l'article 5 de la loi du 29 juin 1820? »

Comme il ne s'agit pas de l'exercice d'un droit personnel, mais d'une



simple désignation sur une propriété, la veuve ne peut être privée de la faculté dont il s'agit, que quand elle ne peut contracter. — A l'égard de la veuve qui est en état de faillite, elle ne possède plus ses biens, qui sont devenus la propriété des créanciers. Elle ne peut donc faire profiter son fils, petit-fils ou gendre, des contributions assises sur ces biens.

*Treizième question.* — « La femme divorcée peut-elle, comme la veuve, attribuer à l'un de ses descendants ses contributions pour lui conférer le droit d'électeur? »

La loi n'accorde ce droit qu'à la veuve. Ce texte formel, auquel on ne peut rien ajouter, exclut la femme divorcée, qui semble être pourtant dans une position analogue à la veuve. — Il suit de là que la faculté dont il s'agit ne peut être exercée par la femme dont le mari a encouru la mort civile, ni par la mère adoptive, si ce n'est quand elle est *veuve*, et en faveur des individus devenus ses fils, petits-fils ou gendres, par suite de l'adoption qu'elle aurait faite conjointement avec son mari défunt.

*Quatorzième question.* — « Le même individu peut-il profiter des désignations faites à la fois en sa faveur par deux ou plusieurs veuves, ses ascendantes (sa mère, sa belle-mère, ses aïeules paternelle et maternelle) pour que leurs contributions lui soient comptées dans le calcul électoral? »

La loi ne défend pas de cumuler ces contributions; elle n'impose de restriction qu'à l'égard de la faculté de désigner, laquelle ne peut s'exercer qu'en faveur d'un seul des fils, petits-fils ou gendres. Mais elle n'en impose aucune à la faculté de recevoir une semblable désignation. Un même individu peut donc en même temps être désigné par plusieurs de ses ascendantes, en vertu du droit attribué à chacune d'elles, et profiter par conséquent de leurs contributions.

*Quinzième question.* — « La désignation faite par une veuve n'a-t-elle de valeur que pour l'élection immédiatement suivante, ou subsiste-t-elle jusqu'à révocation formelle? »

La désignation faite par une veuve n'a pas besoin d'être renouvelée à chaque élection. Elle subsiste tant qu'elle n'est pas révoquée formellement, sauf les exceptions portées aux solutions dix-huit et dix-neuf. Seulement l'électeur devra justifier, à chaque élection, que les propriétés sur lesquelles portent les contributions dont il profite sont toujours possédées par la veuve; ou, s'il y a eu mutation de propriété, qu'elles sont possédées depuis le temps requis par la loi, attendu que la transmission dont il s'agit n'exempte, dans aucun cas, de la durée de la possession.

*Seizième question.* — « La veuve, après avoir désigné un de ses fils, petits-fils ou gendres, pour profiter de ses contributions, peut-elle annuler cette désignation, et même en faire une nouvelle en faveur d'un autre descendant du même degré? »

La désignation faite par une veuve en faveur d'un de ses descendants n'est pas irrévocable. Elle cesse dans les circonstances indiquées aux solutions dix-huit et dix-neuf. Elle cesse aussi quand la veuve se remarie. La loi du 29 juin ne donne d'ailleurs à la veuve qu'une faculté dont elle peut user ou ne pas user. Si des motifs qui l'eussent déterminée à ne point en user ou à en faire profiter un autre descendant viennent à se présenter après la désignation, pourquoi la veuve ne pourrait-elle pas l'annuler? La révocabilité de la désignation est, sous certains rapports, une mesure morale, propre à renforcer la puissance maternelle; elle doit être considérée comme un acte de la libre volonté de celle qui l'exerce. Seulement, la veuve qui aurait transmis ses contributions en tout ou en partie à un de ses descendants, le-

quel aurait, en vertu de cette transmission, concouru à élire une députation, ne pourrait, sauf le cas de la dissolution de la chambre, les transmettre à un autre de ses descendans qu'après le délai assigné par la loi au renouvellement de cette députation. Cette manière de voir résulte des motifs qui ont dicté le paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 5 février.

*Dix-septième question.* — « Une veuve a des fils ou petits-fils âgés de moins de trente ans, ou privés des droits civils ou politiques, et des gendres qui ont plus de trente ans, ou qui jouissent de ces droits, peut-elle désigner un de ses gendres pour profiter de ses contributions au préjudice de ses fils ou petits-fils ? »

La loi appelle les fils, petits-fils et gendres dans cet ordre et à l'exclusion les uns des autres. Elle n'a fait aucune exception. Ainsi, tant qu'il y a un fils ou un petit-fils, même incapable de jouir de cet avantage, il exclut les petits-fils ou gendres qui auraient la capacité requise.

*Dix-huitième question.* — « La désignation en faveur du gendre cesse-t-elle par la naissance d'un petit-fils, soit enfant, soit neveu du gendre ? »

Oui, d'après le principe énoncé ci-dessus, fondé sur le texte formel de la loi.

*Dix-neuvième question.* — « La désignation faite par une veuve en faveur de son gendre cesse-t-elle quand il devient veuf sans enfans qu'il avait de son mariage, ou quand il se remarie (ayant des enfans de son premier mariage) ? »

Le gendre, lorsqu'il devient veuf, même sans enfans, ne doit point perdre le bénéfice de la désignation; mais il le perd s'il se remarie.

N° 262. = 30 août—5 septembre 1820. = **ORDONNANCE du roi contenant le tableau des circonscriptions des collèges électoraux d'arrondissement dans les départemens y dénommés** (1). (VII, Bull. CCCXCVII, n° 9297.)

N° 263. = 30 août—13 septembre 1820. = **ORDONNANCE du roi qui autorise la commune de Sept-Moncel (Jura) à exporter annuellement une quantité déterminée d'écorce de sapin non moulue, provenant de sa banlieue.** (VII, Bull. CCCXCVIII, n° 9310.)

N° 264. = 30 août—12 octobre 1820. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Cher.** (VII, Bull. CDIV, n° 9466.)

Art. 1<sup>er</sup>. La société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Cher, formée à Bourges par acte passé par-devant *Vergne* et son collègue, notaires à ladite résidence, les 25, 26, 27 et 28 mars 1820, est autorisée; ses statuts sont approuvés ainsi qu'ils sont contenus tant audit acte qu'en celui passé par-devant les mêmes notaires le 29 juillet suivant, et en la délibération des sociétaires du 3 juin 1820, lesquels actes et délibération resteront annexés à la présente ordonnance.

2. La présente autorisation étant accordée à ladite société à la charge par elle de se conformer aux lois et à ses statuts, nous nous réservons de la révoquer dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, sans préju-

(1) Ce tableau a été remplacé par celui joint à la loi du 16—26 mai 1821, lequel a été remplacé lui-même, et définitivement, par le tableau annexé à la loi générale sur les élections, du 19—23 avril 1831.



dice des actions à exercer par les particuliers devant les tribunaux, à raison des infractions commises à leur préjudice.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet du département du Cher et au greffe du tribunal de commerce de Bourges.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur nommera un commissaire auprès de ladite compagnie : il sera chargé de prendre connaissance de ses opérations et de l'observation des statuts ; il rendra compte du tout à notre ministre de l'intérieur. — Il informera le préfet du département de tout ce qui, dans les opérations de la compagnie, pourrait intéresser l'ordre et la sûreté publique. Il le préviendra de la tenue du conseil général des sociétaires. Il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtraient contraires aux lois et statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce, jusqu'à décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

(*Suivent les statuts de la société.*)

N° 265. = 30 août—12 novembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie pour les machines et mécaniques des manufactures dans les départemens de la Seine-Inférieure et de l'Eure. (VII, Bull. CXXVI, n° 9813.)

Art. 1<sup>er</sup>. La société d'assurances mutuelles contre l'incendie pour les machines et mécaniques des manufactures dans les départemens de la Seine-Inférieure et de l'Eure, formée à Rouen, par acte passé pardevant Lefèvre et son confrère, notaires à ladite résidence, le 29 mai 1819, est autorisée, ses statuts sont approuvés ainsi qu'ils sont contenus tant audit acte qu'en ceux passés pardevant les mêmes notaires les 12, 14 et 16 décembre 1819, et les 10, 11 et 12 juillet 1820, lesquels actes resteront annexés à la présente ordonnance.

2. La présente autorisation étant accordée à ladite société à la charge par elle de se conformer aux lois et à ses statuts, nous nous réservons de la révoquer dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, sans préjudice des actions à exercer par les particuliers devant les tribunaux à raison des infractions commises à leur préjudice.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation aux préfets des départemens de la Seine-Inférieure et de l'Eure, aux greffes des tribunaux de commerce des deux départemens, et à la chambre de commerce de Rouen.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur nommera un commissaire auprès de ladite compagnie : il sera chargé de prendre connaissance de ses opérations et de l'observation des statuts ; il rendra compte du tout à notre ministre de l'intérieur. — Il informera les préfets des deux départemens de tout ce qui, dans les opérations de la compagnie, pourrait intéresser l'ordre et la sûreté publique : il les préviendra de la tenue du conseil général des sociétaires. — Il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtront contraires aux lois et aux statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce, jusqu'à décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

N° 266. = 4—13 septembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi concernant la pu-

*blication et l'affiche des listes électorales dans tous les départemens du royaume* (1). (VII, Bull. CCCXCVIII, n° 9309.)

N° 267. = 4—22 septembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi relative à la circonscription des collèges électoraux d'arrondissement dans le département des Basses-Pyrénées (2). (VII, Bull. CCCXCIX, n° 9340.)

N° 268. = 4 septembre 1820. = **ECLAIRCISSEMENS** sur les difficultés relatives à l'exécution de la loi du 29—30 juin 1820, donnés par le ministre de l'intérieur (2<sup>e</sup> partie) (3). (Recueil de l'intérieur, in-8°, 2<sup>e</sup> édition, tome IV, page 85.)

Questions relatives à la qualité d'électeur.

*Vingtième question.* — « Le préfet peut-il rayer d'une liste d'électeurs « les noms des individus qui déclarent ne pas vouloir exercer le droit électoral ? »

Nul ne peut renoncer au droit électoral ; chacun est libre d'en user ou de n'en pas user : mais le préfet ne peut, sur la déclaration faite par un électeur qu'il ne votera pas, rayer cet électeur de la liste.

*Vingt-unième question.* — « Le préfet peut-il rayer les noms des électeurs « âgés, infirmes et hors d'état de pouvoir voter ? »

L'âge et l'état d'infirmité ne privent pas un électeur de ses droits. Ces circonstances ne peuvent donc autoriser le préfet à rayer un citoyen qui réunit encore les conditions nécessaires pour voter.

*Vingt-deuxième question.* — « Le père peut-il céder à son fils le droit « électoral ? »

Non : les droits politiques sont personnels et ne sont pas susceptibles d'être cédés ni aliénés.

*Vingt-troisième question.* — « Quelles sont les peines qui privent de la « qualité d'électeur ? »

Suivant l'article 4 de la loi du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), loi qui, à défaut de nouvelles dispositions législatives, est restée en vigueur, les droits politiques se perdent par la condamnation à des peines afflictives ou infamantes. Les peines ainsi qualifiées sont définies articles 7 et 8 du Code pénal. Elles ont cet effet, même quand elles ne sont que temporaires. La loi n'a pas établi de distinction ; et les articles 28 et 34 du Code pénal privent ceux qui ont subi de pareilles condamnations, de droits bien moins importants que ceux de citoyen. — Certaines peines correctionnelles privent aussi de la qualité d'électeur, par cela seul qu'elles privent d'une partie des droits civils, et que, pour exercer le droit électoral, il faut jouir de tous les droits civils et politiques. — Le renvoi sous la surveillance de la haute police, que les tribunaux peuvent aussi prononcer en matière correctionnelle, ne laisse pas ceux qui y sont soumis dans l'intégrité de leurs droits civils. Ils ne peuvent donc, tant qu'ils sont assujétis à cette surveillance, exercer le droit électoral.

(1) Cette ordonnance, rendue pour l'exécution de la loi du 29—30 juin 1820, qui établissait le double vote, n'a plus d'intérêt depuis que ce mode d'élection n'existe plus.

Voyez, dans les notes qui accompagnent le tit. III de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), le résumé de la législation sur les élections.

Voyez spécialement, sur le mode de formation et de publication des listes électorales, le tit. III de la loi générale du 19—23 avril 1831, qui forme le dernier état des choses.

(2) Voyez l'ordonnance du 30 août—5 septembre 1820, et la note.

(3) Voyez la loi du 29—30 juin 1820, et les notes ; et spécialement la loi générale du 19—23 avril 1831.



*Vingt-quatrième question.* — « Un failli qui a fait un concordat avec ses créanciers, et qui a été déclaré excusable par les tribunaux, est-il suspendu de l'exercice de ses droits politiques? »

L'article 5 de la loi du 22 frimaire an 8 est conçu en ces termes : — « L'exercice des droits de citoyen français est suspendu par l'état de débiteur failli, ou d'héritier immédiat, détenteur à titre gratuit de la succession totale ou partielle d'un failli; — Par l'état de domestique à gages, attaché au service de la personne ou du ménage; — Par l'état d'interdiction judiciaire, d'accusation ou de contumace. » — Cet article n'établit aucune distinction entre les faillis. Il doit donc s'appliquer à ceux qui ont traité avec leurs créanciers, comme à ceux qui ont été déclarés par un jugement *banqueroutiers simples*, tant que les uns et les autres n'ont pas été réhabilités. — (*Les banqueroutiers frauduleux* sont atteints par la disposition sur l'effet des peines infamantes.)

Questions relatives au domicile.

*Vingt-cinquième question.* — « Un électeur a nommé en 1816 les députés du département A, appartenant à l'une des quatre premières séries, et dont, par conséquent, les pouvoirs ont cessé en 1817, 1818 ou 1819, ou vont cesser en 1820; depuis il a, soit par le changement de son domicile réel, soit par une translation de domicile politique régulièrement faite, acquis ce dernier domicile dans le département B. Peut-il voter en 1820 dans le département B, quoique ayant voté ailleurs dans les quatre années antérieures, savoir en 1816? »

Le but de la restriction établie par la loi du 5 février (article 3, paragraphe 2) a été d'empêcher qu'un même électeur ne concourût à la nomination de deux députations siégeant simultanément à la chambre pour deux départemens différens. Sous ce point de vue, la solution devrait être affirmative; mais le texte de l'article 3 de la loi du 5 février est formel, et ne permet pas cette interprétation.

*Vingt-sixième question.* — « A partir de quelle époque doit-on compter le délai de six mois exigé pour la translation du domicile politique? »

La translation de domicile exigeant deux déclarations, l'acte n'est complet que lorsque l'une et l'autre ont été faites; par conséquent, les six mois ne doivent compter qu'à dater de la dernière.

*Vingt-septième question.* — « Peut-on admettre, attendu la bonne foi, la déclaration de translation de domicile politique faite devant le maire, suivant les formes usitées de 1806 à 1817, quoique la loi exige qu'elle ait lieu devant le préfet? »

Avant la loi du 5 février 1817, la formalité exigée pour la translation du domicile politique était une déclaration devant le maire (décret du 17 janvier 1806). Il est arrivé souvent que des électeurs, croyant cette formalité suffisante, ont fait leur déclaration devant le maire, et non devant le préfet, comme la loi l'exige. Quoiqu'ils aient agi de bonne foi, et que leur erreur puisse être attribuée en partie à la négligence du maire, qui aurait dû les avertir, on peut cependant contester la validité de la déclaration, attendu le texte de la loi, qui veut qu'elle soit faite devant le préfet.

*Vingt-huitième question.* — « Les présidens et vice-présidens des collèges électoraux, nommés par le roi, sont-ils membres de ces collèges pour la session seulement qu'ils sont appelés à présider, ou bien le sont-ils à perpétuité? »

Dans la première hypothèse, leur vote comme présidens les empêche-t-il de voter, avant cinq ans, dans le collège ou les collèges auxquels ils appar-

tiennent à raison de leur domicile? — 1° L'article 41 de la charte porte qu'ils sont de droit membres des collèges qu'ils président, mais ne dit pas que c'est à perpétuité. — Les présidens sont quelquefois choisis parmi des personnes étrangères au département, et qui n'y paient aucune contribution. La loi du 5 février 1817 établit (article 3) que l'on ne peut prendre domicile politique que dans un département où l'on paie déjà des contributions. Si la nomination du roi conférait à perpétuité le droit de voter dans un collège électoral, il s'ensuivrait que, dans certains cas, elle fixerait le domicile politique d'un électeur dans un département où il ne paierait aucune contribution. Il semble plus conforme aux principes de considérer la présidence comme une commission temporaire, qui donne à celui qui en est investi le droit de voter dans la session qu'il préside; mais, cette session finie, le président cesse de faire partie du collège, s'il n'en était déjà membre, et il reprend l'exercice de ses droits politiques là où il les avait précédemment; — 2° Le président, qui ne vote qu'en cette qualité, n'exerce pas son propre droit; il n'exerce qu'un droit conféré, droit qui cesse avec la présidence, et auquel on ne saurait, par conséquent, appliquer l'exception portée au paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 5 février. Il doit donc pouvoir exercer son propre droit et voter dans le collège ou les collèges de son département dont il est membre, quelle que soit l'époque de leur convocation, et sans que le vote qu'il a émis comme président puisse y faire obstacle.

Questions relatives à la formation de la liste d'éligibles.

*Vingt-neuvième question.* — « Dans un département où il n'y a pas cinquante contribuables payant mille francs, la liste des cinquante plus imposés peut-elle contenir des citoyens payant, dans ce département, plus de mille francs, mais n'y ayant pas de domicile politique? »

La liste des éligibles de chaque département ne doit comprendre que des citoyens y ayant leur domicile. C'est dans cette liste que doit être choisie la portion des députés qui doit être prise *dans le département*. Tout contribuable non domicilié, s'il réunit les autres conditions requises, peut également y être élu, mais pour la portion de députés que la charte permet de choisir hors du département; il ne peut donc pas, s'il n'y est domicilié, quoiqu'il y paie des contributions, faire partie de la liste des éligibles du département.

*Trentième question.* — « S'il n'y a pas cinquante éligibles payant plus de mille francs, faut-il, pour compléter la liste au moyen des plus imposés, ne compter que les contributions dans le département, ou celles qui sont payées dans le département et ailleurs? »

L'article 2 de la loi du 5 février porte que, pour former la masse des contributions nécessaires à la qualité d'électeur ou d'éligible, on doit compter les contributions directes payées dans tout le royaume. Ainsi chaque contribuable profite, dans le lieu de son domicile politique, des droits que lui donne la totalité de ses contributions directes. — Il suit de là que, pour compléter la liste de cinquante éligibles, il faut prendre tous les contribuables ayant domicile politique dans le département qui, par le montant de leurs contributions directes dans tout le royaume, sont les plus imposés au dessous de mille francs. — Ainsi le contribuable qui paie quarante francs de contributions dans le département A (où il n'y a pas cinquante éligibles payant mille francs), et huit cents francs dans d'autres départemens, passe avant celui qui paie huit cents francs dans le département A, et l'exclut de la liste des cinquante éligibles, s'il y en a quarante-neuf avant eux.



*Trente-unième question.* — « A qui, du preneur ou du bailleur d'un bien « donné en locatairie perpétuelle, doit-on compter les contributions assises « sur ce bien ? »

La loi du 18 décembre 1790 a déclaré *rentes foncières* les rentes ou redevances que les preneurs de ces biens paient aux bailleurs. Il suit de ce principe, confirmé par un grand nombre d'arrêts judiciaires et de décisions administratives, que les biens donnés en locatairie *perpétuelle* sont la propriété des preneurs, et que c'est à ceux-ci que doivent profiter, pour la jouissance des droits électoraux, les contributions assises sur ces biens.

*Trente-deuxième question.* — « A qui, du vendeur ou de l'acquéreur, « doit-on compter les contributions, dans le cas de vente à réméré ? »

Ce doit être à l'acquéreur : il est véritablement propriétaire, sauf une condition éventuelle qui, lorsqu'elle s'accomplit, opère une nouvelle transmission de la propriété. L'acquéreur jouit comme possesseur du bien vendu à réméré : il en *paie les contributions* ; dernière considération qui, en général, sert à résoudre les difficultés de cette nature.

*Trente-troisième question.* — « A qui, du débiteur ou du créancier, doit-on « compter les contributions, dans le cas d'un bien engagé par antichrèse ? »

L'antichrèse n'est qu'un contrat de nantissement par lequel le débiteur, au lieu d'assigner à son créancier le paiement des intérêts qu'il lui doit sur le revenu d'un bien, lui abandonne la jouissance de ce bien, mais sans aucun transport de propriété. — Ainsi le créancier engagiste n'est point propriétaire, quoiqu'il ait la jouissance du bien : il ne peut être assimilé à un usufruitier, mais à un créancier saisissant. — C'est donc au débiteur, tant qu'il n'est pas exproprié, que doivent être comptées les contributions du bien soumis à l'antichrèse.

*Trente-quatrième question.* — « Comment justifier que l'on paie telle « quotité dans l'impôt des portes et fenêtres ? »

Par une déclaration du propriétaire : si le maire a des doutes sur l'exactitude de cette déclaration, il peut demander à l'administration des contributions de faire vérifier le nombre des portes et fenêtres appartenant à la location de l'électeur.

*Trente-cinquième question.* — « Le père peut-il céder à son fils une partie « de ses contributions ? »

Non : la loi n'attribue ce droit qu'aux veuves, et sous les conditions exprimées dans l'article 5 de la loi du 29 juin.

*Trente-sixième question.* — « Le père et le fils vivant ensemble et jouis- « sant en commun de leurs biens peuvent-ils réunir leurs contributions sur « une seule tête pour l'exercice du droit électoral ? »

Nul ne peut profiter de contributions payées par autrui, si ce n'est le mari, le père ou le descendant d'une veuve, dans les cas prévus par l'article 2 de la loi du 5 février 1817, et l'article 5 de la loi du 29 juin 1820. Il faut donc que le père et le fils justifient des biens particuliers appartenant à chacun.

*Trente-septième question.* — « Les contributions des biens des enfans mi- « neurs d'une veuve remariée, dont cette veuve est tutrice, doivent-elles « être comptées au second mari ? »

Suivant l'article 386 du Code civil, la mère remariée perd la jouissance des biens de ses enfans mineurs. Quand elle reste tutrice, elle n'a donc d'autres droits sur ces biens que ceux qu'aurait un tuteur : or, un tuteur n'est pas un usufruitier, et ne profiterait pas des contributions de ses pupilles. Les

contributions des biens des enfans du premier lit ne peuvent donc pas être comptées au mari, puisque, aux termes de la loi du 5 février (article 2), il ne profite que des *contributions de sa femme*.

*Trente-huitième question.* — « Le grand-père maternel qui gère et administre, en qualité de tuteur, les biens de ses petits-enfans mineurs, peut-il, comme le père, en réunir les contributions aux siennes? »

La loi n'accorde qu'au père le droit de profiter des contributions des biens de ses enfans mineurs dont il a la jouissance. Le grand-père, soit paternel, soit maternel, ne fait qu'administrer, comme tuteur, les biens de ses petits-enfans mineurs, et ne peut pas plus en profiter que tout autre tuteur qui ne serait pas leur ascendant.

*Trente-neuvième question.* — « La donation entre-vifs faite par une belle-mère à son gendre doit-elle être considérée comme transmettant la propriété à titre successif? »

Le gendre n'a point par lui-même de droit sur la succession de sa belle-mère. Il ne peut donc être considéré comme son héritier, et la donation qu'il reçoit d'elle ne lui transmet pas la propriété à titre successif. — Mais, s'il est marié sous le régime de la communauté, et si la donation est faite à la communauté, la donation, étant un avancement d'hoirie en ce qui concerne la femme, peut, dans son ensemble, être mise au rang des transmissions faites à titre successif.

Questions relatives à la faculté accordée aux veuves par l'article 5 de la loi du 29 juin.

*Quarantième question.* — « La disposition de la circulaire du 27 juillet portant que l'acte de désignation fait par une veuve en vertu de l'article 5 de la loi du 29 juin doit être un acte notarié, n'est-elle pas contraire à la décision royale du 7 mai 1817, suivant laquelle les actes relatifs aux élections doivent être sur papier libre? »

La décision du 7 mai 1817 s'applique plus particulièrement aux registres, listes d'électeurs, etc.; déclarations de changemens de domicile, etc. : elle ne dispense pas de présenter des actes authentiques ou notariés, quant il est nécessaire d'en produire. Ainsi, l'électeur qui fait, par un fondé de pouvoirs, sa déclaration de translation de domicile, est obligé de donner une procuration devant notaire. — On a donc pu exiger un acte notarié pour l'exécution de la faculté attribuée aux veuves par l'article 5 de la loi du 29 juin 1820.

*Quarante-unième question.* — « Faut-il que le fils en faveur duquel sa mère a fait une désignation paie déjà quelque contribution par lui-même, pour exercer le droit d'électeur? »

Cette condition n'est pas nécessaire, puisque la loi ne l'exige pas.

*Quarante-deuxième question.* — « Est-il nécessaire que la veuve paie trois cents francs de contributions foncières, pour user de la faculté que lui donne l'article 5 de la loi du 29 juin 1820? »

La loi n'exige point cette condition. Quelle que soit la quotité des contributions payées par une veuve, elle peut en faire profiter son fils, petit-fils ou gendre, comme le mari ou le père profite des contributions de sa femme ou de ses enfans mineurs, aux termes de l'article 2 de la loi du 5 février 1817.

*Quarante-troisième question.* — « Une veuve peut-elle comprendre dans les contributions foncières dont elle dispose en faveur de son fils, petit-fils ou gendre, celles des biens d'autres de ses enfans qui sont mineurs, et dont elle jouit comme tutrice? »

Non; car la loi ne lui permet de disposer que de ses *contributions foncières*.



*res.* Or, c'est comme *tutrice*, et non comme *usufruitière*, qu'elle paie les contributions des biens de ses enfans mineurs. Ces contributions ne sont attribuées au père, pour l'exercice du droit électoral, qu'en vertu d'une disposition formelle (article 2 de la loi du 5 février). Il n'existe pas de pareille disposition en faveur de la mère. Les contributions dont il s'agit ne peuvent donc être considérées comme payées par elle, et elle n'a pas le droit de les faire compter à un de ses fils, petits-fils ou gendres.

---

N° 269. = 6—22 septembre 1820. = **ORDONNANCE du roi qui révoque l'autorisation accordée par l'ordonnance du 10 mars—5 avril 1819 à l'institution désignée sous le nom d'Institution dotale et de secours mutuel de recrutement.** (VII, Bull. CCCXCIX, n° 9341.)

---

N° 270. = 6—30 septembre 1820. = **ORDONNANCE du roi qui annule, pour cause d'incompétence, un arrêté du conseil de préfecture du département de la Seine-Inférieure.** (VII, Bull. CD, n° 9352.)

Louis, . . . — Vu la requête à nous présentée au nom du sieur *Gounou*, marchand briquetier au Havre, ladite requête enregistrée au secrétariat général de notre conseil d'état le 13 mars 1820, et tendant à ce qu'il nous plaise annuler un arrêté du conseil de préfecture du département de la Seine-Inférieure, du 26 janvier précédent; ce faisant, autoriser l'exposant à former devant tous tribunaux, contre le maire de la ville du Havre, en sadite qualité, la demande en paiement, tant du mandat de trois mille neuf cent cinquante-sept francs trente-cinq centimes, accepté par lui le 21 août 1818, que de toutes autres sommes qui lui sont dues pour fournitures de briques nécessaires à la construction de la salle de spectacle de la ville du Havre, et prendre au surplus, et à fin dudit paiement, toutes autres conclusions qu'il lui conviendra, même contre le maire personnellement; — Vu l'ordonnance de soit communiqué; — Vu le mémoire en défense pour le sieur *Sery*, maire de la ville du Havre, enregistré audit secrétariat général le 21 juillet 1820, et tendant au maintien de l'arrêté attaqué; — Vu la réplique du sieur *Gounou*, enregistrée audit secrétariat général le 2 août suivant, par laquelle il persiste dans ses précédentes conclusions; — Vu l'arrêté attaqué; — Vu le bon de trois mille neuf cent cinquante-sept francs trente-cinq centimes, que le sieur *Fossard*, entrepreneur de la construction de la salle de spectacle de la ville du Havre, avait donné au sieur *Gounou*, marchand briquetier, pour fournitures par lui faites relativement à ladite construction, et l'acceptation souscrite par le sieur *Sery*, maire du Havre, au bas dudit bon; — Vu le jugement du tribunal de commerce de la ville du Havre, du 20 octobre 1818; — Vu le certificat du greffier en chef dudit tribunal, attestant que la faillite du sieur *Fossard* a été déclarée ouverte à dater du 31 octobre 1818, — Ensemble toutes les pièces produites; — Considérant que l'obligation imposée aux créanciers des communes de s'adresser à l'administration avant d'intenter une action judiciaire n'a pour objet que d'assurer à l'administration le moyen d'empêcher une commune de soutenir un procès injuste et onéreux, mais qu'il n'en résulte pas que l'administration soit compétente pour statuer sur le fond litigieux, en refusant au demandeur l'autorisation de plaider contre la commune; — Considérant, dans l'espèce, que le conseil de préfecture n'était pas compétent pour prononcer sur la validité de la créance du sieur *Gounou*, et que, si elle lui paraissait mal fondée, il aurait dû se borner à autoriser la commune du Havre à ester en

jugement contre le requérant (1); — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Seine-Inférieure, en date du 26 janvier 1820, est annulé.

2. Le sieur *Gounou* est renvoyé à se pourvoir devant les tribunaux, pour y faire statuer sur ses prétentions.

3. Les dépens sont réservés pour être supportés par la partie qui succombera dans le jugement à intervenir.

N° 271. = 6 septembre—1<sup>er</sup> octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui indique les bases d'après lesquelles seront liquidées les pensions de retraite des employés des hospices et établissemens de charité. (VII, Bull. CDI, n° 9363.)

Lorsque les administrations des hospices et établissemens de charité croiront devoir demander qu'il soit accordé des pensions aux employés de ces établissemens, la liquidation en sera faite d'après les bases fixées par les articles 12 et suivans jusqu'à 22 inclusivement du décret du 7 février 1809, relatif aux pensions de retraite des administrateurs et des employés des hospices et secours de notre bonne ville de Paris.

*Extrait du décret rendu le 7 février 1809, sur le rapport du ministre de l'intérieur et le conseil d'état entendu, portant fixation à deux centimes par franc de la retenue à faire sur les traitemens des employés des hospices de Paris, pour former un fonds de pension de retraite.*

Art. 12. Les droits à une pension de retraite ne pourront être réclamés qu'après trente ans de service effectif, pour lequel on comptera tout le temps d'activité dans d'autres administrations publiques qui ressortissaient au gouvernement, quoique étrangères à celle dans laquelle les postulans se trouvent placés, et sous la condition qu'ils auront au moins dix ans de service dans l'administration des hospices. — La pension pourra cependant être accordée avant trente ans de service à ceux que des accidens, l'âge ou des infirmités rendraient incapables de continuer les fonctions de leurs places, ou qui, par le fait de la suppression de leur emploi, se trouveraient réformés après dix ans de service et au dessus, dont cinq ans dans l'administration des hospices, et les autres dans les administrations publiques qui ressortissaient au gouvernement.

13. Pour déterminer le montant de la pension, il sera fait une année moyenne du traitement fixe dont les réclamans auront joui pendant les trois dernières années de leur service. — Les indemnités pour logement, nourriture et autres objets de ce genre (les gratifications exceptées), seront considérées comme ayant fait partie du traitement fixe, et évaluées en conséquence pour former le montant de la pension et des retenues.

14. La pension accordée après trente ans de service sera de la moitié de la somme réglée par l'article précédent. — Elle s'accroîtra du vingtième de cette moitié pour chaque année de service au dessus de trente ans. — Le *maximum* de la retraite ne pourra excéder les deux tiers du traitement annuel du réclamant, calculé, comme il est dit dans l'article qui précède, sur le terme moyen des trois dernières années de son service.

(1) Voyez l'arrêté du 17 vendémiaire an 10 (9 octobre 1801), relatif aux formalités nécessaires pour intenter action contre les communes, et les notes où sont citées plusieurs décisions analogues à la présente.



15. La pension accordée avant trente ans de service, dans le cas prévu par le deuxième paragraphe de l'article 12, sera d'un sixième du traitement pour dix ans de service et au dessous. — Elle s'accroîtra d'un soixantième de ce traitement pour chaque année de service au dessus de dix ans, sans pouvoir excéder la moitié du traitement.

16. Les pensions et secours aux veuves et orphelins ne seront accordés qu'aux femmes et aux enfans des administrateurs et employés décédés en activité de service avec droit acquis à une pension de retraite ou jouissant déjà de cette pension. — Les veuves ne pourront y prétendre qu'autant qu'à l'époque du décès de leurs maris, elles se trouveraient dans la cinquième année de leur mariage, et n'auraient pas divorcé : elles perdront leurs droits à la pension en contractant un nouveau mariage. — La quotité des secours annuels accordés aux veuves et orphelins sera fixée d'après les règles suivantes.

17. Les pensions des veuves des administrateurs et employés décédés sans aucun enfant au dessous de l'âge de quinze ans seront du quart de la retraite dont jouissaient leurs époux, ou à laquelle ils avaient droit à l'époque de leur décès. — Dans le cas où le décédé aurait laissé à la charge de sa veuve un ou plusieurs enfans au dessous de quinze ans, la pension pourra être augmentée, pour chacun de ces enfans, de cinq pour cent de la retraite qui aurait été réglée pour le décédé, et sans toutefois que la totalité de la somme à accorder à la veuve, tant pour elle que pour ses enfans, puisse jamais excéder le double de celle qu'elle eût obtenue dans la première hypothèse. — Si le décédé laisse, outre sa veuve et les enfans qu'il a eus de son union avec elle, des enfans nés de précédens mariages, il pourra être accordé à ces derniers, pour le temps déterminé par les articles suivans, des pensions et secours proportionnés à leur état d'isolement; mais, dans ce cas, les pensions assignées tant à la veuve et à ses enfans qu'aux enfans des autres lits, seront calculées de manière à ne pouvoir outre-passer la moitié de la pension dont aurait joui le père de famille.

18. Si la veuve décède avant que les enfans provenant de son mariage avec son défunt mari aient atteint l'âge de quinze ans, la pension sera réversible à ses enfans, qui en jouiront, comme les autres orphelins jouiront de la leur, par égale portion, jusqu'à l'âge de quinze ans accomplis, mais sans réversibilité des uns aux autres enfans.

19. Si les administrateurs et employés ne laissent pas de veuves, mais seulement des orphelins, il pourra être accordé à ces derniers des pensions de secours jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de quinze ans : la quotité des secours sera fixée pour chacun à la moitié de ce qu'aurait eu leur mère si elle avait survécu à son mari, et ne pourra excéder, pour tous les enfans ensemble, la moitié de la pension à laquelle leur père aurait eu droit ou dont il jouissait. — La pension qui pourrait revenir, d'après les précédentes dispositions, à un ou plusieurs de ces enfans, leur sera conservée pendant toute leur vie, s'ils sont infirmes, et, par l'effet de ces infirmités, hors d'état de travailler pour subvenir à leurs besoins.

20. Les employés élevés dans les hospices ne pourront faire valoir leurs services qu'à compter de l'âge de vingt et un ans révolus, et du moment où ils auront été pourvus d'un emploi avec jouissance d'un traitement de mille francs et au dessus, tant en argent qu'en logement et nourriture.

21. En cas de concurrence entre plusieurs réclamans, la pension, l'âge et les infirmités d'abord, et ensuite l'ancienneté de service, donneront droit à la préférence.

22. L'absence pour service militaire par l'effet de la réquisition ou de la

conscription n'est pas considérée comme interruption du service pour les employés qui ont déjà rempli ou remplissent encore ce devoir, ou qui y seraient appelés par la suite. — Les années de service militaire ne sont, comme celles passées dans tout autre emploi, comptées chacune que pour une année.

---

N° 272. = 6 septembre—6 octobre 1820. = *ORDONNANCE du roi qui substitue un nouveau tableau au troisième annexé à l'ordonnance du 22 décembre 1819—27 février 1820, portant autorisation de la compagnie d'assurances générales sur la vie des hommes.* (VII, Bull. CDIII, n° 9424.)

---

N° 273. = 13—22 septembre 1820. = *ORDONNANCE du roi concernant la circonscription des collèges électoraux d'arrondissement du département de la Loire* (1). (VII, Bull. CCCXCIX, n° 9343.)

---

N° 274. = 13—22 septembre 1820. = *ORDONNANCE du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Besançon, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour.* (VII, Bull. CCCXCIX, n° 9345.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des avoués attachés à la cour royale de Besançon, et de ceux attachés aux tribunaux de première instance du ressort de la même cour, est fixé ainsi qu'il suit, savoir : — Besançon (siège de la cour royale), dix ; — Doubs : Besançon, dix ; Baume, six ; Montbéliard, six ; Pontarlier, six. — Jura : Lons-le-Saulnier, dix ; Dôle, huit ; Arbois, huit ; Saint-Claude, sept. — Haute-Saône : Vesoul, dix ; Lure, huit ; Gray, huit.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

---

N° 275. = 13—22 septembre 1820. = *ORDONNANCE du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Besançon.* (VII, Bull. CCCXCIX, n° 9346.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des huissiers attachés aux tribunaux de première instance ci-après désignés est fixé ainsi qu'il suit, savoir : — Doubs : Besançon, vingt-huit ; Baume, dix-sept ; Montbéliard, seize ; Pontarlier, douze. — Jura : Lons-le-Saulnier, vingt-six ; Dôle, vingt-un ; Arbois, dix-sept ; Saint-Claude, treize. — Haute-Saône : Vesoul, vingt-cinq ; Lure, vingt-deux ; Gray, dix-sept.

2. Jusqu'à ce que les titres actuellement existans aient été réduits au nombre ci-dessus déterminé, il ne sera présenté à notre nomination aucun candidat qui ne soit porteur de deux démissions ou présentations, soit de la part des titulaires, soit de celle de leurs ayans-cause, aux termes de l'article 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.

---

(1) Voyez l'ordonnance du 30 août—5 septembre 1820, et la note.



3. Ceux des officiers ministériels qui auront encouru la déchéance pour n'avoir pas versé les cautionnemens ou supplémens de cautionnement exigés seront, comme ceux qui auraient encouru la destitution, privés du droit de présenter leur successeur.

4. Il n'est point dérogé aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du décret du 14 juin 1813.

---

N° 276. = 13—30 septembre 1820. = *ORDONNANCE du roi concernant la réserve des actions de la banque de France affectées à des majorats et à des dotations* (1). (VII, Bull. cD, n° 9353.)

Louis, . . . . — Vu les statuts du 1<sup>er</sup> mars 1808, le décret du 4 juin 1809, la décision du 8 février 1810, le décret du 14 octobre 1811, l'article 95 de la loi du 15 mai 1818, et la loi du 4 juillet dernier, qui autorise le remboursement du produit de la réserve des actions de la banque de France; — Voulant fixer le mode de placement de la réserve de celles desdites actions qui sont affectées à des majorats; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le produit de la réserve des actions de la banque de France affectées à des majorats sera versé à la caisse des consignations.

2. Le produit de la réserve de celles des actions de la banque qui sont affectées à des dotations provenant du domaine extraordinaire, sera, dans le plus bref délai et sur l'ordre du ministre des finances, employé en acquisition d'inscriptions cinq pour cent consolidés, qui seront immobilisées en accroissement de ces dotations, conformément aux règles établies par le décret du 4 juin 1809.

3. A l'égard des titulaires qui ont fourni sur leurs propres biens la dotation de leurs majorats, il leur sera, aussi dans le plus bref délai et à la diligence de notre commissaire au sceau, donné connaissance du dépôt de la réserve faite sur ladite dotation à la caisse des consignations, avec sommation de déclarer à notredit commissaire, dans le délai de deux mois, leur choix pour l'emploi de cette réserve, soit en actions de la banque, soit en inscriptions cinq pour cent consolidés.

4. Ces inscriptions ou actions seront immobilisées dans la forme ordinaire, et portées en un compte particulier d'accroissement des majorats, qui sera ouvert à cet effet par le directeur du grand-livre et par le gouverneur de la banque de France, conformément aux règles établies par le décret du 4 juin 1809.

5. L'option dont est question ne sera donnée aux titulaires de majorats que dans le cas où le produit de la réserve à eux relative sera suffisant pour l'acquisition, soit d'inscriptions cinq pour cent consolidés, soit d'actions de la banque, indistinctement.

6. Dans le cas où la réserve sera suffisante pour son emploi en inscriptions cinq pour cent consolidés, mais non en actions de la banque, notre commissaire au sceau en requerra le placement en acquisition d'inscriptions.

7. Si la réserve est insuffisante pour acheter soit des actions de la banque, soit des inscriptions cinq pour cent consolidés, elle restera en dépôt à la

---

(1) Voyez la loi du 24 germinal — 4 floréal an 11 (14—24 avril 1803), portant établissement de la banque de France, et les notes qui résument tous les réglemens auxquels cette banque a donné lieu.

Voyez aussi, sur les majorats, le décret du 1<sup>er</sup> mars 1808, et les notes.

caisse des consignations, jusqu'à ce que l'accumulation des intérêts mette le titulaire en état d'acheter une inscription sur le grand-livre, ou une action de la banque.

8. A défaut par les titulaires d'avoir déclaré leur option dans le délai de deux mois, aussitôt après son expiration, notre commissaire au sceau requerra l'emploi de cette réserve en acquisition, soit d'actions de la banque, soit d'inscriptions cinq pour cent consolidés, ainsi qu'il est prescrit par les précédents articles.

N° 277. = 20—30 septembre 1820. = **ORDONNANCE du roi portant formation d'une section temporaire au tribunal de première instance de L'Argentine, conformément à l'article 39 de la loi du 20—30 avril 1810.** (VII, Bull. CD, n° 9355.)

N° 278. = 20 septembre—5 octobre 1820. = **ORDONNANCE du roi qui rectifie celle du 30 août—5 septembre 1820, en ce qui concerne la circonscription des collèges électoraux d'arrondissement dans le département de l'Eure** (1). (VII, Bull. CDII, n° 9373.)

N° 279. = 20 septembre—5 octobre 1820. = **ORDONNANCE du roi qui considère comme drogues médicinales les substances énoncées dans le tableau y annexé, et assujétit les épiciers chez lesquels se trouvera quelque-une de ces substances, au droit de visite, maintenu par la loi du 23—23 juillet 1820** (2). (VII, Bull. CDII, n° 9374.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu le premier paragraphe de l'article 17 de la loi du 23 juillet 1820, relative à la fixation du budget des recettes de 1820, lequel paragraphe est ainsi conçu : — « Continueront également d'être perçus les droits établis par l'article 16 des lettres-patentes du 10 février 1780 et par l'article 42 de l'arrêté du gouvernement du 25 thermidor an 11, pour les frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers; — Ne seront pas néanmoins soumis au paiement du droit de visite les épiciers non droguistes chez lesquels il ne serait pas trouvé de drogues appartenant à l'art de la pharmacie. » — Voulant prévenir les difficultés qui pourraient résulter de cette dernière disposition, si les substances qui doivent être réputées drogues n'étaient pas nominativement désignées; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les substances énoncées dans l'état annexé à la présente ordonnance seront considérées comme drogues, et les épiciers chez lesquels il se trouvera quelque-une de ces substances seront assujétis au paiement du droit de visite maintenu par l'article 17 de la loi du 23 juillet 1820.

*Tableau des substances qui doivent être considérées comme drogues médicinales.*

#### DROGUERIES.

Acide muriatique à vingt-trois degrés. — Acide nitrique à trente-cinq degrés. — Acide sulfurique à trente-six degrés. — Aloès succotrin. — Ammi.

(1) Voyez l'ordonnance du 30 août—5 septembre 1820, et la note.

(2) Voyez l'art. 17 de la loi de finances du 23—23 juillet 1820.



— Amome. — Antimoine régule. — Arsenic blanc. — Assa foetida. — Baume de Copahu. — Baume de Pérou noir. — Baume de Tolu. — Benjoin amygdaloïde. — Berberis (semences). — Bismuth. — Bitume de Judée. — Bourgeons de sapin du Nord. — Bois de gaïac râpé. — Bol d'Arménie. — Borax purifié. — Cachou brut. — Camphre raffiné. — Capillaire du Canada. — Cardamome. — Carvi. — Casse en bâton. — Castoréum vrai. — Cantharides. — Cévadille. — Cloportes. — Coloquinte. — Coques du Levant. — Coriandre. — Cornes de cerf râpées. — Cornichons de cerf. — Crème de tartre entière. — Écorce de cascarille. — Écorce de garou. — Écorce de simarouba. — Écorce de winther. — Euphorbe. — Fenouil. — Fleurs d'arnica. — Fleurs de camomille. — Follicules de Séné. — Galbanum. — Gomme adragante. — Gomme ammoniacque. — Ipécacuanha. — Jalap. — Kina. — Kermès. — Lichen d'Islande. — Litharge anglaise. — Magnésie blanche. — Mastic. — Manne en larmes. — Manne en sorte. — Myrobolans. — Muse tonquin. — Mousse de Corse. — Myrrhe. — Noix vomique râpée. — Oliban. — Opopanax. — Oxide de manganèse. — Opium. — Polygada de Virginie. — Quinquina gris fin roulé. — Quinquina jaune royal. — Quinquina rouge roulé. — Racine d'angélique de B. — Racine d'ascépias. — Racine de bistorte. — Racine de colembo. — Racine d'ellébore blanc. — Racine d'ellébore noir. — Racine de gingembre. — Racine d'iris de Florence. — Racine de pareira brava. — Racine de pyrèthre. — Racine de quassia amara. — Racine de rathania. — Racine de salep. — Racine de tormentille. — Racine de turbith. — Racine de zédoaire. — Résine de gaïac. — Résine d'élémi. — Résine de ricin. — Réglisse d'Espagne. — Rhubarbe de Chine. — Rhubarbe de Moscovie. — Salsepareille d'Honduras. — Sassafras râpé. — Safran du Gâtinais. — Sagapenum. — Sang de dragon fin. — Santal citrin râpé. — Scammonée d'Alep. — Scilles vertes. — Serpentaire de Virginie. — Squine. — Sel ammoniac blanc. — Sel duobus. — Sel d'Epsom anglais. — Sel de Saturne. — Sel de soude desséché. — Sel d'oseille. — Semen-contr. — Semences de phellandrium. — Séné. — Séséli de Marseille. — Staphisaigre. — Styra lique. — Sue d'acacia. — Suc de réglisse. — Sulfure d'antimoine. — Sucin. — Sulfate de baryte. — Sulfate de cuivre. — Sulfate de zinc. — Tamarins. — Tartre rouge. — Thlaspi. — Tutie. — Turbith minéral. — Térébenthine de Venise. — Térébenthine de Suisse. — Terre sigillée. — Verdet cristallisé. — Verre d'antimoine. — Vipères sèches. — Yeux d'écrevisses.

---

N° 280. = 23 septembre—5 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique des archevêques de Bourges et de Toulouse, et de l'évêque de Soissons, et des brefs adressés à ces prélats. (VII, Bull. CDII, n° 9375.)

---

N° 281. = 27 septembre—16 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine la nouvelle composition du corps de l'intendance militaire, et contient règlement relatif à ce corps (1). (VII, Bull. CDVI, n° 9551.)

SECTION 1<sup>re</sup>. — De la nouvelle composition du corps des intendans militaires.

Art. 1<sup>er</sup>. A compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain, le corps des intendans mili-

---

(1) Voyez l'ordonnance du 29 juillet—30 septembre 1817, portant création et organisation du corps des intendans militaires, et les notes.

taires, constitué par notre ordonnance du 29 juillet 1817, sera composé conformément au tableau ci-après :

| GRADES.             | CLASSES.        | NOMBRE      |            |
|---------------------|-----------------|-------------|------------|
|                     |                 | par classe. | par grade. |
| Intendans.....      | »               | »           | 35         |
| Sous-intendans..... | 1 <sup>re</sup> | 66          | } 200      |
|                     | 2 <sup>e</sup>  | 67          |            |
|                     | 3 <sup>e</sup>  | 67          |            |
| Adjoints.....       | »               | »           | 40         |
| Élèves.....         | »               | »           | 20         |
|                     |                 | TOTAL...    | 295        |

2. Pour l'exécution de l'article précédent, les deux premières classes actuelles des sous-intendans militaires seront réunies dans une seule, qui prendra le n° 1<sup>er</sup>; la troisième classe prendra le n° 2; et la quatrième le n° 3. Les deux classes d'adjoints seront également réunies dans une seule: néanmoins, les quinze sous-intendans et les quinze adjoints qui forment aujourd'hui les premières classes de leurs grades conserveront leur rang et leur traitement actuel.

3. En conséquence de l'article 1<sup>er</sup>, et pour élever l'effectif du corps au nouveau complet que détermine cet article, il sera nommé par nous, sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, savoir: — Vingt sous-intendans; six de première classe, sept de deuxième, sept de troisième; cinq adjoints et dix élèves. — Toutes ces nominations seront faites à notre choix, d'après les règles suivantes.

4. Les vingt places de sous-intendant auxquelles il doit être nommé en vertu de l'article qui précède seront données, savoir: — Six de première classe: quatre aux sous-inspecteurs de première ou de deuxième classe; deux aux commissaires des guerres de première classe. — Sept de deuxième classe: deux aux sous-inspecteurs de deuxième ou de troisième classe; cinq aux commissaires des guerres de première ou deuxième classe. — Sept de troisième classe: quatre aux commissaires des guerres de première ou deuxième classe; une aux adjoints de première classe à l'inspection; deux aux adjoints d'intendance ayant eu le grade de commissaires des guerres.

5. Les cinq places d'adjoint auxquelles il doit être nommé en vertu de l'article 3, et les deux qui deviendront vacantes d'après l'article 4, seront données, savoir: — Une aux adjoints de deuxième classe à l'inspection; quatre aux adjoints aux commissaires des guerres; deux aux élèves d'intendance ayant été adjoints aux commissaires des guerres.

6. Les seuls membres des anciens corps de l'inspection aux revues et du commissariat qui pourront concourir pour les nominations à faire d'après les deux articles précédens, sont ceux qui, jouissant de la solde de non-activité, n'auront pas, à l'époque du 1<sup>er</sup> janvier prochain, trente années effectives de service.

7. Les dix places d'élèves auxquelles il doit être nommé en vertu de l'article 3, et les deux qui deviendront vacantes en conséquence de l'article 5, seront données, savoir: — Six au plus à ceux des adjoints aux commissaires



des guerres, soit titulaires, soit provisoires, qui n'auront pas plus de vingt-six ans d'âge, et qui auront demandé à être employés comme élèves; — Six au moins à des jeunes gens qui rempliront les conditions exigées ci-après, article 32.

8. Les sous-intendants, les adjoints et les élèves d'intendance, qui auront été nommés en exécution des articles ci-dessus, prendront rang à la suite de leurs classes ou grades respectifs dans l'ordre de leur nomination.

SECTION II. — Du traitement des officiers de l'intendance.

9. Le traitement de fonctions des officiers du corps des intendants militaires restera tel qu'il est déterminé par l'ordonnance constitutive du 29 juillet 1817, sauf les modifications ci-après.

10. Les sous-intendants de première classe recevront la solde fixée par la dite ordonnance pour la deuxième classe; — Les sous-intendants de deuxième classe recevront la solde fixée pour la troisième classe; — Les sous-intendants de troisième classe recevront la solde fixée pour la quatrième; — Et les adjoints, la solde fixée pour les adjoints de deuxième classe.

11. Les élèves d'intendance recevront le même traitement que les élèves du corps royal d'état-major.

12. Les membres du corps de l'intendance, autres que les élèves, qui ne seront pas pourvus de lettres de service, recevront le traitement de disponibilité, conformément à notre ordonnance du 16 août dernier.

SECTION III. — De la formation d'un cadre auxiliaire à la suite du corps des intendants militaires.

13. Il sera formé, à la suite du corps des intendants militaires constitué par notre ordonnance du 29 juillet 1817, un cadre auxiliaire et temporaire, composé de quinze intendants, soixante-neuf sous-intendants et seize adjoints. — Total, cent officiers.

14. Les officiers qui devront composer ce cadre auxiliaire seront nommés par nous, sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et choisis parmi ceux des membres des anciens corps de l'inspection aux revues et du commissariat des guerres, jouissant de la solde de non-activité, qui, à l'époque du 31 décembre prochain, n'auront pas accompli leur trentième année de service.

15. Les membres des anciens corps de l'inspection aux revues et du commissariat des guerres devront concourir pour la formation du cadre auxiliaire d'après les règles et les proportions suivantes, savoir: — Les inspecteurs aux revues, pour un tiers des places d'intendant; et les commissaires ordonnateurs, pour les deux autres tiers; — Les sous-inspecteurs aux revues, avec les adjoints de première classe à l'inspection, pour un tiers des places de sous-intendant; et les commissaires des guerres, pour les deux autres tiers; — Les adjoints de deuxième classe à l'inspection, pour un quart des places d'adjoint; et les adjoints aux commissaires des guerres, pour les trois autres quarts.

16. L'ordonnance portant nomination des officiers du cadre auxiliaire devra indiquer, pour chacun de ces officiers, celui des anciens corps auquel il appartenait, le grade et la classe qu'il y occupait, et enfin la date de sa nomination à ce grade et cette classe.

17. Les officiers du cadre auxiliaire auront la même dénomination, le même rang et le même uniforme, l'écharpe exceptée, que les membres du corps de l'intendance militaire.

18. Lesdits officiers continueront toutefois d'être soumis aux dispositions

de l'ordonnance du 20 mai 1818, et la quotité de leur solde de non-activité restera la même, tant qu'ils n'auront pas été placés dans le corps de l'intendance.

19. En conséquence, ceux des officiers du cadre auxiliaire qui, d'après ladite ordonnance du 20 mai, ont été classés pour jouir de la solde de non-activité pendant un nombre d'années déterminé, cesseront, à l'expiration desdites années, de faire partie de ce cadre; et ceux qui ont été classés comme devant jouir de la solde de non-activité durant le temps qui leur est nécessaire pour compléter trente années de service, seront mis à la retraite, à l'expiration de ces trente années.

20. Toutefois, les soldes de retraite accordées aux officiers du cadre auxiliaire seront réglées sous le titre et d'après le grade qu'ils auront obtenus dans ce cadre, conformément aux bases fixées par l'article 16 de l'ordonnance du 29 juillet 1817.

21. Les places qui viendront à vaquer dans le cadre auxiliaire seront conférées par nous, sur la proposition de notre ministre de la guerre, aux membres des anciens corps de l'inspection aux revues et du commissariat des guerres qui resteront en jouissance de la solde de non-activité, à l'exclusion des sujets qui, par motif de santé ou toute autre cause, ne seraient pas jugés capables de servir utilement.

22. Les règles, et, autant que possible, les proportions déterminées par l'article 15, seront observées dans les propositions que nous fera le ministre de la guerre, en vertu de l'article 21 ci-dessus.

23. Le cadre auxiliaire, lorsqu'il ne pourra plus se recruter par le moyen indiqué à l'article 21, se réduira et s'éteindra successivement pour chaque grade, par l'effet de l'admission de ses membres dans le corps des intendans militaires, ou de l'extinction de leur solde de non-activité, ou de leur mise à la retraite, ou de leur décès, ou de toute autre cause équivalente.

#### SECTION IV. — De l'admission des officiers du cadre auxiliaire dans le corps de l'intendance.

24. A compter du jour de la formation du cadre auxiliaire, et jusqu'à son extinction pour chaque grade, les officiers de ce cadre auront droit à la première moitié des places qui viendront à vaquer dans le corps de l'intendance militaire: l'autre moitié de ces places continuera d'être donnée par avancement aux membres dudit corps.

25. Les places dans le corps de l'intendance qui, d'après l'article précédent, sont dévolues aux officiers du cadre auxiliaire, seront conférées par nous, sur la proposition de notre ministre de la guerre, savoir: — Pour le grade d'intendant, en totalité au choix; — Pour chacun des deux autres grades, la première moitié à l'ancienneté, soit du grade de sous-inspecteur, soit du grade de commissaire des guerres, soit du grade d'adjoint à l'inspection, soit du grade d'adjoint aux commissaires des guerres; la deuxième moitié, au choix.

26. Néanmoins, pour les grades de sous-intendant et d'adjoint, les officiers appelés à passer du cadre auxiliaire dans le corps de l'intendance devront être pris, autant que possible, savoir: — Pour les places de sous-intendant de première classe, parmi les anciens sous-inspecteurs de première ou de deuxième classe et les anciens commissaires des guerres de première classe; — Pour les places de sous-intendant de deuxième classe, parmi les anciens sous-inspecteurs de deuxième ou de troisième classe et les anciens commissaires des guerres de première ou deuxième classe; — Pour les places de sous-intendant de troisième classe, parmi les anciens commissaires des guerres de première ou de deuxième classe et les anciens adjoints de première classe à



l'inspection ; — Pour les places d'adjoint d'intendance, parmi les anciens adjoints de deuxième classe à l'inspection et les anciens adjoints aux commissaires des guerres.

27. Lorsqu'une place de sous-intendant sera vacante dans le corps de l'intendance militaire, et qu'aux termes de l'article 24 elle sera dévolue à un officier du cadre auxiliaire, s'il ne se trouve dans ce cadre aucun officier qui y soit admissible d'après l'article 26 ci-dessus, ladite place sera donnée par avancement à l'un des membres du corps de l'intendance faisant partie de la classe immédiatement inférieure à la classe dans laquelle elle sera vacante.

28. Toutes les vacances qui surviendront dans le corps de l'intendance militaire par l'effet des promotions faites dans le cas prévu à l'article précédent appartiendront de droit aux officiers du cadre auxiliaire, autant toutefois qu'ils y seront admissibles d'après les règles déterminées à l'article 26.

29. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre réglera les propositions qu'il aura à nous faire en conséquence des articles 25 et 28 ci-dessus, de manière qu'elles profitent, autant que possible, à chacun des anciens corps de l'inspection aux revues et du commissariat, dans les proportions déterminées par l'article 15.

30. Les officiers du cadre auxiliaire qui passeront dans le corps de l'intendance, y prendront rang, savoir : les intendants, à la date et dans l'ordre de leur nomination, soit au grade d'ordonnateur, soit au grade d'inspecteur aux revues; les sous-intendants et les adjoints, à la suite des classes dans lesquelles ils auront été placés et dans l'ordre de leur nomination à ces classes.

#### SECTION V. — De l'avancement dans le corps de l'intendance.

31. L'avancement dans le corps des intendants militaires, pour celles des places vacantes qui, d'après l'article 24 et l'article 27, devront être données aux membres de ce corps, jusqu'à l'entière extinction du cadre auxiliaire, et, après cette extinction, pour la totalité des places vacantes, aura lieu de la manière et suivant les règles déterminées par les articles qui suivent.

32. Les élèves du corps de l'intendance militaire seront pris parmi les jeunes gens de dix-huit à vingt-cinq ans, reçus bacheliers ès-lettres, ayant fait leur cours de droit, et sachant parler une langue étrangère.

33. Les adjoints seront pris, les deux tiers à notre choix et l'autre tiers à l'ancienneté, parmi les élèves qui auront au moins trois ans de service en cette dernière qualité, et qui d'ailleurs auront satisfait aux examens prescrits par notre ministre de la guerre.

34. Les sous-intendants seront pris parmi les adjoints ayant au moins quatre ans de grade d'adjoint, à raison d'un tiers à l'ancienneté de grade et de deux tiers à notre choix. — Ils monteront de la troisième classe à la deuxième, moitié à notre choix et moitié à l'ancienneté de grade. — Ils monteront de la deuxième classe à la première, moitié à notre choix et moitié à l'ancienneté de classe.

35. Nul sous-intendant ne pourra être promu par le choix à une classe supérieure, s'il n'a au moins deux années de service dans la classe inférieure.

36. Les intendants seront pris à notre choix parmi les sous-intendants de première classe ayant au moins deux années d'exercice en cette dernière qualité.

## SECTION VI. — Dispositions spéciales.

37. Au moyen des articles ci-dessus, les dispositions du titre XXVI et de la section VI du titre XXXI de notre ordonnance du 2 août 1818, sont et demeurent abrogées.

38. Les dispositions des articles 280, 281 et 282 de notre dite ordonnance du 2 août, qui admettent à concourir pour les places d'officiers comptables dans les corps de troupes les adjoints à l'inspection aux revues et les adjoints au commissariat des guerres, soit titulaires, soit provisoires, sortiront leur plein et entier effet, jusqu'à l'époque du 31 décembre 1825, et seront d'ailleurs étendues aux commissaires des guerres provisoires.

---

N° 282. = 1<sup>er</sup> octobre 1820. = *ORDONNANCE du commandant et administrateur de la Guiane française, portant promulgation du Code de commerce avec modifications* (1). (Journal officiel, n° 252; publié par Isambert.)

Au nom du roi, nous, *P.-C. Laussat*, commandant et administrateur pour le roi à la Guiane française, etc.; — En exécution des ordres du roi, et pour nous conformer aux intentions qu'a manifestées sa majesté, de faire jouir ses sujets habitans de cette colonie des améliorations qu'a reçues, dans ces derniers temps, la législation de son royaume, non toutefois sans y apporter les modifications que les localités paraîtront exiger; — Après en avoir délibéré en conseil spécial, avons ordonné et ordonnons, pour être exécuté provisoirement et sauf l'approbation de sa majesté, ce qui suit : — Le Code de commerce de France, tel qu'il a été modifié et arrêté par nous, en date de ce jour, sera publié et enregistré aux formes ordinaires, tant à la cour royale qu'aux tribunaux, pour être à l'avenir gardé, observé et maintenu dans cette colonie, à compter du 15 novembre prochain.

(*Suit le texte de ce Code avec les modifications suivantes.*)

Art. 6 (*deuxième alinéa*). Ils peuvent même les aliéner, mais en suivant les formalités prescrites par les articles 457, 459 et 460 du Code civil.

45. *L'acte du gouvernement* qui autorise les sociétés anonymes devra, etc.

66. Tout jugement qui prononcera une séparation de corps entre un mari et une femme, etc.

71. La bourse de commerce est la réunion qui a lieu, sous l'autorité du roi, des commerçans, capitaines de navires, agens de change, courtiers *et agens intermédiaires du même genre*.

73. Ces divers cours seront constatés par les *agens intermédiaires* du commerce dans les formes prescrites par les *réglemens*.

SECTION II. — *Des agens de change et courtiers, ou des autres agens intermédiaires du commerce.*

74. La loi reconnaît pour les actes de commerce des agens intermédiaires, savoir : les agens de change, les courtiers, *ou tous autres, qui seraient institués sous quelque autre nom que ce fût, pour médiateurs ou porteurs de paroles entre le vendeur et l'acheteur*.

75. Ces agens intermédiaires, au nombre seulement qui sera fixé, sont nommés par le roi, ou, en son nom, par le commandant et administrateur pour sa majesté : ils prêtent serment devant le tribunal de commerce.

---

(1) Voyez, dans le § 3 de la deuxième partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1<sup>er</sup> janvier 1798), sur l'organisation des colonies, le résumé de la législation particulière à la Guiane française.



76. Avant d'entrer en exercice, ils fournissent caution, telle qu'elle sera déterminée par une ordonnance.

77. Le ministère des agens intermédiaires n'a lieu qu'autant qu'il est invoqué par les parties intéressées, qui sont libres de l'employer ou de ne le pas employer.

78. Si un agent intermédiaire avait négocié quelque contrat ou police d'assurance, il en rédigerait le contrat concurremment avec le notaire; il en attesterait la vérité par sa signature; il certifierait le taux de la prime ou des primes.

79. Les agens intermédiaires interprètes traduisent, en cas de contestations portées devant les tribunaux, les déclarations, chartes-parties, connaissements, contrats et tous actes de commerce dont la traduction est nécessaire dans les affaires contentieuses de commerce et pour le service des douanes; ils servent de truchemens à tous étrangers, maîtres de navires marchands, équipages de vaisseau, et autres personnes de mer.

80. Ceux qui ont fait faillite ne peuvent être agens intermédiaires, s'ils n'ont été réhabilités.

81. Les agens intermédiaires sont tenus d'avoir un livre revêtu des formes prescrites par l'article 11. Ils sont tenus de consigner dans ce livre, jour par jour, et par ordre de dates, sans ratures, interlignes ni transpositions, et sans abréviations ni chiffres, toutes les conditions des ventes, achats, assurances, négociations, et en général de toutes les opérations faites par leur ministère.

82. Les agens intermédiaires de commerce sont tenus de garder le secret sur toutes les transactions qui leur sont confiées, à moins que les parties contractantes ne les en dispensent.

83. Les agens intermédiaires de commerce ne peuvent faire aucune vente de denrées appartenant à celui de qui la faillite est reconnue, ou de qui les biens d'où provient la denrée, sont frappés du séquestre judiciaire.

84. Il est défendu aux agens intermédiaires de faire aucune négociation, vente, achat de denrées ou autres objets de commerce, avec des mineurs ou autres personnes incapables d'aliéner ou d'acquérir.

85. Ils ne peuvent en aucun cas ni sous aucun prétexte faire des opérations commerciales pour leur compte. Ils ne peuvent s'intéresser directement ou indirectement sous leur nom ou sous un nom interposé dans aucune entreprise commerciale. Ils ne peuvent recevoir ni payer pour compte de leurs commettans.

86. Ils ne peuvent contracter de garantie spéciale pour les marchés dans lesquels ils se sont entremis.

87. Toute contravention aux dispositions énoncées dans les quatre articles précédens entraîne la peine de destitution et une condamnation d'amende, qui sera prononcée par le tribunal de police correctionnelle, et qui ne peut être au dessus de *trois mille francs* ni au dessous de *cinq cents francs*, sans préjudice de l'action des parties en dommages et intérêts.

88. Tout agent intermédiaire de commerce, destitué en vertu de l'article précédent, ne peut être réintégré dans ses fonctions.

89. Les agens intermédiaires de commerce sont responsables des marchés conclus par leur ministère, avec contrainte par corps et avec solidarité de leur caution jusqu'à épuisement de la somme dont elle a cautionné.

90. En cas de faillite, tout agent intermédiaire de commerce est poursuivi comme banqueroutier.

## TITRE VI. — Des commissionnaires (1).

101. Ce recours ne serait admissible en aucun cas, même contre les bateaux caboteurs, de port à port, dans la colonie, si le transport des denrées, marchandises et effets n'était accompagné d'une lettre de voiture, patente et écrite par les chargeurs.

102. Cet article est le 101<sup>e</sup> du Code de commerce, et ainsi de suite jusqu'à l'article 109 ainsi conçu :

109. Si le patron ou maître d'un bâtiment caboteur, dans cette colonie, est esclave, le propriétaire du bâtiment répond pour lui indéfiniment de tous effets civils.

110. C'est l'article 108 du Code de commerce, sauf qu'au lieu de *la France*, il faut lire la Guiane française.

## SECTION IV. — Du commissionnaire et de l'habitant dans les colonies.

111. Les devoirs et les droits respectifs de ce qu'on appelle, dans les colonies, le *commissionnaire* et l'*habitant*, sont déterminés par des principes et des règles particuliers.

112. Le mot *commissionnaire* s'entend en général, dans les colonies, du négociant avec lequel l'*habitant* ou *planteur* est en correspondance courante et en compte ouvert, pour l'exploitation de ses plantations.

113. Le mandat général de l'habitant au commissionnaire pour opérer entre eux les effets qui lui sont propres, doit avoir été donné et accepté par écrit.

114. Les avances que le commissionnaire peut être dans le cas de faire en faveur de l'habitant sont de deux espèces essentiellement distinctes ou *avances ordinaires* ou *avances extraordinaires*. Les *avances ordinaires*, dites aussi de *faisance valoir*, sont celles qui servent, savoir : — 1<sup>o</sup> A l'entretien, culture et exploitation de l'*habitation*, y compris les ateliers, bâtimens et usines ; — 2<sup>o</sup> Au remplacement des pertes annuelles et communes en bras et en bestiaux ; — 3<sup>o</sup> Au soutien de la famille et du ménage ; — 4<sup>o</sup> A l'acquittement des contributions publiques.

116. Seront, au contraire, réputées *avances extraordinaires* celles qui serviront, savoir : — 1<sup>o</sup> Au paiement du prix d'acquisition des biens ; — 2<sup>o</sup> A la dépense de constructions nouvelles ou de reconstructions de fond en comble, dans les bâtimens de l'établissement ; — 3<sup>o</sup> A des achats de nègres ou de bestiaux au-delà du nombre nécessaire pour les remplacements d'une mortalité ordinaire ou pour une augmentation graduelle et insensible de forces ; — 4<sup>o</sup> Enfin, à la libération des dettes capitales.

117. Le *commissionnaire* a privilège, pour le remboursement de ses *avances ordinaires*, frais, commission et, s'il y a lieu, intérêts, sur les revenus de l'*habitation* pendant l'année, par préférence à tous autres créanciers, quelque part d'ailleurs, et pour qui que ce soit que les denrées aient été vendues.

118. Parmi les *avances extraordinaires*, celles pour achats de nègres ou de bestiaux en accroissement notoire du fonds principal donnent d'abord privilège sur les nègres et bestiaux en nature par préférence à tous autres créanciers, et donnent subsidiairement privilège et hypothèque sur l'*habitation* elle-même, par préférence aux simples créanciers hypothécaires. Quant aux autres *avances extraordinaires*, le *commissionnaire* a également pour

(1) Les art. 91 à 100 de ce titre sont conçus dans les mêmes termes que ceux du Code de commerce.



elles privilège et hypothèque sur l'*habitation* en son rang, selon la nature des avances et l'ordre des inscriptions, conformément au titre XVIII du Code civil. — Devront néanmoins avoir été observées, dans ces divers cas, les formalités prescrites par le Code civil pour toutes les constitutions d'hypothèques.

119. Le mandat de paiement de l'*habitant* sur son *commissionnaire*, s'il a été revêtu de l'acceptation, a, contre le *commissionnaire*, les effets d'engagement commercial.

120. Le taux de l'intérêt entre le *commissionnaire* et l'*habitant* pour les avances, tant *ordinaires*, s'il y avait lieu, qu'*extraordinaires*, sera celui de l'intérêt légal en matière civile.

121. Le *droit de commission* du *commissionnaire* est de cinq pour cent, suivant l'usage, à moins de convention écrite contraire. — Mais le *commissionnaire* ne peut prendre de commission sur les marchandises ou effets qu'il fournit de son propre fonds. — La commission est d'ailleurs levée sur la plus forte des deux sommes ou du *doit* ou de l'*avoir*.

122. Le *commissionnaire* sera tenu d'arrêter ou de remettre à la fin de chaque année, et dans le cours du premier mois de l'année suivante, son compte à l'*habitant*, sous peine de perdre tout droit de privilège pour le solde, si le solde était à son avantage, ou, dans le cas contraire, d'en payer l'intérêt au taux du commerce.

123. L'*habitant* peut exiger du *commissionnaire* qu'il lui justifie, pour ses *avances ordinaires*, tant du montant que des prix des articles, par pièces et acquits, excepté néanmoins pour ceux que le *commissionnaire* aurait fournis de son propre magasin.

124. Outre les obligations ordinaires résultant du *mandat*, du *dépôt* et du *nantissement*, le *commissionnaire* qui a vendu les denrées de l'*habitant* lui est garant de leur valeur depuis l'instant de la livraison, sans qu'aucun des événements ultérieurs de *casualité*, d'*insolvabilité* ou autres soient plus à la charge de l'*habitant*.

125. Les contestations entre l'*habitant* et le *commissionnaire*, pour les *avances ordinaires* seulement, et tout ce qui s'y rapporte, ressortissent à la juridiction commerciale.

#### TITRE VII. — Des achats et ventes.

129. C'est l'article 109 du Code de commerce (la différence des dix-sept numéros se fait sentir dans les articles subséquens; du reste, il n'y a pas un mot de changé dans ces articles).

177 (160 du Code de la métropole). Le porteur d'une lettre de change tirée d'un lieu de la Guiane française sur un autre lieu du même pays et payable dans son territoire, soit à vue, soit à un ou plusieurs jours, ou mois, ou usances de vue, doit en exiger le paiement ou l'acceptation dans les trois mois de sa date, sous peine de perdre son recours sur les endosseurs et même sur le tireur, si celui-ci a fait provision. — Le délai est de six mois pour la lettre de change tirée d'une des îles du Vent sur la Guiane française, et réciproquement de la Guiane française sur une des îles du Vent. — Le délai est d'un an pour les lettres de change tirées d'une des îles sous le Vent, ou du continent de l'Amérique septentrionale, depuis l'Orénoque, et des pays d'Europe sur cette colonie. — Il est de deux ans pour la lettre de change tirée des côtes occidentales de l'Afrique, jusques et y compris le cap de Bonne-Espérance. — Il est de trois ans enfin pour celles tirées des Indes orientales tant du continent que des îles sur la Guiane française. — Les délais ci-dessus de six mois, un an, deux ans et trois ans, sont

doublés en temps de guerre maritime. — Le porteur d'une lettre de change doit en exiger le paiement le jour de son échéance.

178. Répond à l'article 162 du texte du code de la métropole, ainsi de suite en retranchant seize numéros.

182 (166). Les lettres de change tirées de la Guiane française, et payables hors du territoire continental de la Guiane française, en Amérique, étant protestées, les tireurs et endosseurs résidant à la Guiane française seront poursuivis dans les délais ci-après : — De six mois pour celles qui étaient payables dans une des îles du Vent; — D'un an, pour celles qui étaient payables dans une des îles sous le Vent, ou dans le continent de l'Amérique septentrionale jusqu'à l'Orénoque, ou dans les pays d'Europe; — De deux ans, pour celles qui étaient payables aux côtes occidentales d'Afrique jusques et y compris le cap de Bonne-Espérance; — Enfin, de trois ans pour celles qui étaient payables soit dans le continent ou les îles des Indes orientales. — Ces délais seront observés dans les mêmes proportions pour le recours à exercer contre les tireurs et endosseurs résidant dans les possessions françaises situées hors de la Guiane. — Les délais ci-dessus de six mois, d'un an, de deux ans et de trois ans, seront doublés en temps de guerre maritime.

193 (177 du Code de la métropole). Le rechange s'effectue par une retraite (178 du Code de la métropole), qui est une nouvelle lettre de change au moyen de laquelle le porteur se rembourse sur le tireur ou sur l'un des endosseurs, du principal de la lettre protestée, de ses frais et du nouveau change qu'il paie; mais comme il n'y a et n'a pu y avoir jusqu'à présent de cours de change entre la Guiane française et aucun pays, il serait impossible d'établir d'autre rechange qu'un rechange sans base et purement arbitraire. En conséquence, dans les cas de protêt de *lettre de change*, il ne sera pas alloué de *rechange*, et le rechange est remplacé par un droit de retour de dix pour cent.

194 (180 du Code de la métropole). La retraite a *néanmoins* lieu accompagnée d'un compte de retour.

195 (181 *ibid.*). Le compte de retour comprend : le principal de la lettre de change protestée, les frais de protêt et autres frais légitimes tels que commission de banque, courtage (s'il y en a eu) et ports de lettres. Il énonce le nom de celui sur qui la retraite est faite, *et le droit de retour*. — Il est accompagné de la lettre de change protestée, du protêt ou d'une expédition de l'acte de protêt.

196 (182 *ibid.*): Comme dans le texte de la métropole.

197 (183 *ibid.*). Les *droits de retour* ne peuvent être cumulés. Chaque endosseur n'en supporte qu'un seul, ainsi que le tireur.

198 (184 *ibid.*).—199 (185 *ibid.*). L'intérêt des frais de protêt, droit de retour et autres frais légitimes, n'est dû qu'à compter du jour de la demande en justice.

L'article 186 du texte de la métropole est supprimé.

#### SECTION II. — Du billet à ordre.

200 (187 du texte de la métropole), et ainsi de suite. Après l'article 202, qui répond à l'article 189 du même texte, est le titre suivant.

#### TITRE IX. — Des dettes de cargaison dans les colonies.

203. Les dettes de cargaison sont celles qui proviennent de l'achat fait de partie ou de la totalité de la cargaison d'un navire de commerce venu dans la colonie. — Ne sont censées dettes de cargaison et jugées comme telles, que celles qui sont constatées et fondées sur des comptes arrêtés ou des billets consentis en faveur, soit des capitaines de navire de qui les marchan-



disés ont été achetées, soit du négociant ou subrécargue gérant la cargaison pendant la traite du navire et pendant son séjour dans la colonie. — A ces dettes seulement, et non à des dettes autrement contractées, appartient le privilège de *dettes de cargaison*.

204. Les dettes de cargaison sont jugées sommairement, à quelque échéance qu'elles soient payables, et en quelque temps que le paiement en soit poursuivi, avant ou après le départ des navires.

205. Les jugemens qui interviennent sur les dettes de cargaison sont exécutés nonobstant l'appel et sans préjudice de l'appel.

206. Les débiteurs pour dettes de cargaison sont contraints au paiement, soit avant, soit après le départ des navires, par la vente de leurs effets ou même par corps, si besoin est, lorsqu'il ne s'agit que d'un paiement non contesté.

207. Si, dans une contestation relative à une dette de cargaison, il y a quelque question incidente, le jugement n'en est pas moins exécuté par provision, nonobstant l'appel, et sans préjudice de l'appel, en donnant caution.

#### LIVRE II. — *Du commerce maritime.*

L'article 208, qui le commence, est l'article 190 du Code de la métropole. — L'article 215, qui commence le titre II, correspond au n° 197 du même texte.

391 (373 *ibid.*). Le délaissement doit être fait aux assureurs dans le terme et délai de : — Six mois à partir du jour de la réception de la nouvelle de la perte arrivée aux ports ou côtes, soit des îles du Vent, soit du continent d'Amérique, depuis les Amazones jusqu'à l'Orénoque, y compris ces deux fleuves, ou bien, en cas de prise, de la réception de la nouvelle de la conduite du navire dans l'un des ports ou lieux situés soit aux Antilles, soit à la côte continentale d'Amérique entre l'Amazone et l'Orénoque ; — Un an, après la réception de la nouvelle, soit de la perte arrivée, soit de la prise conduite tant aux îles Açores, Canaries, Madère, au continent de l'Europe et à la partie du continent de l'Amérique septentrionale depuis l'Orénoque, et méridionale depuis l'Amazone jusques et y compris la Plata ; — Deux ans, après la nouvelle des pertes arrivées ou des prises conduites aux îles et côtes occidentales de l'Afrique jusqu'au cap de Bonne-Espérance ; — Enfin, trois ans, après la nouvelle des pertes arrivées, ou des prises conduites dans toutes autres parties du monde ; — Et ce délai passé, les assurés ne seront plus recevables à faire de dessaisissement.

395 (377 *ibid.*). Sont réputés *voyages de long cours* ceux qui se font hors des côtes de la Guiane, depuis l'Amazone jusqu'à l'Orénoque, y compris ces deux fleuves, dans quelque autre port, côte, pays ou mer que ce soit.

405 (387 *ibid.*). En cas d'arrêt de la part d'une puissance, l'assuré est tenu de faire la signification à l'assureur dans les trois jours de la réception de la nouvelle. — Le délaissement des objets arrêtés ne peut être fait qu'après un délai de : — Six mois de la signification, si l'arrêt a eu lieu dans les mers des îles du Vent ou dans celle de la Guiane, depuis l'Amazone jusqu'à l'Orénoque, ces fleuves y compris ; — Un an, si l'arrêt a eu lieu dans la Méditerranée ou dans l'Océan atlantique jusqu'au cap de Bonne-Espérance en Afrique, et jusqu'à la Plata en Amérique ; — Deux ans, si l'arrêt a eu lieu dans un pays au-delà de ces lignes. — Ces délais ne courent que du jour de la signification de l'arrêt. — Dans le cas où les marchandises arrêtées seraient périssables, les délais ci-dessus mentionnés sont réduits à moitié du temps déterminé pour chacun.

## LIVRE III.

455. Répond à l'article 437 du texte de la métropole.

506 (488 *ibid.*). En toute faillite, les agens syndics provisoires et définitifs seront tenus de remettre, dans la huitaine de leur entrée en fonctions, au procureur du roi, un mémoire ou compte sommaire de l'état apparent de la faillite, de ses principales causes et circonstances, et des caractères qu'elle paraît avoir.

515 (497 *ibid.*). Toutes les semaines, le bordereau de situation de la caisse de la faillite sera remis au commissionnaire, qui pourra, sur la demande des syndics et à raison des circonstances, ordonner le versement de tout ou partie des fonds, à titre de dépôt, dans les mains du trésorier colonial; et si les deniers reviennent à des créanciers domiciliés en France, ordonner la remise immédiate à la caisse d'amortissement, des dépôts et consignations à Paris, par l'intermédiaire du ministère de la marine et des colonies, à la charge, par ladite caisse d'amortissement, des dépôts et consignations, de faire courir au profit de la masse les intérêts qu'elle accorde aux sommes consignées.

TITRE V. — De la suspension temporaire des dispositions relatives aux faillites et aux banqueroutes dans la colonie, en de certaines circonstances.

622. En cas de guerre et blocus et en cas de convulsion quelconque de la nature qui fasse des ravages dans la Guiane française, le premier article du livre III de ce Code de commerce portant : *Tout commerçant qui cesse ses paiemens est en état de faillite*, pourra y être suspendu dans son application et ses effets pour un temps limité.

623. Cette suspension ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une ordonnance coloniale délibérée dans un conseil spécial où le commandant et administrateur pour le roi se sera entouré des—Premier président de la cour royale, —Procureur général près la même cour,—Président du comité consultatif, —Ordonnateur, ou commissaire de marine en remplissant les fonctions.

624. Le bénéfice de cette suspension sera restreint au cas de la simple faillite, et ne s'étendra jamais aux cas de banqueroute.

625. Cette suspension n'arrêtera pas le cours des poursuites contre les faillites précédemment déclarées.

626. Tout créancier sera néanmoins en droit d'exiger du négociant son débiteur, pendant la durée de cette suspension, ou caution solvable, ou nantissement suffisant soit en effets de commerce négociables, soit en denrées sur valeur à dire d'experts nommés par les parties, ou, à défaut des parties, par le tribunal de commerce.—Si le négociant ne peut fournir l'une ou l'autre de ces sûretés, il deviendra inhabile à jouir du bénéfice de la suspension.

TITRE VI. — De la réhabilitation.

C'est le titre V du Code de la métropole.

627. Répond à l'article 604 de ce Code, et ainsi de suite.

## LIVRE IV. — De la juridiction commerciale.

638. Correspondant à l'article 615 du Code de la métropole, des réglemens d'administration publique.

639 (616 *ibid.*). Son arrondissement sera le même que celui du tribunal civil de première instance.

640 (617 *ibid.*). Le tribunal de commerce à Cayenne sera composé de, savoir : un juge président, deux juges, deux suppléans.



641 (618 *ibid.*). Les membres du tribunal de commerce seront élus dans une assemblée composée de commerçans notables, et principalement des chefs des maisons les plus recommandables par la probité, l'esprit d'ordre et d'économie. La première nomination pour l'établissement du tribunal sera faite, sans tirer à conséquence, par le commandant et administrateur pour le roi.

642 (619 *ibid.*). La liste des notables sera dressée sur tous les commerçans, par le gouverneur.

643 (620 *ibid.*). Tout commerçant pourra être nommé juge ou suppléant, — S'il est âgé de vingt-cinq ans et s'il exerce le commerce avec honneur et distinction depuis cinq ans. — Le président devra être âgé de trente ans.

650 (628 *ibid.*). Les fonctions de juge de commerce sont seulement honorifiques. Nul commerçant qui aura été nommé ou élu ne pourra refuser de les remplir, sous peine de deux mille francs pour le président, douze cents francs pour les juges, et huit cents francs pour les suppléans, lesquelles sommes seront versées à la caisse du trésorier, section des fonds municipaux. — Pourront néanmoins ceux qui auront été élus présenter leurs excuses au tribunal de commerce, qui en donnera son avis, sur lequel le commandant et administrateur pour le roi prononcera définitivement. — Dans le cas où les excuses seraient jugées valables, il n'y aurait lieu de la part de l'élu à aucun paiement.

651 (629 *ibid.*). Les présidens, juges et suppléans du tribunal de commerce, avant d'entrer en fonction, prêteront serment à l'audience de la cour royale. — Si pourtant la cour royale n'était pas en session ou ne devait pas y entrer incessamment, le gouverneur pourrait commettre le tribunal civil pour recevoir les sermens; et, dans ce cas, le tribunal en dresserait procès-verbal, et l'enverrait à la cour royale, qui serait tenue d'en ordonner l'insertion dans ses registres, comme elle y eût consigné les sermens prêtés devant elle. — Ces formalités seront remplies sur les conclusions du ministère public et sans frais. — L'article 630 du Code de la métropole est supprimé. — L'article 669 répond à l'article 648 et dernier du Code de la métropole.

#### *Dispositions transitoires.*

670. Ce Code de commerce ne commencera à avoir son plein et entier effet qu'à compter du 15 du mois de novembre prochain, et toutes les affaires antérieures seront réglées et jugées d'après le droit ancien.

671. Arrêté le présent Code de commerce avec les modifications y insérées, pour à l'avenir être exécuté selon sa forme et teneur à la Guiane française.

---

N° 283. = 4—17 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui règle l'ordre des études de la faculté de droit de l'académie de Paris, et contient des dispositions sur les autres facultés (1). (VII, Bull. CDVII, n° 9597.)

Louis, . . . . — Vu notre ordonnance du 24 mars 1819, concernant la faculté de droit de l'académie de Paris, et celle du 5 juillet 1820, concernant la discipline de toutes les facultés; — Voulant mettre plus de régularité et de suite dans les études qui ont lieu près des facultés de droit en général, et spécialement dans celles qui se font près de la faculté de droit de l'académie de

---

(1) Voyez la loi du 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804), concernant l'organisation des écoles de droit, et les notes qui résument les réglemens particuliers applicables à chacune des facultés de droit du royaume.

Paris; — Vu le mémoire de notre commission de l'instruction publique; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, — Avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les étudiants de la faculté de droit de l'académie de Paris suivront, pendant la première année, — 1<sup>o</sup> Le cours de droit naturel, de droit des gens, et de droit public général; — 2<sup>o</sup> Le premier cours de Code civil français; — 3<sup>o</sup> L'histoire du droit romain et du droit français; — Pendant la seconde année, — 1<sup>o</sup> Les institutes du droit romain, — 2<sup>o</sup> Le deuxième cours de Code civil, — 3<sup>o</sup> Le cours de procédure civile; — Pendant la troisième année, — 1<sup>o</sup> Le troisième cours de Code civil, — 2<sup>o</sup> Le cours de droit commercial, — 3<sup>o</sup> Le cours de droit administratif.

2. Les aspirans à la licence seront examinés sur toutes les connaissances portées à l'article précédent.

3. Les étudiants qui se destineront aux fonctions administratives suivront, en outre, le cours de droit administratif, pendant telle autre année de leur temps d'études qu'ils trouveront plus convenable. Ils seront examinés spécialement sur cette branche d'enseignement par le professeur qui en est chargé, et il sera fait mention particulière de cet examen dans leurs certificats d'aptitude et dans leurs diplômes.

4. Les étudiants qui aspireront au doctorat suivront de nouveau, pendant leur quatrième année d'études, le cours d'institutes du droit romain, le cours d'histoire du droit et le cours de droit administratif.

5. Les étudiants qui ne se proposeront que d'obtenir le certificat de capacité nécessaire pour exercer la profession d'avoué suivront, pendant une année, le cours de procédure civile, et, à leur choix, le cours de droit naturel ou le premier cours de Code civil.

6. Dans les académies des départemens où il n'existe point de cours de droit naturel, les aspirans au certificat de capacité seront tenus de suivre le premier cours de Code civil en même temps que celui de procédure civile.

7. Les étudiants mentionnés aux deux articles précédens ne seront pas tenus de présenter leurs diplômes de bachelier ès - lettres pour être admis à la faculté; mais, s'ils voulaient par la suite se prévaloir, pour le baccalauréat ou pour la licence en droit, de l'année d'études qu'ils auront faite sans être bacheliers ès-lettres, ils devraient prouver qu'ils avaient fait et complété avant le commencement de ladite année les études en rhétorique et en philosophie prescrites par les réglemens ou par notre ordonnance du 5 juillet pour le grade de bachelier ès-lettres, et se pourvoir, en conséquence, par voie d'examen, dudit grade de bachelier ès-lettres avant de prendre leur cinquième inscription.

8. Dans les facultés de droit aussi bien que dans toutes les autres facultés, à compter de l'année scolaire 1821—1822, la première inscription d'un étudiant devra être prise au commencement de l'année scolaire, et de manière qu'il puisse suivre la totalité des cours dans l'ordre prescrit. Chaque étudiant suivra lesdits cours sans se permettre d'interruption, à moins d'excuses jugées valables par la faculté.

9. L'abus introduit dans quelques facultés de droit de remettre tous les examens à la fin des études est interdit, et les étudiants devront, à moins d'excuses valables, approuvées par la commission de l'instruction publique, subir leur premier examen après leur quatrième trimestre terminé; ils ne seront admis à prendre leur septième inscription à Paris, et la sixième dans les départemens, qu'après avoir subi ce premier examen : l'examen de bachelier aura lieu après que le huitième trimestre sera écoulé, à Paris



avant la onzième inscription, et dans les départemens avant la dixième.

10. Il sera fait par la commission de l'instruction publique un règlement pour appliquer, avec les modifications convenables, aux facultés de médecine, les dispositions de la présente ordonnance et de celle du 5 juillet, relatives à l'ordre à suivre dans les cours, aux époques des examens, et aux études préalables à exiger de ceux qui ne se présentent à ces facultés que dans l'intention d'y obtenir le diplôme d'officier de santé.

11. On ne comptera dans toutes les facultés, pour l'admission aux examens, même pour ceux de licence et de doctorat, que les certificats d'inscription donnés lors de la clôture du trimestre auquel l'inscription se rapporte, et accompagnés des certificats d'assiduité pendant ledit trimestre, conformément à l'article 15 de notre ordonnance du 5 juillet 1820. L'inscription seule ne servira que pour l'admission aux leçons, et de preuve que les frais en ont été payés.

12. Sont maintenues d'ailleurs toutes les dispositions de nos ordonnances du 24 mars 1819 et du 5 juillet 1820, en ce qui concerne les facultés de droit.

---

N° 284. = 4—17 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi additionnelle à celle du 21 octobre—10 novembre 1818, relative aux primes d'encouragement pour la pêche de la morue (1). (VII, Bull. CDVII, n° 9598.)

---

N° 285. = 4—18 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant amnistie en faveur de tous les officiers marinières, marins, ouvriers de l'inscription maritime, etc., qui sont présentement en état de désertion. (VII, Bull. CDVIII, n° 9616.)

---

N° 286. = 4—18 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi par laquelle sa majesté continue à permettre l'exportation, par le cours de la Meuse, des écorces à tan, charbons de bois et perches provenant des forêts des Ardennes. (VII, Bull. CDVIII, n° 9617.)

Louis, . . . . — Vu nos ordonnances des 28 novembre 1814, 14 février et 25 septembre 1816, 22 octobre 1817, 8 septembre et 10 novembre 1819, par lesquelles nous avons successivement accordé et prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1820 la sortie provisoire, par le cours de la Meuse, des écorces à tan, charbons de bois et perches provenant du département des Ardennes; —Vu l'article 3 de la loi du 7 juin 1820, qui autorise le gouvernement à suspendre pour certaines localités la prohibition de sortie de ces marchandises d'après les besoins de l'industrie, et qui détermine les droits applicables en pareil cas; — Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, duquel il résulte que, d'après l'expérience de plusieurs années, la permission d'exporter par le département des Ardennes, aux conditions fixées par la loi, n'a aucun inconvénient pour les fabriques, et favorise l'agriculture; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit: — L'exportation, par le cours de la Meuse, des écorces à tan, charbons de bois et perches provenant des forêts des Ardennes, continuera à être permise jusqu'à nouvel ordre, sous le paiement des droits fixés par la loi du 17 juin 1820.

---

(1) Cette ordonnance est abrogée. — Voyez la note qui accompagne le titre de l'ordonnance du 21 octobre—10 novembre 1818.

N° 287. = 6--17 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui, à l'occasion de la naissance de S. A. R. monseigneur le duc de Bordeaux, fait remise des peines de discipline prononcées par des jugemens non encore exécutés des conseils de discipline de la garde nationale, dans toute l'étendue du royaume. (VII, Bull. CDVII, n° 9595.)

N° 288. = 7—14 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi concernant les cérémonies du baptême de S. A. R. monseigneur le duc de Bordeaux, les actes de clémence et les grâces qui auront lieu à cette occasion. (VII, Bull. CDV, n° 9522.)

N° 289. = 11—17 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi sur le mode du roulement des magistrats dans les cours et tribunaux (1). (VII, Bull. CDVII, n° 9599.)

Louis, . . . — Vu l'article 15 du règlement du 6 juillet 1810, l'article 50 du règlement du 30 mars 1808, les réglemens adoptés par nos cours royales sur le mode du roulement, et leurs observations sur le projet de règlement qui leur a été communiqué; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE I<sup>er</sup>. — Des cours royales.

Art. 1<sup>er</sup>. Dans la dernière quinzaine qui précède les vacances, une commission, composée du premier président, des présidens de chambre, et du plus ancien conseiller de chacune des chambres, d'après l'ordre du tableau, fixera le roulement des conseillers dans les chambres dont la cour est composée. Notre procureur général sera appelé à la commission pour être entendu en ses observations.

2. A la même époque, les présidens se partageront entre eux le service civil et le service criminel de l'année suivante.

3. Aucun président ou conseiller ne pourra être forcé de rester plus d'un an dans chacune des chambres criminelles, et plus de deux ans dans chacune des chambres civiles.

4. La répartition des conseillers sera combinée de manière que les chambres criminelles soient toujours composées, au moins pour la moitié, des conseillers qui ont déjà fait le service dans la chambre.

5. La chambre des vacations sera toujours tenue par le président et les conseillers composant la chambre des appels de police correctionnelle, et, en cas d'absence ou d'empêchement, par les moins anciens conseillers de la chambre des mises en accusation, d'après l'ordre du tableau.

6. Le tableau de la répartition des conseillers, arrêté par la commission créée par l'article 1<sup>er</sup>, sera soumis, chaque année, à l'approbation des chambres assemblées. Si la commission et l'assemblée des chambres ne peuvent s'accorder, notre garde des sceaux prononcera.

TITRE II. — Des tribunaux de première instance composés de plus de deux chambres.

7. Dans les tribunaux de première instance composés de plus de deux

(1) Voyez les réglemens des 30 mars 1808 et 6 juillet 1810, sur le service des cours et tribunaux.

Voyez spécialement, sur le service et le roulement des juges du tribunal de première instance de la Seine, l'arrêté du 6 floréal an 10 (26 avril 1802), et l'ordonnance du 24—28 juillet 1825.

Voyez aussi, dans les notes qui accompagnent le décret du 16—24 août 1790, sur l'organisation judiciaire, l'indication de tous les réglemens concernant l'administration de la justice.



chambres, et à l'époque fixée par l'article 1<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup>, une commission, composée du président, des vice-présidens et du doyen, fixera le roulement des juges dans chacune des chambres dont se compose le tribunal : notre procureur sera appelé à la commission pour être entendu en ses observations.

8. A la même époque, les vice-présidens se partageront entre eux le service civil et correctionnel de l'année suivante.

9. Le service des vacations sera toujours fait par la troisième chambre.

10. Le tableau de la répartition des juges, arrêté par la commission créée par l'article 7, sera soumis, chaque année, à l'approbation des chambres assemblées. Si la commission et l'assemblée des chambres ne peuvent s'accorder, notre garde des sceaux prononcera.

*Disposition générale.*

11. Les répartitions prescrites par le présent règlement seront exécutées pour la prochaine année judiciaire, immédiatement après la rentrée des cours et tribunaux.

N<sup>o</sup> 290. = 11—18 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi concernant le rétablissement de l'administration des forêts (1). (VII, Bull. CDVIII, n<sup>o</sup> 9618.)

Art. 1<sup>er</sup>. Les forêts de notre royaume seront administrées, sous les ordres de notre ministre secrétaire d'état des finances, par trois administrateurs.

2. Un secrétaire général sera attaché à l'administration des forêts.

3. Le traitement des administrateurs est fixé à dix-huit mille francs; celui du secrétaire général, à douze mille francs.

4. Notre ministre des finances fera la division du travail entre les administrateurs. — Chacun d'eux sera chargé de suivre les parties de service qui lui seront spécialement attribuées.

5. Les administrateurs et le secrétaire général se réuniront sous la présidence de celui des administrateurs qui sera désigné par le ministre des finances. — Le secrétaire général n'aura que voix consultative: les délibérations du conseil seront prises à la majorité des voix; en cas d'absence d'un des administrateurs, le secrétaire général aura voix délibérative.

6. L'administration présentera à l'approbation du ministre des finances l'état de composition des bureaux de l'administration centrale à Paris, avec l'indication des traitemens attribués à chaque grade. — Elle lui soumettra, chaque année, le budget général de ses dépenses. — Elle soumettra également à son approbation ses délibérations — Sur toutes les dispositions de service qui donneraient lieu à une dépense nouvelle; — Sur les nouvelles circonscriptions des arrondissemens de conservation et d'inspection; — Sur les questions douteuses, dans tous les cas d'application des lois, ordonnances et réglemens, dans tous ceux qui ne sont pas prévus, ou qui ne sont pas suffisamment définis par lesdites lois, ordonnances et réglemens; et sur les instructions générales relatives à leur exécution; — Et lui rendra compte, périodiquement, de tous les résultats de son administration.

7. Les administrateurs, le secrétaire général, les inspecteurs généraux et les conservateurs seront nommés par nous, sur le rapport de notre ministre

---

(1) Voyez le décret du 15 septembre (20 août, 2, 3, 4 et) — 29 septembre 1791, et les notes qui indiquent l'ensemble des réglemens sur l'administration des forêts. — Voyez notamment, comme dernier état des choses, le Code forestier du 21 mai — 31 juillet 1827, et l'ordonnance du 1<sup>er</sup> — 4 août suivant, rendue pour l'exécution de ce code.

des finances. — Notre ministre des finances nommera aux places d'inspecteurs et de sous-inspecteurs. — L'administration nommera à tous les autres emplois, en se conformant strictement à l'ordre hiérarchique des grades. — Elle pourra provisoirement suspendre les employés qui ne sont pas à sa nomination, sauf à en rendre compte immédiatement au ministre des finances, qui statuera.

8. Les propositions relatives à l'aliénation des bois en fonds et superficie, ainsi que les demandes en échange et partage, seront concertées entre l'administration forestière et le directeur général de la caisse d'amortissement, et soumises au ministre des finances.

9. La perception des amendes et restitutions forestières continuera d'être faite par les receveurs des domaines et de l'enregistrement. Les directeurs en cette partie adresseront, par trimestre, à l'administration forestière, un état de ces perceptions semblable à celui qu'ils sont tenus de fournir au directeur général des domaines.

10. Les directeurs des domaines, maintenant chargés du service forestier, continueront leurs fonctions, et correspondront, à cet effet, avec l'administration forestière, pour cette partie du service seulement, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par notre ministre des finances.

11. L'administration forestière portera tous ses soins à la multiplication et conservation des futaies dans les bois de l'état, dans ceux des communes et des établissemens publics, sans toutefois changer l'ordre des coupes et des aménagemens, si ce n'est par suite de projets qui auraient reçu notre approbation.

12. Les agens extérieurs de l'administration forestière devant être considérés comme dépositaires des bois soumis à leur surveillance et manutention, et l'état étant intéressé à avoir une garantie contre les malversations que ces agens pourraient commettre, ils seront tenus de fournir, dans le délai de deux ans, et par moitié chaque année, un cautionnement en inscriptions de rentes sur le grand-livre, dans les proportions ci-après, savoir : — Les conservateurs, six cents francs; les inspecteurs, trois cents; les sous-inspecteurs, deux cents; les arpenteurs, cent cinquante; les gardes généraux, cent; les gardes à cheval, cinquante; les gardes à pied, dix.

13. Les coupures d'inscription qui seront fournies par les gardes à pied seront réunies en une inscription collective, dont les arrérages leur seront payés en raison de leurs droits dans l'inscription générale.

14. Les cautionnemens seront versés à la caisse des dépôts et consignations, qui en percevra les arrérages pour le compte des titulaires, auxquels ils seront payés par chaque semestre. — Les cautionnemens ne seront restitués qu'un an après la cessation des fonctions de l'agent qui les aura fournis, et sur un certificat de l'administration forestière constatant que l'état n'a aucune répétition à faire contre cet agent pour raison de sa gestion.

15. Les dispositions des articles 12, 13 et 14 ci-dessus ne recevront leur exécution qu'après que le cautionnement en rentes, ordonné par l'article 12, aura été autorisé par une loi.

---

N° 291. = 11—20 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui accorde amnistie aux militaires qui se trouvent en état de désertion, et qui n'ont pas été condamnés pour ce délit. (VII, Bull. CDIX, n° 9657.)

---

N° 292. = 11—20 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant que les jeunes soldats qui se seront mutilés pour se soustraire à la loi du recrute-



*ment, seront envoyés dans les compagnies de pionniers. (VII, Bull. CDIX, n° 9658.)*

Louis, ... — Vu la loi du 10 mars 1818 sur le recrutement de l'armée;— Considérant que, parmi les jeunes soldats faisant partie des contingens mis en activité sur les classes appelées en vertu de cette loi, quelques uns se sont mutilés volontairement pour se soustraire au service militaire;— Considérant que la mutilation est un acte qu'il convient de réprimer, afin d'empêcher qu'il ne devienne un moyen de se soustraire aux obligations que la loi impose;— Considérant que jusqu'à ce jour aucune destination n'a encore été fixée pour les mutilés qui, par leurs numéros de tirage, se trouvent faire partie des contingens mis en activité; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, et vu notre ordonnance du 1<sup>er</sup> avril 1818, portant création des compagnies de discipline, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les jeunes soldats faisant partie des contingens mis en activité, qui se sont mutilés volontairement pour se soustraire au service militaire, seront envoyés, par les soins des généraux commandans les divisions, et au moyen de lettres de passe délivrées par les sous-intendans militaires, dans une des compagnies de pionniers créées ou à créer en vertu de notre ordonnance du 1<sup>er</sup> avril 1818.

---

N° 293. = 11—22 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant convocation des collèges électoraux d'arrondissement dans les départemens de la quatrième série, et des collèges départementaux, conformément aux tableaux y annexés. (VII, Bull. CDX, n° 9677.)

---

N° 294. = 12 octobre—12 novembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de l'association d'assurance mutuelle contre l'incendie pour le département de l'Aisne. (VII, Bull. CDXVI, n° 9814.)

Art. 1<sup>er</sup>. L'association d'assurance mutuelle contre l'incendie pour le département de l'Aisne, formée à Saint-Quentin par acte passé, le 2 mai 1820, par-devant Mallet et son collègue, notaires en ladite ville, est autorisée conformément aux statuts contenus audit acte annexé à la présente ordonnance, lesquels statuts sont approuvés sous les réserves ci-après.

2. L'autorisation n'est accordée qu'à condition que la compagnie recevra auprès d'elle un commissaire nommé par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur. Il sera chargé de veiller à l'exécution des statuts, et d'en rendre compte; il prendra connaissance des opérations; il préviendra le préfet du département de la tenue du conseil général des sociétaires; il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtront contraires aux lois ou statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce, jusqu'à décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

3. La société ne pourra commencer ses opérations avant qu'il ait été justifié du versement du fonds de cinquante mille francs qui doit être fourni par le directeur, suivant l'article 18 des statuts, et que le commissaire du gouvernement l'ait constaté.

4. Le conseil d'administration sera tenu d'arrêter et de soumettre à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur un règlement qui assigne dans laquelle des classes mentionnées à l'article 5 des statuts seront rangées les machines attachées à perpétuelle demeure, comprises dans l'assurance suivant l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que pour déterminer quelles vérifications périodiques seront faites pour s'assurer des changemens survenus aux immeubles associés, comme il est prévu à l'article 12 desdits statuts.

5. De l'approbation de l'article 10, il ne pourra être inféré aucune autorisation pour la compagnie de s'ingérer dans l'opération du ramonage, ni dans aucune autre opération analogue.

6. La disposition de l'article 21, qui tendrait à dispenser les experts de prêter serment, est exceptée de l'approbation; et quant à la nomination des experts, sur laquelle les statuts n'ont rien réglé à l'article 11, elle sera faite dans les formes de droit.

7. La présente autorisation étant accordée à la charge, par la société, de se conformer aux lois et à ses statuts approuvés, nous nous réservons de la révoquer dans le cas où cette condition ne serait pas accomplie, sauf les actions à exercer devant les tribunaux par les particuliers, à raison des infractions commises à leur préjudice.

8. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet de l'Aisne et aux tribunaux de commerce du département.

---

N° 295. = 18—27 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui répartit dans les différentes armes, conformément aux états y annexés, les jeunes soldats appelés à l'activité sur la classe de 1819. (VII, Bull. CDXII, n° 9719.)

---

N° 296. = 20—27 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant amnistie pour les délits forestiers, à l'occasion de la naissance de son altesse royale monseigneur le duc de Bordeaux. (VII, Bull. CDXII, n° 9717.)

Art. 1<sup>er</sup>. Amnistie est accordée pour les délits forestiers commis antérieurement au 29 septembre dernier.

2. Sont exceptés néanmoins, 1° les délinquans en récidive; 2° les adjudicataires, pour malversations et abus dans leurs coupes; les maires et communautés d'habitans, pour exploitations illégales.

3. Tous ceux auxquels l'amnistie présentement accordée est applicable ne pourront toutefois demander la restitution des sommes déjà par eux versées dans les caisses du domaine; néanmoins, les objets saisis leur seront remis quand ils justifieront de la propriété. Ils ne pourront non plus se prévaloir de l'amnistie vis-à-vis des particuliers, communes et établissemens publics, pour être dispensés d'acquitter les dommages-intérêts auxquels ils auraient été ou seraient dans le cas d'être condamnés. — Ils seront également tenus de rembourser les frais avancés par le domaine, sauf son recours, en cas d'insolvabilité constatée, contre la commune ou l'établissement dans l'intérêt duquel les poursuites auraient été dirigées.

---

N° 297. = 23—31 octobre 1820. = **ORDONNANCE** du roi relative aux grains et farines venant par navires français des pays de production (1). (VII, Bull. CDXIII, n° 9728.)

---

N° 298. = 23 octobre—6 novembre 1820. = **RAPPORT** au roi concernant la nouvelle organisation de l'arme de l'infanterie française. (VII, Bull. CDXV, n° 9775.)

---

(1) Cette ordonnance n'a plus d'intérêt: la loi du 20—25 octobre 1830 a déterminé d'une manière complète et nouvelle les droits d'importation des grains, sans distinction de provenances.



N° 299. = 23 octobre—6 novembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant nouvelle organisation de l'arme de l'infanterie française (1). (VII, Bull. CDXV, n° 9776.)

N° 300. = 24 octobre 1820. = **CIRCULAIRE** du ministre de l'intérieur, qui porte que l'article 5 de la loi du 5—7 février 1817 doit s'entendre en ce sens que les décisions provisoires sur les difficultés en matière d'élection doivent être rendues, non par le conseil de préfecture sous la présidence du préfet, mais par le préfet en conseil de préfecture, c'est-à-dire par le préfet, assisté seulement de ce conseil, sans délibérer concurremment avec lui.

N° 301. = 25—27 octobre 1820. = **PROCLAMATION** du roi sur l'élection des députés. (VII, Bull. CDXI, n° 9711.)

N° 302. = 25 octobre—6 novembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui accorde le rang du grade supérieur aux officiers, sous-officiers et soldats de première classe de la garde royale, et contient diverses autres dispositions qui modifient l'ordonnance du 2—31 août 1818 (2). (VII, Bull. CDXV, n° 9777.)

N° 303. = 25 octobre—12 novembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui accorde, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1821, une augmentation de traitement de deux cents francs par an aux sous-aides des hôpitaux militaires. (VII, Bull. CDXVI, n° 9816.)

N° 304. = 25 octobre—22 novembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme sous le nom de Compagnie des mines de fer de Saint-Etienne (Loire). (VII, Bull. CDXVII, n° 9828.)

N° 305. = 25 octobre—24 décembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui fait des changemens à l'article 15 des statuts de la tontine perpétuelle d'amortissement, annexés à l'ordonnance royale du 10 mars—14 avril 1819. (VII, Bull. CDXXIV, n° 9961.)

N° 306. = 26 octobre—6 novembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui établit un dépôt de recrutement dans chaque département, et supprime, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1821, les quatre-vingt-six compagnies de dépôt provisoirement conservées jusqu'à cette époque (3). (VII, Bull. CDXV, n° 9778.)

Louis, ... — Considérant que l'organisation donnée à notre infanterie de ligne par notre ordonnance du 23 du mois courant entraîne la suppression des compagnies de dépôt détachées en ce moment dans les départemens pour recevoir les hommes provenant des appels, et voulant pourvoir aux besoins du service du recrutement; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera formé au chef-lieu de chaque département un dépôt de

(1) Cette organisation a été remplacée par celle que contient l'ordonnance du 27 février—30 mars 1825, qui a subi elle-même des modifications depuis la révolution de 1830.

(2) La garde royale a été dissoute par l'ordonnance du 11—24 août 1830.

(3) Voyez l'ordonnance du 9—25 mai 1821, qui accorde un supplément de solde aux officiers, sous-officiers et caporaux employés près les dépôts de recrutement.

recrutement composé d'un capitaine commandant, et du nombre de lieutenans ou sous-lieutenans et de sous-officiers qu'exigeront les besoins du service.

2. Il ne pourra plus y avoir au dépôt du recrutement plus de trois officiers, y compris le capitaine commandant, et de quatre sous-officiers.

3. Les capitaines qui devront commander les dépôts de recrutement seront détachés des corps des diverses armes : ils seront désignés par notre ministre de la guerre, et ne pourront être rappelés à leur corps qu'en vertu de son ordre spécial.

4. Les lieutenans et sous-lieutenans et les sous-officiers seront choisis dans les troupes qui tiennent garnison dans la division. Ils rejoindront leur corps et seront remplacés dès qu'il quittera la division.

5. Les jeunes gens des classes qui auront été compris dans le contingent, s'ils n'ont pas été dispensés, aux termes de l'article 15 de la loi du 10 mars 1818, ou s'ils n'ont pas été remplacés, seront inscrits comme jeunes soldats sur le registre matricule ouvert à cet effet au dépôt, et qui sera appelé le registre matricule départemental.

6. Le capitaine commandant le dépôt départemental de recrutement tiendra note, sur ce registre matricule, de toutes les mutations qui surviendront parmi les jeunes soldats laissés en réserve dans leurs foyers, et sera, en outre, chargé de toutes les mesures d'ordre et de comptabilité résultant de la destination qui sera assignée aux jeunes soldats lors de leur mise en activité.

7. Il sera conservé au chef-lieu de chaque département, jusqu'au 31 décembre prochain, une des compagnies de dépôt qui y existent ; les autres compagnies de dépôt seront dirigées sur les régimens que doivent former les légions dont elles font partie.

8. Les officiers et sous-officiers de la compagnie de dépôt qui sera provisoirement conservée au chef-lieu de chaque département, concourront également à l'organisation des nouveaux régimens que composeront les légions auxquelles elles appartiennent pour faire partie de ces régimens.

9. Ces quatre-vingt-six compagnies de dépôt seront supprimées au 1<sup>er</sup> janvier 1821, et elles remettront tous leurs registres, états et documens, au dépôt départemental de recrutement qui sera alors organisé.

---

N<sup>o</sup> 307. = 27 octobre—6 novembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant qu'à l'avenir le fond de l'uniforme de l'infanterie française sera en drap bleu de roi. (VII, Bull. CXXV, n<sup>o</sup> 9779.)

---

N<sup>o</sup> 308. = 29 octobre—29 novembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement sur le service de la gendarmerie (1). (VII, Bull. CXXIX, n<sup>o</sup> 9881.)

Louis....., — Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état de la guerre et de l'intérieur ; — Voulant réunir les dispositions des lois, ordonnances et instructions sur le service de la gendarmerie royale, et déterminer d'une manière plus positive les devoirs de ce corps et ses rapports avec les différentes autorités, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

#### PREMIÈRE PARTIE.

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — DE L'INSTITUTION DE LA GENDARMERIE.

Art. 1<sup>er</sup>. La gendarmerie royale est une force instituée pour veiller à la

---

(1) Voyez, dans la note qui accompagne le titre du décret du 16 janvier (22, 23, 24 dé-



sûreté publique, et pour assurer, dans toute l'étendue du royaume, dans les camps et dans les armées, le maintien de l'ordre et l'exécution des lois. — Une surveillance continue et répressive constitue l'essence de son service.

2. Le corps de la gendarmerie royale est une des parties intégrantes de l'armée, et les dispositions générales des lois militaires lui sont applicables, sauf les modifications et les exceptions que la nature mixte de son service rend nécessaires.

3. Toutes les fois que la gendarmerie royale est insuffisante pour dissiper les émeutes populaires ou attroupemens séditieux, et faire cesser toute résistance à l'exécution des lois, elle requiert l'assistance des gardes nationales et des troupes de ligne, qui sont tenues de déférer à ses réquisitions, et de lui prêter main-forte. — La gendarmerie se conforme, pour ces réquisitions, aux articles 73, 74, 84, 90 et 92 de la présente ordonnance.

#### CHAPITRE II. — DU PERSONNEL.

##### Force et organisation du corps.

4. Le corps de la gendarmerie royale se compose, 1<sup>o</sup> de la gendarmerie d'élite, 2<sup>o</sup> de vingt-quatre légions pour le service des départemens et des arrondissemens maritimes; 3<sup>o</sup> de la gendarmerie spécialement affectée au service de notre bonne ville de Paris.

5. Le corps de la gendarmerie d'élite, institué pour le service de nos résidences royales, est placé sous les ordres du major-général de service de notre garde royale, et est composé de (1) :

*Etat-major.* — Officiers : colonel, un ; capitaine adjudant-major, un ; lieutenant trésorier, un ; chirurgien-major, un. — Sous-officiers : adjudant sous-officier, un ; trompette brigadier, un ; maréchal-vétérinaire, un.

*Compagnies.* — Officiers : chefs d'escadron commandans, deux ; lieutenans, six. — Troupe : maréchaux-des-logis chefs, deux ; maréchaux-des-logis, douze ; brigadiers, vingt-quatre ; gendarmes, cent quatre-vingt-quatre ; trompettes, quatre. — Force totale : deux cent quarante-et-un hommes.

6. Les vingt-quatre légions sont divisées en compagnies, lieutenances et brigades; la force de ces légions est de : — Colonels, vingt-quatre ; chefs d'escadron, commandans de compagnie, vingt-quatre ; capitaines, soixante-huit ; lieutenans, trois cent soixante-dix-huit ; trésoriers, quatre-vingt-douze ; maréchaux-des-logis à cheval, cinq cent trente-trois ; brigadiers à cheval, mille soixante-sept ; gendarmes à cheval et trompettes, huit mille ; maréchaux-des-logis à pied, deux cent seize ; brigadiers à pied, quatre cent trente-quatre ; gendarmes à pied, trois mille deux cent cinquante. — Force totale : quatorze mille quatre-vingt-six hommes.

7. Le corps de la gendarmerie royale de Paris est composé de (2) :

*Etat-major.* — Officiers : colonel, un ; chefs d'escadron, trois ; major, un ; adjudans-majors, trois, dont un capitaine et deux lieutenans. — Emplois civils : trésorier, un ; chirurgien-major, un ; aides, deux. — Sous-officiers : adjudans-sous-officiers, trois ; maréchal vétérinaire, un ; trompette maréchal-des-logis, un ; tambour-major, un ; maitres ouvriers, quatre.

---

cembre 1790 et) — 16 février 1791, et spécialement dans les notes sur la loi fondamentale du 28 germinal an 6 (17 avril 1798), le résumé de tous les réglemens sur la composition, l'organisation et le service de la gendarmerie.

(1) La gendarmerie d'élite n'existe plus. Elle faisait partie de la maison militaire du roi, qui a été supprimée par ordonnance du 11—24 août 1830.

(2) Il n'y a plus de gendarmerie spéciale pour Paris : elle a été supprimée par ordonnance du 16—26 août 1830, et remplacée par une garde municipale dont cette même ordonnance règle l'organisation sur des bases nouvelles.

*Compagnies.* — Force des six compagnies : capitaines , six ; lieutenans , vingt-quatre ; maréchaux-des-logis-chefs , six ; maréchaux-des-logis à cheval , trente-six ; maréchaux-des-logis à pied , soixante ; brigadiers-fourriers , six ; brigadiers à cheval , soixante-douze ; brigadiers à pied , cent vingt ; gendarmes à cheval , quatre cent trente-deux ; gendarmes à pied , sept cent vingt ; trompettes , douze ; tambours , douze. — Force totale : quinze cent vingt-huit hommes.

8. Les vingt-quatre légions sont inspectées par des inspecteurs généraux spéciaux qui sont du grade de lieutenant-général ou de maréchal-de-camp, et font partie du cadre de l'état-major général de l'armée.

#### Admission.

9. Les conditions d'admission dans la gendarmerie sont : — D'être âgé de vingt-cinq ans, et de quarante ans au plus ; — D'avoir la taille d'un mètre sept cent trente-deux millimètres pour le service à cheval, et d'un mètre sept cent cinq millimètres pour le service à pied ; — De savoir lire et écrire correctement ; — De produire les attestations légales d'une bonne conduite soutenue ; — De justifier d'un rengagement ou d'un congé en bonne forme.

10. A défaut d'hommes justifiant d'un rengagement dans un corps de ligne, ou d'un congé en bonne forme, les militaires en activité âgés de vingt-cinq ans révolus, ayant quatre années de service, peuvent concourir pour les emplois de gendarmes, s'ils réunissent les autres conditions d'admission ci-dessus prescrites, et s'ils sont d'ailleurs reconnus, par leurs chefs, ou par les inspecteurs généraux d'armes, susceptibles de servir dans la gendarmerie.

11. Les militaires licenciés qui n'ont pas été appelés à faire partie des cadres de l'armée, sont admissibles aux emplois de gendarmes, pourvu qu'ils aient quatre ans de service, qu'ils puissent s'habiller et s'équiper à leurs frais, et qu'ils réunissent d'ailleurs les autres conditions exigées sous les rapports de la taille, de l'instruction et de la bonne conduite.

12. Lorsque ces militaires veulent entrer dans la gendarmerie, ils se présentent au commandant de la gendarmerie de leur département, qui soumet, s'il y a lieu, des propositions au colonel de la légion : cet officier supérieur, après avoir reconnu que les sujets réunissent l'ensemble des conditions exigées, en rend compte à notre ministre de la guerre, auquel il adresse, à l'appui des mémoires de proposition, les actes de naissance et les pièces justificatives des services et de bonne conduite.

13. Les sous-officiers et soldats qui ont accompli un rengagement, ont le droit d'être admis dans la gendarmerie. — En conséquence, ceux d'entre eux qui veulent servir dans cette arme doivent, aussitôt après la réception de leur congé, se présenter à l'officier commandant la gendarmerie d'un département : cet officier vérifie s'ils ont les qualités requises, et, dans ce cas, les admet provisoirement ; leurs demandes et les pièces à l'appui sont adressées sur-le-champ au colonel de la légion, qui, après examen, les transmet au ministre de la guerre, avec son avis particulier. — Ces sous-officiers et soldats reçoivent la solde de gendarme à pied jusqu'à ce que le ministre de la guerre leur ait assigné des destinations : ils ont droit en outre à l'indemnité de première mise attribuée à leur arme, et, s'il y a lieu, il est fait une avance de quatre cents francs aux gendarmes à cheval pour les aider à se monter et s'équiper. — Les mêmes dispositions pourront être appliquées aux sous-officiers et soldats qui, n'ayant pas contracté un rengagement, obtiendraient, immédiatement après l'expiration de leur temps de service, d'être admis dans la gendarmerie.



## Avancement.

14. Les brigadiers sont pris parmi les gendarmes qui ont au moins deux ans de service en cette qualité, ou parmi les sous-officiers de la ligne qui, ayant accompli un rengagement, ont occupé pendant trois ans dans un corps de l'armée l'emploi d'adjudant, de sergent-major ou de maréchal-des-logis chef.

15. Les maréchaux-des-logis sont pris parmi les brigadiers ayant au moins deux ans d'exercice dans ce grade.

16. L'avancement aux emplois de maréchaux-des-logis et de brigadiers a lieu par légion, à moins que les besoins du service ne forcent à intervertir cet ordre.

17. Les deux tiers des emplois de lieutenant dans les compagnies sont donnés aux lieutenans de l'armée, âgés de vingt-cinq ans révolus, ou de quarante ans au plus, et qui ont au moins deux ans de service dans ce grade. Ne peuvent concourir pour ces emplois les officiers pourvus du grade de capitaine. — L'autre tiers des lieutenances appartient à l'avancement des sous-officiers de gendarmerie ayant au moins quatre ans de service en cette qualité dans l'arme.

18. Les maréchaux-des-logis, brigadiers et gendarmes concourent pour l'avancement ainsi qu'il suit : — A l'époque des inspections de la gendarmerie, les lieutenans forment chacun une liste de deux gendarmes et de deux brigadiers qu'ils reconnaissent les plus susceptibles d'obtenir de l'avancement. Le commandant de la compagnie, après avoir émis son opinion sur les sujets présentés par les lieutenans, envoie ces listes au colonel de la légion, avec une liste particulière des maréchaux-des-logis qui servent avec le plus de distinction. — Le colonel émet également son opinion sur ces listes ; et l'inspecteur général, après y avoir consigné ses observations, les adresse avec son travail de revue à notre ministre de la guerre. — L'état des maréchaux-des-logis susceptibles d'être faits officiers est établi à raison de quatre candidats par légion. — Ces listes et états sont rectifiés à chaque inspection (les modèles en sont établis par notre ministre de la guerre) : cependant, si, dans l'intervalle d'une inspection à une autre, des maréchaux-des-logis, brigadiers ou gendarmes, non désignés comme candidats, rendent des services de nature à leur procurer un prompt avancement, ils sont susceptibles d'être promus aux emplois vacans, s'ils réunissent d'ailleurs les autres conditions prescrites.

19. Les maréchaux-des-logis appelés au tiers des emplois de lieutenant n'ont d'abord que le grade de sous-lieutenant ; ils remplissent néanmoins les mêmes fonctions que les lieutenans, et leur sont assimilés pour la solde. — A l'expiration des quatre ans d'exercice dans l'emploi de sous-lieutenant, ces officiers reçoivent le brevet de lieutenant.

20. Les emplois de trésorier sont conférés à des lieutenans de gendarmerie ou de l'armée qui réunissent les conditions exigées pour ces emplois : toutefois, les sous-officiers de gendarmerie promus au grade de sous-lieutenant, ainsi qu'il est expliqué par l'article précédent, peuvent être nommés trésoriers, pourvu qu'ils réunissent également les conditions exigées.

21. Les lieutenans et les sous-lieutenans de la gendarmerie qui veulent concourir pour les emplois de trésorier sont examinés par l'inspecteur général, le conseil d'administration assemblé : le sous-intendant militaire ayant la police administrative de la compagnie est présent à la séance ; son avis est inscrit au procès-verbal. Le résultat de ces examens fait l'objet d'un rapport spécial dans le travail des revues.

22. Les lieutenans trésoriers concourent avec les lieutenans des compagnies pour l'avancement au grade de capitaine : cependant, si l'intérêt particulier du service l'exige, un trésorier promu au grade de capitaine pourra être maintenu dans l'exercice de ses fonctions, sans que cette exception puisse jamais s'étendre à plus d'un trésorier par arrondissement d'inspection. — La résidence de cet officier est toujours fixée au chef-lieu d'une légion.

23. L'avancement aux grades de capitaine et de chef d'escadron commandant de compagnie a lieu sur tout le corps, savoir : les deux tiers à l'ancienneté, et l'autre tiers à notre choix.

24. La moitié des emplois de chef de légion de gendarmerie est conférée aux colonels de l'armée ; l'autre moitié appartient à l'avancement des officiers de gendarmerie, deux tiers à l'ancienneté, et un tiers à notre choix.

25. Les chefs d'escadron de gendarmerie appelés à la moitié des emplois de chef de légion n'ont d'abord que le grade de lieutenant-colonel ; mais ils remplissent les mêmes fonctions, et jouissent de la même solde que les autres chefs de légion. — Après quatre ans de grade de lieutenant-colonel, ils sont promus au grade de colonel.

26. L'avancement aux grades de maréchal-de-camp et de lieutenant-général dans la gendarmerie a lieu conformément aux règles établies par nos ordonnances des 22 juillet et 2 août 1818.

27. Les promotions et nominations à notre choix étant la récompense des bons services, les inspecteurs-généraux, lors de leurs revues, s'assurent des droits des officiers à notre préférence pour l'avancement, et en font un rapport spécial à notre ministre de la guerre. — Ce rapport contient, pour chaque arrondissement d'inspection, la présentation : — 1<sup>o</sup> De quatre candidats du grade de lieutenant pour celui de capitaine ; — 2<sup>o</sup> De deux candidats du grade de capitaine pour celui de chef d'escadron ; — 3<sup>o</sup> D'un candidat du grade de chef d'escadron pour celui de lieutenant-colonel chef de légion. — Les officiers présentés comme candidats doivent avoir plus de quatre ans d'activité dans leur grade et dans la gendarmerie. — Les rapports des inspecteurs-généraux sont renouvelés à chaque inspection.

28. Les officiers de tout grade dans la gendarmerie sont nommés par nous sur la présentation de notre ministre de la guerre. — Les maréchaux-des-logis, brigadiers et gendarmes sont nommés par notre ministre de la guerre ; ils sont commissionnés en notre nom.

Etablissement des rangs entre les officiers, sous-officiers et gendarmes.

29. Depuis et y compris le grade de lieutenant, jusques et y compris celui de chef d'escadron, les officiers du corps de la gendarmerie prennent rang dans leurs grades respectifs d'après les dates de leur nomination dans cette arme, sans qu'ils puissent se prévaloir de leur ancienneté de grade dans la ligne, ni même des grades supérieurs dont ils auraient été précédemment pourvus dans un autre corps. — Les officiers nommés dans la gendarmerie, antérieurement à notre ordonnance du 2 août 1818, qui ont fait partie d'une promotion de la même date, prennent rang entre eux à raison des grades qu'ils ont occupés dans l'armée et de leur ancienneté de nomination dans ces grades. — Les colonels chefs de légion, et les officiers généraux employés comme inspecteurs généraux de gendarmerie, prennent rang selon leurs grades et l'ancienneté de ces grades.

30. Dans chaque compagnie de gendarmerie, les maréchaux-des-logis et brigadiers prennent rang entre eux en raison de l'ancienneté de leur nomination à ces grades dans la gendarmerie, en se conformant aux principes ci-dessus établis pour le classement des rangs des officiers. — Les gendarmes



prennent rang entre eux d'après l'ordre de leur nomination à ces emplois, et, à égalité de date, d'après l'ancienneté de leurs services.

#### Rang de la gendarmerie dans l'armée.

31. Le corps de la gendarmerie prend rang dans l'armée immédiatement après notre garde royale. — Les officiers, sous-officiers et gendarmes, ont le rang du grade immédiatement supérieur ; mais ils n'en jouissent, pour le commandement, qu'après les titulaires de ce même grade dans l'armée.

#### Du serment.

32. Les officiers, sous-officiers et gendarmes, à la réception des brevets, commissions ou lettres de service qui sont expédiés par notre ministre de la guerre, prêtent chacun le serment ci-après : — « Je jure et promets de  
« bien et fidèlement servir le roi, d'obéir à mes chefs en tout ce qui concerne  
« le service de sa majesté ; et dans l'exercice de mes fonctions, de ne faire  
« usage de la force qui m'est confiée que pour le maintien de l'ordre et  
« l'exécution des lois. » — Ce serment est reçu par les présidents des tribunaux de première instance étant en séance ; il en est dressé acte, dont une expédition, délivrée sans frais, est remise au sous-intendant militaire qui a la police de la compagnie, lequel en fait l'envoi à notre ministre de la guerre.

33. Lorsque des officiers, sous-officiers ou gendarmes ont à prêter leur serment, s'ils font partie de la lieutenance du chef-lieu de la légion, le colonel prévient par écrit le président du tribunal, pour que ces militaires puissent être admis à cette prestation à la plus prochaine séance. — Dans les autres compagnies ou lieutenances, l'officier commandant la gendarmerie du lieu où siège le tribunal prévient par écrit le président. — Les officiers, sous-officiers et gendarmes employés dans la résidence doivent toujours assister aux prestations de serment, s'ils n'en sont empêchés pour des causes urgentes de service : ils sont en grande tenue.

#### Récompenses militaires.

34. Les militaires du corps de la gendarmerie concourent, en raison de leurs bons services, pour les récompenses que nous jugeons convenable d'accorder aux autres corps de l'armée.

#### Retraites et admissions dans les compagnies sédentaires.

35. Les officiers, sous-officiers et gendarmes qui sont dans le cas d'obtenir la solde de retraite, ont droit à celle du grade supérieur après dix années révolues d'activité dans leur grade et dans la gendarmerie.

36. Ceux des officiers, sous-officiers et gendarmes qui ne conservent plus l'activité nécessaire pour le service de la gendarmerie, et auxquels la solde de retraite ne peut être accordée pour ancienneté de service, sont susceptibles d'être admis dans les compagnies sédentaires.

37. Les veuves et enfans des officiers, sous-officiers et gendarmes ont droit aux pensions qui sont accordées aux veuves et enfans des militaires des autres armes dans les cas prévus par nos ordonnances.

### DEUXIÈME PARTIE.

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — DES RAPPORTS DE LA GENDARMERIE AVEC LES DIFFÉRENTES AUTORITÉS.

##### Obligations de la gendarmerie envers nos ministres.

38. Le corps de la gendarmerie royale est placé dans les attributions : — Du ministre de la guerre, pour ce qui concerne l'organisation, le personnel,

la discipline et le matériel; — Du ministre de l'intérieur, pour ce qui concerne l'ordre public et les dépenses du casernement; — Du ministre de la justice, pour ce qui est relatif à l'exercice de la police judiciaire et à l'exécution des mandemens de justice; — Du ministre de la marine, pour les dispositions relatives à la surveillance des gens de mer et des autres troupes de la marine, ainsi que pour le service des ports et arsenaux.

39. Les ordres à donner pour les admissions dans le corps, pour les nominations, l'avancement, les lettres de passe, les changemens de résidence, la tenue, la police et la discipline, l'ordre intérieur, la répartition et le mouvement des brigades, la fixation de leur emplacement, l'assiette de leur logement, le paiement de la solde, l'habillement, l'équipement, la remonte, les approvisionnemens en fourrages, l'emploi des masses, l'administration, la vérification des comptabilités, les revues et tournées, les inspections générales et particulières, émanent de notre ministre de la guerre.

40. La surveillance que la gendarmerie est tenue d'exercer sur les militaires absens de leur corps est dans les attributions du ministre de la guerre; il lui est fait, chaque mois, un rapport spécial du service des brigades pour la recherche des déserteurs et la rentrée des militaires sous leurs drapeaux.

41. Les ordres à donner pour la police, la sûreté de l'état, la tranquillité intérieure, le maintien de l'ordre public, et pour le rassemblement des brigades, en cas de service extraordinaire, émanent de notre ministre de l'intérieur. Il lui est rendu compte du service journalier et habituel de la gendarmerie; de celui qu'elle fait d'après les réquisitions des autorités, ou en exécution des lois et réglemens d'administration publique; de toutes les arrestations, des conduites de brigade en brigade, des transfèreemens de prisonniers, prévenus ou condamnés; des escortes de deniers royaux, des courriers des malles et des voitures publiques chargées de fonds du gouvernement; de la surveillance exercée sur les mendiants, vagabonds, gens sans aveu ou repris de justice, ainsi que de toutes les tentatives contre la sûreté des personnes et des propriétés.

42. Il est rendu compte à notre ministre de la justice du service des officiers de gendarmerie, lorsqu'ils remplissent les fonctions d'officiers de police auxiliaires.

43. Notre ministre de la marine reçoit les rapports des arrestations faites par la gendarmerie des marins et des militaires des troupes de la marine en état de désertion. — Il lui est rendu compte, en outre, de la capture des forçats évadés des bagnes.

44. Les rapports que, d'après les articles précédens, nos ministres de la justice, de la marine et de l'intérieur, doivent recevoir, sont établis par extraits, et forment, suivant l'ordre des attributions, les comptes mensuels du service de chaque compagnie. — Ces comptes mensuels sont régulièrement adressés à ces ministres par les colonels des légions, qui leur transmettent également le tableau sommaire du service annuel des brigades. — Une expédition de ces comptes mensuels et annuels est envoyée à notre ministre de la guerre.

45. Indépendamment des comptes mensuels à rendre à notre ministre de l'intérieur, il lui est donné connaissance, sur-le-champ, de tous les événemens extraordinaires qui peuvent être de nature à compromettre la tranquillité publique. — Les rapports lui en sont faits, savoir : pour les événemens qui surviennent dans les arrondissemens des chefs-lieux de préfecture, par les commandans des compagnies; et pour ceux qui ont lieu dans chaque sous-préfecture, par le lieutenant de gendarmerie de l'arrondissement. — Ces événemens extraordinaires sont principalement, — Les vols avec effrac-



tion commis par des brigands au nombre de plus de deux ; — Les crimes d'incendie et d'assassinat ; — Les attaques des voitures publiques, des courriers, des convois de deniers royaux ou de munitions de guerre ; — L'enlèvement et le pillage des caisses publiques et des magasins militaires ; — Les arrestations d'embaucheurs, d'espions employés à lever le plan des places et du territoire, ou à se procurer des renseignemens sur la force et les mouvemens des troupes ; la saisie de leur correspondance et de toutes pièces pouvant donner des indices ou fournir des preuves de crimes et complots attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure du royaume ; — Les provocations à la révolte contre le gouvernement ; — Les attroupemens séditieux ayant pour objet le pillage des convois de grains ou farines ; — Les émeutes populaires ; — Les découvertes d'ateliers et d'instrumens servant à fabriquer de la fausse monnaie, l'arrestation des faux monnayeurs ; — Les assassinats tentés ou consommés sur les fonctionnaires publics ; — Les attroupemens armés ou non armés, qualifiés séditieux par les lois ; — Les distributions d'argent, de vin, de liqueurs enivrantes, et autres manœuvres tendant à favoriser la désertion, ou à empêcher les militaires de rejoindre leurs drapeaux ; — Les attaques dirigées et exécutées contre la force armée chargée des escortes et des transfèremens des prévenus ou condamnés ; — Les rassemblemens, excursions et attaques de brigands réunis et organisés en bandes, dévastant et pillant les propriétés ; — Les découvertes de dépôts d'armes cachées, de lettres minatoires, de signes et mots de ralliement, d'écrits, d'affiches et de placards incendiaires provoquant à la révolte, à la sédition, à l'assassinat et au pillage ; — Et généralement tous les événemens qui exigent des mesures promptes et décisives, soit pour prévenir le désordre, soit pour le réprimer. — Ces rapports directs sur les faits et événemens de nature extraordinaire ne dispensent pas d'en faire mention dans les comptes mensuels.

46. Pour les événemens spécifiés dans l'article précédent, les mêmes rapports sont faits à notre ministre de la guerre : hors ces cas et à moins d'ordres particuliers, les colonels de la gendarmerie correspondent seuls avec nos ministres.

47. Des propositions spéciales de récompenses, de gratifications ou d'indemnités, peuvent avoir lieu pour des services importans rendus par des militaires du corps de la gendarmerie, ou pour des pertes qu'ils auraient éprouvées dans l'exercice de leurs fonctions. Ces propositions, suivant l'ordre des attributions, sont adressées, soit à notre ministre de la guerre, soit à notre ministre de l'intérieur.

Des devoirs de la gendarmerie lors de la réunion des collèges électoraux.

48. Pendant la durée de la session des collèges électoraux de département et d'arrondissement légalement convoqués, la gendarmerie est aux ordres des présidens et des vice-présidens pour la police et la sûreté des collèges.

49. Lors de la convocation des collèges électoraux, notre ministre de l'intérieur fait connaître au commandant de la gendarmerie de chacun des départemens où ces collèges doivent se réunir, les lieux et époques de leur réunion, ainsi qu'à la nomination des présidens et vice-présidens.

50. Le jour qui précède celui fixé pour l'ouverture de la session d'un collège électoral, l'officier commandant la gendarmerie du lieu où il se réunit se rend en grande tenue au domicile du président, et reçoit ses ordres sur la force et le placement de la gendarmerie qu'il juge convenable d'avoir à sa disposition pour la police du collège qu'il doit présider. — Si le collège électoral est divisé en plusieurs sections, l'officier de gendarmerie se rend

ensuite auprès du vice-président de chacune des sections en suivant l'ordre de leurs numéros, et reçoit leurs ordres, comme il est dit ci-dessus.

51. Les détachemens de gendarmerie mis à la disposition des présidens et des vice-présidens des collèges électoraux sont en grande tenue; l'officier qui commande chacun de ces détachemens ne peut s'absenter pendant la durée de la session.

RAPPORTS DE LA GENDARMERIE AVEC LES AUTORITÉS JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES ET MILITAIRES.

SECTION 1<sup>re</sup>. — Dispositions préliminaires.

52. L'action des autorités civiles sur la gendarmerie, en ce qui concerne l'emploi de cette force publique, ne peut s'exercer que par des réquisitions. Ces réquisitions ne doivent contenir aucuns termes impératifs, tels que, *ordonnons, voulons, enjoignons, mandons*, etc.

53. Les réquisitions sont toujours adressées au commandant de la gendarmerie du lieu où elles doivent recevoir leur exécution, et, en cas de refus, à l'officier sous les ordres duquel est immédiatement placé celui qui n'a pas obtempéré à ces réquisitions. — Elles ne peuvent être données ni exécutées que dans l'arrondissement de celui qui les donne et de celui qui les exécute.

54. La main-forte est accordée toutes les fois qu'elle est requise par ceux à qui la loi ou nos ordonnances donnent le droit de requérir.

55. Les cas où la gendarmerie peut être requise sont tous ceux prévus par les lois et les réglemens, ou spécifiés par les ordres particuliers du service.

56. Les réquisitions doivent énoncer la loi qui les autorise, le motif, l'ordre, le jugement ou l'acte administratif en vertu duquel la gendarmerie est requise.

57. Les autorités civiles peuvent indiquer les mesures d'exécution; mais elles ne doivent s'immiscer en aucune manière dans les opérations militaires dont la direction appartient au commandant de la gendarmerie.

58. Les réquisitions sont faites par écrit, signées, datées, et dans la forme ci-après :

DE PAR LE ROI.

Conformément à l'ordonnance sur le service de la gendarmerie et en vertu d (*loi, arrêté, règlement*), nous requérons le (*grade et lieu de résidence*) de commander.... faire.... se transporter...., arrêter, etc...., et qu'il nous fasse part (*si c'est un officier*) et qu'il nous rende compte (*si c'est un sous-officier*) de l'exécution de ce qui est par nous requis au nom de sa majesté.

Fait à..., le...

59. Lorsque la gendarmerie est légalement requise pour assister l'autorité dans l'exécution d'un acte ou d'une mesure quelconque, elle ne doit être employée que pour assurer l'effet de la réquisition et pour faire cesser au besoin les obstacles ou empêchemens.

60. La gendarmerie ne doit pas être distraite de son service, ni détournée de ses fonctions, pour porter les dépêches des autorités civiles ou militaires. Néanmoins, si des événemens d'un intérêt majeur exigeaient la transmission d'un avis urgent et officiel à l'autorité civile ou militaire qui ne pourrait en être informée assez promptement par une autre voie, la gendarmerie sera tenue de porter les dépêches; mais il sera rendu compte de ce déplacement à nos ministres de la guerre et de l'intérieur.

61. La gendarmerie doit communiquer sur-le-champ aux autorités civiles les renseignemens qu'elle reçoit et qui intéressent l'ordre public. Les autorités civiles lui font les communications et réquisitions qu'elles reconnaissent utiles au bien du service.



62. Les communications entre les magistrats, les administrateurs et la gendarmerie, s'établissent par écrit; elles sont signées et datées.

63. Les premiers présidens de nos cours royales, nos procureurs-généraux, les préfets et nos procureurs ordinaires, peuvent appeler auprès d'eux le commandant de la gendarmerie du département, toutes les fois qu'ils jugent utile de conférer avec cet officier pour des objets de service. — Si nos cours royales et nos cours d'assises ne siègent pas au chef-lieu du département, nos premiers présidens et nos procureurs généraux et ordinaires ne peuvent appeler auprès d'eux que l'officier commandant la gendarmerie de l'arrondissement. — Les sous-préfets peuvent également appeler auprès d'eux, pour des objets de service, le lieutenant de la gendarmerie en résidence dans le chef-lieu de leur sous-préfecture. — Lorsque les officiers de gendarmerie sont dans le cas de consulter les autorités, ils se rendent chez les fonctionnaires compétens.

64. Les communications par écrit ou verbales de la part des autorités civiles, pour un objet de service déterminé, sont toujours faites au commandant de la gendarmerie du lieu ou de l'arrondissement. Ces autorités ne peuvent s'adresser à l'officier supérieur en grade que dans le cas où elles auraient à se plaindre de retard ou de négligence.

65. Il est rendu compte à nos ministres de la guerre et de l'intérieur des contraventions aux dispositions ci-dessus.

#### SECTION II. — Relations de la gendarmerie avec les autorités judiciaires.

66. Les chefs d'escadron et capitaines commandant la gendarmerie des départemens informent sur-le-champ nos procureurs généraux près nos cours royales de tous les événemens qui sont de nature à donner lieu à des poursuites judiciaires. — Ces officiers, ainsi que les lieutenans, informent également sur-le-champ nos procureurs royaux, et, à défaut, leurs substituts, des événemens de même nature qui surviennent dans le ressort du tribunal près duquel ils exercent leurs fonctions. — Ces officiers ne sont point tenus à faire des rapports négatifs.

67. Les mandemens de justice peuvent être notifiés aux prévenus et mis à exécution par les gendarmes.

68. La gendarmerie ne peut être employée à porter des citations que dans le cas d'une nécessité urgente et absolue.

69. Les détachemens de gendarmerie qui sont requis lors des exécutions des criminels condamnés par nos cours d'assises, ne doivent servir que comme garde de police et main-forte à la justice, uniquement préposée pour maintenir l'ordre, prévenir et empêcher les émeutes, et garantir de trouble dans leurs fonctions les officiers de justice chargés de faire mettre à exécution les jugemens de condamnation.

#### SECTION III. — Relations de la gendarmerie avec les autorités administratives.

70. Les commandans des compagnies adressent, chaque jour, au préfet, le rapport de tous les événemens qui peuvent intéresser l'ordre public; ils lui communiquent également les renseignemens que leur fournit la correspondance des brigades, lorsque ces renseignemens ont pour objet le maintien de l'ordre, et qu'ils peuvent donner lieu à des mesures de précaution ou de répression. — Les commandans des compagnies donnent pareillement connaissance aux commissaires généraux de police de tout ce qui peut intéresser l'ordre public. — Les mêmes rapports et communications sont adressés aux sous-préfets par les lieutenans de gendarmerie.

71. Les lieutenans de gendarmerie adressent, en outre, tous les cinq

jours, aux sous-préfets, un tableau contenant une simple indication de tous les délits et de toutes les arrestations dont la connaissance leur est parvenue par les rapports des brigades. — Ce tableau, en ce qui concerne l'arrondissement du chef-lieu de chaque département, est remis au préfet par le commandant de la compagnie.

72. Les commandans de compagnie et les lieutenans de gendarmerie ne sont pas tenus à fournir des rapports ou tableaux négatifs, lorsque la correspondance des brigades ne donne lieu à aucune communication.

73. Si les rapports du service font craindre quelque émeute populaire ou attroupement séditieux, les préfets, après s'être concertés avec l'officier général commandant le département, s'il est présent, et avec l'officier le plus élevé en grade de la gendarmerie en résidence au chef-lieu du département, peuvent ordonner la réunion, sur le point menacé, du nombre de brigades nécessaire au rétablissement de l'ordre. — Il en est rendu compte sur-le-champ à notre ministre de l'intérieur par le préfet, et par l'officier général à notre ministre de la guerre.

74. Dans des cas urgens, les sous-préfets peuvent requérir du lieutenant commandant la gendarmerie de l'arrondissement le rassemblement de plusieurs brigades, à la charge d'en informer sur-le-champ le préfet du département, qui, pour les mesures ultérieures, se consulte avec l'officier général et le chef de la gendarmerie, comme il est dit en l'article précédent.

75. Néanmoins, si des brigands attroupés et organisés en bandes apparaissent sur quelque point, les officiers de gendarmerie devront aussitôt se mettre à leur poursuite: ils pourront réunir des gendarmes de plusieurs brigades, et ils en rendront compte aux autorités civiles et militaires du département.

76. Dans le cas où des brigades, poursuivant de près des voleurs ou assassins, parviendraient aux extrémités du département sans les avoir arrêtés, elles se porteront sur le territoire du département limitrophe pour les atteindre, s'il est possible, ou prévenir les brigades les plus rapprochées de la direction qu'ils auraient prise. — Il en sera rendu compte sur-le-champ aux préfets des départemens respectifs, ainsi qu'aux commandans militaires de ces départemens.

#### SECTION IV. — Des rapports de la gendarmerie avec la troupe de ligne et la garde nationale.

77. Les officiers de gendarmerie sont subordonnés aux généraux commandant les divisions militaires et les départemens; ceux qui résident dans les places où il y a état-major sont aussi subordonnés aux lieutenans de roi pour l'ordre établi dans ces places. — Ces généraux et les lieutenans de roi reçoivent, dans les cinq premiers jours de chaque mois, les états de situation numérique de la gendarmerie comprise dans l'arrondissement de leur commandement. Ces états sont adressés, savoir: aux généraux commandant les subdivisions militaires ou les départemens, par les commandans des compagnies; et aux lieutenans de roi, par l'officier ou sous-officier commandant la gendarmerie dans la place. — Les colonels des légions sont tenus d'informer les lieutenans-généraux commandant les divisions militaires des mutations qui surviennent parmi les officiers de tout grade de la gendarmerie employée dans ces divisions.

78. La subordination de service s'établit ainsi qu'il suit: — 1° Dans l'état de paix, les officiers de gendarmerie sont subordonnés aux lieutenans de roi pour les objets qui concernent le service particulier des places, sans néanmoins être tenus de rendre aucun compte du service spécial de la gendarmerie, ni de l'exécution d'ordres autres que ceux qui seraient relatifs au



service particulier des places et à leur sûreté. — 2° Dans l'état de guerre, les officiers de gendarmerie des arrondissemens militaires et des places de guerre dépendent, dans l'exercice de leurs fonctions habituelles, des lieutenans-généraux et maréchaux-de-camp; et ils sont tenus, en outre, de se conformer aux mesures d'ordre et de police qui intéressent la sûreté des places et postes militaires. — 3° Dans l'état de siège, toute l'autorité résidant dans les mains du commandant militaire, elle est exercée par lui sur la gendarmerie comme sur les autres troupes.

79. La gendarmerie ayant des fonctions essentiellement distinctes du service purement militaire des troupes en garnison, l'état de siège excepté, elle ne peut être regardée comme portion de la garnison des places dans lesquelles elle est répartie. En conséquence, les généraux et commandans militaires ne passent point de revue de la gendarmerie, ne l'appellent point à la parade, et ne peuvent la réunir pour des objets étrangers à ses fonctions.

80. Dans les places et villes de garnison, le mot d'ordre est envoyé au commandant de la gendarmerie, en suivant le mode prescrit par l'article 29, titre XIII de l'ordonnance de 1768 sur le service des places (1).

81. Dans les places de guerre, les commandans de la gendarmerie sont autorisés, pour les cas urgens et extraordinaires, et lorsque les dispositions du service l'exigent, à demander l'ouverture des portes, tant pour leur sortie que pour leur rentrée. Ils s'adressent, à cet effet, aux lieutenans de roi. — Les demandes sont toujours faites par écrit, signées, datées, et dans la forme ci-après :

*Service extraordinaire de la gendarmerie.*

BRIGADE D . . .

En exécution (de l'ordre ou de la réquisition) qui nous a été donné par (*indiquer ici l'autorité*), nous . . . , commandant la brigade d . . . , demandons que la porte d . . . nous soit ouverte à . . . heure, pour notre service, avec . . . gendarmes de la brigade sous nos ordres, et qu'elle nous soit pareillement ouverte pour notre rentrée.

Fait à . . . , le . . .

Les lieutenans de roi sont tenus, sous leur responsabilité, de déférer à ces réquisitions.

82. Les colonels de la gendarmerie informent les lieutenans-généraux commandant les divisions militaires des événemens extraordinaires qui peuvent donner lieu, de la part de ces généraux, à des dispositions particulières de service. — Ces événemens sont : — Les émeutes populaires et attroupemens armés ou non armés, qualifiés séditeux par la loi; — Les attaques dirigées ou exécutées contre la force armée; — Les excursions et attaques de brigands réunis en bandes; — Les arrestations de provocateurs à la désertion, d'embaucheurs ou d'espions employés à lever le plan des places ou à se procurer des renseignemens sur la force ou le mouvement des troupes; — Les découvertes de dépôts d'armes et de munitions de guerre; — Les attaques de convois et de munitions de guerre; — Le pillage des magasins militaires; — Tous délits ou crimes commis par des militaires, ou dont ils seraient soupçonnés d'être les auteurs ou complices; — Les rixes des militaires entre eux ou avec des individus non militaires; les insultes et voies de fait de la part des militaires envers les citoyens. — Les mêmes rapports sont faits aux généraux commandant les subdivisions militaires ou les

(1) Art. 29, tit. XIII de l'ordonnance de 1768. — « Le major de la place enverra l'ordre et le mot à l'ingénieur en chef ou commandant de l'artillerie et au commissaire des guerres, par un des sergens de la garnison, lesquels le leur porteront chacun à leur tour. » (*Note du Bulletin des lois.*)

départemens par les chefs des compagnies, qui sont, en outre, tenus de leur adresser journellement l'état des arrestations militaires dont la connaissance leur est parvenue par la correspondance des brigades.

83. Les lieutenans de la gendarmerie en résidence dans les places où il y a état-major font connaître au lieutenant de roi les événemens qui peuvent compromettre la tranquillité ou la sûreté de la place.

84. Dans les cas prévus par l'article 73, si le rétablissement de l'ordre ne peut être assuré qu'en déployant une plus grande force sur les points menacés, les lieutenans-généraux et maréchaux-de-camp commandant les divisions et subdivisions militaires, indépendamment de l'emploi des troupes de ligne disponibles, ordonnent, sur la réquisition des préfets, la formation des détachemens de gendarmerie qu'exigent les besoins du service. — Ces détachemens peuvent être composés d'hommes extraits des compagnies environnantes et faisant partie de la division militaire ; mais, à moins d'ordres formels du ministre de la guerre, concertés avec le ministre de l'intérieur, les lieutenans-généraux et les maréchaux-de-camp ne peuvent rassembler la totalité des brigades d'une compagnie pour les porter d'un département dans un autre. — Ils préviennent de ces mouvemens les préfets des départemens respectifs.

85. Les ordres que, dans les cas ci-dessus spécifiés, les généraux commandant les divisions militaires ou les départemens ont à donner aux officiers de gendarmerie, leur sont adressés directement par écrit.

86. Toutes les fois qu'un ordre adressé par ces généraux à un officier de gendarmerie paraît à celui-ci de nature à compromettre le service auquel ses subordonnés sont spécialement affectés, il est autorisé à faire des représentations motivées. Si le général croit devoir maintenir son ordre, l'officier de la gendarmerie est tenu de l'exécuter ; mais il en est rendu compte à notre ministre de la guerre.

87. Les commandans de la gendarmerie sont tenus de rendre compte aux généraux des fautes graves contre la discipline qui les auraient mis dans le cas d'infliger à leurs subordonnés les arrêts forcés ou la prison.

88. Lors de l'exécution des jugemens des tribunaux militaires, soit dans les divisions, soit dans les camps ou dans les armées, la gendarmerie, s'il y en a, ne peut être commandée que pour veiller au maintien de l'ordre. — Un détachement de nos troupes de ligne est toujours chargé de conduire les condamnés au lieu de l'exécution ; et si la peine que doivent subir ces condamnés n'est pas capitale, ils sont, après que le jugement a reçu son effet, remis à la gendarmerie, qui requiert qu'une portion du détachement lui prête main-forte, pour assurer le transfèrement et la réintégration des condamnés dans la prison militaire.

89. Les commandans des corps de ligne ou de la garde nationale ne peuvent s'immiscer en aucune manière dans le service de la gendarmerie.

90. Si les officiers de gendarmerie reconnaissent qu'une force supplétive leur soit nécessaire pour dissoudre un rassemblement séditieux, réprimer des délits, transférer un nombre trop considérable de prisonniers, enfin pour assurer l'exécution des réquisitions de l'autorité civile, ils en préviennent sur-le-champ les préfets ou les sous-préfets, lesquels requièrent, soit le commandant du département, soit le lieutenant de roi, de faire appuyer l'action de la gendarmerie par un nombre suffisant de troupes de ligne placées sous ses ordres. — Les demandes des officiers de la gendarmerie contiennent l'extrait de l'ordre ou de la réquisition, et les motifs pour lesquels la main-forte est réclamée.

91. Lorsqu'un détachement des troupes de ligne est employé conjointement



avec la gendarmerie, le commandement appartient, à grade égal, à l'officier de gendarmerie. — Si le chef du détachement est d'un grade supérieur à celui dont l'officier de gendarmerie est titulaire, il prend le commandement; mais il est obligé de se conformer aux réquisitions qui lui sont faites, par écrit, par l'officier de gendarmerie, lequel demeure responsable de l'exécution de son mandat, lorsque l'officier auxiliaire s'est conformé à la réquisition.

92. A défaut ou en cas d'insuffisance de la troupe de ligne, les commandans de la gendarmerie requièrent main-forte de la garde nationale : à cet effet, ils s'adressent aux autorités locales.

93. Les détachemens de la garde nationale *requis* sont toujours aux ordres du commandant de gendarmerie qui fait la réquisition.

#### SECTION V. — Règles générales.

94. En plaçant la gendarmerie royale auprès des diverses autorités pour assurer l'exécution des lois et de nos ordonnances, notre intention est que ces autorités, dans leurs relations et dans leur correspondance avec la gendarmerie, s'abstiennent de formes et d'expressions qui s'écarteraient des règles et des principes posés dans les articles ci-dessus, et qu'elles ne puissent, dans aucun cas, prétendre exercer un pouvoir exclusif sur cette troupe, ni s'immiscer dans les détails intérieurs de son service. — Nous voulons également que les militaires de tout grade de la gendarmerie demeurent constamment dans la ligne de leurs obligations envers lesdites autorités, et observent toujours, dans leurs rapports avec elles, les égards et la déférence qui leur sont dus.

#### Honneurs à rendre par la gendarmerie.

95. Lors de nos voyages dans les départemens, des détachemens de gendarmerie sont placés sur la route que nous devons parcourir, pour faire partie de nos escortes; les colonels des légions reçoivent à cet égard des ordres particuliers. — Il en est de même lors des voyages des princes de notre famille.

96. Quand nos ministres se rendent dans les départemens et que leur voyage est annoncé, chaque commandant de la gendarmerie en résidence dans les communes situées sur la route se trouve au relais des postes pour recevoir leurs ordres. A l'arrivée de nos ministres au lieu de leur mission, l'officier commandant la gendarmerie du département, ou de l'arrondissement, si ce n'est pas un chef-lieu, se porte à leur rencontre à deux kilomètres de la place avec cinq brigades, pour les escorter jusqu'au logement qui leur est préparé, et où doit se rendre le colonel de la légion. Il leur est fourni un gendarme de planton. — Les mêmes honneurs sont rendus à nos ministres pour leur retour.

97. Lorsque les maréchaux de France gouverneurs des divisions militaires se rendent pour la première fois dans leur gouvernement, le commandant de la gendarmerie du département se porte à leur rencontre à un kilomètre de la place avec cinq brigades, et les escorte jusqu'à l'hôtel du gouvernement, où doit se trouver le colonel de la légion, s'il réside sur ce point. — Ces honneurs leur sont également rendus à leur départ. — Les maréchaux de France qui sont envoyés en mission pour notre service, reçoivent ces mêmes honneurs à leur arrivée au lieu de leur destination, ainsi qu'à leur départ.

98. Lors de la première entrée des lieutenans-généraux dans les chefs-lieux des divisions militaires pour le commandement desquelles ils ont des

lettres de service, s'ils ont la qualité de gouverneur, les commandans de la gendarmerie vont à leur rencontre à un kilomètre de la place avec quatre brigades, et les escortent jusqu'à l'hôtel du gouvernement; si ces lieutenans-généraux ne sont pas gouverneurs, les commandans de la gendarmerie se portent à leur rencontre avec trois brigades seulement, et les escortent jusqu'à leur logement.

99. Les inspecteurs-généraux de la gendarmerie, pendant le temps de leurs revues, reçoivent, chacun suivant son grade, et dans l'arrondissement d'inspection qui lui est assigné, les mêmes honneurs militaires qui sont accordés par les réglemens aux lieutenans-généraux et maréchaux-de-camp.

100. Lors de la première entrée des maréchaux-de-camp commandant les départemens, les commandans de la gendarmerie vont à leur rencontre à un kilomètre de la place avec deux brigades, et les escortent jusqu'à leur logement.

101. Lors de la première entrée des préfets dans le chef-lieu de leur département, les commandans de la gendarmerie vont à leur rencontre à un kilomètre de la ville avec deux brigades, et les escortent jusqu'à l'hôtel de la préfecture.

102. Lorsque les préfets font des tournées dans les départemens, la gendarmerie des lieux où ils passent, exécute ou fait exécuter ce qui lui est demandé par ces préfets pour la sûreté de leurs opérations et le maintien du bon ordre. En conséquence, les lieutenans et commandans de brigade qui auront été prévenus de l'arrivée des préfets seront tenus de se trouver au logement qui leur sera destiné, pour savoir si le service de la gendarmerie leur est nécessaire.

103. La gendarmerie, pour les honneurs à rendre, est toujours en grande tenue.

#### Cérémonies publiques, préséance.

104. Lorsque la gendarmerie accompagne le Saint-Sacrement aux processions de la Fête-Dieu, elle est en grande tenue et en armes: deux sous-officiers ou gendarmes suivent immédiatement le dais, se plaçant sur les deux côtés; le surplus du détachement marche entre les fonctionnaires publics et les assistans.

105. Dans les fêtes et cérémonies publiques, lorsqu'à défaut d'autres troupes la gendarmerie est dans le cas de fournir des gardes d'honneur, les diverses autorités se concertent avec l'officier de gendarmerie de la résidence, pour les escortes à donner; elles ne peuvent être prises que dans la résidence même.

106. Dans ces fêtes et cérémonies, les colonels de la gendarmerie prennent rang, suivant leur grade, avec les officiers appartenant aux états-majors des divisions militaires.—Le chef d'escadron ou capitaine commandant la gendarmerie prend rang, suivant son grade, dans le corps des officiers de toutes armes attachés au département; — Les lieutenans avec l'état-major de la place.

#### Obligations personnelles et respectives.

107. Toutes les fois qu'un officier de gendarmerie prend possession de son emploi, il fait, dans les vingt-quatre heures de sa réception, sa visite, en grande tenue, aux fonctionnaires civils et militaires du lieu de sa résidence qui sont dénommés avant lui dans l'ordre des préséances. — Dans les places de guerre, les lieutenans de roi, quel que soit leur grade, sont compris dans le nombre des fonctionnaires militaires auxquels il est dû une première visite. — Les officiers de gendarmerie reçoivent les visites des fonctionnaires



classés après eux dans l'ordre des préséances, et les rendent dans les vingt-quatre heures.

108. Il est expressément défendu à la gendarmerie de rendre d'autres honneurs que ceux ci-dessus déterminés, et dans les cas qui y sont spécifiés, ni de fournir des escortes personnelles, sous quelque prétexte que ce puisse être.

#### CHAPITRE II. — DU SERVICE.

##### Attributions et fonctions des inspecteurs généraux.

109. Les inspecteurs généraux de la gendarmerie royale ont pour attribution spéciale de faire annuellement l'inspection des légions de gendarmerie dans les arrondissemens qui leur sont assignés; ils reçoivent, à cet effet, des instructions du ministre de la guerre. Cette inspection a lieu, par lieutenance, dans le chef-lieu, ou sur le point le plus central des brigades de l'arrondissement. — L'officier commandant la compagnie est tenu d'assister à ces inspections.

110. Les inspecteurs généraux préviennent des époques de leur inspection les gouverneurs généraux ayant des lettres de service, les lieutenans généraux et maréchaux-de-camp commandant les divisions et subdivisions militaires, ainsi que les préfets des départemens dans lesquels ils se rendent; ils donnent un semblable avis aux intendans ou commissaires généraux de la marine, pour ce qui concerne les compagnies maritimes. — Ils informent également les intendans militaires du jour de la convocation du conseil d'administration de chaque compagnie, afin que le sous-intendant qui en a la police administrative, puisse être présent aux vérifications et arrêtés de comptabilités. — Ils adressent aussi leur itinéraire à chaque colonel de légion, en indiquant les époques et les lieux de réunion des brigades.

111. Les inspections ont essentiellement pour objet de constater la situation réelle du corps, au personnel et au matériel, et de vérifier si le service se fait avec exactitude, et si l'administration présente dans toutes ses parties l'ordre et la régularité convenables.

112. Les inspecteurs généraux prennent des informations près les différentes autorités civiles et militaires, sur la conduite et la manière de servir des officiers et sous-officiers et gendarmes. — Pour se former une opinion indépendante des rapports qu'ils reçoivent, ou des notes inscrites au registre de discipline, et pour connaître le degré d'instruction de ces militaires, ils les interrogent sur leurs fonctions et les devoirs de leur état: s'ils croient devoir prendre des renseignemens plus détaillés sur leur compte, ils leur donnent l'ordre de se rendre chez eux après la revue, pour les entendre séparément, et rectifier, s'il y a lieu, les notes portées au registre de discipline. — Ils se font présenter particulièrement les hommes admis depuis la dernière inspection; ils examinent avec le plus grand soin s'ils réunissent l'ensemble des conditions prescrites pour le service de la gendarmerie. Ils se font rendre compte des raisons qui auraient empêché des officiers, sous-officiers et gendarmes de paraître à la revue. Si c'est pour cause de maladie, ils exigent des certificats des officiers de santé, et prennent les informations nécessaires pour s'assurer si les hommes seront susceptibles de continuer leur activité.

113. Les inspecteurs généraux portent leur attention spéciale sur l'instruction militaire du corps, et donnent les ordres propres à diriger cette instruction et en assurer les progrès, sous le double rapport des exercices militaires et des fonctions de l'arme.

114. Ils procèdent à l'inspection de l'habillement, de l'équipement et du harnachement; ils voient si les fournitures sont conformes aux échantillons,

si elles sont de bonne qualité, et si tous les effets sont confectionnés avec soin et d'après les modèles.—Ils se font représenter les livrets des gendarmes, et vérifient si les prix des fournitures qui y sont portées n'excèdent pas ceux fixés par les réglemens. Dans le cas où ils remarqueraient que ces fournitures ne sont pas d'une bonne qualité, ou que les effets ont été mal confectionnés, ils devront entendre les conseils d'administration, et proposer, s'il y a lieu, les remplacements à la charge de ces conseils, soit pour défaut de surveillance, soit pour cause d'incurie.—Les inspecteurs généraux examinent si les armes sont en bon état et bien entretenues; ils autorisent les demandes en remplacement, et ordonnent les réparations au compte des sous-officiers et gendarmes, si les dégradations proviennent de leur fait.—Enfin ils prescrivent des mesures pour que la tenue militaire soit rigoureusement observée dans tous les points, et ils rendent les officiers particulièrement responsables de toute infraction aux règles établies pour ce qui est relatif à l'uniforme.

115. Les inspecteurs généraux vérifient avec le plus grand soin si les chevaux sont bons, bien nourris et entretenus, et s'ils conviennent à l'arme; ils s'assurent s'ils n'ont point été changés sans permission dans l'intervalle des revues, et si leurs signalemens, les dates et prix d'acquisition, sont exactement portés sur les contrôles.—Ils déterminent les époques de remplacement des chevaux susceptibles de réforme, et passent ensuite à l'examen des chevaux reçus depuis la dernière revue, afin de voir s'ils sont d'un bon choix, et si le prix d'acquisition n'excède pas leur valeur réelle.

116. Ils se font rendre compte si les approvisionnemens de fourrages sont assurés, s'ils ont été faits en temps opportun, dans les quantités déterminées, et s'ils sont de bonne qualité.

117. La situation du casernement doit aussi fixer l'attention particulière des inspecteurs généraux; ils descendent dans tous les détails propres à leur faire connaître si les casernes ou maisons qui en tiennent lieu sont convenables sous tous les rapports, et ils se concertent avec les préfets pour toutes les améliorations dont cette partie du service leur paraîtrait susceptible.

118. Lors de l'inspection des brigades, les inspecteurs généraux reçoivent les réclamations des officiers, sous-officiers et gendarmes; ils prennent note de celles qu'ils jugent fondées pour qu'il y soit fait droit.

119. Aussitôt après l'inspection de chaque compagnie, les inspecteurs généraux, en présence du sous-intendant militaire, vérifient la comptabilité, ainsi que les comptes individuels des sous-officiers et gendarmes; ils examinent si les registres sont bien tenus; ils constatent la situation de la caisse et celle des différentes masses.—Ils autorisent, sur la proposition des conseils d'administration et d'après l'avis des colonels, les répartitions de fonds de la masse de secours, à titre d'indemnité, en faveur des sous-officiers et gendarmes, et ils approuvent en même temps les allocations extraordinaires qui auraient été faites sur cette masse depuis la dernière inspection, après avoir vérifié si elles ont été accordées pour des motifs urgens.— Ces différentes opérations sont consignées dans un procès-verbal, qui est inscrit au registre des délibérations du conseil: il en est adressé une copie au ministre de la guerre.

120. Les inspecteurs généraux établissent aux chefs-lieux des légions les contrôles de leurs revues; ils font connaître aux colonels les abus qu'ils ont remarqués, et les ordres qu'ils ont donnés pour leur répression.— Ils font dresser des mémoires de proposition pour les officiers, sous-officiers et gendarmes qui sont susceptibles d'être admis à la retraite, ou dans les compa-



gnies sédentaires ; ils forment des états particuliers des hommes qui doivent être congédiés, et de ceux auxquels il convient d'assigner d'autres résidences. — Immédiatement après l'inspection de chaque légion, ils envoient leur travail à notre ministre de la guerre.

121. A moins d'un ordre formel de notre ministre de la guerre, les inspecteurs généraux ne peuvent prendre le commandement ou la direction du service, leurs fonctions étant essentiellement restreintes à l'inspection de la troupe.

122. Les inspecteurs généraux de la gendarmerie qui ont reçu des lettres de service pour faire partie du comité consultatif de cette arme, créé par notre ordonnance du 31 mars dernier, n'ont à s'occuper que de l'examen et de la discussion des projets, propositions, affaires générales et particulières dont le renvoi est fait à ce comité par notre ministre de la guerre.

#### FONCTIONS DES OFFICIERS DE TOUT GRADE.

##### SECTION I<sup>re</sup>. — Des colonels.

123. Les colonels de la gendarmerie royale surveillent l'ensemble du service, de l'administration et de la comptabilité de leur légion.

124. Ils ne s'occupent point des détails du service, qui doit être réglé par le commandant de chaque compagnie ; cependant s'ils s'aperçoivent de quelques négligences et inexactitudes, ou s'ils reçoivent des plaintes, ils se font rendre compte de la situation du service, réforment les abus qui s'y sont introduits, et donnent tous les ordres et instructions propres à assurer aux brigades une meilleure direction.

125. Les colonels de la gendarmerie font une revue annuelle des brigades de leur légion par lieutenance ; cette revue commence en avril. Tous les ans, ils changent les points de réunion des brigades, afin de pouvoir visiter successivement, et autant que possible, chaque brigade dans le lieu de sa résidence ordinaire.

126. Avant d'ordonner aucun mouvement, ils informent les gouverneurs généraux, les lieutenans généraux et les maréchaux-de-camp commandant les divisions et subdivisions militaires, ainsi que les préfets des départemens dans lesquels ils se rendent, des époques de la revue de chaque compagnie et des lieux de rassemblement des brigades. Ils en informent également les intendans ou commissaires-généraux de la marine pour ce qui concerne les compagnies maritimes, et ils préviennent les sous-intendans militaires des jours où ils seront rendus au chef-lieu de chaque compagnie pour vérifier tous les détails de l'administration et des comptabilités.

127. Lors des revues, les colonels s'informent près les différentes autorités si le service se fait avec exactitude, si les militaires de tout grade font preuve de zèle et de dévouement, et s'ils tiennent dans leur résidence une conduite exempte de reproche. — Ils font avec le plus grand soin l'inspection des hommes, s'assurent s'ils connaissent les devoirs de leur état, et s'ils ont l'instruction nécessaire pour les bien remplir. Ils examinent si les chevaux sont bien nourris et en bon état, et si ceux admis en remplacement dans l'année sont d'un bon choix et réunissent les qualités exigées. Ils examinent aussi l'état de l'habillement, de l'équipement et de l'armement ; ils voient si le tout est complet, uniforme et bien entretenu, et si l'on a fait les réparations et remplacements que l'inspecteur général a pu ordonner à sa revue d'inspection. — Ils profitent de la réunion des brigades pour leur recommander l'observation des devoirs que leurs fonctions leur imposent, le zèle le plus actif pour le service et la pratique de tout ce qui est prescrit au chapitre de la police, discipline et ordre intérieur ; ils donnent des éloges à ceux qui

se sont distingués par leur conduite et leur bon service, et ils en font une mention particulière sur le contrôle de revue. — Les colonels réprimandent les hommes qui ont donné lieu à des plaintes fondées, et prononcent sur-le-champ les punitions que les officiers, sous-officiers et gendarmes auraient encourues.

128. Les approvisionnemens de fourrages sont encore l'objet de l'examen des colonels. Ces officiers supérieurs se font représenter les marchés passés par les brigades, et entrent dans tous les détails nécessaires pour connaître si les dispositions des réglemens sur cette partie du service sont strictement observées.

129. Ils se font rendre compte de l'état du casernement : les réparations et améliorations qu'ils jugent indispensables motivent, de leur part, des observations aux autorités administratives, auxquelles ils indiquent aussi les moyens de pourvoir au casernement des brigades dont les hommes seraient logés isolément. — Ces observations sont consignées dans le rapport que le colonel remet à l'inspecteur général sur la situation de la légion.

130. Ils s'assurent de l'instruction militaire des brigades ; ils donnent des ordres pour que les hommes qui ne seraient pas suffisamment instruits soient exercés dans leur résidence aussi fréquemment que le service peut le permettre.

131. Les colonels inscrivent sur des registres particuliers, — L'extrait des lettres et des ordres qu'ils reçoivent, ainsi que les minutes des lettres et des ordres qu'ils adressent pour tout ce qui concerne le service ; — Les bonnes et mauvaises notes qu'ils recueillent sur leurs subordonnés de tout grade ; — Les punitions qu'ils sont dans le cas d'infliger, et les motifs de ces punitions. — Ces lettres, ordres et minutes de correspondance sont classés par ordre numérique. — Lorsqu'un colonel quitte le commandement d'une légion, ces pièces et les registres, dont il est fait inventaire, sont toujours remis à l'officier qui le remplace.

#### SECTION II. — Des chefs d'escadron et capitaines commandant les compagnies.

132. Les chefs d'escadron et les capitaines commandant les compagnies de la gendarmerie royale sont spécialement chargés de la direction et des détails du service, dont ils surveillent l'exécution ; ils entretiennent, à cet effet, une correspondance directe avec les autorités.

133. Ils font deux tournées par an pour l'inspection de leurs brigades : l'une commence en février ; l'autre a lieu en septembre. — Ils vérifient, avec le plus grand soin, si les sous-officiers et gendarmes font exactement leur service ; s'ils vivent en bonne police et discipline dans leur résidence, et n'y contractent point de dettes qui occasioneraient des réclamations ; si, dans leurs courses, ils se comportent avec décence et honnêteté ; s'ils ne donnent pas lieu à quelques plaintes par des vexations, violences, abus de pouvoir ou excès commis sous prétexte de leurs fonctions. — Ils s'assurent également si les brigades prêtent main-forte dans les cas prévus par la présente ordonnance ; si l'on se conforme aux règles qui y sont établies pour les réquisitions ; s'il n'y aurait point de prétentions, d'exigence ou d'opposition de la part des diverses autorités ou des lieutenans et commandans de brigade ; si les gendarmes ne seraient point employés à des services qui leur sont étrangers, ou s'ils ne se refuseraient pas à ceux qu'on est en droit d'exiger d'eux. — Les plaintes et les réclamations adressées à ce sujet sont vérifiées par les chefs d'escadron et capitaines, qui font des réprimandes ou infligent des punitions, s'il y a lieu, à leurs subordonnés, et en rendent compte aux colonels.



134. Les chefs d'escadron et capitaines visitent les casernes, et voient si elles sont tenues dans le meilleur état de propreté, s'il ne s'y commet point de dégradations, et si le logement de chaque homme est convenable; ils voient les chevaux aux écuries, s'assurent s'ils sont bien nourris, régulièrement pansés et ferrés; enfin, ils examinent l'état de l'habillement, de l'équipement et de l'armement, ordonnent les réparations à y faire, et prennent des notes sur tous ces objets pour les comprendre dans le rapport qu'ils doivent adresser au colonel de la légion sur l'ensemble de leur tournée.

135. Les chefs d'escadron et capitaines s'informent si la solde parvient régulièrement aux brigades, si elle n'éprouve point de retard, et si chaque homme reçoit exactement ce qui lui revient, et n'a pas de réclamations à faire.

136. Ils se font représenter, par les commandans de brigade, les divers registres ou journaux qui servent à constater l'exécution de tous les services ordinaires et extraordinaires; ils réprimandent et punissent les sous-officiers qui ne tiennent pas ces registres avec exactitude. — Ils voient si les registres que doivent avoir les lieutenans sont tenus avec ordre et méthode.

137. Les chefs d'escadron et capitaines doivent avoir dans leur bureau particulier des registres pour l'inscription, — Des ordres qu'ils donnent ou transmettent concernant le service; — De leur correspondance avec les différentes autorités; — Des rapports et renseignemens qu'ils reçoivent sur tous les objets qui peuvent intéresser l'ordre public. — Les lettres, ordres et minutes de correspondance sont classés par ordre numérique. — En cas de changement du commandant d'une compagnie, les pièces et les registres, dont il est fait inventaire, sont toujours remis par cet officier à celui qui le remplace.

#### SECTION III. — Des lieutenans.

138. Les lieutenans de la gendarmerie royale ont la surveillance de tous les devoirs habituels des brigades; ils entretiennent une correspondance suivie avec le commandant de la compagnie, auquel ils font connaître les obstacles qui pourraient se rencontrer dans l'exécution du service. — S'il survient quelque événement extraordinaire dans l'arrondissement de leur lieutenance, ils se transportent sur les lieux, en rendent compte au commandant de la compagnie; et si les événemens sont de nature à nécessiter de promptes mesures, ils l'informent des dispositions qu'ils ont faites en attendant des ordres.

139. Les lieutenans font annuellement six tournées pour la revue de leurs brigades, savoir : dans les mois de janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre.

140. Dans leurs tournées, les lieutenans s'informent si le service est fait sur tous les points avec exactitude et activité, si les brigades visitent au moins deux fois par mois toutes les communes de leur arrondissement, si elles surveillent les vagabonds et repris de justice qui pourraient s'y trouver, et si elles recherchent les déserteurs et tous autres individus signalés.

141. Les tournées des lieutenans ne peuvent être un motif ni un prétexte d'interrompre ou de retarder l'exécution du service : les commandans de brigade, nonobstant l'avis donné par les lieutenans de leur arrivée pour la revue, n'en doivent pas moins déférer aux réquisitions qui leur sont faites, et envoyer aux correspondances les hommes qu'ils sont tenus d'y fournir. — Dans l'intervalle des tournées, les lieutenans doivent se porter sur les divers lieux où les brigades correspondent entre elles, afin de connaître si elles font avec ponctualité le service de correspondance, et si les gendarmes sont dans une bonne tenue.

142. Ils font l'inspection des casernes et des chevaux, s'assurent de la qualité des fourrages, et examinent dans le plus grand détail l'habillement, l'équipement et le harnachement ; ils rendent compte au commandant de la compagnie des abus qu'ils auraient découverts et des ordres qu'ils ont donnés pour les réprimer.

143. Les lieutenans inscrivent sur des registres particuliers, — Les ordres qu'ils donnent ou transmettent concernant le service ; — L'extrait des rapports et procès-verbaux qu'ils reçoivent des brigades ; — Les renseignements qui leur sont donnés sur tous les objets susceptibles d'intéresser l'ordre public. — Les ordres et les pièces de correspondance sont classés par ordre numérique. — En cas de changement d'un lieutenant, les pièces et les registres sont remis, sur inventaire, à l'officier qui le remplace.

#### SECTION IV. — Des trésoriers.

144. Les trésoriers de la gendarmerie royale remplissent les fonctions de secrétaire près des conseils d'administration : ils suivent, sous la direction et la surveillance de ces conseils, tous les détails de la comptabilité.

145. Ils sont spécialement chargés d'établir les contrôles de revues, et de tenir les registres matricules des compagnies, sur lesquels ils inscrivent les services de chaque homme et les mutations. Ils ne procèdent à l'inscription des services que sur la présentation d'actes civils réguliers et de brevets ou titres originaux. — Les conseils d'administration et les sous-intendants militaires veillent à ce que cette obligation soit ponctuellement remplie ; les sous-intendants signent et paraphent chaque feuillet du registre-matricule.

146. Les trésoriers tiennent un registre analytique des procès-verbaux que reçoit le commandant de la compagnie : ces procès-verbaux sont classés par ordre de dates, et déposés dans les archives, afin qu'on puisse y recourir au besoin.

147. Ils ne s'occupent point des détails du service, à moins qu'ils ne se trouvent les seuls officiers présents à la résidence.

#### SECTION V. — Des officiers de gendarmerie considérés comme officiers de police auxiliaire.

148. Les officiers de la gendarmerie royale, en leur qualité d'officiers de police auxiliaires, se transportent dans les lieux où ils exercent leurs fonctions habituelles, pour recevoir les plaintes et les dénonciations, constater les délits et les crimes, et recueillir toutes les preuves qui pourraient en faire connaître les auteurs ; mais, pour se renfermer exactement dans le cercle de leurs attributions et les dispositions précises de la loi, ils doivent bien se pénétrer des caractères qui distinguent les *crimes*, les *délits* et les simples contraventions de police. — L'infraction que les lois punissent de peines de police est une contravention ; — L'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est un délit ; — L'infraction que les lois punissent d'une peine afflictive ou infamante *est un crime*. (*Code pénal*.)

149. Toutes les fois que la peine prononcée par la loi pour une infraction n'excède pas *cinq jours d'emprisonnement et quinze francs d'amende*, c'est une simple contravention de police (*Code pénal*) : les officiers de gendarmerie ne peuvent, à raison de leur qualité d'officiers de police auxiliaires, recevoir les plaintes ou les dénonciations de ces sortes d'infractions ; ils doivent renvoyer les plaignans ou les dénonciateurs par-devant le commissaire de police, le maire ou l'adjoint du maire, qui sont les officiers de police chargés de recevoir les plaintes et les dénonciations de cette nature. (*Code d'instruction criminelle*.)

150. Lorsque les infractions sont punissables de peines correctionnelles,



afflictives ou infamantes, les officiers de gendarmerie, en leur qualité d'officiers de police auxiliaires, reçoivent les plaintes et les dénonciations qui leur sont faites de ces infractions, mais seulement lorsque les délits ou les crimes ont été commis dans l'étendue de l'arrondissement où ils exercent leurs fonctions habituelles. — S'il s'agit d'une plainte, ils ne peuvent la recevoir qu'autant que la partie plaignante est effectivement celle qui souffre du délit ou du crime. — Si c'est une dénonciation, tous ceux qui ont vu commettre le délit ou le crime, ou qui savent qu'il a été commis, ont pouvoir de le dénoncer. (*Code d'instruction criminelle.*)

151. La plainte ou la dénonciation doit être rédigée par le plaignant, par le dénonciateur, ou par un fondé de procuration spéciale, ou par les officiers de gendarmerie, s'ils en sont requis. — La plainte ou la dénonciation doit toujours être signée à chaque feuillet par l'officier de gendarmerie qui la reçoit, et par le plaignant ou le dénonciateur, ou le fondé de pouvoir. — L'officier paraphe et fait parapher les renvois et les ratures par le plaignant, le dénonciateur ou le fondé de pouvoir. — Si le plaignant, le dénonciateur, ou le fondé de pouvoir, ne sait ou ne veut pas signer, il en est fait mention. — La procuration est toujours annexée à la plainte ou à la dénonciation. (*Code d'instruction criminelle.*)

152. Les officiers de gendarmerie ne peuvent recevoir une plainte ou une dénonciation qui leur est présentée par un fondé de pouvoir, qu'autant que la procuration dont il est porteur exprime, d'une manière expresse et positive, l'autorisation de dénoncer le délit qui fait l'objet de la plainte ou de la dénonciation. (*Code d'instruction criminelle.*)

153. Lorsque la plainte ou la dénonciation est remise toute rédigée à l'officier de gendarmerie, il n'y peut rien ajouter ni faire ajouter, et il doit se borner à la signer à chaque feuillet, ainsi qu'il est dit article 151. — Si la plainte ou la dénonciation est présentée signée, l'officier de gendarmerie s'assure que la signature est bien celle du plaignant, du dénonciateur, ou du fondé de pouvoir.

154. L'officier de gendarmerie qui est requis de rédiger lui-même une plainte ou une dénonciation, doit énoncer clairement le délit avec toutes les circonstances qui peuvent l'atténuer ou l'aggraver et faire découvrir les coupables. Il signe et fait signer cette plainte ou dénonciation comme il est dit article 151.

155. Les officiers de gendarmerie sont tenus de renvoyer sans délai à notre procureur royal les plaintes et les dénonciations qu'ils ont reçues en leur qualité d'officiers de police auxiliaires; leur compétence ne s'étend pas au-delà : *ils ne peuvent faire aucune instruction préliminaire que dans le cas de flagrant délit, ou lorsque, s'agissant d'un crime ou d'un délit, même non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison, le chef de cette maison les requiert de le constater.* (Idem.)

156. Il y a flagrant délit, — Lorsque le crime se commet actuellement; — Lorsqu'il vient de se commettre; — Lorsque le prévenu est poursuivi par la clameur publique; — Lorsque, dans un temps voisin du délit, le prévenu est trouvé saisi d'instrumens, d'armes, d'effets ou de papiers faisant présumer qu'il en est auteur ou complice. (Idem.)

157. Toute infraction qui par sa nature est seulement punissable de peines correctionnelles, ne peut constituer un flagrant délit. Les officiers de gendarmerie ne sont point autorisés à faire des instructions préliminaires pour la recherche de ces infractions. — *Le flagrant délit doit être un véritable crime, c'est-à-dire une infraction contre laquelle une peine afflictive ou infamante est prononcée.*

158. Lorsqu'il y a *flagrant délit*, les officiers de gendarmerie se transportent sans retard sur le lieu pour y dresser les procès-verbaux, à l'effet de constater le corps du délit, son état, l'état des lieux, et pour recevoir les déclarations des habitans, des voisins, et même des parens et domestiques, enfin de toutes les personnes qui auraient des renseignemens à donner. (*Idem.*) — Ils informent aussitôt de leur transport notre procureur royal. (*Idem.*) — Ils peuvent se faire assister d'un écrivain qui leur sert de greffier : ils lui font prêter serment d'en bien et fidèlement remplir les fonctions ; leur procès-verbal en fait mention. (*Idem.*)

159. Les officiers de gendarmerie signent et paraphent les déclarations qu'ils ont reçues : ils les font signer et parapher par les personnes qui les ont faites ; si elles refusent de signer, il en est fait mention dans le procès-verbal. — Ils peuvent défendre que qui que ce soit sorte de la maison ou s'éloigne du lieu jusqu'après la clôture du procès-verbal ; ils font saisir et déposer dans la maison d'arrêt ceux qui contreviendraient à cette défense : mais ils ne peuvent prononcer contre eux aucune peine ; ils en réfèrent sur-le-champ à notre procureur royal. — Ils se saisissent aussi des effets, des armes et de tout ce qui peut servir à la découverte et à la manifestation de la vérité ; ils doivent les représenter au prévenu, l'interpeller de s'expliquer, lui faire signer le procès-verbal, ou faire mention de son refus. (*Idem.*)

160. Si la nature du crime est telle, que la preuve puisse vraisemblablement être acquise par les papiers ou autres pièces et effets en la possession du prévenu, les officiers de gendarmerie se transportent de suite dans son domicile pour y faire la perquisition des objets qu'ils jugent utiles à la manifestation de la vérité : mais il leur est formellement interdit d'y pénétrer pendant le temps de nuit réglé par l'article 184 ; ils doivent se borner à prendre les mesures de précaution prescrites par l'article 185.

161. S'il existe dans le domicile du prévenu des papiers ou effets qui puissent servir à conviction ou à décharge, ils en dressent procès-verbal, et se saisissent de ces effets ou de ces papiers. — Ils doivent clore et cacheter les objets qu'ils ont saisis ; et si ces objets n'étaient pas susceptibles de recevoir l'empreinte de l'écriture, ils sont mis dans un vase ou dans un sac sur lequel ils attachent une bande de papier qu'ils scellent de leur sceau, et de celui du prévenu, s'il veut y mettre son cachet. — Si les objets sont d'un trop grand volume pour être à l'instant déplacés, ils peuvent les mettre sous la surveillance d'un gardien auquel ils font prêter serment.

162. Il est expressément défendu aux officiers de gendarmerie de s'introduire dans une maison qui ne serait pas celle où le prévenu aurait son domicile, à moins que ce ne soit une auberge, un cabaret ou tout autre logis ouvert au public, où ils sont autorisés à se transporter, même pendant la nuit, jusqu'à l'heure où ces lieux doivent être fermés d'après les réglemens de police.

163. Dans le cas où les officiers de gendarmerie soupçonneraient qu'on pût trouver dans une maison autre que celle du domicile du prévenu des pièces ou effets qui pourraient servir à conviction ou à décharge, ils doivent en instruire aussitôt notre procureur royal.

164. Lorsque la maison d'un prévenu est située hors de l'arrondissement où ils exercent leurs fonctions habituelles, les officiers de gendarmerie ne peuvent y faire des visites ; ils se bornent à en informer notre procureur royal.

165. Toutes les opérations dont il est ci-dessus question sont faites en présence du prévenu, s'il a été arrêté ; ou en présence d'un fondé de pouvoir, si le prévenu ne veut ou ne peut y assister. Les objets lui sont présentés à



l'effet de les reconnaître ou de les désavouer, et de les parapher, s'il y a lieu ; en cas de refus, il en est fait mention dans le procès-verbal. A défaut de fondé de pouvoir, l'assistance de deux témoins devient indispensable.

166. S'il existe des indices graves contre le prévenu, les officiers de gendarmerie le font arrêter ; si le prévenu n'est pas présent, ils rendent une ordonnance pour le faire comparaître. Cette ordonnance s'appelle *mandat d'amener* ; elle doit être revêtue de la signature et même du sceau de l'officier qui la rend, et elle doit désigner le plus exactement possible le prévenu pour en assurer l'arrestation et pour éviter les méprises.—La dénonciation ou la plainte ne constitue pas seule une présomption suffisante pour décerner un mandat d'amener contre un individu ayant domicile ; il ne doit être arrêté, s'il est présent, et l'ordonnance pour le faire comparaître, s'il est absent, ne doit être rendue que lorsque des présomptions fortes s'élèvent contre lui.—Si le prévenu est absent, le mandat d'amener doit porter l'ordre de le conduire, en cas d'arrestation, devant le juge d'instruction ou notre procureur royal. *La loi n'autorise pas l'officier de police auxiliaire à continuer l'instruction après l'instant du flagrant délit.* — Quant aux vagabonds, gens sans aveu ou repris de justice, la plainte ou la dénonciation peut suffire pour les faire arrêter, ou faire décerner contre eux des mandats d'amener.

167. Les officiers de gendarmerie doivent interroger sur-le-champ le prévenu amené devant eux.

168. Ils se font assister, dans toutes les opérations mentionnées aux articles 158, 159, 160, 161, 165, 166 et 167, par le commissaire de police du lieu, ou, à défaut, par le maire ou son adjoint, et, en cas de leur absence, par deux habitans domiciliés dans la même commune. — Ils n'en dressent pas moins leurs procès-verbaux sans l'assistance de témoins, s'ils n'ont pas eu la possibilité de s'en procurer. — Ils doivent signer et faire signer leurs procès-verbaux à chaque feuillet par les personnes qui y ont assisté : en cas de refus ou d'impossibilité de signer de la part de ces personnes, il en est fait mention.

169. S'il s'agit d'un crime qui exige des connaissances particulières pour être constaté, tel qu'une effraction, une blessure grave, une mort violente, etc., les officiers de gendarmerie doivent faire appeler des personnes présumées par leur art ou leur profession, capables d'en apprécier la nature et les circonstances ; ils leur font prêter serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience : ils ne doivent négliger aucune des mesures ci-dessus prescrites, et ils recueillent avec soin tous les renseignemens qui peuvent conduire à la découverte de la vérité.

170. Toutes les fois que les officiers de gendarmerie sont *requis* de constater un crime ou un délit, *même non flagrant*, commis dans l'intérieur d'une maison, ils procèdent aux recherches et à l'instruction dans les mêmes formes que ci-dessus pour le flagrant délit, mais avec cette distinction, que, dans ce cas, il n'est pas besoin que l'infraction qu'ils sont appelés à constater dans l'intérieur d'une maison, soit punissable d'une peine afflictive ou infamante ; il suffit qu'elle soit soumise à une peine correctionnelle.

171. Les officiers de gendarmerie défèrent à la réquisition qui leur est faite, soit par le propriétaire de la maison, soit par le principal locataire ou par le chef d'un appartement.

172. Les officiers de gendarmerie n'étant, dans l'exercice des fonctions judiciaires, que des officiers de police auxiliaires de notre procureur royal, si, dans le cours de leurs opérations pour la recherche d'un flagrant délit ou d'un crime ou délit commis dans l'intérieur d'une maison, notre procu-

reur royal se présente, c'est lui qui doit continuer les actes attribués à la police judiciaire. — Notre procureur royal, s'il a été prévenu, peut les autoriser à continuer la procédure; et, si lui-même l'a commencée, il peut les charger d'une partie des actes de sa compétence.

173. Lorsque les officiers de gendarmerie ont terminé les actes d'instruction préliminaire qu'ils sont autorisés à faire dans le cas de flagrant délit ou de crime ou délit commis dans l'intérieur d'une maison, ils doivent transmettre sur-le-champ à notre procureur royal les procès-verbaux et tous les actes qu'ils ont faits, les papiers et tous les effets qu'ils ont saisis, ou lui donner avis des mesures prises pour la garde et la conservation des objets.

174. Les officiers de gendarmerie, en ce qui concerne l'exercice de la police judiciaire, sont placés par la loi sous la surveillance des juges d'instruction, de nos procureurs royaux et de nos procureurs généraux.

175. Le service de la gendarmerie royale ayant pour but spécial d'assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois, les officiers de ce corps doivent, indépendamment des attributions qu'ils exercent en leur qualité d'officiers de police auxiliaires, transmettre sans délai à notre procureur royal les procès-verbaux que les sous-officiers et gendarmes ont dressés, dans l'exécution de leur service, pour constater les crimes et délits qui laissent des traces après eux; ils y joignent les renseignemens que ces militaires ont recueillis pour en découvrir les auteurs et complices. Ils transmettent pareillement aux commissaires de police et aux maires des lieux où de simples contraventions auraient été commises, les procès-verbaux et renseignemens qui concernent les prévenus de ces contraventions.

#### SECTION VI. — Dispositions concernant les officiers des différens grades.

176. Les officiers de tout grade de la gendarmerie doivent toujours être en tenue militaire lors de leurs revues et tournées, et toutes les fois qu'ils ont à conférer avec les autorités pour des objets de service.

177. Il est expressément défendu aux officiers de tout grade de la gendarmerie, lors de leurs revues, d'accepter ni logement ni repas chez leurs inférieurs.

178. Lors des vacances d'emplois, et en cas d'absence ou de maladie, les remplacements ont lieu provisoirement pour chaque grade d'officier ainsi qu'il suit : — Le colonel, par le chef d'escadron; — Le commandant de compagnie, par le plus ancien des lieutenans de la compagnie; — Le lieutenant, par le plus ancien maréchal-des-logis de la lieutenance; — Le trésorier, par un sous-officier de la compagnie : ce sous-officier est désigné au colonel par le conseil d'administration, d'après l'avis du sous-intendant militaire. — S'il en résulte un déplacement, l'officier ou le sous-officier reçoit, pendant la durée de son commandement provisoire, et selon son grade, l'indemnité de service extraordinaire attribuée à la gendarmerie par les réglemens.

#### Du service ordinaire des brigades (1).

179. Les fonctions habituelles et ordinaires des brigades de la gendarmerie royale sont : — De faire des tournées, courses et patrouilles sur les grandes routes, traverses, chemins vicinaux, et dans tous les lieux de leurs arrondissemens respectifs; de les faire constater, jour par jour, sur les feuilles mensuelles de service, par les maires, leurs adjoints ou autres personnes notables; — De recueillir et prendre tous les renseignemens possibles sur

---

(1) Voyez la loi du 28 germinal an 6 (17 avril 1798); art. 125, et les notes.



les crimes et les délits de toute nature, ainsi que sur leurs auteurs et complices, et d'en donner connaissance aux autorités compétentes; — De rechercher et poursuivre les malfaiteurs; — De saisir toutes personnes surprises en flagrant délit, ou poursuivies par la clameur publique (1); — De saisir tous gens trouvés avec des armes ensanglantées ou d'autres indices faisant présumer le crime; — De dresser des procès-verbaux des déclarations faites par les habitans, voisins, parens, amis et autres personnes en état de fournir des indices, preuves et renseignemens sur les auteurs des crimes et délits et sur leurs complices; — De dresser pareillement des procès-verbaux des incendies, effractions, assassinats, et de tous les crimes qui laissent des traces après eux; — De dresser de même les procès-verbaux de tous les cadavres trouvés sur les chemins, dans les campagnes ou retirés de l'eau; d'en prévenir les autorités compétentes ou le lieutenant de la gendarmerie de l'arrondissement, qui, dans ce cas, est tenu de se transporter en personne sur les lieux, dès qu'il lui en est donné avis; — De réprimer la contrebande, de saisir les marchandises transportées en fraude, de dresser des procès-verbaux de ces saisies, d'arrêter et de traduire devant les autorités compétentes les contrebandiers et autres délinquans de ce genre; — De dissiper tout attroupement armé, et de saisir tous individus coupables de rébellion; — De dissiper tous les attroupemens qualifiés séditieux par les lois, et d'arrêter tous individus qui en feraient partie; — De dissiper tout attroupement tumultueux, même non armé, d'abord par les voies de persuasion, ensuite par commandement verbal, et enfin, s'il est nécessaire, par le développement de la force armée, graduée suivant l'exigence des cas; — De saisir tous ceux qui porteraient atteinte à la tranquillité publique, en troublant les citoyens dans le libre exercice de leur culte; — De saisir tous ceux qui seraient trouvés exerçant des voies de fait ou violences contre la sûreté des personnes et des propriétés; — De saisir les dévastateurs des bois, des récoltes, les chasseurs masqués, lorsqu'ils seraient pris sur le fait; — De dresser des procès-verbaux contre tous individus en contravention aux lois et réglemens sur la chasse; — De faire la police sur les grandes routes, d'y maintenir les communications et les passages libres; à cet effet, de dresser des procès-verbaux des contraventions en matière de grande voirie, telles qu'anticipations, dépôts de fumiers ou d'autres objets, et toute espèce de détériorations commises sur les grandes routes, sur les arbres qui les bordent, sur les fossés, ouvrages d'art et matériaux destinés à leur entretien; de dénoncer à l'autorité compétente les auteurs de ces contraventions ou délits; — De surveiller l'exécution des réglemens sur la police des fleuves et rivières navigables et flottables, des bacs et bateaux de passage, des canaux de navigation ou d'irrigation, des dessèchemens généraux ou particuliers, des plantations pour la fixation des dunes, des ports maritimes de commerce; de dresser des procès-verbaux des contraventions à ces réglemens, d'en faire connaître les auteurs aux autorités compétentes; — D'arrêter tous ceux qui seraient trouvés coupant ou dégradant, d'une manière quelconque, les arbres plantés sur les chemins vicinaux, promenades publiques, fortifications et ouvrages extérieurs des places, ou détériorant les monumens qui s'y trouvent; — De contraindre les voituriers, charretiers et tous conducteurs de voitures, de se tenir à côté de leurs chevaux; en cas de résistance, de saisir ceux qui obstrueraient les passages, et de les conduire devant le maire ou l'adjoint du lieu; — D'arrêter tous individus qui, par imprudence,

(1) Mais à la charge de les conduire immédiatement devant l'officier de police judiciaire, Paris, 27 mars 1827, *SIR.*, XXVII, 2, 132.

par négligence, par la rapidité de leurs chevaux ou de toute autre manière, auraient blessé quelqu'un, ou commis quelques dégâts sur les routes, dans les rues ou voies publiques ; — De protéger l'agriculture, et saisir tout individu commettant des dégâts dans les champs ou les bois, dégradant la clôture des murs, haies et fossés, encore que ces délits ne soient pas accompagnés de vols ; de saisir pareillement tous ceux qui seraient surpris commettant des larcins de fruits ou d'autres productions d'un terrain cultivé ; — De dénoncer à l'autorité locale ceux qui, dans les temps prescrits, auraient négligé d'écheniller ; — De s'emparer et remettre sur-le-champ à l'autorité locale les coutres de charrue, pinces, barres, barreaux, échelles et autres objets, instrumens ou armes dont pourraient abuser les voleurs, et qui auraient été laissés dans les rues, chemins, places, lieux publics, ou dans les champs ; de dénoncer ceux à qui ils appartiennent ; — D'assurer la libre circulation des subsistances, et de saisir tous ceux qui s'y opposeraient par la force ; — De protéger le commerce intérieur en procurant toute sûreté aux négocians, marchands, artisans, et à tous les individus que leur commerce, leur industrie et leurs affaires obligent à voyager ; — De se tenir à portée des grands rassemblemens d'hommes, tels que foires, marchés, fêtes et cérémonies publiques, pour y maintenir le bon ordre et la tranquillité, et, sur le soir, de faire des patrouilles sur les routes et chemins qui y aboutissent pour protéger le retour des particuliers et marchands qui seraient allés à ces foires ; — D'arrêter les déserteurs et les militaires qui ne seraient pas porteurs de feuilles de route ou de congés en bonne forme ; d'arrêter pareillement tout militaire absent de son corps et porteur d'une permission d'absence qui ne serait pas revêtue du *visa* d'un sous-intendant militaire ; — De faire rejoindre les sous-officiers et soldats absens de leur corps, à l'expiration de leurs congés de semestre ou limités : à cet effet, les sous-officiers et soldats porteurs de ces congés sont tenus de les faire viser par le sous-officier de gendarmerie commandant la brigade de l'arrondissement, lequel en tient note pour forcer de rejoindre ceux qui seraient en retard ; — De se porter en arrière et sur les flancs de tout corps de troupe en marche qui passerait dans leur arrondissement, d'arrêter les trainards et ceux qui s'écarteraient de leur route ; de les remettre au commandant du corps, de même que ceux qui commettraient des désordres, soit dans les marches, soit dans les lieux de gîte et de séjour ; — De surveiller les mendiants, les vagabonds et les gens sans aveu : pour cet effet, les maires ou adjoints sont tenus de donner à la gendarmerie des listes sur lesquelles sont portés les individus que les brigades doivent plus particulièrement surveiller ; — D'arrêter les mendiants dans les cas et circonstances qui les rendent punissables, à la charge de les conduire sur-le-champ devant le juge de paix, pour être statué à leur égard conformément aux lois sur la répression de la mendicité ; — De saisir ceux qui tiendraient sur les places publiques, dans les foires et les marchés, des jeux de hasard et autres jeux défendus par les lois et les réglemens de police ; — De conduire les prisonniers, prévenus ou condamnés, en proportionnant toujours la force de l'escorte au nombre des prisonniers et aux difficultés que leur transfèrement pourrait présenter ; — De s'assurer de la personne de tout individu circulant dans l'intérieur de notre royaume sans passeport ou avec des passeports qui ne seraient pas conformes aux lois, à la charge de le conduire sur-le-champ devant le maire ou l'adjoint de la commune la plus voisine. En conséquence, les militaires de tout grade de la gendarmerie se font représenter les passeports des voyageurs, et nul ne peut en refuser l'exhibition lorsque l'officier, sous-officier ou gendarme qui en fait la demande est revêtu de son uniforme et décline sa qualité. Il est



enjoint à la gendarmerie de se comporter dans l'exécution de ce service avec honnêteté, et de ne se permettre aucun acte qui pourrait être qualifié de vexation ou d'abus de pouvoir.

180. Ces diverses fonctions sont habituellement exercées par les brigades de la gendarmerie, sans qu'il soit besoin d'aucune réquisition des officiers de la police judiciaire, ni d'aucun ordre spécial; il est fait mention de ce service habituel sur les journaux des brigades. Ces journaux ou feuilles de service leur sont adressés en nombre suffisant par notre ministre de la guerre pour qu'un exemplaire soit déposé chaque mois au secrétariat de la compagnie, et qu'un autre reste entre les mains des commandans de brigade, qui sont tenus d'indiquer sur ces feuilles les jours où les lieutenans se sont présentés, soit dans les brigades, soit dans les lieux de correspondance, pour leurs tournées et autres objets de service.

181. Les signemens des brigands, voleurs, assassins, perturbateurs du repos public, évadés des prisons et des bagnes, et ceux des déserteurs et autres personnes contre lesquelles il est intervenu mandat d'arrêt, sont délivrés à la gendarmerie, qui, en cas d'arrestation de ces individus, les conduit de brigade en brigade jusqu'à la destination indiquée par lesdits signemens.

182. Pour faire la recherche des personnes signalées ou dont l'arrestation a été légalement ordonnée, la gendarmerie visite les auberges, cabarets et autres maisons ouvertes au public, en se conformant à ce qui est prescrit aux articles 184 et 185.

183. Les hôteliers et aubergistes sont tenus de communiquer leurs registres d'inscription des voyageurs à la gendarmerie, toutes les fois qu'elle leur en fait la réquisition.

184. La maison de chaque citoyen est un asile où la gendarmerie ne peut pénétrer sans se rendre coupable d'abus de pouvoir, sauf les cas déterminés ci-après : — 1<sup>o</sup> Pendant le jour, elle peut y entrer pour un objet formellement exprimé par une loi, ou en vertu d'un mandat spécial de perquisition, décerné par l'autorité compétente; — 2<sup>o</sup> Pendant la nuit, elle ne peut y pénétrer que dans les cas d'incendie, d'inondation, ou de réclamation venant de l'intérieur de la maison. Dans tous les autres cas, elle doit prendre seulement, jusqu'à ce que le jour ait paru, les mesures indiquées à l'article 185. — Le temps de nuit est ainsi réglé : — Du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars, depuis six heures du soir jusqu'à six heures du matin; — Du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre, depuis neuf heures du soir jusqu'à quatre heures du matin.

185. Lorsqu'il y a lieu de soupçonner qu'un individu déjà frappé d'un mandat d'arrestation, ou prévenu d'un crime ou délit pour lequel il n'y aurait pas encore de mandat décerné, s'est réfugié dans la maison d'un particulier, la gendarmerie peut seulement garder à vue cette maison, ou l'investir, en attendant l'expédition des ordres nécessaires pour y pénétrer et y faire l'arrestation de l'individu réfugié.

186. Lorsque les sous-officiers et gendarmes arrêtent des individus en vertu des dispositions ci-dessus, ils sont tenus de les conduire aussitôt devant l'officier de police judiciaire le plus à proximité, et de lui faire le dépôt des armes, effets, papiers et autres pièces de conviction.

187. Tous les procès-verbaux faits par les brigades sont établis en double expédition, dont l'une est remise, dans les vingt-quatre heures, à l'autorité compétente, et l'autre est adressée au lieutenant de l'arrondissement, qui, après avoir fait remarquer aux sous-officiers et gendarmes ce qu'il aurait trouvé de défectueux ou d'omis dans la rédaction de ces procès-verbaux, les transmet, avec ses observations, au commandant de la compagnie.

## Du service extraordinaire des brigades.

188. Le service extraordinaire de la gendarmerie royale consiste : — 1<sup>o</sup> A prêter main-forte : — Aux préposés aux douanes pour la perception des droits d'importation et d'exportation, pour la répression de la contrebande ou de l'introduction sur le territoire du royaume de marchandises prohibées ; — Aux administrateurs et agens forestiers ; — Aux inspecteurs, receveurs et percepteurs de deniers royaux, et autres préposés pour la rentrée des contributions directes et indirectes ; — Aux huissiers et autres exécuteurs de mandemens de justice, porteurs de jugemens ou de réquisitoires spéciaux, dont ils doivent justifier ; — 2<sup>o</sup> A fournir les escortes légalement demandées, notamment celles pour la sûreté des recettes générales, convois de poudres de guerre, courriers des malles, voitures et messageries publiques chargées de fonds du gouvernement. — Les réquisitions pour l'exécution du service extraordinaire sont adressées, savoir : dans les chefs-lieux de département, au commandant de la compagnie ; dans les sous-préfectures, au lieutenant de l'arrondissement ; et sur les autres points, aux commandans des brigades.

189. Les sous-officiers et gendarmes requis de prêter main-forte aux fonctionnaires et agens ci-dessus dénommés, peuvent signer les procès-verbaux dressés par ces fonctionnaires et agens, après avoir pris connaissance de leur contenu.

190. En cas d'incendie, d'inondation et autres événemens de ce genre, la gendarmerie, au premier avis ou signal, se porte sur les lieux. S'il ne s'y trouve aucun officier de police ou autre autorité civile, les officiers et même les commandans de brigade ordonnent et font exécuter toutes les mesures d'urgence ; ils peuvent requérir le service personnel des habitans, qui sont tenus d'obtempérer sur-le-champ à leur sommation, et même de fournir les chevaux, voitures, et tous autres objets nécessaires pour secourir les personnes et les propriétés. Les procès-verbaux feraient mention des refus et retards qu'ils éprouveraient à ce sujet. — Si c'est un incendie, la gendarmerie prend les renseignemens les plus exacts sur les causes qui l'ont occasionné ; et si la clameur publique inculpe un individu et le signale comme coupable, elle s'en saisit, et conduit le prévenu devant l'officier de police judiciaire de l'arrondissement.

Des devoirs de la gendarmerie dans l'exécution de son service ordinaire et extraordinaire.

191. Tous les jours, avant six heures du matin en été, et avant huit heures en hiver, le commandant de chaque brigade règle le service, et donne des ordres pour son exécution. — Dans tous les lieux de résidence d'un lieutenant, le maréchal-des-logis ou brigadier commandant la brigade va tous les jours à l'ordre chez cet officier. — Le même devoir est imposé aux officiers de tout grade dans les lieux de résidence de plusieurs officiers. Celui du grade inférieur se rend chaque jour à l'ordre chez l'officier qui est du grade immédiatement supérieur, ou qui en exerce les fonctions.

192. Les commandans de brigade rendent compte aux lieutenans de l'exécution du service : leurs rapports contiennent le détail de tous les événemens dont la connaissance leur est parvenue. — Dans les cas urgens, ces sous-officiers, si leur rapport devait éprouver le moindre retard par la transmission hiérarchique, peuvent correspondre directement avec le commandant de la compagnie. Ces rapports directs ne les dispensent pas de rendre immédiatement les mêmes comptes à leur lieutenant.

193. Tout officier ou commandant de brigade qui a fait le rapport d'un événement, doit rendre compte successivement des opérations qui en sont



la suite, ainsi que de leur résultat : ces comptes doivent toujours rappeler la date du rapport primitif.

194. Pour faciliter le service de la gendarmerie et l'assurer sur tous les points, les commandans de compagnie établissent, par département et arrondissement de sous-préfecture, l'état de la circonscription des brigades, avec l'indication des communes, hameaux, routes, bois et forêts qu'elles sont tenues de surveiller et visiter habituellement.

195. Les brigades correspondent entre elles à des jours et sur des points déterminés. Ce service a essentiellement pour objet le transfèrement des prisonniers, la communication des renseignemens et avis que les gendarmes auraient pu recevoir touchant l'ordre public, et les mesures à concerter pour prévenir les délits et arrêter les malfaiteurs.

196. Les tournées, conduites, escortes et correspondances périodiques de chaque brigade, sont toujours faites par deux hommes au moins ; les maréchaux-des-logis et les brigadiers roulent avec les gendarmes pour ce service. Il doit être établi de manière que les hommes qui ont été employés hors de la résidence, fassent immédiatement le service intérieur de la brigade, à moins que des circonstances particulières de maladies ou autres empêchemens ne forcent d'intervertir cet ordre. — Lorsque le commandant de la brigade est absent pour le service, il est suppléé à la résidence par le plus ancien des gendarmes présens.

197. Dans leurs tournées, les sous-officiers et gendarmes s'informent avec mesure et discrétion, auprès des voyageurs, s'il n'a pas été commis quelque crime ou délit sur la route qu'ils ont parcourue ; ils prennent les mêmes renseignemens dans les communes auprès des maires ou de leurs adjoints.

198. Si on leur signale quelques criminels, vagabonds ou gens sans aveu, ils se mettent aussitôt à leur poursuite pour les joindre et les arrêter. Après s'être assurés de l'identité des individus par l'examen de leurs papiers et les questions qu'ils leur font sur leurs noms, leur état, leur domicile et les lieux d'où ils viennent, ils se saisissent de ceux qui demeureraient prévenus de crimes, délits ou vagabondage, et ils en dressent procès-verbal ; mais ils relâchent immédiatement ceux qui, étant seulement désignés comme vagabonds ou gens sans aveu, se justifieraient par le compte qu'ils rendraient de leur conduite, ainsi que par le contenu de leurs certificats ou passeports. — Le procès-verbal d'arrestation doit contenir l'inventaire exact des papiers et effets trouvés sur les prévenus ; il est signé par ces individus, et autant que possible, par deux habitans les plus voisins du lieu de la capture : s'ils déclarent ne vouloir ou ne pouvoir signer, il en est fait mention. Les sous-officiers et gendarmes conduisent ensuite les prévenus par-devant l'officier de police judiciaire de l'arrondissement, auquel ils font la remise du procès-verbal, et des papiers et effets.

199. Les sous-officiers et gendarmes s'informent également, dans leurs courses et tournées, si les militaires en congé ne commettent pas de désordres ou ne troublent point la tranquillité publique ; en cas de plainte, ils les arrêtent sur la déclaration par écrit des maires ou adjoints dont il est fait mention dans les procès-verbaux qu'ils sont tenus de dresser : ces militaires sont conduits devant l'officier de gendarmerie de l'arrondissement, qui ordonne de les traduire en prison, s'il y a lieu, et en rend compte sans délai au commandant de la compagnie, en lui adressant les procès-verbaux d'arrestation.

200. Toutes les fois qu'il s'agit de transférer des prévenus ou condamnés de brigade en brigade, l'officier de gendarmerie qui donne l'ordre de conduite, détermine sur cet ordre le nombre des gendarmes dont l'escorte doit

être composée; il désigne pareillement le nom du sous-officier ou gendarme qui en a le commandement et est chargé de la conduite jusqu'à la station ordinaire de la brigade. — Si les prévenus ou condamnés sont transférés en vertu d'un mandat de justice, copie de la réquisition de l'officier de police judiciaire doit toujours être jointe à l'ordre de transfèrement, et énoncer, s'il y en a, les pièces qui doivent suivre les prévenus ou les condamnés. Ces pièces sont cachetées et remises au commandant de l'escorte, qui en donne son reçu au bas de l'ordre, dans les termes suivans : *Reçu l'ordre et les pièces y mentionnées.* — Les signalemens des prisonniers sont inscrits à la suite de l'ordre de transfèrement.

201. Les ordres de conduite ou feuilles de route des prévenus ou condamnés doivent toujours être individuels, quel que soit le nombre des prévenus ou condamnés, afin que, dans le cas où l'un d'eux viendrait à tomber malade en route, il puisse être déposé dans un hôpital sans retarder la marche des autres.

202. Dans chaque lieu de gîte, les prévenus ou condamnés sont déposés dans la maison d'arrêt. — En remettant ces prévenus ou condamnés au concierge, gardien ou geôlier, le commandant de l'escorte doit faire transcrire, en sa présence, sur le registre de la geôle, les ordres dont il est porteur, ainsi que l'acte de remise des prisonniers au concierge de la maison d'arrêt ou de détention, en indiquant le lieu où ils doivent être conduits. — Le tout doit être signé, tant par les gendarmes, que par le geôlier; celui-ci en délivre une copie au commandant de l'escorte pour sa décharge.

203. Dans le cas où il n'y aurait pas de maison d'arrêt ou de détention dans le lieu de résidence d'une brigade, les prévenus ou condamnés sont déposés dans la chambre de sûreté de la caserne de la gendarmerie. Ils y sont gardés par les gendarmes de la résidence jusqu'au départ du lendemain ou du jour fixé pour la correspondance : mais si les prisonniers sont de différens sexes, les femmes sont remises à la garde de l'autorité locale, qui pourvoit à leur logement.

204. Le commandant de l'escorte qui a effectué le dépôt des prisonniers confiés à sa garde, remet l'ordre de transfèrement et les pièces au commandant de la brigade qui doit le relever; celui-ci est tenu d'inscrire sur son registre-journal les noms des prisonniers, le nombre des pièces qui lui ont été remises, et le lieu où ils doivent être conduits; il devient dès lors responsable du transfèrement. — L'inscription ci-dessus prescrite est toujours faite en présence du commandant de l'escorte qui a amené les prisonniers : il signe sur le registre avec le commandant de la brigade, et, en l'absence de ce dernier, avec le gendarme qui doit le suppléer. — Si, à défaut de maison d'arrêt ou de détention, les prévenus ou condamnés ont été déposés dans la chambre de sûreté d'une brigade, le commandant de l'escorte qui a affectué ce dépôt s'en fait donner un reçu sur le journal ou feuille de service dont il est porteur.

205. Les mêmes dispositions ont lieu successivement dans toutes les brigades. La dernière escorte, après la remise des prévenus ou condamnés à leur destination, se fait donner une décharge générale, et des prisonniers qu'elle a conduits, et de toutes les pièces qui lui ont été confiées. A son retour à la résidence, le commandant de la dernière escorte fait mention de cette décharge sur son registre, et la joint aux autres pièces qui concernent le service de la brigade, afin de pouvoir la représenter au besoin.

206. Lorsque le transport des prévenus ou condamnés se fait par la correspondance des brigades, le commandant de l'escorte qui a été chargé de la conduite jusqu'au point de réunion, après avoir fait vérifier par le com-



mandant de la nouvelle escorte l'identité des individus confiés à sa garde, et lui avoir remis toutes les pièces mentionnées dans l'ordre de transfèrement, se fait donner un reçu du tout sur la feuille de service. — Si le nombre des prisonniers amenés à la correspondance ou si des circonstances particulières exigeaient un supplément de force, le commandant qui doit continuer l'escorte pourra requérir parmi les gendarmes présents le nombre d'hommes nécessaire à la sûreté des prisonniers.

207. Les gendarmes chargés d'une conduite, soit qu'elle ait lieu par la correspondance ou qu'elle ait dû être continuée jusqu'à la station de la première brigade, doivent rentrer le même jour à leur résidence, à moins d'empêchement résultant du service ou de la distance des lieux : dans aucun cas, ils ne peuvent outrepasser la résidence de cette première brigade sans un ordre positif du commandant de la compagnie.

208. Les sous-officiers et gendarmes employés au service de conduite ou de correspondance qui ne ramènent point de prisonniers ne reviennent pas par la même route ; il leur est enjoint de se porter dans l'intérieur des terres, de visiter les hameaux, de fouiller les bois et les lieux suspects, et de prendre dans les fermes et maisons isolées toutes les informations qui pourraient leur fournir des renseignements utiles.

209. Les sous-officiers et gendarmes montés qui sont chargés de conduire des prévenus ou condamnés marchent toujours à cheval, dans une bonne tenue militaire, et complètement armés ; les sous-officiers et gendarmes à pied sont pareillement armés et équipés complètement. Dans le cas où les prisonniers doivent être conduits en poste, en vertu d'ordres supérieurs, l'escorte prend place dans les voitures avec les prisonniers.

210. Avant d'extraire des prisons les individus dont le transfèrement est ordonné de brigade en brigade, les sous-officiers et gendarmes s'assurent s'ils n'ont pas sur eux des objets tranchans, ou quelque instrument qui puisse servir à favoriser leur évasion ; s'ils sont en état de supporter les fatigues de la route, et s'ils sont pourvus de vêtemens et chaussures.

211. Si un prisonnier confié à la gendarmerie tombe ou arrive malade dans une résidence de brigade où il n'y a ni prison ni hôpital, il reste déposé dans la chambre de sûreté de la caserne ; les secours nécessaires lui sont administrés par les soins du maire ou de l'adjoint, mais jusqu'au moment seulement où il peut être transféré sans danger dans la maison de détention ou dans l'hôpital le plus à proximité. — Lorsqu'un prévenu ou condamné conduit à pied par la gendarmerie tombe malade en route, le maire ou l'adjoint du lieu le plus voisin, sur la réquisition des sous-officiers et gendarmes chargés de la conduite, est tenu de pourvoir aux moyens de transport jusqu'à la résidence de la brigade, la maison de détention ou l'hôpital le plus à proximité dans la direction de la conduite du prisonnier : si c'est une maison de détention, le prisonnier y est placé à l'infirmerie et remis à la garde du concierge qui en donne reçu ; si c'est un hôpital civil, il y est soigné dans un lieu sûr, sous la surveillance des autorités locales. — Dans ce cas, les papiers, objets et pièces de conviction, s'il y en a, restent entre les mains du sous-officier commandant la gendarmerie de l'arrondissement, et, après le rétablissement du prisonnier, sont joints à l'ordre de conduite, avec un certificat constatant l'entrée et la sortie de l'hôpital, ou les motifs du séjour prolongé, soit dans la maison de détention, soit dans la chambre de sûreté de la caserne. — Les commandans de brigade doivent veiller à ce que les prisonniers entrés aux hôpitaux civils n'y restent pas au-delà du temps nécessaire pour leur rétablissement.

212. Si les pièces jointes à l'ordre de transfèrement concernent plusieurs

individus, dont l'un serait resté malade en route, la conduite de ceux qui sont en état de marcher n'est pas interrompue, et les pièces ne sont pas retenues; il est fait mention, sur l'ordre de transfèrement, qui suit les autres prisonniers, des causes qui ont fait suspendre la translation de l'un ou de quelques uns d'entre eux.

213. En cas d'évasion d'un prévenu ou condamné déposé à l'infirmerie d'une maison de détention, ou soigné dans un hôpital, le commandant de la brigade de gendarmerie, au premier avis qu'il en reçoit, le fait rechercher et poursuivre, et se rend au lieu de l'évasion pour connaître s'il y a eu connivence, ou seulement défaut de surveillance, de la part des gardiens: il rédige le procès-verbal de ses recherches, et l'adresse sur-le-champ, avec les autres pièces qui concernent l'évadé, au lieutenant de l'arrondissement; celui-ci les transmet au commandant de la compagnie, qui en rend compte à l'autorité compétente.

214. En cas de mort, dans les hôpitaux civils ou militaires, d'un prévenu ou condamné, le commandant de la brigade se fait délivrer une expédition de l'acte de décès, pour être réunie aux autres pièces qui peuvent concerner le décédé, et il fait l'envoi du tout, dans les vingt-quatre heures, au lieutenant de la gendarmerie de l'arrondissement; cet officier transmet ces pièces au commandant de la compagnie.

215. Le commandant de la compagnie, après avoir rassemblé toutes les pièces relatives au prisonnier évadé ou décédé, les fait parvenir sans délai, savoir : — Au ministre de la guerre, si c'était un militaire; — Au ministre de la marine, s'il faisait partie de l'armée de mer; — Au ministre de l'intérieur, si le prisonnier était condamné aux fers ou à la réclusion; — Enfin, si le prisonnier était simplement prévenu d'un délit de la compétence des cours royales ou des tribunaux de première instance, à l'officier de police judiciaire qui a décerné le mandat *d'amener, de dépôt, d'arrêt*, ou qui a *requis* le transfèrement; et, si c'était un condamné, à notre procureur royal près la cour ou le tribunal qui a prononcé la condamnation. — Il est également donné connaissance de l'évasion ou du décès du prisonnier à l'autorité devant laquelle il devait être traduit.

216. Lorsqu'un militaire est décédé dans une maison de détention, ou qu'il s'en est évadé, le sous-officier commandant la gendarmerie de l'arrondissement dresse un inventaire exact de l'argent et des effets qu'il a laissés; il indique avec soin les noms et prénoms de ce militaire, le lieu de sa naissance, son département, et le corps dans lequel il servait. — L'inventaire est fait en triple expédition et signé par le concierge de la maison de détention, qui garde par-devers lui une des expéditions. — Les effets et l'argent sont transportés sans délai, par la voie de la correspondance des brigades, jusqu'à l'hôpital militaire le plus voisin, et remis, avec la seconde expédition de l'inventaire, à l'économe de l'hôpital, qui, après vérification, donne son reçu au bas de la troisième expédition, laquelle reste entre les mains du commandant de la brigade de l'arrondissement où l'hôpital militaire est situé, pour servir à la décharge de ce sous-officier. Il est fait inscription de l'inventaire sur le registre d'ordre de la brigade. — A défaut d'hôpital militaire dans le département, les objets ci-dessus sont déposés, en suivant les mêmes formalités, dans les mains des administrateurs de l'hospice civil le plus voisin, pourvu toutefois que cet hospice soit du nombre de ceux qui reçoivent des militaires malades.

217. Si le concierge de la maison de détention déclare que le militaire mort ou évadé n'a laissé ni effets ni argent, le sous-officier commandant la gendarmerie dresse procès-verbal de cette déclaration, qu'il fait signer au



concierge, et il en inscrit le contenu sur le registre d'écrou. Ce procès-verbal est pareillement transmis au commandant de la compagnie.

218. Il est expressément défendu à la gendarmerie de faire la conduite des militaires condamnés à la peine des travaux publics ou du boulet, avant d'avoir reçu une expédition individuelle et certifiée des jugemens, et de s'être assurés si les condamnés sont pourvus de tous les effets d'habillement et de petit équipement prescrits par les réglemens, et dont le détail doit être inscrit sur la feuille de route de chaque homme. — La gendarmerie veille avec la plus grande attention à ce qu'il ne soit détérioré ni détourné aucune partie de ces effets par les condamnés, pendant la route, et principalement dans les lieux de gîte; si elle remarque qu'il leur manque quelques uns de ces effets à la sortie des prisons, elle en dresse un procès-verbal, que le concierge est tenu de signer. Ce procès-verbal est joint à l'ordre de conduite des militaires condamnés, pour servir à la décharge des gendarmes.

219. Les sous-officiers et gendarmes doivent prendre toutes les mesures de précaution pour mettre les prisonniers confiés à leur garde dans l'impossibilité de s'évader : toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de la personne d'un prévenu est expressément interdite. La loi défend à tous, et spécialement aux dépositaires de la force armée, de faire aux personnes arrêtées aucun mauvais traitement ni outrage, même d'employer contre elles aucune violence, à moins qu'il n'y ait eu résistance ou rébellion, auquel cas seulement ils sont autorisés à repousser par la force les voies de fait commises contre eux dans l'exercice de leurs fonctions.

220. Dans le cas où quelques uns des prisonniers confiés à la même escorte et ayant la même direction viendraient à s'évader, ceux qui restent sont toujours conduits à leur destination avec les pièces qui les concernent. Si tous les prisonniers sont parvenus à s'évader, les pièces sont envoyées sur-le-champ, avec le procès-verbal de l'évasion, au lieutenant de gendarmerie de l'arrondissement, lequel prend sur la nature et les circonstances de l'événement tous les renseignemens qui peuvent faire connaître s'il y a eu connivence ou seulement négligence de la part des gendarmes. Dans tous les cas, cet officier ordonne les recherches et les poursuites qu'il juge convenables pour atteindre les évadés, transmet le procès-verbal à notre procureur royal, et en informe le commandant de la compagnie. Il en est également rendu compte, sans délai, au ministre de la guerre. Le signalement des évadés est envoyé suivant l'ordre prescrit par l'article 215. — Le commandant de la brigade qui a fourni l'escorte des prisonniers fait mention, sur son journal, des évasions qui ont eu lieu, et des noms des gendarmes qui étaient chargés de la conduite.

221. Tout sous-officier ou gendarme convaincu d'avoir emprunté ou reçu, à quelque titre que ce soit, de l'argent ou des effets des prévenus ou condamnés dont le transfèrement lui a été confié, est réformé, sans préjudice des peines qui peuvent être prononcées contre lui.

222. Les sous-officiers et gendarmes sont tenus de veiller à ce que les prisonniers reçoivent exactement les subsistances qui doivent leur être fournies pendant la route : ils préviennent les maires ou adjoints des abus qui pourraient exister dans les fournitures, pour qu'ils puissent les réprimer sur-le-champ.

223. La même surveillance est exercée par les commandans de brigade, lorsque des militaires sont détenus dans les maisons d'arrêt ou de détention : ils s'assurent si les concierges de ces prisons leurs fournissent exactement les denrées prescrites par les réglemens, si la paille est renouvelée aux époques fixées et dans les quantités voulues, et si les chambres sont munies des

ustensiles nécessaires. En cas de plainte de la part des détenus, les commandans de brigade en vérifient l'exactitude, et rendent compte à leurs chefs des abus qu'ils auraient découverts : les commandans de compagnie donnent aussitôt connaissance de ces abus aux préfets et aux sous-intendans militaires.

224. Il est défendu à la gendarmerie d'escorter des militaires *marchant isolément* ou en détachement, s'ils ne sont munis de feuilles de route individuelles, portant indication des fournitures qu'ils doivent recevoir en route. — Néanmoins, les feuilles de route peuvent être collectives, mais seulement lorsque les militaires appartiennent à un même corps, et qu'ils doivent se rendre à la même destination. — En conséquence, toutes les fois que les commandans de brigade ont à faire de ces sortes d'escortes, le sous-intendant militaire, ou, à son défaut, le sous-préfet du lieu du départ, doit préalablement délivrer aux militaires des feuilles de route portant les indications ci-dessus.

225. La gendarmerie se fait représenter les feuilles de route des militaires marchant sans escorte. A l'égard de ceux auxquels il est accordé ces transports, elle s'assure, par l'examen des mandats de fournitures dont les conducteurs de convois doivent être porteurs, s'il n'a pas été donné ou reçu de l'argent en remplacement de ces fournitures. — Tout militaire auquel il a été accordé un transport en est privé, s'il est rencontré faisant sa route à pied : à cet effet, le sous-officier commandant la gendarmerie de l'arrondissement lui retire les mandats dont il se trouve porteur, et annote sur la feuille de route qu'il doit être privé du transport. — Ces mandats sont transmis aussitôt au commandant de la compagnie, et renvoyés par lui au sous-intendant militaire qui les a délivrés, pour être annulés.

226. Lorsqu'un convoi de poudres ou de munitions de guerre marche sous l'escorte de la gendarmerie, et qu'il doit s'arrêter dans une commune, si ce convoi n'a pas de commandant d'artillerie, le sous-officier de gendarmerie commandant l'escorte se concerte avec l'autorité locale pour faire parquer le convoi dans un lieu à l'abri de tout danger, et pour qu'à défaut de troupes de ligne un poste suffisant de garde nationale veille à sa sûreté jusqu'au moment du départ. Dans ce dernier cas seulement, le sous-officier de gendarmerie est tenu de s'assurer par lui-même, pendant la nuit, si le service se fait avec exactitude. — Les gendarmes chargés de ces escortes ne peuvent abandonner les voitures confiées à leur garde, avant d'avoir été relevés. Les mêmes précautions sont prises lors des escortes des deniers royaux.

227. Il est expressément ordonné à la gendarmerie, dans ses tournées, courses et patrouilles, de porter la plus grande attention sur ce qui peut être nuisible à la salubrité, afin de prévenir, autant que possible, les ravages des maladies contagieuses et des épizooties. Les sous-officiers et gendarmes sont tenus, à cet effet, de surveiller l'exécution des mesures de police prescrites par les réglemens ; ils dressent procès-verbal des contraventions, pour que les poursuites soient exercées par qui de droit contre les délinquans. — Lorsqu'ils trouvent des animaux morts sur les chemins ou dans les champs, ils en préviennent les autorités locales, et les requièrent de les faire enfouir : en cas de refus ou de négligence, les chefs de la gendarmerie, sur le rapport des commandans de brigade, en informent les sous-préfets et préfets, pour qu'il soit pris des mesures à cet égard.

#### DES COMPAGNIES DE GENDARMERIE PRÈS LES PORTS ET ARSENAUX.

##### SECTION 1<sup>re</sup>. — Du service de ces compagnies.

228. Les compagnies de la gendarmerie royale près les ports et arsenaux de



la marine sont placées, pour tout ce qui concerne l'exécution de leur service, sous les ordres immédiats des intendans de la marine, et sous ceux des commissaires généraux ou principaux dans les arrondissemens où ces derniers remplissent les fonctions d'intendans de la marine.

229. Les officiers, sous-officiers et gendarmes de ces compagnies déferent aux réquisitions qui leur sont faites par les chefs militaires des ports et les officiers de l'administration de la marine, lesquels ne peuvent leur adresser de réquisitions que pour assurer le service et maintenir l'exécution des mesures de police et de surveillance que les réglemens leur attribuent.

230. Les réquisitions sont toujours adressées, dans les chefs-lieux d'arrondissement maritime, aux capitaines des compagnies, et, sur les autres points, aux commandans des postes qui s'y trouvent placés.

231. Les compagnies de gendarmerie des ports et arsenaux fournissent un poste près les intendans de la marine et près les commissaires généraux ou principaux qui remplissent les fonctions d'intendans. Lorsque ces intendans, commissaires généraux ou principaux, visitent les ports et chantiers de construction, ils peuvent se faire accompagner par des gendarmes pour assurer l'exécution des ordres qu'ils auraient à donner concernant le service.

232. Il n'est point établi habituellement de gendarmes près les chefs militaires des ports et les officiers de l'administration de la marine; mais ces officiers peuvent requérir qu'il soit fourni des gendarmes, lorsque l'intervention de la gendarmerie est nécessaire pour assurer leurs opérations.

233. Les abus qui pourraient avoir lieu dans l'emploi des gendarmes comme ordonnances ou plantons sont déferés par les capitaines aux intendans de la marine, aux commissaires généraux ou principaux qui en remplissent les fonctions, et aux officiers supérieurs de gendarmerie, sans toutefois qu'on puisse se dispenser d'obtempérer aux réquisitions qui seraient faites.

234. Les sous-officiers et gendarmes ne peuvent être employés à porter la correspondance que dans les cas urgens et à défaut d'autres moyens; les réquisitions pour ce genre de service doivent être adressées par écrit. Les abus sont déferés ainsi qu'il est prescrit dans l'article précédent.

235. Les sous-officiers et gendarmes sont spécialement affectés à la police des ports et à l'exécution du service relatif à l'inscription maritime, et à toutes les opérations qui s'y rapportent, soit dans l'intérieur des ports, soit à l'extérieur. Ils surveillent les démarches des marins, observent leurs habitudes dans les ports, s'attachent à les reconnaître, afin de prévenir et de réprimer la désertion.

236. Ils sont envoyés sur les routes avoisinant les ports, pour arrêter et faire arrêter les déserteurs et les forçats évadés.

237. S'ils reconnaissent chez des marchands ou chez des particuliers des effets à la marque de la marine, ou qu'ils auraient lieu de croire lui appartenir, ils en dressent un procès-verbal ou font leur rapport, qu'ils remettent sur-le-champ à l'autorité compétente, pour qu'il soit procédé suivant les lois contre les détenteurs desdits effets. — Ils dressent procès-verbal des vols, effractions, arrestations et autres événemens parvenus à leur connaissance, ou pour lesquels ils auraient été requis.

238. Les gendarmes conduisent, soit aux tribunaux maritimes, soit près nos commissaires royaux rapporteurs, les individus prévenus d'un délit dont la connaissance ressortit à ces tribunaux. — Ils sont chargés, d'après les instructions du commissaire de marine préposé aux chiourmes, de la surveillance extérieure des bagnes.

239. Les fonctions ci-dessus attribuées à la gendarmerie des ports et arsenaux dans les chefs-lieux des arrondissemens maritimes sont les mêmes dans les ports secondaires et dans les quartiers de l'inscription maritime.

240. Les sous-officiers et gendarmes ne peuvent se porter, même pour objet de service, hors de l'arrondissement qui leur a été assigné, sans qu'ils y aient été autorisés par les intendans de la marine, ou par les commissaires généraux ou principaux qui en remplissent les fonctions, ou par le chef du service de la marine dans le port où ils sont employés.

241. Lorsqu'une levée est ordonnée, les gendarmes sont envoyés dans les communes des quartiers, non seulement pour porter les ordres de l'officier d'administration aux préposés et syndics, mais encore pour en seconder, s'il y a lieu, l'exécution. — Ils donnent ou requièrent main-forte, au besoin, pour assurer l'effet de la levée. — Ils traduisent dans les prisons les marins coupables de désobéissance et de désertion. — En cas d'insubordination, de voies de fait, ou de tous autres délits contre les réglemens maritimes, ils se portent, sur la réquisition de l'officier d'administration, à bord des navires de commerce ou autres, dressent les procès-verbaux de ces délits, et les transmettent à l'officier d'administration. — Ils accompagnent l'officier d'administration sur les lieux où il doit se transporter à l'occasion de bris, de naufrages ou échouemens.

SECTION II. — Des rapports de la gendarmerie près les ports et arsenaux avec les intendans de la marine et les chefs militaires des ports.

242. En l'absence de nos commissaires royaux rapporteurs, les capitaines de la gendarmerie des ports et arsenaux en remplissent les fonctions près les tribunaux maritimes.

243. Les capitaines rendent compte sur-le-champ aux majors généraux et majors de la marine, des événemens qui pourraient intéresser la sûreté des ports et arsenaux, et ils leur communiquent tous les renseignemens qu'ils ont obtenus. — Ils les instruisent également, par des rapports fréquens, de la situation des divers ports secondaires et quartiers maritimes. — Ces mêmes officiers rendent des comptes semblables aux intendans de la marine et aux commissaires généraux ou principaux qui en remplissent les fonctions.

244. Les lieutenans des compagnies de gendarmerie des ports et arsenaux adressent directement à l'officier de marine qui commande dans l'arrondissement où est fixée leur résidence, les rapports qui seraient de nature à intéresser la sûreté dudit arrondissement; ils en envoient sur-le-champ copie à leur capitaine, auquel sont dus exclusivement les comptes sur la tenue, police et discipline des sous-officiers et gendarmes.

245. Les intendans de la marine, les commissaires généraux ou principaux qui en remplissent les fonctions, les majors généraux et majors des ports, prescrivent les punitions que doivent subir les officiers et sous-officiers et gendarmes pour infraction à leurs ordres, ou pour des fautes commises dans le service : ils se conforment, selon la gravité des cas, aux dispositions des articles 257 et 258 de la présente ordonnance. Ces punitions sont infligées par les capitaines, lorsqu'elles concernent des lieutenans ou des sous-officiers et gendarmes, et par le colonel de la légion, si la punition doit être infligée à un capitaine. — Lorsque les autres officiers ou administrateurs de la marine ont à se plaindre des officiers, sous-officiers ou gendarmes, ils doivent s'adresser, soit à l'intendant de la marine de leur arrondissement, soit au commissaire général ou principal qui en remplit les fonctions, soit au major général ou major des ports, soit au capitaine de la



compagnie qui, s'il y a lieu, ordonnent des punitions, en se conformant aux dispositions ci-dessus.

246. Les colonels de gendarmerie punissent directement les militaires des compagnies des ports et arsenaux pour insubordination et autres fautes de discipline militaire.

247. Chaque trimestre, les commissaires de marine peuvent constater l'effectif des brigades de gendarmerie affectées au service des ports : à cet effet, ils passent la revue des hommes présents dans le lieu de leur résidence ; mais ils ne doivent donner aucun ordre pour le déplacement des gendarmes qui sont attachés à des quartiers maritimes. L'existence de ces militaires est constatée par les certificats qu'adressent les administrateurs de la marine chargés du service de ces quartiers.

248. Pour éviter de trop longs déplacements et des absences nuisibles au service des ports et arsenaux, lors des revues des inspecteurs généraux et des colonels de la gendarmerie, les sous-officiers et gendarmes disséminés dans les différens quartiers maritimes se rendent, pour la revue, sur les points de réunion des brigades des départemens les plus rapprochés de leurs quartiers, lors même que ces points de réunion ne seraient pas dans la circonscription de la légion et de l'arrondissement d'inspection dont ils font partie. — L'extrait de la revue pour les gendarmes maritimes, dans cette position, est adressé au colonel ou à l'inspecteur général qui a dans son arrondissement le chef-lieu de la compagnie où se fait la revue principale.

249. Les colonels de gendarmerie ne peuvent distraire les brigades des compagnies près les ports et arsenaux, des fonctions qui leur sont spécialement attribuées, pour appuyer l'action de la gendarmerie des départemens, sans y avoir été formellement autorisés par les intendans de la marine, ou par les commissaires généraux ou principaux qui en remplissent les fonctions. — Réciproquement, dans le cas où lesdits intendans, commissaires généraux ou principaux de la marine, jugeraient indispensable de faire appuyer l'action de la gendarmerie des ports et arsenaux par la gendarmerie des départemens, cette mesure ne pourra avoir lieu que de concert avec les officiers supérieurs de la gendarmerie.

250. Les capitaines des compagnies de gendarmerie près les ports et arsenaux rendent compte au colonel de la légion de ce qui concerne l'administration, la tenue, la police et la discipline de leur compagnie, et des résultats généraux du service.

#### CHAPITRE III. — POLICE ET DISCIPLINE, ORDRE INTERIEUR.

##### Délits et crimes commis par la gendarmerie.

251. Les officiers, sous-officiers et gendarmes, sont justiciables des tribunaux ordinaires et des cours d'assises, pour les délits et les crimes commis hors de leurs fonctions ou dans l'exercice de leurs fonctions relatives au service de police administrative et judiciaire dont ils sont chargés, et des tribunaux militaires, pour les délits et les crimes relatifs au service et à la discipline militaire. — Les militaires de tout grade de la gendarmerie sont réputés être dans l'exercice de leurs fonctions lorsqu'ils sont revêtus de leur uniforme (1).

252. Si l'officier, sous-officier ou gendarme est accusé tout à la fois d'un délit ou crime militaire et de tout autre délit ou crime de la compétence des tribunaux ordinaires et des cours d'assises, la connaissance en appartient à ces tribunaux ou cours d'assises, qui peuvent appliquer, s'il y a lieu, les

(1) Voyez l'art. 97 de la loi du 28 germinal an 6 (17 avril 1798), et la note.

peines portées au Code pénal militaire, quand, pour raison du délit ou crime militaire, les officiers, sous-officiers et gendarmes ont encouru une peine plus forte que celle résultant du délit ou crime qui ne serait pas militaire par sa nature.

253. Les militaires de la gendarmerie qui ne rejoindraient pas, à l'expiration des congés ou permissions, et ceux qui quitteraient leur poste sans autorisation, seront censés démissionnaires; s'ils sont débiteurs au corps, ou si leur disparition est accompagnée de circonstances aggravantes, ils seront réputés déserteurs. — Quant aux sous-officiers et soldats extraits de la ligne pour le recrutement de la gendarmerie, ils continueront, jusqu'à ce qu'ils aient achevé le temps de service prescrit par la loi du 10 mars 1818, d'être assujétis aux lois et ordonnances qui concernent les militaires des corps de la ligne.

#### Fautes contre la discipline.

254. Sont réputés fautes contre la discipline : — Tout défaut d'obéissance, tant qu'il n'a pas le caractère d'un délit ; — Tout murmure, mauvais propos et signe de mécontentement envers des supérieurs, tout manquement au respect qui leur est dû ; — Tout propos humiliant ou outrage envers un inférieur, et tout abus d'autorité à son égard ; — Toute négligence de la part des chefs à punir les fautes de leurs subordonnés et à en rendre compte aux supérieurs ; — Toute violation des punitions de discipline ; — Tout dérèglement de conduite, la passion du jeu et l'habitude de contracter des dettes ; — Les querelles soit entre les hommes de la gendarmerie, soit avec d'autres militaires ou des habitans des villes et campagnes, et seulement à l'égard de ces derniers, lorsque les querelles ne sont pas de nature à être portées devant les juges civils qui doivent en connaître ; — L'ivresse, pour peu qu'elle trouble l'ordre public ou militaire ; — Le manquement aux appels, et toute absence non autorisée ; — Toute contravention aux réglemens sur la police, la discipline et sur les différentes parties du service ; — Enfin tout ce qui, dans la conduite ou dans la vie habituelle du militaire, s'écarte de la règle, de l'ordre, de l'esprit d'obéissance et de la déférence que le subordonné doit à ses chefs.

#### Des punitions de discipline.

255. Les officiers, sous-officiers et gendarmes sont soumis, chacun en ce qui le concerne, aux réglemens de discipline militaire et aux peines que les supérieurs sont autorisés à infliger pour les fautes et les négligences dans le service.

256. Les colonels de la gendarmerie peuvent, d'après le compte qui leur est rendu, infirmer, restreindre ou augmenter les punitions qui auraient été prononcées par les officiers et commandans de brigade sous leurs ordres, sans qu'ils puissent, dans aucun cas, s'écarter des règles qui sont prescrites ci-après pour la nature et la durée des punitions.

257. Les punitions de discipline sont : — Pour les officiers de la gendarmerie royale, — Les arrêts simples ; — Les arrêts forcés ; — La prison ; — Pour les sous-officiers et gendarmes, — La consigne aux casernes ; — La chambre de police ; — La prison.

258. La peine des arrêts simples, des arrêts forcés, de la consigne, de la chambre de police et de la prison, ne peut être infligée pour moins de trois jours ni plus de quinze jours. Cependant, si un officier, sous-officier ou gendarme commettait une faute contre la discipline de nature à mériter une plus forte punition, les colonels sont autorisés à prolonger la durée de



la peine de la prison jusqu'à ce que le ministre de la guerre ait prononcé, si c'est un sous-officier ou gendarme, ou qu'il ait pris nos ordres, si c'est un officier. — Les colonels de la gendarmerie sont tenus d'adresser leur rapport au ministre de la guerre, dans les trois jours à partir de celui où ils ont cru devoir prolonger la peine de la prison.

259. Les arrêts simples, la consigne et la chambre de police n'exemptent point du service.

260. Les commandans de brigade peuvent infliger la peine de la consigne et de la chambre de police à leurs subordonnés; la peine de la prison n'est infligée que par les officiers. — Les arrêts simples peuvent être ordonnés à chaque officier par son supérieur en grade ou celui qui en exerce l'autorité: les arrêts forcés et la prison ne sont ordonnés que par le colonel de la légion.

261. Tout officier, sous-officier ou gendarme, lors même qu'il se croirait injustement puni et fondé à se plaindre, est tenu de se soumettre à la punition de discipline prononcée contre lui; mais il peut, après avoir obéi, faire des réclamations près de l'officier immédiatement supérieur à celui qui a ordonné la punition.

262. Il est rendu compte sur-le-champ aux colonels des légions, en suivant la hiérarchie des grades, de toutes les punitions, de leurs motifs, et des réclamations auxquelles elles ont pu donner lieu. Chaque trimestre, un extrait de ces rapports est adressé par les colonels au ministre de la guerre.

#### Règles particulières.

263. Les commandans de compagnie doivent tenir sévèrement la main à ce que leurs subordonnés ne se livrent point à des dépenses qui les mettraient dans le cas de contracter des dettes; celles qui auraient pour objet la subsistance des hommes ou des fournitures relatives au service seront payées au moyen d'une retenue, jusqu'à concurrence du cinquième de la solde proprement dite. — Ces retenues sont ordonnées par les colonels des légions, indépendamment des punitions de discipline qu'ils croient devoir prononcer.

264. Tout officier de gendarmerie qui, s'étant laissé poursuivre judiciairement pour dettes contractées par billets, lettres de change, obligations ou mémoires arrêtés par lui, aura été condamné par jugement définitif, ne pourra rester au service si, dans le délai de deux mois, il ne satisfait pas à ses engagemens: dans ce cas, le jugement porté contre lui équivaldra, après ce délai, à une démission précise de son emploi.

265. L'habitude de s'enivrer, quand bien même elle ne serait pas accompagnée de circonstances aggravantes, suffit pour motiver l'exclusion du corps de la gendarmerie: en conséquence, tout militaire de ce corps qui a subi des punitions de discipline à trois reprises différentes pour cause d'ivrognerie peut être réformé.

266. Si, pour des faits particuliers à l'administration des compagnies de gendarmerie, les intendans ou sous-intendans militaires qui en ont la police avaient des punitions à imposer aux présidens des conseils d'administration et aux trésoriers, ils en formeraient la demande au colonel de la légion, qui sera tenu de les ordonner et de les faire subir.

267. Le commandant de chaque compagnie tient le registre de discipline sur lequel il inscrit les actions remarquables, les opérations importantes, les fautes commises et les punitions infligées. Un extrait de ce registre est adressé chaque mois au colonel de la légion.

268. Lors de leurs revues, les inspecteurs généraux de la gendarmerie se

font représenter les registres de discipline ; ils peuvent les rectifier d'après les renseignemens particuliers qu'ils ont recueillis.

269. S'ils reconnaissent que des officiers , sous-officiers ou gendarmes ont subi des punitions de discipline réitérées, ils adressent au ministre de la guerre leur rapport sur ceux de ces militaires qui ne leur paraissent pas susceptibles d'être maintenus dans le corps de la gendarmerie, ou qu'il conviendrait de soumettre à des changemens de résidence.

270. Les inspecteurs généraux de la gendarmerie peuvent décerner des éloges publics aux officiers, sous-officiers et gendarmes qui les ont mérités par leur conduite et leurs services ; mais ils ne font de réprimandes qu'en particulier, ou, s'il est nécessaire, en présence de la troupe seule.

#### Ordre intérieur.

271. Les officiers de tout grade de la gendarmerie royale ne peuvent se marier sans en avoir obtenu la permission du ministre de la guerre.

272. Les sous-officiers et gendarmes ne peuvent également se marier sans en avoir obtenu la permission du commandant de la compagnie, approuvée par le colonel de la légion. — Dans le cas où cet officier supérieur croirait devoir refuser son consentement, il est tenu d'en faire connaître les motifs au ministre de la guerre, qui prononce définitivement.

273. Les maréchaux-des-logis, brigadiers et gendarmes logent dans les casernes ou maisons qui en tiennent lieu ; ils ne peuvent découcher que pour objet de service. A moins que les circonstances n'exigent l'emploi de la brigade tout entière, il y a toujours un gendarme de garde à la caserne.

274. Les femmes et les enfans des sous-officiers et gendarmes peuvent habiter les casernes : ils doivent y tenir une conduite régulière, sous peine d'en être renvoyés d'après les ordres du colonel de la légion.

275. Aucun sous-officier ou gendarme ne peut faire commerce, tenir cabaret, ni exercer aucun métier ou profession ; les femmes ne peuvent également, dans la résidence de leur mari, tenir cabaret, billard, café ou tabagie.

276. Hors le cas de service, les maréchaux-des-logis, brigadiers et gendarmes sont tenus de rentrer à la caserne, à neuf heures du soir en hiver, et à onze heures en été.

277. Les gendarmes ne peuvent s'absenter de la caserne sans en prévenir le commandant de la brigade, et sans lui dire où ils vont, afin qu'on puisse les trouver au besoin : il leur est enjoint d'être constamment dans une bonne tenue militaire.

278. Les maréchaux-des-logis et brigadiers surveillent l'intérieur des casernes ; ils ont soin de les faire entretenir dans le meilleur état de propreté, et ils empêchent qu'il n'y soit commis des dégradations.

279. Autant que le service le permet, les chevaux sont pansés à la même heure : les commandans de brigade sont présens au pansage, ainsi qu'aux distributions ; ils sont responsables des négligences ou abus qu'ils auraient tolérés.

280. Les gendarmes commandés pour un service ne doivent jamais partir de la caserne avant que le chef de la brigade ait fait l'inspection des hommes, des chevaux et des armes. Au retour, la même inspection est faite pour voir si les hommes rentrent dans une bonne tenue, et si les chevaux n'ont pas été surmenés.

#### Remontes.

281. Tout militaire qui sera admis dans l'arme à cheval de la gendarmerie



devra se pourvoir, à ses frais, d'un cheval de l'âge de cinq ans au moins et de huit ans au plus, de la taille d'un mètre cinq cent seize millimètres sous potence; à tous crins, noir, bai ou alezan; qui soit bien tourné et d'un bon service.

282. Les chevaux seront reçus par le conseil d'administration, qui ne pourra les admettre, s'ils ne réunissent les qualités ci-dessus. Les marchés devront toujours stipuler les garanties à exiger pour les cas redhibitoires. Aussitôt après leur réception, les chevaux seront signalés sur les contrôles de la compagnie, et les fourrages seront fournis par les magasins des brigades.

283. Il ne doit être admis dans la gendarmerie ni chevaux entiers ni jumens.

284. Les officiers de tout grade de la gendarmerie, à l'exception des trésoriers, dont le service est sédentaire, sont tenus d'être constamment pourvus d'un cheval d'escadron. S'ils restent démontés au-delà d'un mois, ils éprouvent sur leur traitement la retenue d'un franc par jour; et s'ils ne sont pas remontés dans le délai de trois mois, ils sont censés démissionnaires.

285. Toutes les fois qu'un sous-officier ou gendarme sera démonté, il devra, dans le délai d'un mois, présenter un cheval ayant les qualités requises; passé ce temps, il sera pourvu à sa remonte par les soins du conseil d'administration.

286. Dans l'intervalle des inspections, aucun sous-officier ou gendarme ne pourra vendre ni échanger son cheval. — Cependant, si de puissantes considérations nécessitaient la prompte réforme d'un cheval, le colonel de la légion, sur la demande du lieutenant, et d'après l'avis du commandant de la compagnie, pourra autoriser l'échange ou la vente : mais, à la prochaine revue, il en sera rendu compte à l'inspecteur général, qui vérifiera l'exactitude des motifs d'urgence; et, s'il y a eu abus, il en sera fait un rapport spécial à notre ministre de la guerre.

287. Le prix des chevaux vendus, soit d'après la réforme ordonnée par l'inspecteur général, soit d'après l'autorisation du colonel de la légion, sera versé dans la caisse du conseil d'administration, pour servir, par forme d'à-compte, au paiement des chevaux de remonte.

288. Il est expressément défendu aux sous-officiers et gendarmes de prêter leurs chevaux, ou de les employer à tout autre usage que pour le service : ceux qui contreviendraient à cette défense, seront punis; ils encourront la réforme lorsqu'il y aura récidive.

289. Les commandans de brigade veilleront à ce que les chevaux des gendarmes absens ou malades reçoivent les soins convenables; ils les feront promener, et pourront les employer pour le service : dans ce cas, le gendarme qui montera le cheval d'un homme absent ou malade sera responsable des accidens qui proviendraient de sa négligence, de défaut de soin ou de ménagement. Lorsque ce gendarme rentrera à la caserne, il devra en prévenir sur-le-champ le commandant de la brigade, pour que celui-ci inspecte le cheval avant qu'il soit conduit à l'écurie.

290. Les sous-officiers et gendarmes qui quitteront le corps ne pourront disposer de leurs chevaux qu'avec l'agrément du conseil d'administration de la compagnie. Dans le cas où ce conseil croirait que le cheval dût être conservé et passer à un autre gendarme, la valeur en sera fixée par des experts qui seront nommés par les parties intéressées, et le prix en sera remis comptant au gendarme cessionnaire, s'il se trouve ne rien devoir à la masse de compagnie. — Les chevaux des sous-officiers et gendarmes décédés pour-

ront être également conservés ; le prix en sera réglé par des experts, et remis, s'il y a lieu, aux héritiers.

#### Démissions et congés.

291. Les militaires qui, après être libérés du service, ont obtenu leur admission dans la gendarmerie, peuvent demander leur démission à l'époque des revues ; ces demandes sont examinées par l'inspecteur général, et transmises au ministre de la guerre, qui prononce définitivement. — Toutefois, si, dans l'intervalle des inspections, quelques uns de ces militaires justifiaient que de puissans motifs les forcent à se retirer de la gendarmerie, les demandes qu'ils adressent par la voie hiérarchique au colonel de la légion sont soumises, avec les observations de cet officier supérieur, au ministre de la guerre, qui accorde les démissions, s'il y a lieu.

292. Les sous-officiers et gendarmes qui ne conviennent pas au service de la gendarmerie sont congédiés ou réformés purement et simplement par le ministre de la guerre. — Les congés de réforme et les congés absolus sont expédiés d'après ses ordres.

293. Le ministre de la guerre, sur la proposition des colonels de légion, accorde, s'il le juge convenable, des congés limités avec demi-solde aux officiers, sous-officiers et gendarmes, pour leurs affaires personnelles. La durée de ces congés ne peut excéder trois mois. — Si des affaires urgentes exigeaient que des officiers, sous-officiers ou gendarmes s'absentassent pour huit jours au plus, les colonels de légion peuvent accorder les permissions nécessaires, à la charge d'en rendre compte sur-le-champ au ministre de la guerre.

#### Changement de résidence.

294. Les changemens de résidence peuvent être ordonnés, soit dans l'intérêt du service, soit pour l'avantage personnel des officiers, sous-officiers et gendarmes : le ministre de la guerre prononce seul sur ces changemens.

#### Dispositions générales.

295. Une des principales obligations de la gendarmerie royale étant de veiller à la sûreté individuelle, elle doit assistance à toute personne qui réclame son secours dans un moment de danger. Tout militaire du corps de la gendarmerie qui ne satisferait pas à cette obligation, lorsqu'il en aurait la possibilité, se constituerait en état de prévarication dans l'exercice de ses fonctions.

296. Tout acte de la gendarmerie qui troublerait les citoyens dans l'exercice de leur liberté individuelle est un abus de pouvoir. Les officiers, sous-officiers et gendarmes qui s'en rendraient coupables, encourront leur réforme, indépendamment des poursuites judiciaires qui seraient exercées contre eux.

297. Hors le cas de flagrant délit déterminé par les lois, la gendarmerie ne peut arrêter aucun individu, si ce n'est en vertu d'un ordre ou d'un mandat délivré par l'autorité compétente. Tout officier, sous-officier ou gendarme qui, en contravention à cette disposition, donne, signe, exécute ou fait exécuter l'ordre d'arrêter un individu, ou l'arrête effectivement, est poursuivi judiciairement et puni comme coupable de détention arbitraire.

298. Les mêmes peines ont lieu contre tout militaire du corps de la gendarmerie qui, même dans le cas d'arrestation pour flagrant délit, ou dans tous les autres cas autorisés par les lois, conduirait ou retiendrait un individu dans un lieu de détention non légalement et publiquement désigné



par l'autorité administrative pour servir de maison d'arrêt, de justice ou de prison.

299. Tout individu arrêté en flagrant délit par la gendarmerie dans les cas déterminés par l'article 179 de la présente ordonnance, et contre lequel il n'est point intervenu de mandat d'arrêt ou un jugement de condamnation à des peines en matière correctionnelle ou criminelle, est conduit à l'instant devant l'officier de police; il ne peut être transféré ensuite dans une maison d'arrêt ou de justice qu'en vertu du mandat délivré par l'officier de police.

300. Dans le cas seulement où, par l'effet de l'absence de l'officier de police, le prévenu arrêté en *flagrant délit* ne pourrait être entendu immédiatement après l'arrestation, il peut être déposé dans l'une des salles de la mairie, où il est gardé à vue jusqu'à ce qu'il puisse être conduit devant l'officier de police; mais, sous quelque prétexte que ce soit, cette conduite ne peut être différée au-delà de vingt quatre heures. L'officier, sous-officier ou gendarme qui aurait retenu plus long-temps le prévenu sans le faire comparaître devant l'officier de police, sera poursuivi comme coupable de détention arbitraire.

301. Tout individu qui outrage ou menace les militaires du corps de la gendarmerie dans l'exercice de leurs fonctions est arrêté et traduit devant l'officier de police de l'arrondissement pour être jugé et puni selon la rigueur des lois.

302. Si la gendarmerie est attaquée dans l'exercice de ses fonctions, elle requiert, *de par la loi*, l'assistance des citoyens présens, à l'effet de lui prêter main forte, tant pour repousser les attaques dirigées contre elle que pour assurer l'exécution des requisitions et ordres dont elle est chargée.

303. Les militaires de la gendarmerie *requis*, soit pour assurer l'exécution de la loi, des jugemens, ordonnances, mandemens de justice ou de police, soit pour dissiper des émeutes populaires ou attroupemens séditieux, soit pour en saisir les chefs, auteurs et fauteurs, ne peuvent déployer la force des armes que dans les deux cas suivans :—Le premier, si des violences ou voies de fait sont exercées contre eux; —Le second, s'ils ne peuvent défendre autrement le terrain qu'ils occupent, les postes ou les personnes qui leur seraient confiés, ou enfin si la résistance était telle, qu'elle ne pût être vaincue autrement que par le développement de la force des armes.

304. Dans le cas d'émeute populaire, et lorsque la résistance ne peut être vaincue que par la force des armes, la gendarmerie n'en fait usage qu'après que l'autorité administrative du lieu a sommé, *de par la loi*, les personnes attroupées de se retirer paisiblement. — Après cette sommation trois fois réitérée, si la résistance continue, la force des armes est à l'instant déployée contre les séditieux, sans aucune responsabilité des événemens; et ceux qui peuvent être saisis ensuite sont livrés aux officiers de police pour être jugés et punis selon la rigueur des lois. Enfin, à défaut et en cas d'absence de l'autorité locale, la gendarmerie, après avoir épuisé tous les moyens de persuasion, et après trois sommations *de par la loi*, est autorisée à vaincre la résistance par la force des armes, sans être responsable des événemens (1).

305. Lorsqu'une émeute populaire prend un caractère et un accroisse-

---

(1) Le meurtre commis par un gendarme, dans l'exercice de ses fonctions, s'il a été provoqué par des coups ou violences graves, ne constitue ni crime ni délit. Cass., 20 janvier 1825, S. R., XXV, 1, 276; Bull. crim., XXX, 32. — Lorsqu'une cour criminelle, saisie d'une accusation de meurtre commis par un gendarme qui était à la recherche d'un contumax, reconnaît que le meurtre est excusable, en ce qu'il a été provoqué par des coups et des violences graves, elle doit en outre, et même d'office, examiner si le gendarme était dans l'exercice de ses fonctions, en ce que cette dernière circonstance tend à faire disparaître la criminalité du fait. Même arrêt.

ment tels, que la gendarmerie se trouverait trop faible pour vaincre la résistance par la force des armes, elle dresse procès-verbal dans lequel elle signale les chefs, auteurs et fauteurs de la sédition.

306. Les militaires du corps de la gendarmerie qui refuseraient d'obtempérer aux réquisitions légales de l'autorité civile seront réformés, d'après le compte qui en sera rendu au ministre de la guerre, sans préjudice des peines dont ils pourraient être passibles, si par suite de leur refus la sûreté publique avait été compromise.

307. Toutes les fois que la gendarmerie est requise pour une opération quelconque, elle en dresse procès-verbal, même en cas de non-réussite, pour constater son transport et ses recherches.

308. Les procès-verbaux des sous-officiers et gendarmes sont faits sur papier libre : ceux de ces actes qui seraient de nature à donner lieu à des poursuites judiciaires, sont préalablement enregistrés en débet ou *gratis*, suivant les distinctions établies par la loi du 22 frimaire an 7 et notre ordonnance du 22 mai 1816. — Ils seront présentés à la formalité par les gendarmes lorsqu'il se trouvera un bureau d'enregistrement dans le lieu de leur résidence ; dans le cas contraire, l'enregistrement aura lieu à la diligence du ministère public chargé des poursuites.

309. Les gardes forestiers étant appelés à concourir, au besoin, avec la gendarmerie au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique, et les brigades de la gendarmerie devant prêter main-forte pour la répression des délits forestiers, les inspecteurs ou sous-inspecteurs des eaux-et-forêts et les commandans de la gendarmerie se donnent réciproquement connaissance des lieux de résidence des gardes forestiers et des brigades et postes de gendarmerie, pour assurer de concert l'exécution des mesures et des réquisitions, toutes les fois qu'ils doivent agir simultanément.

310. Les gardes champêtres des communes sont placés sous la surveillance des commandans des brigades de gendarmerie, qui tiennent un registre particulier sur lequel ils inscrivent les noms, l'âge et le domicile de ces gardes champêtres.

311. Les officiers et sous-officiers de gendarmerie s'assurent, dans leurs tournées, si les gardes champêtres remplissent bien les fonctions dont ils sont chargés ; ils donnent connaissance aux sous-préfets de ce qu'ils ont appris sur la conduite et le zèle de chacun d'eux.

312. Dans des cas urgens, ou pour des objets importants, les sous-officiers de gendarmerie peuvent mettre en réquisition les gardes champêtres d'un canton ; et les officiers, ceux d'un arrondissement, soit pour les seconder dans l'exécution des ordres qu'ils ont reçus, soit pour le maintien de la police et de la tranquillité publique : mais ils sont tenus de donner avis de cette réquisition aux maires et aux sous-préfets, et de leur en faire connaître les motifs généraux.

313. Les officiers et sous-officiers de gendarmerie adressent, au besoin, aux maires, pour être remis aux gardes champêtres, le signalement des individus qu'ils ont l'ordre d'arrêter.

314. Les gardes champêtres sont tenus d'informer les maires, et ceux-ci les officiers et sous-officiers de gendarmerie, de tout ce qu'ils découvrent de contraire au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique ; ils leur donnent avis de tous les délits qui ont été commis dans leurs territoires respectifs.

315. Les officiers, sous-officiers et gendarmes sont exempts des droits de péage et de passage de bacs, ainsi que les voitures, chevaux et personnes qui marchent sous leur escorte.



316. Les militaires de tout grade de la gendarmerie qui, d'après les réglemens, jouissent de la franchise et du contre-seing des lettres, et qui abuseraient de cette franchise pour une correspondance étrangère à leurs fonctions, seront envoyés dans un autre département, et, en cas de récidive, ils encourront la réforme.

317. La gendarmerie ne peut être distraite de ses fonctions pour servir d'ordonnance ni pour être employée à des services personnels; les officiers de gendarmerie ne peuvent non plus, pour les devoirs qui leur sont propres, interrompre les tours de service d'aucun sous-officier ou gendarme. Il est rendu compte au ministre de la guerre de toute contravention à cette défense.

318. Les demandes ou les réclamations que les militaires de la gendarmerie sont dans le cas d'adresser au ministre de la guerre, doivent lui parvenir, savoir : pour ce qui concerne le personnel, par les colonels des légions; et pour les réclamations relatives à des pertes ou à d'autres objets administratifs, par le conseil d'administration de la compagnie à laquelle l'homme appartient. — Seulement, en cas de déni de justice, les militaires du corps de la gendarmerie peuvent réclamer directement du ministre de la guerre le redressement des griefs ou des abus dont ils auraient à se plaindre. Ils joignent à leurs réclamations toutes les pièces justificatives, pour qu'il y soit fait droit, s'il y a lieu.

319. Les corps de la gendarmerie d'élite et de la gendarmerie royale de Paris conservent, à raison de la spécialité de leur service, la constitution particulière qui leur a été donnée par nos ordonnances. — Ils sont soumis d'ailleurs aux règles établies par la présente ordonnance, pour la police et la discipline de la gendarmerie.

---

N<sup>o</sup> 309. = 1<sup>er</sup>—12 novembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui donne à la commission de l'instruction publique le titre de conseil royal de l'instruction publique, et contient règlement à cet égard (1). (VII, Bull. CXXVI, n<sup>o</sup> 9817.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu la loi du 10 mai 1806, portant établissement d'un corps enseignant; — Ensemble les divers actes du gouvernement concernant l'instruction publique, et spécialement notre ordonnance du 15 août 1815; — Voulant établir sur des bases plus fixes la direction et l'administration du corps enseignant, et préparer ainsi son organisation définitive; — Voulant en même temps marquer aux membres de la commission de l'instruction publique la satisfaction que nous avons éprouvée de leurs services, — Avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La commission de l'instruction publique prendra le titre de *Conseil royal de l'instruction publique*.

2. L'instruction et le rapport des affaires seront répartis entre les membres du conseil dans l'ordre suivant :

3. Le président a voix prépondérante dans les délibérations, lorsqu'il y a partage de voix. — Il correspond seul avec le gouvernement, et lui transmet les demandes et les délibérations du conseil. — Toutes les lettres lui sont adressées : il en prend connaissance, et les fait distribuer par le secré-

---

(1) Voyez l'ordonnance du 22 juillet—5 août 1820, qui augmente le nombre des membres de la commission de l'instruction publique, créée par l'ordonnance du 15—18 août 1815; et celle du 27 février—27 avril 1821, tit. I<sup>er</sup>, portant organisation du conseil royal de l'instruction publique.

taire général aux conseillers dans les attributions desquels se trouvent les affaires respectives. — Les diplômes de grades seront intitulés de son nom, signés de lui, du conseiller exerçant les fonctions de chancelier, et du secrétaire général. — Il signera les ordonnances de paiement, d'après les états arrêtés par le conseil, sur le rapport du conseiller exerçant les fonctions de trésorier, ainsi que toutes les délibérations, les arrêtés et les actes de nomination, lesquels seront également signés du conseiller exerçant les fonctions de chancelier, et du secrétaire général. — Il signera toutes les dépêches, lesquelles seront préparées par le conseiller sur le rapport duquel sa décision aura été rendue, ou dans les attributions duquel se trouvera l'affaire qu'il s'agira d'instruire : ces dépêches seront signées par ledit conseiller et par un de ses collègues, en même temps que par le président. — Pour toutes les nominations, celles des places qui se donnent au concours et celles des maîtres d'école primaire exceptées, le rapport sera d'abord mis par le conseiller dans les attributions duquel la place se trouve, sous les yeux du président ; ce conseiller lui proposera des candidats, parmi lesquels le président en choisira deux qu'il présentera au conseil.

4. L'un des conseillers exercera les fonctions de chancelier, et sera chargé des affaires du sceau, ainsi que de l'instruction et des rapports concernant les facultés et écoles spéciales, celle de théologie catholique exceptée.

5. Un autre conseiller exercera les fonctions de trésorier, et sera chargé de l'instruction et des rapports concernant les recettes et les dépenses générales. — Les budgets des établissemens et toutes les affaires exigeant dépense seront d'abord examinés par le conseiller dans les attributions duquel se trouve l'établissement ou le fonctionnaire auquel la dépense se rapporte, et remis, avec son avis, au conseiller chargé des fonctions de trésorier, qui en fera le rapport au conseil.

6. Un troisième conseiller sera chargé de l'instruction et des rapports concernant les collèges royaux et communaux des départemens.

7. Un quatrième conseiller sera chargé de l'instruction et des rapports concernant les facultés de théologie catholique et les institutions, pensionnats et écoles latines des départemens. — Le même conseiller sera aussi chargé de l'instruction et des rapports concernant les aumôniers des collèges royaux des départemens.

8. Un cinquième conseiller exercera les fonctions de recteur de l'académie de Paris, en ce qui concerne les collèges, les institutions, les pensionnats et les écoles primaires de la capitale et du département de la Seine, et sera chargé de l'instruction et des rapports y relatifs. — Le même conseiller sera aussi chargé de la surveillance de l'école normale.

9. Un sixième conseiller exercera les fonctions du ministère public, telles qu'elles sont réglées par le décret du 15 novembre 1811, et sera, en outre, chargé de l'instruction et des rapports concernant l'instruction primaire et les écoles primaires autres que celles dont il est question dans l'article précédent.

10. Un septième conseiller sera chargé de la surveillance sur la comptabilité des collèges, et de l'instruction et des rapports concernant le jugement de leurs comptes.

11. Les fonctions énoncées aux articles 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 seront exercées par les membres de la commission qui en sont actuellement chargés. En cas de mort ou de démission, nous disposerons des fonctions vacantes en faveur de celui des conseillers à qui nous jugerons convenable de les confier.



12. A l'avenir, les membres de notre conseil royal de l'instruction publique seront nommés par nous entre trois candidats qui nous seront présentés par le conseil, et qu'il aura choisis parmi les inspecteurs généraux et les recteurs des académies.

13. Le conseil royal de l'instruction publique reprendra le rang et le costume de l'ancien conseil de l'université.

14. Tout membre de l'université, quelque fonction ou dignité dont il soit d'ailleurs revêtu, sera tenu de porter en tout temps les signes distinctifs de son grade universitaire.

---

N<sup>o</sup> 310. = 1<sup>er</sup> novembre—21 décembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi portant organisation de la maison civile de sa majesté. (VII, Bull. CDXXIII, n<sup>o</sup> 9934.)

---

N<sup>o</sup> 311. = 1<sup>er</sup> novembre—21 décembre 1820. = **RÈGLEMENT** sur les entrées dans le palais du roi. (VII, Bull. CDXXIII, n<sup>o</sup> 9937.)

---

N<sup>o</sup> 312. = 1<sup>er</sup> novembre 1820. = **CIRCULAIRE** sur la durée du scrutin pour les élections de députés (1).

L'article 13 de la loi du 5 février 1817, qui, n'ayant point cessé d'être en vigueur, a dû être rappelé textuellement dans l'ordonnance du 11 octobre dernier (article 12), porte, entre autres dispositions, que chaque scrutin est, après être resté ouvert au moins pendant six heures, clos à trois heures du soir, et dépouillé séance tenante. — Avant la loi du 29 juin les délais déterminés par cet article n'avaient nulle part paru trop courts, du moins aucune réclamation n'était à ce sujet parvenue au ministère. — La loi du 29 juin exigeant que chaque électeur écrive ou fasse écrire son bulletin sur le bureau, cette formalité obligée demande un peu plus de temps pour chaque scrutin, et il est possible que, dans quelques uns des collèges, surtout dans les plus nombreux, les délais déterminés par la disposition que je viens de citer se trouvent trop courts. — Il est donc nécessaire de rechercher ce qui, dans les expressions de la loi, est bien réellement obligatoire, et, par conséquent, quelle a été son intention, son véritable but : la disposition dont il s'agit veut qu'il n'y ait qu'un scrutin par jour, et qu'il soit dépouillé à la fin de chaque séance. Ces deux prescriptions sont essentielles ; vous en sentirez aisément les motifs, et je ne crois pas qu'on puisse s'en écarter. Elle veut que chaque scrutin reste ouvert au moins pendant six heures, c'est-à-dire qu'il ne peut pas être ouvert moins de six heures, mais qu'il peut l'être plus long-temps, si cela est nécessaire ; le même article porte que le scrutin sera fermé à trois heures, et, comme l'article précédent dit que chaque séance commencera à huit heures du matin, il suivrait de ces deux dispositions que le *maximum* du temps pendant lequel chaque scrutin doit rester ouvert est de sept heures ; mais il est bien évident que la loi n'a entendu prescrire ici que des dispositions comminatoires ; que tel accident peut faire que la séance n'ait pu, par exemple, s'ouvrir qu'à dix heures, et que, par conséquent, le scrutin ne puisse pas se fermer à trois, qu'il devra rester ouvert jusqu'à quatre heures, pour satisfaire à la disposition essentielle qui exige au moins six heures ; enfin, il peut arriver que même le

---

(1) Comme l'art. 50 de la loi générale du 19—23 avril 1831, sur les élections, contient, relativement à la durée et à la fermeture du scrutin, une disposition semblable à celle de l'art. 13 de la loi du 5 février 1817, pour l'interprétation duquel la présente circulaire a été faite, nous pensons que cette circulaire peut offrir encore de l'intérêt.

scrutin ouvert à huit heures du matin ne puisse pas être fermé à trois heures du soir ; que cet intervalle , soit à cause du nombre des votans, soit par toute autre cause imprévue , ne suffise pas pour faire voter tous les électeurs présens, c'est-à-dire pour l'appel et le réappel : or, dans ce dernier cas, la force des choses, la nécessité, doivent prévaloir sur des expressions purement littérales ; car la loi veut, avant tout, que les électeurs qui se sont rendus au collège pour y exercer leurs droits votent et aient le temps de voter ; et il ne me paraît pas douteux que, dans une telle situation, le président peut et doit même prolonger le scrutin au-delà de trois heures du soir. — Toutefois, comme il est convenable de se conformer, autant que l'on peut, aux expressions littérales des lois, lors même qu'elles n'ont en vue que de simples formalités, il est telle manière de procéder qui se sera sûrement présentée à votre esprit, et qui, dans le plus grand nombre de cas où il sera jugé nécessaire de l'employer, permettra de satisfaire à l'intention de la loi sans étendre les délais que son texte détermine. Ce moyen est facile : il consiste en ce que deux listes confiées à deux membres du bureau soient employées à la fois à constater le vote des électeurs, ainsi qu'il est prescrit par le même article 13 de la loi du 5 février. De cette manière, qui est également régulière, légale, et qui se ferait par un même appel, afin d'éviter toute confusion, le scrutin marcherait bien plus vite, et exigerait bien moins de temps.

---

N° 313. = 8—12 novembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit aux régies et administrations de finances un nouveau mode de comptabilité à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1821 (1). (VII, Bull. CXXVI, n° 9812.)

Louis, . . . — Considérant que la principale des garanties nécessaires pour prouver l'exactitude des faits exposés annuellement dans les comptes généraux des finances doit résulter de la concordance de ces comptes généraux avec les comptes particuliers soumis au jugement de la cour des comptes par les agens comptables dont ils retracent les opérations ; que, pour obtenir cette concordance, il est indispensable que les comptes à présenter aux chambres, comme ceux à rendre à la cour, soient tous conçus dans le système consacré par le titre XII de la loi du 25 mars 1817, et qui a été appliqué par nos ordonnances du 18 novembre suivant aux comptes à rendre par les receveurs généraux des finances, les payeurs et le caissier du trésor ; — Que cet ordre de comptabilité peut seul fournir à la cour des comptes les moyens de remplir l'obligation qui lui est imposée par la loi du 27 juin 1819, de valider par l'exposé de ses travaux annuels le résultat des comptes généraux présentés par le ministère des finances ; — Ayant reconnu, d'une part, que le mode actuellement suivi par les administrations de finances pour la reddition de leurs comptes ne permet pas de produire, comme preuve de l'exactitude des résultats présentés annuellement aux chambres sur les impôts et revenus indirects, les comptes formés dans chaque administration pour être jugés par la cour des comptes ; d'autre part, que ce mode a l'inconvénient d'entraîner des délais qui retardent l'apurement d'une partie importante de la comptabilité publique, et privent les comptables eux-mêmes des avantages d'une prompte libération, et, enfin, qu'il a encore l'inconvénient de substituer des comptables d'ordre aux comptables réels qui sont préposés au recouvrement des impôts ; — Vu le décret du 17 mai 1809, contenant les

---

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 16—26 septembre 1807, sur l'organisation de la cour des comptes, le résumé de la législation concernant la comptabilité.



dispositions qui régissent maintenant la présentation et le jugement des comptes des administrations de finances ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances ; — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1821, la comptabilité des régies et administrations qui ressortissent au ministère des finances, et le mode d'après lequel elles rendront compte de leurs opérations à notre cour des comptes, seront réglés d'après les bases qui suivent.

2. Les comptables principaux des régies et administrations seront directement justiciables de notre cour des comptes, et ils présenteront le compte de leur gestion en leur nom et sous leur responsabilité personnelle.

3. Les comptes seront rendus par année pour la recette et la dépense, en y conservant toutefois la distinction des exercices auxquels les opérations pourront se rattacher. — Ils comprendront toutes les recettes et les dépenses effectuées par les préposés pendant la période annuelle, quelle que soit leur nature et à quelque service public ou particulier qu'elles se rapportent. — Chacun de ces comptes devra présenter : — 1<sup>o</sup> Le tableau des valeurs existant en caisse et en portefeuille et des créances à recouvrer par le comptable au commencement de la gestion annuelle, ou l'avance dans laquelle le préposé se serait constitué à la même époque ; — 2<sup>o</sup> Les recettes et les dépenses de toute nature faites pendant le cours de cette gestion ; — 3<sup>o</sup> Enfin le montant des valeurs qui se trouveront dans la caisse et le portefeuille du comptable, et des créances restant à recouvrer par lui à la fin de la gestion annuelle, ou la somme dont le préposé demeurerait en avance à la même époque.

4. Les préposés devenus justiciables directs de notre cour des comptes ne seront comptables envers elle que des actes de leur gestion personnelle. En cas de mutation des préposés, le compte de l'année sera divisé suivant la durée de la gestion des différens titulaires, et chacun d'eux rendra compte des opérations qui le concerneront.

5. Pour les administrations où il n'y a pas de comptable principal par département, les opérations annoncées dans *les comptes individuels* rendus par les préposés d'un même département, en exécution des articles ci dessus, seront résumées dans un *bordereau récapitulatif*. Les administrations centrales établiront d'office ces *bordereaux récapitulatifs* par département, et les adresseront à notre cour des comptes avec les *comptes individuels*, dont ils présenteront seulement la récapitulation par comptable et par article de recette et de dépense.

6. Les comptables des régies adresseront leurs comptes à l'administration centrale dont ils relèvent, dans les *trois mois* qui suivront l'expiration de l'année ; l'administration les transmettra successivement à notre cour des comptes dans les *trois mois* suivans, en sorte que la cour les ait toujours reçus *six mois* après le terme de la gestion annuelle.

7. Aussitôt après avoir transmis à notre cour des comptes les *comptes individuels* mentionnés ci dessus et dans le délai de *deux mois*, chaque administration établira le *résumé général* des opérations de ses préposés pendant l'année écoulée. — Ce *résumé général*, établi sur les *comptes individuels* et présenté par le conseil d'administration, fera connaître l'ensemble des recettes et des dépenses effectuées par les comptables de la régie pendant la période annuelle sur les différens services et exercices. — Il sera remis en double expédition à notre ministre secrétaire d'état des finances, qui arrêtera et signera l'une d'elles pour être transmise à notre cour des comptes : l'autre expédition sera conservée comme pièce justificative à l'appui du compte général des finances publié pour la même année.

8. Notre ministre secrétaire d'état des finances arrêtera le modèle des *comptes individuels* et des *résumés généraux*, et déterminera les nouvelles justifications qui devraient être produites à l'appui.

9. Les comptes des exercices antérieurs à l'année 1821 continueront à être rendus suivant le mode qui est actuellement suivi, en n'y comprenant, toutefois, que les recettes et les dépenses faites jusqu'au 31 décembre 1820.

10. Ces comptes devront tous être parvenus à la cour des comptes avant le 1<sup>er</sup> janvier 1822.

11. Les dispositions du décret du 17 mai 1809 et toutes autres qui seraient contraires à la présente ordonnance sont et demeurent rapportées.

---

N<sup>o</sup> 314. = 8—22 novembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui assimile le bureau des douanes de Wissembourg à ceux désignés dans l'ordonnance du 3—11 mars 1815, pour la sortie des ouvrages d'or et d'argent expédiés à l'étranger. (VII, Bull. CDXVII, n<sup>o</sup> 9827.)

A compter de ce jour, le bureau des douanes de Wissembourg fera partie de ceux désignés en notre ordonnance du 3 mars 1815, pour la sortie des ouvrages d'or et d'argent expédiés à l'étranger, et les propriétaires des expéditions auront la faculté de réclamer le remboursement des deux tiers du droit de garantie payé pour ces ouvrages, en justifiant de leur sortie du territoire français par un certificat du même bureau des douanes.

---

N<sup>o</sup> 315. = 15 novembre—10 décembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe les droits de péage qui seront perçus au passage du nouveau pont de la ville de Baume, département du Doubs. (VII, Bull. CDXXI, n<sup>o</sup> 9927.)

---

N<sup>o</sup> 316. = 17 novembre 1820. = **CIRCULAIRE** sur les justifications à faire par les députés élus (1).

Je crois utile de vous adresser quelques explications sur les pièces à produire par MM. les députés nouvellement élus; la loi du 29 juin 1820 a rendu cette précaution nécessaire; sans doute, l'administration n'a point à intervenir dans un examen qui n'appartient qu'à la chambre; mais il importe à sa prévoyance de donner tous les avertissemens qui peuvent prévenir des difficultés. — Les pièces qu'on a été jusqu'à ce jour dans l'usage de fournir, sont : — 1<sup>o</sup> Des extraits de naissance dûment légalisés, pour constater l'âge des députés, conformément à la loi du 25 mars 1818; — 2<sup>o</sup> Des extraits des rôles également légalisés, pour justifier des contributions formant le cens d'éligibilité. Il est bien entendu que ce sont des extraits des rôles en recouvrement à l'époque de l'élection, et non des rôles antérieurs ou postérieurs; seulement les extraits des rôles antérieurs pourraient servir à constater le temps de possession ou de paiement voulu par l'article 4 de la loi du 29 juin, dont il sera parlé ci-après. — Le cens d'éligibilité fixé par l'article 38 de la charte est de mille francs. — Il peut, par exception, être inférieur à cette somme dans les départemens où, pour compléter le nombre de cinquante éligibles, on a été obligé, conformément à l'article 39 de la charte, de prendre

---

(1) Cette circulaire offre encore de l'intérêt, excepté pour ce qui concerne la justification, par les députés, de leur possession annale des propriétés qui leur confèrent le cens d'éligibilité; cette possession annale n'est plus exigée par la loi générale sur les élections, du 19—23 avril 1831, qui forme le dernier état des choses.

Le cens d'éligibilité n'est plus de mille francs, mais de cinq cents francs.



les plus imposés au dessous de mille francs. — La liste des éligibles, dressée d'avance, en vertu de cet article, dans tout département où il y a eu lieu de l'appliquer, servira, ainsi que j'en ai prévenu par ma circulaire du 4 octobre, à constater l'éligibilité d'un député qui ne paierait point mille francs de contributions. Ceux qui seront dans ce cas croiront sans doute devoir se munir d'un extrait certifié de cette liste. — L'article 4 de la loi du 29 juin a imposé des conditions nouvelles : d'après l'exception qui le termine, en faveur des droits acquis lors de la publication de la loi dont il fait partie, ce n'est qu'à dater de cette époque que les éligibles et les électeurs ont, cette année, à justifier de la possession de la propriété, de la location, du paiement de la patente, et de l'exercice de l'industrie. — Je présume que la chambre des députés n'exigera pas pour cette justification plus qu'il n'a été exigé des électeurs, et qu'un certificat dûment légalisé du maire de la commune où est située la propriété, la location, où la patente est payée et l'industrie exercée, sera admis comme pièce suffisante. Cependant, comme je n'ai aucune règle à prescrire sur un examen, qui, je le répète, n'appartient qu'à la chambre des députés, c'est aux députés nouvellement élus de se pourvoir des autres pièces qu'ils jugeraient nécessaires, soit pour ajouter à celles là, soit pour les remplacer. J'observerai seulement que les actes d'acquisition, de location, ou tous autres semblables, ont besoin d'être légalisés par qui de droit pour être suffisamment authentiques, et que ces actes, s'ils étaient isolés, ne pourraient constater que l'état des choses au moment où ils ont été passés, et non sa continuation, ainsi que peuvent le faire les certificats des maires. — Quant aux héritages à *titre successif*, ces certificats paraîtront sans doute également nécessaires, soit pour justifier que l'auteur ou le donateur possédait avant la publication de la loi, soit pour justifier que l'héritier ou donataire n'a point cessé de posséder depuis. — Afin de ne négliger aucune précaution, je vous prie de donner, sans retard, les explications que je viens de vous adresser à chacun des députés nouvellement élus dans votre département.

N<sup>o</sup> 317. — 22 novembre 1820 — 19 janvier 1821. — **ORDONNANCE** du roi portant que les contraventions au règlement du 23 juin 1806, concernant le poids des voitures et la police du roulage, doivent être jugées par les conseils de préfecture (1). (VII, Bull. CXXXVIII, n<sup>o</sup> 10040.)

Louis, . . . — Sur le compte qui nous a été rendu des doutes élevés sur le sens de l'article 38 du décret du 23 juin 1806, portant règlement sur la police du roulage, relativement à la nature du jugement sommaire que cet article charge les maires de prononcer sans frais et sans formalité ; — Considérant que cet article n'a pu vouloir donner aux maires une juridiction administrative en matière de grande voirie, laquelle leur est étrangère ; qu'il n'a entendu les charger que d'un acte d'exécution provisoire, à l'effet de pourvoir à la consignation de l'amende sur laquelle il appartient au conseil de préfecture, en vertu de ses attributions légales, de statuer, soit que le contrevenant exerce devant ce conseil le recours qui lui est réservé par ledit article, soit qu'il ne réclame pas ; — Voulant régler pour l'avenir par une disposition générale la marche à suivre sur l'application dudit article ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Toutes contraventions au règlement du 23 juin 1806, concer-

(1) Voyez la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), sur le roulage, et les notes ; et spécialement l'art. 4 de cette loi, portant que les contraventions seront jugées par voie administrative.

nant le poids des voitures et la police du roulage, doivent être dénoncées, dans notre bonne ville de Paris, au préfet de police, et, dans les autres communes du royaume, aux maires, lesquels rendront, sans frais et sans formalité, une décision provisoirement exécutoire, et feront, s'il y a lieu, consigner l'amende encourue.

2. Il sera statué ultérieurement sur toutes lesdites contraventions par le conseil de préfecture du département, soit que les contrevenans exercent ou n'exercent pas leur recours.

---

N° 318. = 23 novembre—15 décembre 1820. = **ORDONNANCE du roi portant qu'il sera envoyé dans la dix-septième division militaire (île de Corse) un lieutenant-général commandant supérieur.** (VII, Bull. CDXXII, n° 9935.)

Louis, . . . — Prenant en considération la multiplicité et la gravité toujours croissante des crimes et des désordres dans l'île de Corse, l'impunité d'un grand nombre de malfaiteurs qui se sont soustraits par la fuite aux peines prononcées contre eux, et ne cessent de troubler la tranquillité publique par de nouveaux attentats; — Sur le rapport de notre président du conseil des ministres; — Vu l'article 14 de la charte constitutionnelle, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera envoyé dans la dix-septième division militaire un lieutenant-général commandant supérieur.

2. Le commandant supérieur est spécialement chargé de tout ce qui concerne la sûreté des personnes et de l'ordre public; il reçoit de nos ministres les ordres qui s'y rapportent.

3. Il exerce la haute surveillance sur la police générale de l'île, sur toutes les autorités civiles, militaires et administratives. — Lesdites autorités sont tenues de l'informer directement de tous les événemens qui intéressent la sûreté et la tranquillité publiques.

4. Il a sous ses ordres immédiats la garde nationale, la gendarmerie et les troupes de toute nature. — Il donne aux employés des douanes, après avoir entendu le directeur de cette partie, les ordres nécessaires au maintien de la tranquillité publique.

5. Il sera formé près du commandant supérieur de l'île un conseil composé du commandant supérieur, président; du procureur général près la cour royale, du président de la cour criminelle, du préfet du département, et de deux membres du conseil général du département, qui seront proposés par le préfet, et agréés par les autres membres du conseil.

6. Ce conseil sera chargé d'aviser aux moyens de procurer l'exécution des lois et le maintien de la sécurité publique dans l'île; il recevra les rapports des autorités, les plaintes et réclamations des particuliers; il nous proposera toutes les mesures qui lui paraîtront nécessaires pour le rétablissement du bon ordre, la sûreté des personnes et des propriétés, et pour assurer les progrès de la prospérité intérieure de l'île; il dirigera et surveillera l'exécution de ces mesures, lorsque nous les aurons ordonnées.

---

N° 319. = 29 novembre—10 décembre 1820. = **ORDONNANCE du roi concernant l'exportation des écorces à tan provenant des forêts situées sur la rive droite et dans le département de l'Isère.** (VII, Bull. CDXXI, n° 9925.)

Art. 1<sup>er</sup>. Les écorces à tan provenant des forêts situées sur la rive droite et dans le département de l'Isère pourront être exportées à l'étranger jus-



qu'au 1<sup>er</sup> décembre 1821, moyennant le droit fixé par la loi du 7 juin 1820.

2. Cette origine devra être établie par certificats des maires sur le territoire desquels les coupes auront eu lieu.

3. La sortie ne pourra s'effectuer que par les douanes frontières placées sur la rive droite de l'Isère.

N° 320. = 29 novembre — 10 décembre 1820. = *ORDONNANCE du roi qui détermine un mode pour la nomination et la révocation des gardes champêtres* (1). (VII, Bull. CDXXI, n° 9929.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ; — Vu les lois des 6 octobre 1791, 8 juillet 1795 ( 20 messidor an 3 ), et l'arrêté du 12 septembre 1801 ( 25 fructidor an 9 ), relatifs aux gardes champêtres ; — Considérant qu'il importe de prescrire un mode uniforme pour la nomination et la révocation de ces gardes ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le choix des gardes champêtres sera fait par les maires et sera approuvé par les conseils municipaux ; le sous-préfet de l'arrondissement leur délivrera une commission.

2. Le changement ou la destitution des gardes champêtres ne pourra être prononcé que par le sous-préfet, sur l'avis du maire et du conseil municipal du lieu : le sous-préfet soumettra son arrêté à l'approbation du préfet.

N° 321. = 11 — 24 décembre 1820. = *ORDONNANCE du roi portant publication de la convention conclue le 9 août 1820 entre sa majesté très chrétienne et sa majesté le roi de Sardaigne, pour l'extradition réciproque des déserteurs*. (VII, Bull. CDXXV, n° 9979.)

Louis, . . . — Nous avons ordonné et ordonnons que la convention suivante, conclue entre nous et sa majesté le roi de Sardaigne, le 9 août 1820, ratifiée à Paris le 14 août suivant, sera insérée au Bulletin des lois, pour être exécutée suivant sa forme et teneur.

*Convention entre sa majesté très chrétienne et sa majesté le roi de Sardaigne, pour l'extradition réciproque des déserteurs.*

Art. 1<sup>er</sup>. Tout militaire admis ou immatriculé, d'après les lois, dans l'un des corps composant l'armée de terre, qui déserterait le service de l'une des deux puissances, et passerait sur le territoire de l'autre, soit pour y prendre du service, soit pour y chercher un asile, sera arrêté afin d'être rendu, à moins qu'il ne soit sujet du pays où il se sera réfugié ; mais, dans ce dernier cas, les chevaux et effets d'armement, d'habillement et d'équipement, appartenant à la puissance dont il aurait abandonné le service, seront renvoyés au commandant de la première place frontière. — Dans le cas où le déserteur arrêté aurait abandonné antérieurement le service d'un autre gouvernement avec lequel la puissance requise aurait conclu un semblable cartel d'échange, il sera remis à l'état qu'il aura abandonné en dernier lieu.

2. Lorsque l'arrestation d'un déserteur aura eu lieu, la puissance à laquelle il appartiendra en sera immédiatement informée par un avis adressé aux autorités militaires ou civiles de la place la plus voisine de la frontière. Cet avis portera, s'il est possible, l'indication du régiment que le déserteur aura

(1) Voyez le décret du 28 septembre — 6 octobre 1791, sur la police rurale, tit. 1<sup>er</sup>, sect. VII, portant établissement des gardes champêtres, et les notes.

quitté, et fera connaître l'époque précise de son arrestation et la nature des effets qu'on aura trouvés sur lui. — Aussitôt que, de part et d'autre, les autorités limitrophes auront déterminé le jour où l'extradition devra s'effectuer, le déserteur sera conduit jusqu'à la frontière, et remis entre les mains de la force armée.

3. Les frais de détention, ceux de nourriture, et la gratification mentionnée en l'article 5 seront payés au moment de la remise du déserteur. — Il sera alloué, pour frais de détention et de nourriture, par jour, pour chacun des déserteurs, soixante-quinze centimes, et la valeur d'une ration de pain de vingt-quatre onces, au prix courant de cette denrée.

4. Les déserteurs, fantassins ou cavaliers, seront rendus avec les armes, les habits, les équipages et l'argent qu'ils pourront avoir au moment de leur arrestation. — Il en sera de même des chevaux que les déserteurs de cavalerie emmèneraient avec eux. La nourriture des chevaux, réglée sur le pied d'une ration par jour pour chaque cheval, sera payée au prix de la ration de fourrage allouée en France à la gendarmerie, et, dans les états de sa majesté le roi de Sardaigne, aux carabiniers exerçant leurs fonctions dans le lieu où l'arrestation aura été faite.

5. Il sera accordé une gratification de vingt-cinq francs à quiconque aura arrêté un déserteur d'infanterie ou un cavalier non monté, et le double pour l'arrestation d'un cavalier avec son cheval; cette gratification sera payée dans le lieu même où la remise du déserteur aura lieu, et par les soins de l'autorité qui le recevra. — Les receveurs des contributions publiques fourniront les fonds nécessaires au paiement des gratifications de ce genre, et des frais de détention et d'extradition énoncés en l'article 3. En France, cette avance sera faite en vertu d'un mandat de l'autorité supérieure locale, et sera remboursée aux receveurs par le ministère dans la juridiction duquel se trouvera le déserteur extradé. En Piémont, cette avance sera faite d'après un mandat de l'intendant de la province.

6. Lorsqu'un déserteur aura atteint le territoire de celle des deux puissances à laquelle il n'appartiendra pas, il ne pourra, sous aucun prétexte, y être poursuivi par les officiers de son gouvernement. — Ces officiers se borneront à prévenir de son passage les autorités locales, afin qu'elles aient à le faire arrêter. Néanmoins, pour accélérer l'arrestation de ce déserteur, une ou deux personnes, chargées de la poursuite, pourront, au moyen d'un passeport ou d'une autorisation en règle, qu'elles devront obtenir de leur chef immédiat, se rendre au plus prochain village situé en dehors de la frontière, à l'effet de réclamer des autorités locales l'exécution du présent traité.

7. L'arrestation et l'extradition des déserteurs de la marine et des forçats auront également lieu dans les formes et aux conditions énoncées ci-dessus à l'égard des déserteurs des corps composant l'armée de terre.

8. Les effets et l'argent qui seraient au pouvoir des déserteurs au moment de leur arrestation seront exactement rendus, s'ils les ont volés : toutefois, on prélèvera sur leur valeur les frais de justice qu'il aura été indispensable de faire, à moins que ces effets ne soient des pièces de conviction sans lesquelles la preuve du crime serait perdue. — Les autorités supérieures veilleront, de part et d'autre, à ce qu'il ne se commette aucun abus dans ce prélèvement.

9. Le déserteur qui se sera rendu coupable d'un crime emportant la peine de mort, ou une peine afflictive à vie, dans le pays où il se sera réfugié, ne sera point rendu : mais, s'il a commis un crime emportant une peine moins grave, il sera remis à la disposition de son gouvernement, après avoir subi la peine qu'il a encourue dans le pays où il avait cherché asile.



10. La présente convention est conclue pour deux ans, à l'expiration desquels elle continuera d'être en vigueur pour deux autres années, et ainsi de suite, sauf déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernemens.

11. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le terme de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut.—En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires de leurs majestés le roi de France et de Navarre et le roi de Sardaigne, avons signé la présente convention et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Paris, le 9 août 1820. — *Signé* PASQUIER, le comte DE PRALORME.

---

N° 322. = 13—24 décembre 1820. = **ORDONNANCE du roi qui détermine les bases d'après lesquelles seront calculés à l'avenir les services des officiers de santé militaires.** (VII, Bull. CDXXIV, n° 9962.)

Art. 1<sup>er</sup>. A l'avenir, les services des officiers de santé militaires seront calculés sur les mêmes bases et d'après les mêmes règles que ceux des autres officiers de l'armée.

2. Les dispositions des articles 4, 8 et 9 du décret du 12 décembre 1806, contraires à ce principe, sont en conséquence rapportées.

3. La présente ordonnance n'aura point d'effet rétroactif pour la fixation des traitemens de non activité, traitemens ou gratifications de réforme et solde de retraite qui ont été réglés avant ce jour.

---

N° 323. = 14 décembre 1820—25 janvier 1821. = **ORDONNANCE du roi portant modification des statuts de la caisse de survivance et d'accroissement** (1). (VII, Bull. CDXXIX, n° 10048.)

Louis, . . . .—Vu notre ordonnance du 8 décembre 1819, portant autorisation d'un établissement sous le titre de *caisse de survivance et d'accroissement avec remboursement de capitaux*; et d'une société anonyme formée pour la gestion dudit établissement, sous le nom de *Maison gérante de la caisse de survivance et d'accroissement*; — Vu les statuts, tant de la caisse que de la maison gérante, annexés à ladite ordonnance; — Vu la demande du conseil général de l'établissement, avec adhésion des sociétaires de la maison gérante, tendant à l'homologation de certains changemens et dispositions nouvelles que le conseil général propose d'introduire dans les statuts; — Vu l'article final, dans lequel lesdites variations sont stipulées, portant qu'elles n'auront effet du jour de notre autorisation qu'envers les actionnaires futurs, et ne seront obligatoires envers les intéressés déjà existans qu'après que lesdits changemens auront été ratifiés par l'assemblée générale desdits actionnaires actuels; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La délibération du conseil général de la caisse de survivance et d'accroissement, en date du 1<sup>er</sup> décembre 1820, portant modification des statuts de ladite caisse, — Ensemble la délibération des sociétaires de la maison gérante, en date du 2 décembre 1820, portant adhésion à ladite délibération du conseil général de la caisse, — L'une et l'autre déposées, le 7 décembre présent mois, chez *Cronier* et son confrère, notaires à Paris, suivant expéditions qui demeurent annexées à la présente, — Sont approuvées pour servir d'amendement et de supplément aux statuts primi-

---

(1) Voyez l'ordonnance rectificative du 11 avril—1<sup>er</sup> juin 1821.

tifs, tant de la caisse que de la maison gérante, tels qu'ils étaient annexés à notre ordonnance du 8 décembre 1819.

2. Notre présente approbation est accordée sous les conditions et réserves portées en notre précédente ordonnance.

(*Suivent les actes contenant des modifications aux statuts de la caisse.*)

---

N° 324. = 19 décembre 1820. = **DISCOURS** du roi à l'ouverture de la session législative de 1820. (Moniteur du 20 décembre 1820.)

---

N° 325. = 20—24 décembre 1820. = **ORDONNANCE** du roi concernant le tirage au sort des reconnaissances de liquidation. (VII, Bull. CDXXIV, n° 9960.)

---

N° 326. = 20 décembre 1820—14 janvier 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui établit à Paris, pour tout le royaume, une académie royale de médecine (1). (VII, Bull. CDXXVII, n° 10011.)

Louis, . . . — Notre intention étant de donner le plus tôt possible des réglemens propres à perfectionner l'enseignement de l'art de guérir, et à faire cesser les abus qui ont pu s'introduire dans l'exercice de ses différentes branches, nous avons pensé qu'un des meilleurs moyens de préparer ce double bienfait était de créer une académie spécialement chargée de travailler au perfectionnement de la science médicale, et d'accorder à cette académie notre protection particulière. Nous nous sommes d'ailleurs rappelé les services éminens qu'ont rendus, sous le règne de nos prédécesseurs, la société royale de médecine et l'académie royale de chirurgie, et nous avons voulu en faire revivre le souvenir et l'utilité, en rétablissant ces compagnies célèbres sous une forme plus appropriée à l'état actuel de l'enseignement et des lumières. — A ces causes; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera établi à Paris, pour tout notre royaume, une académie royale de médecine.

2. Cette académie sera spécialement instituée pour répondre aux demandes du gouvernement sur tout ce qui intéresse la santé publique, et principalement sur les épidémies, les maladies particulières à certains pays, les épi-zooties, les différens cas de médecine légale, la propagation de la vaccine, l'examen des remèdes nouveaux et des remèdes secrets, tant internes qu'externes, les eaux minérales, naturelles ou factices, etc. — Elle sera, en outre, chargée de continuer les travaux de la société royale de médecine et de l'académie royale de chirurgie : elle s'occupera de tous les objets d'étude et de recherche qui peuvent contribuer aux progrès des différentes branches de l'art de guérir. En conséquence, tous les registres et papiers ayant appartenu à la société royale de médecine ou à l'académie royale de

---

(1) Voyez l'ordonnance du 6 février 1821—6 mars 1835, qui contient diverses dispositions sur les membres honoraires de l'académie de médecine, les élections des membres et le secrétaire perpétuel; celle du 18—27 octobre 1829, concernant une organisation nouvelle de cette académie; celle du 15 septembre—1<sup>er</sup> octobre 1833, qui détermine le costume de ses membres dans les cérémonies publiques; celle du même jour, portant que les membres adjoints à cette académie et les associés résidans auront voix délibérative, en matière de science, dans les séances générales ou particulières; et celle du 20 janvier—6 mars 1835, portant qu'il n'y aura plus à l'avenir, dans l'académie de médecine, qu'une seule classe de membres résidans, jouissant tous des mêmes droits et prérogatives.



chirurgie, et relatifs à leurs travaux, seront remis à la nouvelle académie, et déposés dans ses archives.

3. L'académie sera divisée en trois sections, une de médecine, une de chirurgie et une de pharmacie.

4. Elle sera composée d'honoraires, de titulaires, d'associés et d'adjoints.

5. Il y aura trente honoraires dans la section de médecine, vingt dans la section de chirurgie et dix dans la section de pharmacie, tous pris hors de la classe des titulaires et choisis par voie d'élection. Indépendamment de ces honoraires élus, tout titulaire âgé de soixante ans accomplis pourra devenir, de droit, honoraire, sous la seule condition d'en faire la demande par écrit.

6. Les titulaires seront au nombre de quarante-cinq dans la section de médecine, de vingt-cinq dans la section de chirurgie, et de quinze dans la section de pharmacie. Cinq titulaires de la section de médecine seront nécessairement choisis parmi les médecins vétérinaires.

7. Il y aura trois classes d'associés : des associés libres, des associés ordinaires, et des associés étrangers. — Le nombre des associés libres sera de trente : ils seront choisis parmi les personnes qui cultivent avec succès les sciences accessoires à la médecine, ou qui auront contribué d'une manière quelconque à leurs progrès, ou enfin qui, dans les divers établissemens consacrés au soulagement de l'humanité, l'auront servie avec zèle et distinction. Ils devront résider à Paris. — Les associés ordinaires seront au nombre de quatre-vingts, dont vingt seulement résidant à Paris : ils seront pris parmi les médecins, les chirurgiens, les pharmaciens et les savans du royaume qui se sont fait connaître d'une manière avantageuse, soit par leurs écrits, soit par leurs succès dans la pratique ou dans l'enseignement. — Le nombre des associés étrangers est fixé à trente : ils seront choisis parmi les médecins, chirurgiens, pharmaciens et savans étrangers les plus célèbres. — Les associés de toutes les classes appartiendront au corps de l'académie, et ne seront attachés à aucune section en particulier.

8. Les adjoints seront choisis de préférence parmi les médecins, chirurgiens, officiers de santé et pharmaciens qui auront présenté ou envoyé à l'académie des observations ou des mémoires, et qui auront montré le plus de zèle pour contribuer à ses travaux. Ceux qui résideront à Paris, prendront le titre d'*adjoints résidans* ; ceux qui résideront dans les départemens ou à l'étranger, prendront le titre d'*adjoints correspondans*. — Le nombre des adjoints résidans pourra égaler celui des titulaires de la section à laquelle ils seront attachés : le nombre des adjoints correspondans est indéterminé.

9. Chacune des trois sections de l'académie élira ses membres honoraires, ses membres titulaires et ses adjoints. Les associés seront élus par l'académie entière ; toutefois, l'élection des honoraires, titulaires et associés ne sera définitive que lorsqu'elle aura été approuvée par nous. Quant à l'élection des adjoints, elle devra être confirmée par l'académie entière.

10. L'académie s'assemblera en corps, ou par section. Les séances générales se tiendront une fois tous les trois mois ; et les séances des sections, deux fois chaque mois.

11. Les séances générales auront pour objet, d'une part, l'administration et les affaires générales de l'académie ; et, de l'autre, les matières de science dont la discussion exigera le concours de toutes les sections. — Les séances des sections seront consacrées aux objets de science et d'étude dont chacune d'elles devra spécialement s'occuper. Lorsqu'il se rencontrera des matières qui intéresseront à la fois deux sections, ces deux sections se réuniront pour

les discuter en commun. Ces mêmes matières seront toujours renvoyées à des commissions mixtes.

12. Les honoraires et les titulaires d'une section assisteront, quand ils voudront, aux séances des deux autres sections. Les associés et les adjoints pourront assister à toutes les séances, soit générales, soit de section. — Les honoraires, les titulaires et les associés auront voix délibérative en matière de science. Les diverses nominations et les affaires générales de l'académie seront exclusivement réservées aux titulaires.

13. Indépendamment de ses séances privées, soit générales, soit particulières, l'académie tiendra annuellement trois séances publiques, une pour chacune de ses sections. — Ces séances seront principalement destinées, 1<sup>o</sup> à rendre compte des travaux de la section qui occupera la séance; 2<sup>o</sup> à faire connaître, par des éloges ou des notices historiques, les membres que cette section aura perdus; 3<sup>o</sup> à annoncer les sujets de prix qu'elle proposera pour l'année courante; 4<sup>o</sup> enfin, à proclamer les noms de ceux qui auront remporté les prix proposés antérieurement.

14. Le bureau général de l'académie sera composé d'un président d'honneur perpétuel, d'un président temporaire, d'un secrétaire et d'un trésorier. Notre premier médecin en titre sera, de droit, président d'honneur perpétuel de l'académie. Le président temporaire, le secrétaire et le trésorier seront élus par l'académie entière, et nécessairement choisis parmi ses membres titulaires: ils pourront être pris indifféremment dans l'une ou dans l'autre des trois sections. Le président ordinaire et le secrétaire seront en fonctions pendant une année, et le trésorier pendant cinq.

15. Le bureau particulier de chaque section sera composé d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire, tous choisis parmi les titulaires de cette section. Les présidens et secrétaires ne seront en fonctions que pendant une année. — Il pourra être, dans la suite, nommé des secrétaires perpétuels pour les sections dont les travaux rendraient cette disposition nécessaire. Leur nomination devra être soumise à notre approbation.

16. L'académie aura un conseil d'administration composé du président d'honneur perpétuel, du président temporaire et du trésorier de l'académie, des présidens et des secrétaires des trois sections, et du doyen de la faculté de médecine de Paris, lequel sera toujours, de droit, membre de l'académie. — Ce conseil sera spécialement chargé d'administrer les affaires de l'académie, et de répartir entre les trois sections les matières dont chacune d'elles devra s'occuper. Il s'assemblera une fois par semaine; il aura le droit de convoquer des assemblées extraordinaires, soit générales, soit de section, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire ou utile.

17. Il sera ultérieurement statué sur les dépenses de l'académie et sur les moyens d'y pourvoir.

18. L'académie royale de médecine pourra accepter, en se conformant aux lois et réglemens, des legs et donations destinés à favoriser les progrès de la science.

19. Des réglemens rédigés par l'académie détermineront son régime intérieur, la tenue de ses assemblées, le mode qu'elle suivra dans ses nominations, l'ordre et la direction de ses travaux, les formes de son administration, les obligations de ses différens membres, et, en général, tout ce qui n'aurait pas été prévu ou réglé par la présente ordonnance. Ces réglemens seront soumis à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

20. Pour la première formation de l'académie, nous nous réservons de nommer une partie des honoraires, des titulaires et des associés.



N° 327. = 23 décembre 1820—14 janvier 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui *supprime pour cause d'abus le mandement de l'évêque de Poitiers en date du 26 octobre 1820.* (VII, Bull. CDXXVII, n° 10012.)

Louis, . . . — Vu un mandement de l'évêque de Poitiers, en date du 26 octobre 1820, par lequel il ordonne de lire dans toutes les églises paroissiales de son diocèse la lettre par lui écrite au saint-siège, le 8 août de la même année, au sujet des prêtres et des fidèles dissidens, et le bref de sa sainteté donné en réponse, à Sainte-Marie-Majeure, le 27 septembre suivant; — Vu la déclaration du 8 mars 1772, et les articles premiers de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an 10) et du décret du 28 février 1810 (1); — Vu la lettre écrite à notre garde des sceaux, par l'évêque de Poitiers, le 5 décembre présent mois, de laquelle il résulte qu'il a publié ledit bref, non vérifié, par pure inadvertance et sans aucune intention de contrevenir aux lois du royaume; — Considérant que l'évêque de Poitiers avait usé de ses droits et de sa juridiction lorsqu'il a interdit les prêtres dissidens, et averti ses diocésains qu'ils étaient sans pouvoirs pour administrer les sacrements; — Que, s'il jugeait à propos de consulter le pape sur cet acte d'administration de son diocèse, il ne pouvait publier le bref reçu de sa sainteté qu'avec notre préalable autorisation; — Que c'est une des règles les plus anciennes et les plus importantes de notre royaume, que, sous aucun prétexte que ce soit, les bulles, brefs, rescrits, constitutions, décrets et autres expéditions de cour de Rome, à l'exception de ceux concernant le for intérieur seulement et les dispenses de mariage, ne puissent être reçus ni publiés sans avoir été préalablement vus et vérifiés par le gouvernement; — Que, s'il résulte de la lettre de l'évêque de Poitiers, ci-dessus visée, qu'il n'a agi que par inadvertance et sans intention de contrevenir aux lois du royaume, il est toutefois d'une nécessité indispensable de maintenir l'observance desdites lois; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Il y a abus dans le mandement de l'évêque de Poitiers susmentionné, en ce qu'il a ordonné la lecture et la publication d'un bref de sa sainteté sans notre autorisation; et ledit mandement est et demeure supprimé.

N° 328. = 3 janvier—1<sup>er</sup> février 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant *réglement pour la régie des contributions indirectes* (2). (VII, Bull. CDXXX, n° 10065.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura un directeur général de la régie des contributions indirectes et cinq administrateurs.

2. Le directeur général dirigera et surveillera, sous les ordres de notre mi-

(1) Voyez ces articles, et les notes.

(2) L'administration des contributions indirectes avait été réunie à celle des douanes par l'ordonnance du 17—27 mai 1814, que la présente abroge implicitement.

Voyez l'ordonnance du 4—7 décembre 1822, qui modifie l'organisation de l'administration des contributions indirectes; celle du 27 décembre 1823—9 janvier 1824, portant augmentation du nombre des administrateurs et réduction de celui des inspecteurs généraux de cette administration; celle du 12—29 novembre 1826, qui réduit encore le nombre des administrateurs; celle du 5—26 janvier 1831, portant suppression des fonctions de directeur général, d'administrateurs et de chefs de division, et reorganisation de l'administration des contributions indirectes.

Voyez encore, dans les notes qui accompagnent le tit. V de la loi de finances du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), le résumé de la législation concernant l'organisation de l'administration des droits réunis, à laquelle a succédé celle des contributions indirectes.

nistre des finances, toutes les opérations relatives à cette perception. — Il travaillera seul avec le ministre des finances. — Il correspondra seul avec les autorités militaires, administratives et judiciaires. — Il aura seul le droit de recevoir et d'ouvrir la correspondance. — Il signera seul les ordres généraux de service.

3. Le ministre des finances fera la division du travail entre les administrateurs. — Chacun d'eux sera chargé de suivre les parties de service qui lui seront spécialement attribuées. — Il correspondra avec les directeurs sur les objets qui seront placés sous sa surveillance : il travaillera particulièrement avec le directeur général, et prendra ses décisions sur tous les points qui seront dans ses attributions directes, lorsqu'il y aura lieu à discussion, ou à décision nouvelle.

4. Le directeur général et les administrateurs se formeront en conseil d'administration. — Le directeur général en aura la présidence. — En cas d'empêchement, il la délèguera à l'un des administrateurs. — Le ministre des finances appellera près de lui, dans les occasions où il le jugera convenable, le conseil d'administration. — En cas d'absence du directeur général, le ministre des finances désignera celui des administrateurs qui en remplira les fonctions.

5. Le conseil d'administration délibérera, sur le rapport qui lui sera fait par l'un des administrateurs ; — 1° Sur le budget général des dépenses de l'administration, sur lequel il donne son avis motivé ; — 2° Sur toutes les affaires résultant de procès-verbaux, saisies et contraventions ; — 3° Sur le contentieux de la comptabilité, débets des receveurs, contraintes à exercer contre les redevables ; — 4° Sur les demandes en décharge ou remboursement de droits ; — 5° Sur la liquidation des pensions de retraite de tout grade ; — 6° Sur les suppressions, divisions et créations d'emplois ; — 7° Sur les projets, devis, marchés et adjudications à passer pour le service de la régie ; — 8° Sur les révocations, destitutions et mise à la retraite des employés ; — 9° Sur les questions douteuses, dans tous les cas d'application des lois, ordonnances et réglemens, dans tous ceux qui ne sont pas prévus ou qui ne sont pas suffisamment définis par lesdites lois, ordonnances et réglemens, et sur les instructions générales relatives à leur exécution ; — 10° Sur les autres affaires sur lesquelles notre ministre des finances jugera convenable d'avoir son avis, et sur celles qui lui seront aussi, à cet effet, renvoyées par le directeur général.

6. Les délibérations du conseil d'administration seront prises à la majorité des voix : en cas de partage d'opinions, la voix du directeur général sera prépondérante. — Il pourra, lorsqu'il le jugera nécessaire, suspendre l'effet d'une délibération, pour en référer au ministre des finances, qui statuera ; mais, dans ce cas, il fera préalablement part de ses motifs au conseil pour le mettre à même de modifier sa délibération, s'il y a lieu, ou de l'appuyer de nouvelles observations, qui seront jointes par le directeur général à son rapport au ministre.

7. Le directeur général présentera à l'approbation du ministre des finances l'état de composition des bureaux de l'administration centrale à Paris, avec l'indication des traitemens attribués à chaque grade. — Il lui soumettra, chaque année, le budget général des dépenses de l'administration, tel qu'il aura été délibéré par le conseil. — Il lui remettra, chaque mois, les bordereaux et états de situation de toutes les recettes et dépenses. — Il soumettra à son approbation les délibérations du conseil d'administration sur les dispositions de service qui donneraient lieu à une dépense nouvelle, sur les objets dont la décision ne lui est pas attribuée, et sur les questions dou-



teuses, dans tous les cas d'application des lois, ordonnances et réglemens, dans tous ceux qui ne seraient pas prévus ou qui ne seraient pas suffisamment définis par lesdites lois, ordonnances et réglemens, ainsi que sur les instructions générales relatives à leur exécution. — Il lui rendra compte périodiquement de tous les résultats de son administration.

8. Les administrateurs et les inspecteurs généraux sont nommés par nous, sur le rapport de notre ministre des finances. — Notre ministre des finances proposera à notre approbation la nomination aux places de directeurs. — Il nommera aux places d'entreposeurs et d'entreposeurs-receveurs centraux. — Le directeur général nommera à tous les autres emplois, après avoir pris l'avis de celui des administrateurs dans les attributions duquel se trouvera la suite principale de la partie de service pour laquelle la nomination aura lieu. — Il se conformera à l'ordre hiérarchique des grades et aux règles pour l'avancement et les nominations.

9. Le directeur général révoque, destitue et met à la retraite les employés dont la nomination lui est attribuée, après avoir pris l'avis du conseil d'administration, conformément aux articles 5 et 6 ci-dessus. — Il peut aussi suspendre les autres employés, sauf à rendre compte immédiatement au ministre des finances, qui statue.

10. Dans les affaires résultant de procès-verbaux de saisie et de contravention, les transactions seront définitives : — 1<sup>o</sup> Par le consentement du directeur d'arrondissement, lorsque les condamnations, confiscations ou amendes ne pourront s'élever à une valeur de plus de cinq cents francs; — 2<sup>o</sup> Avec l'approbation du directeur général, lorsque lesdites condamnations pourront s'élever de cinq cents francs à trois mille francs; — 3<sup>o</sup> Par l'approbation du ministre des finances, lorsqu'il y aura eu dissentiment entre le directeur général et le conseil d'administration, et, dans tous les cas, lorsque le montant des condamnations excédera trois mille francs.

11. Le conseil d'administration arrête, sur le rapport de l'administrateur chargé de la comptabilité, les comptes annuels de l'administration; le directeur général les vise, et les transmet au ministre des finances avec les pièces à l'appui.

---

N<sup>o</sup> 329. = 3 janvier — 1<sup>er</sup> février 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement pour la régie de l'enregistrement et des domaines (1). (VII, Bull. CDXXX, n<sup>o</sup> 10066.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura un directeur général de l'enregistrement et des domaines, six administrateurs et un secrétaire général.

2. Le directeur général dirigera et surveillera, sous les ordres de notre ministre des finances, toutes les opérations relatives à cette perception. — Il travaillera seul avec le ministre des finances. — Il correspondra seul avec les autorités militaires, administratives et judiciaires. — Il aura seul le droit de recevoir et d'ouvrir la correspondance. — Il signera seul les ordres généraux de service.

3. Le ministre des finances fera la division du travail entre les administrateurs. — Chacun d'eux sera chargé de suivre les parties de service qui lui seront spécialement attribuées. — Il correspondra avec les directeurs sur les objets qui seront placés sous sa surveillance : il travaillera particulière-

---

(1) Voyez le décret du 9 (8 et) — 15 mai 1791, portant organisation de la régie de l'enregistrement, et les notes; et l'ordonnance du 12 — 26 janvier 1831, qui a modifié en dernier lieu cette organisation.

ment avec le directeur général, et prendra ses décisions sur tous les points qui seront dans ses attributions directes, lorsqu'il y aura lieu à discussion, ou à décision nouvelle.

4. Le directeur général et les administrateurs se formeront en conseil d'administration. — Le directeur général en aura la présidence. — En cas d'empêchement, il la déléguera à l'un des administrateurs. — Le ministre des finances appellera près de lui, dans les occasions où il le trouvera convenable, le conseil d'administration. — En cas d'absence du directeur général, le ministre des finances désignera celui des administrateurs qui en remplira les fonctions.

5. Le conseil d'administration délibérera, sur le rapport qui lui sera fait par l'un des administrateurs : — 1° Sur le budget général des dépenses de l'administration, sur lequel il donnera son avis motivé ; — 2° Sur le contentieux administratif et judiciaire ; — 3° Sur le contentieux de la comptabilité, débets des comptables, contraintes à exercer contre les redevables ; — 4° Sur les demandes en remboursement, remise ou modération de doubles droits et amendes de contravention ; — 5° Sur la liquidation des pensions de retraite de tout grade ; — 6° Sur les suppressions, divisions et créations d'emplois ; — 7° Sur les projets, devis, marchés et adjudications à passer pour le service de la régie ; — 8° Sur les révocations, destitutions et mises à la retraite des employés ; — 9° Sur les questions douteuses, dans tous les cas d'application des lois, ordonnances et réglemens, dans tous ceux qui ne sont pas prévus ou qui ne sont pas suffisamment définis par lesdites lois, ordonnances et réglemens, et sur les instructions générales relatives à leur exécution ; — 10° Sur les autres affaires sur lesquelles notre ministre des finances jugera convenable d'avoir son avis, et sur celles qui lui seront aussi, à cet effet, renvoyées par le directeur général.

6. Les délibérations du conseil d'administration seront prises à la majorité des voix : en cas de partage d'opinions, la voix du directeur général sera prépondérante. — Il pourra, lorsqu'il le jugera nécessaire, suspendre l'effet d'une délibération, pour en référer au ministre des finances, qui statuera ; mais, dans ce cas, il fera préalablement part de ses motifs au conseil, pour le mettre à même de modifier sa délibération, s'il y a lieu, ou de l'appuyer de nouvelles observations, qui seront jointes par le directeur général à son rapport au ministre.

7. Le directeur général présentera à l'approbation du ministre des finances l'état de composition des bureaux de l'administration centrale à Paris, avec l'indication des traitemens attribués à chaque grade. — Il lui soumettra, chaque année, le budget général des dépenses de l'administration, tel qu'il aura été délibéré par le conseil. — Il lui remettra, chaque mois, les bordereaux et états de situation de toutes les recettes et dépenses. — Il soumettra à son approbation les délibérations du conseil d'administration sur les dispositions de service qui donneraient lieu à une dépense nouvelle, sur les objets dont la décision ne lui est pas attribuée, et sur les questions douteuses, dans tous les cas d'application des lois, ordonnances et réglemens, dans tous ceux qui ne seraient pas prévus ou qui ne seraient pas suffisamment définis par lesdites lois, ordonnances et réglemens, ainsi que sur les instructions générales relatives à leur exécution. — Il lui rendra compte périodiquement de tous les résultats de son administration.

8. Les administrateurs et le secrétaire général seront nommés par nous, sur le rapport de notre ministre des finances. — Notre ministre des finances proposera à notre approbation la nomination aux places de directeurs et d'inspecteurs généraux. — Il nommera aux places d'inspecteurs particu-



liers et à celles de conservateurs des hypothèques. — Le directeur général nommera à tous les autres emplois, après avoir pris l'avis de celui des administrateurs dans les attributions duquel se trouvera la suite principale de la partie de service pour laquelle la nomination aura lieu. — Il se conformera à l'ordre hiérarchique des grades et aux règles pour l'avancement et les nominations.

9. Le directeur général révoque, destitue et met à la retraite les employés dont la nomination lui est attribuée, après avoir pris l'avis du conseil d'administration, conformément aux articles 5 et 6 ci-dessus. — Il peut aussi suspendre les autres employés, sauf à en rendre compte immédiatement au ministre des finances, qui statue.

10. Le conseil d'administration arrête, sur le rapport de l'administrateur chargé de la comptabilité, les comptes annuels de l'administration. — Le directeur général les vise, et les transmet au ministre des finances, avec les pièces à l'appui.

11. Notre ordonnance du 25 décembre 1816 continuera d'être exécutée dans toutes celles de ses dispositions auxquelles il n'est pas dérogé.

---

N° 330. = 3 janvier—7 février 1821. = **ORDONNANCE du roi qui approuve les travaux à faire pour la construction d'un pont sur la rivière de Lergue, route départementale de l'Hérault, et contient le tarif des droits de péage à percevoir au passage de ce pont.** (VII, Bull. CDXXXI, n° 10076.)

---

N° 331. = 3 janvier—21 février 1821. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la caisse d'épargnes et de prévoyance pour le département des Bouches-du-Rhône** (1). (VII, Bull. CDXXXIV, n° 10144.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu l'acte constitutif de la caisse d'épargnes et de prévoyance pour le département des Bouches-du-Rhône, souscrit par les fondateurs de cet établissement réunis en assemblée, et passé devant notaire le 9 octobre 1820; — Vu l'avis du préfet en date du 15 mai; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'établissement de bienfaisance projeté à Marseille, sous le nom de *Caisse d'épargnes et de prévoyance du département des Bouches-du-Rhône*, est et demeure autorisé conformément à l'acte constitutif contenant les statuts dudit établissement et passé devant notaire, le 9 octobre 1820, par l'assemblée générale des souscripteurs : copie restera annexée à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre présente autorisation, en cas de non-exécution ou de violation desdits statuts par nous approuvés; le tout sauf le droit des tiers, et sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient prononcés par les tribunaux contre les auteurs des contraventions.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

(*Suivent les statuts de la caisse.*)

---

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'ordonnance du 20 juillet—3 septembre 1818, portant création de la caisse d'épargnes de Paris, le résumé de la législation concernant les caisses d'épargnes, en général.

N° 332. = 3 janvier 1821 — 23 septembre 1834. = **ORDONNANCE du roi qui affecte au service de l'instruction publique l'ancienne maison de Sorbonne et les bâtimens en dépendant.** (IX, ordonn., 1<sup>re</sup> sect., Bull. CCCXXVII, n° 5478.)

N° 333. = 5 janvier 1821. = **AVIS du comité des finances du conseil d'état, sur la question de savoir à qui appartiennent les épaves** (1). (SIREY, tome XXI, 2<sup>e</sup> partie, page 70.)

Le comité des finances, sur le renvoi qui lui a été fait par son excellence le ministre secrétaire d'état des finances, d'une réclamation faite par un sieur *Foccard*, contre un arrêté du préfet du Cher, du 19 septembre 1818, qui porte qu'une balle de laine restée sur le champ de foire de la commune de Riom, et trouvée le 27 juillet 1818, sera vendue au profit du domaine, ledit sieur *Foccard* prétendant l'avoir trouvée, et, en qualité d'inventeur, avoir droit au prix de la vente; ladite réclamation à laquelle se trouve jointe une lettre de M. le préfet du Cher au sieur *Foccard*, par laquelle il lui fait connaître qu'il n'est pas prouvé qu'il ait réellement trouvé la balle de laine, et que quand même il en serait l'inventeur, la jurisprudence sur les objets perdus n'ayant été fixée par aucune loi depuis la révolution, on devait se reporter aux anciennes coutumes du Berri, qui attribuaient le droit d'épave aux seigneurs; que, l'état leur ayant succédé, c'est à lui que le droit à la propriété de la balle de laine trouvée devrait être dévolu; — Vu les observations du ministre de l'intérieur, en transmettant ladite réclamation, dans lesquelles il déclare, après avoir établi que le droit d'épave devrait plutôt appartenir aux communes qu'à l'état, que cependant son but n'est pas de s'opposer aux prétentions du domaine, mais qu'il lui paraît que les lois n'ont prescrit aucune disposition positive pour les choses perdues, et qu'il serait important de remplir cette lacune comme l'indique l'article 717 du Code civil, en proposant un projet de loi aux chambres; — Vu l'avis du conseil d'administration des domaines, adopté par M. le directeur général de cette administration, dans lequel il pose en principe que la législation actuelle est suffisante pour attribuer à l'état des choses perdues; — Vu les lois des 28 mars et 1<sup>er</sup> décembre 1790, 20 avril 1791, les articles 539, 713, 717 et 2279 du Code civil; — Considérant que la loi du 20 avril 1791 porte qu'à partir du 4 août 1789 le droit d'épave n'aura plus lieu en faveur des ci-devant seigneurs; — Que la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790 a attribué à l'état tous les biens et effets meubles et immeubles demeurant vacans et sans maîtres; — Que le même principe se trouve implicitement exprimé dans le Code civil, aux articles 539 et 713; — Qu'en conséquence, les dispositions générales relatives aux biens et effets meubles et immeubles demeurés vacans et sans maîtres paraissent applicables à l'espèce; — Que d'ailleurs les droits de l'administration étant les seuls apparens, et la régie des domaines se trouvant régulièrement nantie de l'objet trouvé, elle est fondée à le garder en séquestre, et

(1) Voyez le décret du 15—28 mars 1790, sur les droits féodaux, tit. II, art. 39, qui réserve à statuer sur les épaves; celui du 22 novembre—1<sup>er</sup> décembre 1790, art. 3, qui attribue au domaine public tous les biens et effets demeurés vacans et sans maître; celui du 13—20 avril 1791, tit. I<sup>er</sup>, art. 7, portant que le droit d'épave n'a plus lieu en faveur des seigneurs hauts-justiciers, à compter de la publication des décrets du 4 août 1789; les art. 539 et 713 du Code civil, qui attribuent de nouveau au domaine la propriété des biens vacans et sans maître; et l'art. 717 du même code, portant que les droits sur les effets jetés à la mer, sur les objets que la mer rejette, de quelque nature qu'ils puissent être, et sur les choses perdues, dont le maître ne se représente pas, sont réglés par des lois particulières.



ne doit s'en dessaisir que dans le cas où le véritable propriétaire se présenterait, ou bien qu'un jugement du tribunal attribuerait l'objet trouvé à l'inventeur (1); — Considérant, quant à l'arrêté du préfet du Cher, qu'il statue sur une contestation de propriété qui est du ressort des tribunaux; — Considérant que, bien que l'article 717 renvoie à des lois particulières, pour régler les droits sur les choses perdues, il paraît cependant que les principes généraux de la législation qu'on a appliqués jusqu'à présent n'ont donné lieu à aucune réclamation, — Est d'avis, — 1° Que l'arrêté du préfet du Cher du 19 septembre 1818 doit être annulé comme incompétemment rendu; — 2° Que la réclamation du sieur *Foccard* ne doit pas être admise, sauf à lui à se pourvoir devant les tribunaux, s'il le juge convenable.

N° 334. = 9 janvier—7 février 1821. = **ORDONNANCE du roi qui établit, pour les cantons y dénommés, un conseil de prud'hommes, dont le siège est fixé à Thann, département du Haut-Rhin** (2). (VII, Bull. CXXXI, n° 10078.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera établi, pour les cantons de Cernay, de Thann et de Massevaux, un conseil de prud'hommes, dont le siège sera fixé dans ladite ville de Thann, arrondissement de Belfort, département du Haut-Rhin.

2. Ce conseil sera composé de cinq membres, dont trois seront choisis parmi les marchands-fabricans demeurant dans l'étendue des trois cantons ci-dessus désignés, et les deux autres parmi les chefs d'atelier, contre-maitres ou ouvriers patentés.

3. Indépendamment des cinq membres dont il est question dans l'article précédent, il sera attaché audit conseil deux suppléans, l'un marchand-fabricant, et l'autre, chef d'atelier, contre-maitre ou ouvrier patenté, tous deux également pris parmi les fabricans et ouvriers des trois cantons. Ces suppléans remplaceront ceux des membres qui, par des motifs quelconques, ne pourraient assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général des prud'hommes.

4. La juridiction du conseil s'étendra sur tous les marchands-fabricans, chefs d'atelier, contre-maitres, commis, teinturiers, ouvriers, compagnons ou apprentis travaillant pour les fabriques situées dans lesdits cantons de Cernay, Thann et Massevaux, quel que soit l'endroit de la résidence des uns et des autres.

5. Dans le cas où il serait interjeté appel du jugement rendu par les prud'hommes, cet appel sera porté devant le tribunal de commerce de Belfort, dans l'arrondissement duquel lesdits trois cantons se trouvent compris.

6. L'élection et le renouvellement des membres du conseil auront lieu suivant le mode et de la manière qui sont réglés par le décret du 11 juin 1809. Ces membres se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions établies par ledit décret et par ceux des 18 mars 1806 et 3 août 1810.

7. La ville de Thann fournira le local nécessaire pour la tenue des séances du conseil. Les dépenses de premier établissement, de chauffage, d'éclair-

(1) Lorsque trois ans sont écoulés depuis qu'une chose a été perdue, et que l'action en revendication est prescrite contre le propriétaire primitif, la propriété en est acquise, non au fisco, mais à celui qui l'a trouvée: celui-ci peut donc la retirer du lieu où il en a fait le dépôt volontaire. Décision du ministre des finances, 3 août 1825, *SIR.*, XXVI, 2, 2.

(2) Voyez le décret du 11 juin 1809, portant organisation des conseils de prud'hommes, en général, et fixation de leur compétence.

rage et de paiement du traitement attribué au secrétaire seront à la charge des trois villes de Cernay, Thann et Massevaux, et réparties entre elles à raison d'un tiers pour chacune.

---

N° 335. = 10—25 janvier 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui exclut du bénéfice de la prime accordée sur les cotons des deux Amériques importés en France par des navires français ceux chargés dans les îles Canaries, les Açores, Malte et Madère (1). (VII, Bull. CDXXIX, n° 10047.)

Louis, . . . — Vu notre ordonnance du 26 juillet dernier par laquelle nous avons accordé une prime de dix francs par cent kilogrammes pour les cotons en laine des deux Amériques que les navires français vont chercher hors d'Europe, ailleurs que dans les ports des États-Unis d'Amérique;—Voulant empêcher que cette prime ne s'applique abusivement à des cargaisons prises dans des pays réputés hors d'Europe, mais trop voisins des ports du continent pour que leur fréquentation entretienne la navigation au long cours, que nous voulons favoriser;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;—Notre conseil entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La prime établie par notre ordonnance du 26 juillet dernier, pour les cotons en laine des deux Amériques apportés par navires français, ne sera allouée qu'aux chargemens pris hors de l'Europe et des îles voisines de son continent, à l'exclusion des États-Unis de l'Amérique.

2. En conséquence, ne seront pas considérées comme hors de l'Europe les îles Canaries, les Açores, Malte ni Madère.

---

N° 336. = 12 janvier—1<sup>er</sup> février 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant convocation de plusieurs collèges électoraux, à l'effet de compléter les députations de six départemens y dénommés (2). (VII, Bull. CDXXX, n° 10067.)

---

N° 337. = 13—14 janvier 1821. = **LOI** relative au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions directes et à la perception des impositions indirectes pendant l'année 1821. (VII, Bull. CDXXVII, n° 10009.)

---

18 janvier 1821. = *Avis du conseil d'état sur les effets des ordonnances rendues en matière de conflit* (3).

---

N° 338. = 22 janvier—10 février 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant convocation de plusieurs collèges électoraux, à l'effet de compléter les députations de six départemens y dénommés (4). (VII, Bull. CDXXXII, n° 10110.)

---

N° 339. = 23 janvier—1<sup>er</sup> février 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant suppression du bureau de sortie des boissons de Bailleul, département du Nord. (VII, Bull. CDXXX, n° 10068.)

Louis, . . . — Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;—Vu les arti-

---

(1) Voyez l'ordonnance du 26—28 juillet 1820, qui accorde cette prime, et la note.

(2) Cette ordonnance, purement circonstancielle, n'a plus d'intérêt.

(3) Voyez 6 février 1821.

(4) Cette ordonnance était circonstancielle et n'a plus d'intérêt.



cles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816, les articles 2 et 3 de notre ordonnance du 11 juin de la même année ; — Vu aussi notre ordonnance du 20 mai 1818 ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Le bureau de Bailleul cessera de faire partie des points de sortie par lesquels les boissons peuvent être expédiées à l'étranger, en exécution de notre ordonnance du 20 mai 1818.

N° 340. = 23 janvier—1<sup>er</sup> février 1821. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit la vente, sur les lieux, des objets d'or et d'argent déposés dans les greffes des tribunaux, lesquels étaient précédemment remis aux hôtels des monnaies** (1). (VII, Bull. CDXXX, n° 10069.)

Art. 1<sup>er</sup>. Les objets d'or et d'argent déposés dans les greffes des tribunaux à l'occasion des procès civils ou criminels terminés par jugement définitif, ou à l'égard desquels l'action est prescrite dans les divers tribunaux, cesseront d'être envoyés aux hôtels des monnaies, ainsi qu'il avait été réglé par la loi du 31 mars 1796 (11 germinal an 4) : ces objets seront remis, à l'avenir, aux receveurs des domaines des départemens, pour être vendus aux enchères, comme les autres effets mobiliers de même origine.

2. Conformément aux dispositions de l'article 28 de la loi du 9 novembre 1797 (19 brumaire an 6), les receveurs des domaines devront, avant de faire procéder à ces ventes, faire vérifier par les bureaux de garantie si les ouvrages d'or et d'argent ont été fabriqués au titre prescrit par la loi, et ils paieront les droits pour ceux qui ne les auraient pas acquittés avant le dépôt.

N° 341. = 23 janvier—1<sup>er</sup> mars 1821. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de l'établissement à Nantes d'une caisse d'épargne et de prévoyance pour le département de la Loire-Inférieure** (2). (VII, Bull. CDXXXVI, n° 10176.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu les actes successivement passés par-devant Brard et son confrère, notaires royaux à Nantes, les 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 31 août, les 2, 5 et 6 septembre 1820, et les 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 octobre dernier, concernant l'établissement d'une caisse d'épargne et de prévoyance, lesdits actes annonçant, au vingt-deuxième article, les résultats de l'organisation et de l'administration de cet établissement ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'établissement à Nantes d'une caisse d'épargne et de prévoyance pour le département de la Loire-Inférieure, et la société anonyme pour la direction et l'administration de cette caisse, sont et demeurent autorisés, conformément aux statuts consignés dans l'acte du 23 août 1820, dont copie est annexée à la présente ordonnance.

2. Notre présente autorisation s'étendra à la durée de trente années, à la charge de la fidèle exécution des statuts, nous réservant de la révoquer en cas de violation ; le tout sauf les droits des tiers et sans préjudice des dom-

(1) Voyez la loi du 11 germinal an 4 (31 mars 1796), qui prescrit le mode d'emploi des objets mobiliers déposés dans les greffes des tribunaux.

Voyez aussi, sur le même objet, l'ordonnance du 22 février—13 mars 1829.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'ordonnance du 29 juillet—3 septembre 1818, portant création de la caisse d'épargne de Paris, le résumé de la législation concernant les caisses d'épargne, en général.

mages et intérêts qui pourront être prononcés par les tribunaux contre les auteurs des contraventions.

3. L'administration de la société sera tenue de présenter tous les ans le compte rendu de sa situation, dont copies seront remises au préfet de la Loire-Inférieure, à la mairie et au tribunal de commerce.

(*Suivent les statuts de la caisse.*)

N° 342. = 26 janvier—28 avril 1821. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de Loir-et-Cher.** (VII, Bull. CDXLVI, n° 10443.)

Art. 1<sup>er</sup>. La société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de Loir-et-Cher, formée à Blois par actes passés par-devant *Pardessus* et son confrère, notaires à ladite résidence, les 15 septembre et 30 décembre 1820, est autorisée; les statuts sont approuvés ainsi qu'il résulte du premier desdits actes et des rectifications portées par le dernier, lesquels actes resteront l'un et l'autre annexés à la présente ordonnance.

2. La présente autorisation étant accordée à ladite société à la charge par elle de se conformer aux lois et à ses statuts, nous nous réservons de la révoquer, dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, sans préjudice des actions à exercer par les particuliers devant les tribunaux, à raison des infractions commises à leur préjudice.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet du département de Loir-et-Cher et au greffe du tribunal de commerce de Blois.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur nommera un commissaire auprès de ladite compagnie. Il sera chargé de prendre connaissance de ses opérations et de l'observation des statuts: il rendra compte du tout à notre ministre de l'intérieur.—Il informera le préfet du département de tout ce qui, dans les opérations de la compagnie, pourrait intéresser l'ordre et la sûreté publique; il le préviendra de la tenue du conseil général des sociétés.—Il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtraient contraires aux lois et statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce jusqu'à décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

(*Suivent les statuts.*)

N° 343. = 30 janvier—17 février 1821. = **ORDONNANCE du roi portant réorganisation de la direction générale des subsistances militaires** (1). (VII, Bull. CDXXXIII, n° 10139.)

N° 344. = 31 janvier—22 mars 1821. = **ORDONNANCE du roi additionnelle à celle du 11 février—21 avril 1820, portant autorisation de la compagnie royale d'assurances sur la vie.** (VII, Bull. CDXXXIX, n° 10283.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'inté-

(1) Cette ordonnance a été abrogée implicitement par celle du 26 novembre—8 décembre 1823, portant suppression de la direction générale que la présente ordonnance avait pour objet de réorganiser; les attributions de la direction générale ont été rendues au ministre de la guerre par cette même ordonnance de 1823.

Voyez, sur l'administration des subsistances militaires, le décret du 21 avril (30 mars et) — 7 septembre 1791, et les notes.



rieur;—Vu notre ordonnance du 11 février 1820, portant autorisation d'une société anonyme sous le nom de *Compagnie royale d'assurances sur la vie*, et approbation de ses statuts y annexés ; — Vu les articles 5 et 6 desdits statuts, portant qu'il pourra être fait, avec notre autorisation, des changemens aux tableaux et tarifs des diverses assurances de la société, et qu'il sera publié, par la compagnie, des tarifs supplémentaires et réglemens pour le développement de ses opérations, lesquels réglemens en forme d'arrêté général, par l'article 4 de notre ordonnance, nous avons prescrit de soumettre à l'approbation;—Vu un arrêté général du conseil d'administration de ladite compagnie, déposé aux actes de *Colin de Saint-Menge* et son collègue, notaires à Paris, le 17 novembre 1820, portant supplément à son réglemenent général, et en outre trois nouveaux tableaux à substituer à ceux qui ont été ci-devant approuvés; — Vu une délibération dudit conseil d'administration par-devant les mêmes notaires, en date des 6, 13 et 14 décembre 1820, de laquelle il résulte que les opérations d'assurances de la compagnie ne sont pas encore commencées, en sorte qu'en ajournant l'émission de la moitié de ses actions capitales, c'est-à-dire en autorisant l'ouverture desdites assurances avec la mise de quinze millions de francs, il se passera plusieurs années, non seulement avant que la proportion que l'on s'est proposé de mettre entre les garanties offertes au public et les valeurs que les particuliers pourront confier à la compagnie soit dépassée, mais même avant que la somme desdites valeurs égale le capital réellement mis en caisse; en considération de quoi la compagnie délibère d'ajourner l'émission de trois mille de ses actions, à condition néanmoins que les actionnaires donneront leur consentement formel à ladite délibération;—Notre conseil d'état entendu, —Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'arrêté général et les trois tarifs déposés par le conseil d'administration de la société royale d'assurances sur la vie chez *Colin de Saint-Menge* et son collègue, notaires à Paris, le 17 novembre 1820, et la délibération dudit conseil d'administration, passée par-devant les mêmes notaires, les 6, 13 et 14 décembre 1820, sont approuvés et resteront annexés à la présente ordonnance.

2. En conséquence de notre approbation, ledit arrêté général vaudra comme supplément aux réglemens généraux de la compagnie.

3. Les susdits tableaux seront substitués aux trois tableaux faisant partie des statuts annexés à notre ordonnance du 11 février 1820.

4. La compagnie est autorisée, quant à présent, et avec le consentement des actionnaires actuels, à limiter à trois mille l'émission de ses actions de cinq mille francs, après quoi elle pourra commencer immédiatement ses opérations.

5. Indépendamment du droit réservé par la délibération sus-énoncée au conseil d'administration de la compagnie, de déterminer l'époque où le capital de trente millions sera complété par l'émission de la seconde moitié des actions, nous nous réservons d'ordonner ledit complément aussitôt que le développement des opérations de la compagnie en pourra rendre utile la garantie ; et, pour cet effet, outre les communications ordonnées par l'article 5 de notre ordonnance du 11 février 1820, la compagnie sera tenue de remettre, chaque semestre, copie certifiée du bilan de ses affaires à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

(*Suivent les tableaux et réglemens supplémentaires de la compagnie.*)

---

N<sup>o</sup> 345. = 3 — 10 février 1821. = ORDONNANCE du roi portant prorogation, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1821, de la prime accordée aux bâtimens français qui

*rapportent des cotons d'Amérique, d'ailleurs que des ports de l'Union* (1). (VII, Bull. CDXXXII, n° 10111.)

Les navires français qui auront chargé, soit dans nos colonies, soit dans des ports étrangers ou colonies étrangères, situés hors d'Europe, et autres que ceux ou celles de l'Union, des cotons en laine provenant des deux Amériques, continueront, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet prochain, à jouir de la prime de dix francs par cent kilogrammes, établie par notre ordonnance du 26 juillet 1820.

N° 346. = 6 février 1821—6 mars 1835. = **ORDONNANCE relative à l'académie royale de médecine** (2). (IX, ordonn., 1<sup>re</sup> sect., Bull. CCCLII, n° 5682.)

Art. 1<sup>er</sup>. Les membres honoraires de l'académie royale de médecine ont voix délibérative pour toutes les nominations autres que celles des titulaires.

2. Toute élection est faite à la majorité absolue des suffrages des membres présens à la séance, lesquels ne peuvent, pour que l'élection soit valable, être moins des deux tiers de ceux qui ont le droit d'y assister.—Si la majorité absolue n'a point été obtenue aux deux premiers tours de scrutin, il est procédé par un troisième tour au ballottage, en liste double, de ceux qui, au second tour, ont obtenu le plus de voix.

3. Il pourra n'y avoir qu'un secrétaire perpétuel pour toute l'académie, sauf à lui donner des adjoints pour les sections dont les travaux le rendraient nécessaire.

N° 347. = 6 février 1821. = **AVIS des comités de législation et du contentieux du conseil d'état, qui décide que les ordonnances rendues en matière de conflit ne peuvent être considérées comme des arrêts définitifs du conseil, dans le sens de l'article 47 de la loi du 28 avril—4 mai 1816, et qu'en conséquence elles ne sont pas sujettes au droit d'enregistrement fixe de vingt-cinq francs** (3). (SIREY, tome XXI, 2<sup>e</sup> partie, page 89.)

Les comités de législation et du contentieux réunis, sur le renvoi fait par M. le sous-secrétaire d'état au ministère de la justice, d'une lettre de son excellence le ministre des finances à monseigneur le garde des sceaux, de laquelle il résulte; — Que la dame *de Sablé* et le sieur *Courtin* étant en instance devant le juge de paix du canton d'Oisemont, le préfet de la Somme réclama, d'après l'invitation du sieur *Courtin*, cette affaire comme étant administrative, et prit, à cet effet, un arrêté de conflit; que cet arrêté ayant été soumis au conseil d'état, il en fut donné administrativement communication à la dame *de Sablé* et au sieur *Courtin*, afin qu'ils pussent fournir leurs observations; que le sieur *Courtin* garda le silence; que la dame *de Sablé* produisit un mémoire, dans lequel elle conclut à ce que ce conflit fût annulé, et que le 4 août 1817 il intervint une ordonnance royale qui annula l'arrêté du préfet;—Que la régie d'enregistrement et des domaines, considérant cette ordonnance comme un arrêt, prétendit qu'elle devait des enregistrements, conformément à l'article 47 de la loi du 28 avril 1816; que l'avocat de la dame *de Sablé* ayant réclamé devant M. le ministre des finances

(1) Voyez l'ordonnance du 26—28 juillet 1820, qui accorde cette prime, et la note qui résume tous les réglemens y relatifs.

(2) Voyez l'ordonnance du 20 décembre 1820—14 janvier 1821, qui a établi à Paris, pour tout le royaume, une académie royale de médecine, et la note.

(3) Voyez, sur les conflits d'attribution, l'arrêté du 13 brumaire an 10 (4 novembre 1801), et les notes qui résument la législation et la jurisprudence de la matière.



contre cette perception, son excellence consulta monseigneur le garde des sceaux, sur la question de savoir si cette perception est ou non légitime; — Vu un rapport de l'administration de l'enregistrement et des domaines sur cette question;—Vu l'article 47 de la loi du 28 avril 1816, portant : « Seront « sujets au droit fixe de vingt-cinq francs les arrêts définitifs de la cour de « cassation et du conseil de sa majesté; »— Considérant que la question de savoir si le droit d'enregistrement est dû sur l'ordonnance dont il s'agit tient à celle de savoir si les ordonnances rendues en matière de conflit peuvent être considérées comme des jugemens ou arrêts;—Considérant que l'on ne peut comprendre sous cette dénomination que des décisions rendues sur des intérêts privés, avec des formes judiciaires, et par conséquent sur une demande introduite par une partie, jugée contradictoirement avec une autre partie citée pour se défendre;—Que l'on reconnaît ce caractère dans toutes les ordonnances rendues sur l'avis du conseil d'état, au sujet de recours exercés contre les arrêtés des conseils de préfecture et des décisions ministérielles, puisque ces ordonnances jugent réellement des procès, et les jugent suivant les formes usitées pour l'instruction des procès; mais qu'aucun de ces caractères ne se rencontre dans les ordonnances relatives aux conflits; — Qu'en effet, 1° les conflits ne forment pas une contestation entre particuliers, mais entre les deux autorités publiques, administrative et judiciaire qui, chacune, revendiquent la même affaire, ou refusent de la juger; — 2° Que, dans ces sortes de débats, il ne s'agit ni d'intérêts privés, ni de l'application des lois civiles, mais du maintien de l'ordre public et de l'exécution des lois constitutionnelles;—3° Qu'aussi ces affaires ne sont introduites ni par requête, ni par citation, le conseil d'état ne pouvant en être saisi que par le gouvernement lui-même, qui seul a le droit de déférer à son examen l'arrêté de conflit; — 4° Que ces affaires sortent tellement de la classe des procès, que, jusqu'en 1816, elles ont été instruites et décidées sans le concours des parties, sans qu'elles aient pu prendre part à la discussion, ou former opposition aux décisions rendues; — Que si, depuis, on a admis les parties à fournir des observations, ce n'est pas qu'on ait reconnu leur intervention obligée et nécessaire dans l'instruction, mais uniquement afin d'obtenir des renseignemens sur les faits qui peuvent éclairer la discussion et déterminer la décision à intervenir; — Qu'il est donc évident que le droit de prononcer sur les conflits entre l'administration et les tribunaux est une des prérogatives de la puissance royale, dont l'objet est de maintenir la division des pouvoirs établis par la charte; de réprimer, dans l'intérêt du trône, toute invasion des autorités secondaires, et, par conséquent, que les ordonnances en cette matière sont des actes de haute administration, qui, de leur nature, par leurs effets et dans l'ordre constitutionnel, ne peuvent être assimilés à des arrêts ni être passibles du droit d'enregistrement:—Vainement la régie oppose que la cour de cassation prononce comme le conseil d'état sur le conflit; que les actes de la cour de cassation relatifs aux conflits sont bien certainement des arrêts soumis à l'enregistrement; qu'il en doit, par conséquent, être de même des ordonnances que le roi rend en cette matière de l'avis de son conseil;—Qu'à cette objection on répond que la cour de cassation ne prononce que sur les conflits élevés entre les tribunaux et les juges d'instruction; que son pouvoir étant borné à maintenir la hiérarchie dans l'ordre judiciaire, ses actes, sans aucune influence sur l'administration de l'état, ne peuvent être considérés comme administratifs; que de leur nature, comme dans leur forme extérieure, ils ont un caractère purement judiciaire, et ne sont que des arrêts;—Mais que le roi, lorsqu'il prononce sur des conflits, exerce un pouvoir beaucoup plus étendu; que devant le roi il ne s'agit pas,

comme devant la cour de cassation, d'un règlement de compétence entre un tribunal et un autre tribunal; qu'il s'agit, ce qui est autrement important, d'une lutte entre deux autorités indépendantes l'une de l'autre, l'autorité judiciaire et l'autorité administrative; que l'ordonnance qui termine ce débat ayant toujours pour effet nécessaire d'ordonner ou de défendre à l'administration de juger, elle a nécessairement, dans tous les cas, un caractère administratif; — Que le roi, lorsqu'il rend cette ordonnance, ne fait pas, comme la cour de cassation, un simple acte de juridiction, mais qu'il agit comme administrateur suprême, élevé non seulement au dessus des corps judiciaires, mais au dessus de tous les pouvoirs publics dont il règle les mouvements, et qu'il ramène dans les limites qui leur sont respectivement fixées par la loi; — Considérant qu'il serait dès lors contre tous les principes, et qu'il y aurait une sorte d'inconvenance à ne considérer le roi dans l'exercice de cette haute prérogative que comme un juge assis sur son tribunal, et l'acte émané de son autorité comme un simple jugement soumis à une formalité bursale; — Sont d'avis que les ordonnances rendues en matière de conflit sont des actes de haute administration; — Qu'elles conservent ce caractère, alors même que les parties ont été entendues; — Que ne pouvant, sous aucun rapport, être assimilées à des arrêts, elles ne sont pas passibles du droit d'enregistrement imposé par l'article 47 de la loi du 28 avril 1816.

---

N° 348. = 10—21 février 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant que la cour d'assises du département de la Seine sera divisée en deux sections pendant les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres de 1821. (VII, Bull. CDXXXIV, n° 10145.)

---

N° 349. = 10 février—10 mars 1821. = **ORDONNANCE** du roi relative à la perception d'une imposition extraordinaire dans une commune, pour le paiement des frais de pavage des revers de la route y indiquée (1). (VII, Bull. CDXXXVII, n° 10215.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;—Vu la réclamation des dames de *Calvimont* et *Dupérier* contre notre ordonnance du 16 décembre 1819, qui a approuvé le rôle, montant à deux mille cent soixante-dix-huit francs, établi en 1808 sur les propriétaires riverains de la route de Paris à Bordeaux, par le maire de la commune de Cénon-la-Bastide, département de la Gironde, et destiné à payer les frais de pavage des revers de cette route; — Vu les délibérations du conseil municipal et l'avis du préfet; — Vu les lois des 6 décembre 1793 (16 frimaire an 2) et 1<sup>er</sup> décembre 1798 (11 frimaire an 7); — Considérant qu'aucune loi ne met le pavage des revers des routes à la charge des communes ou des particuliers; que cependant l'administration municipale peut ordonner cette dépense dans l'intérêt général; mais qu'alors elle doit être acquittée suivant les règles établies pour le paiement des autres dépenses des communes, et que les propriétaires riverains ne peuvent être contraints d'y pourvoir qu'en vertu d'usages locaux suivis depuis longtemps et sans réclamation; — Considérant que les revers de la grande route de Paris à Bordeaux, dans la traverse de Cénon-la-Bastide, ont été pavés en 1808, et qu'une partie du prix de ce pavage a été acquittée par quelques

---

(1) Voyez le décret du 16—20 frimaire an 2 (6—10 décembre 1793), relatif à la réparation des routes aux frais de l'état.

Voyez aussi l'avis du cons. d'état du 25 mars 1807, sur l'entretien du pavé des villes, dans les rues non grandes routes.]



habitans, en vertu du rôle établi par le maire ; — Considérant que , la dépense devant être supportée par la commune entière , il est juste de rembourser les avances faites par quelques uns des riverains , si ces avances excèdent la quotité pour laquelle ils seront compris dans la répartition générale à faire du total de la dépense sur tous les habitans ; — Notre conseil d'état entendu , — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'ordonnance du 16 décembre 1819 est rapportée.

2. Les deux mille cent soixante-dix-huit francs formant le montant du rôle établi en 1808 par le maire de Cénon-la-Bastide seront perçus au moyen d'une imposition extraordinaire sur toute la commune. — Il sera tenu compte à chaque riverain de ce qu'il aura payé d'après le premier rôle , et chacun de ceux qui se trouveront dans ce cas sera remboursé de ce qu'il aura payé au-delà de la quote-part pour laquelle il figurera sur le rôle général.

3. La somme provenant de cette imposition sera employée à solder l'entrepreneur qui a exécuté le pavage des revers de la route de Paris à Bordeaux, dans la traverse du bourg de Cénon-la-Bastide.

4. Cette imposition sera perçue en trois années , et sera portée par le directeur des contributions aux rôles des contributions foncière , personnelle et mobilière de 1821 et des deux années suivantes. — Les frais de perception des rôles réglés aux simples déboursés, et les remises du percepteur, d'après le taux des remises des contributions ordinaires, seront ajoutés au montant des rôles.

N° 350. = 15 février—1<sup>er</sup> mars 1821. = **ORDONNANCE du roi qui fixe les prix auxquels les poudres seront livrées , pendant l'année 1821, aux départemens de la guerre , de la marine et des finances.** (VII, Bull. CDXXXVI, n° 10177.)

N° 351. = 20 février—17 mai 1821. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de la Marne.** (VII, Bull. CDL, n° 10568.)

Art. 1<sup>er</sup>. La société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de la Marne , formée à Châlons par acte déposé aux mains de Péan de Saint-Gilles et son collègue, notaires à Paris, le 8 février 1821, est autorisée ; ses statuts sont approuvés ainsi qu'ils sont contenus audit acte, lequel restera annexé à la présente ordonnance.

2. La présente autorisation étant accordée à la charge par la société de se conformer aux lois et à ses statuts approuvés , nous nous réservons de la révoquer dans le cas où cette condition ne serait pas accomplie, sauf les actions à exercer devant les tribunaux par les particuliers, à raison des infractions commises à leur préjudice.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet de la Marne , aux greffes des tribunaux de commerce dudit département et à la chambre de commerce de Reims.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur nommera près d'elle un commissaire. Il sera chargé de veiller à l'exécution des statuts, et d'en rendre compte ; il prendra connaissance des opérations ; il préviendra le préfet du département de la tenue du conseil général des sociétaires ; il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la société qui lui paraîtraient contraires aux lois ou statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce jusqu'à décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

(*Suivent les statuts.*)

N° 352. = 22—24 février 1821. = **ORDONNANCE du roi additionnelle à celle du 23—30 septembre 1814, concernant les pensions de retraite assignées sur les fonds de retenue du ministère de la justice** (1). (VII, Bull. CDXXXV, n° 10150.)

Louis, . . . — Vu les articles 5 et 8 de notre ordonnance en date du 23 septembre 1814, portant règlement des pensions de retraite assignées sur les fonds de retenue de notre ministère de la justice; — Considérant que les bases déterminées par l'article 8, pour fixer le montant de la pension facultative accordée en vertu de l'article 5 de l'ordonnance précitée, n'établissent point des proportions convenables entre la récompense donnée après trente ans de service et soixante ans d'âge, et celle donnée avant trente ans; — Voulant remédier à cette disproportion, qui se manifeste spécialement dans les pensions afférentes aux fonctionnaires qui jouissent de traitements très élevés; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — La pension qui peut être accordée avant trente ans d'exercice, dans les cas prévus et sous les conditions déterminées par l'article 5 de notre ordonnance du 23 septembre 1814, sera, pour les dix premières années, du tiers de celle qui aurait été acquise pour trente années de service, avec accroissement du trentième pour chaque année de service au dessus de dix ans, le tout sans préjudice des limites posées par l'article 11.

N° 353. = 22 février—1<sup>er</sup> mars 1821. = **ORDONNANCE du roi qui rétablit à Tarascon le tribunal civil, et fixe à Arles le siège de la sous-préfecture de cet arrondissement.** (VII, Bull. CDXXXVI, n° 10178.)

N° 354. = 22 février—10 mars 1821. = **ORDONNANCE du roi portant réorganisation de la légion de Hohenlohe, sous la dénomination de régiment de Hohenlohe.** (VII, Bull. CDXXXVII, n° 10217.)

N° 355. = 22 février—15 mars 1821. = **ORDONNANCE du roi qui autorise l'exportation des charbons de bois fabriqués dans la commune de Champ-Fromier, département de l'Ain.** (VII, Bull. CDXXXVIII, n° 10239.)

N° 356. = 22 février—1<sup>er</sup> juin 1821. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme de l'Ardoisière du Moulin Saint-Anne, commune de Fumay, département des Ardennes.** (VII, Bull. CDLIII, n° 10645.)

N° 357. = 22 février 1821. = **ORDONNANCE du roi concernant les retenues à faire sur les produits des majorats possédés par les titulaires qui n'ont pas fait emploi des sommes par eux reçues du domaine extraordinaire à titre de majorats** (2). (Publiée par Isambert.)

Louis, . . . — Sur le compte qui nous a été rendu que les sommes d'après

(1) Voyez l'ordonnance du 23—30 septembre 1814, et les notes; et surtout la loi du 16—18 juin 1824, concernant les pensions de retraite des magistrats, et les notes.

(2) Voyez, sur les majorats, le décret du 1<sup>er</sup> mars 1808, et les notes qui résument la législation de la matière.



lesquelles doit être exercée la retenue prescrite par l'article 3 d'un décret du 3 mars 1810, concernant le siège des majorats, n'ont point été déterminées jusques à ce jour, et qu'il importe à l'état que les titulaires des majorats qui ont reçu du gouvernement des sommes pour leur faciliter l'acquisition d'un hôtel, ou d'une maison, destiné à devenir le siège de leur majorat, justifient qu'ils les ont employées à acquérir soit cet hôtel, soit cette maison, soit des rentes cinq pour cent consolidés, conformément à la faculté que nous leur avons donnée par notre ordonnance du 19 août 1818; — Sur le rapport de notre ministre des finances; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera fait, en exécution du décret du 3 mars 1810, aux titulaires des majorats provenant du domaine extraordinaire, et qui n'auront pas justifié de l'emploi de la somme à eux remise par le gouvernement pour se procurer un hôtel, ou une maison d'habitation, destiné à devenir le siège de leur majorat, une retenue du tiers du revenu annuel dudit majorat, ou de la portion qu'ils en ont conservée, à moins que lesdits titulaires n'aient fourni ou ne fournissent une hypothèque suffisante.

2. Cette retenue sera exercée sur les majorats ou dotations en cinq pour cent consolidés, à compter du 22 mars 1821, et ce, au moyen de la distraction qui sera faite sur l'inscription dont jouit le titulaire, du tiers de son montant annuel, lequel sera porté au compte d'accroissement des majorats, ouvert en exécution du décret du 4 juin 1809, pour y être capitalisé de la même manière que les autres rentes portées à ce compte.

3. Les titulaires des majorats soumis à la retenue ci-dessus prescrite seront mis en possession des rentes qui en proviendront, lorsqu'elles auront atteint, par la cumulation des produits, et au cours du temps, la somme à rétablir, et ce, pour en jouir aux mêmes titres que des autres revenus de majorats, et sous les conditions de réversibilité stipulées par les statuts des 1<sup>er</sup> mars 1808, 4 mai 1809 et 3 mars 1810. — Toutefois, ces rentes pourront, avec notre autorisation spéciale, être aliénées, conformément à l'article 3 du décret du 3 mars 1810, à la charge de les remplacer par une maison d'habitation qui soit au moins d'égale valeur.

---

N<sup>o</sup> 358. = 27 février—7 avril 1821. = **ORDONNANCE du roi concernant l'instruction publique** (1). (VII, Bull. CDXLII, n<sup>o</sup> 10355.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état président du conseil royal de l'instruction publique; — Vu nos ordonnances des 15 août 1815, 5 juillet et 1<sup>er</sup> novembre 1820; — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

**TITRE 1<sup>er</sup>.** — Conseil royal de l'instruction publique.

Art. 1<sup>er</sup>. L'organisation du conseil royal de l'instruction publique reste la même, sauf les modifications suivantes.

2. Les affaires continuent à être décidées à la pluralité des voix, sur le rapport des conseillers qui les auront instruites; mais, pour les nominations aux diverses places, le président prendra seulement l'avis du conseil, qui discutera les titres des candidats.

---

(1) Voyez la loi du 11 floréal an 10 (1<sup>er</sup> mai 1802), concernant l'organisation de l'instruction publique, et les notes qui résument les nombreux réglemens dont cette partie importante de l'administration a été l'objet.

3. Les vingt-six académies qui composent l'université seront divisées en trois arrondissemens, dont le premier sera formé de la seule académie de Paris. L'instruction et le rapport des affaires concernant les collèges, les institutions et les pensions, dans chacun de ces trois arrondissemens, seront faits, — Pour le premier arrondissement, conformément à l'article 8 ci-après; — Pour le second, par le conseiller désigné dans l'article 6 de notre ordonnance du 1<sup>er</sup> novembre 1820; — Et pour le troisième, par le conseiller désigné dans l'article 7 de la même ordonnance.

4. Le président signera seul les dépêches. Celles qui porteront décision seront aussi signées par le conseiller sur le rapport duquel la décision aura été rendue.

5. Le président dispose seul des places d'employés dans les bureaux.

6. Le secrétaire général du conseil aura le titre, les droits et le traitement de conseiller.

7. A l'avenir, les membres de notre conseil royal seront nommés par nous entre trois candidats qui nous seront présentés par le président, de l'avis du conseil royal, et qu'il aura choisis parmi les personnes les plus recommandables dans l'instruction publique.

#### TITRE II. — Académie de Paris.

8. L'académie de Paris aura, comme les autres académies, un recteur, qui sera toujours un des membres du conseil royal de l'instruction publique. Il sera nommé par nous. Conformément à l'article 11 de notre ordonnance du 1<sup>er</sup> novembre 1820, le recteur de l'académie de Paris sera en même temps chargé, près du conseil, de l'instruction et du rapport de toutes les affaires relatives aux collèges, aux institutions, aux pensions et aux écoles primaires de ladite académie.

9. Le chef-lieu de l'académie de Paris sera l'ancienne maison de Sorbonne, où seront placées les écoles de la faculté de théologie, de la faculté des sciences, de la faculté des lettres, et l'école normale.

10. Un inspecteur général sera attaché à l'académie de Paris, particulièrement pour ce qui concerne l'administration, et sera sous la direction immédiate du recteur.

#### TITRE III. — Faculté des lettres.

11. Afin de garantir la capacité de ceux qui se présenteront pour obtenir le grade de bachelier ès-lettres, le conseil royal est chargé de déterminer par un règlement spécial les objets, la forme et la durée de l'examen.

12. Pour être admis à cet examen, il suffit d'être âgé de seize ans, de répondre sur tout ce qu'on enseigne dans les hautes classes des collèges royaux, et d'avoir, en cas de minorité, le consentement de son père ou de son tuteur.

#### TITRE IV. — Collèges.

13. Les bases de l'éducation des collèges sont la religion, la monarchie, la légitimité et la charte.

14. L'évêque diocésain exercera, pour ce qui concerne la religion, le droit de surveillance sur tous les collèges de son diocèse. Il les visitera lui-même ou les fera visiter par un de ses vicaires généraux, et provoquera auprès du conseil royal de l'instruction publique les mesures qu'il aura jugées nécessaires.

15. Le traitement des aumôniers des collèges royaux sera égal au traite-



ment fixe des censeurs (1), et leurs droits aux pensions de retraite seront les mêmes que ceux des autres fonctionnaires.

16. L'enseignement sera uniforme dans tous les collèges. En conséquence, le conseil royal fera publier, à la fin de chaque année scolaire, le catalogue des ouvrages dont les professeurs se serviront exclusivement pendant l'année suivante. La rédaction de ce catalogue sera confiée à une commission composée de trois membres, y compris le président, qui sera un des membres du conseil royal.

17. L'enseignement des sciences sera séparé de celui des lettres. Le cours de philosophie des collèges sera de deux ans. Les leçons ne pourront être données qu'en latin.

18. Il y aura, près des collèges royaux, des agrégés nommés au concours, et les professeurs des collèges royaux ne pourront être choisis que parmi ces agrégés.

19. Les bourses royales et communales ne seront désormais accordées qu'à des élèves âgés de moins de dix ans accomplis. Les translations des boursiers d'un collège dans un autre ne pourront avoir lieu que sur la demande du conseil royal de l'instruction publique.

20. Il sera distribué des médailles d'or aux professeurs des collèges qui se seront distingués par leur conduite religieuse et morale et par leurs succès dans l'enseignement. Ces récompenses seront décernées par le conseil royal, sur la présentation des recteurs, et de l'avis des conseils académiques. Le président du conseil royal de l'instruction publique nous présentera les noms de ceux qui les auront obtenues.

#### TITRE V. — Collèges particuliers.

21. Les maisons particulières d'éducation qui auront mérité la confiance des familles, tant par leur direction religieuse et morale que par la force de leurs études, pourront, sans cesser d'appartenir à des particuliers, être converties par le conseil royal en collèges de plein exercice, et jouiront, à ce titre, des privilèges accordés aux collèges royaux et communaux.

22. Ces collèges seront soumis à la rétribution universitaire, et demeureront sous la surveillance de l'université, pour ce qui concerne l'instruction. Leurs professeurs ne pourront exercer leurs fonctions que lorsqu'ils auront obtenu au concours le titre d'agrégés.

23. Les collèges particuliers ne pourront pas recevoir d'élèves externes dans les villes où il existe des collèges royaux et communaux, ni même dans les autres, sans une autorisation spéciale.

#### TITRE VI. — Ecoles normales partielles (2).

24. Il sera établi des écoles normales partielles près des collèges royaux de Paris qui auront des pensionnaires, et près du collège royal du chef-lieu de chaque académie. Chacune de ces écoles sera composée de huit élèves.

25. Sur les bourses royales affectées à chaque collège royal, six bourses seront particulièrement destinées à ces élèves.—Ces bourses seront données au concours; nul ne sera admis à concourir qu'après avoir terminé sa troisième.

(1) Voyez l'ordonnance du 16 juillet—11 août 1831, portant que le traitement de ces aumôniers sera réduit à une somme égale au traitement fixe des professeurs de premier ordre.

(2) Voyez l'ordonnance du 9 mars—8 avril 1826, contenant des dispositions relatives aux élèves qui, après avoir terminé leur cours de philosophie, désireront suivre la carrière de l'enseignement.

26. Le cours d'études sera pour eux de quatre années. Après qu'ils l'auront terminé, les uns resteront pendant deux ans, en qualité de maîtres d'études, dans les collèges où ils auront été élevés; les autres seront appelés à la grande école normale de Paris.

27. Tous les élèves des écoles normales particulières seront, comme ceux de la grande école normale de Paris, et conformément à l'article 112 du décret du 17 mars 1808, soumis à l'obligation de rester dix années dans le corps enseignant.

TITRE VII. — Élèves qui se destinent à l'état ecclésiastique.

28. Lorsque, dans les campagnes, un curé ou un desservant voudront se charger de former deux ou trois jeunes gens pour les petits séminaires, ils devront en faire la déclaration au recteur de l'académie, qui veillera à ce que ce nombre ne soit pas dépassé; ils ne paieront point de droit annuel, et leurs élèves seront exempts de la rétribution universitaire.

---

N° 359. = 8—10 mars 1821. = *LOI relative au remboursement du premier cinquième des reconnaissances de liquidation* (1). (VII, Bull. CDXXXVII, n° 10211.)

---

N° 360. = 8—15 mars 1821. = *LOI qui autorise la ville de Laval (Mayenne) à s'imposer une somme pour fourniture de pain faite aux indigens.* (VII, Bull. CDXXXVIII, n° 10235.)

---

N° 361. = 8—15 mars 1821. = *LOI qui autorise la ville du Mans (Sarthe) à faire un emprunt pour la construction d'une nouvelle halle.* (VII, Bull. CDXXXVIII, n° 10236.)

---

N° 362. = 8—15 mars 1821. = *LOI qui autorise la ville de Châlons, département de la Marne, à faire un emprunt pour le paiement d'une partie du prix d'une maison acquise par cette ville.* (VII, Bull. CDXXXVIII, n° 10237.)

---

N° 363. = 8—15 mars 1821. = *LOI relative à l'établissement d'un droit de péage sur le pont de Bezons pour l'ouverture de deux routes et l'achèvement d'un pont dans le département de Seine-et-Oise.* (VII, Bull. CDXXXVIII, n° 10238.)

---

N° 364. = 14—22 mars 1821. = *ORDONNANCE du roi portant règlement pour l'exécution de la loi du 8—10 mars 1821, relative au remboursement du premier cinquième des reconnaissances de liquidation.* (VII, Bull. CDXXXIX, n° 10282.)

---

N° 365. = 14 mars—1<sup>er</sup> avril 1821. = *ORDONNANCE du roi portant fixation du prix des poudres de mine et de commerce extérieur.* (VII, Bull. CDXL, n° 10292.)

---

N° 366. = 14 mars—5 avril 1821. = *ORDONNANCE du roi qui règle les cir-*

---

(1) Les opérations de pure forme, ordonnées par cette loi et par les ordonnances rendues pour son exécution, sont depuis long-temps consommées.



*conscriptions des trois chambres de commerce du département de la Seine-Inférieure* (1). (VII, Bull. CDXLI, n° 10314.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu les délibérations des chambres de commerce du département de la Seine-Inférieure; — Vu l'article 13 de la loi du 23 juillet dernier; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les circonscriptions des trois chambres de commerce du département de la Seine-Inférieure sont réglées pour l'avenir ainsi qu'il suit : — La circonscription de la chambre de commerce du Havre comprendra comme par le passé l'arrondissement du Havre. — La circonscription de la chambre de commerce de Rouen comprendra l'arrondissement de Rouen et l'arrondissement d'Yvetot, les quatre cantons maritimes exceptés. — La circonscription de la chambre de commerce de Dieppe comprendra l'arrondissement de Dieppe, l'arrondissement de Neufchâtel et les quatre cantons maritimes de l'arrondissement d'Yvetot.

---

N° 367. = 16 mars 1821. = **CIRCULAIRE** du ministre de la guerre, touchant le choix des remplaçans (2). (Journal militaire, 1<sup>er</sup> semestre 1821.)

---

N° 368. = 21 mars—5 avril 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui élève Abbeville au rang des bonnes villes du royaume. (VII, Bull. CDXLI, n° 10315.)

---

N° 369. = 21 mars—5 avril 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui étend la juridiction du conseil de prud'hommes établi à Thiers, département du Puy-de-Dôme (3). (VII, Bull. CDXLI, n° 10316.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu les dispositions du décret du 19 août 1808, relatif à l'établissement d'un conseil de prud'hommes à Thiers, département du Puy-de-Dôme, les décrets des 11 juin 1809 et 20 février 1810, portant règlement sur les institutions de cette nature, notre ordonnance du 10 mars 1819, concernant la juridiction du conseil de prud'hommes établi à Tours; — Prenant en considération la demande qui vient de nous être soumise par les commerçans et manufacturiers de ladite ville de Thiers et de son arrondissement, à l'effet d'obtenir, en ce qui regarde l'étendue de la juridiction du conseil de prud'hommes, quelques modifications aux dispositions du décret du 19 août 1808 précité; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La juridiction du conseil de prud'hommes établi à Thiers, département du Puy-de-Dôme, en vertu du décret du 19 août 1808, s'étendra sur tous les marchands fabricans, chefs d'atelier, contre-maîtres, commis, ouvriers, compagnons ou apprentis travaillant pour les diverses manufactures qui se trouvent situées dans l'arrondissement du tribunal de com-

---

(1) Voyez le décret du 27 septembre—16 octobre 1791, qui supprime les chambres de commerce; et l'arrêté du 3 nivose an 11 (24 décembre 1802), qui les rétablit, et les notes qui accompagnent cet arrêté.

(2) Cette circulaire repose sur la loi du 10—12 mars 1818, concernant le recrutement de l'armée, abrogée expressément par celle du 21—23 mars 1832, sur le même objet. Cette dernière loi, qui a modifié en plusieurs points les règles antérieurement établies, a été suivie elle-même d'une instruction très étendue publiée par le ministre de la guerre, le 30 mars 1832, laquelle rend inutiles toutes les circulaires précédentes.

(3) Voyez le décret du 11 juin 1809, portant organisation des conseils de prud'hommes, en général, fixation de leur compétence, et indication de la procédure à suivre devant eux, et la note,

merce de ladite ville, quel que soit l'endroit de la résidence des uns et des autres.

2. Lors du renouvellement des membres dudit conseil, tous les manufacturiers et les ouvriers domiciliés dans l'étendue de l'arrondissement de Thiers seront légalement convoqués et appelés à donner leurs suffrages pour le choix des nouveaux membres à élire; ceux-ci pourront être pris indistinctement dans le nombre des personnes convoquées, soit qu'elles aient, ou non, leur domicile au chef-lieu.

3. Il n'est rien changé aux autres dispositions du décret du 19 août 1808, lequel continuera d'être exécuté en tout ce qui n'est pas contraire à la présente.

N° 370. = 21 mars—7 avril 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant approbation de l'acte y annexé, pour servir d'amendement et de supplément aux statuts de l'agence générale de placemens sur les fonds publics (1). (VII, Bull. CDXLII, n° 10357.)

Louis, . . . .—Vu notre ordonnance du 28 avril 1820, portant autorisation de l'ouverture d'une agence tontinière sous le nom d'agence générale de placemens sur les fonds publics, et approbation des statuts y annexés; — Vu la demande des sieurs *Bailleul* et *Darru*, administrateurs dudit établissement, tendant à l'approbation de certains changemens et augmentations qu'ils se proposent de faire auxdits statuts; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'acte passé, le 14 mars 1821, par les sieurs *Bailleul* et *Darru*, pardevant *Froger-Deschesnes* et son collègue, notaires à Paris, lequel demeure annexé à la présente ordonnance, est approuvé pour servir d'amendement et de supplément aux statuts de l'agence générale des placemens de fonds publics établie par lesdits sieurs *Bailleul* et *Darru*.

2. Ladite approbation, qui est donnée sous les mêmes clauses et conditions que l'autorisation primitive, est en outre accordée sous les deux réserves ci-après, savoir : 1° que le changement opéré dans l'article 9 des statuts à la quotité des retenues attribuées aux administrateurs tant sur les mises que sur les arrérages, ne pourra être appliqué aux tontiniers antérieurement intéressés, si ce n'est de gré à gré; 2° qu'avant que les opérations autorisées par la présente approbation puissent avoir lieu, il sera justifié du nouveau dépôt de garantie de seize cents francs de rentes perpétuelles, stipulé dans l'addition à l'article 16 des statuts, duquel dépôt il sera rendu compte à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur par le commissaire établi près ladite agence.

(Suit l'acte contenant des additions et modifications aux statuts de l'agence.)

N° 371. = 21 mars—17 avril 1821. = **ORDONNANCE** du roi concernant l'organisation de la compagnie des gardes à pied ordinaires du corps de sa majesté (2). (VII, Bull. CDXLIII, n° 10366.)

3 mars 1821. = *Avis du conseil d'état sur la compétence en matière de privilège sur les biens d'un condamné* (3).

(1) Voyez l'ordonnance du 28 avril—27 mai 1820, portant autorisation de cette agence.

(2) Ce corps a cessé d'exister depuis la suppression de la maison militaire du roi, prononcée par l'ordonnance du 11—24 août 1830.

(3) Voyez 18 avril 1821.



N° 372. = 28 mars—5 avril 1821. = **ORDONNANCE du roi portant suppression du droit proportionnel à la valeur des bestiaux achetés pour la consommation de Paris, et remplacement de ce droit par une perception y déterminée** (1). (VII, Bull. CDXLI, n° 10318.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu notre ordonnance du 22 décembre 1819, concernant la caisse de Poissy; — Vu les délibérations du conseil municipal de Paris, des 29 juillet 1820 et 4 février 1821; — Voulant réformer les abus qui se sont introduits dans la perception du droit de ladite caisse; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le droit établi par l'article 4 de l'ordonnance du 22 décembre 1819 et proportionnel à la valeur des bestiaux achetés pour la consommation de Paris, est supprimé à partir de la publication de la présente.

2. En remplacement de ce droit, il sera perçu immédiatement par tête de bestiaux vendus pour la même destination, savoir : — Pour chaque bœuf, dix francs; — Pour chaque vache, six francs; — Pour chaque veau, deux francs quarante centimes; — Pour chaque mouton, soixante-dix centimes.

3. Toutes les dispositions de notre ordonnance ci-dessus rappelée qui ne sont pas contraires à la présente sont confirmées.

N° 373. = 29 mars—7 avril 1821. = **ORDONNANCE du roi relative au remplacement des préfets pendant leur absence momentanée de leur département, et à la délégation de leurs fonctions** (2). (VII, Bull. CDXLII, n° 10358.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu les arrêtés des 17 ventose an 8 (8 mars 1800), 17 nivose an 9 (7 janvier 1801), 19 fructidor an 9 (6 septembre 1801), 27 pluviôse an 10 (16 février 1802); — Vu le décret du 16 juin 1808; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les préfets autorisés à s'absenter de leur département délèguent leurs fonctions, sous l'approbation de notre ministre de l'intérieur, à un conseiller de préfecture ou au secrétaire général de la préfecture, à leur choix. — La délégation n'a pas besoin d'être approuvée par notre ministre de l'intérieur, lorsque le préfet ne sort pas du département.

2. En cas d'absence ou d'empêchement d'un préfet sans qu'il ait délégué l'administration, ou en cas de vacance de la préfecture, le premier dans l'ordre du tableau prend de droit l'administration du département : toutefois, si, avant la vacance de la préfecture, l'administration a été déléguée, celui à qui elle aura été déléguée continuera d'exercer, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par notre ministre de l'intérieur.

3. En cas d'absence ou d'empêchement d'un sous-préfet, le préfet pourvoit à son remplacement en désignant un fonctionnaire de l'ordre administratif, pris dans l'arrondissement, ou, à défaut, un conseiller de préfecture.

4. Le secrétaire général, absent, empêché, ou chargé par délégation des

(1) Voyez le décret du 6 février 1811, portant établissement de la caisse de Poissy, tit. 1<sup>er</sup>, et la note

Et, sur le commerce de la boucherie dans le département de la Seine, voyez la note qui accompagne le titre de l'arrêté du 8 vendémiaire an 11 (30 septembre 1802).

(2) Voyez la loi d'organisation administrative du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), tit. 1<sup>er</sup>, art. 3, et les notes qui résument les réglemens relatifs aux préfets.

fonctions de préfet, est remplacé dans ses fonctions de secrétaire général par le conseiller de préfecture le dernier dans l'ordre du tableau.

5. En cas de partage ou d'insuffisance du nombre des membres du conseil de préfecture, ainsi que dans le cas où les membres de ce conseil seraient tous à la fois empêchés d'exercer leurs fonctions, il sera pourvu à leur remplacement, conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 fructidor an 9 et du décret du 16 juin 1808.

N° 374. = 2—5 avril 1821. = **ORDONNANCE du roi qui supprime la faculté de droit de Grenoble** (1). (VII, Bull. CDXLI, n° 10319.)

N° 375. = 3—5 avril 1821. = **ORDONNANCE du roi sur le traitement à payer aux officiers amputés et aux officiers de l'ordre royal de la légion-d'honneur** (2). (VII, Bull. CDXLI, n° 10320.)

Louis, . . . . — Vu la loi du 6 juillet 1820 ; — Après avoir entendu les observations de notre grand chancelier de l'ordre royal de la légion-d'honneur sur la situation actuelle de la dotation de la légion-d'honneur et les droits de chacun de ses membres, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera payé à chacun des officiers amputés nommés membres de l'ordre depuis le 6 avril 1814 jusqu'au 20 mars 1815, le traitement de légionnaire, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1820.

2. Il sera également payé une augmentation de quatre-vingts francs à chacun des membres qui étaient officiers de l'ordre à l'époque du 6 avril 1814, en sorte que le traitement total de ce grade pour 1820 soit de cinq cent soixante-dix francs.

N° 376. = 4—17 avril 1821. = **ORDONNANCE du roi qui appelle à l'activité quarante mille hommes sur la classe de 1820**. (VII, Bull. CDXLIII, n° 10367.)

N° 377. = 4 avril—5 mai 1821. = **ORDONNANCE du roi qui établit deux places de courtier de marchandises à Aix, département des Bouches-du-Rhône**. (VII, Bull. CDXLVIII, n° 10495.)

N° 378. = 4 avril—7 juin 1821. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie pour le département de la Somme**. (VII, Bull. CDLIV, n° 10691.)

Art. 1<sup>er</sup>. La compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie pour le département de la Somme, séant à Amiens, formée par acte passé par-devant Doizy et son collègue, notaires à Amiens, les 7, 9 et 10 octobre 1820, est autorisée ; ses statuts sont approuvés tels qu'ils sont portés audit acte et rectifiés par celui du 20 mars 1821, passé par-devant les mêmes notaires, lesquels actes resteront annexés à la présente ordonnance.

2. Notre autorisation étant accordée à ladite société à la charge de se conformer aux lois et à ses statuts approuvés, nous nous réservons de la révoquer en cas de violation ou de non-exécution, sauf les actions des tiers à

(1) Cette faculté a été rétablie par l'ordonnance du 22 septembre—26 octobre 1824, qui abroge implicitement la présente.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), portant création de la légion-d'honneur, le résumé des réglemens relatifs à cette institution.



exercer devant les tribunaux à raison des infractions commises à leur préjudice.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur nommera auprès de ladite compagnie un commissaire chargé de prendre connaissance de l'observation des statuts et d'en rendre compte au préfet du département. Le commissaire pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtraient contraires aux lois et aux statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique; et ce, jusqu'à décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

4. Devront les sociétaires se conformer, en ce qui les concerne, aux lois et réglemens de police sur le fait des incendies.

5. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet de la Somme, aux greffes des tribunaux de commerce, et à la chambre de commerce d'Amiens.

(*Suivent les statuts de la compagnie.*)

---

N° 379. = 11—21 avril 1821. = *LOIS relatives à différentes circonscriptions de territoire.* (VII, Bull. CDXLIV, n° 10372.)

1<sup>re</sup> Loi. — Art. 1<sup>er</sup>. Les communes de Lucy, de Bacourt, de Baudrecourt, de Chenoy, de Chicourt, de Fremery, de Hannocourt, de Juville, de Lesse, de Morville-sur-Nied, d'Oron, de Prévocourt, de Sant-Evre, de Villers-aux-Oies, sont distraites du canton de Nomeny, arrondissement de Nancy, et réunies au canton de Delme, arrondissement de Château-Salins.

2. Les communes de Belleville et de Dieulouard, canton de Domèvre, et celles de Vendières, de Pagny-sur-Moselle, de Norroy, de Villers-sous-Preny, et de Preny, canton de Thiancourt, sont distraites de l'arrondissement de Toul, et réunies au canton de Pont-à-Mousson, arrondissement de Nancy.

3. Les communes des cantons de Vézelize et Haroué sont distraites de l'arrondissement de Lunéville, et réunies à l'arrondissement de Nancy.

4. La commune de Nonhigny est distraite du canton de Lorquin, arrondissement de Sarrebourg, et réunie au canton de Blamont, arrondissement de Lunéville.

2<sup>e</sup> Loi. — Art. 1<sup>er</sup>. La commune d'Eréac est distraite du canton de Merdrignac, arrondissement de Loudéac, et réunie au canton de Broons, arrondissement de Dinan, département des Côtes-du-Nord.

2. La commune de Saint-Launeuc est distraite du canton de Broons, arrondissement de Dinan, et réunie au canton de Merdrignac, arrondissement de Loudéac, même département.

3<sup>e</sup> Loi. — La commune de Chevrey, département de la Côte-d'Or, est distraite de l'arrondissement de Dijon, et réunie à l'arrondissement de Beaune et au canton de Nuits.

4<sup>e</sup> Loi. — Les communes de Bains, de Fontenoy-le-Château, de Tremouzey, de Montmotier, du Magny, de Haut-Mougey, de Vioménil, de Harsault, de La Haye, de Grucy, de Grand-Rupt, des Voivres et de Surance, composant le canton de Bains, sont distraites de l'arrondissement de Mirecourt, département des Vosges, et réunies à l'arrondissement d'Epinal, même département.

5<sup>e</sup> Loi. — La commune de Cesse est distraite du département des Ardennes, et réunie au canton de Stenay, arrondissement de Montmédi, département de la Meuse.

6<sup>e</sup> Loi. — La commune de Mazerny, département des Ardennes, est distraite

du canton de Tourteron, et réunie au canton d'Omont, arrondissement de Mézières.

N° 380. = 11 avril—5 mai 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise, aux conditions y exprimées, les sieurs Durassié et Trocard à rendre navigable la rivière du Drot, depuis Eymet, département de la Dordogne, jusqu'à Gironde, département du même nom. (VII, Bull. CDXLVIII, n° 10496.)

N° 381. = 11 avril—1<sup>er</sup> juin 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui rectifie une erreur dans les statuts de la caisse de survivance et d'accroissement (1). (VII, Bull. CDLIII, n° 10646.)

Louis, . . . —Vu notre ordonnance du 14 décembre 1820, portant homologation d'une délibération du conseil général de la caisse de survivance et d'accroissement en date du 1<sup>er</sup> du même mois de décembre, contenant des amendemens aux statuts primitifs annexés à notre ordonnance du 8 décembre 1819; — Vu nouvelle délibération du conseil général de ladite caisse du 1<sup>er</sup> février 1821, suivant extrait délivré par Crosnier et son collègue, notaires à Paris, le 2 du même mois, d'où il résulte qu'une erreur matérielle de copiste s'est glissée dans un article de la délibération du 1<sup>er</sup> décembre, et qu'il est nécessaire qu'elle soit réparée suivant le vœu de la société; ce qui est conforme à l'esprit des statuts, aux règles de l'équité, et dans l'intérêt des actionnaires;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;—Notre conseil d'état entendu, —Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :— La délibération du conseil général de la caisse de survivance et d'accroissement en date du 1<sup>er</sup> février 1821, laquelle demeure annexée à la présente ordonnance, est approuvée. En conséquence, la condition apposée à la disposition du second alinéa du n° 5 de l'article 57 *bis* des statuts de la seconde division dudit établissement, en vertu de laquelle les déposans auront la faculté d'obtenir leur remboursement anticipé dans les cas prévus audit article, reste et s'entend rédigée en ces termes : « à la charge d'en « faire la demande expresse cinq ans d'avance, et d'abandonner un soixante- « quinzième de l'accroissement dudit capital par chaque année d'anticipa- « tion. »

(Suit la délibération du conseil général de la caisse de survivance et d'accroissement.)

N° 382. = 18—27 avril 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui établit un tribunal de commerce à Neufchâtel, département de la Seine-Inférieure. (VII, Bull. CDXLV, n° 10411.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera établi un tribunal de commerce à Neufchâtel, département de la Seine-Inférieure.

2. Ce tribunal aura pour ressort les cantons de Neufchâtel, Saint-Saens, Aumale, Blangy et Londinières.

3. Il sera composé d'un président, de trois juges et de deux suppléans.

N° 383. = 18 avril 1821. = **AVIS** du comité des finances du conseil d'état qui décide que les tribunaux sont seuls compétens pour connaître d'une question de privilège entre le domaine et un créancier particulier, à

(1) Voyez l'ordonnance du 8—30 décembre 1819, portant autorisation de cette caisse.



*raison de l'application du produit de la vente des biens d'un condamné.*  
(SIREY, tome XXI, 2<sup>e</sup> partie, page 162.)

Le comité des finances, sur le renvoi qui lui a été fait par son excellence le ministre secrétaire d'état au même département;—Vu un rapport par lequel le secrétaire général des finances expose qu'une question de privilège s'est élevée entre l'administration des domaines et le sieur *Lebergne*, sur le produit de la vente des biens du nommé *Lambert*, condamné aux fers avec confiscation;—Que cette question a été jugée en faveur du sieur *Lebergne*, par le préfet de la Seine, dans quatre arrêtés dont la régie a provoqué la réformation;—Que le comité des finances ayant déclaré qu'il y avait lieu de renvoyer la contestation devant les tribunaux, son avis a été adopté par le ministre le 19 septembre dernier;—Que précédemment le comité avait déjà, sur des affaires de même nature et relatives aux condamnés *Barin* et *Masquet*, donné deux avis semblables que son excellence a pareillement confirmés, les 21 juin et 17 juillet 1820;—Que le préfet de la Seine a fait des représentations contre les décisions du 19 septembre, qu'il soutient que le jugement de la contestation concernant le sieur *Lebergne* est du ressort administratif, invoquant à l'appui de son opinion les lois des 26 frimaire et 9 ventose an 2;—Que la réclamation du préfet de la Seine est fondée sur une jurisprudence établie depuis un grand nombre d'années;—Que le comité a, pour la première fois, dans sa délibération du 19 mai dernier, sur l'affaire *Barin*, signalé cette jurisprudence comme irrégulière;—Que n'ayant pas présentes les lois des 26 frimaire et 9 ventose an 2, et, cédant à l'équité naturelle, le comité a repoussé une forme de procéder en vertu de laquelle l'administration, étant chargée de liquider le produit d'une confiscation, devenait juge et partie;—Que, les objections de M. le préfet de la Seine changeant l'état de la question, il y a lieu d'en provoquer un nouvel examen;—Vu les lois des 26 frimaire, 9 ventose an 2, et 1<sup>er</sup> floréal an 3;—Vu de nouveau les avis donnés les 19 mai, 23 juin et 1<sup>er</sup> septembre 1820, ainsi que différentes pièces relatives à la réclamation du sieur *Lebergne*, notamment l'arrêté du préfet de la Seine, en date du 11 décembre 1815, la lettre du 3 février 1816, par laquelle ce magistrat propose au ministre de rapporter l'arrêté précité et la délibération prise le 18 mars 1817 par le conseil d'administration des domaines;—Considérant que les lois des 26 frimaire et 9 ventose an 2 contiennent des dispositions qui n'ont pu avoir d'effet qu'à l'époque où elles ont été adoptées sans être susceptibles de prévaloir indéfiniment contre les principes du droit commun;—Que, dans le temps même où ils avaient le moins d'influence, la loi du 1<sup>er</sup> floréal an 3, reconnaissant qu'il n'appartenait pas à l'administration, dans le cours des liquidations qui lui étaient attribuées, de prononcer, soit entre les divers créanciers, soit entre eux et elle-même, appelait des arbitres à décider dans les cas litigieux;—Que si, depuis l'époque où le droit commun avait repris son empire, on a continué à procéder d'une manière irrégulière dans des occasions analogues à celle dont il s'agit, cela s'explique sans doute par le petit nombre des affaires de ce genre qui ont dû se présenter, et par le peu d'importance des droits qu'on avait à régler;—Mais qu'en admettant qu'une telle pratique eût été constante, et n'eût fait naître aucune réclamation, cette double circonstance ne saurait dispenser de rechercher, lorsqu'il s'élève des difficultés, quelle est la marche à suivre pour arriver à une solution régulière;—Persistant ainsi dans les motifs et les avis qu'il a précédemment soumis à son excellence;—Pense que la contestation qui existe entre le domaine et le sieur *Lebergne* rentre, par sa nature, dans la compétence des tribunaux, et que, s'il existe quelque acte administratif qui puisse arrêter leur action, il y a lieu de le faire disparaître.

N° 384. = 20 avril 1821. = **ORDONNANCE du roi relative à l'organisation de la chambre des pairs en cour de justice** (1).

**TITRE 1<sup>er</sup>. — De la recherche et de la poursuite.**

**SECTION 1<sup>re</sup>. — Du ministère public.**

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura près de la cour des pairs un procureur général ; il sera assisté dans l'exercice de ses fonctions par deux avocats généraux et deux substitués.

2. Les fonctions d'avocat général et de substitut près la cour des pairs ne sont point incompatibles avec celles du ministère public près les cours et tribunaux.

3. Les ordonnances de nomination de ces officiers sont portées à cette cour par des commissaires du roi. — Ces officiers sont reçus et installés solennellement en séance publique.

4. Le procureur général agit d'office dans les cas prévus par l'article 34 de la charte constitutionnelle.

5. Dans les cas prévus par l'article 33 de la charte constitutionnelle, le procureur général ne peut agir s'il n'est provoqué, soit par le flagrant délit, soit par une ordonnance du roi, qui défère à la cour des pairs le crime dénoncé.

6. Dans le cas prévu par l'article 55 de la charte constitutionnelle, le procureur général n'est point partie ; il est seulement entendu sur l'accusation, et requiert, pendant le cours de l'instruction et des débats, pour la régularité des formes, et, avant le jugement, pour l'application de la loi.

7. Lorsque le procureur général croit devoir intenter d'office un procès criminel contre un pair, d'après une dénonciation secrète, il ne peut le faire sans avoir préalablement fait écrire la dénonciation circonstanciée sur un registre qu'il tient à cet effet, et l'avoir fait signer par chaque dénonciateur.

**SECTION II. — De l'instruction.**

8. Lorsqu'il s'agit de crimes ou délits de la compétence de la cour des pairs, les fonctions de juge d'instruction seront remplies par le chancelier de France présidant cette cour ; il sera assisté, et pourra être suppléé par un ou plusieurs des quatre pairs qu'il désignera à cet effet, et dont il proclamera les noms à l'ouverture de chaque session législative ordinaire de la chambre des pairs, aussitôt après que la chambre sera constituée. — Les pairs ainsi désignés pourront être appelés à assister ou à suppléer le chancelier jusqu'au commencement de la session législative ordinaire qui suivra l'époque de leur nomination.

9. Toute personne qui se prétendrait lésée par un des crimes ou délits dont la connaissance est réservée à la cour des pairs par l'article 34 de la charte constitutionnelle pourra en rendre plainte et se constituer partie civile, soit devant le chancelier de France, soit conformément à l'article 63 du Code d'instruction criminelle devant tel juge d'instruction qu'il appartiendra. — Dans ce dernier cas, la plainte est transmise au chancelier de France par le ministre secrétaire d'état au département de la justice.

10. Il sera procédé à l'instruction, conformément aux lois du royaume.

---

(1) Cette ordonnance n'a pas été reçue par la chambre des pairs, ni insérée au *Bulletin des lois*.

Voyez la charte du 4—10 juin 1814, art. 33, et les notes qui résument toute la législation applicable à la cour des pairs.



TITRE II. — *Des mises en liberté.*

11. Au commencement de chaque session législative ordinaire de la chambre des pairs, et dans la même séance où il aura désigné les quatre pairs destinés à l'assister ou à le suppléer dans l'instruction criminelle, le chancelier de France tirera au sort les noms des soixante pairs, parmi lesquels il en choisira douze qui formeront le conseil des mises en liberté.

12. Les membres de ce conseil ne pourront délibérer s'ils ne sont au moins au nombre de sept ; leurs fonctions dureront jusqu'au commencement de la session législative ordinaire qui suivra l'époque de leur nomination.

13. Dans les cas prévus par l'article 33 de la charte constitutionnelle, aussitôt que le chancelier ou les pairs qui l'assisteront, ou par lesquels il sera suppléé, seront d'avis qu'il y a lieu de mettre l'inculpé en liberté, ils en rendront compte au conseil des mises en liberté, qui statuera sur l'élargissement demandé.

TITRE III. — *De l'accusation.*

14. Quand le procureur général juge l'instruction complète, il requiert la réunion de la cour.

15. Avant d'entendre le rapport sur l'instruction, il est procédé, par le président, à l'appel nominal des membres de la cour. La liste des pairs présents est arrêtée ; ceux qui y sont inscrits peuvent seuls prononcer sur l'accusation.

16. Le rapport fait, le procureur général est entendu ; il dépose ses réquisitions écrites et signées, et se retire. Le président avertit la cour que chacun de ses membres peut demander au rapporteur des éclaircissemens qui lui paraissent nécessaires, ou la lecture des diverses pièces de la procédure. Les éclaircissemens donnés et les pièces lues, le président recueille les opinions ; toute discussion préalable est interdite.

17. Les opinions sont recueillies dans l'ordre des réceptions, en commençant par le pair reçu le dernier. Néanmoins, le rapporteur, quel que soit son rang de réception, opine le premier. Les opinions sont prononcées à haute voix, et en séance secrète, tant sur l'accusation, que dans toutes les décisions, déclarations ou arrêts qui interviennent pendant le cours de l'instruction et du jugement.

18. Sur l'accusation, il est toujours procédé à un second tour d'opinions. L'accusation n'est prononcée que lorsqu'après ce second tour la moitié des suffrages, plus deux, se réunit pour l'admettre.

19. Dans le premier, comme dans le second tour d'opinions, chaque pair est libre de donner à son opinion tous les développemens qu'il juge convenables.

20. S'il y a plusieurs inculpés, la cour délibère séparément sur le sort de chacun d'eux : néanmoins elle prononce par un seul et même arrêt.

21. Les voix de tous les pairs sont comptées, quels que soient leurs alliances et les degrés de parenté existant entre eux.

22. Si la cour n'aperçoit aucune trace d'un délit prévu par la loi, ou si elle ne trouve pas des indices suffisans de culpabilité, elle déclare qu'il n'y a lieu à suivre, et ordonne la mise en liberté du prévenu, s'il n'est détenu pour autre cause.

23. Si la cour estime que le fait imputé au prévenu n'est pas de sa compétence, elle ordonne que le prévenu sera renvoyé devant qui de droit, à la diligence du procureur général du roi.

24. Si la cour prononce l'accusation, le procureur général est tenu, dans

les dix jours qui suivront la prononciation de l'arrêt, de rédiger et de faire signifier l'acte d'accusation. Il est ensuite procédé, conformément à ce qui est prescrit par les articles 241 et suivans du Code d'instruction criminelle.

#### TITRE IV. — *Du jugement.*

25. Aussitôt que l'acte d'accusation est signifié, le président invite l'accusé à choisir son conseil, et, à défaut par lui de le faire, il lui en nomme un d'office.

26. Le président indique le jour de la réunion de la cour par une ordonnance notifiée aux accusés et à leurs défenseurs. Au jour fixé, et préalablement à toute opération, la cour se constitue, conformément aux dispositions de l'article 25 du présent règlement.

27. Les débats sont publics.

28. Tout pair peut être récusé, — 1° S'il est parent ou allié des parties ou de l'une d'elles, jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement; — 2° S'il est créancier ou débiteur de l'une des parties; — 3° S'il y a un procès entre lui, sa femme, leurs ascendans ou descendans, ou alliés de la même ligne, et l'une des parties, et que ce procès eût été intenté avant la récusation proposée; — 4° S'il est tuteur, subrogé tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire de l'une des parties, ou, enfin, si l'une des parties est sa présomptive héritière; — 5° S'il a déposé comme témoin dans le cours de l'instruction; — 6° S'il y a inimitié capitale entre lui et l'une des parties, s'il y a eu de sa part, ou de celle de l'une des parties, agression, injures ou menaces, dans les six mois qui précèdent la récusation.

29. Tout pair qui sait cause de récusation en sa personne est tenu de le déclarer à la cour, qui prononce, ainsi que sur toutes les récusations proposées par l'accusé.

30. Le président dirige les débats; aucun pair ne peut interroger ni interpellier, soit les accusés, soit les témoins. Néanmoins, tout pair qui désire obtenir un éclaircissement en adresse la demande au président, qui fait, soit aux témoins, soit aux accusés, les interpellations nécessaires.

31. Après la clôture des débats, la cour se retire en la chambre du conseil pour y délibérer; le président fait le résumé de l'affaire, et pose les questions qui résultent de l'acte d'accusation ou des débats.

32. Les cinq huitièmes des voix sont nécessaires pour la condamnation de l'accusé. Pour former la décision de la cour, il est procédé à deux tours d'opinions, ainsi qu'il est dit en l'article 18 du présent règlement.

33. Lorsque l'accusé aura été déclaré non coupable, le président prononcera qu'il est acquitté de l'accusation, et ordonnera qu'il soit mis en liberté, s'il n'est détenu pour autre cause.

34. Sur l'application de la peine, le président recueille trois fois les suffrages: le dernier tour d'opinions fait l'arrêt. On ne peut opiner à ce dernier tour que par *oui* ou par *non*, et les votans sont tenus d'opter entre les deux avis qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages au tour précédent.

35. L'arrêt est prononcé par le président en séance publique, en présence de l'accusé. En cas de condamnation, la cour peut ordonner qu'il sera lu à l'accusé, dans sa prison, par le greffier.

#### TITRE V. — *Dispositions générales.*

36. En exécution de l'article 26 de la charte constitutionnelle, la cour des pairs ne peut se rassembler, ni la chambre des pairs se constituer en cour de justice, que sur l'ordre exprès du roi.



37. Les fonctions attribuées par la loi aux greffiers des cours et tribunaux dans les affaires criminelles seront exercées près la cour des pairs par le secrétaire-archiviste de la chambre des pairs et son adjoint. Il pourra s'adjoindre un ou deux commis assermentés. — La cour recevra le serment du greffier en chef et des commis-greffiers en séance publique.

38. Les arrêts de la cour des pairs seront revêtus de la même forme exécutoire que les lois et arrêts.

39. Le procureur général et les défenseurs des accusés, lorsqu'ils s'adressent au président de la cour des pairs, lui donnent le titre de monseigneur ou de votre grandeur; en parlant à la cour, ils emploient l'une des formules suivantes : nobles et illustres pairs, ou vos seigneuries.

40. Le présent règlement sera porté à la chambre des pairs par notre président du conseil des ministres et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, pour y être lu et enregistré, et ensuite inséré au Bulletin des lois.

N° 385. = 20 avril 1821. = **ORDONNANCE** du roi sur le costume des membres de la cour des pairs (1). (Moniteur du 6 mai 1821.)

N° 386. = 23—27 avril 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine l'époque de la perception d'un droit de tonnage sur les navires américains (2). (VII, Bull. CDXLV, n° 10410.)

Art. 1<sup>er</sup>. L'article 1<sup>er</sup> de notre ordonnance du 26 juillet dernier, par lequel il est établi un droit spécial de quatre-vingt-dix francs par tonneau, sans préjudice du décime additionnel, sur les bâtimens appartenant aux États-Unis d'Amérique, ne sera applicable qu'à ceux desdits bâtimens entrés dans les ports de France postérieurement au 12 décembre dernier.

2. Le montant des perceptions qui, à raison du droit spécial établi par notre ordonnance du 26 juillet, auraient été faites sur des bâtimens des États-Unis entrés dans les ports de France avant le 13 décembre dernier, sera remboursé à qui il appartient, sauf la deduction d'une somme égale au droit de tonnage ordinaire.

3. L'article 2 de notredite ordonnance du 26 juillet dernier est annulé.

N° 387. = 23 avril—5 mai 1821. = **LOI** qui autorise la ville de Metz, département de la Moselle, à faire un emprunt. (VII, Bull. CDXLVIII, n° 10492.)

N° 388. = 23 avril—5 mai 1821. = **LOI** qui autorise un échange entre le domaine et la ville d'Arras, département du Pas-de-Calais. (VII, Bull. CDXLVIII, n° 10493.)

N° 389. = 23 avril—5 mai 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine l'ordre suivant lequel les bonnes villes du royaume prendront rang. (VII, Bull. CDXLVIII, n° 10497.)

N° 390. = 23 avril—12 mai 1821. = **LOI** relative à des supplémens de crédits demandés sur les exercices 1818 et 1819 pour le département des affaires étrangères. (VII, Bull. CDXLIX, n° 10529.)

(1) Cette ordonnance, comme la précédente, n'a pas été reçue par la chambre des pairs.

(2) Voyez l'ordonnance du 26—28 juillet 1820, et les notes.

---

N° 391. = 23 avril—12 mai 1821. = *LOI relative à des supplémens de crédits demandés sur les exercices 1818 et 1819 pour le département de l'intérieur.* (VII, Bull. CDXLIX, n° 10530.)

---

N° 392. = 23 avril—12 mai 1821. = *LOI relative à l'allocation d'un crédit spécial de huit cent mille francs demandé pour le département de la guerre.* (VII, Bull. CDXLIX, n° 10531.)

---

N° 393. = 23 avril—12 mai 1821. = *LOI relative à un supplément de crédit de onze mille neuf cent soixante-un francs demandé sur l'exercice 1818 pour le département de la marine.* (VII, Bull. CDXLIX, n° 10532.)

---

N° 394. = 23 avril—12 mai 1821. = *LOI relative à divers supplémens de crédits demandés sur le budget de 1819 pour les départemens de la justice et des finances.* (VII, Bull. CDXLIX, n° 10533.)

---

N° 395. = 23 avril—12 mai 1821. = *LOI relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1819.* (VII, Bull. CDXLIX, n° 10534.)

---

N° 396. = 30 avril—25 mai 1821. = *ORDONNANCE du roi qui autorise les courtiers de la bourse de Dieppe à y exercer cumulativement le courtage des marchandises, des assurances, et la conduite des navires.* (VII, Bull. CDLI, n° 10602.)

Les courtiers institués près la bourse de Dieppe par l'acte du gouvernement du 15 octobre 1801 (23 vendémiaire an 10) sont autorisés à y exercer cumulativement, et nonobstant toutes dispositions contraires, le courtage des marchandises, des assurances, et la conduite des navires.

---

N° 397. = 9—25 mai 1821. = *ORDONNANCE du roi qui accorde un supplément de solde aux officiers, sous-officiers et caporaux employés près les dépôts de recrutement* (1). (VII, Bull. CDLI, n° 10603.)

Louis, . . . . — Vu notre ordonnance du 26 octobre 1820, portant formation des dépôts de recrutement au chef-lieu de chaque département ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les officiers formant les dépôts de recrutement recevront, pour le temps de leur service à ces dépôts, un supplément du cinquième en sus de leur solde.

2. Ce supplément sera calculé pour les lieutenans et sous-lieutenans, sur leur solde augmentée du supplément de deux cents francs par an, qui leur est alloué par notre ordonnance du 10 novembre 1819.

3. Les sergens attachés aux dépôts de recrutement recevront, pour le temps de leur service près ces dépôts, un supplément de solde de vingt-six centimes par jour.

4. Les caporaux employés près les mêmes dépôts jouiront, pour le même temps, d'un supplément de solde de vingt centimes par jour.

---

(1) Voyez l'ordonnance du 26 octobre—6 novembre 1820, portant établissement des dépôts de recrutement, et la note.



5. Ce supplément sera acquitté en même temps que la solde et sur les mêmes fonds.

6. Les officiers et sous-officiers qui composent les dépôts de recrutement entreront en jouissance des supplémens fixés par les articles 1, 3 et 4, à compter de la date de la présente ordonnance; ceux qui seront détachés à l'avenir pour ce service auront droit aux mêmes supplémens, à dater du jour de leur arrivée au dépôt.

N° 398. = 16—26 mai 1821. = *LOI relative à la circonscription des arrondissemens électoraux* (1). (VII, Bull. CDLII, n° 10624.)

N° 399. = 16 mai—1<sup>er</sup> juillet 1821. = *ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme des mines de Bouxwiller, département du Bas-Rhin*. (VII, Bull. CDLVIII, n° 10755.)

N° 400. = 23 mai—22 juin 1821. = *ORDONNANCE du roi qui établit une chambre de commerce à Caen, département du Calvados*. (VII, Bull. CDLV, n° 10695.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera établi une chambre de commerce à Caen, département du Calvados. — Elle sera instituée conformément aux dispositions de l'arrêté du gouvernement du 24 décembre 1802 (3 nivose an 11) (2).

2. Un membre de cette chambre sera appelé au conseil général du commerce, conformément aux dispositions des articles 5 et 6 de notre ordonnance du 23 août 1819.

N° 401. = 24—25 mai 1821. = *LOI portant modification de l'article 351 du Code d'instruction criminelle*. (VII, Bull. CDLI, n° 10601.)

A l'avenir, et lorsque, dans le cas prévu par l'article 351 du Code d'instruction criminelle, les juges seront appelés à délibérer entre eux sur une déclaration du jury formée à la simple majorité, l'avis favorable à l'accusé prévaudra toutes les fois qu'il aura été adopté par la majorité des juges (3).

N° 402. = 26 mai 1821. = *ORDONNANCE du roi qui nomme M. le marquis de Pastoret vice-président de la chambre des pairs*. (Moniteur du 27 mai 1821.)

N° 403. = 30 mai—7 juin 1821. = *ORDONNANCE du roi relative à l'échange*

(1) Cette circonscription, qui a succédé à celle fixée par l'ordonnance du 30 août—5 septembre 1820, a été remplacée entièrement elle-même par le tableau annexé à la loi générale sur les élections du 19—23 avril 1831; elle n'a donc plus d'intérêt.

(2) Voyez cet arrêté, et les notes qui résument tous les réglemens applicables aux chambres de commerce.

(3) Dans le système de cette loi, les juges pouvaient, en se réunissant à la minorité du jury annuler, dans l'intérêt de l'accusé, la déclaration de culpabilité portée contre lui à la simple majorité. La loi du 4—5 mars 1831 abrogea l'art. 351 du Cod. inst. crim. et la présente loi, et retira aux cours d'assises la faculté de délibérer sur la déclaration du jury, en statuant que la décision du jury se formerait contre l'accusé à la majorité de plus de sept voix; de cette manière, le jury statuait seul. La loi du 18 avril—1<sup>er</sup> mai 1832 reproduisit cette disposition, relative à la formation de la majorité. Enfin, la loi du 9—9 septembre 1835, par un retour vers l'ancien système, a voulu que la décision du jury fût prise à la simple majorité de sept contre cinq; mais elle a donné à la cour d'assises la faculté d'annuler cette décision par un sursis, et d'ordonner le renvoi à une autre session. Tel est le dernier état des choses.

*des reconnaissances de liquidation au porteur, et à leur conversion facultative en reconnaissances nominatives* (1). (VII, Bull. CDLIV, n° 10699.)

N° 404. = 30 mai—22 juin 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui annule un arrêté pris en matière de police du roulage par le conseil de préfecture du département de la Meurthe (2). (VII, Bull. CDLV, n° 10697.)

Louis, . . . — Sur le rapport du comité du contentieux ; — Vu le pourvoi élevé par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur contre un arrêté pris en matière de police du roulage par le conseil de préfecture du département de la Meurthe, au profit du sieur *Léonard Brunner*, meunier au moulin de la Machine, canton de Nancy, ledit pourvoi enregistré au secrétariat général de notre conseil d'état le 8 mai 1820, et tendant à ce qu'il nous plaise annuler ledit arrêté ; — Vu l'avertissement donné le 18 juillet 1820, par l'intermédiaire du préfet du département de la Meurthe, audit *Léonard Brunner*, pour qu'il ait à défendre contre ledit pourvoi, s'il s'y croit fondé ; auquel avertissement il n'a pas été répondu ; — Vu les procès-verbaux de contravention à la police du roulage, dressés les 14, 19 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 1818 contre ledit *Léonard Brunner*, lesdits procès-verbaux affirmés par-devant l'adjoint au maire de Nancy ; — Vu les condamnations prononcées par le maire de cette ville contre ledit *Léonard Brunner*, les 18, 28 novembre et 7 décembre 1818 ; — Vu la réclamation présentée au conseil de préfecture du département de la Meurthe, le 31 décembre 1818, par ledit *Léonard Brunner*, contre lesdites condamnations ; — Vu l'arrêté attaqué du conseil de préfecture du département de la Meurthe du 24 mars 1819, portant annulation des décisions du maire de Nancy, comme étant basées sur des procès-verbaux qui n'ont pas été affirmés devant le juge de paix, et statuant en outre que ledit *Léonard Brunner* est dispensé de payer les amendes auxquelles il a été condamné, et que l'argent lui sera rendu dans le cas où il aurait été consigné ; — Vu l'arrêté du préfet de la Meurthe du 6 avril 1819, qui estime qu'il y a lieu d'annuler l'arrêté susdit du conseil de préfecture ; — Vu les décrets des 23 juin 1806, 18 août 1810 et 16 décembre 1811 ; — Vu les autres pièces produites ; — Considérant que, par l'article 38 du décret du 23 juin 1806, les maires ont été chargés de prononcer provisoirement, et sauf recours aux conseils de préfecture, sur le fait des contraventions à la police du roulage ; — Considérant que, par le décret du 18 août 1810, les procès-verbaux en matière de police de roulage doivent être affirmés devant le juge de paix, mais que, d'après le décret du 16 décembre 1811 (3), relatif aux routes en général, ces procès-verbaux peuvent être affirmés devant les maires ou leurs adjoints ; qu'il convient surtout d'user de cette faculté, lorsqu'il s'agit de contraventions sur lesquelles les maires ont à prononcer provisoirement, et qu'ainsi, dans le cas particulier, ces procès-verbaux ont été valablement affirmés devant l'adjoint du maire de Nancy ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Meurthe, du 24 mars 1819, est annulé.

2. L'affirmation faite des procès-verbaux de contravention devant l'adjoint au maire de Nancy est déclarée bonne et valable.

(1) Cet échange étant depuis long-temps consommé, la présente ordonnance n'a plus d'intérêt.

(2) Voyez, sur la police du roulage, la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), et les notes.

(3) Art. 112.



3. Le sieur *Léonard Brunner* est renvoyé à se pourvoir de nouveau, et s'il s'y croit fondé, devant ledit conseil de préfecture, contre les décisions du maire de Nancy des 18 et 28 novembre et 7 décembre 1818.

N° 405. = 30 mai—10 juillet 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Nancy pour les départemens y dénommés. (VII, Bull. CDLIX, n° 10785.)

Art. 1<sup>er</sup>. La société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Nancy entre divers particuliers, fermiers et propriétaires de revenus fonciers, par acte passé par-devant *Michel et Voinin*, notaires à la résidence de Nancy, les 17, 18, 19 et 20 janvier 1821, annexé à la présente ordonnance, est autorisée pour les départemens de la Meurthe, de la Moselle, des Vosges, de la Haute-Marne, de la Meuse, du Haut-Rhin et des Ardennes. — Le département du Bas-Rhin étant mentionné dans l'acte social, l'autorisation pour ledit département est ajournée quant à présent.

2. La société existera conformément à ses statuts contenus dans l'acte social précité et annexé à la présente, sauf les réserves ci après.

3. Nonobstant les dispositions portées à l'article 4 dudit acte, la mise à exécution des statuts et de l'assurance mutuelle ne pourra avoir lieu que lorsque la somme des adhésions se sera élevée à celle de quatre millions de francs en valeurs de récoltes assurées.

4. La déclaration de la valeur pour laquelle chaque souscripteur associe ses récoltes, suivant l'article 14, et le procès-verbal d'expertise des propriétés atteintes par la grêle, qui doit être fait immédiatement après les accidens, suivant l'article 19, ne seront pas les seules bases nécessaires au règlement des indemnités. L'expertise du dommage sera renouvelée quinze jours après le premier procès-verbal, ou plus tôt, si les récoltes assurées doivent être retirées avant ce délai. Si les expertises sont conformes, leur résultat servira de règle pour l'estimation de l'indemnité. Si elles diffèrent, cette estimation sera, dans les limites desdites expertises, convenue entre les parties, sinon réglée par arbitres.

5. Nonobstant le contenu des articles 19 et 68, les tiers-experts ou tiers-arbitres qu'il y aurait lieu d'appeler seront choisis suivant les règles du droit commun.

6. Il est entendu que les portions contributives qui peuvent être appelées en entier suivant l'article 24 ne pourront en aucun cas excéder les fixations portées en l'article 6.

7. Le traité à forfait entre l'association et le directeur responsable pour les frais d'administration, moyennant vingt-cinq centimes par mille francs de valeurs associées à l'assurance, mentionné en l'article 54, n'est approuvé, nonobstant les dispositions dudit article, que pour l'espace de dix années, passé lequel terme ledit traité pourra être librement renouvelé ou modifié.

8. La présente autorisation étant au surplus accordée à ladite société à la charge par elle de se conformer aux lois et à ses statuts, nous nous réservons, dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, de révoquer ladite approbation, sauf les actions à exercer devant les tribunaux par les particuliers à raison des infractions commises à leur préjudice.

9. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie de son état de situation au préfet du département de la Meurthe, ainsi qu'au greffe du tribunal de première instance de Nancy. Elle adressera également une copie de cet état aux préfets des autres départemens compris dans son système d'assurance.

(*Suivent les statuts de la société.*)

N° 406. = 6—22 juin 1821. = **ORDONNANCE du roi relative à l'évaluation des poudres existant, au 1<sup>er</sup> janvier 1821, dans les entrepôts des contributions indirectes, etc.** (VII, Bull. CDLV, n° 10698.)

„ Louis, ... — Vu notre ordonnance du 25 mars 1818; — Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état de la guerre et des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les poudres de toute espèce appartenant à la direction des poudres, et qui existaient dans les entrepôts des contributions indirectes au 1<sup>er</sup> janvier 1821, seront évaluées au prix de fabrication fixé pour 1820 par notre ordonnance du 3 mars de la même année. Le montant de cette évaluation sera considéré comme une créance active, mais non exigible, de la direction des poudres sur l'administration des contributions indirectes, qui, après en avoir crédité la première, restera indéfiniment en possession de la valeur qu'elle représente, sauf ce qui pourra être ultérieurement statué de concert avec nos ministres de la guerre et des finances.

2. A dater de ladite époque du 1<sup>er</sup> janvier 1821, l'administration des contributions indirectes fera annuellement compte à celle des poudres, du prix de la totalité des fournitures livrées par la dernière dans le courant de chaque année, et sur lesquelles il continuera d'être remis, chaque mois, des à-comptes proportionnés au montant des fournitures faites dans le même intervalle.

N° 407. = 8—26 juin 1821. = **ORDONNANCE du roi relative à la forme des comptes à rendre à la cour des comptes par le caissier général du trésor royal** (1). (VII, Bull. CDLVI, n° 10719.)

Louis, ... — Vu les dispositions de nos ordonnances des 18 novembre 1817 et 16 septembre 1818, relatives au compte de gestion à rendre à la cour des comptes par le caissier général du trésor royal; — Voulant appliquer à la comptabilité dudit caissier général les principes qui ont déterminé les dispositions de notre ordonnance du 18 novembre 1817, relative au mode des comptes à rendre par les receveurs généraux des finances; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Notre ordonnance du 16 septembre 1818, portant qu'une partie des opérations de recette et de dépense du caissier du trésor royal ne sera pas soumise au jugement de la cour des comptes, cessera d'avoir son effet pour les comptes à rendre, à partir de celui pour l'année 1821.

2. Les comptes que le caissier du trésor royal rendra à la cour des comptes, pour les années 1821 et suivantes, en conformité de l'article 13 de notre ordonnance du 18 novembre 1817, comprendront, sans exception, tous les actes de sa gestion pendant la durée de chaque année; les justifications à fournir pour chaque article de recette et de dépense seront déterminées par notre ministre secrétaire d'état des finances. — Ne sont pas considérés comme actes de recette ni de dépense, mais seulement comme conversion de valeurs dans le solde dont le caissier général continue à demeurer responsable et ne peut être déchargé, les recouvrements d'effets sur Paris, le

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 27 (10 et)—30 mars 1791, le résumé de la législation concernant l'administration et la comptabilité du trésor public.

Voyez aussi la loi du 16—26 septembre 1807, portant organisation de la cour des comptes, et les notes.



compte courant à la banque de France, l'échange des écus contre des billets de banque, et généralement toutes conversions de valeurs numéraires qui ne changent pas le solde et qui n'ajoutent pas à la charge du caissier général.

3. Le compte du caissier du trésor pré-entendra, 1<sup>o</sup> le tableau complet des valeurs existant en caisse et en portefeuille à l'époque où commence la gestion; 2<sup>o</sup> les recettes et les dépenses de toute nature effectuées pendant cette gestion, et classées par chapitre et article d'une manière analogue à l'ordre prescrit pour les comptes des receveurs généraux par les articles 3 et 4 de notre ordonnance du 18 novembre 1817; 3<sup>o</sup> le montant des valeurs qui se trouveront dans sa caisse et dans son portefeuille à l'époque où se termine la gestion.

4. Le caissier du trésor sera tenu de présenter à notre ministre secrétaire d'état des finances, dans les trois mois qui suivront l'expiration de l'année ou l'époque de la cessation de ses fonctions, le compte qui doit être rendu à la cour des comptes, afin qu'après avoir été vérifié au ministère des finances, il puisse être transmis à la cour dans le délai de six mois fixé par l'article 13 de notre ordonnance du 18 novembre 1817.

---

N<sup>o</sup> 408. = 9—22 juin 1821. = **ORDONNANCE du roi qui modifie les dispositions des précédentes ordonnances relatives aux hautes-paies accordées aux sous-officiers et soldats de toutes armes** (1). (VII, Bull. CDLV, n<sup>o</sup> 10699.)

---

N<sup>o</sup> 409. = 13—26 juin 1821. = **ORDONNANCE du roi relative aux gardes-du-corps de sa majesté, susceptibles de passer d'une classe dans une autre** (2). (VII, Bull. CDLVI, n<sup>o</sup> 10720.)

---

N<sup>o</sup> 410. = 16 juin—13 juillet 1821. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme établie à Paris sous le titre de Compagnie d'assurances pour la vie des chevaux**. (VII, Bull. CDLXI, n<sup>o</sup> 10828.)

---

N<sup>o</sup> 411. = 20—26 juin 1821. = **ORDONNANCE du roi portant prorogation, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1821, de la prime accordée aux bâtimens français qui rapportent des cotons d'Amérique, d'ailleurs que des ports de l'Union** (3). (VII, Bull. CDLVI, n<sup>o</sup> 10721.)

Louis, . . — Vu nos ordonnances des 26 juillet 1820 et 3 février 1821; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Une prime de dix francs par cent kilogrammes continuera, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre prochain, d'être accordée pour les cotons d's deux Amériques qui auront été chargés par des navires français, hors d'Europe, dans

---

(1) Cette ordonnance était basée sur la loi du 10—12 mars 1818, concernant le recrutement de l'armée, qui, par son art. 22, accordait une haute-paie aux sous-officiers et soldats qui contractaient des rengagemens après l'expiration de leur temps de service.

Cette loi étant expressément abrogée par celle du 21—23 mars 1832, qui, par son art. 36, a également alloué en cas de rengagement une haute-paie, dont l'ordonnance du 28 avril—12 mai 1832 a déterminé le tarif, la présente ordonnance n'a plus d'intérêt.

(2) Ces gardes-du-corps ont été supprimés par l'ordonnance du 11—24 août 1830.

(3) Voyez l'ordonnance du 26—28 juillet 1820, qui accorde cette prime, et les notes.

les ports ou colonies autres que ceux ou celles de l'Union, et qui seront importés pour la consommation du royaume.

2. Ladite prime n'est point applicable aux cotons du cru de nos colonies, non plus qu'à ceux de toute autre provenance qui jouiraient, en vertu de nos précédentes ordonnances, du privilège colonial.

N° 412. = 20—26 juin 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine la condition sans laquelle nul ne pourra, à l'avenir, être élu membre de la chambre des avoués près la cour royale d'Aix (1). (VII, Bull. CDLVI, n° 10722.)

Louis, ... — Voulant assurer parmi les avoués près la cour royale d'Aix le maintien d'une exacte discipline; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — A l'avenir nul ne pourra être élu membre de la chambre des avoués de la cour royale d'Aix, s'il n'exerce depuis plus de six ans les fonctions d'avoué.

N° 413. = 20—28 juin 1821. = **LOI** relative à l'agrandissement du magasin des denrées coloniales dans la ville de Lyon, et à la construction, dans la même ville, d'un magasin pour l'entrepôt des sels. (VII, Bull. CDLVII, n° 10730.)

N° 414. = 20—28 juin 1821. = **LOI** relative au rétablissement du port de Dunkerque. (VII, Bull. CDLVII, n° 10731.)

N° 415. = 20 juin—13 juillet 1821. = **ORDONNANCE** du roi relative au chargement des voitures qui parcourent les routes sur des roues dont les jantes seraient de largeur inégale (2). (VII, Bull. CDLX, n° 10806.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu la loi du 27 février 1804 (7 ventose an 12), la loi du 19 mai 1802 (29 floréal an 10), et le décret du 23 juin 1806, qui ont réglé tant la largeur des jantes de roue que le chargement des voitures de roulage et des voitures publiques parcourant les routes, et autorisent la circulation des voitures à quatre roues qui auraient des voies inégales, c'est-à-dire dont la longueur de l'essieu de derrière excéderait celle de l'essieu de devant; — Vu notre ordonnance du 4 février 1820, qui a déterminé ces voies; — Considérant que cette différence dans la largeur des voies a servi de prétexte pour en établir une entre la largeur des jantes des roues de devant et la largeur des roues de derrière, et éluder ainsi les dispositions des lois et réglemens sur la police du roulage; — Voulant prévenir les difficultés qui s'élèveraient relativement aux moyens de constater les contraventions résultant de l'emploi des roues à jantes inégales, et à l'application des peines encourues à raison de ces contraventions; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Le chargement de toute voiture parcourant les routes sur des roues dont les jantes seraient de largeur inégale ne pourra être au dessus du poids déterminé sur la dimension des jantes les

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 29 janvier (15, 16, 17, 18 décembre 1790 et) — 20 mars 1791, le résumé des réglemens concernant l'organisation des avoués.

Voyez aussi l'ordonnance du 12—14 août 1832, qui fixe de nouveau les conditions d'éligibilité aux chambres des avoués, et qui révoque la présente.

(2) Voyez la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), relative au poids des voitures employées au roulage et aux messageries, et les notes qui résument tous les réglemens de la matière.



plus étroites par le tarif inséré dans le décret du 23 juin 1806. — En conséquence, l'excédant de ce poids sera réputé surcharge, et les contrevenans seront passibles des amendes prononcées, pour excès de chargement, par la loi du 19 mai 1802 (29 floréal an 10) et par ledit décret.

---

N° 416. = 20 juin—13 juillet 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui établit à Hange, sur la Somme, en remplacement du bac actuel, un pont en charpente, et contient le tarif d'un droit de péage sur ce pont. (VII, Bull. CDLX, n° 10807.)

---

N° 417. = 20 juin—13 juillet 1821. = **ORDONNANCE** du roi relative à la construction d'un pont sur la rivière d'Eure dans la commune de Saint-Vigor, et à la perception d'un droit de péage sur ce pont. (VII, Bull. CDLX, n° 10808.)

---

N° 418. = 21 juin 1821. = **ORDONNANCE** du roi sur le service de la garde nationale de Paris. (Moniteur du 28 juin.)

---

N° 419. = 25 juin—1<sup>er</sup> juillet 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui déclare compris dans l'amnistie accordée par la loi du 12—14 janvier 1816 les faits imputés au lieutenant-général baron Brayer, et porte que cet officier général rentrera dans tous ses droits, titres, grades et honneurs. (VII, Bull. CDLVIII, n° 10753.)

---

N° 420. = 25 juin—1<sup>er</sup> juillet 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui déclare compris dans l'amnistie accordée par la loi du 12—14 janvier 1816 les faits imputés au maréchal-de-camp baron Ameil, et porte que cet officier général rentrera dans tous ses droits, titres, grades et honneurs. (VII, Bull. CDLVIII, n° 10754.)

---

N° 421. = 27 juin—10 juillet 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui accorde un nouveau délai aux huissiers pour la remise, aux greffes des tribunaux de première instance, de tous les titres et pièces concernant leurs précédentes nominations et réceptions (1). (VII, Bull. CDLIX, n° 10784.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il est accordé à tous les huissiers actuellement en exercice un nouveau délai de trois mois, à compter de la publication de la présente ordonnance, pour remettre au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement dans l'étendue duquel ils résident, tous les titres et pièces concernant leurs précédentes nominations et réceptions, avec leur demande en confirmation définitive. — Ceux des huissiers qui auront déjà fait cette remise n'en seront pas moins tenus de réitérer leur demande.

2. Conformément à l'article 5 du règlement du 14 juin 1813, notre procureur près le tribunal de première instance enverra chaque demande, avec l'avis du tribunal, au procureur général, qui prendra l'avis de la cour royale, et adressera le tout à notre ministre de la justice, pour qu'il soit définitivement statué sur les officiers ministériels dont il s'agit.

---

N° 422. = 4—13 juillet 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui accorde un nouveau délai aux greffiers, notaires et autres officiers ministériels de l'île de

---

(1). Cette ordonnance a été rendue pour l'exécution de l'art. 5 du décret du 14 juin 1813, et les notes.

*Corse, pour le versement des cautionnemens exigés par la loi du 28 avril — 4 mai 1816, et porte que provisoirement ces cautionnemens pourront être fournis en immeubles* (1). (VII, Bull. CDLXI, n° 10827.)

Louis. . . ., — Vu les articles 88, 92, 93 et 95 de la loi du 28 avril 1816, relatifs aux cautionnemens des officiers ministériels; — Vu nos ordonnances des 1<sup>er</sup> mai 1816, 19 février 1817, 12 janvier et 28 juillet 1820; — Étant informé des difficultés qu'éprouve, dans l'île de Corse, le versement des cautionnemens dont il s'agit, et voulant, en attendant une mesure définitive, assurer, autant qu'il est en nous, les intérêts que les cautionnemens ont pour objet de garantir; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les greffiers de notre cour royale, de nos tribunaux de première instance, de nos tribunaux de commerce et des justices de paix de l'île de Corse, les notaires, avoués et huissiers de la même île, seront tenus de fournir dans le délai de trois mois, à partir de la publication de la présente ordonnance, les cautionnemens et supplémens de cautionnement exigés d'eux par la loi de finances du 28 avril 1816.

2. Provisoirement ces cautionnemens et supplémens de cautionnement pourront être fournis en immeubles pour la totalité ou pour partie.

3. Dans le cas où il y aurait lieu à poursuites pour faits de charge, les biens assujétis aux cautionnemens et supplémens de cautionnement seront vendus dans les formes déterminées par le Code de procédure civile, au titre *des partages et licitations*.

4. La sûreté des cautionnemens et supplémens de cautionnement sera discutée par notre préfet de la Corse, après avoir pris l'avis de notre procureur près le tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel les biens seront situés. Le préfet prendra inscription sur les biens hypothéqués à la garantie des faits de charge. — A l'avenir, nul ne sera admis à prêter serment que sur le vu de l'un des bordereaux d'inscription.

N° 423. = 4—15 juillet 1821. = *Loi relative à l'exportation des grains* (2). (VII, Bull. CDLXII, n° 10886.)

Art. 1<sup>er</sup>. Les départemens frontières de la France, partagés en trois classes pour l'exportation des grains en vertu de la loi du 2 décembre 1814, seront divisés en quatre classes, conformément au tableau ci-annexé.

2. L'exportation des grains, farines et légumes, sera suspendue dans chaque classe, lorsque les blés-fromens indigènes y auront dépassé de deux francs le prix fixé par l'article suivant comme limite pour l'importation.

3. Lorsque le prix des blés-fromens indigènes sera descendu au dessous de vingt quatre francs dans les départemens de première classe, de vingt-deux francs dans la seconde classe, de vingt francs dans la troisième, et de dix-huit francs dans la quatrième, toute introduction de blés et de farine de blés

(1) Voyez la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, tit. IX, et les notes dans lesquelles sont indiquées les ordonnances successivement rendues pour activer le versement des cautionnemens et supplémens de cautionnement des officiers ministériels.

(2) Voyez la loi du 15—17 avril 1832, concernant l'importation et l'exportation des grains : cette loi a abrogé une grande partie des dispositions de la présente loi, notamment celles qui prohibaient éventuellement l'entrée et la sortie des grains (art. 3 et suiv.) ; néanmoins, elle renvoie, par son art. 2, à quelques dispositions de cette même loi, pour l'application du tarif des droits.

Voyez, sur la police des grains, la note qui accompagne la loi du 16—17 juillet 1819.



étrangers pour la consommation nationale sera prohibée dans lesdits départemens.

4. Le droit supplémentaire imposé par l'article 2 de la loi du 16 juillet 1819 sur les blés étrangers importés en France sera perçu lorsque le prix des fromens indigènes sera descendu dans la première classe à vingt-six francs, dans la seconde classe à vingt-quatre francs, dans la troisième classe à vingt deux francs, et dans la quatrième classe à vingt francs.

5. Le second droit supplémentaire imposé par l'article 3 de la même loi de 1819 sera perçu, conformément à cet article, lorsque le prix des blés-fromens indigènes sera descendu dans chaque classe au dessous du taux indiqué par l'article précédent.

6. Les dispositions de la loi du 16 juillet 1819, applicables aux seigles et maïs et aux farines de seigle et maïs, en vertu de l'article 10 de la même loi, recevront leur exécution, lorsque le prix de ces grains sera descendu à dix-neuf francs l'hectolitre dans les départemens de première classe, à dix-sept francs dans les départemens de la seconde classe, à quinze francs dans la troisième classe, et à treize francs dans la quatrième. — Et la prohibition des mêmes grains et farines aura lieu, lorsque le prix de ces grains sera descendu au dessous de seize, quatorze, douze et dix francs.

7. Le tableau des marchés régulateurs, annexé à la loi précitée, est modifié conformément au tableau ci-joint.

8. Le prix commun entre les marchés régulateurs de chaque classe ou section sera établi sans égard aux quantités vendues dans chaque marché.

9. Les lois des 2 décembre 1814, 16 juillet 1819, et 7 juin 1820, relatives à l'importation et à l'exportation des grains et farines, continueront de recevoir leur exécution, en tout ce qui n'est pas contraire à la présente.

*Tableau rectifié de la division en quatre classes des départemens de la France par rapport à l'exportation et à l'importation des grains, avec indication des marchés régulateurs propres à chaque section de ces quatre classes. (VII, Bull. CXLXV, n° 10967)*

| SECTIONS.         | <i>Départemens de la première classe.</i>                                                                                           | MARCHÉS                                                   |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|
|                   | (L'exportation ne peut être permise dans ces départemens que quand le blé-froment est au dessous de vingt-six francs l'hectolitre.) | RÉGULATEURS.                                              |
| Unique.           | Pyrénées-Orientales, Aude, Hérault, Gard, Bouches-du-Rhône, Var et la Corse. . . .                                                  | (Toulouse.<br>Marseille.<br>Elurance.<br>Gray.            |
|                   | <i>Départemens de la seconde classe.</i>                                                                                            |                                                           |
|                   | (L'exportation ne peut y être permise que quand le blé-froment est au dessous de vingt-quatre francs l'hectolitre.)                 |                                                           |
| 1 <sup>re</sup> . | Gironde, Landes, Basses Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Ariège et Haute-Garonne. . . .                                                   | (Marans.<br>Bordeaux.<br>Toulouse.                        |
| 2 <sup>e</sup> .  | Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Isère, Ain, Jura et Doubs. . . . .                                                                      | (Gray.<br>Saint-Laurent près<br>Mâcon.<br>Le Grand-Lemps. |

| SECTIONS.                                                                                                                                                  | <i>Départemens de la troisième classe.</i><br>(L'exportation ne peut y être permise que quand le blé-froment est au dessous de vingt-deux francs l'hectolitre.) | MARCHÉS                                                   |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                 | RÉGULATEURS.                                              |
| 1 <sup>re</sup> .                                                                                                                                          | Haut-Rhin et Bas-Rhin.....                                                                                                                                      | Mulhausen.<br>Strasbourg.<br>Bergues.                     |
| 2 <sup>e</sup> .                                                                                                                                           | Nord, Pas-de-Calais, Somme, Seine-Inférieure, Eure et Calvados.....                                                                                             | Arras.<br>Roye.<br>Soissons.<br>Paris.<br>Rouen.          |
| 3 <sup>e</sup> .                                                                                                                                           | Loire-Inférieure, Vendée et Charente-Inférieure.....                                                                                                            | Saumur.<br>Nantes.<br>Marans.                             |
| <i>Départemens de la quatrième classe.</i><br>(L'exportation ne peut y être permise que quand le blé-froment est au dessous de vingt francs l'hectolitre.) |                                                                                                                                                                 |                                                           |
| 1 <sup>re</sup> .                                                                                                                                          | Moselle, Meuse, Ardennes et Aisne.....                                                                                                                          | Metz.<br>Verdun.<br>Charleville.<br>Soissons.             |
| 2 <sup>e</sup> .                                                                                                                                           | Manche, Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère et Morbihan.....                                                                                              | Saint-Lô.<br>Paimpol.<br>Quimper.<br>Hennebon.<br>Nantes. |

N<sup>o</sup> 424. = 4—15 juillet 1821. = *Loi relative aux pensions ecclésiastiques.*  
(VII, Bull. CDLXII, n<sup>o</sup> 10887.)

Art. 1<sup>er</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1821, les pensions ecclésiastiques actuellement existantes et qui sont annuellement retranchées du crédit de la dette publique à raison du décès des pensionnaires, accroîtront au budget du ministère de l'intérieur, chapitre du clergé, indépendamment des sommes qui, par suite des décès des pensionnaires en activité, seront ajoutées, chaque année, au même crédit, pour subvenir au paiement du traitement complet de leurs successeurs.

2. Cette augmentation de crédit sera employée à la dotation de douze sièges épiscopaux ou métropolitains, et successivement à la dotation de dix-huit autres sièges dans les villes où le roi le jugera nécessaire : l'établissement et la circonscription de tous ces diocèses seront concertés entre le roi et le saint-siège ; — A l'augmentation du traitement des vicaires qui ne reçoivent du trésor que deux cent cinquante francs ; à celui des nouveaux curés, desservans et vicaires à établir, et généralement à l'amélioration du sort des ecclésiastiques et des anciens religieux et religieuses ; — A l'accroissement des fonds destinés aux réparations des cathédrales, des bâtimens des évêchés, séminaires et autres édifices du clergé diocésain (1).

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 18—20 septembre 1793, le résumé des réglemens concernant la fixation des traitemens du clergé.



N° 425. = 4—23 juillet 1821. = **ORDONNANCE du roi qui soumet les cartes fabriquées à une nouvelle bande de contrôle** (1). (VII, Bull. CDLXIII, n° 10899.)

Art. 1<sup>er</sup>. L'administration des contributions indirectes fera frapper d'un nouveau timbre, dont l'empreinte sera déposée au greffe de la cour royale de Paris, les bandes de contrôle qui doivent être apposées sur les jeux de cartes, en vertu de l'article 8 du décret du 13 fructidor an 13.

2. Il est accordé aux fabricans et débitans de cartes, ainsi qu'à tous les dénommés en l'article 167 de la loi du 28 avril 1816, un délai de deux mois, à partir de la promulgation de la présente ordonnance, pour déclarer à la régie et faire revêtir des nouvelles bandes de contrôle les jeux de cartes qu'ils ont en leur possession; l'apposition desdites bandes aura lieu sans paiement d'aucun droit. — Ce délai expiré, tous jeux de cartes revêtus de bandes frappées de l'un des timbres supprimés par la présente ordonnance, qui seraient trouvés en la possession des fabricans, débitans et autres dénommés en l'article 167 précité, seront réputés être composés de cartes de fraude, et les détenteurs seront passibles des peines prononcées par le décret du 4 prairial an 13.

N° 426. = 4 juillet—6 août 1821. = **ORDONNANCE du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes à Turcoing, département du Nord** (2). (VII, Bull. CDLXVIII, n° 11061.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera établi un conseil de prud'hommes à Turcoing (Nord). Ce conseil sera composé de sept membres, dont quatre seront pris parmi les marchands-fabricans; et les autres, parmi les chefs d'atelier, contre-maitres ou ouvriers patentés.

2. Les branches d'industrie ou professions ci-après désignées, concourront à la formation dudit conseil dans les proportions suivantes, savoir:—1° Les établissemens où l'on s'occupe de la fabrication des étoffes de laine et de coton, ou du peignage des laines, nommeront cinq membres, dont quatre à choisir parmi les marchands-fabricans; et le cinquième, parmi les chefs d'atelier, contre-maitres ou ouvriers patentés; — 2° Les filatures de coton nommeront deux membres, tous deux chefs d'atelier, contre-maitres ou ouvriers patentés. — Total, sept.

3. Indépendamment de ces sept membres, il sera attaché au conseil deux suppléans, qui seront, l'un, marchand-fabricant; l'autre, chef d'atelier, contre-maitre ou ouvrier patenté. — Ces suppléans, qui pourront être pris indistinctement dans les différentes branches d'industrie spécifiées ci-dessus, remplaceront ceux des prud'hommes que des motifs quelconques empêcheraient d'assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général du conseil.

4. La juridiction du conseil s'étendra sur tous les marchands-fabricans, chefs d'atelier, contre-maitres, commis, teinturiers, ouvriers, compagnons ou apprentis travaillant pour les fabriques du lieu ou du canton de la situation des fabriques, quel que soit l'endroit de la résidence des uns et des autres.

(1) Voyez, sur la fabrication et le débit des cartes à jouer, l'arrêté du 3 pluviôse an 6 (22 janvier 1798), et les notes qui résument tous les réglemens de la matière.

(2) Voyez le décret du 11 juin 1809, rectifié par l'avis du cons. d'état du 20 février 1810, qui détermine l'organisation et la compétence des prud'hommes et la procédure à suivre devant eux, et les notes qui résument toute la législation applicable à ces juridictions, en général.

5. Dans le cas où il serait interjeté appel d'un jugement rendu par les prud'hommes, cet appel sera porté devant le tribunal de commerce de l'arrondissement de Lille.

6. L'élection ou le renouvellement des membres du conseil auront lieu suivant le mode et de la manière qui sont réglés par le décret du 11 juin 1809; ces membres se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions établies par ledit décret, ainsi que par la loi du 18 mars 1806 et par un autre décret du 3 août 1810.

7. La commune de Turcoing fournira le local nécessaire pour la tenue des séances du conseil; les dépenses de premier établissement, de chauffage, d'éclairage, et de paiement attribué au secrétaire, seront également à sa charge.

---

N° 427. = 8—13 juillet 1821. = *ORDONNANCE du roi qui autorise le ministre des finances à vendre, avec publicité et concurrence, les douze millions cinq cent quatorze mille deux cent vingt francs de rentes, cinq pour cent consolidés, appartenant au trésor royal.* (VII, Bull. CDLXI, n° 10826.)

---

N° 428. = 15 juillet—6 août 1821. = *ORDONNANCE du roi portant convocation des conseils d'arrondissement et des conseils généraux de département* (1). (VII, Bull. CDLXVIII, n° 11064.)

---

N° 429. = 18 juillet—6 août 1821. = *ORDONNANCE du roi contenant le tarif servant de base à la nouvelle concession du péage du pont de Bezons, département de Seine-et-Oise.* (VII, Bull. CDLXVIII, n° 11065.)

---

N° 430. = 18 juillet—9 août 1821. = *ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme formée à Paris sous le nom de Caisse d'économie et d'accumulation, de garantie et d'amortissement des dettes.* (VII, Bull. CDLXIX, n° 11084.)

---

N° 431. = 18 juillet—9 août 1821. = *ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme formée à Paris sous le nom de Caisse d'économie et d'accumulation, avec assurance des capitaux.* (VII, Bull. CDLXIX, n° 11085.)

---

N° 432. = 26—28 juillet 1821. = *LOI relative à la censure des journaux* (2). (VII, Bull. CDLXIV, n° 10933.)

Art. 1<sup>er</sup>. La loi du 31 mars 1820, relative à la publication des journaux et écrits périodiques, continuera d'avoir son effet jusqu'à la fin du troisième mois qui suivra l'ouverture de la session de 1821.

2. Les dispositions de la loi du 31 mars 1820, sauf en ce qui concerne le cautionnement, s'appliqueront, à l'avenir, à tous les journaux ou écrits pé-

(1) C'est une simple convocation annuelle.

Voyez, sur l'organisation des conseils d'arrondissement et des conseils généraux de département, la loi du 22—25 juin 1833, qui constitue le dernier état des choses.

(2) Cette loi, comme celle du 31—31 mars 1820, dont elle proroge les dispositions, n'a plus d'intérêt : la censure ne peut plus être rétablie (art. 7 de la charte de 1830).

Voyez, dans les notes qui accompagnent l'art. 353 de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), le résumé de la législation relative à la presse périodique.



riodiques, paraissant soit à jour fixe, soit irrégulièrement, ou par livraison, quels que soient leur titre et leur objet.

N° 433. = 26 juillet—1<sup>er</sup> août 1821. = *LOI relative aux donataires.* (VII, Bull. CDLXVI, n° 11003.)

Art. 1<sup>er</sup>. Les donataires français entièrement dépossédés de leurs dotations situées en pays étranger, et qui n'auraient rien conservé en France, ainsi que les veuves et les enfans de ceux qui sont décédés, pourront être inscrits au livre des pensions, en indemnité de la perte desdites dotations, avec jouissance du 22 décembre 1821, pour une pension dont le montant sera réglé, — Pour les donataires de première, seconde, troisième et quatrième classes, à la somme de mille francs; — Pour ceux de cinquième classe, à celle de cinq cents francs; — Et pour ceux de sixième classe, à celle de deux cent cinquante francs. — Ces pensions seront réversibles sur les veuves et sur les enfans des donataires (1) — Elles seront d'abord possédées par le donataire; ensuite moitié par la veuve et moitié par les enfans, par égale portion, avec réversibilité en faveur des survivans de la veuve et des enfans, en telle sorte que l'extinction n'ait lieu qu'après le décès du dernier survivant. — L'inscription en sera faite sur les listes qui seront arrêtées par le roi. — La liste de ces pensions sera insérée au Bulletin des lois.

2. Les donataires à qui il reste une portion de dotation inférieure à l'indemnité qui leur serait accordée s'ils avaient perdu la totalité, pourront recevoir une pension égale à la différence de cette indemnité avec la dotation qui leur reste.

3. Les militaires des armées royales de l'Ouest et du Midi qui ont été assimilés aux donataires par l'ordonnance du roi du 22 mai 1816 et la loi du 15 mai 1818, pourront aussi être inscrits au livre des pensions pour une pension dont le montant sera réglé, — Pour les officiers supérieurs, à la somme de trois cents francs; — Pour les autres officiers, à deux cents francs; — Pour les sous-officiers, à cent cinquante francs; — Pour les soldats, à cent francs. — Ces militaires, leurs veuves et leurs enfans jouiront de ces pensions, avec les mêmes droits de partage et de réversibilité, en cas de décès, qui ont été énoncés dans l'article 1<sup>er</sup>.

4. Les veuves qui étaient en possession de pensions sur les dotations seront inscrites au livre des pensions du trésor, avec jouissance du 22 décembre 1821, pour la somme assignée à la classe dans laquelle elles étaient placées, conformément au tableau annexé n° 1<sup>er</sup>.

5. Les pensions sur le domaine extraordinaire montant à soixante-cinq mille cinq cents francs, autres que celles assignées sur les dotations, seront également inscrites au livre des pensions du trésor, avec jouissance du 22 décembre 1821, et payées intégralement suivant leur fixation actuelle, nonobstant les dispositions prohibitives du cumul.

6. Ne seront pas non plus soumises aux dispositions prohibitives du cumul les pensions accordées en vertu de la présente loi.

7. Les biens non affectés de l'ancien domaine extraordinaire seront, conformément à la loi du 15 mai 1818, administrés et vendus de la même manière que les biens du domaine de l'état. Leurs fruits et les produits de ventes

(1) Cette disposition, en accordant la réversibilité des pensions au profit des enfans des donataires, n'a pas entendu accorder ce bénéfice aux enfans adoptifs: pour que l'adoption pût être opposée à l'état, il faudrait qu'elle eût été autorisée par lui. Arr. du cons., 14 octobre 1831, *MAC.*, 2<sup>e</sup> série, 1, 391.

seront versés à la caisse des dépôts et consignations, pour être successivement employés en acquisitions de rentes sur le grand-livre, qui seront et demeureront immédiatement éteintes.

8. Le solde en caisse et les revenus à percevoir dans le courant de 1821 seront employés tant à solder ce qui reste dû des indemnités autorisées par la loi du 15 mai 1818 et par l'ordonnance du 1<sup>er</sup> avril 1820, qu'à payer pour 1821, aux donataires et pensionnaires y désignés, une somme équivalente auxdites indemnités.

9. A compter du 22 septembre 1821, les rentes sur l'état appartenant actuellement à la partie libre de l'ancien domaine extraordinaire, montant à un million cinquante-quatre mille huit cent dix francs, seront éteintes et rayées du grand-livre.

10. Les quatre cent mille francs de rentes restant des cinq cent mille francs affectés par le décret du 13 février 1810 aux grandes charges de la couronne, seront pareillement éteintes et rayées du grand-livre, à partir du 22 mars 1822.

11. Après cinq ans écoulés à compter de la date des actes constitutifs des dotations sur les canaux, sans que les titulaires, ou les appelés à leur défaut, se soient présentés par eux-mêmes ou par leurs fondés de pouvoirs, munis de la preuve de leur existence, pour réclamer les actions comprises dans les dotations qui les concernent, les anciens propriétaires auront droit à la jouissance provisoire des actions non réclamées, sans néanmoins que lesdites actions cessent de rester sous les noms des titulaires, avec les mêmes numéros qui se trouveront désignés dans le titre constitutif des dotations.

12. L'équivalent d'un semestre échu de la totalité des actions présumées vacantes sera toujours laissé à la caisse des consignations, comme premier gage des dividendes perçus à restituer aux titulaires absents qui se présenteront, ou à leurs ayans-droit.

13. Lorsqu'il se sera écoulé trente ans, à compter du jour de l'envoi en possession provisoire, sans que les titulaires aient réclamé, ou qu'on ait rapporté la preuve de leur existence, l'envoi en possession deviendra définitif, conformément au Code civil, et les actions seront rendues aux anciens propriétaires et replacées sous leurs noms. — Il en sera de même dans le cas où, avant l'expiration des trente années ci-dessus mentionnées, on justifierait, soit de l'acte de décès des titulaires, soit de l'accomplissement des formalités prescrites par les lois pour suppléer à ces actes et constater le décès des militaires absents.

#### Dispositions transitoires.

Les recettes et les dépenses faites, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1818 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1821, sur les produits en capitaux et revenus de l'ancien domaine extraordinaire réuni au domaine de l'état par la loi du 15 mai 1818, sont, conformément aux états ci-joints n<sup>o</sup> 2 et n<sup>o</sup> 3 (1), réglées ainsi qu'il suit :

|               |   |                                                                                                              |                    |   |                    |
|---------------|---|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|---|--------------------|
| Recettes. . . | { | Capitaux réalisés à . . . . .                                                                                | 2,594,423 f. 20 c. | } | 6,375,531 f. 24 c. |
|               |   | Revenus tant arriérés que courans, à . . .                                                                   | 3,781,108 04       |   |                    |
| Dépenses. . . | { | Indemnités aux donataires dépossédés, et<br>aux veuves qui avaient des penions sur<br>les dotations. . . . . | 2,606,222 66       | } | 5,742,855 41       |
|               |   | Achats de rentes . . . . .                                                                                   | 2,570,266 35       |   |                    |
|               |   | Pensions assignées sur dotations. . . . .                                                                    | 28,773 73          |   |                    |
|               |   | Frais d'administration. . . . .                                                                              | 225,722 92         |   |                    |
|               |   | Frais d'exploitation. . . . .                                                                                | 142,483 93         |   |                    |
|               |   | Contributions. . . . .                                                                                       | 169,385 82         |   |                    |
|               |   | Solde en caisse au 1 <sup>er</sup> janvier 1821. . . . .                                                     |                    |   | 632,675 f. 83 c.   |

(1) Nous supprimons ces états qui n'offrent aucun intérêt.



TABEAU N° I<sup>er</sup>. — *Aperçu du nombre des donataires de chaque classe, de leurs veuves, mères ou sœurs, qui pourront recevoir une indemnité sur les fonds du domaine extraordinaire, ainsi que du nombre des militaires des armées royales de l'Ouest et du Midi, amputés ou mis hors de service par suite des événemens de 1815, et qui n'ont pas obtenu de pensions.*

|                                                                                                 | QUOTITÉ                                                        |                                                      | MONTANT<br>présumé des pensions<br>d'après<br>le taux ci-contre. |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                 | du secours temporaire<br>accordé par la loi<br>du 15 mai 1818. | des pensions propo-<br>sées par le projet<br>de loi. |                                                                  |
| <i>Donataires.</i>                                                                              |                                                                |                                                      |                                                                  |
| 205 des 1 <sup>res</sup> classes.....                                                           | (a)                                                            | 1,000 f.                                             | 205,000 f.                                                       |
| 675 de 4 <sup>e</sup> .....                                                                     | 1,000 f.                                                       | 1,000                                                | 675,000                                                          |
| 630 de 5 <sup>e</sup> .....                                                                     | 500                                                            | 500                                                  | 315,000                                                          |
| 1,660 de 6 <sup>e</sup> .....                                                                   | 250                                                            | 250                                                  | 415,000                                                          |
| 3,170                                                                                           |                                                                |                                                      | 1,610,000                                                        |
| <i>Veuves, mères ou sœurs de<br/>donataires en possession de<br/>pensions sur les dotations</i> |                                                                |                                                      |                                                                  |
| 45 sur dotations des trois<br>1 <sup>res</sup> classes.....                                     | 1,000                                                          | 1,000                                                | 45,000                                                           |
| 75 de la 4 <sup>e</sup> .....                                                                   | de 400 à 1,000                                                 | mêmes fixations.                                     | 60,000                                                           |
| 66 de la 5 <sup>e</sup> .....                                                                   | de 200 à 250                                                   |                                                      | 26,400                                                           |
| 74 de la 6 <sup>e</sup> .....                                                                   | 50                                                             |                                                      | 7,400                                                            |
| 260                                                                                             |                                                                |                                                      | 138,800                                                          |
| <i>Militaires des armées<br/>royales.</i>                                                       |                                                                |                                                      |                                                                  |
| 4 officiers supérieurs....                                                                      | 300                                                            | 300                                                  | 1,200                                                            |
| 6 officiers.....                                                                                | 200                                                            | 200                                                  | 1,200                                                            |
| 30 sous-officiers.....                                                                          | 150                                                            | 150                                                  | 4,500                                                            |
| 120 soldats.....                                                                                | 100                                                            | 100                                                  | 12,000                                                           |
| 160                                                                                             |                                                                |                                                      | 18,900                                                           |
| <i>Pensions assignées sur la partie libre du domaine extraordinaire.</i>                        |                                                                |                                                      |                                                                  |
| 1 de 24,000 f. ci.....                                                                          |                                                                |                                                      | 24,000 (b)                                                       |
| 3 de 6,000 ci.....                                                                              |                                                                |                                                      | 18,000                                                           |
| 2 de 3,000 ci.....                                                                              |                                                                |                                                      | 6,000                                                            |
| 1 de 2,400 ci.....                                                                              |                                                                |                                                      | 2,400                                                            |
| 1 de 2,000 ci.....                                                                              |                                                                |                                                      | 2,000                                                            |
| 3 de 1,500 ci.....                                                                              |                                                                |                                                      | 4,500                                                            |
| 1 de 600 ci.....                                                                                |                                                                |                                                      | 600                                                              |
| 3 de 500 ci.....                                                                                |                                                                |                                                      | 1,500                                                            |
| 1 de 400 ci.....                                                                                |                                                                |                                                      | 400                                                              |
| 2 de 250 ci.....                                                                                |                                                                |                                                      | 500                                                              |
| 28 de 200 ci.....                                                                               |                                                                |                                                      | 5,600                                                            |
| 46                                                                                              |                                                                |                                                      | 65,500                                                           |

(a) N'étaient pas compris dans la loi du 15 mai 1818. — Dans le nombre des donataires il en est plusieurs qui sont présumés morts sans héritiers de leurs dotations; ce qui diminuera d'autant le nombre des indemnités.

(b) Le maintien, en tout ou en partie, de cette pension de vingt-quatre mille francs accordée par le roi à MM. de Bourbon-Conti sur les biens de l'Île-Adam, est subordonné à l'effet que pourra avoir, pour la rente viagère dont cette pension tient lieu, le jugement de la cour royale du département de la Seine, en date du 19 janvier 1821.

RECAPITULATION.

| <i>Recapitulat on.</i>                       |              |
|----------------------------------------------|--------------|
| Donataires de toutes classes.....            | 1,610,000 f. |
| Veuves <i>idem</i> .....                     | 138,800      |
| Militaires des armées royales.....           | 14,900       |
| Pensions non assignés sur des dotations..... | 65,500       |
|                                              | <hr/>        |
|                                              | 1,833,200 f. |

N° 434. = 26 juillet—1<sup>er</sup> août 1821. = **ORDONNANCE** du roi concernant la *légalisation des certificats de vie délivrés aux rentiers viagers et pensionnaires de l'état dans les pays où il n'existe pas de consuls français ou autres agens d'une puissance amie* (1). (VII, Bull. CDLXVII, n° 11031.)

La disposition par laquelle, en dérogeant à l'article 4 de notre ordonnance du 30 juin 1814, celle du 20 mai 1818 a limité à certains pays y dénommés et aux rentiers viagers la faculté de faire légaliser à Paris, par les ambassadeurs ou chargés d'affaires de chaque puissance respective, les certificats de vie délivrés à ces rentiers pour le paiement de leurs arrérages, est étendue à tous les états sans distinction où, soit présentement, soit accidentellement, il n'existerait pas, lors de la délivrance des certificats, des agens français ou de puissances étrangères et amies; comme aussi à tous rentiers et pensionnaires résidant dans ces pays et autorisés à y jouir des rentes et pensions dont ils sont titulaires.

N° 435. = 27 juillet 1821. = **LETTRÉ** du sous-secrétaire d'état au ministère de la justice, relative à l'effet des lettres de grace sur les frais de justice (2). (SIREY, tome XXI, 2<sup>e</sup> partie, page 312.)

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 6 juillet, pour me demander si la remise des frais de justice pourrait être accordée à titre de grace. La règle générale est que la remise de ces frais n'est point comprise dans les dispositions des lettres de grace ou de commutation que sa majesté daigne accorder aux condamnés. Ceux-ci ne peuvent être dispensés du paiement des frais de procédure que pour cause d'insolvabilité constatée, et l'appréciation de cette cause appartient aux attributions de votre département.—Les inductions qu'on prétend tirer de ce qui se serait pratiqué en matière d'amnistie ne sont d'aucune considération, parce que l'amnistie a ses caractères et ses effets particuliers, ainsi que vous l'observez. — Il est hors de doute, toutefois, que la prérogative royale peut s'appliquer à la remise des frais de justice; mais lorsque la volonté du roi est qu'il en soit ainsi, les lettres de grace l'expriment d'une manière formelle. C'est ce qui a pu arriver dans des circonstances fort rares, comme par exemple, dans le cas où les lettres de grace sont accordées, parce que, d'après des faits connus depuis la condamnation, de graves présomptions morales donnent lieu de

(1) Voyez, dans le § 5 des notes qui accompagnent le décret du 24 août (15, 16, 17 et —13 septembre 1793, sur l'organisation de la dette publique, le résumé de la législation concernant le paiement de la dette viagère; et spécialement, sur la forme des certificats de vie à produire par les rentiers viagers, l'arrêté du 9 frimaire an 11 (30 novembre 1802); les décrets des 21 août 1806 et 23 septembre même année; l'ordonnance du 30 juin—10 juillet 1814; celle du 24 janvier—31 octobre 1816, et celles additionnelles et modificatives des 20 mai—6 juin et 29 juillet—13 août 1818.

(2) Voyez la loi du 18 germinal an 7 (7 avril 1799), sur le recouvrement des frais en matière criminelle, et les notes étendues qui l'accompagnent.



croire qu'une erreur judiciaire a été commise sans qu'il y ait ouverture à revision; mais les frais de procédure ne sont jamais remis quand les lettres de grace ne l'énoncent pas positivement. — C'est d'après ce principe que la question que vous me soumettez doit être résolue.

N° 436. = 29 juillet—21 août 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant acceptation de legs faits par M. le baron de Montyon, ancien conseiller d'état (1). (VII, Bull. CCLXXI, n° 11111.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu le testament olographe du sieur *Antoine-Jean-Baptiste-Robert Augé de Montyon*, baron de Montyon, ancien conseiller d'état, lequel renferme, entre autres dispositions, — 1° Un legs d'une somme de dix mille francs pour fonder un prix annuel destiné à celui qui découvrira des moyens de rendre quelque art mécanique moins malsain, et un autre de pareille somme pour un semblable prix en faveur de celui qui aura trouvé dans l'année un moyen de perfectionnement de la science médicale et de l'art chirurgical : l'un et l'autre prix devront être distribués par l'académie des sciences; — 2° Un legs d'une somme de dix mille francs pour un prix annuel à distribuer par l'académie française à un Français pauvre qui aura fait dans l'année l'action la plus vertueuse, et un autre de même valeur pour un prix annuel à distribuer par la même académie au Français qui aura composé et fait paraître en France le livre le plus utile aux mœurs; — 3° A chacun des hospices des douze arrondissemens de Paris, le legs d'une somme de dix mille francs pour être distribuée en gratifications ou secours à donner aux pauvres qui sortiront de ces hospices et qui en auront le plus de besoin; — 4° Que les legs ci dessus relatés seront doublés, triplés, quadruplés, de manière que le doublement précède le triplement, et le triplement le quadruplement, et que cette progression sera accrue indéterminément, tant que le permettront les biens du testateur à la réserve d'une somme de soixante mille francs pour le legs universel fait par ledit testament, lequel legs universel doit aussi profiter, en vertu d'une précédente clause portée au même testament, des portions de l'hérédité que les legs particuliers pourraient laisser libres; — 5° Que les sommes dont il est ainsi disposé seront placées en rentes sur l'état, à l'effet d'en employer les arrérages à l'exécution desdites dispositions; — Vu le consentement respectivement donné à l'acceptation des legs les concernant, par l'académie des sciences, par l'académie française, et par le conseil général des hospices de Paris; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions faites par le sieur *Antoine-Jean-Baptiste-Robert Augé de Montyon*, baron de Montyon, suivant son testament olographe en date du 12 novembre 1819, — 1° Pour un prix annuel destiné à celui qui découvrira les moyens de rendre un art mécanique moins malsain; — 2° Pour un autre prix annuel en faveur de celui qui aura trouvé dans l'année un moyen de perfectionnement de la science médicale et de l'art chirurgical; — 3° Pour un semblable prix en faveur du Français pauvre qui aura fait l'action la plus vertueuse; — 4° Pour un prix à distribuer au Français qui aura composé et fait paraître en France le livre le plus utile aux mœurs, — Et les dispositions faites par le même testament en faveur de chacun des hospi-

(1) Voyez les deux ordonnances des 3 mars—1<sup>er</sup> avril 1824, qui déterminent le mode d'emploi des revenus de ces legs.

ces des douze arrondissemens de Paris, à l'effet de donner des gratifications et des secours aux indigens à leur sortie de ces établissemens; — Seront acceptées, savoir : — Les deux premiers legs, par l'académie des sciences; les deux suivans, par l'académie française; et le cinquième, par l'administration des hospices de notre bonne ville de Paris.

2. Lesdites académies et l'administration des hospices se concerteront pour les démarches nécessaires au recouvrement et au placement en rentes sur l'état des fonds provenant desdits legs, lequel placement sera fait au nom de chaque établissement légataire, proportionnellement à ses droits.

3. Nous nous réservons de régler ultérieurement, d'après leurs propositions, et sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, les moyens d'exécution à adopter, afin que chaque fondation ait son effet conformément aux intentions du testateur. Toutes dispositions concernant lesdits fonds, autres que leur placement en rentes sur l'état, demeurent interdites jusqu'au réglemeut à intervenir.

N° 437. = 31 — 31 juillet 1821. = *LOI relative à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1821* (1). (VII, Bull. CDLXV, n° 10966.)

TITRE 1<sup>er</sup>. — *Fixation des charges et dépenses de l'exercice 1821.*

§ 1<sup>er</sup>. — Budget de la dette consolidée.

Art. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert au ministre des finances un crédit de deux cent quarante-deux mille six cent cinquante-quatre francs (242,654 fr.) de rente cinq pour cent consolidés, savoir : — 1° Pour l'inscription au grand-livre de la dette publique, avec jouissance du 22 mars 1821, de la rente annuelle de deux cent quarante mille francs, précédemment payée à la légion d'honneur sur les fonds généraux du budget de l'état, en remplacement des bois dont elle a fait la cession au domaine, ci..... 240,000 fr.

2° Pour couvrir le trésor d'une avance faite sur les rentes cinq pour cent consolidés dont il est propriétaire, pour remboursement à des Français, anciens comptables en Westphalie, de cautionnemens par eux versés à la caisse du trésor westphalien..... 2,654

TOTAL ÉGAL..... 242,654 fr.

2. Les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement sont fixées, pour l'exercice 1821, à la somme de deux cent vingt-neuf millions cinquante-deux mille sept cent soixante-quatre francs (229,052,764 fr.), conformément à l'état A ci-annexé.

§ II. — *Fixation des dépenses générales du service.*

3. Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de six cent cinquante-trois millions cent quatre-vingt-deux mille cinq cent dix francs (653,182,510 fr.) pour les dépenses générales du service 1821, conformément à l'état B, applicables, savoir : — Aux dépenses générales, ci..... 516,311,225 fr.

Aux frais de régie, d'exploitation, de perception, et non-valeurs des contributions directes et indirectes, ci..... 131,601,285

Aux remboursement et restitution à faire aux contribuables sur les produits bruts desdites contributions, ci..... 5,270,000

TOTAL ÉGAL..... 653,182,510 fr.

(1) Voyez la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, qui contient des dispositions fondamentales sur toutes les parties des revenus publics, et les notes étendues qui l'accompagnent.



TITRE II. — *Fixation des recettes de l'exercice 1821.*§ 1<sup>er</sup>. — Divers droits et perceptions.

4. Les dispositions des lois auxquelles il n'est pas dérogé par la présente, et qui régissent actuellement la perception des droits d'enregistrement (1), de timbre (2), de greffe (3), d'hypothèque (4), de passeports (5) et permis de port d'armes (6); des droits de douanes (7), y compris celui sur les sels (8); des contributions indirectes (9), des postes (10), des loteries (11), des monnaies et droits de garantie (12); de la taxe des brevets d'invention (13); des droits de vérification des poids et mesures (14); du dixième des billets d'entrée dans les spectacles, d'un quart de la recette brute dans les lieux de réunion et de fête, où l'on est admis en payant (15), et d'un décime pour franc sur ceux de ces droits qui n'en sont point affranchis, sont et demeurent maintenues. — La loi du 29 mars 1798 (9 germinal an 6), sur la loterie, continuera d'être exécutée selon sa forme et teneur.

5. La déduction accordée aux marchands en gros de boissons, pour ouillage et coulage, par l'article 87 de la loi du 25 mars 1817, sera réglée pour les vins, à dater du trimestre courant, ainsi qu'il suit : — Sur les vins nouveaux, pour chacun des trimestres d'octobre et de janvier, qui suivent la récolte, trois pour cent; — Sur les mêmes vins, pour chacun des trimestres d'avril et de juillet de la première année, et sur les vins vieux, pour tous les trimestres suivans, un et demi pour cent. — Le décompte de cette déduction continuera d'être fait en raison du séjour. — La faculté accordée à la régie par l'article 103 de la loi du 28 avril 1816, d'allouer une plus forte déduction pour les vins qui éprouvent un déchet supérieur à la remise ci-dessus fixée, est maintenue (16).

6. Indépendamment du droit de timbre auquel les journaux sont assujétis par l'article 70 de la loi sur les finances du 28 avril 1816, il continuera

(1) Voyez, sur l'enregistrement, la loi du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798), et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) Voyez, sur le timbre, la loi du 13 brumaire an 7 (3 novembre 1798), et les notes qui résument la législation de la matière.

(3) Ces droits ont été établis par la loi du 21 ventose an 7 (11 mars 1799): voyez cette loi, et les notes.

(4) Les droits d'hypothèque ont été établis par la loi du 9 vendémiaire an 6 (30 septembre 1797), tit. IV; et la perception en a été régularisée par celle du 21 ventose an 7 (11 mars 1799).

(5) Voyez, sur les passeports, le décret du 1<sup>er</sup> février—28 mars 1792, et les notes qui résument tous les réglemens de la matière.

(6) Voyez le décret du 4 mai 1812, qui défend le port d'armes de chasse sans permis, et les notes.

(7) Voyez, sur les douanes, le décret fondamental du 6 août (22 juillet et)—22 août 1791, et les notes; et surtout, relativement à la fixation des droits, la loi du 28 avril—4 mai 1816.

(8) Voyez, sur les sels, le décret du 11 juin 1806, et les notes.

(9) Voyez, sur les contributions indirectes, la loi du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), et les notes.

(10) Voyez, dans les notes qui accompagnent le titre du décret du 17—22 août 1791, l'indication des variations du tarif de la poste aux lettres.

(11) La loterie n'existe plus.

(12) Voyez, sur la garantie des matières d'or et d'argent, la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes qui résument tous les réglemens de la matière.

(13) Voyez, sur les brevets d'invention, le décret du 31 décembre 1790—7 janvier 1791, et les notes qui résument la législation.

(14) Voyez, sur les poids et mesures, le décret du 1<sup>er</sup>—2 août 1793, et les notes.

(15) Ces droits ont été établis par la loi du 7 frimaire an 5 (27 novembre 1797): voyez cette loi, et les notes.

(16) Voyez l'art. 103 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, et l'art. 87 de celle du 25—26 mars 1817.

d'être perçu un centime et demi par feuille sur ceux qui sont imprimés à Paris, et un demi-centime sur ceux qui sont imprimés dans les départemens.

7. Le gouvernement continuera, pendant une année, d'être autorisé, conformément à la loi du 4 mai 1802 : 14 floréal an 10. (1), à établir des droits de péage, dans le cas où ils seront reconnus nécessaires pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses, ouvrages d'art à la charge de l'état, des départemens et des communes : il en fixera les tarifs et le mode de perception, et en déterminera la durée, dans la forme usitée pour les réglemens d'administration publique.

8. Les retenues proportionnelles sur les traitemens, remises et salaires, prescrites par les lois des 23 avril 1816 et 25 mars 1817, continueront d'avoir lieu jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1821.

9. Continueront d'être exemptés de ladite retenue, les traitemens des agens du ministère des affaires étrangères pendant leur résidence hors du royaume.

10. Les redevances sur les mines continueront à être perçues conformément aux lois existantes (2).

11. Continueront d'être perçues, suivant le mode réglé par le titre I<sup>er</sup> de la loi du 23 juillet 1820, les contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, ainsi que les revenus spéciaux accordés auxdits établissemens et aux établissemens sanitaires.

12. Continueront également d'être perçus, — 1<sup>o</sup> Les droits établis par l'article 16 des lettres-patentes du 10 février 1780 et par l'article 42 de l'arrêté du gouvernement du 25 thermidor an 11 (13 août 1803), pour les frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers (3); — Ne seront pas néanmoins soumis au paiement du droit de visite, les épiciers non droguistes chez lesquels il ne serait pas trouvé des drogues appartenant à l'art de la pharmacie; — 2<sup>o</sup> Les diverses rétributions imposées en faveur de l'université sur les établissemens particuliers d'instruction et sur les élèves qui fréquentent les écoles publiques, à l'exception du droit décennal établi par l'article 27 du décret du 17 septembre 1808, lequel demeure supprimé; — 3<sup>o</sup> Les taxes imposées, avec l'autorisation du gouvernement, pour la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires et d'habitans, et les taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807; — 4<sup>o</sup> Les sommes réparties sur les israélites de chaque circonscription pour le traitement des rabbins et autres frais de leur culte, après néanmoins que les rôles, dressés en la forme prescrite par le décret du 10 décembre 1806, auront été rendus exécutoires par le préfet de chaque département.

13. Les contributions, taxes et droits maintenus par le présent paragraphe, continueront d'être perçus jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1822, sans préjudice de l'exécution des lois qui ont établi la fabrication et la vente exclusives des poudres et des tabacs. — Les poudres continueront également d'être vendues jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1822 aux prix fixés par la loi du 16 mars 1819.

#### § II. — Contributions directes (4).

14. Le montant de la contribution foncière mise par des rôles particuliers,

(1) Voyez cette loi, et les notes.

(2) Voyez, sur les mines, la loi du 21 avril—1<sup>er</sup> mai 1810, et les notes étendues qui l'accompagnent.

(3) Voyez l'ordonnance du 20 septembre—5 octobre 1820, qui désigne les drogues médicinales dont la possession rend les épiciers passibles de la visite.

(4) Voyez, sur la contribution foncière, la loi fondamentale du 3 frimaire an 7 (23 no-



en 1820, sur les bois et autres propriétés devenues, à quelque titre que ce soit, imposables, sera, pour 1821, ajouté au contingent de chaque département, de chaque arrondissement, de chaque commune.

15. Les bois et autres propriétés qui n'auraient pas été compris dans les rôles particuliers de 1820, et qui cesseraient ultérieurement de faire partie du domaine de l'état, ou deviendraient imposables pour toute autre cause, seront, d'après une matrice particulière rédigée dans la forme accoutumée, cotisés comme les autres bois et propriétés de même nature, et accroîtront le contingent de chaque département, de chaque arrondissement, de chaque commune.

16. A l'égard des propriétés de toute nature qui, ayant appartenu à des particuliers, passent dans le domaine de l'état ou sont entrées dans la dotation de la couronne, et des propriétés non bâties qui, pour toute autre cause, cessent d'être imposables, et deviennent, à ce titre, libres de la contribution foncière, les communes, arrondissemens et départemens où elles sont situées, seront dégrevés de la contribution foncière, jusqu'à concurrence de la part qu'elles prenaient dans leur matière imposable.

17. Il est accordé sur la contribution foncière un dégrèvement de dix-neuf millions six cent dix-sept mille deux cent vingt-neuf francs quatre-vingts centimes, dont treize millions cinq cent vingt-neuf mille cent vingt-trois francs quatre-vingts centimes sur le principal, et six millions quatre-vingt huit mille cent six francs sur les centimes additionnels. — Ce dégrèvement sera réparti entre les cinquante-deux départemens désignés dans le tableau C ci annexé, conformément aux proportions indiquées par le tableau. — Il est en outre accordé, sur les mêmes centimes additionnels de la contribution foncière, une réduction de cinq centimes, montant à sept millions sept cent trente-trois mille neuf cent six francs cinquante-huit centimes, laquelle dernière réduction est applicable à tous les départemens.

18. Toutefois, les dégrèvements et réductions ci-dessus n'auront lieu qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1821, et la moitié seule du montant de ces dégrèvements sera comprise dans les rôles de la même année 1821.

19. Les bases prescrites par l'article 38 de la loi du 15 mai 1818, pour parvenir à l'évaluation des revenus imposables des départemens, seront appliquées aux communes et aux arrondissemens par une commission spéciale qui sera formée dans chaque département (1). Ce travail servira de renseignement aux conseils généraux de département et aux conseils d'arrondissement, pour fixer les contingens en principal des arrondissemens et des communes.

20. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1822, les opérations cadastrales destinées à rectifier la répartition individuelle seront circonscrites dans chaque département. — En conséquence, les conseils généraux pourront voter annuellement, pour cet objet, des impositions dont le montant ne pourra excéder trois centimes du principal de la contribution foncière (2).

21. Indépendamment des centimes votés par les conseils généraux, il sera fait annuellement un fonds commun destiné à être distribué aux départemens, en proportion des fonds que les conseils généraux auront votés, et à

vembre 1798); sur la contribution des portes et fenêtres, celle du 4 du même mois (24 novembre); et, sur la contribution personnelle et mobilière, celle du 3 nivose même année (23 décembre 1798), et les notes étendues qui accompagnent ces lois.

(1) Voyez l'ordonnance du 3 octobre 1821—23 décembre 1830, portant organisation de ces commissions; et celle du 19 mars 1823—23 décembre 1830, sur le même objet.

(2) Voyez, sur le cadastre, le décret du 16—23 septembre 1791, et les notes qui résument les réglemens de la matière.

venir au secours de ceux qui ne trouveraient pas dans leurs ressources particulières les moyens de subvenir à toutes les dépenses que ces travaux exigent.

22. Le compte des recettes et dépenses relatives aux opérations du cadastre sera, chaque année, soumis au conseil général par le préfet.

23. La contribution personnelle et mobilière, celle des portes et fenêtres, et les patentes, seront perçues en 1821, en principal et centimes additionnels, sur le même pied qu'en 1820.

24. Le tableau d'une nouvelle fixation entre les départemens de la contribution personnelle et mobilière sera présenté aux chambres, après que les résultats du travail exécuté en vertu de la loi du 23 juillet 1820 auront été complétés et soumis à une vérification qui en garantisse l'entière exactitude.

25. La cotisation des officiers sans troupe à la contribution personnelle et mobilière continuera d'être établie conformément à l'article 30 de la loi du 23 juillet 1820, et d'être recouvrée au moyen de la retenue que le payeur est autorisé à en faire sur leur traitement.

26. Par suite des dégrèvemens et réductions accordés par l'article 17, la contribution foncière, la contribution personnelle et mobilière, la contribution des portes et fenêtres, et les patentes, seront perçues pour 1821, tant en principal qu'en centimes additionnels, conformément à l'état D ci-annexé. — Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres, est fixé, pour le même exercice, aux sommes portées dans l'état E de répartition générale, annexé à la présente loi.

27. Jusqu'à ce que les rôles de l'exercice 1821 aient pu être terminés, la perception continuera d'avoir lieu sur ceux de 1820, ainsi qu'il a déjà été prescrit pour les six premiers mois par la loi du 13 janvier 1821.

### § III. — Fonds destinés aux dépenses départementales.

28. Sur les centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière, il sera prélevé dix-huit centimes un dixième pour les dépenses départementales fixes, communes et variables. — Ces centimes seront divisés de la manière suivante : — 1<sup>o</sup> Six centimes cinq dixièmes seront centralisés au trésor royal, pour être tenus à la disposition du ministre de l'intérieur, et être employés au paiement des dépenses fixes ou communes à plusieurs départemens, ci-après désignées, savoir : — Traitemens des préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de préfecture ; — Abonnemens des préfectures et des sous-préfectures ; — Dépenses ordinaires des maisons centrales de détention, et indemnités aux départemens, à raison des dépenses des condamnés à un an et plus d'emprisonnement, qui restent dans les prisons départementales, faute de place dans les maisons de détention ; — Entretien des bâtimens et du mobilier de ces maisons centrales ; — Bâtimens des cours royales ; — Dépenses ordinaires du clergé à la charge des départemens composant les diocèses, autres que le personnel des ministres de la religion ; — Établissemens thermaux et sanitaires. — 2<sup>o</sup> Six centimes six dixièmes seront versés dans les caisses des receveurs généraux de département, pour être tenus à la disposition des préfets, et être employés, sur leurs mandats, aux dépenses variables ci-après, savoir : — Loyers et contributions des hôtels de préfecture, entretien et renouvellement du mobilier ; — Dépenses ordinaires des prisons départementales ; — Maisons de dépôt, secours et ateliers, pour remédier à la mendicité ; — Casernement de la gendarmerie ; —



Loyers, mobilier et menues dépenses des cours et tribunaux; — Travaux des bâtimens des préfectures, tribunaux, prisons, dépôts, casernes et autres édifices départementaux; — Travaux des routes départementales et autres d'intérêt local, non compris au budget des ponts et chaussées; — Enfans trouvés et enfans abandonnés, sans préjudice du concours des communes, soit au moyen d'un prélèvement proportionnel à leur revenu, soit au moyen d'une répartition proposée par le conseil général sur l'avis du préfet, et approuvée par le ministre de l'intérieur; — Encouragemens et secours pour les pépinières, sociétés d'agriculture, artistes vétérinaires, cours d'accouchement et autres; — Complément des dépenses faites et non payées sur les exercices précédens; — Dépenses diverses de toute nature. — Les dépenses variables ci-dessus seront établies dans un budget dressé par le préfet, voté par le conseil général, et définitivement approuvé par le ministre de l'intérieur. — Les cinq centimes restans seront versés au trésor royal, pour, à titre de fonds commun, être tenus à la disposition du ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et venir au secours des départemens dont les dépenses variables excéderont le produit des six centimes six dixièmes ci-dessus.

29. Un centime prélevé sur le fonds de non-valeurs des contributions foncière, personnelle et mobilière, continuera, pour 1821, d'être affecté aux secours généraux, et réparti entre les départemens, dans les cas de grêle, d'incendie, d'inondation, ou autres cas fortuits.

30. Les conseils généraux de département pourront en outre, et sauf l'approbation du gouvernement, établir, pour les dépenses d'utilité départementale, des impositions dont le montant ne pourra excéder cinq centimes du principal des contributions foncière, personnelle et mobilière de 1821, et dont l'allocation sera toujours conforme au vote du conseil général.

31. Après l'acquittement des charges de guerre de 1813 et de 1814, ce qui restera disponible sur les trente millions de valeurs d'arriéré affectés à ces dépenses par les lois des 25 mars 1817 et 15 mai 1818, servira, concurremment avec les moyens indiqués par la loi du 28 avril 1816, à libérer les départemens de leur dette relative à l'occupation militaire de 1815.

#### § IV. — Fonds affectés au service de la dette consolidée et de l'amortissement.

32. Les produits nets de l'enregistrement, du timbre et autres droits accessoires, ceux des domaines et des forêts, les produits nets des douanes, des droits sur les sels, sont spécialement affectés au service de la dette constituée et de l'amortissement.

33. La portion des produits nets ci-dessus qui restera libre après l'acquittement de toutes les charges relatives au service de la dette constituée sera jointe aux autres produits des revenus ordinaires, pour concourir à l'acquittement des dépenses générales de l'état.

#### § V. — Fixation des recettes de l'exercice 1821.

34. Le budget des recettes est fixé, pour l'exercice 1821, à la somme totale de huit cent quatre-vingt-neuf millions vingt-un mille sept cent quarante-cinq francs (889,021,745 fr.), conformément à l'état F ci-annexé.

#### § VI. — Dispositions générales.

35. Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme

concessionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution des articles 4 et 6 de la loi du 28 avril 1816, relatifs aux contributions extraordinaires pour remboursement des dépenses de l'occupation militaire de 1815, et des articles 39, 40, 41, 42 et 43 de la loi du 15 mai 1818, relatifs aux dépenses extraordinaires des communes.

(*Suivent les tableaux.*)

N° 438. = 31 juillet—6 août 1821. = **LOI relative à l'augmentation des membres du tribunal de première instance de la Seine** (1). (VII, Bull. CDLXVIII, n° 11059.)

Le nombre actuel des membres du tribunal de première instance de la Seine pourra être augmenté d'un vice-président, de cinq juges, y compris un juge d'instruction, de deux juges suppléans, et de trois substituts du procureur du roi.

N° 439. = 31 juillet—30 août 1821. = **ORDONNANCE du roi qui règle l'augmentation des secours accordés aux vicaires, aux anciennes religieuses, aux curés et desservans en retraite** (2). (VII, Bull. CDLXXII, n° 11123.)

Louis, . . . . . — Vu la loi du 4 juillet dernier, qui affecte le produit de l'extinction des pensions ecclésiastiques à divers besoins de service religieux, et notamment à l'augmentation du traitement des vicaires, ainsi qu'à l'amélioration du sort des anciennes religieuses et des prêtres que leurs infirmités mettent hors d'état de remplir leurs fonctions, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. À partir du 1<sup>er</sup> juillet 1821, le secours accordé aux vicaires est porté de deux cent cinquante francs à trois cents francs.

2. Le fonds de quatre cent cinquante mille francs, alloué au budget de 1821 pour secourir les anciennes religieuses, et celui de deux cent soixante mille francs pour les curés et desservans en retraite, sont augmentés d'un dixième.

N° 440. = 1<sup>er</sup>—6 août 1821. = **ORDONNANCE du roi qui augmente le nombre des magistrats de la cour royale de Paris et du tribunal de première instance de la Seine** (3). (VII, Bull. CDLXVIII, n° 11059.)

Louis, . . . . — Considérant que le nombre actuel des conseillers et substituts du procureur général en notre cour royale de Paris ne pouvant suffire au service des chambres de cette cour et à celui des assises de son ressort, il y a nécessité de l'augmenter ; — Considérant qu'il est également indispensable d'augmenter, dans une proportion suffisante pour l'expédition des affaires civiles et criminelles, le nombre des juges, celui des juges suppléans de notre tribunal de première instance de la Seine, et celui des substituts de notre procureur en ce tribunal ; — Vu les articles 4 et 6 de la loi du 20 avril 1810 et la loi du 31 juillet dernier ; — Vu aussi les articles 1<sup>er</sup>, 46 et 47 du règlement

(1) Voyez l'ordonnance du 1<sup>er</sup>—6 août 1821, rendue pour l'exécution de cette loi.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le titre du décret du 18—20 septembre 1793, l'indication des réglemens relatifs aux traitemens du clergé ; et spécialement celle du 4—15 juillet 1821.

(3) Voyez la loi du 31 juillet—6 août 1821.

Le nombre des juges du tribunal de première instance de la Seine a été encore augmenté à plusieurs reprises depuis cette ordonnance.



du 6 juillet 1810, les articles 5, 6 et 8 du règlement du 18 août suivant, et l'article 16 du règlement du 30 janvier 1811, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le nombre des conseillers de notre cour royale de Paris est porté à cinquante-six, y compris les présidents, et sera en conséquence augmenté de six.

2. Le nombre des substituts pour le service du parquet de notre procureur général en la même cour est porté à onze, et sera en conséquence augmenté de deux.

3. Le nombre des membres du tribunal de première instance du département de la Seine sera augmenté de six juges y compris un vice-président et un juge d'instruction, et de deux juges suppléans. Le nombre des substituts de notre procureur est porté à quinze.

4. Le tribunal se divisera en sept chambres. — Les cinq premières connaîtront des matières civiles ordinaires ; l'une de ces chambres demeurera spécialement chargée des affaires sommaires. — La sixième et la septième chambre seront chargées des affaires de police correctionnelle. — Cette dernière chambre connaîtra notamment des délits relatifs aux douanes, aux impôts indirects, aux octrois, à la garantie des matières d'or et d'argent, et des appels des tribunaux de simple police. — Elle connaîtra en outre de toutes contraventions aux droits de timbre et d'enregistrement, et du contentieux judiciaire sur les domaines.

5. Il sera alloué au greffier en chef du tribunal de première instance de la Seine un commis greffier de chambre et un commis greffier d'instruction.

---

N<sup>o</sup> 441. = 1<sup>er</sup> - 21 août 1821. = **ORDONNANCE** du roi concernant l'affiche des listes électorales dans les départemens qui composent la cinquième série. (VII, Bull. CDLXXI, n<sup>o</sup> 11113.)

---

N<sup>o</sup> 442. = 1<sup>er</sup> août — 20 septembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe le mode d'exécution de la loi du 17—25 juillet 1819, sur les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'état (1). (VII, Bull. CDLXXV, n<sup>o</sup> 11191.)

Louis, . . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre ; — Vu l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1713, portant défense de construire en maçonnerie dans le rayon de deux cent cinquante toises des places de guerre, et les ordonnances subséquentes, notamment celle du 31 décembre 1776, sur la composition et le service du corps royal du génie ; — Vu, en ce qui concerne la conservation et le classement des places et postes de guerre, la loi du 10 juillet 1791, et le décret du 9 décembre 1811, qui en avait étendu les dispositions, ainsi que la loi du 17 juillet 1819, relative aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'état ; — Vu la loi du 19 mai 1804 (20 floréal an 10), sur les contraventions en matière de grande voirie, et la loi du 20 mars 1806, qui a assimilé les gardes du génie aux gardes forestiers et champêtres et autres agens conservateurs ; — Vu aussi l'article 10 de la charte constitutionnelle et les dispositions non abrogées de la loi du 8 mars 1810, sur les expropriations pour cause d'utilité publique ; — Consi-

---

(1) Voyez la loi du 17—25 juillet 1819, pour l'exécution de laquelle la présente ordonnance a été rendue, et les notes étendues qui l'accompagnent.

L'insertion au *Bulletin des lois* de la présente ordonnance a suffi pour rendre obligatoires les servitudes imposées à la propriété, dans l'intérêt de la défense de l'état. Arr. du cons., 9 juin 1820, *Mac.*, XII, 310 et 312 ; et plusieurs autres arrêts.

dérant qu'il importe également à la défense des places de guerre et à l'intérêt des propriétés qui les avoisinent, que l'exécution des lois relatives aux servitudes militaires soit ramenée à un mode uniforme, et qu'il soit donné, sur tous les points, des bases régulières à l'application de ces mêmes servitudes, par la publication, dans les formes légales, d'un tableau de classement des places et postes de guerre;— Qu'en conséquence il est nécessaire,—1<sup>o</sup> De rapprocher plusieurs des dispositions de la loi du 17 juillet 1819 de celles des lois antérieures auxquelles il n'a pas été dérogé par ladite loi, et que l'article 16 maintient en vigueur; — 2<sup>o</sup> De régler les formes à suivre dans l'action de l'autorité militaire sur la propriété privée, en coordonnant ceux des articles de la loi du 17 juillet 1819 qui sont relatifs aux prohibitions, à la répression des contraventions, ainsi qu'à la fixation et au paiement des indemnités résultant de dépossession ou de simple privation de jouissance, avec les lois d'exécution auxquelles lesdits articles se réfèrent expressément; — 3<sup>o</sup> De désigner spécialement les localités dans lesquelles il devient indispensable, pour la sûreté de l'état, que l'usage de la propriété soit légalement soumis, par la publication du tableau de classement ci-dessus mentionné, aux restrictions que comporte l'application des servitudes militaires; — A ces causes, et de l'avis de notre conseil d'état, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE I<sup>er</sup>. — *Servitudes imposées à la propriété pour la défense des places.*

SECTION I<sup>re</sup>. — Prohibitions.

Art. 1<sup>er</sup>. Dans l'étendue de *deux cent cinquante mètres* autour des places de guerre de toutes les classes, et des postes militaires, il ne sera bâti aucune maison ni clôture de construction quelconque, à l'exception des clôtures en haies sèches ou en planches à claire-voie, *sans pans de bois ni maçonnerie*; lesquelles pourront être établies librement entre ladite limite et celle du terrain militaire.—Les reconstructions totales de maisons, clôtures et autres bâties sont également prohibées dans la même zone de servitudes, quelle qu'ait pu ou que puisse être à l'avenir la cause de leur destruction.

2. Dans l'étendue de *quatre cent quatre-vingt-sept mètres* (deux cent cinquante toises) autour des places de première et de seconde classe, il ne sera bâti ni reconstruit aucune maison ni clôture de *maçonnerie*; mais, au-delà de la première zone de deux cent cinquante mètres, il sera permis d'élever des bâtimens et clôtures en *bois* et en *terre*, sans y employer de pierres ni de briques, même de chaux ni de plâtre, autrement qu'en crépissage, et avec la condition de les démolir immédiatement et d'enlever les décombres et matériaux sans indemnité, à la première réquisition de l'autorité militaire, dans le cas où la place, déclarée en *état de guerre*, serait menacée d'hostilité.

3. Autour des places de troisième classe et des postes militaires, il sera permis d'élever des bâtimens et clôtures de construction quelconque au-delà de la distance de deux cent cinquante mètres.—Le cas arrivant où ces places et postes seraient déclarés en *état de guerre*, les démolitions qui seraient jugées nécessaires à la distance de quatre cent quatre-vingt-sept mètres, ne donneront lieu à aucune indemnité en faveur des propriétaires.

4. Dans l'étendue de *neuf cent soixante-quatorze mètres* (cinq cents toises) autour des places de guerre, et de *cinq cent quatre-vingt-quatre mètres* (trois cents toises) autour des postes militaires, il ne sera fait aucun chemin, levée ou chaussée, ni creusé aucun fossé, sans que leur alignement et leur



position aient été concertées avec les officiers du génie ; et d'après ce concert, notre ministre de la guerre déterminera, et, au besoin, nous *proposera de déterminer* les conditions auxquelles ces divers travaux devront être assujétis dans chaque cas particulier, afin de concilier les intérêts de la défense avec ceux de l'industrie, de l'agriculture et du commerce.—Dans la même étendue, les décombres provenant des bâtisses et autres travaux quelconques ne pourront être déposés que dans les lieux indiqués par les officiers du génie. Sont exceptés de cette disposition, ceux des détrimens qui pourraient servir d'engrais aux terres, et pour les dépôts desquels les particuliers n'éprouveront aucune gêne, pourvu qu'ils évitent de les entasser.—Dans la même étendue, il est défendu d'exécuter aucune opération de topographie sans le consentement de l'autorité militaire ; ce consentement ne pourra être refusé, lorsqu'il ne s'agira que d'opérations relatives à l'arpentage des propriétés.

5. Les ouvrages détachés auront sur leur pourtour, suivant leur degré d'importance et les localités, des rayons égaux, soit aux rayons de l'enceinte des places et des ouvrages qui en dépendent immédiatement, soit à ceux des simples postes militaires. Cette fixation sera déterminée par nous pour chaque localité.—Seront considérés comme ouvrages détachés les ouvrages de fortification qui se trouveraient à plus de *deux cent cinquante mètres* des chemins couverts de la place à laquelle ils appartiennent. — Les digues qui servent à soutenir les inondations d'une place seront également considérées comme ouvrages détachés, lorsqu'elles auront en même temps un but et des formes défensifs.

6. Les citadelles et les châteaux auront à l'extérieur les mêmes limites de prohibition que celles des places fortes dont les unes et les autres font partie. Les limites de leurs esplanades du côté des villes pourront être réduites, selon les localités, par des fixations spéciales que nous nous réservons d'arrêter sur la proposition de notre ministre de la guerre.

#### SECTION II. — Exceptions.

7. Notre ministre de la guerre pourra permettre, par exception aux articles précédens, la construction de *moulins et autres semblables usines* en bois, et même en maçonnerie, à condition que lesdites usines ne seront composées que d'un rez-de-chaussée, et à charge par les propriétaires de ne recevoir aucune indemnité pour démolition en cas de guerre. Les permissions de cette nature ne pourront toutefois être accordées qu'après que le chef du génie, l'ingénieur des ponts et chaussées et le maire auront reconnu de concert et constaté par procès-verbal que l'usine qu'on se propose de construire est d'utilité publique, et que son emplacement est déterminé par quelque circonstance locale qui ne peut se rencontrer ailleurs.

8. La tolérance spécifiée par l'article précédent pourra, lorsqu'il n'en résultera aucun inconvénient pour la défense, s'étendre à toute espèce de bâtimens ou clôtures situés hors des places ou postes, ou sur l'esplanade des citadelles ou châteaux, sous les conditions qui seront déterminées par nous, relativement à la nature des matériaux et à la dimension des constructions. —La présente exception ne pourra être appliquée qu'aux terrains que nous aurons déterminés pour chaque place ou poste, selon les localités, et qui seront limités par des bornes.

9. Les administrations, les communes, ou les particuliers qui désireront obtenir des *permissions spéciales*, en vertu des deux articles précédens, adresseront leur demande à notre ministre de la guerre, lequel, après avoir pris l'avis du directeur des fortifications, accordera, s'il y a lieu, les permis-

sions demandées, en prescrivant aux pétitionnaires toutes les conditions qu'il jugera convenables pour que les constructions ne puissent nuire à la défense de la place.

10. Les permissions accordées immédiatement ou subséquemment d'après les exceptions prévues par les articles 7 et 8 ne pourront avoir leur effet, et les constructions nouvelles autorisées conditionnellement par les articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de la présente ordonnance ne pourront être entreprises qu'après que les administrations, les communes ou les particuliers auront souscrit l'engagement de remplir les conditions qui leur seront prescrites, et notamment celle de démolir immédiatement à leurs frais les constructions autorisées, ou d'en supporter la démolition sans indemnité, dans les cas prévus par les articles 2 et 3. — Ces soumissions seront conformes au modèle n° 1<sup>er</sup> annexé à la présente ordonnance. Elles seront faites sur papier timbré, et enregistrées moyennant le droit fixe d'un franc. Il en sera fourni, aux frais de la partie intéressée, trois expéditions authentiques au chef du génie de la place : l'une de ces expéditions restera déposée dans les archives du génie de ladite place; la seconde sera déposée aux archives de la direction, et la troisième sera transmise à notre ministre de la guerre.

11. Dans les vingt-quatre heures qui suivront l'accomplissement des formalités ci-dessus prescrites, le chef du génie délivrera à la partie intéressée, pour le cas de *permission spéciale*, copie certifiée de la lettre de notre ministre de la guerre, contenant l'énoncé des clauses et conditions de ladite permission; et, pour le cas d'*autorisation générale*, un certificat conforme au modèle n° 2, afin de constater que toutes les conditions desquelles résulte ladite autorisation ont été remplies.

#### SECTION III. — Mode de détermination des limites.

12. Les distances mentionnées dans les divers articles qui précèdent seront comptées à partir de la crête des parapets des chemins couverts les plus avancés, ou des murs de clôture, lorsqu'il n'y aura pas de chemins couverts, ou enfin, lorsqu'il n'y aura ni chemins couverts ni murs de clôture, à partir de la crête intérieure du parapet des ouvrages.

13. Ces distances seront mesurées sur les capitales de l'enceinte et des dehors. Leurs points extrêmes, pour celle de *deux cent cinquante mètres*, comme pour celle de *quatre cent quatre-vingt-sept mètres*, seront fixés par des bornes qui, réunies de proche en proche par des lignes droites, serviront de limites extérieures aux terrains soumis aux prohibitions respectivement déterminées pour ces deux distances. — Les capitales sur lesquelles seront prises ces mesures seront choisies de manière que les lignes qui réuniront leurs extrémités forment des polygones le moins irréguliers possible, et que nulle part les limites ne se trouvent sensiblement plus rapprochées d'aucun point des chemins couverts, murs de clôture ou parapets, que les distances respectivement fixées par la loi pour les trois limites.

14. Les points qui déterminent la troisième limite ne seront point marqués par des bornes; mais ils seront, ainsi que les bornes qui déterminent les deux premières limites, rattachés à des points fixes et rapportés sur un plan spécial de circonscription.

15. Ce plan sera fait à l'échelle d'un *millième*, sur plusieurs feuilles se rattachant par des lignes communes. Il comprendra tout le terrain soumis aux servitudes et prohibitions mentionnées dans les articles précédents. Il comprendra en outre tout le terrain militaire, tant intérieur qu'extérieur, en distinguant celui qui appartient à l'état de celui qui serait à acquérir ou à revendiquer, d'après les limites prescrites par les articles 15, 16, 17, 19, 20



et 21 de la loi du 10 juillet 1791. — Ledit plan ne contiendra d'ailleurs aucune indication du tracé des fortifications, non plus que de la forme et des accidens du terrain.

16. Les trois limites de *deux cent cinquante mètres*, de *quatre cent quatre-vingt-sept mètres*, et de *neuf cent soixante-quatorze* ou de *cinq cent quatre-vingt-quatre mètres*, selon qu'il s'agit d'une place ou d'un poste, ainsi que les limites des ouvrages détachés et des digues d'inondation, et celles des citadelles et châteaux, seront tracées sur ledit plan spécial de circonscription, sur lequel le terrain d'exception mentionné dans l'article 8 sera également rapporté et indiqué par une couleur particulière.

17. Les bâtimens, clôtures et autres constructions, existant en dedans des deux premières limites, ainsi que toutes les bâtisses et constructions qui seront faites en vertu des autorisations ou des exceptions ci-dessus spécifiées, seront rapportés, avec un numéro d'ordre, sur ledit plan de circonscription. — Ce plan sera accompagné d'un état descriptif des dimensions et de la nature desdites constructions, et faisant connaître leur origine et les conditions auxquelles elles ont été élevées. Les numéros d'ordre du plan, relatés dans cet état, établiront la correspondance entre ces deux pièces.

18. Une expédition du plan et de l'état descriptif qui doit l'accompagner sera déposée dans le bureau du chef du génie de chaque place; une autre expédition de chacune de ces deux pièces sera déposée à la sous-préfecture, une troisième sera adressée à notre ministre secrétaire d'état de la guerre. — Il est défendu, sous les peines portées par les lois et ordonnances, aux sous-préfets et à leurs agens, de laisser, par quelque motif et sous quelque prétexte que ce soit, déplacer lesdits plans, et d'en laisser prendre aucune copie ou extrait. — En temps de guerre, si le chef-lieu de la sous-préfecture est dans une ville ouverte, ledit plan sera transporté dans la place de guerre la plus voisine, et déposé dans le bureau du chef du génie. Il en sera de même, en cas de siège, pour les plans qui seraient habituellement déposés dans une sous-préfecture située dans une place de guerre.

19. Sur l'invitation des directeurs des fortifications, les maires des communes devront prêter appui à toutes les opérations relatives à la confection du plan spécial de circonscription et de l'état descriptif qui doit l'accompagner. — En conséquence, ils fourniront aux agens de l'autorité militaire toutes les indications et documents qui pourraient être réclamés.

20. Les propriétaires des bâtimens, clôtures et autres constructions existant dans les zones de servitudes, seront dûment requis d'assister à la vérification qui sera faite, en présence du maire, de la nature et des dimensions desdites constructions. — Leur origine et les conditions auxquelles elles ont été élevées seront portées, respectivement à leur numéro d'ordre, sur l'état descriptif, d'après la simple déclaration affirmée de chacun des propriétaires, sans préjudice toutefois du droit réservé au département de la guerre de contredire lesdites déclarations, ou d'en poursuivre à tout besoin la justification sur titres et preuves judiciaires.

21. Après la confection du plan et de l'état descriptif, les détails en seront relevés et notifiés à chaque partie intéressée par l'intermédiaire des gardes du génie dûment assermentés. — Les notifications seront faites par écrit et dûment enregistrées, afin de leur donner une date certaine : elles relateront exactement la distance et les dimensions extraites du plan et de l'état descriptif. Il en sera fait deux expéditions, qui seront visées et certifiées par le chef du génie, et dont l'une sera remise à la partie intéressée : l'autre expédition sera classée aux archives de la direction, et la minute restera déposée au bureau du génie de la place.

22. Si, dans les trois mois de ladite notification, les propriétaires intéressés réclament contre l'application des limites légales, il sera statué à cet égard (sauf tout recours de droit), comme en matière de grande voirie, d'après une vérification faite sur les lieux par les ingénieurs civils et militaires. — Les propriétaires intéressés y seront présents ou dûment appelés, et pourront s'y faire assister par un arpenteur. Leurs avis et observations seront consignés au procès-verbal.

23. Les opérations de bornage et de détermination des limites ne seront faites qu'à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus fixé pour les réclamations. Il y sera procédé contradictoirement avec les maires et les propriétaires présents ou dûment appelés, qui n'auraient point élevé de réclamations. L'opération se poursuivra, relativement aux réclamans, au fur et à mesure des décisions qui seront rendues. — L'opération du bornage sera exécutée aux frais du gouvernement.

24. Après l'exécution complète de cette opération, le plan spécial de circonscription et l'état descriptif rectifié, si les réclamations et décisions y ont donné lieu, seront définitivement arrêtés et homologués par une ordonnance spéciale qui les rendra exécutoires.

#### SECTION IV. — Réparations et entretien des bâties existantes.

25. Les bâties, clôtures et autres constructions en bois et en terre, quelle que soit leur distance de la fortification autour des places de toutes les classes et des postes militaires pourront être entretenues, *dans leur état actuel*, par des réparations et des reconstructions partielles, mais sans aucun changement dans leurs dimensions extérieures, et sous la condition expresse, — 1<sup>o</sup> Que les matériaux de réparation ou de reconstruction partielle seront de même nature que ceux précédemment mis en œuvre; — 2<sup>o</sup> Que la masse des constructions existantes ne sera point accrue par des bâties faites dans des cours, jardins et autres lieux clos, à ciel ouvert.

26. Les dispositions de l'article précédent s'appliqueront aux maisons, clôtures et autres constructions en maçonnerie situées au-delà de la première zone de deux cent cinquante mètres des places de troisième classe et des postes militaires, ou qui seraient comprises, quelle que soit d'ailleurs la classe de la place, dans le terrain d'exception que nous aurons spécialement déterminé.

27. Les bâtimens, clôtures et autres constructions en maçonnerie, qui ne seraient pas compris dans le terrain d'exception dont il vient d'être parlé, ou qui seraient situés, soit dans la première zone de deux cent cinquante mètres des places et postes, soit sur l'esplanade que nous aurons spécialement déterminée pour les citadelles et les châteaux, soit dans la seconde zone des places des deux premières classes, ne pourront être entretenus qu'avec les restrictions légalement prescrites en matière de voirie urbaine, c'est-à-dire sous la condition expresse de ne point faire à ces constructions de reprises en sous-œuvre, ni même de grosses réparations, ou toute autre espèce de travaux confortatifs, — Soit à leurs *fondations* et à leur *rez-de-chaussée*, s'il s'agit de *bâtimens d'habitation*; — Soit, pour les *simples clôtures*, jusqu'à moitié de leur hauteur, mesurée sur leur parement extérieur; — Soit, pour *toutes autres constructions*, jusqu'à trois mètres au-dessus du sol extérieur.

28. Les restrictions prescrites par l'article précédent seront appliquées aux maisons, bâtimens et clôtures (autres que celles en haies sèches ou en planches à claire-voie), qui, dans l'intérieur des places de toutes les classes et des postes militaires, se trouvent, entièrement ou partiellement, sur le



terrain de la rue militaire établie ou à établir pour la libre communication le long du rempart ou du mur de clôture. — Dans le second cas, les restrictions ne porteront que sur les parties de bâtimens ou de clôtures qui dépassent l'alignement de ladite rue.

29. Toute construction quelconque, quelle que soit d'ailleurs sa situation dans l'une ou l'autre des deux zones extérieures de servitudes, ou par rapport à l'alignement de la rue militaire, pourra néanmoins être entretenue dans son état actuel, sous les seules restrictions que comporte l'article 25 ci-dessus, si le propriétaire fournit la preuve légale, lors de la vérification prescrite par les articles 22 et 23, savoir : — Pour les *bâtisses extérieures*, que ladite construction existait, dans sa nature et ses dimensions actuelles, avant la publication de l'ordonnance du 9 décembre 1743, ou qu'à l'époque de son érection elle se trouvait à plus de *quatre cent quatre-vingt-sept mètres* de l'un des points fixés par l'article 12 ci-dessus ; — Pour les *bâtisses intérieures*, avant la publication de la loi du 10 juillet 1791, qui a prescrit l'établissement de la rue militaire parallèlement au pied du talus du rempart, ou du parement intérieur du parapet ou mur de clôture. — Dans l'un et l'autre cas, le propriétaire qui n'aura pu fournir la preuve légale jouira de la même faculté pour l'entretien de sa construction, s'il justifie d'une permission spéciale en vertu de laquelle il l'aurait établie dans sa nature et ses dimensions actuelles, *à la charge de démolition* ; ou s'il souscrit la soumission de remplir cette condition à ses frais et sans indemnité, dans le même cas que celui prévu par l'article 2 de la présente ordonnance.

30. Tout propriétaire d'un bâtiment, maison, clôture ou autre construction quelconque existant dans l'une des zones de servitudes, ou en-deçà de l'alignement de la rue militaire, qui voudra y faire exécuter des réparations, sera tenu d'en faire préalablement la déclaration au chef du génie, et ne pourra les faire commencer qu'après que celui-ci lui aura délivré un certificat portant qu'elles sont dans l'un des cas où l'exécution en est autorisée par la présente ordonnance. Ce certificat sera conforme au modèle n° 3.

#### TITRE II. — *Répression des contraventions.*

31. Les contraventions aux dispositions du titre précédent seront constatées par les procès-verbaux des gardes du génie, et réprimées conformément à la loi du 19 mai 1802 (20 floréal an 10), relative aux contraventions en matière de grande voirie. — A cet effet, les gardes du génie dûment assermentés agiront comme officiers de police judiciaire : leurs procès-verbaux feront foi jusqu'à inscription de faux.

32. Lorsque les gardes du génie auront connaissance d'une construction ou d'une réparation indûment faite dans l'intérieur d'un enclos ou d'un bâtiment, ils en rendront compte sur-le-champ au chef du génie, qui requerra, soit le juge de paix ou son suppléant, soit le commissaire de police, soit le maire ou l'adjoint du lieu, d'accompagner dans sa visite le garde chargé de constater la contravention. Le procès-verbal dressé à cette fin sera signé par l'officier de police civile en présence duquel il aura été dressé.

33. Avant de dresser les procès-verbaux de contravention, les gardes du génie feront viser pour timbre le papier destiné à ces actes, lesquels, après leur rédaction, seront enregistrés en débet.

34. Les gardes du génie mentionneront exactement, en tête du procès-verbal, la date de leur commission, ainsi que celle du jour et du lieu de l'enregistrement de cette commission et de leur prestation de serment. — Cet enregistrement doit avoir lieu à chaque changement de résidence, tant au greffe du tribunal de l'arrondissement qu'à la mairie du lieu de l'exercice actuel

de leurs fonctions. — Les procès-verbaux seront conformes au modèle n° 4.

35. Les procès-verbaux de contravention resteront déposés entre les mains du chef du génie. Les gardes du génie en dresseront copie, et la notifieront au domicile du contrevenant, avec sommation de rétablir l'ancien état des lieux dans le délai que le chef du génie aura fixé. — La copie et la sommation seront expédiées à la suite l'une de l'autre, sur du papier que les gardes du génie feront préalablement *viser pour timbre*, ainsi qu'il a été dit pour la rédaction de la minute du procès-verbal. — La notification du procès-verbal de contravention, ainsi que la sommation dont cette notification doit être suivie, seront conformes au modèle n° 5.

36. Dans le cas où, nonobstant la notification faite par les gardes du génie des procès-verbaux de contravention, les contrevenans ne rétabliraient pas l'ancien état des lieux dans le délai fixé par la sommation, le directeur des fortifications, après avoir visé lesdits procès-verbaux, les transmettra au préfet du département; il y joindra un fragment du plan de circonscription et un extrait de l'état descriptif, relatifs aux lieux contentieux, ainsi qu'un mémoire sommaire de discussion, pour être sur le tout statué en conseil de préfecture, sauf les vérifications qui pourraient être ultérieurement nécessaires.

37. Si, après la notification du procès-verbal de contravention, les propriétaires poursuivaient leur infraction, le préfet, sur l'avis que lui en donnera le directeur des fortifications, assemblera le conseil de préfecture, lequel ordonnera sur-le-champ la suspension des travaux. Le préfet assurera l'exécution de cet arrêt par tous les moyens de droit.

38. Outre la démolition de l'œuvre nouvelle aux frais des contrevenans, ils encourront, selon les cas, les peines applicables aux contraventions analogues en matière de grande voirie.

39. Tout jugement de condamnation fixera le délai dans lequel le contrevenant sera tenu de démolir, enlever les décombres et rétablir à ses frais l'ancien état des lieux. Il sera notifié à la partie intéressée, avec *sommation d'exécuter*.

40. Les gardes du génie seront chargés de la notification des jugemens de condamnation. Elle aura lieu dans les formes prescrites ci-dessus pour la notification des procès-verbaux de contravention. — La notification du jugement de condamnation, et la sommation dont cette notification doit être suivie, seront conformes au modèle n° 6.

41. A défaut d'exécution par la partie condamnée, après l'expiration des délais fixés par le jugement, il y sera procédé d'office, à la diligence de l'autorité militaire, en présence du maire ou de son adjoint requis à cet effet. — En conséquence, le chef du génie se concertera, sur les moyens et l'époque de l'exécution, avec le commandant de la place. Il prévendra ensuite par écrit le maire de la commune, du jour et de l'heure où le jugement devra être exécuté d'office, en présence de la partie condamnée, laquelle y sera dûment appelée par la notification qui lui sera faite à domicile d'y assister, par un garde du génie.

42. Les démolitions, déblais et remblais, et transports, seront effectués, et la dépense constatée, dans les formes établies pour les travaux des fortifications. Le compte des dépenses et frais de l'exécution du jugement de condamnation sera déterminé par un procès-verbal que le sous-intendant militaire dressera, conjointement avec le chef du génie, en présence du maire et de la partie condamnée, si elle assiste à l'opération.

43. A défaut par la partie condamnée d'acquitter le montant des dépenses portées au procès-verbal, sur la présentation qui lui en sera faite par le sous-



intendant militaire, le directeur des fortifications transmettra le compte desdites dépenses au préfet du département, lequel en fera poursuivre le recouvrement, conformément à la loi du 19 mai 1802. — Le tout, sans préjudice des poursuites relatives au paiement des amendes, s'il y avait lieu.

44. Toutes les fois que, dans le cas d'hostilité prévu par l'article 2 de la présente ordonnance, le gouvernement aura fait procéder d'office à la démolition d'une construction autorisée par ledit article ou par l'article 3, ou d'une construction permise par exception, en vertu des articles 7 et 8, les frais de cette démolition seront constatés, et le recouvrement en sera poursuivi, ainsi qu'il est prescrit par les articles 42 et 43.

### TITRE III. — *Indemnités.*

#### SECTION 1<sup>re</sup>. — Des circonstances qui donnent lieu à indemnité.

45. Les travaux et opérations relatifs aux places de guerre ou postes militaires peuvent donner lieu à indemnité, soit pour cause de dépossession, soit pour démolition d'édifice, soit pour privation de jouissance.

46. Il y a lieu à indemnité pour cause de *dépossession*, lorsque des constructions nouvelles de places de guerre ou postes militaires, des changements ou augmentations dans ceux actuellement existans, des réunions nécessaires pour donner au terrain militaire, intérieur et extérieur, l'étendue qui lui est légalement assignée, mettent le domaine militaire dans le cas d'exiger la cession de propriétés particulières.

47. Il y a lieu à indemnité pour *démolition d'édifices*, lorsque, pour la sûreté d'une place de guerre, l'autorité militaire requiert la destruction d'une bâtisse située dans une des zones de servitudes légales, pourvu, toutefois, qu'il soit justifié, sur titres, que cette bâtisse existait antérieurement à la fixation du rayon militaire qui a soumis à prohibition l'étendue de la zone dans laquelle son sol se trouve compris. — L'indemnité, dans ce cas, ne se règlera que sur la valeur des constructions, sans y comprendre l'estimation du sol, lequel ne sera point acquis par le domaine militaire, si ces constructions ne sont que l'accessoire d'une propriété territoriale : dans le cas contraire, et lorsque le sol tout entier sera couvert par les constructions, ou sera employé pour leur service, l'indemnité pourra comprendre la valeur du sol.

48. Il y a lieu à indemnité, pour *privation de jouissance*, toutes les fois que, par suite de travaux ou d'opérations relatives à la défense d'une place de guerre, l'autorité militaire occupe temporairement une propriété privée, de manière à y porter dommage, ou à en diminuer le produit.

#### SECTION II. — Du règlement des indemnités.

49. Les indemnités à payer par le gouvernement, dans les cas qui viennent d'être déterminés, s'arbitreront d'abord par expertise contradictoire; elles se régleront ensuite définitivement, soit à l'amiable, en cas d'accord entre le ministre de la guerre et les propriétaires, soit par voie judiciaire, en cas de dissentiment.

50. Dans les cas prévus par les articles 46 et 47 de la section précédente, l'état exigeant le sacrifice d'une propriété pour cause d'intérêt public, il y a lieu, aux termes de l'article 10 de la charte constitutionnelle, à une indemnité préalable. — En conséquence, les formalités d'expertise contradictoire et de règlement définitif de l'indemnité, soit à l'amiable, soit par voie judiciaire, telles qu'elles seront déterminées par la section III du présent titre, devront précéder tout acte de propriété de la part du domaine militaire. — Il en sera de même du paiement intégral de l'indemnité, sauf les

justifications à la charge des propriétaires, conformément à ce qui sera déterminé à la section IV du présent titre.

51. Dans le cas, prévu par l'article 48, d'une privation temporaire de jouissance qui n'emporte point le sacrifice d'une propriété, l'indemnité doit avoir pour base d'évaluation la durée de cette privation et la reconnaissance du dommage qui en est résulté : en conséquence, elle ne sera réglée qu'à l'époque où le propriétaire sera rentré dans sa jouissance. — Toutefois, lorsque l'occupation d'une propriété par l'autorité militaire se prolongera au-delà de la rentrée ordinaire des revenus, l'indemnité devra se régler et s'acquitter, — Tous les six mois, si elle s'applique à une propriété bâtie ; — Et chaque année, s'il s'agit d'une propriété rurale.

52. Il n'est point dérogé aux clauses et conditions portées dans les baux souscrits par les fermiers et locataires des terrains et bâtimens militaires. En conséquence, les indemnités de non-jouissance auxquelles lesdits fermiers pourraient avoir droit donneront lieu seulement à ce qu'il soit fait, sur le prix de leurs baux, une déduction égale au dédommagement estimé. Ces conditions continueront à être stipulées dans les baux qui seront passés à l'avenir par le département de la guerre.

SECTION III. — Des expertises de la cession volontaire ou forcée.

53. Toutes les fois que, dans l'intérêt de la défense des places de guerre, la réunion au domaine militaire, d'une ou plusieurs propriétés particulières, ne pourra s'effectuer que par voie d'expropriation, une ordonnance spéciale, rendue sur le rapport de notre ministre de la guerre, constatera *l'utilité publique*, par la spécification des motifs de l'expropriation, et la désignation précise des terrains ou édifices dont l'acquisition devra se faire dans les formes ci-après déterminées. — Cette ordonnance sera publiée et affichée dans les communes intéressées.

54. Le directeur des fortifications fera lever un plan terrier, lequel devra figurer l'étendue des propriétés bâties ou non bâties dont la cession aura été ordonnée, sans contenir aucune indication sur le tracé des ouvrages de défense. — Ce plan, indicatif des noms de chaque propriétaire et certifié par le directeur des fortifications, sera envoyé par lui au préfet du département.

55. Le préfet, pour en donner communication aux parties intéressées, transmettra ledit plan au maire de la commune où les propriétés cessibles sont situées. Il restera déposé pendant huit jours à la mairie, afin que chacun puisse en prendre connaissance. — Le délai de huitaine ne courra qu'à dater de l'avertissement qui aura été collectivement donné aux parties intéressées de prendre communication du plan. — Cet avertissement sera publié à son de trompe ou de caisse dans la commune, et affiché tant à la principale porte de l'église du lieu qu'à celle de la mairie ; lesdites publications ou affiches seront certifiées par le maire.

56. A l'expiration du délai, et pour procéder à l'estimation des propriétés cessibles, il sera nommé des experts contradictoires pour le gouvernement et les propriétaires. — L'expert du gouvernement sera choisi par le sous-intendant militaire entre deux personnes de l'art présentées par le chef du génie.

57. Les propriétaires pourront désigner collectivement un seul et même expert, ou les nommer individuellement, suivant que chacun d'eux le jugera convenable. — Dans l'un ou l'autre cas, ils devront notifier conjointement ou séparément, au maire de la commune, le choix qu'ils auront fait dans le délai de huitaine à compter de l'expiration du délai de publication.

58. Faute par les propriétaires de satisfaire à cette dernière disposition,



le préfet y pourvoira d'office par le choix d'une personne de l'art, qui opérera pour les propriétaires en défaut.

59. Les personnes que les deux parties auront commises à l'estimation seront tenues de justifier préalablement de leur prestation de serment par-devant le juge de paix du canton.

60. Les experts s'entoureront de tous les documens qui tendront à éclairer leur opération. Ils seront tenus de relater avec précision, dans leurs rapports, et comparativement entre elles, les différentes bases d'évaluation qu'ils auront suivies.

61. Le préfet, après avoir visé les procès-verbaux d'expertise, en fera l'envoi au directeur des fortifications, lequel fera dresser deux tableaux séparés, dans les formes ci-après déterminées. — Le premier présentera sommairement les résultats des estimations sur lesquelles les experts seront d'accord : il y sera réservé trois colonnes, dont deux seront destinées à l'insertion des avis du chef du génie et du sous-intendant militaire sur les divers motifs de l'adoption des expertises, ou des réductions qu'ils jugeraient convenable de proposer. — Le second tableau présentera les résultats des estimations sur lesquelles les experts seraient en dissidence, soit par rapport au métrage des propriétés, soit relativement aux bases d'évaluation, soit pour tous autres motifs ; il aura la même forme que le premier, et sera revêtu des mêmes avis motivés. — Le directeur des fortifications, après avoir rempli la troisième colonne de ses observations, transmettra ces tableaux à notre ministre de la guerre, en les accompagnant d'extraits, dûment légalisés par le préfet, des procès-verbaux d'expertise qui se rapportent à chacun d'eux.

62. Lorsque notre ministre de la guerre, sur l'examen du premier tableau, aura approuvé les fixations d'indemnité établies d'accord entre les experts, il fera connaître au préfet sa décision, à l'effet d'acquiescer aux conditions déterminées.

63. Notre ministre de la guerre fera aussi faire des offres relativement aux résultats du second tableau. — Le préfet mettra chaque propriétaire en demeure d'accepter ou de refuser l'offre du ministre de la guerre.

64. Lorsque les parties seront d'accord, l'acte de vente sera immédiatement passé, par-devant notaires, entre le préfet et les propriétaires, en présence du chef du génie. — L'acte de vente sera toutefois passé par le préfet, quand il s'agira d'immeubles qui, sans avoir été précédemment des *propriétés privées*, appartiendraient à des communes ou au département, à des hospices ou à tout autre établissement public. Le département de la guerre sera représenté, en ces cas, par le sous-intendant militaire, assisté du chef du génie. — Dans l'un et l'autre cas, le contrat sera *visé pour timbre et enregistré gratis* ; la grosse exécutoire, s'il en a été délivré, et, dans le cas contraire, une expédition du contrat avec mention au bas qu'il n'a pas été délivré de grosse, sera déposée aux archives de la préfecture.

65. Si les propriétaires n'acceptent point l'offre du ministre, il sera passé outre au règlement des indemnités et à l'expropriation par voie judiciaire.

66. Dans tous les cas où le règlement d'indemnité devra être porté devant les tribunaux, par le refus de traiter à l'amiable, soit du ministre de la guerre, soit des propriétaires, le préfet, sur les ordres de notre ministre et au nom du département de la guerre, fera poursuivre l'instance, selon ce qui est ordonné par les articles 16, 17 et 18 de la loi du 8 mars 1810, lesquels doivent également s'appliquer, par analogie, au règlement des indemnités dues pour simple privation de jouissance.

## SECTION IV. — De la purgation d'hypothèques et du paiement.

67. A dater du jour où le jugement du tribunal sera signifié à la partie intéressée, elle aura quatre-vingt-tix jours pour produire un certificat de radiation ou de non-existence d'hypothèques judiciaires ou conventionnelles. — Le délai sera le même relativement aux cessions volontaires.

68. Dès que les propriétaires auront satisfait à ladite justification, et que les hypothèques légales auront été purgées ainsi qu'il sera dit ci-après, le montant intégral de l'indemnité, tel qu'il aura été stipulé au contrat ou réglé par le tribunal, devra leur être acquitté par le département de la guerre, sauf les attermoiemens dont les parties pourraient convenir à l'amiable, moyennant le paiement des intérêts légaux.

69. Si, après le délai de quatre-vingt dix jours, les propriétaires n'ont pu faire la justification demandée, ou s'il existe des saisies-arrests ou oppositions formées par des tiers à la délivrance des deniers, le montant de l'indemnité sera versé à la caisse des dépôts et consignations, pour être ultérieurement pourvu à son emploi ou distribution, dans l'ordre et suivant les règles du droit commun.

70. Immédiatement après la passation de l'acte de vente, si la cession est volontaire, et le jugement du tribunal, si elle est forcée, le préfet devra requérir le procureur du roi de faire purger d'office, au nom et pour le compte du gouvernement, les hypothèques légales sur tous les biens acquis au domaine militaire, suivant les formalités prescrites par le Code civil.

## SECTION V. — Dispositions générales.

71. Lorsque nous aurons ordonné, soit des constructions nouvelles de places de guerre ou postes militaires, soit la suppression ou démolition de ceux actuellement existans, soit des changemens dans le classement ou dans l'étendue desdites places ou postes, les effets qui résulteront de ces mesures dans l'application des servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'état, par les lois des 10 juillet 1791 et 17 juillet 1819, ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une ordonnance spéciale rendue sur le rapport de notre ministre de la guerre, et qui sera publiée et affichée dans les communes intéressées.

72. Si, par le résultat des dispositions qui précèdent, il y a *création* de servitude, ou *extension* de celles déjà existantes, le directeur des fortifications fera dresser ou rectifier le plan spécial de circonscription, de la manière et suivant les diverses formalités prescrites par la section III du titre I<sup>er</sup> de la présente ordonnance; sauf néanmoins les modifications à faire dans l'application des articles 17 et 20, l'état descriptif à joindre au plan de circonscription ne pouvant avoir pour objet, dans l'un ou l'autre des cas ci-dessus énoncés, que de constater la nature et les dimensions des constructions comprises dans les nouveaux rayons de servitudes ou dans l'extension que ceux préexistans auraient reçue.

73. Toutes les questions de propriété entre le domaine militaire et les particuliers, et toutes contestations qui pourraient s'élever sur la preuve légale de la priorité d'existence des constructions situées dans les zones de prohibition intérieure et extérieure, soit à la création, soit à l'augmentation de la place ou du poste, soit à la promulgation de la loi du 10 juillet 1791, doivent être portées devant les tribunaux.

74. Les directeurs des fortifications ne provoqueront aucune action en justice, sans en avoir préalablement référé à notre ministre de la guerre. Ils lui rendront compte d'urgence de celles qui seraient intentées contre le département de la guerre.



75. Toutes les fois qu'il y aura lieu de recourir aux tribunaux, la procédure s'instruira sommairement comme en matière domaniale. L'enregistrement des actes qui y sont sujets aura lieu gratis. — Notre procureur près le tribunal interviendra exclusivement pour l'état, sur les mémoires et conclusions du préfet, qui les établira d'après les plans, rapports et autres documens que le directeur des fortifications devra lui transmettre. — Il sera toujours entendu avant les jugemens tant préparatoires que définitifs.

76. Pour assurer la défense de l'état dans le juste degré de ses besoins réels, et afin de déterminer spécialement les localités dans lesquelles la propriété doit être soumise à l'application des servitudes militaires suivant les règles qui précèdent, le tableau général de classement des places et postes de guerre, annexé à la présente ordonnance, sera publié et affiché par extraits dans les communes intéressées de chaque département, à la diligence des préfets, selon ce qui est prescrit par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 17 juillet 1819, et prévu par la présente ordonnance.

*Tableau des places, citadelles, forts, châteaux et postes militaires, dont la répartition en deux séries détermine l'application des servitudes imposées à la propriété, pour la défense de l'état, par la loi du 17 juillet 1819.*

La prohibition générale prescrite par l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance qui précède (sous la seule réserve des clôtures légères et des cas d'exception prévus par les articles 7 et 8), étant, par cela même, commune aux places de toutes les classes et aux postes militaires, la distinction à établir entre ces différens points fortifiés, pour l'application des autres servitudes, ne comporte que deux séries, qui comprennent, savoir : — La première, *les places de première et deuxième classes*, pour la défense desquelles l'autorisation générale accordée par l'article 2 de cette ordonnance est subordonnée (hors les cas d'exception dont il vient d'être parlé) aux conditions prescrites par le même article; — La deuxième, *les places de troisième classe et les postes militaires* auxquels s'applique indistinctement, et par le même motif, l'autorisation générale accordée conditionnellement aussi par l'article 3 de ladite ordonnance, moyennant toutefois la désignation spéciale des postes par un astérisque, afin d'assurer l'effet des modifications spécifiées par les articles 4 et 5 de la même ordonnance, pour cette dernière espèce de points fortifiés.

| DIVISIONS MILITAIRES. | DÉPARTEMENTS. | PLACES, CITADELLES, FORTS, CHATEAUX<br>ET POSTES MILITAIRES                                                                                       |                                                                     |
|-----------------------|---------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
|                       |               | Autour desquels il est permis conditionnellement d'élever, à la distance de 250 mètres de l'un des points fixes par l'article 12 de l'ordonnance, |                                                                     |
|                       |               | 1 <sup>o</sup> des bâtimens et clôtures en bois et en terre.                                                                                      | 2 <sup>o</sup> des bâtimens et clôtures de construction quelconque. |
| 1 <sup>re</sup>       | AISNE .....   | Guise (château).....<br>La Fère.<br>Laon.<br>Soissons.                                                                                            | Guise (ville).*                                                     |
|                       | SEINE .....   | .....                                                                                                                                             | Vincennes.*                                                         |

| DIVISIONS MILITAIRES. | DÉPARTEMENS.      | PLACES, CITADELLES, FORTS, CHATEAUX<br>ET POSTES MILITAIRES                                                                                       |                                                                     |
|-----------------------|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
|                       |                   | Autour desquels il est permis conditionnellement d'élever, à la distance de 250 mètres de l'un des points fixés par l'article 12 de l'ordonnance, |                                                                     |
|                       |                   | 1 <sup>o</sup> des bâtimens et clôtures en bois et en terre.                                                                                      | 2 <sup>o</sup> des bâtimens et clôtures de construction quelconque. |
| 2 <sup>e</sup>        | ARDENNES.....     | Charlemont et les Givets.                                                                                                                         |                                                                     |
|                       |                   | Rocroy.                                                                                                                                           |                                                                     |
|                       |                   | Mézières (ville et citadelle).                                                                                                                    |                                                                     |
|                       |                   | Sedan et château.                                                                                                                                 |                                                                     |
| 3 <sup>e</sup>        | MEUSE.....        | .....                                                                                                                                             | Donchery.*                                                          |
|                       |                   | .....                                                                                                                                             | Carignan.*                                                          |
|                       |                   | Montmédy et Médy-Bas.                                                                                                                             |                                                                     |
|                       |                   | Verdun (ville et citadelle).                                                                                                                      |                                                                     |
| 4 <sup>e</sup>        | MARNE.....        | Vitry-le-Français.                                                                                                                                |                                                                     |
|                       |                   | Longwy.                                                                                                                                           |                                                                     |
|                       |                   | Château de Sierck.                                                                                                                                |                                                                     |
|                       |                   | Thionville.                                                                                                                                       |                                                                     |
| 5 <sup>e</sup>        | MOSELLE.....      | Metz et dépendances.                                                                                                                              |                                                                     |
|                       |                   | Bitche (château).....                                                                                                                             | Bitche (ville).*                                                    |
|                       |                   | Marsal.                                                                                                                                           |                                                                     |
|                       |                   | Toul.                                                                                                                                             |                                                                     |
| 6 <sup>e</sup>        | MEURTHE.....      | Phalsbourg.                                                                                                                                       |                                                                     |
|                       |                   | .....                                                                                                                                             | Château d'Angers.*                                                  |
|                       |                   | .....                                                                                                                                             | Château de Saumur.*                                                 |
|                       |                   | Strasbourg (ville, citadelle et dépendances).                                                                                                     |                                                                     |
| 7 <sup>e</sup>        | BAS-RHIN.....     | .....                                                                                                                                             | Weissenbourg.*                                                      |
|                       |                   | .....                                                                                                                                             | Lauterbourg.*                                                       |
|                       |                   | .....                                                                                                                                             | Drosenheim.*                                                        |
|                       |                   | .....                                                                                                                                             | Lichtemberg.*                                                       |
| 8 <sup>e</sup>        | HAUT-RHIN.....    | La Petite Pierre.                                                                                                                                 |                                                                     |
|                       |                   | .....                                                                                                                                             | Haguenau.                                                           |
|                       |                   | Schelestadt.                                                                                                                                      |                                                                     |
|                       |                   | Neuf-Brisach et fort Mortier.                                                                                                                     |                                                                     |
| 9 <sup>e</sup>        | DOUBS.....        | Belfort (ville et château).                                                                                                                       |                                                                     |
|                       |                   | Besançon (ville, citadelle et dépendances).                                                                                                       | Château de Montbéliard.*                                            |
|                       |                   | Fort de Joux.                                                                                                                                     |                                                                     |
|                       |                   | .....                                                                                                                                             |                                                                     |
| 10 <sup>e</sup>       | JURA.....         | Forts de Salins.                                                                                                                                  | Blamont.*                                                           |
|                       |                   | Fort l'Ecluse.                                                                                                                                    | Salins (ville).*                                                    |
|                       |                   | .....                                                                                                                                             |                                                                     |
|                       |                   | .....                                                                                                                                             | Pierre-Châtel.*                                                     |
| 11 <sup>e</sup>       | AIN.....          | Fort Barrault.                                                                                                                                    |                                                                     |
|                       |                   | Grenoble (ville et citadelle).                                                                                                                    |                                                                     |
|                       |                   | .....                                                                                                                                             | Valence (ville et citadelle).                                       |
|                       |                   | Briançon (ville, château et dépendances).                                                                                                         |                                                                     |
| 12 <sup>e</sup>       | DROME.....        | Queyras.                                                                                                                                          |                                                                     |
|                       |                   | Mont-Dauphin.                                                                                                                                     |                                                                     |
|                       |                   | Embrun.                                                                                                                                           |                                                                     |
|                       |                   | Sisteron et citadelle.                                                                                                                            |                                                                     |
| 13 <sup>e</sup>       | HAUTES-ALPES..... | Fort Saint-Vincent.                                                                                                                               |                                                                     |
|                       |                   | Sevne et citadelle.                                                                                                                               |                                                                     |
|                       |                   | Colmars et forts.                                                                                                                                 |                                                                     |
|                       |                   | Entrevaux et château.                                                                                                                             |                                                                     |



| DIVISIONS MILITAIRES. | DÉPARTEMENTS.                              | PLACES, CITADELLES, FORTS, CHATEAUX<br>ET POSTES MILITAIRES                                                                                             |                                                                        |
|-----------------------|--------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
|                       |                                            | Autour desquels il est permis conditionnellement d'élever,<br>à la distance de 250 mètres de l'un des points fixés par<br>l'article 12 de l'ordonnance, |                                                                        |
|                       |                                            | 1 <sup>o</sup> des bâtimens et clôtures en<br>bois et en terre.                                                                                         | 2 <sup>o</sup> des bâtimens et clôtures de<br>construction quelconque. |
| 8 <sup>e</sup>        | <i>Suite de la 3<sup>e</sup> division.</i> | Antibes et fort carré.                                                                                                                                  |                                                                        |
|                       |                                            | Fort Sainte-Marguerite.                                                                                                                                 |                                                                        |
|                       |                                            | Citadelle de Saint-Tropez.                                                                                                                              |                                                                        |
|                       | VAR.....                                   | .....                                                                                                                                                   | Fort de Bregançon.*                                                    |
| 9 <sup>e</sup>        |                                            | .....                                                                                                                                                   | Fort des îles d'Hyères.                                                |
|                       |                                            | Toulon et dépendances.                                                                                                                                  |                                                                        |
|                       | BOUCHES-DU-RHÔNE....                       | Forts de Marseille.                                                                                                                                     | Fort de Bouc.*                                                         |
|                       |                                            | Citadelle du Saint-Esprit.                                                                                                                              |                                                                        |
| 10 <sup>e</sup>       |                                            | Aigues-Mortes.                                                                                                                                          | Fort Peccais.*                                                         |
|                       | GARD.....                                  | .....                                                                                                                                                   | Tour de Silveréal.*                                                    |
|                       |                                            | .....                                                                                                                                                   | Citadelle de Montpellier.                                              |
|                       | HÉRAULT.....                               | Forts de Cette et dépendances                                                                                                                           | Tour du Grau-d'Agde.*                                                  |
| 11 <sup>e</sup>       |                                            | .....                                                                                                                                                   | Agde.                                                                  |
|                       |                                            | .....                                                                                                                                                   | Fort Brescou.                                                          |
|                       |                                            | .....                                                                                                                                                   | Cité de Carcassonne.                                                   |
|                       | AUDE.....                                  | .....                                                                                                                                                   | Narbonne.                                                              |
| 12 <sup>e</sup>       |                                            | .....                                                                                                                                                   | Tour de la Nouvelle.*                                                  |
|                       |                                            | .....                                                                                                                                                   | Château de Salces.*                                                    |
|                       |                                            | Perpignan (ville et citadelle).                                                                                                                         |                                                                        |
|                       |                                            | Fort les Bains.                                                                                                                                         |                                                                        |
| 13 <sup>e</sup>       |                                            | Col ioure (citadelle, Miradoux<br>et fort Saint-Elme).                                                                                                  |                                                                        |
|                       | PYRÉNÉES-ORIENTALES.                       | .....                                                                                                                                                   | Forts de Port-Vendres.*                                                |
|                       |                                            | Pratz de Mollo et dépendances                                                                                                                           |                                                                        |
|                       |                                            | Bellegarde.                                                                                                                                             |                                                                        |
| 14 <sup>e</sup>       |                                            | Mont-Louis (ville et citadelle).                                                                                                                        |                                                                        |
|                       |                                            | Villefranche et dépendances.                                                                                                                            |                                                                        |
|                       | HAUTES-PYRÉNÉES.....                       | Château de Lourdes.                                                                                                                                     |                                                                        |
|                       |                                            | Citadelle de Saint-Jean-Pied-<br>de-Port et dépendances.                                                                                                |                                                                        |
| 15 <sup>e</sup>       |                                            | BASSES-PYRÉNÉES.....                                                                                                                                    | Fort de Soccoa.*                                                       |
|                       |                                            | Navarreins.                                                                                                                                             |                                                                        |
|                       |                                            | Bayonne (ville et citadelle).                                                                                                                           |                                                                        |
|                       | LANDES.....                                | .....                                                                                                                                                   | Dax (ville et château).                                                |
| 16 <sup>e</sup>       |                                            | Blaye.                                                                                                                                                  |                                                                        |
|                       |                                            | .....                                                                                                                                                   | Fort Médoc.                                                            |
|                       |                                            | .....                                                                                                                                                   | Fort Pâte.*                                                            |
|                       | GIRONDE.....                               | .....                                                                                                                                                   | Pointe de Grave.*                                                      |
| 17 <sup>e</sup>       |                                            | .....                                                                                                                                                   | Fort de Royan.*                                                        |
|                       |                                            | Oléron (ville et citadelle).                                                                                                                            |                                                                        |
|                       |                                            | .....                                                                                                                                                   | Fort Chapus.*                                                          |
|                       |                                            | .....                                                                                                                                                   | Batteries des Saumonards et<br>de Boyardville (île d'Olé-<br>ron).*    |
| 18 <sup>e</sup>       | CHARENTE-INFÉRIEURE.                       | .....                                                                                                                                                   |                                                                        |
|                       |                                            | Ile d'Aix (bourg et fort de la<br>rade).                                                                                                                | Forts de la Charente.                                                  |
|                       |                                            | Rochefort et dépendances.                                                                                                                               |                                                                        |

| DIVISIONS MILITAIRES. | DÉPARTEMENTS.                                                       | PLACES, CITADELLES, FORTS, CHATEAUX<br>ET POSTES MILITAIRES                                                                                             |                                                                        |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
|                       |                                                                     | Autour desquels il est permis conditionnellement d'élever,<br>à la distance de 250 mètres de l'un des points fixés par<br>l'article 12 de l'ordonnance, |                                                                        |
|                       |                                                                     | 1 <sup>o</sup> des bâtimens et clôtures<br>en bois et en terre.                                                                                         | 2 <sup>o</sup> des bâtimens et clôtures de<br>construction quelconque. |
| 12 <sup>e</sup>       | <i>Suite de la 12<sup>e</sup> division.</i><br>CHARENTE-INFÉRIEURE. | La Rochelle.<br>Saint-Martin-de-Ré (citadelle<br>et forts).                                                                                             |                                                                        |
|                       | VENDÉE.....                                                         | .....                                                                                                                                                   | Fort de Saint-Nicolas des<br>Sables.*                                  |
|                       |                                                                     | .....                                                                                                                                                   | Fort de l'Île-Dieu.*                                                   |
|                       |                                                                     | .....                                                                                                                                                   | Château de Noirmoutiers.                                               |
|                       |                                                                     | .....                                                                                                                                                   | Île du Pilier.*                                                        |
| 13 <sup>e</sup>       | LOIRE-INFÉRIEURE.....                                               | .....                                                                                                                                                   | Fort Minden.*                                                          |
|                       |                                                                     | .....                                                                                                                                                   | Fort Saint-Nazaire.*                                                   |
|                       |                                                                     | .....                                                                                                                                                   | Château de Nantes.*                                                    |
|                       | MORBIHAN.....                                                       | Belle-Île (ville et citadelle).<br>Fort Penthièvre de Quiberon.<br>Lorient.                                                                             |                                                                        |
|                       |                                                                     | Port-Louis (ville et citadelle).<br>.....                                                                                                               | Fort Lacroix (île de Croix)*.<br>Fort Cigogne (île des Glé-<br>nans).* |
| 14 <sup>e</sup>       | FINISTÈRE.....                                                      | Concarneau.<br>Presqu'île de Quelerne.<br>Brest (château et dépendan-<br>ces).                                                                          |                                                                        |
|                       |                                                                     | .....                                                                                                                                                   | Forts de la rade de Brest.*                                            |
|                       |                                                                     | .....                                                                                                                                                   | Château de Bertheaume.*                                                |
|                       |                                                                     | .....                                                                                                                                                   | Tours Toulanguet et Créach-<br>meur.*                                  |
|                       |                                                                     | .....                                                                                                                                                   | Fort Césion.*                                                          |
| 15 <sup>e</sup>       | CÔTES-DU-NORD.....                                                  | .....                                                                                                                                                   | Château du Taureau.*                                                   |
|                       |                                                                     | .....                                                                                                                                                   | Île aux Moines.*                                                       |
|                       | ILLE-ET-VILAINE.....                                                | Saint-Malo et dépendances.<br>Châteauneuf.                                                                                                              |                                                                        |
|                       |                                                                     | .....                                                                                                                                                   | Fort des Rimaux.*                                                      |
|                       |                                                                     | Granville.                                                                                                                                              | Carentan.*                                                             |
| 16 <sup>e</sup>       | MANCHE.....                                                         | Fort de Querqueville.<br>Cherbourg (port militaire et<br>dépendances).                                                                                  |                                                                        |
|                       |                                                                     | La Hougue.<br>Tatihou.                                                                                                                                  |                                                                        |
|                       | CALVADOS.....                                                       | .....                                                                                                                                                   | Île Saint-Marcouf.*                                                    |
|                       |                                                                     | .....                                                                                                                                                   | Château de Caen.                                                       |
|                       | SEINE-INFÉRIEURE.....                                               | Le Havre.<br>Château de Dieppe..                                                                                                                        | Dieppe (ville).*                                                       |
| 17 <sup>e</sup>       |                                                                     | Abbeville.                                                                                                                                              |                                                                        |
|                       | SOMME.....                                                          | Citadelle d'Amiens.<br>Citadelle de Doullens.                                                                                                           |                                                                        |
|                       |                                                                     | .....                                                                                                                                                   | Château de Ham.                                                        |
|                       |                                                                     | Péronne.                                                                                                                                                |                                                                        |



| DIVISIONS MILITAIRES. | DÉPARTEMENTS.      | PLACES, CITADELLES, FORTS, CHATEAUX<br>ET POSTES MILITAIRES                                                                                              |                                                                        |
|-----------------------|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
|                       |                    | Autour desquels il est permis conditionnellement d'élever,<br>à la distance de 250 mètres de l'un des points fixés par<br>l'article 12 de l'ordonnance , |                                                                        |
|                       |                    | 1 <sup>o</sup> des bâtimens et clôtures<br>en bois et en terre.                                                                                          | 2 <sup>o</sup> des bâtimens et clôtures de<br>construction quelconque. |
| 16 <sup>e</sup>       | PAS-DE-CALAIS..... | Calais (citadelle et fort Nieulay).                                                                                                                      |                                                                        |
|                       |                    | Gravelines.                                                                                                                                              |                                                                        |
|                       |                    | .....                                                                                                                                                    | Ardres.                                                                |
|                       |                    | .....                                                                                                                                                    | Boulogne (ville haute et château).                                     |
|                       |                    | Saint-Omer.                                                                                                                                              |                                                                        |
|                       |                    | Aire et fort Saint-François.                                                                                                                             |                                                                        |
|                       |                    | .....                                                                                                                                                    | Saint-Venant.                                                          |
|                       |                    | Montreuil (ville et citadelle).                                                                                                                          |                                                                        |
|                       |                    | Hesdin.                                                                                                                                                  |                                                                        |
|                       |                    | Bethune.                                                                                                                                                 |                                                                        |
|                       | NORD.....          | Arras (ville et citadelle).                                                                                                                              |                                                                        |
|                       |                    | .....                                                                                                                                                    | Bapaume.                                                               |
|                       |                    | Dunkerque et Fort-Louis.                                                                                                                                 |                                                                        |
|                       |                    | Bergues et Fort-François.                                                                                                                                |                                                                        |
|                       |                    | Lille (ville et citadelle).                                                                                                                              |                                                                        |
|                       |                    | Donai et fort de Scarpe.                                                                                                                                 |                                                                        |
| 17 <sup>e</sup>       | CORSE.....         | Condé.                                                                                                                                                   |                                                                        |
|                       |                    | Valenciennes (ville et citadelle).                                                                                                                       |                                                                        |
|                       |                    | Bouchain (ville haute et basse)                                                                                                                          |                                                                        |
|                       |                    | Maubeuge.                                                                                                                                                |                                                                        |
|                       |                    | Le Quesnoy.                                                                                                                                              |                                                                        |
|                       |                    | Cambrai (ville et citadelle).                                                                                                                            |                                                                        |
|                       |                    | Avesnes.                                                                                                                                                 |                                                                        |
|                       |                    | Landrecies.                                                                                                                                              |                                                                        |
|                       |                    | Citadelle de Saint-Florent.                                                                                                                              |                                                                        |
|                       |                    | Citadelle et forts de Bastia.                                                                                                                            |                                                                        |
|                       |                    | .....                                                                                                                                                    | Château d'Aleria.*                                                     |
|                       |                    | Calvi et fort Monzello.                                                                                                                                  |                                                                        |
|                       |                    | .....                                                                                                                                                    | Ile-Rousse.*                                                           |
|                       |                    | .....                                                                                                                                                    | Tour de Girolata.*                                                     |
|                       |                    | .....                                                                                                                                                    | Citadelle de Corté.                                                    |
| .....                 |                    | Ponte-Nuovo.*                                                                                                                                            |                                                                        |
| .....                 |                    | Fort Vivario.*                                                                                                                                           |                                                                        |
| .....                 |                    | Fort de Vizzavona.*                                                                                                                                      |                                                                        |
| .....                 |                    | Citadelle d'Ajaccio.                                                                                                                                     |                                                                        |
| .....                 |                    | Tour de Giraglia.*                                                                                                                                       |                                                                        |
| .....                 |                    | Tour de Farinoli.*                                                                                                                                       |                                                                        |
| .....                 |                    | Porto Vecchio.*                                                                                                                                          |                                                                        |
| 18 <sup>e</sup>       |                    | HAUTE-MARNE.....                                                                                                                                         | Bonifacio.                                                             |
|                       | Langres.           |                                                                                                                                                          |                                                                        |
|                       | CÔTE-D'OR.....     | Auxonne.                                                                                                                                                 | Chaumont.                                                              |

(Suivent les modèles de soumission, de certificats, de procès-verbal et de notifications, prescrits par les articles 10, 11, 30, 34, 35 et 40 de la présente ordonnance.)

**N° 443.** = 1<sup>er</sup> août—20 septembre 1821. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, d'un établissement de bienfaisance à Troyes, département de l'Aube, sous le nom de Caisse d'épargnes et de prévoyance** (1). (VII, Bull. **CDLXXV**, n° 11196.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu la délibération du conseil municipal de Troyes du 21 mars dernier; — Vu l'avis du préfet du département de l'Aube en date du 28 dudit mois; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'établissement de bienfaisance projeté par notre bonne ville de Troyes, département de l'Aube, sous le nom de *Caisse d'épargnes et de prévoyance*, est et demeure autorisé conformément au règlement constitutif annexé à la présente ordonnance et contenant les statuts dudit établissement.

2. Nous nous réservons de révoquer notre présente ordonnance en cas de non-exécution ou de violation desdits statuts par nous approuvés; le tout, sauf le droit des tiers et sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient prononcés par les tribunaux contre les auteurs de contraventions.

3. La ville de Troyes est autorisée à comprendre annuellement une somme de mille francs dans son budget au profit de ladite caisse, jusqu'à ce qu'elle soit, par ses bénéfices, en état de se passer de ce secours. — Pour l'exercice de 1821, ladite somme sera prélevée sur les fonds libres de 1820, ainsi qu'une autre somme de six cents francs, pour acquitter les frais de premier établissement, d'administration, etc.

(*Suivent les statuts de la caisse.*)

**N° 444.** = 1<sup>er</sup> août—8 octobre 1821. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, d'une tontine sous le nom de Tontine de compensation.** (VII, Bull. **CDLXXX**, n° 11375.)

**N° 445.** = 5—11 août 1821. = **LOI relative à la construction ou à l'achèvement de plusieurs ponts y dénommés.** (VII, Bull. **CDLXX**, n° 11101.)

**N° 446.** = 5—11 août 1821. = **LOI portant autorisation de concéder les droits de péage sur la ligne de navigation entre le canal de Beaucaire et celui des Deux-Mers.** (VII, Bull. **CDLXX**, n° 11102.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement est autorisé à concéder le péage qui se perçoit sur le canal des Étangs, et les droits à percevoir sur le canal latéral à l'étang de Mauguio et sur l'embranchement de ce canal avec celui de Lunel, ainsi que la jouissance de tous les étangs salés du département de l'Hérault appartenant à l'état, de leurs francs-bords et de ceux des canaux, à la charge, par le concessionnaire, de fournir la somme de un million sept cent cinquante mille francs, tant pour les travaux mentionnés dans le cahier des charges, approuvé par le ministre de l'intérieur le 4 janvier 1821 et annexé à la présente loi, que pour l'embranchement du canal latéral au canal de Lunel, ou de se charger de l'exécution desdits travaux. — Le gouvernement

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'ordonnance du 29 juillet—3 septembre 1816, portant création de la caisse d'épargnes de Paris, le résumé de la législation sur les caisses d'épargnes, en général.



pourra aussi traiter de la construction du canal dont il s'agit, suivant le mode et aux mêmes conditions adoptés pour les autres canaux.

2. La durée de la concession ne pourra excéder quarante-cinq années.

*Cahier des charges pour la concession des droits de péage sur la ligne de navigation entre le canal de Beaucaire et celui des Deux-Mers.*

Les travaux à exécuter pour substituer une navigation commode et praticable en tout temps à la navigation difficile et embarrassée qui existe dans ce moment entre le canal de Beaucaire et le canal des Deux-Mers, consistent, — 1<sup>o</sup> Dans l'ouverture d'un canal latéral à l'étang de Mauguio, dont la dépense est évaluée à..... 800,000 fr.

2<sup>o</sup> Dans le curage et la restauration des canaux actuels, se dirigeant de l'étang de Mauguio à celui de Thau et au port de Cette, estimés à..... 700,000

TOTAL de la dépense... .. 1,500,000

Art. 1<sup>er</sup>. La somme nécessaire pour l'exécution de ces travaux sera versée dans la caisse du receveur général du département de l'Hérault, en seize paiemens égaux, dans un espace de quatre ans.

2. Les travaux devront être terminés dans le même espace de quatre ans : en conséquence, ils commenceront le 1<sup>er</sup> juil et 1821, et seront terminés le 1<sup>er</sup> juillet 1825.

3. Les concessionnaires pourront se charger eux-mêmes de la confection des travaux, en prenant l'engagement de se conformer, pour leur exécution, aux plans et projets approuvés par M. le directeur général des ponts et chaussées. Néanmoins, s'ils préféreraient rester étrangers à l'exécution des travaux, ils seront exécutés sous la surveillance directe et immédiate du gouvernement. Les concessionnaires déclareront, dans leur soumission, s'ils entendent se charger des travaux, ou s'ils préfèrent se borner à fournir les fonds.

4. Dans le cas où la concession serait faite à une compagnie qui s'engagerait à faire exécuter elle-même les ouvrages, il sera arrêté, par M. le directeur général des ponts et chaussées, un ordre de travail tel, que les ouvrages seront exécutés dans une proportion périodique à peu près égale. On commencera par l'ouverture du canal latéral de l'étang de Mauguio; on procédera ensuite à la restauration du canal des Étangs, en commençant par l'établissement des portes de garde du bassin circulaire du Lez.

5. Pour assurer aux prêteurs l'intérêt de la somme dont ils feront l'avance, et l'amortissement du capital, il leur sera fait concession spéciale et par privilège, pour un nombre d'années qui ne devra pas excéder soixante ans (1), et qui commenceront à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1821, des droits de péage actuellement établis sur le canal dit des Étangs, se dirigeant de l'étang de Mauguio à celui de Thau, à partir du pont-levis inclusivement.

6. Les concessionnaires auront parcièlement, — 1<sup>o</sup> La jouissance des droits à percevoir sur le canal latéral de l'étang de Mauguio : le droit de navigation à percevoir sur tous les canaux sera le même que celui dérivant de la loi du 21 vendémiaire an 5 (12 octobre 1796), et actuellement établi sur les canaux existans; — 2<sup>o</sup> La jouissance de tous les étangs salés du département de l'Hérault appartenant à l'état, de leurs francs-bords et de ceux des canaux, avec la faculté d'exploiter et de faire exploiter la pêche, la chasse, la récolte des algues marines et autres herbages aquatiques, le tout suivant les usages adoptés

(1) Fixé à quarante-cinq ans (art. 2 de la loi).

par le gouvernement, en se conformant aux ordonnances et réglemens en vigueur. — La robine de Vic, le canal dit grau du Lez, le grau de Pérols et le canalet qui fait communiquer l'étang de Repousset avec les eaux de l'étang de Mauguio (bien qu'il ne soit perçu aucun droit sur ces canaux) feront partie de la concession, et leur entretien sera à la charge des concessionnaires.

7. Aucun autre droit que ceux mentionnés en l'article précédent ne pourra être établi sur les canaux faisant partie de la concession : et dans le cas où, pour l'avantage du port de Cette, il serait ouvert par le gouvernement et à ses frais un nouveau canal parallèle au canal de Cette et à l'étang de Thau, comme ce nouveau passage détruirait nécessairement une partie des revenus de l'ancien, il fera partie de la concession, à dater du jour où il sera ouvert, avec les mêmes charges d'entretien, depuis son embouchure dans l'étang de Thau jusqu'à sa rencontre avec le canal de la Peyrade à Cette, et aura les mêmes avantages que pour les autres canaux.

8. Les soumissions à faire pour obtenir la concession mentionnée en l'article 5 du présent cahier des charges, devront être adressées, avant le 1<sup>er</sup> mars 1821, savoir : à Paris, à M. le directeur général des ponts et chaussées, ou à Montpellier, à M. le préfet du département de l'Hérault. La concession sera proposée en faveur de ceux des soumissionnaires qui offriront le plus fort rabais sur le nombre des soixante années indiqué ci-dessus comme devant être le plus long terme possible de la concession.

9. Il sera donné aux soumissionnaires, par la direction générale des ponts et chaussées, division de la navigation, communication de tous les plans et devis relatifs à l'entreprise, ainsi que de tous les renseignemens qui peuvent exister à cette administration, sur les produits probables des droits à concéder. Les soumissionnaires pourront également s'adresser à la préfecture de l'Hérault pour avoir les mêmes renseignemens.

10. Le soumissionnaire fournira, dans le mois qui suivra l'acceptation de la soumission, un cautionnement pour garantir l'exécution des engagements par lui contractés. Ce cautionnement pourra, au choix des soumissionnaires, être fourni en immeubles ou en inscriptions sur le grand-livre de la dette publique. — Dans le premier cas, il sera de quatre cent mille francs, et, dans le second, il sera de deux cent mille francs, au cours du jour.

11. Immédiatement après l'achèvement de chacune des entreprises mentionnées au présent cahier des charges, il en sera dressé contradictoirement procès-verbal de réception; expédition en sera remise à la compagnie concessionnaire et à M. le préfet du département de l'Hérault. C'est d'après cet acte que la compagnie prendra l'engagement d'entretenir les divers canaux dans l'état où ils auront été reçus, pendant et jusqu'au terme de la jouissance. Un inspecteur divisionnaire des ponts et chaussées, accompagné de l'ingénieur en chef du département de l'Hérault, s'assurera, chaque année, par une vérification spéciale, du bon état d'entretien, et en rendra compte à M. le directeur général des ponts et chaussées. — Après l'entière exécution des engagements contractés par les concessionnaires pour l'achèvement des travaux mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> du présent cahier des charges, et sur le certificat de réception définitive, il leur sera donné main-levée de leur cautionnement.

12. En obtenant la concession des canaux et étangs salés, la compagnie s'obligera à prendre à son compte, à dater du jour de sa mise en jouissance, les dépenses de police et de conservation, comme aussi tous les frais d'exploitation, garde, régie et recette desdits étangs et canaux. — Au moyen de cette clause, l'entretien du canal des Étangs, dans l'état actuel, et en attendant les dépenses de restauration mentionnées au présent cahier des char-



ges, demeurera à la charge des concessionnaires, qui, à dater du jour où ils auront été mis en jouissance des produits, et pendant les quatre années qui leur sont accordées pour remplir leurs engagements, verseront pour cet entretien, dans la proportion et sans préjudice des paiemens établis en l'article 1<sup>er</sup>, la somme annuelle de cinquante mille francs dans la caisse du receveur général du département de l'Hérault, à moins que, comme pour les travaux de restauration et de construction première, le soumissionnaire ne s'engage à pourvoir, à ses frais, à toutes les dépenses d'entretien annuel pendant lesdites quatre années, et alors les clauses de l'article 3, qui admettent l'entrepreneur à se charger des travaux neufs, deviendront applicables aux travaux d'entretien mentionnés au présent article.

13. Tous les agens et employés sur les divers canaux faisant partie de la concession seront à la nomination de la compagnie concessionnaire, qui en déterminera le nombre, règlera les fonctions et fixera le traitement.

14. Tous les pontons et leurs dépendances, comme maries-salopes, agrès, armemens, ponts, piquets, etc., appartenant au canal des Étangs, seront remis aux concessionnaires : cette remise aura lieu aussitôt après la signature du traité, dans le cas où la compagnie se chargerait de l'exécution des travaux ; et elle ne sera effectuée qu'après l'entier achèvement des ouvrages, dans le cas où ils seraient faits par les soins du gouvernement. Dans l'un et l'autre cas, il en sera fait une estimation contradictoire, dont il sera dressé procès-verbal. Ces machines seront évaluées, pour être rendues dans les mêmes état et valeur à la fin de la concession. — La compagnie recevra, en outre, le fonds de table de la pêcherie de la Bourdigue, son bâtiment, ainsi que les maisons destinées à loger les employés des bureaux de la Peyrade, de la croisée du Lez et des garde-canaux, le tout aux mêmes conditions que pour les pontons.

15. Les concessionnaires devront recevoir dans le canal latéral de l'étang de Mauguio l'embouchure du canal de Lunel, quand les propriétaires de ce canal auront été autorisés à le requérir.

---

N<sup>o</sup> 447. = 5—11 août 1821. = **Loi relative à l'achèvement du canal Monsieur.** (VII, Bull. CDLXX, n<sup>o</sup> 11103.)

Art. 1<sup>er</sup>. L'offre faite par les sieurs *Jean-Georges Humann, Florent Saglio, Renouard de Bussière*, négocians à Strasbourg, membres de la chambre des députés, et autres capitalistes, de fournir dix millions de francs pour concourir à l'achèvement du canal *Monsieur*, est acceptée.

2. Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'état, soit à la charge des soumissionnaires, stipulées dans l'acte du 25 avril 1821, par eux souscrit, recevront leur pleine et entière exécution. Ledit acte, ainsi que le tarif des droits de péage à percevoir sur toute la ligne de navigation, demeureront annexés à la présente loi. — Il ne pourra être fait audit tarif aucune augmentation qu'en vertu d'une loi.

Nous soussignés, stipulant et nous obligeant chacun en notre nom, et jusqu'à concurrence des sommes pour lesquelles nous souscrivons la présente soumission, animés du désir d'accélérer l'achèvement du canal *Monsieur*, et de concourir ainsi à la réalisation des vues paternelles de sa majesté pour la prospérité de notre patrie, contractons, moyennant la pleine et entière exécution de toutes les conditions ci-après exprimées, l'engagement suivant :

Art. 1<sup>er</sup>. Les soumissionnaires, qui se constitueront en société anonyme

sous le titre de *Compagnie du canal Monsieur*, après en avoir obtenu l'autorisation de sa majesté, s'engagent à verser dans la caisse du receveur général du département du Bas-Rhin la somme de dix millions de francs, jugée nécessaire pour l'entier achèvement du canal dit *Monsieur*, faisant jonction du Rhône au Rhin. — L'avance se fera en soixante-quinze paiemens mensuels. Les soixante-dix premiers paiemens seront de cent trente mille francs chacun, et les cinq derniers de cent quatre-vingt mille francs chacun. Le premier versement se fera le 1<sup>er</sup> juillet prochain; le second, le 1<sup>er</sup> août suivant, et ainsi de suite, de mois en mois. — La somme à fournir, invariablement fixée à dix millions de francs, sera employée aux travaux restant à faire pour le complément des projets approuvés, et ne pourra, en aucun cas et sous aucun prétexte, être détournée de cet emploi spécial. — Si la somme de dix millions de francs est insuffisante, le gouvernement prend l'engagement de suppléer au déficit. Si au contraire la dépense effective n'atteint pas les estimations présumées, le prêt des soumissionnaires sera diminué de la différence.

2. Le gouvernement s'engage à faire terminer les travaux dans le délai de six années. — Le commencement en est fixé au 1<sup>er</sup> juillet 1821, et la fin au 1<sup>er</sup> juillet 1827. Si, ce terme arrivé, l'exécution n'était pas encore parfaite, ou du moins si le commerce ne pouvait pas encore circuler librement et sans entraves d'une extrémité à l'autre de la ligne navigable, il serait accordé à la compagnie, à titre de dédommagement, un accroissement d'intérêts sur ses avances. — Ce dédommagement sera d'un pour cent pour la première année de retard, de deux pour cent pour chacune des années subséquentes; et, en aucun cas, le retard ne pourra excéder de trois années le terme fixé pour l'achèvement des travaux.

3. Le canal avec toutes ses dépendances, et tous ses produits, tant ceux qui existent déjà que ceux qui seront créés par la suite, sont affectés en hypothèque, et par privilège spécial, à l'accomplissement des engagements contractés avec la compagnie.

4. Pendant la durée des travaux, la compagnie recevra un intérêt annuel de six pour cent, sauf les augmentations prévues par l'article 2, s'il y a lieu. — Les intérêts seront payés par semestre. Le premier semestre est fixé au 31 décembre 1821; le second, au 30 juin 1822; et ainsi de suite, de six mois en six mois. Le compte des intérêts sera arrêté au dernier jour de chaque semestre, et le paiement s'en fera exactement dans le courant du mois qui suivra le semestre échu; ainsi, dans le courant de janvier et de juillet, les paiemens se feront, soit au trésor, soit à la recette générale du département du Bas-Rhin, au choix des prêteurs.

5. A dater de l'époque où le canal sera complètement navigable de l'une de ses extrémités à l'autre, les recettes du péage, celles des fermages et des locations d'usines établies et à établir, le produit de la vente des arbres et des herbes, celui des concessions d'eau pour arrosements, et en général les revenus de toute nature du canal, de son domaine et de ses dépendances, seront exclusivement consacrés à l'acquittement des intérêts et à l'amortissement du capital prêté par la compagnie. — Le taux de l'intérêt reste fixé après l'achèvement des travaux comme avant, à six pour cent par an. Le compte du revenu net du canal et de ses dépendances sera arrêté annuellement entre l'administration et la compagnie. — Chaque fois que le revenu net de l'année ne sera pas au moins de huit cent mille francs, l'état fournira les supplémens nécessaires pour compléter cette somme, afin que la compagnie reçoive, outre les intérêts, un dividende d'amortissement, qui sera primitivement de deux pour cent, et s'accroîtra progressivement à mesure que



par l'extinction du capital, il y aura une moindre somme d'intérêts à payer. — Si le produit net est de plus de huit cent mille francs, l'amortissement s'accroîtra de tout l'excédant, et, sous aucun prétexte, il ne sera fait une distraction quelconque pour une autre destination. — Les comptes des produits nets, arrêtés d'année en année, exercice par exercice, ne pourront donner lieu à confusion ou compensation; le gouvernement sera tenu, au contraire, de suppléer aux manquans des exercices qui ne donneront qu'un produit net de moins de huit cent mille francs, quels qu'aient été les excédans des années antérieures. Les recettes de chaque mois de tous les revenus du canal et de ses dépendances seront versées, dans les quinze jours qui suivront, à la caisse de la compagnie. Les dépenses seront acquittées par la même caisse, sur mandats.

6. Les sommes que le gouvernement a déjà dépensées pour les travaux faits, celles qu'il serait dans le cas de dépenser encore, si le prêt de dix millions ne suffisait pas pour l'achèvement des travaux, celles qu'il fournira pour le service des intérêts pendant la durée des travaux, de même que celles qu'il pourra être dans le cas de fournir, en conformité de l'article précédent, pour compléter les huit cent mille francs, *minimum* de l'annuité que la compagnie doit recevoir, sont et demeureront complètement à la charge de l'état; il trouve la compensation de toutes ces dépenses tant en capitaux qu'en intérêts, dans la propriété du canal, qui lui reviendra tout entière et sans partage après l'expiration du terme fixé pour la durée du présent traité.

7. Après que le prêt de dix millions sera remboursé intégralement en capital et intérêts, la totalité du produit net du canal, de son domaine et de ses dépendances, sera partagée par moitié. Une moitié sera versée au trésor; l'autre moitié est irrévocablement allouée à la compagnie, à titre de prime. Ce partage égal aura lieu jusqu'à l'expiration de la quatre-vingt-dix-neuvième année qui suivra l'achèvement des travaux, ainsi qu'au 1<sup>er</sup> juillet de l'an 1926, si les travaux sont terminés dans le délai fixé par l'article 2. — Après l'expiration des quatre-vingt-dix-neuf années de jouissance, le gouvernement rentrera dans la propriété pleine, entière et sans partage du canal, de toutes ses dépendances et de tous ses produits.

8. Le tarif des droits de péage, annexé à ces présentes, et signé, *ne varietur*, par les soumissionnaires, ne pourra être modifié que du consentement mutuel du gouvernement et de la compagnie.

9. Tous les frais de perception, d'administration et de surveillance, et tous ceux qu'exigent les travaux d'entretien et de réparation, soit ordinaires, soit extraordinaires, seront imputés sur le produit brut du canal. — Seront également imputés sur le produit brut du canal, les frais d'administration de la compagnie. Le montant en est fixé par abonnement à quinze mille francs par an, à dater du 1<sup>er</sup> juillet prochain, jusqu'à l'époque où, la compagnie se trouvant complètement remboursée, elle commencera à jouir de la prime. Il lui sera tenu compte de cet abonnement de semestre en semestre, et en outre des intérêts, de l'amortissement et de la prime.

10. A l'appui et comme complément de la présente soumission, il sera fait, d'accord entre l'administration et la compagnie, un règlement qui déterminera le mode de l'administration du canal en général et de la perception de ses revenus; — Les formes de la comptabilité, tant en recettes qu'en dépenses; — La surveillance et le contrôle que la compagnie exercera sur les revenus, sur les dépenses et sur la comptabilité; — Le concours de la compagnie dans les nominations des percepteurs et des contrôleurs des revenus du canal; — Les rapports entre l'administration et la compagnie; —

Et, en général, tout ce qui tient à l'exécution des engagements réciproques qui résulteront de la présente soumission, si elle est agréée.

11. Dans toutes les contestations qui pourraient s'élever, le présent traité, ainsi que le règlement à intervenir, seront toujours interprétés dans le sens le plus favorable à la compagnie. Les contestations seront jugées par le conseil de préfecture du département du Bas-Rhin, sauf pourvoi devant le conseil d'état, dans les formes et les délais d'usage.—Paris, le 25 avril 1821.

(*Suit le tarif des droits de navigation à percevoir sur la partie du canal Monsieur comprise entre la Saône, près Saint-Symphorien, et la ville de Strasbourg, ensemble sur l'embranchement de Mulhausen à Huningue et Bâle.*)

N° 418. = 5—11 août 1821. = **LOI relative à l'achèvement du canal du duc d'Angoulême.** (VII, Bull. CDLXX, n° 11104.)

Art. 1<sup>er</sup>. La convention provisoire passée, le 24 mai 1821, entre le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur et le sieur *Urbain Sartoris*, banquier à Paris, et par laquelle celui-ci s'oblige à fournir six millions six cent mille francs pour concourir à l'achèvement du canal du duc d'Angoulême et du canal de Manicamp, est approuvée.

2. Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'état, soit à la charge du sieur *Sartoris*, stipulées dans ladite convention, recevront leur pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que le tarif des droits de péage à percevoir sur les lignes de navigation qui y sont comprises, resteront annexés à la présente loi. — Il ne pourra être fait audit tarif aucune augmentation qu'en vertu d'une loi.

*Convention provisoire entre son excellence le ministre secrétaire d'état de l'intérieur, au nom du gouvernement, — Et M. Urbain Sartoris, banquier à Paris, au nom de la compagnie qu'il représente, — Pour assurer la navigation de la haute et de la basse Somme par l'achèvement du canal du duc d'Angoulême, ainsi que pour l'amélioration de la navigation de l'Oise dans sa partie inférieure.*

Art. 1<sup>er</sup>. La compagnie s'oblige à verser dans la caisse du receveur général du département de la Somme jusqu'à concurrence du montant de six millions six cent mille francs, dans l'espace de six ans, pour l'exécution des travaux désignés ci-après. Les versements s'effectueront de trois mois en trois mois, et seront égaux entre eux. Le premier versement aura lieu le 10 octobre 1821; le second, le 10 janvier 1822, et ainsi de suite.

2. Ladite somme de six millions six cent mille francs sera consacrée exclusivement à la confection des ouvrages qui seront définitivement approuvés par M. le directeur général des ponts et chaussées, — 1° Pour l'achèvement du canal du duc d'Angoulême, depuis le canal Crozat, jusques et y compris l'écluse de Saint-Valery; — 2° Pour la construction du canal Manicamp près Chauny. — Dans le cas où la somme affectée aux travaux compris dans le présent article serait insuffisante, le gouvernement s'engage à fournir les suppléments nécessaires pour l'achèvement complet des susdits ouvrages; et si cette somme excède les besoins, les versements de la compagnie seront diminués de la différence.

3. Le gouvernement s'engage à terminer en totalité les ouvrages détaillés en l'article précédent dans le délai de six ans et trois mois, à dater du 10 octobre 1821, ou plus tôt, si faire se peut.

4. Il sera tenu compte à la compagnie d'un intérêt de six pour cent de ses avances successives, à partir du jour de chaque versement.



5. Indépendamment de l'intérêt ci-dessus stipulé, la compagnie recevra, à dater du 10 octobre 1827, et plus tôt, si les travaux sont terminés avant cette époque, un demi pour cent annuellement, à titre de prime, jusqu'à l'époque où le prêt fait au gouvernement aura été éteint par l'amortissement.

6. L'amortissement s'effectuera par un paiement annuel d'un pour cent sur le capital emprunté, en le calculant à l'intérêt composé, au taux fixé à l'article 4, et commencera à l'époque où les ouvrages auront été achevés.

7. Les revenus du canal et de ses dépendances, tous les droits de péage quelconques établis ou à établir sur les lignes de navigation comprises dans cette convention, les profits résultant des chutes d'eau par l'établissement d'usines, les bénéfices que procureront les dessèchemens opérés par les ouvrages seront spécialement affectés, — 1° A l'acquittement des frais de perception, des gardes d'écluses, et d'administration du canal; — 2° A l'entretien des ouvrages et aux réparations tant ordinaires qu'extraordinaires; — 3° Au service des intérêts, de la prime et de l'amortissement stipulés dans les articles précédens. — Si ces revenus et produits ne suffisaient pas pour pourvoir à ces diverses dépenses, le gouvernement s'oblige à y suppléer par des sommes complémentaires, imputées annuellement sur les budgets du ministère de l'intérieur, chapitre des ponts et chaussées; et, à cet effet, des ordonnances du trésor seront émises en temps utile, pour que les paiemens puissent être effectués régulièrement et sans retard aux époques convenues.

8. Dans les années où l'ensemble des produits excédera tous les prélèvements stipulés dans l'article précédent, tout le surplus, dont il sera fait compte chaque année, appartiendra à la compagnie, et sera réparti aux porteurs d'actions ou effets de la société.

9. A partir de l'époque où la compagnie sera remboursée du capital par l'amortissement, il sera fait annuellement un partage du produit net entre le gouvernement et la compagnie. Ce partage aura lieu pendant cinquante ans, après lesquels le gouvernement entrera en pleine et entière jouissance de tous les produits de cette navigation.

10. Toutes les recettes quelconques seront versées dans la caisse du receveur général du département de la Somme. Il sera aussi chargé du paiement de toutes les dépenses pour les travaux, les frais de perception et d'administration, etc., etc. Il tiendra, pour ces recettes et dépenses, des comptes et registres particuliers, dont la compagnie aura, en tout temps, droit de prendre connaissance. — Les paiemens des intérêts, de la prime, de l'amortissement et de la participation, dus à la compagnie, se feront à Paris, par semestre, au trésor royal ou à la banque de France.

11. Le tarif des droits de péage qui seront établis sur les lignes de navigation comprises dans cette convention, ne pourra, sous aucun prétexte quelconque, être modifié que du consentement mutuel du gouvernement et de la compagnie.

12. Le gouvernement s'engage à entretenir en bon état la navigation sur le canal Crozat, et à ne pas augmenter les droits de péage qui s'y perçoivent actuellement.

13. La compagnie formera une société anonyme qui aura la faculté d'émettre à volonté des actions négociables, provisoires ou définitives, pour la totalité des sommes comprises dans la présente convention, et de les diviser en primes, intérêts et chances, comme elle l'entendra. Toutefois, l'acte de société anonyme sera soumis à l'approbation du roi, conformément à la loi, et un commissaire du gouvernement sera chargé d'en surveiller les opérations. Il visera toutes les actions qui seront mises en circulation, en y apposant sa signature. Les actions ne seront soumises à aucun droit.

14. *M. Sartoris* s'oblige personnellement à faire acquitter par la compagnie qu'il représente, les premiers paiemens jusqu'à concurrence de un million de francs, laquelle somme servira de cautionnement et de garantie pour l'exécution régulière des engagemens stipulés dans la présente convention.—Il est pareillement convenu que les porteurs d'actions ou effets créés par la société seront tenus de faire les paiemens subséquens, et qu'ils perdront tout droit à l'action dont ils seront porteurs, s'ils n'ont pas versé aux termes fixés les sommes dont ils seront redevables : dans ce cas, l'action sera vendue, pour leur compte, à la diligence du gouvernement, sans qu'il soit besoin de faire prononcer la déchéance par un jugement ; le tout sans préjudice des droits de ceux qui auront exécuté ponctuellement leurs engagemens, et sans qu'aucun recours puisse être exercé envers *M. Sartoris*, ou la compagnie, au dessus du million de francs assuré en cautionnement.

15. Le canal et les ouvrages de navigation énoncés à l'article 2 ne seront soumis à aucun impôt.

16. Pour accélérer les opérations, *M. le directeur général* formera une commission de trois personnes prises dans le sein du conseil général des ponts et chaussées, qui sera spécialement chargée de l'examen des affaires relatives à l'entreprise, et d'en faire le rapport au conseil dans les cas déterminés par le titre IV du décret du 25 août 1804 (7 fructidor an 13).—La compagnie sera autorisée à employer, à ses frais, un ingénieur en chef, dont le choix sera soumis à l'approbation de *M. le directeur général*, pour prendre par elle-même connaissance de tous les objets de l'entreprise ; elle sera admise à faire toutes les réclamations et observations qu'elle jugera convenables.

17. Les travaux détaillés à l'article 2 de cette convention seront mis en adjudication par lots, suivant les formes ordinaires : mais si, à dater d'un mois de la première publication, il ne s'est présenté aucun soumissionnaire offrant un rabais d'un vingtième au moins sur l'estimation approuvée, la compagnie aura la faculté d'entreprendre, à ses risques et périls, l'exécution des ouvrages, aux clauses et conditions exprimées dans les devis et cahier de charges, et aux prix qui auront servi de base à l'adjudication. — Il est expressément stipulé que la compagnie sera soumise, pour l'exécution des travaux dont elle voudra se rendre adjudicataire, à toutes les conditions imposées aux entrepreneurs des ponts et chaussées, et que les cas d'éviction et de surenchère pourront trouver leur application dans les mêmes circonstances.

18. Des projets seront incessamment rédigés pour le perfectionnement de la navigation de l'Oise, depuis le canal Manicamp jusqu'à la Seine. — Lorsque les projets auront été définitivement approuvés par le gouvernement, et s'il est reconnu que la dépense est en rapport avec les avantages qu'elle doit créer, la compagnie sera admise à fournir les fonds nécessaires à l'exécution des travaux, aux clauses et conditions énoncées dans la présente convention pour les parties de navigation qui y sont comprises.—Toutefois, ces opérations nouvelles seront entièrement distinctes et séparées des travaux indiqués dans l'article 2 de la présente convention, et la compagnie devra, s'il y a lieu, former, pour les objets qui s'y rapporteront, une nouvelle société anonyme, qui jouira de toutes les facilités stipulées dans l'article 13. — La comptabilité sera tenue par les receveurs généraux des départemens dans lesquels les ouvrages se trouveront situés, aux mêmes conditions que celles de l'article 10.

19. La compagnie ou les porteurs d'actions auront la faculté d'anticiper leurs paiemens par des versemens à la caisse des dépôts et consignations, pour compte de l'entreprise, en argent, ou en effets du trésor à échéances fixes, sous la condition, cependant, que les différences entre l'intérêt ac-



quitté par la caisse des consignations et celui que le gouvernement s'engage à payer seront à la charge de la compagnie ou des porteurs d'actions, de manière qu'il n'en puisse résulter aucun sacrifice pour l'état. Il est en outre convenu que les sommes ainsi déposées ne pourront être retirées que pour acquitter les engagements de la compagnie.

20. Toutes les contestations qui pourraient s'élever, tant au sujet de l'interprétation de la présente convention, que du règlement à intervenir pour la perception des revenus et l'administration du canal et des autres parties de la navigation, seront jugées par le conseil de préfecture du département de la Somme, sauf pourvoi au conseil d'état, qui, dans les cas douteux, interprétera en faveur de la compagnie.

21. La présente convention est obligatoire de la part du gouvernement, sauf la ratification de la loi qu'il s'engage à présenter aux chambres. Cependant l'engagement de la compagnie ne durera que pendant le cours de la présente session.

22. Les péages à établir sur les canaux compris dans l'article 2 de la présente convention seront perçus conformément au tarif ci-joint. Quant aux droits à percevoir sur les ouvrages qui pourront être construits sur la rivière d'Oise en vertu de l'article 18, le tarif en sera réglé de concert entre le gouvernement et la compagnie, à l'époque où les projets pour leur exécution seront approuvés. — Fait double à Paris, le 24 mai 1821. — *Signé* URBAIN SARTORIS.

Vu et approuvé par le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur. — *Signé* SIMÉON.

*(Suit le tarif des droits de navigation à percevoir sur le canal de la Somme, soit du duc d'Angoulême, depuis son origine dans le canal Crozat, jusques et y compris l'écluse de Saint-Valery, et sur le canal de Manicamp, depuis Manicamp à Chauny (1).)*

N° 449. = 5—11 août 1821. = **LOI** relative à la construction du canal des Ardennes. (VII, Bull. CDLXX, n° 11105.)

Art. 1<sup>er</sup>. La convention provisoire passée, le 24 mai 1821, entre le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur et le sieur Urbain Sartoris, banquier à Paris, et par laquelle celui-ci s'oblige à fournir huit millions pour la construction du canal des Ardennes et le perfectionnement de la navigation de l'Aisne, est approuvée.

2. Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'état, soit à la charge du sieur Sartoris, stipulées dans ladite convention, recevront leur pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que le tarif des droits de péage à percevoir sur les lignes de navigation qui y sont comprises, resteront annexés à la présente loi. — Il ne pourra être fait audit tarif aucune augmentation qu'en vertu d'une loi.

*Convention provisoire entre son excellence le ministre secrétaire d'état de l'intérieur, au nom du gouvernement, — Et M. Urbain Sartoris, banquier à Paris, au nom de la compagnie qu'il représente, — Pour assurer l'exécution du canal des Ardennes, destiné à joindre la Meuse à l'Aisne, et pour établir la navigation, s'il y a lieu, sur ces deux rivières et leurs affluents.*

Art. 1<sup>er</sup>. La compagnie s'oblige à verser dans la caisse du receveur général du

(1) Une ordonnance du 12—29 septembre 1821 a adopté un nouveau tarif, modificatif du présent.

département des Ardennes, jusqu'à concurrence du montant de huit millions de francs, dans l'espace de six ans, pour l'exécution des travaux désignés ci-après. Les versements s'effectueront de trois mois en trois mois, et seront égaux entre eux. Le premier versement aura lieu le 10 octobre 1821; le second, le 10 janvier 1822, et ainsi de suite.

2. Ladite somme de huit millions sera consacrée exclusivement à la confection des ouvrages qui seront définitivement approuvés par M. le directeur général des ponts et chaussées, — 1<sup>o</sup> Pour le perfectionnement de la navigation de l'Aisne, depuis Neufchâtel jusqu'à Semuy; — 2<sup>o</sup> Pour la canalisation de la Bar, jusqu'à son embouchure dans la Meuse, et le dessèchement de sa vallée supérieure; — 3<sup>o</sup> Pour l'exécution du canal qui doit réunir la Meuse à l'Aisne par la vallée de la Bar; — 4<sup>o</sup> Pour l'établissement de la navigation sur l'Aisne, depuis Semuy jusqu'à Senuc, et, s'il y a lieu, sur la rivière d'Aire. Toutefois, les travaux compris dans ce paragraphe ne seront entrepris qu'autant que, d'après les études qui seront faites, le gouvernement reconnaîtra que les dépenses ne surpassent pas les avantages qu'on doit s'en promettre, et ne peuvent pas excéder un million. — Si la somme affectée aux travaux compris dans les trois premiers paragraphes du présent article, lesquels sont évalués à sept millions, était insuffisante, le gouvernement s'engage à fournir les supplémens nécessaires pour l'achèvement complet des susdits ouvrages; et si cette somme excède les besoins, les versements de la compagnie seront diminués de la différence; et, dans le cas d'exécution des ouvrages énoncés au quatrième paragraphe, les mêmes conditions seront appliquées, en prenant pour base le prix des estimations.

3. Le gouvernement s'engage à terminer en totalité les ouvrages détaillés dans les trois premiers paragraphes de l'article précédent, dans le délai de six ans et trois mois, à dater du 10 octobre 1821, ou plus tôt si faire se peut. Il prend le même engagement pour les ouvrages détaillés dans le dernier paragraphe dudit article, si on les met à exécution.

4. Il sera tenu compte à la compagnie d'un intérêt de six pour cent de ses avances successives, à partir du jour de chaque versement.

5. Indépendamment de l'intérêt ci-dessus stipulé, la compagnie recevra, à dater du 10 octobre 1827, et plus tôt, si les travaux sont terminés avant cette époque, un pour cent annuellement à titre de prime, jusqu'à l'époque où le prêt fait au gouvernement aura été éteint par l'amortissement.

6. L'amortissement s'effectuera par un paiement annuel de un pour cent sur le capital emprunté, en le calculant à l'intérêt composé, au taux fixé à l'article 4, et commencera à l'époque où les ouvrages auront été achevés.

7. Les revenus du canal et de ses dépendances, tous les droits de péage quelconques établis ou à établir sur les lignes de navigation comprises dans cette convention, les profits résultant des chutes d'eau par l'établissement d'usines, les bénéfices que procureront les dessèchemens opérés par les ouvrages, seront spécialement affectés, — 1<sup>o</sup> A l'acquittement des frais de perception, des gardes d'écluses, et d'administration du canal; — 2<sup>o</sup> A l'entretien des ouvrages et aux réparations tant ordinaires qu'extraordinaires; — 3<sup>o</sup> Au service des intérêts, de la prime et de l'amortissement stipulés dans les articles précédens. — Si ces revenus et produits ne suffisaient pas pour pourvoir à ces diverses dépenses, le gouvernement s'oblige à y suppléer par des sommes complémentaires imputées annuellement sur les budgets du ministère de l'intérieur, chapitre des ponts et chaussées; et, à cet effet, des ordonnances du trésor seront émises en temps utile, pour que les paiemens puissent être effectués régulièrement et sans retard aux époques convenues.



8. Dans les années où l'ensemble des produits excédera tous les prélèvements stipulés dans l'article précédent, tout le surplus, dont il sera fait compte chaque année, appartiendra à la compagnie, et sera réparti aux porteurs d'actions ou effets de la société.

9. A partir de l'époque où la compagnie sera remboursée du capital par l'amortissement, il sera fait annuellement un partage du produit net entre le gouvernement et la compagnie. Ce partage aura lieu pendant cinquante ans, après lesquels le gouvernement entrera en pleine et entière jouissance de tous les produits de cette navigation.

10. Toutes les recettes quelconques seront versées dans la caisse du receveur général du département des Ardennes. Il sera aussi chargé du paiement de toutes les dépenses pour les travaux, les frais de perception et d'administration, etc., etc. Il tiendra, pour ces recettes et dépenses, des comptes et registres particuliers, dont la compagnie aura, en tout temps, droit de prendre connaissance. Les paiemens des intérêts, de la prime, de l'amortissement et de la participation, dus à la compagnie, se feront à Paris, par semestre, au trésor royal, ou à la banque de France.

11. Le tarif des droits de péage qui seront établis sur les lignes de navigation comprises dans cette convention, ne pourra, sous aucun prétexte quelconque, être modifié que du consentement mutuel du gouvernement et de la compagnie.

12. La compagnie formera une société anonyme, qui aura la faculté d'émettre à volonté des actions négociables, provisoires ou définitives, pour la totalité des sommes comprises dans la présente convention, et de les diviser en primes, intérêts et chances, comme elle l'entendra. Toutefois, l'acte de société anonyme sera soumis à l'approbation du roi, conformément à la loi, et un commissaire du gouvernement sera chargé d'en surveiller les opérations. Il visera toutes les actions qui seront mises en circulation, en y apposant sa signature. Les actions ne seront soumises à aucun droit.

13. M. *Sartoris* s'oblige personnellement à faire acquitter par la compagnie qu'il représente les premiers paiemens jusqu'à concurrence de un million cinq cent mille francs, laquelle somme servira de cautionnement et de garantie pour l'exécution régulière des engagemens stipulés dans la présente convention. Il est pareillement convenu que les porteurs d'actions ou effets créés par la société anonyme seront tenus de faire les paiemens subséquens, et qu'ils perdront tout droit à l'action dont ils seront porteurs, s'ils n'ont pas versé aux termes fixés les sommes dont ils seront redevables : dans ce cas, l'action sera vendue pour leur compte, à la diligence du gouvernement, sans qu'il soit besoin de faire prononcer la déchéance par un jugement ; le tout sans préjudice des droits de ceux qui auront exécuté ponctuellement leurs engagemens, et sans qu'aucun recours puisse être exercé envers M. *Sartoris* ou la compagnie, au dessus des quinze cent mille francs assurés en cautionnement.

14. Le canal et les ouvrages de navigation énoncés à l'article 2 ne seront soumis à aucun impôt.

15. Pour accélérer les opérations, M. le directeur général formera une commission de trois personnes prises dans le sein du conseil général des ponts et chaussées, qui sera spécialement chargée de l'examen des affaires relatives à l'entreprise, et d'en faire le rapport au conseil dans les cas déterminés par le titre IV du décret du 25 août 1804 (7 fructidor an 13). — La compagnie sera autorisée à employer, à ses frais, un ingénieur en chef, dont le choix sera soumis à l'approbation de M. le directeur général, pour prendre

connaissance par elle-même de tous les objets de l'entreprise : elle sera admise à faire toutes les réclamations et observations qu'elle jugera convenables.

16. Les travaux détaillés à l'article 2 de cette convention seront mis en adjudication par lots, suivant les formes ordinaires ; mais si, à dater d'un mois de la première publication, il ne s'est présenté aucun soumissionnaire offrant un rabais d'un vingtième au moins sur l'estimation approuvée, la compagnie aura la faculté d'entreprendre, à ses risques et périls, l'exécution des ouvrages, aux clauses et conditions exprimées dans les devis et cahier de charges, et aux prix qui auront servi de base à l'adjudication. — Il est expressément stipulé que la compagnie sera soumise, pour l'exécution des travaux dont elle voudra se rendre adjudicataire, à toutes les conditions imposées aux entrepreneurs des ponts et chaussées, et que les cas d'éviction et de surenchère pourront trouver leur application dans les mêmes circonstances.

17. La compagnie est autorisée dès ce moment à faire rédiger, par des ingénieurs des ponts et chaussées, des projets, — 1° Pour la réparation des chemins de halage, l'amélioration et le perfectionnement de la navigation, sur le cours de la Meuse et de ses affluens, jusqu'à la frontière des Pays-Bas ; — 2° Pour les mêmes travaux sur la rivière de l'Aisne, depuis Neufchâtel jusqu'à son embouchure dans l'Oise, ainsi que sur ses affluens, y compris la rivière de la Vesle, depuis son embouchure jusqu'à Reims. — Lorsque les projets auront été approuvés, et s'il est reconnu que la dépense est en rapport avec les avantages qu'elle doit créer, la compagnie formera sa demande dans le délai de deux ans, à dater de ce jour, et sera admise, comme elle l'est aujourd'hui, à fournir les fonds nécessaires à l'exécution des travaux, aux clauses et conditions énoncées dans la présente convention, pour les parties de navigation qui y sont comprises. — Toutefois, les opérations désignées au paragraphe 1<sup>er</sup> et celles désignées au paragraphe 2 du présent article seront entièrement distinctes et séparées, comme elles le seront aussi des travaux stipulés à l'article 2 ; et la compagnie devra, s'il y a lieu, former, pour les objets qui s'y rapporteront, deux nouvelles sociétés anonymes, qui jouiront de toutes les facilités stipulées dans l'article 12. La comptabilité, pour ces deux dernières entreprises, sera tenue par les receveurs généraux des départemens dans lesquels les ouvrages se trouveront situés, aux mêmes conditions que celles de l'article 10 de cette convention.

18. La compagnie ou les porteurs d'actions auront la faculté d'anticiper leurs paiemens par des versemens à la caisse des dépôts et consignations, pour compte de l'entreprise, en argent, ou en effets du trésor à échéances fixes, sous la condition, cependant, que les différences entre l'intérêt acquitté par la caisse des consignations, et celui que le gouvernement s'engage à payer, seront à la charge de la compagnie, ou des porteurs d'actions, de manière qu'il n'en puisse résulter aucun sacrifice pour l'état. Il est en outre convenu que les sommes ainsi déposées ne pourront être retirées que pour acquitter les engagemens de la compagnie.

19. Toutes les contestations qui pourraient s'élever, tant au sujet de l'interprétation de la présente convention que du règlement à intervenir pour la perception des revenus et l'administration du canal et des autres parties de la navigation, seront jugées par le conseil de préfecture du département des Ardennes, sauf pourvoi au conseil d'état, qui, dans les cas douteux, interprétera en faveur de la compagnie.

20. La présente convention est obligatoire de la part du gouvernement, sauf la ratification de la loi qu'il s'engage de présenter aux chambres. Cepen-



dant l'engagement de la compagnie ne durera que pendant le cours de la présente session.

21. Les péages à établir sur des lignes de navigation comprises dans l'article 2 de cette convention seront perçus conformément au tarif ci-joint. Quant aux droits à percevoir sur les ouvrages qui pourront être construits sur les rivières de la Meuse, de l'Aisne et de leurs affluens, en vertu de l'article 17, le tarif en sera réglé de concert entre le gouvernement et la compagnie, à l'époque où les projets pour leur exécution seront approuvés. — Fait double à Paris, le 24 mai 1821. — *Signé* URBAIN SARTORIS.

Vu et approuvé par le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur. — *Signé* SIMÉON.

*(Suit le tarif des droits de navigation à percevoir sur le canal des Ardennes, depuis Neufchâtel-sur-l'Aisne jusqu'à l'embouchure de la Bar dans la Meuse, et, s'il y a lieu, sur l'Aisne supérieure et la rivière d'Aire.)*

N° 450. = 5—11 août 1821. = **LOI** relative à l'établissement de la navigation sur la rivière d'Isle, depuis Périgueux jusqu'à Libourne. (VII, Bull. CCLXX; n° 11106.)

Art. 1<sup>er</sup>. L'offre faite par le sieur Froidefond de Bellisle et autres propriétaires du département de la Dordogne, de fournir deux millions cinq cent mille francs pour l'établissement de la navigation sur la rivière d'Isle, depuis Périgueux jusqu'à Libourne, est acceptée.

2. Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'état, soit à la charge des soumissionnaires, stipulées dans l'acte du 10 janvier 1821, recevront leur pleine et entière exécution. Ledit acte demeurera annexé à la présente loi.

*Soumission de prêter au gouvernement une somme de deux millions cinq cent mille francs, pour subvenir aux dépenses nécessaires à l'effet de rendre la rivière d'Isle navigable depuis Libourne jusqu'à Périgueux.*

Les soussignés, stipulant et s'obligeant chacun en leur nom et jusqu'à la concurrence des sommes pour lesquelles ils souscrivent la présente soumission, prennent l'engagement, sous la garantie de la pleine, entière et fidèle exécution de toutes les conditions ci-après exprimées, de verser dans la caisse du receveur général du département de la Dordogne ou dans celle du trésor royal à Paris, la somme ci-après spécifiée, pour être employée aux dépenses de tout genre nécessaires pour rendre la rivière d'Isle navigable depuis Libourne jusqu'à Périgueux. — N'étant nullement déterminés dans cette proposition par le désir de faire une spéculation particulière, mais seulement par celui de faciliter au gouvernement les moyens de réaliser un projet conçu par lui et si éminemment utile pour les départemens de la Gironde et de la Dordogne, les soussignés n'entendent pas se charger de la confection des travaux, ni vouloir entrer dans aucun détail des dépenses qu'ils pourront occasioner. Ils basent leurs offres sur les évaluations que MM. les ingénieurs en chef des départemens de la Gironde et de la Dordogne ont faites de ces mêmes travaux, qu'ils n'entendent en rien discuter, et dont le total s'élève, suivant lesdits rapports, à deux millions quatre cent quatre-vingt-neuf mille quatre cent vingt-neuf francs soixante-douze centimes : en conséquence, ils offrent de verser une somme de deux millions cinq cent mille francs de la manière et aux conditions suivantes :

Art. 1<sup>er</sup>. Ce versement de deux millions cinq cent mille francs sera expressément affecté aux travaux de navigation de la rivière d'Isle, et aura lieu dans les caisses désignées ci-dessus, en dix paiemens égaux de deux cent

cinquante mille francs chaque, et de six mois en six mois, dont le premier aura lieu après que la loi à intervenir aura été rendue, et aux époques que M. le directeur général des ponts et chaussées jugera convenables, de telle manière que la somme totale soit versée cinq ans après le premier paiement.

2. Dans le cas où ladite somme de deux millions cinq cent mille francs serait encore insuffisante pour terminer les travaux nécessaires pour rendre l'Isle navigable jusqu'à Périgueux, l'excédant devra être fourni par le gouvernement, qui en prendra l'engagement; si, au contraire, elle dépassait les besoins, l'excédant sera diminué sur le dernier versement à faire par les soumissionnaires.

3. Les droits de péage à établir sur cette navigation, ainsi que tous les avantages qui pourront résulter des travaux, serviront de privilège spécial aux paiemens des intérêts et du fonds d'amortissement mentionnés à l'article suivant : mais, les soumissionnaires ne voulant courir aucune chance résultant du plus ou moins de produits de ces péages, ils seront administrés pour le compte et aux frais du gouvernement, et versés dans ses caisses; et ce privilège spécial ne diminuera en rien les garanties directes que les soumissionnaires entendent conserver contre le gouvernement.

4. Quel que soit le montant de ces droits de péage, les soumissionnaires toucheront des caisses du gouvernement, tant pour le service des intérêts dus aux actionnaires que pour l'amortissement du capital, dix pour cent de toutes les sommes versées par eux et à partir de chaque versement, de manière que, lorsque la somme entière de deux millions cinq cent mille francs aura été versée, ils devront toucher deux cent cinquante mille francs par an.— Cette allocation de dix pour cent par an aura lieu en deux paiemens égaux de six mois en six mois, et se prolongera pendant dix-neuf ans après le dernier versement; après cette époque, la navigation et les droits de péage seront dégrevés du privilège réservé aux soumissionnaires par l'article précédent. — Le paiement de cette allocation aura lieu dans le domicile qui sera indiqué ultérieurement par les soumissionnaires au gouvernement.

5. Les soumissionnaires sont autorisés, sur chaque paiement qui leur restera à faire jusqu'au paiement définitif, de prélever, sur le pied de dix pour cent par an, les intérêts et le fonds d'amortissement qui seront dus par le gouvernement à l'époque de chaque versement.

6. Lesdits soumissionnaires, ayant l'intention de se former en société anonyme, rempliront les formalités nécessaires pour en obtenir l'autorisation de sa majesté, et se réservent la faculté de diviser alors en actions le capital de leur association.

7. L'acte de société, ainsi que tous ceux qui résulteront de cet acte ou de la présente soumission, ne seront sujets qu'au droit fixe d'un franc pour l'enregistrement.

8. La présente soumission sera acceptée par une loi.

9. Toutes les contestations auxquelles elle pourrait donner lieu entre le gouvernement et les soussignés seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Dordogne, sauf recours au conseil d'état.—Fait à Paris, ce 10 janvier 1821.

---

N° 451. = 5—11 août 1821. = *LOI relative à la construction du pont de Pinsaguel, dans le département de la Haute - Garonne.* (VII, Bull. CDLXX, n° 11107.)

Art. 1<sup>er</sup>. L'offre faite par le sieur *Urbain Sartoris*, de Paris, de fournir



cent cinquante mille francs pour concourir à la construction du pont de Pinsaguel dans le département de la Haute-Garonne et sur la route royale n° 23, de Paris en Espagne, par Toulouse, est acceptée.

2. Toutes les clauses et conditions stipulées, soit à la charge de l'état, soit à la charge du soumissionnaire, dans l'acte qu'il a souscrit le 24 avril 1821, recevront leur pleine et entière exécution. Ledit acte, ainsi que le tarif des droits de péage à percevoir sur le pont de Pinsaguel pour rembourser le sieur *Urbain Sartoris* de la somme prêtée, et lui assurer l'indemnité de cette avance, demeureront annexés à la présente loi.

(*Suit l'acte de soumission et le tarif des droits à percevoir sur le pont de Pinsaguel.*)

---

N° 452. = 5—11 août 1821. = **LOI concernant le canal Saint - Martin.** (VII, Bull. CDLXX, n° 11108.)

Art. 1<sup>er</sup>. La ville de Paris est autorisée, conformément à la délibération du conseil municipal du 7 juin 1821, à créer quatre cent mille francs de rentes et à les négocier avec publicité et concurrence, dans la proportion des besoins, pour acquitter,—1° La valeur des propriétés à acquérir sur la ligne du canal Saint - Martin; — 2° Le prix des travaux nécessaires à l'ouverture et à la confection de ce canal.

2. Chaque année, il sera porté au budget de la ville de Paris, et prélevé sur les revenus, outre les arrérages des rentes, un fonds annuel d'amortissement de deux cent mille francs au moins, pour être affecté au remboursement tant desdits quatre cent mille francs de rentes que de celles précédemment créées en vertu de l'ordonnance royale du 13 septembre 1815. Ce fonds d'amortissement s'accroîtra des arrérages des rentes rachetées.

3. Le traité à conclure pour l'exécution des travaux du canal Saint-Martin sera fait sous l'approbation du gouvernement, avec publicité et concurrence, et pourra contenir la concession dudit canal pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans au plus.

4. Le tarif des droits de navigation et de stationnement établis par la loi du 20 mai 1818 sur le canal de Saint-Denis sera applicable au canal Saint-Martin.

5. Il ne sera perçu qu'un droit fixe d'un franc pour l'enregistrement, soit du traité et de ses annexes, soit des actes de cautionnement relatifs à la construction du canal Saint-Martin.

---

N° 453. = 8—21 août 1821. = **ORDONNANCE du roi concernant le mode de mesurage des bâtimens à vapeur pour la perception des droits** (1). (VII, Bull. CDLXXI, n° 11114.)

Louis, . . . .—Vu la loi du 12 nivose an 2 (1<sup>er</sup> janvier 1794), qui a réglé le mode d'après lequel les bâtimens de mer doivent être jautés pour l'application des droits de toute nature; — Considérant que les calculs qui ont servi à déterminer ce mode se rapportent tous à des bâtimens à voiles, et qu'il n'a pu être rien statué à l'égard des bateaux à vapeur, qui n'étaient point encore en usage;—Considérant que, pour la manœuvre de ces derniers, il est nécessaire de réserver dans l'intérieur du bâtiment, outre l'espace nécessaire à l'équipage et à ses vivres, un emplacement considérable pour la machine à feu et le combustible qu'elle consomme, et que cet emplacement

---

(1) Voyez le décret du 12 nivose an 2 (1<sup>er</sup> janvier 1794), qui détermine le mode de calculer le tonnage des bâtimens de commerce; et l'ordonnance du 11—19 décembre 1822, qui détermine le mode de mesurage des bateaux à vapeur.

étant perdu pour l'arrimage des marchandises, il ne peut entrer dans le tonnage susceptible de fret, de bénéfice, et par conséquent d'impôt;—Voulant favoriser l'essor d'une invention qui promet des moyens de transport plus rapides et plus profitables au commerce et aux consommateurs,—Nous avons résolu de régler spécialement le jaugeage des bâtimens à vapeur, dont le système était inconnu à l'époque où la loi du 12 nivose a été rendue, de manière que les dispositions de cette loi reçoivent une juste et égale application;—A ces causes,—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;—Notre conseil d'état entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le tonnage des bâtimens à vapeur sera calculé de la manière suivante : — 1<sup>o</sup> La longueur sera prise de tête en tête, conformément à la loi du 1<sup>er</sup> janvier 1794. — 2<sup>o</sup> On en retranchera la longueur de l'espace occupé par la machine à feu et par son approvisionnement en combustible. — 3<sup>o</sup> On mesurera la largeur du navire de dehors en dehors sur le pont, à chacune des deux extrémités de l'espace occupé par la machine à feu, en ne tenant aucun compte des galeries et roues extérieures destinées à mettre le navire en mouvement : on ajoutera ces deux largeurs, et on prendra la moitié de leur somme. — 4<sup>o</sup> Le produit de cette largeur moyenne par la longueur réduite sera multiplié par le creux mesuré à la pompe de secours du navire. — 5<sup>o</sup> Le produit total sera divisé par quatre-vingt-quatorze, et le quotient donnera le tonnage égal du bâtiment.

2. Dans le cas où des marchandises quelconques seraient abusivement placées dans une partie de l'espace destiné, soit à la machine à vapeur, soit au combustible, les droits de navigation seront payés sur le tonnage qui sera alors déterminé par la formule de la loi du 1<sup>er</sup> janvier 1794.

---

N<sup>o</sup> 454. = 8—21 août 1821. = **ORDONNANCE** du roi contenant des modifications aux règles actuelles de l'administration des villes et communes du royaume (1). (VII, Bull. CDLXXI, n<sup>o</sup> 11115.)

Louis, ... — Nous avons voulu, dans le projet de loi relatif à l'organisation municipale, présenté à la chambre des députés dans la dernière session, donner plus de latitude et de liberté à l'action des administrations locales. Ce projet n'ayant pu être discuté et devant être de nouveau présenté dans une autre session, nous avons jugé utile de faire jouir dès ce moment les villes et communes de notre royaume des avantages que nous nous promettons des modifications aux règles actuelles de l'administration qui peuvent être ordonnées sans le concours de l'autorité législative. — A ces causes; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les délibérations des conseils municipaux seront exécutées sur la seule approbation des préfets, toutes les fois qu'elles seront relatives à l'administration des biens de toute nature appartenant à la commune, à des constructions, réparations, travaux et autres objets d'intérêt communal, et que les dépenses pour ces objets devront être faites au moyen des revenus propres à la commune, ou au moyen des impositions affectées par la loi aux

---

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 14 décembre 1789, le résumé de la législation sur la constitution des municipalités; la loi d'organisation municipale du 21—23 mars 1831, et enfin la loi sur l'administration municipale du 18—22 juillet 1837, qui forment le dernier état des choses.



dépenses ordinaires des communes. — Les préfets rendront compte à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur des délibérations qu'ils auront approuvées.

2. Toutefois, les budgets des villes ayant plus de cent mille francs de revenus continueront à être soumis à notre approbation (1). — Les acquisitions, aliénations, échanges et baux emphytéotiques, continueront également à être faits conformément aux règles actuellement établies (2).

3. Lorsque les préfets, après avoir pris l'avis écrit et motivé du conseil de préfecture, jugeront que la délibération n'est pas relative à des objets d'intérêt communal, ou s'étend hors de cet intérêt, ils en référeront à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur (3).

4. Les réparations, reconstructions et constructions de bâtimens appartenant aux communes, hôpitaux et fabriques, soit qu'il ait été pourvu à la dépense sur les revenus ordinaires de ces communes ou établissemens, soit qu'il y ait été pourvu au moyen de nouveaux droits, d'emprunts, de contributions extraordinaires, d'aliénations, ou par toute autre voie que nous aurions autorisée, pourront désormais être adjudgées et exécutées sur la simple approbation du préfet. — Cependant, lorsque la dépense des travaux de construction ou reconstruction à entreprendre s'élèvera au dessus de vingt mille francs, les plans et devis devront être soumis à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

5. Les dispositions des décrets et ordonnances sur l'administration des communes; des hôpitaux et fabriques, auxquelles il n'est point dérogé par les articles ci-dessus, et notamment les dispositions des décrets du 1<sup>er</sup> novembre 1805 (10 brumaire an 14), du 17 juillet 1808, et de notre ordonnance du 28 janvier 1815, continueront de recevoir leur exécution.

6. La présente ordonnance n'est point applicable à notre bonne ville de Paris, à l'égard de laquelle il sera particulièrement statué.

N<sup>o</sup> 455. = 8—21 août 1821. = **ORDONNANCE** du roi contenant des dispositions relatives à l'exécution des travaux d'entretien des routes départementales (4). (VII, Bull. CDLXXI, n<sup>o</sup> 11116.)

Louis, . . . . — Voulant simplifier les règles prescrites pour l'exécution des travaux relatifs à l'entretien des routes départementales; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1<sup>er</sup>. Les travaux d'entretien des routes départementales, dans les limites des sommes portées aux budgets votés par les conseils généraux et approuvés par notre ministre de l'intérieur, seront exécutés sur la seule approbation donnée par les préfets aux devis arrêtés par les ingénieurs en chef.

(1) Voyez, sur le règlement des budgets des communes, l'arrêté du 4 thermidor an 10 (23 juillet 1802), art. 24 et suiv.; et les ordonnances des 16—28 juin 1814 et 16—28 mars 1816.

Et, sur la comptabilité des communes, en général, voyez la loi du 11 frimaire an 7 (1<sup>er</sup> décembre 1798), tit. III, et les notes; et l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars—1<sup>er</sup> avril 1835.

(2) Voyez, sur la vente des biens communaux, l'arrêté du 2 prairial an 5 (21 mai 1797), et celui du 13 nivôse an 10 (3 janvier 1802, et les notes; et, sur les formalités des baux de ces biens, l'arrêté du 7 germinal an 9 (28 mars 1801), et les notes.

(3) Dans ce cas, l'art. 28 de la loi précitée du 21—23 mars 1831 déclare la délibération nulle de plein droit, et charge le préfet de prononcer cette nullité, sauf l'appel au conseil d'état par le conseil municipal.

(4) Voyez le décret du 16 décembre 1811, concernant la construction, l'entretien et la réparation des routes; et l'ordonnance du 22 mai—15 juin 1822, qui détermine le mode d'adjudication des réparations, constructions et reconstructions à la charge des départemens.

2. Les travaux d'art, dont la dépense n'excédera pas cinq mille francs seront également exécutés sur la seule approbation des préfets, toutes les fois qu'ils n'exigeront ni acquisition de terrains, ni changement dans la direction ou les alignemens des routes, sauf toutefois les cas où les préfets jugeraient utile de consulter le conseil des ponts et chaussées. — Les préfets rendront compte à notre ministre de l'intérieur des approbations qu'ils auront données par suite des dispositions du présent article.

3. Les adjudications des travaux continueront d'avoir lieu suivant la forme prescrite par l'arrêté du 10 mars 1803 (19 ventose an 11), et seront exécutées dès qu'elles auront été revêtues de l'approbation des préfets, qui en rendront compte à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur : néanmoins, en cas de réclamation, il sera sursis à l'exécution jusqu'à la décision de notre dit ministre secrétaire d'état.

4. Les arbres plantés sur les routes départementales et sur les terres riveraines desdites routes pourront être abattus, dans les cas prévus par l'article 99 du décret du 16 décembre 1811, sur la seule autorisation du préfet (1).

---

N° 456. = 8—21 août 1821. = **ORDONNANCE** du roi concernant la répartition du produit du centime du fonds de non-valeurs mis à la disposition du ministre des finances pour l'année 1821. (VII, Bull. CDLXXI, n° 11117.)

---

N° 457. = 8 août—12 septembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique de MM. les coadjuteurs de Tours et de Besançon. (VII, Bull. CDLXXIV, n° 11168.)

---

N° 458. = 8 août 1821—7 septembre 1831. = **ORDONNANCE** du roi sur la formation et les attributions du jury d'examen à l'école d'artillerie et du génie à Metz. (IX, ordonn., Bull. CI, n° 2835.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le jury d'examen pour la sortie des élèves de l'école royale d'artillerie et du génie sera composé : — D'un lieutenant-général, président le jury, lequel sera pris alternativement dans l'un et l'autre corps, et sera chargé en même temps de l'inspection générale de l'école; — D'un maréchal-de-camp d'artillerie; — D'un maréchal-de-camp du génie; — D'un officier supérieur d'artillerie, examinateur; — D'un officier supérieur du génie, examinateur; — D'un examinateur civil pour les sciences physiques et mathématiques appliquées.

2. Les officiers généraux, supérieurs ou autres, attachés à l'école, ne pourront faire partie de ce jury.

3. L'examineur civil sera nommé par nous, sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état de la guerre. — Les examinateurs militaires seront nommés par notre ministre secrétaire d'état de la guerre et révocables à sa volonté, et devront se rendre à Metz un mois avant l'ouverture de l'examen, afin de se préparer à interroger les élèves sur les cours et les parties d'instruction qui leur seront désignées par le ministre, ce qui concerne les sciences physiques et mathématiques restant exclusivement dans les attributions de l'examineur civil.

4. Le jury d'examen s'assemblera chaque année, à Metz, pendant la première quinzaine de décembre, pour procéder à l'examen des élèves de l'é-

---

(1) Voyez l'ordonnance du 12—18 mai 1825, et celle du 29 mai—9 juin 1830, relatives aux autorisations nécessaires pour l'abattage des arbres en déperissement sur le bord des grandes routes.



cole royale d'artillerie et du génie faisant partie de la première division de l'école. Les examens se feront successivement par les trois examinateurs désignés par l'article 1<sup>er</sup>, et en présence du jury.

5. Lorsque les examens seront terminés, le jury procédera au classement définitif des élèves, et il se fera représenter comme renseignement le registre des notes sur chacun des élèves, ainsi que les tableaux d'évaluation des travaux et de classement qui auront été dressés par le conseil d'instruction de l'école. Les élèves qui n'auraient pas achevé entièrement leurs travaux, et que le jury reconnaîtrait néanmoins posséder l'instruction suffisante pour être admis dans l'artillerie ou le génie, resteront à l'école jusqu'à l'époque à laquelle ils auront terminé leurs travaux arriérés. — Ceux dont l'instruction serait incomplète pour cause de maladie ou autres motifs excusables, pourront être autorisés, d'après l'avis du jury, à passer à l'école une troisième année. Quant à ceux qui, pour motif de négligence ou d'inconduite, ne seraient pas reconnus admissibles par le jury, il nous sera fait un rapport à leur égard par notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

6. Le jury constatera ses opérations par un procès-verbal, qui sera adressé, en double expédition, à notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

7. Les officiers généraux et supérieurs, membres du jury d'examen, recevront, pour se rendre à Metz, les frais de poste attribués à leurs grades. — Le lieutenant général inspecteur, membre du jury, recevra pour frais de séjour à Metz, pendant la durée de l'examen, une indemnité de huit cents francs; — Les maréchaux-de-camp, une indemnité de cinq cents francs; — Les officiers supérieurs examinateurs, qui doivent se rendre à Metz un mois avant l'examen, une indemnité de cinq cents francs. — L'examineur civil recevra un traitement fixe de quatre mille francs et les mêmes frais de poste que les examinateurs militaires.

---

N<sup>o</sup> 459. = 15—30 août 1821. = **ORDONNANCE du roi concernant les vacances de la cour des comptes en 1821** (1). (VII, Bull. CDLXXII, n<sup>o</sup> 11124.)

---

N<sup>o</sup> 460. = 15—30 août 1821. = **ORDONNANCE du roi qui règle le mode d'avancement des officiers employés aux colonies** (2). (VII, Bull. CDLXXII, n<sup>o</sup> 11125.)

Louis, . . . . — Sur la représentation qui nous a été faite, que l'application de l'article 262 de l'ordonnance du 2 août 1818 aux troupes employées aux colonies entraînait de graves inconvéniens pour le service, et nuisait à l'avancement des officiers qui font partie de ces troupes; — Voulant donner à ces officiers une marque particulière de notre bienveillance en les faisant jouir de tous les avantages auxquels les militaires peuvent prétendre, lorsqu'ils ont satisfait aux conditions que la loi exige, pour obtenir de l'avancement; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les emplois vacans jusqu'au grade de capitaine inclusivement, par mort, démission, ou promotion à des grades supérieurs, dans les troupes de terre employées aux colonies, sont tous réservés à l'avancement des officiers et sous-officiers servant dans ces troupes qui auront les quatre ans

---

(1) Voyez, sur le même objet, l'ordonnance du 3—12 juillet 1816. La présente, et les autres ordonnances qui ont accordé chaque année des vacances à la cour des comptes, portent des dispositions semblables.

(2) L'avancement dans l'armée de terre a été réglé en dernier lieu par la loi du 14—17 avril 1832.

de grade exigés par la loi du 10 mars 1818, nonobstant les dispositions de l'article 262 de l'ordonnance du 2 août même année, relatif aux officiers en non-activité. — Par compensation, les emplois qui ne seront pas occupés d'après ce mode, faute de sujets réunissant les qualités voulues par la loi, seront donnés aux officiers en non-activité.

2. Il continuera d'être pourvu, par l'envoi d'autres officiers tirés de l'armée de terre, au remplacement de ceux qui cesseront d'être à la solde de la marine par la remise qui en serait faite au département de la guerre; attendu que les vacances qui s'opèrent de cette manière ne peuvent jamais donner lieu à avancement.

3. Les chefs de bataillon dans les troupes des colonies étant chefs de corps, les emplois de ce grade qui viendront à vaquer seront conférés, comme ceux de colonel, à notre choix, soit à des officiers en activité ou en disponibilité réunissant les conditions voulues par l'ordonnance du 2 août 1818 pour être employés comme chefs de bataillon, soit à des capitaines des troupes des colonies ayant au moins quatre ans de grade, qui seront reconnus en état de commander un corps. — Nonobstant cette disposition particulière, les capitaines et chefs de bataillon employés aux colonies continueront à être classés à leur rang parmi les officiers de l'arme, de leur grade, afin de les faire participer, lorsqu'ils y auront droit par la durée de leurs services, à l'avancement que la loi du 10 mars réserve à l'ancienneté. — Dans le cas où les chefs de bataillon dans les troupes des colonies, par l'effet d'une nouvelle organisation, cesseraient d'être chefs de corps, les emplois de ce grade seraient conférés de la manière qu'il est prescrit par l'article 4 de l'ordonnance du 2 août 1818.

---

N<sup>o</sup> 461. = 22 août—12 septembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui règle le mode d'exécution des conventions passées entre les offices des postes françaises et bavareses. (VII, Bull. CDLXXIV, n<sup>o</sup> 11169.)

Louis, . . . — Vu la loi du 27 frimaire an 8 (18 décembre 1799), celle du 14 floréal an 10 (4 mai 1802), et l'article 20 du titre V de celle du 24 avril 1806, en ce qui concerne la taxe et les progressions de taxe et de poids des lettres de France; — Vu aussi les conventions conclues et signées à Paris, le 16 mai 1821, entre l'office général des postes françaises et l'office général des postes bavareses; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1822, le public de France sera libre d'affranchir ou de ne point affranchir jusqu'à destination ses lettres et paquets, tant pour tous les états du royaume de Bavière situés en-deçà et au-delà du Rhin, que pour tous les états du royaume de Saxe.

2. Cependant l'affranchissement sera obligatoire, pareillement jusqu'à destination, pour les lettres et paquets chargés ou recommandés. — Il sera aussi indispensable d'affranchir les gazettes et journaux, ainsi que les catalogues, les prospectus, les imprimés et les livres en feuilles ou brochés, jusqu'à destination, si les endroits de leur distribution se bornent aux états du royaume de Bavière, mais seulement jusqu'à l'extrême frontière de ce royaume, s'ils doivent passer dans le royaume de Saxe ou dans tout autre état d'Allemagne qui aurait déclaré ou déclarerait vouloir correspondre avec la France par l'intermédiaire de l'office des postes bavareses. — Dans aucun cas, les affranchissemens, soit volontaires des lettres et paquets non chargés, soit obligatoires d'autres lettres et paquets chargés ou recommandés, ainsi que de tous ouvrages de librairie, pour les états bavareses, ou pour l'étranger en transit par ces états, ne pourront être restreints aux prix de port dus sim-



plement, selon le tarif des postes de France, jusqu'à l'extrême frontière du royaume.

3. L'affranchissement volontaire des lettres et paquets de tous les départemens français pour toute l'étendue des états bavarois d'en-deça et d'au-delà du Rhin, et seulement des départemens du midi de la France et des départemens de la route de Lyon à Strasbourg, pour tous les états du royaume de Saxe, sera perçu, selon les prix réglés par les lois françaises concernant les taxes des correspondances de France, pour toute lettre d'un poids au dessous de six grammes, jusqu'au point frontière de sortie du royaume; et depuis ce point frontière jusqu'à destination, si les envois sont distribuables dans les états du royaume de Bavière ou dans ceux du royaume de Saxe; et s'ils sont destinés pour tous autres états d'Allemagne qui voudraient les recevoir par la voie des postes de Bavière, jusqu'au point de l'extrême frontière de ce royaume qui serait limitrophe de la frontière de ces états, selon les taxes actuelles du tarif bavarois converties en décimes, et selon les progressions de ce tarif, qui croissent de sept grammes et demi en sept grammes et demi exclusivement; — Et proportionnellement au poids, selon les progressions de taxes réglées par les tarifs des deux offices de France et de Bavière, lorsque les lettres et paquets surpasseront le poids déterminé pour une lettre simple.

4. L'affranchissement volontaire des échantillons de marchandises, pourvu que les paquets soient présentés sous bandes ou d'une manière indicative de leur contenu, ne sera perçu qu'au tiers de la taxe des deux tarifs: cependant le prix n'en devra jamais être au dessous de la taxe fixée par chacun d'eux pour une lettre simple.

5. L'affranchissement obligatoire des lettres et paquets chargés ou recommandés sera perçu d'avance au double des taxes fixées par le tarif des postes françaises et par le tarif des postes bavaroises pour les affranchissemens ordinaires dont il est question dans l'article 3 ci-dessus, soit jusqu'à destination, si les chargemens sont adressés dans les états du royaume de Bavière ou dans ceux du royaume de Saxe, soit jusqu'à l'extrême frontière bavaroise, s'ils sont destinés pour tout autre état d'Allemagne qui aurait notifié son désir de les recevoir par la voie des postes de Bavière.

6. L'affranchissement, aussi obligatoire, des gazettes et journaux, ainsi que des catalogues, des prospectus, des imprimés et des livres en feuilles ou brochés, sera pareillement perçu d'avance, savoir: — Pour les gazettes et journaux, à raison de huit centimes, et pour tous autres ouvrages de librairie, à raison de dix centimes, le tout par feuille d'impression; — Et par chaque demi-feuille ou par quart de feuille, à proportion de l'un ou de l'autre de ces deux prix, selon la nature des ouvrages, quel que soit l'endroit de leur destination.

7. Les lettres et paquets, les échantillons de marchandises, les gazettes ou journaux, et tous autres ouvrages de librairie en feuilles ou brochés, affranchis, les uns volontairement, et les autres obligatoirement, dans tous les états du royaume de Bavière et dans tous ceux du royaume de Saxe, pour toute l'étendue du royaume de France jusqu'à destination, seront distribués à leurs adresses, sans qu'il puisse être exigé aucun autre prix de port.

8. Les correspondances non affranchies des villes et endroits compris dans le premier rayon des postes bavaroises sous le timbre C. B. R. 1, et qui entreront en France par les bureaux frontières, soit de Forbach, soit de Weissembourg, soit de Strasbourg, pour ces bureaux mêmes, seront taxées à raison de quatre décimes par lettre simple ou d'un poids au dessous de six grammes, et les lettres ou paquets d'un poids de six grammes et au dessus seront taxés,

proportionnellement à ce prix, selon leur poids, d'après les progressions du tarif des postes de France.

9. Les correspondances des villes et endroits circonscrits dans le second rayon des postes bavaoises, sous le timbre *C. B. R. 2*, et celles qui viendraient de quelques états d'Allemagne frappées du timbre *T. B.* avec celui de quelqu'un des bureaux de ce rayon, qui seront entrées par l'un ou par l'autre des bureaux frontières de France susnommés, pour ces mêmes bureaux, seront taxées à raison de *cinq décimes* par lettre simple ou d'un poids au dessous de six grammes; et les lettres et paquets d'un poids de six grammes et au dessus, proportionnellement à ce prix, selon leur poids et d'après les progressions du tarif des postes françaises.

10. Les correspondances des villes et endroits du troisième rayon des postes de Bavière, sous le timbre *C. B. R. 3*, ainsi que celles du royaume de Saxe timbrées *R. S. T. B.*, et celles de tous autres états d'Allemagne, sous le simple timbre *T. B.*, qui seront entrées par l'un ou par l'autre des trois bureaux frontières de France ci-devant désignés, pour ces bureaux mêmes, seront taxées à raison de *sept décimes* par lettre simple ou d'un poids au dessous de six grammes; et les lettres ou paquets d'un poids de six grammes et au dessus seront taxés, proportionnellement à ce prix, d'après leur poids, selon les progressions du tarif des postes du royaume.

11. Les correspondances des villes et endroits du quatrième rayon des postes bavaoises, sous le timbre *C. B. R. 4*, qui entreront en France, soit par Forbach, soit par Wissembourg, soit par Strasbourg, pour ces villes mêmes, seront taxées à raison de *neuf décimes* par lettre simple ou d'un poids au dessous de six grammes; et les lettres ou paquets d'un poids de six grammes et au dessus seront taxés proportionnellement à ce prix, d'après leur poids, selon les progressions du tarif des postes françaises.

12. Les correspondances du cinquième rayon bavaois timbrées *C. B. R. 5*, qui entreront en France par les trois bureaux susnommés, pour leur ville même, seront taxées à raison de *dix décimes* par lettre simple ou d'un poids au dessous de six grammes; et les lettres et paquets d'un poids de six grammes et au dessus, proportionnellement à ce prix, selon leur poids et les progressions du tarif des postes françaises.

13. Les lettres et paquets des cinq rayons de l'office de Bavière, ainsi que les lettres et paquets du royaume de Saxe ou de tous autres états d'Allemagne en transit par le territoire bavaois, qui seront réexpédiés, soit de Forbach, soit de Wissembourg, soit de Strasbourg, pour toutes autres destinations en France, seront taxés, d'après leur timbre, de celui des prix fixés ci-dessus, et qui leur sera particulier pour le bureau par lequel ils seront entrés; plus, du prix de port dû, selon le tarif français, depuis ce bureau jusqu'à l'endroit de leur distribution dans le royaume.

14. Les échantillons des marchandises venant, soit des états du royaume de Bavière, soit des états du royaume de Saxe, ou de tous autres états d'Allemagne, par la voie des postes bavaoises, pourvu que les paquets soient mis sous bandes ou d'une manière indicative de leur contenu, ne seront taxés, selon leur timbre, qu'au tiers des prix ci-dessus réglés pour les lettres et paquets: cependant le prix de port n'en sera jamais inférieur à celui d'une lettre simple.

15. Les gazettes et journaux, ainsi que les catalogues, les prospectus, les imprimés et les livres en feuilles ou brochés qui viendront de l'étranger, non affranchis et sous bandes, en transit par la voie des postes bavaoises, seront taxés pour toute la France, savoir: les deux premières espèces de ces ouvrages, à raison de *huit centimes*, et toutes les autres espèces, à raison de



*dix centimes*, par feuille d'impression; — Et à proportion de l'un ou de l'autre de ces deux prix, par demi-feuille ou par quart de feuille.

N° 462. = 22 août—12 septembre 1821. = **ORDONNANCE du roi relative au remboursement des cautionnemens des commissaires priseurs et des huissiers** (1). (VII, Bull. CDLXXIV, n° 11170.)

Louis,... — Sur le compte qui nous a été rendu que, dans plusieurs circonstances, les commissaires priseurs et les huissiers étaient hors d'état de faire, après un long exercice, les justifications nécessaires pour obtenir le certificat de *quitus* exigé par le décret du 24 mars 1809, à l'effet de recevoir le remboursement de leurs cautionnemens; — Vu la loi du 25 nivose an 13, les décrets des 18 septembre 1806 et 24 mars 1809, notre ordonnance du 9 janvier 1818; — Voulant concilier les droits acquis aux tiers intéressés sur les cautionnemens des officiers ministériels, et ceux de ces mêmes officiers à en être remboursés, lorsqu'après une publicité suffisante de la cessation de leurs fonctions, il ne survient aucune opposition; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Lorsque des commissaires priseurs ou huissiers auront cessé leurs fonctions, et que les titulaires, leurs héritiers ou ayans-cause, seront dans l'impossibilité de représenter toutes les pièces comptables nécessaires pour obtenir le certificat de *quitus* exigé par le décret du 24 mars 1809, les chambres de discipline dont les titulaires dépendaient, ou le procureur du roi du ressort, dans les cas prévus par notre ordonnance du 9 janvier 1818, constateront cette impossibilité et en déduiront les motifs, les chambres de discipline, par une délibération, et le procureur du roi, dans un avis donné sur la demande des titulaires, de leurs ayans-cause ou de leurs créanciers.

2. Dans le cas prévu en l'article ci-dessus, la déclaration de cessation de fonctions devra, outre l'affiche prescrite par l'article 5 de la loi du 25 nivose an 13, être insérée, à la poursuite du titulaire ou de ses ayans-droit, pendant chacun des trois mois que durera ladite affiche, dans un des journaux imprimés au chef-lieu de l'arrondissement du tribunal, ou, à défaut, au chef-lieu du département.

3. Le certificat des chambres de discipline ou des procureurs du roi, attestant l'accomplissement des formalités réglées par les articles précédens, tiendra lieu du certificat de *quitus* exigé par le décret du 24 mars 1809.

4. A l'avenir, les commissaires priseurs et les huissiers seront admis à faire régler, chaque année, par leurs chambres de discipline, et, à défaut de chambre de discipline, par le procureur du roi du ressort, le compte de leur gestion antérieure. — Ce règlement de compte, qui ne pourra porter aucun préjudice aux droits des tiers intéressés, aura pour effet de décharger les titulaires de l'obligation de représenter, lors de la cessation de leurs fonctions, et pour tout le temps compris audit règlement, le certificat de *quitus* prescrit par le décret du 24 mars 1809.

N° 463. = 22 août—12 septembre 1821. = **ORDONNANCE du roi portant fixation de la limite entre les communes d'Etables et de Binic (Côtes-du-Nord)**,

(1) Voyez la loi du 27 ventose an 9 (18 mars 1801), portant établissement des commissaires priseurs à Paris; et le décret du 14 juin 1813, sur l'organisation des huissiers, et les notes.

Voyez aussi la loi du 25 nivose—5 pluviôse an 13 (15—25 janvier 1805), art. 5, concernant le remboursement des cautionnemens des officiers ministériels, et les notes.

*et établissement d'un nouveau canton dont Etables sera le chef-lieu.*  
(VII, Bull. CDLXXIV, n° 11171.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le port de Binic est distraite de la commune d'Etables, département des Côtes-du-Nord, et formera, avec les villages qui composent la succursale dont il dépend, une commune particulière.

2. La limite entre Etables et Binic est fixée ainsi qu'il suit : partant du pont de la Motte, elle se dirigera par le chemin charretier, à l'est ; par la Croix-des-Merles, au nord ; puis à l'est, par le village de la Ville-Jacob ; au midi des maisons dites *le Champ-Serel* ; de là, au nord des villages de la Ville-Gilbert et de la Ville-Even : allant jusqu'au chemin qui conduit des Fontaines-Gicquel à la chapelle Saint-Roch, tournant ensuite à droite par le village des Fontaines-Gicquel, elle se dirigera vers l'est, par le quartier des Prés-Lalan, jusqu'au grand chemin de Binic à Etables ; ensuite, par ledit chemin, jusque vis-à-vis du village de la Ville-Gautier ; enfin, tournant à l'est, jusqu'à la grève, par la vallée située au nord du corps-de-garde de Beaumont.

3. La commune d'Etables et la commune de Binic sont distraites du canton de Lanvallon ; celles de Saint-Guay, de Plourhan, de Treveneuc, sont distraites du canton de Plouha ; la commune de Lantie est distraite du canton de Châtelaudren ; les unes et les autres formeront un nouveau canton, dont Etables sera le chef-lieu.

4. Le canton d'Etables ressortira au tribunal de commerce de Saint-Brieuc.

N° 464. = 22 août—12 septembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui établit une bourse de commerce à Marennes, département de la Charente-Inférieure (1). (VII, Bull. CDLXXIV, n° 11172.)

Louis, . . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura une bourse de commerce dans la ville de Marennes, département de la Charente-Inférieure.

2. Le préfet du département fera les dispositions nécessaires pour que la salle attenante à celle du tribunal civil soit affectée à la tenue de la bourse, sans nuire à ce dernier service.

3. Les jours et heures de bourse seront déterminés par l'autorité municipale, qui est chargée de sa police.

4. Les courtiers de marchandises conducteurs de navires interprètes déjà institués à Marennes continueront à y exercer leurs fonctions.

N° 465. = 22 août—12 septembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement d'un droit de péage pour concourir à la construction d'un nouveau pont sur la rivière d'Aulne, dans la ville de Châteaulin, département du Finistère. (VII, Bull. CDLXXIV, n° 11173.)

N° 466. = 22 août—12 septembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi concernant

(1) Voyez, sur l'établissement des bourses de commerce, la loi du 28 ventose an 9 (19 mars 1801), et les notes.



*la reconstruction du pont Givard sur la rivière de Suippe, route de Reims à Neufchâtel-sur-Aisne, et l'établissement d'un péage sur ce pont. (VII, Bull. CDLXXIV, n° 11174.)*

N° 467. = 22 août—24 octobre 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie formée à Nancy, pour les départemens de la Meurthe, de la Moselle, des Vosges et de la Meuse. (VII, Bull. CDLXXXII, n° 11445.)

Art. 1<sup>er</sup>. La société d'assurances mutuelles contre l'incendie formée à Nancy, par acte passé les 17, 18, 19 et 20 janvier 1821, pardevant Michel et Voirin, notaires de ladite ville, est autorisée pour les départemens de la Meurthe, de la Moselle, des Vosges et de la Meuse; ses statuts sont approuvés tels qu'ils résultent de l'acte ci-dessus et des amendemens contenus dans un acte rectificatif passé pardevant les mêmes notaires le 31 juillet 1821, lesquels actes demeurent annexés à la présente ordonnance.

2. Notre autorisation étant accordée à ladite société, à la charge de se conformer aux lois et à ses statuts approuvés, nous nous réservons de la révoquer en cas de violation ou de non-exécution, sauf les actions des tiers à exercer devant les tribunaux, à raison des infractions commises à leur préjudice.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur nommera auprès de ladite compagnie un commissaire chargé de prendre connaissance de l'observation des statuts, et d'en rendre compte au préfet de la Meurthe, en ce qui concerne les assemblées et l'administration; et à chaque préfet des départemens de la circonscription de la société, en ce qui concernerait leur territoire respectivement. Le commissaire pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtraient contraires aux lois et aux statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique; et ce, jusqu'à décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

4. Devront les sociétaires se conformer, en ce qui les concerne, aux lois et réglemens de police sur le fait des incendies.

5. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation aux préfets des départemens de la circonscription, aux greffes des tribunaux de commerce, et à la chambre de commerce de Metz.

*(Suivent les statuts de la société.)*

N° 468. = 27 août—29 septembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation d'une société anonyme pour la création d'une caisse d'épargnes et de prévoyance dans la ville de Brest (1). (VII, Bull. CDLXXVII, n° 11263.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu l'acte passé, le 19 mars 1821, pardevant Chopin et son collègue, notaires royaux à Brest, contenant les statuts d'une société anonyme pour la création d'une caisse d'épargnes et de prévoyance dans la ville de Brest; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce, l'avis du préfet du département du Finistère, sous la date du 6 avril 1821; —

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'ordonnance du 29 juillet—3 septembre 1818, portant création de la caisse d'épargnes de Paris, le résumé de la législation concernant ces établissemens, en général.

Notre conseil d'état entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'établissement à Brest, département du Finistère, d'une caisse d'épargnes et de prévoyance, ensemble la société anonyme formée pour sa dotation et son administration, sont et demeurent autorisées, conformément aux statuts dressés et déposés, le 19 mars 1821, chez *Chopin*, notaire royal à Brest, sauf à y rectifier les articles 5, 6 et 17, ainsi qu'il suit : — « Art. 5. La caisse sera administrée gratuitement par quinze administrateurs, dont les fonctions dureront cinq ans, et qui seront renouvelés par cinquième chaque année. — Les administrateurs sortant seront indiqués par le sort pendant les premières années, et ensuite par l'ancienneté; ils seront indéfiniment rééligibles. » — « Art. 6. Les comparans éliront entre eux les quinze administrateurs de la caisse : par la suite, et pour le renouvellement annuel des trois administrateurs sortans, ceux qui devront les remplacer seront élus par les douze administrateurs restans. — Le même mode d'élection sera suivi pour le remplacement des administrateurs décédés ou démissionnaires; leurs successeurs seront nommés par les administrateurs restans. » — « Art. 17. Les revenus bruts de la caisse seront employés annuellement, — 1° A solder les frais de bureau et de gestion; — 2° A distribuer aux déposans l'intérêt de leurs fonds, ainsi qu'il aura été réglé en vertu de l'article 8; — 3° A rembourser aux comparans, dans un ordre que le sort déterminera et sans intérêts, les sommes par eux avancées jusqu'à concurrence du total des *trois mille sept cents francs*; — 4° Enfin, à accroître (lorsque le remboursement ci-dessus aura été complété) les dividendes annuels de tous les déposans, au centime le franc des sommes capitales portées à leur crédit. » — Lesdits statuts ainsi rectifiés seront annexés à la présente ordonnance, publiés et affichés avec elle.

2. Nous nous réservons de révoquer notre présente autorisation, en cas de non-exécution ou de violation des statuts par nous approuvés; le tout sauf le droit des tiers, et sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient prononcés par les tribunaux contre les auteurs de contraventions.

(Statuts, VII, Bull. DXXIII, n° 12636.)

---

N° 469. = 5—29 septembre 1821. = **ORDONNANCE du roi relative à l'emploi des fonds provenant des coupes extraordinaires des bois des communes, des hôpitaux et des établissemens publics, dont l'adjudication n'excèdera pas la somme de mille francs** (1). (VII, Bull. CDLXXVII, n° 11264.)

Louis, . . . — Voulant rendre plus facile pour les communes et établissemens publics l'emploi des fonds provenant des coupes extraordinaires des bois qui leur appartiennent, et modifier, à cet effet, les règles établies par notre ordonnance du 7 mars 1817; — Sur l'avis de notre ministre secrétaire d'état au département des finances, et le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les fonds provenant de coupes extraordinaires de bois des communes, des hôpitaux et des établissemens publics, dont l'adjudication n'excèdera pas la somme de mille francs, ne seront plus versés à la caisse des dépôts et consignations. — Les receveurs généraux des finances en feront le re-

---

(1) Voyez l'ordonnance du 31 mars—28 avril 1825, relative au recouvrement du quart du produit des coupes extraordinaires des bois des communes et établissemens publics, dont l'adjudication excède cinq mille francs.



couvrement à titre de placement en compte courant au trésor royal, pour être tenus, avec les intérêts qui en proviendront, à la disposition des établissemens propriétaires, sur la simple autorisation des préfets.

2. Les receveurs généraux des finances recevront, sous les mêmes conditions et aux mêmes titres, — 1<sup>o</sup> La somme de mille francs sur les coupes extraordinaires dont la vente n'excèdera pas cinq mille francs; — 2<sup>o</sup> Le cinquième du produit des coupes dont l'adjudication excèdera cinq mille francs : le surplus continuera d'être versé à la caisse des dépôts et consignations.

N<sup>o</sup> 470. = 12—29 septembre 1821. = *ORDONNANCE du roi qui fixe les droits de péage à percevoir sur le canal du duc d'Angoulême.* (VII, Bull. CDLXXVII, n<sup>o</sup> 11266.)

Art. 1<sup>er</sup>. Les droits de péage à percevoir sur le canal du duc d'Angoulême seront : — Par kilolitre d'orge, seigle, blé de Turquie, de dix-sept centimes et demi; — Par kilolitre d'avoine et autres menus grains, de douze centimes et demi; — Par kilolitre de cidre, bière et poiré, de vingt centimes; — Par mètre cube de fagots, de un demi-centime.

2. Les droits de péage ci-dessus fixés, et tous ceux portés au tarif annexé à la loi du 5 août, sont réduits à moitié pour toute la navigation à suivre depuis Amiens jusqu'à Saint-Valery, et depuis Saint-Valery jusqu'à Amiens.

3. Les bateaux de deux tonneaux et au dessous sont affranchis de tout péage, sauf le droit dû au passage des écluses, si ces bateaux les traversent.

N<sup>o</sup> 471. = 19—23 septembre 1821. = *ORDONNANCE du roi qui proroge pour une année la section temporaire créée au tribunal de première instance de L'Argentière par l'ordonnance du 20—30 septembre 1820.* (VII, Bull. CDLXXVI, n<sup>o</sup> 11240.)

N<sup>o</sup> 472. = 19 septembre—17 octobre 1821. = *ORDONNANCE du roi qui appelle à l'activité les jeunes soldats de la classe de 1819 propres au service de la cavalerie ou à celui des compagnies d'élite d'infanterie, et prescrit leur répartition entre les régimens, conformément à l'état y annexé.* (VII, Bull. CDLXXXI, n<sup>o</sup> 11418.)

N<sup>o</sup> 473. = 19 septembre—9 décembre 1821. = *ORDONNANCE du roi concernant la marque des ouvrages d'horlogerie* (1). (VII, Bull. CDXCIII, n<sup>o</sup> 11705.)

Art. 1<sup>er</sup>. Les boîtes de montres d'or et d'argent neuves, et autres ouvrages neufs contenant ou destinés à contenir des mouvemens de montres, marqués des poinçons en usage antérieurement à notre ordonnance du 5 mai 1819, et non revêtus des poinçons de recense et de contre-marque prescrits par ladite ordonnance, seront considérés et traités comme ouvrages finis et non marqués, même dans le cas où ils seraient présentés au bureau de garantie (2). — La présente disposition n'aura d'effet que dans un mois à compter

(1) Voyez, sur la garantie et la marque des ouvrages d'or et d'argent, la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes étendues qui l'accompagnent; et spécialement l'arrêté du ministre des finances du 6—14 mars 1822, rendu pour l'exécution de la présente ordonnance.

(2) Voyez l'art. 74 de la loi précitée du 19 brumaire an 6, et les notes.

Lorsque des montres sont saisies chez un horloger pour défaut de la marque exigée par la loi, il faut distinguer entre les boîtes et les mouvemens : les mouvemens ne doivent pas être compris dans la saisie. Cass., 21 février 1822, Sir., XXII, 1, 289; Bull. crim., XXVII, 89.

de la date de la publication de la présente ordonnance : en conséquence, pendant cet intervalle, les boîtes de montres d'or et d'argent neuves, et autres ouvrages désignés ci-dessus, marqués d'anciens poinçons et non recensés, pourront être présentés dans les bureaux pour y être essayés et marqués, s'il y a lieu, en payant les droits. — Les boîtes de montres d'or et d'argent et autres ouvrages désignés ci-dessus, dits *de hasard*, et appartenant à des particuliers, et qui rentreront dans le commerce après les délais ci-dessus, ou qui seront donnés au raccommodage, continueront d'être traités comme il est prescrit par les articles 14, 16 et 17 de la déclaration du roi du 26 janvier 1749, lesquels seront réimprimés à la suite de la présente ordonnance.

2. Il sera fabriqué un poinçon spécial pour les boîtes de montres et autres ouvrages d'horlogerie en or, et un différent pour les boîtes de montres et autres ouvrages d'horlogerie en argent. Ces poinçons porteront l'empreinte dont le dessin est annexé à la minute de la présente ordonnance. L'époque à laquelle il en sera fait usage, ainsi que le délai pour la recense gratuite des montres et ouvrages d'horlogerie qui sont marqués des poinçons servant actuellement à la garantie des ouvrages d'or et d'argent de tout genre et des poinçons de la dernière recense, seront déterminés par un arrêté de notre ministre secrétaire d'état des finances. — Les poinçons spéciaux ci-dessus serviront pour la recense gratuite des boîtes de montres et autres ouvrages d'horlogerie.

#### ARCHIVES DU ROYAUME.

##### SECTION JUDICIAIRE.

*Extrait des minutes de la cour des aides de Paris, d'une déclaration du roi, en date, à Versailles, du 26 janvier 1749, enregistrée à la cour des aides de Paris le 11 février même année ; ladite déclaration en interprétation des réglemens faits sur la perception des droits de marque et de contrôle sur les ouvrages d'or et d'argent qui se fabriquent et se débitent dans le royaume.*

Art. 14. Enjoignons à tous orfèvres, joailliers, fourbisseurs, merciers, graveurs et autres, travaillant et trafiquant des ouvrages d'or et d'argent, de tenir des registres cotés et paraphés par l'un des officiers de l'élection, dans lesquels ils enregistreront, jour par jour, par poids et espèce, la vaisselle et autres ouvrages vieux ou réputés vieux, suivant l'article 3, qu'ils achèteront pour leur compte ou pour les revendre, ceux qui leur seront portés pour les raccommoder, ou donnés en nantissement, pour modèle ou dépôt, ou sous quelque autre prétexte que ce puisse être, et ce, à l'instant que lesdits ouvrages leur auront été apportés ou qu'ils les auront achetés ; seront aussi tenus de faire mention, dans lesdits enregistrements, de la nature et qualité des ouvrages, et des armes qui y seront gravées, des noms et demeures des personnes à qui ils appartiennent, sans qu'ils puissent travailler aux ouvrages qui leur auraient été apportés pour les raccommoder, qu'ils ne les aient portés sur leurs registres, le tout à peine de confiscation et de trois cents livres d'amende.

Art. 16. Seront tenus lesdits orfèvres et autres de rayer sur leurs registres les ouvrages qui y auraient été portés en exécution de l'article 14, à mesure qu'ils les rendront ; et où ils ne rendraient pas en même temps tous ceux contenus en un seul article, ils feront mention, à la marge, des pièces qu'ils auront rendues, par espèce, poids et qualité, et représenteront aux commis du fermier, lors de leurs visites, le surplus des pièces restant entre leurs mains, ou indiqueront les ouvriers auxquels ils les auront données pour les raccommoder, le tout à peine de cent livres d'amende.



**Art. 17.** Lesdits orfèvres et autres travaillant et trafiquant des ouvrages d'or et d'argent seront tenus de faire marquer et de payer les droits des ouvrages qu'ils achèteront pour leur compte, soit pour les revendre, soit pour leur usage particulier, et ce dans vingt-quatre heures après qu'ils auront porté lesdits ouvrages sur leurs registres, ainsi qu'il est prescrit ci-dessus. A l'égard des ouvrages qu'ils auront achetés et qui ne seront pas en état d'être vendus, ou qu'ils ne voudraient pas vendre ou prendre pour leur compte, ils seront tenus de les rompre et briser dans l'instant, en sorte que lesdits ouvrages soient hors d'état de servir à aucun usage; le tout à peine de confiscation et de trois cents livres d'amende. — Collationné le présent extrait, et trouvé conforme à la copie de ladite déclaration tirée du dépôt de la maison du roi, collationnée le 29 avril 1778, signée *Ametot*, étant au dépôt de la section judiciaire des archives du royaume, et délivrée à l'administration des monnaies, sur sa réquisition, suivant sa lettre du 19 octobre 1821. En foi de quoi j'ai apposé le sceau desdites archives. A Paris, le 20 octobre 1821.

N° 474. = 26 septembre—17 octobre 1821. = **ORDONNANCE du roi portant qu'il sera accordé, chaque année, une gratification de trois cents francs à trois élèves choisis parmi ceux qui se seront le plus distingués à l'école spéciale militaire** (1). (VII, Bull. CDLXXXI, n° 11419.)

**Art. 1<sup>er</sup>.** Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre nous désignera, lors de chaque promotion annuelle des élèves de l'école royale spéciale militaire au grade de sous-lieutenant, trois de ces élèves choisis parmi ceux qui ont rempli à l'école les emplois de sous-officiers : le choix devra spécialement porter sur ceux qui se seront le mieux conduits pendant leur séjour à l'école, qui y auront donné le plus de preuves d'instruction et de zèle pour notre service, et qui sont d'ailleurs sans fortune, nous réservant d'accorder aux trois élèves ainsi désignés une gratification annuelle de trois cents francs, dont ils jouiront jusqu'à ce qu'ils aient atteint le grade de capitaine.

2. Ces gratifications annuelles seront payées sur les fonds alloués chaque année au budget de l'école spéciale militaire.

N° 475. = 27—29 septembre 1821. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit des mesures sanitaires dans plusieurs départemens** (2). (VII, Bull. CDLXXVIII, n° 11320.)

N° 476. = 3—31 octobre 1821. = **ORDONNANCE du roi qui convertit la prison établie dans les bâtimens de l'ancien dépôt de mendicité à Poissy, en maison centrale pour la détention des hommes condamnés à un an et plus d'emprisonnement dans les départemens de la Seine et de Seine-et-Oise**. (VII, Bull. CDLXXXIV, n° 11530.)

**Art. 1<sup>er</sup>.** La prison établie dans les bâtimens de l'ancien dépôt de men-

(1) Cette ordonnance a été révoquée par celle du 31 décembre 1830—14 janvier 1831.

(2) Cette ordonnance, et les anciens réglemens qu'elle rappelle, ont été abrogés et remplacés entièrement par la loi du 3—9 mars 1822, et par l'ordonnance du 7—14 août suivant, rendue pour l'exécution de cette loi.

Une ordonnance du 20—23 mars 1822 avait provisoirement, et jusqu'à nouveau réglemens, maintenu les anciennes ordonnances; mais celle du 7—14 août, qui prévoit tous les cas et dispose en conséquence du système entièrement nouveau, créé par la loi du 3—9 mars précédent, rend les anciens réglemens sans application.

Voyez la loi du 3—9 mars 1822, et les notes.

dicité à Poissy ( Seine-et-Oise ), est constituée maison centrale pour la détention des hommes condamnés à un an et plus d'emprisonnement, dans les départemens de la Seine et de Seine-et-Oise; elle sera régie suivant ce qui est prescrit par l'article 10 de notre ordonnance du 2 avril 1817.

2. Le département de la Seine continuera à recevoir, pour l'entretien, dans les prisons de Paris, des individus des deux sexes condamnés à la réclusion, et des femmes condamnées aux travaux forcés ou à un an et plus d'emprisonnement, l'indemnité qui est accordée par l'article 28 de la loi du 31 juillet 1821.

N° 477. = 3 octobre 1821—23 décembre 1830. = *ORDONNANCE du roi pour la formation d'une commission, en chaque département, à l'effet d'opérer une meilleure répartition de la contribution foncière* (1). (IX, ordonn., Bull. XXVIII, n° 530.)

Louis, . . . — Vu l'article 19 de la loi du 31 juillet 1821 sur les finances, portant : — « Les bases prescrites par l'article 38 de la loi du 15 mai 1818 pour parvenir à l'évaluation des revenus imposables des départemens seront appliquées aux communes et aux arrondissemens par une commission spéciale qui sera formée dans chaque département : ce travail servira de renseignement aux conseils généraux de département et aux conseils d'arrondissement pour fixer les contingens en principal des arrondissemens et des communes; » — Voulant régler d'une manière uniforme les procédés qui doivent être suivis pour parvenir à l'exécution de ces dispositions; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, et de l'avis de notre conseil des ministres, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les baux et les actes de vente qui doivent servir à la rectification des contingens des arrondissemens et des communes dans la contribution foncière, seront pris dans la période de 1812 à 1821 inclusivement.

2. La direction des contributions directes est chargée du relevé et de l'application de ces actes, dont les résultats, pour chaque canton, seront soumis à une assemblée cantonnale, composée du maire et d'un propriétaire de chaque commune nommé par le conseil municipal. L'inspecteur des contributions et les contrôleurs qui auront opéré dans le canton assisteront à l'assemblée pour donner les renseignemens nécessaires.

3. L'assemblée cantonnale examinera les actes dont on aura fait choix pour chaque commune, indiquera ceux qui pourraient conduire à de fausses inductions, et fera connaître les changemens dont le travail lui aura paru susceptible.

4. Les opérations pour tous les cantons du département étant terminées, seront soumises à une commission spéciale formée de trois membres du conseil général du département, de deux membres du conseil de chaque arrondissement, et d'un notaire pareillement choisi dans chaque arrondissement. — Les membres de cette commission seront nommés par nous, sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état des finances, et sur la présentation, par les préfets, de six membres du conseil général, de quatre membres de chaque conseil d'arrondissement, et de deux notaires aussi par arrondissement. — Le directeur des contributions assistera à l'assemblée pour fournir tous les éclaircissemens qui lui seront demandés.

5. Le tableau de l'évaluation des revenus imposables de toutes les communes, arrêté par la commission spéciale, sera remis par le préfet au conseil

---

(1) Voyez l'ordonnance du 19 mars 1823—23 décembre 1830, sur l'organisation de ces commissions.



général du département avec le projet de la nouvelle répartition entre les arrondissemens et les communes.

6. La répartition faite par la commission spéciale sera adressée par le préfet à notre ministre secrétaire d'état des finances, avec la délibération que le conseil général aura prise à ce sujet, et les observations du préfet, pour être revêtue de notre approbation (1).

7. Toutes les mesures seront prises pour que les travaux qui auront pour objet la répartition définitive du contingent du département entre les arrondissemens et les communes soient terminés dans le délai de trois années au plus tard.

8. En attendant, et jusqu'à ce que les bases de la nouvelle répartition soient fixées, les conseils généraux de département et les conseils d'arrondissement continueront à répartir leurs contingens, comme par le passé, entre les arrondissemens et les communes.

---

N° 478. = 10—31 octobre 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui répartit et divise en deux classes les douze courtiers établis près la bourse de Bayonne, savoir : quatre courtiers de marchandises et huit courtiers d'assurances, conducteurs de navires, interprètes. (VII, Bull. CDLXXXIV, n° 11531.)

---

N° 479. = 10—31 octobre 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui établit, dans chaque compagnie de gendarmerie, un abonnement de remonte et de secours destiné à aider les sous-officiers et gendarmes dans leurs dépenses d'habillement et d'équipement, etc. (2). (VII, Bull. CDLXXXIV, n° 11532.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera formé dans chaque compagnie de gendarmerie un abonnement de remonte et de secours destiné à aider les sous-officiers et gendarmes dans leurs dépenses d'habillement, d'équipement et de remonte, à indemniser ceux qui auront éprouvé des accidens ou des pertes dans le service, enfin à faire des avances de premier établissement aux nouveaux admis, sortant des corps de l'armée. — A cet effet, il sera alloué par an et par homme au complet de chaque brigade, savoir : — A la compagnie de la Seine : arme à cheval, cinquante-cinq francs; arme à pied, trente-cinq francs; — Aux compagnies des autres départemens : arme à cheval, quarante-cinq francs; arme à pied, trente francs.

2. Cet abonnement sera divisé, 1° en fonds de secours ordinaires, composé d'une somme annuelle de quinze francs par homme au complet, et dont une portion, jusqu'à la concurrence du cinquième du produit, sera affectée aux dépenses administratives de chaque compagnie; 2° en fonds d'entretien et de remonte, dont l'emploi n'aura lieu que sur les décisions spéciales de notre ministre de la guerre, d'après les demandes des conseils d'administration et les propositions motivées des colonels.

3. La solde des sous-officiers et gendarmes ne sera plus passible des retenues annuelles affectées aux fonds de secours. — Il est accordé à l'arme à pied une augmentation qui élèvera la solde ainsi qu'il suit : — Compagnie de la Seine : maréchal-des-logis, neuf cent cinquante francs; brigadier, huit cent soixante francs; gendarme, sept cent vingt francs; — Compagnies des autres départemens : maréchal-des-logis, sept cent cinquante francs; brigadier, six cent cinquante francs; gendarme, cinq cent cinquante francs.

---

(1) Une ordonnance du 16—21 juillet 1826 dispense de soumettre la nouvelle répartition à la sanction royale.

(2) Voyez, sur l'organisation de la gendarmerie, l'ordonnance du 29 octobre—29 novembre 1820, et les notes.

4. Les officiers auront droit, suivant le nombre de rations assigné à chaque grade, à la même indemnité de fourrages que celle déterminée annuellement, par compagnie, pour les sous-officiers et gendarmes. Les rations leur seront en conséquence payées d'après les prix moyens arrêtés par les intendans des divisions militaires, et sans aucune différence pour les lieux de résidence du même département. — D'après cette disposition, la portion représentative des fourrages de chaque grade sera déduite de la solde. Toutefois, il ne sera pas fait de changement à l'allocation actuelle du supplément de Paris dont jouissent les officiers de la gendarmerie de la Seine.

5. Les lieutenans recevront une augmentation de solde dans la proportion de cent francs pour les officiers de ce grade employés dans la compagnie de la Seine, et de cent cinquante francs pour les lieutenans des autres départemens.

6. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui aura son effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1822, et sera applicable à la gendarmerie des ports et arsenaux.

N<sup>o</sup> 480. = 12 octobre — 13 novembre 1821. = **ORDONNANCE du roi relative aux pensions royales et pensions particulières dans les collèges royaux, et aux revenus et dépenses de ces établissemens** (1). (VII, Bull. CDLXXXIX, n<sup>o</sup> 11637.)

Louis, ... — Vu nos ordonnances des 12 mars 1817, 25 décembre 1819, 12 janvier, 7 juin et 10 août 1820 (2), et 27 février 1821 ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

§ 1<sup>er</sup>. — Des pensions royales.

Art. 1<sup>er</sup>. Il est assigné à chaque collège royal à pensionnat quarante et une pensions aux frais du gouvernement, nécessairement réparties ainsi qu'il suit :

|                              |                     |
|------------------------------|---------------------|
| Pensions entières.....       | 20, ci 20 pensions. |
| Trois-quarts de pension..... | 12, ci 9            |
| Demi-pensions.....           | 24, ci 12           |

TOTAL des élèves..... 56, et 41 pensions.

2. Conformément à l'article 25 de notre ordonnance du 27 février 1821, six pensions entières dans les collèges royaux de chaque chef-lieu d'académie seront destinées aux élèves désignés par le conseil royal de l'instruction publique pour former les écoles normales partielles instituées par ladite ordonnance.

3. Une pension devenue vacante dans le cours d'un trimestre sera acquittée pour le trimestre entier, quand même il n'y aurait pas été pourvu avant l'expiration dudit trimestre.

4. Attendu l'allocation faite, ainsi qu'il sera dit ci-après, au profit de chaque collège royal, d'une somme fixe destinée à payer les traitemens des principaux fonctionnaires, le taux des pensions du gouvernement, établi par le décret du 3 floréal an 13, est réduit d'un sixième (tableau n<sup>o</sup> 1<sup>er</sup> ci-joint).

(1) Voyez le décret du 10 mai 1808, portant création de bourses dans les collèges, et les notes qui résument tous les réglemens relatifs à cet objet.

(2) Ces trois dernières ordonnances ne sont pas au *Bulletin des lois*.



5. Cette diminution portera également sur les portions des trois quarts de bourse et demi-bourses royales acquittées par les parens des élèves.

6. Les élèves nommés à des trois quarts de pension ou à des demi-pensions royales ne seront admis à les occuper qu'en représentant l'engagement de payer la portion de pension restant à leur charge, souscrit par leurs parens, ou par toute autre personne, avec caution suffisante, qui élira son domicile dans la ville où le collège royal est situé.

#### § II. — Des pensions particulières.

7. La fixation du prix des pensions particulières dans les collèges royaux est maintenue.

8. La pension est due pour le trimestre entier par les élèves particuliers présens au collège au commencement du trimestre. Il en est de même de la portion de pension ou de bourse restant à la charge des élèves pensionnaires du roi et boursiers.

9. Les réglemens relatifs aux trousseaux et supplémens pour frais de livres classiques sont maintenus.

10. Le paiement des sommes dues par les parens des élèves-boursiers royaux et particuliers sera poursuivi, à la requête des proviseurs, par les procureurs du roi, conformément à l'article 11 du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1809.

11. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur pourra arrêter les poursuites dirigées contre les parens des élèves royaux dont l'indigence aura été reconnue, et leur accorder des dégrèvemens partiels ou entiers.

12. Les élèves du gouvernement qui devraient plus d'un semestre de la portion de pension à leur charge seront remis à leurs parens, après toutefois que notre ministre de l'intérieur, consulté, aura fait connaître que son intention n'est pas d'accorder le dégrèvement de la dette.

#### § III. — Des revenus et dépenses des collèges royaux.

13. Il est assigné à chaque collège royal, sur les fonds du trésor, une somme fixe (tableaux n<sup>os</sup> 2 et 4 ci-joints), principalement affectée au paiement des traitemens fixes des proviseurs, professeurs et autres fonctionnaires supérieurs.

14. Lorsque le pensionnat de Saint-Louis sera ouvert, la somme de quarante-sept mille huit cents francs, attribuée provisoirement à cet établissement, sera réduite à trente-un mille sept cents francs; les seize mille cent francs que cette mesure laissera disponibles seront réunis au fonds des dégrèvemens, dont ils avaient été distraits en partie.

15. Le sixième du montant des bourses communales et des pensions particulières, affecté à la masse commune, sera réuni à la somme assignée par l'article 13, pour faire face au paiement des traitemens, appointemens et gages des fonctionnaires; employés et domestiques.

16. Il pourra être accordé des dispenses, par notre conseil royal de l'instruction publique, sur la rétribution des élèves externes.

17. Les traitemens supplémentaires accordés aux proviseurs par le conseil royal de l'instruction publique seront prélevés sur le sixième ci-dessus (article 15), et subsidiairement sur le produit de la rétribution des externes.

18. A l'avenir, les excédans des recettes d'un collège royal sur ses dépenses pourront être employés en acquisition, soit de meubles, soit de rentes sur l'état, inscrites au profit de l'établissement et en son nom, après que, dans ce dernier cas, il aura obtenu une autorisation spéciale.

19. Les sommes revenant aux collèges royaux en vertu de l'article 13 ci-dessus, et celles destinées aux pensions royales (voyez les tableaux n<sup>os</sup> 2, 3

et 4), ainsi que le montant des dégrèvements et indemnités que notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est autorisé à accorder, seront imputées sur le budget de l'intérieur, et ordonnancées par notredit ministre.

§ IV. — Dispositions transitoires.

20. Plusieurs collèges royaux étant en ce moment pourvus de plus de quarante et une pensions royales, notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur réglera ses propositions de manière à rétablir l'équilibre entre le nombre des élèves des différens pensionnats.

21. Jusqu'à ce que le nombre des élèves des écoles normales partielles soit complet, un tiers des bourses qui leur sont attribuées sera laissé, chaque année, à la disposition du conseil royal de l'instruction publique.

22. Les dispositions de l'ordonnance du 12 mars 1817 sont rapportées.

Tableaux annexés à l'ordonnance.

N° 1<sup>er</sup>.

Taux des pensions royales dans les collèges royaux de Paris..... 750 fr.

1<sup>re</sup> classe..... 625

2<sup>e</sup> classe..... 550

3<sup>e</sup> classe..... 500

N° II.

Sommes affectées aux collèges royaux pour le paiement de leurs dépenses fixes.

Collèges royaux de

|                                                |            |                |
|------------------------------------------------|------------|----------------|
| Charlemagne.....                               | 59,200 fr. | } 155,200 fr.  |
| Bourbon. ....                                  | 48,200     |                |
| Saint-Louis.....                               | 47,800     |                |
| Paris avec pensionnat, 2 à.....                | 31,700     | 63,400         |
| 1 <sup>re</sup> classe. { 1 Versailles, à..... | 35,300     | 35,300         |
| { 5..... à.....                                | 25,300     | 126,500        |
| 2 <sup>e</sup> classe. 15..... à.....          | 22,000     | 330,000        |
| 3 <sup>e</sup> classe. 12..... à.....          | 18,600     | 223,200        |
|                                                |            | <u>933,600</u> |

N° III.

| Répartition et frais des pensions royales dans les collèges royaux de |            |                     |              |                |
|-----------------------------------------------------------------------|------------|---------------------|--------------|----------------|
| Paris.....                                                            | 3 collèges | 123 pensions à..... | 750 fr.....  | 92,250 fr.     |
| 1 <sup>re</sup> classe.....                                           | 6.....     | 246..... à.....     | 625.....     | 153,750        |
| 2 <sup>e</sup> classe.....                                            | 15.....    | 615..... à.....     | 550.....     | 338,250        |
| 3 <sup>e</sup> classe.....                                            | 12.....    | 492..... à.....     | 500.....     | 246,000        |
|                                                                       |            | <u>36</u>           | <u>1,476</u> | <u>830,250</u> |

N° IV.

État de la dépense annuelle des collèges royaux aux frais du trésor :

|                                                                                                     |                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 1 <sup>o</sup> Dépenses fixes.....                                                                  | 933,600 fr.             |
| 2 <sup>o</sup> Pensions royales.....                                                                | 830,250                 |
| 3 <sup>o</sup> Dégrèvements, indemnités de voyage, secours pour trousseaux et dettes arriérées..... | 36,150                  |
| <b>TOTAL.....</b>                                                                                   | <b><u>1,800,000</u></b> |



N° 481. = 17—28 octobre 1821. = **ORDONNANCE** du roi relative aux conditions à remplir pour être admis à l'examen du baccalauréat ès-lettres (1). (VII, Bull. CDLXXXIII, n° 11485.)

Art. 1<sup>er</sup>. A dater du 1<sup>er</sup> octobre 1822, pour être admis à l'examen du baccalauréat ès-lettres, il faudra avoir suivi pendant une année au moins un cours de philosophie dans l'un des collèges, institutions ou écoles ecclésiastiques régulièrement établis, où cet enseignement aura été autorisé.

2. Sont exceptés de cette règle générale, et pourront être admis à l'examen du baccalauréat ès-lettres, ceux qui auront été élevés dans la maison de leur père, oncle ou frère. — La forme des certificats destinés à constater cette éducation de famille sera déterminée par notre conseil royal de l'instruction publique.

3. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1822, les candidats pour le baccalauréat ès-lettres seront examinés sur les objets de l'enseignement des classes supérieures des collèges royaux, c'est-à-dire sur les auteurs grecs et latins, sur la rhétorique, sur l'histoire, sur la philosophie et sur les premiers élémens des sciences mathématiques et physiques.

4. Pour l'exécution de l'article précédent, il sera adjoint aux professeurs de la faculté des lettres et aux membres des commissions d'examen créées par notre ordonnance du 31 octobre 1815, un des professeurs de mathématiques ou de physique des collèges royaux, qui soit docteur ès-sciences.

---

N° 482. = 17—31 octobre 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui porte que le corps de la gendarmerie d'élite fera partie de la garde royale, et applique aux officiers, sous-officiers et gendarmes, toutes les dispositions de l'ordonnance du 25 octobre—6 novembre 1820 (2). (VII, Bull. CDLXXXIV, n° 11533.)

---

N° 483. = 17—31 octobre 1821. = **ORDONNANCE** du roi relative à l'admission des sous-officiers et soldats dans les compagnies sédentaires (3). (VII, Bull. CDLXXXIV, n° 11534.)

Louis, . . . . — Nous étant fait rendre compte de l'état actuel de la législation sur le droit d'admission dans les compagnies sédentaires, et voulant faciliter aux militaires l'accès de cette récompense; — Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le droit d'admission dans les compagnies sédentaires est acquis aux sous-officiers et soldats qui ont accompli un rengagement, conformément à l'article 22 de la loi du 10 mars 1818, sur le recrutement de l'armée, et à l'article 203 de notre ordonnance du 2 août même année.

2. Seront, quant au même droit, considérés comme ayant accompli un rengagement, les sous-officiers et soldats sous les drapeaux qui justifieront de douze ans effectifs de service.

3. Pourront également prétendre au droit d'être admis dans les compa-

---

(1) Voyez, sur cet objet, l'ordonnance du 17—21 février 1815, art. 32; celle du 5—8 juillet 1820, art. 2; et celle du 27 février—7 avril 1821, art. 12.

(2) Cette gendarmerie n'existe plus : elle faisait partie de la maison militaire du roi, qui a été supprimée par l'ordonnance du 11—24 août 1830.

(3) Voyez l'ordonnance du 26 décembre 1821—18 janvier 1822, qui a recréé les dix compagnies sédentaires antérieurement supprimées; celle du 13—23 décembre 1826, qui contient de nouvelles dispositions sur l'admission des sous-officiers et soldats dans ces compagnies; et celle du 30 avril—8 mai 1828, qui modifie la présente ordonnance.

gnies sédentaires, les anciens sous-officiers et soldats non pensionnés et ayant moins de quarante-cinq ans d'âge, qui justifieront de douze années effectives de service militaire, ou qui, ayant moins de douze ans de service, seront porteurs de congés attestant qu'ils ont été réformés pour blessures ou infirmités contractées sous les drapeaux.

4. Les dispositions ci-dessus ne seront toutefois applicables qu'aux hommes qui auront été reconnus susceptibles de faire le service affecté aux compagnies sédentaires.

5. Les militaires qui voudront jouir du bénéfice desdites dispositions devront en faire la demande, savoir : ceux qui sont désignés dans les articles 1<sup>er</sup> et 2, aux inspecteurs-généraux d'armes; et ceux qui sont désignés dans l'article 3, aux lieutenans-généraux commandant des divisions militaires.

6. Les inspecteurs-généraux d'armes et les commandans de division qui, en conséquence de l'article précédent, auront reçu des demandes d'admission pour les compagnies sédentaires, après s'être assurés que les réclamans réunissent toutes les conditions exigées par la présente ordonnance, et toutes les garanties morales nécessaires, feront établir en leur faveur des mémoires de proposition, qu'ils adresseront à notre ministre de la guerre.

7. Les dispositions actuellement en vigueur sur l'admission des militaires dans les compagnies sédentaires sont et demeurent abrogées en tout ce qu'elles peuvent avoir de contraire aux articles ci-dessus.

---

N<sup>o</sup> 484. = 19—28 octobre 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine, conformément au tableau y annexé, la circonscription des archevêchés de Reims, de Sens et d'Avignon, et des évêchés de Chartres, de Périgueux, de Nîmes et de Luçon (1). (VII, Bull. CDLXXXIII, n<sup>o</sup> 11486.)

Louis, . . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Considérant que l'article 2 de la loi du 4 juillet 1821, en pourvoyant à la dotation successive de trente nouveaux sièges épiscopaux ou métropolitains, a abrogé les dispositions des articles 58 et 59 de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an 10), qui avaient fixé à dix les archevêchés et à cinquante les évêchés du royaume, et en avaient réglé la circonscription; — Considérant que, pour l'exécution de la loi du 4 juillet 1821, nous nous sommes concerté avec le saint-siège, afin de déterminer quels seront, dans les nouveaux sièges, ceux qui auront les droits et le titre d'archevêché, et ceux qui en seront suffragans, et quelle sera leur circonscription; — Considérant que les sièges archiépiscopaux de Reims et de Sens, et les sièges épiscopaux de Chartres, de Périgueux, de Nîmes et de Luçon, sont les premiers de ceux dont les besoins de nos peuples réclament plus impérieusement l'établissement; — Considérant que le siège d'Avignon avait joui, de tous les temps et jusqu'en 1802, des droits et titre d'archevêché; — Voulant pourvoir à la prompte installation des archevêques d'Avignon, de Reims et de Sens, et des évêques de Chartres, de Périgueux, de Nîmes et de Luçon; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La circonscription des métropoles d'Avignon, de Reims et de Sens, et des évêchés de Chartres, de Périgueux, de Nîmes et de Luçon, demeure déterminée conformément au tableau ci-joint.

2. Le bref donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le 4 août 1821, adressé

---

(1) Le nombre des archevêchés et évêchés avait été fixé par la loi du concordat du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), et la circonscription en avait été déterminée par l'arrêté du 29 du même mois (19 avril), auquel la présente ordonnance déroge.



à l'archevêque de Reims, par lequel la circonscription de l'archevêché de Reims est déterminée; les brefs donnés à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le 4 septembre suivant, adressés, 1<sup>o</sup> à l'évêque de Meaux, et 2<sup>o</sup> à l'évêque de Metz, par lesquels ils sont avertis de cesser l'exercice de leur autorité épiscopale, le premier sur le département de la Marne, et le second sur le département des Ardennes; 3<sup>o</sup> à notre cousin le cardinal archevêque de Paris, par lequel il est averti de cesser l'exercice de son autorité métropolitaine sur les diocèses de Soissons et d'Amiens; 4<sup>o</sup> à l'évêque d'Amiens, 5<sup>o</sup> à l'évêque de Soissons, par lesquels ils sont avertis que leurs sièges relèvent dorénavant de l'arrondissement métropolitain de Reims, sont reçus et publiés, et seront transmis à chacun de ceux qu'ils concernent par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

3. Le bref donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le 4 septembre 1821, adressé à l'archevêque de Sens, par lequel la circonscription de l'archevêché de Sens est déterminée; les brefs donnés à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le même jour, adressés, 1<sup>o</sup> à l'évêque de Troyes, par lequel il est averti de cesser l'exercice de son autorité épiscopale sur le département de l'Yonne; 2<sup>o</sup> à notre cousin le cardinal archevêque de Paris, par lequel il est averti de cesser l'exercice de son autorité métropolitaine sur le diocèse de Troyes; 3<sup>o</sup> à l'évêque de Troyes, par lequel il est averti que son siège relève dorénavant de l'arrondissement métropolitain de Sens, sont reçus et publiés, et seront transmis à chacun de ceux qu'ils concernent par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

4. Les deux brefs donnés à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le 24 septembre 1821, adressés à l'archevêque d'Avignon, par lesquels la circonscription diocésaine et métropolitaine du siège d'Avignon est déterminée, et dans lesquels la circonscription de l'évêché de Nîmes est pareillement déterminée; le bref donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le même jour, adressé à l'archevêque de Toulouse, par lequel il est averti de cesser l'exercice de son autorité métropolitaine sur le diocèse de Montpellier; le bref *ad futuram rei memoriam*, donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le même jour, par lequel le diocèse de Valence est placé dans l'arrondissement métropolitain d'Avignon, et les brefs donnés à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le même jour, adressés, 1<sup>o</sup> à l'évêque de Montpellier, et 2<sup>o</sup> à l'évêque de Valence, par lesquels ils sont avertis que leurs sièges respectifs relèvent dorénavant de l'arrondissement métropolitain d'Avignon, sont reçus et publiés, et seront transmis à chacun de ceux qu'ils concernent par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sans qu'on puisse induire de la teneur de l'un des brefs adressés à l'archevêque d'Avignon l'établissement actuel et immédiat de l'évêché de Viviers.

5. Le bref donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le 4 septembre 1821, adressé à l'évêque de Chartres, dans lequel la circonscription de l'évêché de Chartres est déterminée, et le bref donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le même jour, adressé à l'évêque de Versailles, par lequel il est averti de cesser l'exercice de son autorité épiscopale sur le département d'Eure-et-Loir, sont reçus et publiés, et seront transmis à chacun de ceux qu'ils concernent par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

6. Le bref *ad futuram rei memoriam*, donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le 4 septembre 1821, dans lequel la circonscription du diocèse de Périgueux est déterminée, est reçu et publié, et sera transmis à ceux qu'il concerne par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

7. Le bref donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le 24 septembre 1821,

adressé à l'évêque de Luçon, dans lequel la circonscription de l'évêché de Luçon est déterminée, et le bref donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le même jour, adressé à l'évêque de La Rochelle, par lequel il est averti de cesser l'exercice de son autorité épiscopale sur le département de la Vendée, sont reçus et publiés, et seront transmis à chacun de ceux qu'ils concernent par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

8. Lesdits brefs sont reçus sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'ils renferment et qui sont ou pourraient être contraires à la charte constitutionnelle, aux lois du royaume, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane, et sans qu'on puisse en induire que la bulle de circonscription donnée à Rome le 27 juillet 1817 soit reçue dans le royaume. — Ils seront transcrits en latin et en français sur les registres de notre conseil d'état : mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du conseil.

Tableau de circonscription.

REIMS, *archevêché*, comprendra dans son diocèse les départemens de la Marne et des Ardennes, et dans son arrondissement métropolitain les évêchés d'Amiens et de Soissons. — SENS, *archevêché*, comprendra dans son diocèse le département de l'Yonne, et dans son arrondissement métropolitain l'évêché de Troyes. — AVIGNON, *archevêché*, comprendra dans son diocèse le département de Vaucluse, et dans son arrondissement métropolitain les évêchés de Valence, de Montpellier et de Nîmes. — CHARTRES, *évêché*, comprendra dans son diocèse le département d'Eure-et-Loir, et fera partie de l'arrondissement métropolitain de Paris. — PÉRIGUEUX, *évêché*, comprendra dans son diocèse le département de la Dordogne, et fera partie de l'arrondissement métropolitain de Bordeaux. — NÎMES, *évêché*, comprendra dans son diocèse le département du Gard, et fera partie de l'arrondissement métropolitain d'Avignon. — LUÇON, *évêché*, comprendra dans son diocèse le département de la Vendée, et fera partie de l'arrondissement métropolitain de Bordeaux.

---

N° 485. = 19—28 octobre 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication des bulles portant institution canonique des archevêques de Reims, de Sens et d'Avignon, et des évêques de Chartres, de Périgueux, de Nîmes et de Luçon. (VII, Bull. CDLXXXIII, n° 11487.)

---

N° 486. = 19 octobre—13 novembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement sur l'organisation des portefaix du canal de Givors. (VII, Bull. CDLXXXIX, n° 11638.)

---

N° 487. = 19 octobre—13 novembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée sous le titre de Compagnie du canal de Monsieur. (VII, Bull. CDLXXXIX, n° 11639.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu la loi du 5 août 1821, qui a accepté la soumission présentée, le 25 avril précédent, par le sieur *Humann* et autres capitalistes, et par laquelle ils offrent de fournir dix millions de francs pour concourir à l'achèvement du canal de *Monsieur* ; — Vu la soumission annexée à la susdite loi, portant qu'il sera permis aux soumissionnaires de se constituer en société anonyme sous le titre de *Compagnie du canal de Monsieur*, après avoir obtenu notre approbation ; — Vu l'acte social passé, le 13 octobre 1821,



par-devant *Chodron* et son collègue, notaires royaux à Paris, contenant les statuts de la société anonyme que les signataires de la soumission du 25 avril 1821 ont établie par ledit acte; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La société anonyme formée sous le titre de *Compagnie du canal de Monsieur* est et demeure autorisée conformément à l'acte social contenant les statuts de ladite association, passé devant *Chodron* et son collègue, notaires à Paris, le 13 octobre 1821, lequel acte demeurera annexé à la présente ordonnance, et sera affiché avec elle, conformément à l'article 45 du Code de commerce.

2. Notre présente autorisation vaudra pour toute la durée de la société, ainsi qu'elle est fixée à l'article 1<sup>er</sup> de l'acte social, à la charge d'exécuter fidèlement les statuts, nous réservant de révoquer notre dite autorisation en cas de non-exécution ou violation des susdits statuts, par nous approuvés; le tout sauf les droits des tiers, et sans préjudice des dommages et intérêts qui seraient prononcés par les tribunaux contre les auteurs des contraventions.

(Statuts, VII, Bull. DIII, n° 12098.)

---

N° 488. = 20 octobre—3 novembre 1821. = ORDONNANCE du roi portant publication de la convention conclue, le 2 octobre 1821, entre sa majesté très chrétienne et sa majesté le roi des Pays-Bas, pour l'extradition réciproque des déserteurs. (VII, Bull. CDLXXXVI, n° 11576.)

Louis, . . . . — Nous avons ordonné et ordonnons que la convention suivante, conclue entre nous et sa majesté le roi des Pays-Bas, le 2 octobre 1821, et ratifiée à Paris le 15 octobre suivant, sera insérée au Bulletin des lois, pour être exécutée suivant sa forme et teneur.

*Convention entre sa majesté très chrétienne et sa majesté le roi des Pays-Bas, pour l'extradition des déserteurs.*

Sa majesté le roi de France et de Navarre et sa majesté le roi des Pays-Bas, étant convenus de conclure une convention de cartel, ont, à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs, savoir : — Sa majesté le roi de France et de Navarre, — Le sieur *Etienne-Denis* baron *Pasquier*, ministre secrétaire d'état des affaires étrangères, chevalier des ordres du roi, grand'croix de l'ordre royal de la légion-d'honneur, etc.; — Et sa majesté le roi des Pays-Bas, — Le sieur *Robert* baron *Fagel*, lieutenant-général, premier aide-de-camp du roi, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près sa majesté très chrétienne, commandeur de son ordre militaire, membre du corps équestre de la province de Hollande; — Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans :

Art. 1<sup>er</sup>. A dater de l'échange des ratifications de la présente convention (1), tous les individus qui désertent le service militaire des deux hautes parties contractantes seront restitués de part et d'autre.

2. Seront réputés déserteurs, non seulement les militaires de toute arme et de tout grade qui quitteront leurs drapeaux, mais encore les individus appartenant à la marine, et ceux qui, appelés au service actif de la milice nationale ou de toute autre branche militaire quelconque des deux pays, ne se

---

[ (1) Cet échange a eu lieu le 26 octobre 1821.

rendraient pas à l'appel, et chercheraient à se réfugier sur le territoire de l'une des hautes parties contractantes.

3. Sont exceptés de la restitution ou de l'extradition qui pourra être demandée en vertu de la présente convention, — 1<sup>o</sup> Les individus nés sur le territoire de l'état dans lequel ils auraient cherché un asile, et qui, moyennant la désertion, ne feraient que rentrer dans leur pays natal; — 2<sup>o</sup> Les individus qui, soit avant, soit après leur désertion, se seraient rendus coupables d'un crime ou délit quelconque à raison duquel il y aurait lieu de les traduire en justice devant les tribunaux du pays où ils se seront retirés. — Néanmoins, en ce dernier cas, l'extradition aura lieu après que le déserteur aura été acquitté ou aura subi sa peine.

4. Lorsqu'un déserteur aura atteint le territoire de celle des deux puissances à laquelle il n'appartiendra pas, il ne pourra, sous aucun prétexte, y être poursuivi par les officiers de son gouvernement: les officiers se borneront à prévenir de son passage les autorités locales, afin qu'elles aient à le faire arrêter. Toutefois, pour accélérer l'arrestation de ce déserteur, une ou deux personnes chargées de la poursuite pourront, au moyen d'un passeport, ou d'une autorisation en règle qu'elles devront obtenir de leur chef immédiat, se rendre au plus prochain village, situé en dehors de la frontière, à l'effet de réclamer des autorités locales l'exécution de la présente convention.

5. Les autorités qui voudront réclamer un déserteur adresseront leurs réclamations à l'administration, soit civile, soit militaire, qui, dans les deux pays, se trouvera le mieux à portée d'y satisfaire. — Lesdites autorités réclamantes accompagneront leur réquisitoire du signalement du déserteur; et, dans le cas où l'on serait parvenu à l'arrêter, l'autorité requérante en sera prévenue par un avis accompagné d'un extrait du registre du geôlier ou concierge de la prison où le déserteur aura été écroué.

6. Dans le cas où les déserteurs seraient encore porteurs de leurs armes ou revêtus de leur équipement, habillement ou marques distinctives, sans être munis d'un passeport, et de même dans tous les cas où il serait constant, soit par l'aveu du déserteur, soit d'une manière quelconque, qu'un déserteur de l'une des hautes parties contractantes se trouve sur le territoire de l'autre, il sera arrêté sur-le-champ, sans réquisition préalable, pour être immédiatement livré entre les mains des autorités compétentes établies sur les frontières de l'autre souverain.

7. Si, par suite de la dénégation de l'individu arrêté ou autrement, il s'élève quelques doutes sur l'identité d'un déserteur, la partie réclamante ou intéressée devra constater, au préalable, les faits non suffisamment éclaircis, pour que l'individu arrêté puisse être mis en liberté ou restitué à l'autre partie.

8. Dans tous les cas, les déserteurs arrêtés seront remis aux autorités compétentes, qui feront effectuer l'extradition selon les règles déterminées par la présente convention. L'extradition se fera avec les armes, chevaux, selles, habillemens et tous autres objets quelconques dont les déserteurs étaient nantis ou qui auraient été trouvés sur eux lors de l'arrestation. Elle sera accompagnée du procès-verbal de l'arrestation de l'individu, des interrogatoires qu'il aurait subis, et de toutes autres pièces nécessaires pour constater la désertion. Pareille restitution aura lieu des chevaux, effets d'armement, d'habillement et d'équipement, emportés par les individus désignés dans l'article 3 de la présente convention, comme exceptés de l'extradition. — Les hautes parties contractantes se concerteront ultérieurement sur la désignation des places frontières où la remise des déserteurs devra être opérée.



9. Les frais auxquels aura donné lieu l'arrestation des déserteurs seront remboursés de part et d'autre, à compter du jour de l'arrestation, qui sera constaté par l'extrait dont il est fait mention à l'article 5, jusqu'au jour de l'extradition inclusivement. — Ces frais comprendront la nourriture et l'entretien des déserteurs et de leurs chevaux, et sont fixés à soixante-quatorze centimes, argent de France, ou trente-cinq cents, argent des Pays-Bas, par jour, pour chaque homme; et à un franc six centimes, argent de France, ou cinquante cents, argent des Pays-Bas, par jour, pour chaque cheval. Il sera payé, en outre, par la partie requérante ou intéressée, une gratification de vingt-cinq francs, argent de France, ou onze florins quatre-vingt-un cents et vingt-cinq centièmes de cent, argent des Pays-Bas, pour chaque homme; et de cent cinquante-huit francs soixante-treize centimes, ou soixante-quinze florins, pour chaque cheval et son équipage, au profit de quiconque sera parvenu à découvrir et faire arrêter un déserteur, ou qui aura contribué à la restitution d'un cheval et de son équipage.

10. Les frais et gratifications dont il est fait mention dans l'article précédent seront acquittés immédiatement après l'extradition. — Les réclamations qui pourraient être faites à cet égard ne seront examinées qu'après que le paiement aura été provisoirement effectué.

11. Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à prendre les mesures les plus convenables pour la répression de la désertion et pour la recherche des déserteurs. Elles feront usage, à cet effet, de tous les moyens que leur offrent les lois du pays, et elles sont convenues particulièrement : — 1<sup>o</sup> De faire porter une attention scrupuleuse sur les individus inconnus qui franchiraient les frontières des deux pays, sans être munis de passeports en règle; — 2<sup>o</sup> De défendre sévèrement à toute autorité quelconque d'enrôler ou de recevoir dans le service militaire, soit pour les armes de terre, soit pour la marine, un sujet de l'autre des hautes parties contractantes qui n'aura pas justifié, par des certificats ou attestations en due forme, qu'il est dispensé du service militaire dans son pays. — La même mesure sera applicable dans le cas où l'une des hautes parties contractantes aura permis à une puissance étrangère de faire des enrôlemens dans ses états.

12. La présente convention est conclue pour deux ans, à l'expiration desquels elle continuera à être en vigueur pour deux autres années, et ainsi de suite, sauf déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernemens.

13. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le terme de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut. — En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes. — Fait à Paris, le 2 octobre 1821. — *Signé PASQUIER, FAGEL.*

---

N<sup>o</sup> 489. = 24—31 octobre 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui déclare compris dans l'amnistie accordée par la loi du 12—14 janvier 1816 les faits imputés au lieutenant-général comte Bertrand, et porte que cet officier général rentrera dans tous ses droits, titres, grades et honneurs. (VII, Bull. CDLXXXIV, n<sup>o</sup> 11529.)

---

N<sup>o</sup> 490. = 26 octobre — 13 novembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant prorogation, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1822, de la prime accordée aux navires français qui rapporteront des cotons d'Amérique, d'ailleurs que des ports de l'Union (1). (VII, Bull. CDLXXXIX, n<sup>o</sup> 11640.)

---

(1) Voyez l'ordonnance du 26—28 juillet 1820, et les notes.

N° 491. = 31 octobre—8 novembre 1821. = **ORDONNANCE du roi qui établit un tribunal de commerce à Saint-Gaudens, département de la Haute-Garonne.** (VII, Bull. CDLXXXVIII, n° 11622.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera établi un tribunal de commerce à Saint-Gaudens, arrondissement de ce nom, département de la Haute-Garonne.

2. Ce tribunal sera composé d'un président, de trois juges et de deux suppléans.

N° 492. = 31 octobre—8 novembre 1821. = **ORDONNANCE du roi relative à l'administration des hospices et bureaux de bienfaisance** (1). (VII, Bull. CDLXXXVIII, n° 11623.)

Louis, . . . .—Voulant donner aux hospices et aux bureaux de bienfaisance de nouvelles preuves de notre juste sollicitude;—Après nous être fait rendre compte des réglemens généraux qui les régissent, — Nous avons reconnu qu'il importe au bien de ces établissemens de mieux régler les formes et les garanties de leur comptabilité, et en même temps de les dispenser d'un trop fréquent recours à l'intervention du gouvernement. — Nous avons aussi reconnu que, s'il convient d'abroger les dispositions qui avaient, pour plusieurs d'entre eux, augmenté le nombre de leurs administrateurs, précédemment fixé à cinq par les lois, il est utile, autant pour satisfaire une honorable émulation qu'afin de porter plus de lumières dans les délibérations qui doivent être soumises à l'autorité supérieure, de former des conseils composés de principaux fonctionnaires et de notables citoyens dont l'assistance fortifiera l'administration, donnera de la solennité à ceux de ses actes qui en exigent, les entourera de plus de confiance, et fournira ainsi de nouveaux motifs aux bienfaits de la charité publique. — A ces causes, — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

---

(1) Voyez le décret du 1<sup>er</sup>—4 mai 1793, qui détermine le mode d'administration des biens des hôpitaux et maisons de charité; celui du 23 messidor an 2 (11 juillet 1794), concernant la liquidation de l'actif et du passif de ces établissemens, et les notes; celui du 2 brumaire an 4 (24 octobre 1795), qui contient des dispositions réglementaires sur l'administration et la perception des revenus des établissemens de bienfaisance; la loi du 16 vendémiaire an 5 (7 octobre 1796), art. 1<sup>er</sup> et suiv., concernant l'administration des biens des hospices; celle du 23 brumaire suivant (13 novembre 1796), qui détermine le mode de perception et d'emploi des revenus des hospices situés dans une même commune; la loi du 7 frimaire même année (27 novembre 1796), art. 3 et suiv., qui déterminent le mode d'administration des bureaux de bienfaisance, et les notes; celle du 16 messidor an 7 (4 juillet 1799), qui contient des dispositions nouvelles sur l'administration des hospices civils; l'arrêté du 7 germinal an 9 (28 mars 1801), qui détermine les formalités des baux à longues années des biens des hospices, et les notes; l'ordonnance du 29 mai—16 juin 1814, qui supprime la direction de la comptabilité des hospices, et la réunit au ministère de l'intérieur; celle du 6—17 février 1818, concernant la nomination et la révocation des membres des administrations des hospices; celle du 4—24 mai 1825, qui contient des dispositions pour l'exécution de la présente; celle du 19—29 novembre 1826, concernant les obligations et la responsabilité des comptables des finances envers les communes et les établissemens de bienfaisance; celle du 24—29 décembre suivant, qui rend applicables aux hospices et aux bureaux de bienfaisance, les règles de comptabilité prescrites pour les communes par celle du 23 avril—10 mai 1823; celle du 6—9 juin 1830, qui contient des dispositions nouvelles relatives à l'administration et à la comptabilité des hospices; celle du 28 décembre 1830—14 janvier 1831, sur les formalités des pourvois devant la cour des comptes, dans les matières relatives à la comptabilité des établissemens de bienfaisance; celle du 2—15 avril 1831, qui supprime les conseils de charité; et celle du 28 juin—13 juillet 1833, concernant le recouvrement des rentes dues aux hospices et autres établissemens de bienfaisance par des particuliers domiciliés hors de l'arrondissement où sont situés ces établissemens.

Les hospices de Paris et les hôpitaux militaires sont régis par des réglemens particuliers.



—Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE I<sup>er</sup>. --- Organisation.

Art. 1<sup>er</sup>. Les commissions gratuites chargées de l'administration des hospices sont partout composées de cinq membres.

2. Ces commissions seront assistées par des conseils de charité, dont la composition et les attributions seront ci-après déterminées, et qui auront les mêmes fonctions auprès des bureaux de bienfaisance.

3. Sont de droit membres des conseils de charité les archevêques et évêques, les premiers présidens et procureurs généraux des cours royales, et, à défaut de ceux-ci, les présidens et procureurs du roi des tribunaux de première instance, les présidens des tribunaux de commerce, les recteurs des académies, le plus ancien des curés, les présidens des consistoires, les vice-présidens des chambres de commerce et le plus ancien des juges de paix. — Les autres membres de ces conseils, au nombre de cinq dans les villes ou communes ayant moins de cinq mille âmes, et de dix partout ailleurs, seront nommés et renouvelés dans les formes déterminées par notre ordonnance du 6 février 1818.

4. Les règles prescrites pour les commissions administratives des hospices, en ce qui concerne le nombre, la nomination et le renouvellement de leurs membres, sont communes aux bureaux de bienfaisance. — Ces bureaux peuvent nommer, dans les divers quartiers des villes, pour les soins qu'il est jugé utile de leur confier, des adjoints et des dames de charité.

5. Les mêmes individus peuvent être à la fois membres des commissions administratives et des bureaux de bienfaisance. — Les membres de ces commissions et de ces bureaux ne peuvent faire partie des conseils de charité. — Les uns et les autres doivent avoir leur domicile réel dans le lieu où siègent ces conseils et ces administrations.

6. A chaque renouvellement, les membres sortans des conseils de charité seront choisis de préférence pour remplir les places vacantes dans les commissions des hospices et dans les bureaux de bienfaisance; de même les membres sortans de ces administrations seront choisis de préférence pour les places vacantes dans les conseils de charité.

7. Les services dans les commissions administratives des hospices et dans les bureaux de bienfaisance sont considérés comme des services publics, et comptent pour l'admission dans l'ordre royal de la légion-d'honneur.

TITRE II. — Attributions et service intérieur.

8. Les conseils de charité se réunissent, soit avec les commissions administratives des hospices, soit avec les bureaux de bienfaisance, pour les délibérations concernant les budgets annuels, les projets de travaux autres que de simple entretien, les changemens dans le mode de gestion des biens, les transactions, les procès à intenter ou à soutenir, les emprunts, les placemens de fonds, les acquisitions, ventes et échanges d'immeubles; les comptes rendus, soit par l'administration, soit par les receveurs; les acceptations de legs ou donations, et les pensions à accorder à d'anciens employés.

9. Les conseils de charité ont, tous les ans, deux sessions ordinaires avec les commissions des hospices et avec les bureaux de bienfaisance. — Ils peuvent être extraordinairement convoqués, mais seulement pour s'occuper des affaires qui donnent lieu à ces convocations. — Les préfets déterminent d'avance les époques des sessions ordinaires, et prescrivent ou autorisent les autres réunions.

10. Toutes les fois que des affaires intéressant à la fois les hospices et les bureaux de bienfaisance, demandent la réunion des deux administrations, les conseils de charité peuvent être convoqués.

11. Les délibérations prises en vertu des articles 8, 9 et 10, ne peuvent être exécutées qu'après avoir été approuvées, soit par nous, soit par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, soit par nos préfets, conformément aux règles établies ou rappelées par les articles suivans.

12. L'approbation doit toujours être précédée de l'avis des conseils municipaux, pour celles de ces délibérations qui sont relatives à des emprunts, à des acquisitions, ventes ou échanges d'immeubles, ou au règlement des budgets et des comptes des hospices ou bureaux de bienfaisance auxquels les communes donnent des subventions sur leurs octrois ou sur toute autre branche de leurs revenus.

13. Doivent être soumis à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, les budgets qui excèdent cent mille francs pour les divers établissemens régis par une même commission d'hospices. — A quelque somme que s'élèvent les budgets des bureaux de bienfaisance, ils sont définitivement réglés par les préfets.

14. Il continuera à être procédé conformément aux règles actuellement en vigueur, pour les acquisitions, ventes, échanges, baux emphytéotiques, emprunts et pensions, et conformément à l'article 4 de notre ordonnance du 8 août dernier, pour les constructions et reconstructions dont la dépense devra s'élever à plus de vingt mille francs.

15. Toutes autres délibérations concernant l'administration des biens, les constructions, reconstructions et autres objets, et lorsque la dépense à laquelle elles donneront lieu devra être faite au moyen des revenus ordinaires de ces établissemens, ou des subventions annuelles qui leur sont allouées sur les budgets des communes, seront exécutées sur la seule approbation des préfets, qui, néanmoins, devront en rendre immédiatement compte à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

16. Les commissions des hospices et les bureaux de bienfaisance pourront ordonner, sans autorisation préalable, les réparations et autres travaux dont la dépense n'excèdera pas deux mille francs.

17. Le service intérieur de chaque hospice sera régi par un règlement particulier proposé par la commission administrative et approuvé par le préfet. Ces réglemens détermineront, indépendamment des dispositions d'ordre et de police concernant le service intérieur, le nombre des aumôniers, médecins, chirurgiens, pharmaciens, employés et gens de service. — Les préfets prescriront la rédaction de semblables réglemens pour les bureaux de bienfaisance, partout où ils le jugeront utile.

18. Les aumôniers sont nommés par les évêques diocésains, sur la présentation de trois candidats par les commissions administratives. — Les médecins, chirurgiens, pharmaciens et agens comptables, sont nommés par les préfets, sur une semblable présentation. Ils sont révocables dans les mêmes formes ; mais la révocation n'est définitive qu'après avoir été approuvée par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur. — Tous les autres employés, à l'exception des receveurs, dont il sera parlé ci-après, sont nommés par les commissions administratives, et peuvent être révoqués par elles. — Les mêmes dispositions sont applicables aux bureaux de bienfaisance.

19. Les sœurs de charité employées dans les hospices, conformément au règlement du 18 février 1809, que leur âge ou leurs infirmités rendraient incapables de continuer leur service, pourront être conservées à titre de



*reposantes*, à moins qu'elles n'aient mieux se retirer, auquel cas il pourra leur être accordé des pensions, si elles ont le temps de service exigé, et si les revenus de ces établissemens le permettent.

TITRE III. — Comptabilité (1).

20. Les commissions administratives et les bureaux de bienfaisance ne peuvent faire que les dépenses autorisées ainsi qu'il est réglé par les articles précédens. Les receveurs sont personnellement responsables de tout paiement qui ne résulterait point de ces autorisations, ou qui les excéderait.

21. Ces comptables ont seuls qualité pour recevoir et pour payer. A l'avenir, les recettes et les paiemens effectués sans leur intervention, ou faits de toute autre manière en contravention au présent règlement, donneront lieu à toutes répétitions et poursuites de droit.

22. Ces receveurs sont nommés par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sur une liste de trois candidats présentés par les commissions administratives ou par les bureaux de bienfaisance, et sur l'avis des préfets. Leur cautionnement et leurs remises sont réglés dans les mêmes formes, en observant les proportions déterminées pour le cautionnement et les remises des receveurs des communes. Ils peuvent toutefois être autorisés à faire leur cautionnement en immeubles, et leurs remises peuvent être augmentées lorsque cela est indispensable. Ces dispositions exceptionnelles exigent l'avis du conseil de charité.

23. Les cautionnemens en numéraire sont versés, à titre de dépôt et de prêt, dans les caisses des monts-de-piété. — S'il n'y a point de mont-de-piété dans la ville où sont les établissemens de charité, et qu'il y en ait un dans le département, celui-ci reçoit le dépôt. S'il y en a plusieurs, le préfet désigne celui qui doit le recevoir. S'il n'y en a point dans le département, la désignation est faite par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

24. Lorsque les recettes des hospices, réunies aux recettes des bureaux de bienfaisance, n'excèdent pas vingt mille francs, elles sont confiées à un même receveur. Lorsqu'elles n'excèdent pas dix mille francs, elles sont confiées au receveur municipal. — Il peut n'y avoir qu'un même receveur pour les hospices et les bureaux de bienfaisance, et leurs recettes réunies peuvent être confiées au receveur municipal, lors même qu'elles s'élèvent au dessus des proportions ci-dessus déterminées; mais, dans ce cas, la mesure ne peut avoir lieu que du consentement des administrations respectives et des conseils de charité.

25. Indépendamment des vérifications de caisse et d'écritures auxquelles les administrations charitables peuvent, toutes les fois qu'elles le jugent utile, soumettre leurs receveurs, les préfets sont tenus de les faire vérifier au moins deux fois par an, et toujours à la fin de chaque année, et d'en transmettre les procès-verbaux à notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

26. Des vérifications extraordinaires des mêmes comptables seront confiées aux inspecteurs des finances pendant leur inspection dans les départemens. A cet effet, notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur adressera la désignation des receveurs à vérifier, avec ses instructions particulières, à notre ministre secrétaire d'état au département des finances, qui donnera, en conséquence, aux inspecteurs, les ordres nécessaires, et transmettra ensuite à notre dit ministre de l'intérieur les résultats de ces vérifications.

(1) Aujourd'hui, cette comptabilité est régie par l'ordonnance du 23 avril—10 mai 1823, rendue applicable aux hospices par celle précitée du 24—29 décembre 1826.

27. Les inspecteurs des finances devront se renfermer dans les ordres qu'ils auront reçus en vertu de l'article précédent. Ils ne pourront néanmoins se refuser, pendant le cours de leur tournée, à toutes autres vérifications des mêmes comptables, demandées par les préfets, auxquels ils auront soin de donner connaissance de toutes celles qu'ils auront faites, et d'adresser sur chacune d'elles les observations qu'ils jugeront utiles au bien du service.

28. Les receveurs des établissemens de charité sont tenus de rendre, dans les premiers six mois de chaque année, les comptes de leur gestion pendant l'année précédente. Ces comptes, après avoir été examinés dans les réunions prescrites par l'article 8, et revêtus des observations résultant de cet examen, seront immédiatement transmis aux préfets pour être définitivement jugés et arrêtés, conformément à nos ordonnances des 21 mars 1816 et 21 mai 1817.

29. Les arrêtés de compte seront notifiés dans le mois aux administrations et aux comptables qu'ils concerneront, sans préjudice de la faculté laissée aux parties d'en réclamer plus tôt une expédition. Le recours réservé par notre ordonnance du 21 mai 1817 devra être exercé dans les trois mois de la notification ou de la délivrance de l'expédition, l'une et l'autre constatée par le reçu de la partie intéressée.

30. Les préfets pourront prononcer la suspension de tout receveur des hospices ou des bureaux de bienfaisance qui n'aurait pas rendu ses comptes dans les délais prescrits par les articles précédens, ou qui les aurait rendus d'une manière assez irrégulière pour déterminer cette mesure de rigueur. — La suspension entraînera telles poursuites que de droit, soit qu'il y ait nécessité d'envoyer, aux frais du receveur, un commissaire pour l'apurement de ses comptes; soit que, déclaré en d'ébet, faute d'avoir justifié de l'emploi des sommes dont il était chargé en recette, il y ait lieu de prendre inscription sur ses biens, conformément à l'avis du conseil d'état du 24 mars 1812.

31. Tout arrêté de suspension sera suivi de la révocation du comptable, s'il n'a pas rendu ses comptes dans les délais qui lui auront été fixés par ledit arrêté, ou s'il résulte de leur examen des charges suffisantes pour motiver cette mesure. — Les révocations sont prononcées par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, d'après l'avis des préfets, lesquels ne peuvent le donner qu'après avoir entendu les commissions administratives ou les bureaux de bienfaisance.

32. Les préfets useront des mêmes moyens contre tout receveur dans la gestion duquel des vérifications faites comme il est réglé par la présente ordonnance, auraient constaté, soit une infidélité, soit un déficit ou un désordre grave, ou une négligence coupable.

33. Lorsque les mesures de rigueur prévues par les articles qui précèdent concerneront un receveur de commune se trouvant en même temps receveur d'établissemens charitables, il en sera immédiatement donné connaissance à notre ministre secrétaire d'état des finances, qui, s'il y a lieu, prononcera la révocation, après s'être concerté avec notre ministre de l'intérieur.

34. Les comptes d'administration des commissions des hospices et des bureaux de bienfaisance seront, dans les mêmes délais que les comptes des receveurs, rendus aux préfets, qui prononceront sur ceux de ces comptes concernant les établissemens dont ils règlent les budgets, et soumettront les autres, avec leur avis, à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.



## TITRE IV. — Dispositions générales et transitoires.

35. Il n'est rien innové par la présente ordonnance à l'organisation administrative du service des hospices et des secours dans notre bonne ville de Paris. Lui seront toutefois applicables les dispositions d'ordre et de comptabilité résultant des articles 13, 14, 15, 16, 20, 21, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32 et 34. Il n'est également rien innové aux formes particulières d'administration établies pour l'hôpital royal des Quinze-Vingts, les instituts des sourds-muets, des jeunes aveugles, et l'hospice de Charenton. Seulement les mêmes règles de comptabilité s'appliqueront par analogie à ces établissements, à l'exception du règlement des comptes, lequel continuera à être fait par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

36. Les dispositions des décrets et ordonnances relatives au service des hospices et des bureaux de bienfaisance, non abrogées ou modifiées par la présente ordonnance, continueront à être exécutées.

37. Les changemens ordonnés par les dispositions qui précèdent, dans l'organisation administrative de l'un et de l'autre service, recevront leur exécution à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1822.—Là où les membres actuels des commissions des hospices ou des bureaux de bienfaisance excéderont le nombre de cinq, fixé par l'article 1<sup>er</sup>, la réduction s'opérera par une nouvelle nomination faite parmi les membres en exercice. — Seront également pris de préférence parmi eux, pour la première formation des conseils de charité, les membres à nommer dans ces conseils.

38. Les receveurs des hospices et des bureaux de bienfaisance, actuellement titulaires et régulièrement nommés, dont les recettes et les remises ne seraient pas réglées comme il est dit aux articles 22 et 24, les conserveront telles qu'elles sont établies, jusqu'à ce qu'il y ait lieu de procéder à leur remplacement, auquel cas lesdits articles recevront leur exécution.

---

N<sup>o</sup> 493. = 31 octobre—13 novembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi contenant des modifications à celle du 28 août—1<sup>er</sup> septembre 1820, relative au droit d'entrée des laines arrivant de l'étranger, et à la prime de sortie pour les tissus de laine (1). (VII, Bull. CDLXXXIX, n<sup>o</sup> 11641.)

Louis, . . . .—Vu la loi du 7 juin 1820 et notre ordonnance du 28 août de la même année, qui ont établi et régularisé l'allocation d'une prime de sortie pour les tissus de laine, en compensation du droit d'entrée que ladite loi a mis sur les laines brutes arrivant de l'étranger;—Averti que les diverses quotités de droits et de primes n'embrassent pas toutes les espèces, soit de laines, soit de tissus, qui ont cours dans le commerce, et ne peuvent s'appliquer proportionnellement et d'une manière équitable à chacune;—Voulant faire cesser les difficultés qui embarrassent le commerce et l'administration des douanes, en assurant la juste exécution de la loi;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La distinction des laines fines et communes, faite par la loi du 7 juin 1820, s'établira par la valeur, dûment constatée, de huit francs et au dessus, par kilogramme, pour les laines fines, et de trois francs et au dessous, pour les laines communes. Il sera établi une classe intermédiaire des laines valant moins de huit francs et plus de trois francs par kilogramme, laquelle paiera les deux tiers du droit fixé pour les laines fines.

---

(1) Voyez la loi de douanes du 7—9 juin 1820, art. 8, portant allocation de cette prime, et la note.

2. Le droit des laines lavées sera réduit d'un tiers pour celles qui ne sont lavées qu'à froid.

3. Au moyen de ces dispositions, le tarif d'entrée demeurera réglé ainsi qu'il suit : — Laines valant huit francs le kilogramme ou plus : épurées, soixante francs ; en suint, lavées à froid, quarante francs ; brutes, vingt francs. — Laines valant trois francs ou moins : épurées, quinze francs ; en suint, lavées à froid, dix francs ; brutes, cinq francs. — Laines de valeur intermédiaire entre celles ci-dessus : épurées, quarante francs ; en suint, lavées à froid, vingt-sept francs ; brutes, quatorze francs.

4. Les bourres de laine entière paieront comme les laines ci-dessus, selon leur espèce et valeur.

5. La valeur sur laquelle se réglera l'application de la présente sera celle de la laine supposée épurée et prête à être mise en œuvre.

6. L'administration des douanes, ou les employés pour leur propre compte, usureront du droit de préemption, tel qu'il est réglé par la loi du 4 floréal an 4, à l'égard des laines qu'on jugera être déclarées au dessous de leur valeur réelle.

7. L'entrée des laines ne pourra avoir lieu que par les bureaux désignés en l'article 20 de la loi du 28 avril 1816, quelle que soit la quotité des droits dus, et sauf les exceptions autorisées par l'article 21 de la même loi.

#### Primes.

8. Les primes de quatre-vingt-dix francs, cinquante-six francs vingt-cinq centimes, quarante-cinq francs, et vingt-deux francs cinquante centimes, établies par la loi du 7 juin 1820, seront graduées et appliquées ainsi qu'il suit : — Étoffes et bonneterie de pure laine : surlines (tissées avec les laines passibles du droit de soixante francs), quatre-vingt-dix francs ; fines (tissées avec les laines passibles du droit de quarante francs), soixante francs ; communes (tissées avec les laines passibles du droit de quinze francs), vingt-deux francs cinquante centimes. — Étoffes où la laine entre au moins pour moitié, et qui sont mélangées de coton : laine surfine (de toile, selon les distinctions ci-dessus), soixante-dix francs ; fine (de toile, selon les distinctions ci-dessus), cinquante-cinq francs ; commune (de toile, selon les distinctions ci-dessus), trente-six francs. — Étoffes où la laine entre au moins pour moitié, et qui sont mélangées de fil ou de soie : laine surfine (de toile, selon les distinctions ci-dessus), quarante-cinq francs ; laine fine (de toile, selon les distinctions ci-dessus), trente francs ; laine commune (de toile, selon les distinctions ci-dessus), douze francs. — Étoffes de coton brochées de laine, et dont le kilogramme vaut au moins quatre francs (comme tissus de pur coton), cinquante francs. — Sont exclus du bénéfice de la prime les tiretaines et autres tissus formés en tout ou en partie de plocs de vache, de poils ou de déchets de laine, et en général toutes les étoffes dont la valeur ne serait pas décuple de la prime demandée.

9. Les déclarations présentées en douane à l'effet d'obtenir la prime devront être accompagnées des échantillons nécessaires à la reconnaissance de l'espèce de laine dont ils sont formés.

10. Il sera statué sur les difficultés qui s'élèveront relativement à la reconnaissance des espèces de laines et de tissus pour l'application des droits et des primes, par trois commissaires experts qui seront attachés au département de l'intérieur, et auxquels le ministre adjoindra, pour chaque affaire, deux commerçans ou fabricans en laines, qui auront voix consultative. La décision des commissaires experts relatera l'avis donné par le directeur général des douanes.



11. Les dispositions de notre ordonnance du 28 août 1820, qui ne sont pas contraires à la présente, sont maintenues.

N° 494. = 31 octobre—1<sup>er</sup> décembre 1821. = **ORDONNANCE du roi contenant règlement relatif aux maisons d'éducation de filles de degrés supérieurs** (1). (VII, Bull. CDXCII, n° 11686.)

Louis, ... — Vu la loi du 22 décembre 1789, qui attribue aux administrations départementales la surveillance de l'éducation publique en général; — Vu l'ordonnance du 3 avril 1820, qui maintient les préfets dans l'exercice de cette surveillance pour les écoles de filles; — Considérant qu'il importe de lever toutes les difficultés qui pourraient s'opposer à la répression des délits commis par les institutrices de tous les degrés; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les maisons d'éducation de filles de degrés supérieurs sont, comme les écoles primaires de filles, maintenues sous la surveillance des préfets des départemens.

2. Aucune école primaire, pension ou institution de filles ne pourra être ouverte sans que la maîtresse se soit préalablement pourvue d'une autorisation du préfet du département.

3. Les sous-maîtresses employées dans ces maisons seront également tenues de se munir d'une pareille autorisation.

4. Une autorisation légalement donnée ne pourra être retirée par nos préfets qu'après qu'il en aura été par eux rélégué à notre ministre de l'intérieur.

5. Les maîtresses d'écoles primaires, de pensions et institutions de filles, ouvertes sans autorisation, ou qui continueraient de l'être après que l'autorisation aura été retirée, seront poursuivies pour contraventions aux réglemens de police municipale, sans préjudice des peines plus graves qui pourraient être requises pour des cas prévus dans le Code pénal.

6. Dans tous les cas, soit que notre procureur agisse d'office, soit que la poursuite se fasse à la diligence du préfet, ces fonctionnaires se préviendront réciproquement et se concerteront pour que les parens ou tuteurs des élèves soient avertis de les retirer.

N° 495. = 31 octobre—1<sup>er</sup> décembre 1821. = **ORDONNANCE du roi portant établissement d'un Mont-de-Piété dans la ville de Toulon** (2). (VII, Bull. CDXCII, n° 11687.)

N° 496. = 31 octobre—1<sup>er</sup> décembre 1821. = **ORDONNANCE du roi qui porte de soixante-dix à soixante-douze le nombre des places de courtiers près la bourse de Bordeaux**. (VII, Bull. CDXCII, n° 11688.)

N° 497. = 31 octobre 1821—8 juin 1831. = **ORDONNANCE du roi portant création de préfets apostoliques à la Martinique et à la Guadeloupe**. (IX, ordonn., Bull. LXXVIII, n° 2117.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le culte catholique sera exercé, dans chacune de nos colonies de la Martinique et de la Guadeloupe et dépendances, sous la direction et la

(1) Voyez l'ordonnance du 3—26 avril 1820, concernant les écoles de filles.

Voyez aussi, dans les notes qui accompagnent le décret du 12—12 décembre 1792, le résumé de la législation concernant l'organisation des écoles primaires.

(2) Voyez la loi du 16—28 pluviôse an 12 (6—16 février 1804), relative aux maisons de prêt sur nantissement, et la note.

surveillance d'un préfet apostolique, qui ne pourra remplir simultanément les fonctions de curé.

2. Il est alloué aux préfets apostoliques, dans l'une et l'autre île : — Un traitement annuel de douze mille francs; — Un supplément annuel, pour frais de bureau et de tournées, de trois mille francs; — Un logement en nature, — Et une indemnité de huit mille francs pour frais d'établissement, achat et entretien d'ameublement, laquelle sera payable au moment de l'entrée en fonctions.

3. Il y aura dans les mêmes colonies un vice-préfet apostolique, lequel sera en même temps curé d'une des principales paroisses, et ne recevra d'autres émolumens que ceux de sa cure.

---

N° 498. = 3—8 novembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi concernant le droit à établir sur les fers étrangers (1). (VII, Bull. CDLXXXVIII, n° 11621.)

Louis, ... — Vu la loi du 21 décembre 1814, qui a fixé les droits sur les fers importés de l'étranger en France; — Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre de la même année, qui nous autorise à modifier par nos ordonnances certaines dispositions du tarif des douanes, sauf à les faire présenter en forme de projet de loi aux deux chambres, avant la fin de leur session, si elles sont assemblées, ou à la session la plus prochaine, si elles ne le sont pas; — Considérant que des faits et documens qui ont été mis sous nos yeux, il résulte qu'il est juste et nécessaire de protéger par un droit plus élevé la fabrication des fers dans notre royaume contre la concurrence des fers étrangers *étirés au laminoir*, dont le prix est fort inférieur à celui des fers martelés, et qui n'ont pas été pris en considération dans les calculs sur lesquels furent fondées les taxes de 1814; — Considérant que l'époque très prochaine de la réunion des chambres permet d'attendre leur concours pour régler la quotité de l'augmentation de droits qu'isera jugée la plus convenable; — Mais que, pour que cette augmentation, quelle qu'elle soit, pourvoie efficacement au dommage dont il s'agit d'arrêter les effets, il est indispensable que l'application en soit faite aux fers qui pourront être introduits en France à dater de ce moment, autres toutefois que ceux pour lesquels des commandes peuvent déjà avoir été faites, et dont il est équitable de faciliter l'admission aux droits actuels pendant un délai qu'il nous appartient de déterminer; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. A dater de l'expiration de la quinzaine qui suivra la publication de la présente ordonnance, les fers étrangers *étirés au laminoir* ne pourront être introduits dans notre royaume que sous la condition d'être immédiatement mis en entrepôt, et d'acquitter, lorsqu'ils en seront retirés pour la consommation, le droit qui aura été fixé par la loi que nous nous proposons de faire incessamment présenter aux chambres.

2. Le comité consultatif des arts et manufactures établi près notre ministre de l'intérieur, prononcera sur les doutes qui pourraient s'élever relativement à la distinction des fers laminés et martelés, après avoir pris connaissance de l'avis de notre directeur général des douanes.

---

N° 499. = 5 novembre 1821. = **DISCOURS** du roi à l'ouverture de la session de 1821. (Moniteur du 6 novembre 1821.)

---

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 21—27 décembre 1814, et la note qui indique les lois par lesquelles ce droit a été successivement fixé.



N° 500. = 7—13 novembre 1821. = **ORDONNANCE du roi portant création d'une section temporaire au tribunal de Neufchâtel, département de la Seine-Inférieure.** (VII, Bull. CDXC, n° 11647.)

N° 501. = 7—25 novembre 1821. = **ORDONNANCE du roi portant réorganisation du corps de sapeurs-pompiers de la ville de Paris** (1). (VII, Bull. CDXCI, n° 11675.)

Louis, . . . .—Vu le décret du 18 septembre 1811, portant création d'un corps de sapeurs-pompiers pour la ville de Paris; — Vu notre ordonnance du 23 juin 1819, qui, en réduisant le service de la garde nationale de Paris, a prescrit que l'organisation du corps des sapeurs-pompiers serait déterminée de manière à le mettre en état de concourir de plus en plus au service d'ordre et de police; — Considérant que, quoique, d'après la destination spéciale de ce corps et la nature de son service, les frais de son entretien soient à la charge de la ville de Paris, l'importance des établissemens dont la conservation est confiée à sa vigilance exige qu'il soit tenu au complet, et rend sa bonne administration un objet d'intérêt général;—Qu'il est d'ailleurs indispensable qu'un corps chargé de concourir avec la garnison de Paris au maintien de la tranquillité publique soit soumis aux réglemens et à la discipline militaires; —Voulant, pour ces motifs, faciliter le recrutement du corps des sapeurs-pompiers, assurer sa bonne composition, et donner à ses chefs l'autorité nécessaire; — Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état aux départemens de la guerre et de l'intérieur, — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le corps des sapeurs-pompiers de notre bonne ville de Paris comptera, à l'avenir, dans le complet de l'armée déterminé par l'article 5 de la loi du 10 mars 1818 : toutefois, il continuera à être entretenu aux frais de la ville de Paris.

2. Ce corps sera composé d'un état-major et de quatre compagnies de cent cinquante-six hommes chacune, organisées ainsi qu'il suit :

#### Etat-major.

Commandant ayant le grade de chef de bataillon ou de lieutenant-colonel, un; adjudant-major capitaine, un; capitaine-ingénieur, un; adjudans-sous-officiers, deux; maîtres-ouvriers, deux.

#### Emplois civils.

Trésorier, un; chirurgien-major, un; aide-chirurgien, un; garde-magasin, un; marinier, un.

#### Compagnies.

Capitaine, un; lieutenant, un; sergent-major, un; sergens, cinq; caporal-fourrier, un; caporaux, vingt; tambours, deux; sapeurs-pompiers, cent vingt-cinq.—Force d'une compagnie, cent cinquante-six.—Force de quatre compagnies, six cent vingt-quatre.—Complet du corps, six cent trente-six.

3. Les officiers du corps seront nommés par nous, sur le rapport de notre

(1) Voyez le décret du 18 septembre 1811, portant création de ce corps, et la note.

Voyez aussi l'ordonnance du 20 janvier—10 avril 1832, qui en modifie l'organisation; celle du 26 décembre 1834—16 janvier 1835, portant qu'à l'avenir le trésorier des sapeurs-pompiers de la ville de Paris fournira un cautionnement; et celle du 17 février—4 mars 1836, relative au recrutement de ce corps.

ministre secrétaire d'état au département de la guerre, d'après un état de proposition du préfet de police, approuvé par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

4. Les officiers du grade de lieutenant seront choisis parmi les sous-officiers du corps, ou les officiers des différens corps de l'armée qui demanderont à y être admis.

5. Les officiers du corps rouleront entre eux pour l'avancement, soit au choix, soit à l'ancienneté. — La nomination du commandant aura toujours lieu au choix entre les lieutenans-colonels ou les chefs de bataillon de l'armée et les capitaines du corps.

6. Les officiers prendront rang dans l'armée d'après leur ancienneté de grade.

7. Les sous-officiers seront choisis par le préfet de police, sur la présentation du commandant, parmi les sapeurs-pompiers qui rempliront les conditions déterminées par notre ordonnance du 2 août 1818, sur l'avancement de l'armée. — Leur nomination sera soumise à l'approbation de notre ministre de la guerre.

8. Le trésorier, le chirurgien-major, l'aide-chirurgien, le garde-magasin et le marinier, seront nommés par le préfet de police, et leur nomination sera soumise à notre ministre de l'intérieur.

9. La durée des engagemens volontaires pour les sapeurs-pompiers est fixée à huit ans; celle des rengagemens, à deux, quatre ou huit ans. — Les engagemens ne seront définitifs que lorsque le préfet de police aura reconnu que les engagés réunissent les qualités requises pour le service du corps.

10. En cas d'insuffisance des enrôlemens volontaires, le corps sera complété au moyen de l'admission des hommes des divers corps de l'armée qui demanderaient à y achever leur temps de service, d'après le mode prescrit par notre ordonnance du 5 avril 1820, concernant le recrutement de la gendarmerie royale (1).

11. Les changemens qu'il sera nécessaire d'apporter aux réglemens sur le service de l'administration du corps nous seront soumis par notre ministre de l'intérieur, qui les concertera préalablement avec notre ministre de la guerre.

12. Les dispositions des ordonnances, décrets et réglemens antérieurs, contraires à la présente ordonnance, sont et demeurent abrogées.

---

N<sup>o</sup> 502. = 14—25 novembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi contenant des dispositions relatives aux entreprises ayant pour objet le remplacement des jeunes gens appelés à l'armée en vertu de la loi du 10—12 mars 1818. (VII, Bull. CDXCI, n<sup>o</sup> 11676.)

Louis, . . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu la loi du 10 mars 1818 sur le recrutement de l'armée; — Vu les dispositions du Code civil et du Code de commerce sur les contrats et les sociétés; — Vu les avis du conseil d'état des 1<sup>er</sup> avril et 15 octobre 1809 sur les associations de la nature des tontines et sur les compagnies d'assurances qui intéressent l'ordre public; — Vu l'avis de notre conseil d'état du 25 octobre dernier, qui établit—« Que, la loi du 10 mars 1818 sur le recrutement n'ayant  
« prévu ni réglé l'intervention des tiers, isolés ou en société, dans les  
« stipulations particulières auxquelles peuvent donner lieu les remplace-  
« mens et les substitutions dans l'armée, cette intervention ne peut être

---

(1) Voyez l'ordonnance du 20 avril—1<sup>er</sup> mai 1828, qui modifie le présent article.



« régie que par la législation ordinaire ; — Que les règles du droit commun ont été modifiées par les avis approuvés du conseil d'état des 1<sup>er</sup> avril et 15 octobre 1809, à l'égard des sociétés des tontines et des compagnies qui intéressent l'ordre public ; qu'aux termes de ces avis, ces sociétés, sous quelques formes et dénominations qu'elles se présentent, ne peuvent exister qu'avec l'autorisation du roi ; — Qu'à plus forte raison cette autorisation est nécessaire aux entreprises, associations, agences et compagnies d'assurances pour le remplacement, les opérations de ces compagnies pouvant avoir une influence dangereuse sur la composition de l'armée ; » — Considérant qu'il importe de prévenir et de réprimer toute entreprise qui aurait pour objet ou pour résultat d'altérer la composition de l'armée, telle qu'elle a été déterminée par la loi du 10 mars 1818 ; — Que les entreprises pour le remplacement des jeunes gens appelés à l'armée en vertu de cette loi présentent des combinaisons dont l'effet serait de détourner les jeunes gens du service personnel, et de soumettre les remplaçans, après leur admission dans les corps, à des influences étrangères à l'administration militaire ; qu'il peut résulter de ces combinaisons de graves inconvéniens pour la bonne composition et la discipline de l'armée ; — Que les familles ne peuvent vérifier, suivre et défendre les garanties offertes par ces entreprises ; — Que, s'il est des entreprises de ce genre qui puissent être admises, ce ne peut être que celles qui auront été autorisées par le gouvernement après un sévère examen de leurs statuts et de la nature de leurs opérations ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Aucune entreprise ayant pour objet le remplacement des jeunes gens appelés à l'armée en vertu de la loi du 10 mars 1818, ne pourra exister qu'avec notre autorisation.

2. Les autorisations seront accordées par nous sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur. — Notre ministre secrétaire d'état de la guerre donnera préalablement son avis.

3. Les préfets prendront toutes les mesures administratives et de police autorisées par les lois, à l'effet de prémunir nos sujets contre les actes irréguliers ou les entreprises illicites. — Ils délégueront à nos procureurs généraux et procureurs près les tribunaux ceux desdits actes qui auraient les caractères d'un délit ou d'une contravention prévus par les lois.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice, et nos ministres secrétaires d'état de l'intérieur et de la guerre, sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois, avec les avis du conseil d'état approuvés les 1<sup>er</sup> avril et 15 octobre 1809 (1).

N<sup>o</sup> 503. = 16—25 novembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi contenant règlement sur la nomination aux bourses royales et communales dans les collèges royaux (2). (VII, Bull. CDXCI, n<sup>o</sup> 11677.)

Louis,... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ; — Vu l'ordonnance du 25 décembre 1819 ; — Vu le mémoire de notre conseil royal de l'instruction publique, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les bourses royales et communales pourront être données désormais à des élèves qui ne sont pas âgés de plus de douze ans, mais à la charge, pour ceux qui auront atteint cet âge, de justifier qu'ils ont l'instruction né-

(1) Voyez ces deux avis.

(2) Voyez le décret du 10 mai 1808, portant création de bourses dans les collèges royaux, et les notes qui résument tous les réglemens auxquels la répartition et les conditions de la concession de ces bourses ont donné lieu.

cessaire pour être admis, à l'ouverture de l'année scolaire qui suivra, dans la classe de sixième.

2. Ces bourses pourront être aussi conférées à des élèves plus âgés qui seraient pensionnaires depuis l'âge de douze ans dans un collège de l'université, et qui auraient une instruction proportionnée à leur âge (1).

3. La nomination aux bourses communales sera faite par le conseil municipal de la ville qui paie lesdites bourses; cependant les élèves nommés ne seront admis que d'après un examen qui constatera qu'ils ont le degré d'instruction nécessaire pour entrer dans la classe qui correspond à leur âge. Notre conseil royal de l'instruction publique déterminera les formes et les conditions de cet examen.

4. Dans le cas où un sujet nommé ne serait pas jugé avoir le degré d'instruction convenable, le conseil municipal, sur l'avis qui lui en aura été donné par le recteur de l'académie, devra nommer, dans le délai d'un mois, un autre sujet qui remplisse les conditions exigées.

5. Toutes les dispositions de notre ordonnance du 25 décembre 1819, auxquelles il n'est pas dérogé par la présente, sont maintenues.

---

N° 504. = 20 novembre—1<sup>er</sup> décembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui transfère à Amfreville le chef-lieu de la justice de paix du canton de Tourville, département de l'Eure. (VII, Bull. CDXCII, n° 11689.)

---

N° 505. = 21—25 novembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant que toute importation de cotons des deux Amériques effectuée par des navires français partis des ports du royaume avant le 1<sup>er</sup> avril 1822, jouira de la prime accordée par l'ordonnance du 26 octobre—13 novembre 1821. (VII, Bull. CDXCI, n° 11673.)

---

N° 506. = 21 novembre—12 décembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit des mesures pour le remboursement des quatre derniers cinquièmes restant à échoir des reconnaissances de liquidation. (VII, Bull. CDXCIV, n° 11706.)

---

N° 507. = 21 novembre—23 décembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi contenant règlement sur le mode d'exploitation du minerai de fer des terrains houillers du département de la Loire (2). (VII, Bull. CDXCV, n° 11739.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Sur ce qu'il nous a été représenté par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur qu'il est nécessaire de pourvoir par un règlement général au mode d'exploitation du minerai de fer des terrains houillers du département de la Loire, lequel se présente dans des gisemens qui n'avaient pas été exploités jusqu'ici; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le minerai de fer, lorsqu'il se présentera à la surface du sol sans aucune connexité avec des couches de houille exploitables, et qu'il pourra être extrait à ciel ouvert sans danger reconnu par l'administration pour son exploitation future, sera exploité conformément aux dispositions du titre VII, section II, de la loi du 21 avril 1810.

2. Le minerai de fer, quand il sera dans la profondeur sans aucune con-

---

(1) Voyez l'ordonnance du 24 juin—1<sup>er</sup> juillet 1829, qui a étendu cette exception.

(2) Voyez la loi générale du 21 avril—1<sup>er</sup> mai 1810, sur les mines, et les notes qui résument tous les réglemens de la matière.



nexité avec de la houille exploitable, et toutes les fois qu'il y aura lieu de pousser des ouvrages souterrains, soit dans des terrains non compris dans une concession ou dont le concessionnaire aurait été régulièrement déchu, soit dans des travaux abandonnés de recherche et d'exploitation, ne pourra être exploité qu'en vertu d'un acte spécial de concession obtenu conformément aux dispositions du titre IV de la loi du 21 avril 1810, et sous les réserves portées à l'article 70 de cette loi.

3. Le minerai de fer, lorsqu'il se présentera en connexité avec la houille exploitable, sera concédé, de préférence, au même concessionnaire que celui de la houille, à la charge par lui de payer, pour cette seconde concession, une rétribution nouvelle aux propriétaires du sol, de fournir le minerai de gré à gré, ou à dire d'experts, à l'usine qui sera déterminée par l'acte de concession, et sauf l'application, s'il y a lieu, de l'article 49 de la loi du 21 avril 1810.

---

N° 508. = 21 novembre 1821—3 janvier 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement sur la police de la pêche de la morue à l'île de Terre-Neuve (1). (VII, Bull. CDXCVII, n° 11808.)

Louis, . . . — Vu, 1° l'ordonnance de 1681, titre VI, livre V;—2° L'arrêté du 4 février 1803 (15 pluviôse an 11), et notre ordonnance du 13 février 1815, l'une et l'autre portant règlement sur la police de la pêche de la morue à l'île de Terre-Neuve;—3° Notre ordonnance du 4 octobre 1820, additionnelle à celle du 21 octobre 1818, relative aux primes d'encouragement pour la pêche de la morue;—4° Les comptes rendus par les officiers de notre marine et les trois capitaines au long cours qui ont été chargés, cette année, de procéder à une nouvelle reconnaissance des havres qui peuvent être occupés par les navires français sur les côtes de l'île de Terre-Neuve; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies;— Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE I<sup>er</sup>. — Répartition des places.

Art. 1<sup>er</sup>. Les havres et places, avec les grèves (ou graves) qui en dépendent, aux côtes de l'île de Terre-Neuve, continueront de n'être pas au choix du premier arrivé ni du premier occupant.

2. Il sera dressé un état des havres situés sur la partie des côtes où, d'après les traités, les capitaines français peuvent s'établir pour la pêche.— Cet état indiquera, suivant le plan topographique des côtes, et en commençant par le premier havre de la côte de l'ouest, — Les noms des havres, — Les numéros et les noms des places comprises dans chaque havre, — Le nombre de bateaux que chacune des places peut contenir, — La situation de la grève correspondante à chaque place, — Les limites de chaque place.— La nomenclature des places sera divisée, sur ledit état, en trois séries établies de la manière suivante, d'après le nombre de bateaux auquel chaque place peut suffire; savoir : — Première série (*places pouvant contenir*) quinze bateaux et au dessus; — Deuxième série (*places pouvant contenir*) dix à quinze bateaux exclusivement; — Troisième série (*places pouvant contenir*) neuf bateaux et au dessous.

3. Les armateurs des différens ports du royaume qui se proposeront d'en-

---

(1) Voyez, sur cet objet, l'arrêté du 15 pluviôse an 11 (4 février 1803), et les notes.

Les primes d'encouragement pour la pêche de la morue sont l'objet d'une législation particulière. Voyez, à cet égard, la note qui accompagne le titre de l'arrêté du 17 ventôse an 10 (8 mars 1802).

voyer des navires à la pêche sur les côtes de Terre-Neuve, feront au commissaire de la marine chargé en chef du service au port de Saint-Servan, la déclaration du nombre de navires et de bateaux qu'ils doivent armer pour la pêche.

4. Ces armateurs, ou leurs correspondans spécialement autorisés, se réuniront à Saint-Servan, le 27 décembre prochain, sous la présidence du commissaire de la marine, afin qu'il soit procédé, ainsi qu'il suit, par la voie du sort, à la répartition des places que leurs navires devront occuper. — Les déclarations faites conformément à l'article 3 seront comprises dans un relevé général, présentant, eu égard au nombre de bateaux, le classement des navires en trois séries correspondantes à celles établies par les places. — Il sera donné lecture de ce relevé à l'assemblée; après quoi, le tirage au sort aura lieu par série, en commençant par la dernière. — A cet effet, il sera disposé autant de bulletins qu'il y aura de navires dans une même série, et chacun des bulletins portera le nom d'un des navires. — Ces bulletins seront mis ensuite dans une urne, d'où ils seront successivement tirés, en présence de tous les armateurs réunis. — Au fur et à mesure qu'un bulletin sortira, l'armateur du navire désigné par le bulletin choisira une place dans la série à laquelle ce bâtiment appartient. — Si la série des places se trouve épuisée avant la série correspondante des navires, les bâtimens excédans seront réunis à ceux de la série supérieure; mais les armateurs de ces bâtimens excédans ne pourront choisir dans la nouvelle classe où ils seront compris, que les places du moindre nombre de bateaux. — Le tirage sera continué de cette manière, jusqu'à ce que tous les navires portés sur le relevé aient obtenu des places; et cette opération sera constatée par un procès-verbal. — L'assemblée sera ensuite dissoute.

5. Les résultats du tirage effectué conformément à l'article précédent seront énoncés dans un tableau de répartition dressé par les soins du commissaire de la marine. — Ce tableau devra présenter : — Les noms des havres, — Les numéros et les noms des places comprises dans chaque havre, — Le nombre de bateaux que chaque place peut contenir, — Les limites de chaque place, — Les noms des armateurs concessionnaires, — Les villes où ces armateurs sont domiciliés, — Les noms des navires, — Le port en tonneaux de ces navires, — La force des équipages, — Le nombre de bateaux dépendans de chaque navire, — Le port d'où chacun de ces bâtimens doit être expédié.

6. Le tableau de répartition, rédigé à la suite du procès-verbal du tirage des places, et arrêté par le commissaire de la marine à Saint-Servan, sera adressé à notre ministre de la marine et des colonies; il sera imprimé et rendu public.

7. Chaque armateur conservera pendant cinq ans la jouissance du havre et de la place qui lui auront été assignés, tant qu'il continuera d'expédier le même nombre de navires et de bateaux pour la pêche de la morue. — Il conservera, pendant le même temps, la propriété des échafauds, dépendances et grèves qu'il aura fait préparer. — A la fin de la cinquième année de jouissance, chaque capitaine constatera, par un procès-verbal signé de deux autres capitaines voisins, l'état de l'établissement qu'il aura formé et occupé, lequel consiste dans l'échafaud, ses orgages et ses tenailles, les cabanes et leurs portes: il laissera ledit établissement dans la situation où il se trouvera. — Quant aux autres objets, tels que cageots, traîneaux, bateaux, étaux, avirons, lavoirs, garde-poissons et autres ustensiles, le capitaine pourra les enlever, afin que l'armateur propriétaire en dispose à son gré.

8. Les cinq années expirées, il sera procédé, par la voie du sort, conformément aux dispositions de l'article 4, au renouvellement général du partage



des places entre les armateurs déjà concessionnaires, concurremment avec ceux qui se présenteront pour la première fois, mais après que les uns et les autres auront fait les déclarations prescrites par l'article 3.

9. Il sera délivré à chaque armateur un bulletin de mise en possession, indiquant le nom du havre et de la place qui lui auront été assignés pour chaque navire. — Dans le cas où la place ne serait point désignée nominativement, ce bulletin contiendra tous les renseignemens nécessaires pour en constater la position et la faire facilement reconnaître.

10. Le commissaire de la marine à Saint-Servan adressera un état de ces bulletins aux administrateurs des ports d'où les navires devront être expédiés, afin que ces administrateurs puissent remettre aux capitaines desdits navires des bulletins particuliers, conformes au modèle prescrit par l'article 22 du présent règlement.

11. Il pourra être concédé des places sur la côte de l'île de Terre-Neuve aux armateurs qui expédieront leurs navires à la pêche sur le grand banc ou sur les banquereaux, avec l'intention de faire sécher à la côte de l'île la morue prise par ces bâtimens. — Mais ces armateurs, pour être admis au tirage des places, seront tenus, comme les autres armateurs, à une déclaration préalable, à défaut de laquelle leurs navires ne pourront s'établir que sur les points de la côte qui ne seront point occupés.

12. Aucun armateur ne pourra obtenir pour le même navire la concession simultanée de places sur les côtes *est* et *ouest* de l'île.

13. Tout armateur qui, à l'époque du tirage général des places, et à moins qu'il n'y soit contraint par force majeure, n'expédiera point le navire et les bateaux dont l'armement annoncé par lui aurait déterminé à son égard une concession de place, perdra ses droits à la jouissance de cette place, indépendamment de l'amende de trois mille francs, stipulée volontairement, pour ce cas, au profit de la caisse des invalides de la marine, par l'assemblée des armateurs réunis à Saint-Servan, suivant délibération du 15 décembre 1820. — Les échafauds, leurs dépendances et grèves, tels qu'ils se trouveront à l'arrivée des navires sur la côte, appartiendront au navire auquel la place aura été assignée d'après la répartition réglée par les articles 3, 4 et 5 du présent règlement, ou à un autre navire armé en remplacement par le même armateur, pourvu que le nombre de bateaux ne soit pas moindre que celui d'abord déclaré. — Si, dans les années qui suivront celle où le partage général des places aura été effectué, ledit armateur équipe moins de bateaux, il y aura lieu au partage de la grève, seulement en raison du moindre nombre de bateaux. — Toute place qui, pendant une saison de pêche, n'aura point été occupée par le navire auquel elle avait été concédée, sera réputée vacante, et pourra être mise à la disposition de tout autre armateur, suivant les formes prescrites, sans que le premier concessionnaire qui l'aura abandonnée puisse y conserver aucun droit, ni prétendre à aucune indemnité. — Aucun armateur ne pourra revendiquer la jouissance d'un terrain non occupé, mais qu'un autre armateur concessionnaire aurait défriché à neuf et disposé pour faciliter et étendre l'exploitation de sa pêche, à moins que ce terrain ne reste inoccupé pendant deux saisons.

14. Aucun navire ne devra aller pêcher sur la côte de l'île de Terre-Neuve, s'il ne lui a point été assigné de place d'après les formes déterminées. — Les administrateurs de la marine, dans les ports d'armement, ne délivreront de rôles d'équipage aux navires destinés à être expédiés pour la pêche à l'île de Terre-Neuve, qu'après s'être assurés que les armateurs ont été mis en possession d'une place, conformément au présent règlement.

15. Lorsque, postérieurement au tirage général prescrit par les articles 4

et 8, un nouvel armateur voudra faire une expédition pour la pêche, il devra, à l'époque du 10 février au plus tard, en prévenir le commissaire de la marine à Saint-Servan, et lui désigner la place dont il désire la concession, ainsi que le nombre de bateaux qu'il se propose d'équiper. — Si la place demandée est reconnue vacante, elle sera concédée en totalité ou en partie, suivant le nombre de bateaux, à ce nouvel armateur, qui recevra, en conséquence, un bulletin de mise en possession, dont la délivrance, s'il y a lieu, sera notifiée par le commissaire de la marine à Saint-Servan à l'administrateur du port d'armement du navire. — Les armateurs qui obtiendront ainsi des places après la répartition générale, n'en jouiront que pendant le temps restant à s'écouler jusqu'au terme marqué pour le renouvellement intégral. — Ces concessions particulières seront inscrites sur le tableau de répartition, et le commissaire de la marine à Saint-Servan en rendra compte à notre ministre de la marine et des colonies.

**TITRE II. — Capitaines des navires employés à la pêche de la morue sur les côtes de l'île de Terre-Neuve.**

16. Le capitaine le plus âgé remplira les fonctions qui étaient précédemment attribuées au capitaine arrivé le premier.

17. Il est spécialement chargé de maintenir la discipline, la police, et le bon ordre dans le havre; d'assurer à chaque capitaine la jouissance du havre et de l'étendue de grève qui lui sont assignés; d'inspecter les filets; de veiller à la sûreté des mouillages et rades; de recevoir les plaintes des capitaines pêcheurs, et d'y faire droit, lorsqu'il est compétent pour les juger, après avoir toutefois vérifié les faits et acquis des preuves, autant qu'il lui est possible. — Il préside toutes les réunions de capitaines qui peuvent avoir lieu dans le havre; il termine, comme prud'homme arbitre, et sans frais, les contestations qui peuvent s'élever entre les capitaines; il ne peut exiger aucune rétribution ni émolumens des capitaines pêcheurs; il garde minute des décisions qu'il prononce; il constate par des procès-verbaux toutes les contraventions au présent règlement commises pendant la durée de la pêche; il signe ces procès-verbaux, et les fait signer par les officiers et le maître d'équipage; et, à son retour, il doit remettre lesdites décisions et procès-verbaux au commissaire de la marine dans le port d'où il est parti. — Il doit remettre aussi audit commissaire un rapport détaillé sur la navigation, et sur tout ce qui peut intéresser l'amélioration de la pêche.

18. Si le capitaine prud'homme était lui-même intéressé dans une contestation, ou s'il était absent, l'affaire devrait être portée et soumise au jugement du prud'homme du havre le plus voisin.

19. Lorsque des bâtimens de notre marine sont en station sur les côtes de l'île de Terre-Neuve, et que le capitaine prud'homme a eu connaissance de délits qui sont de simple police, il les dénonce au commandant desdits bâtimens, et provoque contre les délinquans les peines prononcées par les lois sur la discipline des équipages.

20. S'il est commis des délits qui, en France, seraient du ressort des tribunaux, le capitaine prud'homme remplit les fonctions de juge de paix: il forme la première instruction; il veille à ce que le prévenu ne puisse s'évader; et, à son arrivée, il remet les pièces au procureur du roi.

21. Il est défendu, sous peine de mille francs d'amende (ordonnance du 8 mars 1702), à tout capitaine de navire expédié pour la pêche de la morue sur les côtes de l'île de Terre-Neuve, d'appareiller et de faire route, avant le 1<sup>er</sup> mars, pour la côte de l'ouest, et pour celle de l'est, avant le 20 avril. — Il est également défendu, sous la même peine, d'expédier des bateaux sur la



côte, si le navire en est éloigné de plus de deux lieues, et même à une moindre distance, s'il y a banquise formée; ce qui sera constaté par les journaux des capitaines et des officiers. — Il sera, toutefois, permis aux armateurs qui expédieront pour la première fois des navires à la côte de l'est de l'île de Terre-Neuve, et où ils n'auront pas encore formé d'établissement, de faire partir leurs navires le 10 avril; mais, s'ils dévancent cette époque, ils encourront la peine d'amende ci-dessus rappelée.

22. Chaque capitaine recevra, avant son départ pour l'île de Terre-Neuve, de l'administrateur de la marine dans le port d'où il sera expédié, un bulletin de mise en possession, conforme au modèle ci-après. Il sera tenu d'exhiber ledit bulletin au capitaine prud'homme du havre où il devra être placé.

### PÊCHE DE LA MORUE.

#### CÔTES DE L'ÎLE DE TERRE-NEUVE.

##### Partie (1)

BULLETIN DE MISE EN POSSESSION. — Le navire le , armé au port de , appartenant à M. , domicilié à , commandé par le sieur ; jaugeant tonneaux, ayant hommes d'équipage, devant armer et équiper bateaux.

Le présent bulletin a été délivré par le de la marine à , au sieur , capitaine du navire le , conformément au règlement du 21 novembre 1821, pour constater que ledit capitaine a le droit d'occuper, dans le havre d , situé sur la côte de l'île, la place, avec ses dépendances (n<sup>o</sup> ), dite (2) , qui a été assignée audit navire, avec faculté de jouir de ladite place sans trouble ni empêchement (3).

Sont, en conséquence, requis tous ceux qui sont chargés de concourir à l'exécution dudit règlement, d'aider et de maintenir ledit capitaine du navire le dans la possession et jouissance de ladite place, sous peine, pour les contrevenans, de cinq cents francs d'amende (article 4, titre VI, livre V de l'ordonnance du mois d'août 1631), et de tous dommages-intérêts qui pourraient être, au retour en France, réclamés auprès des tribunaux.

23. Aucun capitaine ne pourra établir son navire, pour faire pêche ou sécherie, dans un havre autre que celui qui lui aura été assigné par le bulletin de mise en possession; et ce, sous la peine exprimée en l'article précédent, indépendamment de celle d'interdiction de commandement. — Les seuls bateaux expédiés en dégrat pourront être admis à pêcher dans un havre occupé par des concessionnaires autres que le havre où sera mouillé le navire dont ces bateaux dépendent. — Toutefois, la défense portée par le premier paragraphe du présent article est sans préjudice des arrangemens qui pourront être faits à l'amiable entre les armateurs ou capitaines, pour l'occupation réciproque, par leurs navires, des havres et places qui leur auront été respectivement affectés sur l'une et l'autre côte; et elle ne s'étend point aux havres absolument inoccupés, où les bâtimens pourront se placer momentanément.

24. Chaque capitaine expédié pour les côtes de l'île de Terre-Neuve devra, indépendamment du bulletin de mise en possession, être muni d'un exemplaire du présent règlement, ainsi que d'un exemplaire du tableau de répartition prescrit par l'article 5.

(1) Exprimer si c'est la partie orientale ou la partie occidentale.

(2) Transcrire ici la désignation nominative, ou, à défaut, l'indication topographique présentée par le tableau général des havres, de manière à prévenir toute contestation.

(3) Mettre, *pen tant cinq ans* (si la concession a été faite lors du tirage général), ou *jusqu'à l'année 18* exclusivement, époque à laquelle le partage des places doit être renouvelé intégralement (si la concession est postérieure à l'année où le tirage général aura été effectué).

25. Il est défendu à tout capitaine, sous peine de cinq cents francs d'amende, de jeter du lest dans les havres; de s'emparer des sels et huiles qui auraient pu être laissés l'année précédente; de rompre, transporter ou dégrader les échafauds et leurs dépendances qui se trouveront dressés à la côte (article 7, titre VI, livre V de l'ordonnance du mois d'août 1681): il est même expressément recommandé à tout capitaine d'améliorer la place qu'il occupe.

26. Il est défendu également à tout capitaine de s'emparer des chaloupes et bateaux qui seraient échoués sur la côte, sans un pouvoir spécial des propriétaires de ces embarcations, à peine d'en payer le prix, ainsi que cinquante francs d'amende. — Mais, si les propriétaires des chaloupes et bateaux ne s'en servent pas ou n'en ont pas disposé, ceux qui en auront besoin pourront, avec la permission du capitaine prud'homme, en faire usage pour leur pêche, à condition qu'à leur retour ils en paieront le loyer aux propriétaires. — Les capitaines qui voudront employer ces chaloupes et bateaux seront tenus de remettre au prud'homme du havre, et, en son absence, à un capitaine voisin, un état indiquant le nombre des chaloupes et bateaux qu'ils comptent prendre pour leur service, avec la soumission d'en payer le loyer, et de les remettre au propriétaire, s'il arrive à la côte, ou à tout autre ayant pouvoir du propriétaire. — Si les chaloupes et bateaux ne sont pas remis au propriétaire pendant la durée de la pêche, les capitaines qui les auront employés seront tenus de les faire échouer en lieu de sûreté: cette circonstance devra être constatée par un certificat que le capitaine prud'homme, et, en son absence, un autre capitaine, délivrera (articles 8, 9, 10, 11, titre VI, livre V de l'ordonnance de 1681).

27. Les capitaines seront tenus de procurer aux commandans de nos bâtimens employés en station sur les côtes de l'île de Terre-Neuve, tous les renseignemens et détails que ces officiers leur demanderont sur l'exploitation de la pêche, sur la police observée par les pêcheurs, sur le nombre et l'état de leurs navires, de leurs bateaux, de leurs équipages.

#### TITRE III. — Instrumens de pêche.

28. L'usage des filets appelés *hallopes* est défendu dans toute l'étendue des pêcheries françaises à la côte de Terre-Neuve.

29. Pour prendre le poisson appelé *capelan*, ou celui nommé *lançon*, servant l'un et l'autre d'appât à la morue, il ne pourra être employé que des seines ayant huit à neuf cents mailles de hauteur, et trente brasses de longueur lorsqu'elles seront montées.

30. Il est défendu de se servir de seines à capelan et à lançon, autrement qu'au moulinet, et sans jamais déborder à terre.

31. Il est défendu de couler entièrement les seines ou d'en ajouter deux ensemble, de manière qu'elles râclent sur le fond.

32. L'usage des seines à morue est maintenu.

33. Leur étendue sera à volonté; mais la grandeur des mailles au sac ne pourra être moindre de cinquante millimètres (un pouce dix lignes) entre nœuds, au carré.

34. Il est défendu de se servir de seines à morue autrement qu'au moulinet, et sans jamais déborder à terre.

35. Un bateau débordant à la seine ne pourra approcher d'un bateau pêchant à la ligne, à une distance moindre de cent vingt brasses.

36. Dès qu'un bateau à la seine débordera et approchera d'un bateau pêchant à la ligne à une distance réputée de cent vingt brasses, il jettera à la mer un targon, qui restera pour servir à mesurer la distance en cas de réclamation.



37. Un bateau pêchant à la ligne, qui réclamera le mesurage des distances pour prétendre part au coup de filet, jettera de son côté à la mer une bouée mise sur son aussière, à l'endroit où celle-ci était tournée à l'avant du bateau, et il la filera ensuite.

38. Le maître du bateau à la ligne se rendra à bord du bateau de seine pour y prendre une ligne de cent cinquante brasses, que celui-ci sera tenu d'avoir constamment à son bord, et il demandera un homme de l'équipage pour mesurer avec lui la distance d'une bouée à l'autre.

39. Le refus fait par le bateau de seine de jeter un tanguon à la mer et de mesurer la distance emportera conviction que l'espace est moindre de cent vingt brasses, et obligera de droit ce bateau à donner en indemnité à celui pêchant à la ligne tout le poisson provenant de la pêche qu'il aurait faite dans le lieu où la contestation s'est élevée.

40. Sous peine de donner à son tour une batelée de morue au bateau pêchant à la seine, et même sous peine de plus grands dommages, s'il y a lieu, le bateau pêchant à la ligne devra s'abstenir de moniller dans le circuit de la seine et d'en gêner les mouvemens, une fois que le bateau de seine aura prévenu qu'il va déborder, et qu'il aura effectivement commencé à jeter son filet à la mer.

41. Toute demande en indemnité, pour les frais prévus par les articles ci-dessus, sera jugée sommairement et sans appel par les autres capitaines du havre non intéressés aux bâtimens en contestation. Ces capitaines seront convoqués et présidés par le prud'homme, et, si celui-ci est intéressé ou absent, par le capitaine le plus âgé après le prud'homme.

42. Toutes contraventions au présent règlement, pour l'usage des seines, soit de la part des armateurs, soit de celle des capitaines de navire, seront punies par des amendes, conformément aux réglemens concernant les filets prohibés, et notamment les amendes prononcées par les arrêts et déclarations de 1725, 1726, 1727 et 1754. — Les procès-verbaux constatant lesdites contraventions seront, à cet effet, adressés aux tribunaux par les capitaines prud'hommes qui en auront fait le rapport.

43. Le produit des amendes sera versé dans la caisse des invalides de la marine.

44. Les dispositions de l'arrêté du 4 février 1803 (15 pluviôse an 11), et celles de notre ordonnance du 13 février 1815, sont révoquées, en ce qu'elles ont de contraire au présent règlement.

---

N° 509. = 28 novembre 1821—1<sup>er</sup> juillet 1832. = **ORDONNANCE du roi sur les pensions de retraite des employés du service des subsistances militaires.** (IX, ordonn., 1<sup>re</sup> sect., Bull. CLXVI, n° 4243.)

SECTION 1<sup>re</sup>. — De la retenue.

Art. 1<sup>er</sup>. La retenue qui, en vertu d'une décision ministérielle, a été exercée depuis le mois de juin 1817 sur les traitemens des divers employés ou agens de la direction générale des subsistances militaires pour leur former un fonds de pension, est approuvée.

2. Ladite retenue continuera d'être exercée sur les traitemens des employés composant les deux personnels de la direction générale, jusques et compris les chefs de service; mais, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1832, elle aura lieu sur les appointemens dans la proportion de cinq pour cent, et sur les abonnemens de manutention dans celle de deux pour cent.

3. Le mode d'exercice de ladite retenue sera déterminé par le directeur

général, de manière à ce qu'elle s'opère par mois sur les appointemens et par trimestre sur les produits des abonnemens de manutention.

4. Les produits de ladite retenue continueront d'être versés chaque mois, à la diligence du directeur général, dans la caisse des dépôts et consignations, où ils rapporteront intérêt au taux de trois pour cent par année; sauf le cas où, conformément à notre ordonnance du 3 juillet 1816, les sommes libres seraient converties en inscriptions au grand-livre de la dette publique, auquel cas les intérêts se composeraient naturellement du revenu desdites inscriptions.

5. Un compte desdits produits, des intérêts qu'ils auront rapportés, et des paiemens légalement faits sur les uns et les autres, sera tenu simultanément tant à la caisse des dépôts qu'à la caisse de la direction générale; et la balance de ce double compte, reconnu chaque mois par les deux caissiers, sera arrêtée tous les ans par le directeur général des subsistances, qui la mettra sous les yeux du ministre de la guerre.

6. Hors le cas qui sera prévu ci-après, les employés ou leurs ayans-cause ne pourront, sous aucun prétexte, retirer les sommes pour lesquelles ils auront contribué, par les retenues faites sur leurs traitemens ou abonnemens, à la formation des fonds des pensions.

SECTION II. — Des pensions de retraite qui peuvent être accordées aux employés sur les fonds de retenue.

7. Tout employé de la direction générale qui, à l'époque de sa retraite, justifiera de trente années effectives de services publics civils ou militaires, dont dix ans au moins dans l'administration des subsistances militaires, et qui d'ailleurs aura subi durant six ans au moins la retenue mentionnée aux articles 1<sup>er</sup> et 2, pourra prétendre à une pension de retraite.

8. La même faculté sera accordée aux employés qui, ayant atteint l'âge de soixante ans, justifieront, à l'époque de leur retraite, de vingt-cinq années effectives de services publics, dont dix ans au moins dans l'administration des subsistances militaires, et qui auront également subi la retenue pendant six ans au moins.

9. Les services rendus dans les entreprises ne seront admissibles qu'autant que les traités auraient assimilé, par clause expresse, les employés desdites entreprises à ceux du gouvernement.

10. Le minimum des pensions auxquelles pourront prétendre les employés dans l'un et l'autre des cas spécifiés aux articles 7 et 8, demeure fixé, savoir : — Pour les gardes-magasins de première classe, à quinze cents francs; de deuxième classe, à douze cents francs; de troisième classe, à neuf cents francs; — Pour les autres employés, au tiers du traitement annuel (terme moyen) dont ils auront joui pendant les trois dernières années, déduction faite des sommes payées à titre de gratification, frais de bureau, frais de tournée et indemnité quelconque.

11. Tout garde-magasin de première ou seconde classe qui ne compterait pas au moins trois ans de service dans la classe dont il fera partie à l'époque de sa retraite, ne pourra prétendre qu'à la pension déterminée pour la classe immédiatement inférieure.

12. Les fixations déterminées par l'article 10 s'augmenteront d'un trentième pour chaque campagne de guerre ou chaque année de service en sus du nombre d'années exigé par les articles 7 et 8, sans toutefois que chaque pension puisse dans aucun cas, ni s'élever au dessus de la moitié du traitement, ni excéder le taux de cinq mille francs considéré comme **maximum** de la plus forte pension.



13. Les employés licenciés, soit sans leur aveu pour cause de surabondance ou de suppression d'emplois, soit sur leur demande pour cause d'infirmités dûment constatées, et qui, à l'époque de leur licenciement, justifieront de quinze ans effectifs de services publics, dont dix ans au moins dans l'administration des subsistances militaires, et qui d'ailleurs auraient subi durant six ans au moins la retenue mentionnée aux articles 1<sup>er</sup> et 2, auront droit à une pension de retraite dont la quotité sera égale à la moitié du minimum déterminé par l'article 10, et devra s'augmenter d'un trentième pour chaque campagne de guerre ou chaque année de service en sus de quinze ans, sans, toutefois, qu'elle puisse excéder les proportions déterminées par l'article 12.

14. Les employés qui se retireront par démission ou par licenciement sur plaintes, ne pourront prétendre au bénéfice de l'article ci-dessus.

SECTION III. — Des pensions et secours qui peuvent être accordés aux veuves et aux enfans des employés.

15. Les veuves d'employés pourront prétendre à une pension sur les fonds de retenue, dans les deux cas ci-après : — 1<sup>o</sup> Lorsque leurs maris, à l'époque où ils seront morts, auront été en possession d'emplois dans la direction générale des subsistances militaires et auront rempli les conditions de services et de retenues exigées par l'article 13 ; — 2<sup>o</sup> Lorsque leurs maris, à la même époque, auront été en jouissance d'une pension de retraite sur lesdits fonds de retenue.

16. Les veuves d'employés qui auraient à réclamer une pension dans les cas déterminés à l'article précédent ne pourront, toutefois, l'obtenir qu'après avoir justifié qu'elles étaient mariées cinq ans au moins avant le décès ou la retraite de leurs maris et qu'elles n'avaient point divorcé.

17. Les veuves d'employés, pour la liquidation de leurs pensions, seront distinguées en deux classes : — La première comprendra celles qui seront âgées de cinquante ans au moins, et celles dont les maris auront laissé à leur charge des enfans au dessous de dix-huit ans d'âge ; la deuxième classe comprendra les autres veuves. — La pension des veuves de première classe sera de la moitié, et celle des veuves de la deuxième classe, du quart de la pension dont leurs maris auront joui, ou qu'ils auraient eu droit de réclamer en cas de licenciement.

18. Les enfans orphelins de ceux des employés qui, à l'époque de leur mort, auront été dans l'un des deux cas spécifiés à l'article 15, seront susceptibles d'obtenir des secours annuels sur les fonds de retenue, tant qu'ils n'auront pas atteint l'âge de dix-huit ans. Ces secours seront fixés, pour tous les enfans du même employé qui n'auront pas dix-huit ans d'âge, aux deux tiers de la pension dont la veuve aurait joui ou dû jouir d'après l'article précédent. — Ils cesseront d'être payés aussitôt que le plus jeune des orphelins aura atteint l'âge de dix-huit ans.

19. Les enfans dont la mère aurait divorcé seront considérés et traités comme orphelins.

SECTION IV. — Du réglemeut et du paiement des pensions et secours annuels.

20. Les pensions et secours annuels qui peuvent être accordés en vertu des dispositions ci-dessus, seront réglés, sur la proposition du directeur général des subsistances militaires, par le ministre de la guerre, qui nous en soumettra la liquidation pour être approuvée par nous.

21. Notre ministre de la guerre expédiera le titre ou brevet de chaque pension ou secours annuel dont nous aurons approuvé la liquidation.

22. Le directeur général des subsistances militaires délivrera, chaque semestre, aux personnes qui auront obtenu des pensions ou secours annuels, un mandat au moyen duquel elles en seront payées à la caisse des dépôts et consignations sur les produits de la retenue.

23. Notre ministre de la guerre, avant de soumettre à notre approbation des liquidations de pensions faites en vertu de la présente ordonnance, devra acquérir la certitude que les fonds restant disponibles sur les produits de la retenue suffiront pour en assurer le paiement. Dans le cas contraire, tout règlement de pension sera provisoirement suspendu.

SECTION V. — Dispositions spéciales et particulières.

24. Les dispositions ci-dessus ne sont applicables qu'aux employés qui, à l'époque du 1<sup>er</sup> janvier 1822, composeront le personnel de la direction générale des subsistances militaires, et à ceux qui y seront admis à l'avenir.

25. Ceux des employés de la direction qui ne seraient pas compris dans l'organisation qui sera faite en vertu de notre ordonnance du 30 janvier 1821, et ceux qui, venant à être licenciés par la suite, ne rempliront pas, à l'époque de leur licenciement, les conditions exigées pour prétendre à une pension par l'un des articles 7, 8 et 13, recevront du directeur général, à la caisse des dépôts et consignations, le montant de la retenue qu'ils auraient éprouvée sur leur traitement jusqu'au jour de leur retraite, sans toutefois qu'ils puissent en réclamer les intérêts, lesquels resteront acquis au fonds des pensions.

26. Dans le cas où, par la suite, nous jugerions convenable de mettre en entreprise générale le service des vivres de la guerre, l'entrepreneur serait tenu de prendre à son compte, jusqu'à concurrence des besoins, les divers employés de la direction générale, au moyen de quoi les dispositions des sections I<sup>re</sup>, II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> ci-dessus continueraient de s'exécuter, sauf au ministre de la guerre à remplir lui-même ou faire remplir par qui de droit les obligations qu'elles imposent au directeur général des subsistances militaires.

---

N<sup>o</sup> 510. = 5—31 décembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi relative à la création d'une succursale à l'Hôtel-Dieu du Mans, département de la Sarthe, pour l'admission des incurables de ce département. (VII, Bull. CDXCVI, n<sup>o</sup> 11770.)

---

N<sup>o</sup> 511. = 5—31 décembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de l'association destinée à fournir des maîtres aux écoles primaires dans les départemens des Haut et Bas-Rhin, et désignée sous le nom de Frères de la doctrine chrétienne de Strasbourg. (VII, Bull. CDXCVI, n<sup>o</sup> 11771.)

---

N<sup>o</sup> 512. = 5 décembre 1821—30 janvier 1822. = **ORDONNANCE** du roi relative à la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans les départemens du Nord et du Pas-de-Calais (1). (VII, Bull. DII, n<sup>o</sup> 12043.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance du 14 juillet 1819, portant autorisation pour la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Nord; — Vu l'article 40 des statuts par nous approuvés et annexés à notre dite ordonnance, relatif aux attributions du conseil général de la compagnie, et de la teneur suivante :— « Tous les cas non prévus par les

---

(1) Voyez l'ordonnance du 14 juillet—4 août 1819, qui autorise cette compagnie pour le département du Nord.



« **présens statuts.** . . . . seront déterminés par un supplément aux présens  
 « statuts, et par un règlement délibéré en conseil général, soumis à l'homologation du ministre de l'intérieur et porté à la connaissance de chaque  
 « sociétaire; » — Vu la délibération du conseil général des sociétaires de  
 ladite compagnie, en date du 3 septembre 1821, en ce qui concerne l'extension de la société dans le département du Pas-de-Calais, en ces termes : —  
 « Le département du Pas-de-Calais est réuni à celui du Nord sous une seule  
 « et même direction; les propriétés situées dans ce département sont admissibles à l'assurance, sont classées dans le même ordre, concourent aux  
 « dommages d'incendie dans la même proportion que les propriétés situées  
 « dans le département du Nord; elles se trouvent enfin obligées à toutes les  
 « clauses et conditions exprimées dans les statuts de la compagnie; la dénomination de la société anonyme est *Compagnie d'assurances mutuelles*  
 « *contre l'incendie pour les départemens du Nord et du Pas-de-Calais*; » —  
 Vu le rapport du commissaire établi près ladite compagnie; — Vu l'avis du  
 préfet du département du Nord; — Vu l'extrait des procès-verbaux de la  
 dernière session du conseil général du Pas-de-Calais, qui sollicite pour les  
 propriétaires du département l'autorisation de concourir à la société d'assurances mutuelles du Nord; ensemble l'avis du préfet dudit département du  
 Pas-de-Calais; — Sur le rapport du ministre secrétaire d'état au département  
 de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et  
 ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La délibération du conseil général de la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Nord, en date du 3 septembre 1821, est approuvée dans les termes ci-dessus transcrits, et en ce qui concerne la faculté d'étendre l'association dans le département du Pas-de-Calais aux conditions déterminées dans ses statuts. Ne sont point approuvés tous autres articles qui auraient été compris dans ladite délibération.

2. Conformément à l'article 40 des statuts, cette délibération sera portée à la connaissance de chaque sociétaire, à la diligence du directeur de la compagnie; le commissaire établi près d'elle y tiendra la main.

3. Notre autorisation est donnée à la charge que la présente ordonnance, qui sera publiée au Bulletin des lois et insérée au *Moniteur*, sera, en outre, affichée partout où besoin sera dans le département du Nord, et transcrite dans le journal des annonces judiciaires de ce département; que les associations des propriétaires du département du Pas-de-Calais ne pourront être admises à cet effet qu'un mois après lesdites affiche et transcription; et que, pendant ce délai, il sera loisible à ceux des associés actuels qui n'adhéresseraient pas à la délibération de leur conseil général, de se retirer de l'association en le notifiant au directeur.

---

N<sup>o</sup> 513. = 11—31 décembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi qui proroge les dispositions des articles 3, 4 et 10 de l'ordonnance du 14 février—2 mars 1819, relative à la pêche de la baleine et du cachalot. (VII, Bull. CXXCVI, n<sup>o</sup> 11772.)

Les dispositions des articles 3, 4 et 10 de notre ordonnance du 14 février 1819, relative à la pêche de la baleine et du cachalot, sont prorogées jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1823.

---

N<sup>o</sup> 514. = 12—23 décembre 1821. = **ORDONNANCE** du roi ayant pour objet de faire cesser les difficultés qui se sont élevées sur l'intervention des

*parties au jugement des conflits entre les tribunaux et l'administration* (1).  
(VII, Bull. CDXCv, n° 11743.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice;—Voulant faire cesser les difficultés qui se sont élevées sur l'intervention des parties au jugement des conflits entre les tribunaux et l'administration; — Vu la loi du 21 fructidor an 3 (7 septembre 1795), et l'arrêté du 13 brumaire an 10 (4 novembre 1801), relatif aux conflits d'attribution; — Notre conseil d'état entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Lorsque, conformément aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 13 brumaire an 10 (4 novembre 1801), le préfet aura élevé le conflit, il transmettra, dans les trois jours, expédition de son arrêté à notre procureur près le tribunal saisi de l'affaire et à notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice, ainsi qu'à notre ministre de l'intérieur.

2. Dans les trois jours de la réception de l'arrêté de conflit, notre procureur informera, par lettre, les avoués des parties, ou les parties elles-mêmes lorsqu'il n'y aura pas d'avoué constitué, de l'existence du conflit, en les avertissant qu'elles peuvent prendre communication de cet arrêté à la préfecture, et s'en faire délivrer, sans frais, expédition. Il fera constater la remise de sa lettre par certificat de réception des avoués, des parties, ou du maire de leur domicile.

3. Dans la huitaine, notre procureur en rendra compte à notre garde des sceaux, et lui adressera le jugement intervenu, ou la citation s'il n'a pas été rendu de jugement, et les certificats de réception de ses lettres d'*avis* aux parties.

4. Les parties qui croiraient devoir présenter des observations sur le conflit les adresseront, avec les pièces à l'appui, au secrétaire général de notre conseil d'état, dans les délais déterminés par l'article 4 du règlement du 22 juillet 1806.

5. Les observations seront fournies par simple mémoire signé de la partie, ou d'un avocat en nos conseils; lorsque la partie signera seule, sa signature sera légalisée par le maire de son domicile.

6. Faute par les parties d'avoir, dans le délai fixé, remis leurs observations et les documens à l'appui, il sera passé outre au jugement du conflit, sans qu'il y ait lieu à opposition ni à révision des ordonnances intervenues (2).

7. Il ne sera prononcé sur ces observations, quelque jugement qui intervienne, aucune condamnation de dépens.

8. En ce qui concerne les réglemens de juges entre l'administration et les tribunaux, qualifiés de conflits négatifs, il y sera procédé comme par le passé.

---

N° 515. = 12 décembre 1821. = **CIRCULAIRE** du ministre de la guerre touchant les remplaçans. (Journal militaire, 2<sup>e</sup> semestre.)

---

N° 516. = 26 décembre 1821—16 janvier 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui

---

(1) Voyez l'arrêté du 13 brumaire an 10 (4 novembre 1801), concernant les conflits d'attribution, et les notes qui résument toute la législation et la jurisprudence de la matière.

(2) Il semblerait résulter d'un décret du 12 juillet 1813, rapporté dans la Jurisprudence du conseil d'état par SIREY, II, 402, que les ordonnances rendues sur des conflits, sans avoir entendu les parties, étaient susceptibles d'opposition, depuis l'avis du cons. d'état du 19—22 janvier 1813.



*rapporte celle du 16 décembre 1819—11 janvier 1820, portant réunion de la bibliothèque de l'Institut et de la bibliothèque Mazarine. (VII, Bull. CDXCVIII, n° 11897.)*

N° 517. = 26 décembre 1821—18 janvier 1822. = **ORDONNANCE du roi qui recrée les dix compagnies sédentaires qui ont été supprimées en 1817** (1). (VII, Bull. D, n° 11997.)

Louis,... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dix compagnies sédentaires qui ont été supprimées en 1817 seront recrées. Elles seront réorganisées, au fur et à mesure des besoins, d'après les bases déterminées par notre ordonnance du 18 mai 1814.

2. Huit de ces compagnies prendront les huit premiers numéros laissés vacans dans la série des compagnies de fusiliers sédentaires, dont elles feront partie.

3. Les deux autres compagnies recrées par l'article 1<sup>er</sup> seront spécialement destinées à recevoir les militaires de la garde royale qui réuniront les conditions dont il sera parlé ci-après.

4. L'une de ces deux compagnies prendra la dénomination de *Compagnie de sous-officiers sédentaires de la garde royale*, et l'autre, celle de *Compagnie de fusiliers sédentaires de la garde royale*.

5. Les deux compagnies sédentaires de la garde royale seront employées au même service que les autres compagnies sédentaires, et plus spécialement, à Paris, à la garde des établissemens royaux.

6. L'admission dans les compagnies sédentaires de notre garde royale n'aura lieu qu'en faveur des militaires qui se seront fait constamment remarquer par leur zèle et leur bonne conduite, et qui réuniront aux conditions déterminées par nos ordonnances du 2 août 1818 et du 17 octobre 1821 cinq ans révolus de service dans l'un des corps de la garde. — Les sous-officiers, pour être placés avec un grade dans l'une ou l'autre compagnie, devront avoir deux ans de grade dans la garde, et une année au moins pour être admis comme soldats dans la compagnie de sous-officiers.

7. Il n'y aura d'exception aux dispositions de l'article ci-dessus qu'en cas de blessures reçues ou infirmités contractées dans la garde.

8. L'uniforme des compagnies sédentaires de notre garde royale se composera d'un habit bleu-de-roi; d'un gilet blanc; d'un pantalon large, bleu-de-roi; d'un bonnet de police bleu-de-roi; d'une redingote en drap gris-de-fer; d'épaulettes en laine rouge à franges; d'un schakos. — L'habit sera sans revers; il boutonnera droit sur la poitrine, et sera d'ailleurs, quant à la coupe, semblable à celui de l'infanterie de notre garde. Le collet, les retroussis, seront cramoisis, avec le passe-poil bleu-de-roi. Les paremens seront bleu-de-roi avec passe-poil cramoisi; les boutons, blancs, et empreints d'une fleur de lis entourée de cette légende : *Sous-officiers sédentaires de la garde royale, ou Fusiliers sédentaires de la garde royale*. — Les officiers, sous-officiers, caporaux, soldats et tambours de la compagnie de sous-officiers porteront au collet, pour marque distinctive, une boutonnière en galon d'argent de quatre-vingts millimètres de longueur sur vingt de largeur. — Le grand et le petit équipement seront en tout conformes à ceux de l'infanterie de notre garde royale.

9. La solde et ses accessoires, pour les compagnies sédentaires de notre

---

(1) Voyez l'ordonnance du 17—31 octobre 1821, et la note

garde, sont réglés conformément au tarif ci-joint. — La masse d'entretien de l'habillement sera payée comme à l'infanterie de notre garde, sur le pied de cinq francs par homme et par année. — Les compagnies sédentaires de la garde royale seront également assimilées à l'infanterie de cette garde, en ce qui concerne la retenue à faire sur la solde des sous-officiers et soldats pour la masse de linge et chaussure.

10. Toutes les dispositions de l'ordonnance du 2 août 1818 et de celle du 17 octobre 1821, sur les compagnies sédentaires, en ce qui n'est pas contraire à la présente, sont applicables aux deux compagnies de notre garde royale.

(Suit le tarif mentionné à l'article 9.)

N° 518. = 29—31 décembre 1821. = *LOI relative aux moyens d'assurer provisoirement le service du trésor royal pendant les trois premiers mois de 1822.* (VII, Bull. CDXCVI, n° 11769.)

N° 519. = 3—16 janvier 1822. = *ORDONNANCE du roi qui établit un tribunal de commerce à Brives, département de la Corrèze* (1). (VII, Bull. CDXCIX, n° 11958.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera établi un tribunal de commerce à Brives, arrondissement de ce nom, département de la Corrèze.

2. Ce tribunal sera composé d'un président, de trois juges et de deux suppléans.

N° 520. = 3—16 janvier 1822. = *ORDONNANCE du roi portant que toute absence non régulièrement autorisée, de la part des jeunes soldats, sera déduite des années de service exigées par la loi du 10—12 mars 1818* (2). (VII, Bull. CDXCIX, n° 11959.)

Louis, . . . . — Vu la loi du 10 mars 1818, sur le recrutement, et spécialement les articles 3 et 20 de ladite loi, qui fixent la durée du service que doivent faire les jeunes gens appelés et les engagés volontaires; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Toute absence de la part des jeunes soldats, des engagés volontaires ou rengagés, qui n'aura pas été régulièrement autorisée, sera déduite des années de service exigées par les articles 3 et 20 de la loi du 10 mars 1818, dans les décomptes qui seront faits pour établir les droits à la libération annuelle.

N° 521. = 3 janvier—13 mai 1822. = *ORDONNANCE du roi contenant règlement sur l'exercice de la profession de boulanger dans les villes de Falaise, Honfleur, Aire, Sens et Draguignan.* (VII, Bull. DXXVII, n° 12720.)

N° 522. = 4—18 janvier 1822. = *ORDONNANCE du roi portant que la pêche du hareng reste libre et non limitée pour tous les ports du royaume* (3). (VII, Bull. D, n° 11994.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'inté-

(1) Voyez, sur l'établissement des tribunaux de commerce, le tit. XII du décret du 26—24 août 1790, et les notes.

(2) Voyez l'art. 39, § 3, de la loi du 21—23 mars 1832, qui a remplacé celle du 10—12 mars 1818.

(3) Voyez le décret du 15—18 vendémiaire an 2 (6—9 octobre 1793), concernant la pêche du hareng, et la note qui résume les réglemens de la matière.

Voyez spécialement l'ordonnance du 14—28 août 1814.



rieur;—Vu les réclamations élevées par le conseil général du Calvados et par les pêcheurs de ce département contre l'article 2 de notre ordonnance du 14 août 1816, qui limite la pêche du hareng au 15 janvier de chaque année; — Vu les réclamations contraires du conseil général de la Seine-Inférieure, des chambres de commerce de Dieppe et de Boulogne-sur-Mer;—Vu la loi du 15 vendémiaire an 2 (6 octobre 1793), qui déclare libre la pêche du hareng et du maquereau pour tous les ports du royaume; l'arrêté du 13 pluviôse an 11 (2 février 1803) et le décret du 8 octobre 1810, conformes à la loi énoncée; — Vu les arrêtés du conseil des 24 mars 1687 et 5-décembre 1695; — Vu nos ordonnances des 14 août 1816, 24 décembre 1817 et 6 décembre 1820;— Considérant qu'il résulte de ces divers actes que, si la pêche du hareng a été quelquefois limitée en France, cette limitation n'a jamais été constante; que l'on ne peut appuyer le système de la limitation sur ce que le hareng d'arrière-saison, étant pêché vide, serait insalubre, parce que de tout temps cette espèce de hareng a été livrée à la consommation sans inconvénient, et qu'elle entre dans le commerce de toutes les nations;—Que l'on ne peut craindre que le hareng vide nuise à la vente du hareng plein, puisque les réglemens, et notamment l'ordonnance du 14 août 1816, ont imposé aux pêcheurs l'obligation de l'enfermer dans des barils distincts, et que, si, par quelque autre circonstance, il y portait préjudice, ce ne serait pas un motif suffisant pour empêcher l'exercice d'un droit concédé par la loi, et qui ne peut être révoqué que par un acte législatif; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'article 2 de notre ordonnance du 14 août 1816 est abrogé; la pêche du hareng reste libre et non limitée pour tous les ports du royaume, conformément à la loi du 6 octobre 1793 (15 vendémiaire an 2).

2. Les pêcheurs continueront à recevoir en franchise de droits le sel nécessaire pour la préparation des produits de cette pêche, sauf à diminuer, s'il y a lieu, la quantité de sel à délivrer pour la salaison du *hareng gai*.

N<sup>o</sup> 523. = 7 janvier—29 mai 1822. = **ORDONNANCE du roi concernant l'organisation judiciaire du Sénégal** (1). (VII, Bull. DXXXI, n<sup>o</sup> 12845.)

Louis, . . . . — Nous étant fait rendre compte de l'état actuel de la justice dans notre colonie du Sénégal et dépendances, nous avons reconnu que, si, d'une part, les usages suivis jusqu'à présent, et, de l'autre, le petit nombre des habitans et des procès ne permettent pas d'y introduire entièrement les formes et les tribunaux établis en France, il est cependant nécessaire de préparer un meilleur ordre de choses, et de régulariser l'organisation judiciaire, suivant les besoins des localités, et sans s'écarter des anciens usages et réglemens qui ont eu jusqu'à présent force de loi dans le pays;—Vu notre ordonnance du 22 novembre 1819, concernant l'administration de la justice dans les colonies françaises; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Des tribunaux de première instance.

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera établi dans la ville de Saint-Louis un tribunal de première instance qui connaîtra, sauf les exceptions mentionnées en l'article 4 ci-

(1) Voyez, dans le § 5 de la seconde partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivôse an 6 (1<sup>er</sup> janvier 1798), le résumé de la législation particulière à cette colonie; et spécialement l'ordonnance du 20 mai 1830—2 septembre 1831, qui modifie la présente.

dessous, de toutes les affaires civiles, de simple police et de police correctionnelle, qui naitront dans la colonie du Sénégal et dépendances. — Ce tribunal jugera en dernier ressort, sauf incompétence, toutes les affaires personnelles, mobilières et réelles jusqu'à la valeur de mille francs de principal, et, en outre, les affaires de police simple; il ne jugera toutes les autres affaires que sauf l'appel.

2. Le tribunal de première instance sera composé, 1<sup>o</sup> d'un président gradué; 2<sup>o</sup> de quatre notables habitans, savoir : deux Européens et deux indigènes. — Ces quatre juges seront nommés par le commandant et administrateur pour deux ans seulement, et renouvelés par moitié chaque année, sur une triple liste de candidats à la présentation du président. — Le concours des trois membres du tribunal, y compris le président, ou celui qui serait appelé, en vertu de l'article 18 de la présente ordonnance, à le remplacer, suffira pour la validité des jugemens.

3. Le président est personnellement et spécialement chargé, — 1<sup>o</sup> D'employer sa médiation, comme amiable compositeur, pour concilier, autant que possible, les parties en litige; — 2<sup>o</sup> Des fonctions et actes tutélaires attribués en France aux juges de paix, tels que appositions et levées de scellés, avis de parens, actes de notoriété et autres, dans l'intérêt des familles; — 3<sup>o</sup> Des fonctions d'officier de police judiciaire pour la recherche et la constatation des contraventions, délits et crimes, et de celles de juge d'instruction en matière criminelle et de police correctionnelle; — 4<sup>o</sup> De la vérification des causes de détention dans les prisons, et de l'examen des plaintes qui pourraient s'élever de la part des détenus; de surveiller la tenue des greffes et des dépôts d'actes civils, comme aussi l'exécution des lois, décrets, ordonnances et réglemens; — 5<sup>o</sup> De transmettre au commandant et administrateur pour le roi, dans les mois d'avril et de septembre de chaque année, pour être adressé à notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, l'état des affaires de toute espèce jugées pendant le semestre précédent, et de celles qui seraient encore à juger, conformément aux dispositions de l'article 88 du décret du 30 mars 1808.

4. Le tribunal actuellement établi à Gorée, pour cette île et les lieux qui en dépendent, est maintenu; il sera composé du commandant particulier, du principal employé de la marine, et d'un notable habitant, désigné, chaque année, par le commandant et administrateur pour le roi, sur une triple liste de candidats présentée par le commandant de Gorée. — Ce tribunal aura dans son ressort les mêmes attributions que celles qui sont conférées au tribunal de Saint-Louis par l'article 1<sup>er</sup>, sauf ce qui sera dit pour les affaires criminelles.

5. Un greffier sera attaché au tribunal de Saint-Louis, et un autre à celui de Gorée.

#### De l'instruction.

6. Les affaires civiles seront instruites et jugées suivant les formes établies par le Code de procédure civile pour les justices de paix. Cependant le jugement sera toujours précédé d'un rapport fait à l'audience par le président, ou par un juge qu'il aura désigné à cet effet.

7. Dans les affaires de simple police et de police correctionnelle, le débat sera oral et public; le jugement sera rendu publiquement. — Il n'y aura pas d'appel des jugemens de simple police. — En matière de police correctionnelle, il sera, par le greffier, tenu et rédigé des notes sommaires des dépositions des témoins et des réponses du prévenu à l'interrogatoire. La partie civile et le contrôleur, ou l'employé désigné par le commandant et adminis-



trateur pour remplir les fonctions du ministère public près le conseil d'appel, auront respectivement le droit d'appeler du jugement. — Le greffier sera tenu d'adresser au fonctionnaire chargé d'émettre l'appel, s'il le juge convenable, extrait de tous les jugemens dans les cinq jours de la prononciation.

8. En matière criminelle et correctionnelle, le président remplira les fonctions de juge d'instruction pour toute l'étendue de nos établissemens d'Afrique : il fera son rapport au tribunal de première instance, réuni en chambre de conseil. Si la chambre décide, *à l'unanimité*, qu'il n'y a pas lieu à suivre, la mise en liberté du prévenu sera ordonnée ; et ce jugement sera définitif, à moins qu'il ne survienne des charges nouvelles. — Si un seul juge pense qu'il y a lieu à accusation, l'accusé sera renvoyé devant le conseil d'appel, pour être soumis directement aux débats. — Pour les affaires criminelles qui naîtront dans le ressort de Gorée, le président pourra déléguer les fonctions de juge d'instruction au président du tribunal de Gorée, et, dans ce cas, ce tribunal jugera la mise en accusation.

#### De l'appel.

9. En toute matière où il peut y avoir lieu à appel, la partie qui voudra appeler en fera la déclaration au greffe du tribunal qui aura rendu le jugement, dans les quinze jours de la prononciation, s'il est contradictoire, et dans les quinze jours de la signification à personne ou à domicile, s'il est par défaut, le tout à peine de déchéance. L'appel sera suspensif : cependant, en matière civile, l'exécution provisoire pourra être ordonnée, à charge de caution.

10. Il y aura, pour notre colonie du Sénégal et dépendances, un conseil d'appel, qui sera établi à Saint-Louis. Il jugera les affaires criminelles, et connaîtra, par appel et en dernier ressort, de toutes matières civiles et correctionnelles.

11. Ce conseil sera composé : — 1° Du commandant et administrateur pour le roi, président ; — 2° De l'officier de l'administration de la marine chargé du service ; — 3° De l'officier commandant l'infanterie ; — 4° De l'officier du génie et de l'officier de l'artillerie le plus ancien en grade, présent à Saint-Louis ; — 5° De deux notables habitans, désignés par le commandant et administrateur pour remplir ces fonctions pendant deux années. — Cinq membres, desquels fera nécessairement partie le commandant et administrateur, ou celui qui est appelé à le remplacer en cas d'empêchement, pourront prononcer valablement. — Le contrôleur, ou, à son défaut, celui qui sera désigné par le commandant, remplira les fonctions du ministère public, lorsqu'il y aura lieu. — Le greffier près le tribunal de Saint-Louis fera les fonctions de greffier du conseil d'appel.

12. Les affaires civiles seront instruites sommairement et sans ministère d'avoué ; les parties se défendront elles-mêmes ou par leurs fondés de pouvoir, le tout à l'audience publique.

13. Dans les affaires correctionnelles, le conseil d'appel pourra entendre les mêmes témoins qui ont été entendus en première instance, ou même en appeler de nouveaux, s'il le juge nécessaire ; le débat sera oral et public.

14. En matière criminelle, le président du conseil d'appel avertira l'accusé de faire choix d'un défenseur ; et, faute par lui d'en choisir un, il lui en nommera un d'office : le débat sera oral et public. — Les déclarations reçues par écrit ne serviront que de renseignemens. — En cas de partage, l'avis favorable à l'accusé prévaut.

15. Les matières spéciales sont, les affaires de douane, les contraventions

qui leur sont assimilées, et les infractions à l'ordonnance royale du 8 janvier 1817 et à la loi du 15 avril 1818, prohibitives du trafic connu sous le nom de *traite des noirs*. — Toutes les affaires seront jugées en première instance, suivant les formes ci-dessus prescrites.

16. Les appels de ces jugemens seront portés devant le conseil d'appel, qui remplira, en pareil cas, les fonctions attribuées aux commissions spéciales établies par l'arrêté du gouvernement du 12 vendémiaire an 12.

#### Dispositions générales.

17. Tous les arrêts et jugemens devront être motivés : ils seront signés, sur la minute, par le président et par le greffier, et, toutes les fois qu'ils prononceront des peines, même de police simple et de police correctionnelle, ils seront signés par tous ceux qui y auront concouru, le tout à peine de nullité.

18. Dans le cas où l'un des tribunaux institués par la présente ordonnance deviendrait incomplet par décès, démission ou empêchement quelconque, le commandant et administrateur pour le roi déléguera, pour compléter le tribunal, un ou plusieurs juges pris parmi les employés du gouvernement ou parmi les notables du pays.

19. Il n'y a de recours en cassation que pour les affaires civiles : néanmoins, en matière correctionnelle et criminelle, notre commandant et administrateur, après avoir pris l'avis du président, pourra décider s'il y a lieu, soit de dénoncer un arrêt comme contraire à la loi, soit d'autoriser le recours en grace. — Dans ce cas, l'exécution de l'arrêt sera suspendue, et il en sera rendu compte à notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies ; au cas contraire, l'arrêt sera immédiatement exécuté.

20. Sous la surveillance du président, les produits des successions vacantes et des ventes faites pour des absens seront déposés dans la caisse à trois clés du payeur de la colonie, et y demeureront à la disposition des ayans-droit, sans qu'il puisse jamais s'opérer de confusion entre ces fonds et tous autres qui pourraient exister dans ladite caisse.

21. Afin d'accélérer, en ce qui concerne le Sénégal et dépendances, l'entier accomplissement du vœu de notre ordonnance du 22 novembre 1819 en ses articles 5, 6 et 7, il sera, pour tous les points non réglés par les articles précédens de notre présente ordonnance, fait par le président un projet de règlement sur l'application des différens codes en tout ce qui peut convenir aux localités, lequel projet sera soumis à notre approbation.

22. Dans toutes les affaires qui auront été jugées avant la publication de la présente ordonnance, et dont les jugemens auront été signifiés, les parties intéressées qui n'auront pas interjeté appel seront tenues de le faire dans les trois mois de cette publication. — A l'égard des jugemens qui n'auront pas encore été signifiés à cette époque, le délai de trois mois pour appeler courra du jour de la signification ; — Le tout sans préjudice des droits qui pourraient être acquis aux parties par voie de règlement de juges.

23. Le traitement du président du tribunal de Saint-Louis sera de six mille francs par an ; — Celui du greffier de Saint-Louis, de deux mille francs ; — Celui du greffier de Gorée, de quinze cents francs ; — Sans préjudice, pour ces deux derniers, de leurs émolumens, suivant les tarifs, comme greffiers, notaires et officiers de l'état civil.

24. Il pourra être établi un huissier près le tribunal et le conseil d'appel de Saint-Louis : notre commandant et administrateur est autorisé à créer cet emploi, s'il le juge nécessaire, sauf notre confirmation, s'il y a lieu.

---



N° 524. = 9—16 janvier 1822. = **ORDONNANCE du roi relative au conseil d'état** (1). (VII, Bull. CDXCIX, n° 11960.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le tableau de nos conseillers d'état et maîtres des requêtes en service ordinaire, ainsi que leur répartition dans les divers comités de notre conseil d'état, est arrêté ainsi qu'il suit : . . . .

2. Sont nommés conseillers d'état en service extraordinaire, MM. . . . — Sont nommés maîtres des requêtes en service extraordinaire, MM. . . .

3. Notre ordonnance du 16 juillet 1820, portant que des maîtres de requêtes en service extraordinaire pourront être attachés aux divers comités de notre conseil d'état, est rapportée. — Néanmoins, notre commissaire près la commission du sceau des titres continuera de rester attaché au comité de législation, en service extraordinaire.

N° 525. = 9—16 janvier 1822. = **ORDONNANCE du roi contenant de nouvelles dispositions réglementaires pour l'administration des postes** (2). (VII, Bull. CDXCIX, n° 11966.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura un directeur général des postes, trois administrateurs et un secrétaire général. — En conséquence, les places des trois inspecteurs généraux des postes sont et demeurent supprimées.

2. Le directeur général dirigera et surveillera, sous les ordres de notre ministre des finances, toutes les opérations relatives à ce service. — Il travaillera seul avec le ministre des finances. — Il correspondra seul avec les autorités militaires, administratives et judiciaires. — Il aura seul le droit de recevoir et d'ouvrir la correspondance. — Il signera seul les ordres généraux de service.

3. Le ministre des finances fera la division du travail entre les administrateurs. — Chacun d'eux sera chargé de suivre les parties de service qui lui seront spécialement attribuées. — Il correspondra avec les préposés de l'administration sur les objets qui seront placés sous sa surveillance. Il travaillera particulièrement avec le directeur général, et prendra ses décisions sur tous les points qui seront dans ses attributions directes, lorsqu'il y aura lieu à discussion ou à décision nouvelle.

4. Le directeur général et les administrateurs se formeront en conseil d'administration. — Le secrétaire général aura droit d'assistance au conseil, mais sans voix délibérative. — Le directeur général en aura la présidence. — En cas d'empêchement, il la déléguera à l'un des administrateurs. — Le ministre des finances appellera près de lui, dans les occasions où il le jugera convenable, le conseil d'administration. — En cas d'absence du directeur général, le ministre des finances désignera celui des administrateurs qui en remplira les fonctions.

5. Le conseil d'administration délibérera, sur le rapport qui lui sera fait par l'un des administrateurs : — 1° Sur le budget général des dépenses de l'administration, sur lequel il donne son avis motivé ; — 2° Sur toutes les affaires résultant de procès-verbaux, saisies et contraventions ; — 3° Sur le contentieux de la comptabilité, débits de comptables, contraintes à exercer contre ces derniers ; — 4° Sur la liquidation des pensions de retraite de tout

(1) Voyez le règlement du 5 nivose an 8 (26 décembre 1799), portant organisation du conseil d'état, et les notes qui résument tous les réglemens intervenus sur cet objet.

(2) Voyez, sur l'organisation de la poste aux lettres, l'arrêté du 14 nivose an 8 (4 janvier 1800), et les notes ; et, sur celle de la poste aux chevaux, la loi du 19 frimaire an 7 (9 décembre 1798), et les notes.

grade ; — 5° Sur les suppressions, divisions et créations d'emplois ; — 6° Sur les projets, devis, marchés, adjudications à passer pour le service de l'administration, et sur toutes dispositions qui donneraient lieu à une augmentation de dépense ; — 7° Sur les bases des services d'entreprise, sur les traités conclus ou à conclure avec les offices étrangers, sur l'établissement des bureaux de poste et des distributions, le nombre des directions, celui des employés dont elles doivent être composées, et les frais de régie ; — 8° Sur l'établissement des services en poste, en grands courriers, et sur tout projet tendant à mettre en entreprise les routes desservies en poste, ainsi qu'à diminuer ou augmenter le nombre des ordinaires sur les routes directes et sur celles qui desservent un chef-lieu de département ; — 9° Sur la position, le nombre des relais et leurs distances respectives, ainsi que les distances dites de faveur qui peuvent être accordées aux maîtres de poste, à raison de l'étendue des villes dans lesquelles leurs relais sont placés ; — 10° Sur la fixation des gages des maîtres de poste, et des indemnités qui peuvent leur être dues à raison des localités difficiles et pour les pertes majeures et imprévues qu'ils auraient éprouvées ; — 11° Sur les révocations, destitutions et mises à la retraite des employés ; — 12° Sur les questions douteuses dans tous les cas d'application des lois, ordonnances et réglemens, dans tous ceux qui ne sont pas prévus ou qui ne sont pas suffisamment définis par lesdites lois, ordonnances et réglemens, et sur les instructions générales relatives à leur exécution ; — 13° Sur les autres affaires sur lesquelles notre ministre des finances jugera convenable d'avoir son avis, et sur celles qui lui seront aussi, à cet effet, renvoyées par le directeur général.

6. Les délibérations du conseil d'administration seront prises à la majorité des voix des trois administrateurs. — Le directeur général pourra, lorsqu'il le jugera nécessaire, suspendre l'effet d'une délibération, pour en référer au ministre des finances, qui statuera ; mais, dans ce cas, il fera préalablement part de ses motifs au conseil, pour le mettre à même de modifier sa délibération, s'il y a lieu, ou de l'appuyer de nouvelles observations, qui seront jointes par le directeur général à son rapport au ministre.

7. Le directeur général présentera à l'approbation du ministre des finances l'état nominatif de composition des bureaux de l'administration centrale à Paris, avec l'indication des traitemens attribués à chaque grade. — Il lui soumettra, chaque année, le budget général des dépenses de l'administration, tel qu'il aura été délibéré par le conseil. — Il lui remettra, chaque mois, les bordereaux et états de situation de toutes les recettes et dépenses, ainsi que l'état des nominations et des mouvemens opérés par lui dans le personnel de l'administration. — Il soumettra à son approbation les délibérations du conseil d'administration sur les dispositions de service qui donneraient lieu à une dépense nouvelle, sur les objets dont la décision ne lui est pas attribuée, et sur les questions douteuses dans tous les cas d'application des lois, ordonnances et réglemens, dans tous ceux qui ne seraient pas prévus ou qui ne seraient pas suffisamment définis par lesdites lois, ordonnances et réglemens, ainsi que sur les instructions générales relatives à leur exécution. — Il lui rendra compte périodiquement de tous les résultats de son administration.

8. Les administrateurs et le secrétaire général seront nommés par nous, sur le rapport de notre ministre des finances. — Le ministre nommera, sur la présentation du directeur général, aux places d'inspecteur, de contrôleur, de maître de poste. — Il nommera également aux emplois de directeur établis dans les chefs-lieux de préfecture. — Le directeur général nommera à tous les autres emplois, après avoir pris l'avis du conseil. — Il se confor-



mera à l'ordre hiérarchique des grades et aux règles pour l'avancement et les nominations.

9. Le directeur général révoque, destitue et met à la retraite les employés dont la nomination lui est attribuée, après avoir pris l'avis du conseil d'administration, conformément aux articles 5 et 6 ci-dessus. — Il peut aussi suspendre les autres employés, sauf à rendre compte immédiatement au ministre des finances, qui statue.

10. Le conseil d'administration arrête, sur le rapport de l'administrateur chargé de la comptabilité, les comptes annuels de l'administration. — Le directeur général les vise, et les transmet au ministre des finances avec les pièces à l'appui.

11. Notre ordonnance du 31 juillet 1816 (1) continuera d'être exécutée dans toutes les dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par la présente.

---

N° 526. = 9—16 janvier 1822. = **ORDONNANCE du roi concernant l'importation et l'exportation des grains et farines en Corse** (2). (VII, Bull. CXXXIX, n° 11968.)

Louis, . . . . — Vu la loi du 4 juillet dernier relative aux grains et farines, qui place la Corse dans la première classe départementale, et ayant reconnu la nécessité de restreindre l'entrée et la sortie de ceux-ci par les ports de cette île où le service des douanes est suffisamment organisé pour assurer la perception des droits ou le maintien des prohibitions; — Attendu que la Corse a été rangée par la loi du 4 juillet dernier dans le système général de la police des grains, et que dès lors il est nécessaire de compléter à son égard le tableau des lieux d'importation et d'exportation joint à notre ordonnance du 18 décembre 1814; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'importation des grains et farines venant de l'étranger n'aura lieu en Corse que par les bureaux de Bastia, Macinaggio, l'Île-Rousse, Calvi, Ajaccio et Bonifacio.

2. L'exportation des grains et farines, et autres farineux assujétis au régime des grains, s'effectuera exclusivement par les mêmes bureaux et par les ports de Propriano et Foce de Golo.

---

N° 527. = 9—18 janvier 1822. = **ORDONNANCE du roi qui supprime la direction générale de l'administration départementale et de la police, et contient des dispositions à cet égard**. (VII, Bull. D, n° 11995.)

Art. 1<sup>er</sup>. La direction générale de l'administration départementale et de la police, que nous avons créée au ministère de l'intérieur par notre ordonnance du 21 février 1820, est supprimée.

2. L'administration générale des communes est déléguée au conseiller d'état baron *Capelle*, qui conservera en même temps les attributions que nous lui avons données par nos ordonnances des 26 février 1820 et 3 avril 1821.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est autorisé à nommer

---

(1) Elle n'est pas au *Bulletin des lois*.

(2) Voyez, sur cet objet, la loi du 26 ventose an 5 (16 mars 1797), l'ordonnance du 20 janvier—3 février 1819, et la loi du 4—15 juillet 1820, et les notes.

Voyez spécialement l'ordonnance du 6 septembre—1<sup>er</sup> octobre 1825, additionnelle à la présente.

auprès de lui un directeur de la police, et à lui déléguer, pour cette direction, la correspondance qui ne sera relative qu'à la transmission des décisions et à l'instruction des affaires (1).

---

N° 528. = 16—23 janvier 1822. = **ORDONNANCE du roi portant approbation du tableau de la population du royaume par département** (2). (VII, Bull. DI, n° 12038.)

---

N° 529. = 16—23 janvier 1822. = **ORDONNANCE du roi portant que pendant les premier, deuxième et troisième trimestres de 1822, la cour d'assises du département de la Seine sera divisée en deux sections, qui s'occuperont simultanément de l'expédition des procès.** (VII, Bull. DI, n° 12039.)

---

N° 530. = 16—30 janvier 1822. = **ORDONNANCE du roi relative à l'application de l'article 10 du décret du 12 novembre 1806, concernant la compétence des tribunaux maritimes** (3). (VII, Bull. DI, n° 12042.)

Louis, . . . . — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre de la justice, tendant à ce qu'il nous plaise, conformément aux formes établies par l'article 58 du décret du 12 novembre 1806, et dans le cas y prévu, statuer sur la question de savoir si l'article 10 dudit décret doit s'appliquer aux crimes ou délits commis dans les établissemens faisant partie des ports ou arsenaux maritimes, mais situés hors de leur enceinte; — Vu les lettres et observations de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine; — Vu les jugemens suivans, rendus sur la même question, entre les mêmes parties, à l'occasion du même fait et sur le même moyen : — 1° Le jugement du tribunal maritime, du 6 juillet 1821, qui, sur l'accusation portée contre *Pierre Golet* et *Jean Garon*, gardes-chiourmes, prévenus d'avoir volé, le 12 juin précédent, de complicité, deux crocs de fer provenant de démolitions dans la cour de la caserne appelée *de la Charente*, auxquelles étaient employés les forçats qu'ils étaient chargés de surveiller, et encore sur une autre accusation de complicité de vol contre *Catherine Faye*, femme *Pradeau*, prévenue d'avoir, dans les premiers jours du mois d'avril 1821, acheté sciemment d'un troisième garde-chiourme, nommé *Hoyou*, alors de service au même port de Rochefort, quatre kilogrammes de vieux cuivre volés par *Hoyou* dans le port, s'est déclaré incompetent, sur ce qu'en fait lesdits vols avaient été commis hors de l'enceinte de l'arsenal; — 2° Le jugement du conseil de révision, du 9 du même mois, portant annulation du jugement ci-dessus pour fausse application du susdit article 10, attendu que la dénomination de *ports* et *arsenaux* comprend tous les établissemens et bâtimens appartenant à la marine, affectés à son service, et dans la régie et administration desquels il est défendu, par un décret du 20 mars 1791, à tous corps civils ou administratifs de l'intérieur de s'immiscer; — 3° Le second jugement du tribunal maritime du 13 dudit mois de juillet, qui prononce de la même manière et par les mêmes motifs que celui qui avait donné lieu au jugement de révision ci-dessus; — Vu le référé du conseil de révision porté par son arrêté susmentionné et les articles 10 et 13 du décret du 12 novem-

---

(1) Cette nouvelle direction générale de la police a été supprimée par l'ordonnance du 6—12 janvier 1828.

(2) Ce tableau est renouvelé de cinq ans en cinq ans.

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent le Code pénal des vaisseaux du 21 (16, 19 et —22 août 1790, le résumé de la législation concernant l'organisation des tribunaux maritimes.



bre 1806; — Vu pareillement notre ordonnance du 14 octobre 1818, insérée au Bulletin des lois; — Considérant que les vols dont il s'agit ont été commis dans un établissement dépendant de l'arsenal, soumis à la même police et aux mêmes réglemens, qui, par conséquent, en fait nécessairement partie; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — La disposition de l'article 10 du décret du 12 novembre 1806, relative à la compétence des tribunaux maritimes, doit s'appliquer aux délits portés devant le tribunal maritime de Rochefort et sur lesquels sont intervenus les jugemens susénoncés.

---

N° 531. = 16 janvier—1<sup>er</sup> mars 1822. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de l'établissement, dans la ville du Havre, d'une caisse d'épargnes et de prévoyance, et de la société anonyme formée pour la dotation et l'administration de cette caisse** (1). (VII, Bull. DVII, n° 12194.)

Art. 1<sup>er</sup>. L'établissement, dans la ville du Havre, d'une caisse d'épargnes et de prévoyance pour l'arrondissement communal de ladite ville, et la société anonyme formée pour la dotation et l'administration de cette caisse sont autorisés; les statuts de cette caisse et de la société sont approuvés ainsi qu'ils sont contenus dans l'acte déposé, le 30 mai 1821, pardevant *Germain*, notaire au Havre, lequel demeurera annexé à la présente. — Néanmoins, chacun des dépôts mentionnés dans le troisième paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> des statuts ne pourra excéder la somme de six cents francs, versée en une seule fois.

2. Notre présente autorisation s'étendra à la durée de trente années, à la charge de la fidèle exécution des statuts, nous réservant de la révoquer en cas de violation; le tout sauf le droit des tiers, et sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront être prononcés par les tribunaux contre les auteurs des contraventions.

3. L'administration de la société sera tenue de présenter, tous les ans, le compte rendu de sa situation : des copies en seront remises au préfet de la Seine-Inférieure, à la mairie, au tribunal et à la chambre de commerce du Havre.

(Statuts, VII, Bull. DXLVI, n° 13184.)

---

N° 532. = 16 janvier—29 mars 1822. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société anonyme sous le nom de Société des cinq ponts, formée à Bordeaux par les sieurs Balguerie et compagnie**. (VII, Bull. DXV, n° 12399.)

---

N° 533. = 23—30 janvier 1822. = **ORDONNANCE du roi portant que les lieutenans-généraux commandant les divisions militaires statueront définitivement, à l'avenir, sur la mise en jugement ou le renvoi des déserteurs à la discipline de leurs corps** (2). (VII, Bull. DII, n° 12041.)

Louis, . . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au départe-

---

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'ordonnance du 29 juillet—3 septembre 1818, portant création d'une caisse d'épargnes et de prévoyance à Paris, le résumé de la législation applicable à ces établissemens, en général.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 24 brumaire an 6 (14 novembre 1797), le résumé de la législation concernant la désertion.

Voyez aussi le décret du 4 janvier 1814, et l'art. 4 de l'ordonnance du 21 février—6 mars 1816.

tement de la guerre; — Vu l'article 5 du décret du 4 janvier 1814 et le second paragraphe de l'article 4 de notre ordonnance du 21 février 1816; — Considérant que c'est à nos lieutenans-généraux commandant les divisions militaires que sont portées les plaintes en désertion, et qu'ils se trouvent à même de bien apprécier les circonstances atténuantes ou aggravantes du délit, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La disposition du second paragraphe de l'article 4 de notre ordonnance du 21 février 1816, qui prescrit au commandant supérieur qui a refusé l'autorisation d'informer contre un militaire prévenu de désertion, de rendre compte des motifs de son refus à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, afin qu'il approuve ce refus ou ordonne de passer outre au jugement, est rapportée.

2. Nos lieutenans-généraux commandant les divisions militaires statueront définitivement, à l'avenir, sur la mise en jugement ou le renvoi des déserteurs à la discipline de leurs corps, conformément à l'article 5 du décret du 4 janvier 1814, et ils adresseront, à la fin de chaque mois, à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, un état nominatif et motivé des déserteurs qu'ils n'auront pas fait traduire aux conseils de guerre.

---

N<sup>o</sup> 534. = 23 janvier—5 février 1822. = **ORDONNANCE du roi qui appelle à l'activité quarante mille hommes sur la classe de 1821, et fixe leur répartition entre les départemens, conformément au tableau y annexé.** (VII, Bull. DIV, n<sup>o</sup> 12111.)

---

N<sup>o</sup> 535. = 23 janvier—17 février 1822. = **ORDONNANCE du roi qui appelle à l'activité les jeunes soldats des classes de 1819 et 1820, et prescrit leur répartition entre les corps, conformément à l'état y annexé.** (VII, Bull. DVI, n<sup>o</sup> 12183.)

---

N<sup>o</sup> 536. = 23 janvier—1<sup>er</sup> avril 1822. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme dite Compagnie de la navigation de l'Isle, établie à Périgueux.** (VII, Bull. DXVI, n<sup>o</sup> 12434.)

---

N<sup>o</sup> 537. = 30 janvier—5 février 1822. = **ORDONNANCE du roi contenant de nouvelles mesures réglementaires relatives aux transferts de rentes cinq pour cent consolidés, à l'époque de l'ouverture de chaque semestre** (1). (VII, Bull. DIV, n<sup>o</sup> 12113.)

Louis, . . . . — Considérant que, d'après les règles actuellement établies au trésor royal pour les transferts de rentes cinq pour cent consolidés, les ventes au comptant sont périodiquement suspendues pendant les dix-huit jours qui précèdent l'ouverture de chaque semestre; — Que l'effet de cette suspension, en privant momentanément les propriétaires d'inscriptions de la disponibilité de leurs capitaux, les oblige à des ventes dont la réalisation est nécessairement ajournée; — Que l'action de la caisse d'amortissement, qui ne peut avoir d'effet sur le marché public que par des achats au comptant, se trouve également arrêtée, ce qui l'empêche d'atteindre entièrement le but de son institution; — Voulant faire cesser un usage qui peut former obstacle au développement progressif du crédit public; — Sur le rapport de notre mi-

---

(1) Voyez les art. 159 et suiv. du décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, sur les transferts et mutations, et les notes.



nistre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Il n'y aura, à l'avenir, aux fins de semestre, aucune suspension dans les écritures tenues au trésor royal, pour l'exécution des transferts de rentes cinq pour cent consolidés et reconnaissances de liquidation nominatives. — Les négociations à la bourse de Paris, avec jouissance du semestre courant, seront fermées les 6 mars et 6 septembre de chaque année, celles du lendemain 7 seront faites avec jouissance du semestre suivant et exécutées immédiatement, au moyen des dispositions réglementaires qui seront arrêtées, à cet effet, par notre ministre secrétaire d'état au département des finances, chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

N° 538. = 30 janvier—13 février 1822. = **ORDONNANCE du roi concernant la réorganisation de l'administration des douanes** (1). (VII, Bull. dv, n° 12166.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura près de notre directeur général des douanes quatre administrateurs. — Les places d'inspecteurs généraux sédentaires membres du conseil d'administration, celle de premier inspecteur général divisionnaire, et celle de secrétaire général, sont supprimées.

2. Le directeur général dirige et surveille, sous les ordres de notre ministre des finances, toutes les opérations relatives au service des douanes. — Il travaille seul avec le ministre des finances. — Il correspond seul avec les autorités militaires, administratives et judiciaires, et avec le commerce. — Il a seul le droit de recevoir et d'ouvrir la correspondance. — Il signe seul les ordres généraux de service.

3. Le ministre des finances déterminera les parties de service dont la suite sera attribuée à chaque administrateur, et les objets y relatifs sur lesquels chacun d'eux pourra correspondre avec les directeurs, après avoir pris, dans les cas qui en seront jugés susceptibles, les décisions du directeur général.

4. Les administrateurs forment avec le directeur général un conseil d'administration, dont il a la présidence. — En cas d'empêchement, il la délègue à l'un des administrateurs. — Le ministre des finances appelle près de lui, dans les occasions où il le juge convenable, le conseil d'administration. — En cas d'absence du directeur général, le ministre des finances règle le mode selon lequel il est suppléé dans ses fonctions.

5. Le conseil d'administration délibère, d'après le rapport qui lui est fait par l'un des administrateurs, — 1° Sur la formation du budget général des dépenses de l'administration ; — 2° Sur toutes les affaires résultant de procès-verbaux de saisies et de contraventions ; — 3° Sur le contentieux de la comptabilité, débets des receveurs, contraintes à exercer contre les redevables ; — 4° Sur les demandes en remboursement de droits de toute nature ; — 5° Sur les demandes en réduction de droits pour cause d'avaries ; — 6° Sur les demandes et allocations de primes ; — 7° Sur la liquidation des pensions de retraite des employés de tout grade ; — 8° Sur les révocations, destitutions et mises à la retraite des employés ; — 9° Sur les autres affaires qui lui sont renvoyées par le directeur général, ou sur lesquelles le ministre des finances juge convenable qu'il donne son avis.

6. Les délibérations du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix : en cas de partage d'opinions, la voix du directeur général est

(1) Voyez le décret du 23 avril—1<sup>er</sup> mai 1791, portant organisation de l'administration des douanes, et les notes qui résument tous les réglemens intervenus sur cet objet.

prépondérante. — Le directeur général peut, lorsqu'il le juge nécessaire, suspendre l'effet d'une délibération, pour en référer au ministre des finances, qui statue.

7. Le directeur général présente à l'approbation du ministre des finances l'état de composition des bureaux de l'administration centrale à Paris, avec l'indication des traitemens attribués à chaque grade. — Il lui soumet, chaque année, le budget général des dépenses de l'administration, revêtu de l'avis motivé du conseil. — Il lui remet, chaque mois, les bordereaux et états de produits et de situation de toutes les recettes et dépenses. — Il soumet à son approbation les délibérations du conseil d'administration, dans tous les cas où cette approbation est nécessaire pour leur exécution. Il lui soumet les questions douteuses en fait d'application des lois, ordonnances et réglemens, et prend ses décisions sur tous les cas non prévus ou non suffisamment définis par lesdites lois, ordonnances ou réglemens. — Il lui rend compte périodiquement de tous les résultats de son administration.

8. Les administrateurs et les inspecteurs généraux chargés de la surveillance et de la vérification du service sur les lignes des douanes sont nommés par nous, sur le rapport de notre ministre des finances. — Notre ministre des finances propose à notre approbation la nomination aux places de directeurs. — Il nomme, sur la présentation du directeur général, aux places d'inspecteurs principaux et d'inspecteurs divisionnaires, et à celles de receveurs principaux des douanes, dont les appointemens sont de quatre mille francs et au dessus. — Le directeur général nomme à tous les autres emplois, en se conformant à l'ordre hiérarchique des grades et aux règles d'avancement, et sauf la délégation donnée aux directeurs des départemens, de nommer aux emplois de brigade jusqu'au grade de lieutenant inclusivement. — Les changemens de résidence des inspecteurs généraux, et des directeurs dans les départemens, sont ordonnés par le directeur général avec l'approbation du ministre des finances.

9. Le directeur général révoque, destitue et met à la retraite les employés dont la nomination lui est attribuée, après avoir pris l'avis du conseil d'administration, conformément aux articles 5 et 6 ci-dessus. — Il peut aussi suspendre les autres employés, sauf à rendre compte immédiatement au ministre des finances, qui statue.

10. Dans les affaires résultant de procès-verbaux de saisie ou de contravention, les transactions délibérées en conseil d'administration sont définitives, — 1<sup>o</sup> Par l'approbation du directeur général, lorsque lesdites condamnations n'excéderont pas trois mille francs ; — 2<sup>o</sup> Par l'approbation du ministre des finances, lorsqu'il y aura eu dissentiment entre le directeur général et le conseil d'administration, et, dans tous les cas, lorsque le montant des condamnations excédera trois mille francs.

11. Le conseil d'administration arrête, sur le rapport de l'administrateur chargé de la comptabilité, les comptes annuels de l'administration ; le directeur général les vise, et les transmet au ministre des finances avec les pièces à l'appui.

---

N<sup>o</sup> 539. = 6—17 février 1822. = *ORDONNANCE du roi concernant un conflit négatif entre diverses autorités qui refusent respectivement de connaître de différens pourvois formés par des gardes nationaux contre des jugemens rendus par les conseils de discipline de la garde nationale* (1).  
(VII, Bull. DVI, n<sup>o</sup> 12184.)

---

(1) Cette ordonnance, ou arrêt du conseil, qui décide que les jugemens des conseils de disci-



N° 540. = 6 février—14 mars 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement d'un mont-de-piété dans la ville de Dijon (1). (VII, Bull. DIX, n° 12216.)

TITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales.

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera formé dans notre bonne ville de Dijon un mont-de-piété, qui sera régi, sous la surveillance du préfet de la Côte-d'Or et l'autorité de notre ministre de l'intérieur, par une administration gratuite et charitable, conformément aux dispositions du règlement, qui restera annexé à la présente ordonnance (2).

2. Les délibérations sur les diverses parties d'administration et régie de l'établissement, notamment sur le budget des dépenses à fixer pour chaque année, sur le compte de chaque exercice, sur les droits à percevoir, sur les emprunts à faire, sur les traitemens et cautionnemens à régler, et sur l'application des bénéfices et dépenses des hospices, seront soumises au ministre de l'intérieur par le préfet du département.

3. L'organisation du personnel sera arrêtée par notre ministre de l'intérieur, sur la proposition du préfet. Lors des vacances des places, il y sera pourvu d'après les dispositions du règlement.

4. Les registres, les reconnaissances, les procès-verbaux de vente, et généralement tous les actes relatifs à l'administration du mont-de-piété, seront exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

TITRE II. — Des fonds de l'établissement.

5. Le capital destiné à fournir aux prêts sur nantissement est provisoirement fixé à cent mille francs ; il ne pourra être porté au-delà de cent cinquante mille francs sans l'autorisation de notre ministre de l'intérieur.

6. L'administration des hospices de Dijon est autorisée à aliéner neuf maisons appartenant à l'hospice Sainte-Anne, et évaluées cent huit mille six cent quinze francs.—Le produit de cette vente sera joint à celui de l'aliénation de quatre autres maisons appartenant au grand hospice, qui ont été évaluées à vingt-neuf mille deux cents francs, et que l'administration a été autorisée à vendre par notre ordonnance du 23 avril 1817, et la somme provenant de ces ventes sera employée, en tout ou en partie, à former le capital fixé par l'article précédent.

7. Serviront aussi à assurer, en partie, ce capital, les cautionnemens en numéraire auxquels sont assujétis les receveurs, fermiers ou régisseurs intéressés dans l'octroi de la ville, les receveurs des établissemens de charité, tous les adjudicataires d'un service communal ou hospitalier, et les employés de l'établissement. L'intérêt de ces cautionnemens sera payé conformément aux dispositions du décret du 3 mai 1810.

8. Pourront recevoir la même destination, sur la demande des établissemens de charité, les dons, legs et aumônes qui leur seront faits sans destination spéciale, les capitaux de rente dont les remboursemens seront offerts,

---

plaine ne peuvent être attaqués ni devant le ministre de l'intérieur ni devant le conseil de préfecture, n'a plus d'intérêt depuis que l'art. 120 de la loi générale du 22—25 mars 1831, sur la garde nationale, a disposé qu'il n'y a de recours contre les jugemens définitifs des conseils de discipline, que devant la cour de cassation, pour incompétence, excès de pouvoir ou contravention à la loi.

(1) Voyez, sur l'établissement des monts-de-piété, le décret du 24 messidor an 12 (13 juillet 1804), et la note.

(2) Il n'est pas au *Bulletin des lois*.

les capitaux des aliénations autorisées, le produit, à titre de dépôt et à leur profit, des successions à échoir aux enfans trouvés ou abandonnés, placés à l'hospice, et aux insensés qui y sont admis.

9. Le produit des épargnes des particuliers, et le montant des retenues opérées sur les traitemens pour le paiement des pensions des employés des communes, des hospices et des établissemens publics, pourront avoir la même destination.

10. Dans le cas où les opérations de l'établissement nécessiteraient une augmentation de fonds, pour laquelle ces ressources ne suffiraient pas, il pourra y être pourvu par des emprunts, et le mont-de-piété pourra, en outre, recevoir les fonds qui lui seront offerts, soit en placement, soit en simple dépôt, par des particuliers ou par des établissemens publics, et l'intérêt des uns et des autres sera fixé par le ministre de l'intérieur, sur la proposition de l'administration et l'avis du préfet, sans qu'il puisse excéder le *maximum* de cinq pour cent; mais les simples dépôts ne porteront intérêt que lorsque les propriétaires consentiront à les laisser au moins six mois dans la caisse de l'établissement.

11. Les fonds à emprunter pour les besoins de l'établissement le seront sous l'hypothèque des biens des hospices.

---

N° 541. = 6 février—10 août 1822. = **ORDONNANCE** du roi relative à la concession faite pour l'exécution des travaux du canal d'arrosage de la Brillanne, dans l'arrondissement de Forcalquier, département des Basses-Alpes. (VII, Bull. D XLVII, n° 13195.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;—Vu le décret du 10 mars 1807, qui autorise le sieur *Desorgues*, propriétaire à Aix, à construire à ses frais, et dans le délai de cinq ans, à peine de déchéance, le canal d'arrosage de la Brillanne dans l'arrondissement de Forcalquier, département des Basses-Alpes;—Vu l'acte notarié passé le 12 octobre 1810 et par lequel le sieur *Desorgues* fait cession au sieur *Demontigny-Dampierre* de tous les droits qui lui avaient été concédés par le décret du 10 mars 1807, et ceux dudit jour 12 octobre 1810, et du 3 novembre suivant, par lesquels le sieur *Demontigny-Dampierre* constitue pour son mandataire, pour la suite de cette affaire, le sieur *J.-T. Bruguière du Gard*; — Vu l'ordre donné, sous la date du 3 mai 1811, par le directeur général des ponts et chaussées, pour la suspension des travaux jusqu'à ce qu'il eût été statué définitivement: — 1° Sur la concession en faveur de la compagnie *Dampierre Demontigny et Bruguière du Gard*; — 2° Sur un nouveau projet de canal sur une plus grande dimension proposée par cette compagnie et que l'ingénieur en chef était chargé d'étudier; — Vu le nouveau projet rédigé par l'ingénieur en chef des Basses-Alpes sous la date du 12 février 1814, et l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 19 avril 1815; — Vu la soumission présentée, sous la date du 5 mars 1821, par les sieurs *Beslay*, membre de la chambre des députés, *Thuret*, banquier, et le baron *Tirlet*, lieutenant-général d'artillerie;—Vu le rapport de l'ingénieur en chef du département des Basses-Alpes, en date du 15 mai 1821, sur la susdite soumission, l'avis du préfet du 20 du même mois, et un second avis du conseil général des ponts et chaussées du 9 juin suivant; — Sur le tout, considérant que le sieur *Desorgues* a depuis long-temps encouru la déchéance prévue par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 10 mars 1807; — Que le sieur *Demontigny-Dampierre* et le sieur *Bruguière du Gard* sont morts, l'un en 1818, l'autre en 1819, sans avoir fait aucune disposition pour justifier de leur sol-



vabilité pour la reprise des travaux de ce canal, et sans avoir répondu à la communication qui leur avait été donnée en 1815 du nouveau projet rédigé, en quelque sorte sur leur demande, par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées; — Vu les diverses réclamations adressées tant à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur qu'à notre directeur général des ponts et chaussées par les sieurs *Lombard et Richaud*, d'une part, et *Bourgeois*, de l'autre; — Vu enfin les avis émis par le comité de l'intérieur de notre conseil d'état, les 31 août 1821 et 21 décembre suivant; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La concession faite au sieur *Desorgues* par décret du 10 mars 1807, pour l'exécution des travaux du canal d'arrosage de la Brillanne, est révoquée.

2. Les sieurs *Ch. Beslay*, membre de la chambre des députés et négociant à Dinan, *Isaac Thuret*, banquier, demeurant à Paris, et le baron *Louis Tirlot*, lieutenant-général d'artillerie, sont substitués à tous les droits de ladite concession, sauf les modifications résultant des dispositions de la présente ordonnance.

3. Les concessionnaires seront tenus de rembourser aux anciens concessionnaires ou à leurs ayans-cause la valeur des travaux reconnus utiles exécutés et des terrains acquis tant par le sieur *Desorgues* que par la compagnie *Demontigny-Dampierre*, soit de gré à gré, soit sur l'estimation qui sera faite par experts, contradictoirement, de leur valeur actuelle.

4. Le canal sera exécuté conformément au projet du grand canal tracé par l'ingénieur *Brun*, suivant son mémoire du 10 septembre 1777, depuis la Brillanne jusqu'au ravin de Mathy, sauf les modifications qui seront jugées nécessaires lors de l'exécution, et approuvées par le préfet, sur le rapport de l'ingénieur en chef.

5. Les concessionnaires seront tenus de construire et d'entretenir le canal de manière à recevoir en *minimum* le volume d'eau déterminé par les dimensions suivantes du canal à son ouverture entre la prise d'eau du rocher de la Brillanne et les premières martellières de distribution d'arrosement, savoir : — Fond du canal, trois mètres; — Profondeur, prise à la crête des berges, deux mètres; — Ouverture en gueule, sept mètres; — Hauteur d'eau, un mètre quarante centimètres; — Pente de vingt-cinq millimètres pour cent mètres. — Les pentes et dimensions dans la partie inférieure du canal seront coordonnées à raison des localités et de l'écoulement des martellières, de manière à assurer la jouissance du volume d'eau ci-dessus déterminé, et dans l'hypothèse d'une prolongation du canal sur le territoire du département de Vaucluse.

6. Les ouvrages seront exécutés sous la direction d'un ingénieur des ponts et chaussées, désigné par la compagnie et accepté par le préfet. — Tous les ans, l'inspecteur divisionnaire en fera la visite et constatera leur bonne exécution. — Les ponts nécessaires pour rétablir les communications interrompues par le canal seront construits dans les dimensions suivantes : — Pour les routes royales (*maximum*), huit mètres; — Pour les routes vicinales, six mètres; — Pour les chemins de simple communication d'une rive à l'autre, quatre mètres. — La nécessité des ponts pour rétablir les communications interrompues sera constatée, *pour les chemins publics*, par l'administration, qui prononcera sur le nombre des ponts à établir et sur le point où ils devront être construits. — A l'égard des chemins de simple exploitation qui doivent être considérés comme propriétés privées, le nombre et l'emplacement des ponts à construire pour assurer les communications d'une rive

à l'autre seront déterminés ou par l'arrangement à l'amiable de la compagnie avec les parties intéressées, ou par les jugemens qui ordonneront l'expropriation pour cause d'utilité publique.

7. Les concessionnaires seront tenus, sous peine de déchéance, d'exécuter leurs travaux et de mettre l'irrigation en activité jusqu'à Saint-Tulle en quatre années, et jusqu'à Mathy, en cinq années, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1822. — Dans le cours des années 1825 et 1826, il sera procédé à la visite des travaux. Il sera dressé procès-verbal de cette visite; et si les concessionnaires ne sont pas mis en mesure d'exécuter leurs engagements, la déchéance sera immédiatement et de plein droit encourue par eux.

8. Ledit canal est déclaré objet d'utilité publique: en conséquence, les terrains situés sur la ligne du canal et sur ses grandes dérivations, ceux qui seront nécessaires aux emplacements des bassins de distribution et des berges, ainsi que pour les lignes de communication du canal avec les terres inférieures à arroser, seront acquis par les concessionnaires et payés par eux, soit conformément aux arrangemens passés de gré à gré entre eux et les propriétaires, soit, en cas de refus de la part des propriétaires, en procédant ainsi qu'il est réglé par la loi du 8 mars 1810, sur les expropriations pour cause d'utilité publique. — La largeur moyenne des terrains à occuper sur la ligne du canal sera de dix-huit mètres, compris les digues latérales, sauf plus grandes largeurs, s'il y a lieu, dans les localités où la base des digues serait jugée, par notre directeur général des ponts et chaussées, devoir être plus étendue, et où se trouveraient établis les usines, les logemens des aiguardiers et surveillans. — L'étendue des terrains à acquérir et dont l'expropriation est autorisée pour cet objet sera limitée, pour chaque commune, par un plan terrier qui sera soumis à l'approbation de notre directeur général des ponts et chaussées.

9. La délimitation de la quantité de terres incultes et graviers dont les concessionnaires pourront disposer en toute propriété, en conformité de l'article 2 du décret du 10 mars 1807, sera fixée par notre directeur général des ponts et chaussées, de manière à assurer, même en cas de nouvel abaissement du lit de la Durance, la faculté de l'établissement du canal d'avant-prise, à donner au cours de la rivière une direction utile à la défense et à l'entretien du canal, et propre à couvrir son flanc jusqu'à Lauzon.

10. Les concessionnaires auront, pendant un espace de quinze ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1822, la faculté de prolonger la ligne du canal de la Brillanne sur la portion du territoire du département de Vaucluse susceptible d'être arrosée par ses eaux.

11. Le gouvernement s'engage à n'accorder aucune autre concession d'irrigation sur les terrains qui pourront être arrosés par le canal de la Brillanne, qu'autant que les concessionnaires auraient refusé de faire effectuer les travaux nécessaires à l'arrosage des terrains pour lesquels la nouvelle concession serait sollicitée.

12. Le sol du canal et les terrains qu'il arrosera jouiront des avantages, exemptions et modérations d'impôts stipulés par les lois en faveur des entreprises qui auront pour objet des améliorations sensibles dans le mode de culture.

13. Les règles et le tarif du prix de l'arrosage pour les propriétaires qui n'auront pas traité avec les concessionnaires à perpétuité ou pour un temps limité, seront déterminés par des réglemens qui seront ultérieurement soumis à notre approbation.

14. Le réglemen à intervenir déterminera aussi les époques d'ouverture et de clôture de la saison d'irrigation, — Le mode d'usage et de distribution



des eaux, — Les amendes et réparations autorisées par les lois en cas de contravention à ces règles, — La forme dans laquelle seront constatés l'usage des eaux et les contraventions, — La formation et l'exécution des rôles de perception du droit d'arrosement.

15. Les concessionnaires feront lever, à leurs frais, des plans parcellaires indiquant avec précision la contenance et la nature de culture de chaque parcelle de terrains qu'ils jugeront pouvoir être arrosée. — Ces plans seront déposés à chaque mairie : les intéressés seront invités par publication et affiches, renouvelées trois fois, à venir en prendre connaissance, et à faire, s'il y a lieu, leurs observations pendant le délai d'un mois, passé lequel délai lesdits plans parcellaires seront transmis au préfet pour être homologués et arrêtés par lui, et serviront de règle dans l'application du tarif qui sera déterminé par les réglemens pour les paiemens à faire aux concessionnaires par les propriétaires qui voudront profiter des eaux du canal pour l'irrigation de leurs terres.

---

N° 542. = 10—13 février 1822. = **ORDONNANCE** du roi concernant le remboursement des reconnaissances de liquidation, finales 5 et 7. (VII, Bull. DV, n° 12163.)

---

N° 543. = 10—13 février 1822. = **ORDONNANCE** du roi relative au règlement des intérêts sur les cinquièmes échus des créances arriérées de 1810 à 1815. (VII, Bull. DV, n° 12164.)

Louis, ... — Considérant que l'article 13 de la loi du 28 avril 1816, en statuant que les créances arriérées de 1810 à 1815 porteront intérêt à dater de la publication de ladite loi (4 mai 1816), quelle que soit la date de la liquidation, n'a point fixé l'époque à laquelle ces intérêts cesseront d'être acquis; — Considérant que l'intention de la loi du 25 mars 1817, qui a déterminé les époques de remboursement, n'a pu être de faire cesser les intérêts à l'égard des créances dont la liquidation a éprouvé des retards par des causes indépendantes de la volonté des créanciers; — Voulant toutefois que les intérêts des sommes non payées aux parties qui ont négligé de les réclamer ne restent pas indéfiniment à la charge de notre trésor royal; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les intérêts afférens aux cinquièmes devenus remboursables en numéraire, sur les ordonnances délivrées pour l'arriéré de 1810 à 1815, continueront d'être acquittés jusqu'au jour du paiement des ordonnances.

2. Ces intérêts pourront être alloués jusqu'au 22 mars prochain sur les ordonnances portant une date antérieure au 22 décembre 1821. — A partir de la même époque du 22 mars prochain, les intérêts cesseront d'être acquis après trois mois de la date des ordonnances délivrées postérieurement au 22 décembre 1821.

---

N° 544. = 13 février—14 mars 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui supprime le dépôt de mendicité créé à Semur et affecte les bâtimens destinés primitivement à cet établissement à la création d'un hospice départemental pour la Côte-d'Or. (VII, Bull. DIX, n° 12217.)

---

N° 545. = 13 février—19 mars 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant création

*d'un emploi d'inspecteur général de l'artillerie, et formation d'un comité de cette arme* (1). (VII, Bull. DXI, n° 12280.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera créé un emploi d'inspecteur général du service central de notre corps royal de l'artillerie.

2. L'inspecteur général du service central sera choisi parmi les lieutenans généraux de cette arme en activité de service, et nommé par nous sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

3. Il sera formé un comité consultatif de l'artillerie, présidé par l'inspecteur général du service central, et composé de six officiers généraux de l'arme, dont deux lieutenans généraux au moins, tous choisis parmi les généraux en activité dans le corps, et d'un secrétaire, officier supérieur. — Les membres et le secrétaire de ce comité seront désignés, chaque année, par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, qui pourra adjoindre audit comité le nombre d'officiers généraux et supérieurs de l'arme qu'il jugera nécessaire, pour l'examen des affaires sur lesquelles ce comité sera consulté.

4. Les fonctions et attributions de l'inspecteur général du service central sont fixées ainsi qu'il suit : — 1° Il régle l'ordre du travail des affaires renvoyées à l'examen du comité; — 2° Il remet directement au ministre les rapports de ce comité sur les questions soumises à son examen; — 3° Il a, en outre, sous ses ordres immédiats le service du dépôt central de l'artillerie, créé par notre ordonnance du 31 mars 1820.

5. Les fonctions et attributions du comité sont déterminées ainsi qu'il suit : — Il s'occupe, 1° de tout ce qui est relatif au perfectionnement du matériel et de l'instruction de l'arme, de l'organisation du personnel et du matériel, lorsqu'il y a lieu d'y apporter des modifications, et que notre ministre secrétaire d'état de la guerre a donné des ordres exprès à cet égard; — 2° De l'examen des plans et projets relatifs aux diverses parties du service de l'arme, et de tous autres objets qui lui seront renvoyés; — 3° De la vérification du travail de répartition des fonds accordés par le budget pour les divers services, en raison de l'importance de chacun d'eux.

6. Le comité consultatif ne sera réputé complet, et ne pourra donner d'avis sur les objets soumis à son examen par notre ministre secrétaire d'état de la guerre, que lorsqu'il s'y trouvera au moins quatre de ses membres, non compris le président.

7. Ainsi sont déterminées les fonctions et attributions de l'inspecteur général du service central et du comité consultatif de l'artillerie : l'un et l'autre ne s'immiscent en rien dans le travail ordinaire du bureau de l'arme au ministère de la guerre.

8. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont et demeurent abrogées.

---

N° 546. = 13 février—19 mars 1822. = **ORDONNANCE du roi portant création**

---

(1) Voyez, sur l'organisation de l'artillerie en général, le décret du 28 floréal an 3 (7 mai 1795), et les notes.

Voyez spécialement, sur l'organisation et les attributions du comité d'artillerie, l'ordonnance du 21 juillet—8 août 1815, art. 2; celle du 31 mars—8 mai 1820, art. 10, qui avait remplacé le comité central d'artillerie par des comités consultatifs; et celle du 27 août—1<sup>er</sup> septembre 1830, qui a organisé de nouveau le comité de cette arme.

Voyez encore la note qui accompagne le titre de l'arrêté du 15 nivose an 8 (5 janvier 1800), portant création d'un premier inspecteur-général de l'arme de l'artillerie.



*d'un emploi d'inspecteur général du génie, et formation d'un comité de cette arme* (1). (VII, Bull. D<sup>XXI</sup>, n° 12281.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera créé un emploi d'inspecteur général du service central de notre corps royal du génie.

2. L'inspecteur général du service central sera choisi parmi les lieutenans-généraux de cette arme en activité de service, et nommé par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

3. Il sera formé un comité consultatif du génie, présidé par l'inspecteur général du service central, et composé de six officiers généraux de l'arme, dont deux lieutenans généraux au moins, tous choisis parmi les généraux en activité dans le corps, et d'un secrétaire, officier supérieur. — Les membres et le secrétaire de ce comité seront désignés, chaque année, par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, qui pourra adjoindre audit comité le nombre d'officiers généraux et supérieurs qu'il jugera nécessaire, pour l'examen annuel des projets généraux.

4. Les fonctions et attributions de l'inspecteur général du service central sont fixées ainsi qu'il suit : — 1° Il règle l'ordre du travail des affaires renvoyées à l'examen du comité; — 2° Il remet directement au ministre les rapports de ce comité sur les questions soumises à son examen; — 3° Il a, en outre, sous ses ordres immédiats, le service du dépôt central des fortifications, créé par notre ordonnance du 31 mars 1820.

5. Les fonctions et attributions du comité sont déterminées ainsi qu'il suit : — Il s'occupe, 1° de tout ce qui est relatif au perfectionnement du matériel et de l'instruction de l'arme, de l'organisation du personnel et du matériel, lorsqu'il y a lieu d'y apporter des modifications, et que notre ministre secrétaire d'état de la guerre a donné des ordres exprès à cet égard; — 2° De l'examen des plans et projets relatifs aux diverses parties du service de l'arme, et de tous les autres objets qui lui sont renvoyés; — 3° De la répartition de la partie de fonds que le ministre assigne, chaque année, sur le budget, pour l'exécution des travaux projetés dans les places.

6. Le comité consultatif ne sera réputé complet, et ne pourra donner d'avis sur les objets soumis à son examen par notre ministre secrétaire d'état de la guerre, que lorsqu'il s'y trouvera au moins quatre de ses membres, non compris le président.

7. Ainsi sont déterminées les fonctions et attributions de l'inspecteur général du service central et du comité consultatif du génie: l'un et l'autre ne s'immiscent en rien dans le travail ordinaire du bureau de l'arme au ministère de la guerre.

8. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont et demeurent abrogées.

---

N° 547. = 20 février—1<sup>er</sup> mars 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui ajoute le bureau de douanes de Toulon à ceux déjà désignés pour l'exportation des ouvrages d'or et d'argent. (VII, Bull. D<sup>VII</sup>, n° 12195.)

Le bureau de douanes de Toulon fera désormais partie de ceux désignés en notre ordonnance du 3 mars 1815, pour la sortie des ouvrages d'or et d'argent de fabrique française qui, étant destinés pour l'étranger, doivent jouir

---

(1) Voyez, sur l'organisation du génie, les notes qui accompagnent le titre du décret du 14 ventose an 3 (4 mars 1795) : elles contiennent le résumé des réglemens relatifs à cette arme.

Voyez spécialement la note qui accompagne le titre de l'arrêté du 15 nivose an 8 (5 janvier 1800), portant création d'un emploi de premier inspecteur et de six inspecteurs-généraux de l'arme du génie.

de la prime d'exportation, aux termes de la loi du 9 novembre 1797 (19 brumaire an 6).

N<sup>o</sup> 548. = 20 février—9 mars 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui modifie celles des 21 octobre—10 novembre 1818, 4—17 octobre 1820 et 1<sup>er</sup> août 1821, relatives aux primes d'encouragement pour la pêche de la morue (1). (VII, Bull. DVIII, n<sup>o</sup> 12212.)

N<sup>o</sup> 549. = 20 février—1<sup>er</sup> avril 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme établie à Paris, sous le nom de Fabrique d'aiguilles de Laigle. (VII, Bull. DXVII, n<sup>o</sup> 12507.)

N<sup>o</sup> 550. = 20 février 1822—28 avril 1831. = **ORDONNANCE** du roi qui proroge la concession de droits de navigation à l'écluse de Gœulzin (canal de Mons à Condé), moyennant diverses charges imposées au concessionnaire. (IX, ordonn., Bull. LXIII, n<sup>o</sup> 1601.)

N<sup>o</sup> 551. = 21 février 1822. = **AVIS** du conseil d'état touchant le droit de pêche dans les rivières flottables (2). (SIREY, tome XXV, 2<sup>e</sup> partie, page 251.)

Le conseil d'état, sur le renvoi qui lui a été fait par M. le garde des sceaux d'un rapport transmis par M. le ministre des finances, relatif au droit de pêche dans les rivières flottables et non navigables;—Vu la lettre de M. le ministre des finances, du 26 décembre 1821, qui propose de soumettre à l'examen du conseil les deux questions suivantes : — 1<sup>o</sup> Le droit de pêche dans les rivières flottables et non navigables appartient-il à l'état? — 2<sup>o</sup> Y a-t-il lieu, dans le cas de l'affirmative, de réformer l'avis du conseil d'état du 30 pluviôse an 13? — Vu la décision du même ministre du 6 novembre 1820, qui prescrit la mise en ferme des parties des rivières de la Meurthe et de la Moselle, qui ne sont pas flottables; l'avis du conseil des finances du 6 octobre 1820, sur les deux questions ci-dessus, la loi du 14 floréal an 10, l'article 538 du Code civil, l'avis du conseil d'état du 30 pluviôse an 13, relatif à la propriété du droit de pêche dans les rivières non navigables;—Considérant que, dans l'acception commune, on confond, sous la dénomination de *rivières flottables*, deux espèces de cours d'eau très distincts, savoir : — 1<sup>o</sup> Des rivières navigables *sur trains ou radeaux*, au bord desquelles les propriétaires riverains sont tenus de livrer le marche-pied déterminé par l'article 630 du Code civil, et dont le curage et l'entretien sont à la charge de l'état;—2<sup>o</sup> Des rivières et ruisseaux flottables à *bûches perdues*, sur le bord desquels les propriétaires riverains ne sont assujétis qu'à livrer passage, dans le temps du flot, aux ouvriers du commerce de bois, chargés de diriger les bûches flottantes, et de

(1) Cette ordonnance n'a plus d'intérêt. Tout ce qui concerne les primes d'encouragement pour la pêche de la morue a été réglé en dernier lieu par la loi du 22 avril—2 mai 1832, et par l'ordonnance du 26 avril—8 mai 1833, rendue pour son exécution : cette ordonnance, par son art. 13, prononce l'abrogation de toutes les ordonnances antérieures.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 6—6 juillet 1793, le résumé de la législation concernant la pêche fluviale. Voyez notamment la loi du 14 floréal an 10 (4 mai 1802), tit. V, et les notes dans lesquelles est cité un arrêt du 22 août 1823, par lequel la cour de cassation a jugé, dans le sens du présent avis, que la pêche, dans les rivières flottables seulement à bûches perdues, appartient aux riverains. — Voyez enfin la loi générale du 15—24 avril 1829, qui, par son art. 83, abroge toute la législation antérieure sur la pêche.



repêcher les bûches submergées ;—Considérant que les rivières flottables sur trains ou radeaux sont, de leur nature, navigables pour toute embarcation du même tirant d'eau que le train ou radeau flottant; que les rivières flottables de cette espèce ont été considérées comme rivières navigables, soit par l'ordonnance de 1669, soit par les premières instructions données pour l'exécution de la loi du 14 floréal an 10; que des lors les rivières flottables sur trains ou radeaux, dont l'entretien est à la charge de l'état, se trouvent comprises parmi les rivières navigables dont la pêche peut, aux termes de ladite loi, être affermée au profit de l'état; qu'il est impossible, au contraire, d'appliquer les dispositions de ladite loi aux cours d'eau qui ne sont flottables qu'à bûches perdues, et qui ne peuvent, sous aucun rapport, être considérés comme rivières navigables, est d'avis, — 1° Que l'état a droit d'affermir, en vertu de la loi du 14 floréal an 10, la pêche des rivières qui sont navigables sur bateaux, trains ou radeaux, et dont l'entretien n'est pas à la charge des propriétaires riverains; — 2° Que ce droit ne peut s'étendre, en aucun cas, aux rivières ou ruisseaux qui ne sont flottables qu'à bûches perdues.

N° 552. = 27 février — 14 mars 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui modifie le décret du 2 juillet 1812 relatif à la plaidoirie (1). (VII, Bull. DIX, n° 12219.)

Louis, . . . . — Nous étant fait rendre compte des réglemens sur la discipline du barreau, nous avons remarqué—Que le décret du 14 décembre 1810 déclare incompatibles la profession d'avocat et le ministère d'avoué, et proclame ainsi le principe, qu'il importe de consacrer de nouveau, que les officiers ministériels ne sont préposés qu'à l'instruction des procès, et que le droit de les défendre devant nos cours et tribunaux appartient exclusivement aux avocats; — Qu'il existe cependant deux exceptions à ce principe : l'une en faveur des avoués qui ont obtenu des lettres de licence dans l'intervalle de ventose an 12 à juillet 1812, et sont autorisés à plaider, concurremment avec les avocats, les affaires qu'ils ont instruites (article 32 de la loi du 22 ventose an 12, article 9 du décret du 2 juillet 1812); — Que cette faveur accordée à des hommes qui se sont livrés à l'étude du droit dans un temps où elle était négligée, leur est justement acquise, et il n'est pas dans notre intention de les en priver;—Que la deuxième exception concerne des avoués même non licenciés qui postulent dans plusieurs tribunaux de première instance, et à qui les réglemens permettent de plaider toute espèce de cause dans laquelle ils occupent (dernière disposition de l'article 3 du décret du 2 juillet 1812);—Que, si la nécessité exige le maintien de cette disposition dans les tribunaux où les avocats, trop peu nombreux, ne peuvent suffire à l'expédition des affaires, elle est abusive, destructive de toute émulation et nuisible à nos sujets, dans les lieux où le barreau, composé d'hommes expérimentés et d'une jeunesse studieuse, offre au public des défenseurs éclairés et en nombre suffisant;—Sur le rapport de notre garde des Sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice;—Notre conseil d'état entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les avoués qui, en vertu de la loi du 22 ventose an 12, jusqu'à

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 14 décembre 1810, le résumé des réglemens concernant l'exercice de la profession d'avocat.

Voyez spécialement le décret du 2 juillet 1812, qui détermine les attributions des avocats et des avoués en matière de plaidoirie, et que la présente ordonnance modifie; et l'ordonnance du 20—23 novembre 1822, contenant règlement sur l'exercice de la profession d'avocat et la disci-

la publication du décret du 2 juillet 1812, ont obtenu le grade de licencié, continueront de jouir de la faculté qui leur est accordée par l'article 9 du susdit décret.

2. Les avoués non licenciés, et ceux qui ne l'ont été que depuis la publication du décret du 2 juillet 1812, ne pourront plaider les causes dans lesquelles ils occuperont, que dans les tribunaux où le nombre des avocats inscrits sur le tableau, ou stagiaires exerçant et résidant dans le chef-lieu, sera jugé insuffisant pour la plaidoirie et l'expédition des affaires (1).

3. Chaque année, dans la première quinzaine du mois de novembre, nos cours royales arrêteront l'état des tribunaux de première instance de leur ressort où les avoués pourront jouir de la faculté énoncée en l'article précédent (2).

4. Les délibérations de nos cours, en exécution de l'article ci-dessus, seront prises à la diligence de nos procureurs généraux, sur l'avis motivé des tribunaux de première instance.—Elles seront soumises à l'approbation de notre garde des sceaux, et recevront provisoirement leur exécution.

5. Il n'est pas dérogé par la présente au droit qu'ont les avoués de plaider, dans les affaires où ils occupent devant nos cours ou tribunaux, les demandes incidentes qui sont de nature à être jugées sommairement, et tous les incidens relatifs à la procédure (3).

plaine du barreau, et celle du 27 août—10 septembre 1830, qui déroge elle-même à la présente, en ce qu'elle reconnaît aux avocats le droit de nommer le conseil de discipline de leur ordre, et de plaider sans autorisation devant toutes les cours royales et devant tous les tribunaux du royaume.

(1 et 2) La délibération d'une cour royale, prise en vertu de la présente ordonnance, et par laquelle la faculté de plaider est interdite aux avoués d'un tribunal de son ressort; ne cesse pas de plein droit d'avoir effet à la fin de l'année; elle doit continuer d'être exécutée tant qu'elle n'a pas été révoquée par une délibération nouvelle. Nîmes, 7 janvier 1833, *SIR.*, XXXIII, 2, 366. — Lorsqu'une cour royale, conformément à l'ordonnance de 1822, a interdit aux avoués d'un tribunal de son ressort la faculté de plaider, ce tribunal ne peut, sur le fondement de l'inconstitutionnalité de l'ordonnance, rétablir les avoués dans le droit de plaidoirie: ce serait, de sa part, réformer, du moins tacitement, la décision d'une cour supérieure, et par suite violer les règles de la compétence. Nîmes, 20 juillet 1832, *SIR.*, XXXIII, 2, 69. — Jugé, contrairement à ce dernier arrêt, que, lors même que la délibération qui interdit aux avoués la faculté de plaider émane d'une cour royale, un tribunal du ressort peut, examinant la constitutionnalité de l'ordonnance de 1822, et jugeant cette ordonnance illégale, admettre les avoués à plaider. Cass., 23 juin 1835, *SIR.*, XXXV, 1, 676; *Bull. civ.*, XXXVII, 193.

(3) La faculté accordée aux avoués des tribunaux de première instance, de plaider les causes dans lesquelles ils occupent, n'est pas restreinte aux incidens de procédure et aux incidens de nature à être jugés sommairement; elle s'étend à toute espèce de causes sommaires: l'ordonnance du 27 février 1822 n'a pas dérogé sur ce point au décret du 2 juillet 1812. Amiens, 31 décembre 1824, *SIR.*, XXV, 2, 190; et Aix, 2 août 1825, *SIR.*, XXVI, 2, 237. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que les avoués ne plaident que par *exception*, et dans les cas expressément autorisés; qu'ainsi, les avoués de première instance (dans les chefs-lieux de cours royales, de cours d'assises et de département) n'ont pas le droit de plaider toutes les causes sommaires; qu'ils ne peuvent plaider que les incidens de nature à être jugés sommairement, et les incidens relatifs à la procédure; et qu'à cet égard l'ordonnance du 27 février 1822 a dérogé à l'art. 3 du décret du 2 juillet 1812. Cass., 11 décembre 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 225; *Bull. civ.*, XXVIII, 365; 11 janvier 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 79; et Paris, 15 juillet 1826, *SIR.*, XXVI, 2, 238. — Jugé encore que l'ordonnance de 1822, dérogeant au décret de 1812, a enlevé la faculté de plaidoirie, dans les affaires sommaires, aux avoués des tribunaux de première instance, séant aux chefs-lieux des cours royales et des cours d'assises. Cass., 15 janvier 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 172. — Jugé aussi que la faculté de plaider toutes les causes sommaires n'a pas même été conservée aux avoués licenciés munis de leur office lors de l'émission de l'ordonnance, laquelle, par conséquent, ne s'applique qu'aux avoués nommés antérieurement à sa publication. Cass., même arrêt du 15 janvier 1829.

L'ordonnance du 27 février 1822 ne doit pas être considérée comme rendue hors des limites du pouvoir réglementaire, et par suite comme inconstitutionnelle, en ce qu'elle enlève aux avoués des chefs-lieux de cours royales, de cours d'assises et de département, le droit qui leur était accordé par une loi (celle du 22 ventose an 12), et par un décret ayant force de loi (celui



N° 553. = 27 février—29 mars 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Société pour l'amélioration des procédés de vinification. (VII, Bull. DXXV, n° 12400.)

N° 554. = 27 février—29 mars 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme provisoirement constituée à Paris sous le nom de Société des transports accélérés par eau. (VII, Bull. DXXV, n° 12401.)

du 2 juillet 1812), de plaider dans les causes sommaires. Cass., arrêt précité du 15 janvier 1829, SIR., XXIX, 1, 172; 15 décembre 1834, SIR., XXXV, 1, 18; Bull. civ., XXXVI, 244; 23 juin 1835, SIR., XXXV, 1, 410; Bull. civ., XXXVII, 193; et 18 mars 1835, SIR., XXXV, 1, 508; Bull. civ., XXXVII, 98; Grenoble, 27 mai 1834, SIR., XXXIV, 2, 459; et un grand nombre d'autres arrêts de la cour de cassation et des cours royales. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que l'ordonnance de 1822 est inconstitutionnelle. Nîmes, arrêt précité du 20 juillet 1832, SIR., XXXIII, 2, 69; 20 décembre 1833, SIR., XXXIV, 2, 151; et 8 janvier 1834, SIR., XXXIV, 2, 153. — Et qu'en conséquence, les cours royales n'ont plus à s'occuper du règlement annuel que cette ordonnance leur prescrivait de faire sur le droit de plaidoirie des avoués dans les différents tribunaux du ressort. Même arrêt du 8 janvier 1834. — Jugé encore que l'ordonnance de 1822 est inconstitutionnelle, en ce qu'elle retire aux avoués la faculté de plaider qui leur était antérieurement accordée par une loi. Aix, 22 août 1833, SIR., XXXIV, 2, 27.

Les avoués ont le droit de plaider devant les tribunaux correctionnels, nonobstant les dispositions de l'ordonnance du 27 février 1822 : cette ordonnance n'est relative qu'aux plaidoiries en matière civile. Cass., 12 et 25 janvier 1828, SIR., XXVIII, 1, 231; Bull. crim., XXXIII, 13 et 50. — Jugé encore que les avoués licenciés qui ont reçu des lettres de licence dans l'intervalle du 22 ventose an 12 au 2 juillet 1812, ont toute faculté de plaider en police correctionnelle. Paris, 21 juillet 1826, SIR., XXVI, 2, 239. — Jugé enfin que les avoués ont le droit de plaider en police correctionnelle, même quand le délit imputé au prévenu est susceptible d'entraîner une peine d'emprisonnement. Riom, 15 novembre 1827, SIR., XXVIII, 2, 6. Voyez au surplus les art. 185 et 295 du Cod. inst. crim. — Néanmoins les avoués ne peuvent, même en matière correctionnelle, être admis à défendre un prévenu devant un tribunal autre que celui près duquel ils exercent leurs fonctions, fût-il situé dans le même département. Cass., 7 mars 1828, SIR., XXVIII, 1, 264; Bull. crim., XXXIII, 165.

Les avoués, nonobstant l'ordonnance de 1822, ont le droit de plaider devant les cours d'assises. Arrêts précités des 12 et 25 janvier 1828. — Jugé encore qu'un avoué peut plaider en matière criminelle, quand il est désigné par l'accusé comme son conseil; que c'est là une extension du droit de défense appartenant à l'accusé, et qu'il ne s'agit aucunement, dans ce cas, de savoir quelles sont les attributions des avoués, d'après les ordonnances relatives à leur profession. Cass., 23 juin 1827, SIR., XXVII, 1, 521; Bull. crim., XXXII, 523.

Si l'avoué qui a été nommé par un accusé pour son conseil est empêché de plaider en cour d'assises et déclaré sans qualité à cet égard, il est recevable à se pourvoir en cassation contre cette décision, en son nom personnel. Arrêt précédent. — Mais lorsque le ministère public conteste à un avoué le droit de plaider dans certaines causes, la communauté des avoués n'est pas recevable à intervenir pour faire juger la question à l'égard de tous. Aix, arrêt précité du 2 août 1825, SIR., XXVI, 2, 237. — Jugé en sens contraire. Metz, 28 janvier 1826, SIR., XXVI, 2, 299. — En tout cas, les contestations entre le ministère public et les chambres d'avoués, relativement à l'étendue des fonctions de ces officiers ministériels, doivent être jugées à l'audience en la forme ordinaire, et non en assemblée générale des chambres à la chambre du conseil. Amiens, 23 avril 1825, SIR., XXVII, 1, 225. — Jugé encore que les tribunaux sont compétens pour prononcer en audience publique sur la demande d'un avoué tendant à être admis, nonobstant l'ordonnance de 1822, à plaider les causes dans lesquelles il occupe, et que l'avoué n'est pas tenu de se pourvoir à cet égard devant le garde des sceaux. Grenoble, arrêt précité du 27 mai 1834, SIR., XXXIV, 2, 459.

Le jugement ou l'arrêt qui, dans une affaire sommaire où l'on contestait à l'avoué postulant le droit de plaider, a décidé que ce droit lui appartenait, malgré les dispositions de l'ordonnance de 1822, n'a l'effet de la chose jugée que relativement à la cause dont il s'agissait. Aix, arrêt précité du 22 août 1833, SIR., XXXIV, 2, 27.

N° 555. = 3—9 mars 1822. = *LOI relative à la police sanitaire* (1). (VII, Bull. DVIII, n° 12211.)

TITRE 1<sup>er</sup>. — De la police sanitaire.

Art. 1<sup>er</sup>. Le roi détermine par des ordonnances, 1° les pays dont les provenances doivent être habituellement ou temporairement soumises au régime sanitaire; 2° les mesures à observer sur les côtes, dans les ports et rades, dans les lazarets et autres lieux réservés; 3° les mesures extraordinaires que l'invasion ou la crainte d'une maladie pestilentielle rendrait nécessaires sur les frontières de terre ou dans l'intérieur. — Il règle les attributions, la composition et le ressort des autorités et administrations chargées de l'exécution de ces mesures, et leur délègue le pouvoir d'appliquer provisoirement, dans des cas d'urgence, le régime sanitaire aux portions du territoire qui seraient inopinément menacées. — Les ordonnances du roi ou les actes administratifs qui prescriront l'application des dispositions de la présente loi à une portion du territoire français, seront, ainsi que la loi elle-même, publiés et affichés dans chaque commune qui devra être soumise à ce régime; les dispositions pénales de la loi ne seront applicables qu'après cette publication.

2. Les provenances, par mer, de pays habituellement et actuellement *sains*, continueront d'être admises à la libre pratique, immédiatement après les visites et les interrogatoires d'usage, à moins d'accidens ou de communications de nature suspecte, survenus depuis leur départ.

3. Les provenances, par la même voie, de pays qui ne sont pas habituellement *sains*, ou qui se trouvent accidentellement infectés, sont, relativement à leur état sanitaire, rangées sous l'un des trois régimes ci-après déterminés : — Sous le régime de la *patente brute*, si elles sont ou ont été, depuis leur départ, infectées d'une maladie réputée pestilentielle, si elles viennent de pays qui en soient infectés, ou si elles ont communiqué avec des lieux, des personnes ou des choses qui auraient pu leur transmettre la contagion; — Sous le régime de la *patente suspecte*, si elles viennent de pays où règne une maladie soupçonnée d'être pestilentielle, ou de pays qui, quoique exempts de soupçon, sont ou viennent d'être en libre relation avec des pays qui s'en trouvent entachés, ou enfin si des communications avec des provenances de ces derniers pays, ou des circonstances quelconques, font suspecter leur état sanitaire; — Sous le régime de la *patente nette*, si aucun soupçon de maladie

---

(1) Antérieurement à cette loi, l'ordonnance du 27—29 septembre 1821 avait prescrit diverses mesures sanitaires dans les départemens du Midi.

Voyez l'ordonnance du 20—23 mars 1822, qui maintient provisoirement les dispositions alors en vigueur sur la police sanitaire; et celle du 7—14 août même année, qui contient des dispositions très étendues pour l'exécution de la présente loi.

Voyez encore l'ordonnance du 16—25 août 1831, qui ordonne formation d'intendances et commissions sanitaires contre le choléra-morbus; celle du 26 août—15 septembre suivant, qui prescrit des mesures sanitaires pour les provenances de Francfort et pays adjacens d'outre-Rhin; celle du 31 août—15 septembre même année, qui prescrit de pareilles mesures pour les provenances des ports de l'Espagne; celles des 15—23 novembre suivant, qui étendent ces mesures aux provenances de l'Angleterre, de l'Ecosse, de l'Irlande, de la Hollande et de la Belgique; et celle du 18—25 février 1832, sur le même objet; l'ordonnance du 10 avril—1<sup>er</sup> mai 1832, qui supprime les intendances et les commissions sanitaires créées dans plusieurs départemens; et celle du 18 juin—1<sup>er</sup> juillet même année, concernant les quarantaines imposées aux bâtimens provenant des ports d'Alger, Oran et Bone.

Les lois sur le régime et la police sanitaires sont des lois spéciales qui emportent, pour tout ce qui concerne leur exécution, dérogation aux lois générales. Cass., 3 décembre 1831, *SIR.*, XXXII, 1, 349; Bull. crim., XXXVI, 537.



pestilentielle n'existait dans le pays d'où elles viennent, si ce pays n'était point ou ne venait point d'être en libre relation avec des lieux entachés de ce soupçon, et enfin si aucune communication, aucune circonstance quelconque, ne fait suspecter leur état sanitaire.

4. Les provenances spécifiées en l'article 3 ci-dessus pourront être soumises à des quarantaines plus ou moins longues, selon chaque régime, la durée du voyage et la gravité du péril. Elles pourront même être repoussées du territoire, si la quarantaine ne peut avoir lieu sans exposer la santé publique.—Les dispositions du présent article et de l'article 3 s'appliqueront aux communications par terre, toutes les fois qu'il aura été jugé nécessaire de les y soumettre.

5. En cas d'impossibilité de purifier, de conserver ou de transporter sans danger des animaux ou des objets matériels susceptibles de transmettre la contagion, ils pourront être, sans obligation d'en rembourser la valeur, les animaux tués et enfouis, les objets matériels détruits et brûlés.—La nécessité de ces mesures sera constatée par des procès-verbaux, lesquels feront foi jusqu'à inscription de faux.

6. Tout navire, tout individu, qui tenterait, en infraction aux réglemens, de pénétrer en libre pratique, de franchir un cordon sanitaire, ou de passer d'un lieu *infecté* ou *interdit* dans un lieu qui ne le serait point, sera, après due sommation de se retirer, repoussé de vive force, et ce, sans préjudice des peines encourues.

#### TITRE II. — Des peines, délits et contraventions en matière sanitaire.

7. Toute violation des lois et des réglemens sanitaires sera punie : — De la peine de mort, si elle a opéré communication avec des pays dont les provenances sont soumises au régime de la *patente brute*, avec ces provenances, ou avec des lieux, des personnes ou des choses placés sous ce régime ; — De la peine de réclusion et d'une amende de deux cents francs à vingt mille francs, si elle a opéré communication avec des pays dont les provenances sont soumises au régime de la *patente suspecte*, avec ces provenances, ou avec des lieux, des personnes ou des choses placés sous ce régime ; — De la peine d'un an à dix ans d'emprisonnement et d'une amende de cent francs à dix mille francs, si elle a opéré communication prohibée avec des lieux, des personnes ou des choses qui, sans être dans l'un des cas ci-dessus spécifiés, ne seraient point en libre pratique. — Seront punis de la même peine ceux qui se rendraient coupables de communications interdites entre des personnes ou des choses soumises à des quarantaines de différens termes. — Tout individu qui recevra sciemment des matières ou des personnes en contravention aux réglemens sanitaires sera puni des mêmes peines que celles encourues par le porteur ou le délinquant pris en flagrant délit.

8. Dans le cas où la violation du régime de la *patente brute*, mentionnée à l'article précédent, n'aurait point occasionné d'invasion pestilentielle, les tribunaux pourront ne prononcer que la réclusion et l'amende portées au second paragraphe dudit article.

9. Lors même que ces crimes ou délits n'auraient point occasionné d'invasion pestilentielle, s'ils ont été accompagnés de rébellion, ou commis avec des armes apparentes ou cachées, ou avec effraction, ou avec escalade, — La peine de mort sera prononcée en cas de violation du régime de la *patente brute* ; — La peine des travaux forcés à temps sera substituée à la peine de réclusion, pour la violation du régime de la *patente suspecte* ; et la peine de réclusion à l'emprisonnement, pour les cas déterminés dans les deux avant-

derniers paragraphes de l'article 7 : — Le tout indépendamment des amendes portées audit article, et sans préjudice des peines plus fortes qui seraient prononcées par le Code pénal.

10. Tout agent du gouvernement au-dehors, tout fonctionnaire, tout capitaine, officier ou chef quelconque d'un bâtiment de l'état ou de tout autre navire ou embarcation, tout médecin, chirurgien, officier de santé, attaché, soit au service sanitaire, soit à un bâtiment de l'état ou du commerce, qui, officiellement, dans une dépêche, un certificat, un rapport, une déclaration ou une déposition, aurait sciemment altéré ou dissimulé les faits, de manière à exposer la santé publique, sera puni de mort, s'il s'en est suivi une invasion pestilentielle. — Il sera puni des travaux forcés à temps et d'une amende de mille francs à vingt mille francs, lors même que son faux exposé n'aurait point occasionné d'invasion pestilentielle, s'il était de nature à pouvoir y donner lieu en empêchant les précautions nécessaires. — Les mêmes individus seront punis de la dégradation civique et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs, s'ils ont exposé la santé publique en négligeant, sans excuse légitime, d'informer qui de droit de faits à leur connaissance de nature à produire ce danger, ou si, sans s'être rendus complices de l'un des crimes prévus par les articles 7, 8 et 9, ils ont sciemment et par leur faute laissé enfreindre ou enfreint eux-mêmes les dispositions réglementaires qui eussent pu le prévenir.

11. Sera puni de mort tout individu faisant partie d'un cordon sanitaire, ou en faction pour surveiller une quarantaine ou pour empêcher une communication interdite, qui aurait abandonné son poste ou violé sa consigne.

12. Sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans, tout commandant de la force publique qui, après avoir été requis par l'autorité compétente, aurait refusé de faire agir pour un service sanitaire la force sous ses ordres. — Seront punis de la même peine et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, tout individu attaché à un service sanitaire, ou chargé par état de concourir à l'exécution des dispositions prescrites pour ce service, qui aurait, sans excuse légitime, refusé ou négligé de remplir ces fonctions ; — Tout citoyen faisant partie de la garde nationale, qui se refuserait à un service de police sanitaire pour lequel il aurait été légalement requis en cette qualité ; — Toute personne qui, officiellement chargée de lettres ou paquets pour une autorité ou une agence sanitaire, ne les aurait point remis, ou aurait exposé la santé publique en tardant à les remettre, sans préjudice des réparations civiles qui pourraient être dues, aux termes de l'article 10 du Code pénal.

13. Sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, tout individu qui, n'étant dans aucun des cas prévus par les articles précédens, aurait refusé d'obéir à des réquisitions d'urgence pour un service sanitaire, ou qui, ayant connaissance d'un symptôme de maladie pestilentielle, aurait négligé d'en informer qui de droit. — Si le prévenu de l'un ou de l'autre de ces délits est médecin, il sera, en outre, puni d'une interdiction d'un à cinq ans.

14. Sera puni d'un emprisonnement de trois à quinze jours et d'une amende de cinq à cinquante francs, quiconque, sans avoir commis aucun des délits qui viennent d'être spécifiés, aurait contrevenu, en matière sanitaire, aux réglemens généraux ou locaux, aux ordres des autorités compétentes (1).

---

(1) Les tribunaux ordinaires sont seuls compétens pour connaître des crimes et délits commis



15. Les infractions en matière sanitaire pourront n'être passibles d'aucune peine, lorsqu'elles n'auront été commises que par force majeure, ou pour porter secours en cas de danger, si la déclaration en a été immédiatement faite à qui de droit.

16. Pourra être exempté de toute poursuite et de toute peine, celui qui, ayant d'abord altéré la vérité ou négligé de la dire dans les cas prévus par l'article 10, réparerait l'omission, ou rétracterait son faux exposé, avant qu'il eût pu en résulter aucun danger pour la santé publique, et avant que les faits eussent été connus par toute autre voie.

#### TITRE III. — Des attributions des autorités sanitaires en matière de police judiciaire et de l'état civil.

17. Les membres des autorités sanitaires exerceront les fonctions d'officiers de police judiciaire exclusivement, et pour tous crimes, délits et contraventions, dans l'enceinte et les parloirs des lazarets et autres lieux réservés. Dans les autres parties du ressort de ces autorités, ils les exerceront concurremment avec les officiers ordinaires, pour les crimes, délits et contraventions en matière sanitaire.

18. Les autorités sanitaires connaîtront exclusivement, dans l'enceinte et les parloirs des lazarets et autres lieux réservés, sans appel ni recours en cassation, des contraventions de simple police. Des ordonnances royales régleront la forme de procéder; les expéditions des jugemens et autres actes de la procédure seront délivrés sur papier libre et sans frais.

19. Les membres desdites autorités exerceront les fonctions d'officiers de l'état civil dans les mêmes lieux réservés. Les actes de naissance et de décès seront dressés en présence de deux témoins, et les testamens conformément aux articles 985, 986 et 987 du Code civil. Expédition des actes de naissance et de décès sera adressée, dans les vingt-quatre heures, à l'officier ordinaire de l'état civil de la commune où sera situé l'établissement, lequel en fera la transcription.

#### TITRE IV. — Dispositions générales.

20. Les marchandises et autres objets déposés dans les lazarets et autres lieux réservés qui n'auront pas été réclamés dans le délai de deux ans, seront vendus aux enchères publiques. — Ils pourront, s'ils sont périssables, être vendus avant ce délai en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de commerce, ou, à défaut, du juge de paix. — Le prix en provenant, déduction faite des frais, sera acquis à l'état, s'il n'a pas été réclamé dans les cinq années qui suivront la vente.

---

*contre les lois sanitaires; mais il n'en est pas toujours de même des crimes et délits commis à l'occasion de ces lois, ou contre des préposés à leur exécution, à l'occasion de leurs fonctions: ainsi, l'injure faite à un garde sanitaire par le commandant d'un bâtiment sur lequel le garde était placé pour y exercer ses fonctions, bien qu'elle ait eu lieu à l'occasion de la qualité du garde, ne peut être considérée que comme une infraction à la police ordinaire à bord des vaisseaux, si d'ailleurs elle n'a pas interrompu ou empêché le service du garde; et par suite cette injure ne rend son auteur justiciable que du conseil de guerre maritime. Cass., 27 septembre 1828, Sir., XXVIII, 1, 361; Bull. crim., XXXIII, 829.*

*Mais les tribunaux ordinaires sont seuls compétens pour connaître des violences exercées contre un garde sanitaire par le commandant d'un navire sur lequel ce garde était placé, lorsque, par ces violences, il y a eu empêchement apporté à l'exercice de la surveillance du garde: en ce cas, le conseil de guerre maritime est incompétent pour connaître du fait imputé au commandant du navire. Cass., arrêt précité du 3 décembre 1831, Sir., XXXII, 1, 349; Bull. crim., XXXVI, 537.*

N° 556. = 6—14 mars 1822. = *ARRÊTÉ du ministre des finances, pris en exécution de l'article 2 de l'ordonnance royale du 19 septembre—9 décembre 1821, relatif à la création d'un poinçon spécial pour les ouvrages d'horlogerie* (1). (VII, Bull. DIX, n° 12220.)

Le ministre secrétaire d'état des finances, vu l'article 2 de l'ordonnance du 19 septembre 1821, arrête ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'époque à laquelle les poinçons spéciaux de garantie de l'horlogerie doivent être employés exclusivement, aux termes de l'article 2 de l'ordonnance du 19 septembre 1821, pour marquer les boîtes de montres d'or et d'argent et autres ouvrages d'horlogerie, est fixée au 1<sup>er</sup> avril 1822.

2. Le délai accordé par l'article 2 de ladite ordonnance aux fabricans et marchands de montres et autres ouvrages d'horlogerie pour faire recenser gratuitement lesdites boîtes de montres et autres ouvrages d'horlogerie d'or et d'argent, marqués des poinçons de garantie en usage depuis le 19 août 1819 pour les ouvrages de toute espèce, est fixé à un mois, qui commencera à courir, dans l'arrondissement de tous les bureaux de garantie établis en France, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1822, jour auquel lesdits poinçons spéciaux de l'horlogerie seront mis en activité, et expirera le 1<sup>er</sup> mai suivant.

3. L'administration des monnaies et le directeur général des contributions indirectes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera imprimé au Bulletin des lois, et publié et affiché dans les préfectures, dans les vingt-quatre heures de la réception du Bulletin.

N° 557. = 6—19 mars 1822. = *ORDONNANCE du roi qui règle les conditions d'admission à la retraite dans la compagnie des gardes à pied ordinaires du corps du roi*. (VII, Bull. DXXI, n° 12284.)

N° 558. = 13 mars—27 juillet 1822. = *ORDONNANCE du roi qui autorise la ville de Bordeaux à vendre à la chambre de commerce de cette ville un terrain pour y établir un entrepôt réel des marchandises coloniales étrangères*. (VII, Bull. DXLIII, n° 13119.)

N° 559. = 15 mars 1822. = *INSTRUCTION du ministre de l'intérieur sur les conseils de discipline de la garde nationale* (2). (Publiée par Isambert.)

N° 560. = 17—18 mars 1822. = *LOI relative à la police des journaux et écrits périodiques* (3). (VII, Bull. DX, n° 12253.)

Art. 1<sup>er</sup>. Nul journal ou écrit périodique, consacré en tout ou en partie

(1) Voyez, sur la marque des ouvrages d'or et d'argent, la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes.

(2) Cette instruction, nécessaire alors, à cause de la confusion qui existait, sur l'organisation et la compétence des conseils de discipline, dans les dispositions des nombreuses lois en vigueur sur la garde nationale, est devenue inutile depuis que la loi générale du 22—25 mars 1831 a réglé, par ses art. 94 à 123, tout ce qui a rapport à ces conseils. La loi de 1831 et celle du 14—23 juillet 1837, spéciale à la garde nationale du département de la Seine, sont seules exécutées aujourd'hui.

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'art. 353 de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), l'indication complète des lois concernant les journaux et écrits périodiques.

La présente loi, qui reposait sur le principe de l'autorisation royale, a cessé depuis long-temps d'être en vigueur : elle a été abrogée par celle du 18—23 juillet 1828, et autres postérieures qui, à la nécessité de l'autorisation, ont substitué la simple déclaration.



aux nouvelles ou matières politiques, et paraissant soit régulièrement et à jour fixe, soit par livraisons et irrégulièrement, ne pourra être établi et publié sans l'autorisation du roi. — Cette disposition n'est pas applicable aux journaux et écrits périodiques existant le 1<sup>er</sup> janvier 1822.

2. Le premier exemplaire de chaque feuille ou livraison des écrits périodiques et journaux sera, à l'instant même de son tirage, remis et déposé au parquet du procureur du roi du lieu de l'impression. Cette remise tiendra lieu de celle qui était prescrite par l'article 5 de la loi du 9 juin 1819.

3. Dans le cas où l'esprit d'un journal ou écrit périodique, résultant d'une succession d'articles, serait de nature à porter atteinte à la paix publique, au respect dû à la religion de l'état ou aux autres religions légalement reconnues en France, à l'autorité du roi, à la stabilité des institutions constitutionnelles, à l'inviolabilité des ventes des domaines nationaux et à la tranquille possession de ces biens, les cours royales dans le ressort desquelles ils seront établis, pourront, en audience solennelle de deux chambres, et après avoir entendu le procureur général et les parties, prononcer la suspension du journal ou écrit périodique pendant un temps qui ne pourra excéder un mois pour la première fois et trois mois pour la seconde. Après ces deux suspensions, et en cas de nouvelle récidive, la suppression définitive pourra être ordonnée (1).

4. Si, dans l'intervalle des sessions des chambres, des circonstances graves rendaient momentanément insuffisantes les mesures de garantie et de répression établies, les lois des 31 mars 1820 et 26 juillet 1821 pourront être remises immédiatement en vigueur, en vertu d'une ordonnance du roi délibérée en conseil et contresignée par trois ministres. — Cette disposition cessera de plein droit un mois après l'ouverture de la session des chambres, si, pendant ce délai, elle n'a pas été convertie en loi. — Elle cessera pareillement de plein droit le jour où serait publiée une ordonnance qui prononcerait la dissolution de la chambre des députés.

5. Les dispositions des lois antérieures auxquelles il n'est pas dérogé par la présente continueront d'être exécutées.

---

N° 561. = 18—21 mars 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant que les listes électorales des collèges d'arrondissement et de département seront affichées, le 3 avril 1822, dans les départemens de la première série. (VII, Bull. **DXII**, n° 12331.)

---

(1) Sous l'empire de cette disposition, on a jugé que ce n'est ni manquer au respect dû à la religion de l'état, ni abuser de la liberté de la presse, que de critiquer habituellement, soit l'intrusion d'ordres religieux, soit les refus abusifs des sacrements, soit les délits ou fautes des hommes d'église, soit de prétendus miracles, soit d'indiscrètes canonisations, soit l'esprit ultramontain, essentiellement ennemi de la liberté des peuples et de la souveraineté des rois. Paris, 3 décembre 1825, **SIR.**, XXVI, 2, 78. — On a jugé aussi que, lorsqu'une succession d'articles d'un journal était incriminée, comme manifestant un esprit de nature à porter atteinte à la paix publique, la prescription ne pouvait courir qu'à compter du dernier article compris dans la succession incriminée, et qu'elle ne courait pas contre chaque article pris isolément. Cass., 17 juillet 1823, **SIR.**, XXIII, 1, 404.

On a encore jugé que l'arrêt prononçant la suspension d'un journal, était suffisamment motivé s'il déclarait que l'esprit de ce journal, résultant d'une succession d'articles, était de nature à porter atteinte à la paix publique, alors même que certains de ces articles constitueraient des délits dont la poursuite n'appartiendrait pas au ministère public, et que le prévenu aurait formellement conclu à ce que ces articles fussent écartés de l'accusation. Même arrêt. — Que les arrêts en cette matière devaient être rendus en audience solennelle, composée de la manière accoutumée et dans les formes civiles; et qu'en conséquence le pourvoi devait être fait en la forme civile et porté devant la section des requêtes de la cour de cassation. Même arrêt.

N° 562. = 20—23 mars 1822. = *ORDONNANCE du roi portant que les dispositions actuellement en vigueur pour prévenir l'invasion des maladies contagieuses continueront d'être exécutées jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné* (1). (VII, Bull. **DXIII**, n° 12354.)

Louis, ... — Vu la loi du 3 mars dernier, relative à la police sanitaire ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions actuellement en vigueur pour prévenir l'invasion des maladies contagieuses continueront d'être exécutées jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

2. La présente ordonnance, ainsi que la loi du 3 mars 1822, seront publiées et affichées dans toutes les communes des départemens qui forment le littoral de la Méditerranée, des départemens qui sont limitrophes de l'Espagne, de ceux qui forment le littoral de l'Océan et de la Manche, et du département de la Corse, pour recevoir, en tant que de besoin, leur exécution.

N° 563. = 20—29 mars 1822. = *ORDONNANCE du roi qui supprime l'école d'équitation établie à Saumur*. (VII, Bull. **DXV**, n° 12398.)

N° 564. = 25—25 mars 1822. = *LOI relative à la répression et à la poursuite des délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication* (2). (VII, Bull. **DXIV**, n° 12390.)

TITRE I<sup>er</sup>. — De la répression.

Art. 1<sup>er</sup>. Quiconque, par l'un des moyens énoncés en l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 17 mai 1819, aura outragé ou tourné en dérision la religion de l'état sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de trois cents francs à six mille francs. — Les mêmes peines seront prononcées contre quiconque aura outragé ou tourné en dérision toute autre religion dont l'établissement est légalement reconnu en France (3).

(1) Voyez la loi du 3—9 mars 1822, concernant la police sanitaire, et les notes.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'art. 353 de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), le résumé de la législation concernant la presse. Voyez spécialement, sur la poursuite et la répression des délits commis par la voie de la presse, les lois des 17—18 et 26—26 mai 1819, et les notes étendues qui les accompagnent.

(3) Sous l'empire de cette disposition, on a jugé qu'il n'y a pas outrage ou dérision à la religion de l'état dans le fait d'un écrivain qui nie la révélation des vérités du christianisme, et n'admet, en religion, d'autres dogmes essentiels que l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme, si d'ailleurs l'écrivain est décent et sage dans ses expressions ; et que ce n'est là que l'exercice de la liberté religieuse constitutionnelle. Paris, 22 janvier 1828, *SIR.*, XXVIII, 2, 58. — Jugé encore que l'exercice de la liberté religieuse peut aller, en France, jusqu'à prédire l'aneantissement de la religion chrétienne, ou nier publiquement le dogme chrétien de la perpétuité de la foi, pourvu que la négation du dogme chrétien ne dégénère pas, par la manière dont elle est exprimée, en injure et outrage, soit à cette croyance, soit à ceux qui la professent ; que peu importe que la négation du dogme chrétien soit contenue dans un écrit périodique, journal ou gazette, ou dans un ouvrage scientifique ; et qu'il importe peu encore que l'auteur de la négation du dogme ait émis cette opinion ou par conviction, ou par légèreté, au profit d'une religion autre que le christianisme, ou au profit de l'irréligion elle-même. Aix, 3 décembre 1829, *SIR.*, XXX, 2, 55 ; et Paris, 17 décembre 1829, *SIR.*, XXX, 2, 49. — Du moins l'arrêt qui, par appréciation des termes d'un article de journal contenant une telle prédiction ou négation, décide que cet article n'est pas un outrage à la religion, dans le sens de la loi pénale, est, sous ce rapport, à l'abri de la cassation. Cass., 15 janvier 1830, *SIR.*, XXX, 1, 145 ; Bull. crim., XXXV, 31. — Jugé de plus que l'enseignement du *piétisme*, ou d'une religion sans



2. Toute attaque, par l'un des mêmes moyens, contre la dignité royale, l'ordre de successibilité au trône, les droits que le roi tient de sa naissance, ceux en vertu desquels il a donné la charte, son autorité constitutionnelle, l'inviolabilité de sa personne, les droits ou l'autorité des chambres, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans, et d'une amende de trois cents francs à six mille francs (1).

3. L'attaque, par l'un de ces moyens, des droits garantis par les articles 5 et 9 de la charte constitutionnelle, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de cent francs à quatre mille francs.

4. Quiconque, par l'un des mêmes moyens, aura excité à la haine ou au mépris du gouvernement du roi, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à quatre ans et d'une amende de cent cinquante francs à cinq mille francs.—La présente disposition ne peut pas porter atteinte au droit de discussion et de censure des actes des ministres.

5. La diffamation ou l'injure, par l'un des mêmes moyens, envers les cours, tribunaux, corps constitués, autorités ou administrations publiques, sera punie d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de cent cinquante francs à cinq mille francs (2).

6. L'outrage fait publiquement, d'une manière quelconque, à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, soit à un ou plusieurs membres de l'une des deux chambres, soit à un fonctionnaire public, soit enfin à un ministre de la religion de l'état ou de l'une des religions dont l'établissement est légalement reconnu en France, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de cent francs à quatre mille francs. — Le même délit envers un juré, à raison de ses fonctions, ou envers un témoin, à raison de sa déposition, sera puni d'un emprisonnement de dix jours à un an et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs. — L'outrage fait à un ministre de la religion de l'état, ou de l'une des religions légalement reconnues en France, dans l'exercice même de ses fonctions, sera puni des peines portées par l'article 1<sup>er</sup> de la présente loi.—Si l'outrage, dans les différens cas prévus par le présent article, a été accompagné d'excès ou violences prévus par le premier paragraphe de l'article 228 du Code pénal, il sera puni des peines portées audit paragraphe et à l'article 229,

---

ministres, n'est pas un outrage à la morale publique et religieuse. Colmar, 26 avril 1826, Sir., XXVI, 1, 333.—Jugé aussi que la publication de la partie historique de l'Evangile, avec suppression des miracles et de tous autres faits qui démontrent la divinité de Jésus-Christ, constitue l'outrage à la religion de l'état et aux autres cultes chrétiens. Cass., 17 mars 1827, Sir., XXVII, 1, 257; Bull. crim., XXII, 168. — Jugé enfin que le même fait, qualifié en première instance *outrage* à la religion de l'état, peut être, par les juges d'appel, qualifié *derision* de la religion de l'état, alors même que la plainte du ministère public et les débats, soit en première instance, soit en appel, n'ont porté que sur une prévention d'outrage : vainement dirait-on que, les premiers juges ne s'étant occupés que de la prévention d'outrages, et les débats en appel n'ayant porté que sur cette prévention, il y a eu tout à la fois violation de la règle des deux degrés de juridiction et du droit de défense. Cass., 15 janvier 1830, Sir., XXX, 1, 145; Bull. crim., XXXV, 31.

Toutes ces décisions sont maintenant sans intérêt, la charte de 1830 n'ayant pas reproduit la disposition de celle de 1814, qui portait que la religion catholique, apostolique et romaine, était la religion de l'état.

(1) Aucune loi n'ayant défini l'attaque à l'inviolabilité de la personne du roi, l'appréciation des juges relativement aux faits constitutifs de ce délit échappe à la censure de la cour de cassation. Cass., 15 octobre 1825, Sir., XXVII, 1, 31; Bull. crim., XXX, 580.

Voyez, sur les offenses commises envers les chambres, la loi précitée du 17—18 mai 1819, art. 11, et celle du 26—26 mai 1819, art. 2, et les notes.

(2) Des magistrats outragés, et devant lesquels est portée la plainte tendante à la répression de l'injure, ne peuvent être dessaisis par voie de règlement de juges pour cause de suspicion légitime. Cass., 17 décembre 1824, Sir., XXV, 1, 221; Bull. crim., XXIX, 592.

et, en outre, de l'amende portée au premier paragraphe du présent article. — Si l'outrage est accompagné des excès prévus par le second paragraphe de l'article 228 et par les articles 231, 232 et 233, le coupable sera puni conformément audit Code (1).

(1) Des expressions qui, prises en elles-mêmes et isolément, d'une manière générale et indéterminée, pourraient être considérées comme un outrage ou une injure, perdent ce caractère lorsque, en les rapprochant de l'ensemble de l'écrit qui les contient, et en les jugeant selon le but de cet écrit, on reconnaît qu'elles ont été employées, non pour attaquer ou nuire, mais pour se défendre et se justifier d'imputations odieuses : cette solution s'applique même au cas où les expressions prétendues outrageantes auraient été dirigées contre des fonctionnaires publics ou contre un corps constitué. Riom, 19 mars 1827, *SIR.*, XXVII, 2, 81. — Des paroles outrageantes proférées publiquement par un prévenu contre un témoin, à raison de sa déposition, même en son absence, constituent le délit d'outrage public prévu par l'art. 6 de la loi de 1822, et non le délit de diffamation prévu par l'art. 18 de la loi du 17 mai 1819 : un tel délit peut, en conséquence, être poursuivi par le ministère public. Cass., 12 septembre 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 365 ; *Bull. crim.*, XXXIII, 775. — L'appréciation des tribunaux, sur les faits constitutifs de l'outrage, ne tombe pas sous la censure de la cour de cassation. Cass., 22 mai 1813, *SIR.*, XVII, 1, 96. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que la question de savoir si des faits doivent être qualifiés outrage est une question de droit et non de fait. Cass., 2 avril 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 250 ; *Bull. crim.*, XXX, 250.

L'outrage envers un fonctionnaire public continue aujourd'hui d'être punissable de la peine portée par le présent article ; la loi du 8 octobre 1830, en abrogeant par son art. 5 l'art. 17 de la loi du 25 mars 1822 qui prohibait la preuve des faits diffamatoires, n'a point abrogé les dispositions pénales de l'art. 6 de la même loi. Cass., 19 janvier 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 503 ; *Bull. crim.*, XXXVIII, 25.

Pour l'application du présent article, qui punit les outrages commis envers les fonctionnaires publics *à raison de leurs fonctions*, il est indispensable d'examiner dans quelles circonstances les outrages ont ce caractère ; et comme l'art. 222 du Cod. pén. de 1810 contenait une disposition semblable, les arrêts rendus sous son empire servent tout naturellement d'interprétation à la présente loi. Ils forment, avec ceux rendus depuis cette loi, un corps complet de jurisprudence sur la matière.

L'outrage fait à un corps constitué est punissable, alors même que l'outrage aurait eu lieu à l'occasion d'un acte susceptible d'annulation ou de réformation. Cass., 28 avril 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 174 ; *Bull. crim.*, XXXI, 232. — Une injure faite à un magistrat en fonctions ne perd pas de sa gravité par la circonstance que ce fonctionnaire serait incompetent ; il n'y a pas lieu de distinguer entre l'exercice légal et l'exercice illégal des fonctions. Cass., 1<sup>er</sup> avril 1813, *SIR.*, XIII, 1, 324 ; *Bull. crim.*, XVIII, 156. — Jugé encore qu'un fonctionnaire public est réputé dans ses fonctions lorsqu'il exerce les devoirs de sa place, bien qu'il ne soit pas rigoureusement à son tour de les exercer actuellement. Cass., 1<sup>er</sup> avril 1813, *SIR.*, XVII, 1, 322 ; *Bull. crim.*, XVIII, 156. — Décidé, dans le même sens, que les outrages faits à un fonctionnaire public, dans l'exercice de ses fonctions, sont punissables, lors même que son opération se trouve irrégulièrement faite, par exemple, lorsqu'elle a lieu un jour férié, sans permission du juge. Cass., 20 février 1830, *SIR.*, XXX, 1, 274 ; *Bull. crim.*, XXXV, 108. — Décidé encore qu'un juge de paix est dans l'exercice de ses fonctions lorsqu'il accorde à un particulier, qui le lui a demandé, un entretien relatif à un jugement de la justice de paix dans lequel ce particulier est partie. Cass., 16 août 1810, *SIR.*, XVII, 1, 322. — L'insulte faite à un commissaire de police dans l'exercice de ses fonctions est punissable correctionnellement, encore que le commissaire ne fût pas revêtu de son costume, si sa qualité était bien connue de l'auteur de l'insulte. Cass., 26 mars 1813, *SIR.*, XIII, 1, 391 ; *Bull. crim.*, XVIII, 135.

Les injures et les outrages faits à un commissaire de police remplissant les fonctions d'officier de police judiciaire sont punissables comme injures faites à un magistrat, tout aussi bien que les injures qui lui sont faites dans l'exercice de ses fonctions du ministère public. Cass., 30 juillet 1812, *SIR.*, XIII, 1, 73 ; *Bull. crim.*, XVII, 342.

Un brigadier de gendarmerie, même lorsqu'il n'est accompagné que d'un seul gendarme, n'en doit pas moins être considéré comme un commandant de la force publique dans l'étendue du territoire assigné à sa brigade : ainsi l'outrage qui lui est fait dans ce cas est punissable correctionnellement. Cass., 14 janvier 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 369 ; *Bull. crim.*, XXXI, 19.

Les cris à bas ! adressés à un fonctionnaire public sont un outrage punissable. Cass., 22 décembre 1814, *SIR.*, XV, 1, 92 ; *Bull. crim.*, XIX, 104. — La dénonciation contre un fonctionnaire public, adressée par écrit à l'autorité compétente, peut être réputée outrage public, dans le sens de l'art. 6 de la présente loi, encore même qu'elle n'ait pas les caractères positifs de publicité qu'exigent les art. 1<sup>er</sup> et 6 de la loi du 17 mai 1819 : l'art. 6 de la loi du 25 mars 1822 n'exi-



7. L'infidélité et la mauvaise foi dans le compte que rendent les journaux et écrits périodiques des séances des chambres et des audiences des cours et tribunaux, seront punies d'une amende de mille francs à six mille francs.— En cas de récidive, ou lorsque le compte rendu sera offensant pour l'une ou l'autre des chambres, ou pour l'un des pairs ou des députés, ou injurieux pour la cour, le tribunal, ou l'un des magistrats, des jurés ou des témoins, les éditeurs du journal seront en outre condamnés à un emprisonnement d'un mois à trois ans.— Dans les mêmes cas, il pourra être interdit pour un temps limité ou pour toujours, aux propriétaires et éditeurs du journal ou écrit périodique condamné, de rendre compte des débats législatifs ou judiciaires. La violation de cette défense sera punie de peines doubles de celles portées au présent article (1).

8. Seront punis d'un emprisonnement de six jours à deux ans, et d'une amende de seize francs à quatre mille francs, tous cris séditieux publiquement proférés.

geant qu'une publicité quelconque, ainsi que l'art. 222 du Cod. pén., les juges ont à cet égard une latitude discrétionnaire. Cass., 28 juillet 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 399.

Lorsqu'un arrêt, statuant sur une plainte d'outrages commis envers un fonctionnaire public, à raison de ses fonctions, renvoie le prévenu de la plainte, attendu que ce prévenu a tenu, à la vérité, quelques uns des propos offensans, mais qu'il existe en sa faveur des circonstances atténuantes et des faits justificatifs, cet arrêt n'est pas suffisamment motivé; il faudrait qu'il énonçât et caractérisât les propos offensans avérés et les faits atténuans ou justificatifs. Cass., 7 octobre 1825, *SIR.*, XXVII, 1, 52; Bull. crim., XXX, 561.

(1) On peut considérer comme un *compte rendu*, dans le sens du présent article, l'article d'un journal dans lequel se trouve, accompagné de réflexions et de critiques, le récit de quelques faits qui se sont passés à l'audience d'un tribunal, alors que ce même journal renferme, dans une autre partie, un récit détaillé de l'audience entière. Cour d'assises de la Seine, 11 mai 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 357; Bull. crim., XXXVIII, 236. — Jugé encore que, pour qu'un article de journal puisse être considéré comme un compte rendu d'audience, il suffit qu'il présente un récit de faits plus ou moins complet, comme s'étant passés à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, quelles que soient d'ailleurs les réflexions dont ce récit serait accompagné, et quelle que soit la place qu'il occupe dans le journal. Cass., 18 octobre 1833, *SIR.*, XXXIV, 1, 42. — Un article de journal, inséré dans la même feuille, à la suite d'un compte rendu de l'audience d'une cour d'assises, et s'y rattachant par une transition, ainsi que par son objet et la forme de sa rédaction, peut être considéré lui-même comme un compte rendu. Cass., 6 juin 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 684; Bull. crim., XXXIX, 217. — Le compte rendu d'un incident de la cour d'assises, qui a donné lieu seulement à une ordonnance de renvoi de la cause à une autre session, peut être considéré comme un compte rendu d'audience. Même arrêt.

Le ministère public peut poursuivre d'office, et sans autorisation préalable des tribunaux, le délit d'infidélité et de mauvaise foi dans le compte rendu de leurs audiences. Cass., arrêt précité du 11 mai 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 357; Bull. crim., XXXVIII, 236; et Colmar, 11 janvier 1834, *SIR.*, XXXIV, 2, 195.

Lorsqu'une interdiction de rendre compte des débats judiciaires a été prononcée contre un journal, cette interdiction devient définitive et doit recevoir son effet aussitôt après l'arrêt qui rejette le pourvoi en cassation du condamné, sans qu'il soit nécessaire que cet arrêt lui soit signifié. Cass., 31 mai 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 562; Bull. crim., XXXIX, 211. — Cette interdiction doit être restreinte aux débats qui ont lieu devant le tribunal dont les audiences avaient été reproduites avec infidélité et mauvaise foi. Cass., 14 décembre 1833, *SIR.*, XXXIV, 1, 43; Bull. crim., XXXVIII, 633. — L'interdiction n'empêche pas que les propriétaires du journal contre lequel elle a été prononcée n'établissent un nouveau journal, en remplissant toutes les formalités prescrites par la loi, quel que soit le but qu'ils se proposent, serait-ce même celui de se soustraire à l'interdiction prononcée contre l'ancien journal. Cass., 8 février 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 156; Bull. crim., XXXIX, 56. — Mais lorsqu'une cour d'assises a décidé qu'un journal paraissant sous un nouveau titre, après accomplissement de toutes les formalités prescrites par la loi pour sa création, n'est en réalité que la reproduction identique d'un ancien journal frappé d'interdiction de rendre compte des débats judiciaires, cette décision de fait est souveraine et ne peut tomber sous la censure de la cour de cassation. Cass., 6 août 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 563; Bull. crim., XXXIX, 316.

Voyez encore l'art. 16 de la présente loi, et les notes.

9. Seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans, et d'une amende de cent francs à quatre mille francs, — 1<sup>o</sup> L'enlèvement ou la dégradation des signes publics de l'autorité royale, opérés en haine ou mépris de cette autorité ; — 2<sup>o</sup> Le port public de tous signes extérieurs de ralliement non autorisés par le roi ou par des réglemens de police ; — 3<sup>o</sup> L'exposition dans les lieux ou réunions publiques, la distribution ou la mise en vente de tous signes ou symboles destinés à propager l'esprit de rébellion ou à troubler la paix publique.

10. Quiconque, par l'un des moyens énoncés en l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 17 mai 1819, aura cherché à troubler la paix publique en excitant le mépris ou la haine des citoyens contre une ou plusieurs classes de personnes, sera puni des peines portées en l'article précédent (1).

11. Les propriétaires ou éditeurs de tout journal ou écrit périodique seront tenus d'y insérer, dans les trois jours de la réception, ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, la réponse de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article incriminé pourrait donner lieu. Cette insertion sera gratuite, et la réponse pourra avoir le double de la longueur de l'article auquel elle sera faite (2).

12. Toute publication, vente ou mise en vente, exposition, distribution, sans l'autorisation préalable du gouvernement, de dessins gravés ou lithographiés, sera, pour ce seul fait, punie d'un emprisonnement de trois jours à six mois, et d'une amende de dix francs à cinq cents francs, sans préjudice des poursuites auxquelles pourrait donner lieu le sujet du dessin (3).

13. L'article 10 de la loi du 9 juin 1819 est commun à toutes les dispositions du présent titre, en tant qu'elles s'appliquent aux propriétaires ou éditeurs d'un journal ou écrit périodique.

14. Dans les cas de délits correctionnels prévus par les premier, second et quatrième paragraphes de l'article 6, par l'article 8 et par le premier paragraphe de l'article 9 de la présente loi, les tribunaux pourront appliquer, s'il y a lieu, l'article 463 du Code pénal (4).

(1) Les expressions de *riches* et de *bourgeois* peuvent être considérées comme désignant une classe de citoyens, dans le sens de cet article. Cass., 27 février 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 161; *Bull. crim.*, XXXVII, 112. — Mais la désignation générale de citoyens professant une même opinion politique, telle que celle de *patriotes*, *libéraux*, *doctrinaires*, ne constitue pas la désignation d'une classe de personnes dans le sens de la même loi. Cass., 29 mai 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 399; *Bull. crim.*, XXXIX, 205.

(2) L'obligation pour les journalistes ou éditeurs d'écrits périodiques, d'insérer la réponse de toute personne qu'ils auraient nommée ou désignée dans leurs journaux, doit plutôt être étendue que restreinte : elle doit s'étendre notamment au cas où l'article du journal contre lequel la réponse serait dirigée, ne contiendrait qu'une simple critique littéraire : il n'est pas nécessaire, pour répondre à un article de journal dans lequel on a été nommé ou désigné, que cet article soit injurieux ou diffamatoire. Cass., 11 septembre 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 413; *Bull. crim.*, XXXIV, 538. — Le droit de réponse accordé par le présent article comprend celui de répliquer aux observations dont les gérans du journal auraient accompagné une première réclamation. Cass., 24 août 1832, *SIR.*, XXXIII, 1, 149; *Bull. crim.*, XXXVII, 446.

(3) Voyez l'ordonnance du 1<sup>er</sup>—7 mai 1822, rendue pour l'exécution de cet article ; la loi du 9—9 septembre 1835, tit. III, concernant les dessins, gravures, lithographies et emblèmes ; et l'ordonnance du même jour, rendue pour l'exécution de cette loi.

(4) L'art. 463 du Cod. pén., sur la réduction des peines, ne peut être appliqué que dans les cas expressément prévus par les lois postérieures ; et spécialement par le présent article : il ne saurait l'être aux autres dispositions de la loi. Cass., 5 juin 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 346; *Bull. crim.*, XXXIV, 310.



## TITRE II. — De la poursuite.

15. Dans le cas d'offense envers les chambres ou l'une d'elles par l'un des moyens énoncés en la loi du 17 mai 1819, la chambre offensée, sur la simple réclamation d'un de ses membres, pourra, si mieux elle n'aime autoriser les poursuites par la voie ordinaire, ordonner que le prévenu sera traduit à sa barre. Après qu'il aura été entendu ou dûment appelé, elle le condamnera, s'il y a lieu, aux peines portées par les lois. La décision sera exécutée sur l'ordre du président de la chambre.

16. Les chambres appliqueront elles-mêmes, conformément à l'article précédent, les dispositions de l'article 7 relatives au compte rendu par les journaux de leurs séances. — Les dispositions du même article 7, relatives au compte rendu des audiences des cours et tribunaux, seront appliquées directement par les cours et tribunaux qui auront tenu ces audiences (1).

(1) Cet article n'a pas été abrogé par l'art. 69 de la charte de 1830 qui prescrit d'une manière générale l'application du jury aux délits de la presse. Cass., arrêt précité du 11 mai 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 357; *Bull. crim.*, XXXVIII, 236.

La juridiction extraordinaire conférée aux tribunaux pour connaître des délits d'infidélité et de mauvaise foi, dans le compte rendu de leurs séances, étant fondée sur ce que les magistrats devant lesquels se sont passés les faits, sont les juges nécessaires de la fidélité du récit, cette juridiction doit être restreinte aux cas où l'accusation d'infidélité porte sur des faits ou des discours qui ont eu lieu ou ont été prononcés en présence de s juges. Cass., 7 décembre 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 5; *Bull. crim.*, XXVII, 519.

C'est au tribunal des audiences duquel il avait été rendu un compte infidèle et de mauvaise foi, qu'il appartient de connaître de l'infraction à l'interdiction faite au journal de rendre compte des débats judiciaires. Cass., arrêt précité du 14 décembre 1833, *SIR.*, XXXIV, 1, 43; *Bull. crim.*, XXXVIII, 633. — Décide encore que c'est au tribunal qui avait prononcé l'interdiction et non au jury qu'il appartient de réprimer l'infraction : peu importe que le délit soit imputé à un nouveau journal qui, sous un nouveau titre, ne serait que la continuation du premier; c'est aux juges qui ont prononcé l'interdiction à statuer sur l'identité des deux journaux. Cass., arrêt précité du 8 février 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 155; *Bull. crim.*, XXXIX, 56. — Mais, en cas de cassation du jugement prononçant l'interdiction, il peut y avoir renvoi devant d'autres juges que ceux qui ont rendu ce jugement : la loi de 1822 n'ayant rien dit des pourvois en cassation, il faut, à cet égard, se conformer aux règles du droit commun. Cass., arrêt précité du 18 octobre 1833, *SIR.*, XXXIV, 1, 42.

Il n'est pas nécessaire que les poursuites pour infidélité et mauvaise foi dans le compte rendu des audiences d'une cour d'assises soient précédées d'un réquisitoire du ministère public, contenant articulation et qualification des délits, et d'une ordonnance du président de la cour portant indication du jour de la comparution : il suffit que les délits soient articulés et spécifiés dans la citation. Cass., arrêt précité du 11 mai 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 357; *Bull. crim.*, XXXVIII, 236. — Décide encore que les dispositions de l'art. 183 du Cod. inst. crim., qui obligent la partie poursuivante à articuler les faits sur lesquels est fondée la poursuite, s'appliquent aux poursuites contre les journalistes, pour infidélité de rédaction, comme à la poursuite de tous autres délits. Cass., 7 décembre 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 5; *Bull. crim.*, XXVII, 519.

Au cas de poursuites contre un journaliste pour infidélité et mauvaise foi dans le compte rendu des audiences d'une cour d'assises, le délai de la citation est celui de trois jours fixé pour les ajournemens en matière correctionnelle, et non celui de dix jours prescrit en matière de délits de la presse ordinaires. Cass., arrêt précité du 11 mai 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 357; *Bull. crim.*, XXXVIII, 236.

Au cas d'accusation d'infidélité ou de mauvaise foi, dans le compte rendu par un journaliste des audiences d'une cour ou d'un tribunal, les juges, pour former leur conviction, peuvent ne s'en rapporter qu'à leurs propres souvenirs, et, en conséquence, se dispenser de recourir à toute audition de témoins. Cass., 26 août 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 379; *Bull. crim.*, XXXVI, 245. — Il n'est pas vrai que les tribunaux, dont les journalistes auraient illégalement rédigé les discussions, aient un pouvoir discrétionnaire en ce qui touche les formes de procéder et la souveraineté de la décision : l'idée d'assimiler les tribunaux, et même tout tribunal, aux chambres parlementaires pour l'exercice de la juridiction extraordinaire contre les journalistes, est démentie par l'art. 16 même de la loi de 1822, tout aussi bien que par la notoriété des besoins sociaux ou la nécessité des garanties nationales ; ainsi, la procédure du droit commun est conservée, et il en est de même des

17. Seront poursuivis devant la police correctionnelle et d'office, les délits commis par la voie de la presse, et les autres délits énoncés en la présente loi et dans celle du 17 mai 1819, sauf les cas prévus par les articles 15 et 16 ci-dessus. Néanmoins, la poursuite n'aura lieu d'office, dans le cas prévu par l'article 12 de la loi du 17 mai 1819, et dans celui de diffamation ou d'injure contre tout agent diplomatique étranger, accrédité près du roi, ou contre tout particulier, que sur la plainte ou à la requête soit du souverain ou du chef du gouvernement qui se croira offensé, soit de l'agent diplomatique ou du particulier qui se croira diffamé ou injurié. — Les appels des jugemens rendus par les tribunaux correctionnels sur les délits commis par des écrits imprimés par un procédé quelconque seront portés directement, sans distinction de la situation locale desdits tribunaux, aux cours royales pour y être jugés par la première chambre civile et la chambre correctionnelle réunies, dérogeant, quant à ce, aux articles 200 et 201 du Code d'instruction criminelle. — Les appels des jugemens rendus par les mêmes tribunaux sur tous les autres délits prévus par la présente loi et par celle du 17 mai 1819 seront jugés dans la forme ordinaire fixée par le Code pour les délits correctionnels (1).

degrés de juridiction : à la vérité, la conviction des juges suffit, et les dispense de toute audition de témoins ; mais ils doivent énoncer et constater ces élémens de leur conviction, soit pour l'édification des juges supérieurs touchant l'application de la peine, soit pour que des juges de renvoi puissent, au besoin, appliquer la peine établie par les lois. Cass., arrêt précité du 7 décembre 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 5 ; *Bull. crim.*, XXVIII, 236. — Jugé encore que les tribunaux, dont les journaux auraient infidèlement rédigé les discussions, n'ont pas un pouvoir discrétionnaire, en ce qui touche la forme de procéder et la souveraineté de la décision ; qu'en conséquence, les juges doivent énoncer et constater les faits infidèlement rapportés, pour fournir aux juges de l'opposition, de l'appel, ou du renvoi après cassation, des élémens de décision. Cass., 6 mars 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 113 ; *Bull. crim.*, XXVIII, 85. — Les juges peuvent, avant de prononcer une condamnation contre un journaliste, pour infidélité ou mauvaise foi dans le compte rendu d'une de leurs audiences, dresser eux-mêmes un procès-verbal des faits qui se sont passés à cette audience et en faire la base de leur jugement ; un tel procès-verbal, bien qu'il ne soit positivement autorisé par aucune loi, ne peut être une cause de nullité du jugement ou de l'arrêt de condamnation, si d'ailleurs ce jugement ou cet arrêt, tout en s'appuyant sur le procès-verbal, renferme lui-même tous les motifs de la condamnation : vainement dirait-on que la rédaction d'un tel procès-verbal, hors la présence du prévenu et en l'absence de toute contradiction, est une violation du droit de défense. Cass., arrêt précité du 26 août 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 372 ; *Bull. crim.*, XXXVI, 345.

Les jugemens rendus par les tribunaux contre des journalistes, pour infidélité et mauvaise foi dans le compte rendu de leurs débats, sont souverains et irrévocables ; ils ne peuvent être attaqués ni par la voie de l'appel ni par la voie de la cassation, soit en ce que les tribunaux doivent être assimilés aux chambres parlementaires dans l'exercice de la juridiction extraordinaire contre les journalistes, soit en ce qu'il n'y a pas de moyen possible, pour fournir aux juges d'appel, ou de renvoi après cassation, les élémens nécessaires pour apprécier les délits. Amiens, 30 janvier 1823, *SIR.*, XXIII, 2, 63. — Décidé, au contraire, que ces jugemens peuvent être attaqués par toutes les voies ordinaires. Cass., arrêts précités des 7 décembre 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 5 ; *Bull. crim.*, XXVIII, 236 ; et 6 mars 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 113 ; *Bull. crim.*, XXVIII, 85. — Jugé encore que les jugemens rendus par les tribunaux, en matière de compte rendu de leurs audiences, sont susceptibles d'appel. Cass., 22 novembre 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 841 ; *Bull. crim.*, XXXVIII, 590 ; et Colmar, arrêt précité du 11 janvier 1834, *SIR.*, XXXIV, 2, 195.

(1) Sous l'empire de cette disposition, on jugeait : que les prévenus de délits de la presse ne pouvaient former opposition à l'ordonnance de la chambre du conseil qui les renvoyait devant le tribunal correctionnel. Cass., 12 août 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 126 ; *Bull. crim.*, XXXI, 445. — Que le présent article, qui veut que les appels de jugemens correctionnels rendus sur des délits de la presse soient jugés par les chambres civile et correctionnelle réunies des cours royales, s'appliquait non seulement au cas où un imprimé était déféré aux tribunaux comme constituant un délit, et où il était nécessaire d'apprécier le contenu de cet imprimé, mais encore au cas où il s'agissait d'un délit résultant de la vente, par un libraire, d'un imprimé déjà condamné. Cass., 30 janvier 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 202 ; *Bull. crim.*, XXXIV, 66. — Que l'appel des jugemens correctionnels touchant des écrits imprimés (périodiques ou non) ne devait être porté devant les



18. En aucun cas la preuve par témoins ne sera admise pour établir la réalité des faits injurieux ou diffamatoires (1).

N° 565. = 30 mars 1822. = *AVIS des comités de législation et de l'intérieur du conseil d'état, sur la question de savoir si l'article 896 du Code civil est applicable aux établissemens ecclésiastiques.* (Almanach officiel du clergé, 1823, page 531.)

Les comités de législation et de l'intérieur du conseil d'état, réunis, auxquels M. le garde des sceaux a renvoyé l'examen d'un rapport à lui transmis par le ministre de l'intérieur, ayant pour objet d'établir que l'article 896 du Code civil n'est pas applicable aux établissemens ecclésiastiques; — Considérant que la loi n'admet en faveur des établissemens d'utilité publique aucune exception qui les exempte de la prohibition portée en l'article 896, et que les exceptions ne se présument pas, ont été d'avis : — 1° Que le retour, en cas de suppression de l'établissement ecclésiastique donataire, ne peut être stipulé ni au profit des héritiers du donataire, ni au profit d'un autre établissement d'utilité publique, mais seulement au profit du donateur; — 2° Que la révocation pour inexécution des conditions de la donation peut toujours être stipulée par le donateur à son profit; qu'elle peut encore être stipulée au profit de ses héritiers ou de tous autres, dans le cas où la condition imposée à l'établissement ecclésiastique donataire serait profitable à l'héritier ou au tiers désigné; qu'enfin elle ne saurait être stipulée dans le cas où l'héritier ou le tiers désigné n'ont aucun intérêt personnel à ce que la charge imposée à l'établissement soit exécutée, ou ne tirent aucun avantage de son exécution.

N° 566. = 31 mars—1<sup>er</sup> avril 1822. = *LOI relative à des supplémens de crédits demandés, sur l'exercice 1820, pour le département des affaires étrangères.* (VII, Bull. DXVIII, n° 12508.)

N° 567. = 31 mars—1<sup>er</sup> avril 1822. = *LOI relative à des supplémens de crédits demandés pour le département de l'intérieur.* (VII, Bull. DXVIII, n° 12509.)

N° 568. = 31 mars—1<sup>er</sup> avril 1822. = *LOI contenant allocation d'un crédit spécial de cent mille francs demandé pour le département de la guerre.* (VII, Bull. DXVIII, n° 12510.)

cours royaux, chambres réunies, qu'autant qu'il s'agissait de délits précédemment attribués aux cours d'assises par la loi du 26 mai 1819; que si, au contraire, il s'agissait d'un délit prévu par la loi du 9 juin même année, et, par exemple, de la publication d'un journal traitant de matières politiques, sans autorisation préalable du roi, l'appel devait être suivi d'après les règles ordinaires. Cass., 21 avril 1827, SIR., XXVIII, 1, 16; Bull. crim., XXXII, 264. — Et que, dans les affaires relatives aux délits de la presse, pour le jugement desquels il devait y avoir réunion d'une chambre civile et d'une chambre correctionnelle, il suffisait que cette dernière chambre fût composée de cinq juges, comme pour le jugement des affaires correctionnelles ordinaires. Cass., 29 mai 1830, SIR., XXX, 1, 352.

Ces décisions ne peuvent plus recevoir d'application depuis que, par la loi du 8—10 octobre 1830, la connaissance des délits de la presse a été rendue au jury. — Toutefois, il a été jugé que l'appel des jugemens rendus par les tribunaux correctionnels en matière de délits de la presse, commis antérieurement à la présente loi, ont dû, même depuis sa promulgation, être portés devant la première chambre civile et la chambre correctionnelle réunies, conformément à la loi de 1822, et non devant la chambre correctionnelle seule. Cass., 22 septembre 1832, SIR., XXXIII, 1, 351; Bull. crim., XXXVII, 519.

(1) Abrogé par l'art. 5 de la loi précitée du 8—10 octobre 1830.

N° 569. = 31 mars—1<sup>er</sup> avril 1822. = *LOI relative à divers supplémens de crédits demandés, sur le budget de 1820, pour les départemens de la justice et des finances.* (VII, Bull. **DXVIII**, n° 12511.)

N° 570. = 31 mars—1<sup>er</sup> avril 1822. = *LOI relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1820.* (VII, Bull. **DXVIII**, n° 12512.)

TITRE 1<sup>er</sup>. — Des annulations de crédits.

Art. 1<sup>er</sup>. Les crédits ouverts par les lois des 27 juin et 14 juillet 1819 et 28 mai 1820 aux ministères ci-après, pour leur service des exercices 1819 et antérieurs, sont réduits d'une somme totale de sept millions deux cent vingt mille cinq cent vingt-cinq francs (7,220,525 fr.), restée sans emploi sur ces crédits, savoir :

| CRÉDITS SANS EMPLOI<br>ANNULÉS SUR LES EXERCICES |                           |           |         |                            |
|--------------------------------------------------|---------------------------|-----------|---------|----------------------------|
|                                                  | 1817<br>et<br>antérieurs. | 1818.     | 1819.   | TOTAL<br>par<br>MINISTÈRE. |
|                                                  | f.                        | f.        | f.      | f.                         |
| Justice.....                                     | 5,516                     | 26,012    | 6,367   | 37,895                     |
| Affaires étrangères.....                         | »                         | »         | 30      | 30                         |
| Intérieur. { Services généraux.....              | 28,000                    | »         | »       | 28,019                     |
| { Ancien ministère de la police générale         | 19                        | »         | »       |                            |
| • Guerre... { Service ordinaire.....             | 48,506                    | 1,618     | 2,240   | 342,572                    |
| { Armée d'occupation.....                        | 285,133                   | 5,075     | »       |                            |
| Marine... { Colonies.....                        | 365                       | »         | 150,000 | 150,365                    |
| { Dette publique.....                            | 185,000                   | 2,112,000 | 600,000 | 6,661,644                  |
| { Service ordinaire.....                         | 21,497                    | »         | »       |                            |
| { Remboursement des obligations                  |                           |           |         |                            |
| {   royales.....                                 | »                         | 450       | »       |                            |
| Finances. { Intérêts des obligations royales...  | »                         | 2,110     | »       |                            |
| { Constructions rue de Rivoli.....               | »                         | »         | 44,127  |                            |
| {   Frais { de l'enregistrement et des           | »                         | »         | 60      |                            |
| {   de régie { domaines.....                     | »                         | »         | 101,200 |                            |
| {   des forêts.....                              | »                         | »         | »       |                            |
| { Remboursemens de cautionnemens.                | »                         | 3,595,200 | »       |                            |
| SOMME ÉGALE.....                                 | 574,036                   | 5,742,465 | 904,024 | 7,220,525                  |

Cette somme est affectée et transportée au budget des recettes de l'exercice 1820.

2. Les crédits ouverts par les lois des 19 et 23 juillet 1820 aux ministères ci-après, pour leur service de l'exercice 1820, sont réduits d'une somme totale de huit millions six cent mille six cent vingt-six francs (8,600,626 fr.), restée sans emploi sur ces crédits, savoir :

|                                     |                  |
|-------------------------------------|------------------|
| Justice...   Service ordinaire..... | 70,650 f.        |
| Guerre... { Service actif.....      | 1,674,365 )      |
| { Dépenses temporaires.....         | 138,200 )        |
| Marine et colonies.....             | 578,854          |
| <i>A reporter.....</i>              | <i>2,462,069</i> |



|                  |                                                                     |                                                                                      |                                                     |         |
|------------------|---------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|---------|
|                  |                                                                     | <i>Report</i> .....                                                                  | 2,462,069 f.                                        |         |
| Finances.        | Dépenses<br>générales.                                              | Dette inscrite (cinq pour cent consolidés).....                                      | 300,000                                             |         |
|                  |                                                                     | Dette viagère et pensions.....                                                       | 610,000                                             |         |
|                  |                                                                     | Frais de service et négociations.....                                                | 2,294,247                                           |         |
|                  |                                                                     | Crédit spécial pour les intérêts sur les cent mil-<br>lions payés aux étrangers..... | 123,419                                             |         |
|                  |                                                                     | Administration des monnaies.....                                                     | 34,036                                              |         |
|                  |                                                                     | Commission de liquidation française.....                                             | 9,700                                               |         |
|                  |                                                                     | Service administratif du ministère.....                                              | 40,780                                              |         |
|                  |                                                                     | Enregistrement et domaines.....                                                      | 302,220                                             |         |
|                  |                                                                     | Forêts.....                                                                          | 78,400                                              |         |
|                  |                                                                     | Administra-<br>tions<br>financières.                                                 | Douanes.. { Personnel et matériel... 349,802        | 872,581 |
|                  |                                                                     |                                                                                      | Amendes et confiscations<br>attribuées..... 522,779 |         |
|                  | Contribu-<br>tions { Exploitation des tabacs.. 105,587              |                                                                                      | 181,721                                             |         |
|                  | Avances à charge de rem-<br>boursement..... 76,134                  |                                                                                      |                                                     |         |
|                  | Postes... { Personnel et matériel... 50,238                         |                                                                                      | 90,224                                              |         |
|                  | Remboursements et resti-<br>tutions..... 39,986                     |                                                                                      |                                                     |         |
|                  | Loterie.. { Personnel et matériel..... 193,862                      |                                                                                      | 2,726,375                                           |         |
|                  | Contributions directes (frais de perception et<br>non-valeurs)..... |                                                                                      |                                                     |         |
|                  |                                                                     |                                                                                      | 1,007,367                                           |         |
| SOMME ÉGALE..... |                                                                     |                                                                                      | 8,600,626                                           |         |

## TITRE II. — Fixation du budget de l'exercice 1820.

3. Au moyen des dispositions précédentes applicables à l'exercice 1820, et des supplémens de crédits accordés sur les fonds de cet exercice par les lois de ce jour, les crédits du budget de 1820 sont fixés à la somme de huit cent soixante-quinze millions trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante-deux francs (875,342,252 fr.), et répartis entre les divers ministères et services, conformément à l'état A ci-annexé.

4. Les recettes de toute nature de ce même exercice sont arrêtées, au 1<sup>er</sup> octobre 1821, à la somme totale de neuf cent treize millions trois cent treize mille huit cent soixante-douze francs (913,313,872 fr.), conformément à l'état B annexé à la présente loi.

5. La somme de trente-sept millions neuf cent soixante-onze mille six cent vingt francs (37,971,620 fr.) formant la différence entre les recettes de 1820, arrêtées par l'article précédent à..... 913,313,872 f. et les crédits du même exercice, définitivement réglés par l'article 3 à..... 875,342,252

DIFFÉRENCE..... 37,971,620

est affectée et transportée au budget de l'exercice 1822.

## TITRE III. — Dispositions générales.

6. L'état des paiemens qui seront faits par le trésor, jusqu'à la concurrence de la somme de vingt-neuf millions six cent soixante-trois mille trente-cinq francs (29,663,035 fr.), restant à payer au 1<sup>er</sup> octobre 1821, sur les crédits des exercices 1820 et antérieurs, savoir :

Sur 1819 et antérieurs (*état n° 4 ci-annexé*)..... 14,607,409 f.

Sur 1820 (*état n° 5 ci-annexé*)..... 15,055,626

SOMME ÉGALE..... 29,663,035

sera produit au compte annuel des finances, jusqu'à ce que les paiemens soient entièrement consommés.

7. Les sommes qui pourraient provenir encore des ressources affectées à

l'exercice 1820 seront portées en recette au compte de l'exercice courant, au moment où les recouvrements seront effectués.

8. Il sera établi un compte général des capitaux de cautionnements; ce compte présentera les soldes inscrits au 1<sup>er</sup> avril 1814, tant au crédit des agens des départemens formant la France actuelle, qu'au crédit, soit des agens français, soit des agens étrangers des départemens séparés; il présentera en outre, classés par année, tous les mouvemens du service des cautionnements jusqu'au 31 décembre 1821. — Il sera également établi un compte général des intérêts de cautionnements, embrassant la même période. — Ces deux comptes seront distribués aux chambres dans la prochaine session. (*Suivent les états.*)

---

N<sup>o</sup> 571. = 1<sup>er</sup> — 1<sup>er</sup> avril 1822. = *Loi relative aux moyens d'assurer provisoirement le service du trésor royal jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1822.* (VII, Bull. DXVIII, n<sup>o</sup> 12513.)

Art. 1<sup>er</sup>. Continuera d'être faite, à partir du 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1822, conformément aux lois existantes, la perception : — Des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque, de passeports et permis de port d'armes; — Des droits de douanes, y compris celui sur les sels; — Des contributions indirectes, des postes, des loteries, des monnaies et droits de garantie; — De la taxe des brevets d'invention; — Des droits établis sur les journaux; — Des droits de vérification des poids et mesures; — Du dixième des billets d'entrée dans les spectacles; — Du prix des poudres, tel qu'il est fixé par la loi du 16 mars 1819; — D'un quart de la recette brute, dans les lieux de réunion et de fête où l'on est admis en payant, et d'un décime pour franc sur ceux de ces droits qui n'en sont point affranchis; — Des contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, ainsi que des revenus spéciaux accordés auxdits établissemens et aux établissemens sanitaires; — Des droits établis pour les frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers; — Des redevances sur les mines; — Des diverses rétributions imposées en faveur de l'université sur les établissemens particuliers d'instruction et sur les élèves qui fréquentent les écoles publiques; — Des taxes imposées avec l'autorisation du gouvernement pour la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires et d'habitans, et des taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807; — Des sommes réparties sur les israélites de chaque circonscription, pour le traitement des rabbins et autres frais de leur culte.

2. La perception des quatre contributions directes continuera de se faire sur les rôles de 1821, jusqu'à la mise en recouvrement des rôles de 1822.

3. Il est ouvert au ministre des finances un crédit provisoire supplémentaire de cinquante millions à répartir entre les ministères, proportionnellement aux besoins de leur service respectif, d'après les bases déterminées par la loi de finances de 1821.

---

N<sup>o</sup> 572. = 3 — 5 avril 1822. = *Loi qui accorde des pensions aux médecins et sœurs envoyés à Barcelone.* (VII, Bull. DXIX, n<sup>o</sup> 12514.)

---

N<sup>o</sup> 573. = 3 — 18 avril 1822. = *Ordonnance du roi portant règlement pour le service des postes aux lettres entre la France et le royaume de Wurtemberg.* (VII, Bull. DXX, n<sup>o</sup> 12537.)

Louis, .... — Vu la loi du 27 frimaire an 8 (18 décembre 1799), celle du



14 floréal an 10 (4 mai 1802), et l'article 20 du titre V de celle du 24 avril 1806, en ce qui concerne la taxe et les progressions de taxe et de poids des lettres de France; — Vu aussi les conventions conclues et signées à Paris, le 20 mai 1818, entre l'office général des postes françaises et l'office général des postes féodales héréditaires de divers états d'Allemagne, dont est partie le royaume de Wurtemberg; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. A dater du 1<sup>er</sup> jour de mai 1822, le public de France sera libre d'affranchir ou de ne point affranchir ses lettres et paquets pour le royaume de Wurtemberg, desservi par l'office féodal héréditaire des postes de S. A. S. le prince de la Tour et Taxis.

2. L'affranchissement volontaire des lettres et paquets de tous les départemens pour le royaume de Wurtemberg sera perçu, jusqu'au point frontière de sortie, selon les prix réglés par les lois concernant les taxes des correspondances de France pour toute lettre d'un poids au dessous de six grammes, et depuis ce point frontière jusqu'à sa destination, d'après les taxes actuelles du tarif féodal converties en décimes, tarif dont les progressions croissent de sept grammes et demi en sept grammes et demi inclusivement; — Et proportionnellement au poids des lettres et paquets, d'après les tarifs respectifs des deux offices.

3. Sont applicables aux correspondances de et pour le royaume de Wurtemberg, les dispositions de notre ordonnance du 18 novembre 1818, concernant l'exécution de la convention conclue entre l'office général des postes françaises et l'office général des postes féodales héréditaires de divers états d'Allemagne.

---

N° 574. = 3—18 avril 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant révocation de l'article 2 de l'ordonnance du 31 mars—8 mai 1820, relative au nombre et à la répartition des maréchaux-de-camp employés dans les divisions militaires (1). (VII, Bull. DXX, n° 12538.)

Art. 1<sup>er</sup>. L'article 2 de notre ordonnance du 31 mars 1820, qui règle le nombre et la répartition des maréchaux-de-camp employés dans les divisions militaires, est révoqué.

2. La nomination des maréchaux-de-camp au commandement des subdivisions militaires se fera dorénavant comme il était établi antérieurement à ladite ordonnance du 31 mars 1820.

---

N° 575. = 3—18 avril 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe le nombre des sapeurs dans les régimens d'infanterie de ligne ou légère. (VII, Bull. DXX, n° 12539.)

---

N° 576. = 3 avril—22 mai 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme formée à Nantes sous le nom de Compagnie nantaise d'assurances maritimes. (VII, Bull. DXXIX, n° 12802.)

---

N° 577. = 17—23 avril 1822. = **LOI** relative à la concession des eaux surabondantes du canal de Saint-Maur (2). (VII, Bull. DXXI, n° 12597.)

Art. 1<sup>er</sup>. Le gouvernement est autorisé à concéder, pour l'établissement

---

(1) Voyez, sur l'organisation des divisions militaires, l'ordonnance du 6—18 novembre 1817, et les notes.

(2) Voyez l'ordonnance du 14 août—8 septembre 1822, portant approbation de la concession de ces eaux surabondantes, faite en vertu de la présente loi.

d'usines, 1<sup>o</sup> l'usage des eaux qui passeront par le canal de Saint-Maur et qui ne seront pas nécessaires à sa navigation ; et 2<sup>o</sup> le droit de disposer de la chute qui sera créée par le barrage à établir dans la Marne, pour régler la prise d'eau du canal.

2. La concession sera perpétuelle. Le gouvernement provoquera la concurrence par la publicité.

3. Les parties de terrains qui ont déjà été acquises par l'état pour l'établissement des usines feront partie de la concession.

4. Il pourra être stipulé, à titre d'encouragement, que les bâtimens d'habitation et d'exploitation qui seront élevés sur les terrains compris dans le plan des usines ne donneront lieu à aucune augmentation de la contribution foncière à laquelle ces terrains se trouveront assujétis au moment du traité. Cette exemption ne pourra pas excéder la durée de vingt-cinq ans.

---

N<sup>o</sup> 578. = 17—23 avril 1822. = *LOI relative à l'achèvement du pont de pierre en construction sur la Seine à Rouen.* (VII, Bull. DXXI, n<sup>o</sup> 12598.)

---

N<sup>o</sup> 579. = 17—24 avril 1822. = *ORDONNANCE du roi qui annule un arrêté du conseil de préfecture du département de la Seine, relatif à une contravention aux lois et réglemens sur la police du roulage* (1). (VII, Bull. DXXII, n<sup>o</sup> 12621.)

Louis,.... — Sur le rapport du comité du contentieux ; — Vu le pourvoi élevé par notre ministre de l'intérieur contre un arrêté du conseil de préfecture du département de la Seine, du 9 mars 1821, qui déclare que le sieur *Jacques Chaland*, surpris en contravention aux lois et réglemens sur la police du roulage pour excès de chargement, n'est pas passible d'amende ; ledit pourvoi enregistré au secrétariat général de notre conseil d'état le 5 décembre 1821, et tendant à l'annulation dudit arrêté ; — Vu le mémoire en défense pour le sieur *Chaland*, voiturier, demeurant à Paris, rue Saint-Dominique au Gros-Caillou, n<sup>o</sup> 36 ; — Ledit mémoire enregistré audit secrétariat général le 17 janvier 1822, et tendant à ce que, sans nous arrêter à l'appel interjeté par notre dit ministre, lequel appel demeurera comme non venu, il nous plaise confirmer l'arrêté attaqué, et ordonner en conséquence qu'il recevra son exécution pleine et entière ; — Vu la lettre du préfet de police du département de la Seine, du 5 septembre 1821, contenant des observations sur l'objet de la contestation ; — Vu l'arrêté attaqué du conseil de préfecture du département de la Seine, du 9 mars 1821, qui tend à établir que, lorsqu'un voiturier passe devant un pont à bascule avant de commencer son voyage, on doit supposer qu'il a l'intention de vérifier le poids de sa voiture pour éviter de s'exposer à la contravention ; que d'ailleurs c'est au préposé à avertir le conducteur de la faculté qui lui est accordée de faire vérifier son chargement, et que, s'il ne le fait pas, le voiturier ne peut être en faute ; qu'enfin, n'ayant pas encore emprunté la route, il ne l'a point dégradée, et n'est passible d'aucun dommage ; que seulement il doit décharger l'excédant s'il y en a, et payer au préposé la rétribution qui lui est allouée pour le pesage ; — Vu la loi du 29 floréal an 10, celle du 7 ventose an 12, et le décret du 23 juin 1806 ; — Vu toutes les pièces produites ; — Considérant que c'est aux propriétaires de voitures et aux rouliers à déclarer s'ils veulent user de la

---

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), le résumé des réglemens sur le roulage.



faculté qui leur est réservée par l'article 12 du décret du 23 juin 1806, de faire peser leurs voitures avant de commencer un voyage; que les préposés n'ont point été assujétis à les avertir des précautions qu'ils doivent prendre en ce cas, et qu'en effet, quand une voiture passe devant un pont à bascule, le préposé ignore si c'est le commencement ou la continuation d'un voyage; — Considérant que les amendes fixées par ledit décret sont encourues par le seul fait de la surcharge, sans qu'il soit nécessaire de faire constater si cette surcharge a plus ou moins dégradé la route; qu'aux termes dudit décret il est expressément question d'amendes, et non de réparations de dommage; — Considérant que le pavé des villes dans le prolongement des routes fait essentiellement partie desdites routes et est compris au budget des ponts-et-chaussées; qu'ainsi l'on ne peut pas dire qu'une route commence au pont à bascule qui serait placé à la barrière d'une ville; — Que d'ailleurs beaucoup de villes n'ont pas même de pont à bascule; — Considérant que le conseil de préfecture du département de la Seine a méconnu ces principes dans son arrêté du 9 mars 1821; — Dans l'espèce, considérant que le sieur *Chaland* a agi de bonne foi; qu'il ne fait pas profession de roulage, et qu'il est dans un état constaté d'indigence; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Seine, du 9 mars 1821, est annulé.

2. L'amende encourue par le sieur *Chaland* est modérée à un franc.

---

N<sup>o</sup> 580. = 17 avril—5 mai 1822. = **ORDONNANCE du roi portant convocation des collèges électoraux dans les départemens de la première série.** (VII, Bull. **DXV**, n<sup>o</sup> 12641.)

---

N<sup>o</sup> 581. = 17 avril 1822—24 novembre 1831. = **ORDONNANCE du roi sur l'admission des élèves de l'école polytechnique dans le corps de la marine.** (IX, ordonn., Bull. **CXX**, n<sup>o</sup> 3356.)

Louis, . . . . — Voulant ouvrir une nouvelle carrière aux élèves de notre école polytechnique, et procurer à notre marine royale des sujets qui réunissent les connaissances étendues et variées qu'on acquiert dans cette école; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Chaque année, à la suite des examens de sortie de l'école polytechnique, il sera destiné, pour les élèves jugés admissibles dans les services publics, un nombre de places que notre ministre de la marine déterminera en raison des besoins du service. Ce nombre ne pourra s'élever au dessus de six. — Lesdits élèves prendront rang avec les élèves de la marine de la première classe, à dater du jour de leur nomination, et ils jouiront des émolumens et prérogatives attachés à ce grade.

2. Lorsqu'ils auront complété vingt-huit mois d'embarquement en leur-dite qualité, et qu'ils auront satisfait à un examen sur le traité de navigation, l'hydrographie et les observations astronomiques, sur l'arrimage et le grément d'un vaisseau, sur les principales manœuvres à la voile, les appareillages et les mouillages dans divers cas, et enfin sur l'exercice du canon et l'installation de l'artillerie à bord des bâtimens de guerre, ils seront susceptibles d'être nommés enseignes de vaisseau.

---

N° 582. = 23—24 avril 1822. = *ORDONNANCE du roi relative aux douanes* (1).  
(VII, Bull. DXXII, n° 12620.)

N° 583. = 24 avril—1<sup>er</sup> mai 1822. = *ORDONNANCE du roi qui crée une escouade d'ouvriers d'état du génie, pour être attachée à l'arsenal du génie établi à Metz.* (VII, Bull. DXXIII, n° 12635.)

N° 584. = 1<sup>er</sup>—2 mai 1822. = *LOI contenant le budget de l'exercice 1822* (2).  
(VII, Bull. DXXIV, n° 12637.)

TITRE I<sup>er</sup>. — *Fixation des charges et dépenses de l'exercice 1822.*

§ I<sup>er</sup>. — Budget de la dette consolidée.

Art. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert au ministre des finances un crédit en rentes, cinq pour cent consolidés, de la somme de trois millions quatre cent dix-huit mille neuf cent cinquante-huit francs, avec jouissance du 22 mars 1822. — Ladite inscription de rentes, représentant, à quatre-vingt-sept francs soixante-quatorze centimes trois cinquièmes, cours moyen des cinq pour cent consolidés pendant les six derniers mois de l'année 1821, un capital numéraire de soixante millions, est spécialement affectée au remboursement en numéraire du deuxième cinquième des reconnaissances de liquidation, évalué à pareille somme de soixante millions.

2. Au moyen du crédit d'inscription ouvert par l'article précédent, les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement sont fixées, pour l'exercice 1822, à la somme de deux cent vingt-huit millions huit cent soixante-quatorze mille trente-neuf francs (228,874,039 fr.), conformément à l'état A ci-annexé.

§ II. — Fixation des dépenses générales du service.

3. Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de six cent soixante-dix millions quatre cent soixante-onze mille six cent six francs (670,471,606 fr.) pour les dépenses générales du service de l'exercice 1822, conformément à l'état B, applicables, savoir :

|                                                                                                                     |                    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Aux dépenses générales, ci.....                                                                                     | 532,244,726 fr.    |
| Aux frais de régie, d'exploitation, de perception, et non-valeurs des contributions directes et indirectes, ci..... | 131,912,880        |
| Aux remboursements et restitutions à faire aux contribuables sur les produits bruts desdites contributions, ci..... | 6,314,000          |
| <b>TOTAL ÉGAL.....</b>                                                                                              | <b>670,471,606</b> |

§ III. — Dispositions nouvelles sur les dépenses des ministères.

4. Lorsque, par des réformes d'employés inutiles, des économies auront été obtenues sur les frais d'administration centrale des ministères, il pourra être accordé, sur le fonds provenant de la moitié de ces économies, aux employés réformés, des indemnités temporaires, proportionnées à leurs services, et qui ne devront jamais excéder le *maximum* de la pension de retraite affectée à chaque emploi (3). — Le tableau de ces indemnités temporaires sera distribué chaque année aux chambres.

(1) Les dispositions de cette ordonnance se retrouvent en totalité dans la loi de douanes du 27—27 juillet 1822.

Voyez cette loi, et les notes.

(2) Voyez la loi fondamentale du 28 avril—4 mai 1816, qui contient des dispositions fondamentales sur toutes les parties des revenus publics, et les notes.

(3) Les employés de la préfecture de police réformés par le fait de la suppression de leur



TITRE II. — *Produits affectés à l'exercice 1822.*§ 1<sup>er</sup>. — Divers droits et perceptions (1).

5. Continuera d'être faite jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1823, conformément aux lois existantes, la perception : — Des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque, de passeports et permis de ports d'armes; — Des droits de douanes, y compris celui sur les sels; — Des contributions indirectes, des postes, des loteries, des monnaies et droits de garantie; — Des taxes des brevets d'invention; — Des droits établis sur les journaux; — Des droits de vérification des poids et mesures; — Du dixième des billets d'entrée dans les spectacles; — Du prix des poudres, tel qu'il est fixé par la loi du 16 mars 1819; — D'un quart de la recette brute dans les lieux de réunion et de fête où l'on est admis en payant, et d'un décime pour franc sur ceux de ces droits qui n'en sont point affranchis; — Des contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, ainsi que des revenus spéciaux accordés auxdits établissemens et aux établissemens sanitaires; — Des droits établis pour les frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers; — Des redevances sur les mines; — Des diverses rétributions imposées en faveur de l'université sur les établissemens particuliers d'instruction, et sur les élèves qui fréquentent les écoles publiques; — Des taxes imposées, avec l'autorisation du gouvernement, pour la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitans, et des taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807; — Des sommes réparties sur les israélites de chaque circonscription pour le traitement des rabbins et autres frais de leur culte.

6. Les lettres-de-change tirées par seconde, troisième ou quatrième, pourront, quoique étant écrites sur papiers non timbrés, être enregistrées, dans le cas de protêt, sans qu'il y ait lieu au droit de timbre et à l'amende, pourvu que la première, écrite sur papier au timbre proportionnel, soit représentée conjointement au receveur de l'enregistrement.

7. Les droits de pêche perçus sur les étangs salés qui communiquent avec la mer et qui appartiennent au gouvernement, sont et demeurent supprimés. Néanmoins, ceux de ces droits qui sont aujourd'hui perçus sous forme de licence continueront à l'être jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1823; et ceux qui sont encore affermés ne cesseront qu'à l'expiration des baux. — Les fermiers seront admis à résilier dès qu'ils en formeront la demande.

8. Il continuera d'être perçu à la fabrication des bières un droit de trois francs par hectolitre de bière forte, et il n'y aura plus pour la petite bière qu'un droit unique qui est fixé à soixante-quinze centimes. — Il ne pourra

emploi, avant dix ans de service, n'ont droit à aucun secours et ne peuvent réclamer le remboursement des sommes retenues sur leur traitement. Arr. du cons., 8 août 1834, MAC., 2<sup>e</sup> série, IV, 547.

Voyez encore l'ordonnance du 2—6 octobre 1822, concernant les indemnités temporaires à accorder aux employés réformés des ministères; et celle du 12—18 janvier 1825, portant règlement pour les pensions de retraite des employés de l'administration des finances, et les notes.

Voyez aussi l'ordonnance du 30 avril—16 mai 1823, qui rend applicables aux indemnités dont jouissent les employés réformés, les dispositions de l'ordonnance du 27 août—12 septembre 1817, portant que les pensions sur fonds de retenues sont incessibles et insaisissables.

Voyez enfin l'art. 7 de la loi de finances du 23—30 mai 1834, qui abroge le présent article.

(1) Voyez, sur ces droits et perceptions, les notes qui accompagnent les art. 4 et suiv. de la loi de finances du 31—31 juillet 1821.

être fait application de la taxe sur la petite bière que lorsqu'il aura été préalablement fabriqué un brassin de bière forte avec la même drèche, et pourvu, d'ailleurs, que cette drèche ait subi, pour le premier brassin, au moins deux trempes, qu'il ne soit entré dans le second brassin aucune portion des méti-ers résultant des trempes données pour le premier, qu'il n'ait été fait aucune addition ni aucun remplacement de drèche, et que le second brassin n'excède point en contenance le brassin de bière forte. — S'il était fabriqué plus de deux brassins avec la même drèche, le dernier seulement sera considéré comme petite bière. — Indépendamment des obligations imposées par l'article 120 de la loi du 28 avril 1816, les brasseurs indiqueront dans leurs déclarations l'heure à laquelle les trempes de chaque brassin devront être données. — A défaut d'accomplissement des conditions ci-dessus, tout brassin sera réputé de bière forte et imposé comme tel. — D'après les dispositions qui précèdent, les articles 107 et 108 de la loi du 28 avril 1816 et 86 de la loi du 25 mars 1817 sont abrogés.

9. Le gouvernement continuera pendant une année d'être autorisé, conformément à la loi du 4 mai 1802 (14 floréal an 10), à établir des droits de péage, dans le cas où ils seront reconnus nécessaires, pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'état, des départemens ou des communes. Il en fixera les tarifs et le mode de perception, et en déterminera la durée dans la forme usitée pour les réglemens d'administration publique.

10. La fabrication et la distillation des eaux-de-vie et esprits sont prohibées dans la ville de Paris. — Toute contravention à cette disposition sera punie d'une amende de mille à trois mille francs, indépendamment des autres peines portées par l'article 129 de la loi du 28 avril 1816. — Une ordonnance royale fixera l'époque à laquelle les établissemens de cette nature actuellement existans cesseront toute opération, et déterminera les bases de l'indemnité qui devra être préalablement accordée aux propriétaires de ces établissemens.

## § II. — Contributions directes (1).

11. Le montant de la contribution foncière mise par des rôles particuliers sur les bois et autres propriétés devenus, à quelque titre que ce soit, imposables, sera ajouté au contingent de chaque département, de chaque arrondissement et de chaque commune.

12. Les bois et autres propriétés qui n'auraient pas été compris dans les rôles, et qui cesseraient ultérieurement de faire partie du domaine de l'état, ou deviendraient imposables pour toute autre cause, seront, d'après une matrice particulière, rédigée dans la forme accoutumée, cotisés comme les autres bois et propriétés de même nature, et accroîtront le contingent de chaque département, de chaque arrondissement et de chaque commune.

13. A l'égard des propriétés de toute nature qui, ayant appartenu à des particuliers, passent dans le domaine de l'état, ou sont entrées dans la dotation de la couronne, et des propriétés non bâties qui, pour toute autre cause, cessent d'être imposables, et deviennent, à ce titre, libres de la contribution foncière, les communes, arrondissemens et départemens où elles sont situées seront dégreivées de la contribution foncière jusqu'à concurrence de la part qu'elles prenaient dans leur matière imposable.

---

(1) Voyez, sur la contribution foncière, la loi fondamentale du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798); sur la contribution des portes et fenêtres, celle du 4 du même mois (24 novembre); et, sur la contribution personnelle et mobilière, celle du 3 nivose même année (23 décembre 1798), et les notes étendues qui accompagnent ces lois.



14. La contribution foncière, la contribution personnelle et mobilière, la contribution des portes et fenêtres, et les patentes, seront perçues, pour 1822, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état C ci-annexé.

15. Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres, est fixé aux sommes portées dans les états D, n<sup>os</sup> 1, 2 et 3, annexés à la présente loi.

16. La perception des quatre contributions directes se fera sur les rôles de 1821, jusqu'à la mise en recouvrement des rôles de 1822.

§ III. — Fonds destinés aux dépenses départementales.

17. Sur les centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière, il sera prélevé dix-neuf centimes pour les dépenses départementales fixes, communes et variables, suivant qu'elles sont spécifiées et déterminées par le troisième paragraphe, article 28 de la loi du 31 juillet 1821. — Ces centimes seront divisés de la manière suivante : — 1<sup>o</sup> Six centimes cent quarante-un cent-soixantièmes seront centralisés au trésor royal, pour être tenus à la disposition du ministre de l'intérieur, et être employés au paiement des dépenses fixes ou communes à plusieurs départemens ; — 2<sup>o</sup> Sept centimes dix-neuf cent-soixantièmes seront versés dans les caisses des receveurs généraux de département, pour être tenus à la disposition des préfets, et être employés, sur leurs mandats, aux dépenses variables ; lesquelles dépenses variables seront établies dans un budget dressé par le préfet, voté par le conseil général, et définitivement approuvé par le ministre de l'intérieur. — Les cinq centimes restans seront versés au trésor royal, pour, à titre de fonds commun, être tenus à la disposition du ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et venir au secours des départemens dont les dépenses variables excéderont le produit des sept centimes ci-dessus.

18. Un centime prélevé sur le fonds de non-valeurs des contributions foncière, personnelle et mobilière, continuera, pour 1822, d'être affecté aux secours généraux, et réparti entre les départemens, dans les cas de grêle, d'incendie, d'inondation ou autres cas fortuits. — Sera également affecté, pour le même exercice, aux secours généraux, en augmentation du fonds de un centime, l'excédant du fonds de non-valeurs de la contribution des portes et fenêtres. — Les préfets rendront compte aux conseils généraux de l'emploi du fonds de non-valeurs.

19. Les conseils généraux de département, indépendamment des trois centimes sur le principal de la contribution foncière qu'ils sont autorisés à voter, par l'article 20 de la loi du 31 juillet 1821, pour les opérations cadastrales, pourront en outre, et sauf l'approbation du gouvernement, établir, pour les dépenses d'utilité départementale, des impositions dont le montant ne pourra excéder cinq centimes du principal des contributions foncière, personnelle et mobilière de 1822, et dont l'allocation sera toujours conforme au vote du conseil général. — Ces impositions pourront être élevées jusqu'à vingt centimes dans le département de la Corse.

20. A l'avenir, les crédits accordés pour les frais de bureau dans les préfetures et sous-préfetures ne seront que limitatifs, et le compte annuel de la dépense dans chaque administration sera rendu, savoir : pour les préfetures, au conseil général du département ; et, pour les sous-préfetures, au conseil d'arrondissement. Les délibérations de ces conseils qui régleront ces comptes ne seront définitives qu'après avoir été approuvées par le ministre de l'intérieur.

## § IV. — Fixation des recettes de l'exercice 1822.

21. Le budget des recettes est fixé, pour l'exercice 1822, à la somme totale de neuf cent treize millions trois cent vingt-sept mille six cent cinquante et un francs (913,327,651 fr.), conformément à l'état E ci-annexé.

## § V. — Dispositions générales.

22. Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution des articles 4 et 6 de la loi du 28 avril 1816, relatifs aux contributions extraordinaires pour remboursement des dépenses de l'occupation militaire de 1815, et des articles 39, 40, 41, 42 et 43 de la loi du 15 mai 1818, relatifs aux dépenses extraordinaires des communes.

(*Suivent les états.*)

N° 585. = 1<sup>er</sup> — 7 mai 1822. = **LOI** qui accorde au ministère de l'intérieur un crédit extraordinaire de quinze cent mille francs pour commencer la création des établissemens sanitaires qu'exige la sûreté de la France. (VII, Bull. DXXVI, n° 12666.)

N° 586. = 1<sup>er</sup> — 7 mai 1822. = **ORDONNANCE** du roi concernant la prime accordée aux cotons des deux Amériques importés en France (1). (VII, Bull. DXXVI, n° 12669.)

La prime de dix francs par cent kilogrammes, accordée par nos précédentes ordonnances aux cotons des deux Amériques introduits dans nos ports par navires français, sera allouée dans les cas et sous les conditions réglés par lesdites ordonnances, pour toute importation effectuée par des navires qui partiront des ports de notre royaume avant le 1<sup>er</sup> septembre 1822, quelle que soit l'époque de retour.

N° 587. = 1<sup>er</sup> — 7 mai 1822. = **ORDONNANCE** du roi contenant des dispositions relatives à la publication de tous dessins gravés ou lithographiés (2). (VII, Bull. DXXVI, n° 12670.)

Louis, . . . . — Vu l'article 12 de la loi du 25 mars 1822, qui interdit la publication, vente ou mise en vente, exposition ou distribution de tous dessins gravés ou lithographiés, sans l'autorisation préalable du gouvernement; — Voulant pourvoir à l'exécution de cet article, de manière à assurer la répression de toute contravention; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Dans le cas prévu par l'article 12 de la loi du 25 mars 1822, l'autorisation du gouvernement sera délivrée, à Paris, au bureau de la librairie, et dans les départemens, au secrétariat de chaque préfecture, en exécution

(1) Voyez l'ordonnance du 26—28 juillet 1820, art. 2, qui accorde cette prime, et la note.

(2) Voyez la loi du 25—25 mars 1822, sur les délits de la presse, art. 12, et la note.



de la loi du 21 octobre 1814 et de notre ordonnance du 24 du même mois. Cette autorisation contiendra la désignation sommaire du dessin gravé ou lithographié, et du titre qui lui aura été donné.—Elle sera inscrite sur une épreuve qui demeurera au pouvoir de l'auteur ou de l'éditeur, et qu'il sera tenu de représenter à toute réquisition.—L'auteur ou l'éditeur, en recevant l'autorisation, déposera au bureau de la librairie, ou au secrétariat de la préfecture, une épreuve destinée à servir de pièce de comparaison; il certifiera, par une déclaration inscrite sur cette épreuve, sa conformité avec le reste de l'édition pour laquelle l'autorisation lui sera accordée.

2. A l'égard des dessins gravés ou lithographiés qui ont paru avant la publication de la présente ordonnance, il est accordé un délai d'un mois pour se pourvoir de la même autorisation (1).

N<sup>o</sup> 588. = 1<sup>er</sup>—13 mai 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant que les pensionnaires de l'ordre de Malte ne seront plus assujétis à justifier de leur résidence pour obtenir le paiement de leurs pensions. (VII, Bull. DXXVII, n<sup>o</sup> 12717.)

Art. 1<sup>er</sup>. A l'avenir, les pensionnaires de l'ordre de Malte ne seront plus assujétis à justifier de leur résidence en France pour obtenir le paiement de leurs pensions.

2. Ils ne pourront néanmoins sortir de notre royaume, résider à l'étranger et y jouir de leurs pensions, sans en avoir obtenu de nous l'autorisation.

N<sup>o</sup> 589. = 1<sup>er</sup>—13 mai 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui rapporte celle du 31 mars—8 mai 1820, relative à la suppression des emplois de maréchal-de-camp commandant chacune des écoles d'artillerie de La Fère, Auxonne, Valence et Rennes. (VII, Bull. DXXVII, n<sup>o</sup> 12718.)

Art. 1<sup>er</sup>. L'ordonnance du 31 mars 1820, qui a supprimé les emplois de maréchal-de-camp commandant chacune des écoles d'artillerie de La Fère, Auxonne, Valence et Rennes, est rapportée.

2. A l'avenir, le commandement de chacune desdites écoles sera confié à un maréchal-de-camp d'artillerie, ainsi que cela avait lieu antérieurement au 31 mars 1820.

N<sup>o</sup> 590. = 1<sup>er</sup>—22 mai 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant que l'examen des jeunes gens qui se présenteront pour être admis à l'école militaire sera fait par trois examinateurs spéciaux (2). (VII, Bull. DXXIX, n<sup>o</sup> 12797.)

N<sup>o</sup> 591. = 1<sup>er</sup>—22 mai 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société désignée sous le nom de Congrégation de l'instruction chrétienne, formée par MM. Delamennais et Deshayes, dans le but de fournir des maîtres aux écoles primaires des départemens composant l'ancienne province de Bretagne. (VII, Bull. DXXIX, n<sup>o</sup> 12798.)

Louis, . . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au dé-

(1) On a jugé que l'autorisation n'était pas nécessaire pour les lithographies publiées avant les lois des 31 mars 1820 et 25 mars 1822. Cass., 27 janvier 1823, Sir., XXIII, 1, 93; Bull. crim., XXVIII, 17.

(2) Voyez l'ordonnance du 31 décembre 1817—7 janvier 1818, portant organisation des écoles militaires, et les notes.

La présente ordonnance a été rapportée par celle du 25 juin—9 juillet 1823.

partement de l'intérieur; — Vu les statuts et réglemens d'une association charitable qui désire se consacrer à desservir les écoles primaires des villes et des campagnes dans les départemens qui composent l'ancienne province de Bretagne, sous le titre de *Congrégation de l'instruction chrétienne*; — Vu notre ordonnance du 29 février 1816, qui règle ce qui concerne l'instruction primaire dans tout le royaume; — Vu la loi du 19 mai 1806, le décret du 17 mars 1808 et nos ordonnances concernant l'université de France; — Vu le mémoire de notre conseil royal de l'instruction publique et l'approbation donnée par ce conseil aux statuts de ladite congrégation; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La société formée par les sieurs *Delamennais* et *Deshayes*, dans le but de fournir des maîtres aux écoles primaires des départemens composant l'ancienne province de Bretagne, et désignée sous le nom de *Congrégation de l'instruction chrétienne*, est autorisée, aux termes de l'article 36 de notre ordonnance du 29 février 1816, comme association charitable en faveur de l'instruction primaire. Elle se conformera aux lois et réglemens relatifs à l'instruction publique, et notamment aux articles 10, 11 et 13 de notre susdite ordonnance du 29 février 1816, en ce qui concerne l'obligation imposée à tous les instituteurs primaires d'obtenir du recteur de l'académie où ils veulent exercer, le brevet de capacité et l'autorisation nécessaires.

2. Notre conseil royal de l'instruction publique pourra, en se conformant aux lois et réglemens d'administration publique, recevoir les legs et donations qui seraient faits en faveur de ladite association et de ses écoles, à charge de faire jouir respectivement, soit l'association en général, soit chacune des écoles tenues par elle, desdits legs et donations, conformément aux intentions des donateurs et testateurs.

3. Le brevet de capacité sera délivré à chaque frère de l'instruction chrétienne sur le vu de la lettre particulière d'obédience qui lui aura été délivrée par le supérieur général de ladite société.

---

N<sup>o</sup> 592. = 1<sup>er</sup> mai—15 juillet 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui étend aux constructions et terrains y indiqués, l'autorisation d'acquérir les maisons construites à moins de cinquante toises du mur d'enceinte de la ville de Paris (1). (VII, Bull. DXXXIX, n<sup>o</sup> 13079.)

Louis, . . . . — Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Paris du 10 décembre 1821; — Vu l'avis des comités de législation, de l'intérieur et des finances réunis, en date du 23 février 1822; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'autorisation d'acquérir les maisons construites à moins de cinquante toises du mur d'enceinte de notre bonne ville de Paris, accordée à ladite ville par le décret du 11 janvier 1808, est étendue, — 1<sup>o</sup> Aux constructions autorisées ou tolérées dans cette limite postérieurement à ce décret; — 2<sup>o</sup> Aux terrains non bâtis et à ceux qui, depuis la publication de ce décret, auraient été bâtis malgré les défenses des agens de la voirie, auquel cas les contrevenans ne pourront réclamer que les matériaux ou leur valeur (2).

---

(1) Voyez le décret du 11 janvier 1808, concernant les réglemens à observer pour les constructions autour de Paris, et les notes.

(2) Un particulier ne peut, sans autorisation, exhausser sa maison située dans le rayon de cinquante toises du mur d'enceinte de la ville de Paris : néanmoins, s'il y a bonne foi, la démolition des constructions peut être suspendue jusqu'à l'application du second paragraphe du présent article. Arr. du cons., 17 août 1825, Mac., VII, 517.



2. Lesdites acquisitions seront faites, de gré à gré, au prix réglé par voie d'expertise contradictoire, ou soumis, en cas de difficulté, aux dispositions de la loi du 8 mars 1810.

3. Les terrains acquis en exécution des articles précédens et dont la revente délibérée et consentie par le conseil municipal serait par nous ultérieurement autorisée, ne pourront être aliénés que sous la condition que les acquéreurs et leurs successeurs ne pourront élever sur ces terrains aucune des constructions prohibées par le décret susdaté, et que la prohibition leur en sera formellement imposée à titre de servitude.

---

N° 593. = 8—18 mai 1822. = **ORDONNANCE** du roi relative à l'uniforme des régimens d'infanterie de ligne et d'infanterie légère. (VII, Bull. DXXVIII, n° 12754.)

---

N° 594. = 11—18 mai 1822. = **ORDONNANCE** du roi relative à l'exécution de l'article 10 de la loi de finances du 1<sup>er</sup>—2 mai 1822, qui prohibe la fabrication des eaux-de-vie et esprits dans la ville de Paris (1). (VII, Bull. DXXVIII, n° 12756.)

Louis, ... — Vu l'article 10 de la loi du 1<sup>er</sup> mai, présent mois, portant qu'une ordonnance royale fixera l'époque à laquelle les distilleries actuellement existantes dans Paris cesseront toute opération, et déterminera les bases de l'indemnité qui devra être préalablement accordée aux propriétaires de ces établissemens; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les distilleries d'eaux-de-vie et esprits actuellement existantes dans Paris cesseront toute opération à l'époque du 20 juin prochain.

2. Les bases pour la fixation de l'indemnité préalable à distribuer entre les propriétaires de ces établissemens sont déterminées ainsi qu'il suit : — 1° Les frais de démolition des fourneaux, chaudières, alambics, cuves et autres agencemens à l'usage de la distillerie exclusivement, ainsi que le montant des réparations aux bâtimens que ces démolitions pourraient nécessiter; — 2° Les frais de reconstruction de ces mêmes objets dans un local supposé propre à cet usage, ainsi que les frais de transport depuis l'emplacement actuel de la fabrique jusqu'aux limites de la banlieue de la capitale; — 3° Les engagemens justifiés par actes authentiques et qui auraient été contractés par les distillateurs envers les propriétaires des maisons, terrains et usines où sont maintenant leurs fabriques; — 4° Enfin une somme égale aux profits que chaque distillateur eût pu obtenir durant trois mois de fabrication, lesquels profits seront évalués à raison de dix pour cent des produits présumés de sa distillerie, calculés d'après les quantités qu'il a déclaré avoir fabriquées dans le cours du premier trimestre de cette année.

3. Le montant de cette indemnité sera réglé, d'après ces bases, par trois experts, l'un nommé par la régie des contributions indirectes, le second, par chacun des distillateurs, le troisième par le président du tribunal de première instance à Paris. Dans le cas où le propriétaire d'une distillerie n'aurait pas fait connaître à l'administration des contributions indirectes le choix de son expert, dans les trois jours de la notification de la présente ordonnance, il y

---

(1) Voyez, sur les distilleries, la sect. III du chap. II du tit. V de la loi du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804); et spécialement l'ordonnance du 20—28 juillet 1825, qui fait application aux rectificateurs d'eaux-de-vie à Paris des dispositions de la présente ordonnance.

sera pourvu d'office par le président du tribunal de première instance de Paris.

4. Les procès-verbaux des expertises faites conformément aux articles ci-dessus seront adressés, au plus tard, le 10 juin prochain, par le directeur général de l'administration des contributions indirectes, avec ses observations et son avis, à notre ministre secrétaire d'état des finances, qui autorisera le paiement de l'indemnité due à chaque propriétaire, pour ledit paiement être effectué avant l'époque fixée par l'article 1<sup>er</sup> de la présente ordonnance (1).

---

N° 595. = 15—22 mai 1822. = *ORDONNANCE du roi qui règle le prix des poudres à livrer, pendant l'année 1822, aux départemens de la guerre, de la marine et des finances.* (VII, Bull. DXXIX, n° 12800.)

---

N° 596. = 15—22 mai 1822. = *ORDONNANCE du roi qui supprime le tribunal de commerce de Mauriac, département du Cantal.* (VII, Bull. DXXIX, n° 12801.)

Louis, . . . — Vu l'article 615 du Code de commerce, qui donne au gouvernement le droit de déterminer par un règlement d'administration publique le nombre des tribunaux de commerce et les villes qui seront susceptibles d'en recevoir par l'étendue de leur commerce et de leur industrie ; — Vu les articles 618, 619 et 620, sur la composition des tribunaux de commerce ; — Considérant que l'expérience acquise depuis plusieurs années par des essais infructueux a démontré l'impossibilité absolue d'obtenir une composition première et un renouvellement convenables du tribunal de commerce de Mauriac, département du Cantal ; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Le tribunal de commerce établi dans la ville de Mauriac, département du Cantal, est supprimé.

---

N° 597. = 15—24 mai 1822. = *ORDONNANCE du roi portant fixation, conformément aux tableaux y annexés, des traitemens des préfets et des frais d'administration des préfectures* (2). (VII, Bull. DXXX, n° 12803.)

Art. 1<sup>er</sup>. Les traitemens des préfets et les frais d'administration des préfectures sont fixés, à dater du 1<sup>er</sup> juin prochain, conformément aux tableaux ci-annexés n<sup>os</sup> 1<sup>er</sup> et 2.

2. Les deux tiers de la somme allouée à chaque préfecture pour dépenses d'administration demeurent destinés, sous la dénomination spéciale de *frais des bureaux*, à payer les employés et gens de service dont ils se composent ; l'autre tiers, sous la dénomination de *dépenses matérielles*, reste affecté aux frais de tournée, aux impressions, aux fournitures diverses et autres objets classés dans l'abonnement des préfets. — L'allocation

---

(1) L'administration n'est pas juge des contestations qui peuvent s'élever sur le résultat des expertises prescrites par l'ordonnance réglementaire du 11 mai 1822, qui accorde une indemnité aux fabricans d'eau-de-vie pour la suppression de leurs usines dans l'enceinte de Paris : l'autorisation de paiement et l'ordre de consigner la somme portée dans l'expertise, donnés par le ministre des finances, ne constituent pas une décision contentieuse ; cette décision ministérielle ne fait pas obstacle à ce que le fabricant poursuive, par les voies de droit, la réformation de l'expertise, s'il s'y croit fondé. Cass. 4 juillet 1827, *Mac.*, IX, 314.

(2) Voyez, sur cet objet, la loi d'organisation administrative du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), art. 21 et suiv., et les notes ; voyez aussi l'ordonnance du 21 octobre—1<sup>er</sup> novembre 1836, qui a fixé en dernier lieu les frais d'administration des préfectures.



tion affectée aux dépenses matérielles ne sera, pour le préfet de la Seine, que d'un cinquième au lieu du tiers.

3. A l'avenir, les préfets, sous-préfets et secrétaires généraux en congé n'auront droit qu'à la moitié de leur traitement, à moins que ces congés n'aient été accordés pour des raisons de service, ou pour toute autre cause qui autorise la réduction ou l'abandon de la retenue.

4. Il sera formé un fonds commun des sommes restées libres en vertu de l'article précédent. Ce fonds servira à donner des indemnités, soit auxdits fonctionnaires pour travaux ou dépenses extraordinaires, soit à ceux qui les auront remplacés pendant les congés ou qui auront rempli des *intérim* en cas de vacance.

5. Les traitemens et les frais d'administration des sous-préfets, ainsi que les traitemens des secrétaires généraux et des conseillers de préfecture, resteront tels qu'ils sont actuellement fixés. — Les frais d'administration des sous-préfets se diviseront, comme ceux des préfets, en frais d'employés des bureaux et en dépenses matérielles, avec cette différence que la division se fera par moitié.

(*Suivent les tableaux (1).*)

---

N° 598. = 15—24 mai 1822. = **ORDONNANCE du roi relative à la répartition du produit du centime du fonds de non-valeurs de l'exercice courant, mis à la disposition du ministre des finances par la loi du 1<sup>er</sup>—2 mai 1822.** (VII, Bull. **DXXX**, n° 12805.)

---

N° 599. = 15 mai—13 juin 1822. = **ORDONNANCE du roi portant que la peine déterminée par l'article 475 du Code pénal sera appliquée aux voituriers et charretiers contrevenant aux dispositions du troisième paragraphe de cet article.** (VII, Bull. **DXXXIV**, n° 12944.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu l'article 16 du décret du 28 août 1808, portant que les voituriers, rouliers et charretiers, sont tenus de céder la moitié du pavé aux voitures des voyageurs, à peine de cinquante francs d'amende; — Vu l'article 12 de notre ordonnance du 4 février 1820, rappelant cette disposition, et l'article 475 du Code pénal; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit: — La peine déterminée par l'article 475 du Code pénal sera appliquée aux voituriers et charretiers contrevenant aux dispositions du troisième paragraphe de cet article; en conséquence, l'article 12 de notre ordonnance du 4 février 1820, en ce qui concerne la quotité de l'amende, est rapporté (2).

---

N° 600. = 15 mai—15 juillet 1822. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la compagnie des mines de houille de Schœnecken, département de la Moselle.** (VII, Bull. **DXXXIX**, n° 13080.)

---

N° 601. = 22 mai—1<sup>er</sup> juin 1822. = **ORDONNANCE du roi qui fixe le mode**

---

(1) Ces traitemens ont été changés à plusieurs reprises, notamment par les ordonnances citées en note de l'art. 21 de la loi du 28 pluviôse an 8.

(2) Voyez l'art. 16 du décret du 28 août 1808, l'art. 12 de l'ordonnance du 4—20 février 1820, et l'art. 35 de l'ordonnance du 27 septembre—25 octobre 1827, qui imposent aux rouliers l'obligation de céder la moitié du pavé aux voyageurs: ce dernier article prononce la pénalité établie par la présente ordonnance.

*d'avancement dans les compagnies des gardes-du-corps* (1). (VII, Bull. DXXXII, n° 12848.)

N° 602. = 22 mai—15 juin 1822. = **ORDONNANCE du roi relative à l'adjudication des réparations, constructions et reconstructions à la charge des départemens.** (VII, Bull. DXXXV, n° 12954.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu nos ordonnances des 8 août et 31 octobre 1821, d'après lesquelles les préfets peuvent désormais autoriser les réparations, constructions et reconstructions à la charge des hospices et des communes, toutes les fois que la dépense ne doit pas excéder vingt mille francs, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Pourront désormais être adjudgées et exécutées, sur la simple approbation des préfets, les réparations, constructions et reconstructions à la charge des départemens, lorsque la dépense des travaux à entreprendre ne s'élèvera pas au dessus de vingt mille francs, et qu'elle pourra être faite en totalité sur le produit des centimes affectés aux dépenses variables ou facultatives.

2. Il n'est rien changé aux autres règles concernant les travaux et les dépenses des départemens, lesquelles règles continueront à recevoir leur exécution pleine et entière.

N° 603. = 28 mai—9 juin 1822. = **ORDONNANCE du roi qui organise l'administration générale des haras et de l'agriculture** (2). (VII, Bull. DXXXIII, n° 12893.)

Louis, . . . — Nous étant fait rendre compte de l'administration des haras, ainsi que des soins que le gouvernement doit à l'agriculture, — Et voulant porter dans l'un et l'autre service les améliorations dont ils sont susceptibles, leur donner une impulsion plus suivie et mieux dirigée; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le conseil des haras sera composé d'un directeur, qui le présidera, des inspecteurs généraux et d'un secrétaire.

2. Le nombre des inspecteurs généraux sera réduit à quatre; la réduction s'opérera par la première vacance.

3. Le conseil donnera son avis, — Sur les distributions des fonds destinés soit aux dépenses générales de ce service, soit aux dépenses particulières de chaque établissement; — Sur les projets de règlement, sur les comptes, sur la révocation des officiers des haras, ainsi que sur tous les autres objets qu'il sera jugé utile de lui renvoyer.

4. Le directeur sera seul chargé de l'administration, sous l'autorité de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; il signera la correspondance, qui ne comprendra que l'instruction des affaires ou la transmission des décisions.

(1) Les gardes-du-corps n'existent plus depuis la suppression de la maison militaire du roi prononcée par l'ordonnance du 11—24 août 1830.

(2) Voyez le décret du 2 germinal an 3 (22 mars 1795), et les notes qui l'accompagnent; et surtout l'ordonnance du 10—21 décembre 1833, qui a organisé en dernier lieu l'administration des haras.

Cette ordonnance ne nous paraît pas avoir abrogé la présente, qui contient, sur les attributions du conseil et du directeur des haras, des dispositions non reproduites ailleurs.



5. L'administration précédemment établie pour le dépôt de Madrid (bois de Boulogne) est supprimée. La surveillance de ce dépôt, si sa conservation est jugée nécessaire, sera confiée à l'un des inspecteurs généraux.

6. Les officiers compris dans la suppression prononcée par l'article précédent seront replacés, chacun selon son grade, au fur et à mesure des vacances; ils conserveront, en attendant, la moitié de leur traitement.

7. Seront réunis à la direction des haras, les branches d'administration dépendantes du ministère de l'intérieur qui concernent l'agriculture et qui forment aujourd'hui le bureau connu sous cette dénomination.

---

N° 604. = 29 mai—9 juin 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication de la bulle d'institution canonique de l'évêque d'Hermopolis in partibus. (VII, Bull. **DXXXIII**, n° 12895.)

---

N° 605. = 29 mai—9 juin 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique des évêques d'Évreux et de Mende. (VII, Bull. **DXXXIII**, n° 12896.)

---

N° 606. = 1<sup>er</sup>—13 juin 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui donne au chef de l'université le titre de *grand-maître*, et détermine ses attributions (1). (VII, Bull. **DXXXIV**, n° 12945.)

Louis, ... — Vu les décrets des 17 mars 1808 et 15 novembre 1811, et nos ordonnances des 1<sup>er</sup> novembre 1820 et 27 février 1821; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le chef de l'université prendra le titre de *grand-maître* : il aura, outre les attributions actuelles du président du conseil royal, celles qui sont spécifiées dans les articles 51, 56 et 57 du décret du 17 mars 1808. Dans tous les cas prévus par ces articles, il prendra l'avis exigé par l'article 56.

2. Il proposera à la discussion du conseil tous les projets des réglemens et des statuts qui pourront être faits pour les écoles de divers degrés.

3. Il aura, quant aux présentations pour les places vacantes dans les écoles spéciales, les attributions données par l'article 24 de la loi du 11 floréal an 10 (1<sup>er</sup> mai 1802) aux anciens inspecteurs généraux des études.

4. En cas d'absence, de maladie ou d'autre empêchement, il pourra déléguer ses fonctions à l'un des membres du conseil.

5. Le grand-maître nous présentera, deux fois par an, un rapport sur la situation morale de l'instruction et de l'éducation.

6. Toutes dispositions contraires à celles de la présente ordonnance sont et demeurent révoquées.

---

N° 607. = 4 juin 1822. = **DISCOURS** du roi à l'ouverture de la session de 1822. (Moniteur du 5 juin 1822.)

---

N° 608. = 5—13 juin 1822. = **ORDONNANCE** du roi concernant le service des

---

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 11 floréal an 10 (1<sup>er</sup> mai 1802), sur l'instruction publique, le résumé des réglemens concernant l'organisation et les attributions de l'université.

Aujourd'hui, il n'y a plus de grand-maître de l'université : c'est le ministre de l'instruction publique qui en remplit les fonctions.

*postes aux lettres entre la France et le grand-duché de Bade.* (VII, Bull. DXXXIV, n° 12947.)

Louis, . . . — Vu la loi du 27 frimaire an 8, l'article 4 du titre II de la loi du 14 floréal an 10, ainsi que les lois du 24 avril 1806 et du 20 avril 1810 ;— Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. A dater du 1<sup>er</sup> juillet 1822, les correspondances de la France pour Bade, Bruchsal, Carlsruhe, Dourlach, Heidelberg, Manheim, Radstadt, Ettenheim, Lahr, Offenbourg, Fribourg en Brisgau, et toutes les dépendances du grand-duché de Bade, seront assujéties à l'affranchissement forcé.

2. Les correspondances du bureau de Strasbourg pour tous les pays du grand-duché ci-dessus mentionné seront affranchies d'avance, à raison de deux décimes par lettre simple; les taxes d'affranchissement des lettres et paquets pesant six grammes et au dessus seront proportionnelles à ce prix, selon les progressions réglées par les tarifs des postes de France.—Les taxes à percevoir d'avance, dans quelque bureau de poste que ce soit de l'intérieur de la France, sur les lettres à destination du grand-duché de Bade, seront les taxes dues depuis chaque bureau jusqu'au bureau de Strasbourg; plus, la taxe de deux décimes fixée par le présent article pour la distance à parcourir depuis Strasbourg jusqu'à Kehl.

3. La taxe des lettres de tous les pays du grand-duché pour le bureau de Strasbourg sera de deux décimes par lettre simple; et par chaque lettre ou paquet d'un poids de six grammes et au dessus, il sera perçu des prix proportionnels à cette première taxe, selon les progressions des tarifs français. — Les lettres et paquets provenant des mêmes pays et réexpédiés du bureau de Strasbourg dans l'intérieur du royaume seront taxés du prix fixé pour ce bureau; plus, du port dû depuis ce point jusqu'à celui de leur destination.

4. Les ports des lettres et paquets, des gazettes et journaux, des imprimés et de tous autres ouvrages de librairie qui seront expédiés du grand-duché de Bade, par la France, pour l'Espagne, le Portugal, Gibraltar, et pour les colonies tant espagnoles et portugaises que françaises et autres, devront être acquittés d'avance au bureau de Strasbourg par l'office du grand-duché, selon les prix réglés par les tarifs des postes françaises, jusqu'au dernier point de leur sortie du royaume. — Les lettres et paquets, les gazettes et journaux, les imprimés et autres ouvrages de librairie venant d'Espagne, de Portugal, de Gibraltar et des colonies soit espagnoles et portugaises, soit françaises ou autres, du royaume des Pays-Bas ou de celui de la Grande-Bretagne, devront pareillement être payés par l'office du grand-duché, d'après les taxes des tarifs français, depuis les points de leur entrée en France jusqu'au bureau de Strasbourg.

---

N° 609. = 8—19 juin 1822. = *ORDONNANCE du roi concernant la fabrication des soutes factices provenant du sel marin* (1). (VII, Bull. DXXXVI, n° 12985.)

Louis, . . . — Nous nous sommes fait rendre compte des progrès de la fabrication des soutes factices provenant du sel marin. — Nous avons reconnu

---

(1) Voyez l'ordonnance du 18—30 octobre 1822, qui modifie les art. 1<sup>er</sup> et 2 de la présente. Voyez aussi le décret du 13 octobre 1809, portant que les fabricans de soude sont exempts de l'impôt sur le sel.

Voyez enfin l'ordonnance du 26 juillet—1<sup>er</sup> août 1826, qui détermine le mode de surveillance auquel seront assujéties les fabriques de soude.



que l'emploi de cette espèce de soude est devenu général en France ; — Qu'il est essentiel de conserver une branche d'industrie aussi importante ; — Qu'elle ne peut prospérer qu'en continuant à jouir de l'immunité des droits sur le sel ; — Mais que l'abus de cette immunité a donné lieu à des fraudes également nuisibles aux fabricans de soude et au trésor, et contre lesquelles il faut créer des moyens suffisans de répression. — A ces causes, — Nous étant fait représenter les décrets et réglemens concernant les fabriques de soude, et voulant les compléter ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances ; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les sels destinés pour la fabrication de la soude dans les ateliers qui ne seront pas établis sur les lieux mêmes de la production du sel, ne pourront être expédiés en franchise pour cet usage, soit des marais salans, soit des entrepôts de l'intérieur, qu'après avoir été mélangés, sous la surveillance des agens des douanes, avec des matières qui en rendent l'usage impossible pour les besoins domestiques, et leur donnent une couleur propre à les faire distinguer et reconnaître à la vue.

2. Ce mélange aura lieu par l'addition, sur quatre-vingt-cinq kilogrammes de sel marin, d'un demi-centième de charbon de bois pulvérisé, d'un quart de centième de goudron, ou d'un demi-millième d'huile provenant de la dissolution de matières animales, et de quinze kilogrammes de sulfate à base de soude, résultant de quatre-vingts kilogrammes d'acide sulfurique et de cent kilogrammes de sel, et devant pouvoir produire de la soude à trente degrés au moins. — Les agens chargés de la livraison des sels vérifieront les matières destinées au mélange, avant d'y procéder.

3. Le titre des soudes auxquelles s'appliquera l'immunité des droits sur les sels employés à leur fabrication sera fixé, au *minimum*, à vingt degrés, à l'épreuve ordinaire de l'alcalimètre et sans déduction des sulfures. — Les préposés à l'exercice assisteront à la dénaturation qui aura lieu nécessairement par l'acide sulfurique ; ils en vérifieront préalablement le degré, et feront verser, en leur présence, sur les sels, à l'instant même de leur livraison et au commencement de la fabrication par l'action du feu, la quantité de cet acide nécessaire pour obtenir des soudes au titre prescrit.

4. Les mêmes préposés surveilleront la fabrication jusqu'à l'entière confection des soudes. En cas de doute sur leur titre, ils en rédigeront procès-verbal, et prélèveront de doubles échantillons pour être transmis, s'il y a lieu, par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, au comité consultatif des arts et manufactures.

5. L'immunité des droits sur les sels expédiés à destination des fabriques étant exclusivement accordée pour la fabrication de la soude, tout fabricant qui ne pourra justifier que ceux qui lui ont été livrés ont été employés à la fabrication de la soude au titre de vingt degrés, sera passible des peines prononcées par l'article 10 du décret du 13 octobre 1809. — Il ne pourra être toléré dans les fabriques aucun atelier destiné à l'emploi des soudes, à l'extraction d'autres produits chimiques ou de sels de soude.

6. Les sels admis dans les fabriques, les soudes et tous les produits intermédiaires de fabrication seront emmagasinés sous la double clef de l'administration et sous celle du fabricant, et portés en compte sur les registres. Il est expressément défendu d'extraire de la fabrique, des sels, des sulfates ou autres produits en état de fabrication, si ce n'est en vertu d'autorisations spéciales, et d'y importer des soudes déjà fabriquées, sous les peines dictées par l'article 10 précité du décret du 13 octobre 1809.

7. L'administration des douanes est exclusivement chargée d'exercer par

ses agens les fabriques de soude situées dans toute l'étendue du royaume ; sauf les localités dans lesquelles notre ministre des finances jugerait nécessaire de confier, par exception, la surveillance desdites fabriques à l'administration des contributions indirectes.

8. Les fabriques de soude seront exercées par deux employés qui auront chacun une clef distincte des magasins, et qui seront tenus de résider dans l'enceinte même de la fabrique.

9. Lorsqu'il s'agira de l'établissement d'une nouvelle fabrique de soude, notre directeur général des douanes sera consulté, quelle que soit la classe dans laquelle ces sortes de fabriques auront été rangées, soit par le décret du 15 octobre 1810, soit par notre ordonnance du 14 janvier 1815.—Aucune permission ne pourra être accordée si la fabrique n'est fermée par un mur d'enceinte à hauteur suffisante, dans lequel il ne pourra être pratiqué d'autre communication avec l'extérieur que celle de la porte d'entrée.

10. Conformément à l'article 10 du décret du 13 octobre 1809, la franchise du sel destiné à la fabrication de la soude sera retirée immédiatement, par une décision de notre ministre des finances, aux fabricans qui, par eux-mêmes, ou par le fait de leurs ouvriers ou voituriers, auront vendu ou détourné du sel en fraude, soit dans les fabriques, soit dans le transport des lieux d'extraction aux fabriques de soude.

11. Toutes les formalités prescrites par les réglemens concernant les fabriques de soude, pour l'expédition des sels, leur transport, réception et emploi, sont et demeurent conservées et maintenues, en tant qu'il n'y est pas dérogé par la présente.

---

N° 610. = 12 juin--10 juillet 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement sur l'exercice de la profession de boulanger dans les villes de Bergues, département du Nord, et Lons-le-Saulnier, département du Jura. (VII, Bull. DXXXVIII, n° 13042.)

---

N° 611. = 19 juin—1<sup>er</sup> août 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme dite du Bateau à manège de la Dordogne, formée à Bordeaux. (VII, Bull. DXLV, n° 13166.)

---

N° 612. = 24 juin 1822. = **ORDONNANCE** du gouverneur de la Martinique sur la rectification des inscriptions hypothécaires (1). (Moniteur du 11 juin 1823.)

Au nom du roi, le gouverneur et administrateur pour le roi de la colonie de la Martinique ; — Considérant que, le 4 septembre 1807, il a été promulgué en France une loi explicative de l'article 2148 du Code civil, loi qui avait été rendue nécessaire par une fausse interprétation de la disposition de cet article, relative à l'indication de l'époque d'exigibilité des créances hypothécaires ; que le défaut d'autorité de cette loi, à la Martinique, explique le peu d'attention donnée, en général, dans la colonie à cette indication essentielle, et a entraîné dans la formule des bordereaux un vice de rédaction qui rend au moins douteuse la validité d'un certain nombre d'inscriptions ; qu'il importe pour l'avenir de se mettre, à cet égard, dans une

---

(1) Voyez, dans le § 1<sup>er</sup> de la seconde partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1<sup>er</sup> janvier 1798), sur l'organisation des colonies, le résumé de la législation particulière à la Martinique.

Voyez notamment l'ordonnance du 14 juin—9 octobre 1819, qui organise la conservation des hypothèques dans cette colonie.



harmonie parfaite avec la métropole; mais qu'il est nécessaire de prendre en considération l'intérêt des créanciers, et de les rassurer sur le sort de leurs inscriptions; — Vu les rapports qui nous ont été faits par les commissaires chargés d'examiner les registres des bureaux de la conservation; — Après en avoir délibéré en conseil de gouvernement et d'administration, — Avons ordonné et ordonnons, pour être exécuté provisoirement et sauf l'approbation de sa majesté, ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La loi du 4 septembre 1807 sera enregistrée aux greffes de la cour royale et des tribunaux de première instance pour être exécutoire à la Martinique, ainsi qu'il va être dit : — 1<sup>o</sup> La faculté de rectifier les inscriptions dépourvues de l'indication de l'époque d'exigibilité aura lieu à dater du jour de la promulgation de la présente ordonnance; — 2<sup>o</sup> Attendu l'éloignement d'un grand nombre de créanciers, le délai pendant lequel cette rectification pourra être faite est fixé à un an, sans que, dans l'intervalle, il puisse être fait des poursuites en nullité des inscriptions existantes pour cause d'omission de l'époque d'exigibilité.

2. Il est enjoint aux conservateurs des hypothèques de n'enregistrer désormais aucune inscription, sans que l'époque d'exigibilité y soit indiquée.

3. La présente ordonnance sera enregistrée au greffe de la cour royale, et à ceux des tribunaux de première instance, lue, publiée et affichée partout où besoin sera. — Donné au Port-royal, Martinique, sous le sceau de nos armes et le contre-seing du secrétaire-archiviste du gouvernement, le 24 juin 1822. *Donzelot.* — *Le secrétaire-archiviste, GUILLAUME.*

---

N<sup>o</sup> 613. = 26 juin—1<sup>er</sup> juillet 1822. = **ORDONNANCE du roi portant modification au règlement du 14 juin 1813, en ce qui concerne la bourse commune des huissiers** (1). (VII, Bull. DXXXVII, n<sup>o</sup> 13035.)

Louis, . . . — Voulant que la bourse commune des huissiers, établie par le règlement du 14 juin 1813, soit maintenue avec les modifications que l'expérience a fait juger nécessaires; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La bourse commune des huissiers sera exclusivement destinée à subvenir aux dépenses de la communauté, et à distribuer, lorsqu'il y aura lieu, des secours, tant aux huissiers en exercice qui seraient indigens, âgés et hors d'état de travailler, qu'aux huissiers retirés pour cause d'infirmités et de vieillesse, mais non destitués, et aux veuves et orphelins d'huissiers.

2. Chaque huissier versera dans la bourse commune une portion qui ne pourra être au dessous d'un vingtième ni excéder le dixième des émolumens attribués pour les originaux seulement de tous exploits et procès-verbaux portés à son répertoire et faits soit à la requête des parties, soit à la réquisition ou sur la demande du ministère public, tant en matière civile qu'en matière criminelle, correctionnelle et de simple police.

3. Les actes non susceptibles d'être inscrits sur le répertoire ne seront pas sujets au versement.

4. A l'égard des actes pour lesquels le tarif n'alloue qu'un seul droit dans lequel sont confondues les vacations et diligences, la contribution ne s'exercera que sur la somme allouée pour l'original seulement.

5. Les huissiers suspendus ou destitués verseront dans les proportions ci-

---

(1) Voyez le décret du 14 juin 1813, sur les huissiers, et les notes étendues qui l'accompagnent.

dessus les émolumens par eux perçus jusqu'à l'époque de la cessation effective de leurs fonctions.

6. Les huissiers audienciers qui reçoivent un traitement n'en verseront aucune portion à la bourse commune ; au surplus, les articles ci-dessus leur seront applicables.

7. Les versements à la bourse commune seront faits par trimestre, entre les mains du trésorier de la chambre de discipline, dans les quinze jours qui suivront le trimestre expiré, sans distinction des actes dont l'huissier aura été payé, d'avec ceux dont le coût lui serait encore dû.

8. A l'appui de chacun de ces versements, l'huissier, après que son répertoire aura été visé par le receveur de l'enregistrement, en remettra au trésorier de la chambre un extrait sur papier libre, lequel sera par lui certifié véritable, et contiendra seulement, en quatre colonnes, le numéro d'ordre, la date des actes, leur nature et le coût de l'original.

9. Pendant le cours de chaque année, les quatre cinquièmes des fonds versés à la bourse commune pourront être employés par la chambre aux besoins de la communauté et aux secours à accorder. — Le dernier cinquième, ensemble ce qui n'aurait pas été employé sur les quatre autres, formera un fonds de réserve, lequel, dès qu'il sera suffisant, sera placé en rentes sur l'état : les intérêts de ce fonds seront successivement cumulés avec le capital, jusqu'à ce que l'intérêt annuel de la réserve suffise à la destination déterminée par l'article 1<sup>er</sup>.

10. Les secours seront accordés nominativement chaque année par une délibération de la chambre, qui sera soumise à l'homologation du tribunal sur les conclusions du ministère public.

11. Dans le mois qui suivra la publication de la présente ordonnance, chaque communauté d'huissiers fixera, en assemblée générale, la quotité des émolumens qui, *pour l'exécution de l'article 2 ci-dessus*, devra être versée en bourse commune. Cette délibération sera homologuée, ainsi qu'il est dit au précédent article. — Les augmentations et diminutions dont la portion contributive pourrait, par la suite, être jugée susceptible, seront réglées suivant le même mode.

12. Toutes les dispositions du règlement du 14 juin 1813 auxquelles il n'est pas dérogé par la présente ordonnance continueront d'être exécutées.

---

N<sup>o</sup> 614. = 26 juin—10 juillet 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation, pour 1822, du prix de vente aux consommateurs des poudres de mine et de commerce extérieur. (VII, Bull. DXXXVIII, n<sup>o</sup> 13044.)

---

N<sup>o</sup> 615. = 26 juin—27 juillet 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise, aux conditions portées au tableau y annexé, l'emprunt de huit cent mille francs à ouvrir par la chambre de commerce de Bordeaux, afin de pourvoir à l'établissement d'un entrepôt réel. (VII, Bull. DXLIII, n<sup>o</sup> 13120.)

---

N<sup>o</sup> 616. = 3—15 juillet 1822. = **ORDONNANCE** du roi relative aux inspections des troupes de toutes armes (1). (VII, Bull. DXL, n<sup>o</sup> 13093.)

Louis, . . . — Sur le compte qui nous a été rendu qu'il serait dans l'intérêt de notre service et avantageux pour l'armée, que l'inspection générale des troupes de toute arme fût définitivement établie sur des règles invariables ;

---

(1) Voyez l'ordonnance du 3—28 janvier 1830, portant création et organisation des comités spéciaux et consultatifs de l'infanterie et de la cavalerie.



— Considérant que le travail des inspecteurs généraux sert de base aux propositions qui nous sont soumises, et qu'il est important de rendre plus complètes, s'il est possible, les dispositions arrêtées jusqu'à ce jour pour les revues générales d'inspection; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Des revues d'inspection des troupes de toutes armes, ainsi que de la gendarmerie et du matériel de l'artillerie et du génie seront passées lorsque notre ministre secrétaire d'état de la guerre le jugera utile au bien de notre service. — Ces revues pourront être générales ou partielles.

2. L'armée, indépendamment de notre garde, est divisée en huit inspections générales d'infanterie, — Six inspections générales de cavalerie, — Trois inspections générales d'artillerie, — Et deux inspections générales du génie. — Le nombre des inspections générales pourra être augmenté selon les circonstances et les besoins du service.

3. L'inspection de la gendarmerie se fera chaque année, conformément à ce qui sera déterminé par notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

4. Il sera attaché à chaque inspection un lieutenant-général et deux maréchaux-de-camp ayant servi dans l'arme qu'ils seront chargés d'inspecter. Le lieutenant-général aura le titre d'inspecteur général, et les maréchaux-de-camp, celui d'inspecteur.

5. Les maréchaux-de-camp inspecteurs seront, au besoin, chargés d'inspections partielles.

6. A chaque inspection, les inspecteurs généraux et les inspecteurs seront nommés par nous, sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état de la guerre. — Il n'est point dérogé par cette disposition à notre décision du 21 janvier 1818, qui nomme un inspecteur général permanent pour la première division militaire.

7. L'inspection aura principalement pour objet de s'assurer : — 1<sup>o</sup> De l'exécution des lois, ordonnances et réglemens militaires en vigueur ; — 2<sup>o</sup> De la situation de chaque régiment, sous les différens rapports de la tenue, de l'habillement, de l'armement, de l'équipement, du harnachement et des remotes ; — 3<sup>o</sup> De l'esprit qui règne dans les corps ; — 4<sup>o</sup> De l'exactitude de la discipline ; — 5<sup>o</sup> Du degré d'instruction des corps, en général, et des officiers et sous-officiers, en particulier ; — 6<sup>o</sup> De l'état de l'administration et de la comptabilité.

8. Les fonctions et attributions des inspecteurs généraux et inspecteurs seront déterminées par un règlement qui sera soumis à notre approbation.

9. Les inspecteurs-généraux et les inspecteurs recevront dans leur arrondissement d'inspection, pendant la durée de leurs fonctions, les mêmes honneurs que ceux accordés aux lieutenans-généraux et aux maréchaux-de-camp commandant les divisions et subdivisions militaires.

10. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre déterminera les indemnités à accorder aux inspecteurs-généraux et inspecteurs de toutes armes.

11. L'inspection générale des troupes d'infanterie et de cavalerie de notre garde royale continuera d'être confiée, conformément à l'article 4 de notre ordonnance du 1<sup>er</sup> septembre 1815, aux lieutenans-généraux commandant les quatre divisions de ces deux armes ; celle des troupes de l'artillerie restera également confiée au maréchal-de-camp qui les commande, et qui, aux termes de notre ordonnance précitée, remplit près d'elles les fonctions d'inspecteur général. — Les maréchaux-de-camp commandant les brigades d'infanterie et de cavalerie de notre garde rempliront près de ces brigades les mêmes fonctions que celles qui seront attribuées aux maréchaux-de-camp inspecteurs des troupes de la ligne.

12. Les revues d'inspection se feront toujours, à moins de circonstances extraordinaires, pendant les six derniers mois de l'année dans laquelle elles seront ordonnées.

13. Les officiers généraux qui seront employés à l'inspection jouiront du traitement d'activité et des autres allocations attribuées à leur grade, pendant six mois, à dater du jour où ils recevront leur ordre de service.

14. L'article 10 de notre ordonnance du 31 mars 1820, portant création des comités d'armes, est rapporté; mais si notre ministre secrétaire d'état de la guerre le juge nécessaire, il pourra réunir en comité quelques uns des inspecteurs généraux et inspecteurs de différentes armes de l'infanterie, de la cavalerie et de la gendarmerie.

15. Les officiers généraux qui seront réunis en comité recevront le traitement d'activité et les allocations attribuées à leurs grades respectifs, pendant la durée de la session du comité.

16. Les dispositions arrêtées par nos ordonnances du 13 février dernier pour les armes de l'artillerie et du génie sont maintenues.

17. Nos ordonnances et décisions antérieures contraires à ce qui est établi par la présente sont et demeurent abrogées.

N° 617. = 3—20 juillet 1822. = **ORDONNANCE du roi qui appelle à l'activité les jeunes soldats de la classe de 1821, et prescrit leur répartition entre les corps, conformément à l'état y annexé.** (VII, Bull. **DXLI**, n° 13102.)

N° 618. = 3—25 juillet 1822. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, pour les départemens y dénommés, de la société d'assurance mutuelle contre la grêle, formée à Dijon.** (VII, Bull. **DXLII**, n° 13111.)

Art. 1<sup>er</sup>. La société d'assurance mutuelle contre la grêle, formée à Dijon, par un acte passé par-devant *Borne et Rouget*, notaires, le 22 février 1822, dont extrait restera annexé à la présente ordonnance, est autorisée pour les départemens de la Côte-d'Or, l'Aube, la Nièvre, Saône-et-Loire, l'Yonne, l'Ain, le Doubs, le Jura et la Haute-Saône. Ses statuts, contenus audit acte, sont approuvés sous les réserves suivantes.

2. Nonobstant les dispositions portées à l'article 4 dudit acte, la mise en exécution des statuts et de l'assurance mutuelle ne pourra avoir lieu que lorsque la somme des adhésions se sera élevée à celle de quatre millions deux cent mille francs, dont un million quatre cent mille francs de récoltes dans la classe des vignes et produits analogues, et deux millions huit cent mille francs dans la classe des céréales et prairies. — La société devra réunir, dans tous les temps, au moins les mêmes sommes de valeurs, faute de quoi elle devrait prendre fin.

3. Nonobstant le contenu de l'article 62, l'intervention des maires ne pourra être demandée pour la désignation des experts; et tout ce qui se rapporte aux expertises, tant dans cet article que dans ceux qui suivent, sera réglé par le droit commun.

4. Nonobstant les dispositions des articles 78, 79 et 80, le conseil d'administration n'exercera aucun pouvoir de juge ni d'arbitre; et si, par suite des facultés qui lui sont accordées par les statuts, il ordonne aux agens de la société de poursuivre les débiteurs en retard, ces poursuites devront être faites devant les tribunaux compétens, qui peuvent seuls contraindre les parties à l'exécution de leurs engagemens.

5. Nonobstant l'article 125, la condition du directeur, qui, dans cet article, est mal à propos déterminée d'après la règle établie dans l'article 1856



du Code civil, le sera, comme elle l'est dans toutes les sociétés de même nature, par les dispositions de l'article 31 du Code de commerce.

6. La présente autorisation étant, au surplus, accordée à ladite société à la charge par elle de se conformer aux lois et à ses statuts, nous nous réservons, dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, de révoquer ladite approbation, sauf les actions à exercer devant les tribunaux par les particuliers, à raison des infractions commises à leur préjudice.

7. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie de son état de situation au préfet du département de la Côte-d'Or, ainsi qu'au greffe du tribunal de première instance de Dijon; elle adressera également une copie de cet état aux préfets des autres départemens compris dans son système d'assurance : pareille copie en sera expédiée à notre ministre de l'intérieur.

(*Suivent les statuts de la société.*)

---

N° 619. = 3—27 juillet 1822. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme du spectacle de Perpignan.** (VII, Bull. **DXLIII**, n° 13116.)

---

N° 620. = 10—15 juillet 1822. = **LOI portant autorisation d'aliéner des bâtimens occupés par le ministère des finances, et de vendre les matériaux provenant de la démolition de l'ancienne salle de l'Opéra.** (VII, Bull. **DXL**, n° 13092.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera procédé à l'aliénation, dans les formes prescrites pour la vente des domaines de l'état, tant des bâtimens occupés par le ministère des finances, que de l'hôtel de la loterie et ses dépendances, à l'exception de l'édifice du trésor contigu à la bibliothèque royale, lequel restera à la disposition du ministère de l'intérieur, conformément à l'ordonnance du 14 octobre 1818.

2. Cette vente aura lieu à la charge par les adjudicataires de terminer, conformément au cahier des charges qui en sera dressé, les bâtimens de la rue de Rivoli destinés à l'établissement du ministère des finances, de verser l'excédant du prix de l'adjudication au trésor, et de n'entrer en jouissance des hôtels achetés par eux que six mois après l'achèvement des travaux des bâtimens de la rue de Rivoli.

3. Seront pareillement mis en vente, pour le prix en être versé dans les caisses du trésor, les matériaux provenant de la démolition de l'ancienne salle de l'Opéra, située rue de Richelieu. — L'emplacement de cet édifice demeurera consacré à une place publique, sans qu'il puisse à l'avenir lui être donné une autre destination.

---

N° 621. = 10—20 juillet 1822. = **ORDONNANCE du roi qui rend applicables aux avoines et farines d'avoine les dispositions des lois des 16—17 juillet 1819, 7—9 juin 1820 et 4—15 juillet 1821, relatives aux grains** (1). (VII, Bull. **DXLI**, n° 13103.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu les réclamations élevées contre la surabondance des avoines en France; — Vu le dernier paragraphe de l'article 10 de

---

(1) Voyez la loi du 16—17 juillet 1819, et la note.

la loi du 16 juillet 1819 ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions des lois des 16 juillet 1819, 7 juin 1820 et 4 juillet 1821, relatives aux grains, sont applicables aux avoines et farines d'avoine.

2. Lorsque le prix des avoines indigènes sera au dessus de onze francs l'hectolitre dans les départemens de la première classe, de dix francs dans la seconde et la troisième classe, et de neuf francs dans la quatrième classe, les avoines et farines d'avoine provenant de l'étranger seront, à leur entrée dans notre royaume, passibles du droit permanent.

3. Les droits supplémentaires commenceront à être perçus sur les mêmes grains et farines venant du dehors, lorsque le prix des avoines indigènes sera descendu aux taux ci-dessus indiqués pour chacune des quatre classes.

4. Lorsque ce prix sera tombé au dessous de neuf francs dans les départemens de la première classe, de huit francs dans la seconde et la troisième classe, et de sept francs dans la quatrième classe, toute introduction d'avoine et de farine d'avoine étrangère dans la circulation intérieure sera suspendue.

---

N° 622. = 10—20 juillet 1822. = *ORDONNANCE du roi relative au mode d'avancement des officiers du train des équipages militaires* (1). (VII, Bull. *DXLI*, n° 13104.)

Louis, . . . — Le mode d'avancement déterminé pour les officiers du train des équipages militaires par le titre XIX de notre ordonnance du 2 août 1818, comprenant quelques dispositions qui nous ont paru devoir être modifiées pour assurer plus efficacement les progrès de cet avancement, en raison du mérite et des services ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'avancement au grade de lieutenant en premier dans les compagnies d'ouvriers, de lieutenant d'état-major des parcs de construction, et de lieutenant de compagnie dans l'escadron du train des équipages, roulera sur toute l'arme, entre les lieutenans en second des compagnies d'ouvriers, ainsi qu'entre les sous-lieutenans d'état-major des parcs, et les sous-lieutenans de l'escadron de train, deux tiers à l'ancienneté, et un tiers au choix. — Les sous-lieutenans, pour obtenir une lieutenance à l'ancienneté, devront avoir le brevet d'officier d'une date antérieure à celle du brevet des officiers pourvus du grade de lieutenant en second, en activité de service.

2. L'avancement au grade de capitaine en second dans les parcs de construction et les compagnies d'ouvriers roulera, sur tout le corps des équipages, entre les lieutenans en premier des compagnies d'ouvriers, les lieutenans d'état-major des parcs et les lieutenans de l'escadron du train, deux tiers à l'ancienneté, et un tiers au choix.

3. L'avancement au grade de capitaine en premier dans les parcs et les compagnies d'ouvriers, et de capitaine commandant de compagnie dans l'escadron, roulera, sur tout le corps des équipages, entre les capitaines en second, à l'ancienneté.

4. Dans le cas où les emplois de capitaine en premier, devenus vacans, se trouveraient en nombre supérieur à celui des capitaines en second en activité, les lieutenans en premier des compagnies d'ouvriers, les lieutenans d'état-major des parcs, et les lieutenans de l'escadron du train, concour-

---

(1) Aujourd'hui, l'avancement dans l'armée est réglé par la loi générale du 14—17 avril 1832, dont l'art. 26 abroge toutes dispositions contraires.



raient ensemble pour les emplois de capitaine en premier, deux tiers à l'ancienneté et un tiers au choix ; mais les lieutenans nommés capitaines ne recevraient que le brevet de capitaine en second, sauf, après deux ans d'activité dans ce grade, à être pourvus du brevet de capitaine en premier.

5. L'avancement au grade de chef d'escadron aura lieu, à notre choix, sur tout le corps des équipages, entre les capitaines en premier ou capitaines commandans.

6. L'avancement au grade de lieutenant-colonel aura lieu, à notre choix, entre tous les chefs d'escadron ayant au moins quatre ans de service dans ce dernier grade.

7. Par suite des dispositions qui précèdent, les articles 194, 195, 199 et 200 de notre ordonnance du 2 août 1818, relative à l'avancement dans l'armée, sont rapportés.

N° 623. = 10 juillet—1<sup>er</sup> août 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui établit, conformément au tarif y annexé, un péage sur le pont vicinal de Damery, département de la Marne. (VII, Bull. DXLV, n° 13165.)

N° 624. = 17—25 juillet 1822. = **LOI** relative au rétablissement du séminaire de Chartres. (VII, Bull. DXLII, n° 13110.)

N° 625. = 17 juillet—10 août 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la société d'assurances mutuelles sur la vie des hommes à donner commencement à ses opérations (1). (VII, Bull. DXLVII, n° 13191.)

N° 626. = 27—27 juillet 1822. = **LOI** sur les douanes (2). (VII, Bull. DXLIV, n° 13139.)

#### Importation.

Art. 1<sup>er</sup>. Les droits d'entrée seront, à l'égard des marchandises dénommées au présent article, établis ou modifiés de la manière suivante :

#### § 1<sup>er</sup>.

|                  |                              |                                                          |                  | des établissemens fran-      |                      | f.                   | c.  |                |    |
|------------------|------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------|------------------------------|----------------------|----------------------|-----|----------------|----|
|                  |                              |                                                          |                  | çais.....                    |                      | 83                   | 00  |                |    |
| Sucres étrangers | bruts autres<br>que blancs,  | par navi-<br>res                                         | {                | de l'Inde                    | des comptoirs étran- | 90                   | 00  | } par 100 kil. |    |
|                  |                              |                                                          |                  | d'ailleurs hors d'Europe.... | 93                   | 00                   |     |                |    |
|                  |                              | français                                                 | {                | des entrepôts.....           | 103                  | 00                   |     |                |    |
|                  |                              |                                                          |                  | par navires étrangers.....   | 110                  | 00                   |     |                |    |
|                  |                              | blancs;<br>ou terrés, sans<br>distinction de<br>nuances, | par navi-<br>res | {                            | de l'Inde            | des comptoirs étran- | 100 |                | 00 |
|                  | d'ailleurs hors d'Europe.... |                                                          |                  |                              | 103                  | 00                   |     |                |    |
|                  | français                     |                                                          | {                | des entrepôts.....           | 113                  | 00                   |     |                |    |
|                  |                              |                                                          |                  | par navires étrangers.....   | 125                  | 00                   |     |                |    |
|                  |                              |                                                          |                  |                              |                      | 130                  | 00  |                |    |

par 100 kil.

(1) Cette ordonnance est sans intérêt, l'autorisation donnée à cette société ayant été révoquée par l'ordonnance du 7—31 mars 1827.

(2) Voyez le décret fondamental du 6 août (22 juillet et)—22 août 1791; les lois des 8—18 floréal an 11 (28 avril—8 mai 1803), 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804), 30 avril 1806, 17—19 décembre 1814, 28 avril—4 mai 1816, 27—29 mars 1817, 21—23 avril 1818, 7—9 juin 1820, et les notes qui accompagnent chacune de ces lois.

Voyez aussi l'ordonnance du 28 juillet—6 août 1822, relative à l'importation des bestiaux, etc.,

|                                               |                         | f.                                      | c. |    |
|-----------------------------------------------|-------------------------|-----------------------------------------|----|----|
| Lin.....                                      | { en tiges brutes ,     | vertes.....                             | 1  | 00 |
|                                               |                         | sèches.....                             | 1  | 20 |
|                                               |                         | rouies.....                             | 1  | 50 |
|                                               | { tillé et étoupes..... |                                         | 10 | 00 |
|                                               | { peigné.....           |                                         | 30 | 00 |
| Avelanèdes.....                               |                         |                                         | 5  | 00 |
| Sumac.....                                    |                         |                                         | 25 | 00 |
| Roseaux des jardins                           | {                       | en tiges entières.....                  | 8  | 00 |
|                                               |                         | en tubes sans nœud.....                 | 11 | 00 |
|                                               |                         | en brochettes, pour peignes à tisser... | 18 | 00 |
| Bruyères à vergettes                          | {                       | brutes.....                             | 1  | 00 |
|                                               |                         | dépouillées de leurs barbes.....        | 10 | 00 |
| Bœufs.....                                    | {                       | gras et en chair.....                   | 50 | 00 |
|                                               |                         | maigres.....                            | 25 | 00 |
| Taureaux, bouvillons et taurillons.....       |                         |                                         | 15 | 00 |
| Vaches.....                                   | {                       | grasses et en chair.....                | 25 | 00 |
|                                               |                         | maigres et génisses.....                | 12 | 50 |
| Veaux.....                                    |                         |                                         | 5  | 00 |
| Beliers, brebis et moutons communs.....       |                         |                                         | 5  | 00 |
| Agneaux communs.....                          |                         |                                         | 0  | 50 |
| Boucs et chèvres.....                         |                         |                                         | 1  | 50 |
| Chevreaux.....                                |                         |                                         | 0  | 25 |
| Porcs.....                                    | {                       | gras.....                               | 12 | 00 |
|                                               |                         | maigres.....                            | 2  | 00 |
| Cochons de lait au dessous de trois mois..... |                         |                                         | 0  | 40 |

} par 100 kil.

} par tête.

Dont le kilogramme net vaut :

|                                                                                                                                                                                                                         |                 |   |                             |                         |                     |             |                         |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|---|-----------------------------|-------------------------|---------------------|-------------|-------------------------|----|
| Laines et déchets<br>de laine entière, par<br>les seuls bureaux<br>désignés en l'article<br>20 de la loi du 28<br>avril 1816, sauf les<br>exceptions locales<br>autorisées par l'ar-<br>ticle 21 de la même<br>loi..... | { surfines..    | { | brutes                      | 5 f. 20 c. ou plus..    | 20                  | 00          | } par 100 kil.<br>brut. |    |
|                                                                                                                                                                                                                         |                 |   | à froid,                    | 6 f. 40 c. id. ..       | 40                  | 00          |                         |    |
|                                                                                                                                                                                                                         |                 |   |                             | à chaud,                | 8 f. id....         | 60          |                         | 00 |
|                                                                                                                                                                                                                         | { fines....     | { | brutes de 1 f. 20 c. à 3 f. | 20 c. exclusivement.... | 15                  | 00          |                         |    |
|                                                                                                                                                                                                                         |                 |   | à froid,                    | de 2 f. 40 c. à 6 f.    |                     |             |                         |    |
|                                                                                                                                                                                                                         |                 | { | à froid,                    | 40 c. id....            | 30                  | 00          |                         |    |
|                                                                                                                                                                                                                         |                 |   | à chaud,                    | de 5 f. à 8 f. id....   | 45                  | 00          |                         |    |
|                                                                                                                                                                                                                         |                 |   | {                           | brutes                  | 1 f. 20 c. ou moins | 10          |                         | 00 |
|                                                                                                                                                                                                                         |                 |   |                             | à froid,                | 2 f. 40 c. id....   | 20          |                         | 00 |
|                                                                                                                                                                                                                         |                 |   |                             |                         | à chaud,            | 5 f. id.... |                         | 30 |
|                                                                                                                                                                                                                         | { commu-<br>nes | { | brutes                      | 1 f. 20 c. ou moins     | 10                  | 00          |                         |    |
|                                                                                                                                                                                                                         |                 |   | à froid,                    | 2 f. 40 c. id....       | 20                  | 00          |                         |    |
|                                                                                                                                                                                                                         |                 |   |                             | à chaud,                | 5 f. id....         | 30          |                         | 00 |

L'administration des douanes ou ses agents pourront exercer, à l'égard des laines dont la valeur serait faussement déclarée, le droit de préemption tel qu'il est réglé par la loi du 23 avril 1796 (4 floréal an 4).

et celle additionnelle du 26 septembre—1<sup>er</sup> octobre suivant; celle du 25 septembre—1<sup>er</sup> octobre même année, concernant les moyens de faciliter la réexportation à l'étranger des produits du sol et des manufactures de France, importés dans les colonies françaises; celle du 26 septembre—6 octobre suivant, concernant les droits d'exportation du soufre épuré ou sublimé dans les fabriques de Marseille; celle du 25 décembre 1822—19 février 1823, concernant les droits à payer pour certains produits importés directement du Sénégal par des navires français; celle du 15—23 janvier 1823, sur la réexportation des sucres; celle du 14—16 mai suivant, contenant un nouveau tarif des droits sur l'importation des laines étrangères; celle du 28 mai—3 juin même année, concernant l'importation des moutons mérinos et métis; celle du même jour, qui fixe les droits d'importation des toiles de l'Inde; celle du 5—18 novembre 1823, portant prohibition d'importer des céruses en pain; et celle du 16 août—11 septembre 1824, qui maintient les ordonnances des 14 et 28 mai et 5 novembre 1823, précédemment énoncées.

Voyez encore l'ordonnance du 13—19 juillet 1825, et les notes.



|                                                 |                                         | f.                                             | c. |    |   |
|-------------------------------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------------------|----|----|---|
| Suifs importés.....                             | { par navires français.....             | 15                                             | 00 | }  |   |
|                                                 | { par navires étrangers et par terre... | 18                                             | 00 |    |   |
| Chandelles.....                                 |                                         | 25                                             | 00 |    |   |
| Fonte, ....                                     | { brute, en {                           | par mer, et depuis la mer jusqu'à              | 9  | 00 | } |
|                                                 |                                         | Solre-le Château exclusivement                 |    |    |   |
|                                                 |                                         | de Solre-le-Château à Rocroy                   | 4  | 00 |   |
|                                                 |                                         | inclusivement.....                             | 6  | 00 |   |
|                                                 | { 400 kil. au                           | par les autres frontières de                   |    |    |   |
|                                                 | { moins.....                            | terre... ..                                    | 15 | 00 |   |
| Fer<br>en barres                                | {                                       | épurée, dite <i>mazée</i> .....                | 25 | 00 |   |
|                                                 |                                         | plates, donnant 438 millimètres (90 lignes) et |    |    |   |
|                                                 |                                         | plus, la largeur multipliée par l'épaisseur..  |    |    |   |
|                                                 |                                         | carrées, ayant 22 millimètres (10 lignes) et   |    |    |   |
|                                                 |                                         | plus sur chaque face.....                      |    |    |   |
|                                                 |                                         | plates, donnant 215 millimètres inclus à 438   |    |    |   |
|                                                 |                                         | exclus (42 à 90 lignes), la largeur multipliée |    |    |   |
|                                                 |                                         | par l'épaisseur.....                           |    |    |   |
|                                                 |                                         | carrées, ayant 15 millimètres inclus à 22 ex-  | 36 | 00 |   |
|                                                 |                                         | clus (7 à 10 lignes) sur chaque face.....      |    |    |   |
| rondes, de 15 millimètres (7 lignes) et plus de |                                         |                                                |    |    |   |
| diamètre.....                                   |                                         |                                                |    |    |   |
|                                                 | {                                       | plates, donnant moins de 215 millimètres (42   |    |    |   |
|                                                 | {                                       | lignes), la largeur multipliée par l'épaisseur |    |    |   |
|                                                 | {                                       | carrées, ayant moins de 15 millimètres (7 li-  |    |    |   |
|                                                 | {                                       | gnes) sur chaque face.....                     | 50 | 00 |   |
|                                                 | {                                       | rondes, de moins de 15 millimètres (7 lignes)  |    |    |   |
|                                                 | {                                       | de diamètre.....                               |    |    |   |

par 100 kil.

La portion de droit dont le présent tarif excède celui du 21 décembre 1814, appliqué aux dimensions ci-dessus, sera remboursée pour les fers importés par mer qu'on justifiera provenir des forges étrangères où ils se traitent exclusivement au charbon de bois et au marteau.

Cette justification s'établira par-devant les experts institués par l'article 19 de la présente loi, auxquels le ministre de l'intérieur adjoindra pour chaque vérification tel nombre de maîtres de forge, de négocians en fer et de chimistes qu'il jugera nécessaire, tant par la production des certificats d'origine, que par l'examen des échantillons prélevés en douane.

On ne pourra réclamer le remboursement que pour ce qui aura été importé par les seuls ports de Marseille, Bayonne, Bordeaux, La Rochelle, Saint-Martin (île de Ré), Nantes, Redon, Lorient, Brest, Morlaix, Le Légué, Saint-Malo, Cherbourg, Caen, Honfleur, Rouen, Le Havre, Dieppe, Saint-Valéry-sur-Somme, Calais et Dunkerque.

|                          | f. | c. |              |
|--------------------------|----|----|--------------|
| Alquifoux en galène..... | 10 | 00 | par 100 kil. |

Le sable plombifère continuera à ne payer que 5 f. par 100 kilogrammes.

|             |                                                 |                          |    |    |   |
|-------------|-------------------------------------------------|--------------------------|----|----|---|
| Marbre .... | { brut, simplement écarri, et marbre blanc sta- |                          |    |    | } |
|             | { tuaire ébauché.....                           | 5                        | 00 |    |   |
|             | { scié, sans aucune autre                       | { plus de 16 centimètres | 5  | 00 |   |
|             | { main-d'œuvre, ayant                           | { 5 centimètres exclus à |    |    |   |
|             | { d'épaisseur.....                              | { 16 inclus.....         | 4  | 95 |   |
|             |                                                 | { de 2 à 5 centimètres.  | 6  | 00 | } |
|             |                                                 | { moins de 2 centimètres | 6  | 15 |   |

par 100 kil.

## § II.

|                                       |   |                  |                        |    |                |    |
|---------------------------------------|---|------------------|------------------------|----|----------------|----|
| Linge de table en fil, soit en pièce, | { | ouvragé .....    | 250                    | 00 | } par 100 kil. |    |
| soit ourlé.....                       |   | damassé.....     | 500                    | 00 |                |    |
| Fil de chanvre ou<br>de lin.....      | { | simple.....      | écru, bis ou d'étoupes | 14 |                | 00 |
|                                       |   |                  | herbé .. { autre ..    | 24 |                | 00 |
|                                       | { | retors écreu ... | blanchi.....           | 54 |                | 00 |
|                                       |   |                  | teint.....             | 44 |                | 00 |
|                                       |   |                  | à voile.....           | 29 |                | 00 |
|                                       |   |                  | autre.....             | 44 |                | 00 |

par 100 kil.

|                                                                                                                                              |                                             | f.                   | c.  |                     |                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|----------------------|-----|---------------------|----------------|
| Passementerie et ru-                                                                                                                         | { de pure laine. {                          | blanche.....         | 190 | 00                  | } par 100 kil. |
| banerie.....                                                                                                                                 |                                             | teinte.....          | 220 | 00                  |                |
|                                                                                                                                              | { mélangées de fil, de laine et de poil.. } |                      |     |                     |                |
| Feutre à doublage.....                                                                                                                       |                                             |                      | 100 | 00                  |                |
| Futailles vides mon-                                                                                                                         | { cerclées en bois.....                     |                      | 0   | 25                  | } par hect. de |
| tées.....                                                                                                                                    |                                             | cerclées en fer..... | 2   | 20                  |                |
| Barils vides , au dessous de dix litres de contenance.....                                                                                   | {                                           |                      |     | Mêmes droits que la |                |
|                                                                                                                                              | {                                           |                      |     | boissellerie.       |                |
| Muriate de potasse.....                                                                                                                      |                                             |                      | 50  | 00                  | } par 100 kil. |
| Borax.....                                                                                                                                   | { brut.....                                 |                      |     | droit act.          |                |
|                                                                                                                                              | { demi raffiné.....                         |                      | 65  | 00                  |                |
| Acide borique, à charge de n'entrer que par les bureaux de Pont-de-Beauvoisin, de Mont-Genèvre, de Saint-Laurent-du-Var et de Marseille..... |                                             |                      | 0   | 25                  |                |
| Noir de fumée.....                                                                                                                           |                                             |                      | 12  | 00                  |                |

## § III.

|                                     |                                         |       |                |
|-------------------------------------|-----------------------------------------|-------|----------------|
| Kermès en grains.....               |                                         | 1 00  | } par 100 kil. |
| Os de bétail.....                   |                                         | 0 10  |                |
| Mercure natif ou vif-argent.....    |                                         | 20 00 |                |
| Produits de la pêche française..... | { Blanc et fanons de baleine bruts..... | 0 20  | } la pièce.    |
|                                     | { Graisses de poisson.....              | 0 15  |                |
|                                     | { Peaux de phoque brutes.....           | 0 01  |                |
| Peaux de phoque fabriquées.....     | { Corail brut.....                      | 1 00  | } par 100 kil. |
|                                     |                                         | 6 00  |                |

## § IV.

|                      |                                          |        |                                        |
|----------------------|------------------------------------------|--------|----------------------------------------|
| Aloès.....           |                                          | 60 00  | par 100 kil.                           |
| Baume de Copahu..... |                                          | 2 00   | par kil.                               |
| Camphre.....         | { brut.....                              | 75 00  | } par 100 kil.                         |
|                      | { raffiné.....                           | 150 00 |                                        |
| Muscades             | { des colonies françaises.....           | 6 40   | } par kil.                             |
|                      | { de l'Inde { des établissemens français | 7 30   |                                        |
|                      | { français { des comptoirs étrangers.    | 7 40   |                                        |
|                      | { d'ailleurs hors d'Europe.....          | 7 90   |                                        |
|                      | { des entrepôts.....                     | 8 15   |                                        |
|                      | { par navires étrangers.....             | 8 40   |                                        |
| Muscades             | { rondes                                 |        |                                        |
|                      | { longues en coque.....                  |        | { Moitié du droit des muscades rondes. |

## § V.

|                                                 |                                                                         |                 |
|-------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Gravures, lithographies et cartes géographiques | { de portefeuille et d'ornement.....                                    | Droits actuels. |
|                                                 | { placées dans des ouvrages de librairie et se rapportant au texte..... | Comme livres.   |

Les livres continueront à payer les droits actuels, sans distinction de ceux qui sont ornés de figures.

|                                                                                               |                                                                    |        |                |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|--------|----------------|
| Pièces de bois dont le diamètre se prendra au sixième de la longueur, à partir du gros bout.. | { Pigouilles de 11 centimètres de diamètre inclus à 15 exclus..... | f. c.  | } la pièce.    |
|                                                                                               | { Manches de gaffe de 6 <i>idem</i> à 11 <i>idem</i> .....         | 0 20   |                |
|                                                                                               | { Manches de fouine et de pinceaux à goudron.....                  | 0 10   |                |
| Plumes de parure..                                                                            | { blanches.. { brutes.....                                         | 400 00 | } par 100 kil. |
|                                                                                               | { apprêtées.....                                                   | 600 00 |                |
|                                                                                               | { noires... { brutes.....                                          | 200 00 |                |
|                                                                                               | { apprêtées.....                                                   | 400 00 |                |
|                                                                                               | { autres... { brutes.....                                          | 100 00 |                |
|                                                                                               | { apprêtées.....                                                   | 500 00 |                |
| Faux.....                                                                                     |                                                                    | 150 00 |                |



|                                                                                 |   |                                           |     |                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------|---|-------------------------------------------|-----|---------------------------------------------------------------------|
| Riz.....                                                                        | { | Le froment n'étant pas prohibé à l'entrée | {   | Le double du droit fixé pour le froment dans toutes les hypothèses. |
|                                                                                 |   | Le froment étant prohibé.....             |     | Le triple du droit que payait le froment avant la prohibition.      |
|                                                                                 |   |                                           | f.  | c.                                                                  |
| Viandes.....                                                                    | { | fraîches.....                             | 8   | 00                                                                  |
|                                                                                 |   | salées... { de porc (lard compris)...     | 25  | 00                                                                  |
|                                                                                 |   | autres.....                               | 20  | 00                                                                  |
| Alpiste et millet.....                                                          |   |                                           | 10  | 00                                                                  |
| Huile d'olive comestible.....                                                   | { | par navires français.....                 | 53  | 00                                                                  |
|                                                                                 |   | par navires étrangers et par terre.....   | 40  | 00                                                                  |
| Huile d'olive ne pouvant servir qu'aux fabriques, et autres huiles grasses..... | { | par navires français.....                 | 25  | 00                                                                  |
|                                                                                 |   | par navires étrangers et par terre.....   | 50  | 00                                                                  |
| Chanvre.....                                                                    | { | en tiges brutes.....                      | 0   | 40                                                                  |
|                                                                                 |   | tillé et étoupes.....                     | 8   | 00                                                                  |
|                                                                                 |   | peigné.....                               | 15  | 00                                                                  |
| Brai et goudron.....                                                            |   |                                           | 5   | 00                                                                  |
| Soufre brut, par navires étrangers.....                                         |   |                                           | 2   | 00                                                                  |
| Bleu de Prusse de toute qualité, et prussiate de potasse cristallisé.....       |   |                                           | 210 | 00                                                                  |

par 100 kil.

2. Les augmentations de droits établies par l'article précédent ne s'appliqueront pas aux marchandises qui pourront être rapportées en droiture des deux Indes par des bâtimens français partis avant le 19 janvier 1822. Les taxes réduites ne s'appliqueront que trois mois après la publication de la présente loi.

## Exportation.

3. Les droits de sortie des articles ci-après seront établis ou modifiés de la manière suivante, savoir :

§ 1<sup>er</sup>.

|                                                              |   |                            |    |    |
|--------------------------------------------------------------|---|----------------------------|----|----|
|                                                              |   | f.                         | c. |    |
| Bœufs.....                                                   | { | gras et en chair.....      | 1  | 00 |
|                                                              |   | maigres et bouvillons..... | 5  | 00 |
| Taureaux et taurillons.....                                  |   |                            | 5  | 00 |
| Vaches.....                                                  | { | grasses et en chair.....   | 0  | 50 |
|                                                              |   | maigres et génisses.....   | 1  | 50 |
| Veaux.....                                                   |   |                            | 0  | 50 |
| Beliers, brebis et moutons communs.....                      |   |                            | 0  | 25 |
| Agneaux communs.....                                         |   |                            | 0  | 10 |
| Boucs et chèvres.....                                        |   |                            | 0  | 15 |
| Chevreaux.....                                               |   |                            | 0  | 10 |
| Porcs.....                                                   |   |                            | 0  | 25 |
| Cochons de lait.....                                         |   |                            | 0  | 10 |
| Chanvre et lin de toute sorte.....                           |   |                            | 0  | 25 |
| Sumac.....                                                   |   |                            | 0  | 50 |
| Ecorce de tilleul pour cordages.....                         |   |                            | 1  | 00 |
| Brou de noix.....                                            |   |                            | 0  | 25 |
| Graines de jardin et de fleurs.....                          |   |                            | 1  | 00 |
| Vins en futailles et eaux-de-vie, tant par terre que par mer |   |                            | 0  | 25 |
| Graisses de poisson.....                                     |   |                            |    |    |
| Baumes et autres sucs végétaux exotiques.....                |   |                            | 0  | 25 |
| Bois de teinture et bois odorans.....                        |   |                            |    |    |
| Curcuma.....                                                 |   |                            | 0  | 50 |
| Rocou.....                                                   |   |                            |    |    |

par tête.

par 100 kil.

par hect.

par 100 kil.

|                          |                   |
|--------------------------|-------------------|
| Laque naturelle.....     | f. c.             |
| Espèces médicinales..... | 0 25 par 100 kil. |
| Fontes et fer.....       |                   |

## § II.

|                                                            |                                           |                |                |
|------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------|----------------|
| Laines.....                                                | { en masse teintes.....                   |                |                |
|                                                            | { filées .. { blanches de toute sorte.... |                |                |
|                                                            |                                           | { teintes..... |                |
| Noir d'os, de cerf et autres.....                          |                                           | 0 25           | } par 100 kil. |
| Borax raffiné.....                                         |                                           |                |                |
| Peaux préparées et ouvrées excepté celles taxées au nombre |                                           |                |                |
| Peaux d'agneau et de chevreau.....                         |                                           | 20 00          |                |

## § III.

|                                                                                                  |                                                                         |      |                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|------|----------------|
| Pièces de bois dont le diamètre se prendra au sixième de la longueur, à partir du gros bout..... | { Pigouilles de 11 centimètres de diamètre inclus à 15 exclus.....      | 1 00 | } la pièce.    |
|                                                                                                  | { Manches de gaffe de 6 centimètres de diamètre inclus à 11 exclus..... | 0 50 |                |
|                                                                                                  | { Manches de fouine et de pinceaux à goudron.....                       | 0 10 |                |
| Gruaux, féculs, grains perlés ou mondés, semoule et pâtes sèches alimentaires.....               |                                                                         | 0 25 | } par 100 kil. |
| Alpiste et millet.....                                                                           |                                                                         | 1 00 |                |
| Sang de bétail.....                                                                              |                                                                         | 2 00 |                |
| Huiles de toute sorte, tant par terre que par mer.....                                           |                                                                         | 0 50 |                |

4. Le droit de cinq francs par cent kilogrammes, établi par l'article 10 de la loi du 21 avril 1818 sur les huiles de la Corse qu'on expédie pour France, est supprimé. Ces huiles seront reçues en franchise, moyennant les formalités voulues par ladite loi.

## Primes.

5. La prime de sortie pour les tissus de pure laine ou mélangés sera graduée et appliquée ainsi qu'il suit :

|                                                                            |   |                                             |                                                                                                               |    |    |   |                   |    |  |  |
|----------------------------------------------------------------------------|---|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|---|-------------------|----|--|--|
| Etoffes et bonneteries de pure laine                                       | { | surfines (tissées avec les laines passibles | f.                                                                                                            | c. | }  |   |                   |    |  |  |
|                                                                            |   | du droit de 60 f.).....                     | 90                                                                                                            | 00 |    |   |                   |    |  |  |
|                                                                            |   | finer ( <i>idem</i> de 45 f.).....          | 67                                                                                                            | 50 |    |   |                   |    |  |  |
|                                                                            |   | communes ( <i>idem</i> de 50 f.).....       | 45                                                                                                            | 00 |    |   |                   |    |  |  |
| Etoffes où la laine entre au moins pour moitié, et qui sont mélangées..... | { | de coton                                    | laine surfine (selon les distinctions ci-dessus.....                                                          | 70 | 00 | } | par 100 kil. net. |    |  |  |
|                                                                            |   |                                             | laine fine ( <i>idem</i> ).....                                                                               | 58 | 75 |   |                   |    |  |  |
|                                                                            |   |                                             | laine commune ( <i>idem</i> ).....                                                                            | 47 | 50 |   |                   |    |  |  |
|                                                                            |   | de fil ou de soie                           | laine surfine ( <i>idem</i> ).....                                                                            | 45 | 00 |   |                   |    |  |  |
|                                                                            |   |                                             | laine fine ( <i>idem</i> ).....                                                                               | 55 | 75 |   |                   |    |  |  |
|                                                                            |   |                                             | laine commune ( <i>idem</i> ).....                                                                            | 22 | 50 |   |                   |    |  |  |
|                                                                            |   |                                             | Etoffes de coton brochées en laine, et dont le kilogramme vaut au moins 14 f., comme tissus de pur coton..... |    | 50 |   |                   | 00 |  |  |

Sont exclus du bénéfice de la prime, les tiretaines et autres tissus formés en tout ou en partie de plocs de vache, de poils ou de déchets de laine, et en général toutes les étoffes dont la valeur ne serait pas décuple de la prime demandée. Il sera fourni, par les exportateurs, des échantillons de tissus pour lesquels ils réclament la prime.

6. A l'avenir, il ne sera accordé à l'exportation des sucres raffinés d'autre prime que la restitution des droits établis sur tous les sucres apportés par navires français.— Cette prime sera réglée d'après les proportions du produit que les raffineries obtiennent des diverses espèces ou qualités de sucre.— La restitution des droits susdits n'aura lieu que sur la représentation des quit-



tances du paiement que les raffineurs justifieront avoir fait eux-mêmes à la douane (1).

7. La prime, quelle que soit son espèce, sera refusée pour la totalité des marchandises portées en une même déclaration, lorsqu'on aura faussement indiqué l'espèce, la valeur ou le poids d'une partie. Il en sera particulièrement ainsi à l'égard des sucres en pain, lorsqu'on aura excédé, en papier et ficelle d'enveloppe, la tare de quatre pour cent. Le refus de la prime sera indépendant des poursuites qui peuvent résulter de l'article 17 de la loi du 21 avril 1818.

8. Les certificats des jurys institués pour le contrôle des exportations avec prime attesteront l'existence et l'activité des fabriques dont les marchandises sont déclarées sortir, et que les exportations actuelles, unies aux précédentes, n'excèdent pas les moyens qu'elles ont de produire.

#### Dispositions générales.

9. Le bureau de Saint Jean-Pied-de-Port est ajouté à ceux que l'article 20 de la loi du 28 avril 1816 désigne pour l'importation des marchandises taxées à plus de vingt francs par cent kilogrammes, ainsi qu'au transit établi par les lois des 17 décembre 1814, 27 mars 1817 et 21 avril 1818.

10. Des ordonnances du roi détermineront les bureaux de douanes par lesquels il sera permis d'introduire les bestiaux au *minimum* des droits, lorsque les droits sont différens pour une même espèce. Elles prescriront également les moyens d'ordre et de police jugés nécessaires pour empêcher la fraude que pourraient favoriser les établissemens ruraux situés dans la demi-lieue de la frontière la plus rapprochée de l'étranger (2).

11. Il y aura entrepôt réel de sel dans les ports de Cannes et de Saint-Valéry-en-Caux.

12. Il ne peut être reçu en entrepôt fictif, ni par suite en être réexporté, que des marchandises parfaitement conservées et franches de toute avarie.

13. L'embarquement des marchandises déclarées en réexportation ou mutation d'entrepôt ne pourra être commencé qu'après que tous les objets compris en un permis d'embarquement auront été réunis sur le quai et comptés par les préposés des douanes, chargés de constater la mise à bord.

14. Ceux qui, ayant mis en entrepôt fictif des grains étrangers, ne les représenteront pas à toute réquisition, seront passibles d'une amende égale au double de la valeur desdits grains, ou du double droit d'entrée, selon que, à l'époque où la soustraction sera constatée, l'espèce des grains manquans se trouvera être, à l'entrée, prohibée ou assujétie à des droits. — La durée de cet entrepôt est fixée à deux ans. — Nul déchet ne sera admis pour dispenser de la réexportation intégrale qu'après avoir été reconnu provenir de la dessiccation naturelle des grains, ou de force majeure.

15. Le privilège colonial ne sera accordé aux productions du sol des colonies françaises que lorsqu'elles auront été rapportées directement, ainsi que le veulent les lois des 10 juillet 1791 et 21 avril 1818, et par des navires français de soixante tonneaux au moins.

16. Il est défendu de présenter comme unité dans les manifestes ou décla-

(1) Voyez l'ordonnance du 15-23 janvier 1823, qui fixe le taux de la prime accordée par cet article à la réexportation des sucres.

Voyez aussi l'art. 9 de la loi de douanes du 17-23 mai 1826, qui abroge le présent article.

(2) Par le mot *frontière*, employé dans cet article, on doit entendre la ligne séparative des deux états et non la première ligne des bureaux ou brigades des douanes; l'ordonnance du 28 juillet 1822, rendue pour l'exécution de cet article, est sans effet, en tant qu'elle aurait donné un autre sens au mot *frontière*. Cass., 8 juillet 1829, *SIR.*, XXIX, I, 356.

rations plusieurs ballots ou autres colis fermés, réunis de quelque manière que ce soit, à peine de confiscation et d'une amende de cent francs, conformément à l'article 20, titre II de la loi du 22 août 1791. — Cette disposition ne sera exécutoire que dans un an, pour les bâtimens venant de l'Inde;— Dans six mois, pour les bâtimens venant des Indes occidentales;— Dans trois mois, pour les bâtimens venant d'autres pays.

17. L'article 31 de la loi du 21 avril 1818, portant l'obligation d'un double plombage pour certaines marchandises qui peuvent transiter par la France, s'appliquera aux articles ci-après, savoir : cacao, indigo, thé, poivre, piment, girofle, cannelle, muscades, macis, cochenille, orseille, safran, écorces médicinales, ipécacuanha, rhubarbe, salsepareille, jalap, feuilles et follicules de séné et sucs végétaux, à l'exception des gommés pures, résines indigènes, storax, manne, glu, et jus de réglisse.

18. Les voitures prohibées par la loi du 10 brumaire an 5 ne seront admises qu'à charge par les voyageurs d'en garantir le renvoi à l'étranger dans le délai de trois ans en consignat le tiers de leur valeur réelle. La condition du renvoi étant remplie, les trois quarts de la somme consignée seront remboursés. Il n'y aura d'exception à cette règle qu'en faveur des voyageurs français qui ramèneront les voitures qui leur ont servi.

19. Il y aura, près du ministère de l'intérieur, trois commissaires experts chargés de statuer sur les doutes et difficultés qui peuvent s'élever relativement à l'espèce, à l'origine ou à la qualité des produits, soit pour l'application des droits, des primes, et des privilèges coloniaux, soit pour la suite des instances qui ne sont pas dévolues au jury créé par l'article 59 de la loi du 28 avril 1816. Le ministre leur adjoindra, pour chaque affaire et selon sa nature, au moins deux négocians ou fabricans qui auront voix consultative.

N° 627. = 28 juillet—6 août 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui, entre autres dispositions, détermine les bureaux par lesquels devra avoir lieu, sur la frontière de terre, l'importation des bœufs, vaches et porcs maigres, au minimum des droits fixés par la dernière loi de douanes (1). (VII, Bull. DCLVI, n° 13182.)

Louis, . . . . — Vu l'article 10 de la loi en date d'hier, d'après lequel nous avons à déterminer les bureaux qui pourront admettre les bœufs, vaches et porcs *maigres*, au *minimum* des droits, et les mesures d'ordre et de police propres à empêcher la fraude des droits d'entrée que pourraient favoriser les établissemens ruraux situés dans les deux kilomètres et demi de l'extrême frontière;— Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;— Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'importation des bœufs, vaches et porcs *maigres*, pour lesquels on ne voudra acquitter que le *minimum* des droits fixés par la loi en date d'hier, ne pourra s'effectuer, sur les frontières de terre, que par les bureaux ci-après, savoir :

| DIRECTIONS.        | BUREAUX.                                                                                                                               |
|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| DUNKERQUE. . . . . | Zuidecotte, Hondschotte, Oost-Cappel, Labècle, Bailleul par Laedorn, Armentières par le Bizet, Pont-Rouge, Halluin, Baisieux, Mouchin. |

(1) Voyez la loi du 27—27 juillet 1822, et la note.



| DIRECTIONS.         | BUREAUX.                                                                                                                                                                              |
|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| VALENCIENNES. ....  | Maulde, Bonsecours, Blanc-Misseron, Honhergies, Bettignies, Solre-le-Château, Trelon.                                                                                                 |
| CHARLEVILLE. ....   | Regnowez, le Gué-d'Hossus, Givet (et portes de), Gespunsart, La Chapelle, Messincourt, Trembloy.                                                                                      |
| THIONVILLE. ....    | Fagny, Thonne-la-Long, Grand-Verneuil, Mont-Saint-Martin, Roussy, Apach, Launstroff, Bouzonville, Tromborn, Carling, Forbach, Grosbliderstroff, Frauenberg, Eschweiler, Stutzelbronn. |
| STRASBOURG. ....    | Wissembourg, Lauterbourg, le Pont-du-Rhin, Rhinau, l'Île-de-Paille, Saint-Louis, Delle.                                                                                               |
| BESANCON. ....      | Hérimencourt, Villars-sous-Blamont, Goumois, Blanche-Roche, les Sarrazins, les Verrières, Jougue, Mouthe, les Rousses, Mijoux.                                                        |
| BELLEY. ....        | Chezery, Châtillon-de-Michaille, Bellegarde, Seyssel, Cules, Vèrignieu, Cordon, Aost, Pont-de-Beauvoisin, Entre-deux-Guiers.                                                          |
| GRENOBLE. ....      | Chapareillan, Pont-Charra, Vaujany, Le Hauzet, Mont-Genèvre, Abriès.                                                                                                                  |
| DIGNE. ....         | Maison-Méane, Entrevaux, Saint-Laurent-du-Var.                                                                                                                                        |
| PERPIGNAN. ....     | Perthus, Coustonges, Saillagousse, Bourg-Madame.                                                                                                                                      |
| SAINT-GAUDENS. .... | L'Hospitalet, Conflens, Bagnères, Vielle, Gèdre.                                                                                                                                      |
| BAYONNE. ....       | Laruns, Bedous par Urdos, Saint-Jean-Pied-de-Port par Arneguy, Ainhoa, Jare, Béhobie.                                                                                                 |

2. Il ne sera délivré d'expédition, pour enlever les bœufs et vaches des lieux situés à moins de deux kilomètres et demi de la première ligne des douanes, que sous la condition de l'exécution préalable des dispositions de l'article suivant.

3. Les détenteurs de bœufs et vaches, habitant les deux kilomètres et demi (ou la demi-lieue) en deçà des bureaux et brigades formant la première ligne des douanes, ou ceux établis, sur certains points, entre cette ligne et l'étranger, devront, dans les quinze jours de la promulgation de la présente ordonnance, faire au bureau le plus voisin de leur domicile la déclaration du nombre, de l'espèce et de la qualité des pièces qu'ils ont actuellement à l'étable. — Cette déclaration formera la base d'un compte ouvert qui sera tenu au courant par l'accomplissement des conditions dont il sera parlé en l'article 8, et contrôlé, tous les six mois au moins, par des recensements des agens des douanes. — Les augmentations provenant de reproductions sur place seront déclarées dans la quinzaine pour être inscrites audit compte ouvert.

4. La disposition prescrite par l'article précédent n'ayant pour objet que de garantir la perception des droits d'entrée, les différences en moins qui pourront se trouver entre le compte ouvert des déclarans et l'effectif reconnu lors des recensements, ne donneront lieu à aucune poursuite, et seront simplement constatées à l'effet d'annuler proportionnellement le droit de mettre en circulation. — Les différences en plus entraîneront le paiement du double droit d'entrée, à moins qu'elles ne proviennent de reproductions sur place survenues dans la quinzaine qui aura précédé le recensement.

5. Les bœufs et vaches recensés et pris en compte, comme il est dit à l'article 3, seront successivement présentés au bureau des douanes où la déclaration en aura été faite, pour recevoir sur la cuisse la marque d'un fer

chaud formant la lettre D. L'apposition de cette marque ne donnera lieu à aucune rétribution.

6. Chaque bœuf ou vache *maigre* venant de l'étranger sera, immédiatement après le paiement du droit d'entrée, et quelle que soit sa destination, marqué sur la cuisse, par les employés du bureau d'importation, d'un fer chaud formant la lettre M, plus la lettre initiale du nom du bureau, ou un signe indicatif destiné à en tenir lieu. — Pour chaque marque apposée en vertu du présent article, il sera payé, par le déclarant, une indemnité de cinquante centimes, égale au prix des plombs de douanes.

7. Le transport des bœufs ou vaches qui partiront du rayon de deux kilomètres et demi en deçà de la première ligne des douanes, ou des portions de territoire situées entre cette ligne et l'étranger, comme il est dit en l'article 3 ci-dessus, et de ceux qui devront arriver de l'intérieur dans les mêmes rayon ou portions de territoire, ne pourra s'effectuer que par acquits-à-caution, lesquels seront dispensés de timbre et de tous droits. — Lesdits acquits-à-caution seront levés au bureau de douanes le plus voisin de première ligne, si le bétail doit être conduit vers l'intérieur, et au bureau le plus voisin de seconde ligne ou intermédiaire, lorsque le bétail devra venir dans les rayon ou portions de territoire ci-dessus désignés. — Ils contiendront l'indication exacte du délai accordé pour le transport, du chemin à suivre, et l'obligation du *visa* dans tous les bureaux ou postes de douanes de la route.

8. Les bœufs et vaches qui viendront, soit de l'intérieur, soit de l'étranger, dans les rayon ou portions de territoire désignés par l'article 3, et qui devront y rester, par supplément au compte ouvert dont il est parlé audit article, seront, à leur arrivée, présentés au bureau des douanes le plus voisin, pour y recevoir la marque prescrite par l'article 5, sans préjudice, à l'égard de ceux venant de l'étranger, de la marque prescrite par l'article 6.

9. Tout bœuf ou vache qui sera trouvé dans les mêmes rayon ou territoire, non frappé de la marque prescrite par l'article 5, sera réputé avoir été introduit en fraude, et paiera le double droit d'entrée, conformément à l'article 4.

---

N° 628. = 31 juillet—6 août 1822. = **ORDONNANCE** du roi concernant l'incompatibilité entre les fonctions de notaire et celles de commissaire-priseur. (VII, Bull. **DXLVI**, n° 13183.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, duquel il résulte que la disposition de l'article 11 de notre ordonnance du 26 juin 1816 donne lieu à des réclamations fondées sur les termes de l'article 7 de la loi du 16 mars 1803 (25 ventose an 11); — Voulant faire cesser toute incertitude à cet égard; — Vu l'ordonnance et la loi précitées, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La disposition de l'article 11 de notre ordonnance du 26 juin 1816, qui permet d'exercer les fonctions de commissaire-priseur cumulativement avec celles de notaire, est rapportée.

2. Les notaires et les commissaires-priseurs qui cumulent ces deux fonctions, seront tenus d'opter dans les trois mois de la publication de la présente ordonnance. Faute par eux d'opter dans ce délai, il sera pourvu à leur remplacement comme commissaires-priseurs, sans qu'ils puissent présenter de successeur.

3. L'option sera constatée par un acte déposé au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement.



N° 629. = 7—14 août 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui, en exécution de la loi du 3—9 mars 1822, détermine des mesures relatives au régime et à la police sanitaires (1). (VII, Bull. DXLVIII, n° 13201.)

Louis, ... — Vu l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 3 mars 1822, portant : — « Le roi détermine par des ordonnances, 1<sup>o</sup> les pays dont les provenances doivent être habituellement ou temporairement soumises au régime sanitaire; « — 2<sup>o</sup> Les mesures à observer sur les côtes, dans les ports et rades, dans « les lazarets et autres lieux réservés; — 3<sup>o</sup> Les mesures extraordinaires que « l'invasion ou la crainte d'une maladie pestilentielle rendrait nécessaires « sur les frontières de terre ou dans l'intérieur. — Il règle les attributions, « la composition et le ressort des autorités et administrations chargées de « l'exécution de ces mesures, et leur délègue le pouvoir d'appliquer provisoirement, dans des cas d'urgence, le régime sanitaire aux portions du « territoire qui seraient inopinément menacées. » — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

**TITRE 1<sup>er</sup>.** — Règles communes à toutes les provenances.

Art. 1<sup>er</sup>. Les provenances par mer ne sont admises à libre pratique, qu'après que leur état sanitaire a été reconnu par les autorités ou agents préposés à cet effet.

2. Conformément à l'article 2 de la loi du 3 mars 1822, cette admission pour les provenances de pays sains doit suivre immédiatement la vérification de leur état sanitaire, à moins d'accidens ou de communications de nature suspecte survenus depuis leur départ.

3. Ne sont pas réputés pays sains, outre ceux où règne une maladie pestilentielle, les pays qui y sont fréquemment sujets, ou dans lesquels on en soupçonne l'existence, ou qui sont en libre relation avec les lieux suspects, ou qui reçoivent sans précaution des provenances suspectes, ou qui, venant d'être infectés, peuvent encore conserver et transmettre des germes contagieux.

4. Sont seuls exceptés des vérifications exigées par l'article 1<sup>er</sup>, tant que des circonstances extraordinaires n'obligent pas à les y soumettre, — Sur les côtes de l'Océan, les bateaux pêcheurs, les bâtimens des douanes, et les navires qui font le petit cabotage d'un port français à un autre; — Sur les côtes de la Méditerranée, les bâtimens des douanes qui ne sortent pas de l'étendue de leur direction.

5. Les provenances par terre ne doivent être soumises à faire reconnaître leur état sanitaire que lorsqu'elles viennent de pays qui ne sont pas sains, et avec lesquels les communications ont été restreintes, soit par une décision émanée de nous, soit provisoirement, en cas d'urgence, par les autorités sanitaires locales.

6. Les provenances qui, après que leur état sanitaire a été reconnu, ne sont point admises à libre pratique, soit parce qu'elles viennent de pays qui ne sont pas sains, soit parce que, depuis leur départ, des accidens ou des communications de nature suspecte ont altéré leur état sanitaire, sont placées sous l'un des trois régimes déterminés par l'article 3 de la loi du 3 mars.

7. La classification sous le régime de la patente brute et de la patente sus-

---

(1) Voyez la loi du 3—9 mars 1822, sur la police sanitaire, et les notes.

pecte entraîne une quarantaine de rigueur plus ou moins longue, avec les purifications d'usage, selon le degré d'infection ou de suspicion sanitaire.

8. La classification sous le régime de la patente nette entraîne une quarantaine d'observation, à moins qu'il ne soit certain que la police sanitaire est soigneusement exercée dans les pays d'où vient la provenance ainsi classée, auquel cas il y a lieu à prononcer son admission immédiate à libre pratique.

9. Sont également classés sous l'un de ces trois régimes, les lazarets et autres lieux réservés, ainsi que les territoires qu'il devient nécessaire de frapper d'interdiction.

10. Les provenances non admises à libre pratique, soit parce que leur état sanitaire n'a pas encore été reconnu, soit parce qu'après cette reconnaissance elles ont été soumises à la quarantaine, ainsi que les lieux réservés et territoires compris dans la classification prescrite par l'article précédent, restent en état de séquestration; et tout acte qui a pour effet de mettre les personnes ou les choses ainsi séquestrées en communication avec le territoire libre, doit être poursuivi conformément au titre II de la loi du 3 mars.

11. L'état de libre pratique cesse à l'égard des personnes et des choses qui ont été en contact avec des personnes ou des choses se trouvant en état de séquestration sanitaire, sans préjudice des peines encourues, si, après ce contact et avant d'avoir recouvré leur état de libre pratique, comme il sera dit à l'article suivant, il y a eu communication entre elles et le territoire. — Ne seront point exempts des dispositions du présent article les bâtimens compris dans les exceptions portées par l'article 4, s'ils communiquent en mer avec des navires qui ne seraient pas en état de libre pratique.

12. L'état de séquestration ne finit que par la décision de l'autorité compétente, qui prononce l'admission à libre pratique, soit après la reconnaissance de l'état sanitaire à l'égard des provenances qui n'inspirent aucun soupçon, soit au terme de la quarantaine à l'égard des autres, soit au terme des interdictions prononcées en vertu de l'article 9.

#### TITRE II. — Provenances arrivant par mer.

13. Tout navire arrivant d'un port quelconque, et quelle que soit sa destination, sera, sauf les cas d'exception déterminés par l'article 4, porteur d'une patente de santé, laquelle fera connaître l'état sanitaire des lieux d'où il vient et son propre état sanitaire au moment où il en est parti.

14. Tout navire français ou étranger qui n'a point de patente de santé est sujet, outre les mesures auxquelles son état sanitaire le soumet, à un surcroît de quarantaine réglé selon les circonstances, et qui ne peut être moindre de cinq jours.

15. Les patentes sont délivrées en France par les administrations sanitaires, et dans les pays étrangers, en ce qui concerne les bâtimens français, par nos agens consulaires.

16. Les navires français qui partent d'un port étranger où il n'existe point d'agent consulaire, doivent se pourvoir d'une patente délivrée par les autorités du pays, et la faire ultérieurement certifier par lesdits agens qui se trouvent dans les ports où leur navigation les conduit.

17. Les patentes de santé doivent être visées dans tous les lieux de relâche, à l'effet de constater l'état sanitaire du pays et du navire. — En cas d'un séjour prolongé au-delà de cinq jours après la délivrance ou le *visa* de la patente, soit dans le lieu du départ, soit dans celui de relâche, un nouveau *visa* devient nécessaire.

18. Les navires porteurs de patentes raturées, surchargées ou présentant



toute autre altération, seront soumis à une surveillance particulière, sans préjudice d'une augmentation de quarantaine, et des poursuites à diriger, selon les cas, contre le capitaine ou le patron, et, en outre, contre tous auteurs desdites altérations.

19. Il est défendu à tout capitaine, — 1° De se dessaisir de la patente prise au point de départ, avant d'être arrivé à celui de sa destination; — 2° De prendre et d'avoir à bord d'autre patente que celle qui lui a été délivrée audit départ; — 3° D'embarquer sur son bord aucun passager qui ne se serait pas muni d'un bulletin de santé, ni aucun marin ou autre individu qui paraîtrait atteint d'une maladie contagieuse; — 4° De recevoir des hardes à bord, sans s'être assuré d'où elles viennent, et qu'elles n'ont pas servi à l'usage de personnes atteintes d'un mal contagieux.

20. Il est enjoint à tout officier de santé d'un navire, et, à défaut, au capitaine ou patron, de prendre note, sur le journal de bord, de toutes les maladies qui pourraient s'y manifester, ainsi que des différens symptômes qui se feraient remarquer.

21. En cas de décès après une maladie pestilentielle, tous les effets susceptibles qui auraient servi au malade dans le cours de cette maladie seront, si le navire est au mouillage, brûlés et détruits, et, s'il est en route, jetés à la mer avec les précautions suffisantes pour qu'ils ne puissent surnager. — Les autres effets dont l'individu décédé n'aurait point fait usage, mais qui se seraient trouvés à sa disposition, seront soumis immédiatement à l'évent, à la fumigation, ou mis à la traîne, ainsi que les effets dont aurait fait usage un individu qui aurait été attaqué d'une telle maladie, sans y avoir succombé.

22. Il sera fait mention, dans le journal de bord, de l'exécution des mesures indiquées par l'article précédent; il y sera également fait mention des communications qui auraient eu lieu en mer, ainsi que de tous les événemens qui auraient eu un rapport direct ou indirect avec la santé publique.

23. Tout capitaine arrivant dans un port français est tenu, — 1° D'empêcher toute communication avant l'admission à libre pratique; — 2° De se conformer aux règles de la police sanitaire, ainsi qu'aux ordres qui lui seront donnés par les autorités chargées de cette police; — 3° D'établir son navire dans le lieu réservé qui lui sera indiqué; — 4° De se rendre, aussitôt qu'il y sera invité, auprès des autorités sanitaires, en attachant à un point apparent de son canot, bateau ou chaloupe, une flamme de couleur jaune, à l'effet de faire connaître son état de suspicion et d'empêcher toute approche; — 5° De produire auxdites autorités tous les papiers de bord, de répondre, après avoir prêté serment de dire la vérité, à l'interrogatoire qu'elles lui feront subir, et de déclarer tous les faits, tous les renseignemens venus à sa connaissance, qui pourront intéresser la santé publique.

24. Seront soumis à de semblables interrogatoires et obligés à de semblables déclarations, les gens de l'équipage et les passagers, toutes les fois que cela sera jugé nécessaire.

25. Doivent se conformer aux ordres et aux instructions des mêmes autorités, les pilotes qui se rendent au devant des navires pour les guider, ainsi que toutes embarcations qui, en cas de naufrage ou de péril, iraient à leur secours.

26. Les défenses résultant du présent titre et du titre précédent ne feront point obstacle aux visites des agens des douanes, soit dans les ports, soit dans les quatre lieues des côtes, sauf toute application que de droit auxdits agens et à leurs embarcations, des articles 11 et 12, si par ces visites ils perdent leur état de libre pratique.

## TITRE III. — Provenances arrivant par terre.

27. Les provenances par terre de pays avec lesquels les communications auront été restreintes seront, selon le cas, accompagnées de passeports, bulletins de santé et lettres de voiture, délivrés et visés par qui de droit, et faisant connaître, soit par leur contenu, soit dans leur *visa*, l'état sanitaire des lieux d'où viennent ces provenances, de ceux où elles ont stationné ou séjourné, ainsi que la route qu'elles ont suivie. — Ces pièces, si elles sont délivrées en pays étranger, devront être certifiées par les agens français, partout où il s'en trouvera.

28. Tout conducteur de voitures, de bestiaux ou d'un chargement quelconque, sera tenu de se procurer lui-même et de veiller à ce que chaque individu qu'il conduira se procure les passeports, bulletins de santé ou lettres de voiture exigés par l'article précédent. Il ne pourra se charger de personnes qui n'en seraient point pourvues, ni de conduire des animaux, des marchandises ou tous autres objets matériels, dont le nombre, l'espèce et les quantités n'y seraient point mentionnés.

29. Celles de ces pièces qui seraient surchargées, raturées ou altérées de toute autre manière, donneront lieu à une surveillance particulière, sans préjudice d'une prolongation de quarantaine et des poursuites à exercer selon les cas.

30. Les conducteurs devront faire constater par les autorités compétentes les maladies auxquelles succomberaient pendant le voyage, ou dont seraient seulement atteints les hommes et les animaux placés sous leur conduite, ainsi que les symptômes particuliers de ces maladies. — Ils devront faire brûler les effets qui auraient servi, pendant son cours, aux personnes décédées d'une maladie pestilentielle, et déposer, pour être purifiées, les hardes de celles qui n'auraient été qu'attaquées d'une telle maladie.

31. Les individus arrivant par terre de pays avec lesquels les communications auront été restreintes, les conducteurs de voitures, d'animaux, de marchandises ou d'objets matériels quelconques, seront tenus, à leur arrivée sur la ligne sanitaire, — 1° De se conformer aux réglemens et aux ordres des autorités sanitaires; — 2° De ne se permettre aucune communication avant l'admission à libre pratique, et d'employer tous les moyens qui pourront dépendre d'eux pour les éviter; — 3° De rester dans le lieu réservé qui leur sera indiqué; — 4° De produire aux autorités compétentes tous les papiers concernant leur état sanitaire, et tous ceux pouvant intéresser la santé publique, dont ils seront porteurs; — 5° De prêter serment de dire la vérité dans les interrogatoires auxquels ils seront soumis, et de déclarer dans ces interrogatoires tous les faits venus à leur connaissance, qui pourraient intéresser la santé publique.

## TITRE IV. — Des quarantaines.

32. Les quarantaines sont d'observation ou de rigueur, les unes et les autres plus ou moins longues, plus ou moins sévères, selon les saisons, les lieux où elles sont prescrites, les objets susceptibles de contagion ou non susceptibles qui font partie des provenances, la durée et les autres circonstances du voyage.

33. Les provenances classées sous le régime de la patente nette peuvent être soumises à des quarantaines d'observation, de deux à dix jours sur les côtes de l'Océan et de la Manche, et de trois à quinze jours sur les côtes de la Méditerranée, ainsi que sur les frontières de terre et les autres lignes de l'intérieur où les communications auraient été restreintes.



34. Les provenances classées dans le régime de la patente suspecte et dans le régime de la patente brute doivent être soumises à des quarantaines de rigueur, savoir : — Sur les côtes de l'Océan et de la Manche, de cinq à vingt jours pour la patente suspecte, et de dix à trente jours pour la patente brute; — Sur les côtes de la Méditerranée, les frontières de terre et les lignes de l'intérieur, de dix à trente jours pour la patente suspecte, et de quinze à quarante jours pour la patente brute.

35. Les provenances qui, pendant leur quarantaine, auront communiqué avec d'autres provenances soumises à une quarantaine plus rigoureuse, subiront, selon la gravité des cas, et sans préjudice des peines encourues, une prolongation qui ne pourra excéder le temps restant à courir à la provenance avec laquelle elles auront communiqué.

36. Si des symptômes pestilentiels viennent à se développer dans des provenances déjà en quarantaine, celle-ci devra recommencer, et pourra même, selon les circonstances, être portée à un plus long terme.

37. Toutes les fois que, postérieurement à la fixation des quarantaines, des faits annonçant un plus haut degré de suspicion viendront à la connaissance des autorités sanitaires, elles devront, en énonçant ces faits dans leurs décisions, classer, s'il y a lieu, les provenances sous un régime différent, ou seulement les soumettre, dans le même régime, à une observation ou à une purification plus prolongée.

38. Lorsque l'état sanitaire d'une provenance permettra de la classer dans le régime de la patente nette, et ne la soumettra par conséquent qu'à une quarantaine d'observation, celle-ci pourra avoir lieu pour les arrivages par mer, à moins de circonstances extraordinaires, et sauf l'exception qui sera déterminée ci-après, dans tous les ports et rades de notre royaume.

39. Lorsque l'état sanitaire entraînera le régime de la patente suspecte ou brute, la quarantaine ne pourra être subie que dans les ports et rades qui seront désignés à cet effet par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

40. Seront pareillement désignés les points qui, en cas de restriction des communications sur les frontières de terre ou dans l'intérieur, devront servir aux quarantaines, soit d'observation, soit de rigueur.

41. Les autorités sanitaires pourraient refuser l'admission en quarantaine, si les lazarets ou autres lieux à ce destinés ne présentaient point de suffisantes garanties, s'ils étaient déjà encombrés, en proie à l'infection ou menacés de l'être, ou bien si la provenance était elle-même tellement infectée qu'elle ne pût être admise sans danger pour la santé publique.

42. Le refus devra être, autant que possible, accompagné de l'indication du lieu le plus voisin où la provenance pourra être admise, à moins qu'il ne résulte évidemment de son état sanitaire qu'il y a impossibilité absolue de purifier, conserver ou transporter sans danger les animaux et objets matériels susceptibles de transmettre la contagion; auquel cas l'autorité compétente devrait examiner si l'intérêt de la santé publique n'exige point leur destruction, conformément à l'article 5 de la loi du 3 mars.

43. Toutes les fois que le degré d'infection des provenances obligera à l'application dudit article 5 de la loi du 3 mars, le propriétaire, ou celui qui le représentera, sera admis à opposer telles observations qu'il jugera utiles, lesquelles devront être appréciées et consignées dans le procès-verbal exigé par le même article, ainsi que les faits et les motifs qui auront déterminé la décision, dont il sera immédiatement rendu compte, avec toutes pièces, au préfet, et par lui à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

44. Défenses sont faites à tout capitaine de navire provenant des échelles du Levant ou des côtes de Barbarie, sur les deux mers, d'aborder ailleurs

que dans les ports de Marseille et de Toulon, jusqu'à ce qu'il ait pu être établi, dans d'autres ports du royaume, des lazarets susceptibles de recevoir lesdites provenances. — Les autorités sanitaires feront observer lesdites défenses tant qu'elles n'auront pas reçu d'ordres contraires.

45. Les seuls membres ou agens des autorités sanitaires auront l'entrée des lazarets et autres lieux réservés pendant la séquestration. — Ils ne pourront, si cette entrée ou tout autre acte de leurs fonctions les oblige à une communication suspecte, recouvrer leur libre pratique qu'après la quarantaine exigée.

46. L'entrée desdits lazarets et lieux réservés pourra, en cas de nécessité, être accordée à toute autre personne par une permission du président semainier, laquelle sera toujours donnée par écrit, à la condition de la quarantaine, s'il y a lieu, et devra déterminer, selon les besoins, jusqu'à quel point le porteur pourra avoir accès.

47. Les intendances et les commissions détermineront, autour des lazarets et autres lieux réservés placés sous leur direction, la ligne où finira la libre pratique. Cette ligne restera défendue, soit par un mur d'enceinte, soit par des palissades, soit par des poteaux assez évidens et assez rapprochés pour avertir les citoyens du danger et des peines auxquels ils s'exposent, s'ils passent outre.

TITRE V. — Autorités sanitaires; attributions et ressort desdites autorités.

48. La police sanitaire locale est exercée, sous la surveillance des préfets, par des intendances et par des commissions, dont le nombre et le ressort seront ultérieurement déterminés.

49. L'exercice immédiat de cette police appartiendra aux intendances dans l'étendue de la circonscription assignée à leur chef-lieu; partout ailleurs il appartiendra aux commissions sanitaires. — Celles de ces commissions qui seront placées dans le ressort d'une intendance agiront sous sa direction immédiate; les autres agiront sous la direction immédiate des préfets (1).

50. Les intendances feront, en exécution de nos ordonnances, les réglemens locaux jugés nécessaires. — Ces réglemens seront transmis aux préfets, et soumis par eux, avec leur avis, à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, pour recevoir son approbation : néanmoins, en cas d'urgence, ils seront provisoirement exécutoires sur l'autorisation des préfets.

51. Hors des ressorts des intendances, les réglemens seront faits par les préfets après avoir consulté les commissions. Ils devront également être soumis à l'approbation de notre ministre de l'intérieur, et ne seront provisoirement exécutés qu'en cas d'urgence.

52. Les réglemens faits par une intendance qui aura plusieurs départemens dans son ressort devront être transmis séparément au préfet de chacun de ces départemens, et ne pourront recevoir que par cette voie, soit l'autorisation provisoire en cas d'urgence, soit l'approbation définitive, comme il est dit ci-dessus.

53. Les décisions particulières des intendances ou des commissions, pour

---

(1) Lorsque la visite d'un navire, ordonnée par une commission sanitaire, a été annulée par l'intendance sanitaire dans le ressort de laquelle cette commission est placée, les personnes (médecins ou autres) qui ont procédé à la visite annulée ne peuvent se pourvoir devant les tribunaux contre les propriétaires du navire, pour obtenir le paiement des frais de visite à elles dus; elles ne peuvent recourir que devant l'autorité administrative : et il y a excès de pouvoirs de la part du tribunal qui, contrairement à la décision de l'intendance, condamne les propriétaires du navire à payer les frais de visite. Cass., 28 août 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 848; *Bull. civ.*, XXXV, 179.



l'application aux provenances des présentes règles ou des réglemens locaux, exprimeront toujours les motifs qui les auront déterminées, et devront être rendues et notifiées sans retard.

54. Les notifications seront faites, si c'est un navire, au capitaine ou au patron; si c'est un transport par terre, à l'individu chargé de sa conduite; si c'est un territoire ou un lieu réservé, à celui qui y exercera immédiatement la police; si c'est une maison, à son propriétaire ou à celui qui le représentera; si c'est une personne isolée, à elle-même.

55. Il sera formé près de notre ministre de l'intérieur, pour être consulté par lui sur les matières sanitaires, un conseil supérieur de santé, dont les membres, au nombre de douze, seront nommés par nous. — Il sera attaché audit conseil un secrétaire pris hors de son sein, et dont la nomination sera faite et le traitement fixé par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, qui présidera ce conseil et désignera parmi ses membres un vice-président.

56. Les intendances seront composées de huit membres au moins et de douze au plus, nommés par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Les commissions, de quatre membres au moins et de huit au plus, nommés par les préfets.

57. Les intendances et les commissions seront renouvelées tous les trois ans par moitié. Leurs délibérations exigeront la présence de la moitié plus un de leurs membres, et devront être prises à la majorité absolue des suffrages. Les membres sortans pourront être réélus.

58. Seront présidens nés des intendances et des commissions, les maires des villes où elles siégeront. — Auront aussi droit d'assister, avec voix délibérative, aux séances, soit des unes, soit des autres, lorsqu'ils seront employés dans leur ressort, 1° le plus élevé en grade d'entre les officiers généraux ou supérieurs attachés à un commandement territorial; 2° dans les ports militaires, les commandans et intendans ou ordonnateurs de la marine, et, dans les ports de commerce, le commissaire de la marine chargé en chef du service maritime; 3° les directeurs, ou, à défaut, les inspecteurs des douanes employés dans ledit ressort.

59. Les intendances et les commissions auront sous leurs ordres, pour le service immédiat qui leur sera confié, leurs secrétaires, les officiers de lazaret, les médecins et interprètes, les agens sanitaires préposés à la surveillance des côtes, et les gardes de santé destinés à être placés à bord des navires, dans les lazarets et autres lieux réservés.

60. Les intendances et les commissions ont, outre leur président né, un président semainier et un vice-président chargé de remplacer celui-ci en cas d'empêchement, l'un et l'autre renouvelés tous les huit jours, et pris à tour de rôle sur un tableau dressé tous les six mois par chaque intendance et par chaque commission.

61. Le président semainier est chargé de la direction et du détail des affaires pendant sa présidence. — Il se tient assidûment à son poste. — Il veille au maintien des réglemens, et assure l'exécution des délibérations. — Il fait observer l'ordre et la discipline dans les lazarets et autres lieux réservés. — Il fait reconnaître l'état sanitaire des provenances, leur donne la libre entrée, s'il y a lieu, ou les retient en séquestration jusqu'à décision de l'assemblée, suivant les circonstances. — Il pourvoit, dans les cas urgens, aux dispositions provisoires qu'exige la santé publique, et convoque immédiatement l'assemblée, qui peut seule prendre les mesures définitives. — Il signe, en vertu des délibérations prises, l'ordre de mettre en libre pratique les provenances qui ont terminé leur quarantaine. — Il délivre et vise les patentes et bulletins de santé, et y fait apposer, avec sa signature, celle du

secrétaire, et le sceau de l'administration. — Il fait tenir, par le secrétaire, note de toutes ses décisions, et en rend compte aux séances ordinaires, lesquelles doivent avoir lieu au moins tous les huit jours.

62. Les secrétaires, les officiers de lazaret, les médecins, agens sanitaires et gardes de santé, sont aux ordres du président semainier, ou, à son défaut, du vice-président en exercice; ils n'en peuvent recevoir que d'eux, ou de l'intendance, ou de la commission dont ils dépendent.

63. Les aumôniers, les secrétaires, les officiers des lazarets et les agens sanitaires, sont respectivement nommés, soit par les intendances, soit par les commissions : leur nomination doit être approuvée par le préfet. — La nomination des gardes de santé, faite de même par les intendances et par les commissions, n'est soumise à aucune approbation.

64. Les mêmes formes sont observées pour la révocation des uns et des autres, ainsi que pour fixer leur traitement ou leurs vacations. — Néanmoins, la fixation de traitement et les tarifs des vacations doivent être déferés à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, qui peut prescrire telle réduction qu'il juge nécessaire dans les quotités des sommes et dans le nombre des employés.

65. Les agens sanitaires sont chargés, sur les divers points du littoral et des lignes de l'intérieur où il est jugé nécessaire d'en placer, de veiller à l'accomplissement des règles sanitaires, d'empêcher leur infraction, de constater ces infractions par procès-verbal, d'avertir et d'informer les administrations dont ils dépendent de tout ce qui peut intéresser la santé publique, et d'exercer telles autres fonctions qui pourront leur être confiées dans les réglemens locaux, mais seulement pour les cas d'urgence.

66. Seront déterminés dans les mêmes réglemens les fonctions et le nombre des autres employés placés sous les ordres des mêmes administrations.

67. Les préposés des douanes ayant au moins le grade de lieutenant peuvent, du consentement de leur directeur, être nommés agens sanitaires, et les simples préposés, gardes de santé : les uns et les autres jouiront, à ce titre, lorsqu'il leur sera conféré, d'un supplément de traitement.

68. Ont le droit de requérir la force publique, pour le service qui leur est confié, les intendances et les commissions sanitaires, leurs présidens semainiers et vice-présidens pendant qu'ils sont en exercice. — Les mêmes ont le droit de requérir, mais seulement dans les cas d'urgence et pour un service momentané, la coopération des officiers et employés de la marine, des employés des douanes et des contributions indirectes, des officiers des ports de commerce, des commissaires de police, des gardes champêtres et forestiers, et, au besoin, de tous les citoyens. — Ne pourront lesdites réquisitions d'urgence enlever à leurs fonctions habituelles des individus attachés à un service public, à moins d'un danger assez imminent pour exiger le sacrifice de tout autre intérêt. — Les agens sanitaires ne peuvent requérir la force publique qu'en leur qualité d'officiers de police judiciaire, ou, s'il y avait lieu, pour repousser une violation imminente du territoire, qui ne pourrait l'être que par la force.

69. Toutes les fois qu'il sera nécessaire de requérir extraordinairement, pour un service sanitaire de durée, les officiers ou employés de la marine, les employés des douanes et tous autres employés publics, les ordres devront émaner, sur la demande de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, de ceux de nos autres ministres desquels dépendront lesdits officiers ou employés.

70. L'intendance de Marseille conservera son ressort et la composition



actuelle de ses membres. Il sera procédé à leur renouvellement conformément aux règles qui précèdent.

71. Seront nommés par notre ministre secrétaire d'état de la marine les officiers et autres agens des lazarets exclusivement réservés pour nos bâtimens de guerre.

TITRE VI. — Police judiciaire, état civil, jugemens de simple police.

72. Les fonctions de police judiciaire attribuées, par l'article 17 de la loi du 3 mars, aux membres des autorités sanitaires seront exercées, dans le ressort de chaque intendance, de chaque commission, par chacun de leurs membres, et, concurremment avec eux, par les capitaines de lazaret, et par les agens sanitaires dans les lieux où ils seront employés. — Les uns et les autres ne pourront exercer lesdites fonctions qu'après avoir prêté serment devant le tribunal civil.

73. Les jugemens à rendre par lesdites autorités en matière de simple police, et en vertu de l'article 18 de la même loi, le seront par le président semainier, assisté des deux plus âgés d'entre ses collègues, le ministère public étant rempli par le capitaine du lazaret, ou, à défaut, par le plus jeune membre de l'intendance ou de la commission, et le secrétaire de l'une ou de l'autre faisant les fonctions de greffier.

74. Les citations aux contrevenans et aux témoins seront faites par un simple avertissement écrit du président semainier, conformément aux articles 169 et 170 du Code d'instruction criminelle.

75. Le contrevenant devra comparaître par lui-même ou par un fondé de pouvoirs. En cas de non-comparution, si elle n'est point occasionnée par un empêchement résultant des règles sanitaires, il sera jugé par défaut. Si le contrevenant est empêché par cette cause, il sera sursis au jugement jusqu'à la fin de la quarantaine, à moins que ce ne soit un employé du lazaret ou de tout autre lieu réservé, obligé, par la nature de ses fonctions, à une séquestration habituelle; auquel cas, s'il n'a pas désigné de fondé de pouvoirs, il lui en sera donné un d'office.

76. Un garde de santé, commissionné à cet effet par le président semainier, sera chargé de notifier les citations et les jugemens. — Seront, au surplus, observés, en tout ce qui ne sera pas contraire au titre III de la loi du 3 mars et aux présentes dispositions, les articles 146, 147, 148, 149, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164 et 165 du Code d'instruction criminelle.

77. Les fonctions de l'état civil, objet de l'article 19 de la loi du 3 mars, seront remplies par le président semainier, assisté du secrétaire.

TITRE VII ET DERNIER. — Dispositions générales.

78. Il est enjoint à tous nos agens au dehors de se tenir informés et d'instruire notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, par la voie du département des affaires étrangères, des renseignemens qui importeront à la police sanitaire de notre royaume. S'il y avait péril, ils devraient en même temps avertir l'autorité française la plus voisine ou la plus à portée des lieux qu'ils jugeraient menacés.

79. Il est pareillement enjoint aux administrations sanitaires de se donner réciproquement les avis nécessaires au service qui leur est confié; à tous nos agens dans l'intérieur de prévenir qui de droit des faits à leur connaissance qui intéresseraient la santé publique; à tous les médecins d'hôpitaux, ainsi qu'à tous autres, et en général à tous nos sujets, qui seraient informés d'un symptôme de maladie pestilentielle, d'en avertir les administrations sani-

taires, et, à défaut, le maire du lieu, lequel, dans ce cas, devrait prendre ou provoquer les mesures que les circonstances commanderaient.

80. Notre ministre secrétaire d'état de la marine pourvoira, en se conformant aux présentes règles, au service sanitaire dans nos colonies. Les agens supérieurs de ce service lui adresseront, pour être immédiatement transmis à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, tout ce qui pourra intéresser la police sanitaire du royaume.

81. Toutes infractions aux obligations prescrites par la présente ordonnance, par les réglemens locaux dûment exécutoires, ou par les ordres émanés des autorités compétentes, seront poursuivies, pour être, selon la gravité des cas, punies conformément aux dispositions du titre II de la loi du 3 mars.—Tous dépositaires de l'autorité et de la force publique, tous agens publics, soit au dedans, soit au dehors, qui seraient avertis desdites infractions, sont tenus d'employer les moyens en leur pouvoir pour les prévenir, pour en arrêter les effets, et pour en procurer la répression.

82. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur donnera les ordres et instructions nécessaires à l'exécution des présentes dispositions. — En attendant que les autorités sanitaires puissent être partout établies et organisées conformément aux titres V et VI, qui précèdent, leurs fonctions seront exercées par les autorités administratives, et par les administrations sanitaires déjà existantes, chacune selon l'ordre de ses attributions, et conformément à notre ordonnance du 27 septembre 1821.

---

N<sup>o</sup> 630. = 7—17 août 1822. = **ORDONNANCE** du roi concernant les vacances de la cour des comptes pour la présente année 1822 (1). (VII, Bull. **DXLIX**, n<sup>o</sup> 13208.)

---

N<sup>o</sup> 631. = 9—17 août 1822. = **ORDONNANCE** du roi relative à la publication et à l'enregistrement de la bulle d'institution canonique de M. l'évêque de Dijon, et des deux brefs y annexés. (VII, Bull. **DXLIX**, n<sup>o</sup> 13209.)

Louis, . . . — Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur nous ayant représenté que, l'exécution de la loi du 4 juillet 1821 rendant nécessaires plusieurs changemens dans la circonscription des diocèses de notre royaume, ainsi qu'une nouvelle répartition de quelques uns des sièges existant entre les divers arrondissemens métropolitains, le saint-siège, conformément à nos propositions, et sur notre demande, a distrait le diocèse de Dijon de l'arrondissement métropolitain de Besançon, et l'a incorporé à l'arrondissement métropolitain de Lyon; — Voulant pourvoir à l'exécution de cette disposition concertée entre nous et le saint-siège; — Vu la loi du 4 juillet 1821; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. La bulle donnée à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le douzième des calendes de mai 1822, portant institution canonique de M. *Jean-François-Martin de Boisville*, précédemment nommé par nous à l'évêché de Blois, et depuis nommé à l'évêché de Dijon;—Ensemble le bref adressé, sous la date du 19 avril 1822, audit évêque de Dijon, par lequel il est averti, — Premièrement, d'exercer ses fonctions dans les limites de son diocèse telles qu'elles étaient déterminées avant le 27 juillet 1817; — Secondement, que son siège relèvera dorénavant de l'arrondissement métropolitain de Lyon;

---

(1) Voyez, sur le même objet, l'ordonnance du 3—12 juillet 1816. La présente et celles qui ont accordé des vacances, chaque année, à la cour des comptes contiennent des dispositions semblables.



— Plus, le bref, sous la date du 19 avril 1822, adressé à l'archevêque de Besançon, par lequel il est averti de cesser l'exercice de son autorité métropolitaine sur le diocèse de Dijon, — Seront reçus et seront publiés dans la forme accoutumée, sans qu'on puisse induire de ladite bulle et desdits brefs que la bulle de circonscription donnée à Rome le 27 juillet 1817 soit reçue dans le royaume.

2. En conséquence, le diocèse de Dijon demeure distrait de l'arrondissement métropolitain de Besançon, et incorporé à l'arrondissement métropolitain de Lyon.

3. Ladite bulle d'institution canonique et lesdits brefs sont reçus sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'ils renferment et qui sont ou pourraient être contraires à la charte constitutionnelle, aux lois du royaume, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane.

4. Ladite bulle et lesdits brefs seront transcrits en latin et en français sur les registres de notre conseil d'état; mention desdites transcriptions sera faite sur les originaux par le secrétaire général du conseil.

N° 632. = 14—23 août 1822. = *LOI relative à l'achèvement et à la construction de divers canaux.* (VII, Bull. DL, n° 13217.)

Art. 1<sup>er</sup>. L'offre faite par les sieurs *Loque et Desjardins* d'exécuter, à leurs risques et périls, le canal d'Aire à la Bassée, département du Pas-de-Calais, moyennant la jouissance dudit canal et de ses dépendances pendant quatre-vingt-sept ans et onze mois, est acceptée. — Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'état, soit à la charge des soumissionnaires, stipulées dans le cahier de charges par eux souscrit le 4 avril 1822, recevront leur pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que la soumission et le tarif des droits de péage à percevoir sur le canal, resteront annexés à la présente loi.

2. L'offre faite par le sieur *Jonas Hagerman*, banquier à Paris, de fournir la somme de vingt-cinq millions pour l'achèvement du canal de Bourgogne, est acceptée. — Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'état, soit à la charge du soumissionnaire, stipulées dans le cahier de charges par lui souscrit le 4 avril 1822, recevront leur pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que la soumission et le tarif des droits de péage à percevoir sur le canal, resteront annexés à la présente loi.

3. L'offre faite par les sieurs *André et Cottier*, banquiers à Paris; *Ardoin, Hubbard* et compagnie, banquiers à Paris; *Bodin frères*, banquiers à Lyon; *H. Hentsch, Blanc* et compagnie, banquiers à Paris; *Jacques Laffitte* et compagnie, banquiers à Paris; *César de Lapanouze*, banquier à Paris; *Jacques Lefebvre* et compagnie, banquiers à Paris; *Pillet-Will* et compagnie, banquiers à Paris; *Renouard de Bussière*, député du Bas-Rhin; *Périer frères*, banquiers à Paris; *P.-F. Paravey* et compagnie, banquiers à Paris; *Florent Saglio*, député du Bas-Rhin; *J.-G. Humann*, député du Bas-Rhin, de fournir la somme de trente-six millions pour l'achèvement des canaux de Nantes à Brest, d'Ille et Rance et du Blavet, désignés sous le nom de *canaux de Bretagne*, est acceptée. — Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'état, soit à la charge des soumissionnaires, stipulées dans le cahier de charges par eux souscrit le 4 avril 1822, recevront leur pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que la soumission et le tarif des droits de péage à percevoir sur les canaux, resteront annexés à la présente loi.

4. L'offre faite par le sieur *Gabriel Odier* et compagnie, négociants à Paris, de fournir la somme de cinq millions cinq cent mille francs pour

l'achèvement du canal d'Arles à Bouc, département des Bouches-du-Rhône, est acceptée. — Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'état, soit à la charge des soumissionnaires, stipulées dans le cahier de charges par eux souscrit le 4 avril 1822, recevront leur pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que la soumission et le tarif des droits de péage à percevoir sur le canal, resteront annexés à la présente loi.

5. L'offre faite par les sieurs *André et Cottier*, banquiers à Paris; *Ardoïn, Hubbard* et compagnie, banquiers à Paris; *Bodin frères*, banquiers à Lyon; *H. Hentsch, Blanc* et compagnie, banquiers à Paris; *Jacques Laffitte* et compagnie, banquiers à Paris; *César de Lapanouze*, banquier à Paris; *Jacques Lefebvre* et compagnie, banquiers à Paris; *Pillet-Will* et compagnie, banquiers à Paris; *Renouard de Bussière*, député du Bas-Rhin; *Périer frères*, banquiers à Paris; *P.-F. Paravey* et compagnie, banquiers à Paris; *Florent Saglio*, député du Bas-Rhin; *J.-G. Humann*, député du Bas-Rhin, de fournir la somme de huit millions pour l'achèvement du canal du Nivernais, est acceptée. — Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'état, soit à la charge des soumissionnaires, stipulées dans le cahier de charges par eux souscrit le 4 avril 1822, recevront leur pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que la soumission et le tarif des droits de péage à percevoir sur le canal, resteront annexés à la présente loi.

6. L'offre faite par les sieurs *André et Cottier*, banquiers à Paris; *Ardoïn, Hubbard* et compagnie, banquiers à Paris; *Bodin frères*, banquiers à Lyon; *H. Hentsch, Blanc* et compagnie, banquiers à Paris; *Jacques Laffitte* et compagnie, banquiers à Paris; *César de Lapanouze*, banquier à Paris; *Jacques Lefebvre* et compagnie, banquiers à Paris; *Pillet-Will* et compagnie, banquiers à Paris; *Renouard de Bussière*, député du Bas-Rhin; *Périer frères*, banquiers à Paris; *P.-F. Paravey* et compagnie, banquiers à Paris; *Florent Saglio*, député du Bas-Rhin; *J.-G. Humann*, député du Bas-Rhin, de fournir la somme de douze millions pour l'achèvement du canal du duc de Berry, est acceptée. — Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'état, soit à la charge des soumissionnaires, stipulées dans le cahier de charges par eux souscrit le 4 avril 1822, recevront leur pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que la soumission et le tarif des droits de péage à percevoir sur le canal, resteront annexés à la présente loi.

7. L'offre faite par les sieurs *André et Cottier*, banquiers à Paris; *Ardoïn, Hubbard* et compagnie, banquiers à Paris; *Bodin frères*, banquiers à Lyon; *H. Hentsch, Blanc* et compagnie, banquiers à Paris; *Jacques Laffitte* et compagnie, banquiers à Paris; *César de Lapanouze*, banquier à Paris; *Jacques Lefebvre* et compagnie, banquiers à Paris; *Pillet-Will* et compagnie, banquiers à Paris; *Renouard de Bussière*, député du Bas-Rhin; *Périer frères*, banquiers à Paris; *P.-F. Paravey* et compagnie, banquiers à Paris; *Florent Saglio*, député du Bas-Rhin; *J.-G. Humann*, député du Bas-Rhin, de fournir la somme de douze millions pour la construction du canal latéral à la Loire, de Digoïn à Briare, est acceptée. — Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'état, soit à la charge des soumissionnaires, stipulées dans le cahier de charges par eux souscrit le 4 avril 1822, recevront leur pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que la soumission et le tarif des droits de péage à percevoir sur le canal, resteront annexés à la présente loi.

8. Le gouvernement est autorisé à emprunter jusqu'à concurrence de la somme de huit cent mille francs pour les travaux de la navigation du Tarn entre Albi et Gaillac. — Cet emprunt aura lieu avec publicité et concurrence, et dans les formes adoptées en 1822 pour les canaux.



9. Il sera fait et présenté aux chambres, chaque année, par le ministre de l'intérieur, un rapport séparé sur chacun des canaux entrepris tant en vertu de la présente loi qu'en vertu des lois antérieures. Ce rapport contiendra l'état des travaux exécutés et celui des sommes dépensées.

*Cahier de charges pour le canal d'Aire à la Bassée.*

Art. 1<sup>er</sup>. La compagnie s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls, et à terminer, pour le 1<sup>er</sup> janvier 1826, tous les travaux nécessaires à l'établissement et à la confection du canal d'Aire à la Bassée, dont la dépense est évaluée à la somme de deux millions. — Elle sera tenue de se conformer, dans l'exécution des ouvrages, aux plans et projets généraux et particuliers approuvés déjà, ou qui seront approuvés ultérieurement par M. le directeur général des ponts et chaussées. — Seront annexés au présent cahier de charges, pour être acceptés et signés par la compagnie, 1<sup>o</sup> un profil indiquant la section du canal et sa profondeur d'eau ; 2<sup>o</sup> un état énonciatif des principaux ouvrages, de leurs dimensions générales, et de la nature de leur construction. La compagnie ne pourra se prévaloir de l'estimation exprimée ci-dessus pour réclamer aucune espèce d'indemnité, dans le cas où la dépense effective excéderait l'évaluation annoncée.

2. Elle contracte, en outre, l'obligation spéciale de construire, à ses frais, des ponts dans les endroits où les communications qui existent maintenant seront coupées par le canal, et de rétablir et assurer, également à ses frais, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours serait modifié par les ouvrages nécessaires à la navigation.

3. Tous les terrains destinés à servir d'emplacement au canal, à ses chemins de halage, à ses francs-bords, à ses écluses, gares, bassins, rigoles, réservoirs, etc., ainsi qu'au rétablissement des communications interrompues et des nouveaux lits des cours d'eau, seront achetés et payés par la compagnie sur ses propres deniers. La compagnie est mise au droit du gouvernement pour en poursuivre, au besoin, l'expropriation, conformément aux dispositions établies par les lois sur la matière, dans le cas où elle ne pourrait pas conclure des arrangements amiables avec les propriétaires. Elle aura droit également de faire les emprunts et dépôts de terre prescrits par les projets approuvés, moyennant tout dédommagement nécessaire et préalable.

4. Les indemnités pour occupation temporaire ou détérioration de terrain, pour chômage d'usine, pour tout dommage quelconque résultant des travaux, seront également payés par les concessionnaires.

5. Le canal et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état. Les frais d'entretien, les réparations, soit ordinaires, soit extraordinaires, demeureront entièrement à la charge de la compagnie.

6. Pour indemniser la compagnie des dépenses qu'elle s'engage à faire par les articles précédens, et sous la condition expresse qu'elle en remplira toutes les obligations, le gouvernement lui concède la jouissance du canal et de toutes ses dépendances pendant l'espace de quatre-vingt-sept ans et onze mois, à dater de la ratification de la loi à intervenir. — Cette jouissance se compose de la perception des droits de navigation déterminés par le tarif ci-annexé, de l'exercice du droit de pêche, de l'ensemencement des digues et talus, et de la faculté de planter sur les francs-bords. Les frais de régie, de perception et d'administration seront à la charge de la compagnie. — Les plantations seront exploitées conformément aux réglemens sur la coupe des arbres du domaine public. La compagnie remplacera tous ceux qui auront péri ou

qu'elle aura coupés, et elle ne pourra plus en abattre à dater de la dixième année qui précédera le terme de la concession.

7. La compagnie pourra employer, soit pour l'établissement de moulins et usines, soit pour l'arrosement des terres, ou concéder à des particuliers, moyennant une redevance annuelle, les eaux que l'administration aura jugé n'être pas nécessaires à la navigation. Elle se soumettra pour la forme des prises d'eau, quelle que soit leur destination, aux règles actuellement établies sur le canal du Languedoc. Après l'expiration de la jouissance accordée à la compagnie, le gouvernement s'engage, moyennant les redevances déterminées, à continuer le service de ces cours d'eau dans toutes les circonstances où la navigation n'en réclamera pas l'usage.— Il est entendu que les bâtimens des usines, les magasins, hangars, etc., servant à des exploitations particulières, et assis sur des terrains autres que ceux qui seront compris dans les plans approuvés pour l'établissement du canal et de ses dépendances, resteront à perpétuité la propriété de la compagnie ou de ses ayans-droit.

8. Sur les canaux déjà commencés, les sommes dépensées jusqu'à ce moment, les indemnités de terrains déjà payées par l'administration, les matériaux en approvisionnement, s'il en existe et si la valeur en est complètement acquittée aux fournisseurs, ne seront, de la part du gouvernement, l'objet d'aucune répétition, et sont abandonnés aux concessionnaires pour en jouir pendant la durée de la concession. — Quant aux terrains occupés et non payés, ainsi qu'aux matériaux approvisionnés et dont le prix n'est pas encore acquitté, la valeur des uns et des autres demeure à la charge des concessionnaires.

9. La compagnie aura droit aux deux cinquièmes de la plus-value des propriétés desséchées par les travaux du canal. L'exercice de cette plus-value aura lieu, et le montant en sera déterminé dans les cas et suivant les formes établies par la loi du 16 septembre 1807.

10. Après l'achèvement des travaux, la compagnie fera faire à ses frais un bornage contradictoire et un plan cadastral de tous les terrains spécifiés dans les articles 3 et 8; elle justifiera, par des titres authentiques, qu'elle en a complètement acquitté la valeur. Il sera dressé en même temps un état descriptif des ponts, aqueducs, écluses, déversoirs et autres ouvrages d'art qui devront être établis conformément aux conditions du présent traité. — Les procès-verbaux de bornage, le plan cadastral et l'état descriptif, dûment arrêtés en double expédition, seront ajoutés aux annexes du présent cahier de charges pour servir au récolement qui aura lieu lorsque le gouvernement rentrera dans la jouissance du canal. — A l'époque de l'expiration de la concession, l'état, par le fait seul de cette expiration, sera subrogé à tous les droits de la compagnie dans la propriété des terrains désignés au plan cadastral. La compagnie sera obligée de remettre en bon état d'entretien le canal, les ouvrages d'art indiqués dans l'état descriptif dont il vient d'être parlé, ainsi que les quais, chemins de halage, ports, bassins, gares, réservoirs, perrés, talus, plantations et toutes autres dépendances. — Le gouvernement reprendra immédiatement la jouissance du canal, de toutes ses dépendances et de tous ses produits.

11. Faute par la compagnie, après avoir été mise en demeure, d'avoir exécuté les travaux et les diverses obligations qu'elle contracte par la présente convention, elle encourra la déchéance; et, dans ce cas, tous ouvrages construits ou en exécution, les approvisionnemens de matériaux, les terrains acquis par les concessionnaires pour l'emplacement du canal et de ses dépendances, les équipages, et le cautionnement ci-après stipulé, ou la portion qui resterait encore en dépôt, deviendront la propriété du gouvernement, sans qu'il y ait lieu à aucun recours de la part de la compagnie,



ou de ses interesses ou ayans-droit. — La présente stipulation n'est pas applicable au cas où la cause de l'interruption ou de la non-confection des travaux proviendrait de force majeure.

12. La compagnie s'oblige à porter, dans les dix jours de l'adjudication, au dixième du montant de l'estimation, le dépôt préalable qu'elle a fait pour être admise à soumissionner. Si, à l'expiration du dixième jour, le dépôt n'est pas ainsi complété, la concession sera réputée nulle et non-avenue, et la première somme déposée demeurera acquise au trésor royal à titre de dommages et intérêts. — Le complément du dépôt s'effectuera dans les valeurs prescrites pour le dépôt lui-même, et l'un et l'autre seront rendus par parties à mesure que les travaux exécutés par les concessionnaires s'élèveront à des sommes équivalentes.

13. La compagnie sera tenue de se soumettre au contrôle et à la surveillance de l'administration, tant pour l'exécution, la réception, l'entretien et la conservation des ouvrages, que pour l'accomplissement de toutes les autres clauses énoncées dans le présent cahier de charges.

14. La compagnie pourra établir à ses frais des agens, tant pour la perception des droits que pour la surveillance des plantations et la conservation des ouvrages.

15. La contribution assise aujourd'hui sur les terrains qui serviront d'emplacement au canal et à ses dépendances sera exempte de toute augmentation pendant la durée de la concession.

16. Le tarif des droits de péage annexé au présent cahier de charges, et signé par les soumissionnaires, ne pourra être modifié que du consentement mutuel du gouvernement et de la compagnie; et, dans tous les cas, il ne pourra être fait audit tarif aucune augmentation qu'en vertu d'une loi.

17. Les contestations qui pourraient s'élever sur l'interprétation des clauses et conditions énoncées ci-dessus seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département du Pas-de-Calais, sauf le recours au conseil d'état.

18. La concession ne sera valable et définitive qu'après la ratification de la loi. — Le présent cahier de charges proposé par le directeur général des ponts et chaussées et des mines, et approuvé par le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur. — Paris, le 3 avril 1822. — *Le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur*, signé CORBIÈRE.

Accepté le 4 avril 1822, conformément à la soumission ci-annexée. — *Signé LOQUE et DESJARDINS.*

#### Article additionnel.

Les frais d'amélioration à faire sur la branche déjà ouverte, entre la Bassée et la Haute-Deule, sont compris dans la somme de deux millions énoncée à l'article 1<sup>er</sup>. Cette branche est concédée par le gouvernement à la compagnie, pour en jouir, comme des autres parties du canal d'Aire à la Bassée, pendant le même temps et aux mêmes conditions. — Paris, le 3 avril 1822. — *Le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur*, signé CORBIÈRE.

Accepté. — *Signé LOQUE et DESJARDINS.*

*Tarif des droits de navigation à percevoir sur le canal d'Aire à la Bassée.*

*Nota.* Les droits devront être perçus par distance parcourue ou à parcourir, sans égard aux fractions; chaque distance sera de cinq kilomètres. — La perception se fera, sur la remonte comme sur la descente, en kiloli-

tres, en myriagrammes, en mètres cubes, suivant la nature des chargemens, et comme il suit :

|                                                             |                                                                                                                                       |             |
|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 1° Par kilolitre.....                                       | de froment, soit en grains, soit en farine.....                                                                                       | o f. 250 m. |
|                                                             | d'orge, seigle, blé de Turquie, soit en grains, soit en farine                                                                        | o 175       |
|                                                             | d'avoine et autres menus grains.....                                                                                                  | o 125       |
|                                                             | de sel marin et autres substances de ce genre.....                                                                                    | o 300       |
|                                                             | de vin, eau-de-vie, vinaigre et autres boissons et liqueurs                                                                           | o 400       |
|                                                             | de cidre, bière et poiré.....                                                                                                         | o 200       |
|                                                             | de mine et minéral.....                                                                                                               | o 015       |
|                                                             | de scories et de métaux.....                                                                                                          | o 022       |
|                                                             | de fer et fonte ouvrés et non ouvrés, et autres métaux...                                                                             | o 030       |
|                                                             | de cristaux ou porcelaine.....                                                                                                        | o 044       |
| 2° Par dixain de myriagrammes (ou quintal métrique).....    | de faïence, verres à vitres, verres blancs et bouteilles...                                                                           | o 030       |
|                                                             | de sucre, café, huile, savon, coton ouvré ou non ouvré, chanvre, lin ouvré, tabac, bois de teinture et autres objets de ce genre..... | o 044       |
|                                                             | de chanvre et lin non ouvrés.....                                                                                                     | o 035       |
|                                                             | de foin, paille et autres fourrages.....                                                                                              | o 020       |
|                                                             | de tourbe, de fumier et de cendres fossiles.....                                                                                      | o 005       |
|                                                             | de marbre, pierre de taille, plâtre, tuiles, briques, ardoises, chaux, charbon de terre.....                                          | o 200       |
|                                                             | de pierre mureuse, marne, argile, sable et gravier.....                                                                               | o 100       |
| 3° Par mètre cube....                                       | de bois d'écarrissage, de sciage, et autres de ce genre..                                                                             | o 200       |
|                                                             | de bois à brûler transportés par bateaux.....                                                                                         | o 100       |
|                                                             | de bois à brûler en trains.....                                                                                                       | o 025       |
|                                                             | de fagots et charbonnettes.....                                                                                                       | o 020       |
| 4° Pour une bascule de poisson.....                         | par mètre carré de tillac et chaque centimètre d'enfoncement, déduction faite de six centimètres pour le tirant d'eau.....            | o 200       |
|                                                             |                                                                                                                                       |             |
| 5° Pour un poinçon vide de deux cent vingt-huit litres..... |                                                                                                                                       | o 010       |
| 6° Pour un bateau quelconque en vidange.....                |                                                                                                                                       | o 650       |

*Nota.* Les droits établis au poids ne seront pas comptés au dessous du dixain de myriagrammes; ceux établis au cube, au dessous de l'hectolitre et de deux centièmes de mètre cube. — Toute fraction numéraire au dessous d'un centime sera comptée pour un centime. — Les marchandises de toute nature qui ne seront pas indiquées au présent tarif paieront le droit fixé pour celles avec lesquelles elles auront le plus de rapport. Ces classifications supplémentaires se feront toujours d'accord entre le gouvernement et la compagnie.

Le présent tarif proposé par le directeur général des ponts et chaussées et des mines, approuvé par le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur. — Paris, le 3 avril 1822. — *Le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur*, signé CORBIÈRE.

Accepté le 4 avril 1822, conformément à la soumission ci-annexée. — *Signé* LOQUE et DESJARDINS.

(Suit la soumission.)

#### *Cahier de charges pour le canal de Bourgogne.*

Art. 1<sup>er</sup>. La compagnie s'oblige à verser dans les caisses du trésor royal, à Paris, jusqu'à concurrence du montant de vingt-cinq millions, dans l'espace de dix ans et trois mois, pour l'exécution des travaux désignés ci-après : — Les versements s'effectueront de trois mois en trois mois, et seront égaux entre eux. — Le premier versement aura lieu le 1<sup>er</sup> octobre 1822; le second, le 1<sup>er</sup> janvier 1823, et ainsi de suite. — Lorsque les versements effectués s'élèveront au montant du dépôt préalable nécessaire pour être admis à soumissionner, ce dépôt sera rendu à la compagnie.

2. Ladite somme de vingt-cinq millions sera employée exclusivement à la



confection des ouvrages qui seront définitivement approuvés par M. le directeur général des ponts et chaussées, pour le canal de Bourgogne. — Elle ne pourra, en aucun cas et sous aucun prétexte, être détournée de cet emploi spécial. — Si la somme de vingt-cinq millions est insuffisante, le gouvernement prend l'engagement de suppléer au déficit; si au contraire la dépense effective n'atteint pas les estimations présumées, le prêt des sous-missionnaires sera diminué de la différence.

3. Le gouvernement s'engage à terminer les ouvrages énoncés dans l'article précédent, dans le délai de dix ans et trois mois, ou plus tôt, si faire se peut.

4. Pendant la durée des travaux, la compagnie recevra un intérêt de cinq francs dix centimes pour cent, sans aucune autre allocation. — Les intérêts seront acquittés par semestre; le premier semestre est fixé au 1<sup>er</sup> avril 1823; le second, au 1<sup>er</sup> octobre 1823, et ainsi de suite, de six mois en six mois. — Le compte des intérêts sera arrêté au dernier jour de chaque semestre, et le paiement s'en fera au trésor royal, à Paris, dans le courant du mois qui suivra le semestre échu.

5. Lorsque les travaux seront terminés, ou, au plus tard, à dater de l'expiration du délai fixé par l'article 3, la compagnie, indépendamment de l'intérêt stipulé dans l'article précédent, recevra annuellement, à titre de prime, un demi pour cent du capital primitif, jusqu'au moment où ce capital sera complètement amorti.

6. L'amortissement commencera en même temps que l'allocation de la prime. Il s'effectuera par un paiement annuel d'un pour cent sur le capital emprunté, et sera calculé avec les intérêts composés au taux fixé dans l'article 4. — Le dividende de la prime et celui du fonds d'amortissement seront acquittés aux mêmes époques et aux mêmes caisses que le montant des intérêts.

7. A dater de l'époque où le canal sera complètement navigable de l'une de ses extrémités à l'autre, les recettes du péage, celles des fermages et des locations d'usines établies ou à établir, les revenus provenant de la plus-value des terrains desséchés par les travaux de navigation, le produit de la vente des arbres et des herbes, celui des concessions d'eau pour arrosements, et en général les revenus de toute nature du canal, de son domaine et de ses dépendances seront exclusivement consacrés, — 1<sup>o</sup> A l'acquittement des frais de perception, de surveillance et d'administration; — 2<sup>o</sup> A l'entretien des ouvrages, et aux réparations tant ordinaires qu'extraordinaires; — 3<sup>o</sup> Au service des intérêts, de la prime et de l'amortissement. — Si ces revenus et produits ne suffisent pas pour pourvoir à ces diverses dépenses, le gouvernement s'oblige à y suppléer par des sommes complémentaires imputées annuellement sur le budget du ministère de l'intérieur, chapitre des ponts et chaussées; et, à cet effet, des ordonnances du trésor seront émises en temps utile pour que les paiemens puissent être effectués régulièrement et sans retard, aux époques convenues.

8. Dans les années où l'ensemble des produits excèdera tous les prélèvements stipulés dans l'article précédent, le fonds d'amortissement s'accroîtra de tout l'excédant, et, sous aucun prétexte, il ne sera fait une distraction quelconque pour une autre destination.

9. Lorsque, par l'action progressive de l'amortissement, la compagnie se trouvera complètement remboursée de ses avances, il sera fait annuellement un partage égal du produit net entre le gouvernement et la compagnie. Ce partage aura lieu pendant quarante ans, après lesquels le gouvernement rentrera dans la jouissance pleine et entière de tous les produits du canal et de ses dépendances.

10. Il sera tenu, tant pour les recettes que pour les dépenses du canal, des comptes et des registres particuliers, dont la compagnie aura droit, en tout temps, de prendre connaissance. — Elle sera d'ailleurs admise à prendre également connaissance des projets, et à présenter les observations qu'elle jugera convenable d'adresser dans l'intérêt de l'exécution et de la conservation des ouvrages, pour être statué ultérieurement par l'administration ce qu'il appartiendra. — Elle pourra se faire assister par un ingénieur des ponts et chaussées en retraite, et même par un ingénieur en activité : mais, dans ce dernier cas, le choix de la compagnie sera soumis à M. le directeur général, qui décidera s'il est possible, sans inconvénient, de distraire du service public un ingénieur en exercice.

11. Le tarif des droits de péage annexé au présent cahier de charges, et signé par les soumissionnaires, ne pourra être modifié que du consentement mutuel du gouvernement et de la compagnie, et, dans tous les cas, il ne pourra être fait audit tarif aucune augmentation qu'en vertu d'une loi.

12. Le canal et ses dépendances ne seront soumis à aucun impôt.

13. Les travaux énoncés dans l'article 2 seront mis en adjudication par lots, suivant les formes ordinaires : mais si, à dater d'un mois de la première publication, il ne s'est présenté aucun soumissionnaire offrant un rabais d'un vingtième au moins sur l'estimation approuvée, la compagnie aura la faculté d'entreprendre, à ses risques et périls, l'exécution des ouvrages, aux clauses et conditions exprimées dans les devis et cahier de charges, et aux prix qui auront servi de base à l'adjudication. Il est expressément stipulé que la compagnie sera soumise, pour l'exécution des travaux dont elle voudra se rendre adjudicataire, à toutes les conditions imposées aux entrepreneurs des ponts et chaussées, et que les cas d'éviction et de surenchère pourront trouver leur application dans les mêmes circonstances.

14. La compagnie est autorisée à former une société anonyme, qui aura la faculté d'émettre à volonté des actions négociables, provisoires ou définitives, pour la totalité des sommes comprises dans la présente convention, et de les diviser en primes, intérêts et chances, comme elle l'entendra. Toutefois, l'acte de société anonyme sera soumis à l'approbation du roi, conformément à la loi; et un commissaire du gouvernement sera chargé d'en surveiller les opérations. Il visera toutes les actions qui seront mises en circulation, en y apposant sa signature. Les actions et le transfert de ces actions ne seront soumis à aucun droit.

15. Les signataires de la soumission s'obligent personnellement à faire acquitter par la compagnie qu'ils représentent jusqu'à concurrence du sixième de l'estimation. Cette somme servira de cautionnement et de garantie pour l'exécution régulière des engagements énoncés dans les articles précédens. Dans le cas où la soumission serait souscrite à la fois par plusieurs intéressés, dont chacun aurait signé pour une somme déterminée, il est entendu que chaque signataire ne demeure engagé que jusqu'à la concurrence du sixième du montant de son engagement personnel. — Les porteurs d'actions ou effets créés par la société seront tenus de faire les paiemens subséquens, et ils perdront tout droit à l'action dont ils seront porteurs, s'ils n'ont pas versé aux termes fixés les sommes dont ils seront redevables : dans ce cas, l'action sera vendue pour leur compte, à la diligence du gouvernement, sans qu'il soit besoin de faire prononcer la déchéance par un jugement; le tout sans préjudice des droits de ceux qui auront exécuté ponctuellement leurs engagements, et sans qu'aucun recours puisse être exercé envers la compagnie, au dessus de la somme stipulée en cautionnement.

16. Les contestations qui pourraient s'élever sur l'interprétation de toutes



les clauses et conditions précédentes seront jugées par le conseil de préfecture du département de la Côte-d'Or, sauf recours au conseil d'état dans les formes et suivant les délais d'usage.

17. Les engagements respectifs stipulés dans les articles précédens ne seront valables et définitifs qu'après la ratification de la loi.—Le présent cahier de charges proposé par le directeur général des ponts et chaussées et des mines, et approuvé par le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.—Paris, le 3 avril 1822. — *Le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur*, signé CORBIÈRE.

Accepté le 4 avril 1822, conformément à la soumission ci-annexée.— Signé JONAS HAGERMAN.

(*Suivent la soumission pour le canal de Bourgogne (1); — La soumission pour les canaux de Bretagne, trente-six millions (2); — La soumission pour le canal d'Arles à Bouc (3); — La soumission pour le canal du Nivernais, huit millions (4); — La soumission pour le canal du duc de Berry, du Bec d'Allier à Tours, douze millions (5); — La soumission pour le canal latéral à la Loire, de Digoin à Briare, douze millions (6).*)

N° 633. = 14 août—8 septembre 1822. = ORDONNANCE du roi qui approuve

(1) Le tarif est le même pour ce canal que celui qui est annexé au cahier de charges du canal d'Aire à la Bassée.

(2) Le tarif est le même pour ces canaux que celui qui est annexé au cahier de charges du canal d'Aire à la Bassée. — La durée des travaux est de dix ans et trois mois. — Le montant de l'emprunt est de trente-six millions. — L'époque du premier versement est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1822. — L'intérêt consenti par la compagnie est de cinq francs soixante-deux centimes pour cent. — Le conseil de préfecture appelé à juger, en première instance, les contestations qui pourraient s'élever entre le gouvernement et la compagnie, sur l'interprétation des clauses et conditions du cahier de charges, est celui du département de la Loire-Inférieure. — Toutes les autres conditions du cahier de charges annexé à la soumission pour le canal de Bourgogne sont communes aux canaux de Bretagne.

(3) Le tarif est le même pour ce canal que celui qui est annexé au cahier de charges du canal d'Aire à la Bassée. — La durée des travaux est de six ans et trois mois. — Le montant de l'emprunt est de cinq millions cinq cent mille francs. — L'époque du premier versement est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1822. — L'intérêt consenti par la compagnie est de cinq francs douze centimes pour cent. — Le conseil de préfecture appelé à juger, en première instance, les contestations qui pourraient s'élever entre le gouvernement et la compagnie, sur l'interprétation des clauses et conditions du cahier de charges, est celui du département des Bouches-du-Rhône. — Toutes les autres conditions du cahier de charges annexé à la soumission pour le canal de Bourgogne sont communes au canal d'Arles à Bouc.

(4) Le tarif est le même pour ce canal que celui qui est annexé au cahier de charges du canal d'Aire à la Bassée. — La durée des travaux est de sept ans et trois mois. — Le montant de l'emprunt est de huit millions. — L'époque du premier versement est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1822. — L'intérêt consenti par la compagnie est de cinq francs vingt-huit centimes pour cent. — Le conseil de préfecture appelé à juger, en première instance, les contestations qui pourraient s'élever entre le gouvernement et la compagnie, sur l'interprétation des clauses et conditions du cahier de charges, est celui du département de la Nièvre. — Toutes les autres conditions du cahier de charges annexé à la soumission pour le canal de Bourgogne sont communes au canal du Nivernais.

(5) Le tarif est le même pour ce canal que celui qui est annexé au cahier de charges du canal d'Aire à la Bassée. — La durée des travaux est de huit ans et trois mois. — Le montant de l'emprunt est de douze millions. — L'époque du premier versement est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1822. — L'intérêt consenti par la compagnie est de cinq francs trente-un centimes pour cent. — Le conseil de préfecture appelé à juger, en première instance, les contestations qui pourraient s'élever entre le gouvernement et la compagnie, sur l'interprétation des clauses et conditions du cahier de charges, est celui du département du Cher. — Toutes les autres conditions du cahier de charges annexé à la soumission pour le canal de Bourgogne sont communes au canal du duc de Berry.

(6) Le tarif est le même pour ce canal que celui qui est annexé au cahier de charges du canal d'Aire à la Bassée. — La durée des travaux est de huit ans et trois mois. — Le montant de l'emprunt est de douze millions. — L'époque du premier versement est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1822. — L'intérêt consenti par la compagnie est de cinq francs dix-sept centimes pour cent. — Le

*l'adjudication de la concession des eaux surabondantes du canal de Saint-Maur* (1). (VII, Bull. DLIII, n° 13324.)

Louis, . . . .—Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur;—Vu la loi du 17 avril 1822, qui autorise le gouvernement à concéder, avec publicité et concurrence, les eaux surabondantes du canal de Saint-Maur;—Vu le procès-verbal du 30 juillet 1822, constatant le résultat des soumissions présentées pour la concession de ces eaux;—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. L'adjudication de la concession des eaux surabondantes du canal de Saint-Maur, faite et passée le 30 juillet 1822, par le préfet du département de la Seine, au sieur *Dageville*, pour le prix de six cent cinquante-cinq mille deux cents francs, est approuvée. — Toutes les charges, clauses et conditions contenues au cahier de charges relaté dans le procès-verbal d'adjudication du 30 juillet 1822, recevront leur pleine et entière exécution.

2. Le cahier de charges et le procès-verbal d'adjudication, ainsi que les pièces y relatées, demeureront annexés à la présente ordonnance.

*Cahier de charges pour la concession des eaux surabondantes du canal de Saint-Maur.*

La concession a pour objet l'établissement d'usines aux abords du canal de Saint-Maur : elle comprend, — 1° La faculté exclusive d'user, dans les limites fixées ci-après (article 12), des eaux qui passeront dans le canal et qui ne seront pas nécessaires à la navigation, et d'en jouir avec la chute résultant de la différence du niveau de la Marne, de l'amont à l'aval du canal, sauf la pente que comportera l'écoulement de l'eau; — 2° La propriété des terrains qui ont été acquis par l'état aux abords du canal pour établissement d'usines. — Le gouvernement et les concessionnaires sont respectivement soumis aux clauses et conditions suivantes :

Art. 1<sup>er</sup>. La concession est perpétuelle.

2. Le volume d'eau à prendre dans le canal sera livré aux concessionnaires immédiatement à la sortie du souterrain, et par une seule prise d'eau de quatre mètres de largeur sur chacune des deux rives. Si les dispositions qui seront adoptées par les concessionnaires nécessitent de changer les emplacements des deux prises d'eau, actuellement fixés aux points *A* et *B* du plan joint au présent cahier de charges, ils pourront opérer ce changement en barrant celles-ci et en donnant les mêmes dimensions aux deux nouvelles prises d'eau qu'ils établiront à leurs frais sur d'autres points, sous la surveillance de l'ingénieur en chef du département, et dont les projets devront être préalablement soumis à M. le directeur général des ponts et chaussées et des mines. — Le volume d'eau est ainsi fixé : — 1° Les vantelles des portes de l'écluse à sas étant fermées, et la dépense des eaux du canal n'ayant lieu que pour le service des usines, la plus grande vitesse de l'eau à la superficie du canal, mesurée à partir de l'entrée du souterrain, n'excèdera jamais cinquante-cinq centimètres par seconde sexagésimale, ou trente-trois mètres par minute, et ce, pour quelque hauteur d'eau que ce soit en rivière. — Le *maximum* de vitesse ci-dessus indiqué pourra recevoir les accroissemens nécessaires au service de l'écluse et à la navigation du canal. — 2° Il

---

conseil de préfecture appelé à juger, en première instance, les contestations qui pourraient s'élever entre le gouvernement et la compagnie, sur l'interprétation des clauses et conditions du cahier de charges, est celui du département de la Nièvre. — Toutes les autres conditions du cahier de charges annexé à la soumission pour le canal de Bourgogne sont communes au canal latéral à la Loire, de Digoin à Briare.

(1) Voyez la loi du 17—23 avril 1822, qui autorise cette concession.



sera établi, aux frais du gouvernement, un barrage dans le lit de la Marne pour régler la prise d'eau du canal. Ce barrage sera disposé de manière à obtenir sur le buse de la porte de garde une hauteur d'eau qui ne devra pas être moindre d'un mètre cinquante centimètres, et qui pourra augmenter suivant les diverses crues de la Marne, sans pouvoir jamais excéder quatre mètres. — Lorsque les eaux en rivière auront atteint cette hauteur, les portes de garde seront fermées, et le biez inférieur sera alimenté par les vantelles pratiquées dans les portes de garde, lesquelles auront ensemble une superficie de trois mètres cinquante centimètres carrés, et seront placées sur l'entretoise inférieure. — Dans aucun cas, la hauteur d'eau, dans le biez inférieur, ne pourra excéder celle de quatre mètres ci-dessus indiquée.

3. Pour que la vitesse de l'eau dans le canal souterrain et la dépense par les usines puissent être ainsi réglées, il sera établi, à l'ouverture de chacune des prises d'eau *A* et *B*, un système de vannes ou de poutrelles dont la manœuvre aura lieu, sous la surveillance des ingénieurs, par l'éclusier du canal. — A l'effet d'assurer la facile exécution de l'article précédent, il sera établi des échelles à la porte de l'écluse de garde et à l'entrée de chacune des prises d'eau alimentant les usines. L'échelle placée près de l'écluse de garde faisant connaître par sa graduation la hauteur d'eau de la rivière, celles qui seront placées près de chaque prise d'eau porteront une graduation correspondante, déterminant, relativement à cet état de la rivière, à quel point les vannes de prise d'eau doivent être levées pour que la vitesse de superficie des eaux à l'entrée du souterrain n'excède point (0<sup>m</sup>, 55) cinquante-cinq centimètres par seconde sexagésimale. — La graduation de ces échelles sera réglée d'après des expériences faites, aussitôt qu'elles pourront avoir lieu, contradictoirement entre l'ingénieur en chef et les concessionnaires. — Les concessionnaires resteront soumis aux réglemens de police qui pourront être faits par l'administration pour les cas de grandes eaux et de glaces.

4. Pour la conservation de la chute qui doit animer les eaux concédées, le gouvernement s'oblige à empêcher la construction de tous ouvrages, de quelque nature qu'ils puissent être, qui auraient pour conséquence de diminuer la différence naturelle du niveau de la Marne d'une extrémité à l'autre du canal. — S'il se formait en rivière, par une cause quelconque, des alluvions qui, en retenant les eaux au dessous de l'embouchure du canal, vinssent à diminuer cette chute, l'enlèvement de ces alluvions serait effectué par les concessionnaires.

5. Le gouvernement se réserve de ménager à travers le barrage construit sur la Marne pour assurer la prise d'eau du canal, un pertuis pour le service de la navigation par le contour que forme la rivière. Ce pertuis sera ouvert aussi souvent que le besoin de la navigation l'exigera; et si, par l'effet ou par suite de cette manœuvre, l'eau s'abaisse sur le buse de l'écluse de garde à une hauteur moindre qu'un mètre cinquante centimètres, il n'y aura pas lieu à admettre de ce chef aucune réclamation de la part des concessionnaires.

6. Le gouvernement fait abandon en toute propriété, aux concessionnaires, des terrains acquis par lui pour établissement d'usines, et de ceux qui sont provenus du comblement du bras de Gravelle, à charge de bornage avec les anciens riverains. Ces terrains sont indiqués par une teinte rouge au plan joint au présent cahier de charges. La remise n'en sera faite toutefois qu'après qu'ils auront été dépourvus des terres végétales et glaises nécessaires à la formation des corrois du canal. — Ces corrois devront se terminer en 1822. Dans le cas néanmoins où, jusqu'à l'époque qui sera fixée ci-après pour la prise de possession des eaux, il serait nécessaire de faire, pour les besoins du canal, de nouveaux emplois de ces terres, les concessionnaires seront

tenus de les laisser prendre, sans indemnité, dans tous les emplacements non bâtis qui seront désignés par les ingénieurs. — Ces terrains seront, du reste, livrés sans aucune garantie de mesure, et dans l'état où ils se trouveront à l'époque de la remise, sans que le gouvernement soit tenu de combler les fouilles qui auront été ou qui seront faites, ni de régler ou enlever les dépôts de remblais dont ces terrains auront été rechargés. Il est de plus entendu qu'il sera, dans tous les temps, ménagé le long de la Marne, pour chemin de halage, un espace libre de la largeur prescrite par les ordonnances. — La remise des terrains sera constatée par un procès-verbal détaillé, rédigé contradictoirement entre l'ingénieur en chef et les concessionnaires.

7. Le gouvernement abandonne également en toute propriété aux concessionnaires, et avec les terrains qui en dépendent, les deux contre-canaux de dérivation creusés entre la Marne et l'ancien cours du bras de Gravelle. Cet abandon aura lieu à la charge, par les concessionnaires, — 1° D'entretenir et de conserver à perpétuité ces contre-canaux dans leur état actuel, tel qu'il est décrit et repéré au plan joint au cahier de charges ; — 2° D'établir, conformément au projet qui sera arrêté par M. le directeur général des ponts et chaussées, et d'entretenir à perpétuité un pont de halage sur chacun desdits contre-canaux, à leur jonction avec la Marne ; — 3° D'indemniser l'entrepreneur du gazonnage des talus de ces contre-canaux, dans le cas où la jouissance des herbes qui lui a été abandonnée pendant trois ans serait troublée ou restreinte par suite des travaux des usines. — Le gouvernement se réserve en outre, dans l'intérêt de la navigation et des usines placées sur la Marne au dessous du canal de Saint-Maur, de faire exécuter à l'extrémité du contre-canal de la rive droite, désignée sur le plan par la lettre *E*, tel ouvrage que bon lui semblera, pourvu qu'il ne s'oppose pas au déversement des eaux qui auront alimenté les usines des concessionnaires.

8. Les murs de soutènement des levées du canal formant la limite des terrains dont le gouvernement se réserve la propriété, feront partie de la concession, à la charge par les concessionnaires de les entretenir à perpétuité. Ils pourront, en conséquence, y asseoir des clôtures et façades de bâtiment, en se conformant, pour les alignemens à suivre, au plan joint au présent cahier de charges.

9. Les concessionnaires seront libres de disposer, comme ils le jugeront convenable, du volume d'eau qui leur est concédé, et de distribuer, en conséquence, dans les terrains désignés en l'article 12 ci-après, leurs bassins de prise d'eau, leurs canaux de fuite, leurs bâtimens d'habitation et d'exploitation, et tous les ouvrages accessoires, en ménageant toutefois un libre passage sur toute l'étendue du chemin de halage de la Marne, au moyen de ponts construits partout où besoin sera, et dont les projets seront soumis à l'approbation de M. le directeur général.

10. Le gouvernement prend l'engagement de livrer les eaux concédées deux ans et demi au plus après l'homologation de l'acte de concession. — Si, par suite de retard dans l'exécution des travaux, provenant d'autres causes que de force majeure, les concessionnaires n'en étaient pas mis en possession à cette époque, il leur serait payé, par forme d'indemnité, une somme de trois mille francs par mois de retard.

11. Dans aucun cas et sous aucun prétexte, les concessionnaires ne pourront prétendre d'indemnités, dommages, ni dédommagemens, — 1° Pour événemens de force majeure qui frapperaient sur tout ou partie de la concession ; — 2° Pour chômages entiers ou partiels de leurs usines pendant la fermeture des portes de garde, et pendant tout le temps nécessaire à l'exécution des ouvrages d'entretien, de curage, de réparation et reconstruction



des diverses parties du canal et de ses accessoires ;—3° Pour dérivations que le gouvernement jugerait à propos de faire dans la partie supérieure du cours de la Marne et de ses affluens , à l'effet d'alimenter des canaux de navigation autres que celui de l'Ourcq, moyennant que, dans le plus bas étiage, il se trouve un mètre et demi de hauteur d'eau sur le busc de la porte de garde du canal, sauf le cas de l'ouverture du pertain pour la navigation , ainsi qu'il est prévu ci-dessus par l'article 5.

12. Il est stipulé , à titre d'encouragement , que les bâtimens d'habitation et d'exploitation qui seront élevés sur les terrains compris dans le plan des usines, ne donneront lieu pendant vingt-cinq ans , à partir du jour de l'homologation de la concession, à aucune augmentation de la contribution foncière à laquelle ces terrains se trouveront imposés au moment du traité. — Lesdits terrains sont ceux qui , pouvant être occupés par les usines à construire ou leurs dépendances, sont compris entre les deux contre-canaux de dérivation du bras de Gravelle et leurs prolongemens, d'une part, et de l'autre, entre la Marne et le chemin de Charenton à Saint-Maur , après que ce chemin aura été rétabli. — Ces terrains sont enveloppés par un liséré bleu au plan joint au présent cahier de charges.

13. Le prix de la concession sera versé au trésor royal, et sera spécialement affecté à l'achèvement des travaux du canal de Saint-Maur. — Les versements auront lieu par les concessionnaires en quatre paiemens égaux , de six mois en six mois. Le premier paiement sera effectué dans les deux mois qui suivront l'homologation de l'acte de concession.

14. Pour sûreté et garantie de ses engagements relatifs aux versements du prix de la concession, la compagnie fournira un cautionnement dans les dix jours qui suivront l'acceptation de la soumission. — Ce cautionnement pourra, au choix des concessionnaires, être fourni en immeubles ou dans les mêmes valeurs que le dépôt de garantie. — Dans le premier cas, il sera de trois cent mille francs, et dans le second, de deux cent mille francs, en calculant au pair les valeurs dans lesquelles il sera fourni. — Si, à l'expiration du vingtième jour de l'adjudication, le cautionnement n'est pas fourni, la concession sera réputée nulle et non avenue, et la première somme déposée demeurera acquise au trésor royal, à titre de dommages et intérêts.

15. Le dépôt de garantie que les concessionnaires auront fait à la caisse des dépôts et consignations leur sera rendu immédiatement après qu'ils auront justifié avoir fourni le cautionnement stipulé en l'article qui précède.

16. Le cautionnement fourni par la compagnie lui sera rendu par partie et proportionnellement aux paiemens qui auront été faits du prix de la concession.

17. En cas de retard dans l'un des paiemens à effectuer par la compagnie, elle encourra la déchéance, après avoir été mise en demeure, et le cautionnement ou la portion de cautionnement qui resterait encore en dépôt deviendra la propriété du gouvernement, sans qu'il y ait lieu à aucun recours de la part de la compagnie ou de ses intéressés ou ayans-droit.

18. Toutes les contestations qui pourront s'élever entre le gouvernement et les concessionnaires, relativement aux interprétations et à l'exécution des clauses et conditions qui précèdent, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Seine, sauf recours au conseil d'état. — Le présent cahier de charges proposé par le conseiller d'état, directeur général des ponts et chaussées et des mines. — Paris, le 18 juin 1822.

— Signé BECQUEY.

Approuvé, le 20 juin 1822. — *Le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur*, signé CORBIÈRE.

(*Suivent le procès-verbal d'adjudication et la soumission.*)

N° 634. = 17—17 août 1822. = *Loi relative à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1823* (1). (VII, Bull. **DXLIX**, n° 13207.)

TITRE 1<sup>er</sup>. — *Fixation définitive des moyens de libération de l'arriéré* (2).

Art. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert au ministre des finances un crédit additionnel de quatre cent mille francs (400,000 fr.) de rentes cinq pour cent consolidés, pour compléter, avec celui de deux millions ouvert par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 15 mai 1818, l'inscription au grand-livre des créances arriérées antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1810.

2. L'émission des reconnaissances de liquidation, autorisée par les lois des 28 avril 1816 et 25 mars 1817, pour l'acquittement des créances arriérées antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1816, est définitivement limitée et demeure fixée à un capital de trois cent cinquante millions (350,000,000 fr.). — Si, après épuisement de cette somme de trois cent cinquante millions, il restait à acquitter des créances des exercices 1810 à 1815, elles seraient payées en numéraire, mais seulement jusqu'à la concurrence d'une dernière somme de onze millions cent quatre-vingt-dix-sept mille huit cent soixante douze francs (11,197,872 fr.), à la charge par le ministre des finances d'en rendre un compte spécial à la plus prochaine session des chambres.

3. Pour compléter les moyens de remboursement des reconnaissances de liquidation accordés par les lois des 8 mars 1821 et 1<sup>er</sup> mai 1822, il est mis à la disposition du ministre des finances, — 1° Un crédit en rentes cinq pour cent consolidés d'un million cent trente-neuf mille six cent cinquante-trois francs (1,139,653 fr.), avec jouissance du 22 septembre 1823, — Ladite inscription représentant, au cours moyen des six derniers mois de l'année 1821, un capital numéraire de vingt millions, formant, d'après la fixation ci-dessus, le complément nécessaire au remboursement des deux premiers cinquièmes des reconnaissances de liquidation émises ou à émettre; — 2° Un autre crédit en pareilles rentes de onze millions neuf cent soixante-six mille trois cent cinquante-trois francs (11,966,353 fr.), avec jouissance du même jour 22 septembre 1823, représentant, au même cours, un capital numéraire de deux cent dix millions, applicable au remboursement des trois derniers cinquièmes des mêmes effets échéant au 22 mars des années 1823, 1824 et 1825.

4. Le ministre des finances ne pourra disposer de ces deux crédits, montant ensemble à la somme de treize millions cent six mille six francs (13,106,006 fr.) de rentes, que par des négociations publiques avec concurrence, dans les formes suivies pour l'aliénation des rentes effectuées par le traité du 9 août 1821, et en stipulant des termes de paiement combinés avec les échéances des effets à rembourser. — Les mêmes conditions de publicité et de concurrence s'appliqueront à la négociation des six millions huit mille cinq cent dix francs de rentes restant des crédits accordés pour le remboursement des deux premiers cinquièmes des reconnaissances de liquidation.

5. Les rentes et créances de toute nature provenant des anciennes liquidations ou de l'arriéré des divers ministères, pour tous les exercices antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1816; dont l'inscription ou le paiement n'aurait pas été réclamé avant le 1<sup>er</sup> avril 1823, pour les propriétaires domiciliés en Europe,

(1) Voyez la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, qui contient des dispositions fondamentales sur chaque branche des revenus publics.

(2) Voyez, dans le § 6 des notes qui accompagnent le décret du 24 août (15, 16, 17 et)—13 septembre 1793, le résumé de la législation concernant l'acquittement de l'arriéré.



et avant le 1<sup>er</sup> janvier suivant, pour ceux résidant dans les colonies, seront éteintes et amorties définitivement au profit de l'état (1).

6. Il sera rendu, à la prochaine session des chambres, par chaque ministre ordonnateur, un compte spécial des ordonnances payables en valeurs d'arriéré qu'il aurait délivrées postérieurement au 1<sup>er</sup> juin 1822.

7. Au moyen des deux dispositions contenues dans l'article 2 ci-dessus, l'arriéré est définitivement et irrévocablement clos et réglé, sans que, sous aucun prétexte, il puisse être procédé à la liquidation d'aucune somme excédant celles qui sont portées dans ledit article.

TITRE II. — *Dispositions relatives aux pensions (2).*

8. Pourront obtenir, lorsqu'elles seront privées de moyens d'existence, une pension qui sera du quart du *maximum* de celle d'ancienneté attribuée à chaque grade militaire, ainsi qu'elle a été réglée par les articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'ordonnance royale du 14 août 1814, — 1<sup>o</sup> Les veuves des militaires morts postérieurement à ladite ordonnance, en jouissance de la pension de retraite, ou en possession de droits à cette pension, pourvu que leur mariage ait été contracté cinq ans avant la cessation d'activité de leurs maris, ou qu'elles aient un ou plusieurs enfans issus de leur mariage antérieur à cette cessation; — 2<sup>o</sup> Les veuves des militaires morts postérieurement à ladite ordonnance après vingt années d'activité, et qui auraient rendu à l'état des services éminens, reconnus tels par une décision spéciale du roi, pourvu que leur mariage ait précédé de cinq ans la mort de leur mari, ou qu'elles aient un ou plusieurs enfans issus de ce mariage. — Seront censées privées de moyens d'existence les veuves dont le revenu ne sera pas équivalent au double de la pension qu'elles seraient dans le cas d'obtenir (3).

9. Les enfans orphelins desdits militaires pourront, dans les mêmes cas, obtenir le secours annuel de pareille somme, déterminé par l'article 3 de ladite ordonnance, et en jouir jusqu'à vingt ans accomplis.

10. La jouissance des pensions et secours annuels qui seront inscrits au trésor royal en vertu des deux articles précédens ne pourra donner lieu à des paiemens d'arrérages antérieurs aux liquidations faites en vertu de la présente loi.

11. Les anciens officiers suisses qui faisaient partie du régiment des gardes-suisses à l'époque du 10 août 1792 pourront obtenir la liquidation de leur solde de retraite, conformément aux dispositions exceptionnelles de l'ordonnance du 10 août 1816, sans que néanmoins cette liquidation puisse donner lieu à des paiemens d'arrérages antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1819.

12. Le ministre des finances rendra compte, à la session de 1824, du montant des pensions inscrites en vertu des dispositions ci-dessus.

(1) Cette disposition n'a prononcé de déchéance que contre les créanciers qui n'auraient pas réclamé le paiement de liquidations déjà faites, et non contre ceux dont la liquidation était en instance. Arr. du cons., 24 mars 1824, *MAC.*, VI, 145; et 19 juillet 1826, *MAC.*, VIII, 372. — La déchéance est applicable aux rentes liquidées dont l'inscription n'a pas été réclamée dans le délai prescrit par cet article. Arr. du cons., 31 décembre 1828, *MAC.*, X, 856.

(2) Voyez, sur les pensions, la loi du 15—25 germinal an 11 (5—15 avril 1803), et les notes.

Voyez spécialement, sur les pensions militaires de l'armée de terre, la loi du 11—14 avril 1831, et, sur les pensions de l'armée de mer, celle du 18 avril—11 mai même année; ces deux lois qui s'occupent des pensions des veuves et des secours à donner aux enfans des militaires ont abrogé, par leur art. 57, tous les réglemens, lois et décrets antérieurs, sauf les droits acquis.

(3) Sous l'empire de cette disposition, on jugeait que la veuve d'un militaire mort en activité de service ne pouvait obtenir une pension qu'autant qu'elle justifiait qu'elle était privée de moyens d'existence, et que l'ordonnance du 14 août 1814, qui n'exigeait pas cette preuve, avait été abrogée par la présente loi. Arr. du cons., 2 août 1826, *MAC.*, VIII, 486.

## RESTAURATION.

### TITRE III. — *Fixation des charges et dépenses de l'exercice 1823.*

#### § 1<sup>er</sup>. — Budget de la dette consolidée.

13. Les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement sont fixées, pour l'exercice 1823, à la somme de deux cent vingt-huit millions sept cent vingt-quatre mille deux cent soixante francs (228,724,260 fr.), conformément à l'état A ci-annexé.

#### § II. — Fixation des dépenses générales du service.

14. Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de six cent soixante-onze millions cent quatorze mille cent quatre-vingt-treize francs (671,114,193 fr.), pour les dépenses générales du service de l'exercice 1823, conformément à l'état B, applicables, savoir :

|                                                                                                                                               |                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Aux dépenses générales, ci.....                                                                                                               | 534,261,220 fr. |
| Aux frais de régie, d'exploitation, de perception, et non-valeurs des contributions directes et indirectes, et des revenus de l'état, ci..... | 130,663,973     |
| Aux remboursements et restitutions à faire aux contribuables sur les produits desdites contributions, ci.....                                 | 6,189,000       |

TOTAL ÉGAL..... 671,114,193 fr.

### TITRE IV. — *Produits affectés à l'exercice 1823.*

#### § 1<sup>er</sup>. — Divers droits et perceptions (1).

15. Continuera d'être faite en 1823, conformément aux lois existantes, la perception : — Des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque, de passeports et permis de port d'armes ; — Des droits de douanes, y compris celui sur les sels ; — Des contributions indirectes à l'exception du droit de consommation sur les huiles, des postes, des loteries, des monnaies et droits de garantie ; — Des taxes des brevets d'invention ; — Des droits établis sur les journaux ; — Des droits de vérification des poids et mesures ; — Du dixième des billets d'entrée dans les spectacles ; — Du prix des poudres, tel qu'il est fixé par la loi du 16 mars 1819 ; — D'un quart de la recette brute dans les lieux de réunion et de fête où l'on est admis en payant, et d'un décime pour franc sur ceux de ces droits qui n'en sont point affranchis ; — Des contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, ainsi que des revenus spéciaux accordés auxdits établissemens et aux établissemens sanitaires ; — Des droits établis pour les frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers ; — Des rétributions imposées, en vertu des arrêtés du gouvernement du 3 floréal an 8 (23 avril 1800) et du 6 nivose an 11 (27 décembre 1802), sur les établissemens d'eaux minérales, pour le traitement des médecins chargés par le gouvernement de l'inspection de ces établissemens ; — Des redevances sur les mines ; — Des diverses rétributions imposées en faveur de l'université sur les établissemens particuliers d'instruction et sur les élèves qui fréquentent les écoles publiques ; — Des taxes imposées, avec l'autorisation du gouvernement, pour la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitans, et des taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807 ; — Des sommes réparties sur les israélites de chaque circonscription pour le traitement des rabbins et autres frais de leur culte.

---

(1) Voyez, sur ces différens droits et perceptions, la loi de finances du 31—31 juillet 1821, tit. II, et les notes.



16. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1823, le produit des centimes additionnels que les villes ont été ou seront autorisées à ajouter temporairement aux tarifs de leur octroi, pour subvenir à des dépenses d'établissement d'utilité publique, ou pour se libérer d'emprunts, cessera d'être soumis au prélèvement de dix pour cent, auquel sont assujétis les produits ordinaires des octrois.

17. Le gouvernement continuera, pendant une année, d'être autorisé, conformément à la loi du 4 mai 1802 (14 floréal an 10), à établir des droits de péage, dans le cas où ils seront reconnus nécessaires, pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'état, des départemens ou des communes. Il en fixera les tarifs et le mode de perception, et en déterminera la durée, dans la forme usitée pour les réglemens d'administration publique.

#### § II. — Contributions directes (1).

18. La contribution foncière, la contribution personnelle et mobilière, la contribution des portes et fenêtres et des patentes, seront perçues pour 1823, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état C ci-annexé.

19. Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres, est fixé aux sommes portées dans les états D n<sup>os</sup> 1, 2 et 3 annexés à la présente loi.

#### § III. — Fonds destinés aux dépenses départementales.

20. Sur les centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière, il sera prélevé dix-neuf centimes pour les dépenses départementales fixes, communes et variables, suivant qu'elles sont spécifiées et déterminées par le troisième paragraphe, article 28 de la loi du 31 juillet 1821. — Ces centimes seront divisés de la manière suivante : — 1<sup>o</sup> Six centimes neuf dixièmes seront centralisés au trésor royal, pour être tenus à la disposition du ministre de l'intérieur, et être employés au paiement des dépenses fixes ou communes à plusieurs départemens ; — 2<sup>o</sup> Sept centimes un dixième seront versés dans les caisses des receveurs généraux de département, pour être tenus à la disposition des préfets, et être employés, sur leurs mandats, aux dépenses variables, lesquelles dépenses variables seront établies dans un budget dressé par le préfet, voté par le conseil général, et définitivement approuvé par le ministre de l'intérieur. — Les cinq centimes restans seront versés au trésor royal, pour, à titre de fonds commun, être tenus à la disposition du ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et venir au secours des départemens dont les dépenses variables excéderont le produit des sept centimes ci-dessus.

21. Un centime prélevé sur le fonds de non-valeurs des contributions foncière, personnelle et mobilière, continuera, pour 1823, d'être affecté aux secours généraux, et réparti entre les départemens dans le cas de grêle, d'incendie, d'inondation ou autres cas fortuits. — Sera également affecté, pour le même exercice, aux secours généraux, en augmentation du fonds d'un centime, l'excédant du fonds de non-valeurs de la contribution des portes et fenêtres. — Les préfets rendront compte aux conseils généraux de

---

(1) Voyez, sur la contribution foncière, la loi du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798); sur la contribution des portes et fenêtres, celle du 4 du même mois (24 novembre); et, sur la contribution personnelle et mobilière, celle du 3 nivose même année (23 décembre 1798), et les notes étendues qui accompagnent ces lois.

l'emploi du fonds de non-valeurs. — Les dispositions qui les concernent, prescrites par l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> mai 1822, cesseront d'avoir leur effet.

22. Les conseils généraux de département, indépendamment des trois centimes sur le principal de la contribution foncière qu'ils sont autorisés à voter, par l'article 20 de la loi du 31 juillet 1821, pour les opérations cadastrales, pourront, en outre, et sauf l'approbation du gouvernement, établir pour les dépenses d'utilité départementale des impositions dont le montant ne pourra excéder cinq centimes du principal des contributions foncière, personnelle et mobilière de 1822, et dont l'allocation sera toujours conforme au vote du conseil général. — Ces impositions pourront être élevées jusqu'à vingt centimes dans le département de la Corse.

§ IV. — Fixation des recettes de l'exercice 1823.

23. Le budget des recettes est fixé, pour l'exercice 1823, à la somme totale de neuf cent neuf millions cent trente mille sept cent quatre-vingt-trois francs (909,130,783 fr.), conformément à l'état E ci-annexé.

§ V. — Dispositions générales.

24. Le *minimum* des rentes cinq pour cent consolidés inscriptible au grand-livre de la dette publique, et susceptible d'être transféré, fixé à cinquante francs par la loi du 24 août 1793, est et demeure réduit à la somme de dix francs (1).

25. Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution des articles 4 et 6 de la loi du 28 avril 1816, relatifs aux contributions extraordinaires pour remboursement des dépenses de l'occupation militaire de 1815, et des articles 39, 40, 41, 42 et 43 de la loi du 15 mai 1818, relatifs aux dépenses extraordinaires des communes.

26. Les rôles d'impositions sur les propriétaires ou exploitans de fonds non enclos, votées avec les formes prescrites par les articles 39 et 40 de la loi du 15 mai 1818, pour le traitement des gardes champêtres, pourront être rendus exécutoires par les préfets.

27. Le tableau de répartition du fonds commun du cadastre, créé par l'article 21 de la loi du 31 juillet 1821, sera distribué annuellement aux chambres.

(*Suivent les états.*)

---

N° 635. = 21 — 29 août 1822. = *ORDONNANCE du roi qui établit un conseil de prud'hommes à Caen, département du Calvados* (2). (VII, Bull. DLI, n° 13220.)

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera établi un conseil de prud'hommes à Caen, département

---

(1) Voyez l'ordonnance du 16—23 septembre 1834, portant que les dispositions de cet article s'appliqueront aux rentes au porteur de toute nature.

(2) Voyez, sur l'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes, en général, le décret du 11 juin 1809, et les notes.



du Calvados. Ce conseil sera composé de onze membres, dont six seront pris parmi les marchands-fabricans, et les cinq autres parmi les facteurs, contre-maitres ou chefs-ouvriers de diverses fabriques du pays : les négocians fabricans ne pourront être élus prud'hommes, s'ils n'exercent depuis six ans ou s'ils ont fait faillite ; les chefs d'atelier, s'ils n'ont au moins six ans d'exercice de leur état.

2. Les branches d'industrie ou professions ci-après désignées concourront à la formation du conseil dans les proportions suivantes : — Les fabriques de dentelles nommeront trois membres, dont deux marchands-fabricans, et l'autre, facteur, contre-maitre ou chef-ouvrier ; — Les fabriques de bonneterie, deux membres, dont l'un sera marchand-fabricant, et l'autre, facteur, contre-maitre ou chef-ouvrier ; — Les fabriques de toiles de fil et de coton et les établissemens de filature de lin, de chanvre et de coton, deux membres, dont l'un, marchand-fabricant, et l'autre, facteur, contre-maitre ou chef-ouvrier ; — Les fabriques d'épuration des huiles, de teinture, d'impression sur toiles, de tannerie, de corroierie et de mégisserie, deux membres, dont l'un, marchand-fabricant, et l'autre, facteur, contre-maitre ou chef-ouvrier ; — Les fabriques de papier de tenture, de cartonnage et de registres, de meubles et de tous autres objets non mentionnés ci-dessus, deux membres, dont l'un, marchand-fabricant, et l'autre, facteur, contre-maitre ou chef-ouvrier. — Total, onze membres.

3. Indépendamment des onze membres dont il est question dans l'article précédent, il sera attaché audit conseil deux suppléans, l'un marchand-fabricant, et l'autre, facteur, contre-maitre, ou chef-ouvrier, tous deux également pris parmi les fabricans et ouvriers de l'arrondissement. Ces suppléans remplaceront ceux des membres qui, par des motifs quelconques, ne pourraient assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général des prud'hommes.

4. La juridiction du conseil s'étendra sur tous les marchands-fabricans, facteurs, contre-maitres, chefs d'atelier, commis, teinturiers, ouvriers, compagnons ou apprentis des deux sexes travaillant pour les fabriques situées dans l'arrondissement, quel que soit l'endroit de la résidence des uns et des autres.

5. Dans le cas où il serait interjeté appel d'un jugement rendu par les prud'hommes, cet appel sera porté devant le tribunal de commerce de Caen.

6. L'élection des membres du conseil aura lieu suivant le mode et de la manière qui sont réglés par le décret du 11 juin 1809. Quant à leur renouvellement, il s'opérera ainsi qu'il suit : la première année, deux marchands-fabricans et un facteur, contre-maitre ou chef-ouvrier, sortiront par la voie du sort ; les deuxième, troisième et quatrième années, un marchand-fabricant et un facteur, contre-maitre ou chef-ouvrier, sortiront de la même manière ; après quoi l'ancienneté des membres servira de règle chaque année pour leur sortie du conseil. Ces membres se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions établies tant par le décret précité que par ceux des 18 mars 1806 et 3 août 1810.

7. La ville de Caen fournira le local nécessaire pour la tenue des séances du conseil : les dépenses de premier établissement, de chauffage, d'éclairage, et de paiement du traitement attribué au secrétaire, seront également à sa charge.

---

N° 636. = 22 août—1<sup>er</sup> septembre 1822. = ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication de la convention conclue entre sa majesté très chrétienne

*et sa majesté catholique le 30 avril 1822, et ratifiée à Paris le 18 mai suivant, concernant la liquidation et le paiement des créances des Français à la charge de l'Espagne. (VII, Bull. DLII, n° 13274.)*

Louis, . . . — Nous avons ordonné et ordonnons que la convention suivante, conclue entre nous et sa majesté catholique le 30 avril 1822, et ratifiée à Paris le 18 mai suivant, sera insérée au Bulletin des lois, pour être exécutée suivant sa forme et teneur.

*Convention entre sa majesté très chrétienne et sa majesté catholique.*

Sa majesté très chrétienne et sa majesté catholique, étant également animées du désir de mettre un terme aux difficultés qui ont retardé jusqu'à présent la liquidation et le paiement des créances des sujets de sadite majesté très chrétienne à la charge de l'Espagne, et voulant, pour l'utilité commune de leurs sujets respectifs, régler cet objet par un arrangement définitif, ont nommé, dans ce but et à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir : — Sa majesté très chrétienne, — Le sieur *Gérard de Rayneval*, conseiller d'état, son ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire près la cour de Prusse, commandeur de l'ordre royal de la légion-d'honneur, et chevalier de l'ordre très distingué de Charles III, etc., etc., etc.; — Et sa majesté catholique, — Don *Joseph Noguera*, son secrétaire en exercice, premier officier de la secrétairerie d'état, chevalier de l'ordre très distingué de Charles III, etc., etc., etc.; — Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivants.

Art. 1<sup>er</sup>. A l'effet d'opérer le remboursement et l'extinction totale des créances des sujets de sa majesté très chrétienne dont le paiement est réclamé de sa majesté catholique, en vertu du premier article additionnel au traité du 20 juillet 1814, la somme de quatre cent vingt-cinq mille francs en rentes, représentant un capital de huit millions cinq cent mille francs, sera prélevée par le gouvernement français sur celle qui est actuellement en dépôt entre ses mains et qui appartient à l'Espagne, en vertu de précédentes conventions.

2. Au moyen de l'exécution de la stipulation précédente, sa majesté très chrétienne se charge de pourvoir au remboursement desdites créances de ses sujets sur l'Espagne, fondées sur le premier article additionnel au traité du 20 juillet 1814, et sa majesté catholique se trouve, en conséquence, complètement libérée de tout ce qu'elle pouvait leur devoir en vertu dudit article.

3. Immédiatement après l'échange des ratifications de la présente convention, le gouvernement français fera remettre à la personne ou aux personnes qui seront autorisées, à cet effet, par sa majesté catholique, le surplus de la rente qu'il a gardée en dépôt, y compris la somme totale des intérêts accumulés et composés par lui perçus jusqu'à ce jour.

4. Afin de prévenir, autant qu'il est possible, toutes les difficultés qui pourraient entraver et retarder la liquidation qui devra être faite par le gouvernement français d'après l'article 2 ci-dessus, le gouvernement espagnol s'engage à faciliter de toutes les manières la production des titres et pièces servant à constater les réclamations auxquelles se rapporte ledit article.

5. Dans le cas où, contre la teneur de l'article additionnel du traité du 20 juillet 1814, le séquestre existerait encore sur des propriétés françaises dans les états de sa majesté catholique, la main-levée en sera immédiatement effectuée.

6. Il est bien entendu que les stipulations ci-dessus, relatives seulement à



l'extinction des créances fondées sur le premier article additionnel au traité du 20 juillet 1814, ne préjudicient en rien aux réclamations de toute autre nature que des sujets de sa majesté très chrétienne auraient à faire valoir sur le gouvernement espagnol, lesquelles réclamations seront liquidées et payées par ce gouvernement, conformément aux lois et décrets sur la dette publique d'Espagne.

7. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le terme d'un mois ou plus tôt, si faire se peut.—En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes. — Fait à Paris, le 30 avril 1822. — *Signé* RAYNEVAL, JOSEPH NOGUERA.

Article séparé.

Pour prévenir le renouvellement des difficultés qui se sont élevées, lors de l'exécution de la convention du 25 avril 1818, sur le paiement des créances qui ont cessé d'appartenir à leurs titulaires primitifs, il est bien convenu que ce sera l'origine de la créance, et non la qualité de celui qui en serait porteur, qui déterminera de quelle manière et par quel gouvernement elle devra être payée, sans que l'on puisse regarder le transfert qui en aurait été ou en serait fait comme un motif qui puisse en faire refuser la liquidation et le paiement. — Le présent article séparé aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot dans la convention de ce jour. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées en même temps. — En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes. — Fait à Paris, le 30 avril 1822. — *Signé* RAYNEVAL, JOSEPH NOGUERA.

N° 637. = 22 août 1822. = **ORDONNANCE du roi qui retire un brevet à un libraire** (1). (Moniteur du 26 août.)

Louis, . . . . — Vu l'arrêt de la cour royale de Paris, du 9 août dernier, qui condamne le sieur *Jean-François Leroux*, libraire, à deux mois d'emprisonnement, à cinq cents francs d'amende et aux dépens, comme coupable d'avoir vendu des livres obscènes, de contravention à l'article 19 de la loi du 21 octobre 1814, et d'opposition avec violence envers les inspecteurs de la librairie, agissant dans l'exercice de leurs fonctions, en vertu de l'article 12 de la loi du 21 octobre 1814 ; — Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Le brevet de libraire, à la résidence de Paris, est retiré au sieur *Jean-François Leroux*.

N° 638. = 28 août—8 septembre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui supprime les deux places de chefs de service pour les vivres et pour les fourrages, créées par l'article 3 de l'ordonnance du 30 janvier—17 février 1821** (2). (VII, Bull. DLIII, n° 13325.)

(1) Voyez, sur la librairie, le décret du 5 février 1810, et les notes qui résument la législation de la matière.

(2) Cette ordonnance se rapporte à celle du 30 janvier—17 février 1821, qui avait organisé la direction générale des subsistances militaires, et qui a été abrogée par celle du 26 novembre—8 décembre 1823, portant suppression de cette direction générale : la présente n'a donc plus d'intérêt.

Voyez aussi l'ordonnance du 8—28 juin 1825, portant organisation du personnel du service des subsistances, tant dans l'intérieur qu'aux armées.

N° 639. = 28 août 1822 — 10 avril 1832. = **ORDONNANCE du roi concernant l'organisation du corps de sapeurs-pompiers de la ville de Paris** (1). (IX, ordonn., 1<sup>re</sup> sect., Bull. CXLVII, n° 4096.)

Louis, . . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu le décret du 18 septembre 1811, concernant la création d'un corps de sapeurs-pompiers à Paris ; — Vu notre ordonnance du 7 novembre 1821, portant que ce corps comptera désormais dans le complet de l'armée ; — Considérant que le décret du 18 septembre 1811 ne se trouve plus en harmonie avec l'ordonnance précitée, et qu'il est indispensable de réunir dans une nouvelle ordonnance spéciale toutes les dispositions qui devront régler l'administration et le service du corps ; — Considérant que le conseil municipal de notre bonne ville de Paris a, par sa délibération du 24 mai 1822, voté les fonds nécessaires pour l'entretien de ce corps au complet déterminé par notre ordonnance du 7 novembre 1821 ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

**TITRE 1<sup>er</sup>. — Administration.**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le corps de sapeurs - pompiers de la ville de Paris continuera d'être sous les ordres immédiats et l'administration du préfet de police.

2. La direction et l'emploi de fonds destinés à former la solde, les masses et indemnités allouées au corps, seront confiés à un conseil d'administration, composé ainsi qu'il suit : président, le lieutenant-colonel ou le chef de bataillon commandant le corps, deux capitaines, deux lieutenans, le trésorier secrétaire.

3. Les membres du conseil, à l'exception du président, seront renouvelés tous les ans. — Les six officiers du corps ayant le grade de capitaine rouleront entre eux pour la composition du conseil.

4. Les opérations du conseil seront dirigées, conformément aux lois, ordonnances et réglemens en vigueur dans l'armée, par un sous-intendant militaire, qui passera les revues de terrain, visitera les magasins de toute nature, et remplira enfin auprès du corps toutes les fonctions attribuées à l'intendance militaire. — Il donnera connaissance de tous les actes et de toutes les opérations du conseil au préfet de police, et soumettra annuellement à son approbation les comptes de toute espèce qu'il aura arrêtés dans le cours de chaque exercice.

5. Les hommes malades seront reçus et traités dans les hôpitaux militaires, moyennant un franc trente centimes par jour.

6. Il sera accordé une somme de quarante francs, à titre de première mise, pour chaque sapeur-pompier nouvellement admis, soit par enrôlement volontaire, soit qu'il vienne d'un des régimens de l'armée.

**TITRE II. — Fonds destinés aux dépenses du corps, traitemens, soldes et masses.**

7. Pour subvenir aux dépenses relatives à l'entretien du corps des sapeurs-pompiers et aux dépenses diverses qui se rattachent au service des incendies, il sera mis annuellement à la disposition du préfet de police, dans la caisse municipale de la ville de Paris, une somme de quatre cent quarante-cinq mille quatre cent vingt-deux francs quatre-vingt-cinq centimes, dont

(1) Voyez le décret du 18 septembre 1811, qui a créé ce corps, et la note. Voyez aussi l'ordonnance du 20 janvier — 10 avril 1832, sur le même objet.



trois cent cinquante-quatre mille quatre cent quatre-vingt-deux francs quatre-vingt-cinq centimes affectés au paiement des traitemens, soldes et masses, et quatre-vingt-dix mille neuf cent quarante francs, aux dépenses d'administration, telles que casernement, entretien du matériel. — Ces crédits seront portés chaque année dans le budget de la ville de Paris, au chapitre des dépenses de la préfecture de police.

8. Le traitement des officiers et des employés civils est réglé ainsi qu'il suit, non compris l'indemnité de fourrage :

|                      |                                       |           |
|----------------------|---------------------------------------|-----------|
| Commandans du corps. | { du grade de lieutenant-colonel..... | 8,000 fr. |
|                      | — chef de bataillon.....              | 6,000     |
|                      | Adjudant-major-capitaine.....         | 3,500     |
|                      | Capitaine-ingénieur.....              | 3,500     |
|                      | Capitaine commandant de compagnie.    | 3,500     |
|                      | Lieutenant .....                      | 2,400     |
| Employés civils..... | { Trésorier .....                     | 3,500     |
|                      | { Chirurgiens . { major.....          | 2,400     |
|                      | { aide.....                           | 1,800     |
|                      | { Garde-magasin .....                 | 1,500     |
|                      | { Marinier.....                       | 450       |
|                      |                                       |           |

Les traitemens ci-dessus seront passibles d'une retenue de deux pour cent au profit de la caisse des invalides, et dont la quotité est exprimée au tarif de la présente ordonnance. — Les traitemens des employés civils n'éprouveront point cette retenue. — Le commandant du corps sera tenu d'avoir constamment deux chevaux de main. — L'adjudant-major capitaine, le capitaine-ingénieur et chaque capitaine commandant de compagnie devront avoir chacun un cheval, ainsi que le chirurgien-major. — Ils recevront à cet effet une indemnité qui demeure fixée à cinq cent quarante-cinq francs soixante-quinze centimes par an, par chaque cheval.

9. La solde et les masses des sous-officiers et sapeurs-pompiers sont fixées suivant le détail porté au tarif ci-dessous.

| TROUPE.                 | SOLDE               |                                                     |                                |                            | MASSES     |    |    |    |    |      | DÉPENSE<br>annuelle<br>par grade. |
|-------------------------|---------------------|-----------------------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|------------|----|----|----|----|------|-----------------------------------|
|                         | proprement<br>dite. | destinée<br>à la masse<br>d'entretien<br>à 25 cent. | boulange-<br>rie<br>à 25 cent. | chauffage<br>à<br>75 cent. | d'hôpital. |    |    |    |    |      |                                   |
|                         |                     |                                                     |                                |                            |            |    |    |    |    |      |                                   |
|                         | f.                  | c.                                                  | f.                             | c.                         | f.         | c. | f. | c. | f. | c.   |                                   |
| Adjudant sous-officier. | 1058                | 50                                                  | 91                             | 25                         | 73         | 51 | 10 | 1  | 50 | 1275 | 35                                |
| Maître-ouvrier.....     | 346                 | 75                                                  | 91                             | 25                         | 73         | 51 | 10 | 1  | 50 | 563  | 60                                |
| Sergent-major.....      | 693                 | 50                                                  | 91                             | 25                         | 73         | 51 | 10 | 1  | 50 | 910  | 35                                |
| Sergent.....            | 383                 | 25                                                  | 91                             | 25                         | 73         | 51 | 10 | 1  | 50 | 600  | 10                                |
| Caporal-fourrier.....   | 383                 | 25                                                  | 91                             | 25                         | 73         | 51 | 10 | 1  | 50 | 600  | 10                                |
| Caporal.....            | 346                 | 75                                                  | 91                             | 25                         | 73         | 25 | 55 | 1  | 50 | 538  | 05                                |
| Tambour.....            | 310                 | 25                                                  | 91                             | 25                         | 73         | 25 | 55 | 1  | 50 | 501  | 55                                |
| Sapeur-pompier.....     | 273                 | 75                                                  | 91                             | 25                         | 73         | 25 | 55 | 1  | 50 | 465  | 05                                |

Sur la solde proprement dite des caporaux, tambours et sapeurs-pompiers, il sera prélevé quarante centimes par homme et par jour pour l'ordinaire ; ce prélèvement pourra être porté, s'il en est besoin, et avec l'autorisation du préfet de police, jusqu'à cinquante centimes.

10. Les paiemens à faire aux officiers s'effectueront par douzième, à la fin de chaque mois, sur des états nominatifs vérifiés et arrêtés par le sous-intendant militaire et ordonnancés par le préfet de police. — La solde et les masses de la troupe seront payées d'avance et par quinzaine sur des états d'effectif arrêtés et ordonnancés comme ceux des sous-officiers. — Tous les paiemens d'à-compte se régulariseront chaque trimestre au moyen d'un décompte de revue.

11. Chaque homme de troupe devra avoir en dépôt dans la caisse du corps, à la masse d'entretien, une somme de cent francs : cette masse sera destinée à faire face aux pertes qu'il pourra éprouver et aux avances qui lui deviendraient nécessaires; elle se formera : — 1° Au moyen du versement de la première mise déterminée par l'article 6; — 2° Au moyen du prélèvement de solde de vingt-cinq centimes par jour indiqué à la deuxième colonne du tableau (article 9); — 3° Enfin, par le versement de la moitié du produit des services salariés, ainsi qu'il sera réglé ci-après, article 24.

12. Il sera fait, tous les ans, aux sous-officiers et sapeurs, décompte des sommes excédant celle de cent francs. — Le montant de l'avoir en masse leur sera payé à leur sortie du corps, et, en cas de décès, il sera remis à leurs héritiers.

13. Il sera formé une masse spéciale d'hôpital, au moyen d'une allocation annuelle de un franc cinquante centimes par homme de troupe. — Cette masse est destinée à pourvoir à tous les frais de traitement, concurremment avec le produit des retenues sur la solde des hommes aux hôpitaux, prélèvement fait du décompte fixé par le tarif annexé à la présente ordonnance. — En cas d'insuffisance du produit de cette masse, il y sera pourvu sur le fonds affecté aux dépenses d'administration.

14. Les masses d'entretien, de boulangerie, de chauffage et d'hôpital, seront administrées par le conseil, qui devra, par leur moyen, subvenir à tous les besoins qu'elles indiquent. — Les dépenses au compte des trois premières masses résulteront de marchés qui auront été passés par le conseil en présence du sous-intendant militaire, et approuvés par le préfet de police.

15. Tous les fonds ordonnancés au profit du corps resteront déposés à la préfecture de police dans une caisse à trois clefs, dont l'une sera entre les mains de l'officier supérieur commandant le bataillon; la seconde, dans celles du plus ancien officier du grade de capitaine, faisant partie du conseil; le trésorier aura la troisième.

16. La totalité des fonds dont la gestion est confiée au conseil d'administration n'étant applicable qu'à la solde et aux masses, la portion du crédit annuel qui ne sera pas employée à les payer restera dans la caisse municipale. — Sur le crédit de quatre-vingt-dix mille neuf cent quarante francs affectés aux dépenses d'administration, seront payés : — 1° Le prix alloué pour les rengagemens, — 2° Les hautes-paies pour chevrons, — 3° Les sommes à payer en cas d'insuffisance de la masse d'hôpital, — 4° Les premières mises aux hommes nouvellement admis, — 5° Les frais de route, — 6° Les frais de gîte et de géolage, — 7° Les frais de bureau du conseil d'administration réglés au commencement de chaque année par le préfet de police, — 8° Les loyers des casernes, — 9° Le salaire des concierges, — 10° L'éclairage des casernes, — 11° Le loyer des lits, — 12° Les dépenses de menu entretien des bâtimens affectés au casernement, — 13° La location des corps-de-garde pour les petits postes répartis dans Paris, — 14° L'entretien de ces corps-de-garde, y compris leur éclairage et leur chauffage, — 15° La dépense de réparations et d'achat de pompes, tonneaux et autres appareils nécessaires au



service des incendies, — 16° Les gratifications et encouragemens, — 17° Les dépenses relatives à l'instruction gymnastique. — Ils fourniront aussi au remboursement des débets laissés à la masse d'entretien par les hommes morts ou désertés insolubles, et feront face enfin à toutes les dépenses imprévues.

### TITRE III. — *Habillement, équipement, armement.*

17. Le corps des sapeurs-pompiers conservera son uniforme. — Chaque homme devra être pourvu des effets ci-après, savoir :

#### Habillement.

Un habit bleu, une capote bleue, une veste ou gilet à manches, un pantalon de drap bleu large, une paire de petites guêtres noires, deux pantalons blancs larges, deux paires de petites guêtres blanches, un bonnet de police.

#### Équipement.

Un casque, un chapeau, une paire d'épaulettes, trois cravates, dont une noire et deux blanches, une dragonne, une giberne, un havresac, une buffleterie complète.

L'armement continuera d'être composé d'un fusil à baïonnette et d'un sabre.

18. Les armes seront délivrées par le département de la guerre, sauf remboursement de ce qui sera dû pour cet objet par la ville de Paris : elles seront conservées en bon état aux frais de la masse d'entretien. — L'équipement sera fourni et entretenu par la masse d'entretien.

### TITRE IV. — *Casernement et distribution des postes.*

19. Les bâtimens actuellement occupés par le corps continueront d'être affectés à son casernement. — Aucun officier, sous-officier et soldat, ne pourra loger hors des casernes, sans l'autorisation spéciale du préfet de police.

20. Dans le cas où il serait nécessaire de faire dans les casernes existantes de grands travaux autres que ceux de simple entretien, ou s'il devenait indispensable d'établir de nouvelles casernes, les frais d'acquisition et de construction relatifs au premier établissement seront supportés par la ville de Paris, et il sera ouvert à cet effet des crédits particuliers.

21. La force des postes de sapeurs-pompiers, et les points où ils devront être placés, seront réglés par le préfet de police. — Il sera pourvu à l'entretien des postes sur le crédit déterminé par l'article 7.

22. Le préfet de police réglera les dépenses relatives au matériel des incendies ; il déterminera le nombre et la répartition des pompes, tonneaux, agrès et appareils nécessaires au service des incendies. — Les frais en seront imputés sur le crédit déterminé en l'article 7.

### TITRE V. — *Du service.*

23. Indépendamment du service ordinaire de la ville de Paris, le corps des sapeurs-pompiers continuera de faire, sous le rapport des dangers du feu, celui des spectacles, bals et lieux de réunion publique.

24. Le préfet de police réglera la rétribution qui sera due pour le service des spectacles, bals, etc. — Le montant de la rétribution sera la propriété des officiers, sous-officiers et sapeurs-pompiers qui auront fait le service : néanmoins, en ce qui concerne les hommes de troupe, la moitié seulement leur sera remise immédiatement, et l'autre moitié sera versée à la masse d'entretien, et il leur en sera fait décompte, s'il y a lieu, conformément à ce qui est prescrit par les articles 11 et 12.

25. Le général commandant la première division militaire et le préfet de police se concerteront pour assurer, en cas d'incendie, aux officiers des sapeurs-pompiers, l'autorité nécessaire, attendu qu'à eux seuls appartient la direction des moyens d'extinction.

TITRE VI. — *Pensions et retraites.*

26. Les officiers, sous-officiers et sapeurs-pompiers seront, à l'avenir, retraités d'après les bases déterminées pour l'armée, et les pensions auxquelles ils auront droit seront imputées sur les fonds généraux affectés au paiement des retraites de l'armée.

27. Il nous sera soumis, par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, des propositions pour la liquidation des traitemens ou pensions auxquels auront droit les officiers, sous-officiers et soldats désignés soit pour la retraite, soit pour la réforme, et qui ne seront pas compris dans la nouvelle organisation; le montant en sera payé par la ville de Paris. — A cet effet, le fonds des pensions appartenant au corps et qui est en dépôt au mont-de-piété, en sera retiré pour être versé dans la caisse municipale.

28. Les pensions et traitemens précédemment liquidés, et ceux qui le seront en vertu des dispositions de l'article précédent, seront l'objet d'un crédit spécial porté annuellement au budget de la préfecture de police.

29. La masse générale d'habillement se trouvant supprimée d'après les dispositions contenues aux articles 9, 11 et 24, l'avoir de cette masse, tant en deniers qu'en matière, sera constaté au moment de la nouvelle organisation, et le corps sera tenu d'en verser le montant à la caisse municipale dans le courant de l'exercice 1824.



# TABLE DES MATIÈRES.

*Le second chiffre indique, selon la nature des actes, la date de la promulgation ou celle de la publication.*

1819.

|                                                                                                                                                                                |    |                                                                                                                                                                                                                                |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| N° 1 <sup>er</sup> . — 7—29 juillet. — Ordonnance du roi qui établit une chambre de commerce à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).                                                   | 1  | ministre de la guerre.                                                                                                                                                                                                         | 17 |
| N° 2. — 7 juillet—4 août. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une société anonyme pour l'exploitation des salines d'Engrennien et de Lavalduc, etc. (Bouches-du-Rhône). | 1  | N° 14. — 19 juillet. — Cinquième série de questions résolues par le ministre de la guerre sur les appels.                                                                                                                      | 17 |
| N° 3. — 7 juillet. — Circulaire du garde des sceaux aux procureurs généraux près les cours royales, concernant l'exécution de la loi du 10—12 mars 1818, sur le recrutement.   | 1  | N° 15. — 28 juillet—20 août. — Ordonnance du roi qui fixe la portion du centime de non-valeurs de 1819, dont les préfets sont autorisés à faire emploi.                                                                        | 17 |
| N° 4. — 15—17 juillet. — Ordonnance du roi relative à la convocation des conseils d'arrondissement et des conseils généraux pour la session de 1819.                           | 1  | N° 16. — 28 juillet—20 août. — Ordonnance du roi qui autorise un emprunt pour concourir au paiement des travaux de construction d'un pont sur la rivière de Scorff (Morbihan).                                                 | 17 |
| N° 5. — 14—16 juillet. — Loi relative à la fixation du budget des dépenses de 1819.                                                                                            | 1  | N° 17. — 28 juillet—20 août. — Ordonnance du roi portant établissement d'un péage pour concourir aux frais de construction d'un pont à Epernay (Marne).                                                                        | 17 |
| N° 6. — 14—17 juillet. — Loi relative à l'abolition du droit d'aubaine et de détraction.                                                                                       | 3  | N° 18. — 4 — 20 août. — Ordonnance du roi concernant la compagnie des gardes-du-corps de <i>Monsieur</i> .                                                                                                                     | 17 |
| N° 7. — 14—17 juillet. — Loi relative à quelques changemens dans la circonscription de plusieurs départemens, arrondissemens, etc.                                             | 3  | N° 19. — 4 août — 4 septembre. — Ordonnance du roi concernant les chirurgiens qui s'embarquent sur les navires du commerce, etc.                                                                                               | 17 |
| N° 8. — 14 juillet—4 août. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Nord.                        | 4  | N° 20. — 7 août. — Règlement sur les fonctions des membres du conseil général des prisons.                                                                                                                                     | 22 |
| N° 9. — 16—17 juillet. — Loi relative aux grains.                                                                                                                              | 4  | N° 21. — 11 — 15 août. — Ordonnance du roi modificative du tarif des douanes.                                                                                                                                                  | 23 |
| N° 10. — 16—28 juillet. — Loi relative à des échanges entre le domaine de la couronne et le duc d'Orléans.                                                                     | 6  | N° 22. — 11 — 20 août. — Ordonnance du roi qui fixe, pour 1819, la durée des vacances de la cour des comptes, et institue une chambre de vacations.                                                                            | 23 |
| N° 11. — 17—17 juillet. — Loi relative à la fixation du budget des recettes de 1819.                                                                                           | 7  | N° 25. — 11 — 28 août. — Ordonnance du roi qui indique les départemens compris dans les circonscriptions des salpêtrières royales, et ceux où l'exploitation du salpêtre est entièrement abandonnée à l'industrie privée, etc. | 23 |
| N° 12. — 17—23 juillet. — Loi relative aux servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'état.                                                                       | 12 | N° 24. — 18 — 28 août. — Ordonnance du roi relative au traitement des pro-                                                                                                                                                     |    |
| N° 13. — 19 juillet. — Question sur les engagemens volontaires résolue par le                                                                                                  |    |                                                                                                                                                                                                                                |    |

- fesseurs de mathématiques attachés aux écoles régimentaires du génie. 25
- N° 25. — 18—28 août. — Ordonnance du roi qui prescrit la remise aux payeurs des départemens des pièces justificatives des paiemens que feront les receveurs généraux des arrérages d'inscriptions départementales ou d'inscriptions directes. 25
- N° 26. — 18 — 28 août. — Ordonnance du roi qui règle la solde des officiers et sous-officiers de sapeurs. 26
- N° 27. — 18 — 28 août. — Ordonnance du roi qui enjoint aux officiers de l'état civil de se procurer de nouveaux registres de l'état civil, lorsque des tribunaux auront ordonné l'apport au greffe des registres courans. 26
- N° 28. — 18 — 28 août. — Ordonnance du roi qui fixe le nombre des avoués à la cour royale de Paris. 27
- N° 29. — 18 — 28 août. — Ordonnance du roi relative à la réduction des huisiers de Paris. 27
- N° 30. — 18 août—3 septembre. — Ordonnance du roi portant convocation des collèges électoraux de certains départemens. 27
- N° 31. — 18 août—3 septembre. — Ordonnance du roi relative à la convocation du collège électoral de la Corse. 28
- N° 32. — 18 août—6 septembre. — Ordonnance du roi qui réunit la juridiction des patrons pêcheurs de Sérignan à celle d'Agde. 28
- N° 33. — 25 août—6 septembre. — Ordonnance du roi relative au conseil général du commerce. 28
- N° 34. — 25 août—6 septembre. — Ordonnance du roi relative au conseil général des manufactures. 30
- N° 35. — 25 août—17 septembre. — Ordonnance du roi qui érige des succursales nouvelles en faveur des diocèses. 32
- N° 36. — 1<sup>er</sup>—10 septembre. — Ordonnance du roi qui permet l'exportation des marrons et châtaignes. 33
- N° 37. — 1<sup>er</sup>—10 septembre. — Ordonnance du roi qui annule une décision ministérielle, qui déclare un particulier passible d'une imposition locale dont le montant est destiné à couvrir les frais d'un procès par lui gagné contre une commune. 33
- N° 38. — 1<sup>er</sup>—17 septembre. — Ordonnance du roi qui règle la manière suivant laquelle, après cassation d'un arrêt de la cour des comptes, les comptes sur lesquels cette cour aurait d'abord prononcé seront jugés. 34
- N° 39. — 1<sup>er</sup>—17 septembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société formée à Paris sous le nom de Compagnie française du Phénix. 34
- N° 40. — 1<sup>er</sup>—30 septembre. — Ordonnance du roi qui réunit en une seule et même association la tontine du Pacte social, précédemment divisée en deux sociétés. 35
- N° 41. — 8 — 17 septembre. — Ordonnance du roi qui permet l'exportation des charbons et des perches provenant du département des Ardennes. 40
- N° 42. — 15—28 septembre. — Ordonnance du roi concernant le bref adressé à l'archevêque de Bordeaux, etc. 41
- N° 43. — 15 — 28 septembre. — Ordonnance du roi concernant le bref adressé aux évêques préconisés dans le consistoire du 1<sup>er</sup> octobre 1817. 41
- N° 44. — 15—28 septembre. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique de plusieurs archevêques. 41
- N° 45. — 15—28 septembre. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de la bulle d'institution canonique de l'archevêque d'Aix. 41
- N° 46. — 15—28 septembre. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique de plusieurs évêques. 41
- N° 47. — 15 septembre—6 octobre. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de la Loire-Inférieure. 42
- N° 48. — 22—30 septembre. — Ordonnance du roi qui permet l'exportation des légumes secs et des farines en provenant. 42
- N° 49. — 22 septembre — 25 octobre. — Ordonnance du roi qui révoque, en ce qui concerne les propriétés des particuliers, l'ordonnance du 28 août 1816, et le règlement y annexé sur le martelage des bois propres aux constructions navales. 43
- N° 50. — 24 septembre — 10 octobre. — Ordonnance du roi qui détermine le mode de construction des fosses d'aisance à Paris. 43
- N° 51. — 29 septembre — 6 octobre. — Ordonnance du roi qui élève le droit d'entrée des tissus de bourre de soie. 46
- N° 52. — 29 septembre — 9 octobre. — Ordonnance du roi qui met en ac-



- tivité les jeunes soldats disponibles des classes de 1816 et 1817. 46
- N° 53. — 5 octobre. — Instructions adressées par le ministre de la marine à quatre directeurs forestiers de la marine. 46
- N° 54. — 6—10 octobre. — Ordonnance du roi qui rapporte celle du 3 août 1813, concernant l'exportation des grains, etc. 46
- N° 55. — 13—23 octobre. — Ordonnance du roi concernant le paiement des arérages de la dette publique et des pensions. 47
- N° 56. — 14—23 octobre. — Ordonnance du roi portant convocation de la chambre des pairs et de celle des députés. 48
- N° 57. — 20 octobre — 1<sup>er</sup> novembre. — Ordonnance du roi qui supprime la retenue exercée sur les dépenses du matériel de la guerre; et sur le prix des marchés, au profit de la caisse des invalides, et le droit de sceau; etc. 48
- N° 58. — 20 octobre — 8 novembre. — Ordonnance du roi qui autorise la compagnie d'assurances générales contre l'incendie à élever le maximum de chaque police d'assurance, et lui permet d'assurer à l'étranger. 48
- N° 59. — 20 octobre — 8 novembre. — Ordonnance du roi qui autorise la formation d'une seconde école ecclésiastique dans le département de l'Eure. 49
- N° 60. — 20 octobre. — Ordonnance du roi relative aux avances à payer aux troupes qui s'embarquent pour aller tenir garnison aux colonies. 49
- N° 61. — 23 octobre. — Extrait de la circulaire du ministre de l'intérieur sur les sociétés des assurances mutuelles. 49
- N° 62. — 26 octobre — 8 novembre. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique d'un archevêque et de deux évêques. 51
- N° 63. — 27 octobre — 8 novembre. — Ordonnance du roi qui détermine les formalités à observer pour le remplissage des vins arrivant à Paris par la haute Seine, et déclare le port Saint-Bernard annexe de l'entrepôt. 51
- N° 64. — 27 octobre — 6 décembre. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de la Gironde. 52
- N° 65. — 27 octobre — 9 décembre. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Rhône. 52
- N° 66. — 27 octobre. — Ordonnance du roi portant règlement sur le service des fonds du département de la guerre. 53
- N° 67. — 31 octobre—22 novembre. — Ordonnance du roi concernant le corps de la marine. 62
- N° 68. — 3 novembre — 9 décembre. — Ordonnance du roi concernant la comptabilité des frais de justice à recouvrer sur les condamnés. 67
- N° 69. — 10—22 novembre. — Ordonnance du roi qui accorde un supplément de solde aux lieutenans et sous-lieutenans des troupes d'infanterie et de cavalerie. 67
- N° 70. — 10—22 novembre. — Ordonnance du roi qui proroge la faculté d'exporter, par le cours de la Meuse, les écorces d'arbre provenant des forêts des Ardennes. 68
- N° 71. — 10—23 novembre. — Ordonnance du roi qui met en activité vingt mille hommes de la classe de 1818. 68
- N° 72. — 10 novembre — 13 décembre. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département d'Eure-et-Loir. 68
- N° 73. — 17 novembre — 13 décembre. — Ordonnance du roi portant établissement, à Metz, d'une caisse d'épargnes et de prévoyance. 69
- N° 74. — 19 — 29 novembre. — Ordonnance du roi qui nomme à trois ministères et à la présidence du conseil des ministres. 69
- N° 75. — 22 novembre 1819—6 septembre 1825. — Ordonnance du roi portant établissement de comités consultatifs dans quatre colonies françaises. 69
- N° 76. — 22 novembre. — Ordonnance du roi concernant l'administration de la justice dans les colonies françaises. 72
- N° 77. — 23 novembre — 13 décembre. — Ordonnance du roi portant établissement, au Conservatoire des arts et métiers, d'un enseignement public et gratuit pour l'application des sciences aux arts industriels. 74
- N° 78. — 29 novembre. — Discours du roi à l'ouverture de la session de 1819. 76

- N° 79. — 1<sup>er</sup>—15 décembre. — Ordonnance du roi qui modifie celles des 26 mai et 16 juin, concernant le dévidage des cotons filés. 76
- N° 80. — 1<sup>er</sup> décembre 1819—4 février 1820. — Ordonnance du roi qui autorise la rentrée en France d'individus dénommés dans l'article 2 de l'ordonnance du 24 juillet 1815. 76
- N° 81. — 8 — 22 décembre. — Ordonnance du roi portant établissement d'un nouveau bureau, dans le département du Doubs, pour l'exportation des boissons en franchise des droits de circulation et de consommation. 76
- N° 82. — 8 — 30 décembre. — Ordonnance du roi qui autorise l'établissement de la caisse de survivance et d'accroissement. 76
- N° 83. — 16 décembre 1819—11 janvier 1820. — Ordonnance du roi concernant la bibliothèque Mazarine. 77
- N° 84. — 16 décembre 1819—11 janvier 1820. — Ordonnance du roi qui établit, à Fécamp, quatre places de courtiers conducteurs de navires interprètes. 77
- N° 85. — 22 décembre 1819 — 11 janvier 1820. — Ordonnance du roi qui modifie le décret du 6 février 1811, relatif à la caisse de Poissy, etc. 77
- N° 86. — 22 décembre 1819—27 février 1820. — Ordonnance du roi qui établit une commission spéciale pour donner son avis sur les actions à intenter en matière de contravention aux lois prohibitives de la traite des noirs. 78
- N° 87. — 22 décembre 1819—27 février 1820. — Ordonnance du roi portant autorisation de la compagnie d'assurances générales sur la vie des hommes. 79
- N° 88. — 25 décembre 1819 — 29 janvier 1820. — Ordonnance du roi contenant règlement sur la répartition des bourses attribuées aux communes dans les collèges royaux. 79
- N° 89. — 29—30 décembre. — Loi relative au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions directes, et à la perception des impositions indirectes pendant l'année 1820. 82
- N° 90. — 29 décembre 1819—23 janvier 1820. — Ordonnance du roi qui autorise la construction à Paris d'un bâtiment destiné à recevoir des pauvres vieillards et malades, en attendant leur admission dans les hospices. 82
- N° 91. — 29 décembre 1819—20 février 1820. — Ordonnance du roi portant autorisation de l'association viagère en rentes sur l'état, avec accroissemens fixes et régénération des rentes. 82
- N° 92. — 29 décembre. — Ordonnance du roi concernant la retenue de cinq centimes sur les appointemens des préposés aux douanes. 83

## 1820.

- N° 93. — 5—23 janvier. — Ordonnance du roi qui modifie l'article 15 de celle du 1<sup>er</sup> avril 1818, relative à la formation des compagnies de discipline. 83
- N° 94. — 12—17 janvier. — Ordonnance du roi portant révocation, après deux mois de sa promulgation, des greffiers, notaires et autres officiers ministériels qui n'auront point fait les cautionnemens exigés par la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816. 83
- N° 95. — 12—18 janvier. — Ordonnance du roi concernant l'imprimerie royale. 84
- N° 96. — 16 janvier. — Ordonnance du gouverneur de la Guiane française sur les successions vacantes. 87
- N° 97. — 19—23 janvier. — Ordonnance du roi portant fixation du nombre des avoués près les tribunaux de première instance, dans le ressort de la cour royale de Paris. 88
- N° 98. — 19—23 janvier. — Ordonnance du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Paris. 89
- N° 99. — 26 janvier—16 février. — Ordonnance du roi relative aux lieutenans-généraux et maréchaux-de-camp en non-activité, appelés à faire partie de l'état-major général de l'armée. 89
- N° 100. — 2—16 février. — Ordonnance du roi qui augmente le nombre des membres du conseil des prud'hommes de Nîmes. 90
- N° 101. — 2 février — 29 mars. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une société d'assurance mutuelle contre l'incendie dans le département du Bas-Rhin. 91



- N° 102. — 4—16 février. — Ordonnance du roi portant institution canonique de M. de Quelen, en qualité de coadjuteur, avec future succession au siège archiépiscope de Paris. 92
- N° 103. — 4—16 février. — Ordonnance du roi concernant le service en poste et en malles de Paris à Caen. 92
- N° 104. — 4—20 février. — Ordonnance du roi contenant des mesures de police relatives aux propriétaires ou entrepreneurs de diligences, de messageries ou autres voitures publiques. 92
- N° 105. — 11—16 février. — Ordonnance du roi concernant le lieutenant-général Gilly. 93
- N° 106. — 11—21 février. — Ordonnance du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale d'Aix, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 93
- N° 107. — 11—21 février. — Ordonnance du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance du ressort de la cour royale d'Aix. 93
- N° 108. — 11—21 février. — Ordonnance du roi portant fixation du nombre des avoués près la cour royale de Rouen, et de ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 96
- N° 109. — 11—21 février. — Ordonnance du roi portant fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance du ressort de la cour royale de Rouen. 96
- N° 110. — 11 février—8 mars. — Ordonnance du roi qui révoque l'autorisation accordée à la compagnie d'assurances maritimes contre les risques de guerre. 97
- N° 111. — 11 février — 21 avril. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une compagnie royale d'assurances sur la vie. 97
- N° 112. — 11 février—21 avril. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une compagnie royale d'assurances contre l'incendie. 98
- N° 113. — 11 février—26 avril. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une compagnie royale d'assurances maritimes. 98
- N° 114. — 11 février—26 avril. — Ordonnance du roi portant dissolution de la compagnie royale d'assurances maritimes, autorisée par l'ordonnance du 11 septembre 1816. 99
- N° 113. — 14 février. — Ordonnance du roi qui constitue la chambre des pairs en cour de justice pour connaître de l'attentat commis sur un prince de la famille royale. 100
- N° 116. — 19 février. — Ordonnance du roi sur l'emploi des amendes. 100
- N° 117. — 21 février—17 mars. — Ordonnance du roi concernant la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie, établie à Lyon. 101
- N° 118. — 23 février—16 mars. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Bordeaux, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 101
- N° 119. — 23 février—16 mars. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Bordeaux. 102
- N° 120. — 23 février—16 mars. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Caen, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 102
- N° 121. — 23 février—16 mars. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Caen. 102
- N° 122. — 23 février—16 mars. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Lyon, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 103
- N° 123. — 23 février—16 mars. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Lyon. 103
- N° 124. — 23 février—16 mars. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Metz, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 104
- N° 125. — 23 février—16 mars. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Metz. 104
- N° 126. — 23 février—16 mars. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Rennes, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 104
- N° 127. — 23 février—16 mars. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première

- instance dans le ressort de la cour royale de Rennes. 103
- N° 128. — 25 février—28 mars. — Ordonnance du roi qui annule, pour excès de pouvoir, un arrêté du conseil de préfecture du département du Finistère. 103
- N° 129. — 29 février — 16 mars. — Ordonnance du roi qui homologue un arrêté du maire de Boulogne (Pas-de-Calais), sur les ventes de poissons et de salaisons. 106
- N° 130. — 29 février—28 mars. — Ordonnance du roi concernant les statuts de la compagnie commerciale d'assurances. 106
- N° 131. — 1<sup>er</sup>—8 mars. — Ordonnance du roi portant révocation des agens de change et courtiers qui n'auront point fait les cautionnemens exigés par la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816. 107
- N° 132. — 3 — 8 mars. — Ordonnance du roi qui règle la répartition de quarante mille hommes à lever sur la classe de 1819. 108
- N° 133. — 3—16 mars. — Ordonnance du roi concernant le prix des poudres. 108
- N° 134. — 5—28 mars. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Limoges, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 108
- N° 135. — 5—28 mars. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Limoges. 109
- N° 136. — 3 mars—1<sup>er</sup> avril. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Toulouse, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 109
- N° 137. — 3 mars—1<sup>er</sup> avril. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Toulouse. 110
- N° 138. — 12 — 17 mars. — Loi sur la libération des diverses classes d'acquéreurs du domaine de l'état. 110
- N° 139. — 16—28 mars. — Ordonnance du roi sur le prix de vente des poudres. 115
- N° 140. — 16—28 mars. — Ordonnance du roi portant organisation du corps de la gendarmerie d'élite. 115
- N° 141. — 19 mars — 1<sup>er</sup> avril. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Grenoble, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 113
- N° 142. — 19 mars—1<sup>er</sup> avril. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Grenoble. 114
- N° 143. — 19 mars—1<sup>er</sup> avril. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Nîmes, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 114
- N° 144. — 19 mars—1<sup>er</sup> avril. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Nîmes. 114
- N° 145. — 24 mars — 28 avril. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale d'Agen, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 115
- N° 146. — 24 mars — 28 avril. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale d'Agen. 115
- N° 147. — 24 mars—28 avril. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Nancy, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 116
- N° 148. — 24 mars—28 avril. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Nancy. 116
- N° 149. — 24 mars—28 avril. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale d'Orléans, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 116
- N° 150. — 24 mars—28 avril. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale d'Orléans. 117
- N° 151. — 26 — 28 mars. — Loi sur la liberté individuelle. 117
- N° 152. — 28 mars—15 avril. — Ordonnance du roi qui autorise les fabriques des succursales à se faire remettre en possession des biens et rentes appartenant autrefois aux églises qu'elles administrent. 118
- N° 153. — 30 mars—15 avril. — Ordonnance du roi qui autorise la formation



- d'une seconde école ecclésiastique à Villiers-le-Sec (Calvados). 119
- N° 154. — 30 mars—1<sup>er</sup> mai. — Ordonnance du roi portant autorisation de l'établissement, à Rouen, d'une caisse d'épargnes et de prévoyance pour le département de la Seine-Inférieure. 119
- N° 155. — 31—31 mars. — Loi sur la publication des journaux et écrits périodiques. 120
- N° 156. — 31 mars — 8 mai. — Ordonnance du roi sur le nouveau mode d'inspection générale des troupes, et l'établissement de comités spéciaux et consultatifs pour chacune des diverses armes. 121
- N° 157. — 31 mars—8 mai. — Ordonnance du roi relative aux maréchaux-de-camp employés dans les divisions militaires. 125
- N° 158. — 31 mars — 8 mai. — Ordonnance du roi relative aux officiers généraux qui seront employés à l'inspection de la gendarmerie royale. 124
- N° 159. — 31 mars—8 mai. — Ordonnance du roi qui supprime les emplois de maréchaux-de-camp commandant les écoles d'artillerie et du génie de La Fère, d'Auxonne, etc. 124
- N° 160. — 1<sup>er</sup>—1<sup>er</sup> avril. — Ordonnance du roi concernant l'exécution de la loi du 31—31 mars précédent, relative à la publication des journaux. 124
- N° 161. — 1<sup>er</sup>—2 avril. — Ordonnance du roi portant nomination des membres du conseil chargé de la surveillance de la censure des journaux. 126
- N° 162. — 1<sup>er</sup>—2 avril. — Ordonnance du roi portant nomination des membres de la commission de censure instituée à Paris. 126
- N° 163. — 3—26 avril. — Ordonnance du roi qui déclare applicables aux écoles de filles les dispositions de l'ordonnance du 29 février 1816, etc. 126
- N° 164. — 3—15 avril. — Ordonnance du roi portant création d'une compagnie de canonniers sédentaires affectée au service de l'artillerie en Corse. 126
- N° 165. — 3—15 avril. — Ordonnance du roi relative au recrutement de la gendarmerie royale. 126
- N° 166. — 3—15 avril. — Ordonnance du roi qui fixe une première mise d'habillement aux militaires qui passent dans la gendarmerie royale. 127
- N° 167. — 3—26 avril. — Ordonnance du roi portant nomination de membres de la commission de censure instituée à Paris. 127
- N° 168. — 3 avril. — Instruction du ministre de la justice aux procureurs-généraux, au sujet des magistrats honoraires. 127
- N° 169. — 6—15 avril. — Ordonnance du roi qui fixe un délai de rigueur pour le versement des cautionnemens exigés par la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816. 129
- N° 170. — 9 avril—25 mai. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie, dans les départemens du Calvados, de l'Orne et de la Manche, formée à Caen. 150
- N° 171. — 9 avril—1<sup>er</sup> juin. — Ordonnance du roi portant autorisation de la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département du Loiret. 151
- N° 172. — 14—28 avril. — Ordonnance du roi relative aux avoués près la cour royale d'Amiens, et à ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 152
- N° 173. — 14—28 avril. — Ordonnance du roi relative aux huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale d'Amiens. 152
- N° 174. — 14—28 avril. — Ordonnance du roi relative aux avoués près la cour royale de Douai, et à ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 155
- N° 175. — 14—28 avril. — Ordonnance du roi relative aux huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Douai. 155
- N° 176. — 14—28 avril. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Montpellier, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 155
- N° 177. — 14—28 avril. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Montpellier. 154
- N° 178. — 15—26 avril. — Ordonnance du roi qui accorde à la ville de Marseille une réduction du droit sur les racines de réglisse. 154
- N° 179. — 17 avril—1<sup>er</sup> mai. — Ordonnance du roi qui augmente le nombre des membres du conseil de prud'hommes de Troyes. 155

- N° 180. — 19 avril — 8 mai. — Ordonnance du roi qui autorise la formation, à Reims, d'une seconde école ecclésiastique. 153
- N° 181. — 25 avril — 5 mai. — Ordonnance du roi relative à la tutelle des enfans du duc de Berry. 153
- N° 182. — 27 avril — 25 mai. — Ordonnance du roi qui fixe les règles de service, la solde, etc., de la gendarmerie d'élite. 157
- N° 183. — 28 avril — 22 mai. — Ordonnance du roi qui accepte l'offre faite par des actionnaires de se charger de la construction d'un pont à Ebreuil-sur-la-Sioule (Allier). 157
- N° 184. — 28 avril — 27 mai. — Ordonnance du roi qui autorise l'ouverture, à Paris, d'une agence générale de placement sur les fonds publics. 157
- N° 185. — 28 avril — 27 mai. — Ordonnance du roi qui dissout la compagnie d'assurances maritimes établie à Bordeaux, par ordonnance du 22 juillet 1818. 158
- N° 186. — 28 avril — 27 mai. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une nouvelle compagnie d'assurances maritimes de Bordeaux. 158
- N° 187. — 28 avril — 25 juin. — Ordonnance du roi portant autorisation de la compagnie formée à Bordeaux sous le nom de compagnie d'assurances contre l'incendie. 158
- N° 188. — 4 — 27 mai. — Ordonnance du roi concernant l'administration de l'hôtel royal des invalides et de ses succursales. 159
- N° 189. — 4 mai — 1<sup>er</sup> juin. — Ordonnance du roi qui accepte les offres faites par une compagnie d'actionnaires, de concourir à la construction du pont de la Pointe-Saint-Sulpice sur le Tarn. 140
- N° 190. — 5 — 22 mai. — Ordonnance du roi concernant le service de la garantie sur la marque d'or et d'argent. 140
- N° 191. — 5 — 22 mai. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique de deux évêques. 142
- N° 192. — 10 — 14 mai. — Loi relative à divers supplémens de crédits sur le budget de 1818. 142
- N° 193. — 12 mai — 29 juin. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale d'Angers, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 142
- N° 194. — 12 mai — 29 juin. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale d'Angers. 142
- N° 195. — 12 mai — 29 juin. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Pau, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 145
- N° 196. — 12 mai — 29 juin. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Pau. 145
- N° 197. — 12 mai — 29 juin. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Poitiers, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 145
- N° 198. — 12 mai — 29 juin. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Poitiers. 144
- N° 199. — 12 mai — 29 juin. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Riom, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 144
- N° 200. — 12 mai — 29 juin. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Riom. 145
- N° 201. — 18 mai — 1<sup>er</sup> juin. — Ordonnance du roi qui soumet à la discipline du corps enseignant les professeurs des écoles secondaires de médecine et des cours d'instruction médicale, institués dans les hôpitaux, etc. 145
- N° 202. — 18 mai — 23 juin. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société du canal de la Sensée. 145
- N° 203. — 21 mai — 1<sup>er</sup> juin. — Ordonnance du roi qui modifie le tableau des lieux par où les boissons peuvent être expédiées à l'étranger. 146
- N° 204. — 25 mai — 25 juin. — Ordonnance du roi relative au vieux pont d'Epernay (Marne). 146
- N° 205. — 25 mai — 19 juin. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme d'assurances mutuelles contre l'incendie pour les départemens de l'Aisne, de la Marne et de l'Aube. 147
- N° 206. — 27 mai — 25 juin. — Ordonnance du roi relative à l'extension de la juridiction du conseil de prud'hommes de Mamers (Sarthe). 147



- N° 207. — 28 mai—1<sup>er</sup> juin. — Loi relative au règlement définitif du budget de 1818. 148
- N° 208. — 28 mai—19 juin. — Ordonnance du roi concernant la composition de la gendarmerie royale de Paris. 148
- N° 209. — 30 mai—11 juillet. — Ordonnance du roi additionnelle à celle du 22 décembre 1819, relative à la compagnie d'assurances générales sur la vie des hommes. 148
- N° 210. — 30 mai. — Circulaire du ministre de la guerre aux préfets, présidents des conseils de révision. 149
- N° 211. — 7—9 juin. — Loi sur les douanes. 149
- N° 212. — 7 — 29 juin. — Ordonnance du roi relative au recrutement de la garde royale. 153
- N° 213. — 7 juin—1<sup>er</sup> juillet. — Ordonnance du roi concernant le conseil de prud'hommes établi à Mulhausen (Haut-Rhin). 153
- N° 214. — 8 juin—1<sup>er</sup> juillet. — Ordonnance du roi portant établissement d'un péage pour subvenir aux frais de construction d'un pont sur le canal de Cornillon, à l'entrée de Meaux. 156
- N° 215. — 17 juin—8 juillet. — Ordonnance du roi portant que deux des juges suppléans du tribunal de première instance de Paris y rempliront temporairement les fonctions de juges d'instruction. 156
- N° 216. — 17 juin — 11 juillet. — Ordonnance du roi qui détermine les conditions pour être membre de la chambre des avoués près la cour royale de Toulouse. 156
- N° 217. — 22 juin—8 juillet. — Ordonnance du roi relative au mode de remboursement du droit sur le sel employé à la salaison des viandes exportées par mer. 156
- N° 218. — 29 — 30 juin. — Loi sur les élections. 157
- N° 219. — 1<sup>er</sup> juillet. — Ordonnance du roi relative à la retenue à exercer sur les traitemens des employés de la guerre, pour former un fonds de retraite. 161
- N° 220. — 4 — 8 juillet. — Loi sur le partage des bénéfices de la banque mis en réserve. 162
- N° 221. — 5 — 8 juillet. — Ordonnance du roi concernant les facultés de droit et de médecine. 162
- N° 222. — 6—11 juillet. — Loi relative au traitement des membres de la légion d'honneur. 165
- N° 223. — 6—27 juillet. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique de trois évêques. 166
- N° 224. — 10—15 juillet. — Loi relative à une imposition additionnelle pour l'achèvement de la bourse de Paris. 166
- N° 225. — 12 juillet—3 août. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société, formée à Paris, sous le nom de caisse hypothécaire. 166
- N° 226. — 12 juillet—21 août. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles sur la vie des hommes, établie à Paris. 167
- N° 227. — 13 juillet—2 août. — Ordonnance du roi qui impose aux veuves de militaires, résidant en pays étranger, la retenue d'un tiers sur leurs pensions. 167
- N° 228. — 16—27 juillet. — Ordonnance du roi portant que des maîtres des requêtes en service extraordinaire pourront être attachés aux divers comités du conseil d'état. 168
- N° 229. — 17 juillet—17 août. — Ordonnance du roi concernant les statuts de la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie pour le département du Haut-Rhin. 168
- N° 230. — 19—20 juillet. — Loi relative à la fixation du budget des dépenses de 1820. 169
- N° 231. — 19 juillet—21 août. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie pour le département de la Moselle. 170
- N° 232. — 22 juillet—3 août. — Ordonnance du roi qui augmente le nombre des membres de la commission de l'instruction publique. 170
- N° 233. — 23—23 juillet. — Loi relative à la fixation du budget des recettes de 1820. 170
- N° 234. — 24—28 juillet. — Loi relative à l'exécution d'un engagement conclu entre la France et la régence d'Alger. 176
- N° 235. — 26—28 juillet. — Ordonnance du roi relative au droit de tonnage à percevoir sur les navires américains. 176
- N° 236. — 26—28 juillet. — Ordonnance du roi qui accorde une prime sur les cotons des deux Amériques, qui sont importés en France par des navires français. 177
- N° 237. — 26 juillet — 2 août. — Or-

- donnance du roi qui fixe le traitement des maréchaux de France sans fonctions, etc. 177
- N° 238. — 26 juillet—2 août. — Ordonnance du roi qui supprime aux officiers sans troupes, qui ne font point partie des services des états-majors et directions y désignés, diverses allocations supplémentaires de solde et d'indemnité connues sous le titre de supplément de Paris. 177
- N° 239. — 27 juillet. — Avis du conseil d'état sur la question de savoir si on peut se pourvoir contre les décisions des conseils de révision en matière de recrutement. 178
- N° 240. — 28 juillet — 14 août. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Colmar, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 179
- N° 241. — 28 juillet — 14 août. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Colmar. 179
- N° 242. — 28 juillet—14 août. — Ordonnance du roi qui accorde un nouveau délai aux greffiers, notaires, etc., de l'île de Corse, pour verser leurs cautionnements. 180
- N° 243. — 1<sup>er</sup> août — 22 septembre. — Ordonnance du roi qui rapporte l'ordonnance du 9 avril 1817, relative aux secrétaires généraux de préfecture, et celle du 6 novembre suivant, concernant les membres des conseils de préfecture. 180
- N° 244. — 2 — 5 août. — Ordonnance du roi rectificative de la loi du 7—9 juin 1820 sur les douanes. 181
- N° 245. — 2 — 14 août. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Bourges, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 181
- N° 246. — 2 — 14 août. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Bourges. 181
- N° 247. — 2—14 août. — Ordonnance du roi concernant les avoués près la cour royale de Dijon, et ceux près les tribunaux de première instance du ressort de la même cour. 182
- N° 248. — 2 — 14 août. — Ordonnance du roi concernant les huissiers près les tribunaux de première instance dans le ressort de la cour royale de Dijon. 182
- N° 249. — 2 — 14 août. — Ordonnance du roi relative à la publication des ordonnances de concession de pensions, rendues à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1820. 183
- N° 250. — 2 août — 1<sup>er</sup> septembre. — Ordonnance du roi qui détermine la circonscription de la chambre de commerce de Bayonne. 183
- N° 251. — 2 août—5 septembre. — Ordonnance du roi relative aux dépenses des chambres de commerce de Bayonne, Besançon, Saint-Malo et Reims. 183
- N° 252. — 2 août—5 septembre. — Ordonnance du roi sur les comités gratuits et de charité établis dans chaque canton pour la surveillance des écoles primaires. 183
- N° 253. — 9 — 24 août. — Ordonnance du roi relative à l'admission des officiers des troupes de terre et de mer dans l'ordre de Saint-Louis. 184
- N° 254. — 9 — 24 août. — Ordonnance du roi qui met à la disposition des préfets un tiers du centime attribué au ministre des finances pour les remises, modérations et non-valeurs, sur les contributions directes de 1820. 185
- N° 255. — 10 août—1<sup>er</sup> septembre. — Ordonnance du roi relative au pont établi sur la rivière de la Mortagne, entre les communes de Mont et de Mortagne (Meurthe), etc. 185
- N° 256. — 10 août — 1<sup>er</sup> septembre. — Ordonnance du roi qui autorise une imposition extraordinaire dans la commune d'Orgeville (Eure), pour le paiement des frais d'un procès dans lequel cette commune a succombé. 185
- N° 257. — 14 août — 1<sup>er</sup> septembre. — Ordonnance du roi qui autorise l'acceptation de l'offre faite par le duc de Richelieu d'appliquer le produit du majorat qui lui a été conféré à la construction d'un hôpital à Bordeaux, etc. 186
- N° 258. — 21—24 août. — Ordonnance du roi portant convocation de la cour des pairs pour le jugement de faits qualifiés crimes de haute trahison et attentats à la sûreté de l'état. 186
- N° 259. — 25 août — 30 septembre. — Ordonnance du roi portant approbation de deux délibérations de la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de la Loire-Inférieure. 186
- N° 260. — 28 août — 1<sup>er</sup> septembre. — Ordonnance du roi relative à l'applica-



- tion de la prime de sortie sur les tis-  
sus de laine de fabrication française. 186
- N° 261. — 29 août. — Eclaircissemens  
sur des difficultés relatives à l'exécu-  
tion de la loi du 29—30 juin 1820. 187
- N° 262. — 30 août—5 septembre. — Or-  
donnance du roi contenant le tableau  
des circonscriptions de collèges électo-  
raux d'arrondissement. 192
- N° 263. — 30 août — 13 septembre. —  
Ordonnance du roi qui autorise la  
commune de Sept-Moncel (Jura) à ex-  
porter de l'écorce de sapin non moulue. 192
- N° 264. — 30 août—12 octobre. — Or-  
donnance du roi portant autorisation  
de la société d'assurances mutuelles  
contre l'incendie dans le département  
du Cher. 192
- N° 265. — 30 août—12 novembre. — Or-  
donnance du roi portant autorisation  
de la société d'assurances mutuelles  
contre l'incendie pour les machines et  
mécaniques des manufactures dans les  
départemens de la Seine-Inférieure et  
de l'Eure. 195
- N° 266. — 4—13 septembre. — Ordon-  
nance du roi concernant la publication  
et l'affiche des listes électorales. 195
- N° 267. — 4—22 septembre. — Ordon-  
nance du roi relative à la circonscrip-  
tion des collèges électoraux d'arrondis-  
sement dans le département des Basses-  
Pyrénées. 194
- N° 268. — 4 septembre. — Eclaircissemens  
sur les difficultés relatives à l'exécu-  
tion de la loi du 29—30 juin 1820. 194
- N° 269. — 6—22 septembre. — Ordon-  
nance du roi qui révoque l'autorisation  
accordée par l'ordonnance du 10 mars  
1819 à l'institution dotale et de secours  
mutuel de recrutement. 199
- N° 270. — 6—30 septembre. — Ordon-  
nance du roi qui annule, pour incom-  
pétence, un arrêté du conseil de pré-  
fecture du département de la Seine-  
Inférieure. 199
- N° 271. — 6 septembre — 1<sup>er</sup> octobre.  
— Ordonnance du roi relative à la  
liquidation des pensions de retraite des  
employés des hospices et établissemens  
de charité. 200
- N° 272. — 6 septembre — 6 octobre. —  
Ordonnance du roi qui substitue un  
nouveau tableau au troisième annexé  
à l'ordonnance du 22 décembre 1819,  
portant autorisation de la compagnie  
d'assurances générales sur la vie des  
hommes. 202
- N° 273. — 15—22 septembre. — Ordon-  
nance du roi concernant la circonscrip-  
tion des collèges électoraux d'arrondis-  
sement du département de la Loire. 202
- N° 274. — 15—22 septembre. — Ordon-  
nance du roi concernant les avoués  
près la cour royale de Besançon, et  
ceux près les tribunaux de première  
instance du ressort de la même cour. 202
- N° 275. — 15—22 septembre. — Ordon-  
nance du roi concernant les huissiers  
près les tribunaux de première in-  
stance dans le ressort de la cour royale  
de Besançon. 202
- N° 276. — 15—30 septembre. — Ordon-  
nance du roi concernant la réserve des  
actions de la banque de France affectées  
à des majorats et à des dotations. 203
- N° 277. — 20—30 septembre. — Ordon-  
nance du roi relative au tribunal de  
première instance de L'Argentière. 204
- N° 278. — 20 septembre—5 octobre. —  
Ordonnance du roi rectificative de celle  
du 30 août 1820, en ce qui concerne  
la circonscription des collèges électo-  
raux du département de l'Eure. 204
- N° 279. — 20 septembre—5 octobre. —  
Ordonnance du roi qui considère com-  
me drogues médicinales les substances  
énoncées dans le tableau y annexé, et  
assujétit au droit de visite les épiciers  
chez lesquels se trouvera quelque'une  
de ces substances. 204
- N° 280. — 25 septembre—5 octobre. —  
Ordonnance du roi qui prescrit la pu-  
blication des bulles d'institution cano-  
nique de deux archevêques et d'un  
évêque. 205
- N° 281. — 27 septembre — 16 octobre.  
— Ordonnance du roi concernant le  
corps de l'intendance militaire. 205
- N° 282. — 1<sup>er</sup> octobre. — Ordonnance  
du commandant et administrateur de  
la Guiane française, portant promulga-  
tion du Code de commerce. 210
- N° 283. — 4—17 octobre. — Ordon-  
nance du roi concernant la faculté de  
droit de Paris, etc. 217
- N° 284. — 4—17 octobre. — Ordonnance  
du roi additionnelle à celle du 21 octo-  
bre 1818, relative aux primes d'en-  
couragement pour la pêche de la morue. 219
- N° 285. — 4—18 octobre. — Ordonnance  
du roi portant amnistie en faveur des  
marins, etc., en état de désertion. 219
- N° 286. — 4—18 octobre. — Ordonnance  
du roi qui permet l'exportation par la

- Meuse des écorces à tan, charbons de bois, etc., provenant des Ardennes. 219
- N° 287. — 6 — 17 octobre. — Ordonnance du roi qui, à l'occasion de la naissance du duc de Bordeaux, fait remise des peines infligées par les conseils de discipline de la garde nationale. 220
- N° 288. — 7 — 14 octobre. — Ordonnance du roi concernant le baptême du duc de Bordeaux, etc. 220
- N° 289. — 11 — 17 octobre. — Ordonnance du roi sur le mode du roulement des magistrats dans les cours et tribunaux. 220
- N° 290. — 11 — 18 octobre. — Ordonnance du roi concernant le rétablissement de l'administration des forêts. 221
- N° 291. — 11 — 20 octobre. — Ordonnance du roi qui accorde une amnistie aux militaires en état de désertion, et qui n'ont pas été condamnés pour ce délit. 222
- N° 292. — 11 — 20 octobre. — Ordonnance du roi concernant les jeunes soldats qui se sont mutilés pour se soustraire à la loi du recrutement. 222
- N° 293. — 11 — 22 octobre. — Ordonnance du roi portant convocation des collèges électoraux d'arrondissement, dans les départemens de la quatrième série, et des collèges départementaux. 225
- N° 294. — 12 octobre — 12 novembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurance mutuelle contre l'incendie pour le département de l'Aisne. 225
- N° 295. — 18 — 27 octobre. — Ordonnance du roi qui répartit, dans les différentes armes, les jeunes soldats appelés à l'activité sur la classe de 1819. 224
- N° 296. — 20 — 27 octobre. — Ordonnance du roi portant amnistie pour les délits forestiers. 224
- N° 297. — 23 — 31 octobre. — Ordonnance du roi relative aux grains et farines venant par navires français des pays de production. 224
- N° 298. — 25 octobre — 6 novembre. — Rapport au roi concernant l'organisation de l'arme de l'infanterie française. 224
- N° 299. — 23 octobre — 6 novembre. — Ordonnance du roi portant nouvelle organisation de l'infanterie. 225
- N° 300. — 24 octobre. — Circulaire du ministre de l'intérieur sur le sens de l'article 5 de la loi du 5—7 février 1817. 225
- N° 301. — 25—27 octobre. — Proclamation du roi sur l'élection des députés. 225
- N° 302. — 25 octobre — 6 novembre. — Ordonnance du roi concernant les officiers, sous-officiers et soldats de première classe de la garde royale. 225
- N° 303. — 25 octobre — 12 novembre. — Ordonnance du roi qui accorde une augmentation de traitement aux sous-aides des hôpitaux militaires. 225
- N° 304. — 25 octobre — 22 novembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la compagnie des mines de fer de Saint-Etienne (Loire). 225
- N° 305. — 25 octobre — 24 décembre. — Ordonnance du roi modificative de l'article 15 des statuts de la tontine perpétuelle d'amortissement. 225
- N° 306. — 26 octobre — 6 novembre. — Ordonnance du roi qui établit un dépôt de recrutement dans chaque département, et supprime les quatre-vingt-six compagnies de dépôt. 225
- N° 307. — 27 octobre — 6 novembre. — Ordonnance du roi concernant l'uniforme de l'infanterie. 226
- N° 308. — 29 octobre — 29 novembre. — Ordonnance du roi portant règlement sur le service de la gendarmerie. 226
- N° 309. — 1<sup>er</sup> — 12 novembre. — Ordonnance du roi qui donne à la commission de l'instruction publique le titre de conseil royal de l'instruction publique, etc. 271
- N° 310. — 1<sup>er</sup> novembre — 21 décembre. — Ordonnance du roi relative à la maison civile du roi. 275
- N° 311. — 1<sup>er</sup> novembre — 21 décembre. — Règlement sur les entrées dans le palais du roi. 275
- N° 312. — 1<sup>er</sup> novembre. — Circulaire sur la durée du scrutin pour les élections de députés. 275
- N° 313. — 8—12 novembre. — Ordonnance du roi sur la comptabilité des régies et administrations de finances. 274
- N° 314. — 8—22 novembre. — Ordonnance du roi concernant le bureau des douanes de Wissembourg. 276
- N° 315. — 15 novembre — 10 décembre. — Ordonnance du roi sur les droits de péage qui seront perçus au passage du pont de Baume (Doubs). 276
- N° 316. — 17 novembre. — Circulaire



- sur les justifications à faire par les députés élus. 276
- N° 517. — 22 novembre 1820 — 19 janvier 1821. — Ordonnance du roi relative au jugement des contraventions au règlement du 25 juin 1806, concernant le poids des voitures, etc. 277
- N° 518. — 25 novembre — 13 décembre. — Ordonnance du roi portant qu'il sera envoyé dans la dix-septième division militaire un lieutenant-général commandant supérieur. 278
- N° 519. — 29 novembre — 10 décembre. — Ordonnance du roi concernant l'exportation des écorces à tan, provenant des forêts du département de l'Isère. 278
- N° 520. — 29 novembre — 10 décembre. — Ordonnance du roi concernant la nomination et la révocation des gardes champêtres. 279
- N° 521. — 11 — 24 décembre. — Ordonnance du roi portant publication d'une convention conclue avec le roi de Sardaigne, pour l'extradition réciproque des déserteurs. 279
- N° 522. — 15 — 24 décembre. — Ordonnance du roi relative aux bases d'après lesquelles seront calculés, à l'avenir, les services des officiers de santé militaires. 281
- N° 523. — 14 décembre 1820 — 25 janvier 1821. — Ordonnance du roi portant modification des statuts de la caisse de survivance et d'accroissement. 281
- N° 524. — 19 décembre. — Discours du roi à l'ouverture de la session législative de 1820. 282
- N° 525. — 20 — 24 décembre. — Ordonnance du roi concernant le tirage au sort des reconnaissances de liquidation. 282
- N° 526. — 20 décembre 1820 — 14 janvier 1821. — Ordonnance du roi qui établit, à Paris, une académie royale de médecine. 282
- N° 527. — 25 décembre 1820 — 14 janvier 1821. — Ordonnance du roi qui supprime le mandement de l'évêque de Poitiers en date du 26 octobre 1820. 283

## 1821.

- N° 528. — 5 janvier — 1<sup>er</sup> février. — Ordonnance du roi portant règlement pour la régie des contributions indirectes. 285
- N° 529. — 5 janvier — 1<sup>er</sup> février. — Ordonnance du roi portant règlement pour la régie de l'enregistrement et des domaines. 287
- N° 530. — 5 janvier — 7 février. — Ordonnance du roi relative à la construction d'un pont sur la rivière de Lergue, route départementale de l'Hérault, etc. 289
- N° 531. — 5 janvier — 21 février. — Ordonnance du roi portant autorisation de la caisse d'épargne et de prévoyance pour le département des Bouches-du-Rhône. 289
- N° 532. — 5 janvier 1821 — 25 septembre 1854. — Ordonnance du roi qui affecte au service de l'instruction publique l'ancienne maison de Sorbonne. 290
- N° 533. — 5 janvier. — Avis du comité des finances du conseil d'état sur la question de savoir à qui appartiennent les évêques. 290
- N° 534. — 9 janvier — 7 février. — Ordonnance du roi qui établit un conseil de prud'hommes dont le siège est fixé à Thann (Haut-Rhin). 291
- N° 535. — 10 — 25 janvier. — Ordonnance du roi concernant les cotons d'Amérique chargés dans les îles Canaries, les Açores, Malte et Madère. 292
- N° 536. — 12 janvier — 1<sup>er</sup> février. — Ordonnance du roi portant convocation de plusieurs collèges électoraux, à l'effet de compléter les députations de six départemens. 292
- N° 537. — 15 — 14 janvier. — Loi relative au recouvrement provisoire des six premiers douzièmes des contributions directes, et à la perception des impositions indirectes pendant l'année 1821. 292
- 18 janvier. — *Avis du conseil d'état sur les effets des ordonnances rendues en matière de conflit.* 292
- N° 538. — 22 janvier — 10 février. — Ordonnance du roi portant convocation de plusieurs collèges électoraux, à l'effet de compléter les députations de six départemens. 292
- N° 539. — 25 janvier — 1<sup>er</sup> février. — Ordonnance du roi portant suppression du bureau de sortie des boissons de Bailleul (Nord). 292
- N° 540. — 25 janvier — 1<sup>er</sup> février. — Ordonnance du roi qui prescrit la vente sur les lieux des objets d'or et

- d'argent déposés dans les greffes des tribunaux. 293
- N° 541. — 25 janvier—1<sup>er</sup> mars. — Ordonnance du roi portant autorisation de l'établissement, à Nantes, d'une caisse d'épargnes et de prévoyance pour le département de la Loire-Inférieure. 293
- N° 542. — 26 janvier — 28 avril. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de Loir-et-Cher. 294
- N° 545. — 50 janvier—17 février. — Ordonnance du roi portant réorganisation de la direction générale des subsistances militaires. 294
- N° 544. — 51 janvier—22 mars. — Ordonnance du roi additionnelle à celle du 11 février 1820, portant autorisation de la compagnie royale d'assurances sur la vie. 294
- N° 543. — 5—10 février — Ordonnance du roi portant prorogation de la prime accordée aux bâtimens français qui rapportent des cotons d'Amérique d'ailleurs que des ports de l'Union. 295
- N° 546. — 6 février 1821—6 mars 1855. — Ordonnance relative à l'académie royale de médecine. 296
- N° 547. — 6 février. — Avis des comités de législation et du contentieux du conseil d'état concernant les ordonnances rendues en matière de conflit. 296
- N° 548. — 10—21 février. — Ordonnance du roi concernant la cour d'assises du département de la Seine. 298
- N° 549. — 10 février—10 mars. — Ordonnance du roi relative à la perception d'une imposition extraordinaire dans une commune pour le paiement des frais de pavage des revers d'une route. 298
- N° 550. — 15 février — 1<sup>er</sup> mars. — Ordonnance du roi sur le prix des poudres. 299
- N° 551. — 20 février—17 mai. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie dans le département de la Marne. 299
- N° 552. — 22 — 24 février. — Ordonnance du roi additionnelle à celle du 23 septembre 1814, concernant les pensions de retraite assignées sur les fonds de retenue du ministère de la justice. 300
- N° 553. — 22 février—1<sup>er</sup> mars. — Ordonnance du roi qui rétablit à Taras-
- con le tribunal civil, et fixe à Arles le siège de la sous-préfecture de cet arrondissement. 300
- N° 554. — 22 février—10 mars. — Ordonnance du roi portant réorganisation de la légion de Hohentlohe. 300
- N° 555. — 22 février—15 mars. — Ordonnance du roi qui autorise l'exportation des charbons de bois fabriqués dans la commune de Champ-Fromier (Ain). 300
- N° 556. — 22 février — 1<sup>er</sup> juin. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme de l'Ardoisière du Moulin Sainte-Anne (Ardennes). 300
- N° 557. — 22 février. — Ordonnance du roi concernant les retenues à faire sur les produits des majorats possédés par les titulaires qui n'ont pas fait emploi des sommes par eux reçues du domaine extraordinaire. 300
- N° 558. — 27 février—7 avril. — Ordonnance du roi concernant l'instruction publique. 301
- N° 559. — 8—10 mars. — Loi relative au remboursement du premier cinquième des reconnaissances de liquidation. 304
- N° 560. — 8—15 mars. — Loi qui autorise la ville de Laval (Mayenne) à s'imposer une somme pour fourniture de pain faite aux indigens. 304
- N° 561. — 8—15 mars. — Loi qui autorise la ville du Mans (Sarthe) à faire un emprunt pour la construction d'une halle. 304
- N° 562. — 8—15 mars. — Loi qui autorise la ville de Châlons (Marne) à faire un emprunt pour le paiement d'une partie du prix d'une maison acquise par cette ville. 304
- N° 563. — 8—15 mars. — Loi relative à l'établissement d'un droit de péage sur le pont de Bezons, etc. 304
- N° 564. — 14—22 mars. — Ordonnance du roi sur l'exécution de la loi du 8—10 mars 1821, relative au remboursement du premier cinquième des reconnaissances de liquidation. 304
- N° 565. — 14 mars—1<sup>er</sup> avril. — Ordonnance du roi portant fixation du prix des poudres. 304
- N° 566. — 14 mars—5 avril. — Ordonnance du roi qui règle les circonscriptions des trois chambres de commerce du département de la Seine-Inférieure. 304
- N° 567. — 16 mars. — Circulaire du ministre de la guerre touchant le choix des remplaçans. 305



- N° 568. — 21 mars—5 avril. — Ordonnance du roi qui élève Abbeville au rang des bonnes villes du royaume. 505
- N° 569. — 21 mars—5 avril. — Ordonnance du roi concernant le conseil de prud'hommes établi à Thiers (Puy-de-Dôme). 505
- N° 570. — 21 mars—7 avril. — Ordonnance du roi portant approbation de l'acte y annexé, pour servir d'amendement et de supplément aux statuts de l'agence générale de placement sur les fonds publics. 506
- N° 571. — 21 mars—17 avril. — Ordonnance du roi concernant la compagnie des gardes à pied ordinaires du corps du roi. 506
- 25 mars. — *Avis du conseil d'état sur la compétence en matière de privilège sur les biens d'un condamné.* 506
- N° 572. — 28 mars—5 avril. — Ordonnance du roi portant suppression du droit proportionnel à la valeur des bestiaux achetés pour la consommation de Paris, et remplacement de ce droit par une perception déterminée. 507
- N° 573. — 29 mars—7 avril. — Ordonnance du roi relative au remplacement des préfets pendant leur absence momentanée de leur département, etc. 507
- N° 574. — 2 — 5 avril. — Ordonnance du roi qui supprime la faculté de droit de Grenoble. 508
- N° 575. — 3 — 5 avril. — Ordonnance du roi sur le traitement à payer aux officiers amputés et aux officiers de l'ordre royal de la légion-d'honneur. 508
- N° 576. — 4—17 avril. — Ordonnance du roi qui appelle à l'activité quarante mille hommes sur la classe de 1820. 508
- N° 577. — 4 avril — 3 mai. — Ordonnance du roi qui établit deux places de courtiers de marchandises à Aix (Bouches-du-Rhône). 508
- N° 578. — 4 avril—7 juin. — Ordonnance du roi portant autorisation de la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie pour le département de la Somme. 508
- N° 579. — 11—21 avril. — Lois relatives à différentes circonscriptions de territoire. 509
- N° 580. — 11 avril — 3 mai. — Ordonnance du roi concernant la navigation de la rivière du Drot (Dordogne). 510
- N° 581. — 11 avril—1<sup>er</sup> juin. — Ordon-
- nance du roi qui rectifie une erreur dans les statuts de la caisse de survivance et d'accroissement. 510
- N° 582. — 18—27 avril. — Ordonnance du roi qui établit un tribunal de commerce à Neufchâtel (Seine-Inférieure). 510
- N° 583. — 18 avril. — Avis du comité des finances du conseil d'état relatif à la compétence des tribunaux sur une question de privilège entre le domaine et un créancier particulier, à raison de l'application du produit de la vente des biens d'un condamné. 510
- N° 584. — 20 avril. — Ordonnance du roi relative à l'organisation de la chambre des pairs en cour de justice. 512
- N° 585. — 20 avril. — Ordonnance du roi sur le costume des membres de la cour des pairs. 513
- N° 586. — 25—27 avril. — Ordonnance du roi qui détermine l'époque de la perception d'un droit de tonnage sur les navires américains. 513
- N° 587. — 25 avril — 5 mai. — Loi qui autorise la ville de Metz à faire un emprunt. 513
- N° 588. — 25 avril — 3 mai. — Loi qui autorise un échange entre le domaine et la ville d'Arras. 513
- N° 589. — 25 avril—5 mai. — Ordonnance du roi qui détermine l'ordre suivant lequel les bonnes villes du royaume prendront rang. 513
- N° 590. — 23 avril—12 mai. — Loi relative à des supplémens de crédits demandés sur les exercices 1818 et 1819, pour le département des affaires étrangères. 513
- N° 591. — 23 avril—12 mai. — Loi relative à des supplémens de crédits demandés sur les exercices 1818 et 1819, pour le département de l'intérieur. 516
- N° 592. — 23 avril — 12 mai. — Loi relative à l'allocation d'un crédit spécial demandé pour le département de la guerre. 516
- N° 593. — 23 avril—12 mai. — Loi relative à un supplément de crédit demandé sur l'exercice 1818 pour le département de la marine. 516
- N° 594. — 23 avril—12 mai. — Loi relative à divers supplémens de crédits demandés sur le budget de 1819 pour les départemens de la justice et des finances. 516
- N° 595. — 23 avril—12 mai. — Loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1819. 516
- N° 596. — 30 avril—23 mai. — Ordon-

- nance du roi concernant les courtiers de la bourse de Dieppe. 316
- N° 397. — 9 — 23 mai. — Ordonnance du roi concernant les officiers, sous-officiers et caporaux employés près les dépôts de recrutement. 316
- N° 398. — 16 — 26 mai. — Loi relative à la circonscription des arrondissemens électoraux. 317
- N° 399. — 16 mai — 1<sup>er</sup> juillet. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme des mines de Bouxwiller (Bas-Rhin). 317
- N° 400. — 23 mai — 22 juin. — Ordonnance du roi qui établit une chambre de commerce à Caen (Calvados). 317
- N° 401. — 24 — 25 mai. — Loi portant modification de l'article 331 du Code d'instruction criminelle. 317
- N° 402. — 26 mai. — Ordonnance du roi qui nomme le marquis de Pastoret vice-président de la chambre des pairs. 317
- N° 403. — 30 mai — 7 juin. — Ordonnance du roi relative à l'échange des reconnaissances de liquidation au porteur, et à leur conversion facultative en reconnaissances nominatives. 317
- N° 404. — 30 mai — 22 juin. — Ordonnance du roi qui annule un arrêté pris en matière de police de roulage par un conseil de préfecture. 318
- N° 405. — 30 mai — 10 juillet. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Nancy. 319
- N° 406. — 6 — 22 juin. — Ordonnance du roi relative à l'évaluation des poudres existant dans les entrepôts des contributions indirectes. 320
- N° 407. — 8 — 26 juin. — Ordonnance du roi relative à la forme des comptes à rendre à la cour des comptes par le caissier général du trésor royal. 320
- N° 408. — 9 — 22 juin. — Ordonnance du roi relative aux hautes paies accordées aux sous-officiers et soldats de toutes armes. 321
- N° 409. — 15 — 26 juin. — Ordonnance du roi relative aux gardes-du-corps du roi. 321
- N° 410. — 16 juin — 15 juillet. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme établie à Paris sous le titre de compagnie d'assurances pour la vie des chevaux. 321
- N° 411. — 20 — 26 juin. — Ordonnance du roi portant prorogation de la prime accordée aux bâtimens français qui rapportent des cotons d'Amérique, d'ail-
- leurs que des ports de l'Union. 321
- N° 412. — 20 — 26 juin. — Ordonnance du roi qui détermine la condition d'éligibilité à la chambre des avoués près la cour royale d'Aix. 322
- N° 413. — 20 — 23 juin. — Loi relative au magasin des denrées coloniales et desol de la ville de Lyon. 322
- N° 414. — 20 — 28 juin. — Loi relative au rétablissement du port de Dunkerque. 322
- N° 415. — 20 juin — 15 juillet. — Ordonnance du roi relative au chargement des voitures qui parcourent les routes sur des roues dont les jantes seraient de largeur inégale. 322
- N° 416. — 20 juin — 15 juillet. — Ordonnance du roi qui établit un pont à Hangest, sur la Somme. 323
- N° 417. — 20 juin — 15 juillet. — Ordonnance du roi relative à la construction d'un pont sur la rivière d'Eure, dans la commune de St-Vigor. 323
- N° 418. — 21 juin. — Ordonnance du roi sur le service de la garde nationale de Paris. 323
- N° 419. — 23 juin — 1<sup>er</sup> juillet. — Ordonnance du roi relative au lieutenant-général Brayer. 323
- N° 420. — 23 juin — 1<sup>er</sup> juillet. — Ordonnance du roi concernant le maréchal de camp Ameil. 323
- N° 421. — 27 juin — 10 juillet. — Ordonnance du roi qui accorde un nouveau délai aux huissiers pour la remise aux greffes des tribunaux de première instance, de tous les titres et pièces concernant leurs précédentes nominations. 323
- N° 422. — 4 — 15 juillet. — Ordonnance du roi qui accorde un nouveau délai aux greffiers, notaires, etc., de l'île de Corse, pour le versement de leurs cautionnemens, etc. 323
- N° 423. — 4 — 15 juillet. — Loi relative à l'exportation des grains. 324
- N° 424. — 4 — 15 juillet. — Loi relative aux pensions ecclésiastiques. 326
- N° 425. — 4 — 25 juillet. — Ordonnance du roi qui soumet les cartes à une nouvelle bande de contrôle. 327
- N° 426. — 4 juillet — 6 août. — Ordonnance du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes à Tureoing (Nord). 327
- N° 427. — 8 — 15 juillet. — Ordonnance du roi qui autorise la vente des rentes cinq pour cent consolidés appartenant au trésor royal. 328
- N° 428. — 15 juillet — 6 août. — Ordon-



- nance du roi portant convocation des conseils d'arrondissement et des conseils généraux de département. 528
- N° 429. — 18 juillet—6 août.— Ordonnance du roi concernant le péage du pont de Bezons (Seine-et-Oise). 528
- N° 430. — 18 juillet—9 août.— Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous le nom de caisse d'économie et d'accumulation, de garantie et d'amortissement des dettes. 528
- N° 431. — 18 juillet — 9 août. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous le nom de caisse d'économie et d'accumulation, avec assurance des capitaux. 528
- N° 432. — 26—28 juillet.—Loi relative à la censure des journaux. 528
- N° 433. — 26 juillet — 1<sup>er</sup> août. — Loi relative aux donataires. 529
- N° 434. — 26 juillet — 1<sup>er</sup> août. — Ordonnance du roi concernant la légalisation des certificats de vie délivrés aux rentiers viagers et pensionnaires de l'état dans les pays où il n'existe pas de consul français, etc. 532
- N° 435. — 27 juillet. — Lettre du sous-secrétaire d'état au ministère de la justice, relative à l'effet des lettres de grace sur les frais de justice. 532
- N° 436. — 29 juillet—21 août.—Ordonnance du roi portant acceptation de legs faits par le baron de Montyon. 533
- N° 437. — 31—31 juillet. — Loi relative à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1821. 534
- N° 438. — 31 juillet— 6 août.—Loi relative à l'augmentation des membres du tribunal de première instance de la Seine. 540
- N° 439. — 31 juillet—30 août.—Ordonnance du roi qui règle l'augmentation des secours accordés aux vicaires, aux anciennes religieuses, etc. 540
- N° 440. — 1<sup>er</sup>—6 août. — Ordonnance du roi qui augmente le nombre des magistrats de la cour royale de Paris et du tribunal de première instance de la Seine. 540
- N° 441. — 1<sup>er</sup>—21 août.— Ordonnance du roi concernant l'affiche de listes électorales. 541
- N° 442. — 1<sup>er</sup> août—20 septembre. — Ordonnance du roi qui fixe le mode d'exécution de la loi du 17—25 juillet 1819, sur les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'état. 541
- N° 443. — 1<sup>er</sup> août — 20 septembre. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une caisse d'épargnes et de prévoyance à Troyes (Aube). 538
- N° 444. — 1<sup>er</sup> août— 8 octobre. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une tontine, sous le nom de Tontine de compensation. 538
- N° 445. — 5—11 août. — Loi relative à la construction ou à l'achèvement de plusieurs ponts. 538
- N° 446. — 5—11 août. — Loi portant autorisation de concéder les droits de péage sur la ligne de navigation entre le canal de Beaucaire et celui des Deux-Mers. 538
- N° 447. — 5 — 11 août. — Loi relative à l'achèvement du canal *Monsieur*. 561
- N° 448. — 5—11 août. — Loi relative à l'achèvement du canal du duc d'Angoulême. 564
- N° 449. — 5 — 11 août. — Loi relative à la construction du canal des Ardennes. 567
- N° 450. — 5—11 août. — Loi relative à la navigation de la rivière d'Isle, depuis Périgueux jusqu'à Libourne. 571
- N° 451. — 5—11 août. — Loi relative à la construction du pont de Pinsaguel (Haute-Garonne). 572
- N° 452. — 5—11 août. — Loi concernant le canal Saint-Martin. 573
- N° 453. — 8—21 août. — Ordonnance du roi concernant le mode de mesurage des bâtimens à vapeur pour la perception des droits. 573
- N° 454. — 8—21 août. — Ordonnance du roi contenant des modifications aux règles actuelles de l'administration des villes et communes. 574
- N° 455. — 8 — 21 août. — Ordonnance du roi relative à l'exécution des travaux d'entretien des routes départementales. 575
- N° 456. — 8 — 21 août. — Ordonnance du roi concernant la répartition du produit du centime du fonds de non-vaux mis à la disposition du ministre des finances pour l'année 1821. 576
- N° 457. — 8 août — 12 septembre. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de bulles d'institution canonique. 576
- N° 458. — 8 août 1821—7 septembre 1831. — Ordonnance du roi relative au jury d'examen à l'école d'artillerie et du génie à Metz. 576
- N° 459. — 13 — 30 août. — Ordonnance du roi concernant les vacances

- de la cour des comptes en 1821. 577
- N° 460. — 15—50 août. — Ordonnance du roi qui règle le mode d'avancement des officiers employés aux colonies. 577
- N° 461. — 22 août — 12 septembre. — Ordonnance du roi qui règle le mode d'exécution des conventions passées entre les offices des postes françaises et bavareses. 578
- N° 462. — 22 août — 12 septembre. — Ordonnance du roi relative au remboursement des cautionnements des commissaires priseurs et des huissiers. 581
- N° 463. — 22 août — 12 septembre. — Ordonnance du roi portant fixation de la limite entre les communes d'Etables et de Binic (Côtes-du-Nord), et établissement d'un nouveau canton dont Etables sera le chef-lieu. 581
- N° 464. — 22 août — 12 septembre. — Ordonnance du roi qui établit une bourse de commerce à Marennes (Charente-Inférieure). 582
- N° 465. — 22 août — 12 septembre. — Ordonnance du roi portant établissement d'un droit de péage pour concourir à la construction d'un nouveau pont sur l'Aulne, à Châteaulin (Finistère). 582
- N° 466. — 22 août — 12 septembre. — Ordonnance du roi concernant la reconstruction du pont Givard sur la rivière de Suippe, route de Reims à Neufchâtel-sur-Aisne. 582
- N° 467. — 22 août — 24 octobre. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une société d'assurances mutuelles contre l'incendie, formée à Nancy. 583
- N° 468. — 27 août — 29 septembre. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une société anonyme pour la création d'une caisse d'épargne et de prévoyance à Brest. 583
- N° 469. — 5—29 septembre. — Ordonnance du roi relative à l'emploi des fonds provenant des coupes extraordinaires des bois des communes, des hôpitaux, etc., dont l'adjudication n'excédera pas mille francs. 584
- N° 470. — 12—29 septembre. — Ordonnance du roi qui fixe les droits de péage à percevoir sur le canal du duc d'Angoulême. 585
- N° 471. — 19—25 septembre. — Ordonnance du roi qui proroge la section temporaire créée au tribunal de première instance de L'Argentière, par l'ordonnance du 20 septembre 1820. 585
- N° 472. — 19 septembre — 17 octobre. — Ordonnance du roi qui appelle à l'activité les jeunes soldats de la classe de 1819, propres au service de la cavalerie ou à celui des compagnies d'élite d'infanterie. 585
- N° 473. — 19 septembre — 9 décembre. — Ordonnance du roi concernant la marque des ouvrages d'horlogerie. 585
- N° 474. — 26 septembre — 17 octobre. — Ordonnance du roi portant qu'il sera accordé chaque année une gratification à trois élèves de l'école spéciale militaire. 587
- N° 475. — 27—29 septembre. — Ordonnance du roi qui prescrit des mesures sanitaires dans plusieurs départemens. 587
- N° 476. — 3—31 octobre. — Ordonnance du roi qui convertit en maison centrale de détention la prison établie dans les bâtimens de l'ancien dépôt de mendicité à Poissy. 587
- N° 477. — 5 octobre 1821 — 25 décembre 1850. — Ordonnance du roi pour la formation d'une commission, à l'effet d'opérer une meilleure répartition de la contribution foncière. 588
- N° 478. — 10—31 octobre. — Ordonnance du roi relative aux courtiers établis près la bourse de Bayonne. 589
- N° 479. — 10—31 octobre. — Ordonnance du roi qui établit, dans chaque compagnie de gendarmerie, un abonnement de remonte et de secours destiné à aider les sous-officiers et gendarmes dans leurs dépenses d'habillement et d'équipement. 589
- N° 480. — 12 octobre — 15 novembre. — Ordonnance du roi relative aux pensions royales et pensions particulières dans les collèges royaux, et aux revenus et dépenses de ces établissemens. 590
- N° 481. — 17 — 28 octobre. — Ordonnance du roi relative aux conditions à remplir pour être admis à l'examen du baccalauréat ès-lettres. 593
- N° 482. — 17—31 octobre. — Ordonnance du roi concernant le corps de la gendarmerie d'élite. 593
- N° 483. — 17 — 31 octobre. — Ordonnance du roi relative à l'admission des sous-officiers et soldats dans les compagnies sédentaires. 593
- N° 484. — 19 — 28 octobre. — Ordonnance du roi qui détermine la circonscription des archevêchés de Reims, de Sens et d'Avignon, et des évêchés de



- Chartres, de Périgueux, de Nîmes et de Luçon. 394
- N° 485. — 19 — 28 octobre. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de bulles portant institution canonique. 396
- N° 486. — 19 octobre — 13 novembre. — Ordonnance du roi sur l'organisation des portefaix du canal de Givors. 396
- N° 487. — 19 octobre — 13 novembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée sous le titre de compagnie du canal de Monsieur. 396
- N° 488. — 20 octobre — 5 novembre. — Ordonnance du roi portant publication de la convention conclue avec le roi des Pays-Bas, pour l'extradition réciproque des déserteurs. 397
- N° 489. — 24 — 31 octobre. — Ordonnance du roi concernant le lieutenant-général comte Bertrand. 399
- N° 490. — 26 octobre — 15 novembre. — Ordonnance du roi portant prorogation de la prime accordée aux navires français qui rapporteront des cotons d'Amérique, d'ailleurs que des ports de l'Union. 399
- N° 491. — 31 octobre — 8 novembre. — Ordonnance du roi qui établit un tribunal de commerce à Saint-Gaudens (Haute-Garonne). 400
- N° 492. — 31 octobre — 8 novembre. — Ordonnance du roi relative à l'administration des hospices et bureaux de bienfaisance. 400
- N° 493. — 31 octobre — 13 novembre. — Ordonnance du roi modificative de celle du 28 août 1820, relative au droit d'entrée des laines, etc. 405
- N° 494. — 31 octobre — 1<sup>er</sup> décembre. — Ordonnance du roi relative aux maisons d'éducation de filles de degrés supérieurs. 407
- N° 495. — 31 octobre — 1<sup>er</sup> décembre. — Ordonnance du roi portant établissement d'un Mont-de-Piété à Toulon. 407
- N° 496. — 31 octobre — 1<sup>er</sup> décembre. — Ordonnance du roi qui augmente le nombre des places de courtiers près la bourse de Bordeaux. 407
- N° 497. — 31 octobre 1821 — 8 juin 1831. — Ordonnance du roi portant création de préfets apostoliques à la Martinique et à la Guadeloupe. 407
- N° 498. — 5 — 8 novembre. — Ordonnance du roi concernant le droit à établir sur les fers étrangers. 408
- N° 499. — 5 novembre. — Discours du roi à l'ouverture de la session de 1821. 408
- N° 500. — 7 — 15 novembre. — Ordonnance du roi portant création d'une section temporaire au tribunal de Neufchâtel (Seine-Inférieure). 409
- N° 501. — 7 — 23 novembre. — Ordonnance du roi portant réorganisation du corps de sapeurs-pompiers de Paris. 409
- N° 502. — 14 — 23 novembre. — Ordonnance du roi relative aux entreprises ayant pour objet le remplacement des jeunes gens appelés à l'armée. 410
- N° 503. — 16 — 23 novembre. — Ordonnance du roi sur la nomination aux bourses royales et communales dans les collèges royaux. 411
- N° 504. — 20 novembre — 1<sup>er</sup> décembre. — Ordonnance du roi qui transfère à Amfreville le chef-lieu de la justice de paix du canton de Tourville (Eure). 412
- N° 505. — 21 — 23 novembre. — Ordonnance du roi concernant les importations de cotons des deux Amériques, effectuées par des navires français partis des ports du royaume avant le 1<sup>er</sup> avril 1822. 412
- N° 506. — 21 novembre — 12 décembre. — Ordonnance du roi relative au remboursement des quatre derniers cinquièmes restant à échoir des reconnaissances de liquidation. 412
- N° 507. — 21 novembre — 23 décembre. — Ordonnance du roi concernant l'exploitation du minerai de fer des terrains houillers du département de la Loire. 412
- N° 508. — 21 novembre 1821 — 5 janvier 1822. — Ordonnance du roi portant règlement sur la police de la pêche de la morue à Terre-Neuve. 415
- N° 509. — 28 novembre 1821 — 1<sup>er</sup> juillet 1832. — Ordonnance du roi sur les pensions de retraite des employés du service des subsistances militaires. 419
- N° 510. — 5 — 31 décembre. — Ordonnance du roi relative à la création d'une succursale à l'Hôtel-Dieu du Mans (Sarthe). 422
- N° 511. — 5 — 31 décembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de l'association destinée à fournir des maîtres aux écoles primaires, dans les départemens des Haut et Bas Rhin, et désignée sous le nom de Frères de la doctrine chrétienne de Strasbourg. 422
- N° 512. — 5 décembre 1821 — 30 jan-

- vier 1822. — Ordonnance du roi relative à la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie dans les départemens du Nord et du Pas-de-Calais. 422
- N° 515. — 11—31 décembre. — Ordonnance du roi qui proroge les dispositions des articles 3, 4 et 10 de l'ordonnance du 14 février 1819, relative à la pêche de la baleine et du cachalot. 425
- N° 514. — 12—25 décembre. — Ordonnance du roi ayant pour objet de faire cesser les difficultés qui se sont élevées sur l'intervention des parties au jugement des conflits entre les tribunaux et l'administration. 425
- N° 515. — 12 décembre. — Circulaire du ministre de la guerre touchant les remplaçans. 424
- N° 516. — 26 décembre 1821 — 16 janvier 1822. — Ordonnance du roi qui rapporte celle du 16 décembre 1819, portant réunion de la bibliothèque de l'Institut et de la bibliothèque Mazarine. 424
- N° 517. — 26 décembre 1821 — 18 janvier 1822. — Ordonnance du roi qui recrée les dix compagnies sédentaires supprimées en 1817. 425
- N° 518. — 29—31 décembre. — Loi relative aux moyens d'assurer le service du trésor royal. 426

## 1822.

- N° 519. — 5—16 janvier. — Ordonnance du roi qui établit un tribunal de commerce à Brives (Corrèze). 426
- N° 520. — 5 — 16 janvier. — Ordonnance du roi portant que toute absence non régulièrement autorisée, de la part des jeunes soldats, sera déduite des années de service exigées par la loi du 10—12 mars 1818. 426
- N° 521. — 3 janvier—15 mai. — Ordonnance du roi sur l'exercice de la profession de boulanger dans plusieurs villes. 426
- N° 522. — 4—18 janvier. — Ordonnance du roi sur la pêche du hareng. 426
- N° 523. — 7 janvier—29 mai. — Ordonnance du roi concernant l'organisation judiciaire du Sénégal. 427
- N° 524. — 9 — 16 janvier. — Ordonnance du roi relative au conseil d'état. 431
- N° 525. — 9 — 16 janvier. — Ordonnance du roi sur l'administration des postes. 431
- N° 526. — 9—16 janvier. — Ordonnance du roi concernant l'importation et l'exportation des grains et farines en Corse. 435
- N° 527. — 9—18 janvier. — Ordonnance du roi qui supprime la direction générale de l'administration départementale et de la police. 435
- N° 528. — 16—23 janvier. — Ordonnance du roi portant approbation du tableau de la population du royaume par département. 434
- N° 529. — 16—23 janvier. — Ordonnance du roi qui divise en deux sections la cour d'assises de la Seine pendant les trois premiers trimestres de 1822. 434
- N° 530. — 16—30 janvier. — Ordonnance du roi relative à l'application de l'article 10 du décret du 12 novembre 1806, concernant la compétence des tribunaux maritimes. 434
- N° 531. — 16 janvier—1<sup>er</sup> mars. — Ordonnance du roi portant autorisation de l'établissement d'un caissé d'épargne au Havre. 435
- N° 532. — 16 janvier—29 mars. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société dite des cinq ponts, formée à Bordeaux. 435
- N° 533. — 23—30 janvier. — Ordonnance du roi portant que les lieutenans-généraux commandant les divisions militaires statueront définitivement sur la mise en jugement ou le renvoi des déserteurs à la discipline de leurs corps. 435
- N° 534. — 23 janvier—5 février. — Ordonnance du roi qui appelle à l'activité quarante mille hommes sur la classe de 1821. 436
- N° 535. — 23 janvier—17 février. — Ordonnance du roi qui appelle à l'activité les jeunes soldats des classes de 1819 et 1820. 436
- N° 536. — 23 janvier—1<sup>er</sup> avril. — Ordonnance du roi portant autorisation de la compagnie de la navigation de l'Isle, établie à Périgueux. 436
- N° 537. — 30 janvier—5 février. — Ordonnance du roi relative aux transferts de rentes cinq pour cent consolidés, à l'époque de l'ouverture de chaque semestre. 436



- N° 538. — 30 janvier — 13 février. — Ordonnance du roi concernant la réorganisation de l'administration des douanes. 457
- N° 539. — 6 — 17 février. — Ordonnance du roi concernant un conflit négatif entre diverses autorités qui refusent respectivement de connaître de différens pourvois formés par des gardes nationaux contre des jugemens rendus par les conseils de discipline. 458
- N° 540. — 6 février — 14 mars. — Ordonnance du roi portant établissement d'un Mont-de-Piété à Dijon. 459
- N° 541. — 6 février — 10 août. — Ordonnance du roi relative à la concession faite pour l'exécution des travaux du canal d'arrosage de la Brillanne (Basses-Alpes). 440
- N° 542. — 10 — 13 février. — Ordonnance du roi concernant le remboursement des reconnaissances de liquidation, finales 5 et 7. 443
- N° 543. — 10 — 15 février. — Ordonnance du roi relative au règlement des intérêts sur les cinquièmes échus des créances arriérées de 1810 à 1815. 443
- N° 544. — 15 février — 14 mars. — Ordonnance du roi qui supprime le dépôt de mendicité de Sémur, etc. 443
- N° 545. — 15 février — 19 mars. — Ordonnance du roi qui crée un emploi d'inspecteur général de l'artillerie, et forme un conseil de cette arme. 443
- N° 546. — 15 février — 19 mars. — Ordonnance du roi qui crée un emploi d'inspecteur général du génie, et forme un comité de cette arme. 444
- N° 547. — 20 février — 1<sup>er</sup> mars. — Ordonnance du roi qui ajoute le bureau de douanes de Toulon à ceux déjà désignés pour l'exportation des ouvrages d'or et d'argent. 443
- N° 548. — 20 février — 9 mars. — Ordonnance du roi modificative de celles des 21 octobre 1818, 4 octobre 1820, et 1<sup>er</sup> août 1821, relatives aux primes d'encouragement pour la pêche de la morue. 446
- N° 549. — 20 février — 1<sup>er</sup> avril. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme établie à Paris sous le nom de fabrique d'aiguilles de Laigle. 446
- N° 550. — 20 février 1822 — 28 avril 1851. — Ordonnance du roi qui proroge la concession de droits de navigation à l'écluse de Gœulzin (canal de Mons à Condé), etc. 446
- N° 551. — 21 février. — Avis du conseil d'état touchant le droit de pêche dans les rivières flottables. 446
- N° 552. — 27 février — 14 mars. — Ordonnance du roi modificative du décret du 2 juillet 1812, relatif à la plaidoirie. 447
- N° 553. — 27 février — 29 mars. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous le nom de société pour l'amélioration des procédés de vinification. 449
- N° 554. — 27 février — 29 mars. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme constituée à Paris sous le nom de société des transports accélérés par eau. 449
- N° 555. — 5 — 9 mars. — Loi relative à la police sanitaire. 450
- N° 556. — 6 — 14 mars. — Arrêté du ministre des finances, pris en exécution de l'article 2 de l'ordonnance du 19 septembre 1821, relatif à la création d'un poinçon spécial pour les ouvrages d'horlogerie. 454
- N° 557. — 6 — 19 mars. — Ordonnance du roi sur les conditions d'admission à la retraite des gardes à pied ordinaires du roi. 454
- N° 558. — 15 mars — 27 juillet. — Ordonnance du roi qui autorise la ville de Bordeaux à vendre un terrain pour y établir un entrepôt réel de marchandises coloniales étrangères. 454
- N° 559. — 15 mars. — Instruction du ministre de l'intérieur sur les conseils de discipline de la garde nationale. 454
- N° 560. — 17 — 18 mars. — Loi relative à la police des journaux et écrits périodiques. 454
- N° 561. — 18 — 21 mars. — Ordonnance du roi sur l'affichage des listes électorales de certains départemens. 455
- N° 562. — 20 — 25 mars. — Ordonnance du roi concernant les dispositions en vigueur pour prévenir l'invasion des maladies contagieuses. 456
- N° 563. — 20 — 29 mars. — Ordonnance du roi qui supprime l'école d'équitation de Saumur. 456
- N° 564. — 25 — 25 mars. — Loi relative à la répression des délits commis par la voie de la presse, etc. 456
- N° 565. — 50 mars. — Avis des comités de législation et de l'intérieur du conseil d'état, sur la question de savoir si l'article 896 du Code civil est applicable aux établissemens ecclésiastiques. 463
- N° 566. — 51 mars — 1<sup>er</sup> avril. — Loi re-

- relative à des supplémens de crédits demandés, sur l'exercice 1820, pour le département des affaires étrangères. 463
- N° 567. — 31 mars—1<sup>er</sup> avril. — Loi relative à des supplémens de crédits demandés, sur le département de l'intérieur. 463
- N° 568. — 31 mars — 1<sup>er</sup> avril. — Loi contenant allocation d'un crédit pour le département de la guerre. 465
- N° 569. — 31 mars — 1<sup>er</sup> avril. — Loi relative à divers supplémens de crédits demandés, sur le budget de 1820, pour les départemens de la justice et des finances. 464
- N° 570. — 31 mars — 1<sup>er</sup> avril. — Loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1820. 464
- N° 571. — 1<sup>er</sup> — 1<sup>er</sup> avril. — Loi relative aux moyens d'assurer le service du trésor royal. 466
- N° 572. — 3 — 5 avril. — Loi qui accorde des pensions aux médecins et sœurs envoyés à Barcelone. 466
- N° 573. — 3 — 18 avril. — Ordonnance du roi relative au service des postes aux lettres entre la France et le Wurtemberg. 466
- N° 574. — 5—18 avril. — Ordonnance du roi qui révoque l'article 2 de l'ordonnance du 31 mars 1820, relative aux maréchaux-de-camp employés dans les divisions militaires. 467
- N° 575. — 5 — 18 avril. — Ordonnance du roi qui fixe le nombre des sapeurs dans les régimens d'infanterie. 467
- N° 576. — 3 avril — 22 mai. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Nantes sous le nom de compagnie Nantaise d'assurances maritimes. 467
- N° 577. — 17—25 avril. — Loi relative à la concession des eaux surabondantes du canal de Saint-Maur. 467
- N° 578. — 17—25 avril. — Loi relative à l'achèvement du pont de pierre de Rouen. 468
- N° 579. — 17 — 24 avril. — Ordonnance du roi qui annule un arrêté de conseil de préfecture relatif à une contravention aux lois sur la police du roulage. 468
- N° 580. — 17 avril — 5 mai. — Ordonnance du roi portant convocation des collèges électoraux dans certains départemens. 469
- N° 581. — 17 avril 1822 — 24 novembre 1831. — Ordonnance du roi sur l'admission des élèves de l'école polytechnique dans le corps de la marine. 469
- N° 582. — 23—24 avril. — Ordonnance du roi relative aux douanes. 470
- N° 583. — 24 avril—1<sup>er</sup> mai. — Ordonnance du roi qui crée une escouade d'ouvriers d'état du génie pour être attachée à l'arsenal du génie établi à Metz. 470
- N° 584. — 1<sup>er</sup>—2 mai. — Loi contenant le budget de 1822. 470
- N° 585. — 1<sup>er</sup> — 7 mai. — Loi qui accorde au ministère de l'intérieur un crédit pour créer des établissemens sanitaires. 474
- N° 586. — 1<sup>er</sup> — 7 mai. — Ordonnance du roi concernant la prime accordée aux cotons des deux Amériques, importés en France. 474
- N° 587. — 1<sup>er</sup> — 7 mai. — Ordonnance du roi relative à la publication des gravures et lithographies. 474
- N° 588. — 1<sup>er</sup> — 15 mai. — Ordonnance du roi relative aux pensionnaires de l'ordre de Malte. 475
- N° 589. — 1<sup>er</sup> — 15 mai. — Ordonnance du roi qui rapporte celle du 31 mars 1820, relative aux maréchaux-de-camp commandant les écoles d'artillerie de La Fère, Auxonne, Valence et Rennes. 475
- N° 590. — 1<sup>er</sup> — 22 mai. — Ordonnance du roi relative à l'examen des jeunes gens qui se présenteront pour être admis à l'école militaire. 475
- N° 591. — 1<sup>er</sup> — 22 mai. — Ordonnance du roi portant autorisation de la congrégation de l'instruction chrétienne, formée par MM. Delamennais et Deshayes. 475
- N° 592. — 1<sup>er</sup> mai—15 juillet. — Ordonnance du roi qui étend l'autorisation d'acquérir les maisons construites à moins de cinquante toises du mur d'enceinte de Paris. 476
- N° 593. — 8 — 18 mai. — Ordonnance du roi relative à l'uniforme des régimens d'infanterie. 477
- N° 594. — 11 — 18 mai. — Ordonnance du roi relative à l'exécution de l'article 10 de la loi de finances du 1<sup>er</sup>—2 mai 1822, qui prohibe la fabrication des eaux-de-vie et esprits dans Paris. 477
- N° 595. — 15 — 22 mai. — Ordonnance du roi concernant le prix des poudres. 478
- N° 596. — 15 — 22 mai. — Ordonnance du roi qui supprime le tribunal de commerce de Mauriac (Cantal). 478
- N° 597. — 15 — 24 mai. — Ordonnance



- du roi portant fixation des traitemens des préfets et des frais d'administration des préfectures. 478
- N° 598. — 15 — 24 mai. — Ordonnance du roi relative à la répartition du produit du centime du fonds de non-valeurs de l'exercice courant, mis à la disposition du ministre des finances. 479
- N° 599. — 15 mai — 15 juin. — Ordonnance du roi sur l'application de la peine déterminée par l'article 475 du Code pénal. 479
- N° 600. — 15 mai — 15 juillet. — Ordonnance du roi portant autorisation de la compagnie des mines de houille de Schœneck (Moselle). 479
- N° 601. — 22 mai — 1<sup>er</sup> juin. — Ordonnance du roi sur l'avancement dans les compagnies des gardes-du-corps. 479
- N° 602. — 22 mai — 15 juin. — Ordonnance du roi relative à l'adjudication des réparations, constructions, etc., à la charge des départemens. 480
- N° 603. — 28 mai — 9 juin. — Ordonnance du roi qui organise l'administration générale des haras et de l'agriculture. 480
- N° 604. — 29 mai — 9 juin. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication d'une bulle d'institution canonique. 481
- N° 605. — 29 mai — 9 juin. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de bulles d'institution canonique. 481
- N° 606. — 1<sup>er</sup> — 15 juin. — Ordonnance du roi qui donne au chef de l'université le titre de grand-maître, etc. 481
- N° 607. — 4 juin. — Discours du roi à l'ouverture de la session de 1822. 481
- N° 608. — 5 — 15 juin. — Ordonnance du roi concernant le service des postes aux lettres avec le grand duché de Bade. 481
- N° 609. — 8 — 19 juin. — Ordonnance du roi concernant la fabrication des soudes factices. 482
- N° 610. — 12 juin — 10 juillet. — Ordonnance du roi portant règlement sur l'exercice de la profession de boulanger à Bergues (Nord) et à Lons-le-Saulnier (Jura). 484
- N° 611. — 19 juin — 1<sup>er</sup> août. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme dite du bateau à manège de la Dordogne, formée à Bordeaux. 484
- N° 612. — 24 juin. — Ordonnance du gouverneur de la Martinique sur la rectification des inscriptions hypothécaires. 484
- N° 613. — 26 juin — 1<sup>er</sup> juillet. — Ordonnance du roi modificative du règlement du 14 juin 1815, en ce qui concerne la bourse commune des huissiers. 485
- N° 614. — 26 juin — 10 juillet. — Ordonnance du roi portant fixation du prix de vente aux consommateurs des poudres de mine, etc. 486
- N° 615. — 26 juin — 27 juillet. — Ordonnance du roi qui autorise l'emprunt à ouvrir par la chambre de commerce de Bordeaux, afin de pourvoir à l'établissement d'un entrepôt réel. 486
- N° 616. — 3 — 15 juillet. — Ordonnance du roi relative aux inspections des troupes. 486
- N° 617. — 5 — 20 juillet. — Ordonnance du roi qui appelle à l'activité les jeunes soldats de la classe de 1821. 488
- N° 618. — 5 — 25 juillet. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Dijon. 488
- N° 619. — 5 — 27 juillet. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme du spectacle de Perpignan. 489
- N° 620. — 10 — 15 juillet. — Loi portant autorisation d'aliéner des bâtimens occupés par le ministère des finances, et de vendre les matériaux provenant de l'ancienne salle de l'Opéra. 489
- N° 621. — 10 — 20 juillet. — Ordonnance du roi qui rend applicables aux avoines et farines d'avoine les dispositions des lois des 16 — 17 juillet 1819, 7 — 9 juin 1820 et 4 — 15 juillet 1821. 489
- N° 622. — 10 — 20 juillet. — Ordonnance du roi relative au mode d'avancement des officiers du train des équipages militaires. 490
- N° 623. — 10 juillet — 1<sup>er</sup> août. — Ordonnance du roi qui établit un péage sur le pont vicinal de Damery (Marne). 491
- N° 624. — 17 — 25 juillet. — Loi relative au rétablissement du séminaire de Chartres. 491
- N° 625. — 17 juillet — 10 août. — Ordonnance du roi qui autorise la société d'assurances mutuelles sur la vie des hommes à donner commencement à ses opérations. 491
- N° 626. — 27 — 27 juillet. — Loi sur les douanes. 491
- N° 627. — 28 juillet — 6 août. — Ordonnance du roi qui détermine les bureaux par lesquels devra avoir lieu, sur la frontière de terre, l'importation des

|                                                                                                                                                |     |                                                                                                                                                                                                                                           |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| bœufs, vaches et porcs maigres, au minimum des droits fixés par la dernière loi de douanes.                                                    | 498 | N° 634. — 17—17 août. — Loi relative à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1823.                                                                                                                                        | 524 |
| N° 628. — 31 juillet—6 août. — Ordonnance du roi concernant l'incompatibilité entre les fonctions de notaire et celles de commissaire-priseur. | 500 | N° 635. — 21—29 août. — Ordonnance du roi qui établit un conseil de prud'hommes à Caen.                                                                                                                                                   | 528 |
| N° 629. — 7 — 14 août. — Ordonnance du roi qui détermine des mesures relatives au régime et à la police sanitaires.                            | 501 | N° 636. — 22 août—1 <sup>er</sup> septembre. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication d'une convention conclue avec le roi d'Espagne, concernant la liquidation et le paiement des créances des Français à la charge de l'Espagne. | 529 |
| N° 630. — 7 — 17 août. — Ordonnance du roi concernant les vacances de la cour des comptes.                                                     | 510 | N° 637. — 22 août. — Ordonnance du roi qui retire un brevet à un libraire.                                                                                                                                                                | 531 |
| N° 631. — 9 — 17 août. — Ordonnance du roi relative à la publication d'une bulle d'institution canonique.                                      | 510 | N° 638. — 28 août — 8 septembre. — Ordonnance du roi qui supprime les deux places de chefs de service pour les vivres et les fourrages, créées par l'ordonnance du 30 janvier 1821.                                                       | 531 |
| N° 632. — 14—23 août. — Loi relative à l'achèvement et à la construction de divers canaux.                                                     | 511 | N° 639. — 28 août 1822—10 avril 1832. — Ordonnance du roi concernant l'organisation du corps de sapeurs-pompiers de Paris.                                                                                                                | 532 |
| N° 633. — 14 août—8 septembre. — Ordonnance du roi qui approuve l'adjudication de la concession des eaux surabondantes du canal de Saint-Maur. | 519 |                                                                                                                                                                                                                                           |     |



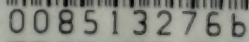
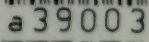


La Bibliothèque  
Université d'Ottawa  
Echéance

The Library  
University of Ottawa  
Date Due

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|





a 39003

008513276b

|               |  |  |  |
|---------------|--|--|--|
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
|               |  |  |  |
| CAT. NO. 1137 |  |  |  |

CAT. NO. 1137



